



# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**21e Législature — 5e session**

**Vol. 2 - Séances du 11 avril au 3 juin 1944**

**1944**

**Texte établi par Geneviève Barry et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Cyrille Dumaine**









**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**21e Législature - 5e session**

**Vol. 2 - Séances du 11 avril au 3 juin 1944**

**1944**



## Première séance du mardi 11 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

## Eugène Poirier

**M. Caron (Hull):** 1. Pendant combien de temps M. Eugène Poirier a-t-il été à l'emploi de l'Office du crédit agricole?

2. Pendant la période pour laquelle il a été à l'emploi de l'Office du crédit agricole, combien M. Poirier a-t-il reçu du gouvernement de la province de Québec: *a.* En traitement? *b.* En frais de séjour à Québec et ailleurs? *c.* En dépenses de voyage?

3. M. Poirier avait-il son bureau à Québec?

4. Ses frais de séjour à Québec étaient-ils payés par la province?

5. M. Poirier avait-il le droit de conserver en même temps son bureau privé à Montréal?

6. Combien de jours par semaine, en moyenne, M. Poirier est-il venu à son bureau de Québec, de 1936 à 1939?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Trois ans, deux mois et 12 jours.

2. *a.* \$27,010.64; *b.* \$5,148.94 (frais de séjour à Québec seulement); *c.* \$42.10 (dépenses de voyage en dehors de Québec).

3. Oui.

4. Oui.

5. L'arrêté du conseil le nommant ne contient aucune disposition à ce sujet.

6. 15 jours en 1936 (nommé le 14 novembre 1936); 125 jours en 1937; 146 jours en 1938; 140 jours en 1939; 6 jours en 1940 (a démissionné le 26 janvier 1940).

Total: 432 jours, d'après les frais de séjour chargés dans les comptes de dépenses.

## Explications sur des faits publiés:

Article paru  
dans *Le Moraliste*

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** se lève sur une question de privilège pour protester contre une assertion du *Moraliste* à son endroit, qu'il appelle le journal officiel du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève immédiatement un point d'ordre pour protester contre cette affirmation. Ce que dit le député de Mercier est contraire aux faits, dit-il, et il n'a pas le droit de faire des commentaires de cette nature sur une question de privilège.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** D'après *Le Moraliste*, j'aurais attaqué la Société Saint-Jean-Baptiste au cours du débat soulevé par le chef de l'opposition à propos d'immigrés juifs en cette province. Je n'ai jamais attaqué cette Société en cette Chambre. J'ai tout simplement déclaré que notre société nationale est actuellement dirigée par des gens qui veulent l'empêcher de lui faire atteindre le but pour lequel la Saint-Jean-Baptiste a été instituée. Quant au rédacteur du *Moraliste*<sup>1</sup>, si jamais il tourne autour du député de Mercier, ce petit bout d'homme va trouver à qui parler.

## Demandes de documents:

Forces hydrauliques  
de la rivière Outaouais

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant aux forces hydrauliques de la rivière Outaouais.

On se souvient qu'il y a deux ans, et même un peu plus, le gouvernement votait en cette Chambre une loi pour l'expropriation de la Beauharnois et une autre pour la canalisation du Saint-Laurent. En 1942,

le gouvernement a parlé de conclure une entente avec la province voisine concernant les forces hydroélectriques de la rivière Outaouais. En 1943, l'entente était faite. Une loi a donc été votée l'an dernier pour autoriser une répartition entre les provinces de Québec et d'Ontario des pouvoirs que les deux provinces possédaient en commun jusque-là sur la rivière Outaouais.

Le gouvernement n'avait pas de rapport de techniciens ni de rapport d'avocats, au point de vue constitutionnel. Or, par cette entente, il change les frontières de notre province. À cause de cette modification de frontières, des gens de notre province seront maintenant assujettis aux lois de l'Ontario et non plus à notre Code civil. La concession est faite pour 999 ans, soit dix siècles moins un an. Il proteste contre le procédé employé. Et ce qui est plus grave, le régime actuel, le gouvernement Godbout a reconnu au gouvernement fédéral le droit de donner son autorisation à cette entente par un simple arrêté ministériel passé en vertu de la loi des mesures de guerre.

Les pouvoirs d'eau de l'Outaouais sont considérables. Ils appartenaient moitié à la province de Québec, moitié à l'Ontario. Avant de développer des pouvoirs, il faut connaître quelles en sont les conséquences. Le gouvernement n'a pas pris les précautions élémentaires; le développement de l'Outaouais comportait des questions des plus sérieuses et, avant d'avoir fait des échanges du genre, le gouvernement aurait dû faire enquête sur les possibilités aux fins de savoir s'il se trouvait des terrains propres à la colonisation, à l'agriculture et à l'exploitation des mines, des terres que l'on se proposait d'inonder.

Le gouvernement a procédé à l'aveuglette dans cette affaire, sans avoir de données précises sur les conséquences de ses actes. Car le premier devoir d'un gouvernement, c'est de mesurer les conséquences des actes qu'il pose. L'an dernier, lorsque le gouvernement a présenté sa loi pour faire un échange de pouvoirs d'eau avec la province d'Ontario, le ministre a avoué qu'il n'avait pas de rapport d'experts. Plus que cela, il a refusé de produire les rapports préparés par les avocats sur l'aspect constitutionnel de cette transaction.

La loi votée en 1943 pour décréter cet échange de pouvoirs hydroélectriques entre les deux provinces est néfaste parce qu'elle comporte une cession totale des droits de la province et un changement des frontières du Québec. Le gouvernement a procédé à l'aveuglette, créant un précédent dangereux. Dans le cas du pouvoir Paquet,

on a adopté un développement conjoint, mais dans tous les autres cas, c'est l'assujettissement complet de notre province à celle d'Ontario où les lois ne sont pas faites pour nous.

Le gouvernement a permis au fédéral de ratifier cette entente par un arrêté ministériel passé en vertu de la loi des mesures de guerre, cette loi exécutée par les libéraux, inconstitutionnelle à plusieurs points de vue, qui empiète sur les prérogatives provinciales. Cette loi des mesures de guerre avait été adoptée par M. Borden. Les libéraux l'ont dénoncée durant 25 ans. Mais, loin de le rappeler, ils s'en sont servis dès leur arrivée au pouvoir. Ils l'ont appliquée de la façon la plus canaille et la plus hypocrite qu'on n'avait pas encore vue. C'était le devoir du gouvernement de protester contre les empiètements commis en vertu de la loi des mesures de guerre, comme Sir Lomer Gouin avait protesté et dénoncé officiellement lors de l'autre guerre, en 1916. Les pouvoirs d'eau de l'Outaouais sont cédés pour 999 ans à venir, et cela, encore une fois, en vertu de la loi des mesures de guerre qui est une loi spéciale pour le temps de la guerre.

L'entente faite avec l'Ontario est désavantageuse pour la province de Québec. On aurait dû procéder à des développements conjoints au lieu de faire des cessions de territoire. Lors de la discussion de la loi, l'an dernier, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) a déclaré que la province avait besoin de développer le pouvoir hydroélectrique de Carillon, que lui cédait l'Ontario, pour apporter l'électricité aux gens de Montréal et faire la concurrence aux compagnies. Or, le gouvernement n'a absolument rien fait et le pouvoir de Carillon est encore inexploité. À entendre le ministre, ce pouvoir d'eau devait sauver Montréal et électrifier les campagnes. Quelle farce lugubre!

Il en coûterait meilleur marché au gouvernement de développer le pouvoir de Carillon que d'engager la province à dépenser de \$200,000,000 à \$300,000,000 dans des entreprises hasardeuses comme l'expropriation de la Montreal Power pour impressionner l'électorat.

Lorsque mon parti prendra le pouvoir, nous allons abolir cette loi votée l'an dernier par le gouvernement Godbout au sujet des forces hydrauliques de l'Outaouais.

Il cite un article du *Financial Post* où l'auteur exprime l'opinion que le développement hydroélectrique de Shipshaw sera inopportun, après la guerre. La surproduction de l'énergie électrique, déclare-t-il, compliquera la situation de l'après-guerre.

Le gouvernement devrait rappeler sa législation de l'an dernier et la remplacer par une entente équitable pour chacune des provinces. Nous n'avons pas d'objection à faire des ententes, et nous voulons vivre en bons voisins avec l'Ontario, mais à condition qu'elles soient faites sur des bases justes et raisonnables pour notre province et surtout qu'on ne procède pas en vertu de la loi des mesures de guerre.

Le gouvernement devrait, avant de mourir, mettre de côté cette législation qui nous est désavantageuse et qui sanctionne le droit pour Ottawa d'empiéter sur les prérogatives provinciales en vertu de la loi des mesures de guerre. Ce serait une meilleure politique de la part du gouvernement que de prendre avec la province d'Ontario un arrangement qui ne serait pas une approbation odieuse de cette loi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Cette question a été discutée à fond à plusieurs reprises en cette Chambre et je ne veux pas revenir sur ce qui a été dit déjà. Cependant, le chef de l'opposition s'est contredit, en reprochant d'abord au gouvernement de n'avoir pas développé le pouvoir de Carillon et en disant aussitôt après qu'il y a surproduction d'énergie électrique dans la province. Le chef de l'opposition veut encore tenter de soulever un débat sur l'autonomie provinciale.

Il nous reproche une entente par laquelle chaque province pourra développer avantageusement ses pouvoirs hydroélectriques quand cela fera leur affaire. Cette entente conclue l'an dernier a été profitable aux deux parties intéressées. Quel mal y a-t-il que des pouvoirs hydroélectriques soient développés avec un plus grand avantage pour chacune de nos provinces, soit Québec et Ontario?

Il n'est aucunement question de changement des frontières des deux provinces dans cela et il n'y a pas lieu de faire du drame avec cette affaire. On a simplement conclu une convention avantageuse pour les deux parties. À tout considérer, c'est une mesure de bon voisinage.

Si Ottawa a dû confirmer certaines ententes à cause des droits de navigation qui lui appartiennent, cela ne met nullement en cause la loi des mesures de guerre dont le pouvoir central a pu se servir. Il n'y a rien d'autre à ajouter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** use brièvement de son droit de réplique.

La motion est adoptée.

**Minorité francophone  
au Canada**

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui d'Ottawa, ou de tout membre et employé de l'un ou de l'autre, relativement à un traitement plus équitable de la minorité française au Canada, dans l'armée, dans les usines de guerre et dans le fonctionnarisme.

Je veux établir les droits des Canadiens français dans les écoles, dans le fonctionnarisme et dans l'armée, dit-il. Il explique qu'il entend faire appel à la raison plutôt qu'au sentiment. Il citera donc des faits et des chiffres pour montrer que les Canadiens français n'obtiennent un traitement équitable ni dans les écoles, ni dans le fonctionnarisme, ni dans les services de guerre, ni dans l'armée.

Notre statut d'égalité, dit-il, et notre droit de parler français, au Canada, sont d'abord fondés sur le droit naturel. Nous avons été les premiers citoyens de ce pays et ses découvreurs. Nous sommes les fondateurs du Canada que nous habitons et développons depuis plus de trois siècles. Ce droit a été consigné et reconnu dans plusieurs constitutions, notamment par les articles 133 et 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui reconnaissent et affirment les droits de la minorité française au pays dans le domaine scolaire et dans celui du bilinguisme.

C'est Sir John Macdonald, premier ministre de la Confédération, qui a le mieux interprété l'esprit de ces textes lorsqu'il a déclaré: "Que ce pays ait été conquis ou qu'il ait été cédé, d'après notre Constitution, les deux races jouissent exactement des mêmes droits en matière de langue, de religion, de droits civils, politiques, personnels, et aussi elles sont sur le même pied."

D'autre part, si l'article 3 de la Charte de l'Atlantique, parlant de la protection des petits pays, dit encore quelque chose à quelqu'un dans le monde, il devrait aussi garantir les droits de la minorité canadienne à vivre ici, au Canada.

On parle l'afrikander en Afrique du Sud, le gaélique en Irlande. Pourquoi vouloir bannir le français du Canada? Notre langue, pendant 300 ans, fut celle de l'Angleterre qui garde sur ses armoiries des inscriptions françaises. Il faut séjourner en

Angleterre pour voir comment on a su se débarrasser là de cet esprit de colonialisme de nos compatriotes de langue anglaise. Et il ne faut pas oublier que, dans certains pays de l'Empire, on parle plusieurs langues; à peine 10 % de la population de l'Empire britannique parle l'anglais.

Dès le lendemain de la Confédération, en 1871, on a commencé à opprimer la minorité canadienne-française et à saboter l'école. Aujourd'hui encore, dans toutes les provinces de l'Ouest, comme en Ontario, nos concitoyens ont vu leurs droits les plus sacrés complètement méconnus. Il n'y a que dans Québec qu'on a des traitements de faveur pour nos minorités.

En Ontario, il y a eu des progrès incontestables, mais la situation est loin de nous être avantageuse. Dans les écoles de l'Ontario, nos compatriotes n'ont pas les mêmes droits que la minorité dans Québec: les taxes provenant des services d'utilité publique, des immeubles du gouvernement fédéral et des sociétés par actions sont versées aux écoles publiques, sans égard pour la minorité qui a évidemment droit à sa part. Conséquences inévitables pour les catholiques: taxes plus lourdes, difficultés financières et désertion des écoles séparées.

Au Manitoba, la situation des nôtres n'est pas meilleure; on soutient qu'il ne faut pas permettre aux enfants des écoles d'autres races de parler leur langue à l'école. Il cite le *Manitoba School Journal*, organe officiel du ministère de l'Instruction publique, à ce sujet.

En Saskatchewan, continue-t-il, à l'exemple de ce nazi de la propagande qui, rageusement, foule aux pieds un crucifix, on interdit l'usage de toute croix du Christ dans les écoles, on a interdit aux religieuses le port de l'habit religieux et l'on ose demander à la population: Aimeriez-vous à vivre sous un régime nazi?

Ici, j'en profite pour faire une digression et flétrir l'attitude du général de Gaulle, dont le Comité de libération vient de donner ordre d'enlever le crucifix dans les écoles de la Martinique. Politique antireligieuse et à tendance communiste.

Leslie Roberts a donc raison de dénoncer "l'effarante étroitesse des autres provinces envers les minorités françaises".

Dans le fonctionnarisme, la proportion de nos représentants diminue sans cesse. Pratiquement, nous ne comptons plus. Même à Montréal, en dépit de la loi du service civil qui décrète que les employés doivent être "qualifiés dans la connaissance et l'usage de la langue de la majorité", on propose des

candidats unilingues. Et le ministre du Revenu national, M. Colin Gibson, pour se justifier de vouloir imposer des fonctionnaires de langue anglaise à la deuxième ville française du monde, ose affirmer que "la majorité des personnes qui font affaire avec la douane emploie l'anglais". Ce n'est pas étonnant puisqu'on ne peut s'y faire entendre en français. Et nous laissons faire tout cela.

Dans le fonctionnarisme, notre position est la suivante: les Canadiens français représentent 30 % de la population mais ne possèdent que 17 % des fonctions publiques et ne reçoivent que 11 % des salaires. Cette proportion a probablement baissé de 5 %, depuis quelque temps.

On me répondra que les Canadiens français n'ont peut-être pas la compétence nécessaire pour occuper des postes de confiance. Si cela est vrai, je prétends que la faute en est à l'élite et aux régimes libéraux qui, depuis 40 ans, n'ont pas préparé les nôtres à occuper des fonctions de responsabilité.

Il cite des cas qui relèvent du Service sélectif et du ministère des Munitions pour démontrer combien les Canadiens français sont frustrés de leurs droits.

À Radio-État, ajoute-t-il, tous les programmes sont donnés en anglais et en français, dans la région de Québec, pour satisfaire une clientèle anglaise qui représente 5 % de la population, tandis que, dans l'Ouest, on accorde à peine une heure de français par jour pour une population française de 7 %. Est-ce là un exemple du fair-play britannique?

Je félicite le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) du discours qu'il a prononcé devant la Fédération des Chambres de commerce, à Montréal, en décembre.

Dans les services de guerre, on peut soutenir que les Canadiens français sont totalement ignorés. Jamais, sous aucun gouvernement depuis 1867, nous n'avons été traités avec autant de cynisme et de mépris dans toutes les sphères que présentement.

Au ministère des Munitions, sur 26 contrôleurs, il n'y a pas un seul des nôtres. Le ministre est secondé par cinq assistants et le sous-ministre par quatre. Naturellement, on n'a pas choisi parmi eux un seul Canadien français, bien que la compétence de deux ou trois Anglo-Canadiens soit, nous assure-t-on, fort discutable. Au bureau du sous-ministre, sur 35 officiers supérieurs, nous ne trouvons pas un seul nom français. Même régime au ministère de la Production qui compte 105 officiers supérieurs dont deux Canadiens français seulement. Et nous pourrions ainsi continuer longtemps notre énumération.

Si nous considérons que ces différents services de guerre contrôlent l'économie et que l'économie lui-même domine et contrôle incontestablement le politique, nous devons conclure que l'influence des Canadiens français dans la direction de leur pays décroît sans cesse et, si cela continue, demain elle ne sera plus que microscopique.

À la devanture de certaines usines de guerre dirigées par le gouvernement, à Montréal, on a pu lire: "English speaking only", pendant que les laissez-passer et les dossiers de la production, à l'usage des ouvriers canadiens-français, sont rédigés seulement en anglais à l'Arsenal de Québec. Pourtant, n'est-ce pas l'un des nôtres, le major Thériault, qui est le chef de ce service?

Le peuple canadien-français ne continuera pas d'accepter cette situation et il prendra les moyens de la changer.

La situation n'est pas meilleure dans l'armée, sans parler de l'aviation et de la marine, où l'on nous traite en parias.

À moins de changements récents, le service médical de l'armée à Montréal ne compte qu'une faible proportion de Canadiens français et le chef est un Anglais. On exige souvent, nous assure-t-on, des certificats anglais des médecins et des conscrits de langue française.

Les feuilles de route et les congés (furlough) des soldats sont rédigés exclusivement en anglais. Souvent des électeurs me demandent de leur traduire ces documents auxquels ils ne comprennent rien. À cause de cet unilinguisme de l'armée, il arrive que des Canadiens français transgressent involontairement des ordres. On les traduit alors devant un tribunal militaire dont les juges souvent ne comprennent pas un mot de français. Ils ne peuvent se justifier et fréquemment, pour les mêmes infractions, les nôtres sont condamnés, lorsque leurs camarades anglais sont libérés. Je pourrais citer plusieurs cas de cette nature qui sont survenus au camp Borden, en Ontario.

Je suis surpris que les Canadiens français des forces armées ne reçoivent pas leurs ordres en français, alors que les membres des unités polonaises, norvégiennes et autres reçoivent les leurs dans leur propre langue. Il cite plusieurs cas de jeunes gens qui se plaignent qu'on ne leur donne que des commandements secondaires et des formules en anglais. Des régiments, dit-il, composés en majorité de Canadiens français, sont commandés en anglais par des Anglais, comme le Royal Rifles of Canada. Pourquoi donc ne pas envoyer notre brigadier Blais, de Québec, commander en français des Anglais de

Toronto? Les soldats d'Ontario le renverraient prestement chez lui à coups de pied et on ne saurait les blâmer.

Et nous, sommes-nous donc assez peu fiers pour tolérer plus longtemps cette injustice révoltante? Ce qui m'étonne et m'indigne le plus, ce n'est pas le traitement qu'on nous inflige, c'est notre humiliante résignation. Que je voudrais parfois être conscrit! On m'emprisonnerait certes, avant que j'obéisse à un ordre qui me serait donné dans une langue étrangère pour la pseudo défense des minorités nationales. Et pourquoi toujours refuser de doter Québec d'un collège militaire français comme celui de Kingston?

Il lit des lettres de soldats et d'officiers qui se plaignent de persécution dans l'armée à cause de leur origine française. Il cite même des noms que de braves militaires l'ont autorisé à dévoiler. "Speak white" et "No French Canadians need apply" sont des expressions courantes. Il lit un extrait d'un article violent, contre la province de Québec, d'un journal de Vancouver, le *Vancouver News Herald*, que lui a envoyé le capitaine Roy de Nanaimo. On y souhaite la venue d'un Jos. Staline pour mater enfin des Canadiens français, dit-il.

**M. Leduc (Laval):** Je suis révolté depuis un quart d'heure, M. le député de Lotbinière (M. Chaloult), de vous entendre parler comme vous le faites depuis le début de votre discours.

**M. Chaloult (Lotbinière)** en appelle aux témoignages peu suspects d'Anglo-Canadiens pour démontrer combien nous sommes traités injustement au Canada. Il cite particulièrement M. Tucker, député libéral à Ottawa, et M. Herbert Lash, directeur de l'information pour le gouvernement. Celui-ci conclut:

"L'Anglo-Saxon s'est emparé de tout ce qu'il voyait. Il n'a laissé que la politique et le Français s'en est emparé et l'a faite sienne."

Ce ne sont point les chefs de langue anglaise que je blâme de ce que les Canadiens français ne sont pas traités de la façon dont ils devraient l'être dans le service civil, les usines de guerre et les forces armées.

Ce que je ne m'explique pas, c'est l'absence de réaction des Canadiens français. Je blâme les Canadiens français qui occupent des postes responsables et n'ont pas le courage de réclamer leurs propres droits. Est-il possible qu'un peuple continue de se laisser mener ainsi? Heureusement, je constate par les visites que je reçois à mon bureau qu'il y a un réveil.

Je conclus. J'estime que notre traitement d'infériorité a deux causes: on n'accepte pas le fait français au Canada et nous avons une mentalité de vaincus, ce que les Anglais ne peuvent tolérer. Il rappelle et cite la dernière conférence de l'abbé Groulx qui explique pourquoi nous sommes divisés: "La négation du fait français par nos associés et la timidité de nos réclamations sont deux causes qui expliquent notre demi-esclavage." "Est-il possible pour l'agneau d'appivoiser le loup?", disait également l'abbé Groulx.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

L'honorable député cite M. le chanoine Groulx. Est-ce que le chanoine Groulx est encore le chef du député de Lotbinière ou de M. Maxime Raymond?

**M. Chaloult (Lotbinière):** La question est impertinente. Je n'ai pas de chef. Je suis mon propre chef. Je tiens à mon indépendance.

Il ne faut pas implorer la justice, il faut l'exiger. La liberté ne se donne pas, elle se prend. C'est la classe dirigeante qui est à blâmer si les nôtres sont dans cet état d'infériorité. Certains de nos dirigeants n'ont pas su défendre les Canadiens français. Si notre peuple vit dans la misère, la pauvreté et le mépris de ses droits, c'est la faute de notre élite.

Refusons de collaborer avec Ottawa, si Ottawa refuse de collaborer avec nous et de respecter la Constitution. J'invite le gouvernement à se redresser et à adopter une attitude ferme devant le pouvoir central<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il s'agit d'une motion pour production de documents. Des motions comme celle du député de Lotbinière n'ont aucun caractère politique mais ont pour but de permettre aux députés d'échanger leurs points de vue sur des questions d'intérêt national. C'est pour cette raison que je participe au débat.

Il y a quelques semaines, je me suis levé en Chambre pour appuyer une motion du député de Lotbinière, protestant contre la conception de l'Empire par Lord Halifax. Le lendemain, le *Globe and Mail* de Toronto a dit que j'avais appuyé la motion isolationniste du député de Lotbinière. Si j'appuie maintenant la motion qui est devant la Chambre, je ne manquerai pas d'être compromis définitivement aux yeux du journal de Toronto.

On peut avoir des vues politiques divergentes, mais, sur certains problèmes nationaux, il faut nécessairement présenter un front uni. Ces

problèmes ne doivent pas nous diviser. Il ne faut pas oublier que nous sommes une minorité et, lorsqu'il s'agit de revendiquer les droits de la province de Québec au point de vue de la langue et de la religion, il faut être unanime. Nous sommes une minorité et nous devons lutter pour vivre. Une minorité qui ne lutte pas ne remplit pas son devoir et est exposée à périr. Si nous ne le faisons pas, nous sommes en danger de perdre nos droits. Les députés, s'ils peuvent différer d'opinions sur d'autres questions, devraient unanimement réclamer les droits constitutionnels de la minorité de langue française.

Le député de Lotbinière m'a mis en cause en disant que j'étais intervenu en ma qualité de ministre du Commerce et de l'Industrie, pour faire reconnaître nos droits à Ottawa. Il reconnaît qu'il est intervenu à maintes reprises pour que justice soit rendue aux Canadiens français dans tous les domaines d'après-guerre qui seront chargés de l'administration du pays. J'espère qu'il y aura un changement pour le mieux pour les Canadiens français.

Je ne suis pas isolationniste, dit-il, mais je pense ceci. En arrière de son effort de guerre, Ottawa a organisé un effort commercial et industriel très considérable. Cet effort a généralement atteint son but au point de vue de la production. Il a permis à nos armées de lutter efficacement et de faire bonne figure dans les rangs des alliés. Cette mobilisation de l'industrie et du commerce ne pouvait se faire sans que l'industrie privée ne soit affectée. Et nous avons eu l'économie dirigée, c'est-à-dire qu'un contrôle a été établi sur la vie économique du pays; des contrôleurs ont été placés partout.

Il faut constamment surveiller nos intérêts. Cette mobilisation de l'effort industriel va-t-elle cesser immédiatement après la guerre? Les opinions sont partagées. Les uns inclinent à croire que ces contrôles devraient disparaître après la guerre et voudraient que l'on revienne au plus tôt à l'initiative privée. D'autres prétendent que l'économie dirigée doit subsister, au moins en partie. Enfin, il y en a qui préconisent un juste milieu. L'économie dirigée subsistera certainement pendant la période transitoire et certains contrôles seront maintenus après la guerre.

Nous sommes donc en face d'une organisation économique puissante qui contrôle tout le pays; il faut donc y être représenté. Il importe de se demander si les Canadiens français ont leur juste part de représentation dans les organismes économiques. Or, nous ne sommes pas représentés de façon adéquate, nous les Canadiens français. J'ai déjà dit que nous n'avons pas justice, nous les



Canadiens français, dans les usines de guerre. Comme ministre du Commerce et de l'Industrie du Québec, j'ai cru bon de faire des représentations à Ottawa, afin que les nôtres ne soient pas exclus de cette nouvelle organisation économique.

Voilà pourquoi j'ai prononcé quelques discours, dont celui devant la Chambre de commerce de Montréal, dans lesquels je réclamaï une plus large place pour les Canadiens français, une plus forte somme de justice dans tous les emplois fédéraux, une représentation équitable de la minorité francophone dans la fonction publique fédérale d'après-guerre. Malheureusement, nous n'avons pas encore obtenu justice. J'espère que la situation des Canadiens français changera pour le mieux.

Je veux citer des chiffres, dans l'espérance qu'on remédiera à la situation et qu'on nous donnera justice.

Au département des Munitions, le ministre a cinq assistants, dont pas un Canadien français; le sous-ministre en a quatre, dont pas un Canadien français. Sur 26 contrôleurs, qui ont la mainmise sur toute l'activité économique et industrielle de la nation, pas un Canadien français. Parmi les assistants contrôleurs, il n'y a qu'un seul Canadien français. Au département de la production, sur 104 officiers supérieurs, deux seulement sont de notre race. Dans le service des priorités, qui est essentiel, il y a 13 officiers supérieurs dont pas un seul Canadien français. Sur huit représentants régionaux, aucun Canadien français. En résumé, pour le département des Munitions et Approvisionnements de M. Howe, sur 222 officiers supérieurs, il n'y a que huit Canadiens français. La situation est la même au ministère des Finances.

Il est plus que temps que nous nous occupions de nos affaires dans tous ces domaines. J'espère qu'Ottawa nous donnera justice dans nos réclamations au point de vue canadien-français.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le ministre parle actuellement au nom du gouvernement?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je parle sur une motion pour production de documents du député de Lotbinière. Je profite de cette occasion pour dire ici, en Chambre, ce que j'ai toujours réclamé pour les nôtres, les Canadiens français, et je dis ce que j'ai fait, en réponse aux remarques du député de Lotbinière.

Dans le département de M. Ilsley, c'est un peu mieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas pour les taxes.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Sur 331 officiers supérieurs de ce département, il y a 20 Canadiens français. Sur 435 officiers supérieurs de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, je relève 30 noms canadiens-français, soit 7 % du total.

La province de Québec participe à la guerre. Elle a consenti des sacrifices énormes en hommes, en argent, en vivres et en munitions, et elle ne peut accepter qu'on lui fasse une situation semblable. Nous avons fait notre devoir. Je ne puis accepter une situation comme celle-là, inférieure pour la province de Québec. Si la chose continue, nous serons bientôt exclus de ces organismes vitaux qui contrôlent toute l'économie du pays et qui continueront vraisemblablement à la contrôler pendant la période de transaction qui suivra la victoire. Je n'accepterai pas cela non plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas s'il y a un gouvernement qui se tient debout dans la province.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition peut consulter son ami M. Hepburn!

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous ne serons forts qu'en réclamant nos droits dès maintenant avec énergie et en cherchant à acquérir la compétence nécessaire pour faire la concurrence aux Anglo-Canadiens, si on ne veut pas être laissés seuls dans les années d'après guerre. Il n'est pas admissible qu'il n'y ait pas suffisamment de compétences parmi les Canadiens français pour remplir ces positions, bien qu'en certains cas on nous refuse l'opportunité de créer ces compétences. Cependant, il ne faudrait pas juger cette question, dans un pays comme le nôtre, en prenant comme seule base la compétence.

Qui devrait décider, alors? Serait-ce la majorité? Dans ce cas, cela voudrait dire que le peuple canadien-français remettrait son sort entre les mains de la majorité. Mais la question des compétences, ce n'est pas la majorité qui va la régler, car l'opportunité de créer et de montrer des compétences, la majorité ne nous l'a certainement pas donnée. Dans un pays bilingue comme le nôtre, nous ne pouvons mettre notre sort dans les mains de la majorité, sinon on court des chances d'attendre longtemps. Mais, à tout prendre, je ne veux pas croire qu'il n'y ait point de compétence chez nous.

Il y a un moyen de s'entendre, mais à condition qu'on le veuille des deux côtés, qu'on admette le fait français dans le Canada. Il n'y a qu'un système possible d'entente entre les deux races sur des questions comme celle-là: les Canadiens français constituent 30 % de la population, qu'on leur donne 30 % des positions fédérales. On ne peut sortir de là. Aucun autre principe ne peut prévaloir, autrement on marchera toujours vers la mésentente et la désunité nationale.

"Qu'est-ce qui ne va pas chez les Canadiens français?" se demande-t-on dans les provinces anglaises. Eh bien, à tort ou à raison, le Canadien français est convaincu qu'on ne lui accorde pas justice dans la Confédération, au point de vue social, des droits scolaires, etc., et cela, au moment où nous luttons pour le sort des minorités. Il se rend compte qu'il est anormal de lutter sans cesse pour obtenir nos droits et autres et pour vivre libres dans un pays libre. Tant que cette idée n'aura pas été extirpée par un traitement raisonnable, inutile de parler d'unité nationale.

Les problèmes des Canadiens français ne se régleront pas dans des discours de bonne entente. Ce qui est absolument anormal, c'est qu'à l'heure actuelle il faille encore lutter pour des droits scolaires. Quelques-uns nous disent: "Soyez des Canadiens, tout court, sortez des frontières de notre province."; d'autres nous clament: "Restez dans votre réserve canadienne-française, ne cherchez pas à rayonner au dehors, parce que nous ne voulons pas de l'influence française ailleurs." Est-ce cela du véritable canadianisme?

Je suis Canadien. Je suis pour l'unité nationale et pour les grands principes, mais pas au détriment des nôtres. L'unité nationale ne sera réalisée que le jour où les deux races auront la conviction qu'elles sont traitées sur le même pied, qu'elles ont des droits et des devoirs égaux et que, si nous, dans la province de Québec, par exemple, nous avons la conviction que nous sommes traités comme nos compatriotes de langue anglaise. Je le répète, à des obligations égales correspondent des droits égaux. Les deux sont corrélatifs. Ces choses-là, il ne faut pas avoir peur de les dire.

Je ne suis pas pour les manifestations incendiaires, les propos antianglais. Je déplore ces sentiments, mais je suis pour la lutte en faveur de nos droits. On nous a dit: "Soyez conciliants." Mais est-ce que cela nous a apporté l'égalité des droits? Nous ne serons respectés que dans la mesure où nous lutterons. La conciliation et la bonne entente, nous les avons assez essayées depuis 60 ans. Au contraire,

la minorité française a l'impression qu'elle n'est pas traitée avec justice. Et, encore une fois, cette question ne se règlera pas par des discours de conciliation ou de bonne entente, mais par des actes positifs. Si nous n'obtenons pas justice, le Canada sera toujours divisé.

Je réclame encore pour les Canadiens français un traitement égal au chiffre de leur population. Je veux des droits égaux pour tous les Canadiens, sinon, chaque fois qu'une question nationale surgira et que surviendront des guerres, les Canadiens français et les Canadiens anglais seront éternellement divisés. Je suis de ceux qui croient à la nécessité d'un sentiment canadien. Je ne suis pas isolationniste. Je suis pour que nous soyons tous des Canadiens, mais dans l'égalité des droits et des obligations. L'égalité des devoirs impose l'égalité des droits.

Les Anglais nous respecteront davantage si nous revendiquons nos droits. Nous souffrons d'un détestable complexe d'infériorité et cela doit disparaître. Si nous voulons que les préjugés disparaissent des deux côtés, extirpons la source des préjugés. Et la source des préjugés, c'est l'injustice. L'unité ne peut exister si nous continuons à céder; ce n'est pas toujours à nous de céder. Nous sommes tous pour l'unité du pays, mais elle n'existera jamais si la majorité ne cède pas quelque chose à la minorité qui a toujours cédé.

J'espère que mes remarques ouvriront les yeux du gouvernement d'Ottawa. Ce n'est pas toujours à nous à faire des concessions.

**M. Leduc (Laval):** Il est de mon devoir de répondre à la fois au député de Lotbinière et au ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin). Le problème a été envisagé de façon si incomplète que je veux rectifier certains points.

Il ne faut pas conclure du particulier au général. Si des accidents se produisent, il ne faut pas en déduire que tout est mauvais.

Le discours du député de Lotbinière est chargé de tous les vieux préjugés qui traînent dans notre vie nationale depuis nombre d'années. Ça n'a jamais permis à personne de se porter au pouvoir et ne mènera jamais au pouvoir. Heureusement que notre population n'a jamais écouté ceux que l'on est convenu d'appeler les grands nationalistes.

Il a été révolté d'entendre ces deux discours. Dans sa jeunesse, il a été en butte aux mêmes préjugés, mais la génération à laquelle il appartenait a réagi en face des réalités de la vie. Si nous avions écouté les grands nationalistes dans le passé, dit-il, nous aurions tous été ruinés. Nous avons appris à être justes, alors qu'on enseignait l'injustice. Notre

génération est à se faire une belle place. Ces nationalistes ne reconnaissent jamais ce qui a été fait pour nous par les Anglais de ce pays. Le député de Lotbinière a-t-il été juste pour ceux qui ont essayé de rendre justice aux Canadiens français dans le passé? Eh non!

Le député de Lotbinière n'a pas dit un mot pour rendre justice à ceux qui, à Ottawa, travaillent à donner justice aux Canadiens français et à maintenir l'ordre dans ce pays. Dans l'armée, on a même fait un traitement de faveur aux Canadiens français en leur donnant des promotions d'officiers sans exiger l'année de service réglementaire. Dans la marine, il y a un service spécialement chargé d'examiner les griefs des Canadiens français. Quand il y a des plaintes, on nous rend immédiatement justice.

Les hommes politiques d'Ottawa ont consenti pour les Canadiens français à faire un grand sacrifice politique en ordonnant la tenue du plébiscite sur la mobilisation. Cela a eu pour effet de sauvegarder l'ordre et l'unité nationale. Dans certains milieux, on n'est jamais content.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Vous n'êtes pas difficile, vous.

**M. Leduc (Laval):** Est-ce moi qui ai insulté l'élite de la province de Québec? Est-ce moi qui ai insulté nos éducateurs, qui sont la classe dirigeante de notre province? Jamais mes professeurs ne m'ont enseigné les principes que vient d'énoncer le député de Lotbinière. J'ai été révolté d'entendre le député parler contre les éducateurs de chez nous.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai nuancé ma pensée plus que cela.

**M. Leduc (Laval):** Le député de Lotbinière a dit: "C'est la classe dirigeante qui est responsable de notre situation d'infériorité."

Il propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Dufour), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Travaux de voirie en Gaspésie**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en

date du 22 mars 1944, pour la production d'une copie de tous documents, de tous contrats et de toute correspondance concernant le département de la Voirie ou le département de la Colonisation de la province, relativement à des travaux de voirie ou de chemins, dans les paroisses de Sainte-Félicité, Grosses-Roches, Saint-Adelme, Saint-Jean et Saint-Thomas-de-Cherbourg, dans le comté de Matane, au cours des années de calendrier 1940, 1941, 1942 et 1943. (Document de la session no 58)

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée un peu après 6 heures.

#### **Deuxième séance du 11 avril 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Demandes de documents:**

##### **Minorité francophone au Canada**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné aujourd'hui, sur la motion du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui d'Ottawa, ou de tout membre et employé de l'un ou de l'autre, relativement à un traitement plus équitable de la minorité française au Canada, dans l'armée, dans les usines de guerre et dans le fonctionnarisme.

**M. Leduc (Laval):** Dans tous les milieux, à Ottawa, on s'est efforcé à nous donner justice, à nous les Canadiens français, depuis le début de la guerre. Ils sont particulièrement bien traités dans le bureau

du premier ministre King; dans les postes diplomatiques récemment créés, les nôtres sont en majorité. Sur six ambassadeurs récemment nommés par le Canada, il y a quatre Canadiens français. C'est un Canadien français aussi, le contre-amiral Brodeur, qui commande la marine canadienne dans la région du Pacifique.

Au début de la guerre, nous avions deux sous-ministres canadiens-français au département de la Défense nationale: le général LaFlèche, promu depuis ministre, et le colonel Desrosiers. Le plébiscite a été aussi une autre tentative du premier ministre King de donner justice aux Canadiens français. Ça a été un beau geste de la part de la majorité à l'endroit de la minorité.

Je demande pardon à la Chambre de parler de choses personnelles. J'ai commencé ma vie comme simple ouvrier et j'en suis fier. Dans la dernière guerre, je travaillais ici, à Québec, à 16 sous de l'heure, pour la fabrique de fusils Ross. À cette école de travail, de misère parfois, nous avons appris à nous qualifier. Je me demande si j'ai reçu une éducation différente de celle du député de Lotbinière. Dans mon temps, on ne m'a pas enseigné à jalousier les gens, les étrangers, mais à travailler fort et à me perfectionner pour atteindre au succès. Il faut toujours travailler pour se qualifier dans tous les domaines. C'est de cette façon qu'on formera nos enfants.

Aujourd'hui, il y a une école néfaste, empoisonneuse et utopiste dans la province de Québec, qui vient dire à nos gens que tout leur est dû de droit naturel ou de droit divin, mais sans parler des devoirs. Cette école sape, à la base, l'éducation de la jeunesse et la fausse. On voudrait leur apprendre à se qualifier en écoutant des discours comme celui du ministre du Commerce, cet après-midi, et en leur parlant de 30 % ou 40 %. Ce qu'il faut dire aux jeunes, c'est de vaincre les obstacles quels qu'ils soient et non pas leur dire qu'ils ont droit à 30 % des emplois fédéraux. Nous réussirons dans la vie non pas en écoutant les discours même du ministre du Commerce et en discréditant les autres, mais en nous qualifiant.

Pour réussir, il faut revenir à la simple formule du travail. Que l'on y revienne, et alors nous ne parlerons plus du principe du 30 % des fonctions publiques. Nous voulons faire des hommes de nos enfants et non des marshmallows! On vient pleurnicher devant la jeunesse exprès pour l'attendrir et s'en faire des partisans quand il faudrait leur dire qu'il faut travailler. Quel homme a réussi, dans la province de Québec, en s'appuyant uniquement sur

le principe du 30 %? Pour moi, comme Canadien français, 30 %, ce n'est pas suffisant; je réclame des droits à 100 % et plus, si c'est possible. Nous n'avons pas le droit de nous contenter de formules à 30 % seulement si nous avons à cœur l'intérêt de la jeunesse.

Les gens de l'école de 30 %, qu'est-ce qu'ils ont fait pour les nôtres? Qu'est-ce que ces gens ont fait dans le domaine de la philosophie, par exemple? Et je ne cite pas cet exemple au hasard. Un cardinal a fait un jour un grand discours dans lequel il a cherché combien nous avons eu d'hommes vraiment supérieurs, des hommes qui brillaient dans toutes les sphères. Il n'en a trouvé que cinq en tout. Il en a trouvé en théologie, il en a trouvé en sciences, mais il n'en a pas trouvé en philosophie ni en littérature, pas même le chanoine Lionel Groulx. Ce n'est pas le député de Lotbinière qui changera la situation actuelle. Nous sommes une minorité. C'est la Providence qui a voulu que nous soyons la minorité.

Et, comme minorité, nous avons des droits, mais aussi des obligations plus considérables que celles de la majorité. C'est pénible, regrettable, mais c'est un fait. Vous ne changerez pas ce droit divin qui veut que la minorité doive être trois fois supérieure à la majorité pour réussir. Plus il y a d'obstacles, plus il y a d'occasions de se former. Il lui faut travailler plus fort pour se faire valoir et obtenir ce qu'elle veut; cela doit nous être une raison de plus pour travailler arduement afin d'atteindre les plus grands succès. Ce n'est pas en nous enseignant que nous sommes 30 % de la population et que ce seul fait nous mérite et nous vaut 30 % des emplois publics que nous arriverons.

Un collègue me rappelait que, lorsque l'Université McGill a exigé des étudiants juifs 85 % des points à l'examen d'admission, on est allé trouver le rabbin pour qu'il proteste et il a répondu: "L'Université McGill devrait exiger 95 % afin que les jeunes gens atteignent aux grands succès." Ce n'est pas ce que nous avons fait. Nous avons jeté des obstacles sur la route de nos jeunes gens.

Les gens de mon âge disent à leurs enfants qu'ils n'ont pas la même chance qu'eux, qui ont connu l'âpre lutte pour la vie, parce qu'aujourd'hui la vie est plus facile. Ceux qui comprennent véritablement leur rôle n'empoisonnent pas leurs enfants avec des théories fausses comme celles que nous venons d'entendre. Malgré tout, nous sommes capables de réussir et nous avons réussi. Et dire qu'il y a des gens comme le député de Lotbinière qui viennent nous dire que nous souffrons de complexe d'infériorité!

Depuis quand souffrons-nous d'un complexe d'infériorité? Simplement depuis que des gens comme ce monsieur (montrant le député de Lotbinière) évoquent cette raison pour le besoin de leur cause et pour servir leur intérêt personnel. Nous avons plutôt des raisons de nous enorgueillir, parce que nous possédons dans notre histoire et parmi nos hommes publics passés et actuels des modèles qui nous font honneur. Croyez-vous que je puisse souffrir de complexe d'infériorité quand je pense à Sir Wilfrid Laurier?

Le succès des jeunes réside dans le développement de leur personnalité. On a d'ailleurs pu le constater par les résultats qu'ils ont obtenus au cours de la présente guerre, alors que les Canadiens français, parmi tant d'autres, ont eu le privilège - et ils ont montré qu'ils le méritaient - de se qualifier dans toutes les divisions des forces armées.

Après un discours comme celui du député de Lotbinière (M. Chaloult), il n'est pas étonnant que les Canadiens français des autres provinces aient des difficultés à vivre. Et ceux qui ont entendu le discours du député de Lotbinière ne se sentiront pas fiers de se présenter dans d'autres provinces. Ces gens ne se représentent pas les difficultés que nous avons à gagner notre vie.

Nous avons également des hommes de talent, de génie, même, et c'est pourquoi on nous jalouse. Que ceux qui souffrent de complexe d'infériorité ouvrent donc les yeux sur les réalités! Il y a des gens qui sont nés avec une cuillère d'argent dans la bouche, mais ils ne connaissent rien à la vie et ne comprennent rien aux difficultés actuelles. Pour ma part, j'ai fait deux campagnes dans Montmagny contre Armand Lavergne parce que je trouvais que cet homme n'était pas le guide qui convenait à la jeunesse, et j'en suis fier même aujourd'hui.

Je n'ai rien à regretter, car je ne puis pardonner à un homme qui vient fausser l'éducation de mes enfants. J'ai des obligations comme père de famille; elles sont supérieures et elles passent avant celles de député. J'aime mieux mon rôle, qui est celui de diriger les miens, que de soulever des passions.

Un député n'a pas le droit de leur inculquer des principes si faux et si grotesquement ridicules que ceux que nous avons entendu formuler, cet après-midi, par le député de Lotbinière. 95 % des conditions nécessaires au succès résident dans le développement de la personnalité. De quel droit, moi, puis-je me permettre de compromettre le succès des miens avec le principe du 30 %? Est-ce cela qui va améliorer leur formation intellectuelle et morale?

Si un Canadien français a gâché sa jeunesse parce qu'il s'est mal conduit, va-t-on lui dire qu'il a quand même droit au succès en vertu du principe du 30 %? C'est ridicule à sa face même. Je veux qu'on leur prêche, au contraire, l'amour du travail, la constance de l'effort, les qualifications, l'enthousiasme. On doit enseigner à la jeunesse à être meilleure que ses prédécesseurs, à cause des conditions plus dures dans lesquelles nous vivons.

Pour ce qui est de réclamer, j'en suis et je réclame constamment. Mais nous réclamons intelligemment. Il y a un proverbe anglais qui dit: "Le lubrifiant s'applique à la roue qui grince." Ça, c'est aussi bon que du latin.

L'heure est trop grave pour ressusciter des difficultés qui nous ont nui. Il y a des mères qui ne savent pas où sont leurs fils, ce soir. Rappelons-nous le mot des Alsaciens, des patriotes sincères, ceux-là: "Pensons-y toujours; n'en parlons jamais." Comment voulez-vous que les nôtres aillent gagner leur vie après des discours comme celui du député de Lotbinière? J'ai discuté tous ces problèmes avec l'un des nôtres, qui occupe une position éminente, l'honorable Sir Wilfrid Gagnon...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sir Wilfrid?

**M. Leduc (Laval):** Pardon, l'honorable Wilfrid Gagnon. C'est la première fois que le chef de l'opposition me corrige avec raison.

**Des députés rient.**

**M. Leduc (Laval):** Plusieurs Canadiens français ont refusé des postes qui leur étaient offerts dans des commissions fédérales. Cela contredit les préjugés qu'on a soulevés cet après-midi.

Je félicite le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) de ses interventions à Ottawa, mais il a manqué à son devoir de défendre cette motion sans faire intervenir les préjugés. On a parlé de constitution. La Constitution actuelle est providentielle, elle est la sauvegarde de nos droits; elle donne même à la province de Québec des privilèges exclusifs, comme le droit civil, le régime du droit paroissial.

Nous réussirons à condition que nous reconnaissons le principe qu'il faut travailler davantage. Nous avons fait des progrès énormes et nous sommes dans la voie du grand succès; des Canadiens français réussissent. Il faut prêcher l'optimisme et non le découragement. Il faut prêcher le travail, les qualifications personnelles et non pas la

mesquinerie et la néfaste doctrine de la production à 30 %. Nous devons réclamer, mais, avant tout, il nous faut cultiver nos qualités morales et nous parviendrons au succès. Développons chez nos jeunes gens la personnalité. Demandons aux nôtres de produire. Qu'ils produisent à 30 % et cela sera déjà quelque chose.

Il se dit satisfait de notre évolution et se déclare content de se trouver partout chez lui au Canada. Je suis heureux dans mon pays, dit-il, je n'en veux pas d'autre. Aimons-nous les uns les autres au lieu de nous insulter.

**M. Morin (Québec-Centre):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Beaulieu), que le débat soit maintenant ajourné.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne vois aucun motif pour ajourner ce débat et il n'est pas raisonnable de le proposer! Après les injures proférées par le député de Laval au peuple canadien-français, j'entends lui répondre immédiatement et d'une manière cinglante. Ce discours qui donne la nausée appelle une réplique! Quand je vois un homme venir mépriser les siens...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** À l'ordre!

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai le droit de parler sur la motion d'ajournement, quoi qu'en pense le ministre de l'anglais. J'en appelle à ces messieurs dans les galeries.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Parlant sur le point d'ordre...

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il n'y a pas de point d'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les règlements doivent être respectés. Le député de Lotbinière a parfaitement le droit de parler sur la motion d'ajournement et il a raison de s'objecter à l'ajournement du débat.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il serait inconvenant que l'on m'empêche de répondre immédiatement au discours du député de Laval (M. Leduc), discours qui a donné la nausée à tous ceux qui sont ici.

**Des voix ministérielles:** À l'ordre!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je soulève un point d'ordre. Il faut s'en tenir à la motion d'ajournement.

**M. l'Orateur:** Une motion d'ajournement interrompt tout débat. On ne peut discuter que l'opportunité d'ajourner.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je dis justement qu'il n'est pas opportun d'ajourner ce débat. À cause d'un pareil discours, il est important de vider la question ce soir. Il serait inconvenant que ce discours reste sans répartie immédiate. J'insiste pour que le gouvernement me permette de donner la réplique au député de Laval et de répondre aux injures et aux humiliations qu'il a dites à l'adresse des Canadiens français. Je veux revendiquer l'honneur des Canadiens français qu'on a cherché à fouler aux pieds. Il n'y a aucune raison pour justifier un ajournement.

**M. Leduc (Laval):** Le député de Lotbinière se trompe. Je n'ai pas parlé du peuple canadien-français, j'ai parlé exclusivement de lui.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'en appelle à l'esprit de justice du premier ministre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne comprends rien à la tempête que vient de soulever le député de Lotbinière. Je lui ai déjà accordé, à lui-même, la permission d'ajourner un débat quand il n'était pas préparé pour y prendre part immédiatement. Le député de Québec-Centre a besoin de réfléchir sur la question, qui est très importante. Si le député de Lotbinière réfléchissait un peu plus, peut-être parlerait-il autrement parfois. Nous n'avons jamais refusé une motion d'ajournement.

Comme premier ministre, je pourrais demander aux députés de se prononcer contre la motion d'ajournement, mais je ne le ferai pas, car je veux être juste pour tout le monde.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai rien de commun avec le député de Lotbinière. Il a été élu comme député du gouvernement. Mais il est intolérable qu'on fasse perdre le temps de la Chambre en faisant sans cesse ajourner les débats. Le député de Lotbinière devrait avoir la permission de répondre au député de Laval.

Si le gouvernement est embêté par le discours du ministre du Commerce, ça ne m'intéresse pas. La demande du député de Québec-Centre n'est pas juste. Et, si l'on insiste sur la motion d'ajournement, je demanderai le vote.

**M. Gagnon (Matane)** appuie le chef de l'opposition.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le débat a pris de l'envergure depuis le discours du député de Lotbinière et le député de Québec-Centre a le droit de demander le temps de préparer les remarques qu'il veut faire.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne trouve pas. Si le ministre fait allusion au discours du député de Laval, il n'est pas difficile. Je suis surpris qu'il trouve que le débat a pris de l'envergure parce qu'un discours a été prononcé par un "backbencher" qui a engueulé le ministre. Après le discours déprimant du député de Laval, on devrait donner au député de Lotbinière le droit de répondre de suite.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Robidoux, Sabourin, 35.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), 14.

Ainsi, la motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

### **Enquête sur la police provinciale à Montréal**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en

conseil de la province, et copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, le tout, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement, et se rapportant à l'enquête sur la police provinciale, à Montréal, et à la nomination de l'honorable juge Lucien Cannon.

Je ne veux pas faire miennes ni reprendre les accusations lancées, il y a deux ans, par le ministre fédéral de la Justice, M. Louis Saint-Laurent, lorsqu'il a déclaré qu'en montant sur le banc les magistrats conservaient leurs idées politiques.

Depuis cinq ans, de l'avis des journaux de Montréal, les "bookies", les maisons de jeux, les barbotés et les maisons de prostitution fleurissent plus que jamais dans la métropole et continuent de faire des affaires brillantes, au vu et au su de tout le monde et, évidemment, avec la protection de la police provinciale. *The Gazette*, *The Star*, *The Standard* et d'autres journaux en ont parlé. On sait également que le gouvernement fédéral a dépensé des millions de dollars, afin de mettre la population en garde contre les méfaits causés par la fréquentation de certains établissements protégés par la police; le gouvernement n'a pourtant rien fait avant la période pré-électorale.

Il essaie maintenant de donner l'illusion qu'il tente de trouver qui est coupable, en instituant un simulacre d'enquête. Tous les journaux qui se respectent en ont parlé. À la veille des élections, le gouvernement se révolte. Mais il ne ferme pas ces maisons, il décrète une enquête que le gouvernement conduit comme il veut. Le gouvernement n'entend faire qu'un simulacre d'enquête; ce n'est qu'une tactique pré-électorale pour faire croire à la province que le gouvernement veut remédier à la situation. Le gouvernement n'a rien fait contre le vice depuis 1939 et il ordonne une enquête à la veille des élections. Et la protection se vend toujours.

Cette enquête n'est menée que par le gouvernement. Je connais M. Lucien Cannon. Le juge Lucien Cannon est un charmant garçon et je ne veux rien dire contre lui. Il est souvent venu comme libéral dans Trois-Rivières, mais sans grand succès. Je l'ai entendu parler à Trois-Rivières, quand il était ministre dans le cabinet libéral de M. King. Je me souviens que monsieur le juge était venu à Trois-Rivières comme député et quand il était solliciteur général; lors des campagnes électorales, il était reconnu comme un bon orateur et un fidèle partisan.

C'est en effet un très bon orateur. En 1930, il a été battu et, en 1935, il s'est présenté dans le comté de Portneuf où il a été élu. Les circonstances ont voulu qu'un autre soit nommé ministre à sa place.

Je ne sais pas s'il était fâché - d'ailleurs, cela ne me regarde pas - mais toujours est-il qu'il n'a pas été siéger à Ottawa; il a été nommé juge. C'est un homme intelligent, qui parle très bien les deux langues. Je ne dirai pas comme le ministre de la Justice, M. Louis Saint-Laurent, qui affirmait: "En montant sur le banc, les juges nommés par les bleus restent bleus et ceux qui sont nommés par les rouges restent rouges." Je ne dirai pas cela. Évidemment, après avoir fait de la politique pendant 25 ans, un homme, même en montant sur le banc, garde ses amis politiques. Mais je sais que ce n'est pas à cause de cela que le gouvernement l'a nommé.

Je dis plutôt que le gouvernement n'est pas juste ni raisonnable pour le juge Cannon, homme charmant et magistrat distingué. Il le place dans une situation difficile. En le choisissant pour présider cette enquête, le gouvernement fait croire qu'il se sert de ce juge pour des fins politiques. Ce dernier le place dans une mauvaise position, à la veille des élections. Il y a une loi fédérale qui a été adoptée pour mettre fin à ces abus. Aujourd'hui, un juge n'a pas le droit d'accepter d'être commissaire-enquêteur sans demander la permission au ministre de la Justice d'Ottawa.

De plus, ce n'est pas juste pour M. Cannon de lui imposer une nouvelle charge de travail, car il est un homme très occupé. Il est un juge très intelligent qui siège déjà à la Cour supérieure, à la Cour d'Amirauté et qui remplit d'autres fonctions importantes. Il doit par-dessus le marché présider des enquêtes. Je sais qu'il est payé pour cela, mais le gouvernement n'aurait pas dû le forcer à accepter un autre salaire. Je suis bien convaincu que le juge Cannon, en acceptant cette charge, n'a pas voulu répondre à l'appel de son ancien parti, mais il n'a pas réalisé le travail énorme qu'on lui imposait. Le gouvernement lui donne trop de travail en lui imposant une besogne qu'il devrait faire lui-même, et ce n'est pas juste.

Que s'est-il passé à l'enquête? Il y a déjà eu plusieurs séances. Le juge a ouvert l'enquête, puis il l'a ajournée en déclarant qu'elle reprendrait ultérieurement. Or, le témoin principal, c'est Jargailles, qui est en même temps directeur adjoint de la police provinciale, le premier témoin et le principal accusé. C'est lui qui dirige l'enquête avec le juge. Le gouvernement humilie le juge Cannon, c'est une injure que de lui imposer un tel

compagnonnage. Le gouvernement aurait cherché délibérément à humilier le juge Cannon et il n'aurait pas mieux réussi. La façon dont le gouvernement s'est conduit n'a pas laissé l'impression qu'il voulait une enquête impartiale.

Le gouvernement a nommé le juge et va jusqu'à nommer les avocats pour assister le commissaire-enquêteur. Ce sont des créatures du gouvernement. Le gouvernement limite l'enquête à 1936. Pourquoi ne veut-il pas remonter plus loin? Si le gouvernement jugeait l'enquête nécessaire, il n'aurait pas dû la limiter à 1936, parce que, en réalité, cela lui permet d'éviter d'atteindre certaines personnes, dont le détective Jargailles, qui étaient à l'emploi de la police provinciale bien avant cette date.

Les maisons dont je parle sont plus florissantes que jamais et la commission d'enquête n'a pas les pouvoirs de les fermer. Après cinq ans d'abus, au lieu de réprimer ces abus en fermant les maisons en question, le gouvernement institue un semblant d'enquête. Nous sommes en faveur d'une enquête complète, indépendante des considérations politiques, impartiale et juste, donnant toutes les garanties d'honnêteté et qui ne sera pas limitée comme l'est celle-ci.

Bref, ce n'est qu'un simulacre d'enquête, un bluff électoral, une tactique malheureuse qui nuit non seulement au gouvernement, mais qui porte atteinte indirectement à la magistrature et à l'administration de la justice. Nous sommes en faveur d'une enquête et de la recherche des coupables non seulement de 1936 à 1939, mais depuis le commencement.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Voulez-vous qu'on remonte jusqu'à la Confédération?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Riant) Le procureur général compare la Confédération aux barbotes de Montréal. Cette question nous donne une idée du sérieux du procureur général et de son enquête: il compare la Confédération à Jargailles.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition surprend toujours beaucoup la Chambre. Depuis que son organe le *Moraliste*...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** *The Gazette, Star, Standard* et d'autres journaux ont fait la même chose. Et puis j'ai déjà dit, et je le répète: Je n'ai rien à faire ni de près ni de loin avec ça.



**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Très bien, alors. *The Moraliste*, *The Gazette*, *The Standard*, le chef de l'opposition et le député de Matane. De plus, ce "ça" va certainement faire plaisir à son grand ami M. Plouffe qui vient d'être renié pour la troisième fois, à ma connaissance personnelle, car c'est la troisième fois que le chef de l'opposition renie ce journal. Le chef de l'Union nationale aura la chance d'aller prouver qu'il y a des bandits dans la police provinciale. Il a prétendu que la protection des maisons de jeux se vendait, à Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général le sait. Tous les journaux ont dénoncé les rackets à Montréal. Le ministre ne le sait pas?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non, mais il veut le savoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'il lise les journaux pour se renseigner.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition dit que cette enquête ne sera pas impartiale. A-t-il lu la déclaration qu'a faite le juge lors de l'ouverture de l'enquête? Qu'il lise donc la déclaration du juge Cannon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Êtes-vous sérieux? Le ministre n'est pas sérieux! Le gouvernement a choisi le juge, les avocats, les témoins et tous les autres.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas vrai que les avocats ont été choisis sur la recommandation du juge, qui avait demandé Gérard Fauteux.

Le gouvernement a voulu donner au chef de l'opposition l'occasion de prouver ses accusations. L'enquête est limitée à 1936 parce que, avant cette date, le chef de l'Union nationale a eu l'opportunité de clarifier la situation. De nouveau, je demande de venir répéter sous serment ce que le chef de l'opposition a dit, grâce à son immunité parlementaire, contre Jarguilles. Que le chef de l'opposition aille devant le juge prouver que Jarguilles est une canaille.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pensez-vous que je vais faire l'ouvrage du gouvernement? Ce n'est pas à moi à faire le travail du gouvernement!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non. Vous faites ces déclarations seulement quand vous êtes protégé par l'immunité parlementaire.

Cette enquête ne sera pas la chambre de torture comme l'enquête des comptes publics que nous avons vu fonctionner de 1936 à 1939. Nous n'entendrons pas de cris ni de vociférations, mais il y aura enquête sur des accusations sérieuses. Ceux qui auront des plaintes à porter pourront le faire en toute liberté, non pas au milieu des cris et des vociférations. Ceux qui seront accusés pourront se présenter avec un avocat pour se défendre. Une enquête comme celle que le chef de l'opposition a conduite pendant trois ans, nous n'en voulons pas.

C'est moi qui ai désigné le juge Cannon et j'en suis fier. Je suis convaincu qu'il sera impartial, qu'il sera juste pour les adversaires et les amis du gouvernement. Le temps est venu pour le chef de l'opposition d'aller comparaître avec le dossier qu'il a emporté des dossiers officiels du gouvernement, en quittant le pouvoir, et qu'il cache depuis lors. Il s'agit d'un document officiel et qui pourrait être d'un grand intérêt. Le chef de l'opposition est très brave quand il se sent protégé par son immunité parlementaire.

J'espère qu'il aura le courage de venir prouver devant le juge toutes les accusations qu'il a lancées ici contre Jarguilles et contre la police provinciale et qu'il présentera ce dossier. Je ne sais pas quelles preuves, s'il en est, seront apportées, mais il est impossible pour un procureur général de diriger adéquatement son département quand la police avec laquelle il travaille est l'objet de soupçons et, pire encore, quand la population en général n'a pas confiance en elle.

S'il n'a pas le temps de se rendre à Montréal, nous demanderons au juge de venir à Québec et même, s'il le faut, je demanderai au premier ministre d'ajourner la session. Tout ce que l'on veut, c'est que le chef de l'opposition aille répéter en dehors de la Chambre ce qu'il dit contre le chef et la police provinciale. Il sera peut-être question, à cette enquête, de l'affaire Galas, de l'affaire Godon. Est-ce cela, par hasard, qui embarrasse le chef de l'opposition?

Le juge a dit, à l'ouverture de l'enquête, qu'elle aurait un caractère strictement judiciaire et sommaire; que les lois de la preuve seraient appliquées; que tous les citoyens qui auraient des informations à donner à la commission royale seraient protégés; que toute personne incriminée aurait droit d'avoir un procureur.

Lors de l'enquête sur les comptes publics, en 1936, le chef de l'opposition avait promis la tenue d'une enquête de grande envergure sur les agissements de la police et, lorsqu'il a pris le pouvoir peu de temps après, il n'en a rien fait.

Le chef de l'opposition a lancé une attaque déguisée contre le juge Cannon; il l'a couvert de fleurs pour mieux l'étouffer ensuite. Il devrait avoir honte. Je ne comprends pas qu'un avocat, fils de juge, ait pu tenir pareil langage. Le père du chef de l'opposition a été un juge impartial, qui fit lui aussi de la politique avant de monter sur le banc et qui fut aussi honnête après sa nomination que le juge Cannon le fut après la sienne. J'ai recommandé la nomination du juge parce que j'avais autant confiance en lui que le chef de l'opposition en son propre père. Je déplore cette attaque qu'a lancée subrepticement le chef de l'opposition contre un juge de la Cour supérieure.

Il rappelle ensuite une déclaration du chef de l'opposition à l'effet que les "bookies", les barbotés et les maisons de prostitution marchent plus que jamais. La police provinciale était chargée de fermer les maisons de jeux et les maisons de débauche à Montréal, et pourtant il en existait encore après qu'elle eût cessé ses opérations. Alors, il semble que le chef de l'opposition a fait un compliment à la police provinciale en disant que les maisons de jeux et de prostitution fleurissaient de plus belle, à Montréal, parce que, depuis le 14 mars, c'est la police municipale qui est chargée de la répression du vice dans la métropole. La police provinciale n'a plus rien à voir avec les affaires de Montréal; nous avons tout remis à la police municipale. Si c'était vrai, son accusation atteindrait donc la police municipale. Mais ce n'est pas exact. Le chef de l'opposition a-t-il voulu porter une accusation voilée contre son ami le maire Raynault ou contre le président du comité exécutif, M. Asselin?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une manœuvre du gouvernement, à la veille des élections, de rejeter sur la police de Montréal la responsabilité de ce qu'a fait la police provinciale.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si l'enquête ne remonte pas plus loin qu'en 1936, c'est parce que le gouvernement croit que, s'il y avait eu des abus auparavant, le chef de l'opposition, qui était alors procureur général et aimait à faire des enquêtes, en aurait ordonné une. Nous avons fait commencer l'enquête au mois d'août 1936 et c'est ce qui le choque, parce que, depuis

cette date, le chef de l'opposition a tenté de salir des réputations, mais il n'a jamais fait enquête.

Il semble que le problème réside dans l'appréhension qu'a le chef de l'opposition quant à ce qui pourrait être dévoilé concernant la période de 1936 à 1939. Mais pourquoi devrions-nous nous inquiéter, puisque tout le monde sait, y compris moi-même, que ce régime en a été un sans tache?

Je n'ai aucune idée de ce qui sera révélé. L'enquête actuelle n'a pas pour but de trouver des coupables, mais, si l'on en découvre, ils seront punis, qu'ils soient libéraux ou conservateurs. Le but de l'enquête est surtout de voir ce qui se passe à Montréal et d'établir la véracité ou la fausseté des accusations portées contre la police provinciale à Montréal. Nous voulons que le public ait confiance dans la police et je veux savoir si celle avec laquelle je travaille est propre.

Le chef de l'opposition et ses amis ont essayé pendant des années de faire croire aux gens que la police provinciale était corrompue jusqu'à l'os. Aucun procureur général, fût-il aussi brillant que le chef de l'opposition, ne pourrait administrer la justice s'il n'avait pas confiance dans ses policiers, surtout si la population non plus n'avait pas confiance en eux. Nous saurons donc à quoi nous en tenir à l'issue de l'enquête. Ce que nous souhaitons, ce n'est pas de trouver des coupables, mais de clarifier la situation. Le chef de l'opposition a parlé des avocats qui ont été nommés. Je lui répondrai que ces avocats ont été nommés par moi, à la suggestion du juge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce cas-là, le juge est encore plus lié au gouvernement que je ne le pensais.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition, lui-même avocat et fils de juge, devrait avoir honte de parler comme il le fait. Ses paroles sont indignes de lui. Je le répète, le juge avait suggéré Gérard Fautoux et Me Hugh O'Donnell, un bleu. Si le chef de l'opposition n'est pas satisfait des avocats choisis, le gouvernement est prêt à en nommer un, de bonne réputation, qui lui sera désigné par le député de Trois-Rivières. Pourquoi le chef de l'opposition n'est-il pas satisfait? Qu'il profite de l'occasion pour aller devant le commissaire répéter les saletés qu'il débite en Chambre.

(Se tournant vers M. Gagnon) Le député de Matane nous a parlé d'assaut contre un citoyen avec la connivence de la police. Peut-être aimerait-il

comparaître. Qu'il porte cette accusation devant le juge. Le député de Matane veut-il se rendre à Montréal répéter les accusations qu'il a portées contre la police?

**M. Gagnon (Matane):** J'ai été élu pour siéger en cette Chambre. Je ne quitterai pas mon siège et je n'abandonnerai pas mes devoirs parlementaires, en pleine session, pour aller témoigner devant cette enquête électorale. Je vais rester ici. Mes devoirs de représentant du peuple passent avant le simulacre d'enquête électorale du gouvernement.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Nous ferons venir le juge Cannon ici, à Québec, si vous le voulez. Il n'hésitera pas à venir siéger au palais de justice de Québec. Et, je le répète, nous sommes prêts à faire ajourner la session, s'il le faut, pour permettre au député de Matane de porter ses accusations à Montréal et de faire découvrir la vérité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça m'a l'air que le gouvernement fait voyager le juge comme il veut.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le juge serait prêt à aider par tous les moyens. Il a invité tous ceux qui auraient quelque chose à dire à se présenter devant lui. Je ne souhaite pas que l'on trouve des coupables, mais j'ai hâte de voir si ceux qui ont lancé de la boue, qui ont dit que la Sureté provinciale était malhonnête, auront le courage d'aller répéter sous serment ce qu'ils ont affirmé sous le couvert de leur immunité parlementaire.

L'enquête sera très sérieuse. Il est temps que ceux qui salissent des réputations ici depuis plusieurs années aient le courage d'aller prouver leurs accusations. Nous verrons si notre police est aussi corrompue qu'on l'a dit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a dans ce que vient de dire le procureur général des contradictions flagrantes. La manœuvre du gouvernement, à la veille des élections, est de rejeter sur la police municipale de Montréal la responsabilité de ce qu'a fait sa police provinciale. Il veut couvrir la police provinciale en attaquant la police municipale. Le procureur général a montré la faiblesse du cas qu'il soumet. Il a cherché à discréditer la police municipale de Montréal en

prétendant qu'elle ne vaut pas mieux que la police provinciale, en laissant les maisons de jeux ouvertes après que la police provinciale eût cessé ses opérations.

Si le gouvernement veut une enquête complète, juste et impartiale, pourquoi avoir limité la période qu'elle couvre au 1<sup>er</sup> juin, surtout que certains membres importants de la police aujourd'hui étaient là avant 1936? Il y a des amis du gouvernement qui étaient en fonction avant 1936. J'ai mis toute la police provinciale dehors en 1936 et, en 1939, après mon départ, les maisons de jeux ont réapparu, à Montréal.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition est le fils d'un juge distingué et je suis surpris de l'entendre parler d'un juge comme il l'a fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon père m'a enseigné qu'un juge devrait éviter de poser des actes qui peuvent faire croire à des attitudes politiques, surtout à la veille des élections. Je me souviens qu'il disait toujours qu'un juge devrait se tenir le plus loin possible de la politique. Quant aux commentaires du procureur général sur les remarques que j'ai faites concernant le juge Cannon, il a déformé mes paroles. Je n'ai pas voulu attaquer ni insulter le juge Cannon.

J'ai même pris soin de dire que je ne faisais pas mienne l'affirmation du ministre de la Justice, M. Saint-Laurent, que les juges nommés par les gouvernements libéraux ont des tendances rouges et les juges nommés par les gouvernements conservateurs des tendances bleues. Peut-être le procureur général n'aime-t-il pas le ministre de la Justice parce que ce dernier n'a pas voulu le nommer juge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le ministre de la Justice n'a jamais eu l'occasion de refuser de le nommer juge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le gouvernement veut une enquête qui soit impartiale, il ne devrait pas nommer ses propres créatures. Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement pour rechercher et punir les coupables, mais à condition que ce soit une enquête complète, impartiale, honnête et commençant à n'importe quelle date, et non un simulacre d'enquête qui jette le discrédit sur la Législature et sur la magistrature, et même sur la justice.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** À quelle date le chef de l'opposition va-t-il comparaître devant la commission d'enquête?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le procureur général me cède sa place et me donne ses pouvoirs et ça ne sera pas long.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** De 1936 à 1939, vous aviez plus que mes pouvoirs; en plus d'être procureur général, vous étiez premier ministre. Et vous n'avez pas tenu d'enquête.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai fait mieux qu'une enquête. En arrivant au pouvoir, j'ai mis les canailles à la porte et j'ai fermé les mauvaises maisons, tandis que le gouvernement actuel n'a rien fait pendant cinq ans et, à la veille des élections, il tient ce simulacre d'enquête.

La motion est adoptée.

#### **Transport en commun vers l'Université de Montréal**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance et de tous documents échangés entre la Compagnie des tramways de Montréal et la Régie des services publics de Québec ou le gouvernement de la province de Québec, concernant la demande du personnel et des étudiants de l'Université de Montréal pour un service d'autobus entre le centre de la ville de Montréal et l'Université de Montréal.

L'Université de Montréal est située dans un endroit accidenté; le personnel et les étudiants sont plus de 4,000 qui la fréquentent chaque jour et le service de transport est complètement inadéquat. Des démarches répétées ont été faites pour obtenir une amélioration du service, mais la Compagnie des tramways a refusé de donner ce service d'autobus, en se retranchant derrière l'argument que le fédéral ne permet pas de multiplier le nombre des autobus en temps de guerre. La Commission des tramways n'a pas dit toute la vérité; elle n'a jamais fait de demande formelle au ministère des Transports à ce sujet. Jamais la Compagnie des tramways de Montréal n'a fait de meilleures affaires que depuis 1939. Elle a même mis en circulation ses plus vieilles voitures.

De plus, elle vient de recevoir 35 nouveaux autobus. Elle pourrait obtenir l'autorisation d'en placer sur le chemin de l'Université, si elle en faisait la demande au fédéral.

Il existe un contrat entre la Compagnie et la ville de Montréal. La Compagnie est obligée de donner du service pour satisfaire ses clients partout en ville. Je suis aussi d'opinion que la Régie des services publics, de son côté, devrait forcer la Compagnie à donner un meilleur service. D'après la loi générale des transports, elle peut donc autoriser qui que ce soit à établir un service répondant à l'intérêt du public. Elle pourrait autoriser la ville à signer un contrat avec un autre propriétaire d'autobus, dont les voitures ont été libérées par suite de la fermeture d'une usine de guerre.

Si la Compagnie est incapable de donner le service requis, rien n'empêche alors la Régie de donner à un autre opérateur un permis en conséquence. Il y a plusieurs personnes qui pourraient établir un service de transport spécialement pour l'Université de Montréal. Si la Compagnie des tramways ne peut le faire, la Régie devrait accorder un permis à ceux qui sont disposés à organiser un service d'autobus au profit des milliers d'étudiants de l'université de la métropole. J'espère que le gouvernement, qui a réglé le problème de l'Université de Montréal, trouvera aussi un moyen d'assurer un service de transport adéquat aux 4,000 personnes qui fréquentent cette institution.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

#### **NOTES**

1. Il s'agit de Salem Alepin.

2. Le député de Lotbinière a également fait parvenir une déclaration à la presse afin de protester contre la nouvelle officieuse de la nomination de deux commissaires anglophones sur cinq à la Commission d'Hydro-Québec. Pour plus de détails, consulter *Le Devoir* du mardi 11 avril 1944, à la page 3.



## Première séance du mercredi 12 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Correction  
au procès-verbal

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une chose extrêmement grave au sujet de laquelle je ne veux nullement mettre en cause le greffier des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, dont l'intégrité est reconnue. Si vous regardez à la page 303 des procès-verbaux du vendredi 31 mars courant, vous constaterez, sous le titre *Erratum*, le paragraphe suivant: Ajouter à la page 251 des procès-verbaux de la Chambre, après la trentième ligne, les mots suivants: "Du 1<sup>er</sup> avril 1945 au 31 mars 1946: \$1,585,000."

Or, M. l'Orateur, il ne s'agit pas de la rectification d'une erreur cléricale, mais de la falsification d'une loi. Il s'agit, en l'occurrence, du bill de la ville de Dolbeau, demandant des amendements à sa charte.

Cette loi a été analysée par la Chambre, votée avec des amendements; elle est ensuite allée au Conseil législatif qui l'a amendée; le bill est revenu devant la Chambre qui a adopté certains amendements du Conseil, au sujet duquel l'opposition a enregistré sa dissidence, et finalement le bill a été sanctionné, c'est-à-dire est devenu loi.

Or, si on examine le texte à la page 254, à la 30<sup>e</sup> ligne, vous constaterez qu'il n'est pas du tout question dans la loi de la somme de \$1,585,000 dont il est question à la page 303. Le texte de la loi a donc été changé par un fonctionnaire, probablement par le greffier du Conseil législatif, par un procédé irrégulier et illégal.

Il s'agit là d'une falsification des Statuts, car seule la Législature de Québec a le droit de faire des lois, de les amender ou de les abroger. Il est possible que le Conseil législatif ait fait une erreur - ce ne serait pas la première. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on amende les lois, s'il y a lieu, mais que l'on procède d'une façon régulière et non pas de cette façon irrégulière et illégale qui constitue une falsification des Statuts.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il semble y avoir eu erreur de la part d'un des employés du greffe du Conseil législatif, mais il s'agit là d'une simple erreur cléricale. Une ligne est tombée et on a voulu, par la suite, corriger cette erreur, pour se conformer à l'intention du législateur. Nous allons examiner cette affaire et voir à ce que les prérogatives de la Chambre soient sauvegardées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En effet, quelle garantie, quelle sécurité pour notre peuple, si les *Comptes publics* sont falsifiés; les statistiques incorrectes et falsifiées et, par-dessus le marché, les Statuts changés, falsifiés après l'adoption des lois et leur sanction par le lieutenant-gouverneur. Aucune considération possible ne peut permettre à quiconque d'amender une loi qui a déjà été sanctionnée. Il s'agit là d'une manœuvre illégale et irrégulière, constituant une falsification des Statuts. S'il y a erreur, il faudrait une autre loi pour la réparer.

Les directeurs  
de la Montreal Light

**M. Chaloult (Lotbinière):** Concernant les directeurs de la Montreal Light, Heat & Power, le premier ministre ayant déjà parlé de banditisme à ce propos, est-ce que le gouvernement entend prendre des mesures pour punir les coupables?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement prend encore des renseignements à ce sujet.

## Questions et réponses:

Chemin  
Saint-Louis

**M. Barrette (Joliette):** 1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement, relativement au chemin public partant de Spencer Wood et conduisant au pont de Québec?

2. Quelle est la longueur de ce chemin public construit par le gouvernement actuel, à partir de Spencer Wood à l'entrée du pont de Québec?

3. À qui et quand ont été payés les montants ainsi dépensés par le gouvernement de la province à ce sujet?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. \$188,466.83, pour le chemin public à partir des limites de la cité de Québec jusqu'à l'intersection du chemin d'approche du pont de Québec.

2. 3.7 milles.

3. (Voir la liste ci-dessous)

Thomas Aubin .....	\$1,454.60	8 fév. 1944	Camille Léveillé.....	1,513.93	23 juil. 1943
G. Auclair .....	14.25	2 nov. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	12,159.49	28 sept. 1942
J.-B. Baillargeon Express .....	1.18	2 sept. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	11,202.70	4 nov. 1942
Bell Telephone Company .....	44.36	1 <sup>er</sup> déc. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	10,174.51	2 déc. 1942
Bell Telephone Company .....	4,968.97	28 janv. 1944	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	4,492.10	1 <sup>er</sup> fév. 1943
Ovila Bernard .....	10.00	23 sept. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	15,797.21	19 fév. 1943
B. T. Bingman .....	315.98	17 nov. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	21,277.67	10 août 1943
C.-E. Binette .....	50.00	21 janv. 1944	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	1,351.05	16 sept. 1943
Oram Bolduc .....	149.50	24 janv. 1944	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	3,826.06	16 nov. 1943
Oram Bolduc et Alfred Roy .....	1,571.30	12. déc. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	4,124.31	24 nov. 1943
Wilfrid Bolduc, N. P. ....	69.00	20 mars 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	6.19	13 janv. 1944
Wilfrid Bolduc, N. P. ....	46.20	9 déc. 1943	L'Union des Carrières et Pavages, Ltée.....	47,889.73	28 janv. 1944
Wilfrid Bolduc, N. P. ....	54.70	22 déc. 1943	Meredith & Scott, N. P. ....	8.10	28 fév. 1944
Wilfrid Bolduc, N. P. ....	67.40	24 déc. 1943	Meredith & Scott, N. P. ....	40.55	8 sept. 1942
Wilfrid Bolduc, N. P. ....	74.40	13 janv. 1944	Ministère des Travaux publics	31.20	22 oct. 1943
Wilfrid Bolduc, N. P. ....	57.50	28 janv. 1944	Alphonse Morency, N. P. ....	169.75	10 fév. 1944
Brunner Mond Company .....	350.00	21 oct. 1942	Maurice Nadeau .....	43.65	10 fév. 1944
Brunner Mond Company .....	600.00	23 sept. 1943	Dame veuve Michel Nestor ..	912.10	18 sept. 1943
Brunner Mond Company .....	1,020.00	18 janv. 1944	G. Pelletier .....	4,000.00	16 juil. 1942
Gaston Cadrin .....	80.00	29 nov. 1943	Arthur Poulin .....	37.99	2 nov. 1943
Canada Cement Company .....	226.25	29 sept. 1942	Arthur Poulin .....	2,000.00	17 nov. 1942
Canada Cement Company .....	1,183.74	5 déc. 1942	Quebec Power Company .....	2,894.99	26 fév. 1943
Canada Cement Company .....	409.06	5 fév. 1943	Quebec Power Company .....	77.69	14 oct. 1943
Canada Cement Company .....	644.80	22 fév. 1943	Lucien Rhéaume .....	30.96	22 oct. 1943
Canada Cement Company .....	170.13	14 août 1943	Lucien Rhéaume .....	27.37	2 nov. 1943
Canada Cement Company .....	113.13	1 <sup>er</sup> fév. 1944	Lucien Rhéaume .....	21.42	14 déc. 1943
A.-A. Cantin .....	35.00	31 déc. 1943	Dame D.-P. Roberge .....	650.66	10 déc. 1942
Charles Cantin, N. P. ....	25.00	20 avril 1943	J.-M. Roberge .....	143.90	21 août 1942
Charles Cantin, N. P. ....	26.00	12 janv. 1944	Sirois, Sirois & Lesage, N. P.	59.05	27 août 1942
Charles Cantin, N. P. ....	61.30	2 fév. 1944	Sirois, Sirois & Lesage, N. P.	48.45	28 sept. 1942
Charles Cantin, N. P. ....	30.35	15 fév. 1944	Sirois, Sirois & Lesage, N. P.	41.00	28 oct. 1942
Charles Cantin, N. P. ....	173.40	2 mars 1944	Sirois, Sirois & Lesage, N. P.	59.50	14 nov. 1942
Léopold Collin .....	67.22	2 nov. 1943	Sirois, Sirois & Lesage, N. P.	74.80	20 mars 1943
Maurice Delage, N. P. ....	100.80	24 déc. 1943	Sirois, Sirois & Lesage, N. P.	51.20	9 mars 1944
Amédée Demers .....	448.65	19 fév. 1944	Sœurs de Sainte-Jeanne-d'Arc	1,560.00	29 juil. 1942
Raoul Demers, N. P. ....	59.50	30 août 1943	S.-W. St-Hilaire .....	1,043.70	3 oct. 1942
Frs Désaulniers .....	90.00	1 <sup>er</sup> fév. 1944	Succession F. B. Rhodes		
Mme J.-O. Dion .....	495.16	9 janv. 1943	Estate .....	897.00	22 déc. 1942
John Doyle .....	300.00	9 déc. 1943	Mme M. Tourigny .....	2,991.70	23 nov. 1943
L.-E. Fortier, N. P. ....	48.20	2 fév. 1944	Télesphore Verret .....	304.28	28 oct. 1943
J.-P. Frénette .....	768.32	20 déc. 1943	Roland Villeneuve .....	62.07	2 nov. 1943
Mme J. Gendron .....	16,292.54	16 juin 1942	Octave Vallée .....	62.03	2 nov. 1943
J.-M. Godbout .....	83.05	6 déc. 1943			
Imperial Oil, Limited .....	2,931.15	24 juil. 1943			
C.-R. Laberge .....	393.33	27 nov. 1943			
Mme Robert Lépine .....	85.00	14 janv. 1944			



**Demandes de documents:****Représentation des provinces  
au Parlement fédéral**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement du Québec, aucun de ses membres ou officiers, le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, tous les autres gouvernements provinciaux du Canada, aucun de leurs membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1944 inclusivement, et se rapportant au changement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, au sujet de la représentation des provinces du Canada au Parlement fédéral.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pourquoi on ne continue pas la discussion commencée hier sur ma motion relative à un traitement plus équitable de la minorité française au Canada?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec-Centre (M. Morin), qui a ajourné le débat, n'est pas à son siège.

**M. Chaloult (Lotbinière)** craint que l'on supprime bientôt la journée des députés et que sa motion ne se trouve ainsi reléguée aux oubliettes.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Québec-Centre a réellement l'intention de prendre part à ce débat qui sera repris aussitôt que possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une question d'importance vitale, primordiale que je veux traiter objectivement. Je n'ai pas l'intention de faire l'histoire politique du pays. Toutefois, je désire en souligner certains faits significatifs.

En 1760, le Canada a changé d'allégeance. Vous vous souvenez des luttes faites à partir de cette époque par nos pères pour obtenir le gouvernement responsable, de leurs combats héroïques, de leur dévouement pour obtenir le régime démocratique. Ces luttes aboutirent, en 1840, 1841, à la formation du gouvernement d'union.

On se rendit compte un peu plus tard que ce système ne donnait pas les résultats que l'on en avait attendus. Finalement, après des efforts constants et

un dévouement sans borne de la part de nos hommes d'État les plus intelligents et les plus patriotes du pays, sans distinction de parti, de religion ou de race, le pacte de la Confédération fut conclu. Au cours des Conférences qui précédèrent la signature du pacte, deux modes de gouvernement furent étudiés: l'union législative ou le pacte fédératif. On décida finalement en faveur du pacte fédératif à cause des caractères particuliers de la province de Québec, de ses droits acquis, de sa langue et de ses traditions. Avec l'union législative, il n'y aurait eu qu'un Parlement où nous aurions été en minorité.

La synthèse du pacte fédératif de 1867 appelé l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, c'est justement le respect des deux groupes ethniques composant notre pays, le respect des droits des deux grandes races et de leurs traditions. Les mange-Canadiens ont toujours prétendu que le pacte de 1867 n'est pas un pacte, ni une convention, ni un contrat, mais une simple législation qui pouvait être changée ou rapportée par n'importe quel Parlement fédéral. Mais il ne peut y avoir de doute que la Constitution de 1867 est le résultat d'un pacte conclu entre les provinces et non une loi. Prétendre le contraire, c'est verser dans la théorie des pires fanatiques.

Cette opinion que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est un pacte et non une loi, donc un contrat qui ne peut être modifié que du consentement unanime des provinces, a été celle de tous nos grands hommes d'État. Sir Wilfrid Laurier, par exemple, déclarait, en 1883: "Je le répète, chaque fois qu'on réussit dans ce parlement (Ottawa) à dépouiller une province d'un droit qu'elle exerce, quelque insignifiant que puisse être ce droit, c'est un pas de plus dans le sens de l'union législative." Le 24 novembre 1871, il disait: "C'est un fait historique que la forme fédérative n'a pas été adoptée qu'afin de conserver à Québec cette position exceptionnelle et unique qu'elle occupait sur le continent américain." Débats de la Chambre des communes, 1890 (colonne 745).

M. R. B. Bennett disait à la Chambre des communes, le 24 février 1930: L'Acte de l'Amérique du Nord britannique n'est un traité, un pacte conclu entre quatre provinces. George Brown, Sir John Macdonald et Sir Charles Tupper ont déclaré que "sans le consentement du Bas-Canada, la province de Québec, la Confédération n'aurait pas pu exister". L'honorable juge Mignault: "L'Acte de l'Amérique britannique du Nord n'est que la législation d'un pacte conclu entre les provinces." L'honorable juge J.-T. Loranger: "La confédération des provinces a été le résultat d'un pacte et le Parlement impérial n'a fait que le ratifier."

Le professeur Keith dit également que "la Constitution est un pacte qui ne saurait être modifié, sauf avec le consentement du gouvernement fédéral et des provinces". Lord Atkin, en rendant la décision du comité judiciaire du Conseil privé, en 1935, au sujet de la législation sociale, déclarait: "Personne ne peut mettre en doute le fait que cette répartition de pouvoirs entre les législatures et le Parlement fédéral est l'une des conditions les plus essentielles, sinon la plus essentielle, de l'entente interprovinciale découlant de l'A.A.N.B." Le vicomte Haldane disait, en 1914, que "l'Acte de l'Amérique britannique du Nord doit être accepté comme un traité d'union entre les provinces". Lord Sanky, en 1932, dans la cause au sujet de l'aviation, disait également que c'est un contrat...

Lord Cornavon qu'on a appelé le législateur de l'Acte de 1867, lors de la seconde lecture du bill à la Chambre des lords, déclare formellement que "l'Acte de l'Amérique britannique du Nord doit être considéré comme un traité d'union". Lord Cornavon déclarait également, lors d'un banquet donné en son honneur à Montréal: "Je crois que le plus haut tribunal serait d'avis que notre loi fédérative ne peut être interprétée comme une simple loi municipale; elle doit être considérée comme un traité." M. Adderley, sous-secrétaire d'État britannique (the report on the B.N.A.A., annexe 4, page 149) dit que "c'est un traité qui n'a été que ratifié par le Parlement impérial".

Évidemment, si l'Acte de l'Amérique du Nord britannique eût été une loi comme toutes les lois, elle aurait pu être modifiée, mais il s'agit d'un pacte, d'un contrat, comme c'est l'opinion d'à peu près tous les plus grands chefs politiques du pays, conservateurs comme libéraux, entre autres Sir John Macdonald, George Brown, Ferguson, Bennett, Laurier, Hepburn et autres, et de tous les plus grands juristes de l'Angleterre et du pays. Ils ont reconnu que la Constitution est véritablement un pacte intouchable et inviolable. Il est bon qu'il en soit ainsi car, si la Constitution n'était qu'une loi, nous n'aurions pas de garanties parce que les lois peuvent être changées constamment, tandis que ce pacte, ce contrat ne peut être modifié ou changé sans le consentement unanime de toutes les parties contractantes.

C'est un principe élémentaire. C'est d'ailleurs le point de vue que la province de Québec, sous le gouvernement de l'Union nationale, a soumis à la commission Rowell-Sirois, en 1938, dans le mémoire présenté par son procureur, Me Emery Beaulieu, et la province d'Ontario a adopté la même ligne de conduite que la province de Québec et

défendu le même principe devant la Commission, en disant cette grande vérité que le pacte fédératif ne pouvait être changé ou modifié que du consentement unanime de toutes les parties composantes, et non pas la simple volonté du pouvoir central.

Le pacte de 1867 reconnaît l'autonomie législative de toutes les provinces, non seulement de la province de Québec et non seulement des quatre provinces qui signèrent le pacte à l'origine, en 1867, soit la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, la province de Québec et la province d'Ontario, mais aussi du Manitoba qui se joignit à la Confédération en 1870, de la Colombie-anglaise, en 1871, de l'Île-du-Prince-Édouard, en 1873, ainsi que de l'Alberta et la Saskatchewan, en 1905.

Le pacte de 1867 reconnaît donc trois choses: le régime démocratique, le gouvernement responsable et, conséquemment, le droit du peuple à se choisir des représentants, soit dans les législatures provinciales autonomes, soit au Parlement central. Autrement, ce serait un système hitlérien. Par le pacte de 1867, la province de Québec a obtenu la reconnaissance de ses droits à la représentation, non seulement dans sa propre Législature, dont les droits étaient consacrés par le contrat intervenu entre les provinces, mais aussi au Parlement fédéral.

Il y a plus, la représentation de la province de Québec au Parlement fédéral a été fixée par la Constitution de 1867, et il a été reconnu alors que la représentation de la province de Québec au Parlement d'Ottawa serait de 65 députés, quelle que soit la population. Ce chiffre reste invariable. Tandis que le nombre de députés des autres provinces serait fixé d'après le quantum de population nécessaire pour élire les 65 députés québécois. Si le résultat est 50,000, les autres provinces auront autant de députés que leur population représente de fois le nombre de 50,000.

Autrement dit, si dans la province de Québec le total de la population divisée par 65 donne à chaque député 40,000 de population, il faut que la représentation dans les autres provinces soit basée sur ce quantum, et cela, on le voit de suite, est très important pour la province de Québec à tous les points de vue. Cette représentation de la province de Québec lui donne le moyen de protéger dans le Parlement de la nation son autonomie, sa culture, ses traditions, sa religion, sa langue.

Nous sommes ici chez nous, dans Québec, par droit de conquête et de droits (sic). La province de Québec ne demande pas de faveur. Nous voulons tout simplement le respect de nos droits qui nous ont été consentis par la Constitution. La province de

Québec ne veut rien de plus que les autres provinces. Il serait inconvenant et illogique de demander aux Canadiens d'aller défendre l'autonomie des peuples et la démocratie ailleurs si nous ne respectons pas l'autonomie et la démocratie chez nous. Or, la représentation de la province de Québec au Parlement fédéral constitue une partie des droits qui ont été donnés à la province de Québec par le pacte fédératif. Il s'agit là d'une question fédérale et provinciale, d'une question nationale.

Malheureusement, des fanatiques, ceux-là mêmes qui prétendent que le pacte fédératif peut être modifié sans le consentement de toutes les provinces, sans que la province de Québec ait un mot à dire, ont réussi à faire amender la Constitution. Or, pour la première fois depuis 1867, le gouvernement d'Ottawa, avec l'appui des progressistes-conservateurs, des C.C.F. et des créditistes, a saboté et violé le pacte fédératif et mis de côté les droits des provinces qui nous ont été garantis par la Constitution, et ce, à l'heure où l'on demande aux Canadiens d'aller combattre les idées d'Hitler qui ne viole pas autrement ses engagements d'honneur.

En vertu du pacte fédératif, le recensement de la population du pays doit se faire tous les dix ans et, à la suite de ce recensement, si la proportion de la population varie, on doit remanier en conséquence la représentation des provinces autres que celle de Québec. Or, après le recensement de 1941, au lieu de procéder au remaniement électoral comme il y était obligé par la Constitution, alors que les autres provinces perdraient sept députés par suite de cette redistribution, le gouvernement fédéral a employé des méthodes hitlériennes pour saboter les droits de la province de Québec à sa représentation au Parlement fédéral.

Je dis ceci: Les garanties données à la province de Québec par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, par le contrat intervenu en 1867, doivent être au-dessus de tous les partis politiques, quels qu'ils soient. Il est très important pour la province de Québec que sa représentation à Ottawa soit maintenue suivant les principes établis par la Constitution. Car, si nous ne sommes pas une minorité par les droits, nous sommes une minorité par le nombre. Et il est inconcevable que nous défendions la démocratie et les droits des minorités ailleurs pour les fouler aux pieds dans notre propre pays.

On voit tout de suite l'importance qu'il y a pour la Législature de la province de Québec d'être indépendante des partis politiques fédéraux. Les droits et les prérogatives de la province de Québec

doivent passer avant les affiliations politiques. Il ne doit pas y avoir de "rouge à Québec, rouge à Ottawa" lorsqu'il s'agit des droits de la province et de son autonomie. Il est important que la Législature de la province de Québec puisse revendiquer les droits de la province à Ottawa sans aucune espèce de considération politique ou partisane, dans le seul intérêt de la province de Québec et de sa population. C'est l'attitude qu'adopta l'Union nationale au temps où elle administra la province de Québec. Elle fut toujours prête, et elle l'est encore, à coopérer avec n'importe quel parti politique au pouvoir à Ottawa, quelle que soit sa couleur, pourvu que le gouvernement fédéral soit prêt à rendre justice à la province et à protéger notre autonomie.

Donc, à la suite du recensement de 1941, lors de la session de 1943, lorsque tous les chiffres eurent été compilés, le gouvernement fédéral déclara dans son discours du trône le 28 janvier: "En conformité des dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, vous serez invités à étudier un bill tendant à remanier la représentation à la Chambre des communes." (*Hansard* de la Chambre des communes. Compte rendu officiel, jeudi 28 janvier 1943, page 2) Plus tard, le jeudi 6 mai 1943, à une question posée par M. Gordon Graydon, le premier ministre Mackenzie King répondit: "Je ne mentionnerai pas les mesures déjà inscrites au *Feuilleton*, celles qui sont prévues dans le discours du trône, ni celles qui découleraient des recommandations de comités de la Chambre." (*Hansard* de la Chambre des communes, jeudi 6 mai 1943, p. 2541)

Le 14 mai 1943, le très honorable Mackenzie King faisait une autre déclaration, comme suit: "Une nouvelle parue dans un journal local de ce matin laisse entendre que la mesure relative au remaniement de la carte électorale ne serait pas présentée au cours de la présente session. J'espère que la Chambre ne tirera pas la même conclusion de la déclaration que j'ai faite sur le programme législatif de la session, il y a quelques jours, en réponse à une question du chef de l'opposition (M. Graydon). J'ai clairement indiqué que les mesures dont le discours du trône fait spécifiquement mention seraient toutes présentées. Le bill de remaniement de la carte électorale est du nombre et le gouvernement a l'intention de le présenter durant cette session." (*Hansard* de la Chambre des communes, Compte rendu officiel, vendredi 14 mai 1943, p. 2802).

Et, le 31 mai, l'honorable M. Crerar répondait comme suit à une question de M. Goldwell: "M. J. Coldwell: "Le secrétaire d'État

pourrait-il faire connaître à la Chambre la date à laquelle le gouvernement a l'intention d'exposer ses vues au sujet du remaniement de la carte électorale et si on a étudié la possibilité de confier ce travail à un comité judiciaire plutôt qu'à un comité parlementaire?" M. Crerar (leader suppléant du gouvernement): "La forme sous laquelle le projet de remaniement de la carte électorale doit être soumis à la Chambre est présentement à l'étude." (*Hansard* de la Chambre des communes, Compte rendu officiel, lundi 31 mai 1943, p. 3311).

Mais ce n'est pas du tout cela qui est arrivé. Subitement, le gouvernement fit volte-face. Il sabota le pacte d'honneur de la Confédération, foulant aux pieds le traité intervenu entre les deux grandes races du pays. Le gouvernement fédéral a annoncé qu'on ajournait la redistribution des sièges électoraux jusqu'à un an après la session qui suivra la fin des hostilités. C'est de l'hitlérisme tout pur comme il s'en commet en Allemagne en un temps où on demande aux Canadiens d'aller combattre Hitler. Figurez-vous! La démocratie, c'est important ailleurs, mais ce n'est pas important ici.

Pendant qu'on se bat pour la liberté ailleurs, on nous demande d'attendre après la guerre pour obtenir dans notre propre pays les droits qui consacrent notre propre liberté. Malgré toutes les promesses faites par le gouvernement, et dans le discours du trône et dans les déclarations du premier ministre, et dans les déclarations du ministre Crerar, jusqu'au 31 mai, le gouvernement fédéral demandait à la Chambre des communes de saboter le pacte fédératif, l'œuvre des Pères de la Confédération, de violer les droits de la province de Québec, de fouler aux pieds le contrat d'honneur intervenu entre les provinces.

Par la bouche d'un Canadien français, M. Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice de la province de Québec, le gouvernement a demandé à la Chambre de saboter la Constitution. Si jamais ce ministre laisse un nom dans l'histoire, ce sera un bien triste nom, relié à la persécution des siens et à la violation des engagements d'honneur. M. King a fait voter par le Parlement fédéral, en 1943, une adresse priant le Parlement de Westminster d'amender la Constitution canadienne. Le gouvernement fut donc saisi d'un projet en vertu duquel la province de Québec serait privée de ses droits à la représentation pendant toute la durée de la guerre, à cause de la guerre.

Quel illogisme! pour employer l'expression la plus douce qui me vienne en ce moment à l'esprit. La décision du premier ministre est absolument

contraire au pacte fédératif, parce que la Constitution a été modifiée sans consulter les provinces. C'est pourtant le chef de ce même gouvernement qui avait dit au Forum de Montréal, en 1940, lors des élections fédérales, que "c'est le temps de faire des élections pendant la guerre et qu'il n'est pas possible d'avoir un gouvernement libre sans élections".

Quand il s'agit de violer les droits de la province de Québec, ce même chef de gouvernement invoque le prétexte de la guerre. C'est là un procédé mesquin, ridicule, un prétexte petit et, malheureusement, le geste de sabotage du gouvernement fédéral, à propos de la redistribution des comtés, a été supporté et par les libéraux fédéraux, et par les conservateurs, et par les C.C.F., et par les créditistes. Le geste qui a alors été posé par ces hommes doit être réprouvé comme une indignité et une infamie. La coopération, nous en sommes; nous sommes en faveur de l'union de toutes les bonnes volontés, mais nous ne voulons pas d'une coopération qui soit une complicité honteuse pour la commission d'une injustice.

M. King a déclaré qu'il vaudrait mieux attendre après la guerre pour faire la redistribution des comtés parce qu'aujourd'hui les Canadiens voyagent beaucoup d'une province à l'autre et qu'il ne serait pas juste dans les circonstances de modifier la représentation. Quel beau raisonnement! Que nos gens voyagent, à l'heure actuelle, nous le savons malheureusement trop. En retardant la redistribution jusqu'après la guerre, le gouvernement a donné un exemple de fanatisme comme il ne s'en était jamais vu au pays. Et ce geste indigne a été accompli avec la complicité des conservateurs, des C.C.F., des créditistes, comme je le disais tantôt.

De plus, l'attitude du gouvernement n'est pas logique car, si la redistribution doit avoir lieu tous les dix ans, les élections fédérales doivent avoir lieu tous les cinq ans, de sorte que d'autres élections fédérales seront faites sans que l'on ait procédé à la redistribution des comtés, comme on aurait dû le faire à la suite du recensement de 1941, de sorte que la province de Québec sera privée de la représentation à laquelle elle avait droit de par le pacte fédératif de 1867. L'argument ne tient pas debout et il est mesquin!

Nous avons vu sur la scène fédérale des Canadiens français qui, lorsqu'il s'est agi du maintien de nos droits, des garanties de notre autonomie, ont renié tout un passé de patriotisme et de dévouement à la province pour voter lâchement en faveur du sabotage de la Constitution et de nos droits si chèrement conquis par nos aïeux. Il ne s'est

trouvé que neuf députés de la province de Québec à Ottawa pour voter contre le gouvernement: MM. Bertrand, Cardin, D'Anjou, Dorion, Dubois, Fournier, Lacroix, Pouliot et Roy; il s'agit de M. Sasseville Roy, et de M. Lacroix, de Québec-Montmorency. Et, parmi ces neuf députés, je ne trouve ni le nom de M. Maxime Raymond, ni celui de M. Édouard Lacroix, ni celui de M. Pierre Gauthier. Nous lisons dans la Bible que Dieu avait promis d'épargner Sodome et Gomorrhe, à condition qu'il se trouvât dix justes dans la ville, mais il n'y eut que neuf Canadiens pour voter en faveur du maintien de nos droits.

On se rend compte facilement de l'importance d'une Législature provinciale indépendante des partis politiques fédéraux, ne craignant pas d'exprimer ses vues et de protester lorsque le pouvoir central veut empiéter sur les droits de la province. Je me suis levé en cette Chambre, au nom de l'Union nationale, pour protester contre le sabotage que l'on voulait faire de la Constitution et contre ce premier accroc que l'on se proposait de faire à la Charte de l'Atlantique. On se souvient que MM. Churchill et Roosevelt se sont rencontrés en mer et qu'à la suite de cette rencontre ces hommes d'État firent des déclarations connues sous le nom de la "Charte de l'Atlantique".

Or, le troisième article de la Charte se rapporte à la sauvegarde du droit des minorités et consacre la nécessité de sauvegarder les engagements d'honneur. En violant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, le gouvernement d'Ottawa attentait aux droits de la minorité dans la province de Québec, et cet attentat était ratifié par le Parlement de Westminster. Pendant qu'on nous demande d'aller ailleurs nous battre pour protéger les droits des autres minorités dans le monde, on viole au Canada les droits de la minorité québécoise. On se bat et on nous fait nous battre pour la démocratie et, ici, on ne s'occupe pas des droits démocratiques.

Le premier ministre (M. Godbout) a alors déclaré dans cette Chambre qu'il protesterait auprès d'Ottawa. Il (M. Duplessis) raconte alors les démarches qu'il a faites pour empêcher que la violation de la Constitution canadienne ne soit consommée à Londres, où le gouvernement fédéral s'était adressé pour faire ratifier la chose. Pour ma part, devant l'importance de cette question vitale, comme chef de parti à la Législature, j'ai pris sur moi d'envoyer un télégramme à M. Mackenzie King. Il (M. Duplessis) rappelle que, lorsqu'il s'est adressé à M. King pour lui demander de transmettre un message au premier ministre d'Angleterre, il procédait de la seule façon possible, par voie diplomatique.

Quelqu'un, dit-il, a proposé d'envoyer un commissionnaire à Churchill, à Londres, porter la protestation de la province. C'était ridicule et enfantin. Il n'y avait qu'un moyen: c'était de s'adresser au premier ministre du Canada, qui est en charge des relations diplomatiques, et de le charger de faire tenir nos protestations à Londres. J'ai donc demandé par écrit à M. King de transmettre un télégramme à M. Churchill pour lui signifier l'opposition de la province de Québec et faire reconnaître notre droit de nous faire entendre, afin de ne pas enlever aux provinces canadiennes un droit que leur garantit la Constitution et que la Charte même de l'Atlantique consacre.

Il (M. Duplessis) donne alors lecture du premier télégramme envoyé à M. King:

Trois-Rivières, 9 juillet 1943

Très honorable W. L. Mackenzie King,  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa

Sans obtenir l'approbation préalable et indispensable des provinces et malgré l'opposition unanime de la Législature de Québec, la majorité de la Chambre des communes et la majorité du Sénat canadien viennent d'adopter une adresse ou résolution à l'effet d'amender le pacte fédératif de 1867, sur un point vital, c'est-à-dire au sujet de la représentation des provinces au Parlement fédéral.

Le pacte fédératif est une convention qui ne saurait être amendée, surtout sur une question aussi vitale, sans le contentement unanime de toutes les parties contractantes.

C'est un traité conclu entre les deux grandes races du pays.

Comme vous le savez, il m'est impossible de communiquer directement avec le premier ministre britannique, le très honorable Winston Churchill.

Votre titre de premier ministre du Canada, de leader du gouvernement et de ministre des Affaires extérieures vous accorde à ce sujet toutes les facilités. C'est pourquoi j'espère que vous aurez l'obligeance de transmettre au leader du gouvernement britannique le télégramme ci-après:

Très honorable Winston Churchill,  
Premier ministre,  
10, Downing Street,  
Londres, Angleterre

Monsieur le premier ministre,

Le 14 août 1941, à la suite d'une conférence en mer, vous et le président Roosevelt avez rendu publique la Charte de l'Atlantique, dont j'extrais la clause troisième qui se lit comme suit: "Troisièmement, ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre; et ils souhaitent voir restaurer leurs droits souverains et leur autonomie gouvernementale aux peuples qui en ont été dépouillés par la force."

Tous les Canadiens ont applaudi et applaudissent encore à cet énoncé de principe et tous désirent la défaite de Hitler parce qu'il est un être sans parole qui prend plaisir à violer les droits des minorités et à violer les traités les plus sacrés. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 est un traité entre les deux grandes races au Canada et c'est l'opinion des plus hautes autorités anglaises et canadiennes que cette Constitution ne peut être amendée sans le consentement préalable et unanime de toutes les parties contractantes. La majorité de la Chambre des communes et la majorité du Sénat canadien viennent d'adopter une adresse ou résolution à l'effet d'amender ce traité sur un point vital, c'est-à-dire au sujet de la représentation des provinces au Parlement fédéral. L'Assemblée législative de Québec, unanimement, tant par la bouche du premier ministre que par celle du chef de l'opposition, a déclaré son opposition formelle à cet amendement à la Constitution canadienne. Comme chef de l'opposition à la Législature de Québec et comme chef de l'Union nationale, je formule l'espoir que le Parlement de Westminster refusera de sanctionner cet attentat aux droits des provinces. Nous vous offrons respectueusement nos vœux les plus sincères pour la victoire complète et rapide des alliés et le triomphe de la justice.

Maurice Duplessis,  
député des Trois-Rivières et  
chef de l'opposition à la Législature  
de Québec

M. King a répondu à ce télégramme, comme suit:

Bureau du premier ministre  
Canada

Ottawa, le 13 juillet 1943

L'honorable M.-L. Duplessis, c.r., m.a.l.,  
Chef de l'opposition,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec

Cher M. Duplessis,

J'accuse réception de votre télégramme du 9 juillet qui comporte le texte d'un message que vous voulez, comme chef de l'opposition à l'Assemblée législative de Québec, adresser au premier ministre de la Grande-Bretagne, et une demande qu'on le transmette à M. Churchill par voie officielle.

Ce message a trait à la résolution adoptée par la Chambre des communes et le Sénat pour faire amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de façon à permettre d'ajourner le rajustement de la représentation à la Chambre des communes jusqu'après la cessation des hostilités.

Vous admettez, j'en suis sûr, que le rajustement de la représentation au Parlement fédéral n'est pas une de ces questions qui sont de la juridiction des législatures provinciales. En fait, c'est le Parlement fédéral qui est expressément chargé par les termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de voir à ce rajustement. En d'autres termes, c'est là un "droit fédéral" au même titre qu'on est accoutumé de décrire comme "droits provinciaux" les matières qui tombent sous la juridiction des provinces.

J'ai toujours compris que vous vous opposiez à toute intervention fédérale dans ce domaine des "droits provinciaux", et je ne doute pas que vous seriez le premier à protester si un membre du Parlement fédéral cherchait à se mêler, comme tel, d'un rajustement de la représentation à l'Assemblée législative du Québec.

La population de la province de Québec, comme les populations des autres provinces, est représentée, pour ce qui est du domaine fédéral, par ses députés à la Chambre des communes. À ce propos, je me permets de vous signaler le langage dont le ministre de la Justice s'est servi à la Chambre des communes, le lundi 5 juillet 1943, et dont une traduction se trouve à la page 4611 du *Hansard* non révisé: "Outre les questions expressément attribuées aux Assemblées législatives provinciales et aux gouvernements provinciaux, il y a d'autres questions dont les représentants des habitants des provinces qui siègent en ce parlement sont autorisés à s'occuper et il s'agit ici d'un point qui a trait à la représentation en cette Chambre. Cette question ne concerne pas les

législatures provinciales ou les gouvernements provinciaux. Elle intéresse les habitants des provinces, mais ces derniers, à titre d'électeurs, ont envoyé des représentants au parlement national pour agir en leur nom et, à mon avis, quand ils traitent de question de ce genre, les membres élus par les habitants des provinces, qui forment aussi la population du Canada, sont ceux qui doivent assumer la responsabilité de dire ce qui est ou n'est pas dans l'intérêt du pays."

Vous admettez, j'en suis sûr, qu'un membre de la Législature d'une province ne serait pas plus justifiable d'intervenir, en sa qualité officielle, dans une question de droits fédéraux qu'un député fédéral ne le serait de s'immiscer officiellement dans une affaire relevant de la juridiction provinciale.

Quant à la théorie que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique serait un pacte entre les provinces, dont aucun détail ne pourrait être amendé sans le consentement préalable de toutes les provinces, elle ne me paraît conforme ni à l'histoire ni aux textes. Comme le ministre de la Justice l'a signalé à la Chambre des communes (*Hansard* non révisé, 5 juillet 1943, p. 4611): "Lorsqu'il s'agit de modifier notre Constitution, je tiens à faire observer aux honorables députés qu'il importe, semble-t-il, de tenir compte d'une distinction fondamentale. La Confédération n'a pas été vraiment un pacte entre les provinces. En fait, au moment de l'établissement de la Confédération, il n'y avait qu'une seule province des Canadas unis, constituée par le Bas-Canada, et le Haut-Canada. Ce fut néanmoins un régime adopté par des chefs responsables et marquants de la population des régions qui constituaient alors, d'une part, les provinces unies du Bas-Canada et du Haut-Canada et, d'autre part, les Provinces maritimes. Il fut stipulé qu'en vertu de ce régime on établirait des assemblées législatives provinciales et des gouvernements provinciaux chargés de s'occuper de certaines questions qui seraient exclusivement de leur ressort. Les tribunaux ont déclaré que, dans l'exercice de leur juridiction, dans le domaine qui leur est assigné, les provinces sont des États souverains.

Il y a d'autres questions qui, pour les faits d'administration, ne furent pas attribuées aux Assemblées législatives provinciales ou aux gouvernements provinciaux, mais furent ou expressément attribuées au Parlement fédéral ou assujetties à la classe résiduelle qui autorise le Parlement à s'en occuper."

Il y a cependant une troisième objection à la demande que comporte votre télégramme. Vous

voulez inviter le premier ministre de la Grande-Bretagne à intervenir dans les affaires domestiques du Canada. Toute semblable intervention par le gouvernement ou le Parlement de la Grande-Bretagne dans les affaires internes de notre pays comporterait une négation de l'égalité du statut du Canada et du Royaume-Uni. Elle signifierait un retour au statut colonial inacceptable à la population canadienne.

Il est vrai qu'il est encore nécessaire légalement de demander au Parlement de la Grande-Bretagne d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cette situation, toutefois, n'est tolérable qu'en tant que ces amendements sont enregistrés automatiquement et sans discussion, suivant la demande expresse des représentants du peuple canadien. Demander au Parlement d'un autre pays de débattre et de décider lui-même des questions canadiennes comporterait un désaveu de l'autonomie canadienne.

Pour ces raisons, il ne me paraît pas possible d'acquiescer à la demande que votre message soit transmis au premier ministre de la Grande-Bretagne.

Votre tout dévoué,

W. L. Mackenzie King

Québec, le 15 juillet 1943

Très honorable W. L. Mackenzie King, c.p., c.r., ll.d.  
Premier ministre du Canada,  
Ottawa

Monsieur le premier ministre,

On me remet aujourd'hui votre lettre en date du 13 juillet courant répondant au télégramme que je vous ai adressé vendredi dernier, relativement à l'amendement à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, concernant la représentation des provinces à la Chambre des communes du Canada.

Vos fonctions de premier ministre du Canada et de ministre des Affaires extérieures vous accordent toutes les facilités de communiquer avec le premier ministre de la Grande-Bretagne et je crois pouvoir faire appel aux sentiments de courtoisie ordinaire en semblables cas.

Pour refuser de transmettre au très honorable M. Churchill le télégramme que je lui destine, vous invoquez trois raisons ou plutôt trois motifs.

Cette question relèverait, d'après vous, exclusivement de l'autorité fédérale, et je vous cite textuellement: "J'ai toujours compris que vous vous

opposiez à toute intervention fédérale dans le domaine des "droits provinciaux", et je ne doute pas que vous seriez le premier à protester si un membre du Parlement fédéral cherchait à se mêler, comme tel, d'un rajustement de la représentation à l'Assemblée législative du Québec.

Vous comprendrez, j'en suis sûr, qu'un membre de la Législature d'une province ne serait pas plus justifiable d'intervenir, en sa qualité officielle, dans une question de droits fédéraux qu'un député fédéral ne le serait de s'immiscer officiellement dans une affaire relevant de la juridiction provinciale."

Je veux croire que, lorsque vous mentionnez l'immixtion des députés ou ministres fédéraux dans les affaires relevant de la juridiction provinciale, vous ne faites pas allusion à la campagne menée par les ministres et les députés fédéraux lors des élections générales provinciales du mois d'octobre 1939.

Toutefois, je dois vous avouer qu'il me paraît singulier que vous placiez entre guillemets l'expression "droits provinciaux". J'aime à croire, en dépit des apparences, que vous ne doutez pas qu'il existe les droits provinciaux.

Je vous remercie de reconnaître que je serais le premier à protester contre les empiétements du fédéral dans le domaine provincial. De fait, j'ai toujours considéré comme un impérieux devoir de m'opposer à tous les empiétements des autorités fédérales, quelles que soient leurs couleurs politiques, dans les domaines qui relèvent exclusivement de la juridiction provinciale.

Notre Constitution consacre la démocratie et le parlementarisme. Dans un cas comme dans l'autre, la représentation du peuple en est un fondement vital.

C'est donc vous dire qu'il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'une question d'administration politique, mais bien d'une très grave question constitutionnelle qui intéresse au plus haut degré toutes les provinces, celle de Québec entre autres, et tout particulièrement les représentants du peuple de la province de Québec. Il me ferait peine que cette vérité élémentaire soit méconnue.

Non seulement c'est le droit, mais c'est aussi le devoir des représentants du peuple de revendiquer les prérogatives et les droits de la province.

Vous ajoutez, et je cite encore textuellement: "Quant à la théorie que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique serait un pacte entre les provinces dont aucun détail ne pourrait être amendé sans le consentement préalable de toutes les provinces, elle ne me paraît conforme ni à l'histoire ni aux textes."

En toute franchise, j'ai été atterré de constater que vous considérez comme un détail les droits de la province de Québec en matière de représentation fédérale. Depuis quand les droits des minorités doivent-ils être envisagés comme un détail?

Dans une constitution démocratique - et le pacte fédératif est en une - il est élémentaire que le droit à la représentation n'est pas un détail mais une condition fondamentale. Il est possible qu'un oubli ou une distraction vous ait fait employer cette expression regrettable, car l'opinion qu'elle traduit est conforme aux idées de ceux qui désirent la centralisation, sœur jumelle de l'assimilation qui répugne et répugnera toujours aux droits, aux prérogatives, aux libertés et aux caractéristiques de la quasi-totalité de la province de Québec.

Que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique soit un pacte entre les provinces, et spécialement entre les deux grandes races, cette opinion est conforme à l'histoire et aux textes, comme vous pourrez facilement le constater en consultant l'opinion de très hautes et très nombreuses autorités anglaises et canadiennes, entre autres, pour n'en citer que quelques-unes; Lord Carnarvon, qu'on a appelé le législateur de l'Acte de 1867, la vicomte Haldane, Lord Sanky, l'honorable juge P.-B. Mignault, de la Cour suprême, l'honorable juge J.-T. Loranger, presque tous les Pères de la Confédération, Me Emery Beaulieu, ancien président du Canadian Bar Association, etc.

Quant à votre troisième motif, que je cite textuellement: "Il y a cependant une troisième objection à la demande que comporte votre télégramme. Vous voulez inviter le premier ministre de la Grande-Bretagne à intervenir dans les affaires domestiques du Canada. Toute telle intervention par le Gouvernement ou le Parlement de la Grande-Bretagne dans les affaires internes de notre pays comporterait une négation de l'égalité de statut du Canada et du Royaume-Uni. Elle signifierait un retour au statut colonial inacceptable à la population canadienne."

Il est bien vrai qu'il est encore nécessaire légalement de demander au Parlement de la Grande-Bretagne d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cette situation, toutefois, n'est tolérable qu'en autant que ces amendements sont enregistrés automatiquement et sans discussion, suivant la demande expresse des représentants du peuple canadien. Demander au Parlement d'un autre pays de débattre et décider lui-même des questions canadiennes comporterait un désaveu de l'autonomie canadienne."



J'ignore pourquoi vous mentionnez le Parlement d'un autre pays, mais je présume qu'il s'agit du Parlement de la Grande-Bretagne.

La résolution ou adresse adoptée par la majorité de la Chambre des communes et du Sénat canadien, à l'effet d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, sur ce point vital, doit, de votre propre aveu, être nécessairement et légalement autorisée par le Parlement de la Grande-Bretagne.

Si le Parlement canadien doit, comme vous le dites, obtenir la sanction du Parlement britannique, pourquoi prétendez-vous que mon télégramme au leader du gouvernement britannique et de la Chambre britannique constitue un retour au statut colonial? Je veux bien ne pas douter de votre sincérité, mais avec la meilleure volonté du monde il est impossible de croire à la logique de votre attitude.

L'approbation du Parlement de la Grande-Bretagne serait obtenue, d'après vous, automatiquement et sans discussion. Ne croyez-vous pas que l'opinion que vous exprimez est de nature à faire considérer les membres et les ministres du Parlement britannique comme des automates? Vous admettez que ce n'est pas un rôle bien honorable à leur faire jouer.

Refuser à la province de Québec de faire valoir ses légitimes revendications, c'est venir en conflit avec les principes solennellement affirmés dans la Charte de l'Atlantique élaborée par les très honorables M. Churchill et M. le président Roosevelt. Un des principaux paragraphes de cette charte se lit comme suit: "Troisièmement, ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre; et ils souhaitent voir restaurer leurs droits souverains et leur autonomie gouvernementale aux peuples qui en ont été dépouillés par la force."

Je vous prie donc de nouveau respectueusement de bien vouloir transmettre au très honorable M. Churchill le télégramme à son adresse, que je vous ai communiqué vendredi dernier.

Votre tout dévoué,

(Signé) Maurice L. Duplessis,  
député des Trois-Rivières et chef de  
l'opposition à la Législature de Québec

Ottawa, le 24 juillet 1943

L'honorable Maurice Duplessis, c.r., m.a.l.,  
Chef de l'opposition,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec, Qué.

Cher monsieur Duplessis,

J'ai bien reçu votre lettre du 15 juillet, dans laquelle vous répétez la demande que vous m'aviez faite, en votre qualité de chef de l'opposition à l'Assemblée législative de Québec, de faire parvenir au premier ministre de la Grande-Bretagne le message contenu dans le télégramme que vous m'avez adressé, le 9 juillet, concernant le projet d'ajourner le rajustement de la représentation à la Chambre des communes.

Je note l'affirmation, dans votre lettre, que vous avez toujours considéré comme un devoir impérieux de vous opposer à tout empiétement des autorités fédérales sur la juridiction réservée exclusivement aux provinces. Vous admettez que j'ai de mon côté le devoir tout aussi impérieux de résister à toute ingérence des autorités provinciales dans le domaine exclusivement réservé à la juridiction fédérale. Je vous reconnais sans aucune restriction le droit, comme citoyen et électeur canadien, de vous opposer à une décision prise par le gouvernement et confirmée par le Parlement; je ne puis admettre, cependant, que votre qualité officielle de membre de l'Assemblée législative et de chef de l'opposition vous donne plus de droit d'intervenir dans les affaires de juridiction fédérale que n'en aurait tout autre citoyen ordinaire.

On ne peut nier le fait que la population de la province de Québec est représentée officiellement pour les affaires fédérales par les députés qu'elle envoie à la Chambre des communes et non pas les membres de son Assemblée législative. Or, comme il s'agit ici d'une affaire de juridiction fédérale, j'aurais manqué à mon devoir de maintenir intactes les prérogatives du Parlement si j'avais acquiescé à l'intervention officielle d'aucun membre de la Législature provinciale.

Ma lettre du 13 juillet ne justifie aucunement votre assertion que je considère "comme un détail" les droits de la population d'une province en matière de représentation fédérale; au contraire, l'action du gouvernement, confirmée par le Parlement, est la preuve évidente que nous considérons cette question comme étant de la plus grande importance.

Je suis prêt à m'en rapporter au peuple canadien pour décider lequel de nous deux cherche le mieux à maintenir les "droits souverains et l'autonomie gouvernementale" de notre pays, pour employer les mots de la charte de l'Atlantique cités dans votre lettre. Votre attitude démontre que vous voudriez faire décider par le Parlement de la Grande-Bretagne une question essentiellement canadienne.

Quant à moi, je soutiens et je continuerai à soutenir que le peuple canadien a le droit de faire trancher ces questions ici, dans son propre parlement, par les députés qu'il a lui-même élus.

Votre bien dévoué,

(signé) W. L. Mackenzie King

Québec, le 28 juillet 1943

Très honorable W. L. Mackenzie King, c.p., c.r., ll.d., m.p.,  
Premier ministre du Canada,  
Canada

Monsieur le premier ministre,

Je reçois aujourd'hui votre lettre datée du 24 juillet courant, mais qui a été déposée au bureau de poste à Ottawa le 26 du même mois, à 6 heures p.m., tel qu'en fait foi l'enveloppe qui la contient, et je m'empresse d'y répondre.

Vous écrivez, et je cite textuellement: "Vous admettez que j'ai, de mon côté, le devoir tout aussi impérieux de résister à toute ingérence des autorités provinciales dans le domaine exclusivement réservé à la juridiction fédérale." Et plus loin, et je cite encore textuellement: "Or, comme il s'agit ici d'une affaire de juridiction fédérale, j'aurais manqué à mon devoir de maintenir intactes les prérogatives du Parlement si j'avais acquiescé à l'intervention officielle d'aucun membre de la Législature provinciale."

Dès maintenant, je note que vous ne répondez pas au paragraphe contenu dans la lettre que je vous adressais en date du 15 juillet courant et qui se lit comme suit: "Que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord soit un pacte entre les provinces, et spécialement entre les deux grandes races, cette opinion est conforme à l'histoire et aux textes, comme vous pourrez facilement le constater en consultant l'opinion de très hautes et très nombreuses autorités anglaises et canadiennes, entre autres, pour n'en citer que quelques-unes: Lord Carnarvon, qu'on a appelé le législateur de l'Acte de 1867, le vicomte Haldane, Lord Sanky, l'honorable juge P.-B. Mignault, de la Cour suprême, l'honorable juge J.-T. Loranger, presque tous les Pères de la Confédération, Me J.-Emery Beaulieu, ancien président du Canadian Bar Association, etc."

Lors de la visite à Québec des membres de la commission Rowell-Sirois, que votre gouvernement a instituée par arrêté ministériel (no P. C. 1908, en

date du 14 août 1937), Me J.-Emery Beaulieu, un des avocats les plus éminents du Canada et représentant le gouvernement de la province de Québec, soumit à cette Commission un mémoire qui a dû être porté à votre attention et duquel je détache les extraits suivants:

"Dans l'opinion du gouvernement de Québec, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord est la ratification d'un pacte d'une nature nettement contractuelle.

"Ce n'est pas du gouvernement central que découlent les pouvoirs et attributions des provinces; c'est, au contraire, de l'accord de volontés des provinces qu'est né le gouvernement central.

"Ce caractère conventionnel du pacte fédératif a été trop souvent proclamé, tant par les hommes d'État que par les juristes, pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Cette doctrine, le gouvernement de cette province déclare la faire sienne.

"De là découle une conséquence primordiale. Participant de la nature des conventions, le pacte fédératif ne peut être ni amendé ni modifié sans l'assentiment de toutes les parties, c'est-à-dire de toutes les provinces. Il n'appartient ni à une majorité des provinces ni encore moins au gouvernement fédéral d'y apporter des changements."

La déclaration que vous réitérez dans votre dernière lettre, à l'effet que le pacte fédératif, sur le point vital de la représentation des provinces au Parlement fédéral, peut être amendé non seulement sans le consentement des provinces, mais même sans les consulter, est contraire à cette doctrine. Il est d'élémentaire justice qu'un contrat ou une convention ne peuvent être amendés sans le consentement de toutes les parties contractantes.

L'interprétation *ex parte* que vous donnez du pacte fédératif, le peu d'importance que vous semblez attacher aux éminentes autorités que j'ai citées dans ma lettre précédente rendent encore plus nécessaire, si possible, le respect intégral des droits de la province de Québec en matière de représentation fédérale.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est un pacte d'honneur entre les provinces, entre les deux grandes races, et je ne prends pas sur moi-même de décider cette question, mais je m'appuie sur d'éminentes autorités qui sont très faciles à consulter.

L'amendement du pacte fédératif de 1867 et les procédés qui l'ont accompagné ne sont pas de nature à favoriser l'unité nationale. Dans le discours du trône prononcé par Son Excellence le gouverneur

général, à la dernière session fédérale qui s'est ouverte le 28 janvier 1943, il est dit: "En conformité des dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, vous serez invités à étudier un bill tendant à remanier la représentation à la Chambre des communes."

À titre de premier ministre et de conseiller de Son Excellence le gouverneur général, vous avez pris là un engagement et fait un énoncé de principe qui ne concordent pas avec votre attitude actuelle.

Je suis étonné que vous écriviez que c'est votre devoir impérieux de résister à toute ingérence des autorités provinciales en cette matière. Vous admettez, je crois, que cette déclaration de votre part est pour le moins cavalière à l'endroit du premier ministre d'une province et de la Législature d'une province.

Je regrette sincèrement que vous persistiez à nier aux provinces l'intérêt qu'elles ont et les droits incontestables qu'elles possèdent relativement à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867.

Dans un paragraphe, vous écrivez, et je cite textuellement: "Ma lettre du 13 juillet ne justifie aucunement votre assertion que je considère comme un détail les droits de la population d'une province en matière de représentation fédérale; au contraire, l'action du gouvernement, confirmée par le Parlement, est la preuve évidente que nous considérons cette question comme étant de la plus haute importance."

Le fait de soumettre la question au Parlement fédéral ne comporte pas nécessairement que vous reconnaissez l'importance, car vous êtes un parlementaire trop distingué pour ignorer que nombreux sont les détails plus ou moins importants qui sont soumis ou doivent être soumis au Parlement. De plus, le fait que vous n'avez pas senti le besoin de consulter les provinces, parties au pacte fédératif que vous désirez amender, m'autorise à croire que vous avez considéré cette question comme un détail. Autrefois, je ne doute pas que votre courtoisie ordinaire vous aurait inspiré la nécessité de consulter les provinces. Évidemment, vous envisagez cette affaire comme un détail.

D'ailleurs, un paragraphe de votre lettre en date du 13 juillet l'établit clairement. Je vous cite textuellement: "Quant à la théorie que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord serait un pacte entre les provinces dont aucun détail ne pourrait être amendé sans le consentement préalable de toutes les provinces, elle ne me paraît conforme ni à l'histoire ni aux textes." Vous avez donc réellement employé l'expression "détail", et je vous citais textuellement en y faisant allusion.

Je cite textuellement le dernier paragraphe de votre lettre qui est ainsi conçu: "Je suis prêt à m'en rapporter au peuple canadien pour décider lequel de nous deux cherche le mieux à maintenir les droits souverains et l'autonomie gouvernementale de notre pays, pour employer les mots de la Charte de l'Atlantique cités dans votre lettre. Votre attitude démontre que vous voudriez faire décider par le Parlement de la Grande-Bretagne une question essentiellement canadienne."

Vous avouerais-je que le ton électoral que vous donnez à cette question essentiellement constitutionnelle me surprend quelque peu.

Le discours du trône auquel je fais allusion, ainsi que deux ou trois déclarations faites à la Chambre des communes d'Ottawa, au mois de mai 1943, et par vous-même et par votre collègue l'honorable M. Crerar, promettaient formellement que la Constitution serait respectée et que la redistribution des comtés qu'elle décrète serait faite.

Il paraîtrait que le gouvernement de la Saskatchewan, province qui comprend le comté de Prince Albert que vous représentez à Ottawa, vous aurait demandé, ainsi qu'à votre gouvernement, d'amender la Constitution à ce sujet. Si le gouvernement provincial de la Saskatchewan a le droit de s'intéresser à l'amendement à la Constitution, décrétant l'ajournement de la redistribution des comtés qu'elle édicte, pourquoi le premier ministre, le chef de l'opposition et la Législature de la province de Québec n'auraient-ils pas le droit également de protester contre cet amendement?

Vous êtes prêt, dites-vous, à vous en rapporter au peuple canadien pour décider lequel de nous deux cherche le mieux à maintenir les "droits souverains et l'autorisation gouvernementale" de notre pays. Je n'ai jamais eu la prétention de croire qu'il n'y a que deux personnes au Canada et je trouverais pour le moins singulier de régler de cette façon une question constitutionnelle de la plus haute importance.

Je considère que le respect du pacte fédératif dépasse en importance, et de beaucoup, les personnes et même les partis politiques, et c'est mon intime conviction que le respect des pactes d'honneur est une qualité essentiellement canadienne, même s'il y a des exceptions qui confirment la règle.

Mon attitude, dites-vous, démontre que je voudrais faire décider par le Parlement de la Grande-Bretagne une question essentiellement canadienne. Me permettez-vous de vous dire en toute franchise que votre interprétation, comme celle que vous

donnez au pacte fédératif, constitue un sophisme qui serait savoureux s'il n'avait pas le grand défaut de s'étayer sur une inexactitude et sur la violation du pacte de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord?

Ce n'est pas moi qui ai soumis au Parlement de Westminster le projet d'amendement à la Constitution; c'est vous et votre gouvernement qui avez saisi la Chambre des lords et la Chambre des communes anglaises de cette question. En vous transmettant le message que je destinais au très honorable M. Churchill, vous admettez que je me suis adressé au premier ministre et au ministre des Affaires extérieures de mon pays à qui j'ai demandé d'avoir la courtoisie de transmettre les objections unanimes de la Législature de la province de Québec, relativement au projet d'amendement à la Constitution que vous soumettez vous-même au Parlement britannique.

Pourquoi vous êtes-vous adressé au Parlement de Westminster à ce sujet? Si vous jugiez la chose nécessaire, ne croyez-vous pas que la province de Québec et les autres provinces avaient le droit d'être entendues au sujet d'un changement à un contrat qui les intéresse particulièrement? C'est un principe élémentaire de justice et de fair-play que celui de ne pas rendre jugement avant d'avoir entendu toutes les parties intéressées.

D'ailleurs, vous avez exercé les fonctions de premier ministre du Canada pendant plus de 15 ans. Pourquoi n'avez-vous jamais pensé que toute soumission d'une décision du Parlement canadien au Parlement de Westminster, comme vous paraissiez le croire maintenant, est un retour à l'état colonial?

Encore une fois, je veux bien avoir toute l'amabilité possible pour ne pas douter de votre sincérité, mais avec la meilleure volonté au monde il est impossible de croire à la logique de votre attitude.

J'espère, Monsieur le Premier ministre, que vous voudrez bien tenir compte des représentations qui vous ont été faites à ce sujet par la Législature de Québec et, en particulier, par le premier ministre et le chef de l'opposition de cette province.

(Signé) Maurice Duplessis

M. King, dit-il, a considéré les questions constitutionnelles vitales pour nous, comme des questions de détail. Commentant ce passage de la lettre du premier ministre King, dans laquelle il dit que "le rajustement de la présentation au Parlement fédéral n'est pas une de ces questions qui sont de la juridiction des législatures provinciales", il (M. Duplessis) déclare: "C'est là une affirmation

cynique. Depuis quand la province de Québec n'a-t-elle rien à dire au sujet de ceux qui doivent la représenter au Parlement fédéral quand le mode de cette représentation et le nombre de ses représentants est fixé par la Constitution de 1867?

Jamais une telle affirmation n'a été faite par un homme d'État dans toute l'histoire du Canada. Y a-t-il un seul homme dans cette Chambre qui oserait prétendre que nous n'avons rien à dire au sujet de notre représentation dans le Parlement fédéral? Y a-t-il quelqu'un qui oserait prétendre que nous n'avons rien à dire lorsque l'on se prépare à violer un pacte auquel nous sommes partie intégrante et qui nous garantit nos droits à la représentation fédérale? Ottawa craignait que Québec n'ait une trop grande influence au sein des comités nationaux et c'est ce qui l'a poussé à agir en cette matière.

Et c'est le ministre de la Justice (M. Louis Saint-Laurent), qui est supposé être un avocat intelligent, qui a osé prétendre que la province de Québec n'a pas le droit d'agir quand il s'agissait de la violation du pacte constitutionnel en rapport avec la représentation de la province de Québec à Ottawa. Il a lui-même émis l'opinion que la Constitution peut être amendée sans le consentement des provinces. Quel beau ministre de la Justice! S'il était possible de croire à la sincérité de M. Saint-Laurent, il est impossible de croire à sa logique et, si M. Saint-Laurent a agi ainsi pour flatter le pouvoir central, son acte constitue une infamie, une lâcheté. S'il a agi ainsi par partisanerie politique, cela me fait penser aux trente deniers de l'Évangile. C'est une infamie, une lâcheté!

Quant aux déclarations faites par M. Mackenzie King, jamais nous n'en avons entendues d'aussi cyniquement imprudentes, d'aussi assimilatrices et centralisatrices. Jamais dans toute l'histoire de notre pays on n'aura poussé le fanatisme et le cynisme aussi loin dans l'application des théories centralisatrices. Quant à l'attitude de M. Saint-Laurent, Judas en aurait eu honte. Il s'est fait l'écho des pires centralisateurs.

Québec a toujours conservé son caractère, même sous l'Union. Québec, d'après la Constitution, est un État souverain dans la limite des pouvoirs et des prérogatives qui lui ont été garantis et Québec, État souverain, n'aurait pas le droit de protester contre les empiètements et les accaparements du pouvoir central? Allons donc.

Commentant toujours les réponses de M. Mackenzie King, il (M. Duplessis) remarque que, dans ses lettres, M. King prend des attitudes qui seraient délicieuses si elles n'étaient aussi

cyniquement ridicules. Après s'être lui-même adressé à Londres pour faire ratifier la loi votée par les Communes, M. King me dit, dans sa réponse, que la Législature de Québec n'a pas le droit de s'adresser à Londres. C'est M. King qui a porté la question devant Londres en présentant une adresse au Parlement de Westminster. Le premier ministre libéral m'a accusé à tort de vouloir laisser décider cette question par Londres. Quelle farce!

Quand M. King parle ensuite de retour à l'état colonial, n'est-ce pas lui qui, en demandant à Londres de ratifier un statut passé par le Parlement canadien, demande au Parlement anglais d'agir d'une façon mécanique, automatique, à la manière d'un "rubber stamp"? Ce n'est pas nous, dit-il, qui revenons à l'état colonial, ce sont ces gens-là qui posent le geste en s'adressant à Londres. Jamais une injure plus grave n'a été faite à la Législature de Québec.

De l'avis de M. King, la Constitution n'est pas un pacte, mais une loi. Il a même eu l'audace de dire qu'il considérerait les droits des minorités comme un détail. Et il a dit cela dans un document officiel! Encore une fois, malgré les dires de M. Mackenzie King, la question de la redistribution des comtés n'est pas, comme l'a prétendu le premier ministre du Canada, une question administrative, mais une question fondamentale se rapportant à l'exercice de nos droits garantis par le contrat d'honneur passé entre les provinces du Canada en 1867. On ne peut, n'en déplaise à M. King, amender le pacte confédératif sans consulter toutes les provinces.

Commentant la partie de sa lettre où M. King dit qu'il est prêt à soumettre la question à l'électorat canadien, il (M. Duplessis) s'écrie: Quelle ignorance et quelle prétention! Il ne s'agit pas ici d'une lutte entre deux hommes. Le succès de l'un ou de l'autre ne changerait rien au fond de la question constitutionnelle et ce ne serait pas parce que l'un ou l'autre serait choisi que les droits de la province de Québec seraient sauvegardés. Il s'agit là d'une question qui dépasse les hommes et les partis politiques, qui affecte l'autonomie de la province de Québec et son avenir constitutionnel.

Analysant les affirmations de M. King, il (M. Duplessis) dit que ce dernier s'est conduit en ennemi de la province de Québec et que certains passages de ses lettres constituent une provocation à la révolution. Je ne dis pas, dit-il, que le peuple de la province de Québec, respectueux de l'autorité et de l'ordre, ira jusqu'à la révolution, mais je dis que l'attitude du gouvernement fédéral dans toute cette affaire constitue un encouragement à la révolution.

Je n'aurais jamais cru, quant à moi, que le petit-fils de William Lyon Mackenzie, qui fut un des acteurs et héros de la révolution de 1837, foule maintenant aux pieds les droits démocratiques de la province de Québec.

Et voilà comment la Constitution a été sabotée, comment le Parlement de Westminster, dont le chef a été l'un des auteurs de la Charte de l'Atlantique, a donné son approbation à cet acte de sabotage commis par le Parlement canadien contre la minorité québécoise, voilà comment à Ottawa les libéraux, les conservateurs, les C.C.F., les créditistes et tous les autres, moins neuf personnes, ont tous voté pour la loi retardant la redistribution après la guerre, consenti à la violation des droits de la province de Québec et au torpillage de la Constitution. Ceux-là qui se prétendent les champions de l'autonomie et du droit à la liberté pour les minorités dans les autres pays, ce sont ceux-là mêmes qui attentent aux libertés constitutionnelles de la minorité québécoise. Et je dis que l'acte du Parlement d'Ottawa, sanctionné par le Parlement de Westminster, constitue un attentat contre le pacte fédératif et un accroc à la Charte de l'Atlantique.

Cette ingérence dans les affaires de la province de Québec, ce sabotage de la Constitution, et par Ottawa et par Londres, est impossible à tolérer. Mais il n'est jamais trop tard pour agir. Même si cette mesure néfaste est dans les Statuts fédéraux, le Parlement de Québec se doit de protester de nouveau. Je demande au gouvernement et à la Législature de la province de Québec de prendre les moyens nécessaires pour revendiquer les droits de notre province qui nous ont été garantis par la Constitution.

La Législature doit faire l'unanimité sur cette question et protester énergiquement à Ottawa contre la décision du gouvernement central de ne pas faire de redistribution électorale avant la fin de la guerre. La Législature et le gouvernement, qui doivent être au-dessus de tous les partis politiques, doivent revendiquer fermement mais calmement les droits de la province et le respect de la Constitution, en quoi ils pourront toujours compter sur toute la collaboration de l'opposition.

L'Union nationale, jamais, alors qu'elle fut à la tête de l'administration de la province, elle n'a permis que les droits de la province de Québec fussent touchés par l'autorité fédérale. Son attitude au sujet des accaparements et des empiètements du pouvoir central est bien connue. Elle se fera toujours la gardienne de nos droits constitutionnels et prendra tous les moyens pour reprendre ceux qui ont été soit

cédés à Ottawa par le gouvernement provincial actuel, soit infirmés ou sabotés par le pouvoir central en son entier, et je m'accorde - c'est pas souvent - avec lui sur bien des points. Je ne vois pas bien ce que je pourrais ajouter au fond du débat.

Personne ici n'osera soutenir que la Constitution n'est pas un pacte, tout en étant une loi, une loi du Parlement britannique. Mais l'esprit de cette loi, c'est justement le pacte; elle a donné effet à une entente entre deux races. Les parties contractantes de l'entente de 1867, si elles le voulaient, pourraient aujourd'hui briser le pacte en dépit de la loi et reprendre leur pleine liberté d'action.

M. King avait promis de suivre la Constitution, lors du discours du trône de 1943. Mais M. King a manqué à ses promesses de rendre justice à la province de Québec, comme c'est son habitude de le faire, et nous nous devons de voir à l'abrogation de cette mesure néfaste. Je trouve formidable la déclaration du premier ministre du Canada, à l'effet qu'il n'a pas voulu consulter les provinces pour prévenir les polémiques et les querelles de races. D'après M. King, suivre la Constitution, c'est provoquer des querelles de races au Canada.

Comment! Procéder à une redistribution conformément à la Constitution, ce serait une occasion de querelles? Comme le député de Laval (M. Leduc) a dû trouver cela beau! Et je comprends que cette déclaration puisse lui faire plaisir, lui qui est toujours au service de ses amis les Anglais et de la finance! Quant à moi, je ne peux permettre qu'on touche au pacte de 1867 sans crier gare.

**M. Leduc (Laval):** Je comprends que le député de Lotbinière est encore de mauvaise humeur.

**M. Chaloult (Lotbinière):** (Très sec) Et je vais l'être longtemps. Si le député de Laval a un point d'ordre à soulever, qu'il y aille, qu'il y aille.

**M. Leduc (Laval):** Je veux tout simplement faire remarquer à la Chambre qu'en vertu de ses règlements le député de Lotbinière n'a pas le droit de me prêter des opinions que je n'ai pas exprimées.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'espère que le député de Laval ne reniera toujours pas aujourd'hui ses affinités avec Ottawa, avec les Anglais, les impérialistes, les capitalistes. Je ne serais pas surpris qu'il approuve ce coup de force de M. King. Ça paraîtra bien dans la *Gazette*, pour ses amis.

Je me demande si M. King ne se prépare pas à refuser de nouveaux droits aux Canadiens français, après son projet de loi pour la redistribution des comtés. Car la véritable raison de l'attitude de M. King et de l'ajournement de la redistribution, c'est qu'on craint l'augmentation de la population canadienne-française et de l'influence croissante du Québec. On craint que cette influence ne se fasse trop sentir, à Ottawa, et ne devienne un péril pour les intérêts de la majorité. On craint la montée des Canadiens français au pays. S'il y a tant à craindre de ce côté, que l'on fasse des enfants, aussi, du côté de la majorité, comme leurs compatriotes de langue française. C'est pas défendu.

J'ai travaillé pour M. King à toutes les élections, depuis 1925, et j'ai le droit de porter une opinion sur le premier ministre<sup>2</sup>. Je ne crois pas M. King personnellement antifrançais, mais aucun gouvernement, aucun premier ministre depuis la Confédération n'a été aussi injuste pour les Canadiens français depuis le début de la guerre en 1939, et ceci, dans tous les domaines, que les pires tories.

Ni Sir Robert Borden, ni le très honorable Arthur Meighen, ni le très honorable R. B. Bennett, qu'on a toujours représentés comme des monstres - et que je n'aime pas d'ailleurs - ne sont allés aussi loin que M. King dans ce domaine. Jamais ils n'ont été aussi injustes pour les nôtres que M. King dans sa conduite politique et publique. Ce ne sont pas les gouvernements Borden et Meighen qui auraient osé faire cela.

Je me soucie peu des régimes politiques, qui se valent. La démocratie ne m'emballe pas plus que la dictature. Ce sont les hommes qui comptent; c'est la façon dont démocratie ou dictature ou autre forme de gouvernement sont conduites. Mais, puisque nous avons une forme de gouvernement démocratique, il faut en respecter et défendre les principes. Respectons les décrets des minorités et accordons une représentation équitable aux Canadiens français à Ottawa.

On parle toujours de bonne entente, mais elle s'est toujours faite sur notre dos et ça doit finir. La bonne entente ne doit pas consister en des concessions toujours unilatérales. La mauvaise entente est préférable à la bonne entente, si la première ne doit être obtenue qu'au prix de l'abdication. J'aime mieux la mauvaise entente qui finit par nous apporter de la bonne entente qu'une entente qui se fait toujours sur le dos de la minorité. Qu'on respecte la Constitution et on aura de la bonne entente chez nous.

La bonne entente n'est pas une raison pour qu'on recule toujours. De la bonne entente à sens unique, ça ne nous intéresse pas. La bonne entente, c'est bon pour le député de Laval (M. Leduc), qui pourra me répondre.

Nous avons délégué certains pouvoirs au gouvernement central, mais ce mandat peut être retiré et doit être retiré, si on continue à nous traiter injustement. Nous devrions aller jusqu'à la rupture du pacte de la Confédération. Je ne suis pas séparatiste, mais, si on me force à le devenir, on en subira les conséquences. Les Canadiens français ne sont pas séparatistes non plus, mais qu'on ne les oblige pas à le devenir avec des injustices et des provocations comme celles dont nous sommes victimes.

Je cède la parole au député de Laval.

**M. Leduc (Laval)** propose l'ajournement du débat.

**Des voix de l'opposition** protestent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Le député de Laval a bien le droit de demander le temps de se préparer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Si le député n'est pas renseigné, qu'il cède sa place à un moins ignorant que lui!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Un coussin entre le député de Lotbinière et le député de Laval ne serait pas de trop.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)**: Il y a des principes en jeu dans cette question qui sont tellement importants qu'il convient que le gouvernement définisse clairement son attitude. Nous devons exprimer notre opinion. Au point de vue juridique, on se demande: La Constitution est-elle une loi ou un pacte, ou un pacte ratifié par une loi? Nous sommes en présence d'un pacte, ratifié par une loi impériale. C'est la doctrine libérale. Le député de Lotbinière a commis une erreur juridique. Je ne puis souscrire à sa déclaration que la Constitution est un pacte et que n'importe laquelle des parties contractantes peut y mettre fin quand elle le voudra. L'éloquence du député de Lotbinière dépasse souvent sa pensée et la justesse de son jugement.

**M. Chaloult (Lotbinière)** sursaute.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)**: Si on admet que le pacte a été ratifié par une loi impériale, il faut admettre aussi que tout retrait de ce pacte doit également être ratifié par le Parlement de Westminster.

Le chef de l'opposition s'appuie sur la doctrine de Sir Wilfrid Laurier, que c'est un pacte. Sur cette question, nous, du Parti libéral, nous sommes les fidèles dépositaires de la doctrine de Laurier, celle de revendiquer les droits de la province même à l'endroit du pouvoir central, et ses principes nous guident dans ce débat. Nous prêchons en cette Chambre tous les principes des véritables chefs libéraux...

**M. Chaloult (Lotbinière)**: De M. King...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)**: Sur le principe en jeu, je dois dire que nous différons d'opinions avec M. King totalement. Si je me lève aujourd'hui, c'est pour rendre hommage à l'attitude énergique, patriotique et clairvoyante que le premier ministre de la province a prise sur cette question, en 1943, en face du Parlement et du gouvernement d'Ottawa, en face du Parlement impérial lui-même.

Tous les chefs politiques des provinces canadiennes sont unanimes sur un point, à savoir que la Constitution ne peut être amendée sans le consentement unanime des provinces. Sur ce point, je suis d'accord absolument avec le chef de l'opposition.

Il serait désastreux et dangereux de reconnaître la thèse fédéraliste qui prétend que la Constitution étant une loi comme les autres, elle peut être amendée n'importe quand par la seule volonté de nos représentants officiels à Ottawa, c'est-à-dire les députés, sans le consentement des provinces, par une résolution du Parlement fédéral, ratifiée par le Parlement impérial.

Pour la province de Québec, ce point de vue est plus dangereux que pour les autres, parce que nous sommes la minorité au Canada. Cela voudrait donc dire, en autant que la province est concernée, que celle-ci est à la merci des éléments majoritaires. Des embarras sérieux pourraient être également créés aux provinces plus petites. Si on laissait s'établir, à Ottawa, un précédent selon lequel on peut changer un article de la Constitution, le même précédent servirait pour changer tous les articles. La Constitution, qui est la sauvegarde de nos droits, ne voudrait plus rien dire pour la conservation des droits des minorités, si Ottawa pouvait la modifier sans le consentement des provinces.

Même si le Statut de Westminster nous accorde notre autonomie, il n'affecte nullement le fait que la Constitution ne peut être amendée du seul consentement des Parlements fédéral et impérial. Quand le Statut de Westminster a été préparé, on y a introduit une clause spéciale dans laquelle il est reconnu que rien dans le statut ne peut autoriser des modifications à notre Constitution. En d'autres termes, ce statut n'affecte en rien notre Constitution. Nous croyons que le pacte de 1867 ne peut être changé sans le consentement des provinces et, une fois ce consentement donné, sans une loi impériale pour infirmer l'ancien pacte et confirmer la nouvelle entente, et ceci, contrairement aux prétentions du député de Lotbinière. Une autre loi devrait ratifier les changements qu'on voudrait apporter au pacte confédératif.

Nous désirons le respect intégral du pacte confédératif de 1867 et la province de Québec prendra tous les moyens à sa disposition pour l'obtenir et empêcher toute violation de ce pacte, de quelque côté que le danger s'annonce, lointain ou prochain. Nous voulons rester fidèles à cette Constitution, sans prétendre qu'elle répond à toutes les exigences de la situation actuelle. Depuis 1867, il a coulé beaucoup d'eau dans notre majestueux Saint-Laurent. Il est donc possible qu'il y ait intérêt à amender le pacte confédératif, car il faut bien convenir que les Pères de la Confédération étaient dans l'impossibilité de prévoir quelles seraient nos conditions de vie en 1944.

Mais, s'il y a des déficiences, il y a moyen d'y remédier sans faire de brèche dans l'Acte de 1867. Aucune brèche ne doit être faite au pacte qu'ils ont signé sans le consentement des provinces. S'il y a des lacunes à combler, il faudra que ces amendements reçoivent l'approbation de toutes les provinces. Mais aucun remède ne devra être apporté, à moins d'avoir étudié à fond. Si quelque chose doit être fait pour améliorer le sort des masses populaires, toutes les provinces devront donner leur consentement. C'est là notre principe. C'est l'attitude prise par le premier ministre de la province de Québec.

L'an dernier, quand Ottawa était à la veille de prendre sa décision, le premier ministre a fait toutes les protestations officielles qui pouvaient être valablement faites. Il a revendiqué les droits de sa province parce qu'il est animé d'un véritable patriotisme. Bien plus, il a attiré l'attention de tous les autres premiers ministres du Canada sur les dangers qu'il y avait à laisser le gouvernement d'Ottawa agir de cette façon. Il a demandé à chacun

des premiers ministres des provinces de s'unir à lui non seulement pour défendre les droits de notre province, mais ceux de toutes les provinces et pour ramener ces gens à la raison.

Par surcroît, le premier ministre de la province de Québec s'est adressé directement à M. Churchill, premier ministre d'Angleterre, pour lui demander de ne pas laisser sanctionner la loi d'Ottawa renvoyant à la fin de la guerre la redistribution des comtés fédéraux. Toute la correspondance officielle le démontre, le premier ministre, fidèle aux aspirations des membres du gouvernement, de l'opposition, du député de Lotbinière, tous attachés à la Constitution, n'a pas craint et ne craindra pas de faire toutes les représentations nécessaires pour assurer le respect de nos droits.

Si les prochaines élections fédérales se font suivant une redistribution qui n'est pas conforme à la représentation que nous garantit la Constitution, ce sera alors le devoir de la province de Québec de protester contre cet accroc au pacte. Mais je formule le vœu qu'il ne sera pas donné suite à cette tentative d'accroc à la Constitution que l'on a faite en 1943. Dans l'intervalle, nous espérons qu'Ottawa verra clair et ne donnera pas suite à cette loi injuste pour les Canadiens français.

En vertu de la loi votée à Ottawa, il n'est plus nécessaire de procéder à la redistribution des comtés fédéraux avant un an après la cessation des hostilités. C'est notre devoir d'empêcher que cette brèche soit faite à notre Constitution. Nous espérons que les dirigeants du pays ne donneront pas suite à la loi du Parlement fédéral.

Quels sont les moyens qui peuvent être du ressort du gouvernement? La province a plusieurs moyens d'ordre politique et juridique à sa disposition pour faire valoir les droits au respect de la Constitution en ce qui concerne la représentation au Parlement fédéral. Il y a d'abord les assemblées populaires de protestations, mais qui ne sont pas toujours le moyen le plus pratique et le plus efficace; il ne faut pas risquer de soulever des préjugés de races.

Elle pourrait par ailleurs s'adresser au Parlement anglais au moyen d'une pétition de droit. Elle peut encore utiliser les moyens d'ordre juridique, qui semblent les meilleurs, à savoir la référence de la question à notre Cour du banc du roi. Si celle-ci concluait que le Statut de Westminster n'a nullement modifié notre Constitution, notre situation serait encore plus forte et il serait possible d'attaquer la loi fédérale.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le meilleur moyen serait d'attaquer la loi directement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'ai pas fini d'énumérer les moyens.

Une fois bien renseigné sur l'aspect légal de la question, le premier ministre n'hésitera pas à agir dans le sens des intérêts de la province de Québec. Si nous appuyons l'attitude énergique prise par le premier ministre Godbout, les droits de Québec seront respectés.

S'il y a un, trois ou 10 moyens à prendre pour revendiquer nos droits, on peut être sûrs que le premier ministre actuel du Québec les prendra pour empêcher toute brèche à la Constitution et faire échec aux centralisateurs d'Ottawa. Nous serons heureux d'avoir la coopération que nous a promise le chef de l'opposition. Dans les périodes d'incertitude, je ne crois pas que nous puissions trouver un chef animé de plus de clairvoyance, de fermeté, de sincérité et de patriotisme que notre premier ministre actuel.

(Applaudissements à droite)

Je ne dirai pas derrière lui mais avec lui, si nous pouvons faire une trêve sacrée, si nous appuyons celui qui représente toute la province, au point de vue hiérarchique, je suis sûr que la province de Québec pourra faire entendre sa voix et je n'ai aucun doute sur le résultat final. Pour ma part, j'appuierai le premier ministre de ma province avec toute l'énergie dont je suis capable et j'ai confiance que nos droits seront respectés.

Pour une fois, les divers partis de la Chambre semblent faire l'unanimité autour de cette importante question et j'invite tous et chacun à appuyer le gouvernement dans sa volonté de revendiquer tous nos droits à l'endroit d'Ottawa, principalement sur la représentation fédérale du Québec.

Ottawa a comme Québec son petit groupe de sectaires et nous devons les combattre. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes ici, au Canada, une minorité. Il ne faut pas soulever de fanatisme racial. Ottawa a passé un bill pour retarder la redistribution des comtés à après la guerre, et ce, pour éviter des écueils.

M. l'Orateur, avant de terminer, je veux relever quelques mots du député de Lotbinière, car ce n'est pas la première fois qu'il fait une profession de foi un peu obscure.

Il nous a dit: "Je ne suis ni démocrate ni antidémocrate." Il avance dans la vie. Plus les années passent, plus je constate qu'il se trouve dans le "no man's land".

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai dit qu'à mon sens tous les régimes politiques se valent, que la démocratie et la dictature se valent et que ce sont les hommes seuls qui comptent.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est bien ce que j'ai compris et c'est justement là que je diffère d'opinions avec lui. Moi, je suis profondément démocrate, dans la plus parfaite acception du mot, et je considère qu'un parti doit puiser son inspiration dans le peuple, mais il ne faut pas mettre une province en péril sur de simples paroles. Lorsque la Constitution est menacée d'une brèche, nous protestons tous, même ceux qui disent en toute occasion que c'est un pacte pour humilier la race canadienne-française.

**M. Chaloult (Lotbinière):** (très sec) Je n'ai pas dit cela.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** (Souriant) Mon honorable ami le député de Lotbinière regrette peut-être son discours d'hier. On ne sait pas exactement ce qu'il pense. Il veut toujours nuancer sa pensée, suivant son expression.

Il a dit hier qu'il était indépendant et n'avait pas d'autre chef que lui-même. Il y a deux ans, au Palais Montcalm, il a prononcé un grand discours dans lequel il disait qu'il n'y avait qu'un homme pour sauver la race et qu'il n'avait qu'un chef, le chanoine Groulx.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai dit que c'était mon maître.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Un maître avec des disciples qui ne veulent pas le suivre, car aujourd'hui on ne sait plus de qui le chanoine Groulx est le maître. Est-il le maître du député de Lotbinière ou de M. Maxime Raymond et M. André Laurendeau?

**M. Chaloult (Lotbinière):** (très sec) Demandez-le à ces messieurs, ce sont vos amis. Moi, je suis indépendant.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La province de Québec semble être lasse d'entendre parler de l'indépendance du député de Lotbinière.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Et moi, j'en ai soupé des vieux partis et du servilisme ministériel!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière en a soupé du Parti libéral après s'en être servi pour se faire élire.

Vous ne pouvez renier votre passé. Vous n'avez peut-être pas été un serviliste, mais un suiveux. Le député de Lotbinière a appartenu à tous les partis; il en a fondé deux ou trois nouveaux et même les partis qu'il a fondés sont devenus indépendants de lui, chacun l'a abandonné.

**M. Chaloult (Lotbinière)** soulève un point d'ordre. Je n'ai aucune objection à ce qu'il fasse mon procès politique, mais je veux obtenir de l'Orateur l'assurance que j'aurai le droit de réplique.

**Des députés ministériels** crient au député de Lotbinière de s'asseoir.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Personne ne m'empêchera de parler!

**M. l'Orateur:** En vertu des règlements, le député n'a pas droit de réplique. Je demande au secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) de s'en tenir à la question.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière a-t-il peur d'entendre parler de sa carrière? Le procès est fini et il se sent coupable. Ne vient-il pas de dire qu'il préfère la mauvaise entente à la bonne entente?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Point d'ordre! J'ai dit que je préférerais la mauvaise entente à la bonne entente dans l'injustice.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière s'est tellement prononcé de diverses façons. L'honorable député met toujours des nuances. Je veux lui dire tout simplement que la différence qui nous sépare, c'est que nous aimons à nous battre à visière et à cœur ouvert. On ne peut en dire autant de lui et de certains ordres secrets.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je sais me battre et je n'ai pas peur du ministre de l'anglais.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Cette appellation ne me trouble aucunement s'il faut entendre par là que je répons au désir des pères de famille de donner à leurs enfants des chances égales. Le député de Lotbinière aime à m'appeler le ministre de l'anglais parce que j'ai recommandé à mes jeunes compatriotes qui le peuvent d'apprendre l'anglais pour augmenter leurs connaissances et pour qu'ils puissent conquérir les sommets.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pour les anglifier!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non, pour les aider à atteindre les sommets que le député de Lotbinière ne voudrait garder que pour lui-même.  
(Applaudissements à droite)

J'aime mieux faire instruire nos jeunes et leur donner tout ce qu'il faut pour réussir dans la vie, y compris des connaissances de la langue anglaise, que de toujours leur parler de revendications et d'infériorité sans leur indiquer les moyens de se faire une situation enviable.

Il y en a qui préfèrent les pétarades patriotiques. Je veux, pour le présent, relever certains accès de fanatisme.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'avertis la Chambre que je répondrai.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le ministre a répondu à une allusion du député de Lotbinière. C'est son droit. Je demande au député de Lotbinière de respecter les règlements.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne) et M. Chaloult (Lotbinière)** poursuivent le débat.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je demande pardon à la Chambre de cette digression et, comme il est 6 heures, je termine en disant que le Parti libéral est prêt à épuiser tous les moyens pour faire respecter les droits des provinces. En toute occasion, la province de Québec fera entendre sa voix en s'appuyant sur le respect que nous avons de la Confédération

**M. Duplessis (Trois-Rivières),** malgré l'heure de l'ajournement, déclare que sa réplique sera très brève et qu'il est prêt à la faire immédiatement si aucun autre député ne désire prendre part au débat.

Je suis heureux, dit-il, que tous les groupements politiques soient d'accord. Mais le gouvernement actuel aurait dû s'opposer à la loi fédérale empêchant la redistribution des comtés fédéraux avant que le Parlement anglais l'ait sanctionnée. Le meilleur moyen de revendiquer nos droits eût été d'attaquer la constitutionnalité de la mesure d'Ottawa avant que celle-ci ne fût soumise au Parlement de Westminster. Il est encore temps cependant de contester la légalité de cette loi; elle devrait être attaquée avec vigueur devant les tribunaux.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 12 avril 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Succession de monseigneur J.-A.-H. Blaquière

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 concernant la succession de monseigneur J.-A.-H. Blaquière.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 119 sans l'amender.

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Voies et moyens:

##### Débat sur le budget 1944-1945 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 23 mars dernier, sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)**<sup>3</sup>: Tous les amis du chef de l'opposition, au conseil municipal de Montréal, se sont déclarés en faveur de l'imposition de la taxe de vente. Il mentionne une liste de conseillers municipaux qui, tous favorables au chef de l'opposition, ont constamment appuyé la mesure de la taxe de vente. Le premier qui ait proposé cette taxe, dit-il, fut son ami M. Henri-L. Auger, ancien ministre de la Colonisation du chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition avait promis d'abolir la taxe de vente.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie énergiquement. En 1936, dit-il, devant une assemblée de 90,000 personnes au stade, j'ai déclaré que j'étais contre la taxe de vente et que je donnerais à la cité de Montréal l'autorisation de la supprimer.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** insiste sur sa déclaration.

**M. l'Orateur** lui demande d'accepter la parole du chef de l'opposition.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):** Le chômage n'a pas cessé d'augmenter à Montréal, après l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale et en dépit de la pluie de contrats de toutes sortes, accordés sans soumission à leurs amis politiques.

Le gouvernement de l'Union nationale a fait des travaux dont le gouvernement fédéral payait la grosse moitié pour remédier au chômage et les millions de dollars ainsi dépensés sont allés en bonne partie à des favoris.

Quarante-cinq pour cent des personnes qui ont été employées aux travaux exécutés sous la direction du ministre du Travail de l'Union nationale n'étaient pas des chômeurs. Le résultat fut que le nombre des chômeurs augmenta au lieu de diminuer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** en viennent à échanger des propos non parlementaires.

**Des voix de l'opposition** protestent et soulèvent des points d'ordre.

**Des voix ministérielles** protestent et soulèvent des points d'ordre.

**M. l'Orateur** intervient avec fermeté pour demander aux deux antagonistes de respecter les règlements.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** regrette l'incident et déclare qu'il n'approuve pas ce genre de déclarations. Le député de Jeanne-Mance et le chef de l'opposition, dit-il, ont tous deux fait des déclarations déplacées et sont allés trop loin<sup>4</sup>.

**M. l'Orateur** les force à retirer leurs paroles.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance)** donne une longue liste de paiements faits à même les \$4,500,000 pour les travaux de l'île Sainte-Hélène. Je connais, dit-il, une compagnie qui a reçu \$3,720 pour un ascenseur dans un restaurant; une autre, \$10,900 pour l'installation des accessoires de cuisine; une autre, \$14,575 pour une fontaine. Ces deux compagnies avaient été payées lorsque le gouvernement de l'Union nationale est tombé, en 1939, et les travaux n'étaient pas terminés. L'Union nationale a critiqué le système des pitons d'autrefois, mais elle l'a remplacé par celui des "peanuts".

Le chef de l'opposition prétend que son gouvernement payait ses comptes. Mais il devait \$7,230,000 à Montréal pour des travaux faits depuis avril 1937 à octobre 1939. Montréal était obligé d'emprunter cet argent aux banques et c'est ainsi que la ville est venue aux portes de la banqueroute. Heureusement, le gouvernement qui avait nui à Montréal a disparu en 1939.

La taxe de vente a été imposée à cause des dettes contractées par l'Union nationale. Je me réjouis d'apprendre, par le discours du budget, que cette taxe sera allégée.

Il félicite le gouvernement d'avoir assuré la paix dans la province et fait l'éloge du premier ministre.

**M. Bégin (Dorchester):** Le trésorier provincial prononce des déclarations qui ne concordent pas avec les documents officiels qu'il a présentés à cette Chambre et qui sont signés de son nom. D'ailleurs, il imite en cela le premier ministre et ses collègues qui n'hésitent pas à indiquer des chiffres fantastiques, quand ils traitent de la dette provinciale et de l'administration de l'Union nationale. Le premier ministre et le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) se sont évertués à répéter, pendant des années, des affirmations inexactes, afin d'essayer de créer une légende au sujet de l'administration financière de l'Union nationale, de 1936 à 1939.

Mais tous les gens sérieux savent qu'il n'y a qu'un document officiel qui doit être pris en considération, quand il s'agit de déterminer un fait de cette nature, et ce sont les *Comptes publics*. J'ai ici,

sur mon pupitre, les *Comptes publics*; ce sont les documents que le gouvernement transmet à cette Chambre pour renseigner les députés et toute la province. Y a-t-il un seul homme de bonne foi qui oserait soutenir qu'il est juste de croire n'importe quelle déclaration autre que celles que contiennent des documents officiels, portant la signature du trésorier?

Voyons la sincérité de nos amis d'en face. Pendant la campagne électorale de 1939, le premier ministre se promena dans la province en criant que la dette nette avait monté dans des proportions énormes. Qu'on prenne *Le Soleil* du 11 octobre 1939, rapportant une assemblée du premier ministre. On y lit que celui-ci a dit que la dette était de plus de \$400,000,000.

Le 5 octobre 1939, toujours selon *Le Soleil*, le premier ministre affirmait qu'au 31 mars de cette année la dette avait bondi à \$252,000,000 et qu'elle était, au moment où il parlait, de \$282,000,000. Le trésorier provincial aussi y va de son couplet. Le 24 février de cette année, parlant devant cette Chambre, il dit: "Entre 1936 et le 8 novembre 1939, la dette globale de la province avait plus que doublé. Aussi exactement qu'on put l'établir, le chiffre pour 1936 s'élevait à \$209,000,000 et, pour 1939, à \$420,000,000." Il s'agit là d'une affirmation verbale. Par contre, qu'a-t-il prétendu, sous sa signature, dans les *Comptes publics* que lui-même a déposés? Le 16 février 1940, il soumettait ici ce document officiel. À la page XXIV du préambule, il est écrit, textuellement: "La dette nette au 30 juin 1939 s'élevait à \$257,128,186.32." Et dans le même document présenté toujours à cette Chambre, en janvier de cette année, nous lisons, toujours sous la signature du trésorier provincial: "La dette nette de la province était de \$311,912,083.62 le 31 mars 1943."

On est bien loin, M. l'Orateur, des fantaisies oratoires du premier ministre et de ses collègues. Au cours de son magistral discours sur le budget, le député de Saint-Jean (M. Beaulieu) a analysé des documents produits par le trésorier et publiés par les banquiers et les courtiers quand le gouvernement vendit une émission d'obligations de \$9,680,000. Il a établi qu'en se basant sur ces chiffres, nous constatons qu'au 30 juin 1939 la dette globale, c'est-à-dire consolidée et flottante, directe et indirecte était de \$316,475,000 et qu'au 31 mars 1943, elle était de \$390,449,000. C'est donc, en chiffres ronds, d'un montant de \$74,000,000 que le régime actuel a augmenté la dette.

Et il faut voir dans quelles conditions! Il dispose d'un budget plus considérable que jamais

auparavant, il a accru les impôts d'une moyenne annuelle de \$30,000,000 de nouvelles taxes, tout en arrêtant les travaux. Par contre, il a réduit la plupart des services, à cause des nécessités de guerre. Toutefois, l'administration de la province nous coûte plus cher qu'auparavant.

L'Union nationale n'a pas honte de son dossier à ce chapitre et elle est prête à le comparer avec celui des ministériels, malgré les vantardises de ceux-ci. L'Union nationale n'a imposé qu'une seule nouvelle taxe, celle de 2 cents sur la gazoline. Par contre, elle a réduit de moitié le coût des licences de chauffeur. Seulement, elle s'est occupée d'assurer la perception de l'argent qui était dû par certaines grandes organisations et qu'on négligeait de toucher. C'est par ce moyen qu'elle parvint à hausser les revenus annuels de la province sans écraser le peuple de nouvelles taxes.

Le gouvernement actuel, lui, multiplia les taxes vexatoires tout en coupant les services publics. Il n'a rien fait depuis cinq ans. Maintenant, à la veille des élections, il prépare des travaux d'envergure pour essayer d'influencer l'électorat. Ce sera peine perdue, car les gens savent, par exemple, qu'il a laissé notre voirie s'en aller à la ruine et que ce n'est pas par des contrats pré-électoraux qu'il saurait réparer le mal.

S'attaquant ensuite aux arguments du trésorier provincial, il (M. Bégin) les démolit un par un. Les affirmations du député de Saint-Jean (M. Beaulieu), dit-il, à l'effet que le régime actuel augmenta la dette de \$70,000,000 environ n'ont pas été démenties, pas plus que ses autres déclarations.

Le trésorier s'est vanté que le gouvernement avait affecté \$35,000,000 à réduire la dette. C'est une inexactitude, ce n'est pas sérieux, car il ne s'agit que des montants qu'ils étaient forcés de mettre au fonds d'amortissement de la province dans une proportion que détermine la loi. D'ailleurs, l'Union nationale dut procéder de la même façon. Si on reconnaissait ce système, il faudrait conclure que l'Union nationale aussi baissa la dette, car elle dut prendre chaque année plusieurs millions pour verser au fonds d'amortissement, en vertu de la même loi.

Mais nous n'avons pas honte de l'admettre, nous avons augmenté la dette de \$97,000,000. De ce montant, \$35,000,000 furent consacrés à l'établissement du crédit agricole pour sauver nos cultivateurs et \$51,000,000 pour payer les "pitons" laissés en souffrance par le régime Taschereau et par un solde de \$11,000,000 sur les nombreux millions dépensés par l'Union nationale en travaux pour notre population et pour trouver et créer de l'emploi.

Seulement, ce que nous avons dépensé, nous l'avons dépensé pour les nôtres et dans cette province. Nous n'avons pas construit des routes en Libye, en Égypte ou en Italie, mais dans la province de Québec, pour l'usage des citoyens de cette province. Nous ne l'avons pas dépensé en donnant des milliards à d'autres pays. C'est la différence entre nous et nos amis d'en face, qui ont prêché la doctrine du "rouge à Québec et rouge à Ottawa".

Comme conséquence, nous devons contribuer à payer, en plus des taxes dont le gouvernement actuel nous écrase, pour des cadeaux de milliards, décidés par les amis de nos amis d'en face, en faveur de pays bien plus riches que nous.

Ce sont ces gens-là, M. l'Orateur, qui se voilaient la figure, tout scandalisés, en parlant de nous en 1939. On se rappelle le chantage méprisable qu'ils ont exercé pour influencer l'électorat. Je vois, par exemple, le premier ministre. C'est lui, en 1939, qui promettait sur l'honneur de démissionner et de combattre le Parti libéral si un seul Canadien français était mobilisé contre son gré d'ici la fin des hostilités en Europe, par un gouvernement libéral ou même un gouvernement temporaire dont M. Mackenzie King ferait partie.

On se souvient, M. l'Orateur, des menaces que les ministres fédéraux adressaient à la population quand ils disaient: Si vous battez le premier ministre, nous allons démissionner à Ottawa et vous serez abandonnés à des Anglais qui vont vous imposer la conscription. C'étaient les mêmes qui avaient parcouru la province, en 1917 et après, pour dénoncer notre participation à l'autre guerre.

On a là leur argumentation quand il s'agissait de gagner des votes. Examinons leurs actes pour voir s'ils étaient sincères et honnêtes. Nous sommes rendus à dépenser \$100,000,000 par semaine pour la guerre et nous accordons, chaque année pour ainsi dire, en plus de cela, un cadeau d'un milliard à un pays qui prête, lui, à ses alliés, avec un bon intérêt.

La promesse sacrée de notre premier ministre est devenue un serment par oubli ou distraction. Plus que cela, il a contribué, par ses déclarations échevelées et inopportunes, à convaincre les administrateurs fédéraux que l'imposition de la conscription ne serait pas si mal acceptée ici. Vous pensez que j'exagère? Voici quelques-uns de ces propos.

Au cours de la campagne complémentaire dans Huntingdon, le premier ministre déclarait: "Il ne faut pas oublier, l'Allemagne a les yeux sur la province de Québec. L'Allemagne interprète chacune des paroles que j'ai dites; je ne connais pas

Hitler, mais je sais qu'Hitler ne m'aime pas beaucoup. Chaque fois que j'ai prononcé un mot sur la question, les journaux allemands en ont parlé. Et si, demain, vous allez battre le candidat libéral, l'Allemagne dira que la province de Québec est mûre pour la dictature, l'oppression et le despotisme et prête à abandonner l'effort de guerre contre l'Allemagne."

Au cours d'une autre assemblée toujours pendant la campagne d'Huntingdon, voici ce qu'affirmait encore le premier ministre: "La question la plus importante dans cette élection complémentaire est de dire ce que vous pensez de la participation à la guerre. Nous devons être prêts à n'importe quel sacrifice pour gagner cette guerre, car il s'agit de savoir si demain nous serons des hommes libres ou des esclaves."

N'est-ce pas là une invitation directe à établir la conscription, si ceux qui en avaient la responsabilité jugeaient que c'était de nature à hâter la fin de la guerre? Un autre jour, notre premier ministre adressait la parole aux membres de l'Association des journaux hebdomadaires; il leur dit: "Vous pourrez dire dans vos provinces que les Canadiens français sont prêts à faire jusqu'au dernier sacrifice pour rester attachés à la couronne britannique."

Vous le constatez, M. l'Orateur, nous sommes bien loin de celui qui promettait aux citoyens de cette province une petite guerre en dentelle, sans sacrifices, lors des élections générales de 1939. Il mit le comble à son attitude quand il déclara, lors d'une réunion de marchands de fruits: "Si je pensais que la conscription était le dernier moyen de gagner la guerre, je serais en faveur immédiatement."

N'avais-je pas raison, M. l'Orateur, de soutenir que le premier ministre avait contribué à hâter l'imposition de la conscription par ses expressions d'opinions inopportunes? C'est là le parti de ceux qui ont tout fait pour apeurer la population, en 1939, en créant une légende monstrueuse au sujet de la situation financière puis en assurant le peuple que, s'il votait pour le Parti libéral, il serait protégé contre la conscription et un effort disproportionné.

Depuis, les murailles se sont écroulées, les serments ont été oubliés. On a trompé notre peuple audacieusement. Le gouvernement n'a rien fait pour celui-ci, mais il dépense maintenant près de \$100,000,000 par année pour administrer la province, alors qu'il n'a pas à engager les obligations formidables que la période de ménage imposait à

l'Union nationale. Malgré tout cela, il a augmenté notre dette de plus de \$70,000,000.

C'est que le gaspillage le plus scandaleux a marqué tous ses actes. On en trouve des exemples dans tous les départements. Au lieu de la petite guerre modérée qu'il nous avait promise, il encouragea ses amis d'Ottawa à distribuer notre argent par milliards. Savez-vous qu'avec un milliard on aurait pu distribuer \$6,666.66 à chacun de nos 150,000 cultivateurs? Avec un milliard, on aurait pu remettre pendant 10 ans, à chacun des 80,000 nouveaux-nés, une somme de \$1,200. À chaque couple de 33,900 nouveaux mariés, on aurait pu offrir un cadeau de \$2,857.11. Aux 500,000 ouvriers, il eût été possible de présenter une maison salubre de \$2,000.

Mais les "rouges à Québec et rouges à Ottawa" ont préféré être généreux envers les gens de l'Europe après avoir prétendu, au pire de la crise, qu'ils étaient incapables de trouver cinq cents pour les chômeurs qui crevaient de faim.

J'ai ici le programme du Parti libéral et celui de l'Union nationale. Je défie qui que ce soit de démontrer ceci: les libéraux ont oublié à peu près entièrement les articles de celui qu'ils votèrent à leur dernière convention provinciale. Par contre, il n'y a pas plus de deux items de celui de l'Union nationale qui ne furent pas mis en application, et cela, durant une courte période de trois ans.

La date fatale approche pour le régime actuel. Ceux qui ont tenté d'épeurer la population pour prendre le pouvoir devront sous peu venir devant le peuple pour rendre compte de son mandat: c'est alors qu'il s'apercevra qu'on ne trompe pas impunément l'électorat par des engagements qu'on prend plaisir à trahir une fois au pouvoir. Le peuple se vengera de ceux qui l'ont si odieusement trompé. Sous la conduite de son vaillant chef, l'Union nationale reprendra la direction de l'administration de la province pour le plus grand bien de tous ses citoyens.

**M. Robidoux (Richelieu-Verchères):** Depuis le commencement du débat sur le budget, la Chambre a entendu une foule de discours, des bons et des moins bons. Je me bornerai donc à faire des considérations d'ordre général en marge du budget.

Il fait l'éloge de l'administration financière de la province et déclare que, sous le régime libéral, Québec a retrouvé sa bonne réputation. La province de Québec, dit-il, a vu son crédit grandir partout au Canada et aux États-Unis. Contrairement à ce qui arrivait au temps de l'Union nationale, les obligations mises sur le marché ne sont pas restées à

moitié vendues, mais, deux heures après l'ouverture de l'émission, il n'y avait plus rien à vendre, preuve que le peuple a confiance dans l'administration honnête du gouvernement libéral. Sous tous les régimes libéraux, le crédit du Québec a été à la hauteur; dans les trois années du régime de l'Union nationale, la province a eu de la difficulté à emprunter. En cette Chambre, on abuse peut-être de la liberté de parole en louangeant ou en critiquant. Mais c'est toujours le Parti libéral qui a sauvé la province de Québec.

Il rend un vibrant hommage au Parti libéral et aux œuvres qu'il a accomplies, depuis cinq ans. Il souligne tout particulièrement ce qui a été fait dans le domaine de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction publique.

Il fait allusion à l'effort de guerre du Québec, qu'il approuve, et déclare que nos hommes publics avertis ont eu raison d'aller dire au peuple qu'il devait faire certains sacrifices pour le maintien de la démocratie. Que vaudraient quelques avantages matériels de plus, si nous devons les obtenir au prix de notre liberté, déclare-t-il?

Ce qu'il faut aux cultivateurs, ce ne sont pas des octrois distribués par miettes, mais un plan général en faveur de l'agriculture. Et il suggère une politique de mécanisation de l'agriculture. Le gouvernement, affirme-t-il, doit prendre tous les moyens possibles pour donner un nouvel essor à l'agriculture par une politique plus poussée, afin de garder les terriens sur le sol, car plus on rendra l'agriculteur heureux et prospère, mieux on luttera contre les idées subversives qui courent le monde. Dans quelques années, il faudra prévoir les querelles intestines en ce pays. Mais, à ce sujet, il n'y a rien à craindre avec nos cultivateurs. Ils constituent un solide rempart contre la marée des idées subversives.

En ce qui concerne l'instruction publique, il faut augmenter le salaire de nos instituteurs et institutrices et multiplier les écoles primaires afin de faciliter aux Canadiens français l'accès à l'instruction.

Il ne faut donc pas oublier chez nous l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique. C'est là la politique du gouvernement actuel. Le peuple ne doit pas oublier un parti qui l'a bien servi. Et le meilleur homme pour les cultivateurs, c'est encore l'honorable premier ministre.

C'est toujours le gouvernement libéral qui se penche sur les besoins du peuple. Le gouvernement actuel n'est pas un commerçant et ce n'est pas comme commerçant qu'il va prendre possession de la Montreal Light, Heat & Power.

Il termine en disant que les Canadiens français doivent suppléer au nombre qui leur manque, par la qualité.

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné<sup>5</sup>.

#### **Demandes de documents:**

##### **M. A.-J. Dolbec, auditeur de la province**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement, et se rapportant à M. A.-J. Dolbec, auditeur de la province de Québec.

Adopté.

##### **Commission des eaux courantes**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre des copies, certifiées par le ministre des Terres et Forêts ou par le sous-ministre des Terres et Forêts, de toutes les conventions et de tous les contrats passés avec l'approbation ou l'autorisation du gouvernement de la province, entre la Commission des eaux courantes de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement.

Adopté.

##### **Manufacture de sucre à betterave de Saint-Hilaire**

**M. Lorrain (Papineau)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement, et se rapportant à la manufacture de sucre à betterave à Saint-Hilaire, comté de Rouville.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose  
que la Chambre s'ajourne maintenant.  
Adopté.

La séance est levée peu après 11 h 30.

---

### NOTES

1. Selon *L'Événement* du 13 avril 1944, à la page 3, le discours du chef de l'opposition a duré 1 h 15.
2. La version de ce passage provenant de *La Patrie* du 13 avril 1944, à la page 12, se lit comme suit: "Depuis 1925, j'ai toujours travaillé contre M. King..."
3. Selon *Le Devoir* du 13 avril 1944, à la page 3, le député de Jeanne-Mance prononce son premier discours parlementaire depuis son élection en 1939.
4. *La Patrie* du 13 avril 1944, à la page 12, nous décrit l'incident: "Au cours d'une discussion entre M. Duplessis et M. Dubreuil, ce dernier est allé tellement loin que même le premier ministre dut suggérer à l'Orateur de le rappeler à l'ordre. Et après la séance, l'on pouvait voir et entendre des députés ministériels faire des reproches à M. Dubreuil pour le ton de son discours. M. Dubreuil avait fait allusion à des "aliénés mentaux"."
5. Le débat a été ajourné à 11 h 20.



## Première séance du jeudi 13 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 15 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

## Le Service sélectif national

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me suis déjà levé deux fois en cette Chambre pour protester contre un récent règlement du Service sélectif qui oblige les employeurs et les pères de famille à se faire les délateurs de leurs employés et de leurs fils qui sont à leur emploi ou sous leur contrôle, s'ils ne se sont pas rapportés pour le service militaire ou conformés à ses exigences.

C'est là un arrêté ministériel méprisable, détestable et intolérable. Jamais, au temps des pires tyrans de l'histoire, on n'a vu un État recourir à des moyens aussi malsains. Le premier ministre de la province a déclaré, ces jours-ci, qu'il considérait lui-même ce décret comme une chose odieuse, et il avait raison.

Je remarque que le *Chronicle Telegraph* d'hier publie un nouvel avis du Service sélectif. Je demande donc encore que le gouvernement fasse de nouvelles représentations à Ottawa pour faire disparaître cette mesure digne de la pire inquisition et digne d'Hitler.

## Questions et réponses:

## Frais liés à la loi sur la taxe de vente

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** En vertu du chapitre 14, 4 George VI, et intitulé: "Loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province", à combien se chiffre le total des frais, débours, honoraires ou émoluments payés ou payables à la province, ainsi que ceux payés à ses avocats ou procureurs, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** a. Payés ou payables à la province: \$23,453.29;

b. Total des frais, débours, honoraires ou émoluments payés par les défendeurs aux avocats et procureurs du plaignant dans les causes pénales est de \$1,560.50; quant aux frais, débours, honoraires ou émoluments payés par les défendeurs aux avocats ou procureurs du plaignant, dans les 145 causes civiles prises depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement, le gouvernement n'a pas les renseignements voulus pour en donner la somme.

## Nouveaux sous-ministres

**M. Lorrain (Papineau):** 1. Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 31 janvier 1944 inclusivement, combien le gouvernement actuel de la province a-t-il nommé de nouveaux sous-ministres, ou de nouveaux assistants sous-ministres, ou de sous-ministres suppléants?

2. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé à date à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Les nouveaux postes de sous-ministres, d'assistants sous-ministres ou de sous-ministres suppléants sont au nombre de sept. Dans tous les cas sauf un, ces officiers étaient au service du gouvernement antérieurement au 8 novembre 1939.

2. Le montant payé à ces officiers en traitement et frais de voyage, de la date de leur nomination à leur poste actuel au 31 janvier 1944, a été de \$93,258.97 et se détaille comme suit:

	<i>Traitements</i>	<i>Dépenses de voyage</i>
Affaires municipales:		
Émile Morin.....	\$19,083.34	\$ 2,774.04
Agriculture:		
Adrien Morin.....	19,874.90	3,988.56
Pêcheries maritimes:		
Arthur Labrie.....	20,239.39	3,502.94
Procureur général:		
C.-E. Cantin.....	2,976.13	453.50
Santé:		
Dr J.-C. Beaudet.....	8,750.00	1,630.59
Dr E. Lalande.....	1,041.66	96.18
Travail:		
J.-O'Connell Maher.....	<u>6,658.33</u>	<u>2,189.41</u>
	<b>\$78,623.72</b>	<b>\$14,635.22</b>
	<b>\$93,258.97</b>	

#### Fonctionnaires

**M. Gauthier (Montréal-Laurier):** Quel était le nombre total de fonctionnaires permanents ou temporaires du service intérieur et du service extérieur ou de commissions émergeant au budget de la province:

- Le 1<sup>er</sup> septembre 1936?
- Le 8 novembre 1939?
- Le 31 mars 1943?

Du 1<sup>er</sup> septembre 1936 au 8 novembre 1939, quel a été, parmi ces fonctionnaires, le nombre:

- De destitutions?
- De démissions?
- De mises à la retraite?
- De mises en congé?
- De décès?

Et quelle proportion du total chacun de ces nombres représente-t-il?

Au cours de la même période, combien y a-t-il eu:

- De nouvelles nominations?
- De réinstallations ou réengagements?
- De retours de congé ou de pension?

Quelle proportion du nombre de fonctionnaires, au début de la période, chacun de ces nombres représente-t-il?

Quels sont les nombres et proportions correspondants pour la période du 8 novembre 1939 au 31 mars 1943?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Nombre de fonctionnaires:

- Le 1<sup>er</sup> septembre 1936 ... 6,365
- Le 8 novembre 1939 ..... 8,975  
Augmentation ..... 2,610 soit 41 %
- Le 8 novembre 1939 ..... 8,975
- Le 31 mars 1943 ..... 9,622  
Augmentation ..... 647 soit 7 %

	Du 1 <sup>er</sup> sept. 1936 au 8 novembre 1939		Du 8 nov. 1939 au 31 mars 1943	
	Nombre	Pro- portion du total	Nombre	Pro- portion du total
a. Destitutions.....	2,415	38 %	2,523	28 %
b. Démissions.....	1,196	19 %	1,543	17 %
c. Mises à la retraite.....	170	2 %	91	1 %
d. Mises en congé.....	36	½ %	264	3 %
e. Décès.....	<u>186</u>	<u>3 %</u>	<u>264</u>	<u>3 %</u>
	4,003	63 %	4,685	52 %
a. Nouvelles nominations.....	6,479	102 %	4,685	52 %
b. Réinstallations ou réengagements..	120	2 %	616	7 %
c. Retours de congé ou pension.....	<u>14</u>	<u>.....</u>	<u>31</u>	<u>—</u>
	6,613	104 %	5,332	59 %

#### Montreal Light, Heat & Power

**M. Barrette (Joliette):** 1. Relativement à Montreal Light, Heat & Power Consolidated, ou The Montreal Light, Heat & Power Company, en aucun temps depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1925 inclusivement jusqu'au 14 février 1944 inclusivement, des rapports ont-ils été faits ou des renseignements ont-ils été donnés ou fournis, au gouvernement de la province, entre autres et sans restriction, au département du secrétariat, au département du Trésor ou au département du procureur général:

a. Au sujet d'une taxe provinciale sur le capital imposée par le gouvernement de la province?

b. Au sujet d'une taxe imposée par le gouvernement de la province sur les opérations ou les profits?

2. À quelle date tous et chacun desdits rapports ou desdits renseignements ont-ils été faits ou fournis par lesdites compagnies?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. *a.* Oui; *b.* Oui.

2. Les rapports, états, bilans ou renseignements quant à la taxe sur le capital ont été fournis aux dates ci-après:

15 avril .....	1925
27 avril .....	1926
30 juin .....	1927
18 juillet .....	1927
4 mai .....	1928
19 avril .....	1929
9 mai .....	1930
6 mai .....	1931
30 avril .....	1932
29 avril .....	1933
1 <sup>er</sup> mai .....	1933
19 avril .....	1934
30 avril .....	1934
30 avril .....	1935
30 avril .....	1936
30 avril .....	1937
11 janvier .....	1938
28 avril .....	1938
27 avril .....	1939
29 avril .....	1940
30 avril .....	1941

Les rapports, états, comptes d'opération ou renseignements quant à la taxe sur les profits (loi sanctionnée le 19 février 1932, chapitre 23 de 22 George V) ont été fournis aux dates ci-après:

1 <sup>er</sup> mai .....	1933
30 avril .....	1934
30 avril .....	1935
30 avril .....	1936
30 avril .....	1937
28 avril .....	1938
27 avril .....	1939
29 avril .....	1940
30 avril .....	1941

#### Revenus bruts de la Commission des liqueurs

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** À combien se chiffrent les revenus bruts de la Commission des liqueurs de Québec:

*a.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1943 exclusivement?

*b.* Du 1<sup>er</sup> février 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1943 exclusivement?

*c.* Du 1<sup>er</sup> mars 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1943 exclusivement?

*d.* Du 1<sup>er</sup> avril 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1943 exclusivement?

*e.* Du 1<sup>er</sup> mai 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1943 exclusivement?

*f.* Du 1<sup>er</sup> juin 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1943 exclusivement?

*g.* Du 1<sup>er</sup> juillet 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1943 exclusivement?

*h.* Du 1<sup>er</sup> août 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1943 exclusivement?

*i.* Du 1<sup>er</sup> septembre 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1943 exclusivement?

*j.* Du 1<sup>er</sup> octobre 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1943 exclusivement?

*k.* Du 1<sup>er</sup> novembre 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1943 exclusivement?

*l.* Du 1<sup>er</sup> décembre 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1944 exclusivement?

*m.* Du 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1944 exclusivement?

*n.* Du 1<sup>er</sup> février 1944 inclusivement jusqu'au 18 février 1944 exclusivement?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Voir la liste ci-dessous)

*a.* \$2,904,573.99;

*b.* \$2,427,273.42;

*c.* \$2,865,091.48;

*d.* \$2,896,003.78;

*e.* \$2,532,298.40;

*f.* \$2,817,564.87;

*g.* \$2,809,068.17;

*h.* \$2,952,982.49;

*i.* \$3,238,584.64;

*j.* \$3,349,153.66;

*k.* \$3,707,599.15;

*l.* \$6,043,291.92;

*m.* \$3,016,381.06;

*n.* \$2,129,537.30.

Ces chiffres ne comprennent pas la taxe du chômage qui n'entre pas en ligne de compte pour les revenus de la Commission, mais qui est affectée à la réduction des charges annuelles afférentes aux dettes contractées par la province.

**Revenus issus de la Commission  
des liqueurs**

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Depuis le 1<sup>er</sup> février 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1944 inclusivement:

*a.* Combien le gouvernement de la province a-t-il reçu ou retiré de la Commission des liqueurs de Québec?

*b.* À quelles dates tous et chacun des paiements ou remises faites par la Commission des liqueurs de Québec au gouvernement de la province ont-ils été effectués?

*c.* Quel est le montant payé ou remis au gouvernement de la province par la Commission des liqueurs de Québec à chacune des dates mentionnées au paragraphe *b* de la présente question?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Voir la liste ci-dessous)

*b. Dates*

*c. Montants*

6 février 1943.....	\$ 250,000
9 février 1943.....	500,000
25 février 1943.....	250,000
8 mars 1943.....	500,000
25 mars 1943.....	250,000
31 mars 1943.....	500,000
12 avril 1943.....	500,000
19 avril 1943.....	250,000
30 avril 1943.....	400,000
11 mai 1943.....	500,000
24 mai 1943.....	500,000
10 juin 1943.....	250,000
17 juin 1943.....	250,000
21 juin 1943.....	500,000
13 juillet 1943.....	350,000
20 juillet 1943.....	350,000
7 août 1943.....	250,000
12 août 1943.....	250,000
19 août 1943.....	250,000
23 août 1943.....	250,000
28 août 1943.....	100,000
4 septembre 1943.....	100,000
8 septembre 1943.....	250,000
20 septembre 1943.....	500,000
4 octobre 1943.....	250,000
6 octobre 1943.....	500,000
13 octobre 1943.....	250,000
25 octobre 1943.....	250,000
2 novembre 1943.....	500,000
6 novembre 1943.....	250,000

10 novembre 1943.....	250,000
20 novembre 1943.....	250,000
23 novembre 1943.....	500,000
4 décembre 1943.....	500,000
15 décembre 1943.....	250,000
21 décembre 1943.....	500,000
30 décembre 1943.....	1,000,000
7 janvier 1944.....	1,000,000
11 janvier 1944.....	250,000
25 janvier 1944.....	300,000
31 janvier 1944.....	<u>250,000</u>

\$15,100,000

Ces chiffres ne comprennent pas la taxe du chômage qui n'entre pas en ligne de compte pour les revenus de la Commission, mais qui est affectée à la réduction des charges annuelles afférentes aux dettes contractées par la province.

**Revenus de la taxe du chômage perçue  
par la Commission des liqueurs**

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):**

Relativement à la taxe du chômage imposée par le gouvernement de la province et perçue par la Commission des liqueurs de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 18 février 1944 inclusivement:

*a.* Combien le gouvernement de la province a-t-il reçu ou retiré de la Commission des liqueurs de Québec?

*b.* Quand et quel montant dans chaque cas?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

*a.* \$3,574,186.95;

*b.* (Voir la liste ci-dessous)

25 janvier 1940.....	\$ 100,002.95
21 février 1940.....	43,272.00
18 mars 1940.....	39,102.45
20 avril 1940.....	48,471.40
20 mai 1940.....	45,571.45
26 juin 1940.....	49,350.10
23 juillet 1940.....	47,382.90
24 août 1940.....	39,665.45
27 septembre 1940.....	51,351.65
24 octobre 1940.....	49,620.60
27 novembre 1940.....	58,963.45
28 décembre 1940.....	59,889.85
29 janvier 1941.....	129,010.80

27 février 1941.....	52,420.40
21 mars 1941.....	50,788.80
24 avril 1941.....	49,674.45
21 mai 1941.....	53,558.20
23 juin 1941.....	48,526.60
23 juillet 1941.....	45,283.45
22 août 1941.....	48,995.80
22 septembre 1941.....	65,469.70
23 octobre 1941.....	63,118.65
24 novembre 1941.....	75,374.55
22 décembre 1941.....	69,041.20
24 janvier 1942.....	160,318.30
25 février 1942.....	70,592.55
24 mars 1942.....	64,425.75
24 avril 1942.....	64,413.80
23 mai 1942.....	74,273.35
22 juin 1942.....	68,109.55
23 juillet 1942.....	71,483.35
21 août 1942.....	57,344.10
24 septembre 1942.....	68,868.75
27 octobre 1942.....	79,388.10
27 novembre 1942.....	117,792.60
29 décembre 1942.....	85,718.90
30 janvier 1943.....	180,811.60
27 février 1943.....	79,326.05
29 mars 1943.....	69,204.65
30 avril 1943.....	71,874.60
25 mai 1943.....	76,430.65
23 juin 1943.....	64,864.50
24 juillet 1943.....	66,466.90
20 août 1943.....	72,451.45
21 septembre 1943.....	77,705.95
23 octobre 1943.....	85,937.45
23 novembre 1943.....	90,167.20
24 décembre 1943.....	102,989.75
24 janvier 1944.....	<u>169,320.25</u>

\$3,574,186.95

#### **Commission d'enquête sur les tramways à Montréal**

**M. Bourque (Sherbrooke):** 1. Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement, combien a été payé, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, relativement à la commission d'enquête nommée par le gouvernement actuel, concernant les affaires de la Montreal Tramways?

2. À qui ont été payés ces montants et quelle en est la somme totale dans chaque cas?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 1. \$103,805.05

#### **2. (Voir la liste ci-dessous)**

Hon. E. Beauregard .....	\$21,034.32
M. C.-J. Arcand .....	18,120.69
M. E. Bélanger.....	18,120.69
M. H. Girouard.....	18,120.69
M. C. G. Wallace.....	18,120.69
M. C. Demers.....	8,282.26
M. J. W. McCammon .....	1,749.72
La Cie de Publication La Patrie.....	255.99

Ces montants, qui constituaient des avances, ont été remboursés au gouvernement de la province par Montreal Tramways Company, en vertu de l'article 8 de la loi 1 George VI, chapitre 104, et en vertu des arrêtés en conseil no 478, du 2 mars 1943, et no 766, du 31 mars 1943.

#### **Projets de loi:**

##### **Succession de Louis-Charles Godfroy de Tonnancour**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la succession de feu Louis-Charles Godfroy de Tonnancour soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Voies et moyens:**

##### **Débat sur le budget 1944-1945 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 12 avril dernier, sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Barrette (Joliette):** Je suis heureux de prendre part à ce débat en répondant à l'honorable député de Richelieu-Verchères (M. Robidoux) qui a prouvé que, s'il était un adversaire, il était aussi un gentilhomme. Je ne puis en dire autant du député de Jeanne-Mance (M. Dubreuil). Je n'ai pas l'intention de relever tout ce qui a été dit au cours de ce débat par les députés de la droite. Je me contenterai de répondre à des questions posées par l'honorable député de Richelieu-Verchères et à dire au député de

Jeanne-Mance une réflexion que se sont faite les députés de cette Chambre en l'écoulant, puis je parlerai un peu des finances de la province ainsi que de questions agricoles et ouvrières.

L'honorable député de Richelieu-Verchères, je l'ai dit, est un homme courtois. Dans son discours, il nous a raconté l'exploit d'un magicien qui, un jour, en présence de spectateurs qui criaient au miracle, lançait un petit morceau de viande dans un grand fleuve. En somme, il a comparé une chose bien petite et sans valeur à une autre chose grande et majestueuse. M. l'Orateur, pour comparer peu avec beaucoup, la population du Québec fait autre chose; elle compare l'œuvre de l'Union nationale - belle comme le Saint-Laurent - au petit morceau de viande de cheval que lui a offert le gouvernement actuel par l'entremise de son chef.

L'honorable député de Richelieu-Verchères, dans un grand mouvement d'éloquence agréable à entendre, s'est écrié tout à coup: "Qu'est-ce que le Parti libéral a fait pour l'agriculture?" C'est précisément la question que nous nous sommes toujours posée sans trouver de réponse. D'ailleurs, mon honorable ami, après avoir posé la question, n'a pu lui-même y répondre.

M. l'Orateur, un mot en passant au député de Jeanne-Mance. En l'écoulant, plusieurs membres de cette Chambre ont sans doute adressé une prière fervente au Créateur en disant intérieurement: "Mon Dieu, je vous remercie pour m'avoir fait ce que je suis et non pas ce qu'il est." En l'écoulant causer, je me rappelais cette réponse cinglante que faisait, un jour, Montalembert à un député de la Gironde qui l'insultait: "L'insulte, disait-il, est soumise aux lois de la physique, c'est le corps sale et pesant qui subit l'attraction terrestre, il descend toujours et ne s'élève jamais."

En effet, M. l'Orateur, quand un petit personnage tente d'insulter un grand personnage, il n'atteint jamais son but, et la bave qu'il lance lui retombe sur la figure comme un crachat qu'il ne peut essuyer.

M. l'Orateur, après deux premières semaines d'attente, nous avons entendu la réponse du gouvernement au discours prononcé dans cette Chambre par l'honorable député de Saint-Jean sur les finances provinciales. Nous avons cru que le débat se continuerait ensuite sans interruption, mais le gouvernement a jugé que le silence lui était favorable et il a interrompu le débat pendant trois autres semaines. Après deux semaines d'attente, nous avons entendu la réponse du gouvernement au discours prononcé en cette Chambre par l'honorable député de Saint-Jean sur les finances provinciales.

Le gouvernement a mobilisé comptables et auditeurs pour tenter de bâtir une réputation aux chiffres cités par mon collègue. Plusieurs députés ministériels ont tour à tour pris la parole. Cette réfutation n'est pas venue, les rares partisans du régime sont bien déçus et le désarroi qui règne dans les rangs ministériels va s'augmenter encore. La population de la province attend aussi des réponses aux accusations portées par mes collègues, accusations qui prouvent la dilapidation des deniers publics et le patronage coûteux pratiqué par l'administration actuelle. Aucune réponse satisfaisante ne sera donnée à ces questions, et bientôt, à la confusion de nos adversaires, nous porterons de nouveau les mêmes accusations sur la place publique, lorsque le gouvernement aura le courage de venir nous y rencontrer.

Le régime actuel, après avoir surtaxé le peuple et avoir endetté la province de \$74,000,000 en moins de cinq ans, n'a rien à montrer, ni œuvre véritable, ni travaux publics importants complétés; ceci ne fait plus de doute pour personne après les discours des députés ministériels que nous avons entendus depuis quelques jours. Ces discours ne répondent nullement aux questions que nous avons posées, aux accusations que nous avons portées.

Mon collègue de Saint-Jean a demandé au gouvernement ce qu'il avait fait des \$17,000,000 d'obligations d'emprunts de la victoire qu'il s'est vanté d'avoir achetées depuis quelques années. L'honorable ministre des Pêcheries a répondu avec emphase que ce n'est pas \$17,000,000 d'obligations que nous avons achetées, mais pour \$15,000,000 seulement. Il n'a pas répondu à la question. Nous avons raison de dire que le gouvernement revendait ses obligations au fur et à mesure qu'il les achetait, puisque ces obligations n'apparaissent ni dans l'actif de la province, où les montants sont détaillés, ni dans les placements faits au fonds d'amortissement.

Par conséquent, le gouvernement, qui demande aux gens de souscrire aux emprunts de la victoire et qui force les employés civils à acheter des obligations, ne fait pas lui-même ce qu'il demandait aux autres de faire. Après avoir acheté des obligations aux différents emprunts de la victoire, il les revendait. Or, le gouvernement s'est vanté dans ses journaux d'avoir acheté des obligations de la victoire pour \$17,000,000. En supposant que le gouvernement a fait une déclaration inexacte aux journaux et qu'il n'a en réalité acheté que pour \$15,600,000 d'obligations, la question reste posée et nous attendons la réponse. Le gouvernement n'a plus en sa possession les \$15,600,000 d'obligations qu'il s'est vanté d'avoir achetées. Où sont ces obligations?

L'honorable ministre des Pêcheries et les députés ministériels qui l'ont suivi ont contesté les chiffres que nous avons cités. Je vais les leur rappeler de nouveau et leur recommander de les méditer.

En 1942, il y avait \$19,316,000 de comptes dus à la province. La même année, la réserve pour les mauvais comptes était de \$7,132,000. Cette réserve fut portée, dans le cours de l'année, à \$7,332,000, donc une augmentation de \$200,000 dans le cours de l'année.

L'année suivante, en 1943, le montant des comptes dus à la province était baissé de \$19,316,000 à \$19,147,000 et la réserve pour les mauvais comptes était aussi baissée de \$7,332,000 à \$6,100,000.

Le montant total des comptes dus à la province était donc baissé de \$200,000, mais la réserve était baissée de plus de \$1,200,000.

Nous sommes justifiés de dire que le gouvernement a remis en cadeaux, ou a biffé de ses livres, cette différence de \$1,200,000. Le gouvernement n'a pu encore nous expliquer ce qu'il a fait de cette somme. Nous avons raison de lui demander des comptes sur cette diminution qui ne semble pas motivée par rien. Nous avons raison de demander au gouvernement de dire à la province ce qu'il a fait des \$15,600,000 d'obligations de la victoire et de cette somme de \$1,200,000 soustraite de la réserve.

Les députés ministériels ont aussi mis en doute l'exactitude des chiffres que nous avons cités, concernant les nouveaux emplois donnés par le gouvernement et les 5,000 nominations faites dans le service civil depuis 1939, 4,644 personnes ont été engagées, 616 réengagées. Nous affirmons de nouveau que plus de 5,000 nominations ont été faites depuis 1939 et, encore une fois, nous prenons les propres chiffres donnés par le gouvernement en cette Chambre et consignés dans les procès-verbaux du 4 mai 1943 pour faire cette affirmation.

Sous l'Union nationale, nous avons dû augmenter quelque peu le nombre des fonctionnaires pour former le personnel de l'Office du crédit agricole, de l'Office des salaires raisonnables, pour mettre en application les lois des pensions aux vieillards, aux veuves, orphelins et aveugles, et pour faire la surveillance des travaux de chômage. Ces commissions et offices n'avaient qu'un but: aider le peuple.

Le présent gouvernement qui n'a pas eu à organiser tous ces différents services, mais qui, au contraire, les a diminués, a réussi quand même à

faire plus de 5,000 nominations. Sous l'Union nationale, les nouveaux employés faisaient partie des commissions et offices créés pour aider la population; sous le régime actuel, les nouveaux employés sont des collecteurs de taxes et des percepteurs d'impôts.

Quant à la dette provinciale, nous prenons les propres chiffres du trésorier provincial pour l'établir. En réponse à une question posée en Chambre, le 21 juin 1940, par M. Francoeur, député de Montréal-Mercier, question qui se lisait ainsi: Quelle était la dette nette de la province le 25 octobre 1939?, l'honorable trésorier provincial répondait: \$277,726,242.

Dans les *Comptes publics* de 1939, section du bilan, page 2, on constate que la dette nette au 30 juin 1939 était de \$257,128,186. Par conséquent, dans la réponse donnée par le trésorier provincial, on avait ajouté les argents dépensés par l'administration de l'Union nationale du 30 juin 1939 au 25 octobre 1939, puisque l'on prenait ce chiffre de \$257,000,000 qui apparaît dans les comptes publics comme étant la dette au 30 juin 1939 pour la porter à \$277,000,000 le 25 octobre 1939. Je prends ce chiffre, donné par le trésorier provincial, de \$277,726,242, et je le compare avec les chiffres publiés dans le prospectus pour la vente des obligations de la province, en janvier 1944, et je constate que les chiffres certifiés par le trésorier provincial donnent au 31 mars 1943 une dette nette de \$390,449,000. Ainsi donc, par ses propres chiffres, le gouvernement avoue avoir augmenté la dette nette, du 25 octobre 1939 au 31 mars 1943, de \$113,000,000.

Mon collègue de Saint-Jean ne s'est pas occupé de la réponse donnée par le trésorier provincial au député de Montréal-Mercier, réponse qui apparaît dans les procès-verbaux de la Chambre, mais il a pris tout simplement les chiffres dans les prospectus publiés par le gouvernement actuel pour établir que la dette nette au 30 juin 1939 était de \$316,000,000 et qu'elle s'est élevée, au 31 mars 1943, à \$390,000,000, soit plus de \$74,000,000.

Encore une fois, dans des documents officiels, le gouvernement se contredit. Les chiffres que l'honorable trésorier a donnés en cette Chambre à l'honorable député de Mercier, les chiffres qu'il publie dans les comptes publics et ceux qu'il donne dans les prospectus pour la vente des obligations de la province sont tous différents. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que la dette a été augmentée de \$74,000,000 par l'administration actuelle, toujours en prenant les propres chiffres du gouvernement.

Nos amis de la droite vont-ils une fois de plus nier leurs propres chiffres? Nous n'en serions pas étonnés, puisqu'ils ont renié l'ancien premier ministre, l'honorable Alexandre Taschereau, au cours de la campagne électorale de 1936. Tout le monde s'en souvient.

M. l'Orateur, ce que le gouvernement ne pourra jamais expliquer, c'est qu'avec des revenus augmentés de 50 % en moyenne, il ait encore réussi à augmenter la dette de \$74,000,000 et qu'il n'a aucune œuvre véritable à son crédit après cinq ans d'administration.

Sous l'Union nationale, pour chaque dollar dépensé, nous avons montré son équivalent en misère soulagée ou en travail productif accompli, cela n'a même pas été nié. Sous l'Union nationale, l'augmentation de la dette correspondait à une augmentation de l'actif des cités et villes par les travaux de toutes sortes qui furent faits de 1936 à 1939. Nous ne craignons pas la contradiction sur ce sujet.

Bien avant que les projets Marsh et Beveridge soient connus, bien avant que le fameux rapport de la commission Rowell-Sirois soit publié, nous avons mis en application ce que ces projets et rapports contenaient de bon, en faisant partout des travaux destinés à procurer du travail aux chômeurs et à prévenir une augmentation des dettes des municipalités.

Nous avons préféré augmenter la dette de la province en prenant à nos charges, dans une proportion de 95 %, le coût des travaux de chômage, plutôt que de ruiner les municipalités. Le gouvernement de l'Union nationale aurait bouclé son budget s'il avait entrepris de grands travaux dans toutes les villes de la province.

Mais ces travaux étaient nécessaires pour donner du travail, pour maintenir la paix sociale et pour aider les municipalités, et ils représentent en valeur réelle plus que l'augmentation de la dette provinciale de 1936 à 1939.

Ces travaux furent des placements dont la valeur s'accroît tous les jours et dont le peuple ne pourrait aujourd'hui se passer.

Que nos amis de la droite fassent le tour du Québec; ils constateront qu'en trois ans, par des travaux de chômage, nous avons fait des boulevards, nivelé des rues et construit des ponts, nous avons bâti des hôpitaux, des sanatoriums, des écoles, des arènes, des stadiums, des égouts collecteurs, des terrains de jeux, des parcs publics, des centres sociaux, des salles paroissiales, et érigé des monuments comme le Jardin botanique. Quant à

nommer les endroits où ces travaux ont été exécutés, il faudrait nommer toutes les villes de la province de Québec. La population le sait et les adversaires de bonne foi admettent que toutes les villes de la province et nombre de villages ont eu largement leur part.

Que l'on remarque bien, M. l'Orateur, que je parle de travaux de chômage seulement, et qu'en plus de donner du pain et d'aider les trésors municipaux, ces travaux ont contribué à l'avancement de l'éducation et soulagé la misère humaine. Ces travaux ont favorisé le commerce par la construction de ponts et moyens de communication et ont mis à la disposition des classes laborieuses des terrains de jeux et des parcs où les ouvriers et leurs familles peuvent aller se reposer et respirer l'air pur. Voilà ce que représente l'augmentation de la dette de 1936 à 1939: des œuvres multiples, des promesses respectées, des réalisations magnifiques accomplies par un gouvernement qui avait comme chef un homme de cœur et de vision.

Mais, depuis 1939, nous ne voyons rien pour justifier une augmentation aussi considérable de la dette; c'est d'ailleurs l'histoire d'avant 1936 qui se renouvelle. C'est bien ce qui s'était fait avant 1939, et c'est ce que le présent gouvernement continue de faire faire depuis 1939.

Durant les cinq années qui ont précédé l'administration de l'Union nationale, le vieux régime avait augmenté la dette de \$99,647,000. Nous défions nos adversaires de contester l'exactitude de cette affirmation. Malgré cette augmentation de la dette de \$100,000,000 en cinq ans, lorsque l'ancien régime fut chassé du pouvoir, il y a eu du chômage partout, les veuves, les orphelins et les vieillards étaient sans pensions, l'agriculture appauvrie, la paix sociale menacée. L'Union nationale, en recueillant cette succession, s'est chargée d'un fardeau très lourd et, après avoir payé les dettes criardes, elle s'est mise à l'œuvre avec tant de vigueur qu'après trois ans la misère était chassée des villes, l'agriculture relevée et la confiance revenue.

Lorsqu'en prenant le pouvoir, en 1936, nous avons demandé des explications sur cette augmentation de la dette, sur les \$50,000,000 de comptes impayés et de pitons que nous avait laissés le régime, nous n'avons jamais reçu de réponse.

Nous avons alors cherché pour trouver des travaux ou quelque chose qui aurait justifié en partie ces dépenses; nous n'avons trouvé que des chemins tortueux et des ponts croches. Le croiriez-vous, M. l'Orateur, bien qu'il eût laissé des dettes criardes



et une population dans la misère, le même régime est revenu au pouvoir en 1939. La population honnête et franche de la province de Québec s'est laissée prendre par des promesses que nous aurions une guerre libre et en dentelles et par des serments que jamais la conscription ne serait appliquée au pays.

Les promesses furent oubliées, les serments foulés aux pieds et, depuis 1939, nous constatons tous les jours que les méthodes pratiquées sous le vieux régime sont aussi pratiquées par ses héritiers. L'augmentation de la dette s'explique en partie par les milliers de nouveaux fonctionnaires, et par des entreprises scandaleuses comme la raffinerie de Saint-Hilaire. Le premier ministre avait affirmé dans cette Chambre qu'il voulait dépenser l'argent comme le vieux régime.

Cette fois, il a tenu parole, il a dépensé l'argent du peuple et, après avoir imposé une multitude de nouvelles taxes, il a endetté la province de \$74,000,000 depuis 1939 sans avoir une seule œuvre importante à son crédit. Avec \$120,000,000 de plus de revenus provenant des taxes depuis trois ans, le gouvernement a réussi à augmenter la dette de la province. Sous l'Union nationale, de 1936 à 1939, nous avons fait \$74,000,000 de travaux de chômage et prêté \$35,000,000 à l'agriculture, soit \$109,000,000.

Les députés ministériels ont contesté l'exactitude du montant de \$74,000,000 dépensé en trois ans, sous l'Union nationale, pour les travaux de chômage seulement.

En consultant les *Comptes publics*, ils verront que, par des travaux de chômage dans les villes et par des travaux de colonisation faits expressément pour établir des chômeurs sur des terres, nous avons dépensé: en 1937: \$22,218,783, page 8 des *Comptes publics*; en 1938: \$19,173,955, page 7 des *Comptes publics*; en 1939: \$33,169,695, page 7 des *Comptes publics*, soit un total de \$74,562,433, environ \$56,000,000 dans les villes, \$18,000,000 en travaux d'établissement pour les chômeurs.

Le présent gouvernement n'a pas dépensé un sou en travaux de chômage depuis trois ans et n'a prêté que \$9,000,000 aux cultivateurs. Malgré ces diminutions de dépenses de \$100,000,000 pour les travaux de chômage et pour l'agriculture, et avec \$120,000,000 de plus de revenus provenant des taxes depuis trois ans, nous avons quand même une augmentation de la dette depuis 1939. Nous constatons aussi autre chose. Le gouvernement considère comme un revenu ordinaire les \$900,000 prélevés sur les salaires des employés civils, alors qu'il devrait avec cet argent créer un fonds pour

payer les pensions des employés. M. l'Orateur, le vieux régime, quand il était bien allant, n'a jamais réalisé un semblable tour de force.

Le gouvernement actuel a perçu en taxes pour les années 1942, 1943 et 1944 un total de \$276,899,000, soit \$120,000,000 de plus que l'Union nationale pour les années 1937, 1938 et 1939. Malgré qu'il n'ait pas fait de travaux, qu'il n'ait presque pas prêté d'argent aux cultivateurs et qu'il ait perçu en trois ans \$120,000,000 de plus que l'Union nationale durant toute son administration, le gouvernement actuel avait, en fin d'année, \$9,475,000 de comptes en souffrance, \$16,000,000 de bons au Trésor impayés, des argents en fidéicommis, revenus différés, intérêts dus, dépôts judiciaires pour \$13,000,000, soit pour plus de \$38,000,000 de dettes qu'il cache dans ses livres.

M. l'Orateur, l'histoire est un perpétuel recommencement. En 1936, quand l'ancien régime fit le bond, il laissait \$50,000,000 de dettes criardes et promettait une enquête royale sur sa propre administration. Après avoir été cinq ans au pouvoir, en 1944, le gouvernement, en plus d'un déficit énorme, a \$38,000,000 de dettes et promet une nouvelle enquête royale.

Avec un déficit réel de plusieurs millions, nos amis se vantent encore d'avoir des surplus; en cela, ils sont tout à fait comme le vieux régime qu'ils veulent imiter. Ils l'imitent bien aussi en refusant de donner des représentants aux comtés qui n'en ont plus. C'est aussi ce qui se pratiquait avant l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Plutôt que de voir le nombre des députés de l'Union nationale s'accroître en autant qu'il y a de sièges vacants, le gouvernement a préféré ne pas faire d'élections complémentaires et il prive ainsi sept comtés de représentants dans le Parlement provincial. Cette attitude du gouvernement est condamnable, elle accuse une faiblesse qui désespère ses rares partisans. Cette conduite prouve que le gouvernement est bien malade, et le remède que lui ont conseillé ses avisateurs ne le sauvera point.

Ce n'est pas en tournant au socialisme que le gouvernement évitera la défaite. Le socialisme est une doctrine qui veut assurer le triomphe d'une classe sur les autres classes. C'est une idéologie qui tue l'initiative et la province n'en veut point.

Nous croyons plutôt à la coopération et nous l'avons pratiquée de 1936 à 1939.

(Surprise à droite)

M. l'Orateur, quelle différence entre l'attitude de nos amis de la droite lors de la session de 1940 et leur attitude présente? Ils étaient alors pleins de

confiance en l'avenir; ils sont aujourd'hui dévorés d'inquiétude. Quelle différence entre les discours que prononçait l'honorable premier ministre, en 1940, et les discours qu'il sert à ses partisans cette année? Il y a quatre ans, le premier ministre défiait ses adversaires. Il était confiant sur la force du nombre et sur la protection de ses amis d'Ottawa, croyant peut-être que cinq ans, c'était la perpétuité. Il avait des éclats de voix et des paroles qui ne convenaient pas, qu'il regrette sans doute aujourd'hui, tout comme il regrette les engagements qu'il a pris, qu'il a oubliés par la suite, mais que la population n'a pas oubliés.

M. l'Orateur, j'en appelle à votre jugement. Était-il possible à un gouvernement de se ruiner aussi complètement en quatre ans, dans l'esprit du peuple, alors que jamais auparavant un gouvernement n'avait eu autant d'occasions de remplir ses engagements, de bien servir le peuple, de faire montre de patriotisme, de force et de courage? Était-il possible à un gouvernement d'avoir plus d'occasions que n'a eues le régime actuel de faire beaucoup pour ses administrés? Malheureusement pour la province, toutes ces occasions de faire bien sont devenues des occasions de faire mal. Le gouvernement a succombé à la tentation, il a abandonné des droits pour des dollars, et ces dollars, il les a gaspillés en pratiquant un patronage scandaleux.

Il est bon, durant cette dernière session, de jeter un coup d'œil en arrière, de comparer 1939 à 1944, de regarder ce qui s'est fait et ce qui ne s'est pas fait depuis cinq ans. En faisant cet examen, nous voyons de suite les causes du désarroi qui règne partout dans la province et les causes du naufrage de la barque libérale précipitée sur les récifs par son propre capitaine.

Que ce soit dans le domaine agricole ou ouvrier, que ce soit au point de vue économique ou social, que l'on regarde la politique de colonisation ou de la voirie du gouvernement, ou simplement dans l'administration dans les différents ministères, partout l'on constate incohérence, chaos, abandon de droits et multiplication de taxes. Quant aux finances de la province, mon collègue de Saint-Jean a prouvé que les revenus de la province sont augmentés de \$120,000,000 depuis trois ans, que la dette a aussi été augmentée de \$74,000,000 depuis 1939. L'administration qui se meurt aura été fertile en défections et en déceptions de toutes sortes; elle aura non seulement taxé le peuple et endetté la province, mais aura aussi créé une infinité de nouveaux problèmes sans en avoir solutionné aucun.

Le gouvernement actuel aura laissé s'organiser des commissions de toutes sortes,

composées de gens irresponsables au peuple et qui ont, sans raisons suffisantes, saboté les libertés les plus chères au peuple. Le gouvernement provincial a sa large part de responsabilité dans les entraves et restrictions imposées à la vente des produits de la ferme. Les cultivateurs ne peuvent plus vendre leurs produits, leur miel, sucre d'érable, bois, beurre, etc. Ils ont manqué de matières essentielles à l'élevage des animaux de la ferme. Ils ont manqué d'engrais chimiques. Ils manquent de bras. Et, tandis que le chômage commence dans les villes, les cultivateurs québécois ont besoin de machines aratoires essentielles pour une valeur d'au moins \$5,000,000.

Quand on songe que le premier ministre a affirmé dans cette Chambre que les grandes usines de guerre allaient être converties en usines de machines agricoles et que l'on sait que les manufactures de machines aratoires ont été fermées dans Québec depuis deux ou trois ans, malgré les besoins croissants de nos cultivateurs, on se demande si le premier ministre ne veut pas se payer la tête des gens avec de semblables déclarations.

Après avoir carrément manqué à ses engagements, le gouvernement semble se complaire dans les contradictions les plus inattendues.

Sous l'Union nationale, le gouvernement prêtait de l'argent aux cultivateurs; sous le régime actuel, après avoir pratiquement tari la source de crédit, après avoir élevé les taux d'intérêt et d'amortissement, après avoir conseillé de s'adresser au prêt agricole fédéral, on leur a demandé de plus de prêter de l'argent au gouvernement. Sous le régime actuel, les cultivateurs ont manqué de blé, de blé d'Inde, ils ont manqué de moulées; après les avoir sollicités de bâtir des porcheries en leur promettant des profits magnifiques, le marché s'est soudainement fermé; les cultivateurs, l'automne dernier, n'ont pu vendre leurs porcs à aucun prix et, dans le même temps, le prix des moulées augmentait de 25 et 30 cents le 100 livres.

Le gouvernement aurait été mieux inspiré de voir à ce que les cultivateurs, éleveurs et aviculteurs soient protégés, avant de tenter de développer dans Québec la culture de la betterave à sucre, dont l'organisation s'est avérée un désastre. Il aurait mieux fait de protéger ce qui déjà était existant plutôt que d'engloutir \$3,000,000 dans un abîme sans fond, comme le terrain sur lequel reposent les fondations de la raffinerie de Saint-Hilaire.

Les cultivateurs qui sont revenus, l'automne dernier, des grands marchés avec les porcs qu'ils n'avaient pu vendre, qui ont été obligés de les garder tout l'hiver dans des porcheries trop froides, qui sont

forcés de payer les matières essentielles beaucoup plus cher qu'ils n'avaient prévu, les cultivateurs qui avaient cru à la stabilité des prix ne se gênent pas pour dire qu'ils n'ont pas eu de protection à laquelle ils avaient droit.

Ils ont d'autant plus raison de se plaindre que, durant le printemps et l'été 1943, ils étaient obligés d'acheter un pourcentage de farine à pain avec chaque achat de moulée. Cette farine, ils ne savaient qu'en faire. Or, deux mois plus tard, les boulangers des campagnes manquèrent de farine pour faire leur pain et le blé était devenu rare dans toutes les campagnes. Après avoir forcé les cultivateurs d'acheter de la farine, qu'ils en aient besoin ou non, les boulangers en manquèrent et les cultivateurs manquèrent de blé.

Je conseille à mes amis de la droite d'aller dans les campagnes questionner les cultivateurs afin de se rendre compte du mécontentement qui règne partout. L'inertie du gouvernement a découragé ceux qui se livraient à l'élevage des porcs, a aussi découragé les cultivateurs de tabac à cigarettes. Cette culture appuyée sur une coopérative a été tellement bien organisée, de 1936 à 1939, sous l'Union nationale qu'elle continue de prospérer malgré l'indifférence du gouvernement, puisque la valeur de la récolte de 1948 dépasse de \$1,000,000. Mais le cultivateur du tabac à pipe est en voie de disparaître dans Québec. Dans la ville de Joliette, 4 manufacturiers de tabac sur 6 ont fermé leurs portes dans le cours de l'automne dernier parce que les cultivateurs de tabac à pipe du district, à cause des bas prix de 7 ou 6 cents la livre qu'ils avaient reçus pour leur tabac, en 1942, et à cause des taxes vexatoires qui étaient imposées sur le tabac, n'en ont pas planté l'an dernier.

En 1940 et 1941, j'ai protesté contre l'imposition de droits d'accise et de taxes auprès des gouvernements fédéral et provincial en les prévenant que ces taxes allaient ruiner une culture et un commerce qui ont fait la prospérité de plusieurs comtés; les impôts et taxes ont continué à monter et, l'an dernier, ils atteignaient 28 cents la livre sur du tabac en feuilles à l'état brut que les cultivateurs vendaient 7 ou 8 cents, ce qui représentait une taxe de 400 % sur un produit agricole brut. Les journaux, depuis un mois, nous annoncent qu'il y aura disette de tabac dans le pays cette année.

Le gouvernement fédéral, qui percevait dans Québec 80 % des argents payés par les commerçants et les cultivateurs de tabac à pipe dans tout le Canada, a tué la poule aux œufs d'or avec l'encouragement tacite du gouvernement provincial,

qui a fait une protestation pour la forme seulement à Ottawa.

À cause de cette politique à courte vue, les gouvernements perdront des revenus, malgré l'augmentation des taxes, et le public consommateur ne pourra satisfaire son goût de fumer du bon tabac à pipe québécois, le meilleur tabac à pipe qui se produise sur le continent américain et qui est en voie de disparaître parce que le gouvernement n'a pas su en protéger la culture. Il y a 60 ans, le tabac du district de Joliette remporta les premiers prix, à l'exposition coloniale de Londres; 10 ans plus tard, en 1896, la province de Québec produisait 75 % du tabac au pays; après 40 ans de régime libéral, en 1936, nous n'en produisons plus que 10 %. Les quatre dernières années du régime ont été plus néfastes encore, puisqu'il y a un mois on ne pouvait acheter une livre de tabac à pipe chez quatre des principaux commerçants de la ville de Joliette, située au centre du district où se faisait cette culture. Il en aurait coûté cent fois moins cher au gouvernement pour protéger cette culture que de tenter de développer la culture de la betterave à sucre en obligeant les agronomes à en vanter les mérites, et en dépensant \$8,000,000 de l'argent du peuple dans un projet irréalisable avec le gouvernement actuel.

M. l'Orateur, n'eût été le développement de la culture du tabac à cigarettes sous l'Union nationale, il y aurait aussi disette cette année. La Coopérative des tabacs laurentiens de Joliette est la seule usine du genre où se fait la préparation du tabac à cigarettes dans tout le pays. Les rapports qui seront connus dans quelques jours indiqueront que, pour l'année 1943, la Coopérative des tabacs laurentiens, œuvre de l'Union nationale, réalisera des bénéfices nets de \$20,000 et les cultivateurs toucheront en moyenne \$0.27 la livre pour leur tabac. Dans ce cas, comme pour le crédit agricole et les travaux de chômage, le chef de l'Union nationale a vu, prévu et bâti pour l'avenir.

Les cultivateurs attendent le retour au pouvoir de l'Union nationale pour voir opérer de nouveau, comme ils le disent si bien, un crédit agricole qui prête, pour obtenir la protection dont ils ont besoin pour la vente de leurs produits, pour faire disparaître ces restrictions ruineuses, pour assurer leur prospérité par des initiatives heureuses qui leur permettront d'établir leurs fils près d'eux plutôt que de les voir dans les usines de munitions, quand ce n'est pas à Terre-Neuve ou en Italie. J'espère, M. l'Orateur, que les députés ministériels ne viendront plus nous dire que les fils de cultivateurs ne sont pas conscrits.

Dans le cours de l'automne dernier, j'ai rencontré des cultivateurs qui avaient jusqu'à deux ou trois fils dans l'armée et qui n'avaient plus l'aide nécessaire pour maintenir la production agricole sur de grandes fermes bien organisées, avec troupeau laitier, porcherie, poulailler, etc. MM. Alphonse Pelland, de Sainte-Élisabeth, et Albany Saint-Jean, de Saint-Pierre, ont chacun deux fils dans l'armée. M. Barthélemy Bellerose, de Saint-Félix-de-Valois, propriétaire de deux fermes bien organisées, est dans le même cas. M. Hervé Beaudoin, cultivateur, de Crabtree Mills, est venu me voir après que l'on eût refusé l'exemption pour son deuxième fils, bien qu'il eût parfaitement rempli et assermenté une formule régulière de demande d'exemption qui établissait qu'il avait 16 vaches laitières, qu'il faisait la mise en conserve de 300 caisses de fruits et légumes chaque année, qu'il cultivait du tabac, exploitait une érablière et faisait du bois de chauffage.

Malgré cette déclaration assermentée sur une formule régulière, remplie dans les délais prévus, la demande d'exemption fut refusée pour un fils qui avait étudié dans une école d'agriculture, et dont la présence était indispensable tous les jours de l'année sur la terre paternelle pour maintenir la production. Il a fallu trois mois de démarches pour obtenir un congé de six mois pour ce cultivateur qui avait déjà un frère conscrit. On a dit aux fils de cultivateurs qu'ils étaient exemptés de l'entraînement militaire, on leur a redit à la radio et dans les journaux qu'ils pouvaient aller travailler en forêt. Or, M. l'Orateur, on va les traquer dans les camps et, sur le moindre doute, on les arrête à la pointe du revolver.

Le 20 novembre 1943, à 4 heures du matin, 14 policiers militaires armés jusqu'aux dents firent irruption dans un camp de bûcherons appartenant à M. Édouard Lessard, dans la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, comté de Joliette. Ils arrêtaient huit jeunes gens sans vouloir entendre leurs explications. Parmi ces jeunes, il y en avait deux, Gilles Bélanger et Hervé Beausoleil, qui étaient âgés de 17 ans seulement; ils furent tous arrêtés, conduits à Montréal, comme des bandits, par des brutes qui les menaçaient constamment avec leurs armes. Ces huit jeunes gens étaient tous en règle avec les autorités militaires, mais ils ne furent relâchés que le soir. Après avoir passé une journée sans manger, on les jeta le soir sur la rue sans s'inquiéter de leur sort, sans s'informer s'ils avaient l'argent nécessaire pour revenir dans leur village.

Ces jeunes hommes n'iront plus travailler aux opérations forestières. Cent autres peut-être, dans les paroisses environnantes, mis au courant de ces faits,

ont quitté leur travail de bûcheron pour revenir chez eux et se mettre à l'abri d'un semblable raid. Je veux croire, M. l'Orateur, que les députés ministériels n'oseront pas dire, durant la présente session, que les fils de cultivateurs sont exemptés de l'entraînement militaire, ni dire qu'il n'y a pas d'entraînement obligatoire. D'ailleurs, s'ils disaient qu'il n'y a pas de conscription, ils seraient contredits par un grand journal libéral de Montréal qui offrait à l'attention de ses lecteurs, dans sa livraison du 6 décembre 1943, un article intitulé *Conscrits réfractaires pourchassés avec zèle*, et rapportait dans le même article que, durant le mois de novembre précédent, le corps de prévôté avait opéré 723 arrestations.

Quand il y a des conscrits, c'est habituellement parce qu'il y a conscription, et si les arrestations faites sont toutes comme celles qui furent opérées à Saint-Jean-de-Matha, il n'y a vraiment pas de quoi s'en vanter dans les grands journaux. Telle est la situation faite dans les campagnes, aux fils de cultivateurs, qui sont pourchassés et traqués en pleine nuit. Aux chefs de famille, les gouvernements imposent toutes sortes de restrictions qui les empêchent d'écouler leurs produits, qui les privent d'un profit raisonnable dont ils ont tant besoin après les années de crise et de misère qu'ils ont vécues jusqu'en 1936.

Les cultivateurs qui veulent profiter un peu de cet argent qui circule sont forcés de laisser aller leurs jeunes filles travailler dans les usines de munitions; l'exode des populations rurales vers les villes augmente de mois en mois, même les centres de colonisation peuplés à coups de dollars sont désertés par des gens qui y étaient établis depuis des années.

Un curé d'une paroisse de colonisation prospère du comté de Témiscamingue me disait récemment que la population diminue parce que ses colons sont attirés vers les usines de guerre. Dans les campagnes, les commissions scolaires ont vu leurs dépenses augmentées par l'engagement forcé d'un contrôleur des absences; malgré les dépenses accrues, la loi est inopérante; les commissions scolaires n'ont pu se procurer pendant des mois les journaux d'appel qui sont indispensables pour l'application de la loi de l'école obligatoire.

Deux secrétaires de commissions scolaires du comté de Joliette m'ont affirmé que ce n'est qu'après cinq mois de démarches qu'ils ont pu obtenir ces journaux d'appel. D'ailleurs, la loi n'opère pas mieux dans les villes; avec une population juvénile augmentée, la fréquentation scolaire a diminué. Et c'est là la grande œuvre du gouvernement que cette

fameuse loi de l'école obligatoire; elle n'a fait qu'augmenter les dépenses des commissions scolaires sans cependant augmenter la fréquentation. La conscription scolaire a suivi la conscription militaire.

M. l'Orateur, je voudrais vous parler plus longuement des causes du désarroi qui règne dans les campagnes. Je n'ai touché que quelques questions qui ont attiré mon attention, mais qui représentent bien l'état général et expliquent le mécontentement que l'on rencontre partout. La terre est privée de bras. Dans Québec, 150,000 personnes ont quitté les campagnes depuis 1939, des taxes vexatoires et ruineuses sont imposées, des commissions de toutes sortes mettent les cultivateurs aux prises avec une bureaucratie déplaisante et ignorante; les fils de cultivateurs sont arrêtés en pleine nuit sans raison; les jeunes filles laissent la ferme pour l'usine de guerre; la liberté du commerce des produits de la ferme est entravée ou détruite; les dépenses des corporations municipales et des commissions scolaires sont augmentées; à cause des lois du gouvernement concernant le rachat des rentes seigneuriales et de la fréquentation scolaire obligatoire, et le gouvernement, pour encourager les cultivateurs, leur parle de l'étatisation de la Montreal Light, Heat & Power comme le remède à tous leurs maux, comme la panacée suprême, comme le moyen de solutionner tous nos problèmes d'ordre économique ou social.

On entendra sûrement, au cours de la session, l'honorable premier ministre nous dire qu'il veut nationaliser la Montreal Light, Heat & Power pour gagner la guerre! Toute la province se souvient des déclarations du premier ministre, il y a trois ans, sur la canalisation du Saint-Laurent et l'expropriation de la Beauharnois; il affirmait alors, sans rire, que de la passation de ces lois dépendait la victoire de nos armées. Ces lois ont été votées; elles sont oubliées.

M. l'Orateur, le remède aux maux dont souffre la population est plus simple que ça. Le peuple réclame plus de justice et de liberté, moins de restrictions et de conscriptions, moins de taxes, plus de vérité. Les gouvernements sont élus pour donner justice au peuple, pour satisfaire à ses besoins, et non pour plaire et servir ceux qui l'oppriment.

Dans les villes, la situation est pire encore, des grèves éclatent à tous les jours. Le gouvernement qui est responsable de cette épidémie de conflits ouvriers qui sévit partout tente vainement d'apporter des remèdes à une situation qu'il a lui-même créée. Il tente de corriger un état de choses et un état d'esprit qui sont nés de son imprévoyance.

Pris de panique devant le mécontentement qui règne chez les patrons et ouvriers, le gouvernement se déclare prêt à tout faire pour corriger ses erreurs passées. Il est trop tard: la confiance que doit avoir le peuple envers le gouvernement est disparue. Cette confiance est disparue parce que le gouvernement a montré son manque de fermeté, son manque de compréhension de la question ouvrière et qu'il a cru que sa vieille politique de laisser-faire suffirait et que les temps solutionneraient tous ces problèmes.

Or, M. l'Orateur, avec le temps, la situation s'est aggravée, le gouvernement n'a pas compris ses devoirs ni envers les employeurs, ni envers les employés, et à cause de son incapacité de comprendre la question ouvrière, il s'est rendu responsable d'une situation qui s'aggrave tous les jours et qui ressemble à une révolution en marche.

Cette situation, que nous n'avions jamais vue dans Québec durant les jours les plus sombres de la dernière crise du chômage, nous sera léguée par un gouvernement qui aura bénéficié de la prospérité factice de la guerre. Nous avons eu pendant trois ans plus d'ouvrage que jamais auparavant, à cause des centaines de millions de dollars de munitions de guerre et de produits de toutes sortes que nous avons fabriqués et donnés à nos alliés, Anglais, Russes et Chinois, et, malgré cette activité industrielle et commerciale née de la guerre, nous avons eu plus de grèves en trois ans que durant les 25 années précédentes.

Après avoir donné des centaines de millions de dollars de marchandises de toutes sortes à des gens plus riches que nous, nous faisons face aujourd'hui au chômage qui s'accroît tous les jours, des familles vivent entassées dans des hangars dans les grandes villes, la misère guette des milliers de familles. Rien n'est fait pour l'après-guerre, et lorsque nos soldats reviendront au pays ou retourneront dans la vie oisive, ce sera pour constater que les bateaux qui les transportaient en Europe avaient ramené ici des émigrés qui ont pris les meilleurs emplois.

Le gouvernement ne fait rien pour empêcher ce qui se trame dans l'ombre. Il ne semble avoir qu'un but: détruire tout ce qui porte l'empreinte de l'Union nationale.

Dans sa hâte de tout saboter tout ce qui s'est fait de 1936 à 1939, le gouvernement actuel a abrogé ou rendu inefficaces des lois qui assuraient le maintien de l'ordre, qui donnaient justice à tous. Nous constatons aujourd'hui les conséquences de cette frénésie à tout détruire ce qui portait le sceau de l'Union nationale; aussi, c'est le chaos et la confusion qui ont remplacé l'ordre.

L'erreur du gouvernement a été principalement de ne pas continuer l'œuvre de l'Union nationale, de saboter les lois ouvrières et le crédit agricole, de sacrifier dans tous les domaines l'autonomie provinciale et de suivre en tous points les dictées du gouvernement fédéral.

Le gouvernement provincial a accepté d'être mis une fois de plus en tutelle quand il s'agit d'accidents du travail, dans les usines de munitions, puisqu'il a laissé au gouvernement fédéral un contrôle absolu sur tous les employés des industries de guerre de la province de Québec. Lorsque des employés de ces usines sont victimes d'accidents, ils doivent se faire traiter par des médecins du gouvernement fédéral. Le privilège donné sous l'Union nationale à l'ouvrier victime d'un accident de travail, de pouvoir choisir son médecin, est par le fait même inexistant pour plusieurs dizaines de milliers de travailleurs appartenant à cette catégorie.

Sans s'occuper des lois provinciales, le gouvernement fédéral s'est arrogé le pouvoir, et il en use, de faire travailler les jeunes filles, les femmes et les garçons mineurs, le dimanche et la nuit, dans les industries de guerre (arrêté ministériel 1257 - 13 mars 1940). Pourtant, M. l'Orateur, le pacte confédératif donne aux provinces le pouvoir de légiférer sur les questions de travail et des salaires, et le gouvernement provincial, en laissant faire, a sacrifié les ouvriers québécois et permis que l'on agrandisse encore la brèche faite à l'autonomie provinciale.

M. l'Orateur, je pourrais vous parler longuement des arrêtés ministériels du gouvernement fédéral et des ordonnances du gouvernement qui ont augmenté les heures de travail, sans allocation pour le temps supplémentaire, qui ont gelé les salaires, qui permettent de déduire des salaires toutes les taxes et contributions imposées par le gouvernement fédéral. Nous aurons l'occasion au cours de la session de renseigner le gouvernement sur ces questions, sans espérer certes qu'il y remédie, mais pour lui rappeler ses devoirs et pour faire connaître les justes causes des griefs des travailleurs.

Je voudrais vous parler aussi du travail des jeunes filles et des femmes dans les usines de guerre. Au début du mois de septembre 1943, les journaux annonçaient avec quelque surprise que, malgré la loi de l'école obligatoire, la fréquentation scolaire était moindre avec une population accrue. Ceux qui s'intéressent aux questions sociales et éducationnelles ont voulu connaître les causes de cette diminution; ils sont venus à la conclusion que le travail des jeunes et des femmes était une cause principale de cette diminution.

Quant à la fameuse loi de l'école obligatoire, la grande œuvre du Parti libéral, comme disent nos amis d'en face, c'est tout à fait comme si elle n'existait pas. Dès l'an dernier, un savant père jésuite disait que, sur 50,000 jeunes filles et femmes employées dans les usines de guerre, au moins 10,000 étaient d'âge scolaire; ce chiffre de 50,000 est passé à 65,000, à la fin de l'année 1943, et il est sûrement plus élevé encore en mars 1944. Je n'hésite pas à dire qu'il y a 10,000 ou 12,000 jeunes filles de la province qui travaillent dans les usines de munitions et qui sont d'âge scolaire.

J'ai vu des enfants s'entasser dans des autobus pour aller travailler. J'en connais aussi qui, après six mois de travail, sont revenus ruinés pour toute la vie. Je ne connais pas le spectacle plus triste que celui de voir des êtres faibles aux prises avec cette puissance extrême qu'est la grande industrie, et je dis, M. l'Orateur, qu'un gouvernement qui comprend ses devoirs moraux et sociaux doit assurer l'avenir de la jeunesse en la protégeant et doit aussi protéger la mère de famille. Le gouvernement a complaisamment fermé les yeux sur cet état de choses désolant, sur les conséquences très graves qui en découlent.

Alors que, sous l'Union nationale, la protection du capital humain, l'aide à la jeunesse était le mot d'ordre, sous le présent gouvernement, c'est le dollar qui a la primauté sur tout et on lui sacrifie l'avenir de la race. Et le chef du gouvernement, ni aucun de ses ministres, n'a élevé la voix une seule fois dans cette Chambre ou ailleurs pour protester contre les abus qui se commettent ni même pour déplorer le travail de nuit des jeunes filles. Pourtant, des gens plus intéressés que nous à la guerre, parce qu'ils ont plus souffert, n'ont pas hésité à parler carrément sur ce sujet.

Sir Herbert William, du Comité des usines de guerre anglaises, a déclaré publiquement que la conscription des femmes aux munitions s'avère une terrible faute, absolument inutile, et une erreur psychologique de première grandeur. Les évêques de la province de Québec ont exprimé l'inquiétude que leur causent les mesures destinées à attirer les femmes hors du foyer pour les appliquer au travail de l'usine. Tous les sociologues ont signalé les dangers du travail de nuit pour les femmes et les jeunes filles dans les usines.

Le gouvernement aurait été en bonne compagnie s'il avait voulu protester contre l'enrôlement des femmes et certains travaux trop durs qu'elles font dans les usines de guerre. Il ne l'a pas fait. Nos ministres ont eu peur d'être déclarés

tièdes ou mauvais patriotes, ou bien ils ne se sont pas donné la peine de constater quels sont les dangers, non seulement pour les femmes et les jeunes filles, mais aussi pour les tout-petits. Le scandale des garderies en est la preuve.

Je ne prétends pas, M. l'Orateur, que toutes les femmes travaillant dans les industries de guerre doivent être renvoyées chez elles, mais je dis qu'elles doivent être mieux protégées. Je prétends qu'elles ne doivent travailler que 40 heures par semaine, le jour seulement, et après avoir subi un examen médical sérieux.

Nous concevons certes qu'il est inutile d'espérer des redressements de la part du gouvernement actuel. Son déficit financier, tout considérable qu'il soit, n'est rien si on le compare aux déficits accumulés dans tous les domaines depuis quatre ans. Le bilan de son administration se traduit par une faillite complète de ses promesses et engagements, par l'abandon de pouvoirs de taxation et de législation, pour une multiplication de taxes, par l'oubli de son devoir envers la famille, par son refus de donner des représentants aux comtés qui n'en ont point, par le favoritisme sans frein qu'il pratique et encourage.

Nous savons que la charge sera lourde pour l'Union nationale lorsque le régime aura mordu la poussière aux prochaines élections. Nous ne craignons pas l'avenir, parce que nous aurons pour nous diriger et pour administrer la province un chef véritable qui saura reconquérir ce qui a été perdu, reprendre ce qui aura été cédé. Le deuxième gouvernement Duplessis secouera la tutelle et la province de Québec, libérée de ses chaînes, avancera de nouveau dans la voie de ses véritables destinées.

**M. Caron (Hull):** (Applaudissements à droite) C'est sous le régime libéral actuel que la province a enfin repris sa place au soleil. Je félicite le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) de l'exposé clair, précis et net qu'il a fait de la situation économique de la province, ainsi que pour l'excellence des finances de la province de Québec. La situation est facile à comprendre: sous l'Union nationale, c'était la danse des millions; aujourd'hui, l'ordre est rétabli dans les finances.

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), un comptable, a présenté une multiplicité de tableaux; il a joué avec les millions du budget, les a placés et déplacés, de telle sorte que c'est impossible de n'y rien comprendre. Le meilleur tableau pour expliquer un budget, il n'y en a qu'un à considérer et c'est bien celui du trésorier de la

province: les revenus d'un côté et les dépenses de l'autre. Ce tableau nous montre que, sous l'Union nationale, on dépensait sans compter. Ils avaient augmenté la dette de la province à un point tel qu'il n'était plus possible d'emprunter aux financiers locaux, ils ont dépensé à droite et à gauche sans tenir compte des revenus de la province et, enfin, ils se sont présentés au peuple sous de faux prétextes, dans l'espoir que les électeurs oublient les problèmes de la province au moment de voter et qu'ils se souviennent de ceux du fédéral.

Le résultat a été désastreux pour le chef de l'opposition. Aujourd'hui, le gouvernement est prévoyant et les obligations de la province s'enlèvent dès qu'elles sont offertes, parce que le crédit est rétabli. Le député de Saint-Jean critique avec son talent de comptable et sa gentillesse d'homme du monde, mais on peut toujours faire dire ce qu'on veut aux chiffres, avec un peu d'habileté. Il a joué habilement des millions, mais personne ne l'a compris. On devrait bien, quand on parle de finance dans la province, procéder comme on le fait dans la vie des individus.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Pardon, M. l'Orateur...

**M. Caron (Hull):** Oh! Mon honorable ami, qui s'y connaît en chiffres, peut m'embrouiller facilement. Moi, je m'en tiens aux règles simples. Mais, en 1939, la population a compris nos chiffres et non ceux du chef de l'opposition, puisqu'elle a renvoyé chez eux de mauvais administrateurs. Pour les gens ordinaires, la situation est telle que le trésorier l'a présentée. C'est ce qui explique que nous sommes ici et que vous êtes là.

(Applaudissements à droite)

Le député de Joliette (M. Barrette) admet que l'Union nationale a dépensé beaucoup d'argent, mais il voudrait recommencer. Il me fait penser à la parabole du pharisien et du publicain. Le pharisien disait: "Merci, mon Dieu, que je ne sois pas comme les autres hommes." Le publicain, lui, avouait ses fautes en promettant de ne plus recommencer. Je ne suis pas contre les dépenses pour soulager la misère, mais contre le gaspillage qui, sous l'Union nationale, a saboté le crédit de la province.

Le député de Joliette a exagéré les faits. Qu'est-ce que le gouvernement, de 1936 à 1939, a fait avec tous ces millions qu'on a dépensés à droite et à gauche? Les logements salubres dont le chef de l'opposition parle tant aujourd'hui, où les a-t-il construits? Les réalisations accomplies sous le

gouvernement de l'Union nationale nous ont permis de constater qu'il a manqué à son premier devoir envers la population de la province et qu'il était plus pressé d'aider ses amis que de voir au bien-être des Québécois.

Le parti de l'opposition essaie peut-être de tromper les électeurs en leur faisant croire que le présent gouvernement a manqué à son devoir envers la population, mais l'œuvre accomplie par le gouvernement libéral parle d'elle-même.

Il produit une circulaire publiée en 1936 par une maison de courtage de Montréal et dans laquelle on lisait que la réputation des obligations de la province de Québec n'était plus à faire. En 1933, ajoute-t-il, en pleine crise du chômage, M. R. B. Bennett, chef conservateur du Canada, déclarait que la seule province solvable du Canada était la province de Québec. Ces faits contredisent ce que nous avons entendu sur le budget.

En 1936, les maisons de finance avaient donc confiance dans la situation financière de la province. Il en était de même pour M. Bennett et toute la population. Mais le tableau a changé à partir de 1936, les déficits augmentèrent d'année en année, de même que les taxes, si bien qu'en trois ans de régime l'Union nationale a porté la dette à \$400,000,000, l'augmentant de \$50 par tête, de 1936 à 1939, lorsque ce gouvernement dispendieux a perdu le pouvoir.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** La dette n'était pas de \$400,000,000, en 1939. Il faut tenir compte de l'actif, du fonds d'amortissement.

**M. Caron (Hull):** Si l'on tient compte des bons du Trésor émis et de toute la dette, oui. Je n'ai toutefois pas la même façon que le député de Saint-Jean de calculer. Mon honorable ami peut encore, avec son habileté de comptable, tenter d'embrouiller la situation financière, mais les faits sont là; je mets d'un côté les revenus et, de l'autre, les dépenses. Quand les revenus l'emportent, il y a un surplus; si les dépenses sont supérieures, c'est un déficit. Il n'y a pas à sortir de là. Personne ne peut nier ça. Le député de Saint-Jean ne réussira jamais à transformer des déficits en surplus.

C'est pour cela qu'en 1940 le gouvernement actuel a imposé des taxes, contre lesquelles je me suis objecté, pour payer les déficits laissés par une administration imprévoyante et ruineuse. Ainsi, si le gouvernement a été obligé de taxer, c'est à cause de l'incurie de l'Union nationale. La province se souvient que les trois années de l'Union nationale furent les plus désastreuses et les plus sombres

depuis la Confédération. Le gouvernement de l'Union nationale en est responsable parce qu'il dépensait trop, laissant à ses successeurs la tâche de payer parce qu'il savait que son régime ne durerait pas.

(Applaudissements à droite)

Sous l'Union nationale, les taxes provinciales furent aussi augmentées, notamment celle sur la gazoline. Je ne critique pas cette taxe. Il faut que le gouvernement trouve l'argent là où il se trouve.

Le député de Joliette a critiqué la nationalisation de l'électricité dans la province. Veut-il laisser une compagnie devenir assez puissante pour créer, à son gré, la misère et la prospérité? Ce sont les abus de ces puissantes compagnies qui propagent le communisme. Nous voulons que les compagnies puissantes soient au service de la population. Quand elles cessent de travailler pour la population, elles deviennent antisociales et c'est le devoir du gouvernement d'intervenir pour les mettre à la raison ou les étatiser.

Quant au socialisme, au communisme, ce sont ces grandes puissances financières qui les provoquent lorsqu'elles exploitent le peuple. On naît canadien, mais on devient socialiste ou communiste. Les gens ne peuvent devenir socialistes que s'ils n'ont pas reçu suffisamment de la société, car, par nature, un être humain veut vivre en bonne intelligence avec tout le monde. Mais les abus des compagnies trop puissantes conduisent au communisme.

(Applaudissements à droite)

**M. Bourque (Sherbrooke):** (Souriant moqueusement) Applaudissez, applaudissez.

**M. Caron (Hull):** Je ne cherche pas les applaudissements. Nous ne parlons pas pour la gloire, de ce côté-ci. Nous ne demandons pas à nos amis de nous faire des compliments, comme les députés de l'opposition.

**Des députés ministériels rient.**

**M. Caron (Hull):** Si des compagnies ont créé la misère, elles n'ont pas droit d'exister et c'est le devoir du gouvernement de se substituer à leur place. On ne pouvait pas laisser la Montreal Power continuer son œuvre néfaste et dangereuse. Le gouvernement libéral s'est engagé dans la bonne voie et je suis heureux de l'appuyer.

Le député de Joliette est contre la fabrique de sucre de betterave. Pourquoi? Parce qu'elle va assurer un plus gros revenu à des dizaines de



paroisses de cultivateurs. Ainsi, dans la région favorable à la betterave, les cultivateurs ne pensent pas de la même manière que le député de Joliette. Ils ont demandé eux-mêmes à cultiver 10,000 acres de betteraves et cela va leur rapporter entre \$800,000 et \$1,000,000 de revenus.

Il ne faut pas confondre dette et crédit. Le crédit peut monter ou baisser, selon la confiance de la population dans ceux qui émettent des obligations. L'Union nationale a emprunté \$30,000,000 à New York sous de fausses représentations, en mars 1939, en prétendant qu'Ottawa s'appropriait à absorber toutes les dépenses du chômage. Le public avait si peu confiance dans le gouvernement, cette année-là, quand on a fait l'émission des \$30,000,000, on avait encore sur les bras \$5,903,000 six mois plus tard. Sous le régime actuel, les gens se battent pour acheter des obligations de la province. C'est que la population a repris confiance dans son administration.

Le député de Labelle (M. Paquette) nous a vanté le régime de l'Union nationale, comme le député de Joliette aujourd'hui. Beau régime! En fait, je n'ai jamais vu de manœuvres aussi scandaleuses que celles des organisateurs politiques du temps de l'Union nationale. Qu'on demande à ceux qui avaient des licences de la Commission des liqueurs ce qu'ils ont dû déboursier pour les conserver. Les fonctionnaires n'avaient pas le droit de lire les journaux de leur choix; on leur vendait, par intimidation, des abonnements aux journaux d'opposition. *Le Temps* était distribué dans Hull et on était forcé de souscrire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quelle date?

**M. Caron (Hull):** De 1936 à 1939.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À cette époque, *Le Temps* n'existait pas.

**M. Caron (Hull):** Je puis me tromper de nom, mais je ne me trompe pas de système. C'est ce qui se pratiquait sous l'Union nationale. On vendait des annonces pour n'importe quoi. On allait voir les amis sans les consulter préalablement et on leur disait: "Ça coûte \$25." C'était le régime des banquets. Dieu! Que les banquets ont coûté cher! On vendait 10 billets à un favori en disant: "Voici 10 billets. Allez-y, allez-y pas, c'est égal, mais payez!"

**Des députés ministériels rient.**

**M. Caron (Hull):** Beau régime! On vendait également des extincteurs chimiques. Et comment? On se présentait dans un hôtel favorisé par le gouvernement et on disait: "Il vous faut tant d'extincteurs chimiques, nous allons vous les expédier." Le lendemain, le vendeur passait et il fallait en acheter. On en posait partout. On s'est plaint au chef du gouvernement du temps et on n'a pas eu de réponse.

S'il y a eu un scandale des "slot machines", c'est bien sous le régime de l'Union nationale. Il y en avait partout. Le propriétaire était un assistant percepteur du revenu du gouvernement sous l'Union nationale. C'était le régime des purs. Comment la police était-elle faite? J'ai ici une protestation envoyée au premier ministre et procureur général, en janvier 1939, par le Club ouvrier de Hull, dénonçant les méthodes employées par des agents provocateurs de la police provinciale pour organiser des vols dans la cité de Hull. *Le Droit*, dans sa livraison du 14 janvier 1939, a fait écho à la déclaration du Club ouvrier de Hull. La protestation a aussi été envoyée au chef de l'opposition du temps, M. Bouchard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a que lui qui l'a reçue.

**M. Caron (Hull):** Je ne crois pas. Le premier ministre du temps a reçu d'autres protestations. Le Club ouvrier a réclamé une enquête et le procureur général du temps a fait la sourde oreille, bien que la requête fût appuyée de huit affidavits qui racontent toute l'affaire des vols organisés. Jamais le procureur général du temps de l'Union nationale n'est intervenu. Et ces choses-là se sont passées sous le régime des purs. C'est parce que l'Union nationale n'agissait pas que les journaux ont voulu la ramener à la réalité. Faut-il s'étonner que la justice ait été si mal administrée? Je vais raconter une fois pour montrer que l'on a tout vu, sous l'Union nationale, et comment les licences étaient données.

Un récidiviste, qui a subi je ne sais combien de condamnations, a été recommandé pour obtenir une licence pour dire la bonne aventure dans notre région. Le député de Labelle (M. Paquette) a-t-il raison de vanter un régime qui a commis de pareilles stupidités? Le député de Labelle peut faire croire bien des choses - il a la manière doucereuse; il est dangereux - mais il ne fera croire à personne que l'Union nationale est un régime désirable. Il critique le fédéral, comme ses collègues. Si le gouvernement fédéral était conservateur, l'opposition ne le critiquerait jamais. L'opposition ne critique jamais la

politique de M. John Bracken, chef conservateur fédéral, mais bien seulement les libéraux.

Pour ce qui est de la guerre, c'est là une question qui relève d'Ottawa et non de Québec. Mais je me demande si le député de Labelle est sérieux quand il dit que le gouvernement central ruine la province. Selon un récent discours de M. Lionel Chevrier, assistant parlementaire du ministre des Munitions, l'honorable C. D. Howe, la province de Québec est l'une des mieux partagées du dominion dans le domaine de l'effort de guerre, parce qu'elle renferme plusieurs des plus importantes fabriques de munitions et d'armement et avionnerie du pays. Deux des plus grandes fabriques de canons du pays sont situées dans la province de Québec.

Sur huit avionneries, trois des plus importantes sont en notre province. La région de Québec, à elle seule, possède quatre chantiers maritimes, en plus de ceux de Montréal et de Sorel. La moitié des manufactures d'explosifs sont situées dans la province de Québec. L'une des plus grosses fabriques de bombes du Commonwealth se trouve dans la vallée du Saint-Maurice. L'arsenal de Québec fournit de l'emploi à 10,000 ouvriers et est un modèle du genre sur tout le continent. Nous avons chez nous plus de 30 % des emplois, contrairement à ce que prétend le député de Lotbinière.

L'opposition a non seulement tort de vouloir recommencer ses erreurs, mais elle a tort de croire que le peuple n'a pas confiance dans le Parti libéral. La population réalise, en très grande majorité, que la province de Québec ne peut s'isoler du reste du pays et elle comprend tous les avantages qui en résultent pour elle. Nous sommes chez nous partout au Canada. Je n'approuve pas cette méthode qui veut qu'on fasse de la province de Québec une réserve. Je prétends que nous devons travailler pour devenir non seulement égaux, mais supérieurs aux autres races. Puisque nous sommes une minorité, il nous faut être supérieurs pour devenir des égaux. C'est pourquoi le gouvernement libéral a si largement développé l'instruction publique. Le Parti libéral ne veut pas de politique des voûtes éthérées, mais une politique réaliste et patriotique, qui nous conduira vers le succès non seulement dans la province de Québec, mais dans tout le Canada.

(Applaudissements à droite)

Ceux qui planent dans les voûtes éthérées oublient trop les réalités quotidiennes. Nous devons penser à vivre et à faire une place à nos enfants.

Je félicite le gouvernement pour son œuvre en matière d'éducation, spécialement en ce qui concerne l'enseignement de l'anglais. Il a donné à la jeunesse un système d'enseignement plus progressif.

Il exprime le vœu que le gouvernement continue dans la voie du progrès comme il l'a fait depuis 1939, principalement dans le domaine de l'enseignement, afin de permettre à nos jeunes gens d'être à la hauteur des tâches qui les attendent.

**M. Labbé (Mégantic)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 13 avril 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Voies et moyens:**

### Débat sur le budget 1944-1945 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Labbé (Mégantic):** Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), que l'on présentait comme un grand magicien financier, en 1940, n'a pas tardé à prouver qu'il était un sorcier de malheur dont les taxes ont augmenté les difficultés nombreuses du peuple. Ses taxes sont devenues une nuisance et ont alourdi le fardeau des contribuables. Il s'est attaqué à ceux qui avaient bénéficié de la sage politique de l'Union nationale. Il a envoyé ses émissaires dire aux vieillards: "Vos pensions de \$20, mais c'est du gaspillage de Duplessis, nous allons les réduire à \$15."

D'autres émissaires déclarèrent aux veuves et aux orphelins: "Vos allocations de \$35 pour vous-même et de \$5 par enfant, c'est encore du gaspillage de Duplessis, nous allons les réduire à peu près de moitié."

On tint le même langage aux aveugles et on dit aux agriculteurs: "Vous autres, cultivateurs qui bénéficiez du gaspillage de Duplessis avec le crédit agricole, vous allez payer plus d'intérêt." C'est alors que le peuple comprit ce qu'était un sorcier de malheur. Et ces actes ont été posés tandis qu'on augmentait de \$500 à \$1,000 par année les salaires d'amis et favoris du régime. Il est donc facile de saisir que la population condamnera le gouvernement qui a agi de pareille façon à l'égard des classes dans le besoin.

Il rappelle les précédents<sup>1</sup> et les engagements libéraux de la campagne électorale de 1939. Il exhibe alors à la Chambre le programme électoral de quatre pages, grand format, du premier ministre et affirme qu'il contient les innombrables promesses du parti actuellement au pouvoir et ses partisans, promesses dont 99 % ont été oubliées par le gouvernement.

Le premier ministre, déclare-t-il, s'est intéressé à la jeunesse dans le sens qu'il ne s'est pas opposé à ce qu'elle soit dirigée vers les camps de concentration et de mobilisation, tandis qu'elle s'attendait à un tout autre traitement de la part du gouvernement. Quant aux cultivateurs et aux fils de cultivateurs, ils savent à quoi s'en tenir au sujet des engagements du premier ministre. Le premier ministre disait qu'il fallait mettre de la gaieté dans la vie rurale en y installant des centres d'amusement. Au lieu de cela, le premier ministre ne s'est pas opposé aux camps militaires ni aux camps de concentration pour les fils de cultivateurs.

Bien que le premier ministre lui-même ait promis, dans un grand discours, de ne pas emprunter et de ne pas taxer à tour de bras, il a inauguré son règne en empruntant et en taxant à tour de bras. Pour l'Union nationale, c'était extravagant de faire quelques emprunts quand nous étions dans une période de crise, que le chômage sévissait et qu'il fallait donner un peu d'espoir aux cultivateurs et aux classes laborieuses si longtemps négligées par l'administration précédente, mais, pour les libéraux, c'est tout à fait normal d'emprunter \$188,250,000, tout en taxant et surtaxant et en faisant cesser tous les travaux. Et on reprochait à l'Union nationale d'avoir emprunté \$200,000,000. Or, l'Union nationale n'avait presque pas emprunté davantage; elle a cependant de magnifiques œuvres à son crédit, tandis que le régime actuel n'a rien.

On parle des millions que l'Union nationale a dépensés à faire des travaux qui ont profité à nos ouvriers et on oublie que le gouvernement d'Ottawa a fait des cadeaux de \$1,000,000,000 à l'Angleterre et établi des contrôles de guerre, depuis septembre 1939. C'est un scandale quand le gouvernement de l'Union nationale dépense pour faire vivre les ouvriers; c'est une excellente affaire quand le gouvernement dépense des milliards en cadeaux qui profitent aux étrangers.

Répondant à une déclaration du député de Hull (M. Caron), au sujet du crédit de la province, il dit que, dès 1940, la province avait déjà perdu confiance dans le présent régime et qu'elle en donnait la preuve dans Mégantic. À l'élection partielle de Mégantic, en 1940, 45 ministres et députés libéraux firent mordre la poussière à leur parti au pouvoir depuis un an seulement.

Ils ont promis mer et monde aux électeurs; ils ont promis à peu près tout ce à quoi on a pu penser. Un ministre promet même deux routes nationales dans la même paroisse, l'une devant passer dans le bas et l'autre dans le haut de la localité Sacré-Cœur-de-Marie.

Les promesses directes et indirectes se firent par centaines. Le gouvernement n'a cependant rien fait pour la voirie dans Mégantic, depuis 1939. Il a pratiquement supprimé les travaux de voirie dans les municipalités. Il avait promis de terminer la route nationale dans mon comté et n'en a refait que 1,400 pieds. Il devrait se hâter de remplir ses promesses avant les élections. À cause de l'attitude de ce régime, il n'est guère surprenant qu'il n'y ait plus maintenant de libéraux, mais seulement des rouges.

Le parti au pouvoir a qualifié d'extravagante, de scandaleuse la dépense d'une centaine de millions faite par l'Union nationale pour venir en aide à la population en détresse, à cause de l'incurie des régimes libéraux précédents. Le crédit agricole, les pensions sociales, les travaux publics du gouvernement Duplessis sont là pour justifier cette dépense nécessaire qui ne peut se comparer aux dépenses, générosités et cadeaux du gouvernement libéral d'Ottawa. Je n'ai eu qu'à rappeler les œuvres de l'Union nationale dans le comté, une dépense de \$3,000,000 en trois ans, pour remporter la victoire.

Le gouvernement provincial actuel parle des trusts, mais il oublie le grand trust de l'État, qui mesure notre ration de thé, le sucre que nous désirons, la viande que nous mangeons alors que des centaines de mille livres de viande se perdent dans les entrepôts, qui fixe les salaires et entrave la liberté de chaque citoyen.

Si on a crié d'être "rouge à Québec et rouge à Ottawa", on y voit la triste alliance qui nous a conduits à la déplorable situation présente. On ne doit pas être surpris d'entendre l'Union nationale parler d'Ottawa, quand on sait les moyens que le Parti libéral a employés, depuis 1914, pour gagner les élections. On venait même chercher des hommes qui étaient victimes d'accidents dans les mines de Thetford pour les exhiber sur les tréteaux comme des blessés de guerre. Et la campagne électorale de 1939 fut aussi honteuse avec sa surenchère de promesses libérales et son chantage. Mais, en 1940, les électeurs firent des comparaisons. La défaite du gouvernement provincial fut humiliante dans Mégantic et elle sera complète dans tout Québec dès que le premier ministre se décidera à faire des élections générales.

**M. Goulet (Témiscamingue):** M. l'Orateur, je veux vous féliciter de la façon digne et impartiale avec laquelle vous dirigez nos délibérations et de la décence que vous faites régner au sein de l'Assemblée législative. Je félicite également le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) de son exposé très clair de notre situation financière.

Nous ne sommes plus au temps de René Labelle, ami du chef de l'opposition, qui causait du tumulte et où les députés de l'Union nationale se déchaussaient pour applaudir, car, sous l'Union nationale, les scènes disgracieuses qui se passaient en Chambre scandalisaient toute la province. C'était le temps du beau régime de l'Union nationale, des lois passées à la vapeur, des ministres qui se sauvaient pour ne pas présenter leurs lois parce que seul le premier ministre avait le droit de parler.

On n'avait pas d'argent pour les colons, dans ce temps-là. On réduisait même les primes accordées aux cultivateurs et aux sociétés agricoles. Cependant, on trouvait de l'argent pour créer des positions au profit des députés; on en trouvait aussi pour les envoyer promener en Europe; on en avait pour favoriser et gaver les amis de l'Union nationale, dirigée par un chef qui sema la zizanie dans son parti d'abord, dans tout le pays ensuite, et plongea la province en pleine décadence.

La première union qu'il contracta, c'est avec Paul Gouin, mais, au retour du voyage de noces, les conjoints étaient séparés. Puis il s'unit et se désunit avec le Dr Hamel, avec M. Grégoire, avec le Dr Marcoux, avec le député de Lotbinière, qui était dans le temps député de Kamouraska et se trouva expulsé de la Chambre par le fait que son comté n'existait plus. Le chef de l'opposition a également eu des querelles avec ses partisans, notamment avec

M. Guertin, député de Hull, M. Gault et M. Houde, sans parler des autres. Tous ceux qui ont collaboré un jour avec le chef de l'opposition l'ont quitté par la suite. J'en conclus que le chef de l'opposition ne devrait pas parler aussi souvent d'union.

Les comptes publics, sous l'Union nationale, étaient fictifs et ne comportaient que des déficits. On prétendait avoir des surplus, mais la dette augmentait sans cesse et le trésorier n'avait pas d'argent pour faire face aux dépenses. C'est ce qui força le gouvernement de l'Union nationale à faire des élections. On sait le résultat. Le gouvernement libéral fut élu et se mit résolument à la tâche de rétablir l'ordre dans les finances.

J'ai écouté les députés de l'opposition vanter la politique de l'Union nationale. On a créé un crédit agricole, mais les favoris du régime y avaient tous accès, qu'ils fussent agents d'assurances, rentiers ou maîtres de poste. Ils empruntaient l'argent du crédit agricole à 2½ % pour le prêter, à leur tour, à 5 %. Du même coup, on voulait supprimer les cercles agricoles.

Comme le comté de Témiscamingue est le plus riche de toute la province avec son agriculture, ses mines et ses forêts et comme ses mines rapportent \$1,000,000 par année au Trésor provincial, j'espère que le ministère de la Voirie se chargera de l'entretien des chemins de mines pendant l'hiver, dès la fin de la guerre.

Un mot de la politique de nationalisation de l'électricité du gouvernement. Nombreux sont mes électeurs qui m'ont écrit pour me demander de féliciter l'honorable premier ministre et ses collègues de n'avoir pas fait la courbette devant les puissances d'argent. M. l'Orateur, une cause n'est grande que lorsqu'elle est critiquée. Plus l'opposition critique injustement, plus l'œuvre du gouvernement grandit. Lorsque viendra l'heure pour le peuple de donner des suffrages, il les donnera, et de grand cœur, à l'homme qui s'est tenu debout et a bien servi les siens: le premier ministre de la province.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'opposition m'a demandé où étaient les bons de la victoire que le gouvernement de la province a achetés. J'ai essayé de répondre, mais on m'en a empêché. La réponse est bien simple. Toutes les obligations que nous avons souscrites ont bel et bien été achetées et payées par le gouvernement, qui les a ensuite versées au fonds d'amortissement de la province. Plus tard, à mesure que le gouvernement trouvait moyen de

racheter ses propres obligations, ce qui est de la saine finance, il les payait avec les obligations du Canada, comme on fait d'habitude pour les valeurs versées au fonds d'amortissement.

Les deux groupes de l'Union nationale, le clan Duplessis-Beaulieu et le clan Gagnon-Robinson, ordinairement à couteaux tirés, se sont entendus pour trouver tout mauvais, dans le budget du gouvernement. Mais les contradictions amusantes, les inconspicues et les inexactitudes que nous avons entendues de la bouche des différents députés de l'Union nationale qui ont pris la parole viennent du fait que l'opposition officielle a aujourd'hui deux principales écoles de pensée.

Nos amis de la gauche se sont divisés en deux clans pour critiquer le budget: le clan qui penche vers le Bloc populaire canadien a dit que j'aurais dû diminuer les revenus; le clan qui penche vers M. Bracken, le chef du Parti progressiste-conservateur à Ottawa, a prétendu que je devrais mettre une centaine de millions de côté pour l'après-guerre. Mais on n'a pas critiqué le fait que nos budgets sont équilibrés et que maintenant nous avons chaque année un surplus global.

En fait, la situation financière, telle qu'exprimée dans le discours du budget, est claire et chacun peut constater que l'administration de la province gouverne sagement et dans l'intérêt de tous les contribuables du Québec.

Les oppositionnistes ont dit qu'il n'y a pas de surplus réels. Il cite alors le montant des surplus pour chaque année, depuis 1939.

Le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), dit-il, avec son bon sourire, a contesté le fait que la dette a été diminuée de \$35,000,000. Eh bien, un montant de \$35,000,000 a réellement été versé par le gouvernement actuel au fonds d'amortissement, depuis quatre ans, et la dette a été réduite d'autant. Voici les dates de chaque paiement fait: (suit la liste). Les surplus annoncés chaque année depuis trois ans sont absolument exacts, malgré l'abolition des péages sur les ponts et la diminution des droits sur les petites successions. Et cette année encore, le gouvernement diminuera les taxes.

Ça ne correspond pas avec le chiffre actuel de la dette. Mais une partie du remboursement de la dette a été appliquée au paiement de dettes indirectes, comme celles des messieurs de Saint-Sulpice, des écoles techniques, du pont de Saint-Louis. En tout, la dette de la province a été réduite de \$35,000,000, c'est indéniable. Dans le débat sur le budget, c'est le moment de faire entendre tous les

griefs. On a parlé un peu de tout, dans ce débat, mais on n'a pas exprimé beaucoup de griefs. C'est la preuve que le gouvernement libéral fait bien. Il continuera. Je prédis une plus belle victoire libérale que celle qui a porté le premier ministre au pouvoir, en 1939.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée après division.  
M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1945, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,920,975.

#### Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Lorrain (Papineau)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, l'Assemblée législative de la province de Québec exprime l'opinion que le gouvernement devrait, sans

délai, prendre les mesures nécessaires, justes et appropriées pour empêcher la concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre, pour favoriser la décentralisation de la propriété, et, particulièrement, pour venir en aide à la petite propriété, gage de stabilité et de sécurité.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, 11.

**Contre:** MM. Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Frais de bureau (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 05.

#### NOTE

1. Dans *Le Temps* du 21 avril 1944, à la page 5, on dit plutôt "procédés".

## Première séance du vendredi 14 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à midi.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Administration faussée

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a quelque temps, j'ai prouvé que les *Comptes publics*, documents officiels donnés par le gouvernement, avaient été faussés, parce que, pendant quatre ans de suite, une somme de \$330,626.37 a été mise au nom de M. J.-P. Lamarche qui n'a pas reçu un sou de ces argents.

Quelque temps après, j'ai prouvé à la Chambre que l'*Annuaire statistique*, autre document officiel, était également faussé, parce que l'*Annuaire statistique* de 1940, pour les dépenses de chômage faites au cours de la période de 1938-1939, le montant dépensé paraissait être \$7,905,004.43, et dans l'*Annuaire statistique* de 1941, pour les dépenses de chômage faites au cours de la même période 1938-1939, le montant paraissait être de \$24,190,269.69, soit une différence de \$17,000,000.

Le gouvernement de la province vient encore de fausser les faits au sujet de son administration. Il vient de donner à la Chambre, dans des documents officiels, des réponses qui sont non seulement contraires aux faits, mais qui contredisent même celles qu'il a données lui-même quelques mois auparavant.

Dans les *Journaux de l'Assemblée législative de Québec*, 1943, 7 George VI, page 46, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a, le 9 mars, répondu à une question du député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) que, du 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 18 février 1943, le gouvernement avait intenté 2,465 poursuites au sujet de la taxe de vente imposée par le gouvernement actuel. Or, il est à remarquer que ces 2,465 poursuites intentées par le gouvernement actuel au sujet de la taxe de vente, d'après la réponse du trésorier provincial, ne couvrent que la période commençant le 22 juin 1940 et se terminant le 18 février 1943.

Hier, dans une réponse donnée par le même trésorier provincial à une question posée par le même

député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), et consignée à la page 322 des *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative pour la session en cours, en date du jeudi 13 avril courant, le trésorier provincial, au paragraphe b, déclare et laisse entendre que le gouvernement n'a pris que 145 poursuites depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1940 jusqu'au 17 janvier 1944, soit une période additionnelle de 11 mois.

Cette réponse du gouvernement, consignée aux *Procès-verbaux*, documents officiels, ne rencontre pas les éléments d'exactitude et d'intégrité nécessaires en semblable matière, et je proteste de nouveau énergiquement contre la façon du gouvernement, qui paraît être habituelle, de fausser les documents officiels et de donner des réponses contraires à la vérité.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** réplique que les deux réponses ne concernaient pas la même chose. À tout événement, il promet de donner au chef de l'opposition de plus amples explications plus tard, là dessus.

## Projets de loi:

Loi de pharmacie  
de Québec

**M. Choquette (Montmagny)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

## Hydro-Québec

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec avec les amendements suivants qu'il la prie d'accepter:

1. L'article 1 est modifié:

a. en ajoutant immédiatement à la fin du paragraphe 4, à la page 1, après les mots "Quebec

Hydro-Electric Commission", les mots "ou l'abréviation Hydro-Québec";

b. en remplaçant, à la page 8, dans la cinquième ligne du paragraphe 40, le mot "faisant" par les mots "ayant droit de faire".

2. L'article 4 est modifié en ajoutant après le paragraphe 9, à la page 14, ce qui suit comme paragraphe 10:

"10. La Commission hydroélectrique de Québec devra continuer à verser les pensions de retraite accordées par Montreal Light, Heat & Power Consolidated en vertu de l'article 17 de ses règlements et à accorder des pensions au personnel de ladite compagnie passé à son service; à ces fins, Montreal Trust Company devra lui remettre les argents et valeurs déposés entre ses mains par ladite Montreal Light, Heat & Power Consolidated comme fonds de pension."

3. L'article 5 est modifié en insérant immédiatement après les mots "article 3", dans la septième ligne du dernier alinéa, à la page 15, les mots "et que Montreal Light, Heat & Power Consolidated soit déchargée de toute obligation découlant desdits actes de fiducie, le tout".

4. L'article 6, à la page 15, est modifié en en remplaçant le premier alinéa par ce qui suit:

"6. La procédure à suivre pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article précédent sera celle prescrite par la loi d'expropriation (articles 1066a à 1066z inclusivement du Code de procédure civile) pour les expropriations par le gouvernement de la province, de la même manière que si l'entreprise expropriée était un immeuble au sens de ladite loi, mais avec les modifications suivantes:"

5. Les articles suivants sont ajoutés après l'article 7 comme articles 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

"8. A compter du 15 avril 1944, l'entreprise de production et de distribution d'électricité de Montreal Island Power Company, corporation instituée par lettres patentes du 16 avril 1923, devient la propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, corporation instituée par la présente loi, de la même manière que si toute cette entreprise était un immeuble exproprié par le gouvernement de cette province de la façon prescrite par la loi relative à l'expropriation (4 George VI, chapitre 71), et cela, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir aucun des actes ou formalités prévus dans ladite loi générale ou spéciale, les présentes tenant lieu de l'accomplissement desdits actes et formalités et constituant le titre de propriété de la Commission hydroélectrique de Québec, à ladite entreprise et à tous les biens qu'elle comprend et ayant pour effet

d'en mettre la Commission hydroélectrique de Québec en possession, et ce, nonobstant toute disposition contraire.

"9. L'expropriation décrétée par l'article précédent ne portera pas préjudice aux droits résultant de l'acte de fiducie consenti par ladite Montreal Island Power Company en faveur de Montreal Trust Company comme fiduciaire, daté le 1<sup>er</sup> mai 1927, y compris les actes supplémentaires, et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue de satisfaire à toutes les obligations contractées par ladite compagnie en vertu desdits actes, y compris l'intérêt payable à compter du 15 avril 1944 sur les obligations émises en vertu d'iceux, ladite Commission hydroélectrique de Québec étant, par l'effet de la présente loi, substituée à ladite compagnie pour toutes les fins desdits actes.

"L'expropriation et la substitution décrétées par les présentes n'auront pas pour effet de rendre exigibles les obligations émises en vertu des actes susmentionnés et ne constitueront point un acte de défaut.

"10. 1. L'entreprise expropriée visée à l'article 8 de la présente loi comprend tous les biens meubles et immeubles servant à la production, à la transmission et à la distribution de l'électricité ou aux services administratifs s'y rattachant ou aux industries ou commerces connexes, y compris les stocks ou approvisionnements ainsi que les archives, statistiques et livres de comptes s'y rapportant.

"2. La Commission hydroélectrique de Québec devra donner à ladite Montreal Island Power Company et à ses procureurs accès aux archives, statistiques et livres de comptes visés au paragraphe précédent et lui permettre d'en prendre des copies ou extraits.

"3. L'entreprise expropriée comprend les contrats y relatifs, lesquels se continueront en faveur de la Commission hydroélectrique de Québec aux lieux et places de ladite Montreal Island Power Company et la Commission hydroélectrique de Québec sera tenue des obligations en vertu desdits contrats à compter du 15 avril 1944 sous réserve du droit de répudier tout contrat fait après le 22 mars 1944 en dehors du cours ordinaire des affaires.

"4. L'entreprise expropriée ne comprend pas les actions, obligations ou autres valeurs détenues par ladite Montreal Island Power Company, ni les autres placements faits par elle, ni les créances à elle dues le 15 avril 1944, qu'elles soient échues ou non échues à ladite date.

"5. Aux fins de déterminer le montant de toute créance due le 15 avril 1944 par un client de



l'entreprise expropriée, ou le montant de toute dette par elle due à un fournisseur, au cas où la quantité d'électricité ou d'autre marchandise ou service jusqu'à ladite date ne serait pas constatée, la créance ou dette pour la période en cours à ladite date, sera divisée proportionnellement au nombre de jours de ladite période précédant ladite date par rapport au nombre de jours écoulés depuis.

"6. L'entreprise visée à l'article 8 de la présente loi ne comprend aucun bien qui n'est pas situé en la province de Québec.

"7. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, la Commission hydroélectrique de Québec exécutera toutes les obligations de Montreal Island Power Company résultant de tout contrat qui, sans le paragraphe précédent, formerait partie de l'entreprise visée par la présente loi, si Montreal Island Power Company consent à lui transporter tel contrat.

"11. L'indemnité payable par la Commission hydroélectrique de Québec à raison de l'expropriation décrétée par l'article 8 de la présente loi, sera la somme capitale sur laquelle un revenu est susceptible d'être accordé à raison de l'exploitation de ladite entreprise, dans la fixation de taux suivant les dispositions de la loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99), avec, en outre, à titre de compensation pour le remboursement forcé de ce capital, dix pour cent d'icelui.

"Dans la détermination de ladite somme capitale une déduction appropriée sera faite pour toute dépréciation et désuétude.

"Il sera déduit de ladite somme capitale le montant des obligations mis à la charge de la Commission hydroélectrique de Québec par l'article 9 de la présente loi; si le montant desdites obligations excède le montant de ladite somme capitale, la Commission hydroélectrique de Québec aura droit de recouvrer la différence avec l'intérêt au taux légal depuis le 15 avril 1944, sous la forme d'une réduction proportionnelle de chacune desdites obligations.

"Le montant net de l'indemnité portera intérêt au taux légal à compter du 15 avril 1944.

"Dans les six mois de la détermination finale de ladite indemnité, la Commission hydroélectrique de Québec devra faire en sorte que Montreal Island Power Company soit déchargée de toute obligation découlant des actes de fiducie mentionnés à l'article 9 de la présente loi, sur paiement au fiduciaire, s'il y a lieu, du montant de la réduction prévue au troisième alinéa du présent article.

"12. La procédure à suivre pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article précédent sera celle prescrite par la loi d'expropriation (articles 1966*a* à 1966*z* inclusivement, du Code de procédure civile) pour les expropriations par le gouvernement de la province, de la même manière que si l'entreprise expropriée était un immeuble au sens de ladite loi, mais avec les modifications suivantes:

"1° Le délai fixé au paragraphe *d* de l'article 1966*b* pour l'acceptation de l'offre sera porté à trente jours;

"2° Le plan et la description prévus aux articles 1966*c*, 1966*v* et 1966*w* ne seront pas requis;

"3° La Cour supérieure du district de Montréal sera réputée la Cour supérieure du district où se trouvent les biens expropriés;

"4° La présente loi aura l'effet du dépôt prévu à l'article 1966*v*, lequel dépôt ne sera pas requis;

"5° La Commission hydroélectrique de Québec agira aux lieu et place du ministre ayant la direction des travaux publics pour lequel l'expropriation est requise, et en exercera les pouvoirs.

"13. Aussitôt après la signification de l'avis d'expropriation visé à l'article précédent, les directeurs de Montreal Island Power Company devront convoquer une assemblée des actionnaires pour délibérer sur l'acceptation ou le refus de l'offre d'indemnité, la réclamation à faire en cas de refus et la conduite des procédures relatives à l'expropriation."

6. Les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 deviennent articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21.

7. L'article 10, devenu article 16, à la page 16, est modifié en remplaçant le premier alinéa par ce qui suit:

"16. La procédure à suivre pour déterminer le montant de l'indemnité prévue à l'article précédent sera celle prescrite par la loi d'expropriation (articles 1966*a* à 1966*z* inclusivement, du Code de procédure civile) pour les expropriations par le gouvernement de la province, de la même manière que si les actions expropriées étaient un immeuble au sens de ladite loi, mais avec les modifications suivantes:"

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que les amendements soient maintenant lus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre sur la première lecture des amendements, tels qu'apportés par le Conseil législatif, qui me semblent irréguliers. Je voudrais tout d'abord que ces amendements soient certifiés par le greffier du Conseil législatif. Avec le projet de loi actuel, le Conseil législatif a eu l'audace de

s'emparer des prérogatives des représentants du peuple. Le projet de loi touche une matière de finances et le Conseil législatif n'a pas le droit d'intervenir dans les questions de finances. Ce privilège n'est que du domaine de l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif a outrepassé ses pouvoirs en amendant le bill de façon à nationaliser la Montreal Island Electric en même temps que la Montreal Power, ce qui affecte la situation financière de la province. Cet amendement est de nature à accroître la dette de la province de quelques millions de dollars et, de ce fait, le Conseil législatif a outrepassé les pouvoirs qui lui sont conférés. Avec les amendements que nous avons maintenant devant nous, le Conseil a augmenté les charges de la province.

Cette compagnie, le gouvernement avait décidé de ne pas l'exproprier. Et c'est le premier ministre qui nous l'a déclaré en cette Chambre. Le Conseil s'attribue donc des pouvoirs qu'il n'a pas. La conduite du Conseil législatif constitue un empiétement considérable sur les droits des représentants du peuple.

Je suis donc prêt à ce que les amendements soient lus en première lecture, mais à la condition que ce soit fait sous la réserve de mon point d'ordre et strictement dans la mesure où l'on sera autorisé à discuter de cette question ultérieurement. Je ne veux pas "braire"... comme cela se fait au Conseil législatif.

La motion est adoptée après division.

Les amendements sont lus.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 40.

#### **Deuxième séance du 14 avril 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Dépôt de documents:**

##### **Industrie du papier**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 22 mars 1944, demandant la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et concernant l'industrie du papier et de la pulpe dans la province de Québec, ainsi que la politique et les actes du gouvernement à ce sujet. (Document de la session no 59)

##### **M. A.-J. Dolbec, auditeur de la province**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 12 avril 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement, et se rapportant à M. A.-J. Dolbec, auditeur de la province de Québec. (Document de la session no 60)

#### **Projets de loi:**

##### **Loi du Barreau**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 178 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### **Questions et réponses:**

##### **Essoucheurs**

**M. Chaloult (Lotbinière):** 1. Combien le gouvernement a-t-il acheté d'essoucheurs pour le défrichement des terres depuis l'année 1940?

2. Combien d'acres de terre ont-ils été mis en état de culture dans toute la province grâce à ces machines?

3. Combien dans le comté de Lotbinière en particulier?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 34 tracteurs.

2. 62,263 acres.

3. 1,905 acres.

### Projets de loi:

#### Hydro-Québec

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de l'article 580 du Règlement, la Chambre a le droit d'étudier les amendements un par un, ce qui peut être très long.

Je suggère, pour avancer les choses, que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier et discute tous les amendements en même temps.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** ne voit aucune objection à cette suggestion et consent à suivre cette procédure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avant que la Chambre ne se forme en comité plénier, je désire soulever un point d'ordre et de règlement sur une objection que j'ai formulée, ce midi, au cours d'une brève séance de l'Assemblée législative qui venait d'être informée que le bill avait été adopté avec des amendements au Conseil législatif.

Le Conseil législatif a empiété sur les privilèges exclusifs de l'Assemblée législative en adoptant des amendements qui augmentent les charges de la province. Le Conseil législatif, que le premier ministre s'était engagé à abolir, a usurpé les pouvoirs des représentants du peuple.

Ces amendements sont irréguliers et nuls parce qu'ils contreviennent aux dispositions de l'article 581 du Règlement en apportant des dispositions qui affectent les deniers publics, spécialement en donnant le droit à la Commission hydroélectrique de Québec d'exproprier la Montreal Island Power Company, pouvoir que ne comporte pas le bill tel qu'adopté par l'Assemblée législative. Le Conseil législatif n'a pas le droit d'augmenter les obligations financières de la province qui est du ressort des mandataires du peuple et non de la Chambre haute non élue.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le point d'ordre est mal fondé.

**M. l'Orateur:** L'article 581 du Règlement ne s'applique pas à l'espèce et le ou les amendements du Conseil législatif apportés au bill 17 ne comportent aucune affectation de deniers publics ou d'imposition de charges sur le peuple. Les amendements, en effet, ne font qu'accorder à la Commission hydroélectrique de Québec un pouvoir additionnel, celui d'exproprier la Montreal Island Power Company. Il déclare de plus qu'il ne lui appartient pas de mettre de côté des amendements du Conseil législatif parce qu'ils seraient étrangers au bill (voir note 3, sous le paragraphe 2 de l'article 580 du Règlement).

Du consentement unanime, la Chambre se forme en comité plénier pour examiner les amendements au bill 17. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les amendements n'améliorent pas la loi, à mon avis, et je ne puis les approuver. Je considère encore la mesure inopportune. Avec ses amendements, la majorité du Conseil a fait un gâchis des mieux conditionnés. Ces amendements apportés au bill aggravent les abus que permettait déjà la loi et ouvrent la porte aux pires schèmes et au marchandage.

Tout d'abord, il y a l'amendement que l'honorable Gordon Hyde a fait approuver par la majorité du Conseil. Cet amendement contredit l'un des articles du bill. L'article du bill stipule que le chapitre 71 (la loi générale d'expropriation) ne s'appliquera pas pour l'expropriation de la Montreal Power et de la Montreal Island, tandis que l'amendement dit qu'il s'appliquera. Il y a donc une contradiction qui augmente encore davantage les risques que des transactions scandaleuses soient effectuées, rendant ainsi pire encore cette mauvaise loi.

Ainsi, les procédures suivies seront celles que prévoit la loi d'expropriation de 1940. Et l'amendement réfère, entre parenthèses, aux articles 1066a à 1066z du Code de procédure civile. Or, l'article 1066u donne au gouvernement le droit de

déposer un montant en faveur des tiers qui pourraient avoir des intérêts dans l'affaire en y ajoutant un an d'intérêt. Cet article permet de favoriser des amis. Et l'article 1066z permet au gouvernement d'offrir comme indemnité partielle tout terrain adjacent à l'immeuble exproprié. Voilà qui donne au gouvernement le pouvoir de faire des transactions malsaines.

On veut ainsi ajouter au montant de la transaction. Et, naturellement, comme dans le cas de la Montreal Power, on ne fait pas d'offre à la Montreal Island. Il est facile de voir le jeu du gouvernement, dans tout cela. Il sera plus facile, à la veille des élections, de faire marcher la compagnie. Il pourra dire aux amis de la compagnie: Laissez passer les élections, et après cela on s'arrangera bien.

On ne fait pas de dépôt non plus parce qu'on n'a pas d'argent pour ça. En vertu de la loi d'expropriation générale, il sera obligé de faire une offre à la compagnie et de déposer un certificat attestant qu'il a l'argent pour payer, mais, en vertu d'un article du bill, il ne sera pas obligé de faire une offre à la compagnie et de déposer un certificat attestant qu'il a l'argent pour payer. Mais, en vertu d'un article du bill, il ne sera pas obligé de suivre cette loi et pourra conclure n'importe quelle transaction, et même les plus malsaines, avec la compagnie. On met de côté toutes les lois de la province.

Le gouvernement a laissé de côté sa loi de 1940 sur l'expropriation et il en a adopté une autre, à la veille des élections, qui lui permettra de faire un marché avec ces hommes que le premier ministre a appelés des "bandits". Le gouvernement peut dire aux directeurs que tout ira bien après les élections et dire autre chose aux électeurs, étant donné qu'il n'est plus nécessaire de faire une offre, tel que le prescrivait la loi de 1940.

L'autre amendement dit que la Commission aura le droit d'acquérir une compagnie qui a le droit de faire le commerce de l'électricité. On remplace le mot "faisant" le commerce par les mots "ayant le droit de faire" ce commerce. On veut encore là répéter le schème odieux de la Beauharnois qui, à la veille d'être expropriée, a organisé une autre petite compagnie, la Sterling Company. Cette compagnie a joué un rôle dans le célèbre scandale de la Beauharnois. En effet, des millions de dollars ont été déboursés pour cette compagnie qu'en réalité on n'a jamais exploitée. Avec cet amendement, les amis du gouvernement pourront acheter ou créer des compagnies portant atteinte aux droits publics, et la commission pourra les reprendre à sa charge. C'est la

même chose qui se répétera. Pourquoi la majorité du Conseil s'est-elle prononcée en faveur d'une telle invitation aux abus?

Le gouvernement obligera les petites gens à sacrifier l'argent qu'ils ont investi dans la compagnie. C'est une mesure confiscatoire. Le gouvernement aura la faculté de ruiner au profit de ses amis les gens qui ont besoin de leurs économies pour vivre.

Il y a aussi l'amendement apporté relativement au fonds de pension des employés de la compagnie. On ne sait pas si le montant de \$1,500,000 déposé au Montreal Trust en faveur des employés de la compagnie, qui deviendront ceux de la province, comporte ou non les intérêts. C'est une question qu'il eût été important de connaître.

Et l'amendement relatif à l'expropriation de la Montreal Island Company: lors de l'étude du bill, à la Chambre basse, j'ai demandé moi-même au premier ministre si c'était l'intention du gouvernement d'exproprier la Montreal Island, et le premier ministre a répondu dans la négative.

Il est probable que le leader du Conseil est venu trouver le premier ministre et lui a dit, à la veille des élections: Vous n'en prenez pas assez. Et le premier ministre a donné raison au leader. Pourquoi? Pas pour d'autres raisons que celle d'augmenter le montant de la transaction et d'intéresser un plus grand nombre de gens au sort électoral du gouvernement. Et qu'est ce que la Montreal Island? La Montreal Island est une compagnie qui a émis des débentures à 6 % que la Montreal Light, Heat & Power a achetées sans déboursier un sou, mais en faisant une émission de débentures à 3 %, sauvant par là 3 % d'intérêt au détriment des pauvres gens qui avaient investi leur argent dans la Montreal Island. C'est le peuple qui a payé la différence et le gouvernement en obligeant la province à faire une dépense additionnelle de \$10,000,000. Et il vient ratifier cette infamie!

Dans le cas de la Montreal Island que le Conseil exproprie par voie d'amendement, comme dans celui de la Montreal Power, on parle de contrats à ratifier. Quels sont ces contrats? On ne les produit pas. La Chambre n'est pas en possession des contrats qu'on lui demande de ratifier par cette expropriation de la Montreal Island Company. On nous demande de nous prononcer sans rien connaître. Le gouvernement lui-même ne sait pas où il va.

Lorsque le premier ministre a déclaré que son gouvernement avait l'intention d'exproprier la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, il a favorisé la spéculation sur les marchés boursiers, et cela peut avoir avantagé les amis du gouvernement.

Peu de temps auparavant, J.-A.-A. Leclair, organisateur libéral, a vendu 2,000 actions de la Montreal Power, à \$25 l'action, pour le compte du gouvernement.

L'amendement apporté concernant la Montreal Island Power Company a pour effet d'augmenter le montant de la transaction et tout cela a une étrange odeur puisque le gouvernement a déclaré antérieurement en Chambre qu'il n'avait pas l'intention de prendre possession de cette propriété.

Nous engageons la population dans des millions et des millions de dépenses additionnelles. Ailleurs, les gouvernements mettent de l'argent de côté pour se préparer à l'après-guerre alors qu'ici nous alourdissons notre dette, affaiblissons la stabilité et la sécurité de la province, au moment où elle en a le plus besoin. Nous faisons un tort irréparable à la réputation de la province au moment où il nous faut inspirer confiance aux investisseurs. C'est une action pré-électorale et le gouvernement n'a pas le droit de sacrifier la stabilité de la province pour des motifs politiques.

Les amendements du Conseil aggravent considérablement une loi déjà pernicieuse, consacrent la violation des privilèges de la Chambre basse et sont la manifestation de la part du gouvernement d'une négligence et d'une insouciance graves, au moment où la province a le plus besoin de stabilité afin d'attirer chez elle les capitaux étrangers. Bref, cette loi est du camouflage électoral.

Elle est un encouragement aux schèmes les plus scandaleux à la veille des élections. Cette loi porte atteinte au droit de propriété des actionnaires et, au reste, le gouvernement n'a pas reçu le mandat de légiférer en la matière. C'est donc une confiscation odieuse qui confine au bolchevisme. Cette loi va faire un tort incalculable au crédit de la province.

**M. Chalout (Lotbinière):** C'est la loi la plus importante qui ait été présentée depuis la Confédération, dit-on. Je veux bien l'admettre, mais le gouvernement a soumis ces amendements tardivement et n'a pas donné aux députés l'opportunité de les étudier comme ils le méritent. Nous n'avons eu que deux heures pour les étudier. C'est injuste pour eux. On ne devrait pas apporter des modifications aussi importantes à la dernière minute. Nous n'avons pas eu assez de temps pour étudier des questions aussi complexes. Le gouvernement semble avoir pris l'habitude de présenter des lois très importantes à la fin d'une session pour éviter qu'on les étudie d'une manière plus approfondie.

Je félicite le gouvernement d'avoir trouvé le nom de "Hydro-Québec". C'est une heureuse désignation qui a été choisie par le Conseil. C'est une formule élégante, d'esprit bien français. Je m'en réjouis.

Je suis satisfait aussi de l'amendement concernant le fonds de pension des employés. Il y a là un progrès réel et considérable. Le nouveau texte n'est pas encore aussi clair qu'il pourrait l'être, mais il est tout de même supérieur au premier. Il corrige une injustice. Il l'appuie, contrairement au chef de l'opposition.

Quant à l'amendement relatif à l'expropriation de la Montreal Island, il est regrettable qu'en ce qui concerne la base de l'évaluation, c'est le même principe qui préside à l'expropriation de cette nouvelle compagnie qu'à l'expropriation des autres compagnies.

Il fait l'historique de cette compagnie et ajoute qu'elle n'a jamais rempli les conditions qui lui ont été imposées lors de son incorporation. Le même principe d'expropriation va s'appliquer à cette filiale. Je dis tout de suite que je suis favorable à l'expropriation de la compagnie et j'approuve le gouvernement de le faire. Comme j'ai eu l'occasion de le dire, mes amis et moi, nous approuvons le principe de la nationalisation et ce n'est pas parce que c'est un gouvernement libéral qui va l'appliquer que nous allons nous y opposer. Nous ne sommes pas assez étroits pour ne pas appuyer le principe parce que ce n'est pas nous qui nationalisons. Mais, entre le principe et la manière de l'appliquer, il y a une différence. Et je suis opposé à la loi parce que la base de l'évaluation, pour la fixation de l'indemnité, ne me paraît pas satisfaisante, car elle n'a pas été clairement établie.

Je répète que cette base d'évaluation va forcer les commissaires à payer un prix beaucoup plus élevé qu'ils ne le voudraient. C'est l'avis d'experts et des amis compétents que j'ai consultés, à ce sujet, dont le Dr Philippe Hamel et M. Ernest Robitaille, et tous en sont venus à la conclusion que, d'après cette évaluation, la Commission fixera un prix plus considérable que ce que l'entreprise vaut, peut-être deux ou trois fois plus. Ce sont les consommateurs qui seront obligés de payer, car, si le gouvernement paie plus qu'il ne doit, les taux devront être plus élevés pour rencontrer les dépenses. Il y aura peut-être une baisse de taux, cette année, avant les élections, mais, l'an prochain, les taux seront haussés. L'Hydro sera déficitaire et il faudra les rehausser pour payer l'intérêt sur le capital investi. Si je me trompe, je serai heureux de l'admettre publiquement.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) me permettra-t-il une question polie et pratique?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Certainement.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Le député de Lotbinière pourrait-il nous dire ce qu'il voudrait?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je l'ai déjà dit. Je voudrais que l'évaluation fût basée sur le coût initial de l'entreprise moins la dépréciation prise par la compagnie et telle qu'établie par elle-même dans ses livres. À ce sujet, on me répondra que les compagnies déduisent toujours une dépréciation trop forte. Mais je ferai remarquer que, lorsque la Montreal Power calcule chaque année une dépréciation de \$6,000,000, elle porte le montant au compte capital. C'est le peuple qui s'est trouvé à payer ce montant et on devrait en justice le lui remettre. Si la dépréciation est trop élevée, c'est la faute de la compagnie.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Si le tribunal qui fixera le coût tient compte de la dépréciation, mais ne tient pas compte des franchises et de l'achalandage - le "goodwill" - le député de Lotbinière sera satisfait?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Oui. En principe, j'appuie la nationalisation de la Montreal Island, mais je n'appuie pas l'amendement parce qu'il est semblable à la loi elle-même. Si je me trompe...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ce ne sera pas la première fois.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Tout le monde commet des erreurs. Je souhaite me tromper et si, dans deux ans, les événements nous donnent tort, mes amis et moi, nous ne serons que trop heureux de nous être trompés.

À mon sens, on devrait payer que le coût initial, moins la dépréciation admise par la compagnie. Pour la Montreal Power, la dépréciation admise est de \$66,000,000. On ne devrait pas avoir de pitié pour des gens que le premier ministre lui-même qualifie de bandits. En vertu du bill amendé, on pourrait payer deux ou trois fois la valeur réelle de l'entreprise et payer pour du capital gonflé.

Il est, dit-il, opposé plus que jamais à une indemnité de 10 %. Il réclame de nouveau une

enquête sur le tripotage des actions de la Montreal Power et des autres compagnies. Une enquête royale sur toutes les transactions financières de la compagnie, afin qu'on puisse faire rembourser par les directeurs ce qu'ils ont pu faire perdre aux actionnaires et au peuple.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La loi qui est présentée apportera un grand bienfait à la province. Je suis heureux que le nom "Hydro-Québec" soit accepté par tout le monde.

Quant à l'amendement qui autorise la Commission à acquérir toute compagnie "ayant le droit de faire" le commerce de l'électricité, cet amendement a été suggéré par les légistes. Le gouvernement ne vise aucune compagnie en particulier. Mais c'est un amendement qui pourrait être utile dans l'avenir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où le gouvernement va-t-il prendre l'argent pour acheter ces compagnies?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On en a en masse. Il y en a encore plus dans le crédit de la province que dans les coffres du trésorier.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** traite alors de l'amendement relatif au fonds de pension. Il précise que, lors de la préparation du bill, le gouvernement se trouvait en face d'un problème considérable à régler. L'amendement a été présenté au Conseil, dit-il, parce qu'on a représenté au gouvernement que les employés de la compagnie avaient un droit moral à ce fonds de pension. Le gouvernement le prendra dans les conditions mêmes où il a été déposé au Montreal Trust. D'ailleurs, le chef de l'opposition ne devrait trouver d'objection à cet amendement puisqu'il a été adopté unanimement au Conseil législatif. Je remercie l'opposition de nous avoir signalé que le texte pouvait être amélioré.

Les directeurs et les actionnaires de la Montreal Island ont demandé l'expropriation de leur entreprise et le gouvernement a songé dès le début à l'achat de cette compagnie, car il trouvait avantageux que la Commission possédât aussi cette centrale en cas d'urgence. D'autre part, il fallait considérer que la Montreal Island n'est pas une composante de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et il avait été décidé de n'exproprier que les parties composantes. D'autre part, le gouvernement savait que la compagnie était impliquée dans un procès de \$5,000,000 contre la maison Nesbitt-Thompson et la

province ne voulait pas y être partie. On ne voulait pas prendre en charge un nid de difficultés. Depuis, on a eu la preuve que ce procès est réglé depuis environ un an. On vient d'apprendre que le litige a été réglé à l'amiable définitivement. Le gouvernement a donc cru nécessaire et recommande pour l'Hydro d'acquiescer cette compagnie, dont la centrale est située en un endroit avantageux. Elle peut rendre de grands services à l'Hydro parce qu'elle n'est sise qu'à six milles du cœur de Montréal. On a donc inclus cette entreprise dans le projet de loi.

La base d'évaluation fixée par le bill est juste et équitable. L'amendement présenté au Conseil ne change rien à ce qui était déjà décidé. Cet amendement ne fait qu'indiquer la procédure à suivre en cas d'expropriation, tandis que la base d'évaluation reste celle fixée dans le projet de loi.

La loi ne présente rien de radical. Il s'agit simplement de permettre à la province de Québec de payer des taux raisonnables et de concurrencer sur une base équitable les autres provinces. Les oppositionnistes n'ont pas fait une critique sérieuse du bill. Je peux assurer la Chambre que c'est le désir du gouvernement de bien servir le peuple et de lui donner ce à quoi il a droit. J'espère encore que la Chambre sera unanime à approuver le projet tel qu'amendé et j'ai l'honneur de proposer que les amendements du Conseil législatif soient adoptés.

Les amendements sont acceptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a accepté les amendements apportés par le Conseil législatif au bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que ces amendements soient maintenant acceptés.

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), l'amendement suivant:

Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative refuse d'accepter les amendements qu'il a apportés au bill 17, intitulé: "Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec",

*a.* parce que plusieurs de ces amendements empiètent sur le privilège exclusif que possède l'Assemblée législative de prendre l'initiative en matière de finances;

*b.* parce que ces amendements auraient pour effet d'encourager et de favoriser les abus et le favoritisme, et cela, au détriment de l'intérêt public;

*c.* parce que ces amendements imposent à la province des obligations onéreuses que sa situation financière ne lui permet pas d'assumer dans les conditions actuelles;

*d.* parce que le gouvernement refuse de donner à la Chambre communication des contrats très importants ratifiés ou autorisés par ces amendements et qu'il refuse aussi de donner aux représentants du peuple les renseignements nécessaires au sujet de ces amendements.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Duplessis, Bourque, Bégin, Lorrain, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Labbé et Chaloult, 11.

**Contre:** MM. Godbout, Mathewson, Groulx, Drouin, Dansereau, Hamel, Perrier, Francoeur, (Mercier), Fillion, Duffy, Caron (Hull), Beaulac, Comeau, Potvin, Goulet, Duval, Bonvouloir, Caron (Maisonnette), Bouchard (Québec-Comté), Francoeur (Lévis), Joyal, Beaulieu (Témiscouata), Delagrave, Dersmarais, Dubreuil, Dumoulin, Fortin, Leduc, Renault, Sabourin et Jodoin, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée de nouveau comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les amendements sont, en conséquence, acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif

### Messages du lieutenant-gouverneur:

#### Sanction royale

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de

Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

15 Loi modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;

17 Loi établissant la Commission hydroélectrique de Québec<sup>1</sup>.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain à 3 heures de l'après-midi.  
Adopté.

La séance est levée après 5 h 15.

---

### **NOTE**

1. Le journaliste du *Devoir* du 15 avril 1944, à la page 1, Louis Robillard, a noté qu'au moment de la sanction, l'horloge du salon rouge marquait 5 h 15.



## Première séance du mardi 18 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Société d'assurance  
des caisses populaires**

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Plamondon), que les articles 615 et 616 du Règlement soient suspendus pour lui permettre de présenter la pétition de MM. J.-Abel Marion, J.-A. Plourde, notaire, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Assurance mutuelle des caisses populaires" et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté après division.

**Présentation et lecture de pétitions:**

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:  
- de MM. J.-Abel Marion, J.-A. Plourde, notaire, et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Assurance mutuelle des caisses populaires".

**Dépôt de documents:****Enquête sur la police  
provinciale à Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 11 avril 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, le tout, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement, et se rapportant à l'enquête sur la police provinciale, à Montréal, et à la nomination de l'honorable juge Lucien Cannon. (Document de la session no 61)

**Forces hydrauliques  
de la rivière Outaouais**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 11 avril 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1941 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et se rapportant aux forces hydrauliques de la rivière Outaouais. (Document de la session no 62)

**Commission  
des eaux courantes**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 12 avril 1944, pour la production de copies, certifiées par le ministre des Terres et Forêts, de toutes les conventions et de tous les contrats passés avec l'approbation ou l'autorisation du gouvernement de la province, entre la Compagnie des eaux courantes de Québec et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1943 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement. (Document de la session no 63)

**Rapport du surintendant  
de l'Instruction publique**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1942-1943. (Document de la session no 64)

**Pénurie de logements  
à Montréal**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Un grand nombre de familles ouvrières de mon comté n'auront pas de logis le 1<sup>er</sup> mai. À diverses reprises, j'ai fait des suggestions aux autorités municipales de Montréal, et autres, pour prévenir la situation, mais rien n'a été fait. Plusieurs constructions à l'île Sainte-Hélène et divers marchés de Montréal sont inoccupés. On pourrait donc les transformer à peu de frais, d'ici au 1<sup>er</sup> mai, pour loger, du moins

temporairement, ceux qui n'auront que la rue pour tout partage. Ainsi, les familles pourraient être logées dans les grandes salles des marchés Atwater, Saint-Jacques, Hochelaga, Maisonneuve et ailleurs. C'est la suggestion que je fais aux autorités et je demande que l'on agisse avant la date du 1<sup>er</sup> mai.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Brochure consacrée au major Paul Triquet

**M. Beaulieu (Témiscouata)** attire l'attention de la Chambre sur une plaquette intitulée *La Mission du Major Paul Triquet, V.C., à Casa Bérardi*, éditée par le Régiment de Châteauguay, dédiée au Royal 22<sup>e</sup> Régiment et distribuée aux députés hier après-midi. À titre de représentant du comté qui a donné naissance au major Triquet, dit-il, je félicite le lieutenant-colonel Lucien Dansereau, commandant du Régiment de Châteauguay, de cette heureuse initiative. Je formule l'espoir que l'on accorde la plus large publicité possible à ce récit de l'exploit de notre héros canadien et que la plaquette soit répandue dans toutes les écoles de la province.

##### Censure radiophonique à Québec

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dimanche dernier, pour des raisons que je n'ai pas appréciées, le censeur de la radio de Québec a empêché un orateur de l'Union nationale de répéter les paroles que le premier ministre avaient prononcées à l'endroit des administrateurs de la Montreal Power, en les traitant de "bandits crapuleux". Je proteste énergiquement contre cette méthode dictatoriale des dirigeants de la radio, des mesures à la nazie. La province de Québec a des droits sur la radiodiffusion, puisque les questions d'éducation relèvent de la juridiction provinciale, et j'avertis le gouvernement que, s'il ne protège pas nos droits en matière de radiodiffusion et si la censure fédérale continue, nous allons y voir. L'Union nationale reprendra le contrôle de la radio et prendra les moyens de l'obtenir<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a changé d'attitude en ce qui concerne la radio, depuis quelques années. Lorsque le gouvernement provincial a voulu s'emparer du contrôle de la radio pour qu'on lui reconnaisse ses

droits, le chef de l'opposition prétendait que c'était une question de juridiction purement fédérale. Il a mauvaise grâce de se plaindre aujourd'hui. Par conséquent, pour être logique avec lui-même et s'il a des plaintes à formuler, il devrait les adresser à Ottawa qu'il a jugé lui-même compétent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais prétendu que la radio relevait uniquement du fédéral. Je prétends que le fédéral et le provincial ont tous deux des droits en matière de radiodiffusion, mais qu'il est indigne de la part du gouvernement de vouloir s'accaparer tous les droits. La province de Québec possède des droits primordiaux.

#### Questions et réponses:

##### Dépenses pour publicité Ludington

**M. Lorrain (Papineau):** Au sujet d'une somme de \$202.04 mentionnée aux *Comptes publics* de la province, 1941-1942, page 8 C-4, Conseil exécutif, item: publicité - Ludington, Tracy, \$202.04:

- a. À quelle date ladite somme a-t-elle été payée?
- b. À quel propos et pour quel motif ladite somme a-t-elle été payée?
- c. Lors du paiement de cette somme, quelle était l'occupation dudit Tracy Ludington et où était son domicile?

##### L'honorable M. Godbout (L'Islet):

- a. (Voir la liste ci-dessous)

5 février 1942.....	\$ 27.04
27 février 1942.....	30.00
25 mars 1942 .....	110.00
15 avril 1942.....	<u>35.00</u>
	\$202.04

- b. Pour défrayer le coût de ses dépenses de distribution de brochures touristiques de la province de Québec dans les hôtels et à diverses agences de voyages de la Floride;
- c. Publiciste et propagandiste, Montréal.

##### Location des camps du parc des Laurentides

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1944

exclusivement, à qui le gouvernement de la province, ou aucun de ses départements, ont-ils loué tous et chacun des camps appartenant à la province et situés dans le parc national des Laurentides?

2. À quelles conditions dans chaque cas?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

1. Tous les camps du parc des Laurentides ont été ouverts au public aux conditions ordinaires, à l'exception des camps suivants: La Passe, Sept-Îles, Bouleaux, Belle Rivière, Bois Verts, Château Beaumont, pour lesquels il n'y avait pas de demandes suffisantes pour en justifier l'ouverture.

Le Château Beaumont fut loué pour la saison à l'honorable M. J.-N. Francoeur, juge de la Cour d'appel. Le camp des Bois Verts, à M. André Taschereau, c.r., et le camp des Bouleaux, à M. Wilfrid Samson.

2. À l'honorable M. Francoeur, à raison de \$50. À M. André Taschereau, à raison de \$150, et à M. Wilfrid Samson, à raison de \$100, avec obligation, dans chaque cas, d'entretenir le camp en bon état.

## Projets de loi:

### Loi du crédit agricole du Québec

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Bégin (Dorchester)**<sup>2</sup>: La terre est la principale richesse des nations, pourvoyeuse de la vie physique et gardienne de la vie morale. C'est sur la terre, à la campagne, qu'on trouve généralement les familles nombreuses, menant une vie laborieuse, se contentant d'une nourriture frugale, loin des bruits et de l'énervement des villes. La campagne est considérée à juste titre comme un réservoir d'hommes, une source d'énergie stable, constituant la force et la grandeur des peuples.

Lucien Ramier, économiste de réputation internationale, écrivait dans un de ses ouvrages: "En France et dans quelques cantons de la Suisse, nous voyons une innombrable paysannerie aimer encore la terre pour elle-même, pour l'indépendance et l'orgueil que donne sa possession durable, au milieu d'une civilisation qui est devenue, quant au reste, le reflet de la mobilité industrielle, mercantile et financière.

De tous les grands pays, la France est celui où le prestige traditionnel de l'immeuble terrien fait le mieux équilibre à la facilité et à l'attrait des valeurs mobilières. Le prestige de la terre est lié dans l'esprit des paysans français à une philosophie très ancienne et très noble de la vie."

Le même auteur ne déclarait-il pas au cours de conférences publiques données à Montréal, il y a quelques années: "Le capital humain est la plus grande richesse qui soit. La vraie richesse, la vraie fortune d'un pays, ce ne sont pas les marchandises, mais les hommes, les familles nombreuses."?

Ces citations surprendront peut-être certains députés de cette Chambre qui ont entendu l'exposé budgétaire du trésorier de cette province, évaluant les activités du gouvernement en chiffres, en signes de piastres. L'écriture aux yeux d'un grand nombre, la possession des biens matériels, de l'argent passe avant tout. Aux yeux d'un plus grand nombre qui établit une échelle de valeurs, les biens matériels reçoivent toute la considération qu'ils méritent, mais passent après le facteur humain et les valeurs spirituelles et morales.

La valeur de l'argent est aléatoire, variable, changeante. Ainsi, l'étalon-or est généralement admis comme base des relations commerciales par les pays capitalistes. Il n'en demeure pas moins une valeur purement conventionnelle et ce système favorise la concentration des richesses entre les mains d'un petit nombre d'individus. On peut en dire autant de l'argent. Sa valeur monte et baisse suivant les caprices de ceux qui le possèdent, et c'est le petit nombre.

Il existe un troisième système préconisé par Adolf Hitler, qui décrète que la valeur monétaire de base doit être assise sur les importations et les exportations. De l'avis de savants économistes, comme de celui des modestes paysans, la seule valeur matérielle sûre et stable, c'est la propriété de la terre. L'Union nationale, qui a mis de l'ordre dans l'échelle des valeurs, s'est inspirée de cette philosophie très ancienne et très noble de la vie. Le gouvernement Duplessis a apporté un soin tout particulier à sa politique agricole.

C'est dans ce but qu'il a travaillé à la ruralisation des programmes scolaires, à l'établissement de cours pour les fils de cultivateurs; qu'il a mis tout en œuvre pour intéresser les gens de la campagne à demeurer sur leurs terres, en y trouvant leur bien-être matériel et une satisfaction que l'ouvrier et sa famille recherchent en vain dans les distractions et les plaisirs de la ville.

C'est aussi dans le but de garder le cultivateur sur sa terre, assurance de richesse durable et stable pour la province et le pays, et pour que l'habitant aime son patrimoine, le garde et le cultive avec amour et passion que le chef de l'Union nationale mettait à sa disposition tous les moyens de conserver sa propriété et de l'exploiter.

C'est parce que l'accès à la propriété est une condition essentielle et nécessaire à la survivance de la race que le chef de l'Union nationale a voulu rendre les cultivateurs maîtres chez eux, car, si nous voulons être maîtres dans notre province, il faut posséder d'abord la propriété.

C'est encore et toujours parce qu'il connaissait la souveraineté du problème agricole que le chef de l'Union nationale convoqua une session d'urgence, en octobre 1936, qui devait, par les lois qui y furent adoptées, changer complètement l'orientation de la province de Québec et l'acheminer dans la voie d'une politique reposant sur les bases les plus solides, c'est-à-dire celle de la primauté du capital humain sur le capital argent et celle de la stabilité agricole.

C'est pourquoi le chef de l'Union nationale, à cette session spéciale de 1936, a créé de toutes pièces le crédit agricole, changeant au moment propice l'orientation économique du Québec, parce qu'on faisait enfin servir l'argent à la mise en application d'une politique vraiment nationale, sociale et familiale.

Le prêt agricole assure aux cultivateurs la possession du sol, qui est un rempart et une forteresse contre la dictature économique. Le prêt agricole assure aux cultivateurs la possession du sol qui est la meilleure garantie de conservation de nos traditions.

Cette réforme a conservé à notre nation la principale garantie de force et de stabilité. L'agriculture constitue dans notre province la banque nationale par excellence où sont conservés nos trésors; l'agriculture est un réservoir de richesses humaines.

La terre offre une valeur stable parce qu'elle fournit la nourriture, le logement, l'habillement et toutes les principales nécessités de la vie.

En instituant le crédit agricole, le gouvernement Duplessis a réglé et stabilisé la situation financière rurale, tant au point de vue municipal que scolaire. On sait que les finances municipales sont la protection des finances provinciales. Une institution telle que le crédit agricole assure aussi la décentralisation des richesses, qui est un instrument indispensable contre le totalitarisme et l'hitlérisme.

N'est-il pas étrange de constater que le Parti libéral a toujours été opposé au crédit agricole? Lorsque les députés préconisaient cette réforme sur le parquet de cette Chambre, M. Alexandre Taschereau, alors premier ministre, ne déclarait-il pas que "Québec souffrait d'un excès de crédit"? Qui ne se souvient d'avoir entendu le premier ministre actuel, parlant le 3 mai 1934 aux cultivateurs de Saint-Barthélemy, s'écrier: "Je vous dirai sans crainte que vous êtes des paresseux, vous, les cultivateurs. Vous êtes capables de vous lever le matin et vous avez assez de courage pour travailler très fort. Mais vous êtes aussi des paresseux." D'ailleurs, le même premier ministre, alors ministre de l'Agriculture, n'avait-il pas déclaré aux délégués du congrès de l'Union catholique des cultivateurs, le 10 novembre 1933: "Je crois que le plus mauvais service qu'on puisse rendre à l'agriculture dans la province, c'est de demander un crédit agricole."

Dans les mêmes jours, le premier ministre actuel était contredit par Olivar Asselin, alors directeur du *Canada*, lorsqu'il écrivait: "Il y a un crédit agricole à créer, malgré la pitoyable expérience faite par le gouvernement fédéral dans ce domaine. Pour ma part, continuait M. Asselin, je ne serais pas trop en peine d'en indiquer le plan."

Il est mort il y a quelques années. Apparemment, il n'a jamais livré son plan ou son secret au premier ministre qui n'a pas changé d'avis sur le crédit agricole. On peut s'en convaincre à la lecture des citations suivantes:

Ainsi, en ouvrant les *Journaux de l'Assemblée législative* du 12 avril 1933, à la page 258, on lit ce qui suit:

Proposé par Laurent Barré, député de Rouville, appuyé par Antonio Élie, député d'Yamaska:

Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté, recommande au gouvernement d'instituer immédiatement un système de crédit d'urgence pour venir en aide à la classe agricole de cette province."

Et l'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Sauvé, 8.

**Contre:** MM. Arcand, Bastien, Bélanger, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Desmarais, Dillon, Drouin, Dugas, Duval, Fauteux, Giguère, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lemieux, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Phaneuf, Piché, Plante, Power, Sabourin, Fillion (Laval), Fortin, Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Si on veut savoir quelle a été dans le passé l'attitude du Parti libéral au sujet du crédit agricole, on peut aussi référer aux *Journaux de l'Assemblée législative*. On trouvera pour l'année 1934, aux pages 360 et suivantes, une motion de M. Laurent Barré, ancien député de Rouville, qui disait ceci:

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Saving Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ % actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

Évidemment, le Parti libéral, le gouvernement du temps, y compris le premier ministre actuel, ont voté contre cette motion.

Toujours en lisant les *Journaux de l'Assemblée législative*, du 19 mai 1936 cette fois, c'est Patrice Tardif, député de Frontenac, qui propose un amendement qui se lit comme suit: Que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les crédits nécessaires à Sa Majesté,

recommande au gouvernement d'instituer immédiatement un système de crédit d'urgence pour venir en aide à la classe agricole de cette province."

Et le débat se continue sur l'amendement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger, Barré, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bertrand, Bourque, Castonguay, Choquette, Cliche, Drouin, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Goudreau, Gouin, Grégoire, Hamel, Labbé, Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Lauriault, Leduc, Lesage, Lorrain, Monk, Pouliot, Rochefort, Rousseau, Sauvé, Sherman, Smart, Tardif, Tremblay, Trudel, 39.

**Contre:** MM. Authier, Bastien, Beaulieu, Bercovitch, Bergeron, Bouchard, Bouthillier, Byrne, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Connor, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Daniel Dansereau, David, Delagrave, Dufour, Dumaine, Farand, Francoeur, Gagnon, Gaudet, Gault, Godbout, Lamoureux, Lawn, Mercier fils, Merleau, Messier, Moreault, Rajotte, Rochette, Rochon, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Thurber, Turcotte, 45.

Ceci prouve hors de tout doute que celui qui traitait les cultivateurs de paresseux, à Saint-Barthélemy, a toujours été opposé à l'institution d'un crédit agricole provincial.

En 1936, lors de son arrivée au pouvoir, l'une des toutes premières pièces de législation déposées par le gouvernement Duplessis fut le crédit agricole. Par cette législation, le nouveau gouvernement mettait à la disposition des cultivateurs et de leurs fils la somme de \$15,000,000 au taux de 4 %, comprenant intérêt et fonds d'amortissement, pouvant être remboursée sur une période de 30 ans.

L'année suivante, un montant de \$10,000,000 additionnel était voté et, la troisième année, le montant mis à la disposition des cultivateurs était porté à \$35,000,000.

Veut-on se rendre compte des bienfaits du prêt agricole pour les populations du Québec, au triple point de vue social, familial et national? En trois ans, de septembre 1936 à septembre 1939, l'administration Duplessis a payé aux créanciers des cultivateurs qui obtinrent des prêts environ \$30,000,000.

Voici un sommaire des activités de l'Office du prêt agricole de trois ans:

Nombre de prêts consentis .....	14,996
Montant des prêts consentis .....	\$35,625,064.41
Nombre des prêts payés .....	12,624
Montant de prêts payés .....	\$29,539,914.41

Cette somme de \$29,539,914.41 a été employée à payer les sommes suivantes:

Montant des hypothèques .....	\$23,343,348.97
Montant des taxes municipales .....	239,056.47
Montant des taxes scolaires .....	231,745.72
Montant des taxes d'église .....	111,689.41
Montant des rentes seigneuriales ....	14,469.31
Montant des dettes ordinaires .....	<u>6,599,604.53</u>
Soit un total de .....	\$29,539,914.41

Les 12,624 emprunts auxquels le prêt a été payé se répartissent comme suit:

Célibataires .....	1,091
Mariés .....	10,752
Veufs .....	<u>721</u>

Total ..... 12,624

Les emprunteurs possédaient les familles suivantes :

Fils vivant sur la ferme .....	30,274
Filles vivant sur la ferme .....	<u>26,870</u>

Total ..... 57,144

Afin de se rendre compte de l'étendue de cette œuvre familiale, sociale et nationale, permettez-moi de vous offrir des statistiques sous une autre forme. On sera mieux en mesure de juger de l'étendue des répercussions de la mise en circulation de 35 millions de dollars par l'entremise du prêt agricole:

Nombre de prêts payés .....	12,624
Grandeur de la propriété donnée par les emprunteurs :	
Arpents .....	1,048,297
Acres .....	612,423
Montant demandé par les emprunteurs .....	\$31,970,273.91
Valeur du terrain donné par les emprunteurs .....	\$41,875,883.18
Valeur des bâtisses données par les emprunteurs .....	\$26,483,709.82
Total de la valeur du terrain et des bâtisses .....	\$70,159,593.00
Évaluation municipale de la propriété .....	\$35,224,197.00

Montant accordé par le bureau des régisseurs .....	\$29,539,914.41
Roulant de la ferme :	
Valeur des animaux .....	\$11,168,716.88
Valeur du matériel .....	<u>\$10,172,140.83</u>

Total du roulant de la ferme ..... \$21,310,857.71

Comme toutes ces transactions ont été effectuées conformément à toutes les lois en vigueur, on a procédé à l'examen et au nettoyage des titres sur la propriété, qui constituaient souvent, par le passé, des litiges donnant lieu à des procès ruineux.

En payant les taxes et autres redevances, les corporations publiques sont rentrées en possession d'un capital gelé dans bien des cas depuis plusieurs années. Les dettes ordinaires, une fois consolidées, les bâtiments améliorés, les instruments aratoires, complètement payés, des milliers de familles, représentant près de 100,000 personnes, ont vu leur avenir assuré sur le bien de la famille, si cher au cœur de nos compatriotes.

L'Union nationale voulait stabiliser les conditions de vie du cultivateur pour toujours et, avec sa clairvoyance habituelle, le premier ministre d'alors vit loin dans l'avenir. Il mit le fermier à l'abri des perturbations qui suivirent le conflit de 1914-1918, en l'aidant à régler ses problèmes avant le conflit actuel. Notre classe agricole peut maintenant envisager les problèmes d'après-guerre sans trop d'inquiétude.

Il n'en est pas de même des emprunteurs actuels, de ceux qui font appel au prêt agricole administré par le Parti libéral. La raison en est bien simple. En arrivant au pouvoir en 1940, le gouvernement libéral actuel a saboté le prêt agricole de toutes les manières imaginables et en forçant les intéressés à s'adresser au fédéral. D'abord, le montant mis à la disposition de l'Office fut considérablement réduit et devint insuffisant. Ensuite, le gouvernement mit en vigueur des règlements plus sévères, qui empêchèrent un grand nombre de cultivateurs qui se procurent généralement une partie de leurs revenus dans les chantiers d'emprunter, car l'Office exigeait que tout le revenu provienne de la terre.

Alors que le cultivateur pouvait emprunter à 2½ %, le taux d'intérêt sur les prêts fut porté à 3 %. Il n'en fut pas autrement du fonds d'amortissement du capital qui avait été fixé par l'Union nationale à 1½ %. Le gouvernement actuel le porta à 2.714 %, de sorte qu'au lieu d'un remboursement annuel, intérêt et fonds d'amortissement de 4 %, le

cultivateur est maintenant obligé de payer 5.714 %, c'est-à-dire un taux plus élevé que celui du prêt agricole fédéral, jugé insuffisant et inefficace pour la province de Québec.

Non content de saboter l'œuvre familiale, sociale et nationale du prêt agricole, le gouvernement actuel a même eu l'audace de vouloir faire de l'argent dans ses transactions pour soulager la misère des cultivateurs. En vertu d'un arrêté ministériel du 5 avril 1941, ce gouvernement a décidé qu'il prêterait de l'argent au prêt agricole, non plus au taux de 2½ % par an, mais de 4.13 % et, le 4 mars 1942, il augmente encore le taux à 4.25 %.

Le taux d'intérêt fixé par l'Union nationale était favorable aux cultivateurs et pratique pour eux. Il était de nature à faire baisser les taux d'intérêt sur l'argent d'une façon générale. C'est par des mesures de cette nature que l'Union nationale affirmait la primauté du capital humain.

En trois ans, l'administration nationale a mis à la disposition des cultivateurs et de leurs fils la somme de \$35,000,000. Le gouvernement actuel, un gouvernement "croupion", dirait feu Ernest Lapointe, a accordé moins de la moitié de cette somme en l'espace de cinq ans, et cela, à des taux d'intérêt exorbitants.

Si je voulais employer une méthode chère au trésorier provincial, je traduirais ces chiffres en pourcentage et je dirais que, pendant les cinq années de l'administration libérale, nos amis d'en face n'ont prêté, en moyenne, que 18 % à 19 % par année de ce que prêtait annuellement l'Union nationale durant son administration. De plus, le taux d'intérêt étant augmenté de 4 % à 5.71 %, il y aurait là encore une augmentation dans le taux d'intérêt d'environ 45 %.

L'Union nationale a sauvé l'agriculture, notre principale richesse nationale. Elle a voulu le cultivateur maître chez lui, comme elle a rendu le colon libre, sur une terre libre. Cette possession du sol, avec l'assurance d'être maître chez soi, est la première condition du succès de la classe agricole.

À la veille des élections, le gouvernement actuel veut donner l'impression qu'il fait quelque chose, mais il remplace par du camouflage électoral le patriotisme sain, honnête et désintéressé, pratiqué par l'Union nationale.

Il y a plus que cela. À la veille des élections, le gouvernement actuel veut détourner l'attention du public avec la question de l'électricité. Si le régime était sérieux, il n'en resterait pas moins vrai que l'électrification rurale serait impossible et inutile si les cultivateurs sont pauvres et endettés. Tout le monde va admettre qu'il est impossible de poser des

fils électriques, s'il n'y a pas d'abord des maisons et des gens qui peuvent se servir d'électricité.

La motion est adoptée.

#### En comité:

Présidence de MM. Potvin (Roberval) et Delagrave (Québec-Ouest).

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose: Que l'article 8 de la loi du crédit agricole du Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 113) soit modifié en remplaçant le paragraphe *a*, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 40, par le suivant:

"*a*. emprunter par émission d'obligations ou autrement jusqu'à concurrence de cinquante millions de dollars;"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand l'Union nationale a créé un crédit agricole, certains fanatiques s'opposaient à cette réforme essentielle. Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), entre autres, disait que le gouvernement prêtait l'argent de ses compatriotes aux cultivateurs et que ce n'était pas raisonnable de prendre l'argent des Canadiens pour le prêter à des Canadiens.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** fait signe qu'il n'a jamais dit cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le trésorier provincial et ses amis, après avoir dénoncé le prêt agricole, après avoir combattu la mesure quand le gouvernement de l'Union nationale l'appliquait en 1936, sont obligés d'en souligner les mérites. Aujourd'hui, il a l'audace de se vanter du crédit agricole comme si c'était son œuvre. Le trésorier lui-même, dans son discours du budget, ne peut faire autrement que de reconnaître et de louer l'empressement avec lequel les cultivateurs remboursent le capital avant échéance.

Il a déclaré, encore cette année, qu'ils ont remboursé \$1,000,000 de plus que ce qu'ils étaient strictement tenus de rembourser. Ça prouve la vision de l'Union nationale. C'est la preuve que nous avons eu raison d'avoir confiance aux cultivateurs et d'établir ce crédit. Seulement, je considère qu'au lieu d'établir un système provincial à côté d'un système fédéral il vaut mieux, par une législation appropriée, améliorer ce dernier système au bénéfice des cultivateurs québécois.

Le Parti libéral a toujours été contre le crédit agricole. M. Taschereau disait que les cultivateurs ne payaient pas leurs dettes. Et le ministre de l'Agriculture du temps, aujourd'hui premier ministre, disait que les cultivateurs avaient trop de facilité pour emprunter. Nous, de l'Union nationale, avec le crédit agricole, avons fait de l'agriculture un des grands actifs de la province. Le crédit agricole a sauvé l'agriculture et la province de Québec et permettra aux cultivateurs de subir avec moins de difficultés la transition entre la période de guerre et celle de l'après-guerre. Le crédit agricole aidera à la solution de nos problèmes de l'après-guerre, car sans le crédit agricole, les problèmes pourraient être terribles pour nos cultivateurs.

Le gouvernement actuel tente de ruiner le crédit agricole parce que c'est l'Union nationale qui l'a créé et mis en pratique. Il a tout fait pour saboter le crédit agricole provincial; il a porté le taux d'intérêt de  $2\frac{1}{2}\%$  à  $3\%$  et l'amortissement, de  $1\frac{1}{2}\%$  à  $2.712\%$ . Le gouvernement a rendu le prêt inopérant, car les conditions actuelles du prêt provincial sont plus onéreuses que celles du prêt fédéral. De plus, sous l'Union nationale, on pouvait rembourser en 39 ans, en 25 ans ou dans une période plus courte. En réduisant de 39 ans à 25 ans la période de remboursement, le régime actuel aggrave la situation. Le gouvernement prend tous les moyens pour ne pas prêter aux cultivateurs. On devrait rétablir l'ancien système.

L'opposition est donc prête à voter la loi sans délai si le gouvernement s'engage à abaisser le taux d'intérêt au même niveau que du temps de l'Union nationale, c'est-à-dire de ramener à  $4\%$  le taux de l'intérêt et du fonds d'amortissement et de rétablir le délai de remboursement à 39 ans au lieu de 25 ans.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, vous devez être surpris de la discussion de cette législation sur laquelle tout le monde, au fond, est d'accord. À entendre les orateurs de la gauche, on dirait que nous abolissons le crédit agricole, alors que, loin de l'abolir, nous mettons \$2,000,000 de plus à la disposition de l'Office. Les députés de l'opposition ont toujours cherché à donner une fausse impression sur l'attitude du Parti libéral, quand le gouvernement de l'Union nationale présenta sa loi de crédit agricole, en 1936. Pourquoi discuter et chercher à faire croire à la population que les libéraux sont des ennemis de la classe et du crédit agricoles?

On nous fait dire le contraire de ce que nous avons toujours pensé. Le Parti libéral n'a jamais été

contre le crédit agricole; il a toujours cru que les cultivateurs ont besoin de crédit, mais il estimait qu'il valait mieux améliorer le système fédéral plutôt que d'en créer un autre de toutes pièces. Pas un seul libéral ne s'est opposé à ce que les cultivateurs reçoivent les secours financiers dont ils avaient besoin.

L'opposition essaie également de faire croire que j'ai été opposé au crédit agricole. Ce que j'ai dit autrefois, c'est ceci: "Il y avait un crédit fédéral qui pouvait être utilisé et ainsi c'est l'argent de tout le pays que l'on aurait prêté aux cultivateurs. La province aurait pu utiliser le sien à des œuvres méritoires comme la santé publique, par exemple." Ainsi, j'admets que j'ai été contre l'établissement d'un crédit agricole provincial, et ce, parce qu'il existait déjà dans le temps un prêt agricole fédéral qui, s'il avait été adapté pour répondre aux besoins des cultivateurs du Québec, leur aurait été plus utile qu'il ne l'est présentement.

Mais, en 1934-1935-1936, le gouvernement libéral s'est rendu compte que le système de crédit fédéral présentait trois inconvénients principaux qui empêchaient les cultivateurs de s'en prévaloir: l'intérêt à  $5\%$  qui était évidemment trop élevé; le coût des recherches des titres était prohibitif; et la période de temps trop long que l'on prenait pour examiner les fermes. Nous étions en faveur d'un crédit meilleur, plus rapide et moins coûteux. Mais, comme nous avions à administrer non pas notre argent mais l'argent du peuple, nous avons cru préférable de tenter d'améliorer le prêt fédéral au lieu d'en instituer un autre.

Le gouvernement provincial s'est alors engagé à faire disparaître ces difficultés en payant  $2\%$  de l'intérêt exigé au cultivateur, de sorte qu'il ne lui reste que  $3\%$  à payer quand ceux des autres provinces paient  $5\%$ . En second lieu, le gouvernement a offert de payer la moitié du coût des frais pour la recherche des titres et de former un service de recherche sans aucuns frais pour les cultivateurs. Il restait la question de l'examen des fermes. Le gouvernement provincial a alors obtenu d'Ottawa qu'il crée 20 districts d'inspection en notre province, avec quatre inspecteurs par district et que les agronomes soient chargés de l'inspection des propriétés, de sorte qu'on pouvait nous garantir que l'inspection se ferait dans les 15 jours de la demande de crédit.

Avec ces corrections, le système fédéral mis en application avec la coopération de deux gouvernements et aux dépens de tout le pays eût été parfait. Le crédit fédéral aurait pu prêter aux



cultivateurs l'argent de tout le pays, au lieu d'utiliser seulement celui des contribuables du Québec. On l'a donné même aux cultivateurs des provinces de l'Ouest.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a dit que les cultivateurs avaient trop de crédit.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit qu'il ne fallait pas une multiplicité de crédits, mais un bon crédit bien organisé. Je suis encore d'avis que deux, trois ou quatre systèmes différents sont moins efficaces pour les cultivateurs qu'un seul système.

Sans doute, les cultivateurs ont besoin de l'État pour les aider, mais il y a beaucoup d'autres œuvres aussi à soutenir. L'argent que nous aurions pu sauver à la province, en améliorant le prêt fédéral, nous aurions pu le mettre à la disposition de l'éducation, par exemple. Car il faut bien se rendre compte que l'argent que le gouvernement dépense, c'est l'argent du peuple, et un ministre qui ne cherche pas à épargner chaque sou de l'argent du peuple ne fait pas son devoir. Laisser entendre à toutes les classes de la population que le gouvernement peut se substituer à elles, c'est leur rendre un bien mauvais service. Le cultivateur ne demande pas la charité et il est prêt à payer ce qui est juste et raisonnable comme les autres citoyens.

Le chef de l'opposition nous reproche aussi d'avoir rendu le système provincial moins avantageux, plus onéreux que le crédit fédéral. C'est faux. Le crédit fédéral, au contraire, coûte encore plus cher que le crédit provincial. Chaque cultivateur qui emprunte du crédit agricole fédéral doit rembourser \$35 de plus pour chaque \$1,000 emprunté que lorsqu'il emprunte du système provincial. Et, parce que le crédit agricole coûtait environ \$35 plus cher aux cultivateurs, le Parti libéral était favorable, en 1936, à intervenir à Ottawa pour obtenir des conditions plus favorables.

Même en demandant aux cultivateurs 3 % d'intérêt, le gouvernement actuel se montre encore plus généreux que celui de l'Union nationale qui demandait 2½ %, car alors le loyer de l'argent était moins élevé. Le gouvernement de l'Union nationale a ruiné le crédit de la province, de 1936 à 1939. Voilà pourquoi nous avons été forcés de hausser le taux de l'intérêt sur les prêts agricoles de 2½ % à 3 %, car, après les trois années d'administration de l'Union nationale, le gouvernement est obligé de payer plus cher pour emprunter, l'intérêt qu'il paie

lui-même ayant monté depuis 1936. Le gouvernement prête l'argent au taux moyen auquel il emprunte lui-même l'argent et, à 3 % d'intérêt, le gouvernement est plus généreux que l'Union nationale à 2½ %. D'ailleurs, 3 %, c'est un intérêt raisonnable auquel aucun cultivateur ne s'objecte. Le cultivateur ne demande pas la charité.

Nous avons réduit la période de remboursement de 40 à 25 ans, car je ne trouve pas sage d'accorder jusqu'à 39 ans aux cultivateurs pour rembourser la province de Québec et j'estime que 40 ans, c'est trop. Le cultivateur qui hypothèque sa propriété pour 40 ans non seulement s'engage lui-même pour la vie, mais engage souvent ses enfants et même ses petits-enfants et c'est de la mauvaise politique. En définitive, le prêt coûte plus cher, car le cultivateur doit payer l'intérêt plus longtemps. Accorder des facilités trop grandes et une période de remboursement trop longue, c'est un mauvais service à rendre à la classe agricole. Une période de remboursement de 25 ans, c'est suffisant.

Le crédit agricole provincial, organisé en 1936, fonctionne très bien et avec beaucoup plus d'efficacité car il ne faut pas oublier que depuis 1939, soit depuis cinq ans, nous l'avons constamment amélioré. Nous mettons les agronomes à la disposition des cultivateurs emprunteurs afin qu'ils améliorent leur production et leur revenu. De plus, l'Office travaille en coopération non seulement avec le gouvernement et avec les cultivateurs eux-mêmes, mais aussi avec leurs sociétés mutuelles et leurs caisses populaires. Ces dernières se répandent de plus en plus dans la province. Le jour où les cultivateurs, grâce à leurs caisses populaires dans chaque paroisse, pourront se passer du gouvernement et de l'aide agricole, ce sera un grand jour pour l'agriculture québécoise. Les cultivateurs seront indépendants, heureux et fiers de leur profession.

Ils n'ont jamais demandé la charité et répété sur tous les tons qu'un gouvernement qui les a sauvés de la ruine, c'est faire des exagérations que les cultivateurs n'aiment pas du tout, j'en suis certain. Les cultivateurs québécois sont mieux soutenus par leur gouvernement que ne le sont les cultivateurs de n'importe quelle autre province. Mais le gouvernement ne peut remplacer les cultivateurs. Rien ne vaut une classe agricole groupée dans des unions solides et puissantes.

Le gouvernement actuel consacre 10 % de son budget à l'agriculture et à l'aide aux cultivateurs, quand aucun autre gouvernement, au Canada, ne dépasse 5 % dans le même but. Nous voulons un avenir meilleur pour nos cultivateurs, et surtout, nous

désirons voir surgir une bonne jeune génération de cultivateurs bien instruite de tous les problèmes qu'elle aura à affronter; c'est à cela que tendent tous nos efforts. Montrons aux cultivateurs que ce qui importe plus que tout le reste, c'est une bonne éducation pour leurs enfants afin que nous ayons une classe agricole forte. Car elle n'est pas seulement la pierre d'assise de toute la société; elle est aussi un réservoir de vie morale pour la formation de bons et honnêtes citoyens dans les générations futures.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rend hommage au notaire Eugène Poirier, premier président de l'Office du crédit agricole, pour l'œuvre qu'il y a accomplie. Si le système a bien fonctionné, dit-il, c'est grâce à celui qui l'a organisé; il l'a si bien organisé que, de l'aveu même du premier ministre, les cultivateurs remboursent \$1,000,000 de plus qu'ils ne sont obligés de payer, chaque année. Le notaire Poirier a fait preuve d'un dévouement et d'un désintéressement sans bornes. Il était plus avantageux de payer \$8,000 au notaire Poirier pour sauver la province et la classe agricole que de payer \$18,000 à l'honorable T.-D. Bouchard pour ruiner la province.

Le premier ministre a une tendance à vouloir toujours s'accrocher à Ottawa et à préférer un système fédéral à un système provincial conforme à nos aspirations et aux droits de la province. C'est une mentalité malheureuse. Pourquoi s'accrocher à Ottawa? L'Union nationale avait une autre mentalité. Conformément à l'autonomie de la province, elle a donné aux cultivateurs un crédit agricole pour Québec et adapté aux besoins de Québec. Nous avons ainsi affirmé les droits et les prérogatives du Québec en matière d'agriculture. Le premier ministre admet que le crédit fédéral coûte \$35 de plus par \$1,000 au cultivateur et, malgré cela, il veut encore s'accrocher au crédit fédéral. Élu sur une vague fédérale, il faut qu'il confie à Ottawa les destinées de la province de Québec.

Le premier ministre est mal venu de parler d'économie pour les cultivateurs quand il vient de faire voter un projet qui entraînera des dépenses de \$200,000,000 à \$300,000,000.

Sous l'Union nationale, le cultivateur pouvait rembourser quand il le voulait, mais il avait un droit à bénéficier d'une période essentielle de remboursement de 39 ans.

Le gouvernement charge au prêt agricole un taux d'intérêt trop élevé. Il a prouvé son incompétence en empruntant à un taux d'intérêt élevé

alors que le taux de l'intérêt baisse partout et le gouvernement charge 4.13 % et 4¼ %. Si c'est véritablement le taux moyen d'intérêt payé par le gouvernement, comme le dit le premier ministre, cela montre où en est rendu le crédit de la province. Je demande donc au gouvernement de baisser le taux d'intérêt à 2½ % et le fonds d'amortissement à 1½ %. Et, si le premier ministre veut réduire le taux d'intérêt, nous allons adopter sa résolution.

**M. Barrette (Joliette):** Le premier ministre a admis qu'il était contre le crédit agricole provincial.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais dit cela. Je favorisais l'amélioration du crédit fédéral, mais je ne m'opposais pas au crédit provincial.

**M. Barrette (Joliette):** M. l'Orateur, le discours du premier ministre prouve, une fois de plus, combien le gouvernement libéral de Québec gravite dans l'orbite de ses amis d'Ottawa. Les relations du régime de Québec avec Ottawa font tort à la province. Le gouvernement nous présente des résolutions pour augmenter les fonds mis à la disposition de l'Office du crédit agricole provincial. Le gouvernement n'a pas été capable d'aborder cette œuvre de l'Union nationale, mais il l'a rendue à peu près inefficace, en augmentant les taux d'intérêt et d'amortissement de 4 % à 5.71 %, en conseillant aux cultivateurs de s'adresser au crédit agricole fédéral plutôt qu'à Québec et en offrant quelquefois moins de la moitié du montant demandé par les cultivateurs.

Ceux-ci se sont vite rendu compte que le gouvernement leur imposait des conditions inacceptables pour les décourager de faire des demandes. Ils ont été aussi surpris que l'Office de Québec leur conseillât de faire leurs demandes à Ottawa. C'était peu logique. C'était le renversement du bon sens, mais le gouvernement avait un but, et ce but, il l'a atteint puisque les cultivateurs ont cessé de faire des demandes à l'Office de Québec. À ceux qui, quand même, s'obstinaient à faire leurs demandes à l'Office provincial, après 1939, on a offert 50 % ou 60 % du montant qui leur était nécessaire pour payer leurs dettes, dans le but évident de décourager ces emprunteurs.

Aussi, des masses de demandes ont été retirées. Si le gouvernement avait voulu faire autant que l'Union nationale, il aurait prêté \$35,000,000 en trois ans, comme l'a fait l'Union nationale et au même taux. Il n'a pas fait cela, il est maintenant trop tard pour faire aussi bien. Tout de même, si le

gouvernement actuel, pris d'un remords tardif, prêtait au même taux que sous l'Union nationale et portait à \$70,000,000 les argents mis à la disposition du crédit provincial, il prendrait cinq ans pour faire ce qui s'est fait en trois ans, de 1936 à 1939. Mais, au lieu d'ajouter \$35,000,000 en trois ans ou même en cinq ans au fonds mis à la disposition du crédit agricole, le gouvernement n'a fait qu'ajouter 15 millions en cinq ans, soit trois millions par année.

Si nous tenions compte des paiements et remboursements effectués par les cultivateurs depuis 1919 et du pourcentage de cette somme de 15 millions qui ne sera pas prêtée, nous constatons qu'en définitive le gouvernement n'a prêté en moyenne qu'un peu plus d'un million par année, et à des taux excessifs. Dans mon comté, 10 prêts seulement ont été consentis suivant le système fédéral en 10 ans, tandis qu'en l'espace de deux ans et demi, sous l'Union nationale, l'Office a prêté à 245 cultivateurs. La comparaison s'impose. En l'espace de cinq ans, sous le gouvernement actuel, l'Office n'aura prêté que \$1,500,000 par année, en moyenne, en tenant compte des remboursements et à des taux prohibitifs, tandis que de 1936 à 1939, sous l'Union nationale, la somme annuelle prêtée a été de 12 millions par année, à des taux de faveur.

Vraiment les libéraux n'ont pas de quoi se vanter, et les cultivateurs ont raison de dire que, sous l'Union nationale, ils avaient un crédit agricole qui prêtait, tandis que, sous le présent gouvernement, ils ont un crédit qui ne prête pas.

D'ailleurs, M. l'Orateur, il est évident que la question agricole n'est pas comprise par l'administration actuelle. Les déclarations faites par le premier ministre et applaudies par les membres de son parti le prouvent abondamment. Le premier ministre a affirmé, dès la session de 1941, que ce dont les cultivateurs avaient besoin, c'étaient des prêts variant de \$51.11 à \$111.11 (Assemblée législative, 4 juin 1941). Un an plus tard, il a affirmé qu'il n'avait pas changé d'opinion en se déclarant opposé à un prêt agricole provincial, dans les termes suivants, tels que rapportés dans *L'Événement-Journal* du 17 avril 1941: M. Godbout:

"Je n'ai jamais en honte de mon attitude au sujet du crédit agricole. Nous ne nous sommes jamais opposés à ce que les cultivateurs obtiennent le crédit nécessaire, mais, comme nous avions déjà un système, nous croyions qu'il valait mieux améliorer celui-là que d'en créer un de toutes pièces. Je n'ai pas changé d'avis. Si j'avais encore le choix aujourd'hui, je maintiendrais la même attitude plutôt que de créer un second système de crédit à côté du

premier. Et je suis sûr que les cultivateurs m'approuvent."

En parlant ainsi, le premier ministre, qui est aussi ministre de l'Agriculture, manifestait son opposition à un prêt agricole provincial et, lorsqu'il prétendait que ce serait trop de maintenir deux organisations de crédit pour l'industrie basique par surveillance, il donnait la preuve qu'il connaissait bien mal la question, surtout quand tout le monde sait que l'organisme du crédit fédéral ne fonctionnait pas dans Québec. Le prêt fédéral, dont parle le premier ministre, est plus favorable à l'Ouest qu'à notre province. Il ne tient pas compte de la valeur des bâtisses, alors que cette valeur est souvent de 5 % dans l'Ouest et de 35 % chez nous. Le prêt fédéral fonctionne mal dans Québec.

D'ailleurs, l'industrie et le commerce ont plusieurs sources de crédit et chacun reconnaîtra que, lorsqu'une de ces sources vient à manquer, c'est le désarroi et le chômage qui s'ensuit. Pourquoi alors avoir refusé si longtemps un crédit provincial nécessaire à l'agriculteur? Pourquoi avoir dit et répété que l'agriculture se mourait d'un excès de crédit, alors qu'en réalité elle n'en avait pas? Et pourquoi avoir combattu cette loi de l'Union nationale lorsqu'elle fut adoptée, pour ensuite la saboter à la première occasion, comme on continue de le faire encore cette année en ne mettant que \$3,000,000 à la disposition de l'Office provincial?

M. l'Orateur, il est évident que le premier ministre ne représente pas les cultivateurs dans cette Chambre, même leurs besoins et leurs intérêts. Je l'ai entendu, un jour, faire cette déclaration renversante qu'il avait augmenté les taux d'intérêt et d'amortissement du prêt agricole provincial pour le mettre sur un pied d'égalité avec le prêt fédéral. Le même jour, il disait (Assemblée législative) 17 juin 1941:

"Je préfère le prêt agricole fédéral parce que lorsque les cultivateurs ne paieront pas, c'est le gouvernement fédéral qui perdra." M. l'Orateur, j'affirme avoir entendu le premier ministre s'exprimer ainsi.

Quelle différence entre ces déclarations et celles qui furent faites par le chef de l'Union nationale qui, lui, avait confiance dans l'honnêteté de nos cultivateurs et n'a pas hésité à mettre en trois ans \$35,000,000 à la disposition du crédit provincial qu'il a institué comme il avait promis de le faire. Le chef de l'Union nationale a sauvé l'agriculture québécoise, il a voulu sauver la terre parce qu'il a compris que c'est la terre qui peut nous sauver; il a eu raison de faire confiance à nos gens des

campagnes qui paient avec ponctualité et fierté les intérêts et remboursements dus à l'Office.

Avant l'avènement de l'Union nationale, tout le monde était d'accord pour dire que l'agriculture périssait. Les libéraux se vantaient que l'agriculture était dans le marasme; on clamait la misère du cultivateur québécois sur tous les sens, mais c'est tout ce qu'on faisait. Les gouvernements du temps assistaient, impassibles et indifférents, à la désertion de nos campagnes, à l'agenda de notre agriculture. L'agriculture québécoise n'avait pas de marchés pour ses produits et n'avait pas de source de crédit. Il a fallu l'arrivée au pouvoir du chef de l'Union nationale pour qu'une loi instituant un crédit agricole provincial soit adoptée. En passant la loi du crédit agricole, le chef de l'Union nationale a virtuellement sauvé des milliers de cultivateurs de la ruine, activé le retour à la terre et amélioré le crédit municipal.

C'est à l'honneur de l'Union nationale d'avoir sauvé les agriculteurs avec un crédit agricole provincial. Heureusement, la province a eu un bon ministre de l'Agriculture, l'honorable Bona Dussault, sous l'Union nationale. Dès la première année de l'Union nationale, \$15,000,000 furent prêtés à nos cultivateurs et, en trois ans, \$35,000,000 ont été votés pour le crédit agricole provincial. Nos adversaires ont alors prétendu que nous endettions la province pour prêter à des gens qui ne rembourseraient pas le gouvernement et que, par conséquent, nous ruinions le crédit de la province en passant cette loi.

M. l'Orateur, nous avons toujours compris, dans les rangs de l'Union nationale, qu'on ne ruine pas une province en sauvant son agriculture. Nous avons toujours compris que c'est quand on emprunte de l'argent pour le dépenser inutilement qu'on fait des dettes, et que ce n'est pas quand on prête de l'argent qu'on ruine son crédit. Sous l'Union nationale, la province a emprunté pour faire fonctionner la loi du crédit agricole, c'est vrai. Mais, quand on emprunte d'une personne pour prêter à une autre, on le fait avec un but: ou bien on emprunte pour prêter ensuite à un taux plus élevé, c'est ce que fait le gouvernement actuel, ou l'on emprunte pour prêter au même taux ou à un taux plus bas, pour rendre service, et c'est ce qu'a fait l'Union nationale.

La loi n'avait pas d'autre but que de venir en aide aux cultivateurs en prêtant sur une valeur solide: le sol de la province de Québec. Voilà pour la garantie matérielle. Pour ce qui est de la valeur morale de nos cultivateurs, mise en doute dix fois en cette Chambre par les députés libéraux quand la loi fut passée, eh bien, n'en déplaise à ses amis de la

droite, dans nos campagnes la valeur morale vaut encore mieux que la garantie matérielle.

Quand on a dit et répété dans cette Chambre que le gouvernement ne serait pas remboursé, d'abord on a dit une chose qui disait contraire à la vérité, puis on a laissé planer un soupçon sur l'honnêteté de nos cultivateurs, et on les a calomniés après avoir refusé de les aider. Lorsque la loi du crédit agricole fut présentée, le Parti libéral y fit une opposition fougueuse sous le prétexte que les cultivateurs québécois ne rembourseraient pas l'Office et qu'ils avaient déjà trop de crédit. Comment se fait-il alors que nos cultivateurs empruntèrent \$35,000,000 en moins de trois ans, de 1936 à 1939, sous l'Union nationale? Et peut-on nier qu'ils remboursent intégralement les argents dus à l'Office? Ainsi donc, les affirmations faites et les accusations portées par nos adversaires, contre les cultivateurs, étaient erronées et injustes.

M. l'Orateur, après un recul de quelques années, on ne peut encore s'expliquer dans nos campagnes l'attitude prise par l'opposition libérale sur cette question durant la session d'urgence de 1936. Il n'est pas exagéré de dire que cette loi a virtuellement sauvé nos cultivateurs, et qu'elle fut passée et mise en application malgré l'opposition libérale qui livra alors une lutte violente contre ce projet. Pourtant, on a constaté par la suite que le mal était encore plus grand qu'on ne le pensait généralement. Il faut avoir fréquenté de près nos gens des campagnes pour savoir dans quelle situation sans issue ils se débattaient avant l'institution du crédit agricole provincial.

Cette loi a permis à un grand nombre de conserver des biens qu'ils allaient perdre, elle a encouragé l'établissement de nouveaux cultivateurs, elle a facilité le retour à la terre d'un autre groupe considérable, elle a refait et augmenté la valeur des terres et de la propriété rurale.

Le gouvernement national a compris que notre force réside dans le sol, et a contribué par sa politique à maintenir les cultivateurs sur la terre, et à y ramener ceux qui l'avaient abandonnée.

Pour mettre en application cette loi salvatrice, il fallait connaître les habitants du sol québécois et vouloir les aider réellement; il fallait reconnaître l'agriculture comme notre industrie principale et savoir qu'elle n'avait pas de sources de crédit.

M. l'Orateur, la confiance attire la confiance. Autant nos cultivateurs croient au chef de l'Union nationale parce qu'il a eu confiance en eux et qu'il l'a prouvé, autant ils ne croient pas au gouvernement actuel qui a douté de leur honnêteté et n'a pas

compris leurs besoins. Nos amis de la droite vont-ils enfin se rendre compte que l'ère des discours creux et des grands gestes faits avec des mains vides est passée? Cette époque où il suffisait de faire des promesses en période électorale est aussi passée; le peuple demande autre chose que le sabotage des lois de l'Union nationale, comme dans le cas du crédit agricole, que le gouvernement libéral s'est efforcé de rendre inopérant bien que nos adversaires se soient engagés à le maintenir durant la campagne électorale de 1939.

Les cultivateurs qui sont forcés de s'adresser à tous les jours aux commissions fédérales pour pouvoir vendre leurs produits et acheter ce dont ils ont besoin, les cultivateurs qui sont aux prises avec une bureaucratie déplaisante et ignorante veulent au moins qu'on leur conserve la source de crédit qui leur est indispensable, qui leur fut donnée par l'Union nationale et qui fut sabotée par le gouvernement libéral.

Les sommes mises à la disposition des cultivateurs ne sont pas assez considérables, ce qui montre l'intention du gouvernement de ne pas favoriser le crédit agricole. Il fait tout pour ne rien prêter et diriger les cultivateurs vers le crédit fédéral. Je le répète, le montant mis à la disposition de l'Office est insuffisant; les conditions imposées par le gouvernement sont inacceptables, empêchent les cultivateurs de faire des démarches. Mlle Anita Roch passe quelque bien l'intention du gouvernement de tuer le crédit agricole provincial, œuvre de l'Union nationale. Maintenant, le gouvernement n'a d'autre chose en vue que de tuer le crédit agricole, œuvre de l'Union nationale.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les cultivateurs ont besoin de crédit. Il rappelle les éloges qu'il leur a adressés, en 1941 et 1943, sur la ponctualité avec laquelle ils s'acquittent de leurs obligations de remboursement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au trésorier s'il dit la vérité autant qu'il l'a fait au sujet de Ludington<sup>3</sup>.

Le trésorier ne réalise-t-il pas qu'il a parlé d'un montant de \$35 qui aurait été payé le 15 avril 1942 ou 15 jours après la fin de l'année financière pour laquelle les *Comptes publics* sont faits?

Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a l'audace de dire à la Chambre qu'il a fait un paiement 15 jours après la fin de l'année financière et qu'il l'a comptabilisé dans les dépenses de ladite année.

Voilà un autre exemple de falsification de documents. Il y a eu les paiements Lamarche, les contradictions dans les annuaires statistiques, les contradictions dans la réponse du ministre concernant les poursuites relativement à la taxe de vente. C'est comme ça depuis le début de la session.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** N'importe quel comptable pourrait confirmer au chef de l'opposition qu'il arrive parfois qu'à la fin d'une année financière une dépense soit comptabilisée, alors qu'elle n'a pas été faite au cours de ladite année mais plus tard. En ce qui a trait aux poursuites intentées par le gouvernement au sujet de la taxe de vente, l'explication est très simple. Il s'agissait de deux choses différentes: la première réponse concernait les milliers de poursuites intentées au criminel et la deuxième concernait les poursuites intentées au civil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi n'autorise pas que des dépenses qui sont faites après la fin d'une année financière soient comptabilisées dans les dépenses de ladite année. C'est donc dire que les comptes publics sont faussés.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le chef de l'opposition adore faire cette déclaration. Il a sans doute l'impression que, s'il la répète assez souvent et avec suffisamment d'insistance et d'éloquence, il y a des gens qui vont finir par le croire. Le chef de l'opposition a prétendu que j'étais opposé au crédit agricole. C'est tout le contraire qui est vrai.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier s'en apercevra aux prochaines élections.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Mon honorable ami aime à faire des plaisanteries, mais je lui dirai qu'aux dernières élections j'ai eu la plus forte majorité de la province et qu'aux prochaines ma majorité sera augmentée de 10 %. (Applaudissements à droite)

En ce qui concerne le crédit agricole, j'ai dit dans mes deux derniers discours sur le budget que les cultivateurs avaient droit à l'admiration de toute la population pour la manière dont ils remboursent les prêts qui leur ont été consentis, souvent avant la date d'échéance. C'est pourquoi l'honorable premier ministre veut mettre \$2,000,000 de plus à la disposition de l'Office du crédit agricole.

(Applaudissements à droite)

Puis il discute tout particulièrement la question du taux d'intérêt. Il déclare qu'il est lui-même cultivateur, puisqu'il possède une terre à Métis, une terre qui appartient à sa famille depuis au-delà de 100 ans.

**M. Bourque (Sherbrooke):** Êtes-vous sur le prêt agricole?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Non, mais je me rends compte que, si j'étais obligé de vivre uniquement de ma ferme, j'apprécierais certainement le prêt agricole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le trésorier de la province connaît M. Ludington?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne le connais pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais qu'il n'y a qu'un seul Tracy Ludington à Montréal. Il est journaliste et, lorsqu'il a vu les comptes publics, il s'est fâché de voir son nom y figurer soi-disant parce qu'il aurait retiré \$202.04, une somme qu'il n'a jamais reçue. Il n'a jamais eu une cent, et le trésorier le sait parce que M. Ludington a écrit au département sans jamais recevoir de réponse.

La résolution est adoptée.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la résolution soit maintenant agréée.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve la résolution relative au bill no 6, intitulé: "Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec":

*a.* parce que le gouvernement actuel a augmenté à 3 % par année le taux d'intérêt, et à 2.714 % par année le fonds d'amortissement, formant un total de 5.714 % que le cultivateur emprunteur est maintenant obligé de payer pour se servir du crédit agricole du Québec;

*b.* parce que l'augmentation des charges annuelles imposées par le gouvernement actuel aux cultivateurs qui empruntent de l'Office du crédit agricole du Québec est de nature à décourager et à rendre impraticables les emprunts faits en vertu de la loi concernant le crédit agricole provincial.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Sabourin, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La résolution relative au bill 6 est agréée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 6 modifiant la loi du crédit agricole du Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est inutile de recommencer, sur le bill, la discussion qui s'est faite sur les résolutions. Nous allons passer la première lecture du bill. Sur la deuxième et la troisième lecture, nous allons présenter le même amendement et nous consentons à ce qu'il en soit disposé par le même vote.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve la deuxième lecture du bill 6 intitulé: "Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec":

*a.* parce que le gouvernement actuel a augmenté à 3 % par année le taux d'intérêt, et à 2.714 % par année le fonds d'amortissement, formant un total de 5.714 % que le cultivateur emprunteur est maintenant obligé de payer pour se servir du crédit agricole du Québec;

*b.* parce que l'augmentation des charges annuelles imposées par le gouvernement actuel aux cultivateurs qui empruntent de l'Office du crédit agricole du Québec est de nature à décourager et à rendre impraticables les emprunts faits en vertu de la loi concernant le crédit agricole provincial.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Sabourin, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve la troisième lecture du bill 6 intitulé: "Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec":

*a.* parce que le gouvernement actuel a augmenté à 3 % par année le taux d'intérêt, et à 2.714 % par année le fonds d'amortissement, formant un total de 5.714 % que le cultivateur emprunteur est maintenant obligé de payer pour se servir du crédit agricole du Québec;

*b.* parce que l'augmentation des charges annuelles imposées par le gouvernement actuel aux cultivateurs qui empruntent de l'Office du crédit agricole du Québec est de nature à décourager et à rendre impraticables les emprunts faits en vertu de la loi concernant le crédit agricole provincial.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Sabourin, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Subsides:

### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec, tout en étant prête à voter les subsides

nécessaires à l'administration de la province, exprime l'opinion que les ressources naturelles de la province, particulièrement ses pouvoirs d'eau, doivent d'abord et surtout bénéficier à la population de la province de Québec, et que c'est le devoir du gouvernement d'adopter toutes les mesures justes et équitables pour atteindre ce but, et, spécialement, pour que les taux d'électricité, payés par le peuple, soient raisonnables et conformes aux meilleurs intérêts de la province.

L'amendement est mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Sabourin, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a deux semaines, j'ai demandé la production de tous les documents et de toute la correspondance relative à l'institution de l'enquête sur la Sûreté provinciale de Montréal et la nomination du juge Lucien Cannon. Les députés ont adopté ma motion. J'ai reçu les documents. Or, on ne m'a remis que la copie de l'arrêté ministériel qui a pour effet d'instituer cette commission royale et la copie d'un arrêté ministériel nommant l'honorable juge Cannon.

Tout s'est apparemment fait en cachette, entre amis. Tout s'est passé dans la noirceur et le secret. Tout s'est fait de bouche à bouche. C'est dire que tout le reste, nominations des commissaires, des avocats, etc., fixation des salaires, s'est fait en catimini, dans le tuyau de l'oreille. En d'autres termes, tout s'est fait à la Jargailles. Toute l'affaire est entourée de mystère et ce n'est pas juste du juge.

Où est la lettre envoyée au juge par le procureur général et dans laquelle il lui demande de présider l'enquête? Dans le dossier, il n'est question d'aucune lettre au juge Cannon pour lui demander de présider l'enquête, rien qui parle de l'acceptation du

juge, rien du salaire qui lui sera donné, rien. On n'a pas produit la lettre demandant au juge Cannon de présider l'enquête. Le procureur général (M. Léon Casgrain) n'a pas écrit au juge Cannon. Où est la lettre que le procureur général a fait parvenir au ministre de la Justice et dans laquelle il lui demande l'autorisation de désigner le juge comme président de la commission d'enquête? Aucune de ces lettres n'a été produite.

Le procureur général n'a pas écrit au ministre de la Justice, M. Louis Saint-Laurent, à Ottawa, pour lui demander la permission de nommer un juge de la Cour supérieure comme commissaire-enquêteur, comme le veut la loi. Car un juge ne peut accepter de présider une enquête sans obtenir la permission du ministre de la Justice. Comment s'est fait l'arrangement? Est-ce le procureur général qui a rencontré le juge, ou le juge est-il venu au parlement rencontrer le procureur général? Nous avons le droit de le savoir et j'espère que le procureur général va nous le dire, car il fait planer des soupçons qui ne sont pas à son honneur et qui sont très gênants pour le juge.

La semaine dernière, le procureur général s'est vanté qu'il ferait voyager le juge à volonté. Il y a des choses qui me semblent drôles. Ainsi, il n'y a rien dans le budget qui prévoit la dépense des sommes nécessitées par cette enquête. Ça montre bien qu'il s'agit d'une enquête électorale. Nous n'avons rien devant nous pour autoriser de payer les honoraires et les dépenses du juge.

Je vous avertis que, si les factures se rapportant aux frais occasionnés par cette enquête ne sont pas réglées au moment où je reprendrai le pouvoir, je ne m'en tiendrai pas responsable. Qui fixera les honoraires du juge? Le juge fera-t-il son compte lui-même?

Est-ce que le juge Cannon va être dans l'obligation maintenant de faire des comptes? Celui-ci sera-t-il obligé d'envoyer sa facture? Je proteste contre cette injustice à son égard. Nous devrions savoir en vertu de quel droit le juge Cannon a été nommé pour présider cette enquête.

La semaine dernière également, le procureur général a déclaré que le juge avait nommé les deux avocats du gouvernement. Il n'avait pas le droit de faire ces nominations. Enfin, je voudrais bien savoir si c'est le juge qui mène le gouvernement ou si c'est le gouvernement qui mène le juge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les avocats ont été nommés par moi sur la recommandation du juge.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et alors, où sont les lettres? Tout cela a dû se faire par correspondance. Une fois que le juge a été nommé, j'espère que le ministre n'a pas été le voir tous les jours. J'aime autant le prévenir tout de suite, le gouvernement a placé le juge Cannon dans une situation intenable.

Je le connais bien, le juge Lucien Cannon. C'est un excellent garçon. Il parle bien. Le juge Cannon est un ancien adversaire politique. Je l'ai entendu à Trois-Rivières, car il est venu faire des luttes politiques contre moi.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Pourquoi rappeler cela?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de mal à cela. Est-ce que c'est mal que d'être venu parler contre moi? Je trouve que le gouvernement n'est pas juste à l'endroit du juge Cannon; ce n'est pas correct de le placer dans une telle condition, car ce n'est pas de sa faute, au juge Cannon, si, au lieu d'avoir été nommé ministre, en 1935, il a été nommé juge.

Je soutiens qu'il n'est pas juste de confier cette enquête au juge Lucien Cannon qui a trop de travail avec ses commissions fédérales pour en présider une d'élections. Je suis certain qu'il va être en diable, et avec raison, si on ne produit pas plus de documents que cela. Il doit y avoir d'autres documents: correspondance entre le procureur général et le juge Cannon; le procureur général (l'honorable M. Casgrain) a dû demander la permission au ministre de la Justice pour que le juge Cannon préside cette enquête.

Pourquoi a-t-on limité l'enquête de 1936 à avril 1944? Est-ce que c'était pour protéger Jargailles, en fonction avant 1936, que nous avons mis dehors lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1936? Et voici que ce dernier est maintenant le conseiller pour les fins de l'enquête royale. D'ailleurs, il s'en passe des belles, à cette enquête. Pauvre juge Cannon!

Il est placé dans une bien mauvaise situation par la faute du gouvernement. L'autre jour, le juge s'est étonné de voir que tous les "bookies", les maisons de jeux et de désordre avaient le téléphone, quand des familles honnêtes ne peuvent pas l'obtenir. Et c'est le juge Cannon qui est dans l'obligation de faire des reproches à Ottawa parce que ce dernier a donné des ordres au Bell Telephone de cesser des téléphones aux "bookies".

Il est 6 heures, M. l'Orateur.

Il propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), que le débat soit maintenant ajourné.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le procureur général pourrait répondre en deux minutes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est 6 heures.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a peur d'une réponse de deux minutes.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 18 avril 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Écoles protestantes de Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 20 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Taxe de vente

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 21 modifiant la taxe de vente.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de la taxe d'hôpital sur les repas**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 23 modifiant la loi de la taxe d'hôpital sur les repas.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des accidents du travail**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 24 modifiant la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de pharmacie de Québec**

**M. Choquette (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi du Barreau**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1944-1945**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette enquête est illégale, puisqu'il n'y a aucun montant d'argent de prévu dans le budget. Je préviens le juge qu'il court des risques considérables pour son salaire et ses dépenses de voyage que rien n'autorise à payer. Le gouvernement le place dans une mauvaise position et on a tort de le placer à la tête de cette

enquête. On donne trop de travail au juge Cannon. Je n'attaque pas ici le juge Cannon que j'estime être un charmant homme, mais j'attaque le gouvernement qui le fait figurer avec Jargailles, qui donne l'impression que le juge court après des salaires, lui qui est déjà juge de la Cour supérieure, de la Cour de l'amirauté, qui a des fonctions en rapport avec l'assurance-chômage. Il reçoit déjà des traitements pour cela et en accepterait d'autres. Tout cela démontre bien qu'il s'agit d'une affaire politique, d'une enquête pré-électorale.

Le procureur général est un homme honnête et il n'a pas tendance à faire les mêmes erreurs que son collègue, le trésorier provincial, lorsqu'il donne de l'information. Mais, dans ce cas-ci, il a placé le juge Cannon dans une mauvaise position, lui qui mérite d'être mieux traité par le parti qu'il a servi pendant 25 ans. Les principes posés par le gouvernement sont subversifs. C'est très malheureux, tout ce mystère. Pauvre juge Cannon! On lui fait jouer un rôle intenable, et je proteste.

Le gouvernement a eu l'occasion de produire les documents et de montrer que tout est régulier. On a déclaré que c'est le juge qui a nommé les avocats. Où est la lettre du juge à ce sujet? Puis on dirait que Jargailles est le conseiller du juge. Encore une fois, qu'est-ce que le juge a fait au gouvernement pour être traité de cette façon? On l'a placé dans une situation impossible qui le fait passer pour la créature d'un parti, et je sais qu'il n'en est rien.

Ce policier, M. Jargailles, a déclaré dans son témoignage que la province fait payer des milliers de dollars en amendes, chaque année, aux maisons de jeux et barbotas. C'est la preuve de leur existence et de la complicité du gouvernement là-dedans. C'est un bluff électoral. Cela prouve qu'il ne les ferme pas. Le juge Cannon n'a pas été nommé pour mettre fin aux désordres, car il n'a aucun pouvoir pour cela. Quant à nous, de 1936 à 1939, nous avons fermé ces maisons, nous avons arrêté les chefs des "bookies", et la police américaine elle-même nous a félicités pour ce nettoyage. Le gouvernement devrait savoir que c'est l'Union nationale qui a fait arrêter Annenberg, le chef des "bookies". Et les maisons de jeux, que l'Union Nationale avait fermées, ont été rouvertes à Montréal, pendant qu'on fait une enquête.

### **L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):**

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, la Chambre vient d'assister au troisième acte de la tragédie parlementaire que le

chef de l'opposition a déclenchée parce qu'une enquête a été instituée sur la Sûreté provinciale et la police des liqueurs de Montréal. Le premier acte s'est déroulé à l'annonce de cette enquête, le 14 mars, et le deuxième la semaine dernière.

L'enquête ordonnée par le gouvernement ne semble pas devoir faire plaisir au chef de l'opposition. En deux occasions, le chef de la gauche s'en est pris au juge Cannon et au gouvernement. Le chef de l'opposition s'est fâché. Le député de Matane (M. Gagnon) s'est fâché à son tour. Est-ce la capacité du juge Cannon qui fâche le chef de l'opposition?

Le chef de l'opposition a fait des insinuations sur le choix du président de l'enquête. Le chef de l'opposition a dit que le juge Cannon est un ancien politicien. Les remarques du chef de l'opposition constituent une nouvelle attaque déguisée, sournoise et indigne contre un juge respectable de la Cour supérieure, le juge Cannon qui préside l'enquête. Pourquoi?

Tout ça pour cacher la peur qu'a l'opposition de dire devant le juge ce qu'elle dit ici contre la police provinciale, sous le couvert de l'immunité parlementaire, et pour laisser croire au public que l'enquête sur la police provinciale ne sera pas conduite de façon impartiale. La critique du chef de l'opposition ne contribuera pas à inspirer ou à sauvegarder le respect de la population envers les responsables de l'administration de la justice au Québec.

Il demande si c'est mal que le procureur général rencontre le juge. Mon honorable ami prétend que Jargailles est le conseiller du juge, parce qu'il a été ici le principal témoin. Cela n'est pas juste. Ce dernier a été entendu comme témoin, comme l'a été M. Aubé et comme le sera M. Piuze, et personne d'autre que le juge ne mène l'enquête. Est-ce qu'il prétend que tous les témoins sont les collaborateurs du juge?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce une question?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si vous voulez.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que les témoins sont appelés par ceux-là mêmes qui sont les accusés, la police provinciale et M. Jargailles, et que c'est Jargailles qui dirige l'enquête.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition continue

son système. Il essaie de salir. Un homme ne se grandit jamais en rapetissant les autres et finit par se salir lui-même en voulant salir tout le monde. On n'a pas raison de craindre, d'ailleurs. C'est une enquête impartiale; elle ne sera dirigée ni par Jargailles, ni par M. Aubé, ni par le colonel Piuze, ni par le rédacteur du *Moraliste*, ni par le gouvernement, ni par l'opposition, mais par le juge qui préside et elle sera dirigée honnêtement.

J'ai demandé à l'honorable juge Cannon de présider cette enquête comme j'avais demandé aux juges Rivest, McDougall et Pratte de présider l'enquête sur les difficultés dans l'industrie du papier au Saguenay et au Lac-Saint-Jean. Le chef de l'opposition n'a pas trouvé à redire à cette enquête parce qu'elle ne visait pas son administration.

Si je n'ai pas produit beaucoup de documents, c'est que la demande du chef de l'opposition ne couvrait que la période comprise jusqu'au 20 mars et c'est le seul document que j'avais lorsque la question a été inscrite au *Feuilleton*. S'il inscrit une autre question, il recevra les autres arrêtés ministériels qui ont pu être approuvés depuis. Le chef de l'opposition ne devrait pas être aussi pressé de faire ses demandes.

Je n'ai pas produit les documents subséquents parce que je ne veux pas que le chef de l'opposition me reproche de lui avoir donné plus qu'il ne demandait.

Quant au salaire du juge, je vais calmer les plaintes de mon honorable ami. Le chef de l'opposition a laissé entendre que l'honorable juge Cannon avait accepté de présider l'enquête parce qu'il pouvait en retirer un avantage pécuniaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non, vous n'avez pas eu le courage de le dire, mais vous l'avez insinué. Le chef de l'opposition sait-il quelles conditions l'honorable juge Cannon a posées pour accepter l'enquête? Ne recevoir aucune autre indemnité que son traitement de juge et avoir les mains libres. Si le salaire du juge Cannon n'est pas mentionné, c'est donc parce qu'il n'a accepté de présider l'enquête qu'à la condition de ne rien recevoir en plus de son salaire de juge. Subséquemment, j'ai télégraphié à M. Saint-Laurent, ministre de la Justice, pour lui demander d'autoriser le juge Cannon à siéger comme commissaire-enquêteur et le ministre a accordé la permission demandée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général a-t-il des lettres, des documents à ce sujet?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non. De ce côté-ci de la Chambre, notre parole suffit entre nous. Entre gentilshommes, nous n'avons pas besoin d'écrits. À l'ouverture de l'enquête, tous les documents ont été lus par le secrétaire de la Commission, incluant les honoraires des avocats, la prestation de serment du juge et d'autres formalités. Il relate les circonstances dans lesquelles le juge Cannon a été nommé. Le juge Cannon, dit-il, siégeait à Rimouski lorsque le cabinet a décidé la tenue de cette enquête. Je l'ai appelé, parce que la question était urgente, pour lui demander s'il consentirait à la présider.

C'est également vrai que j'ai obtenu par téléphone le consentement de M. Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice à Ottawa, à présider l'enquête et fit aussi un arrangement verbal. Il n'y a donc pas eu d'échange de correspondance. Malheureusement, ce n'est pas la même chose chez l'opposition. Ce n'est pas comme au temps où mon honorable ami reniait sa propre signature. Le chef de l'opposition en a signé des écrits dans sa vie, mais il ne les a jamais respectés.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et où en est-on avec le serment du juge? Est-ce que le juge Cannon a été assermenté? Où est la prestation de serment du juge comme commissaire? Rien ne démontre qu'il a prêté serment suivant la loi. Aucun document n'a été produit. Le procureur général semble chercher à déprécier le juge et à le mettre dans une position impossible, ce qui n'est pas de nature à hausser le prestige de la magistrature, surtout après ce que le juge Cannon a fait pour les libéraux pendant 25 ans. C'est on ne peut plus injuste pour le juge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition sait-il comment se déroule la procédure de l'enquête? J'ai ici une partie du rapport. Pour démontrer qu'aucun dossier ne sera perdu, il cite quelques extraits des témoignages donnés à l'enquête tenue par l'honorable juge Cannon, à Montréal, sur la police provinciale et la police des liqueurs dans ledit district.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant qu'en vertu

de l'article 696 du Règlement l'honorable procureur général doit déposer ces témoignages. On ne peut lire un document officiel sans le produire, déclare-t-il.

**M. Gagnon (Matane)** appuie le point d'ordre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je ne suis pas obligé de le produire parce qu'il ne s'agit pas d'un document officiel de mon département.

**M. l'Orateur** renvoie le point d'ordre, se basant sur la note 2, sous l'article 696, qui dit qu'un ministre n'est pas tenu de déposer un document officiel qu'il n'a fait que résumer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duval, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Sabourin, 29.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 11.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les dossiers de l'enquête Cannon ne disparaîtront pas. Pour le prouver, il commence à lire la partie du rapport de l'enquête, qui vient de provoquer l'incident.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste de nouveau.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** répond qu'il produira tout le dossier qu'il a entre les mains et, si le chef de l'opposition le désire, il lui fera envoyer chaque jour une copie du rapport sténographié de l'enquête.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans ce cas, pourquoi avoir provoqué un vote?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Pour voir ce qu'allait faire le chef de l'opposition, pour bien montrer au public combien notre enquête l'ennuie.

Le chef de l'opposition a voulu m'empêcher de lire une partie du rapport. Je voulais lui signaler qu'à la demande de Me Gérard Fauteux, l'un des avocats qui dirigent l'enquête avec le juge Cannon, tous les dossiers de la commission seront mis en sûreté dans une voûte bien gardée, afin qu'ils ne soient pas perdus. Tous les dossiers de la police provinciale depuis 1915 ont été déposés devant la Commission royale, sauf ceux que l'administration actuelle n'a pu obtenir.

Ça ne se passera pas comme au temps de mon honorable ami, car des dossiers officiels complets manquent dans plusieurs cas pour le temps où le chef de l'opposition a été procureur général. Quant à moi, je suis prêt à lui remettre à chaque matin la transcription de la preuve à l'enquête. Et je lui envoie le rapport que je viens de lire. Nous n'avons rien à cacher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ç'a pris du temps.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'espère maintenant que le chef de l'opposition montrera autant d'empressement à m'envoyer l'original du dossier de Jargailles qu'il détient, de même que les originaux de plusieurs autres dossiers qui sont disparus de divers départements quand il a abandonné le pouvoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai gardé tous les dossiers qui me concernaient personnellement comme procureur général, sauf celui de Jargailles qui est maintenant en possession de l'actuel procureur général. C'est Me Charles-Édouard Cantin, votre représentant à Montréal, qui a une copie du dossier de Jargailles. Ce dossier prouve clairement que M. Jargailles n'est pas un honnête homme. Jargailles semble agir comme le conseiller du juge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Nous en avons des copies, mais c'est l'original qui compte en cour. J'affirme que, pour la période du 26 août 1936 au 8 novembre 1939, une foule d'originaux des dossiers officiels manquent au département du procureur général, à Québec et à Montréal. Où sont ces dossiers?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels dossiers?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il en manque plusieurs, et le chef de l'opposition le saura en temps et lieu. Laissez continuer l'enquête. Il manque, par exemple, le dossier relatif à l'élection de Bagot.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est absolument faux! Le procureur général procède par insinuation. Je n'ai apporté que des dossiers qui m'appartenaient personnellement. Le gouvernement actuel était moins brave lorsqu'il s'est agi de poursuivre Charles Lanctôt. Il déclare qu'après enquête il avait émis un mandat d'arrestation contre l'ancien assistant du procureur général, en 1938. J'avais ramassé contre ce dernier un dossier tellement volumineux que le gouvernement libéral a été obligé de procéder contre lui. Le département a même utilisé le dossier que j'avais fait préparer pour réclamer un montant de \$260,000 de M. Charles Lanctôt.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le mandat que le chef de l'opposition a pris contre Charles Lanctôt, où est-il?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas fait exécuter un mandat d'arrestation contre M. Lanctôt parce que deux médecins éminents de Québec, les docteurs Achille Paquet et André Simard, disaient que l'on ne pouvait pas faire arrêter M. Lanctôt; il se trouvait dans un état de santé tel qu'il ne pouvait comparaître et subir un procès sous des accusations de détournement de fonds pour un montant de \$160,000 (sic). Ils ont déclaré à plusieurs reprises, sous serment, qu'en traduisant leur client en cour, c'était mettre fin à ses jours. Ce que je regrette dans cette affaire, c'est d'avoir eu trop de cœur, car dès que nous avons été partis, en 1939, et aussitôt que les libéraux sont revenus au pouvoir, chose extraordinaire, la santé de Lanctôt est redevenue bonne<sup>4</sup>. Évidemment, avec le gouvernement actuel il se sentait en sécurité.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Encore une digression pour la galerie; mon honorable ami est sur les épinés. Si Lanctôt n'a pas été arrêté, c'est parce que le chef de l'opposition, qui était alors procureur général, a attendu que l'accusé soit trop malade pour subir son procès avant d'émettre un mandat d'arrestation contre lui. Le chef de l'opposition se souvient-il qu'à son enquête des comptes publics je lui ai dit qu'il

n'était pas bien brave d'attendre qu'un homme soit malade pour l'attaquer?

Dans cette affaire, nous n'avons pas montré de partisanerie politique, puisque pour procéder contre lui après l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, nous avons confié sa défense à Me Antoine Savard, un ami du chef de l'opposition. Mais Me Savard s'est désisté après avoir constaté que Lanctôt n'avait plus un sou<sup>5</sup>.

Le cabinet m'a autorisé à dépenser \$30,000 pour les fonds de cette enquête. Rien ne sera épargné pour établir la vérité. L'enquête sera payée à même le budget de \$100,000 de la police provinciale et tous les détails relatifs apparaîtront dans les comptes publics de l'année prochaine.

Le chef de l'Union nationale s'est vanté d'avoir fait disparaître les "bookies", les maisons de jeux et de prostitution, en prenant le pouvoir. Il dit: "Les maisons de jeux ont été fermées par l'Union nationale." Ce n'est sûrement pas sous le règne de M. Aubé comme chef de la police provinciale à Montréal, en 1936-1937, que les maisons de jeux ont été fermées, car, de son propre aveu à l'enquête et sans que personne ait pu le démentir, l'ancien chef de police a déclaré qu'il était seul d'abord, qu'il a pris quatre mois pour organiser le département et qu'au bout de ces quatre mois il avait 40 détectives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y avait la police municipale.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, mais ce n'était pas la police de l'Union nationale qui fermait les maisons de jeux, puisqu'il n'y en avait pas. On a demandé à M. Aubé, à l'enquête: "Quand avez-vous commencé à avoir des gendarmes?" Il a répondu: "Sous mon temps, jusqu'en 1937, je n'ai pas eu un seul gendarme sous mes ordres." J'envoie aussi au chef de l'opposition cet extrait de rapport.

M. l'Orateur, cette enquête, dans sa péroration, sera conduite jusqu'au bout. L'enquête Cannon sera nette, honnête, impartiale. Les précautions ont été prises pour prévenir toute disparition de documents. Elle ne ressemblera en aucune façon à l'enquête des comptes publics de 1936. Ce n'est pas un procès, je l'ai dit. On cherchera cependant à découvrir la vérité. Si l'on trouve des coupables, qu'ils soient rouges, bleus, n'importe quoi, ils seront punis comme ils le méritent. Je suis heureux de la présence à l'enquête de Me Jean Perverne qui représente les œuvres catholiques. Nous sollicitons la collaboration de tous les honnêtes

citoyens. Tous ceux qui désirent porter plainte contre la police provinciale ou certains de ses agents sont invités à se présenter à l'enquête et à déposer leur preuve. Ils bénéficieront d'une protection complète.

Si l'opposition n'est pas satisfaite des procureurs qui mènent l'enquête présentement, elle n'a qu'à suggérer des noms au gouvernement et je promets qu'ils seront nommés immédiatement et qu'ils auront pleins pouvoirs pour agir. Ainsi, si le chef de l'opposition veut avoir son avocat, nous le nommerons. Je veux bien inviter de nouveau le chef de l'opposition à coopérer, mais, s'il refuse, nous ferons notre chemin jusqu'au bout et on fera l'enquête sans lui. Nous n'aurons pas honte de faire éclater la vérité.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle qu'il s'était réservé le droit de discuter item par item le budget supplémentaire de \$1,373,300, pour 1943-1944, quand ce budget a été voté il y a quelques semaines. Le gouvernement a manqué de prévision et a prouvé son incompétence, déclare-t-il. Il a non seulement un budget supplémentaire, c'est-à-dire des dépenses non prévues, pour \$1,373,000, mais il a émis des mandats spéciaux pour \$800,000. Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) a donc trompé la Chambre en faisant une erreur de plus de \$2,000,000 dans ces crédits.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Sous l'Union nationale, les budgets supplémentaires se sont totalisés à \$11,393,000 en trois ans et les mandats spéciaux, à plus de \$6,500,000 contre \$3,000,000 sous le régime libéral. C'est moi qui devrais demander des explications au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chômage existait à l'état aigu quand j'ai pris le pouvoir. Nous avons fait servir l'argent pour le peuple. Sous le régime actuel, l'argent est pour les favoris comme M. T.-D. Bouchard, bourreau des chômeurs, qui reçoit \$18,000 par année comme président de l'Hydro. Le même M. Bouchard, qui gagne aujourd'hui \$60 par jour, payait les chômeurs \$0.06 l'heure et les faisait crever en les traitant comme des animaux.

Il demande ensuite des détails au sujet d'un item de \$1,500 pour service civil extérieur.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il s'agit de salaires payés à des employés des Affaires municipales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi est-ce que le président de la Commission municipale, M. L.-E. Potvin, a été nommé commissaire de l'Hydro? Il a tout gâché à Montréal, et sa nomination, tout comme celle de M. Bouchard, est une provocation à la ville de Montréal. Et puis qui va le remplacer à la Commission municipale?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il n'y a rien de décidé à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** De plus, les salaires payés aux cinq commissaires de l'Hydro provinciale sont excessifs. M. Bouchard est un politicien. Voici un monsieur qui a été ministre dans le cabinet Godbout à venir jusqu'à il y a un mois. Il a démissionné comme ministre pour être nommé sénateur à Ottawa, ce qui lui assure déjà un traitement de \$4,000 par année. Cela veut dire qu'avec ses salaires seulement le maire de Saint-Hyacinthe recevra \$22,000 par année. C'est un peu trop pour l'ancien ministre de la Voirie qui payait les chômeurs \$0.06 de l'heure. Et dire que, l'an dernier, il était malade et qu'il est sorti de la politique sous prétexte de prendre une retraite bien méritée!

C'est étrange que M. Bouchard, que l'on disait trop malade pour diriger un département du gouvernement, à un salaire de \$8,000 par année, soit maintenant assez bien, à peine quelques semaines plus tard, pour siéger au Sénat, à Ottawa, six mois par année, moyennant une rémunération de \$4,000, et pour assumer la fonction de président de l'Hydro de Québec, à un salaire annuel de \$18,000. Comme sénateur, M. Bouchard devra siéger à Ottawa six mois par année, ce qui veut dire qu'il gagnera son \$18,000 comme président de l'Hydro en remplissant ses fonctions de président six mois par année à peine.

En tout cas, élevés comme le sont les salaires des commissaires, qui sont payés à l'heure, il y aura sûrement un changement de gouvernement bientôt. Cette nomination est une provocation. M. Bouchard est le ministre qui payait les ouvriers travaillant aux travaux de chômage \$0.06 de l'heure et, lui, il retire \$70 par jour, sans parler de ses autres revenus assurés par ses hôtels, ses cinémas et ses

imprimeries. M. Bouchard est aussi celui qui a mis la ville de Montréal en tutelle. De 1940 à 1944, c'est lui qui a administré la ville de Montréal et maintenant il va la régenter au moyen de son Hydro électrique.

C'est évident que le gouvernement veut donner des jobs à ses amis, à la veille des élections. C'est la troisième commission qu'il crée et chaque fois il assure des salaires plantureux à des amis politiques. La Commission du service civil est une source inutile de dépenses. Il en est ainsi de la Commission de l'assurance-maladie. Je préviens les intéressés qu'ils sont engagés à l'heure et que nous mettrons fin à ces gaspillages quand nous prendrons le pouvoir.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les salaires des commissaires doivent être proportionnés aux responsabilités imposées et à la tâche immense qui les attend; ces salaires ne se comparent pas avec ceux des anciens directeurs de la Montreal Power. De plus, il ne leur restera pas beaucoup lorsque l'impôt sur le revenu sera déduit de ces montants.

Le sénateur Bouchard, qui reçoit \$4,000 comme sénateur et \$18,000 comme président de l'Hydro, devra payer en impôt sur le revenu environ \$9,000, tandis qu'il ne restera probablement que \$8,000, sur un salaire de \$15,000, à chacun des autres commissaires, une fois déduit l'impôt sur le revenu.

De plus, le gouvernement a économisé en nommant cinq commissaires pour remplacer des administrateurs qui gagnaient près de \$170,000. Voulez-vous savoir combien reçoivent les directeurs de la Montreal Power à qui les commissaires ont succédé? Le président, M. J. S. Norris, à qui M. Bouchard a succédé, reçoit \$40,000 de salaire plus une allocation de \$17,000 pour l'aider à payer son impôt sur le revenu; M. R. C. Henry, vice-président, reçoit \$25,000 de salaire et \$5,000 d'allocation pour son impôt sur le revenu; M. C. S. Bagg, vice-président et gérant général, reçoit \$20,000 et \$4,000 pour son impôt; et M. Sévère Godin, autre vice-président, \$17,000 et \$4,000 pour son impôt sur le revenu; M. George H. Montgomery, avocat, qui fait aussi partie du bureau de direction, a \$7,500 de salaire, \$1,800 d'allocation et \$13,000 d'honoraires professionnels. Sept autres directeurs, MM. Angus, Dawes, Howard, J.-E. Labelle, Molson, A.-H. Paradis et N. W. Wilson, reçoivent chacun \$1,000 de salaire et \$100 pour chaque séance.

Seuls les sept derniers directeurs recevaient les jetons de présence pour une séance par mois, environ.

C'est dire que les dépenses d'administration sont tout de suite coupées en deux. On peut être certain que les taux seront baissés, non pas par opportunisme politique, mais sur une base économique. D'après mes renseignements, le président de l'Hydro d'Ontario reçoit \$35,000 par année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais l'Hydro d'Ontario s'étend dans toute la province voisine.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'Hydro de Québec couvrira toute la province aussi avec l'électrification rurale.

**M. Gagnon (Matane):** Depuis quatre ans, des cultivateurs de la Gaspésie ont voulu électrifier leur ferme; ils ont fait des démarches auprès du gouvernement et ils n'ont rien obtenu, sous prétexte que le fil de cuivre était rationné. Où est-ce que l'on va prendre les fils pour faire l'électrification rurale, alors qu'il y a des restrictions drastiques sur les matériaux et que les compagnies ne peuvent obtenir de fil de cuivre? On a bien là la preuve que ce que fait aujourd'hui le gouvernement n'est qu'un bluff électoral.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a déjà assez longtemps que les restrictions sur ce fil de cuivre sont considérablement élargies.

C'est par l'intermédiaire d'autres pouvoirs que le gouvernement va procéder à l'électrification des campagnes. C'est pour forcer les compagnies à faire de l'électrification rurale que nous avons créé l'Hydro-Québec. Les cultivateurs ont droit à l'électrification; ils ont droit à ce confort car c'est la moitié de leur vie. Et ce sont des députés ruraux, comme le député de Matane, qui s'opposent à cette amélioration. Qu'il aille dire cela à ses électeurs.

**M. Gagnon (Matane)** nie être opposé à l'électrification rurale.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Qu'a fait le député de Matane sur le bill 17 qui pourvoit à l'électrification rurale? Il a voté contre.

Les électeurs en ont assez de ceux qui veulent les nourrir à coups de farces et de platitudes. Nous avons passé une loi pour assurer aux cultivateurs la même aisance qu'aux gens des villes. Si l'on veut éviter la désertion des campagnes, il faut donner aux cultivateurs les commodités dont peuvent jouir les

autres classes de la société. On ne peut pas humainement demander à toute une classe de la société de vivre dans le servage. Cette loi va les libérer du servage et le député de Matane aura honte de donner à ses électeurs les véritables raisons de son vote contre le bill 17. Les serviteurs des trusts sont maintenant connus de toute la province. Ils ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre.

L'opposition a vraiment eu une attitude incompréhensible sur toutes les grandes mesures que le gouvernement a apportées, cette année. Nous avons favorisé les ouvriers, elle s'y est opposée; nous avons favorisé les cultivateurs par des lois généreuses, elle s'y est opposée; nous avons voulu assurer l'expansion des caisses populaires, elle s'y est opposée; nous avons décidé de nationaliser l'électricité et de mater un trust, elle s'y est opposée.

Le chef de l'opposition croit que tout peut se régler avec des farces. Il nous parle des élections. Les élections, ça va venir vite. Et les bulletins de vote vont venir dru aussi. Si l'opposition veut raccourcir ses discours, les élections seront tenues rapidement et jamais un gouvernement ne sera revenu plus fort que le nôtre le sera après les élections, à cause de la bonne volonté que nous avons mise au service de la province, à cause des mesures constructives et courageuses que nous avons prises en cinq ans, à cause surtout de l'incommensurable faiblesse de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a maté les trusts dans la province. L'électrification rurale, c'est l'Union nationale qui l'a faite et qui la parachèvera. En trois ans de pouvoir, nous avons électrifié la province sur une distance de 1,300 milles de lignes dans les campagnes, alors qu'en cinq ans de pouvoir le gouvernement actuel n'a absolument rien fait.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'opposition discute en dehors de la question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le premier ministre qui nous reproche cela, lui qui veut mettre de côté les grandes questions de la conscription et de l'autonomie en décrétant une enquête sur la police, et une enquête qui n'est qu'une farce, où le principal accusé est à la fois le principal témoin et le principal collaborateur du juge.

Avec sa farce de l'étatisation, le gouvernement empêchera l'électrification rurale. Le réseau ne dessert que Montréal et les environs.



Quant à l'affaire de la Montreal Light, Heat, ajouta-t-il, ce n'est qu'un bluff électoral. Le premier ministre a choisi cette compagnie parce qu'elle est dirigée par son ami Alfred Paradis. Le premier ministre a admis lui-même qu'il a été durant trois ans en pourparlers avec cette compagnie, que la compagnie voulait se vendre au gouvernement. Le premier ministre a nationalisé la Montreal Power, mais il n'a pas fait réduire les taux encore. Tout cela, c'est un schème électoral, par lequel les libéraux veulent jeter de la poudre aux yeux du peuple et attaquer l'amendement libéral Hyde apporté au Conseil législatif.

La loi qu'il apporte aujourd'hui ouvre la porte à tous les abus. Le gouvernement ne fait pas d'offre. Il n'y a rien de prévu dans le budget. Le gouvernement aurait dû faire une offre au lieu de s'exposer à payer \$200,000,000. Le stratagème est simple. Le gouvernement dit à la compagnie: Ne vous fatiguez pas pour le prix, laissez-nous faire les élections et, après les élections, on paiera le double de ce que ça vaut. La présente loi autorise les pires soupçons. Qu'il fasse des élections et le premier ministre sera défait dans son propre comté.

Il (M. Duplessis) rappelle alors ce qu'il a fait, de 1936 à 1939, pour mettre le trust de l'électricité à la raison. Il a passé une loi pour défendre le mouillage des stocks et la surcapitalisation. Il a obligé toutes les compagnies exploitant nos ressources naturelles à s'incorporer dans la province, ce qui les forçait à se soumettre aux lois de la province et au contrôle par le gouvernement. Le gouvernement de l'Union nationale a fait payer \$1,000,000 à la ville de Montréal par la Montreal Light, Heat et il fait baisser les taux dans la province pour une valeur de \$2,000,000.

Le gouvernement actuel, pendant cinq ans, n'a rien fait. Non seulement il a fait affaire avec ceux qu'il appelle maintenant les vingt bandits, mais, de plus, il a imposé une taxe sur les taux d'électricité, taxe odieuse, s'il en est une, parce qu'elle frappe une des premières nécessités de la vie. Et aujourd'hui, à la veille des élections, le gouvernement passe une loi qui n'a ni queue ni tête, une loi dangereuse qui ouvre la porte à tous les abus, loi qui n'offre aucune garantie au peuple, aux consommateurs et aux payeurs de taxes, et, de plus, il place à la tête de cette hydro électorale une créature politique avec un salaire exorbitant.

Le gouvernement aime mieux se vanter que se présenter devant le peuple. Plutôt que de se vanter, que le premier ministre fasse donc des élections. Que tous les ministres mettent leur courage ensemble,

qu'ils le multiplient par 10 et qu'ils fassent des élections. Il y a huit sièges vides en cette Chambre et l'on n'a même pas le courage de faire des élections parce que le gouvernement a peur du peuple.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le désir du chef de l'opposition sera bientôt exaucé. J'espère qu'il sera réélu dans Trois-Rivières parce qu'il est le meilleur chef de l'opposition que nous puissions avoir. Il fait bien des farces, mais il est plus intéressant, plus vivant et plus amusant que le député de Matane. Mais il dit des choses que même les enfants ne croiraient pas.

Ainsi, le voilà qui veut faire croire que nous nous serions entendus avec ceux qui nous ont fait subir la plus sale et la plus discourtoise des attaques qu'un gouvernement ait subies dans cette province. Le chef de l'opposition n'est pas sérieux.

Nous nous attendions à cette campagne des administrateurs de la Montreal Power, qui ont perdu \$16,000,000 de l'argent de leurs actionnaires, qui ont multiplié par sept ou huit leur mise de fonds, qui ont mouillé leur capital de plus de \$40,000,000 et multiplié de façon scandaleuse la valeur de leurs propriétés.

Je m'attendais à n'importe quel genre d'attaque et nous n'avons pas peur. Notre gouvernement est le premier qui ait eu le courage de dire aux monopoles: "C'est assez."

On ne peut constamment empêcher un peuple de vivre et l'exploiter. Nous voulons la libération économique du peuple de la province et nous allons l'obtenir, malgré les puissances d'argent et leurs alliés.

Je me moque de ceux qui disent que mon gouvernement en est un de trustards. On n'a qu'à écouter à la radio les thuriféraires des monopoles pour voir où sont les vrais amis du peuple. Nous n'avons pas besoin de l'argent des trusts pour notre campagne électorale.

Les millions ne nous battront pas, parce que le peuple est avec nous. Aussi n'avons-nous pas besoin de la caisse électorale des trusts. Nous avons la caisse de la confiance populaire qui vaut bien mieux.

Le chef de l'opposition parle toujours d'une aventure de \$200,000,000 à \$250,000,000. Il y va bien fort. Pourquoi insiste-t-il tant sur ce point? Et pourquoi veut-il que nous payions si cher que cela? Jamais nous ne paierons cela et, avant de faire une offre, les commissaires veulent se rendre compte de ce que la province achète. Nous n'avons pas fait d'offre, mais nous avons établi une base, et cette base, c'est la valeur réelle.

Le chef de l'opposition se plaint que les taux ne sont pas encore réduits. Les hommes compétents que nous avons placés à la tête de l'Hydro-Québec ne serviront pas leur province à la légère. Ils ne feront pas comme le chef de l'opposition qui, dans une nuit, a changé la centrale du Témiscamingue de 60 à 25 cycles, sachant que cette fréquence ne pouvait être utilisée dans notre province. L'Hydro-Québec va procéder avec méthode; sous peu il y aura une baisse des taux de l'électricité dans la province et le peuple sera satisfait.

M. Bouchard, un travailleur acharné, a donné d'une façon intègre sa vie à la chose publique. Il a commis des erreurs. C'est un humain. Mais il a donné la moitié de sa vie à la question de l'électricité, il a été le premier à lutter contre les monopoles. On ne doit pas toujours soupçonner l'adversaire politique. M. Bouchard est un homme de courage. Avec M. Bouchard, la province se sent en sécurité. Ses collègues sont parmi les meilleurs que le gouvernement ait pu trouver. Il touche un salaire de la moitié moindre que celui du président de l'Hydro de l'Ontario. Pourtant, la tâche de M. Bouchard est plus difficile que celle qui incombe au président de l'Hydro de la province voisine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue) d'avoir loué des camps dans les Laurentides à des conditions scandaleuses.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Ces camps étaient fermés depuis le début de la guerre et le gouvernement en a retiré quelque chose, s'il n'en a pas obtenu des montants très considérables.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le gouvernement cesse tous les discours et qu'il aille au peuple immédiatement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les élections se produiraient quelques semaines plus tôt si le chef de l'opposition consentait à abréger ses discours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à cesser de parler immédiatement si le gouvernement veut dissoudre la Chambre dès ce soir et en appeler au peuple. Alors il n'y aura plus de discours. Quant à nous, nous sommes prêts, le peuple est prêt, la province est prête. Il n'y a que le gouvernement qui n'est pas prêt parce qu'il a peur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous sommes obligés de faire l'essentiel. Nous discutons présentement le budget, nous aurons quelques lois sociales à présenter, puis nous irons devant le peuple.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parlant des opérations forestières, il fait remarquer que l'Anglo Pulp a fermé temporairement ses portes, tandis que les Allemands sont à l'ouvrage dans nos chantiers.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de matériel, accessoires, instruments, médicament et vêtements (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité et éducation (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent quarante-cinq mille deux cent quarante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Unités sanitaires de comtés, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 45.

---

### NOTES

1. Selon *L'Événement* du 19 avril 1944, à la page 10, l'orateur de l'Union nationale avait employé à plusieurs reprises, dans son discours, les mots "bandits crapuleux" en disant qu'il citait les paroles du premier ministre à l'endroit des administrateurs de la Montreal Power. Le poste de radio a supprimé l'adjectif "crapuleux" dans chaque cas.

2. Suivant la procédure normale, l'intervention du député de Dorchester (M. Bégin) devrait se trouver après la formation du comité plénier. Cependant, plusieurs journaux spécifient bien que la Chambre s'est formée en comité plénier après son intervention.

3. Pour plus d'information, voir la première réponse aux questions de cette séance.

4. M. Duplessis a eu un échange semblable le 1<sup>er</sup> mai 1940 avec l'honorable Wilfrid Girouard, procureur général de l'époque.

5. Selon *L'Action catholique* du 19 avril 1944, à la page 15, la discussion sur l'affaire Lanctôt se poursuit pendant une trentaine de minutes.



## Première séance du mercredi 19 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 128 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;
- bill 124 annexant certains territoires à la municipalité du Village de Montmorency.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 121 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

## Projets de loi:

District judiciaire et bureau  
d'enregistrement de Gaspé

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de division d'enregistrement de Gaspé. Adopté.

## Questions et réponses:

Dépenses faites pour la manufacture de  
sucre à betterave de Saint-Hilaire

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la manufacture de sucre à betterave à Saint-Hilaire, comté de Rouville:

1. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé ou avancé, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, du 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement?

2. Quel est le détail des diverses recettes mentionnées à la réponse du gouvernement, consignée à la page 82 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1944?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. \$2,114,038.90.

Compte tenu des diverses recettes et remboursements, les dépenses nettes sont inférieures de \$17,248.19 au chiffre précité.

2. (Voir la liste ci-dessous)

Theodore Nitz :

Vente d'une cabane .....	\$12.00
Vente de table et bancs .....	3.50
Vente de pièces de machinerie .....	0.80

M. Haseman :

Vente de trois cabanes .....	85.00
Vente de fourches et de pelles .....	2.00

M. Voss :

Vente d'une cabane .....	50.00
--------------------------	-------

Ted Richards :

Vente d'une cabane .....	25.00
--------------------------	-------

Harold Warn :

Vente d'une cabane .....	60.00
--------------------------	-------

Julius Wallin :

Vente d'une cabane .....	25.00
--------------------------	-------

M. Hey :

Vente d'une cabane .....	50.00
--------------------------	-------

Richard Lucey :

Vente d'une cabane .....	50.00
--------------------------	-------

Martin Deegan :

Vente d'une cabane .....	25.00
--------------------------	-------

Emmet Kelly :

Vente d'une cabane .....	30.00
--------------------------	-------

Christ Swanson :

Vente d'une cabane .....	25.00
--------------------------	-------

George Paist :

Vente d'une cabane .....	25.00
--------------------------	-------

M. Irvin :

Vente d'une cabane .....	15.00
--------------------------	-------

Pifer Produce Co. :

Vente d'une cabane .....	50.00
--------------------------	-------

James Tapeguard :

Vente d'une cabane .....	40.00
--------------------------	-------

Carl Peterson :

Vente d'une cabane .....	10.00
--------------------------	-------

Ed. J. Ness :		Département du Trésor :	
Vente d'une cabane.....	10.00	Remboursement de taxe provinciale	
Henry Dinges :		sur la gazoline.....	375.44
Vente d'une cabane.....	30.00	Diverses personnes :	
Lewis Madison :		Vente de cabanes, bancs et machineries ..	949.44
Vente d'une cabane.....	10.00	Vente de grattes, couteaux et fourches .	1,054.43
Ralph O. Willrett :		Chemin de fer du Canadien national :	
Vente d'une cabane.....	40.00	Remboursement pour surcharges.....	82.28
C. D. Platt :		Allen, M. R. :	
Vente d'une cabane.....	30.00	Chèque de dépenses retourné par	
Merle Phelps :		M. Allen et encaissé, dépenses payées	
Vente d'une cabane.....	15.00	par la suite en fonds américains.....	778.16
Ephrem Hall :		Faucher & Fils Ltée :	
Vente d'une cabane.....	35.00	Chèque retourné et remplacé par	
Perry Smith :		un autre .....	<u>186.37</u>
Vente d'une cabane.....	17.50		
Max Peterson :			\$17,248.19
Vente d'une cabane.....	18.50		
Willard Anderson :			
Vente d'une cabane.....	25.00		
Garrett Veenstra :			
Vente d'une cabane.....	15.00		
George Rose :			
Vente d'une cabane.....	25.00		
M. Harold :			
Vente de deux cabanes.....	50.00		
M. Conway :			
Vente de deux cabanes.....	60.00		
Steane Stralcheck :			
Vente de deux cabanes.....	80.00		
Sturtenant Supply Co. :			
Vente de deux cabanes.....	80.00		
M. Lidwig :			
Vente d'un poêle .....	20.00		
M. Handerson :			
Vente d'outils.....	3.00		
Mrs. Jas. Hay :			
Vente de cuves, plats et couvertes .....	3.25		
Ad. Murphy :			
Vente de pièces de machinerie.....	0.40		
Porter Marks :			
Vente de sacs de coton.....	725.00		
Peter Ellen :			
Vente d'un poêle .....	5.00		
Great Lake Sugar Co. :			
Vente de convoyeurs.....	8,750.00		
Garnett Veenstra :			
Vente de machineries.....	2,200.00		
Michael Weiss :			
Vente d'une balance.....	15.00		
Cie de sucre de betterave Richelieu :			
Remboursement d'une partie du			
capital souscrit .....	976.12		

#### Dépenses faites pour l'édifice de la Commission des accidents du travail

**M. Barrette (Joliette):** Relativement à la nouvelle bâtisse de la Commission des accidents du travail, située sur la rue Grande-Allée, dans la cité de Québec, et connue sous le nom de Bishop Mountain Hall:

1. Combien la Commission des accidents du travail a-t-elle dépensé, à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1942 inclusivement jusqu'au 20 mars 1944 inclusivement?

2. Des soumissions publiques ont-elles été demandées au sujet de tous et chacun de ces travaux?

3. Quelles sont les personnes, compagnies ou corporations qui ont obtenu des contrats ou des sous-contrats à ce sujet, et combien a été payé, à date, à chacune?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. \$1,089,175.73.

2. Non.

3. (Voir la liste ci-dessous)

<i>Nom des contracteurs</i>	<i>Montants payés au 20 mars 1944</i>
-----------------------------	---------------------------------------

Deschambault Quarry Corp. :	
Pierre de décoration.....	\$ 63,700.00
Dumas et Voyer :	
Pierre pour fondation, perrons et	
escaliers extérieurs.....	43,882.04
La Cie de Marbre et Tuile de Québec :	
Pierre de murs, terrazzo et tuile.....	122,912.64

Valère Côté, Inc. :	
Préparation de la pierre des murs.....	56,223.55
Eugène Guay, Ltée :	
Acier d'armature .....	48,000.00
J.-A.-Y. Bouchard, Inc. :	
Électricité, ventilation, usine de chauffage, fournisseur du matériel de chauffage .....	151,290.00
C.-E. Morissette, Ltée :	
Châssis de bois, portes, boiserie intérieure et divisions intérieures..	Nil
Joseph Pichette :	
Couverture, ardoise et gravier.....	16,892.91
Cresswell Pomeroy Ltd. :	
Châssis métalliques .....	Nil
Acme Vacuum Cleaner :	
Système de nettoyage par le vide.....	8,500.00
F.-X. Drolet :	
Ascenseur, monte-charge .....	Nil
Ulric Latouche, Enr. :	
Plomberie et posage du système de chauffage .....	28,975.81
Albert Bédard :	
Contrat général.....	446,587.53
J.-C. Drouin :	
Architecte .....	22,300.00

**Autres dépenses faites pour la manufacture de sucre à betterave de Saint-Hilaire**

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la manufacture de sucre à betterave, à Saint-Hilaire, comté de Rouville:

1. À part la somme de \$1,113,055.58 dépensée par le gouvernement de la province de Québec à ce sujet, et les avances, pour un montant de \$800,000, faites par le gouvernement de la province à ce sujet, tel que mentionné à la réponse du gouvernement consignée à la page 82 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, en date du mercredi 2 février 1944:

a. Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé à ce sujet, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, depuis le 17 janvier 1944 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement?

b. À combien se chiffre le total des avances, endossements ou garanties données par le gouvernement de la province à ce sujet, depuis le 17 janvier 1944 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

a. \$1,229.15;

b. \$300,000.

**Affaire  
Ludington**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai ici une lettre en provenance de Montréal que j'ai reçue hier, signée par M. Tracy Ludington, dans laquelle celui-ci remercie le chef de l'opposition d'avoir informé la Chambre qu'il n'a jamais rien reçu du gouvernement, sous quelque forme que ce soit, comme le laissent entendre les entrées dans les *Comptes publics*. Il est venu au département du Trésor pour faire une déclaration à cet effet. Il lit la lettre de M. Ludington. Le gouvernement fausse les *Comptes publics*, dit-il.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** prend dans ses dossiers des lettres et les quatre chèques adressés à M. Tracy Ludington. Ces lettres, affirme-t-il, datées de 1941 et 1942, viennent de M. Ludington et le signataire demande même au gouvernement de hâter le paiement de la somme qui lui était due.

J'ai ici également les quatre chèques, faits à l'ordre de M. Tracy Ludington, en 1942, qui ont été par lui signés, envoyés à New York, échangés à New York et vérifiés par l'auditeur de la province.

Il lit les numéros de chacun des chèques.

(Applaudissements à droite)

Trois de ces chèques, dit-il, étaient au montant respectif de \$110, \$30 et \$27<sup>1</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les documents produits par le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) ne sont pas exacts. Est-ce que le trésorier ne sait pas que M. Ludington a écrit à deux reprises au Trésor provincial, à l'auditeur de la province pour dire qu'il était faux qu'il ait reçu des argents du gouvernement? Et ces lettres demeurèrent sans réponse.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne connais pas M. Ludington et je n'ai jamais reçu de nouvelles de lui niant qu'il ait reçu l'argent en question. S'il est venu au département du Trésor, je ne l'ai pas vu personnellement, mais ces documents établissent hors de tout doute que M. Tracy Ludington a bel et bien reçu l'argent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier peut-il nier que M. Ludington est venu lui-même au département du Trésor pour protester contre le fait que son nom apparaissait dans les *Comptes publics*?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce monsieur n'est pas venu me voir personnellement. Comment se fait-il que le chef de l'opposition prétende savoir si bien ce qui se passe dans mon département?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prends des renseignements et je suis assez bien informé pour affirmer que les documents produits par le trésorier ne sont pas exacts. M. Ludington a écrit deux fois au département du Trésor pour dire qu'il n'avait jamais reçu ce montant de \$200.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je n'ai pas eu connaissance de ces lettres. J'aimerais bien savoir comment il se fait que le chef de l'opposition sait que Ludington a écrit au département.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ce doit être comme la lettre de Roscovitch.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le sais parce que je me tiens au courant de ce qui se passe au département. Je tiens mon information de source sûre. Je sais que l'individu en question n'a jamais reçu d'argent, qu'il a écrit deux fois au département à ce sujet et qu'il n'a jamais eu de réponse. Si le trésorier n'en a pas eu connaissance, c'est qu'il est négligent et qu'il ne se tient pas au courant de ce qui se passe à son département.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le chef de l'opposition poursuit sa campagne contre le gouvernement en général et contre moi-même en particulier, en disant que tout est faussé, des propos que je considère injustes et indignes de la Législature. Il sait très bien que les comptes publics ne sont pas faussés et qu'ils sont préparés par des employés compétents et honnêtes. Personnellement, je ne connais pas M. Ludington et je n'ai que les documents officiels que je produis maintenant pour me guider.

Est-ce que le chef de l'opposition va encore maintenir ses prétentions, en dépit des chèques dûment endossés par M. Ludington, et est-ce qu'il va continuer à dire que M. Ludington n'a rien reçu? La *Gazette* de ce matin affirme que Tracy Ludington n'a jamais eu les chèques. Je réponds en montrant ces chèques, parce qu'avec cette preuve il est difficile de détruire l'évidence.

Il revient sur la critique faite hier par le chef de l'opposition, à l'effet qu'un des quatre chèques

totalisant \$202.04, celui-là au montant de \$35, a été payé le 15 avril 1942, c'est-à-dire 15 jours après la fin de l'année financière, et a quand même été inscrit dans les dépenses de ladite année financière terminée depuis le 31 mars 1942. À Ottawa, dit-il, c'est pratique courante que d'inscrire dans les dépenses de l'année financière celles qui ont été engagées dans les 30 jours suivant la fin de ladite année. Qui plus est, en 1937, alors que l'actuel chef de l'opposition était premier ministre, on fonctionnait de la même façon; une dépense faite le 20 octobre 1937 avait été inscrite dans les dépenses de l'année financière terminée le 30 juin 1937. Il n'y a rien de mal à cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà une affirmation gratuite et complètement fausse, au sujet du paiement du 20 octobre. Si le trésorier continue sur ce ton, j'utiliserai mon droit de réplique.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** répète qu'un chèque daté du 20 octobre 1937 a été inscrit dans les dépenses de l'année financière terminée le 30 juin 1937. Je proteste, déclare-t-il, contre la campagne que le chef de l'opposition mène actuellement pour essayer de faire croire au public que les documents sont faussés. Il aura beau dire "Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai", les faits ne changeront pas. C'est sa tactique de faire des affirmations à droite et à gauche en espérant qu'il en restera quelque chose. Mais il ne réussira à tromper personne. Le peuple n'est plus dupe de ses affirmations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier veut jouer sur les mots. Depuis qu'il est à la tête du département, tous les documents publics ont été faussés.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition, affirme-t-il, n'a pas le droit de se servir de telles expressions. Que le chef de l'opposition retire ses paroles.

**Des députés ministériels** protestent également.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne retire absolument rien. (Il se fait remettre les chèques et les regarde.) Les chèques ont été endossés à New York, dit-il, et changés dans une banque de la métropole américaine. Le trésorier ne nous prendra pas avec ce tour-là.



**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Que le chef de l'opposition me montre la lettre qu'il a reçue de ce M. Ludington et dont il a donné lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande à un page d'aller porter la lettre en question au trésorier.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) et l'honorable M. Godbout (L'Islet)** examinent la lettre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est très intéressant. Cette lettre est écrite sur du papier qui porte l'en-tête de la *Gazette*. Je commence à comprendre le jeu de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce journaliste est un employé de la *Gazette* et il affirme n'avoir jamais reçu l'argent. Ce Ludington n'a jamais travaillé pour le gouvernement ou reçu de lui quel que argent.

Il m'a écrit personnellement, dit-il. Il est un ami du trésorier, à qui il a probablement dû rendre des services, que le trésorier dit aujourd'hui ne pas connaître bien que le père et les grands-pères de Ludington comptaient parmi ses amis.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Cette remarque est fausse, parce que j'ai en main les chèques endossés et perçus par M. Ludington.

Je remarque aussi que la signature est la même sur les chèques et sur la lettre. Les calligraphies sont identiques. Les chèques ont donc bel et bien été endossés par M. Ludington; il n'est pas besoin d'être spécialiste en écriture pour le constater.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les lettres de Tracy Ludington demandant que les chèques lui soient envoyés ont été écrites aux États-Unis; un des chèques a été encaissé dans un garage à New York. Il semble donc que le trésorier ait engagé quelqu'un aux États-Unis pour faire de la publicité pour la province de Québec et maintenant il dit que l'homme en question est un journaliste de Montréal.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il n'était pas à Montréal à l'époque, mais aux États-Unis. Il n'est donc pas surprenant que les chèques aient été échangés à New

York, car c'est là que M. Ludington a fait son travail pour le bureau du tourisme et qu'il a écrit de la publicité pour la province. C'est là qu'on lui a envoyé les chèques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Hier, le trésorier ne le connaissait pas et maintenant il est au courant des voyages qu'il a faits. Le trésorier essaie de faire croire que ce journaliste respectable de Montréal a reçu de l'argent, alors qu'il n'a rien reçu. La personne qui a endossé les chèques n'est pas celle qui m'a écrit ce matin. Ce n'est pas du tout la même signature.

La réponse du trésorier affirmant qu'il ne le connaît pas est fausse.

**Des députés ministériels** huent le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La réponse que le trésorier a donnée hier est fausse de toute façon...

**Des députés ministériels** font encore plus de bruit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ... insiste-t-il, répétant que la lettre qu'il a reçue montre que le journaliste en question n'a pas reçu d'argent et qu'il a écrit deux fois au département à ce sujet.

Qui plus est, la signature qui apparaît sur les chèques n'est pas la même que celle qui apparaît sur la lettre que j'ai reçue. Si le trésorier est mal pris, ce n'est pas ma faute, déclare-t-il.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il y a quelque chose de sinistre dans tout cela. Ça montre les arrangements qu'il y a entre le chef de l'opposition et les conservateurs. Je comprends le jeu du Parti conservateur. Il se sert de mon honorable ami...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste avec la plus grande énergie. J'ai toujours été indépendant de tous les partis politiques, affirme-t-il, et les prétentions du trésorier sont absolument fausses.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est beau d'affirmer, mais les faits parlent d'eux-mêmes. Cet incident prouve bien qu'il y a connivence entre le chef de l'opposition et les bleus de la *Gazette*. Quand les conservateurs du temps de Borden...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Le trésorier, dit-il, n'a pas le droit de faire dévier le débat et de faire des incursions dans le domaine fédéral.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est le chef de l'opposition qui a fait le plus d'incursions. Il a couvert pas mal de terrain.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je tiens à protester contre un article de la *Gazette*, dans sa livraison du 19 avril, et je demande à ce journal de se rétracter, maintenant que tous les documents sont produits et qu'il n'est plus possible de douter que le gouvernement a bel et bien fait les paiements à M. Ludington.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le trésorier provincial n'est pas loin du nœud de la question. L'Office du tourisme a payé à M. Ludington les montants indiqués sur les chèques, alors qu'il se trouvait à New York pour des fins de publicité pour la province. M. Ludington a donc reçu de l'Office du tourisme de la littérature à distribuer pour la province de Québec au cours d'un voyage dans le Sud. Il a fait son ouvrage et a été payé en retour.

Personnellement, je ne connais pas Ludington. Je sais que ce dernier a non seulement correspondu avec le département au sujet de cette affaire, mais il a aussi endossé les quatre chèques et, dans chaque cas, il est clair que les signatures sont les mêmes. L'opposition prétend maintenant que les signatures apparaissant sur les chèques ne sont pas les mêmes que celle qui apparaît sur la lettre qu'a reçue le chef de l'opposition. Mais, dans l'esprit de tous les députés sauf ceux de l'opposition, il n'y a aucun doute quant à l'authenticité des signatures.

Ces chèques et les lettres envoyées au trésorier sont devant la Chambre et tout le monde peut en prendre connaissance. Les journalistes peuvent les examiner, même le journaliste de la *Gazette* qui a prétendu qu'il ne s'agissait pas du même Ludington. Mais cela est impossible, puisque c'est un fait établi par la signature. Si M. Ludington persiste à dire que ce n'est pas lui qui a encaissé les chèques, il viendra lui-même l'établir devant la Chambre.

Je ne connais pas ce M. Tracy Ludington, répète-t-il, mais, bien que je ne doute pas de son honnêteté, je suis surpris qu'il ait signé de sa main la lettre que le chef de l'opposition a lue tout à l'heure. Je ne m'explique pas comment cet homme a pu se

servir du papier à lettre de la *Gazette* pour écrire qu'il n'a pas encaissé les chèques quand sa signature apparaît au bas de chacun de ceux-ci et est la même que celle qui apparaît sur la lettre que le chef de l'opposition a reçue. Nul ne peut affirmer qu'il ne s'agit pas de la même signature, bien que personne ne soit un expert en écriture. Tous pourront juger les signatures d'une manière impartiale quand ils auront l'occasion de les comparer à celles qui apparaissent sur les documents qui ont été produits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même signature.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tous les documents sont maintenant à la disposition de ceux qui veulent les consulter.

Je commence à comprendre, cependant, et j'ai tout de suite des doutes quand je constate que cette lettre a été écrite sur du papier de la *Gazette* de Montréal et que je lis l'en-tête d'une nouvelle de ce journal, ce matin. Je ne suis plus surpris de la façon dont sont faits les comptes rendus de ce journal, qui sont toujours partisans, souvent inexacts et contraires aux faits. C'est la continuation de la politique de ce journal qui rapporte les débats de la Chambre de la façon la plus fausse en ne publiant que les attaques contre le gouvernement et jamais les réponses.

(Applaudissements à droite)

C'est en rapportant les attaques du chef de l'opposition qu'on fait le rapport des débats. Cela explique bien des choses. Les scandales du chef de l'opposition ne prennent plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a pas le droit de faire dévier le débat. Il ne doit pas mêler ce journal à la discussion, puisque la *Gazette* n'a rien à voir dans le débat. Le premier ministre a l'habitude de lancer des attaques contre les absents, qui ne peuvent se défendre. En agissant de la sorte, il fait preuve d'un manque de courage. Le présent débat porte sur Tracy Ludington, un journaliste de Montréal dont le nom apparaît dans les *Comptes publics* parce que le gouvernement lui aurait versé \$202.04, une somme qu'il n'a jamais reçue.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je reste dans le débat. Je dis qu'il y a quelque chose d'explicable dans toute cette affaire. Si je connaissais Ludington, je saurais peut-être dans quel état d'esprit il était, quand il a écrit au chef de l'opposition. Mais je ne connais pas M. Ludington et

je ne veux accuser personne. Je constate simplement que les signatures sont exactement les mêmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les signatures ne sont absolument pas les mêmes sur les chèques et sur ma lettre. J'affirme que ce monsieur n'a pas reçu un seul cent du gouvernement. Je persiste à croire que le Ludington qui aurait supposément signé les chèques produits par le trésorier provincial n'est pas l'employé de la *Gazette* de Montréal dont la parole ne saurait être mise en doute, considérant l'excellente réputation dont il jouit comme journaliste et honnête citoyen.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** J'affirme que les signatures ne sont pas du tout les mêmes.

**M. Bourque (Sherbrooke):** Je suis certain que les signatures qui apparaissent sur les chèques et sur les lettres qui ont été envoyées au trésorier ne sont pas les mêmes que celle qui apparaît sur la lettre envoyée au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le trésorier provincial me remette ma lettre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je la garde.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le premier ministre fasse faire une enquête, je suis prêt, et ceux qui faussent les documents seront punis comme ils le méritent. Faites-nous savoir qui ne se donne pas la peine de répondre à la lettre d'un honnête homme.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je suis prêt moi-même à faire effectuer une enquête; nous allons voir où est la vérité. Je ne connais pas Tracy Ludington. Bien sûr, on a peut-être imité la signature, et nous voulons le savoir. Mais cette enquête est peut-être inutile, car je persiste à dire, malgré les protestations de l'opposition, que les signatures sont les mêmes sur les chèques et sur les lettres.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Les signatures ne sont pas les mêmes.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour ceux qui ne sont pas des spécialistes en écriture, les signatures sont exactement les mêmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux ravoir ma lettre envoyée au trésorier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**  
Pour la mettre avec celle de M. Roscovitch?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, parce que je n'ai pas confiance au gouvernement pour la garde des dossiers. Et j'espère que le trésorier n'aura pas l'audace de voler ma lettre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition ne devrait pas parler comme cela; c'est peut-être ce qui explique pourquoi des milliers de documents officiels sont disparus au département du procureur général depuis qu'il a abandonné l'administration de la province en 1939. C'est bien sous le règne de l'Union nationale que les documents publics ont été volés ou sont tout simplement disparus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est absolument faux. Le temps où des documents ont été volés, c'est celui d'un gouvernement dont le premier ministre actuel faisait partie comme ministre de l'Agriculture. On a fait brûler des milliers de documents: cartes, annonces de la province, etc., gaspillant ainsi des milliers de dollars tout simplement parce que le nom de celui qui parle y figurait comme premier ministre de la province.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je remets avec plaisir au chef de l'opposition la lettre qui a provoqué cette tempête dans un verre d'eau, mais à la condition qu'il me rende les chèques endossés par M. Ludington.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** font l'échange de leurs documents main à main au-dessus de la table du greffier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande qu'on dépose sur la table du greffier les chèques cités par le trésorier<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Quand allez-vous déposer mon dossier de Jargailles<sup>3</sup>?

### **Demandes de documents:**

#### **Minorité francophone au Canada**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 11 avril courant, sur la motion proposée le même jour par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult) proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les copies de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et celui d'Ottawa ou de tout membre et employé de l'un ou de l'autre, relativement à un traitement plus équitable de la minorité française au Canada, dans l'armée, dans les usines de guerre et dans le fonctionnarisme.

**M. Morin (Québec-Centre):** M. l'Orateur, il y a une chose sur laquelle dans cette Chambre et dans cette province nous nous entendons tous parfaitement. Cette chose, c'est l'héroïsme de nos soldats, de nos aviateurs et de nos marins, partout, en un mot, où ils sont appelés à se battre contre l'ennemi commun.

Mes premières paroles seront donc pour présenter mes hommages aux familles de tous ces héros dont plusieurs, hélas, ont déjà été appelés à faire le sacrifice suprême de leur vie pour défendre une cause dans laquelle ils ne pouvaient pas ne pas croire. Tous ceux des nôtres qui ont sacrifié leur vie et leur liberté pour se battre pour le maintien des institutions à l'ombre desquelles nous avons tous grandi et à l'ombre desquelles nos grands-parents ont vécu méritent non seulement notre admiration, mais aussi notre appui de tous les instants, de toutes les heures et de tous les jours.

Lorsqu'après la guerre nos héros nous reviendront, il faudra poser des actes pour les aider à se créer une vie qui ne leur fera pas regretter de n'être pas morts sur les champs de bataille. Après la guerre, il faudra donc s'occuper de cette jeunesse d'une façon tangible. Car notre ingratitude à leur égard serait encore plus tragique que la tragédie à laquelle nous assistons actuellement dans le monde.

Si je me suis absenté de la Chambre à un moment où le député de Lotbinière (M. Chaloult) aurait voulu voir se poursuivre le débat qu'il avait provoqué par sa motion, c'est que j'avais des questions urgentes à régler, à mon bureau, en faveur de la petite navigation côtière. Je puis donc assurer mon honorable ami que je ne me suis pas absenté

intentionnellement et dans le seul but de me mettre en travers de son désir jusque-là et encore inassouvi d'exercer son droit de réplique.

Je me rappelle avoir dit, l'an dernier, ce que je pense de l'opportunité de telles motions dans les circonstances actuelles. Il existe une certaine friction dans tous les pays, même ceux à nationalité unique, et l'on peut donc s'attendre à des injustices dans un pays où deux nationalités opposées vivent côte à côte. Il ne faut pas s'étonner des frictions et des injustices constitutionnelles qui peuvent exister dans un pays à double nationalité comme le nôtre. Des injustices, il s'en commet partout et à plus forte raison dans un pays où deux nationalités, dont l'une minoritaire et à tempérament latin et l'autre majoritaire et à tempérament anglo-saxon, doivent vivre côte à côte et s'efforcer de forger avec des marteaux d'un métal différent une même destinée sur une même enclume. Dans la vie humaine, il faut savoir être réaliste, et le meilleur moyen d'être réaliste et objectif, c'est encore de tenir constamment compte de l'insondable facteur humain.

Le discours prononcé par le député de Lotbinière sur la présente motion ressemblait étrangement à celui sur sa motion de l'an dernier, discours sans le moindre rayon de soleil, mais prononcé dans un langage du Grand Siècle et avec une éloquence qui sait se faire tantôt persuasivement onctueuse et tantôt violemment vibrante. Tout de même, la semaine dernière, le discours de mon honorable ami m'a semblé défaitiste, légèrement nuancé d'aigreur et profondément imprégné de mélancolie, imputable à des déceptions politiques.

Le député de Lotbinière s'est plaint à plusieurs reprises, dans cette Chambre, que dans notre province nous avions même perdu l'habitude de rire de bon cœur. Ce n'est pas surprenant. Quel peuple pourrait afficher une gaieté de bon aloi après s'être laissé dire par un certain nombre de ses hommes publics - et, ici, je ne vise personne en particulier - qu'il n'est qu'un paria, un peuple d'esclaves, un "butler" dans la maison de ses pères, la victime d'injustices constantes, l'objet d'humiliations et de complots de toute nature pour mieux assurer sa perte là où il devrait jouer un rôle majeur, que sa terre est une terre de taudis?

Prendre une telle prédication au sérieux serait le moyen le plus expéditif de faire disparaître à tout jamais de cette terre d'Amérique le fait français. Il demande une éducation plus pratique pour les Canadiens français, car une base solide d'éducation est le meilleur appui pour le progrès économique. On doit plutôt prêcher l'optimisme et l'action créatrice

auprès des jeunes, au lieu du défaitisme et du pessimisme. Par cette prédication, une jeunesse audacieuse et virile pourra prendre la place que nous devrions tenir dans le domaine économique.

D'autre part, je ne voudrais pas pour tout au monde donner dans l'autre extrême et prêcher aux miens qu'il n'y a plus rien de perfectible dans cette province et dans ce pays. Loin de moi une telle prétention. Comme je l'ai dit au début de mes remarques, des frictions, des manquements et des injustices, il y en a ici comme partout ailleurs.

Je n'oserais pas prétendre non plus que, depuis la Confédération, nous sommes restés les maîtres de l'économie dans cette province. Nous sommes devenus les maîtres dans la politique et dans les professions libérales, mais nos concitoyens d'autres races se sont ressaisis pour devenir les maîtres de l'économie. Nous nous en sommes aperçus il y a à peine quelques années, et nous sommes à nous organiser pour nous ressaisir définitivement, à notre tour, dans l'économie de cette province. Ça ne se fera pas dans une quinzaine, mais ça se fera quand même, un peuple ayant le temps de son côté. Nous nous préparons lentement mais sûrement à jouer dans l'économie de cette province un rôle pour le moins proportionnel à notre population. C'est d'ailleurs ce que préconise depuis cinq ans le chef du gouvernement. Le temps travaille pour la minorité.

Nous avons été trop occupés à exceller dans les carrières libérales et à faire de la politique, et nous avons trop longtemps oublié qu'une saine politique de l'instruction publique, à base de christianisme et de réalisme économique, était tout aussi importante dans la vie d'un peuple qu'une politique de voirie macadamisée ou d'édifices publics luxueux.

Cependant, depuis quelques années, une amélioration sensible s'est produite dans le domaine de l'instruction publique à tous ses degrés; j'en remercie le premier ministre de cette province, son gouvernement et le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). Nous réalisons de plus en plus qu'une solide élite économique est tout aussi importante dans la vie nationale d'un peuple qu'une élite intellectuelle. On est en train de former une élite actuellement, laquelle changera complètement la situation à cet égard, au fil des années.

Du point de vue industriel, notre problème qui est le plus urgent, c'est le problème des chefs d'industrie. C'était notre problème avant la guerre et ça l'est encore. Après cette guerre, ce problème des chefs d'industrie sera peut-être centuplé. Nous

aurons une main-d'œuvre experte, des contremaîtres de premier choix. Il nous manquera des spécialistes du prix de revient et de l'organisation scientifique de l'industrie et du commerce. Nos écoles supérieures de commerce sont à l'œuvre pour former ces chefs d'entreprise et ces spécialistes, mais elles ne pourront suffire à la tâche à moins que d'être subventionnées par l'État. Seule une jeunesse remplie d'audace pourra faire ce que la génération précédente n'a pas eu l'audace de faire et d'essayer.

Ce qu'il nous faudra pour reprendre le temps perdu dans l'économie, ce sont des jeunes préparés à devenir des chefs d'entreprise dans tous les domaines, et ce n'est pas en leur inoculant le défaitisme que nous les entraînerons à l'action créatrice et organisatrice si indispensable dans le domaine des affaires. Il nous faudra des jeunes au cerveau bouillonnant, à la tête remplie de pilons à vapeur, de poulies, de manivelles et de roues dentées, pour me servir des expressions dont se servait Emerson, en 1860, à l'égard de ses jeunes compatriotes américains.

La présente guerre a produit une révolution économique dans notre province. Notre province s'industrialise rapidement et le restera. Qu'on en prenne son parti: tous les terriens déracinés par un séjour dans les villes ne retourneront pas aux champs après la signature de la paix. Le problème le plus urgent qu'il nous incombe de résoudre réside dans la formation de chefs d'industrie et de spécialistes chez les Canadiens français. Il faudra s'appliquer à reprendre le temps perdu. Cette rapide industrialisation ne pourra nous enrichir qu'à condition de trouver chez nous des hommes qui, à tous les degrés de la hiérarchie industrielle, dans l'organisation financière comme dans la technique, pourront diriger et la production et la distribution. Il nous faut une jeunesse bien préparée, douée d'initiative et d'audace.

Il ne faut pas trop encourager chez les nôtres le goût du fonctionnarisme et des carrières de tout repos. C'est d'ailleurs contraire à notre atavisme. Nos ancêtres avaient l'amour du risque, de l'aventure et de la lutte contre les éléments de la nature. C'est une chose qu'il faudrait cultiver beaucoup plus que le goût du fonctionnarisme. Par ailleurs, nous nous sommes désintéressés du haut fonctionnarisme à cause du mauvais souvenir que nous ont laissé les Bigots et les mauvais fonctionnaires de la fin du régime français combiné avec l'arrogance de certains fonctionnaires d'après la conquête anglaise.

Évidemment, cela n'excuse et n'absout personne à l'égard de ce qui s'est passé partout

depuis le début des hostilités au point de vue fonctionnarisme fédéral, mais cela explique dans une certaine mesure ce qui s'est produit dans ce domaine en ce qui regarde les Canadiens français.

J'estime que les Canadiens français devraient prendre une place plus importante dans la vie économique du pays. Il faut entretenir de la confiance. Les Canadiens français sont en train de se ressaisir dans le domaine économique. Ils se préparent lentement mais sûrement à jouer dans l'économie de notre province un rôle pour le moins proportionnel à notre population. Ils y arriveront, cependant, en créant parmi la jeune génération une élite économique. Une élite économique est le fondement le plus solide d'une élite intellectuelle, et les deux doivent se compléter. Nous commençons à réaliser que celui des nôtres qui s'enrichit d'honnête façon contribue à la prospérité nationale.

Quoi qu'en dise le député de Lotbinière, malgré notre humiliante résignation dont il parle, nos ancêtres n'auraient pas à rougir de nous s'ils revenaient sur cette terre. Ils nous conseilleraient sans doute d'exiger le respect intégral de nos droits, mais ils nous suggéreraient aussi de nous préparer à l'accomplissement non moins intégral de tous les devoirs corrélatifs à ces mêmes droits. Ils nous enseigneraient non pas de tout laisser faire, mais plutôt de souligner avec dignité, sans virulence et avec calme, tout manquement ou toute injustice dont nous pourrions avoir connaissance. Ils nous demanderaient peut-être aussi d'être dociles sans faiblesse, comme ils le furent eux-mêmes dans les temps troublés de 1775 et de 1812. Ils nous enseigneraient, enfin, de tout préférer à l'annexionnisme américain, qui serait le tombeau et l'anéantissement de notre personnalité ethnique et nationale.

(Applaudissements à droite)

Avec son intelligence, son éloquence et son grand talent oratoire, le député de Lotbinière pourrait mettre ces dons au service d'une belle croisade auprès de la jeunesse de sa province. Il faut prêcher aux jeunes non pas le pessimisme, mais la lutte continue, condition de succès et de surveillance. Il pourrait rendre un énorme service à notre jeunesse de la province en lui enseignant que, dans la vie, il n'y a que la lutte qui compte; que, pour arriver à quelque chose dans le monde, il faut s'imposer des sacrifices, avoir le culte et l'amour de l'audace et du risque, comme aussi le culte de la compétence et le sens de ses responsabilités; qu'il ne faut pas démissionner devant l'égoïsme, le confort, le dilettantisme; qu'il faut lutter jusqu'au dépassement de soi-même.

La haine et la violence n'ont jamais rien créé de solide. Au contraire, la haine et la violence sont responsables des pages les plus sombres et les plus sanglantes de l'humanité. Elles ont détruit bien des choses dans le monde. Pour ma part, je ne hais qu'une chose dans la vie, mais je la hais du plus profond de mon âme: c'est le fanatisme sous toutes ses formes, où qu'il soit. Si j'avais l'éloquence de mon ami de Lotbinière et ses moyens de fortune, je ferais une grande croisade; je me ferais prédicateur de fanatisme, mais du fanatisme de l'espérance, de la foi dans l'avenir de la province, du pays, de l'humanité.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je suis encore sous le charme des paroles de mon excellent ami le député de Québec-Centre (M. Morin). Il a fait un discours d'une grande élévation de pensée. Je le remercie de sa cordialité, de sa courtoisie, du ton digne de son discours et j'espère qu'il me gardera toujours son amitié.

Il me reproche mon fanatisme et mon pessimisme. Ce n'est pas ma faute. Ce pessimisme n'est que du réalisme et du loyalisme. Je n'ai fait qu'attirer l'attention de l'Assemblée législative sur un état de choses qui mérite d'être discuté et considéré à son mérite. Je n'ai fait que citer des faits, des chiffres, les témoignages de compatriotes anglosaxons qui allaient beaucoup plus loin que moi. Je les ai invoqués à l'appui de ma thèse que les Canadiens français n'ont pas le traitement auquel leur nombre leur donne droit au pays et dans les services fédéraux et personne n'a pu les réfuter en Chambre.

Le député de Québec-Centre veut prêcher la croisade de l'amour du risque et le souci de la compétence. Il a raison et je suis disposé à me joindre à lui dans cette croisade pour prêcher à la jeunesse que, si elle veut arriver dans la vie, il lui faut de l'énergie, de la compétence et de l'espérance. Je m'accorde avec lui car il en a toujours donné l'exemple, à l'université où nous étions confrères et où nous admirions son courage, son énergie, sa volonté et son goût au travail. Mais il est d'autres vérités qu'il faut enseigner et prêcher à la jeunesse: c'est la fierté nationale que j'ai prêchée. Il faut lui enseigner à se tenir debout. C'est ce que je fais.

Moi aussi, je hais le fanatisme (Mouvements divers de la droite) sous toutes ses formes, comme le député de Québec-Centre. Tout ce que je veux, c'est l'avancement des miens. C'est pourquoi je serai toujours le premier à défendre les droits de la

minorité, y compris la minorité anglaise de cette province. Mes collègues de la minorité me rendront ce témoignage que, lorsque nous causons privément entre nous, ils ne peuvent découvrir aucune trace de fanatisme chez moi. Nous différons cependant d'opinions sur la façon de servir nos compatriotes. Tout ce qui m'émeut, c'est l'amour des miens, sur quoi on peut avoir parfois des conceptions différentes.

Je remercie le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) de son discours sur cette motion. Le ministre a véritablement la fibre nationale et je me demande comment il peut rester dans un ministère où, malheureusement, tous les ministres n'ont pas la même conception que lui du sens national. Il a cherché à réfuter l'argument selon lequel les Canadiens français ne seraient pas assez compétents pour occuper les emplois qu'ils réclament. J'aurais aimé qu'il insistât davantage sur ce point. C'est un point vital. On est en train, pour excuser l'absence des nôtres dans les services de guerre, l'armée, la marine et l'aviation, de créer la légende de l'incompétence des Canadiens français. Et ce qui est plus malheureux, c'est que des Canadiens français soient les premiers à la créer.

Le gouvernement a lui-même consacré cette légende et décerné un brevet d'incompétence aux Canadiens français en nommant deux Canadiens anglais sur cinq et en ne donnant pas, au sein de la Commission hydroélectrique, une représentation proportionnelle à leur nombre. Cette Commission a pourtant une importance primordiale et ses attitudes peuvent avoir des répercussions extrêmement considérables. Est-ce que dans la province de Québec les Canadiens français ne sont pas dans une proportion de 4 pour 1? Nous devrions donc avoir quatre administrateurs canadiens-français à l'Hydro. Je ne vois pas pourquoi on ne donne pas à la majorité la part à laquelle elle a droit dans cette entreprise si importante.

J'admets qu'en certains domaines, comme l'armée et la marine, nous n'avons pas les compétences que nous devrions avoir. Mais cela s'explique parce qu'on nous a toujours refusé une école militaire, une école navale. Comment pourrions-nous avoir des compétences quand nous n'avons pas d'écoles? Il ne faut pas se contenter de prêcher l'espérance. Il faut aussi réclamer son dû et, quand on persiste à ne pas nous le donner, il faut mettre plus de vigueur dans nos réclamations.

Dans le dernier discours qu'il a prononcé, Ernest Lapointe disait: "Il faut donner des écoles aux Canadiens français pour créer des compétences." Dans les carrières économiques et commerciales,

nous avons des compétences. Nous en avons aussi en droit, en médecine, en sciences sociales. Ce que le gouvernement vient de faire ne ressemble guère à une croisade d'espérance. C'est au contraire du défaitisme. Nous avons d'excellents ingénieurs canadiens-français; des centaines de diplômés sont sortis de l'École polytechnique et 200 de l'École des hautes études commerciales, fondée par Sir Lomer Gouin, des institutions de haute classe. On y forme des "masters of commerce", pour faire plaisir au secrétaire provincial et parler comme lui. Pourquoi n'a-t-on pas trouvé le tour d'en nommer un pour diriger la finance de l'Hydro-Québec?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je constate que le député de Lotbinière semble prendre plaisir à parler anglais et je me demande pourquoi il veut empêcher ses compatriotes de le comprendre et de le parler.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Si je prends plaisir à parler anglais, c'est justement pour être agréable au ministre. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) n'aime pas à entendre parler ici de l'abbé Groulx.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** (Souriant) Le député de Lotbinière va-t-il assister à la conférence de M. André Laurendeau, ce soir?

**M. Chaloult (Lotbinière):** L'honorable secrétaire de la province sait bien que je ne peux pas m'absenter de la Chambre, ce soir.

**Des députés ministériels rient.**

**M. Chaloult (Lotbinière):** En allant chercher des compétences ailleurs, le gouvernement déprécie les écoles qu'il a lui-même fondées. Ce n'est pas là donner confiance aux nôtres. C'est au contraire du pessimisme des plus nuisibles. Nous avons les plus grands avocats du pays et nos médecins ne le cèdent en rien aux sommités de race anglaise.

J'ai remarqué que le discours du ministre du Commerce n'avait pas provoqué un très grand enthousiasme parmi ses collègues. Le secrétaire de la province ne l'a pas applaudi. Il me semble que ses revendications fermes et courageuses méritaient plus d'applaudissements.

Le ministre de l'Instruction publique aurait pu prendre part à ce débat. Mais il préfère interrompre. Il se croit de l'esprit. Il est malheureusement le seul à le croire.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne me fie pas à votre jugement. Un tribunal a déjà dit que vous n'en aviez pas.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Si le ministre ne se fie pas à mon jugement, il se fiera peut-être davantage à celui de La Fontaine. Il est comme la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf. Il manœuvre d'un côté et de l'autre, essaie de s'enfler par des calembours, des risées. On croirait qu'il a des ambitions démesurées, le ministre. Pourtant, personne n'aurait songé à cela. On sait ce qui est arrivé à la grenouille, à la fin. Et il a la haine du nationalisme, d'Henri Bourassa et du chanoine Groulx. Il n'est pas capable de les souffrir. Pourtant, il ne faudrait pas qu'il finît par crever comme la grenouille.

Il m'a demandé qui était mon chef. Il voudrait absolument me trouver un chef. Lui qui aime tant être suiveux, il ne comprend pas qu'on puisse être indépendant, qu'on puisse faire son devoir sans chef. Il préfère le servilisme. Puisqu'il lui faut absolument un chef, le ministre, qu'il prenne donc John-Charles Harvey. Qu'il prenne le pasteur Shields. Flanqué de Harvey d'un côté et de Shields de l'autre, qu'il aille prêcher aux citoyens de Terrebonne l'évangile de l'anglais, cette grande panacée universelle qui nous sauvera tous.

Quant au député de Laval (M. Leduc), qui m'a attaqué l'autre jour, c'est la première fois que j'ai l'occasion de parler après lui - je me demande s'il ne s'agit pas là d'une affaire arrangée - et je vais en profiter. Il est vrai que ses propos sont souvent obscurs et incohérents. Chose sûre, c'est qu'il n'a répondu à rien de ce que j'ai dit. Il n'a pas réfuté un seul des chiffres que j'ai donnés. D'ailleurs, personne ne peut les réfuter. Il s'est contenté d'exposer des préjugés, non pas les préjugés qui courent les rues de Québec, mais les préjugés qui courent les rues de Toronto, chez les Orangistes, nos ennemis.

Le député de Laval nous a rapporté que les Canadiens français sont bien traités à Ottawa. D'après lui, nous aurions un traitement de faveur dans l'armée, dans l'armée canadienne où le français est ostracisé, où on ne daigne même pas nous commander dans notre langue, où l'on dit à ceux qui parlent français: "Speak white!" C'est ça, le traitement généreux que nous recevons. Voyez-vous les soldats de l'armée canadienne commandés dans une langue qui n'est pas la leur?

Il cite ici la lettre d'un soldat canadien-français actuellement au camp Borden. Ce soldat se

plaint du fait que les Canadiens français y sont conduits par des Orangistes, et il dit que les Canadiens français devraient être instruits en français sur le sol de la province de Québec au lieu d'être exilés parmi des fanatiques. Des lettres comme celle-là, dit-il, j'en ai reçu des douzaines. Et je n'ai reçu qu'une lettre désagréable.

D'après le député de Laval, nous oublions de remercier Ottawa de ce qu'il fait pour nous, les Canadiens français. Je comprends qu'il ne veut pas oublier, lui, ce qu'Ottawa a fait pour lui et je comprends qu'il ait raison d'être reconnaissant à Ottawa. Mais le député de Laval, ce n'est pas le peuple canadien-français.

Il dit qu'au début de la guerre nous avions deux sous-ministres canadiens-français à Ottawa. Deux sur 18. Quelle générosité! Mais, sur 18 sous-ministres à Ottawa, nous aurions droit à six. Il n'y a pas de quoi, en effet, faire la louange de M. King parce qu'il a nommé deux sous-ministres canadiens-français sur 18. Et le député de Laval dit que nous devrions être contents. C'est un manque de fierté déplorable de dire que, si on nous en donne deux quand il nous est dû 10, il importe de remercier ceux qui nous font cette faveur. Je ne comprends pas cette mentalité, ou plutôt je comprends trop.

Il doit y avoir équilibre parfait entre nos droits et nos obligations. Prétendre le contraire, c'est faire preuve d'un réflexe d'infériorité. Il dit que nous avons des obligations supérieures parce que nous sommes une minorité. Mais comment ça? Pourquoi ce complexe d'infériorité?

Il est vrai que nous avons eu un premier ministre du Canada canadien-français, Sir Wilfrid Laurier. Oui, mais qu'est-ce que cela a donné aux Canadiens français?

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** C'est tout de même une belle chose d'avoir un Canadien français à la tête du pays.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce n'est pas ce que M. Henri Bourassa prétend, car, d'après lui, il a été néfaste pour nous d'avoir Laurier à Ottawa. Et n'est-ce pas Robert Rumilly qui souligne, dans son histoire, que Sir Wilfrid Laurier a passé son temps, lorsqu'il était premier ministre, à tenter de se faire pardonner d'être Canadien français? Il n'a pas pu nous donner ce qui nous était dû. Il a été obligé de faire constamment des concessions.

Le député de Laval se dit content d'avoir combattu Armand Lavergne. Il devrait au moins s'abstenir de le dire. Nous n'avons pas le droit de



flétrir la mémoire de ceux qui ont été de grands hommes chez nous. C'est une attitude indigne.

Il a parlé de ceux qui étaient nés avec une cuillère d'argent dans la bouche. Je ne sais pas à qui il a fait allusion. Si c'est à moi, je lui dirai que je ne suis pas né avec une cuillère d'argent dans la bouche et je n'ai certes pas de cuillère d'or, moi. C'est plutôt le député qui a une cuillère d'or. Quand on s'oppose toujours aux puissants, on ne s'attire pas de faveurs ni de contrats plantureux. Et ça ne donne pas de belles causes à un avocat. Il est beaucoup plus favorable pour sa bourse de se tasser tout le temps du côté du pouvoir, des grandes puissances et des trusts.

Mais ce n'est pas le rôle que je joue. Le rôle que je joue actuellement dans la politique provinciale, que j'entends continuer, n'est sûrement pas un rôle très avantageux au point de vue pécuniaire. Dépenser mon temps à m'opposer aux gros, aux puissants intéressés, au gouvernement, ne me donne point d'argent, mais je le fais pour l'amour des Canadiens français.

J'ai parlé des abdicataires et je n'ai rien à retrancher à ce sujet: il y a eu des abdicataires parmi les nôtres. Mais je n'ai pas voulu attaquer notre système d'enseignement. Si le clergé a fait son devoir dans ce domaine, l'État n'a pas toujours fait le sien. Et il faut déplorer le fait que notre élite nous a souvent fait défaut.

À Québec, lorsque la population anglaise était encore de 40 %, notre petite bourgeoisie était bien plus encline à passer de l'autre côté de la barricade. Il y a toujours des gens qui, une fois parvenus à un certain degré d'aisance, se rangent du côté de la majorité pour tâcher d'écraser les nôtres. Ce n'est pas toujours chez les gens riches à Outremont, à Westmount et sur la Grande-Allée qu'on trouve les gens qui défendent leurs compatriotes canadiens-français. Des abdicataires, il y en a et le député de Laval le sait.

Il y a aussi trop de servilisme, chez nous. J'ai apporté avec moi les fables de La Fontaine, pour lire à la Chambre "Le loup et le chien". On connaît la fable; le loup est maigre, le chien, gros et gras. Le loup demande au chien quelle est la cause de sa prospérité. Le chien répond qu'en servant ses maîtres il s'assure de plantureux repas. Mais le loup remarque que le chien a le cou pelé. Il veut savoir pourquoi. Le chien répond: "Le collier dont je suis attaché de ce que vous voyez est peut-être la cause." Remarquez ce "peut-être". Quand on est en servage, on a des répugnances à l'admettre. Ce qui se passe chez les animaux se passe aussi chez les hommes. Il y en a encore trop, chez nous, qui ont le cou pelé et portent le collier.

Quant à moi, je préfère être indépendant. J'aime mieux le rôle du loup et sa liberté que celui du chien et porter le licou, même si je ne mange pas au point d'être gras et dodu, même si je dois me priver. Au cours d'un de mes voyages en Louisiane, j'ai vu une servante à qui on donnait un soufflet en pleine figure et qui disait: "Nous avons besoin de cela pour nous apprendre la discipline." Il y a des gens qui reçoivent des coups de pied à l'endroit où le dos perd son nom et qui, plus ils en reçoivent, plus ils sont contents. Ils ont besoin de ça pour garder leur servilisme et les tenir dans la discipline.

Pendant la guerre américaine de Sécession, on a vu des nègres du Sud s'enrôler dans l'armée du général Lee pour combattre les armées de Lincoln qui voulaient les délivrer de l'esclavage et leur donner leur liberté. Il y a lieu de se demander si, dans la province de Québec, il n'y a pas des "nègres blancs", des gens qui veulent que nous conservions notre servitude et qui se battent pour maintenir leurs compatriotes dans l'esclavage.

J'espère que le premier ministre voudra produire la correspondance demandée. Je voudrais voir les efforts tentés par le premier ministre pour le relèvement de nos griefs. Et je souhaite que le gouvernement se montre plus ferme à l'avenir dans la revendication de nos droits.

(Applaudissements à gauche)

La motion est adoptée.

### Commerce du poisson

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société, corporation ou commission, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 jusqu'au 9 février 1944 inclusivement, et se rapportant au commerce du poisson frais, en conserve ou salé, soit au Canada, soit à l'étranger.

M. l'Orateur, notre industrie comme notre commerce du poisson sont des problèmes d'une importance vitale et qui concernent spécialement une partie très intéressante de notre population maritime. Pour bien en saisir toute la portée, je commencerai d'abord par un exposé succinct de quelques notes historiques et géographiques avec quelques chiffres

statistiques. Je vous parlerai du Salt Fish Advisory Committee, des personnes qui en font partie, de l'autorité qui leur a été conférée par l'ordre en conseil no 6289, des ordonnances émises et de leurs conséquences sur notre industrie et notre commerce poissonniers, enfin des modifications qu'on devrait apporter pour donner à notre commerce la liberté d'action qui lui est due.

La pêche se pratiquait dans le golfe Saint-Laurent de temps immémorial. Les Basques visitaient même le golfe et l'estuaire du fleuve Saint-Laurent avant la découverte du pays, à la poursuite de la baleine, et venaient même pêcher le bacalos (la morue) dans les eaux de Terre-Neuve et sur nos bancs de pêche. La superficie de notre domaine maritime du golfe et du fleuve Saint-Laurent se chiffre à 485 milles carrés et comprend les comtés des Îles-de-la-Madeleine, Bonaventure, Gaspé-Sud, Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, Charlevoix et le Saguenay, dont la population atteint 211,000 habitants.

Cependant, les comtés où se pratique plus spécialement la pêche commerciale ou industrielle sont les Îles-de-la-Madeleine, Matane, Gaspé-Sud, Gaspé-Nord, Bonaventure et le Saguenay. À ces endroits, une population de 143,000 âmes vit presque exclusivement des richesses de la mer et habite une lisière de terrain adjacente au rivage. Le total des prises moyennes de poisson, de 1940 à 1942, est, pour la morue, 46,024,100 lbs; le hareng, 36,489,400 lbs; le maquereau, 7,640,200 lbs; le saumon, 1,089,800 lbs; l'éperlan, 728,700 lbs; le homard, 1,951,600 lbs.

Par la quantité des prises, il est facile de conclure que notre pêche maritime est certainement une branche très intéressante du commerce de notre province, et plusieurs maisons de commerce, comme plusieurs personnes, ont vécu jusqu'à aujourd'hui et vivent des pêcheries de notre province et nos coopératives sont à développer un beau champ d'action dans ce domaine. Autrefois, l'industrie poissonnière était entre les mains d'un groupe de commerçants d'Halifax, dont voici les principaux: W. C. Smith Co. Ltd., F. A. Robertson and Co., Lunenburg Sea Products Ltd., Lockhart Bros. Ltd., Leonard Bros. Ltd.

Ces maisons situées soit à Halifax ou à Lunenburg contrôlaient et contrôlent encore aujourd'hui le commerce du poisson sous le nom de Smith Fisheries Ltd., de Lunenburg. C'est une sorte de cartel de vente qui fixe les prix, détermine à quelle maison doit aller le poisson de M. Untel, producteur.

Voici un exemple comment les choses se passaient. M. Untel, producteur de poisson, se rendait à Halifax pour vendre sa production de morue ou de maquereau, croyant obtenir un meilleur prix. Il visitait toutes les maisons intéressées, mais, par une entente entre tous les acheteurs, le prix du poisson était fixé d'avance comme était déterminé le nom de la maison qui devait acheter définitivement. Le prix offert par les autres maisons était toujours inférieur, parce que la compagnie la plus offrante était déterminée d'avance. La même chose existait aussi sur la côte nord du Saint-Laurent où ces messieurs déterminaient d'avance à qui et à quel prix M. Untel, producteur devait vendre.

Au mois d'août de 1943, le gouvernement passait un ordre en conseil portant le numéro P.C. 6289, par lequel aucun marchand de poisson ne peut faire le commerce d'exportation à moins d'avoir expédié du poisson à l'étranger en 1941. Voici quelques notes sur les personnes qui font partie du Wartime Fisheries Advisory Board à Ottawa. Le *Canadian Fishermen*, dans son numéro de décembre 1941, publiait que M. A. N. McLean, de Connor Brothers de Black Harbor, avait été nommé à cette commission. M. A. N. McLean, propriétaire depuis 1932 de la firme Connor Brothers, dont il est le président, s'occupe de la mise en conserve des sardines. De plus, M. McLean est intéressé dans la fabrication des boîtes et de plusieurs autres entreprises du genre.

M. C. J. Moreau, l'assistant de M. McLean au Wartime Fisheries Advisory Board, fait partie du conseil d'administration des firmes suivantes: W. C. Smith Co. Ltd., F. A. Robertson and Co., Lunenburg Sea Products Ltd., Lockhart Co. Ltd., Nikerson Bros. Ltd., Leonard Bros. Ltd., dont tous les intérêts sont régents, à ce qu'on rapporte, par Smith Fisheries Ltd. de Lunenburg, N. E., d'après l'ordre en conseil 6289, personne ne peut exporter de poisson à moins d'avoir un permis d'exportation, ce permis est fixé d'après certains quotas qui sont basés sur les chiffres d'exportations pendant l'année 1941.

La maison Grell and Co. de Trinidad, à l'automne de 1942, s'adressait à la maison Lachance et Morel de Québec pour acheter du poisson au Canada. Au mois de mars 1943, MM. Lachance et Morel me rencontraient pour discuter les possibilités d'acheter une certaine quantité de la production du hareng fumé et du maquereau, afin d'établir des relations commerciales avec les Îles-de-la-Madeleine. J'ai donné à MM. Lachance et Morel les noms de coopératives et de producteurs madelinots où ils pourraient s'adresser, soit pour obtenir du

hareng fumé "canadian bloaters", du maquereau du printemps, sachant que la concurrence apporterait certainement un meilleur prix et permettrait d'amener à raison le cartel des gros intérêts d'Halifax. Le 18 mai, MM. Lachance et Morel avertirent M. Major, du Commercial Intelligence Service d'Ottawa, de leurs intentions d'exporter du poisson aux Antilles et, le 22 mai, M. Major répondait à ces derniers comme suit: "Veuillez me laisser savoir quand votre poisson sera prêt à être expédié, et je pourrai vous donner dans le temps des informations définitives, regardant les possibilités d'expédition."

Le 22 juillet, MM. Lachance et Morel écrivaient à Ottawa pour obtenir leur permis d'exportation. Le 4 août, quoique l'ordre en conseil 6289 ne fût pas encore passé, Ottawa répondait à MM. Lachance et Morel d'avoir à s'adresser à la Canadian Atlantic Salt Fish Exporters Association de Halifax. Le 17 septembre, Lachance et Morel étaient enfin avisés définitivement par Ottawa qu'il leur était impossible de leur émettre des permis d'exportation et leur demandait en même temps de bien vouloir s'adresser à M. Burke McInernay, secrétaire de Canadian Salt Fish Exporters Association, Department of Fisheries à Halifax, N.-É. Voici la situation dans laquelle se trouvaient MM. Lachance et Morel: ils avaient acheté aux Îles-de-la-Madeleine 6,998 caisses de poisson fumé "canadian bloaters" et, au Cap Breton, 2,678 barils de maquereau du printemps et 100 barils de gaspareau, tout ce poisson était entreposé à Halifax et ils attendaient des permis d'exportation qui leur étaient refusés.

Le 9 octobre, M. McInernay, au nom de la Canadian Atlantic Salt Fish Exporters Association, faisait l'offre suivante à MM. Lachance et Morel: pour le maquereau, \$14.50 le baril pour le gros et le moyen, \$14 le petit moyen et petit, \$10 le gros et moyen no 4, \$9.50 le petit moyen et petit no 4. Pour le gaspareau: \$11 le baril pour le gros, \$10.50 pour le moyen. Hareng fumé: \$1.75 la boîte. Les prix du transport à Halifax et d'entreposage étaient à la charge de Lachance et Morel. Le 27 octobre, M. McInernay faisait une nouvelle offre à MM. Lachance et Morel: maquereau, \$16 le baril, gros et moyen; \$15.50, petit moyen et petit; \$11.50 gros et moyen no 4; \$11 petit moyen et petit no 4; gaspareau: \$11 le baril gros, \$10.50 moyen. Hareng fumé: \$1.95 la boîte no 1.

L'entreposage et le transport à Halifax devaient toujours être payés par MM. Lachance et Morel jusqu'à trois semaines de la date de l'acceptation. Enfin, le 2 novembre, la Canadian Atlantic Salt Exporters Association offrait à MM. Lachance et Morel: \$16.50 pour le gros et moyen; \$15.50 pour le petit moyen et petit, \$11.50 pour la

qualité no 4, offre que MM. Lachance et Morel ont été forcés d'accepter, mais aux conditions incluses dans une lettre partie d'Halifax le 2 novembre 1943, qui se lit comme suit:

"L'Association coopère avec le Département des Pêcheries en offrant de prendre en charge, sans profit, le lot de 2,638 barils de maquereau, afin d'aider le département à disposer de la question, à la condition que MM. Lachance et Morel ne s'engagent pas dans d'autres activités de la sorte et qu'aucune entorse ne soit faite à la politique qui consiste à émettre les licences d'exportation d'après l'ensemble des exportations effectuées durant la période de base."

Cela veut dire en peu de mots que Lachance et Morel, pour vendre leur poisson, ont été obligés d'accepter d'abandonner leur commerce du poisson, de ne plus s'occuper de ce commerce et de voir à débarrasser les lieux.

Je me demande si une maison québécoise n'aurait pas le droit de faire du commerce avec les autres provinces. Ce qui est pire, Québec, suivant ces messieurs, ne pourrait pas faire du commerce avec son propre territoire, comme les Îles-de-la-Madeleine.

Les conclusions sont faciles à tirer. Pour le commerce de poisson aujourd'hui au Canada, il faut passer sous les fourches caudines de la Canadian Atlantic Salt Fish Exporters Association, qui est une combine ou une association de tous les marchands en gros de poisson de la Nouvelle-Écosse, organisation qui a des ramifications et des intérêts avec les firmes de gros producteurs de poisson américaines.

Il propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 19 avril 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Charte  
de Louiseville**

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 144 sans l'amender.

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** refuse de voter pour le bill de Louiseville, car il demande à la Chambre de ratifier des abus qui ont été commis depuis une vingtaine d'années dans la préparation des rôles d'évaluation et de perception. Il ne peut, pour sa part, approuver ces irrégularités.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** fait quelques remarques.

La motion est adoptée après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Crédit Foncier  
Franco-Canadien**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Demandes de documents:****Commerce du poisson**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion du représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société, corporation ou commission, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 jusqu'au 9 février 1944 inclusivement, et se rapportant au commerce du poisson frais, en conserve ou salé, soit au Canada, soit à l'étranger.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Il est temps que cette situation d'infériorité pour les nôtres cesse. Je rapporte ces faits non pas parce que je suis intéressé avec la maison Lachance et Morel, mais tout simplement pour démontrer comment peuvent lutter nos pêcheurs et nos petits producteurs, avec la concurrence actuelle. Ce n'est pas tout. Depuis le commencement de la guerre, partout et toujours on nous demande, par l'entremise des journaux et à la radio, d'augmenter notre production en poisson et on nous fait par ailleurs toutes les difficultés possibles.

La maison L. Gaudet d'Aurigny, Îles-de-la-Madeleine, produisait, en 1942, 10,000 caisses de hareng fumé (canadian bloaters). En 1943, MM. Gaudet augmentaient leur production de 66,000 caisses. Le prix offert à MM. Gaudet par Washington Control Board était de \$2.03½ la caisse, MM. Gaudet ajoutant: "Nous avons commencé nos expéditions et, lorsque nos permis de 10,000 boîtes furent épuisés, le gouvernement d'Ottawa nous a refusé des permis pour expédier la balance de nos 16,000 caisses. Nous avons été même obligés de décharger 2,000 boîtes que nous avions dans un char à Pictou et nous avons été forcés de vendre nos bloaters au prix de \$1.75 la boîte, lorsqu'ils étaient vendus \$2.03½ aux Américains." Et MM. Gaudet accusent M. A.-M. Smith and Co., d'Halifax, d'être la cause que ces permis leur ont été refusés.

La Canadian Salt Fish Exporters Association a fixé les prix de poisson le 9 juin 1943, comme suit: La morue séchée large de 22" et plus à 43 % demande \$12.25, la petite \$11.50; pour de la morue salée large aux Îles-de-la-Madeleine, \$11.75; pour la petite, \$11.

Le 23 novembre 1943, je recevais de M. Stuart Bates la lettre suivante: "En l'absence du Dr Finn, je vous fais parvenir l'information disponible concernant le Salt Fish Administration. J'y ai joint l'ordre en conseil no 6289, dont le texte français n'est malheureusement pas encore disponible. Vous trouverez également la liste des instructions envoyées aux exportateurs au moment de leur enregistrement, ainsi qu'une liste complète des prix convenus pour le marché international, lesquels, de ma propre écriture, j'ai remis à jour. Cette liste sera bientôt disponible dans sa forme définitive."

Je tiens à faire remarquer que, quatre mois après, il était impossible d'obtenir cet ordre en conseil en français, quoique cet ordre en conseil intéressait 143,000 personnes de notre population qui ne parlent que le français. M. Bates m'incluait une liste de prix du Salt Fish Administration, en argent canadien, et si je fais les comparaisons avec les prix payés avec la Canadian Salt Fish Exporters Association et ceux fournis par M. Bates, je trouve des écarts en moyenne de \$5 à \$6 de différence entre le prix fixé par la Canadian Atlantic Salt Fish Exporters Association et la Canadian Salt Fish.

Nécessairement, il faut tenir compte des différentes qualités qui puissent exister, mais il est facile de conclure que ces messieurs d'Halifax, qui font le commerce sous le nom de Canadian Salt Fish Exporters Association, font au moins de \$0.03 à \$0.04 la livre de profit sur le pêcheur, lorsque dans notre province nous pêchons 46,000,000 de livres, nous pouvons dire que c'est même un profit de \$175,000 à \$200,000. Le prix fixé par la Canadian Atlantic Salt Fish Exporters Association pour du maquereau de printemps est de \$14.25 du baril F.O.B. Halifax et le prix de vente fixé par la même association est de \$17 comptant aussi à Halifax, c'est un profit de \$2.50 le baril.

Je termine, M. l'Orateur, et je me permets de vous demander pourquoi avons-nous besoin de nos représentants commerciaux et nos agences de New York, si nous sommes obligés de vendre notre poisson par l'entremise des maisons de courtage d'Halifax et de Montréal, à qui nous payons un droit considérable, jusqu'à \$1.50 et même \$2.50 du baril pour notre maquereau et \$0.28½ la caisse pour notre hareng fumé.

Québec ne peut-il pas traiter directement avec les importateurs? Dame rumeur annonce qu'il est question de modifications. De nouvelles ordonnances sur les pêcheries maritimes sont attendues sous peu d'Ottawa, mais je doute fortement que ces modifications apportent grand soulagement à la

situation des pêcheurs et de leurs coopératives. Cette politique nouvelle sera-t-elle meilleure, ou n'est-elle pas encore un moyen camouflé de donner le contrôle d'autrefois aux gros marchands de poisson qui ont exploité nos populations maritimes depuis de nombreuses années? Voici, comme 1941 reste toujours l'année base, les quotas accordés seront fixés d'après les exportations de cette année-là; plusieurs producteurs comme plusieurs coopératives ne pourront obtenir de permis parce qu'ils ne faisaient pas de commerce d'exportation en 1941.

Il leur faudra donc vendre leur poisson par l'entremise des maisons exportatrices en 1941 et se soumettre à leurs exigences regrettables, les assujettissant au monopole honteux des intérêts financiers d'Halifax. C'est une question de libre concurrence entre les maisons d'affaires, c'est-à-dire celles de notre province et celles de la Nouvelle-Écosse. Tout ce que l'on peut faire, ce sont des représentations. Nous n'avons pas juridiction sur les compagnies ou entreprises de la Nouvelle-Écosse et la question devrait être, en réalité, référée aux autorités fédérales.

Je suis prêt à admettre que le profit de \$2.50 pour un baril n'est pas exorbitant, mais, pour une production de 35,000 barils que nous avons aux Îles-de-la-Madeleine, ceci donne un profit total de tout près de \$100,000. Ces messieurs ne supportent aucun risque et, pour un tel courtage, le profit est certainement exorbitant, c'est-à-dire à peu près 20 %. Mais il y a plus, ce poisson est vendu jusqu'à \$18.50 point d'embarquement et \$19.50 aux États-Unis.

M. Louis-T. Blais, qui a obtenu des quotas pour \$400,000, a produit cette année pour 1,300,000 livres de morue, et c'est avec beaucoup de difficultés qu'il est parvenu à obtenir des autorités fédérales les permis nécessaires pour faire l'expédition de son poisson. Il lui reste encore 400,000 livres à expédier, pour lesquelles il vient d'obtenir les permis. Il n'est pas très intéressant pour le producteur de forcer la production dans de telles circonstances, lorsqu'il doit garder sa marchandise sous les bras aussi longtemps, les intérêts qu'il a à payer, les risques de détérioration, les assurances, etc.

Je ne voudrais pas terminer ces remarques sans soumettre à cette Chambre une lettre adressée à M. A.-H. Derome, président de l'Association protectrice des pêcheurs du Québec, signée par M. Jacques Pineault, de la Gulf Fish Co. dont M. Rodolphe Létourneau est le propriétaire. Cette lettre est très explicite et donne une idée juste, comment nos pêcheurs, nos producteurs et nos commerçants de poisson sont assujettis au monopole des gros intérêts financiers d'Halifax.

Par ailleurs, plusieurs de nos coopératives n'existaient pas en 1941 et la réglementation actuelle de la vente de notre poisson arrête leur développement parce qu'elles restent à la merci des intermédiaires comme autrefois.

La liberté de commerce, voilà, M. l'Orateur, ce que je demande pour nos coopératives et nos producteurs, pourvu qu'ils sachent bien prouver leur bonne foi de producteurs et de commerçants. Est-ce que notre province n'est pas assez puissante pour diriger et administrer ses propres affaires et les affaires de ses citoyens dans ce domaine?

Enfin, il est question de plafonner le homard et le poisson salé. Le homard a été vendu cet hiver 35 cents la livre, frais ou vivant, et ce printemps, 45 cents la livre à Halifax. Plafonner à un prix inférieur, c'est faire perdre des sommes considérables à nos pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine. Le prix qu'ils ont vendu pendant la dernière saison a été de 18 cents la livre, frais ou vivant.

Il demande que le Wartime Fisheries Advisory Board plafonne le homard à un prix raisonnable cette année et souhaite que le standard de vie des pêcheurs soit amélioré.

J'espère au moins que, si la Commission du contrôle des prix plafonne les produits de la mer, elle n'enlèvera pas le plafond après notre saison de pêche comme la chose est arrivée en 1943, alors que nos pêcheurs ont perdu la jolie somme de \$70,000 qui est allée dans les poches de quelques-uns de ces messieurs qui sont payés \$1 par année et qui sont supposés donner leur temps, imbus de l'esprit du plus pur patriotisme.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** félicite le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) d'avoir soumis cette motion qui démontre l'intérêt qu'il porte aux pêcheurs de son comté et de la province, du ton modéré avec lequel il l'a discutée, ainsi que de son exposé de la situation. Il y a de grands modérés dans l'opposition, dit-il, mais ils peuvent s'inspirer aujourd'hui de leur collègue des Îles-de-la-Madeleine.

C'est une question complexe qu'il vient de toucher. D'un côté, il s'agit là d'une question de libre concurrence entre les maisons d'affaires pour la vente du poisson, soit les maisons de notre province et celles de la Nouvelle-Écosse, et, de l'autre, les restrictions imposées par le fédéral qui sont en jeu. Il semblerait que le mal provient de la Nouvelle-Écosse où il y aurait des monopoles qui veulent accaparer le commerce.

Les importateurs de Trinidad ont refusé d'acheter le poisson que leur offrait une maison de Québec, en prétendant que ce poisson devait être expédié par des maisons de la Nouvelle-Écosse. La maison de Québec demandait \$18.50 du baril, quand le prix en vigueur était de \$17 le baril pour le gros poisson et \$16.50 le baril pour le petit. On ne peut empêcher la rivalité entre les maisons. Le ministère provincial des Pêcheries a fait enquête sur toute la situation. J'ai discuté la question avec mon collègue du fédéral, l'honorable Ernest Bertrand<sup>4</sup>. Le premier ministre Godbout et le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) ont aussi fait des représentations à Ottawa à ce sujet.

C'est tout ce que l'on peut faire, car le commerce d'exportation est du ressort du gouvernement fédéral. Il ne faut pas oublier que la province n'a aucun contrôle sur eux et sur les maisons ou firmes de la Nouvelle-Écosse; ce sont les organismes de contrôle d'Ottawa qui peuvent modérer les appétits de ces monopoles. La difficulté, c'est que les pêcheries s'étant grandement développées en ces dernières années, beaucoup de nouveaux venus veulent faire le commerce du poisson. Et les compagnies qui existaient au temps de la crise veulent être les premières à profiter du renouveau actuel.

Mon département a pris les moyens nécessaires pour que les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine écoulent leur poisson directement, sans intermédiaire. Les prix du poisson ont augmenté très considérablement. Les pêcheurs de la Gaspésie et de la Côte-Nord ont vendu, l'an dernier, leur poisson à des prix deux ou trois fois supérieurs à ceux qui leur étaient payés autrefois. Ce succès a attiré dans notre province une cinquantaine de nouveaux venus sur le marché, y compris plusieurs juifs, qui essaient d'enlever à ceux qui ont été à la peine durant longtemps les avantages de la prospérité qui règne dans l'industrie des pêcheries. Il faut protéger les pêcheurs qui ont semé et travaillé contre ceux que je n'hésite pas à appeler des écumeurs. C'est pour protéger ceux qui ont été à la peine pendant des années que le fédéral a établi des quotas. Ceux qui n'étaient pas sur le marché en 1941 ne peuvent vendre comme ils le désirent.

Compte tenu de tous les facteurs qui entrent en ligne de compte, il n'y a pas lieu de se décourager et la situation n'est pas si mauvaise. Il y a eu des améliorations considérables et il ne faut pas l'oublier.

Les revenus de l'industrie de la pêche ont été de \$5,000,000 l'an dernier, comparativement à \$1,500,000 l'année précédente. Les coopératives ont

de beaux succès. Nous voulons les protéger également; c'est pourquoi elles vendent directement à Québec. Quant à la situation des Îles-de-la-Madeleine, elle est quelque peu différente et nous sommes à l'améliorer. Un grand travail s'est déjà fait dans ce sens.

Le député des Îles-de-la-Madeleine nous demande la production de tous les documents. Il y en a 7,300. Si 29 copistes en commençaient la transcription maintenant, ils ne seraient pas prêts avant la fin de la prochaine saison de pêche. Nous donnerons donc au député les documents les plus importants.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Le gouvernement devrait faire connaître à la Chambre les ennuis multiples que rencontrent les pêcheurs de la Gaspésie lorsqu'il s'agit de vendre leurs produits en dehors de la province de Québec. En 1941, c'était le monopole du poisson qui faisait de grosses affaires et les coopératives de la province de Québec n'étaient qu'à leur début. Le jeu des quotas favorise les grosses compagnies de poisson. Les ordonnances fédérales nuisent à l'expansion de nos pêcheries, portent atteinte à l'autonomie de la province dans ce domaine et empiètent sur l'autonomie commerciale d'un groupe de pêcheurs. Comme le poisson se vend 28 sous aux États-Unis et 17 sous en Angleterre, on fait perdre 11 sous la livre à nos pêcheurs en leur défendant d'exporter aux États-Unis.

C'est sous l'Union nationale qu'ont été établies les coopératives de pêcheurs qui ont été d'un grand secours à la province en général et à son industrie de la pêche en particulier. Elles ont pris beaucoup d'ampleur, mais évidemment les ordonnances fédérales les gênent. Ainsi, ils avaient une quantité de poisson à vendre, mais ils n'ont pu obtenir le permis. La liberté du commerce devrait pourtant être assurée aux nôtres. Il est injuste de la part du gouvernement du Québec de ne pas accorder une collaboration plus efficace aux pêcheurs. Le temps est arrivé d'affranchir les pêcheurs et de permettre aux coopératives de se développer.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Si l'honorable député me permet de l'interrompre, je lui dirai que les faits sont les suivants: des marchands juifs ont acheté du poisson de la Nouvelle-Écosse, mais ils n'ont pu obtenir le permis d'exportation. Alors, quelqu'un a offert aux Pêcheurs-Unis ce poisson et, de bonne foi, ceux-ci ont accepté de chercher à le vendre, mais le permis n'a pu être obtenu parce que les autorités ont appris qu'il s'agissait du même poisson.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je sais que le ministère des Pêcheries est bien disposé et je conseille au ministre de faire les représentations nécessaires à Ottawa au sujet des permis d'exportation et afin de faire respecter nos droits élémentaires.

**M. Gagnon (Matane):** Le député des Îles-de-la-Madeleine a prouvé que les pêcheurs souffrent d'une situation intenable. Le ministre fédéral des Pêcheries est actuellement M. Bertrand, un Canadien français, et la question de race ne peut entrer en jeu. Même, le ministre fédéral des Pêcheries et le ministre provincial s'entendent bien. Ainsi, si les ministres des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) et de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) voulaient coopérer avec lui et s'ils voulaient attaquer le problème de front, ils pourraient faire améliorer considérablement la situation des pêcheurs et le commerce du poisson.

Le ministère provincial des Pêcheries n'est pas responsable de la situation, mais il faut que Québec se réveille pour protéger les pêcheurs de la Gaspésie et de la Côte-Nord. Inutile de prendre du poisson si on ne peut le vendre. Le ministre des Pêcheries le peut, d'autant mieux qu'il s'est vanté l'an dernier d'avoir obtenu d'Ottawa, pour la province, le contrôle sur les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Pour la production, oui, mais l'exportation reste soumise à la juridiction fédérale.

**M. Gagnon (Matane):** Actuellement, toutes les commissions fédérales sont régies par les experts à \$1 par année et ces régisseurs passent leur temps à semer des difficultés pour nos pêcheurs. C'est au gouvernement de la province et au ministre des Pêcheries de remédier à cet état de choses qui n'a aucune raison d'être. J'ai un conseil à donner aux grands naïfs qui prétendent que l'économie dirigée doit être maintenue après la guerre: Qu'ils l'établissent au moins sur des bases différentes de celles d'aujourd'hui et qu'ils s'organisent pour que les grosses compagnies cessent de tout contrôler.

À l'heure actuelle, ce sont les représentants des grosses compagnies qui font partie des organismes de contrôle. Ils ont profité du désarroi dans lequel se trouvaient les alliés pour s'introduire dans ces commissions en disant: Nous avons de l'expérience et nous allons nous contenter de \$1 par année. Or, ces "one-dollar-a-year-men", s'ils ont

rendu certains services, ont causé des dommages incalculables à la vie économique de la province de Québec. Ces gens-là n'ont travaillé que pour la protection des grosses compagnies. Les commissions fédérales empêchent la libre concurrence.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Je veux bien que l'on exporte du poisson aux États-Unis, mais il faut en garder pour la province de Québec.

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre de l'Industrie et du Commerce, et je l'en félicite, cherche des marchés aux États-Unis pour le poisson de notre province. Les coopératives datent de 1938, sous l'Union nationale. Il faut les encourager. Elles ont grandi en 1941 et 1942. Elles ont la coopération du ministre actuel des Pêcheries comme elles avaient celle du ministre précédent. Elles ont aussi la coopération de l'École des pêcheries de Sainte-Anne de la Pocatière. Sainte-Anne, c'est l'alma mater du premier ministre, du procureur général (l'honorable M. L. Casgrain) et du ministre de la Gaspésie (M. P. Casgrain). C'est peut-être pour cela que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) a dit qu'il ne fallait pas laisser mener Montréal par Sainte-Anne. Le gouvernement devrait s'intéresser davantage à cette école des pêcheries. Le ministre des Pêcheries devait obtenir un permis pour un nouvel entrepôt en Gaspésie.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Nous l'avons obtenu.

**M. Gagnon (Matane):** Il faut rendre à César ce qui est à César et remercier le ministre de l'avoir obtenu. J'espère que le ministre mettra les dictateurs du commerce du poisson à la raison.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La situation décrite existe depuis longtemps et un grand progrès a été accompli, l'an dernier, quand le gouvernement provincial a pris le contrôle de ses pêcheries. Il faut considérer deux éléments dans l'industrie des pêcheries: la production et l'exportation. La production, c'est du domaine des provinces; il est du ressort du gouvernement provincial d'encourager par tous les moyens la production. L'exportation, les provinces peuvent l'encourager par des agences commerciales, mais c'est le fédéral qui en a le contrôle en vertu des mesures de guerre<sup>5</sup>. Ce qui ne veut pas dire que la province doit se désintéresser du problème. Au

contraire, nous avons fait beaucoup de représentations à Ottawa pour qu'on apporte remède à la situation dénoncée par le député des Îles-de-la-Madeleine. Le gouvernement de la province est intervenu à maintes reprises pour faire rendre justice aux nôtres.

Le pouvoir central, par suite de la guerre, a établi de concert avec Washington une régie du poisson salé. Ottawa avait nommé un contrôleur du poisson, mais c'était un marchand d'Halifax. Nous avons protesté et nous avons obtenu la nomination de trois représentants de la province de Québec. Nous avons réussi à faire nommer M. F.-M. Gibaut administrateur conjoint dans l'organisme fédéral connu sous le nom de Régie du poisson salé, ainsi que M. Louis-T. Blais, aviseur. La province de Québec a trois représentants dans cette Régie, tandis que la Nouvelle-Écosse en possède quatre.

Nous allons faire tous les efforts pour que les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine échappent au contrôle complet d'Halifax. Les producteurs des Maritimes, et c'est bien humain, tentent d'accaparer les marchés; nous, du Québec, nous faisons tout ce qu'il est possible de faire pour faciliter la tâche des pêcheurs de notre province. Je crois qu'il se fait des améliorations.

Je suis heureux d'apprendre à la Chambre que bientôt l'exportation sera plus facile, car on peut s'attendre, paraît-il, à ce que le système de quotas disparaisse prochainement. J'ai effectivement été informé que l'arrêté ministériel de 1941 sera amendé sous peu, de façon que tout particulier ou toute maison qui exportait du poisson en 1941 puisse en exporter sans limites, à l'avenir. Jusqu'ici, cet arrêté ministériel établissait un quota pour l'exportation. Ainsi, du moment qu'une personne exportait en 1941, elle aura le droit d'exporter n'importe quelle quantité.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis heureux de la manière dont la question a été traitée par tous mes collègues. J'ai voulu placer l'intérêt des pêcheurs au-dessus de la politique. On doit rendre justice aux pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et de la Côte-Nord.

Même avec cette amélioration, les coopératives qui se sont formées après 1941 ne pourront toujours pas exporter. J'espère que l'on fera une enquête pour tous les exportateurs de poisson qui ont commencé leurs affaires depuis 1941 et que, lorsqu'il s'agit de coopératives de bonne foi, elles pourront bénéficier des avantages que l'on nous annonce.



À la Régie du poisson salé et dans les autres organismes fédéraux, il faudrait des gens complètement indépendants à la place des représentants de grosses compagnies, qu'ils ne soient pas directement intéressés à ce commerce, afin que les régisseurs de poisson ne puissent pas jouer dans le dos des pêcheurs. Il serait préférable de leur payer des salaires et d'éviter qu'ils ne se fassent jusqu'à \$70,000 sur le dos des pêcheurs.

Nous sommes tous unanimes pour demander justice pour une classe qui a été exploitée, qu'à une certaine époque on ne voulait pas même faire bénéficier des avantages de l'instruction en disant: Ils n'ont pas besoin d'être instruits pour être de bons pêcheurs.

La motion est adoptée.

#### **Arrestations massives au restaurant Matane Beach Club**

**M. Gagnon (Matane)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement, relativement à l'arrestation et à la condamnation de plus de 100 personnes dans la ville de Matane, dans le cours du mois de septembre 1942, au restaurant Matane Beach Club.

Adopté.

#### **Pension de l'honorable C. Vaillancourt**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **M. Lorrain (Papineau)**<sup>7</sup> propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 22 mars 1944 inclusivement, concernant la pension payée par le gouvernement de la province à l'honorable Cyrille Vaillancourt.

M. Vaillancourt, dit-il, a toujours fait de la politique d'une façon déguisée. Il se fait, sous prétexte d'économie dirigée, complice "du petit Hitler canadien", Donald Gordon. Il a coûté fort cher à la province dans tous les emplois qu'il a occupés.

L'histoire du sénateur de la division de Kennebec est un conte de fées. M. Vaillancourt a déjà été employé du ministère de l'Agriculture, pensionnaire du gouvernement de la province de Québec, gérant de caisses populaires, gérant de la coopérative des producteurs de sucre d'érable, conseiller législatif, assistant de M. Donald Gordon et sénateur. Il retire donc plusieurs salaires et il est un organisateur politique libéral. Il a reçu à date du gouvernement provincial au-delà de \$100,000. C'est scandaleux! Il a de plus reçu \$31,000 pour frais de voyage et aussi ses émoluments comme conseiller législatif. M. Vaillancourt recevait une pension de \$1,900 par année avant d'être nommé conseiller législatif. Est-ce que le gouvernement a l'intention de recommencer à lui payer sa pension comme ancien fonctionnaire, maintenant qu'il a démissionné comme conseiller législatif pour prendre un siège au Sénat?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je regrette pour le chef de l'opposition ce genre de discussion méchante, conduite sur un ton badin. Au reste, elle attaque un personnage qui ne peut venir se défendre dans cette Chambre. Le chef de l'opposition est malhabile, puisque M. Vaillancourt est l'un de ceux qui ont rendu le plus de services à la population de la province de Québec. Quand il a touché une pension du gouvernement, c'est qu'il avait payé pour, c'est qu'il l'avait gagnée. Actuellement, nous ne payons pas de pension à M. Vaillancourt, mais, s'il la réclame, nous allons lui donner, car nous ne volons personne et parce que ça lui est dû comme ancien employé du département de l'Agriculture.

Je ne connais pas les couleurs politiques de M. Vaillancourt. Le chef de l'opposition lui reproche de faire de la politique pour le compte des libéraux. Pourtant, lorsque nous l'avons nommé au Conseil législatif, on nous a reproché d'avoir nommé un bleu. Mais je sais qu'il n'a jamais fait de politique. S'il en avait fait, il n'aurait pas été capable de donner aux caisses populaires et aux producteurs de sucre d'érable l'immense essor qu'il leur a donné.

M. Vaillancourt fut un grand serviteur de la province. Sa pension, il l'a gagnée par les contributions qu'il a versées, par les services qu'il a rendus à la province et par l'œuvre gigantesque qu'il a accomplie dans le domaine de la coopération. Depuis 25 ans, il n'y a pas un homme qui a rendu de plus grands services à l'agriculture et aux classes laborieuses que M. Vaillancourt. C'est lui qui a établi et maintenu les deux coopératives qui ont subi les pires assauts des monopoles, la Fédération des

caisses populaires et la Société des coopératives des producteurs de sucre et de sirop d'érable de la province.

Si le chef de l'opposition connaissait mieux sa province et les régions rurales, il saurait quels services M. Vaillancourt a rendus à l'agronomie.

C'est grâce au travail de M. Vaillancourt que la province de Québec doit d'avoir conservé son marché de sucre d'érable aux États-Unis. Quant aux caisses populaires, il les a prises à 100 pour porter le nombre à 700. C'est la plus belle œuvre qui ait jamais été créée pour le bénéfice des cultivateurs et des ouvriers.

Lorsque l'histoire s'écrit, elle attribuera à M. Vaillancourt une influence plus bienfaisante, une action plus féconde encore qu'au commandeur Desjardins, fondateur des caisses populaires. Il a ce mérite particulier d'avoir groupé les caisses populaires en fédération. De hasardeuses qu'étaient les diverses caisses populaires, séparées, il en a fait une fédération puissante qui sert bien les intérêts de la race canadienne-française. Le gouvernement coopère avec cette fédération pour assurer la stabilité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un organisateur politique.

**M. Labbé (Mégantic):** Oui, dans Mégantic.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition attaque un homme qui ne peut se défendre. Cette attaque du chef de l'opposition est injuste et malicieuse, et en l'attaquant, le chef de l'opposition se fait beaucoup plus de tort à lui-même qu'il n'en fait à M. Vaillancourt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a pas le droit de défendre des attitudes d'impartialité que M. Vaillancourt n'a pas.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les caisses populaires n'auraient pas grandi si on y avait mis du germe politique.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** C'est un rouge.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est plutôt un nationaliste. Le chef de l'opposition a tort de parler des salaires de M. Vaillancourt, après avoir, comme chef de l'Union nationale, fait voter une loi permettant de payer des salaires à des députés faisant partie de certaines commissions, loi spéciale abrogée d'ailleurs par les libéraux. Et puis, il est toujours

facile de former un montant impressionnant en additionnant les salaires gagnés par un homme pendant 25 ou 30 ans. On m'a proposé récemment de poser une question relativement à un vieux conseiller législatif, ami du chef de l'opposition, qui est au parlement depuis 32 ans. J'ai refusé en disant que je trouve injuste cette manière de procéder.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous les gouvernements de M. Gouin et de M. Taschereau, on a passé la même loi que l'Union nationale pour permettre à des députés de faire partie de commissions et la chose se pratique en Angleterre. Sous le régime actuel, un ministre sans portefeuille et des députés ont fait partie d'une commission de colonisation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Sans salaire.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Quels sont ceux qui ont retiré des salaires en vertu de cette loi?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. L.-J. Gauthier et M. Henri Renaud. Si le gouvernement paie une pension à M. Vaillancourt, je ne la reconnaitrai pas.

La motion est adoptée.

**A. Dufresne**

**M. Bégin (Dorchester)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement provincial, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1943 inclusivement jusqu'au 17 avril 1944 inclusivement, et concernant M. Alvarez Dufresne, de Saint-Martin, comté de Laval, étant ou ayant été à l'emploi du gouvernement de la province, pour le département de la Voirie.

Adopté.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20.

**NOTES**

7. C'est le chef de l'opposition qui parle sur la motion de M. Lorrain, ce dernier étant absent.

1. Selon *L'Événement* du 20 avril 1944, à la page 14, le trésorier ne donne pas le montant du quatrième chèque. Cependant, par la réponse donnée à une question en lien avec cette affaire lors de la séance précédente, nous savons que la somme de ce chèque était de \$35.

2. Selon la *Gazette* du 20 avril 1944, à la page 19, ni les chèques ni la lettre n'ont encore été déposés officiellement. Pendant la suspension des travaux, le trésorier laisse au journaliste de la *Gazette* tout le loisir d'examiner les quatre chèques faits à l'ordre de Tracy Ludington. À la suite de ce compte rendu de la *Gazette*, on retrouve un article intitulé *The Gazette's Stand*, où l'éditeur du journal commente l'incident et émet la position du journal face à ce dernier.

3. Selon *The Montreal Daily Star* du 20 avril 1944, à la page 4, par moments, le débat devient très animé, le chef de l'opposition soulève de nombreux points d'ordre sans que l'Orateur (M. Dumaine) ait la chance de rendre de décision. À certains moments, le chef de l'opposition et le trésorier sont tous les deux debout. Le chef de l'opposition ne cesse de répéter que les allégations du trésorier sont fausses et contraires aux faits, alors que le trésorier maintient que les documents parlent d'eux-mêmes.

4. *L'Événement* du 20 avril 1944, à la page 3, nous informe que l'honorable Ernest Bertrand, ministre des Pêcheries, était à Québec la veille. Il a eu une conférence, au parlement, avec l'honorable ministre de la Chasse et des Pêcheries (M. Bienvenue) de la province de Québec. Selon ce journal, il y a lieu de croire que les deux ministres ont discuté des problèmes concernant les pêcheries de la province de Québec.

5. Selon *L'Événement* du 20 avril 1944, à la page 13, le député de Gaspé-Sud aurait déclaré ce qui suit: "Le poisson expédié aux États-Unis se vend 2 et 3 sous la livre, alors que celui qu'on expédie en Angleterre trouve preneur à 17 sous la livre."

6. Selon *Le Soleil* du 20 avril 1944, à la page 12, le ministre Drouin aurait déclaré: "Le problème a deux aspects, celui de la production et de l'exportation, mais c'est le gouvernement fédéral qui a le contrôle sur ces deux choses."



## Première séance du jeudi 20 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 28 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 28 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 141 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Présence en Chambre  
d'un député fédéral

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** souligne la présence de M. Jean-François Pouliot, député fédéral de Témiscouata.  
(Applaudissements à droite)

Anniversaire  
de M. Duplessis<sup>1</sup>

**M. Gagnon (Matane)** demande à la Chambre, au nom de l'esprit de camaraderie qui unit tous ses membres, de suspendre la procédure ordinaire pour célébrer l'anniversaire du chef de l'opposition.

En ma qualité de député senior de l'opposition, déclare-t-il, je veux me faire l'interprète de tous mes collègues pour offrir mes meilleurs vœux de succès, de santé, de bonheur et de prospérité au chef distingué de l'Union nationale. Il a déjà à son actif une carrière politique très active, très brillante et bien remplie. Il a donné aux siens les bénéfices d'une administration féconde. J'espère que tous les députés seront unanimes à souhaiter au chef de l'opposition la continuation de cette carrière, pour le plus grand bien de la province de Québec. L'an prochain, il célébrera le 18<sup>e</sup> anniversaire de son entrée en cette Chambre. J'espère qu'alors le gouvernement actuel se sera retiré pour faire place à une administration nouvelle, progressive, sous la direction de M. Duplessis.

(Rires et applaudissements. Mouvements dans les galeries.)

On me permettra donc d'offrir les félicitations de tous au chef de l'opposition d'aujourd'hui, premier ministre de demain.

Il assure son chef de l'indéfectible attachement, de l'estime, de la confiance et de la loyauté de tous ses collègues.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Un anniversaire a toujours deux aspects: d'un côté, on se rend compte qu'on avance dans la vie, celui-là mélancolie, mais, d'autre part, lorsqu'on est dans la vie publique, on a parfois la consolation de se dire qu'on a fait quelque chose pour le plus grand bien des autres, pour ses concitoyens. C'est le cas du chef de l'opposition. Cette pensée doit fortifier le cœur du chef de l'opposition. Je me joins donc au député de

Matane avec plaisir pour offrir des compliments et des vœux sincères à mon ami le député de Trois-Rivières.

Il assure le chef de la gauche de son estime complète et de sa sympathie.

Les vœux du député de Matane, pour qui j'ai autant d'estime que pour le chef de l'opposition, ne se réaliseront probablement pas exactement comme il les a formulés, mais je souhaite au jubilaire santé, bonheur et longue vie. Je sais que le député de Matane désire surtout que le chef de l'opposition ait l'occasion de servir encore longtemps sa province, dans toute la mesure de ses talents et de son énergie. C'est aussi mon souhait et je suis sûr qu'il est partagé par toute la Chambre. Nous voulons qu'il poursuive encore sa carrière sous le regard de ceux qui, dans l'au-delà, doivent être fiers de lui.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** prononce quelques mots au nom de la minorité anglaise. Il est agréable, dit-il, d'oublier un moment nos divergences d'opinions politiques pour offrir au chef de l'opposition nos vœux sincères, à cette occasion. Le chef de l'opposition franchit un autre cap aujourd'hui. Nous avons tous de l'amitié pour lui, car chaque fois que nous avons été en désaccord, nous avons toujours réglé nos différends par les armes comme le font les guerriers et non avec des stylets, comme des assassins. Tous reconnaissent le charisme du chef de l'opposition et son ardeur à servir la population. Une bonne opposition est nécessaire en Chambre, dans un pays démocratique, et un bon gouvernement dépend souvent de la critique d'une bonne opposition; lorsque son rôle est rempli avec talent, les affaires du pays y gagnent.

Il fait au chef de l'opposition, en souriant, le compliment d'être un bon chef d'opposition.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** remercie le député de Matane, mon ami de cœur et mon premier lieutenant, dit-il, de l'expression des vœux de bonne fête. C'est dans des circonstances comme celle-là qu'il fait bon fraterniser et laisser libre cours à la franche amitié. Il formule ses remerciements à l'endroit du premier ministre, mon ami personnel et intime, déclare-t-il, auquel une longue amitié m'unit. Il ajoute à quel point il apprécie les beaux sentiments et les belles paroles qu'il a prononcés à son endroit.

Le premier ministre et moi, dit-il, nous sommes arrivés presque en même temps en Chambre. Nous avons partagé nos douleurs et nos

joies; nous avons eu les mêmes deuils, nous avons perdu nos pères et mères que nous chérissions, dont nous avons reçu des leçons de patriotisme sain et éclairé et d'amour du sol, des principes inoubliables et pour lesquels nous conservons non seulement un souvenir ineffaçable, mais une affection qui ne se dément pas. Cette sympathie née des grands deuils comme des grandes joies forge des liens que rien ne peut briser.

(Se penchant vers la corbeille de roses. Rires)

Que leur couleur est éphémère, mais que leur parfum manifeste les sentiments d'une amitié exquise et durable! Il remercie les membres de la tribune des journalistes de leur hommage fleuri. Il dit sa profonde admiration, sa reconnaissance, les assure de sa profonde amitié. Les 54 roses déposées sur mon bureau représentent une étape de ma vie qui est maintenant complétée et marquent le début d'une nouvelle étape. Après avoir traversé la cinquantaine, la vie mûrit les hommes et l'expérience leur profite; les années apportent une plus large compréhension des choses de la vie.

Il formule sa reconnaissance à tous les membres de la Chambre. Il remercie l'honorable trésorier des bons souhaits qu'il vient de formuler à son adresse. Il parle de l'unité et de l'harmonie entre les races dans la province de Québec et particulièrement dans son propre comté de Trois-Rivières. Parfois, dans le vif de la discussion, on peut échapper des paroles violentes, des reproches amers. Il exprime l'espoir que ses adversaires comprennent qu'il n'a jamais voulu faire de peine ni de tort à personne.

Si je critique un peu sévèrement parfois, déclare-t-il en souriant, s'il m'arrive de discuter les questions financières avec le trésorier provincial et si les batailles politiques ont été parfois assez dures et violentes, le trésorier, que je remercie, me comprendra, car c'est peut-être dû au fait que la mère de ma mère, une McCallum, était née en Écosse. Cela ne veut pas dire qu'il ne croit pas dans l'harmonie.

Il est content que le trésorier reconnaisse le travail de l'opposition et le remercie à nouveau des bons mots qu'il a prononcés à son endroit. Si je n'ai pas le bonheur de le revoir en Chambre après les prochaines élections, dit-il, que le trésorier soit assuré qu'il me fera toujours plaisir de le recevoir à mon bureau de premier ministre de la province.

Il termine par une pensée pour ses parents, auxquels il doit de pouvoir célébrer son 54<sup>e</sup> anniversaire de naissance et à qui il demande de l'aider, là-haut, à remplir fidèlement son mandat.

### L'affaire Ludington

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il serait peut-être opportun de profiter de ce moment de calme et de sympathie pour jeter un peu de lumière sur cet incident qui paraît maintenant très clair, mais qui n'est pas clair dans l'esprit de tout le monde.

Il s'agit d'un montant de \$202.04 payé à M. Tracy Ludington, aux États-Unis. Ce paiement mentionné à son nom apparaît dans les *Comptes publics* de 1942 pour publicité touristique. L'opposition s'est émue parce qu'un journaliste, portant le nom de Tracy Ludington, n'a pas reçu le montant en question. Je crois qu'il est clair aujourd'hui, qu'il est clair dans mon esprit que M. Tracy Ludington, chef de l'information à *The Gazette*, n'a pas reçu les chèques. Je l'ai rencontré, nous avons causé de l'affaire. Il m'a dit qu'il n'avait pas reçu les chèques formant le montant de \$202, qu'il ne les avait jamais endossés, et je n'ai pas le droit de douter de sa parole.

Il affirme même qu'il n'est jamais allé aux États-Unis, où les chèques ont été adressés à quelqu'un qui séjournait en Floride durant l'hiver, plus exactement à quelqu'un qui y distribuait de la littérature pour la province. Il me semble parfaitement clair aussi que ces chèques ont été payés à M. Tracy Ludington, père du journaliste de la *Gazette*, qui a fait du travail en Floride pour le bureau du tourisme, en 1942, en distribuant des pamphlets pour la province de Québec dans divers hôtels. Les chèques lui ont été adressés et il les a reçus. Peut-être restera-t-il un point d'interrogation dans l'esprit de plusieurs. Pourquoi le gouvernement a-t-il dit que l'adresse de M. Ludington était Montréal, et sa profession, publiciste? La raison est simple et évidente. Cela dépend du fait que la correspondance a été faite au nom de Tracy S. Ludington, avec du papier sur lequel est imprimée son adresse de Montréal. En considérant le papier dont on s'était servi pour la correspondance, l'officier public qui a préparé la réponse donnée en Chambre a été sous l'impression qu'il s'agissait de M. Tracy Ludington, publiciste, de Montréal.

M. Tracy Ludington, qui a reçu les chèques, passe ses hivers en Floride. Il a demandé du travail au bureau du tourisme, qui l'a engagé pour distribuer des brochures aux hôtels; nous avons les déclarations des hôtels qui ont reçu les brochures; il a reçu les chèques pour ce travail et les a encaissés. Il a fait son ouvrage en Floride, pour le bureau du tourisme, comme en font foi les documents publics. C'est le père de M. Tracy Ludington de la *Gazette*. Ce dernier n'a pas reçu les chèques. Il est maintenant clair dans mon esprit, comme dans l'esprit de

chacun, qu'il n'a jamais reçu ou endossé ces chèques et qu'il n'a jamais distribué de documentation sur la province. J'ai en main les noms des représentants de la *Gazette* qui ont reçu des chèques, de 1936 à 1942, et je ne trouve pas le nom de M. Ludington.

L'incident doit donc être clos. Les signatures peuvent se ressembler à cause du lien de parenté, mais, devant le démenti formel de M. Tracy Ludington, journaliste, et devant le fait que l'officier du département du tourisme savait que M. Ludington n'était pas celui de la *Gazette*, il n'y a pas lieu d'hésiter maintenant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se dit satisfait que la situation soit tirée au clair et déclare qu'il est content d'avoir contribué au rétablissement des faits en cette affaire Ludington, de la *Gazette*. Il est heureux également que le premier ministre ait admis que le trésorier et lui-même étaient dans l'erreur quand ils ont déclaré que Ludington avait reçu l'argent. Cependant, dit-il, le gouvernement n'a pas nié le fait que M. Ludington ait écrit à deux reprises au département du Trésor, sans recevoir de réponse.

Il trouve étrange également que les chèques aient été payés à New York alors que M. Ludington était supposé être en Floride. Mais nous discuterons tout cela plus tard, dit-il. En attendant, je demande au gouvernement de déposer sur la table du greffier les chèques et la correspondance relative à l'incident. Nous reviendrons là-dessus lorsque le 20 sera passé; cela signifie que le gouvernement ne perd rien pour attendre.

### Dépôt de documents:

#### Paiement à T. Ludington

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre deux dossiers et une liasse de quatre chèques, documents officiels qu'il a cités au cours d'une discussion sur l'exactitude d'une réponse qu'il avait donnée concernant le paiement d'une somme de \$202.04 à un certain Tracy Ludington. (Documents de la session nos 65, 66 et 67)

### Questions et réponses:

#### Dépenses relatives à la Commission des eaux courantes

**M. Bégin (Dorchester):** 1. Combien a été dépensé, à quelque titre et pour quelque cause que ce

soit, par la Commission des eaux courantes de Québec, avec l'autorisation et la permission du gouvernement actuel de la province, depuis le 22 avril 1942 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement, relativement aux travaux autorisés par le chapitre 36, 6 George VI, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas)"?

2. Combien a été dépensé ou avancé, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, par le gouvernement actuel de la province relativement au chapitre 36, 6 George VI, intitulé: "Loi accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière du Loup (en bas)", depuis le 22 avril 1942 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. \$856,000.

2. \$650,000.

#### Projets de loi:

##### **District judiciaire et bureau d'enregistrement de Gaspé**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 25 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de la division d'enregistrement de Gaspé.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose: Que le coût de la construction d'un palais de justice et d'une prison pour le district

judiciaire de Gaspé, autorisée par la loi qui accompagne la présente résolution, ainsi que de l'acquisition des terrains nécessaires, soit payable sur le fonds consolidé du revenu de la province, jusqu'à concurrence d'une somme de cent cinquante mille dollars.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Rose à la boutonnière en l'honneur de ses 54 ans) Il y a eu la conspiration des roses. Aujourd'hui, c'est la conspiration des homonymes: le procureur général (l'honorable M. L. Casgrain) et le ministre de la Gaspésie (l'honorable M. P. Casgrain). Je dis "conspiration" parce qu'il n'y a rien dans la loi qui change le chef-lieu de place. La loi dit que le changement sera fait quand le nouveau palais de justice sera construit à Gaspé.

C'est encore un bill pré-électoral. On va amuser la population avec cela. Le projet de loi en question est donc une machination des députés de Gaspé-Nord et de Kamouraska-Rivière-du-Loup pour créer des embarras au député de Gaspé-Sud (M. Pouliot), qui devra se prononcer sur le site du chef-lieu. S'il se prononce pour un endroit, les gens de l'autre endroit seront mécontents.

Je sais que Son Excellence Mgr Ross, évêque de Gaspé, un patriote, veut avoir le chef-lieu dans sa ville épiscopale. Mais nous avons trop de problèmes pour nous occuper de cette loi de cancons.

La promesse d'un palais de justice et d'une prison arrive bien, à la veille des élections, mais c'est évidemment un autre bluff électoral, bien conditionné et illégal car la loi est non exécutoire. Il n'y a rien de sérieux dans ce projet de loi. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il fera quelque chose quand il n'y a rien de décidé et alors qu'il n'a pas les \$150,000 nécessaires. Quand ce palais de justice sera-t-il construit? Où le gouvernement prendra-t-il l'argent pour le coût du nouveau palais de justice, vu que rien n'a été prévu dans le budget à ce propos? Rien ne le dit dans le bill.

Que le gouvernement arrive donc avec des résolutions sérieuses, démontrant qu'il veut réellement faire quelque chose, et l'opposition appuiera sa législation. La population de Chandler et du village de Percé ne veut pas de changement; pareille mesure ainsi présentée est une insulte à l'intelligence des électeurs.

Le procureur général, qui est un très bon ami, peut-il nous dire s'il y a de l'argent de voté pour la construction? On nous propose une dépense de \$150,000. Je demande au procureur général de retirer cette loi, présentée pour donner de la popularité au ministre de la Gaspésie.



**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition voit de l'électoratisme partout, dans toutes les mesures de progrès qu'apporte le gouvernement. Chaque fois que le gouvernement présente une loi, il dit: "C'est une loi électorale." Il a la hantise des élections, le chef de l'Union nationale. Il veut savoir quand auront lieu les élections. Je vais lui répondre que tous les ministres en seront informés lorsque la date sera fixée. Qu'il espère quelque peu, les élections vont venir plus vite qu'il ne le croit. Ça ne se passera pas comme en 1939. Cette année-là, le premier ministre de l'Union nationale n'a pas même pris la peine de consulter les ministres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai consulté les ministres et un grand nombre de députés.

**Des députés ministériels** rient.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Comment se fait-il alors que l'honorable M. Fisher déclarait, le jour de la dissolution, qu'il n'y aurait pas d'élections en 1939?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le gouvernement présente sa législation parce qu'elle est avantageuse pour toute la Gaspésie; le palais de justice de Percé et le bureau d'enregistrement ne répondent plus aux besoins de la population et le gouvernement est d'avis que le temps est venu de transporter à Gaspé le palais de justice et le chef-lieu. Le transfert au village de Gaspé a même été demandé par l'évêque du lieu. D'ailleurs, cette ville de la péninsule est appelée à devenir un grand centre avant longtemps et il faut prévoir les développements probables et prochains de cette région. C'est le port naturel le plus rapproché de l'Europe. Le village de Gaspé est déjà le siège de l'évêché, il possède un collège classique, un hôpital, et il est appelé à un grand développement à cause de son site et de son havre.

Le palais de justice sera bel et bien construit à Gaspé, à même l'argent du fonds consolidé du revenu, et le gouvernement aura contribué, ainsi, au développement que Gaspé est appelé à prendre.

Le chef de l'opposition craint que la mesure ne soit proposée pour augmenter la popularité du député de Gaspé-Nord, un de mes brillants collègues. Mais Gaspé est situé dans le comté de Gaspé-Sud et c'est le député de ce dernier comté que nous aidons. Ainsi, loin de créer des embarras au député de Gaspé-Sud, le gouvernement lui en enlève un,

puisque'il ne l'a même pas consulté sur les changements projetés.

En ce qui concerne la rédaction de la loi, c'est le texte habituel qui est utilisé depuis longtemps et dont s'est servi le gouvernement de l'Union nationale. Il est vrai que le projet dit que le chef-lieu sera transféré quand le palais de justice sera bâti à Gaspé. Nous ne pouvons faire autrement, car nous ne pouvons déménager les dossiers et les registres avant qu'il y ait un palais de justice à Gaspé. Je demande au chef de l'opposition de dire s'il est pour ou contre le projet de construction d'un palais de justice, contre le développement de Gaspé? Et je serai heureux de connaître l'opinion de l'honorable député de Gaspé-Sud. Le palais de justice sera construit dans le plus bref délai possible.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je n'ai jamais eu peur de prendre mes responsabilités. Je n'hésite pas à répondre que je crois que le site du palais de justice et du chef-lieu doit être à Gaspé. Mais, si le projet se réalise, je prétends que le gouvernement devra indemniser la population de Percé de la perte qu'il fera. Il faudra qu'on lui accorde des avantages qui équivaldront à la perte qu'il aura subie par la disparition des revenus du palais de justice, qui font vivre une partie des gens.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je félicite mon honorable ami, le député de Gaspé-Sud, qui est évidemment plus courageux que son chef aujourd'hui et approuve le projet. Ce n'est pas sans hésitation que le gouvernement a décidé de changer le chef-lieu du district judiciaire de Gaspé. Mais, au point de vue pratique, Gaspé est le meilleur endroit et le changement projeté s'impose. Le palais de justice actuel est en bois et menace ruine; les dossiers sont nombreux et Gaspé est la capitale économique, éducative et religieuse de la péninsule. Percé est à 7 milles du chemin de fer. Gaspé est le terminus du chemin de fer et le siège épiscopal du diocèse. Par contre, Percé est la capitale des beautés touristiques. Et il y a un aspect sentimental qui n'a pas échappé au procureur général. Le chef-lieu était à Percé dès 1793.

Nous voulons faire de Gaspé la capitale de la Gaspésie, mais Percé restera toujours la perle de la région avec ses beautés naturelles. On devrait centraliser à cet endroit tout ce qui peut attirer le touriste. Ainsi, qu'on lui conserve son cachet actuel et qu'on y développe le tourisme. Le gouvernement a déjà des projets en vue pour que Percé soit équitablement dédommagé.

Une fois le palais de justice construit, celui de Percé, une construction en bois, pourrait être utilisé comme centre d'un bureau d'information touristique et d'une exposition permanente des produits de la pêche de la région, en exposition des produits de l'artisanat domestique de la Gaspésie et en marché coopératif pour les cercles de fermières qui, grâce au bon goût des Gaspésiennes, ont donné une grande expansion à l'artisanat. Elles ont une magnifique organisation dans la Gaspésie. Les citoyens de Percé verraient sans doute avec plaisir leur vieux palais transformé ainsi en un centre de tourisme et d'artisanat et ils profiteront encore plus de la transformation du palais de justice de ce village, qui prendra un nouvel essor comme centre de tourisme. Ainsi, Percé se trouvera à recevoir bien plus qu'il ne reçoit actuellement des plaideurs.

Le projet de loi, en résumé, rétablit les choses telles qu'elles doivent être et la Chambre devrait l'adopter à l'unanimité.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je suis heureux de ces remarques de mon collègue de Gaspé-Nord. Le tourisme devrait se faire en hiver comme en été, dans la Gaspésie. De cette façon, on aiderait considérablement à toute la population par la venue des touristes, aux temps froids comme aux temps chauds. D'ailleurs, toutes les saisons ont du charme, en Gaspésie. Il faudrait également qu'on adopte un plan architectural qui convienne à Gaspé, si l'on décide de construire un palais de justice, afin que son architecture s'harmonise avec le paysage de Gaspé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour attirer les touristes, il faut des chemins. On ne peut donc pas développer le tourisme à Percé sans lui donner des chemins. Le gouvernement n'a pas encore terminé le chemin transversal de la péninsule, dont la construction a été commencée par l'Union nationale. Cela presse plus que la construction d'un nouveau palais de justice.

C'est à Gaspé que le Canada a été découvert. L'honorable Rodolphe Lemieux, oncle de mon collègue de Gaspé-Sud, me racontait que, quand Jacques Cartier a mis le pied là, ses compagnons ont dit en espagnol "Canada", ce qui en français veut dire "Rien".

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Cartier aurait pu dire cela de l'Union nationale.

**Des députés rient.**

La résolution est adoptée.

### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons suspendre l'étude de ce projet de loi et remettre l'adoption de cette résolution, en comité plénier, de même que l'adoption du bill, à une séance subséquente.

### **Loi des accidents du travail**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet, dit-il, concerne les accidents du travail dans le transport par eau. On supprime la présente limitation de la responsabilité du propriétaire d'un navire et on enlève la disposition qui restreint le bénéfice de la loi aux victimes d'accidents survenus dans les eaux territoriales de la province. Ainsi, les ouvriers de la province de Québec, engagés dans le transport par eau et obligés d'exécuter leur travail partie dans cette province et partie en dehors, pourront bénéficier de notre loi provinciale des accidents du travail, si le vaisseau à bord duquel l'ouvrier est employé est enregistré dans un port canadien ou si le propriétaire ou le nolisier de ce vaisseau a son domicile ou sa principale place d'affaires dans la province de Québec. Ces amendements sont apportés à la demande de l'association des marins.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

### **En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'informe de l'état de santé du ministre du Travail (l'honorable

M. Rochette). Pourquoi n'est-il pas en Chambre? demande-t-il. Je l'ai vu chez le barbier du Château. Il me semblait très bien. De plus, il voyage. J'aimerais savoir ce qu'il y a dans cette affaire du ministre. Est-ce que le gouvernement en a honte? On enlève même son nom des bills. Ça n'a pas de bon sens de voir présenter toutes les mesures relatives au travail par le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel).

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

La santé du ministre, au point de vue progrès, n'est pas très rapide. Mais je n'ai pas eu de nouvelles précises et récentes de sa santé. La dernière fois que je l'ai vu, il y a environ un mois et demi, le ministre du Travail s'attendait de pouvoir revenir en Chambre dans un mois, si sa santé continuait de s'améliorer. Depuis, pas d'autres nouvelles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a assisté qu'à l'ouverture de la session. J'espère qu'il va revenir en Chambre, car j'ai des choses à lui dire et des questions à lui poser. Je ne voudrais pas être dans l'obligation d'attaquer un absent.

Il proteste contre les migrations d'ouvriers d'une province à l'autre, exécutées d'après les ordres du Service sélectif national. Le ministre sait-il que les bureaucrates d'Ottawa s'ingénient à envoyer les ouvriers du Québec travailler dans d'autres provinces et à les remplacer par des ouvriers de l'Ontario? demande-t-il. Et l'inverse se produit, ce qui crée une situation indigne et inhumaine. On crée, ainsi, également de graves problèmes et on complice ceux de l'après-guerre. Cette migration des populations est une iniquité et aggraverait notre problème du chômage. Ce n'est pas raisonnable de déraciner ainsi des pères de famille et l'après-guerre en sera compliqué d'autant.

Le Service sélectif est l'auteur de cette migration de la main-d'œuvre. Le gouvernement devrait mettre ordre à cet état de choses, car j'ai reçu de nombreuses plaintes à ce sujet. Québec, qui a des droits sur le travail de ses ressortissants, se doit de protester contre ce déracinement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je réprouve moi-même cette politique, à laquelle je n'ai rien eu à voir et à laquelle je ne peux rien faire parce que cette affaire ne relève pas de ma juridiction. Je le dis en toute franchise, parlant en mon nom personnel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement aurait dû protester contre cet empiétement sur nos

droits, car la législation ouvrière appartient aux provinces.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** À ceux qui parlent toujours de l'autonomie de la province, il ne faut pas oublier que, de toutes les provinces du pays, seule la province de Québec a gardé ouverts ses bureaux de placement. Toutes les autres provinces ont fermé les leurs pour faire place aux bureaux d'Ottawa.

**M. Labbé (Mégantic):** L'Union nationale a ouvert un bureau de placement dans mon comté, en 1937, mais il a fermé ses portes en 1942 et a été remplacé par un bureau du Service sélectif national. Dans mon comté de Mégantic et dans la Beauce, il n'y a donc pas de bureau de placement de la province et Ottawa, par ses fonctionnaires, conduit tout à sa guise. Il proteste énergiquement contre le traitement fait aux ouvriers de sa région.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il y a de nombreux Gaspésiens qui vont travailler ailleurs. Leurs réclamations lorsqu'ils sont blessés ne sont pas entendues. Il faut que le gouvernement voie à cet état de choses.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 24 sans l'amender.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subsides:**

**Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province et elle exprime l'opinion que les ressources naturelles de notre province doivent toujours être utilisées et mises en valeur de manière à faciliter et assurer l'établissement durable de notre jeunesse.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Baulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Plamondon, Potvin, Rajotte, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La Chambre se forme en comité des subsides.

#### **En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-cinq mille huit cent soixante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**Des députés de l'opposition** trouvent qu'il y a eu bien des changements dans la classification des divers items budgétaires du ministère de la santé et s'informent de l'administration de la santé publique.

**M. Paquette (Labelle):** Combien y a-t-il eu de décès dans la province en 1943?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** 30,000.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 20 avril 1944**

#### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Projets de loi:**

##### **Montmorency**

**M. Bouchard (Québec)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 annexant certains territoires à la municipalité du village de Montmorency.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 124 sans l'amender.

**M. Bouchard (Québec)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Charte de Saint-Lambert**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 128 sans l'amender.

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **District judiciaire et bureau d'enregistrement de Gaspé**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au bill 25 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, soit maintenant agréée.

Adopté. La résolution est agréée.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 25 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de la division d'enregistrement de Gaspé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>2</sup> critique le dernier gouvernement libéral, dirigé par Taschereau. Aujourd'hui, dit-il, les chefs de parti, en particulier le premier ministre qui a été membre de quelques-uns des derniers gouvernements, ont honte de leurs amis politiques, de leur chef et de leur association. Ils renient et désavouent M. Taschereau.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai jamais renié ni désavoué M. Taschereau dont j'ai été membre des gouvernements. Il a été un des plus grands premiers ministres que le Québec ait jamais eus et c'est lui qui a mis sa province natale au premier rang de la Confédération canadienne. C'est tellement vrai que même l'ancien premier ministre Bennett, qui était certainement loin d'être un libéral, a déclaré que Québec, sous le gouvernement Taschereau, était la seule province vraiment solvable du dominion.

La motion est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### **En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité poursuit l'étude de la proposition du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson):  
1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-cinq mille huit cent soixante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dénonce l'existence des taudis à Montréal et reproche au gouvernement de ne rien faire pour remédier à la situation. À quoi sert d'avoir des hôpitaux, demande-t-il, si le gouvernement laisse subsister les causes de la contamination?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**  
Les maisons salubres ne relèvent pas du ministère de la Santé.

**M. Paquette (Labelle):** Quels sont les déficits annuels du sanatorium du Lac-Édouard depuis 1939?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**  
Aucun déficit.

**M. Paquette (Labelle):** Le ministre est absolument certain? Avant 1936, c'était le refuge des amis du gouvernement.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Le sanatorium du Lac-Édouard s'est réorganisé dans l'aile à l'épreuve du feu, depuis l'incendie de l'an dernier, et il hospitalise actuellement une centaine de personnes. L'ère des déficits a cessé dans cette institution depuis qu'une commission d'administration a été nommée.

**M. Paquette (Labelle):** Je suis heureux de savoir qu'il n'y a plus de déficit depuis 1936. C'est que nous avons fait des changements à partir de 1936.

Est-ce que la province va subir plus longtemps cette humiliation d'envoyer à la Faculté d'hygiène de l'Université de Toronto les médecins et les infirmières diplômés des universités de la province, pour leur assurer l'enseignement nécessaire afin qu'ils puissent diriger les unités sanitaires de la province?

Car je trouve humiliant qu'on ne puisse se passer de Toronto pour la préparation des médecins appelés à prendre charge des unités sanitaires.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Je partage l'opinion de mon honorable ami de Labelle et cette question est à l'étude depuis quelque temps déjà, à mon département. Je suis heureux de dire à la Chambre que je suis précisément en pourparlers avec une université, en vue de remédier à cet état de choses par la création d'un institut d'hygiène dans la province de Québec, pour la préparation et la formation des médecins et de tout le personnel appelés à prendre la direction de nos unités sanitaires.

Avant longtemps, je l'espère, je serai en mesure d'annoncer que cette réforme est un fait accompli.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il d'unités sanitaires dans la province?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Il y a actuellement 53 unités sanitaires dans la province qui dispensent leurs soins dans la grande majorité des comtés.

Avec cinq unités sanitaires additionnelles, toutes les régions du Québec seront couvertes et bénéficieront de la bienfaisante influence de ces institutions.

**M. Gagnon (Matane):** Un nouveau médecin a été nommé pour diriger l'unité sanitaire de Matane. Depuis quand?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Depuis trois mois.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Honoraires, indemnités et allocations (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million trois cent seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Asiles d'aliénés, 2 George VI, chapitre 6, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Paquette (Labelle):** L'entretien des aliénés a augmenté de \$200,000. Pourquoi?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Parce que nous avons fait de nouveaux contrats avec les communautés religieuses chargées de l'entretien des malades.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la

somme de cent trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Maladies vénériennes, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Sept pour cent (7 %) de la population est contaminée.

**M. Paquette (Labelle)** dénonce la loi passée l'an dernier pour la répression des maladies vénériennes et déclare qu'elle ne donne pas de résultat comme l'opposition l'avait prévu. Le montant de \$139,000 demandé pour la lutte aux maladies vénériennes est absolument insuffisant, dit-il.

Ce montant devrait être doublé. J'invite le ministre à ne pas lésiner sur la question des maladies vénériennes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions cinq cent vingt mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique, traitements compris (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les municipalités doivent-elles beaucoup d'argent à la province pour l'assistance publique et l'entretien des aliénés?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Les municipalités paient bien leur part. Autrefois, il y avait beaucoup d'arrérages à cause de la crise économique, mais il y a eu un immense progrès.

**Un député de l'opposition** interroge le ministre au sujet des montants dus par les municipalités.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Ils s'élèvent à \$1,498,000 pour l'assistance publique et à \$1,300,000 pour les asiles d'aliénés.

**M. Paquette (Labelle):** La Commission d'assurance-maladie n'est en réalité qu'un bureau d'enquête.

Le gouvernement n'a même pas nommé un médecin comme président de cet organisme. On a

nommé un avocat à la présidence de cette Commission qui doit faire enquête sur notre système hospitalier et rendre compte de nos déficiences à ce sujet. On n'a désigné qu'un seul membre de la profession médicale dans cette Commission.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Il s'agit de préparer une législation. Voilà pourquoi on a choisi un avocat pour assumer la présidence de cette Commission. Il fait l'éloge des trois membres de la Commission: Me Antonio Garneau, le Dr Roméo Blanchet et M. C.-E. Duford.

**M. Paquette (Labelle):** Bientôt, les ministres de la Santé des provinces se réuniront à Ottawa pour étudier des questions de la plus haute importance. J'espère que le ministre de Québec ne nous embarquera pas dans quelque galère d'où nous ne pourrions plus jamais sortir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dénonce les procédés centralisateurs d'Ottawa dans le domaine médical et de la santé et met le gouvernement en garde contre les empiètements qui pourront être faits au détriment de la profession médicale.

Sur un budget de \$60,000 affecté à l'enquête sur l'assurance-maladie, un montant de \$20,000 a été dépensé jusqu'ici.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Fonds de l'assistance publique (Santé et Bien-être social)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>3</sup>:** Est-ce vrai ou faux que le procureur général a appuyé la candidature à la mairie du député fédéral de Témiscouata, Jean-François Pouliot, lors d'une récente élection?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** admet qu'il a préféré ce candidat au Dr Paradis qui, dit-il, lors d'une élection municipale précédente, avait été tellement populaire, à Rivière-du-Loup, qu'il n'avait obtenu la majorité que dans un seul bureau de scrutin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ce n'est pas parce qu'on lui reprochait d'être un ami du procureur général?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** ne veut pas se compromettre.

3. Nous avons placé ces interventions à cet endroit sans savoir précisément à quel moment elles se sont produites lors de la discussion en comité des subsides. Il n'y a que la *Gazette* du 21 avril 1944, à la page 22, qui relate cet échange, et nous n'avons pas assez d'informations.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin à 10 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

#### **NOTES**

1. Selon *L'Évenement* du 21 avril 1944, à la page 12, le chef de l'opposition a reçu deux gerbes de 54 roses rouges, l'une de ses collègues de la gauche et l'autre des membres de la tribune des journalistes parlementaires. Selon *Le Devoir* du 21 avril 1944, à la page 6, le chef de l'opposition a distribué les roses aux députés de l'opposition et aux ministres.

2. Nous avons placé ces interventions à cet endroit sans savoir précisément à quel moment elles se sont produites lors de la discussion en comité des subsides. Il n'y a que *The Chronicle Telegraph* du 21 avril 1944, à la page 2, qui relate cet échange, et nous n'avons pas assez d'informations.



Séance du vendredi 21 avril 1944

### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 10 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Projets de loi:

#### District judiciaire et bureau d'enregistrement de Gaspé

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de la division d'enregistrement de Gaspé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 25 sans l'amender.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill 25 intitulé: "Loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de la division d'enregistrement de Gaspé", soit retourné au comité plénier de la Chambre, avec instructions de l'amender de façon à rendre pleine et entière justice au village de Percé et au village de Gaspé.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le gouvernement traitera avec justice le village de Percé. D'ailleurs, il veut

convertir le palais de justice de Percé, quand il sera désaffecté, en un comptoir permanent des arts domestiques et un bureau de tourisme, de façon à rendre justice à la population de Percé, où il y aura toujours affluence de visiteurs même lorsque le chef-lieu sera à Gaspé. Mais je laisse à l'opposition le soin de faire des promesses. Quant au gouvernement, il préfère les actes. On commencera bientôt la construction de l'édifice qui logera le palais de justice, la prison et le bureau d'enregistrement à Gaspé. Le palais de justice de Gaspé sera donc commencé avant les prochaines élections.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

**Contre:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Mathewson, Plamondon, Potvin, Rajotte, 27.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Les pommes de terre du Bas-Saint-Laurent

**M. Gagnon (Matane)** attire l'attention de la Chambre sur la situation dans laquelle se trouvent actuellement les producteurs de pommes de terre de la région du Bas-du-Fleuve. Dans cette région, dit-il, la culture des pommes de terre se fait sur une haute échelle. Elle est très développée dans les comtés de Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup et Témiscouata. L'an dernier, le Canada a eu une récolte considérable de pommes de terre et le gouvernement fédéral l'a plafonnée à \$1.90 la poche.

Or, les journaux viennent de nous apprendre que le gouvernement fédéral a acheté 222 wagons de pommes de terre dans le Maine, 228 dans la Colombie canadienne, et qu'il importe actuellement des États-Unis, vers Montréal, des patates nouvelles qu'il paie \$2.03 la poche. De plus, il accorde des subsides pour ces diverses transactions. Pendant ce temps, il y a 800 wagons de pommes de terre non vendues dans la région du Bas-du-Fleuve. Si on permet au fédéral d'acheter les pommes de terre à l'étranger et dans les provinces voisines quand notre marché en regorge, et de défoncer par surcroît le plafond, quand nos gens ne peuvent vendre plus cher que le prix fixé, c'est un véritable désastre pour la région du Bas-Saint-Laurent. Le premier ministre doit faire des représentations à Ottawa pour protéger les cultivateurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mon honorable ami peut être assuré que le gouvernement du Québec prendra des mesures pour que les pommes de terre de l'étranger n'aient pas la préférence au Canada. Je n'ai aucune raison de ne pouvoir affirmer que le fédéral entendra les représentations de Québec. Le gouvernement fédéral n'a pas le désir de nuire aux cultivateurs de la province de Québec. L'année dernière, la culture de la pomme de terre a été quelque peu décevante et n'a pas donné le rendement qu'on en attendait au départ. Les producteurs du Québec pourront toujours compter sur la protection du gouvernement fédéral. Ottawa achète des pommes de terre des États-Unis seulement lorsque les circonstances l'y obligent. Le gouvernement fédéral verra à ce qu'il ne se fasse pas d'importations au détriment des producteurs de pommes de terre du Québec et d'ailleurs au pays.

#### Projets de loi:

##### **Association nationale de bénéfices mutuels**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 116 sans l'amender.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Loi de la taxe d'hôpital sur les repas**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi de la taxe d'hôpital sur les repas soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** En ce qui concerne la taxe sur les repas, nous aurions bien voulu l'enlever complètement, mais le gouvernement ne peut songer à la faire disparaître parce qu'il doit augmenter ses contributions aux hôpitaux. Les hôpitaux ont besoin de cet argent. Leur financement, ainsi que celui d'autres organismes de charité, est insuffisant et ne leur permet pas de répondre aux demandes qui leur sont faites.

Le gouvernement l'a abolie donc sur les repas à prix modique, afin d'alléger le fardeau des petites gens et rendre service aux personnes qui doivent prendre leurs repas en dehors de leur foyer. Nous voulons exempter les repas jusqu'à 60 cents. Il y a une foule de personnes, des employés de bureau en particulier, qui prennent au moins un repas par jour en ville. Nous désirons qu'ils ne paient pas la taxe d'hôpital. Je crois que c'est juste et que la Chambre sera unanime à approuver ce projet de loi. Ce sont les finances améliorées de la province qui permettent un pareil dégrèvement d'impôts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La taxe d'hôpital a été imposée par un gouvernement libéral. Le trésorier me répondra que le gouvernement de l'Union nationale aurait pu l'abolir, de 1936 à 1939,

mais, en trois ans, nous ne pouvions pas tout faire. Il a été impossible en trois ans de réparer 40 ans d'erreurs.

**Des députés ministériels sourient.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le présent bill améliore la situation, mais il s'agit toujours d'une taxe. Ce qui est injuste, c'est la taxe de 5 % imposée non seulement sur les repas, mais sur les liqueurs qui sont déjà frappées de taxes par le gouvernement fédéral. C'est la taxe des taxes. Elle vient aggraver la situation. Il est vrai que les hôpitaux ont besoin d'argent, mais il doit certainement y avoir d'autres moyens de leur en trouver. On dira encore que le gouvernement de l'Union nationale aurait dû y penser, mais je considère que cette taxe place la province sur un pied d'infériorité vis-à-vis de l'Ontario, tout comme la taxe de vente.

On devrait trouver un autre système de taxation et abandonner la taxe de vente et la taxe sur les repas. En Ontario, il n'y a pas ces deux taxes. Tout le système fiscal de la province devrait être modifié. Cette loi paraît être une demi-mesure apportée à la veille des élections. Le gouvernement veut encore tenter d'impressionner le public.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La taxe d'hôpital existe depuis 15 ans et a été imposée au début sur les repas de \$1 et plus. On a d'abord exempté les repas de moins de 35 cents, l'idée étant que les gens pauvres n'aient pas à payer de taxe sur leurs repas. Nombreux sont ceux, des employés de bureau pour la plupart, qui ne peuvent aller manger à la maison et qui trouvent qu'ils ne peuvent pas avoir grand-chose pour 35 cents. Ainsi, le gouvernement croit que le moment est venu d'exempter les repas de moins de 60 cents, afin de ne pas faire peser le fardeau sur les employés de bureau et autres personnes.

En ce qui concerne le système fiscal de la province, il n'y a pas de doute qu'il aurait besoin d'être révisé, et ce, non seulement à cause de cette taxe. Tout le système de taxation devrait être revu. La taxe foncière est celle qui pèse le plus lourdement sur les contribuables parce qu'elle décourage le propriétaire. C'est elle qui nuit le plus à la vie économique de la province. Les taxes scolaires et de fabrique sont aussi dans cette classe des taxes nuisibles. Nul doute qu'il faudrait considérer d'autres modes de taxation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le gouvernement avait su économiser, il aurait pu, à la

faveur des circonstances favorables actuelles comme la disparition du chômage, la hausse des revenus, etc., faire disparaître complètement la taxe sur les repas. Il s'agit bien là d'une taxe indirecte, puisque le gouvernement la perçoit par des moyens détournés en faisant des employés de la province les percepteurs de cet impôt; on force les propriétaires de restaurants à percevoir cette taxe. Or, il n'est pas du ressort de la province d'imposer une taxe indirecte, cela relève du pouvoir central.

Cette taxe nuit également aux propriétaires d'hôtels. Et puis un hôtel ou un restaurant doivent acquitter plusieurs taxes: municipale, provinciale et fédérale. En outre, la taxe d'hôpital et la taxe de vente nuisent toutes deux à l'exercice du droit de propriété parce qu'elles comportent un privilège indéterminé sur la propriété des hôteliers, par exemple, et sont de nature à causer un préjudice au propriétaire qui veut disposer de sa propriété. Le privilège de la couronne passant avant tout autre, cela peut nuire à l'établissement définitif des hypothèques qui grèvent une propriété.

En définitive, vu l'augmentation du coût de la vie, la différence ne sera pas considérable, car un repas qui coûtait 35 cents, il y a quelques années, coûte au moins 60 cents, aujourd'hui.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 23 sans l'amender.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service civil intérieur (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine le député de Québec-Est (M. Drouin) sur son voyage en Haïti. Il rappelle les paroles du représentant de ce pays qui aurait déclaré un jour, après avoir fait la connaissance du député de Québec-Est: "Enfin on en a découvert un à Québec, un qui nous ressemble."

(Rires)

Qu'est-ce qu'il advient de M. L.-E. Potvin comme membre de la Commission municipale? A-t-il donné sa démission depuis qu'il a été nommé membre de la Commission hydroélectorale de Montréal? Remplit-il ses fonctions de président en même temps que celle de membre de l'Hydro-Québec?

**M. Gagnon (Matane)** s'informe aussi de M. Potvin.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** M. L.-E. Potvin, membre de l'Hydro provinciale en charge de la trésorerie, continue pour quelques jours encore à exercer ses fonctions de président de la Commission municipale. Son départ immédiat eût provoqué une situation difficile. S'il partait maintenant, la Commission n'existerait pratiquement plus; elle est formée de deux membres seulement, lui et M. Lambert. Il a consenti à rester temporairement en fonction et à remettre la date de sa démission jusqu'au jour où le choix de son successeur aura été décidé. Cependant, M. Potvin ne retire plus de salaire comme membre de la Commission municipale.

Je puis assurer au chef de l'opposition que la réorganisation de la Commission ne tardera pas. Les changements se feront dans le plus bref délai possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est injuste que M. Potvin occupe ces deux fonctions. Il parle de la Commission municipale.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La Commission a rendu de grands services. Fondée en 1932, sous la présidence de M. Oscar Morin, et de M. L.-E. Potvin, depuis 1934, elle a pris sous sa surveillance 97 municipalités qui ne pouvaient faire honneur à leurs obligations financières et étaient en défaut; 22 de ces municipalités ont été réorganisées et ont repris totalement leur autonomie; 69 autres ont réorganisé leurs finances mais restent soumises à un certain contrôle de la Commission, à leur propre demande. Dans le cas de six autres municipalités, la réorganisation n'est pas encore terminée.

Des subventions sont accordées à l'association des secrétaires de municipalités rurales, parce qu'elle rend de très grands services. Des cours sont donnés aux secrétaires dans chaque région. Quand les secrétaires sont bien au courant des devoirs qui leur incombent, qu'ils remplissent toutes les formalités exigées par la loi, bien des procès sont évités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que M. Émile Morin, sous-ministre des Affaires municipales, sera nommé président de la Commission municipale?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** M. Morin (qui est assis à côté du ministre pour renseigner la Chambre) ferait un excellent président, mais aucune nomination n'a encore été faite, car le gouvernement n'a pas encore fait son choix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il question de créer un service d'urbanisme au ministère des Affaires municipales?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Oui, un montant de \$20,000 est prévu, dans le budget, pour la formation de ce service. Nous songeons à créer dans mon département, dès cette année, un service d'urbanisme provincial qui corresponde à l'esprit du temps. Ce service sera à la disposition de toutes les municipalités. Au début, ce service comprendra un directeur, un architecte, un ingénieur et des commis sténographes. Les titulaires de ces fonctions seront nommés assez prochainement. Il s'agit tout d'abord de lancer une campagne d'éducation.

**M. Gagnon (Matane)** insiste sur l'importance d'un tel organisme. Le montant de \$20,000 affecté à ce service, dit-il, sera peut-être insuffisant si l'on veut s'entourer de gens véritablement compétents.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** suggère que le service d'urbanisme ait le pouvoir de surveiller la construction des édifices, dans nos villages, afin que l'architecture reste en harmonie avec les traditions et le cadre de l'endroit. Il faut qu'on protège les édifices historiques, dit-il, et préconiser des projets qui cadreront avec notre paysage. On devrait retenir les services de l'architecte Houle qui a travaillé avec feu Nolan Cauchon. Il a déjà fait des travaux très intéressants et je le considère comme un grand expert.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Dépenses de voyage (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Frais de bureau (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Codification des lois municipales, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Gagnon (Matane):** Où en est rendue la révision du Code municipal?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La codification des lois municipales se poursuit le plus rapidement possible sous la direction de M. Émile Morin, sous-ministre des Affaires municipales. C'est un travail considérable et je ne sais pas quand on pourra le mener à bonne fin.

**M. Gagnon (Matane)** engage vivement le ministre à réaliser le projet, qui lui paraît le meilleur qu'on ait tenté jusqu'ici dans ce domaine. Nos lois municipales, dit-il, sont un fouillis inextricable et il faut de toute nécessité modifier tout cela. Dans le domaine du drainage, par exemple, une centaine

d'articles sont inopérants. En matière de contestation d'élection, il y aurait un grand travail de simplification à faire.

Comme avant-propos, le ministre pourrait dire que le Parti libéral a étranglé les municipalités. Je suis en faveur d'un certain contrôle sur les emprunts municipaux. Mais, comme le démontre le rapport Rowell-Sirois, la finance s'est faite sur leur dos. Ensuite, on a formé la Commission des affaires municipales. Pas une municipalité ne peut emprunter plus de \$100 sans avoir obtenu l'autorisation de cette Commission.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La Commission a été formée pendant la crise économique; elle répondait à un besoin et elle a rendu de précieux services. Le contrôle de la Commission est une très bonne chose, car sans cette surveillance, les municipalités pourraient parfois engager leur crédit pour très longtemps et sans en avoir les moyens. Comme question de fait, les municipalités et la Commission s'entendent très bien.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne nie pas que la Commission a rendu de grands services, mais il me semble que les contribuables d'une municipalité devraient avoir la liberté de décider si, oui ou non, ils doivent faire un emprunt de \$100. C'est là un principe de saine démocratie.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** soulève la question des rentes seigneuriales dans son comté. Le maintien de ce régime, dit-il, a retardé le développement normal des Îles-de-la-Madeleine. Il faudrait un montant de \$60,000 pour faire disparaître toute trace de l'ancien régime de la tenure seigneuriale. Est-ce que le département des Affaires municipales ne pourrait pas disposer de ce montant afin d'abolir complètement ces rentes?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Mon département a étudié la question. À mon avis, les Îles-de-la-Madeleine n'auraient pas intérêt à se prévaloir de la loi générale du rachat des rentes seigneuriales, qui stipule que le censitaire doit payer deux tiers du capital et le gouvernement un tiers. Les Madelinots sont encore mieux avec la loi spéciale de 1893 qui a été votée pour ce comté et qui est plus généreuse que partout ailleurs. À tout événement, le gouvernement cherche une solution pour faire disparaître les rentes seigneuriales aux Îles-de-la-Madeleine.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Subventions (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Dépenses diverses et imprévues (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

**M. Sauvé (Beauharnois)** participe au débat<sup>1</sup>.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi quarante minutes.

---

#### **NOTE**

1. Selon *The Chronicle Telegraph* du 22 avril 1944, à la page 8, le député de Beauharnois (M. Sauvé) a pris part au débat, mais le journal ne précise pas à quel moment il est intervenu.

## Première séance du mardi 25 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

**Manufacture de sucre de betterave  
de Saint-Hilaire**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 12 avril 1944, demandant la production d'une copie de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement, et se rapportant à la manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire, comté de Rouville. (Document de la session no 68)

**Rapport de la Commission des  
accidents du travail**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission des accidents du travail pour l'année 1943. (Document de la session no 69)

## Projets de loi:

**Écoles protestantes  
de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi, dit-il, a deux objets principaux. En premier lieu, il porte de 7 à 12 le nombre des membres du Bureau central des écoles protestantes de Montréal, qui devront être choisis parmi le personnel des commissions scolaires soumises à la juridiction de ce Bureau. En second lieu, il permet aux commissions scolaires

protestantes de Montréal de transporter au Bureau central tous les pouvoirs additionnels qu'elles jugeront à propos de lui déléguer. Mais cette délégation rendra le Bureau central responsable de toutes les fonctions qu'il aura ainsi assumées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Canada est gouverné par une Constitution qui définit clairement les droits et privilèges des minorités. L'Union nationale et les gouvernements de la province de Québec se sont donc toujours efforcés de respecter la Constitution et de rendre justice aux minorités. La province de Québec a toujours été fière de donner l'exemple dans ce domaine aux autres provinces et aux autres pays, et ce, non seulement au sens strict, mais au sens large, et non seulement dans le domaine scolaire, mais dans d'autres domaines. Cependant, son exemple n'a pas toujours été suivi. En fait, la province a largement contribué par ses lois à inspirer les principes qui ont été reconnus dans la Charte de l'Atlantique, lorsque les deux grands leaders de la démocratie, Churchill et Roosevelt, ont admis l'application d'une politique qui est en vigueur au Québec depuis toujours.

Québec a un système d'éducation particulier, composé d'un conseil de l'instruction publique auquel sont greffés un comité catholique et un comité protestant, chacun administrant ses affaires de façon autonome. Si je parle d'autonomie, dit-il, ce n'est pas dans le sens de chauvinisme, mais dans le sens de respect des contrats et des droits sacrés, et à cet égard le Québec a donné l'exemple en paroles et en gestes. Les protestants de cette province ont droit à une certaine autonomie et c'est pourquoi, quand il a présidé aux destinées de la province pour la première fois et qu'il a reçu des délégations de protestants qui demandaient certaines réformes, il a fait de son mieux pour les satisfaire.

Lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, je me souviens que feu l'honorable et très regretté Gordon Scott, qui était alors président du comité protestant de l'instruction publique et membre du Bureau central des écoles protestantes de Montréal, avait offert de démissionner comme président et comme membre du Bureau, ou seulement comme président si c'était là mon souhait. J'ai cependant refusé son offre et je lui ai demandé de rester en fonction bien qu'il fût libéral et conseiller législatif. Loin de moi l'idée de faire de l'éducation une question politique, surtout quand il s'agit de

l'éducation protestante. Je crois fermement que les protestants ont le droit d'administrer leurs affaires selon la Constitution. J'ai toujours respecté leurs droits et il en sera toujours ainsi.

À la suite de représentations qu'on m'avait faites, dit-il, j'avais nommé un comité chargé d'étudier les problèmes des protestants. Ce comité présidé par le capitaine W. A. Hepburn, un Écossais qui avait été recommandé par les protestants, a fait un rapport. Eh bien, ce rapport, fait sous les auspices de l'Union nationale il y a cinq ans, contient un certain nombre de recommandations que le présent gouvernement n'a jamais suivies. Il est certain que l'aspect économique est au premier rang et qu'il a un impact important sur toute la question éducationnelle.

Il insiste sur l'importance d'avoir la collaboration des professeurs, des parents et des enfants afin de garantir la réussite de leur travail. Cette collaboration, quand elle est réussie, signifie une richesse croissante des ressources économiques et intellectuelles de la nation.

Bien qu'il modifie les conditions de fonctionnement des commissions scolaires protestantes de Montréal, il est malheureux que ce projet de loi ne touche nullement au problème le plus épineux et le plus aigu des écoles protestantes comme catholiques: le problème financier. Cette question est primordiale pour la cause de l'éducation, qui est la plus grande de nos richesses. Les commissions scolaires ont besoin de fonds indispensables pour appliquer les réformes qui s'imposent dans le domaine de l'enseignement. En vertu du principe que la province doit respecter les droits des minorités en matière éducative, et fidèle à ce principe, je suis heureux, au nom de l'Union nationale, d'accepter le principe de cette loi qui reflète la volonté protestante, croyant en l'autonomie des commissions scolaires locales. Mais le gouvernement ne montre guère plus de volonté que par le passé pour supprimer les maux actuels à la source.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Le présent bill a pour objet d'augmenter le nombre des membres du Bureau central des écoles protestantes de Montréal, afin de transférer à ce Bureau les pouvoirs qu'ils désirent lui confier.

Les avantages de l'augmentation du nombre de membres du Bureau central sont évidents, puisqu'elle permet une plus grande représentation des commissions scolaires locales. Et je n'ai pas l'intention de faire plus de commentaires sur cette

partie du bill. Ce qui est par contre plus important - et peut-être devrais-je dire de la plus haute importance - c'est le fait de donner aux commissions locales l'autorité de transférer de plus grands pouvoirs au Bureau central.

Je crois personnellement que, quand la législation sera adoptée, toutes les commissions locales devraient se prévaloir de l'autorité qu'on leur donne et déléguer au Bureau central les pouvoirs les plus larges parce que je suis convaincu que cette délégation de pouvoirs des commissions locales à une autorité centrale permettra de faire de réels progrès dans l'avancement de la cause de l'éducation protestante dans la région de Montréal. Bien que je ne sois pas convaincu que la centralisation constitue le remède universel, la panacée à tous les maux, je crois fermement cependant qu'on peut tirer de nombreux avantages tangibles de cette plus grande mesure de centralisation qui est autorisée, mais non imposée, par le présent bill.

Ces avantages sont: l'élimination d'un certain volume de dédoublements de personnel exerçant les fonctions de supervision ou d'administration; une utilisation plus large et plus efficace du personnel enseignant, surtout des spécialistes; une administration plus uniforme des écoles qui sont sous la juridiction du Bureau central; une meilleure planification des besoins futurs du système quand des ajouts aux équipements existants deviendront nécessaires parce qu'une autorité centrale est la mieux placée pour effectuer ce travail; et ceci entraînerait une utilisation plus efficace des édifices scolaires actuels.

Autrement dit, une centralisation plus grande de l'administration et le fait de placer toutes les écoles sous la juridiction du Bureau central devraient fournir plus d'éducation selon les revenus qui sont disponibles présentement.

Le bill actuel modifie la loi adoptée en 1925 en vertu de laquelle le Bureau central a été mis sur pied. Cette loi reconnaissait le principe général que, à l'intérieur du territoire couvert par le Bureau central, le coût net de l'éducation protestante doit être supporté par tous les propriétaires protestants proportionnellement à la valeur de leur propriété. Le bill actuel ne modifie en rien ce principe qui, à mon avis, doit demeurer en tant que fondement d'un système scolaire solide et bien équilibré pour la population protestante du district de Montréal.

Je suis confiant que les diverses commissions locales qui sont maintenant membres du Bureau central lui délègueront leurs fonctions et leurs principaux pouvoirs même si, dans certains cas, elles



peuvent sembler sacrifier le degré d'autonomie et d'indépendance dont elles jouissent présentement en vertu de la loi. Mais ceux qui assument le plus la responsabilité de la décision seront pleinement conscients du fait que ce transfert se fait dans l'intérêt général de l'éducation protestante dans la région de Montréal. De plus, comme ce transfert et cette délégation ne sont ni éternels ni irrévocables, les commissions locales ont tout à gagner et peu à perdre en faisant cette expérience.

Il m'apparaît que, sur un territoire aussi restreint que celui de l'Île de Montréal ou la portion plus petite que représente la partie métropolitaine de l'Île, tous les enfants sans distinction, riches ou pauvres, devraient pouvoir bénéficier d'une éducation moderne et que le montant des revenus de taxes fourni par la municipalité scolaire dans laquelle l'enfant réside ne devrait pas limiter la portée de ces avantages.

Serait-il raisonnable ou intelligent de prétendre que les enfants des écoles protestantes qui vivent à Verdun et qui sont au nombre de 4,700 devraient recevoir seulement l'équivalent de \$18.09 chacun d'enseignement annuellement parce que le revenu de taxes mis à la disposition de la commission de Verdun est seulement d'un peu plus de \$85,000 par année, ce qui constitue en fait un montant moindre que le service annuel de sa dette consolidée?

Cette situation serait-elle juste, comparativement aux 2,615 enfants de Westmount, où le revenu des taxes scolaires est de \$505,552 par année ou \$193.30 par enfant? L'injustice que comporte cette façon de traiter le problème est évidente, mais nous en serions venus à ce résultat aujourd'hui si la question de l'éducation protestante était traitée sur une base purement locale. Avec des pouvoirs plus considérables, le Bureau central réglerait ce problème, et avec l'aide du gouvernement, il pourrait régler son problème financier dans la région métropolitaine.

On doit dire le même genre de choses au sujet de la qualité de l'enseignement disponible dans les différentes municipalités scolaires concernées. Cette qualité doit être uniforme, et nous n'adhérerons qu'en paroles au principe des chances égales pour tous ces enfants si l'enseignement dispensé dans les écoles d'une commission locale est - à cause de ressources financières plus importantes - de loin supérieur en qualité à celui qui est mis à la disposition des élèves des écoles des autres commissions de la région métropolitaine. Les problèmes reliés à l'éducation - et Dieu sait qu'ils

sont nombreux - ne peuvent être réglés si on doit garder le territoire scolaire divisé en petites municipalités, et la solution à ces problèmes consiste à avoir un caractère local. Je crois que ces problèmes sont très complexes et qu'une solution saine et durable ne peut être trouvée que si on traite ces problèmes sur une base générale. Je crois aussi que le bill actuel est un pas en avant vers cette solution.

La législation de 1925 avait pour but de trouver une solution générale aux problèmes financiers de cette époque, et l'adoption d'un taux uniforme de \$1 pour les protestants et de \$1.20 pour les neutres pour chaque \$100 d'évaluation a permis à la Commission scolaire de Verdun de bénéficier de l'exonération dont elle avait tant besoin et que son taux scolaire de \$2 par \$100 n'avait pu lui donner. L'adoption d'un taux uniforme a imposé aux communautés plus riches la nécessité de payer un taux plus élevé qu'il était nécessaire pour faire face à leurs propres coûts en éducation, mais personne n'a contesté l'équité du principe selon lequel le coût net de l'éducation protestante est un fardeau commun qui doit être supporté par tous les propriétaires protestants sans égard à la communauté dans laquelle ils vivent.

Il m'apparaît cependant que le corollaire de ce principe, c'est que, dans toutes les communautés concernées, la base d'évaluation devrait être uniforme et qu'une maison qui vaut \$8,000 ne devrait pas être évaluée pour un montant moindre dans une communauté par rapport à une autre, autrement les contributions sont égales seulement en apparence.

À ce sujet, je voudrais mentionner le fait que, suite à l'imposition en 1935 des taxes de vente et de la taxe municipale sur le revenu à Montréal, il y a eu des baisses générales dans les évaluations et que, dans trois municipalités, le total des réductions a été de plus de \$12,000,000 ou de presque 10 %. Cela peut constituer une bonne gestion municipale, mais apporte plutôt une pression au principe de l'égalité des contributions au fardeau commun de l'éducation protestante.

Ce n'est que le début et, comme plusieurs des municipalités métropolitaines, après l'introduction de la taxe de vente et de la taxe municipale sur le revenu, encaissaient plus de revenus qu'elles en avaient besoin, la tendance à maintenir les évaluations à un niveau très en dessous de la valeur réelle a augmenté et aujourd'hui, dans plusieurs municipalités de banlieue, les propriétés sont évaluées à un niveau beaucoup plus bas que leur valeur réelle.

Il n'y a aucun doute que le plafond actuel qui existe dans les locations a retardé la croissance de la valeur des immeubles, mais il est intéressant de noter que les revenus du Bureau central qui proviennent des taxes scolaires sont en fait plus bas de nos jours qu'en 1925.

L'année dernière, il a obtenu des comparaisons des valeurs établies et des prix de vente de propriétés effectués et il a appris que les évaluations ont dépassé les prix de vente seulement dans deux municipalités. Dans cinq autres municipalités, les évaluations variaient de 41 % à 79 % des prix de vente et, dans les autres, elles se situaient entre 87 % et 95 %. Les chiffres révèlent qu'il existe un manque d'uniformité dans l'évaluation, et il suggère de prendre en considération une quelconque méthode d'ajustement comme celle de la Commission métropolitaine de Montréal ou un système métropolitain d'évaluation dans d'autres municipalités que Montréal afin d'arriver à une uniformité générale dans les méthodes et les résultats.

Alors qu'une comparaison des années 1925 et 1943 démontre que le revenu de taxes actuel est plus bas qu'il était en 1925, les dépenses du Bureau central - qui comprennent ses dépenses administratives et les dépenses réunies des commissions locales - ont augmenté de façon régulière. Je ne veux pas citer beaucoup de chiffres ennuyeux, mais je remarque les suivants:

	1925	1943
Salaires pour enseignement.....	\$2,082,310	\$2,729,043
Entretien et dépenses administratives .....	753,249	928,798
Intérêt, fonds d'amortissement et rachat d'obligations en série .....	<u>775,651</u>	<u>1,089,091</u>
Totaux.....	\$3,611,210	\$4,746,932

Au cours de cette période, les dépenses ont augmenté de plus de \$1,100,000. Je ne pense pas qu'on doive critiquer le Bureau central pour ces dépenses. Les faibles augmentations de salaire que le Bureau a données aux enseignants étaient dues depuis longtemps et le fait de redonner aux enseignants les augmentations auxquelles ils ont droit avec raison ne peut que rencontrer l'approbation. L'augmentation des coûts d'entretien et des dépenses administratives suit la tendance générale des dépenses semblables et l'augmentation

des frais fixes est incontrôlable et n'est pas le résultat d'emprunts trop importants.

Dans ces circonstances, le Bureau central a rencontré un problème presque insurmontable. Pendant la dépression, le fardeau était porté en majeure partie par les enseignants, qui ont dû renoncer aux augmentations de salaires qu'ils auraient reçues à une époque plus prospère. Au cours des deux dernières années, le gouvernement a fourni une aide plus que nécessaire et, grâce à ces octrois - \$250,000 pour l'année scolaire qui se terminait le 30 juin 1942 et \$750,000 pour l'année qui se terminait le 30 juin 1943 - il a été possible de revenir à la coutume de donner des augmentations annuelles aux enseignants, et le Bureau y a réussi de justesse, mais la succession de déficits qui a débuté en 1936-1937 n'a pas cessé.

Le gouvernement a montré, en ces dernières années, une large et véritable compréhension des difficultés financières de la Commission scolaire protestante, et les octrois spéciaux dont je viens de parler ont réellement contribué à alléger ces difficultés. Je veux féliciter le premier ministre, le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) et le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) des actes qu'ils ont posés et de la sympathie qu'ils ont montrée.

Ces trois hommes ainsi que le gouvernement ont largement contribué à l'effort qui est fait pour apporter une solution aux problèmes financiers que rencontre encore le Bureau, mais j'espère qu'ils pourront faire davantage que dans le passé et qu'à mesure que le temps passe ils contribueront encore davantage aux coûts de l'éducation aux niveaux primaire et secondaire. Quand je dis cela, je voudrais qu'il soit clair que je pense que le gouvernement a traité le Bureau central de façon très équitable. Je suis pleinement conscient de l'ampleur des difficultés actuelles et du fait qu'il n'y a pas que des problèmes dans le domaine de l'éducation que nous devons rencontrer. Je crois que le gouvernement actuel a fait plus pour l'éducation que tous les gouvernements précédents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) s'éloigne du sujet de discussion qui porte sur la réorganisation Il entre dans le domaine de l'imagination en faisant un éloge fantaisiste d'une politique chimérique. Je suis bien prêt à approuver cette loi parce que, comme je l'ai dit, j'ai toujours voulu donner pleine et entière justice à la minorité protestante, mais je ne veux pas

que l'on s'éloigne du sujet pour faire de la politique avec cette question.

**Des députés ministériels** murmurent et rient.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne comprends pas le point d'ordre. Si la discussion ne devait porter que sur le bill à l'étude, il n'y aurait pas grand-chose à dire. Le chef de l'opposition nous a parlé de ses bonnes dispositions à l'égard de la minorité anglo-protestante, mais cela n'a rien à faire avec le bill et je crois que le député de Westmount-Saint-Georges a parfaitement le droit de parler comme il le fait. Pourquoi ne pourrait-il pas parler de différents aspects de la question?

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges):** Je comprends que le chef de l'opposition n'aime pas entendre dire que le gouvernement actuel a fait mieux que son propre gouvernement, mais c'est la vérité.

Il peut aussi comprendre les sentiments du chef de l'opposition quand il parle des progrès réalisés par le gouvernement actuel dans le domaine de l'éducation. Ses remarques n'ont pas plus dépassé le sujet que celles du chef de l'opposition, mais, si cela peut le consoler...

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** désapprouve le fait qu'on fasse de la politique ou, si on doit en faire, il veut donner l'avertissement que ce pourrait être pire pour ceux qui s'y essaient et qu'ils auraient à en subir les conséquences.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** répète que le gouvernement actuel a fait plus pour l'éducation que tout autre gouvernement précédent.

En conclusion, j'attirerai encore l'attention sur la nécessité d'avoir des évaluations plus uniformes ou plus égales et sur les revenus supplémentaires que cela apporterait à toutes les commissions scolaires. Je soulignerais que, pour la solution des problèmes financiers du Bureau central, il n'y a que deux choix qu'on peut considérer dans le moment présent.

Le premier consiste à donner au Bureau le pouvoir d'augmenter le taux scolaire uniforme; l'autre, à augmenter les contributions gouvernementales au coût de l'éducation dans la région métropolitaine. Le gouvernement actuel a fait plus pour la cause de l'éducation dans cette province qu'aucun gouvernement précédent, et je suis confiant que, grâce à l'attitude de progrès et de collaboration

qu'il a démontrée dans le domaine de l'instruction publique, la solution aux problèmes du Bureau central sera rapidement trouvée.

**M. Robinson (Brome):** Je veux féliciter le chef de l'opposition qui a démontré du respect et de la considération pour la minorité de cette province non seulement par des mots, mais aussi par ses actions et les actions de son gouvernement comme aucun chef de gouvernement en cette province ne l'a fait auparavant. Le député de Westmount-Saint-Georges dit que le gouvernement fait plus que tous les gouvernements qui l'ont précédé. Il regrette beaucoup que le discours minutieusement préparé et appris du député de Westmount-Saint-Georges revienne encore une fois sur la bonne vieille déclaration des libéraux, et il comble son propre parti et le gouvernement d'éloges pour ce qu'il est supposé avoir accompli pour l'éducation dans le passé.

Il semblerait que les libéraux devraient être plus ouverts d'esprit à ce moment-ci et de souvenir que, de 1936 à 1939, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui a été le premier, dans la province, à prouver réellement qu'il avait à cœur l'avancement de la cause de l'instruction. C'est l'Union nationale qui a plus fait qu'aucune autre administration pour l'éducation de la province en donnant \$50,000 au collège de Stanstead, \$300,000 au collège Bishop et de larges octrois aux autres écoles protestantes comme McGill. Par conséquent, il est injuste de dire que le gouvernement actuel a fait plus pour l'éducation protestante qu'aucun autre gouvernement quand il devrait savoir que sa déclaration est contraire aux faits.

C'est le gouvernement de l'Union Nationale qui a transformé l'intérêt public en capital humain. C'est dommage que le député de Westmount-Saint-Georges fasse de la politique en parlant d'éducation. On devrait laisser la politique de côté quand il s'agit de régler des questions d'éducation, car ce sujet devrait se situer à un niveau supérieur.

Il est satisfait de la législation et félicite tous ceux qui ont contribué à améliorer le système éducationnel des écoles protestantes de la province de Québec. Des hommes qui ont travaillé dur et intelligemment comme John Rhind, l'actuel président de la Commission scolaire protestante, Leslie Buzzell, A. H. Dunton et William M. Birks et leurs semblables méritent qu'on reconnaisse leur travail et leurs efforts. Considérant la question de l'éducation protestante comme un tout, il se demande comment les améliorations pourront fonctionner dans

les districts ruraux où les problèmes sont différents de ceux de la région métropolitaine, où les besoins sont grands et où il y a moins de chances de recevoir cette aide que dans la région métropolitaine.

Pour ce qui est de la suggestion du député de Westmount-Saint-Georges d'augmenter les taxes, le danger existe que les industries prennent la fuite si les taxes sont trop élevées; et cela peut causer la ruine des propriétés privées. La question d'argent est le gros et le seul problème de l'éducation protestante dans la province et il ne voit pas comment on pourrait se procurer cet argent. Le gouvernement pourrait peut-être donner des octrois plus importants, lui qui a tellement d'argent pour les usines de betterave à sucre, pour le rachat de la Montreal Light, Heat & Power, et il y a tellement d'argent disponible pour la guerre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Toute la question de l'éducation doit être étudiée d'une façon mature et désintéressée. Avec la nouvelle législation, le contrôle des écoles protestantes va être rendu plus efficace et de grands avantages vont en résulter pour toutes les écoles protestantes de Montréal.

La fusion des commissions scolaires protestantes avec la création de la Commission centrale des écoles protestantes date de 1925 et c'est la situation des protestants de Verdun qui en a assuré la création. Il existe déjà une tendance à la centralisation comme étant le meilleur remède aux problèmes des organisations locales, une centralisation qui respecte l'uniformité des méthodes d'enseignement, des programmes et des finances. Donc, l'expérience a démontré que la concentration apportait des améliorations, et ce bill permet une vaste centralisation qui apportera une aide plus efficace à l'éducation, spécialement en ce qui touche les enseignants. Le bill permet aux commissions locales de céder leurs droits ou une partie de leurs droits au Bureau central.

J'espère que les commissions locales prendront avantage de cette loi, parce qu'elle est importante pour la cause de l'éducation protestante sur l'Île. Le bill ne contient aucun esprit de contrainte et lui-même, pour sa part, ne veut rien faire qui puisse nuire à un sain esprit de communauté. Nous ne voulons pas toucher aux commissions locales, car les parents des écoliers s'y intéressent et il faut conserver ces institutions qui, par leur émulation et une concurrence amicale, développent un sain esprit de communauté. C'est une des raisons du maintien des commissions locales, dit-il. Les commissions scolaires rurales signifient que

des pères et des mères dans chaque communauté trouvent de l'intérêt et de la fierté dans les affaires de leur patelin, dit-il, et dans le succès de leurs écoles locales. Ils devraient poursuivre leur bon travail dans les questions spécifiques qui sont à l'intérieur de leur juridiction. Ce sentiment et cette attitude d'autonomie paraissent par exemple dans la croissance des associations parentales et scolaires dont la coopération vient en aide aux enseignants et aux commissions.

Je me réjouis qu'il ait été possible, avec l'aide des octrois que le gouvernement s'est fait un plaisir de donner, pour la commission de porter les salaires des instituteurs à plus de \$2,000 au bout de 15 ans. En fait, l'échelle actuelle des salaires payés démontre que:

1. une enseignante du primaire débute à un salaire de \$1,000 et atteint un maximum de \$2,000 en 15 ans;

2. une enseignante du secondaire débute à un salaire de \$1,500 et atteint un salaire de \$3,000 en 15 ans.

Ces salaires se comparent avantageusement à ceux payés dans l'industrie et dans le commerce et même dans le service civil. Il croit personnellement à la théorie du grand professeur dans une petite école.

Le problème scolaire existe non seulement à Montréal, mais dans toute la province et sans égard à la race ou à la religion. Il n'est en aucun cas local. Le gouvernement actuel étudie les moyens de venir en aide aux municipalités scolaires qui n'ont pas de revenus suffisants et d'aider au développement de l'éducation, d'une façon générale, sans augmentation de la taxe sur la propriété qui est déjà lourde.

On doit trouver un moyen de venir en aide aux commissions scolaires qui n'ont pas les moyens de régler leurs problèmes. On a mentionné l'idée que le remède consistait à prélever des taxes au niveau provincial. C'est une question. Une chose est sûre, c'est qu'il faut considérer la situation de l'immobilier. Le fardeau à ce niveau est lourd parce que le moyen de subvenir aux besoins financiers en éducation dans le passé était d'imposer des taxes sur les immeubles.

Le gouvernement a fait face à cette situation en augmentant considérablement ses octrois et dépenses trois fois plus que le gouvernement précédent dans l'éducation, sans vouloir nommer le gouvernement de l'Union nationale. Des déclarations ont été faites à quelques reprises selon lesquelles la part de la province en éducation est trop modeste, mais les chiffres ne viennent pas appuyer ces dires, pas pour les dernières années en tout cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste que le gouvernement essaie de faire de la politique avec le problème de l'éducation.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La propriété est surchargée de taxes de toutes sortes, à l'heure actuelle: taxe municipale, taxe scolaire, dîme, et il ne faudrait rien faire pour la grever davantage. Cela signifie que beaucoup de gens qui peuvent contribuer à payer le coût de l'éducation ne le font pas. Toutefois, il faut penser à l'éducation et trouver d'autres moyens de l'aider.

C'est pourquoi le gouvernement étudie les moyens à prendre pour arriver à ce but. Le projet n'est pas suffisamment mûri pour qu'il soit possible de soumettre dès maintenant une mesure législative à la Chambre, mais cela viendra. Tout indique qu'on pourra trouver une solution avantageuse sans accroître le fardeau des propriétaires.

Les hommes les plus en mesure d'aider à la cause de l'enseignement confient souvent leur propriété à une compagnie et, ainsi, leur fortune personnelle est soustraite au paiement de la taxe sur la propriété. Il faudrait trouver un moyen de répartir plus équitablement les revenus propres à assurer l'essor de l'enseignement.

Mon honorable ami le chef de l'opposition a parlé de ses bonnes dispositions à l'égard de l'honorable Scott, président du comité protestant, mais il a omis de dire qu'il avait démis de leurs fonctions tous les membres du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Fausseté! Cela ne s'est pas passé comme cela et le trésorier devrait le savoir. C'est le contraire qui s'est produit, comme je l'ai relaté plus tôt. J'ai demandé à Gordon Scott et à tous les autres membres du comité de rester en fonction. Si le gouvernement veut se servir de cette mesure pour faire de la politique, très bien, dit-il, il en subira les conséquences. Je me réserve l'occasion de rétablir les faits à ce propos, lors de la discussion des crédits budgétaires de l'instruction publique.

**M. Caron (Hull)** demande au chef de l'opposition s'il est maintenant pro-anglais.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis, ni n'ai jamais été, ni pro-anglais ni pro-français, mais j'ai toujours été et je reste pro-canadien. J'entends respecter les droits de tous.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** rappelle au député de Brome (M. Robinson) que le gouvernement actuel n'a pas négligé les écoles protestantes dans ses octrois. Il le réfère aux montants des subventions accordées aux comtés ruraux et qui ont augmenté considérablement.

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 20 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons passer le bill en troisième lecture pour bien montrer que nous ne faisons pas de politique avec la question de l'éducation, dit-il. Il avise cependant les membres du comité qu'il exposera ses vues quant à l'éducation et à la politique du gouvernement dans ce domaine lors de la discussion des crédits budgétaires.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 107 concernant le titre relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé dans le district de Montréal;

- bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec;

- bill 125 constituant en corporation la ville de Forestville;
- bill 130 concernant la succession de feu Sir Robert Gillespie Reid;
- bill 132 concernant la Société d'Entreprise du Canada;
- bill 136 modifiant la charte de la cité de Hull;
- bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 143 ratifiant une résolution de la Corporation du village de Tadoussac, et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, fixant les sommes payables comme taxes pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

## Projets de loi:

### Taxe de vente

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la taxe de vente soit maintenant lu une deuxième fois.

D'après moi, la taxe de vente est la plus juste que l'on puisse imposer et est infiniment supérieure en principe à l'impôt sur le revenu, car elle encourage l'esprit d'économie. Elle n'affecte le citoyen que s'il dépense son argent pour des choses non essentielles. Le gouvernement veut alléger de nouveau le fardeau du contribuable et des familles nombreuses en abolissant la taxe de vente sur un grand nombre de nécessités de la vie.

Ainsi, en autant que la chose sera possible, nous voulons exempter de la taxe de vente toutes les choses essentielles qui intéressent tout le monde. C'est le but de ce projet de loi et l'annonce de cette législation a été favorablement accueillie par la population.

À l'article de la loi qui contient les instruments et outils des cultivateurs exempts de la taxe, nous ajoutons les fils métalliques ou treillis pour clôtures; nous exemptons aussi les grains et moutures, les grains de semences, les engrais chimiques, les tuyaux de drainage pour fins

agricoles; nous exemptons aussi les livres imprimés, un article très en demande, les périodiques (journaux compris), les fournitures de classe pour les écoliers et étudiants (ceci ne comprend pas les crayons automatiques et les stylos), les savons et autres produits servant au nettoyage, les membres artificiels, les appareils d'orthopédie, le charbon, le bois de chauffage, la glace, etc. En vertu de cet amendement, on exempt également du paiement de la taxe certains articles essentiels, comme les vêtements et chaussures pour enfants de moins de 14 ans, habits, paletots, etc. Le gouvernement aide ainsi les familles nombreuses.

**M. Bourque (Sherbrooke)**<sup>1</sup>: Jusqu'à quel âge?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)**: Les vêtements d'enfants constituent dans le commerce une catégorie tout à fait spéciale de marchandises; il y a des vêtements et des chaussures qui sont fabriqués spécialement pour les enfants. La distinction est tellement nette que nous avons cru que la meilleure façon de les désigner était de les appeler tout simplement "vêtements d'enfants". En règle générale, il s'agit des enfants en bas de 14 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: À 14 ans, on n'est plus un enfant, on peut se marier.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord)**: L'âge du mariage, c'est 16 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Cette exemption sera difficile d'application, si elle n'est pas complètement inopérante. Qui décidera que les vêtements sont pour des enfants de 14 ans et moins? Souvent, des enfants de 12 ans habillent et chaussent plus que leur âge.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)**: La taxe de vente est certainement la plus juste que l'on puisse trouver. Elle est bien plus juste que l'impôt sur le revenu, car cette dernière forme de taxation ne tient pas compte de l'esprit d'économie des contribuables. La taxe de vente en tient compte. Elle ne pèse que sur la partie de revenu que le contribuable dépense pour des fins non essentielles. Elle n'affecte que l'homme qui dépense de l'argent, et cet impôt bénéficie par ailleurs de plusieurs exemptions; la deuxième doit être payée dès qu'un homme a un revenu.

Je tiens à signaler en passant que je suis d'avis que, si l'on persiste à enlever à l'individu, avant même qu'il ait songé à en disposer, une grande proportion du fruit de son travail, c'est un système décourageant. Où va l'initiative privée? Rien n'incitera plus l'homme à multiplier ses énergies, à risquer sa santé dans le travail. On détruit à la source l'encouragement au travail en taxant ce qui a été honnêtement gagné.

Si l'on continue de taxer une grosse part de revenu comme on le fait actuellement, un jour viendra où les gens n'auront plus d'ambition de gagner de l'argent. Si un homme gagne \$6,000 et qu'on lui en enlève \$2,000; s'il gagne \$8,000 et qu'on lui en enlève \$1,800 de plus, comment peut-on espérer que cet homme va déployer quelque initiative, qu'il va faire des placements, qu'il va donner son travail, sa santé?

Après la guerre, nous voulons tous vivre une vie meilleure. Il faudra alors trouver des moyens pour que l'homme reçoive une récompense généreuse et proportionnée à ses efforts. Il faut tenir compte de la nécessité de récompenser le labeur honnête. J'espère donc qu'après la guerre le gouvernement fédéral s'empressera de réduire l'impôt sur le revenu.

En vertu du bill, les liqueurs douces et les eaux gazeuses vont tomber sous le principe général de la taxe de vente. Elles ne seront taxées que lorsque le total des achats sera de plus de 10 sous. Bref, cet amendement à la taxe de vente sera de nature à aider les familles nombreuses. Mais j'espère que le gouvernement pourra sous peu apporter d'autres adoucissements aux taxes provinciales.

C'est la ville de Montréal qui a inauguré le régime de la taxe de vente. Son parrain fut M. Henry Auger et Me Omer Côté et d'autres amis du chef de l'opposition ont appuyé la proposition. Plusieurs villes ont adopté cette forme de taxation, que le gouvernement a ensuite étendue à toute la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris de la déclaration du trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) à l'effet que la taxe de vente est la plus juste. Son discours prouve non seulement l'amour mais la vénération toute particulière qu'éprouve le gouvernement à l'égard de la taxe de vente. Je ne partage nullement ces sentiments.

La taxe de vente est une taxe injuste, inique, malsaine, nuisible au crédit de la province, intempestive, inopportune, tracassière, antifamiliale, antisociale et antinationale, imposée au peuple par l'administration libérale.

Lorsqu'il a lancé son dernier emprunt de \$9,750,000, le gouvernement a dit dans son prospectus que la taxe de vente allait rapporter cette année \$13,000,000. De deux choses l'une: si le gouvernement avait l'intention de réduire la taxe de vente, comme il prétendait le faire, il avait tort d'annoncer à l'avance que cette taxe rapporterait \$13,000,000, son prospectus était faux; si, d'autre part, la taxe va rapporter encore \$13,000,000, il est évident que les exemptions que l'on prétend apporter ne riment à rien. Et, s'il n'a pas dit la vérité, alors il a obtenu l'argent sous de faux prétextes.

La taxe de vente pèse lourdement, particulièrement sur les ouvriers et les familles nombreuses. L'État doit percevoir des revenus de ceux qui peuvent payer pour les services rendus, sans être privés, gênés plus qu'il ne le faut. Or, la taxe de vente s'applique sur tous les articles de 10 sous et plus. Elle affecte les pauvres plutôt que les riches et le gouvernement l'a imposée en temps de guerre, alors que les grosses familles sont obligées de payer plus cher les articles essentiels. Ce sont les petits, les pauvres, ceux qui font une multitude de petits achats qui paient. Cet impôt est calculé sur chaque article acheté et non sur le total des achats. Il est d'autant plus lourd à supporter que le coût de la vie a augmenté sensiblement.

En même temps que le gouvernement de Québec imposait la taxe de vente et bien d'autres taxes vexatoires et injustes, le gouvernement fédéral faisait la même chose. La taxe de vente est non seulement calculée sur le prix de la marchandise, mais sur le prix de cette marchandise auquel on a ajouté toutes les taxes du fédéral et sur toutes les autres taxes intermédiaires qui peuvent affecter le produit. L'Union nationale l'abolira complètement, parce que la taxe de vente imposée par Québec en la superposant aux taxes d'Ottawa, c'est la taxe de la taxe et de la surtaxe. En d'autres termes, la taxe de vente provinciale de 2 % n'est pas calculée sur le coût de la marchandise, mais sur une myriade d'autres taxes.

Il y a plus encore. La taxe de vente n'est pas un impôt d'une nature provinciale, puisque les provinces ne sont autorisées qu'à imposer des taxes directes. Le gouvernement doit donc prendre des moyens détournés pour l'imposer et faire de tous les marchands qui la perçoivent les employés de la province. La taxe de vente sape à sa base la liberté du commerce. Les marchands sont obligés de se procurer des permis et de se faire percepteurs d'impôts pour le compte du gouvernement. Nous ne sommes plus dans un pays de liberté, mais dans un

pays de restriction. Aujourd'hui, on ne peut plus rien faire: voyager, acheter, se promener, manger, boire, sans avoir la permission de quelqu'un ou sans payer cette taxe. Il faut obtenir des permissions pour tout. C'est effrayant. Toutes nos activités sont espionnées.

Avec les rationnements qui nous sont imposés, les restrictions de toutes sortes et la perception des taxes pour le compte du gouvernement, elles causent des préjudices sérieux aux commerçants qui sont obligés de se procurer du personnel pour ramasser les coupons et des secrétaires pour faire des rapports au gouvernement et exécuter la besogne de ce dernier. Elle en fait malgré eux des fonctionnaires de l'État. Cette loi est inique et tracassière. Est-ce que ce n'est pas le devoir de tout bon administrateur de protéger le chef de famille nombreuse, d'aider la mère de famille d'équilibrer son budget? Or, la taxe de vente pèse encore plus qu'il ne faut sur nos familles nombreuses. C'est donc une taxe antifamiliale.

Le gouvernement prétend maintenant que les choses essentielles seront exemptées de la taxe de vente. Pourquoi pas sur l'électricité qui se vend à des taux exorbitants? Pourquoi taxer les chaussures? À moins que le gouvernement ne nous prenne pour des va-nu-pieds.

Il (M. Duplessis) se dit satisfait de voir que le charbon, le bois, la glace seront dorénavant exemptés de la taxe de vente, mais il se déclare surpris que, contrairement à ce que dit le trésorier, le gouvernement n'ait pas exempté l'électricité essentielle dans les temps modernes, selon l'administration libérale même qui a nationalisé l'électricité il y a deux semaines. C'est une autre attrape. Les exemptions que l'on propose sont un trompe-l'œil à la veille des élections et ont pour but d'éviter que les gens pensent que, dans ce pays, il est temps que le rationnement remplace le raisonnement et que les restrictions remplacent le bon sens.

Ce n'est pas cela qu'il faut. Ce n'est pas cela que le peuple veut. Il veut l'abolition de cette taxe odieuse et c'est ce que nous allons faire. Nous allons abolir cette taxe dès que nous serons au pouvoir, dans quelques semaines. Le gouvernement dit qu'il enlève la taxe sur les choses essentielles. Or, l'électricité pour usage domestique est aujourd'hui une chose essentielle et le gouvernement n'enlève pas sa taxe sur les factures d'électricité qui sont déjà taxées par Ottawa. Il faudrait spécialement en exempter les comptes d'électricité, taxés à la fois par la province (2 %) et Ottawa (8 %) sur le compte payé, puisque l'électricité n'est pas considérée comme un objet de luxe.

Et cette taxe sur les comptes d'électricité est établie sur le compte lui-même et non sur la quantité de courant électrique utilisée. M. Bouchard déclare que l'Hydro-Québec ne supprimera pas la taxe fédérale sur l'électricité. Le projet de loi actuel ne la fait pas disparaître non plus, de sorte que notre population reste très lourdement taxée.

On exempte les chaussures d'enfants, mais les chaussures des adultes restent sujettes à la taxe de vente et, comme les chaussures vendues présentement sur le marché sont de pauvre qualité, il faut s'en procurer deux paires au lieu d'une pour être convenablement chaussé. Les communautés religieuses sont même astreintes au paiement de la taxe de vente. J'ai reçu des représentations de leur part à ce sujet.

La taxe de vente n'est pas, de sa nature, une taxe provinciale. Cette taxe fait tort à notre commerce, car les provinces voisines ne l'ont pas. Elle est plus apparente encore dans le cas de villes frontières. C'est ainsi que le commerce de la ville de Hull souffre et que la ville d'Ottawa bénéficie de la situation. C'est une taxe qui nous place dans une position très désavantageuse et elle nous met dans un état d'infériorité particulièrement vis-à-vis de la province de l'Ontario. Le gouvernement vient de faire quelques changements trompe-l'œil à la loi. Ces changements vont rendre la perception de la taxe encore plus compliquée, onéreuse et difficile.

Les nouvelles dispenses du trésorier n'ont pour objet que de faire passer l'exemption sur les liqueurs douces et les eaux gazeuses. D'ailleurs, la taxe sur les liqueurs douces n'aurait jamais dû être imposée. Je suis étonné de constater que le trésorier la fait disparaître quand il répondait à une déclaration, l'an dernier, que l'on compliquerait la situation en faisant disparaître une taxe juste et facile de perception.

Si encore, après avoir imposé toutes ces taxes, le gouvernement épargnait et faisait des économies! Mais non, il n'en est rien. Le gouvernement, depuis qu'il est au pouvoir, a perçu en taxes et en revenus additionnels \$50,000,000 de plus par année que l'Union nationale n'eût jamais à sa disposition, soit environ \$200,000,000 pendant quatre ans, grâce à ses nouvelles taxes et à la disparition du chômage, mais il n'a pas payé un sou de la dette et n'a pas réduit les taxes. Même, il a augmenté la dette de \$74,000,000. Le trésorier provincial ferait bien de supprimer cette taxe complètement.

L'année dernière, pendant la Conférence de Québec, M. King est allé acheter quelque chose à la



pharmacie du Château Frontenac et il a dit que la taxe de vente n'aurait jamais dû être imposée, lui qui a imposé une taxe de vente fédérale de 8 %. On va dire que c'est la faute à Duplessis si la taxe a été imposée. Ce n'est pas le temps de donner de minces et prétendues consolations aux électeurs, à la veille des élections, c'est le temps d'abolir complètement la taxe de vente odieuse, si le gouvernement veut faire croire à un peu de sincérité. Le premier ministre ne tient pas sa promesse de supprimer la taxe qui arrachera encore plus de un million de dollars par mois aux familles nombreuses.

Mais l'attente du peuple ne sera pas longue et bientôt nous abolirons cette taxe de vente injuste, inique, tracassière, antifamiliale, antinationale, et nous modifierons l'assiette des taxes selon des données scientifiques, modernes et équitables, dès notre retour au pouvoir. Lorsque nous reprendrons le pouvoir, nous abolirons la taxe de vente à laquelle mon parti s'est toujours opposé.

En fait, pas une seule municipalité du Québec n'a été autorisée à imposer pareille taxe lorsque j'étais le premier ministre de la province. En attendant, nous ne pouvons pas nous opposer à la légère amélioration que le gouvernement prétend vouloir apporter aujourd'hui par ce projet de loi. Je voterai pour.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition laissera sa marque dans l'histoire comme l'homme qui a fait la promesse la moins tenue. J'ai d'ailleurs été surpris de l'entendre. Aurait-il oublié ce que disait le *Petit catéchisme des électeurs* de l'Union nationale, en 1936?

**M. Barrette (Joliette):** Passez-nous donc un de ces petits livres. Nous n'en avons plus, nous autres.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'Union nationale avait promis, en 1935 et en 1936, d'abolir toutes les taxes, les 111 taxes du Parti libéral. Combien de taxes le chef de l'Union nationale a-t-il fait disparaître après son arrivée au pouvoir, de 1936 à 1939? L'Union nationale posait la question suivante: "Le régime Taschereau, fidèle à ses promesses, a-t-il fait disparaître les taxes?" Changeons la question: Le régime de l'Union nationale, fidèle à ses promesses, a-t-il fait disparaître les taxes?

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons réduit le permis de conduire des automobilistes de \$5 à \$2.50.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Vous ne l'avez pas fait disparaître. Vous l'avez réduit à \$2.50 et, du même coup, vous avez augmenté la taxe de la gazoline de \$0.02.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est l'exacte vérité. Le gouvernement du temps n'avait pas promis de les réduire, mais bien de les abolir et l'Union nationale n'en a aboli aucune.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais nous avons aboli les taxes que devaient payer les municipalités pour le chômage. Avant notre arrivée, les municipalités payaient un tiers pour le chômage et, nous, nous avons payé 100 %.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Vous avez allégé le coût du permis de conduire de \$2.50, sans l'abolir, et vous avez fait payer \$2,000,000 de plus aux automobilistes pour leur gazoline en augmentant de \$0.02 la taxe. Dans un cas, le chef de l'opposition a accordé une réduction de \$300,000, mais, dans l'autre, il a imposé une augmentation des revenus de \$2,000,000. L'Union nationale a aussi augmenté l'impôt sur les compagnies. Et le même homme vient nous dire: "La taxe de vente est antisociale." En 1935, lorsque le chef de l'opposition a parlé à l'assemblée où il prétend avoir vu 90,000 personnes...

**Des députés ministériels** rient.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** ... il a promis sur l'honneur qu'il ferait abolir la taxe de vente municipale à Montréal...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais promis d'abolir la taxe de vente à Montréal, lors de mon assemblée au stade.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** ... Il n'a pas tenu cette promesse plus que les autres. Il n'a encore rien fait de tel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai toujours été contre la taxe de vente et, lorsque j'étais au pouvoir, j'ai toujours refusé aux municipalités le droit d'en créer une.

**Un député ministériel:** Sauf à Montréal!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Et c'est ce même homme qui nous promet, encore aujourd'hui: "Lorsque je serai au pouvoir, je l'abolirai." Cela ne se fera pas parce que l'Union nationale ne reviendra pas au pouvoir avant 40 ans. Le peuple se souvient trop bien de ses dépenses extravagantes. Mais, même si, par malheur, l'Union nationale revenait au pouvoir dans plusieurs années, elle serait incapable d'abolir la taxe parce qu'à cause du génie financier de son chef et l'appétit de ses amis, les dépenses ne feraient encore qu'augmenter.

Tout le monde connaît ce régime de prodiges, de gens qui n'ont pas le sens de l'économie, qui dépensent plus que leurs moyens et qui ont fait enrichir leurs amis. Ils vont augmenter les dépenses et ne seront jamais capables d'abolir la taxe de vente. Il n'y a aucun danger, du reste, que le chef de l'opposition revienne au pouvoir.

Dans mon comté, j'essaie parfois de faire son éloge à de bons électeurs qui étaient autrefois ses amis et ils me répondent invariablement: "Ah non! On l'a essayé une fois et c'est assez." Jamais le peuple ne voudra revoir ce gouvernement dont les favoris ont voulu s'enrichir trop vite.

**M. Caron (Hull):** J'ai toujours prétendu et je prétends encore que la taxe de vente, contrairement à ce qu'a dit le trésorier provincial, n'est pas une taxe juste. Elle est vexatoire. J'ai été le seul député libéral à voter avec l'opposition contre l'imposition de cette taxe. Dire qu'une taxe est juste parce que tout le monde la paie également, c'est affirmer un principe faux et ça ne tient pas debout. On atteint des gens qui n'ont pas le moyen de payer. Le seul principe qui ait du bon sens, c'est d'aller chercher de l'argent dans la poche de ceux qui en ont. Quand on frappe tout le monde également, on frappe des gens qui n'ont pas le moyen de payer et ce n'est pas juste. Cette taxe est injuste, tracassière.

Mais je serais de mauvais compte si je ne reconnaissais que le gouvernement fait quelque chose de bien et doit être remercié, car tout de même le présent bill améliore un peu la situation. L'abolition de la taxe de vente sur un grand nombre d'articles va aider la population et dégrever quelque peu les familles nombreuses. J'approuve de tout cœur cette amélioration. Je sais que je ne peux faire disparaître complètement, cette année, cette taxe qui affecte particulièrement les citoyens de Hull que je représente, mais j'obtiens quelque chose.

La ville de Hull se trouve dans une situation défavorable. En effet, la taxe de vente a causé beaucoup de tort aux marchands de Hull, à cause du voisinage d'Ottawa où il n'y a pas de semblable impôt. Elle est une source de tracasseries pour les acheteurs de Hull même si elle n'implique pas un montant considérable. De plus, c'est une taxe qui pêche contre le principe posé dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, à l'effet qu'il ne doit pas exister de douanes entre les provinces. Or, une automobile achetée à Ottawa, en Ontario, où il n'y a pas de taxe de vente, est taxée à Hull, dans le Québec.

Pour ma part, je vais continuer de demander qu'on abolisse la taxe de vente le plus tôt possible. Au chef de l'opposition, je dirai que celui qui crée la taxe est moins à blâmer que celui qui est la cause véritable. Le gouvernement a dépensé \$120,000,000 en une année et il a accumulé des déficits au point que le crédit de la province en a été affecté. Nos amis d'en face se sont dit: "Dépensons et endettons la province, ceux qui viendront après nous devront imposer des taxes et nous essaierons de les battre en leur reprochant les impôts dont nous sommes responsables."

Je n'aime pas la taxe de vente, mais je comprends que l'administration de l'Union nationale de 1936 à 1939, avec ses déficits et ses orgies de dépenses, est la cause directe de cette taxe. Je déteste la taxe de vente, mais je la préfère de beaucoup au retour au pouvoir d'un régime comme celui de l'Union nationale qui pourrait nous apporter de nouvelles taxes. Le gouvernement fait un grand pas et améliore la situation. Puisque je ne puis obtenir un gros pain tout de suite, j'accepterai un petit pain et je voterai en faveur du bill.

**M. Paquette (Labelle):** Le député de Hull (M. Caron) a dit qu'il préférerait encore la taxe de vente au retour de l'Union nationale. C'est dire qu'il veut être élu et qu'il préfère sa propre situation à l'intérêt de ses électeurs.

Il y aurait beaucoup à dire sur les orgies de dépenses de l'Union nationale dont a parlé le député de Hull. Lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, elle avait à faire face à \$55,000,000 de dettes de l'ancien régime, sans compter les milliers de familles qui avaient besoin de secours. Il fallait, en plus de payer ces dettes, faire vivre les chômeurs, de 1936 à 1939, et le gouvernement Duplessis a fait son devoir sous ce rapport. Le gouvernement de l'Union nationale a dépensé des dizaines de millions pour empêcher les gens de crever de faim. On ne peut

donc le blâmer d'avoir dépensé. Le député de Hull devrait être le dernier à nous reprocher d'avoir donné du travail et du pain.

Le chef de l'Union nationale a donné une administration saine des finances de la province. Si le gouvernement tient à parler de dépenses abusives, nous lui parlerons de certaines dépenses récentes, de certains petits scandales qui se sont produits dans les constructions récentes, sur lesquels d'ailleurs nous aurons l'occasion de revenir. Je fais remarquer ce fait au procureur général (l'honorable L. Casgrain).

En ce qui concerne les déclarations du trésorier provincial au sujet de la taxe sur le revenu, ce sont les régimes libéraux, à Québec et à Ottawa, qui ont eu recours à la tactique de la taxation abusive et outrancière imposée à la population. Le trésorier devrait faire de la propagande auprès de ses amis d'Ottawa.

Nous pensons comme le trésorier quant aux taxes qui découragent l'homme. La loi manque de clarté et sera inapplicable. Elle dit, par exemple, que les vêtements d'enfants seront exempts de la taxe. En fait, les exemptions accordées sur les vêtements d'enfants profiteront surtout à des milliers de femmes dont la taille pour s'habiller ne dépasse pas celle des enfants de 13 et 14 ans, car 50 % des femmes s'habillent avec des robes de 12 à 14 ans. Cela me réjouit, mais cela indique aussi que la loi sera inopérante, et une loi inopérante est une mauvaise loi. Vous ne saurez où commence l'adulte et finit l'enfant.

Le gouvernement entend-il faire payer la taxe aux enfants qui portent le pantalon? C'est une loi qui fera le désespoir des marchands honnêtes et qui sera cause de nombreuses poursuites. Mes remarques, je les fais dans un bon esprit et je demande au gouvernement de les prendre en considération. Pour que la loi soit appliquée convenablement, il faudra toujours avoir un baptistaire dans ses poches.

La taxe sur les liqueurs douces ne peut s'appliquer équitablement et est également une mauvaise loi. Le gouvernement devrait supprimer la taxe sur l'huile de foie de morue et les produits pharmaceutiques pour le plus grand bien de la population. Le premier ministre, qui sourit en ce moment, devrait ajouter ces produits à la liste des produits exempts. Il est absolument illogique de faire payer une taxe sur l'huile de foie de morue et tous les produits essentiels au bien-être et à la santé matérielle de la population. Ceux qui sont pauvres et malades devraient au moins être privilégiés. Tout le monde doit reconnaître que cette taxe de vente est injuste. Elle pèse sur les petits, les familles nombreuses. Il faut la faire disparaître.

**M. Labbé (Mégantic):** Le procureur général s'est promené dans mon comté avec son petit catéchisme dont il a parlé tout à l'heure et il a été un des principaux artisans de la défaite du gouvernement, lors de l'élection partielle de Mégantic. La loi que nous sommes en train d'étudier est une mesure de dernière minute prise par un gouvernement repentant qui agonise. Je souhaite que la taxe de vente, qui n'aurait jamais dû être imposée, disparaisse à 100 %.

La motion principale est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**Des députés de l'opposition** insistent pour que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill clause par clause, malgré l'heure tardive; il est 5 h 55.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"L'article 12 de la loi de l'impôt sur la vente au détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88) est modifié:

"a. En remplaçant le paragraphe *i* par le suivant:

"i. Aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour le besoin de sa ferme;"

"b. En ajoutant au paragraphe *l*, les mots:

", aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie";

"c. En remplaçant le paragraphe *t* par le suivant:

"t. Aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;"

"d. En remplaçant le paragraphe *v* par les suivants:

"v. Aux grains et moutures, graines de semences, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

"w. Au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

"x. Aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

"y. Aux ventes pour un prix de dix cents ou moins."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une loi de camouflage passée à la veille des élections. Le trésorier peut-il préciser ce qu'il entend par "enfant" et peut-il dire ce que la loi représente comme réduction de taxes?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les exemptions stipulées représentent une diminution de revenus d'environ \$1,500,000 et pourraient faire perdre aux municipalités à peu près \$500,000. Dans le prospectus signalé par le chef de l'opposition, j'ai fait une estimation honnête des revenus provenant de la taxe de vente pour 1943-1944; ils ont été, en fait, de \$13,460,000. Pour l'année qui vient de débiter, on a trouvé le moyen de compenser la perte des revenus de la taxe de vente.

**M. Paquette (Labelle):** C'est le moment pour le gouvernement d'exempter de la taxe les produits pharmaceutiques. Un beau geste dans l'intérêt des malades?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La question a été étudiée, mais, dans l'intérêt public, on a cru qu'il valait mieux limiter l'exemption aux remèdes achetés sur prescription du médecin. Il y a déjà une loi à cet effet. Est-ce qu'il serait vraiment dans l'intérêt public d'accorder des privilèges aux sirops calmants et aux remèdes patentés? Il y en a des bons, mais il y en a aussi de moins bons. Si un homme est assez malade pour consulter un médecin, il n'a pas à payer de taxe pour ce qu'il achète chez le pharmacien sur ordonnance de son médecin. Dans l'intérêt général, je crois donc qu'il est plus sage de limiter les exemptions aux prescriptions de médecins.

L'article 1 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 25 avril 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Municipalités du canton de Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 26 concernant les municipalités de la partie ouest du canton Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Division territoriale de la Gaspésie

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 27 modifiant la division territoriale de la Gaspésie.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### Emprunts des commissions scolaires de Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28

concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Code de procédure civile

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 30 modifiant le Code de procédure civile.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Associated Gospel Churches in the Province of Quebec

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill 114 constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec ayant pour objet la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### La Saint-Jean-Baptiste

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a quelques années, nous avons amendé le Code de procédure civile de façon à inclure la Saint-Jean-Baptiste au nombre de nos fêtes légales. Or, à Ottawa, un décret a été émis l'an dernier pour mettre de côté, contrairement à la Constitution, notre Code de procédure civile et proclamer que ce jour n'était plus une fête légale, et a décidé que les banques resteraient ouvertes le 24 juin. De nombreuses protestations ont été formulées contre ce décret. Il ne faut pas de cette façon laisser intervenir Ottawa dans nos affaires de Québec. Je demande au gouvernement de prendre des mesures pour que fête patronale des Canadiens français soit respectée et considérée réellement comme fête légale.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Saint-Jean-Baptiste, fête des Canadiens français, est restée fête légale en tant que nos lois provinciales sont concernées, même si les banques sont ouvertes. Comme d'habitude, elle sera observée comme fête légale cette année partout dans la province. Nous ferons respecter cette fête dans la mesure qui dépend de nous; des représentations seront faites à qui de droit à ce sujet.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Commissions scolaires

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le 12 janvier dernier, *Le Devoir* de Montréal a annoncé la centralisation des commissions scolaires rurales et la disparition de l'école de rang. Le lendemain, je démentais cette rumeur. En mars, *Le Devoir* revenait à la charge et parlait de la création de commissions scolaires de comté. Certaines commissions ont été effrayées de cette rumeur. M. Napoléon Veilleux, de la Beauce, qui est l'initiateur d'un groupement qui compte une trentaine de commissions scolaires sur un total de 1,900 qui existent dans la province, a envoyé des séries de lettres circulaires pour demander aux corporations scolaires et aux cercles de l'U.C.C. de faire parvenir des protestations au gouvernement. Je crois qu'il est de mon devoir de donner un démenti formel de cette rumeur sans fondement. Je tiens à nier fortement cette rumeur. Il n'a pas été question de créer des commissions scolaires de comté ni de faire disparaître l'école de rang.

Le Conseil de l'instruction publique est en train de faire une vaste enquête sur toute la question de l'enseignement. Un sous-comité s'est penché sur la question de la fréquentation scolaire et, suite à son rapport, une loi sur la fréquentation scolaire obligatoire a été adoptée. Un autre sous-comité est présentement en train d'étudier l'uniformité des manuels scolaires et un autre étudie le problème particulier de l'administration des commissions scolaires. Le comité catholique a sollicité là-dessus les suggestions des intéressés, mais il ne s'est pas encore mis directement à l'étude de ce problème. J'ignore absolument s'il a l'intention de préconiser des réformes et quelle peut être la nature de ces réformes. J'affirme que, jusqu'ici, le gouvernement n'a reçu aucun rapport du comité de l'instruction publique. Il est donc inexact de dire que le gouvernement projette de centraliser les commissions scolaires rurales ou de faire disparaître les écoles de rang.

#### Projets de loi:

##### Taxe de vente

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 modifiant la taxe de vente.

**En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Nonobstant toute loi ou règlement au contraire, les exemptions prévues à l'article 12 de la loi de l'impôt sur la vente en détail, comme il est modifié par la présente loi, seront, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1944, les seules exemptions applicables à la taxe de vente imposée par toute corporation municipale, en substituant dans le paragraphe *r* dudit article les mots "en dehors du territoire assujetti à la taxe" aux mots "en dehors de la province".

**M. Gagnon (Matane):** Combien y a-t-il eu de poursuites prises pour percevoir cette taxe?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le gouvernement a dû prendre 3,000<sup>2</sup> poursuites en vertu de cette taxe qui a rapporté \$13,400,000 l'an dernier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y a eu 3,000 poursuites en vertu de la loi de la taxe de vente, mise de l'avant contre les marchands qui sont incapables de tenir un dossier de leurs ventes, c'est un signe que cette taxe se perçoit difficilement. Et ce sera pire quand elle sera appliquée. Cet impôt rapporte \$13,500,000 par année, ce qui fait \$45 de l'heure, \$1,000,000 par mois et \$52,000,000 en quatre ans que l'on arrache aux contribuables de la province. C'est un fardeau trop lourd pour un gouvernement qui se vante d'administrer avec économie. Cette taxe pourrait être abolie sans nuire au budget si le gouvernement ne s'engageait pas dans des entreprises téméraires comme celle de la Montreal Light, Heat & Power Cons. et d'autres semblables.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement ne peut tout faire d'un seul coup. Ce n'est pas pour son plaisir qu'il garde une partie de la taxe de vente. Il a réduit les dépenses de \$110,000,000 à \$90,000,000, il a augmenté les revenus, il a accompli des œuvres essentielles et il a payé, au cours des trois dernières années, \$35,000,000 de dettes de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'a aucune raison d'être fier de l'entreprise de Saint-Hilaire. Le projet d'usine de sucre de betterave à

Saint-Hilaire représente un scandale dans lequel \$3,000,000 de l'argent de la province ont été gaspillés. Après trois ans, l'usine n'est pas encore terminée, aucun sucre de betterave n'a été fabriqué et on a acheté de l'outillage vieux de 40 ans qui s'est avéré inutilisable en cette période de progrès où les méthodes changent continuellement. Le sol dans lequel on devait construire les bâtisses était de nature telle qu'il a fallu poser des fondations d'une profondeur de 50 pieds avant de commencer la construction proprement dite des bâtisses. Ce projet a été mal conçu, mal dirigé et inopportun.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si le chef de l'opposition voulait me trouver une recette pour augmenter les octrois et diminuer en même temps les taxes, ça ferait bien l'affaire du gouvernement. D'ici là, le gouvernement vit selon ses moyens et ne dépense pas plus que son revenu.

L'administration actuelle a réduit les dépenses de \$110,000,000 à \$90,000,000 et a augmenté les revenus. Le principe de la taxe de vente est juste. Le gouvernement libéral devait payer les dettes de l'ancien gouvernement. Puisqu'il est admis qu'il faut des revenus à un gouvernement, il est évident qu'on ne doit pas placer tout ce fardeau sur la propriété. Les propriétaires ont assez de taxes à payer maintenant.

**M. Paquette (Labelle):** Pourquoi ne pas ajouter dans cette loi les produits pharmaceutiques? Il est injuste et déplorable de taxer les remèdes que les familles pauvres vont acheter chez le pharmacien; elles n'ont pas les moyens, elles, d'aller trouver le médecin pour se procurer une prescription. Tout le monde achète des calmants, des stimulants, des médecines d'usage courant sans se procurer au préalable une prescription du médecin. Il se vend 95 % des remèdes sans ordonnance. Ainsi, peu de familles se paient constamment des prescriptions de médecins.

On devrait donc les exempter de cet impôt en enlevant la taxe sur les produits pharmaceutiques et thérapeutiques. Ces produits nécessaires aux pauvres devraient être inscrits sur la liste des exemptions avec plus de raison que les livres et les revues, dont un bon nombre devraient plutôt être bannis. La santé avant tout.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les médicaments prescrits par les médecins bénéficient déjà de l'exemption de la taxe de vente.

L'exemption sur les périodiques comprend aussi les journaux, de sorte que les journaux vendus en lots, ou qui coûtent plus de 10 cents, se trouvent à bénéficier de l'exemption de l'impôt sur les ventes au détail.

**M. Paquette (Labelle)** prend note de l'admission du trésorier que l'application de la clause d'exemption pourrait donner lieu à des échappatoires relativement à la taille et à la pointure en ce qui concerne les vêtements et les chaussures d'enfants

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La taxe de vente est une taxe superposée à d'autres taxes; elle pèse lourdement sur les contribuables; elle fait monter le prix de la marchandise, parce que les marchands doivent augmenter leur personnel pour la percevoir, ce qui en fait une taxe encore plus injuste.

Le trésorier a dit que l'Union nationale avait dépensé \$50,000,000 de plus que ses revenus par année. Le trésorier dit qu'il a réduit les dépenses et augmenté les revenus. En admettant pour l'instant que ce soit vrai, il n'en demeure pas moins que nous avons nourri et habillé du monde. L'Union nationale a exécuté partout de grands travaux et fait surgir partout des œuvres telles que le pont Pie IX, le pont Charlemagne, il a raccourci l'autoroute entre Montréal et Québec de 20 milles. Mon gouvernement a donné \$35,000,000 aux cultivateurs. J'avoue que le premier ministre est un homme charmant, que j'aime beaucoup, mais, comme premier ministre, il a échoué lamentablement.

En quatre ans, alors que ce gouvernement a reçu \$200,000,000 de plus que le gouvernement de l'Union nationale, qu'a fait le gouvernement avec ces revenus? Où sont les travaux du gouvernement, à part le chemin de M. Bouchard, l'autoroute Sir Wilfrid Laurier? Il y a bien la route de Sillery, à Québec, mais elle a coûté \$75,000 du mille et coûtera, une fois terminée, \$300,000 pour une distance d'un peu plus de 3 milles, de Sillery jusqu'au pont de Québec. Le problème, c'est que ce gouvernement a gaspillé de l'argent à droite et à gauche, a embauché des milliers d'employés supplémentaires au coût de \$1,000,000 par année à une période où les pouvoirs de la province avaient été cédés aux autorités fédérales.

Il n'y a aucune raison pour laquelle la taxe de vente devrait être maintenue. Elle décourage le commerce et nous place dans une position inférieure de concurrence face aux autres provinces. Il serait préférable de laisser tomber la taxe de vente au lieu de s'embarquer dans des entreprises qui pourraient nous ramener 25 ans en arrière.

En outre de la taxe de vente provinciale de 2 %, il y a la taxe fédérale de 8 % et la taxe municipale de 2 %. C'est donc 12 % que les contribuables doivent payer de plus quand ils vont faire leurs emplettes. Nous devrions abolir cette taxe complètement. Le gouvernement devrait également supprimer la taxe de 2 % sur les comptes d'électricité, puisque l'électricité se vend trop cher.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Nous avons réduit les dépenses de \$20,000,000 et nous avons équilibré le budget, mais nous ne pouvons faire disparaître la taxe de vente tout d'un coup. Et puis la taxe de vente est en vigueur aux États-Unis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutefois, elle n'est pas une taxe fédérale. Le président Roosevelt n'a jamais voulu l'autoriser et ici, il y en a une de 8 %.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je suis surpris de constater que le chef de l'opposition n'est pas content de voir que le gouvernement allège le fardeau des contribuables. Si le chef de l'opposition est contre la taxe de vente, il devrait approuver la réduction importante que nous proposons, lui qui en demande l'abolition. En allégeant ce fardeau de \$1,500,000, comme le revenu total était de \$13,500,000, le gouvernement reste avec \$12,000,000 de revenus provenant de la taxe de vente. C'est exactement ce qu'il faut à la province pour payer l'intérêt et l'amortissement des dettes que l'Union nationale, de 1936 à 1939, nous a laissées en héritage. Le gouvernement devait trouver de l'argent quelque part pour payer la dette provinciale.

Le gouvernement remplit ses promesses électorales. Il avait promis de rétablir la situation financière en payant les dettes contractées par le gouvernement de l'Union nationale et c'est ce qu'il fait. Le gouvernement ne taxe pas par plaisir, mais pour payer les dépenses nécessaires et utiles et pour équilibrer le budget. Il tient sa promesse d'assainir les finances, ce qui a donné comme résultat qu'il a pu commencer à réduire les taxes.

Nous avons pris l'administration de la province sur le bord de la banqueroute. Le chef de l'opposition dit que nous n'avons rien fait! Mais ignore-t-il donc que nous avons terminé la construction de l'Université de Montréal ou que nous l'aurons définitivement terminée cette année? Nous avons multiplié par trois le budget de l'Instruction publique, parce que nous croyions que ces dépenses s'imposaient pour la préparation de l'avenir de la province.

Nous avons soutenu et développé l'agriculture en dépit des mesures hostiles de l'opposition. Nous avons, à côté de l'agriculture, fait surgir des industries nouvelles. Nous avons mécanisé les travaux de la ferme et des lots de colonisation. Le chef de l'opposition nous a reproché l'établissement d'une fabrique de sucre de betterave, mais les cultivateurs lui ont donné la réponse qui convenait en signant 10,000 acres de culture de la betterave pour alimenter la fabrique.

(Applaudissements à droite)

Et, en dépit de tout cela, même en temps de guerre, nous avons payé \$35,000,000 des dettes de l'Union nationale.

Le gouvernement a, depuis une couple d'années, aboli les péages, diminué d'autres charges imposées à la population, et le reste. À cette session-ci, la taxe sur les repas a été ramenée aux repas de 60 cents et plus. Maintenant, nous réduisons la taxe de vente et, d'ici à ce que le chef de l'opposition se présente à l'électorat et se fasse battre une seconde fois, c'est-à-dire après les prochaines élections, et quand d'autres élections se tiendront dans une autre période de cinq ans, elle aura disparu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, des élections au bout de cinq ans.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mon honorable ami a oublié encore le petit catéchisme de l'Union nationale dans lequel on peut lire: "Question - Quand doivent avoir lieu les élections? Réponse - Tous les cinq ans." Il y a eu une dérogation à la règle en 1939, mais c'est parce que le chef de l'Union nationale ne pouvait plus administrer la province. Les élections viendront bien assez vite. En attendant, si le chef de l'opposition accélérât le travail de la session, cela aurait pour effet de hâter les élections qu'il désire tant.

La taxe de vente n'est pas aussi injuste et illogique que veut le faire croire le chef de l'opposition. Il est toujours désagréable de payer des taxes, mais les dépenses de l'administration de la province se paient avec des taxes. Je reconnais cependant que notre système fiscal devrait être révisé. Il est injuste pour le propriétaire, qui est un élément de stabilité.

Cette taxe de vente peut être désagréable, mais il ne faut pas oublier que, s'il y a à l'heure actuelle une classe trop lourdement taxée, c'est bien celle des propriétaires urbains et ruraux. C'est tellement vrai qu'à Montréal, par exemple, 10 % à peine des citoyens sont propriétaires des maisons

qu'ils habitent. Le petit nombre des propriétaires est une chose dangereuse, car ceux qui n'ont rien mordent plus facilement aux doctrines subversives qui nous arrivent d'Europe.

Pour assurer la stabilité économique et sociale d'une société, il est absolument nécessaire d'encourager les citoyens à posséder leur propriété. C'est un principe qui est à la base d'une société bien organisée et qui veut se mettre à l'abri des théories subversives. Je ne dis pas que les locataires sont de moins bons citoyens et que tous les propriétaires sont bons, mais, lorsqu'un homme n'est pas propriétaire de la terre sur laquelle il s'est établi, il n'y a rien qu'il ne risque sans le gouvernement.

Il n'existe aucun encouragement quand le citoyen ne peut posséder sa maison. Nous faisons payer les propriétaires pour l'éducation, pour les grands services municipaux, en grande partie pour des objectifs provinciaux, et les propriétaires paient aussi une très grande partie des dépenses fédérales. Ils sont trop lourdement taxés. Puisqu'il faut imposer des taxes non seulement pour payer les dettes de l'Union nationale, mais pour l'administration générale de la province, il est important, à l'heure actuelle, de répartir équitablement les taxes sur toute la population afin de soulager un peu le propriétaire, tout en travaillant à favoriser les familles nombreuses comme le gouvernement le fait en ce moment.

Avec l'amendement apporté à la loi de la taxe de vente en faveur des vêtements et des chaussures d'enfants, la présente réduction de taxe est une espèce d'allocation familiale pour les familles nombreuses, parce que cette taxe se trouvera réduite aussi souvent qu'il y a des enfants. Le chef de l'opposition ne comprend pas cela, bien sûr, n'étant pas lui-même père de famille nombreuse. L'idée est de supprimer les taxes qui frappent trop durement les familles nombreuses. Ainsi, s'il y a 12 enfants dans une famille, la taxe disparaît 12 fois. Cela représente donc des montants considérables épargnés par les familles nombreuses.

Il demande au chef de l'opposition de ne pas s'objecter à la réduction de la taxe de vente, s'il est réellement contre cette taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réplique qu'il est contre la rupture de toutes les chaînes, mais qu'il ne s'opposera pas à ce qu'on libère un doigt, si l'on ne libère pas tout le corps. Il fera le reste quand il reviendra au pouvoir.

Non seulement, dit-il, le gouvernement n'a pas réduit les dettes de \$35,000,000, mais il les a augmentées de \$74,000,000.



Pourquoi ne pas faire disparaître la taxe de vente sur les comptes d'électricité, puisque l'on prétend vouloir réduire les taux?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'électricité pour consommation domestique ne représente qu'une quantité négligeable dans la consommation totale de l'électricité chez nous et cela ne rapporterait pas grand-chose pour le consommateur que d'enlever cette taxe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On voit bien là la manœuvre électorale du gouvernement dans son projet d'étatisation de la Montreal Light, Heat & Power. Le gouvernement prétend qu'il a voulu étatiser pour faire diminuer les taux de l'électricité vendue aux consommateurs des villes et pour électrifier les campagnes. Or, le premier ministre vient de nous dire que le consommateur domestique, c'est-à-dire l'ouvrier, le cultivateur, ne représente qu'une quantité négligeable dans la consommation d'électricité chez nous. Quelle farce qui dévoile bien tout le petit jeu du gouvernement à la veille des élections!

Le président de l'Hydro, l'ancien ministre de la Voirie, le sénateur T.-D. Bouchard, a sûrement voulu embêter le premier ministre, son ancien chef, lorsqu'il a déclaré tout récemment à la presse qu'il était trop tôt pour annoncer une diminution des taux de l'électricité et qu'il ne pouvait faire disparaître la taxe de 2 % sur les factures d'électricité, et que c'est au premier ministre de passer une loi pour abroger cette taxe. Évidemment, M. Bouchard ne se gêne plus depuis qu'il a émigré au Sénat pour venir ensuite s'asseoir dans la chaise électrique de la commission hydro électorale. M. Bouchard est mieux maintenant, depuis qu'il touche \$18,000. Je comprends qu'il est sorti pauvre de la politique.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Par la nationalisation, nous avons déjà fait disparaître les \$6,000,000 que la Montreal Power payait au fédéral en vertu de la loi de taxation sur les compagnies. C'est déjà un bon commencement. Quant à la disparition de la taxe de vente sur les comptes d'électricité, elle ne serait pas aussi avantageuse à la masse de la population que la disparition de cette taxe sur les vêtements d'enfants, bien au contraire. Les consommateurs moyens d'électricité dépensent à peu près \$3 ou \$4 par mois pour leur électricité et la consommation domestique de l'électricité est la plus infime partie de toute la consommation d'énergie électrique. C'est donc dire qu'en soustrayant les

comptes d'électricité à la taxe de vente, nous atteindrions surtout les gros commerçants et les gros industriels qui font un usage considérable d'énergie électrique.

Quant à la taxe provinciale, elle sera maintenue. Si le gouvernement la supprimait, il n'atteindrait pas ceux qu'il veut atteindre. Cette taxe de 2 % est bien peu de chose pour le service domestique. Elle affecte surtout le service commercial, et le gouvernement a déjà favorisé considérablement le commerce et l'industrie en leur donnant des taux qui leur permettront de faire la concurrence. Plus tard, il y aura d'autres améliorations qui placeront les industriels du Québec dans une meilleure position que leurs compétiteurs des autres provinces à cause de la réduction des coûts d'électricité. La population bénéficiera aussi graduellement de ce changement.

Le petit consommateur bénéficiera beaucoup plus que dans une proportion de 2 % de la réduction des taux grâce à la nationalisation. Je répète que le consommateur sera beaucoup plus favorisé par la réduction des taux de l'électricité qu'il ne le serait si l'on abolissait la taxe de vente de 2 %. D'ici peu de temps, la population va se ressentir du changement d'administration dans ce domaine. Actuellement, l'abolition de la taxe de vente sur une foule d'objets est un grand pas dans la réduction des taxes qui pèsent sur les contribuables. Je ne comprends pas que le chef de l'opposition ne soit pas satisfait. Nous avons rempli ses promesses; nous avons rempli les promesses du Bloc; nous réduisons la taxe de vente; il n'est pas encore content.

**M. Gagnon (Matane)** réclame aussi l'exemption des comptes d'électricité et sur les fils électriques de la taxe de vente, si le gouvernement veut réellement développer l'électrification rurale.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 21 sans l'amender.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Élie (Yamaska)** propose par voie d'amendement, appuyé par représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, et elle exprime l'opinion que le drainage et l'égouttement des terres constituent un des meilleurs moyens d'aider à l'agriculture dans la province, et elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai, les mesures appropriées pour que la classe agricole de la province puisse bénéficier des avantages d'une généreuse et efficace politique de drainage et d'égouttement des terres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-trois mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Commission municipale de Québec, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que M. L.-E. Potvin, devenu membre de l'Hydro, reste président de la Commission municipale?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le président de la Commission municipale retire-t-il un salaire comme tel en plus de celui qu'il a comme membre de la Commission hydroélectrique?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** M. Potvin a donné l'ordre au comptable d'enlever son nom de la liste de paye à la Commission municipale. Ainsi, pour quelques jours encore, il continuera d'être à la disposition de la Commission si ses services sont requis.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service d'urbanisme, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Enquêtes sur les problèmes de la petite propriété, traitements compris (Affaires municipales)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'une loi sera présentée au sujet du crédit urbain?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Tout le monde, en principe, est en faveur du crédit urbain. Dans le discours du trône, nous avons promis une loi

sur la construction de logements. Cette loi sera certainement présentée. Quant au crédit urbain, c'est une question qui est encore à l'étude et sur laquelle une décision sera probablement prise d'ici à la fin de la session.

Il craint de ne pas avoir le temps à cette session-ci de traiter d'un sujet aussi important. Est-ce que nous créerons une commission pour étudier cette importante question? Je ne puis donner plus de précisions pour le moment.

**M. Gagnon (Matane):** Depuis trois ans, dans les banquets, le ministre se prononce en faveur du crédit urbain. Je crois qu'il s'est écoulé assez de temps pour permettre au gouvernement de prendre des mesures au lieu de laisser la situation s'aggraver. Il est temps que ses actions s'accordent avec ses discours. Comment se fait-il que la loi ne vienne pas? Est-ce que ses collègues sont contre le crédit urbain?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** nie que ses collègues soient contre cette mesure. Je suis personnellement favorable à l'établissement d'un crédit urbain, dit-il, pour faciliter la construction d'habitations dans les villes, mais je ne connais pas encore l'opinion de mes collègues sur cette question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette réforme s'impose. Mais ce qu'il nous faut surtout, c'est un crédit urbain pour les petits propriétaires et non pour les gens qui ont de l'argent. M. Pamphile Du Tremblay se prononce en faveur du crédit urbain pour sauver ses maisons à appartements à Montréal. Ce n'est pas de ce crédit-là que nous voulons, mais d'un crédit qui permette aux ouvriers d'être propriétaires de leurs logements.

Par son inaction, le gouvernement est responsable de la situation difficile que l'on peut observer actuellement à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières et ailleurs. En attendant, le gouvernement aurait dû conserver le moratoire qui a toujours cours en Ontario et à New York. Cette loi n'était pas un remède, mais une mesure transitoire en attendant l'adoption d'une législation suffisante pour sauver la petite propriété et pour prévenir ce qui est arrivé. Maintenant, des centaines de petits propriétaires, des hommes de bonne foi, ont été dépouillés du fait que le moratoire a été aboli. Des centaines d'autres sont en danger. Ce n'est pas le temps de nommer des commissions et de délibérer. C'est le temps d'agir. C'est une bonne chose d'avoir des sanatoriums, mais une once de prévention vaut bien une livre de traitement.

Le moratoire a été levé parce que M. Bouchard l'a voulu ainsi. Lorsqu'un propriétaire est incapable de faire face à ses obligations, quelqu'un d'autre peut faire l'acquisition de sa maison. C'est d'ailleurs ce qui a permis à M. Bouchard d'acheter autant de propriétés dont quelques-unes sont situées près de l'université et qu'il loue à des professeurs.

Il (M. Duplessis) parle de la plaie des taudis et du fait que les milliers de gens qui démenagent à Québec et à Montréal ont provoqué une situation telle que plusieurs locataires ne savent où se tourner pour trouver un logement en ce mois de mai. La question des logements est avant tout un problème national. Il s'agit d'un problème sérieux et qu'il est urgent de régler. La crise actuelle a été provoquée par les migrations de populations causées par la guerre. Comme je l'ai déjà dit, le meilleur système serait de procéder par l'intermédiaire des coopératives d'habitations.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

#### NOTES

1. Selon *Le Canada* du 26 avril 1944, à la page 2, et *The Gazette* du 26 avril 1944, à la page 20, cette question aurait été posée par le chef de l'opposition.

2. Selon *Le Devoir* du 26 avril 1944, à la page 10, le nombre serait de 33,000 poursuites.

## Première séance du mercredi 26 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

## Projets de loi:

## Districts électoraux

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant les districts électoraux de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate par les journaux que le gouvernement fédéral vient de répondre à une question du député indépendant de Charlevoix-Saguenay, Me Frédéric Dorion, qui lui demandait combien les autorités avaient eu de protestations contre l'arrêté ministériel obligeant les employeurs à rapporter leurs employés aux autorités militaires même si ce sont leurs fils ou quelqu'un de leur parenté. À cette question, le gouvernement d'Ottawa a répondu comme suit: "Deux protestations ont été reçues des membres du Parlement; trois de fermiers; deux de conseillers municipaux; une d'un libraire; une d'une union ouvrière; une d'une chambre de commerce et une d'une association de voyageurs de commerce."

Je n'y trouve pas celle du premier ministre de notre province. Je lui demande de se hâter de protester. J'ai dit et je répète que l'attitude du gouvernement d'Ottawa est inqualifiable. Ces gens-là ont agi ainsi sans la moindre vergogne. Ils forcent les pères de famille à se conduire comme des mouchards en dénonçant leurs propres enfants. Et dire que des choses comme celle-là se passent ici, au

Canada! Il ne s'est jamais rien fait de pire même sous le régime hitlérien. C'est un décret dictatorial et antidémocratique, digne d'Hitler. Nous sommes dans une situation pire que l'étaient les victimes de l'Inquisition et indigne d'un pays civilisé.

J'ai déjà protesté en Chambre, à trois reprises, pour dénoncer l'arrêté ministériel fédéral inique qui force le père de famille à dénoncer son fils, le patron à se faire le délateur de son employé auprès du directeur de la mobilisation, de ceux qui n'ont pas obéi à la loi du service militaire. Le premier ministre, lors de ma première déclaration, n'a rien dit. Plus tard, il a dit que c'était odieux et il a promis de faire entendre des protestations à Ottawa, mais apparemment rien n'a été fait, puisque le décret est encore en vigueur. Je proteste encore une fois de toutes mes forces contre un procédé aussi inhumain et je m'insurge contre ces édits qui forcent le père de famille à se faire le dénonciateur de son fils.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je puis garantir au chef de l'opposition, qui a foi aux déclarations, que nous avons envoyé à Ottawa des protestations qui sont beaucoup plus solides et beaucoup plus effectives que celles qu'il vient de mentionner ou que ses amis peuvent faire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre a fait des protestations, ainsi qu'il l'affirme, elles n'ont donné aucun résultat.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Dépôt de documents:

Représentation des provinces  
au Parlement fédéral

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 12 avril 1944, demandant la production d'une copie de toute correspondance entre le gouvernement de Québec, aucun de ses membres ou officiers, tous les autres gouvernements provinciaux du Canada, aucun de leurs membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> mars 1943 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1944 inclusivement, et se rapportant au changement à l'Acte de l'Amérique du

Nord britannique, au sujet de la représentation des provinces du Canada au Parlement fédéral. (Document de la session no 70)

### Rapport de l'archiviste

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour l'année 1942-1943. (Document de la session no 71)

### Motions des députés:

#### Service obligatoire outre-mer

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que cette Chambre réaffirme son opposition irréductible à l'envoi outre-mer des recrues de la mobilisation, à la suite d'un récent discours du ministre de la Défense nationale, M. Ralston, déclarant que "s'il devient nécessaire de les envoyer outre-mer, on pourra le faire en prenant les mesures appropriées<sup>1</sup>".

S'il s'agit d'une question qui relève du gouvernement fédéral, dit-il, cette question intéresse tout le peuple du Canada et spécialement les Québécois. Elle est d'un intérêt tellement vital pour l'avenir du pays qu'aucun gouvernement ne saurait s'en désintéresser. D'ailleurs, les règlements de la Chambre autorisent à traiter de questions fédérales. Ils autorisent les législateurs québécois à émettre des vœux, à faire des recommandations et même à faire des remontrances au gouvernement central, le cas échéant.

Pourquoi ne pas en profiter? Depuis quatre ans, toutes les provinces s'intéressent aux problèmes fédéraux. Qui plus est, Ottawa est intervenu tellement souvent dans les affaires de la province qu'il n'est que normal qu'à leur tour les provinces interviennent dans les questions fédérales, surtout quand leurs intérêts sont en danger. Ottawa persiste à vouloir centraliser la vie de la nation et il est tout naturel qu'il y ait des réactions.

Il demande à la Chambre de déclarer son opposition formelle à toute mesure de conscription pour service outre-mer. Il croit de son devoir de protester, à la suite d'éminents libéraux comme l'ancien député de Lotbinière, l'honorable juge J.-N. Francoeur, qui n'a pas craint, en 1917, de présenter une motion qui traitait de questions fédérales et demandait tout simplement que Québec se sépare de la Confédération. De plus, déclare-t-il, le gouvernement

s'est fait élire en majeure partie sur des questions fédérales et il aurait mauvaise grâce de s'opposer maintenant à la libre discussion de pareilles questions, surtout lorsqu'elles concernent les Canadiens français.

Je propose une motion relative à la mobilisation, mais c'est bien à tort que l'on emploie le mot "mobilisation". J'admets que le terme est impropre et que j'aurais dû dire "conscription", car il s'agit en réalité de la conscription pure et simple. Mobiliser, c'est faire passer les troupes du pied de paix au pied de guerre. Appeler sous les armes des cultivateurs et leurs fils qui n'ont jamais fait de milice, c'est évidemment faire de la conscription.

Mais le Parti libéral, avec plus d'habileté que de franchise, a tenté de détourner l'attention des gens d'un mot toujours impopulaire en lui substituant le mot "mobilisation". Pourquoi est-ce que le fédéral a tant peur des mots? C'est ainsi qu'il emploie l'expression "inscription nationale" au lieu d'"enregistrement national". Pour cette raison, j'aime mieux la franchise de Borden et de Meighen qui dictaient directement la conscription, en 1917, que la méthode doucereuse et habile du gouvernement fédéral actuel.

Si le Parti libéral n'aime pas à appeler un chat un chat, il ne manque effectivement pas d'habileté. On a fait comme dans la dernière guerre, mais même aujourd'hui les libéraux font encore pire. Il parle de mobilisation alors qu'il s'agit en réalité de conscription, purement et simplement. La seule différence, c'est qu'on s'est montré plus habile, on a procédé par étapes successives et rapides pour en venir à la conscription. Il y a eu d'abord la période de mobilisation pour service militaire d'un mois. On a dit aux jeunes hommes qu'il n'y avait rien à craindre, que c'était bon pour eux d'avoir un entraînement.

On a porté ensuite cette période d'un mois à quatre mois. Subséquentement, on a établi une conscription permanente pour service au Canada, à la faveur de laquelle on a envoyé les Canadiens français dans toutes les parties du pays, dans les Maritimes comme en Ontario et dans l'Ouest canadien où on ne parlait pas le français, parmi des gens de race et de mentalité différentes. Isolés complètement de leur famille, ils ont été forcés de s'instruire en anglais et d'accepter des commandants parlant uniquement anglais.

Les recrues canadiennes-françaises ont été traitées maintes fois avec la dernière des injustices, dans l'Ontario, par des officiers qui n'étaient pas de leur race. J'ai reçu des témoignages nombreux à l'effèt qu'au camp de Valcartier et dans d'autres camps, on a fait une pression morale odieuse sur nos soldats afin de les inciter, par les menaces, le

chantage et l'intimidation, à s'enrôler pour outre-mer. À la base militaire de Valcartier, les jeunes soldats canadiens-français se sont fait dire que, s'ils ne s'enrôlaient pas pour le service outre-mer, ils seraient mobilisés en Ontario et dans les provinces de l'Ouest et qu'ils se retrouveraient avec des militaires de nationalité ou de langue différente, alors que, s'ils s'enrôlaient pour le service outre-mer, ils seraient membres d'un régiment canadien-français avec leurs compagnons et amis.

On a eu recours à tous les moyens; on leur a même promis de l'avancement dans l'armée. On leur a fait subir ainsi toutes sortes de tracasseries. Mais on est allé plus loin. On les a envoyés dans les eaux territoriales, à Terre-Neuve, au Labrador et même à Kiska, tout près du Japon. Le gouvernement, avec beaucoup d'habileté, a engagé la lutte à fond avec le Japon afin que notre pays ne puisse se retirer de la guerre quand l'Allemagne aura été vaincue. Les officiers cherchent à s'attirer des éloges d'Ottawa. Je dénonce les procédés militaires trop zélés et iniques.

Citant ensuite une nouvelle parue dans *L'Action catholique* du 22 avril, il déclare que le major général Pearkes a demandé aux nôtres, pendant qu'ils se trouvaient assez éloignés et assez désespérés, de "cesser d'hésiter, d'agir comme des hommes et d'entrer dans l'armée active outre-mer". Il a exercé une forte pression sur eux. Il dénonce ces procédés qui furent du véritable chantage, dans certains cas. Les jeunes gens sont mobilisés pour service au Canada, mais leurs chefs leur conseillent de signer pour outre-mer.

On me dit que le major Paul Triquet, croix Victoria, lorsqu'il a rendu visite à un régiment canadien-français en Colombie-Britannique, a dit à ses camarades: "Votre devoir est d'être près de vos compagnons d'armes." Je n'ai pas de reproche à faire au major Triquet, car je sais bien qu'on l'a fait venir pour faire de la propagande impérialiste et qu'on a tenté d'exploiter son héroïsme dans ce but. Ottawa est donc blâmable d'avoir utilisé le prestige légitimement acquis de ce brave soldat pour en faire un propagandiste de l'idée impérialiste et faire de la propagande pour outre-mer.

Il reste encore une étape à franchir, celle de la conscription générale des Canadiens pour n'importe quel endroit. De nombreux indices nous indiquent qu'on s'apprête à franchir cette étape. Je suis convaincu que l'on se prépare à passer un arrêté ministériel, à Ottawa, pour envoyer les mobilisés outre-mer. Pour moi, la conscription pour outre-mer est inévitable. On n'a d'ailleurs pas voté une loi sans l'intention de l'appliquer.

Il suffit d'un arrêté ministériel pour que nos soldats soient envoyés de force outre-mer. Le 14 février 1944, le colonel Ralston, ministre de la Défense nationale, a fait entrevoir la conscription pour un jour prochain. Il a dit, entre autres choses, qu'il y avait au Canada une réserve de 60,000 soldats pour le service outre-mer, qu'il préférerait qu'ils s'engagent volontairement, mais que, s'il devient nécessaire d'envoyer outre-mer les conscrits pour le Canada et si le recrutement est trop lent, on pourra le faire en prenant les mesures appropriées.

Si le gouvernement maintient un nombre considérable de soldats au Canada, alors que tout danger a disparu du côté de l'Allemagne comme du côté du Japon, c'est avec l'idée de les envoyer outre-mer. D'après mes informations, de grands préparatifs se font en Nouvelle-Écosse, dans la région d'Halifax, signe évident qu'un grand nombre de soldats sont sur le point de partir pour outre-mer.

Deux officiers, qui m'ont défendu de révéler leur nom, m'ont dit que l'on inoculait les soldats à Halifax et on les vaccine selon le pays où on les destine. Ce sont les préparatifs d'usage quand les soldats doivent partir pour l'autre côté. On les inocule, on les vaccine, comme s'il s'agissait d'un départ prochain.

L'ordre de partir pour l'Europe viendra sans doute quand sonnera l'ouverture du deuxième front. Cela ne devrait pas tarder; on en parle depuis deux ans. Nos amis les communistes, les Russes, ne seront pas prêts à attendre indéfiniment et ils exigeront un deuxième front.

D'après les stratèges, quand l'invasion se fera, il y aura alors des pertes effroyables dans notre armée, car on s'imagine bien que les Canadiens seront probablement à la première ligne de feu. Suivant ces stratèges, qui fondent leur opinion sur l'expérience de Dieppe, 50 % à 70 % des premiers soldats qui débarqueront sur le continent seront fauchés immédiatement. L'expérience a démontré que c'est ce qui se produira. Vraisemblablement, le Canada aura à cœur de combler les vides après l'invasion; on aura besoin d'énormes renforts et on expédiera les mobilisés outre-mer.

C'est alors que, par un simple arrêté ministériel passé à la vapeur, on modifiera la loi pour l'envoi outre-mer de recrues de la conscription. Nos soldats se mettront aussitôt en route. Aujourd'hui, on peut bien dire que la motion est hors de saison, mais, quand le second front sera ouvert et que le besoin de soldats se fera sentir, il sera trop tard pour protester, pour éveiller l'opinion publique. Il est temps de prendre position.

Sept raisons l'incitent à s'opposer à cette conscription outre-mer. La première réside dans les déclarations catégoriques de MM. King, Lapointe et Cardin promettant que jamais le Parti libéral n'imposerait la conscription. Il s'excuse d'avoir à citer de nombreuses déclarations - la plupart bien connues - faites par nos hommes publics. Il explique que ces citations sont indispensables à la clarté des conclusions qu'il entend tirer, car ils se sont tous engagés, avant 1939, d'abord à ce que le pays ne prenne part à aucune guerre étrangère, puis, depuis la guerre, à ne forcer aucun Canadien à aller combattre en dehors du pays.

Le 24 mai 1938, dit-il, aux Communes, M. King déclarait: "Nous ne sommes pas prêts à prendre part à des croisades sur d'autres continents ou à en organiser pour nous-mêmes." J'ai été un partisan de M. King. Je le croyais nationaliste canadien. Je l'ai appuyé dans toutes ses campagnes. Je suis donc à l'aise aujourd'hui pour commenter son attitude.

Dans le même discours, M. King avait déclaré qu'il n'est pas en notre pouvoir de régler les problèmes des peuples à des milliers de milles de nous. Je pense encore comme M. King. Quand il a dit cela, je trouvais qu'il parlait d'or. C'est pour cela que je l'ai appuyé.

Le 30 mars 1939, M. King disait que nous avions une tâche énorme à accomplir chez nous: "Nous ne pouvons rester indifférents au sort des institutions démocratiques, affirmait-il, mais nous avons à choisir entre vaquer à nos propres affaires ou nous occuper des affaires d'Europe et d'Asie." Pour ma part, j'ai choisi "vaquer aux affaires de notre pays". Je suis toujours un partisan du M. King de ce temps-là.

L'ancien ministre de la Justice, M. Lapointe, disait qu'avant de faire la guerre en pays étranger nous resterons ici et défendrons le pays que nous aimons. Il cite aussi des déclarations de M. Cardin. Dans ce temps-là, dit-il, on prévoyait une guerre. C'étaient des hommes intelligents et renseignés qui parlaient. Je pense toujours comme ces chefs du Parti libéral. Ce n'est pas commettre un acte de trahison que de faire siens ces témoignages. De cet argument contre la participation aux guerres extérieures, je tire un premier argument contre la conscription pour service n'importe où.

Une deuxième raison, c'est le bon sens. Je me suis opposé à la participation à la guerre parce que je jugeais qu'en s'engageant dans une telle voie on ne pourrait s'empêcher de s'engager à fond.

La guerre est venue plus tard. En septembre 1939, M. Lapointe déclarait qu'il ne consentirait

jamais à la conscription, qu'il ne serait jamais membre d'un gouvernement qui établirait la conscription. L'ancien ministre de la Justice a parlé d'un pacte ou d'un contrat entre les Canadiens anglais et les Canadiens français, en vertu duquel les Canadiens français s'engageaient à participer au conflit naissant, pourvu que les Canadiens anglais s'engagent, de leur côté, à ne jamais imposer la conscription pour service outre-mer.

Ce fut un compromis comme celui de la Confédération. Parlant à Sherbrooke, M. Lapointe a bien spécifié qu'il s'agissait bien d'un contrat et que toutes les parties se trouvaient liées. Plus tard, M. Lapointe a déclaré: "Je verrai à ce que ce contrat soit respecté." L'ancien ministre de la Justice a encore déclaré: "Aucune législation de ce genre - ça couvre mobilisation et conscription - ne sera présentée par la députation actuelle." Quelques mois avant son décès, le 25 mai 1941, il disait: "Je serai fidèle aux promesses sacrées que j'ai faites." Il a été fidèle, je dois lui en rendre le témoignage.

Dans une déclaration faite lors des dernières élections, le premier ministre actuel s'engageait à quitter son parti et à le combattre si, d'ici à la fin du conflit, un seul Canadien français était envoyé outre-mer contre son gré.

(Applaudissements à droite)

Le premier ministre a employé les mots "mobilisation" et "conscription", et c'est formel. Je ne comprends pas que, dans la politique canadienne, on tienne si peu compte de ses promesses et de ses engagements. Cela explique que le peuple perde confiance dans ses hommes publics. Si c'est cela, la démocratie, on ne peut maintenir longtemps un tel régime.

Depuis, il y a eu le plébiscite, qui est une autre raison de s'opposer à la conscription. Je considère que seuls les Canadiens français dans la province de Québec et ailleurs pouvaient délier le gouvernement King de son engagement, mais on a dit: "C'est la majorité qui doit décider." Pourtant, M. Lapointe avait bien spécifié, en parlant du plébiscite, qu'il s'agissait d'un contrat et que le contrat en question ne pouvait être brisé sans l'autorisation des Canadiens français.

Eux seuls pouvaient délier le gouvernement de ses engagements solennels. Dans notre province, 75 % ont voté non et, dans la population canadienne-française, tout indique que le vote a été de 90 % et probablement d'au moins 20 % dans la population canadienne-anglaise. La presque totalité du peuple canadien-français a refusé de délier le gouvernement de ses engagements et s'est prononcée contre la



conscription pour outre-mer. Et il n'a pas changé d'idée. Le gouvernement n'a donc pas été délié de ses promesses faites à M. Lapointe et à notre race.

Moi-même, j'ai parcouru la province pour demander aux gens de voter non. J'ai subi un procès et j'ai été acquitté. Après ce procès, une enquête Gallup a été instituée pour connaître le nombre de ceux qui partageaient mes idées. Les réponses ont indiqué que 84 % avaient entendu parler de René Chaloult, que 74 % appuyaient ses idées, que 17 % le désapprouvaient et que 4 % étaient neutres. Je me suis opposé à la conscription n'importe où. En 1940, pour motiver la mobilisation, on disait qu'il y avait danger au Canada. S'il y avait danger en 1940, il n'y en a plus aujourd'hui. S'il n'y a plus de danger d'invasion pour le Canada, nous n'avons plus besoin de conscription. Il serait logique de l'abolir. Cela démontre bien que ce n'était pas le véritable motif. Une autre preuve qu'il n'y a plus de danger, c'est que les organismes de C.P.C. ont disparu.

Ainsi, le quatrième motif, c'est qu'il n'y a plus de danger pour nous aujourd'hui. Il n'est pas possible que les Allemands et les Japonais viennent attaquer le Canada. On dit même que la guerre est pratiquement gagnée. Je m'oppose donc à la mobilisation pour n'importe où.

Le cinquième motif, c'est que nous n'avons pas besoin de conscription parce que l'Angleterre et les États-Unis ont des armées de 10,000,000 hommes outre-mer, dont un grand nombre se démoralisent en attendant d'entrer en action. La Chine et les Indes, tout l'Empire britannique sont des réservoirs d'hommes inépuisables. Ils n'ont pas besoin de nous. Je ne vois pas ce que 60,000 recrues canadiennes de plus, qu'on veut forcer à aller combattre de l'autre côté, pourraient bien ajouter aux forces alliées. On peut se dispenser de nous.

Comme sixième raison, nous n'avons pas le moyen de nous payer le luxe d'envoyer outre-mer plus d'hommes qu'il n'y en a actuellement. Nous n'avons pas le droit d'envoyer des conscrits outre-mer parce que nous manquons de main-d'œuvre sur nos fermes et dans les usines de guerre. Suivant des statistiques officielles, 100,000 hommes sont passés de la ferme à l'armée et 250,000 autres aux industries de guerre.

Ce n'est pas le temps de conscrire et d'arracher à la terre les bras dont elle a besoin pour nourrir le monde entier. Si nous voulons jouer un rôle efficace, restons dans le domaine de la production agricole et industrielle. Nous devons donc rester chez nous et nous occuper de nos propres affaires. Il vaut mieux employer les nôtres à

l'expansion économique de notre pays. Il serait irrationnel de conscrire plus d'hommes pour outre-mer.

Le septième motif est que nos intérêts ne nous commandent pas d'envoyer nos conscrits outre-mer. Il n'est pas vrai que nos foyers soient en danger et on peut voir par la tournure du conflit actuel quel est l'enjeu de la guerre. À peine le triomphe apparaît-il qu'on assiste à des poussées impérialistes de plusieurs côtés à la fois. L'Angleterre, les États-Unis et la Russie ont, chacun, leurs intérêts à sauvegarder. Dans ces trois pays, les impérialistes s'agitent. Ainsi, en considérant les rivalités qui se manifestent entre les empires, on s'imagine un peu pourquoi on se bat, alors que nous n'avons pas d'intérêt dans la lutte entre les Russes et leurs alliés.

Je m'engage à dénoncer tous les partis politiques qui seront en faveur de la conscription pour outre-mer. De l'autre côté des mers, nous allons au moins perdre 60,000 de nos Canadiens français qui seront sacrifiés. Il s'agit donc de décider du sort de 60,000 conscrits. Nous formons 30 % de la population du pays et, si la Législature de Québec se prononce à l'unanimité et affirme de façon décisive et ferme, au nom des Canadiens français, son opposition à la conscription outre-mer, cela refroidira l'enthousiasme du pouvoir central. Ottawa hésitera avant d'agir contrairement à sa volonté et ne voudra pas aller à l'encontre du désir du Québec.

Que ceux qui sont hostiles à ma motion votent donc contre. Qu'ils le disent franchement, à la veille des élections. La majorité du peuple canadien-français est nationaliste. Avant les élections, on est alors généralement nationaliste, mais, après les élections, on ne se soucie guère de ce sentiment populaire et on redevient impérialiste. J'espère que la motion que je présente sera votée. Je souhaite que le gouvernement et l'opposition se rallient courageusement à la motion et se prononcent à l'unanimité en faveur. Ce sera de nature à refroidir l'ardeur du gouvernement d'Ottawa.

**M. Bégin (Dorchester):** S'il nous arrive fréquemment de différer d'opinions avec le député de Lotbinière (M. Chaloult), nous devons reconnaître que, dans le discours qu'il vient de prononcer, il a démontré la trahison et la fourberie du Parti libéral à Ottawa et à Québec qui a renié toutes ses promesses de 25 années de l'entre-deux-guerres. Afin que personne ne puisse dire que nous approuvons les méthodes d'Ottawa, je suis heureux de seconder la motion du député de Lotbinière et nous voterons pour.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le député de Lotbinière et d'autres députés avant lui ont exagéré la portée de la motion que présenta mon frère, le juge Francoeur, en 1917, alors député de Lotbinière, qui savait se tenir debout autant que le député actuel de ce comté. Sa motion n'avait pas la portée que lui a donnée le député de Lotbinière; il a rapporté les faits d'une façon qui frise la fausseté, car mon frère n'a jamais, jamais voulu séparer la province de Québec du reste du Canada.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je n'ai jamais voulu attaquer le juge Francoeur. Au contraire, j'ai dit qu'il avait posé un geste courageux.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le député de Lotbinière est encore bien jeune et il le démontre en cette Chambre. Il a donné une interprétation erronée de la motion présentée par l'ancien député de Lotbinière. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, la motion Francoeur, secondée par M. J.-E.-C. Ouellet, aujourd'hui conseiller législatif, disait en substance que la province de Québec était prête à se retirer de la Confédération si, dans l'opinion des autres provinces, on croyait qu'elle nuisait au progrès, à la prospérité et à l'unité du Canada.

Voilà le vrai sens de cette motion; ce n'était pas absolument malin. Mon frère ne s'est pas prononcé personnellement en faveur du retrait du Québec de la Confédération, dit-il. Il a seulement dit que, si les autres provinces ne respectaient pas les vœux du Québec, la province était prête à se retirer pour protéger l'unité du pays.

Il fait une revue de la situation qui existait en 1917, alors que dans d'autres provinces on nous accusait d'être des "slackers", en dépit de l'épopée du 22<sup>e</sup> et de l'héroïsme manifesté par les nôtres. Après la motion Francoeur, dit-il, les jaunes et les "jingoïes" ont cessé de nous attaquer. Ainsi, cette motion a eu pour effet de mettre fin à la lutte sournoise que l'on livrait aux Canadiens français, dans les autres provinces.

Revenant à la motion d'aujourd'hui, je dirai qu'au Canada nous n'avons pas la conscription pour service outre-mer, quoi qu'en disent les députés de l'opposition.

**Des députés de l'opposition** manifestent leur étonnement.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le chef de l'opposition peut nier, mais c'est vrai. Le député

de Sherbrooke (M. Bourque), un ancien combattant, sait pertinemment que nous ne l'avons pas.

**M. Bourque (Sherbrooke):** Au contraire, nous avons la conscription. Quelle différence y a-t-il entre la mobilisation et la conscription? Je connais cela, moi, je suis un ancien combattant.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il n'y a que la mobilisation pour la défense du pays. Le député de Lotbinière l'admet lui-même, puisqu'il a déclaré: "On se prépare à imposer la conscription pour outre-mer." et "Pourquoi aurions-nous besoin de conscription?" Cela détruit par le fait même la première partie de son discours et prouve que nous n'avons pas de conscription. Le député de Lotbinière aime bien à citer l'exemple du Portugal, mais il oublie de dire que nous n'avons pas la conscription du travail et des salaires comme cela existe dans ce pays, car Salazar, dont le député de Lotbinière parlait à Montréal, a passé la conscription. Nous n'avons pas cela ici.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais voyons...

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** parle des honneurs qu'a reçus le major Triquet et qui ont rejailli sur ses compatriotes. Il trouve que le raisonnement du député de Lotbinière porte à confusion. Le Canada était menacé, et l'entrée en guerre de la Russie et des États-Unis a mis fin au danger. Mais, comme c'était alors le début de la guerre, il ne voit pas pourquoi on devrait blâmer le gouvernement fédéral de décréter la mobilisation.

C'est toujours le Parti libéral qui a bien compris le vrai nationalisme. Le Parti libéral a toujours été contre l'envoi de soldats canadiens outre-mer contre leur gré. Le député de Lotbinière présente une motion que la Chambre a votée l'an dernier, mais il l'accompagne d'un discours qui contient des injustices. Il fait constamment de la politique fédérale. Il procédera de cette façon-là aux prochaines élections. Quand l'union règne au pays et que l'unité semble sur le point de se faire entre les races, il est là pour la troubler. Il essaie toujours d'y mettre fin et de nous désunir.

Il déclare qu'il s'est enrôlé volontairement en 1917 et qu'il fait encore partie de la réserve. Comme la grande majorité des Canadiens, dit-il, j'ai de l'autre côté un fils à la guerre depuis cinq ans et 20 parents qui sont en service actuellement. Nous allons sortir, nous du Canada, beaucoup plus avancés que nous ne l'étions en 1939. On ne manquera pas de dire, quand on écrira l'histoire, que les Canadiens

français ont eu raison d'écouter leurs chefs; le Canada sera à l'honneur grâce à nos vaillants soldats.

En ce qui concerne le service outre-mer, les jeunes soldats canadiens-français qui sont postés au Canada depuis deux ans voudront tout naturellement aller combattre l'ennemi, et nous comptons sur eux pour s'enrôler dans le service outre-mer.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Êtes-vous pour ou contre cette motion?

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je suis contre la conscription pour le service outre-mer et je l'ai fait savoir. S'il n'y a plus de danger au Canada à l'heure actuelle, c'est que le gouvernement fédéral a pris ses responsabilités.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Êtes-vous pour cette motion?

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Il n'y a pas de conscription actuellement, mais, si jamais l'on voulait l'établir comme en 1917, je serais contre. Je me suis prononcé contre la conscription dès 1939. Je voterai donc pour la motion.

**M. Guerin (Montréal-Sainte-Anne):** Cette question a été décidée par la Chambre avant aujourd'hui. Nous ramenons continuellement une question sur laquelle la population s'est déjà exprimée, car le peuple s'est prononcé lors du plébiscite. J'estime que des motions de cette sorte ne devraient pas venir en cette Chambre, car elles sont de nature à créer de la division et à troubler l'harmonie qui doit régner dans notre pays. La motion est des plus inopportunes et des plus dangereuses. Québec a ses représentants à la Chambre des communes et au Sénat, à Ottawa. Ils ont pleine autorité pour exposer les vues de leurs commettants, et c'est le gouvernement fédéral qui est chargé d'administrer le pays.

Nous sommes un Parlement provincial et notre devoir est de nous occuper de nos affaires. Tenons-nous-en aux affaires de la province et laissons Ottawa régler ses problèmes. Ce qu'il fait n'est pas de notre domaine. Nous n'avons pas de mandat ici pour décider des questions fédérales et la Législature du Québec n'a pas d'affaire à dire à Ottawa quelle route doit être suivie; elle ne doit pas dicter ses volontés au pouvoir central, plus particulièrement au moment où le premier ministre King est en Grande-Bretagne, à Londres, pour assister à une conférence des premiers ministres du

Commonwealth des nations britanniques et qu'il ne doit y avoir aucun doute que le peuple canadien est avec son premier ministre.

Je suis nationaliste, mais nationaliste canadien et je m'oppose à tout ce qui peut diviser les différentes parties de mon pays. Mon comté a voté oui, lors du plébiscite, et je considère que je ne fais qu'exprimer le désir de mes mandataires, en Chambre, quand je dis que je suis contre cette motion. Occupons-nous des affaires de la province de Québec et rendons à César ce qui appartient à César. Laissons les hommes que nous avons élus à Ottawa pour nous représenter et légiférer sur ces questions exercer leur mandat.

(Applaudissements du député de Westmount-Saint-Georges (M. Marler) qui tape sur son bureau.)

**M. Chaloult (Lotbinière) et des députés de l'opposition** demandent le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Barrette, Beaulac, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Beaulieu (Témiscouata), Bégin, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bourque, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duplessis, Duval, Élie, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Labbé, Langlais, Lawn, Leduc, Morin (Champlain), Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Paquette, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, Sauvé (Beuharnois), Talbot, 55.

**Contre:** MM. Comeau, Guerin, Marler, Mathewson<sup>2</sup>, 4.

Ainsi, la motion est adoptée.

#### **Réintégration des combattants à la vie civile**

**M. Leduc (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Dufour), que, vu l'héroïsme déployé par tous nos militaires, tant laïques que religieux, dans toutes les armes, sur tous les champs de bataille, la Chambre exprime l'avis qu'elle rende à tous ces héros obscurs ou connus, dont la vaillance, l'habileté, la constance dans l'effort et les succès suscitent l'admiration du monde entier sur notre pays et nous font déjà entrevoir la

victoire prochaine, le témoignage de son admiration et de sa reconnaissance et l'assurance qu'au retour du combat ils trouveront l'appui et l'aide voulus pour réintégrer décentement la vie civile.

Nous pouvons différer d'opinions sur la nécessité de participer à la guerre ou sur les moyens à prendre pour mener cette guerre à bonne fin, mais la Chambre devrait être unanime à admettre et à célébrer l'héroïsme des nôtres sur tous les champs de bataille.

Nos gens ont plus de mérite que d'autres à déployer un pareil héroïsme, car leur pays n'a pas connu les horreurs et les dévastations de la guerre. Français, Anglais et Russes défendent leur pays, mais le Canadien, lui, doit se battre pour des principes. Ceux qui croient sans voir ont beaucoup plus de mérite que ceux qui croient après avoir vu. Le geste des nôtres est donc plus beau et nous devons le reconnaître. Si nous n'avons pas eu de destructions, c'est qu'elles nous ont été épargnées par l'héroïsme des nôtres qui sont allés combattre outre-mer.

Nos soldats se battent pour défendre nos droits civiques et pour la liberté politique dont nous jouissons et qui se manifeste par l'exercice des trois pouvoirs: le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. On accepte cette répartition des pouvoirs sans s'en féliciter beaucoup, mais, si on nous en privait, nous serions livrés à la tyrannie. Si nous jouissons de ces pouvoirs, c'est parce que les nôtres se battent pour nous les conserver.

Les nôtres se battent aussi pour nous garder notre liberté d'éduquer nos enfants suivant les dictées de notre conscience et de notre jugement. Pour apprécier notre liberté, il faut lire le livre du révérend père Ledit sur l'éducation des enfants en Allemagne, où, dès l'âge de 12 ans, ils sont enlevés à leurs parents. Il me semble que l'on n'a pas assez dit dans notre province que, si notre pays n'est pas menacé, si la Grande-Bretagne a été sauvée en 1940, c'est à cause des nôtres pour une bonne part, puisque les Canadiens étaient les seuls soldats avec ceux de l'Angleterre sur le sol anglais, il y a quatre ans. Le Canada a connu une menace réelle et, si elle n'avait pas été écartée, nous aurions perdu le droit de parler notre langue. Voyez ce qui s'est passé en Alsace quand l'Allemand y est entré. Je le sais par des Alsaciens qui me sont chers.

Nos soldats ont aussi sauvé notre liberté religieuse, consacrée dans la Charte de l'Atlantique. Nos soldats défendent, enfin, la liberté du travail. Dans la présente guerre, l'élément féminin a fait sa

large part, de même que notre clergé qui s'est montré à la hauteur de la tâche. Nous avons été heureux d'entendre l'éloquent et courageux abbé Sabourin nous raconter la bravoure des nôtres à Dieppe et nous étions fiers de voir qu'à l'heure du danger, le clergé était avec nos héros. Une fois de plus dans cette guerre, notre clergé ne nous a pas abandonnés. Je rends hommage à l'héroïsme de nos aumôniers militaires qui accompagnent les troupes jusque sur les champs de bataille et jusqu'à la mort.

J'espère que l'histoire de la présente guerre donnera plus justice aux Canadiens que celle de la dernière guerre. Ces braves soldats écrivent là-bas des pages glorieuses; ils se couvrent de gloire en combattant contre les ennemis de la civilisation. Il est malheureux qu'il se trouve en cette Chambre et ailleurs des gens qui défont ce que les nôtres font de l'autre côté des mers, qui sont prêts à déchirer ces pages à mesure qu'elles sont écrites dans le sang des nôtres.

Au retour de nos soldats, les gouvernements auront le devoir de s'occuper de ceux qui sont actuellement sous les armes, de ceux qui défendent nos libertés. Lorsqu'ils reviendront, il faudra leur donner un appui pratique et une sympathie agissante qui seront nécessaires à leur réadaptation à la vie civile, afin de les aider à trouver un sort confortable, grâce à la coopération des gouvernements fédéral et provincial. Ils doivent s'en occuper tout de suite, car un grand nombre sont démobilisés chaque jour.

Des organismes fédéraux s'occupent de ceux qui défendent nos libertés, mais, pour compléter le travail des organismes fédéraux de réhabilitation, il serait bon que notre province ait ici même son propre organisme capable de répondre aux demandes de renseignements et d'assistance des jeunes qui reviennent d'outre-mer. Nous avons déjà 112,000 soldats démobilisés; ces jeunes gens ne doivent pas douter de l'avenir en cette province, car cette guerre nous a révélé de bien grandes choses dans tous les domaines, notamment que la richesse n'est pas simplement faite de billets de banque, mais de toutes les ressources matérielles et des valeurs spirituelles d'un peuple.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Commerce du bois**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-

gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, avec le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers et toute personne, société, corporation ou commission, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1939 jusqu'au 28 mars 1944 inclusivement, se rapportant à l'industrie et au commerce du bois en billes, ouvré, au mille pieds et à la corde, soit au Canada, soit à l'étranger.

Mon but, dit-il, est d'attirer l'attention du gouvernement sur la vente du bois de pulpe et de sciage dans la province. Il s'agit là d'une question de la plus haute importance pour les bûcherons, les cultivateurs, les colons et tous les producteurs de bois.

Des documents officiels, les ordonnances A-1081 et A-1080, s'appliquant respectivement à la province du Nouveau-Brunswick et à la province de Québec, attestent que cette dernière n'est pas traitée sur le même pied que les autres provinces dans les ordonnances fixant les prix du bois. Ainsi, dans la ville d'Athollville, sur la frontière entre le Québec et le Nouveau-Brunswick, on vend le bois de pulpe \$1.25 de plus la corde que de l'autre côté de la frontière, dans la région de Matapédia.

Il s'agit en somme des mêmes forêts. La Commission des prix et du commerce en temps de guerre a divisé la province de Québec en cinq et les prix du bois varient suivant les zones, et elle est injuste pour la province de Québec. Dans les autres provinces, les prix du bois sont uniformes, comme dans le Nouveau-Brunswick.

Les producteurs de bois de pulpe du Québec sont obligés de vendre à meilleur marché que ceux du Nouveau-Brunswick. Ainsi, en vertu de ces ordonnances fédérales, il est payé \$9.25 dans Québec et \$10.50 la corde au Nouveau-Brunswick, pour de l'épinette non décortiquée. Quant au bois de sciage, la différence est encore plus grande: d'après l'ordonnance A-1039, le bois, au mille pieds, dans le Québec, se vend \$46; dans l'Ontario, pour la même qualité, les marchands ont droit de toucher \$47.50, et le nôtre se vend également \$2 de moins le mille pieds que le bois du Nouveau-Brunswick.

La base pour l'Ontario est Toronto, et Montréal pour Québec; le taux de fret est fixé de Campbellton pour Québec et de North Bay pour l'Ontario, soit 19½ cents le cent livres et 17 pour l'Ontario, ajoutant une autre différence de 50 cents au détriment de nos marchands.

C'est une situation intolérable pour les nôtres. Je me demande pourquoi Québec est toujours traité sur un pied d'infériorité en regard des autres provinces par cette fameuse Commission des prix et du commerce en temps de guerre. Pourquoi établir des prix inférieurs pour Québec? Je voudrais bien connaître la raison de cet état de choses, et je voudrais savoir aussi si le gouvernement a fait à Ottawa les représentations qui s'imposaient.

Sous prétexte d'économie dirigée, instaurée par Ottawa, on a établi à la Commission des prix une véritable dictature. Il est temps que cesse cette véritable dictature économique. Il cite l'opinion d'un membre du Congrès américain pour dénoncer les dangers de l'économie dirigée.

Nous ne pouvons plus rien faire sans nous buter à une ordonnance fédérale, affirme-t-il. Et dans presque tous les domaines, nous sommes forcés de vendre nos produits à des prix inférieurs à ceux des autres provinces.

On devrait établir des prix uniformes, au moins quand il s'agit de la même région. Je veux savoir si le gouvernement ou le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) ont fait des représentations à Ottawa à ce sujet pour la protection des nôtres engagés dans cette industrie.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il ne serait peut-être pas juste que tout notre bois soit vendu au même prix que le bois des autres provinces ou encore d'avoir un prix uniforme pour le bois dans toute la province, car il faut tenir compte de la qualité<sup>3</sup>. Il y a des endroits où le bois a moins de densité.

C'est le zonage établi par le ministère des Terres et Forêts qui a servi de base à la division de la province en différentes zones pour la vente du bois. Ainsi, pour fixer les prix, le gouvernement fédéral s'est servi de ces zonages. Mais des injustices ont été commises et une correspondance considérable a été échangée à ce sujet entre les deux gouvernements.

Ainsi, cette correspondance démontrera au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) tout ce que nous avons fait. Elle établira que la province est intervenue à plusieurs reprises auprès d'Ottawa pour faire obtenir justice à la province de Québec, et nous allons continuer à le faire. Grâce à nos efforts, bien des anomalies ont été corrigées. Nous avons obtenu une amélioration du commerce du bois de pulpe et du bois de chauffage et mon honorable ami s'en rendra compte en lisant les lettres que nous avons échangées. Je produirai donc cette correspondance avec plaisir.

**M. Gagnon (Matane):** Je félicite le député des Îles-de-la-Madeleine de son souci constant de l'intérêt public. Je remercie le ministre de sa courtoisie, mais ce n'est pas tout de produire la correspondance; le peuple veut plus que des lettres. Le gouvernement et le ministre des Terres et Forêts pourraient, sans causer de rébellion, prendre une attitude beaucoup plus énergique pour faire des représentations à Ottawa pour faire cesser l'injustice commise à l'égard de nos marchands de bois. Je suis certain que la motion lui en fournira l'occasion.

Il n'y a aucune raison pour que, à cause d'une ligne imaginaire de séparation entre deux provinces, du bois coupé dans la même forêt se vende plus d'un dollar moins cher dans la province de Québec. Dans le Bas-Saint-Laurent, une bonne partie de la population trouve sa subsistance dans l'industrie forestière et nos cultivateurs qui coupent du bois devraient avoir justice. Je regrette le traitement d'infériorité que ces gens reçoivent d'Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** appuie la motion du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). Dans le domaine forestier, dit-il, la négligence du gouvernement a suscité bien des problèmes. Jamais un gouvernement n'a aussi négligé l'administration des terres et des forêts.

#### **Des députés ministériels murmurent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais un gouvernement n'a été aussi imprévoyant. Jamais l'exploitation de nos ressources naturelles n'a été faite de façon si imprévoyante. En fait, la province n'a jamais assisté à un tel massacre de nos ressources forestières que depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel et surtout depuis que le député de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel) a pris l'administration du département des Terres et Forêts. Il n'a rien fait pour aider nos producteurs de bois.

Nos forêts constituent l'une de nos principales richesses et le gouvernement ne s'est pas soucié de les rendre au peuple. Dans un pays comme le nôtre, la politique de la province a souffert d'une pénurie de bois de chauffage, cette année, à cause de l'incurie du gouvernement provincial qui n'a pas fait les représentations voulues à Ottawa qui a réduit la production de nos forêts.

Un grand moulin à papier, celui de l'Anglo Pulp, est actuellement fermé, à Québec, et le gouvernement n'a pas l'air de s'en préoccuper. Cette fermeture dépend de la politique fédérale de fabriquer moins de papier, contre laquelle le

gouvernement de Québec eût dû se dresser. C'est donc la faute du gouvernement si les moulins à papier de la province marchent au ralenti.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements à droite)

Il m'est agréable de féliciter le député des Îles-de-la-Madeleine de l'intérêt qu'il manifeste à ses électeurs en soulevant cette question et de la façon dont il a présenté cette motion. Sa courtoisie offre un étrange contraste avec l'attitude du chef de l'opposition qui critique tout, qui ne trouve rien de bon et fait de la politique avec tout et à propos de tout. Jamais nos forêts n'ont été plus efficacement protégées que sous le gouvernement actuel. On n'a pas vu, comme sous le régime de l'Union nationale, certains requins qui ont donné libre cours à leur voracité, en procédant à des échanges qui n'étaient pas du tout au bénéfice de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre parle-t-il de son ami Chubby Power?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non, parce que l'honorable M. Power n'est pas de ces gens-là. Mais le chef de l'opposition... Quelles transactions se sont faites sous le régime de l'Union nationale, quels abus il a tolérés lui-même. Le chef de l'opposition n'a pas eu un mot de reconnaissance pour tout ce que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) a fait - je profite de l'occasion pour l'en féliciter - pour éviter à la province une disette de bois de chauffage.

Les restrictions imposées sur la vente du bois étaient au bénéfice de la population parce qu'elles ont assuré un approvisionnement à tout le monde. Elles ont profité au peuple et l'on protégé. Ottawa avait plafonné le prix trop bas. J'ai moi-même protesté contre le plafonnement fixé sur le prix du bois dans le Québec parce que je le considérais trop bas et nous avons obtenu un meilleur plafonnement. Malgré les prophéties de malheur de l'opposition, personne n'a manqué de chauffage au cours de l'hiver dernier, grâce au dévouement et au labeur du ministre des Terres et Forêts qui n'a rien négligé pour régler cette épineuse question.

Il a dû cependant se battre contre certains maires mal inspirés par je ne sais qui, et contre certains députés de l'opposition, qui ont cherché à empêcher les bûcherons d'aller couper du bois dans la forêt afin d'aggraver la situation et de rendre le problème encore plus complexe. On voulait ainsi embarrasser le gouvernement, sans penser qu'on

risquait d'embarrasser bien plus la population de la province de Québec. Mais nous avons réussi en dépit de certains de nos amis d'en face.

Le chef de l'opposition a parlé de la fermeture temporaire de l'usine de l'Anglo Pulp. Eh bien, si les moulins sont fermés pour quelques jours, c'est parce que l'hiver s'est prolongé et a nui à l'approvisionnement du bois de certaines compagnies; les lacs et les rivières n'ont pas calé aussi tôt que d'habitude. Le gouvernement est bien puissant, parce qu'il a des attaches profondes avec le peuple, mais il n'a aucun contrôle sur la température; il ne peut empêcher que la Providence ait calé nos lacs et nos rivières plus tard que d'habitude, cette année. Mais est-ce une raison pour blâmer le gouvernement, pour tout critiquer, pour changer le caractère d'une discussion courtoise sur un sujet d'intérêt public? Les exagérations du chef de l'opposition ne lui porteront pas chance car le peuple est fatigué de voir le chef de l'Union nationale toujours du côté de ceux qui n'ont pas d'autre souci que leur intérêt personnel.

La motion est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 26 avril 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Projets de loi:

#### Charte de Québec

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. **M. l'Orateur** quitte le fauteuil.

### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Les articles 1 à 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"17. L'article 565 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"565. Si le recorder, après avoir agi comme tel durant (vingt-cinq) ans et (avoir atteint l'âge de soixante-et-cinq ans) se démet de sa charge, la cité devra lui payer une pension de (six mille dollars) et cette pension, qui commencera immédiatement après sa démission, lui (sera) payée mensuellement, sa vie durant, comme pension insaisissable. Un recorder ainsi mis à sa pension aura, cependant, le droit de remplir les fonctions de recorder, au cas d'absence, de maladie, de récusation, ou à la requête du nouveau recorder."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill contient de mauvaises clauses. Parmi les mauvaises, il y a celle qui accorde au recorder une pension de \$6,000 après 25 ans de service et 65 ans d'âge. Le bill ajoute que le recorder à sa retraite pourra encore agir comme recorder en cas d'absence ou de maladie de son successeur.

C'est donc qu'on veut mettre à sa pension un recorder encore capable de travailler. C'est là créer un mauvais principe. Si un homme est encore capable de travailler, il n'est pas juste pour les contribuables de lui accorder une pension de \$6,000 par année.

Le gouvernement devrait aider la ville de Québec à se débarrasser de ses taudis. Il y a là un problème aigu qu'il faut se hâter de régler. Il devrait aussi aider la ville de Montréal qui a le même problème à régler.

Il reproche au ministre de la Santé de ne pas avoir rempli son devoir. Alors qu'il y avait le rationnement de la viande, on a révélé que 500,000 livres de viande avaient été perdues dans les entrepôts frigorifiques de Québec. C'est un scandale, surtout dans un temps où les victuailles sont si rares. Le gouvernement est responsable de cette perte. Cela s'est passé dans la ville même de Québec, à deux pas du bureau de santé. Une enquête a révélé que, pendant ce temps, une maison vendait de la viande pourrie à la population. Si le gouvernement faisait son devoir plutôt que de s'en remettre en tout au fédéral, cela ne serait pas arrivé.

Par ailleurs, dit-il, parmi les bonnes clauses, il y a celle qui encourage les coopératives d'habitation en accordant une commutation de taxes de 50 % pendant 20 ans aux futurs propriétaires de maisons familiales de \$5,000 ou moins, dont celle de Saint-Sacrement. C'est une magnifique initiative et un grand pas dans la bonne direction.

L'article 17 est adopté.

Les articles 18 à 30 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 126 sans l'amender.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Motions des députés

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Chambre ne doit pas s'attendre à ce que toutes les nouvelles motions qui seront présentées à l'avenir soient discutées avant la fin de la session. On a eu quatre mois pour les présenter et cela devrait suffire. Pour hâter la fin des travaux de la session, il faudra procéder, surtout, à l'étude des lois présentées et au vote des crédits. Nous ne nous engageons donc pas à nettoyer complètement l'ordre du jour.

### Demandes de documents:

#### Respect de la loi du dimanche

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 avril 1944 inclusivement, et se rapportant à l'observance et au respect de la loi du dimanche dans la province.

Il rappelle qu'il fut élu en 1927 sur la promesse bien définie de s'employer à faire respecter la loi de l'observance du dimanche. À cette époque, dit-il, dans les grandes industries de la région de Trois-Rivières, on travaillait le dimanche. À toutes les sessions, depuis, il a soulevé cette question et réclamé l'observance de cette législation du repos dominical. L'ouvrier a droit à ce jour de repos, affirme-t-il.

Cette question intéresse toute la population et spécialement celle de Trois-Rivières qui compte plusieurs industries de pulpe et de papier et les plus grandes du monde. Le respect du dimanche est une nécessité morale, nationale, et je dirai même physique. Dans ce domaine, pour une fois, la législation humaine, fédérale et provinciale, concorde avec la législation divine, et il importe de l'appliquer intégralement. Elle concorde aussi avec le besoin physique d'un jour de repos chaque semaine pour que le travailleur puisse refaire ses forces.

Le respect du jour du Seigneur est nécessaire pour la conservation de nos traditions religieuses qui sont la meilleure garantie d'ordre et de paix sociale, de sécurité économique et nationale pour la province. C'est aussi notre principale garantie de survie, car le jour où nous aurons perdu nos traditions religieuses, qui ont principalement assuré sa survivance, notre sort sera scellé. C'est donc une question qui dépasse les considérations partisans. Enfin, la nature exige que le travailleur bénéficie d'un jour de repos par semaine pour refaire ses forces. Le respect de ces lois est donc une garantie incomparable de paix sociale et de sécurité économique.

Cependant, il y a encore des abus regrettables dans notre province. À certains endroits, on force les ouvriers à travailler le dimanche et à chômer un jour de semaine. Ceux qui se rendent coupables de ce méfait seront les premiers punis, à payer chèrement la perte de la foi de ceux qu'ils forcent ainsi à transgresser ce précepte. Car, si on sape la foi de l'ouvrier, on s'expose à des répercussions terribles. Il n'y a aucune considération monétaire qui soit assez importante pour motiver la violation de la loi du dimanche. Les gens qui attachent plus d'importance au vil métal, aux biens matériels qu'au respect des traditions religieuses de leurs concitoyens ainsi qu'aux lois fondamentales sont des fauteurs de désordre social; ils sont une menace pour la paix sociale, au pays et dans la province.

On travaille le dimanche dans la grande industrie. Sous prétexte de guerre et de pénurie d'électricité, on leur donne un jour de congé par



semaine, mais à condition qu'ils travaillent le dimanche. Ottawa a forcé, en 1942, les ouvriers des moulins de pulpe et de papier à travailler le dimanche. On fait chômer des hommes la semaine, pour les faire travailler le dimanche.

Des événements subséquents ont prouvé qu'on avait tort d'invoquer la pénurie de l'électricité pour faire travailler ainsi les ouvriers le jour du Seigneur. J'ai reçu des protestations d'un peu partout contre cette mesure, en particulier de la région de Trois-Rivières et au Cap-de-la-Madeleine. Les ouvriers ont protesté avec raison contre ce décret. La fraternité internationale des ouvriers du sulfite et du papier, à Trois-Rivières, a protesté contre le travail du dimanche. Le respect des traditions religieuses est encore plus nécessaire en temps de guerre qu'en temps de paix. Et on n'a aucune raison pour agir ainsi, même pendant la guerre, car il faut que la machine humaine récupère ses forces. L'application de la loi du dimanche doit être non pas bigote ni chauvine, mais rationnelle et juste.

Je demande au gouvernement de faire son devoir et de prendre sans délai des mesures énergiques et toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser les abus. Il demande au gouvernement de ne rien négliger pour assurer à notre peuple le libre exercice de ses droits religieux et de se reposer le dimanche, malgré les caprices des bureaucrates d'Ottawa.

Il peut compter sur la coopération de l'opposition pour l'adoption des lois nécessaires à ce propos.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je félicite le chef de l'opposition d'avoir traité sérieusement une question sérieuse. S'il parlait toujours sur ce ton, nous serions plus souvent d'accord et il serait plus facile de s'entendre.

Le chef de l'opposition a parfaitement raison de réclamer le respect de la loi du dimanche et d'affirmer que c'est une nécessité morale, nationale et physique. C'est précisément pour cela que, depuis 1940, le gouvernement s'est employé de toute manière à faire observer la loi du respect du dimanche. En 1942, le contrôleur de l'électricité, M. Symington, nous a demandé de permettre aux usines de papier de fonctionner sept jours par semaine, les ouvriers prenant un jour de congé durant la semaine, afin de répartir avec plus d'économie l'électricité disponible.

Avant d'accepter ce décret, j'ai consulté mes collègues, puis j'ai soumis cette demande à Son Éminence le cardinal Villeneuve. Après avoir pesé la

question, Son Éminence a permis la chose aux conditions posées par le gouvernement, à savoir qu'il s'agissait d'une nécessité, que les ouvriers seraient mis au courant de la nécessité de ce décret par l'urgence de ce travail pour gagner la guerre, et que ce travail du dimanche cesserait dès que l'état d'urgence ne se ferait plus sentir. C'est ce qui a été fait. Aussitôt qu'on nous eut représenté qu'il n'y avait plus pénurie d'électricité, nous avons fait cesser le travail du dimanche.

Depuis, d'autres industries nous ont fait des demandes semblables, en faveur du travail le dimanche, dont une de Bromptonville. Chaque fois que des industriels ont demandé cette permission au gouvernement, ce dernier a fait procéder à une sérieuse enquête pour se rendre compte de l'absolue nécessité. Cependant, comme il est difficile pour nous de déterminer s'il y a réellement nécessité urgente, nous avons pris comme ligne de conduite de soumettre chaque fois la question aux tribunaux, et la cause est pendante.

Nous avons reçu également des plaintes et j'ai ordonné une enquête. S'il y a infraction, des procédures seront prises sans délai. Il est vrai que la loi du dimanche est une loi fédérale qui permet le travail dans les cas d'urgence, mais nous examinerons avec soin chaque cas. Je peux assurer l'opposition que le gouvernement continuera de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le travail du dimanche et tous les violateurs de la loi seront poursuivis. Comme j'ai les mêmes idées et les mêmes sentiments que le chef de l'opposition sur cette question, j'accepte la collaboration du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis satisfait des explications du procureur général.

La motion est adoptée.

**M. Chalout (Lotbinière)** demande à dire quelques mots sur une motion qu'il a inscrite à l'ordre du jour au sujet du théâtre Gayety de Montréal.

#### **Théâtre Gayety et respect de la loi du dimanche**

**M. Chalout (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le procureur général, ou des fonctionnaires et l'un des avocats de la couronne, à Montréal, les représentants

de la Ligue du dimanche ou les préposés à la direction du théâtre Gayety, depuis le mois de janvier 1942, au sujet de la violation de la loi du dimanche.

Depuis le début de la session, il dit avoir posé à plusieurs reprises des questions au procureur général (l'honorable M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) sur ce sujet. Il se fait l'écho de nombreuses personnes, en particulier de la Ligue du dimanche, pour savoir comment il se fait que ce théâtre peut continuer d'ouvrir ses portes chaque dimanche en dépit des poursuites prises contre ses propriétaires, car depuis plusieurs mois le gouvernement poursuit chaque semaine le théâtre Gayety pour violation de la loi. On condamne le théâtre au maximum de la peine, dit-il, soit \$40. Mais le théâtre préfère payer \$40 par semaine et ouvrir ses portes le dimanche, au grand dégoût des honnêtes gens.

Il y a là quelque chose de scandaleux et d'inadmissible à ce que ce théâtre puisse violer impunément la loi du dimanche qui défend de donner de semblables représentations. Voici une violation flagrante de la loi du dimanche contre laquelle il faudrait sévir. On défie ouvertement les lois. Si la loi actuelle est insuffisante, le procureur général devrait employer tous les moyens à sa disposition pour forcer le théâtre à observer la loi, et même légiférer, s'il le faut. Qu'on lui refuse, au besoin, sa licence ou son permis de recevoir le public. Il vaut mieux ne pas avoir de loi du tout que d'en avoir qui ne sont pas appliquées.

Les représentations du théâtre Gayety sont d'un caractère douteux, pour ne pas dire immoral.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le gouvernement a agi avec une sévérité exceptionnelle à l'égard de ce théâtre. Mon département a poursuivi ce théâtre à maintes reprises. Chaque dimanche de chaque semaine, on constate l'infraction, on prend une poursuite et on le fait condamner au maximum de la peine, soit \$40 et les frais.

Peut-on aller plus loin? La question se pose, à savoir si l'on doit fermer tous les théâtres le dimanche, dans une ville comme Montréal. Est-ce que nous devrions faire de Montréal, le dimanche, une ville morte comme la ville de Toronto?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Que l'on supprime la licence de ce théâtre d'une façon permanente.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Comme il s'agit là d'une loi fédérale, il n'appartient pas à la province de

l'amender pour augmenter le maximum. Le gouvernement fait donc tout ce que la loi fédérale lui permet. C'est un problème complexe et difficile et j'étudierai volontiers les suggestions qu'on pourra me faire à ce sujet.

Quant au sujet des spectacles immoraux du théâtre Gayety, mon département a inscrit trois poursuites contre cet établissement, depuis 1942; toutes trois ont été renvoyées, deux en première instance et l'autre en Cour d'appel, parce que la preuve ne permettait pas une condamnation, et cela, pour la bonne raison que l'immoralité d'un spectacle, comme l'immoralité d'un livre, est très difficile à prouver en cour. Nous avons déjà enlevé le permis au théâtre Gayety et nous sommes prêts à sévir. Si le député de Lotbinière peut me fournir des témoins capables de prouver l'immoralité des spectacles du Gayety, je suis prêt à instituer de nouvelles procédures.

**M. Chaloult (Lotbinière)** trouve étrange et inadmissible que le procureur général ne puisse trouver les moyens pour faire observer la loi.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Dans la correspondance que nous allons produire, le député de Lotbinière constatera que nous n'avons rien négligé pour faire respecter la loi.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le procureur général devrait confier la cause à un bon avocat.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** M. Maxime Raymond accepterait-il de poursuivre le théâtre en question?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je n'ai aucune relation avec M. Maxime Raymond.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça manque de gaieté.

La motion est adoptée.

#### Projets de loi:

##### Succession de Mary Everett

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill 109 concernant la succession de feu Mary Everett, veuve de feu Charles King, ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de

ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.  
Adopté.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service civil intérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-seize mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Dépenses de voyage (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Frais de bureau (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille sept cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Pisciculture, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Réserves de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Amélioration des conditions de chasse et de pêche, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Commission sur réception de droit régalien sur fourrures (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Parcs nationaux, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Gagnon (Matane):** Est-ce que le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) a préparé des projets d'après-guerre?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** répond qu'il a fait avec ses sous-ministres une étude approfondie des travaux à faire exécuter après le conflit. Un rapport a été envoyé au conseil d'orientation économique, dit-il. Le département projette de développer les parcs et d'y construire de nouveaux camps. D'ailleurs, la demande pour la location des camps est beaucoup plus forte que l'an dernier.

**M. Paquette (Labelle):** Les gardes-chasse sont mal payés, mal répartis, et il conviendrait de les organiser davantage dans les comtés où il y a du tourisme.

**M. Gagnon (Matane)** suggère la multiplication des équipes volantes.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Est-ce que le gouvernement a l'intention d'accorder bien des permis de verveux sur le Richelieu? Ces permis ont été accordés à la veille de l'élection de Saint-Jean et on est en train de vider la rivière de tous ses poissons.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Une enquête se poursuit et des permis ne seront accordés qu'à bon escient.

**Une voix de l'opposition:** Le gouvernement provincial est trop servile envers le gouvernement fédéral, quand il s'agit des pêcheries.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** rappelle à la Chambre que le temps est à la guerre et à la prise de mesures d'urgence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il vrai que le gouvernement fédéral a construit un poste de radio dans une partie du parc national de la Gaspésie?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Oui, pour les besoins de la défense du Canada.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec la permission de qui?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Avec la permission du gouvernement provincial.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'avait pas le droit de donner cette permission par lettre ou par arrêté ministériel. Avant d'accorder cette permission, il fallait une loi pour autoriser la construction de ce poste, une loi protégeant les droits de la province en matière de radio et en toute matière.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le chef de l'opposition devrait savoir qu'en temps de guerre le gouvernement d'un pays qui a la responsabilité de la défense du territoire peut faire les travaux nécessaires à la défense sans la permission de qui que ce soit. Mais, dans ce cas-ci, le gouvernement fédéral a demandé la permission au gouvernement provincial et nous avons accordé cette permission. Il est entendu que la province bénéficiera, après la guerre, des travaux exécutés par le fédéral.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est du servilisme. L'autonomie de la province a été violée.

**M. Gagnon (Matane)** participe au débat<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Supposons que la province de Québec et la Colombie en refuseraient la permission, le gouvernement du pays ne pourrait pas assurer la défense des côtes canadiennes, en vertu de la théorie extraordinaire du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons à Ottawa un régime d'autocratie révoltant, qui ressemble à celui d'Hitler que nous combattons. En matière de radio, la situation est révoltante et odieuse.

Il y a par exemple au poste C.K.A.C. de la *Presse*, à Montréal, un petit tsar - je ne fais pas allusion au personnel du poste - qui fait la pluie et le beau temps sans tenir compte de la liberté de parole. Il fait une charge contre M. Du Tremblay, propriétaire de *La Presse* et propriétaire du poste de radio.

Voici un homme qui sait à peine écrire et qui prend des allures de petit Adolf, au sujet des causeries irradiées par ce poste.

On a institué des méthodes tyranniques, convenables seulement pour le régime d'Hitler ou de Mussolini. Ainsi, il a décidé que, dans les causeries payées par ceux qui louent le poste, il est défendu de nommer un autre journal que celui de la *Presse*.

C'est inconcevable et intolérable. On ne peut plus discuter librement les questions politiques. Avant d'accorder de nouveaux privilèges à Ottawa, le gouvernement aurait dû poser comme condition le respect des droits de la province.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le gouvernement a accordé sa permission.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de produire la correspondance.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** C'est un secret militaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un poste de radio, on ne peut tout de même pas cacher cela comme une souris.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le fédéral peut faire n'importe quoi, pour la guerre, sans demander la permission au gouvernement provincial.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais vu un tel aveu de servilisme. Non seulement le gouvernement aurait dû poser des conditions, mais, de plus, il ne pouvait accorder cette permission sans la loi.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Mais, lorsque la Chambre ne siège pas, qu'est-ce qu'il faudra faire?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est simple. Si le gouvernement ne peut rien prévoir durant la session, qu'il convoque les Chambres, il peut le faire en trois jours. Il rend hommage à ses deux collègues, l'honorable député de Matane (M. Gagnon) et le député des Îles-de-la-Madeleine, qui ont obtenu, en collaboration avec MM. Sasseville Roy et Frédéric Dorion, que le Canada défende les côtes canadiennes contre les sous-marins allemands qui ont causé beaucoup de dégâts dans le golfe avant que le gouvernement fédéral prenne enfin conscience de ses responsabilités, à la suite des présentations faites par les députés.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président:** Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 35.

volontaire n'ayant apparemment pas eu le succès que l'on escomptait.

2. Selon *The Chronicle Telegraph* du 27 avril 1944, aux pages 3 et 4, le député de Brome (M. Robinson), seul député anglophone de l'Union nationale, était présent à l'ouverture de la séance de l'après-midi, mais il était absent au moment du vote.

3. Selon *La Patrie* du 27 avril 1944, à la page 12, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) aurait dit: "Tout le bois de la province de Québec devrait se vendre le même prix que dans les autres provinces."

4. Selon *The Montreal Daily Star* du 27 avril 1944, à la page 4, le député de Matane (M. Gagnon) a aussi participé à ce débat, mais le journal ne précise pas à quel moment il est intervenu.

#### NOTES

1. Selon *The Montreal Daily Star* du 27 avril 1944, à la page 4, quand le député de Lotbinière (M. Chaloult) parle de mesures appropriées, il fait allusion au décret que le gouvernement fédéral a l'intention d'adopter, en vertu du bill 80 qu'il a voté l'année dernière, afin d'imposer la conscription pour le service outre-mer, l'enrôlement sur une base



## Première séance du jeudi 27 avril 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 178 modifiant la loi du Barreau.

Votre comité recommande de prolonger au 4 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 4 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**M. Chaloult (Lotbinière)** demande au premier ministre quand on produira les documents relatifs à sa motion sur le fonctionnarisme.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les documents seront produits dans le plus bref délai possible.

## Projets de loi:

Code de  
procédure civile

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet, dit-il, est présenté dans l'intérêt de la société. L'article le plus important stipule qu'aucune poursuite en nullité de mariage ne sera désormais instruite, à moins qu'une copie du bref et de la déclaration n'ait été signifiée au procureur général au moins huit jours avant le jour fixé pour enquête et audition. Cet amendement a été suggéré par des juges, notamment par le juge en chef de la Cour d'appel de la province, l'honorable juge Séverin Létourneau, qui a attiré mon attention sur le phénomène de collusion qui existe et qui m'a donné deux exemples d'abus qui se commettent. L'amendement a donc pour but d'empêcher ces abus qui se commettent dans les actions en nullité de mariage et sur lesquels les tribunaux ont à se prononcer, car il arrive que des époux s'entendent pour trouver une cause de nullité et soumettre la chose aux tribunaux.

À cause de cette collusion entre les parties, les cas de nullité de mariage deviennent souvent des cas de divorces déguisés. C'est absolument contraire à la loi. Depuis le début de la guerre, des mariages ont été contractés à la hâte; il y a évidemment un plus grand nombre de mariages désassortis, des alliances éphémères. Étant donné qu'après cette guerre-ci, comme après toutes les guerres, les actions en nullité de mariage se multiplieront, car les mariages sont actuellement nombreux entre gens de nationalités différentes, il est à prévoir que les abus augmenteront aussi. L'amendement a donc pour objet de remédier à cette situation et d'empêcher les abus graves qui se produisent dans ce domaine. Il croit le temps venu de modifier la procédure pour prévoir ces cas.

Le projet de loi s'appliquera à toutes les parties, sans égard à leurs croyances religieuses. Les catholiques continueront d'être gouvernés par les lois de leur religion et devront aviser l'Église de leurs actions en nullité de mariage, comme auparavant, mais ils devront également aviser les autorités

civiles, représentées par le procureur général, ou alors, dans le cas des forces armées, le juge-avocat général, au moins huit jours avant le jour fixé pour enquête et audition.

L'an dernier, une loi a permis au procureur général d'intervenir dans les causes d'ordre public, mais ce pouvoir reste illusoire si le procureur général n'a aucun moyen à sa disposition pour se tenir au courant des poursuites qui sont prises. Le présent amendement décrète que la poursuite devra être signifiée au procureur général qui verra à empêcher les cas de collusion. Le projet de loi ne modifie en rien le Code civil; il a simplement pour but d'empêcher les cas de collusion.

Le projet de loi contient d'autres dispositions, qui ont pour but de faciliter les procédures dans le cas des personnes qui font partie des forces armées, notamment d'accorder le droit de recevoir des serments aux officiers de l'armée qui détiennent le grade de major ou un grade supérieur.

Une autre disposition ajoute à la liste des personnes qui peuvent être interrogées dans l'examen préalable, celles dont la partie adverse exerce les droits à titre de prête-nom, subrogé, cessionnaire, tuteur ou curateur.

Enfin, le projet facilite, en temps de guerre, l'exécution de commissions rogatoires pour l'examen des personnes enrôlées dans les forces armées. Ces commissions pourront être adressées à un juge-avocat général pour être exécutées par un membre des forces armées qui est avocat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'a aucune objection à la clause permettant à certains officiers de recevoir les serments. Cependant, dit-il, si ce bill a de bons articles, il en comporte par ailleurs qui n'ont pas de bon sens et l'article 2 est le pire de tous. Je ne crois pas opportun de donner le droit d'intervenir au procureur général dans les actions en nullité de mariage. Le ministre n'est pas sérieux. Le mariage, pour nous, est un sacrement en même temps qu'un acte civil. Il relève par conséquent de l'autorité religieuse tout autant que de l'autorité civile. Le procureur général a insulté ceux qui se sont mariés depuis le début de la guerre, en disant que le nombre des actions en nullité de mariage augmentera après la guerre. Il devrait s'excuser d'avoir dit cela auprès des soldats canadiens qui sont partis outre-mer.

De plus, pourquoi ajouter aux tâches du procureur général, lui qui n'arrive pas à accomplir toutes celles qui lui incombent déjà.

Parce que le mariage est un sacrement, le gouvernement n'a pas qualité pour intervenir; le

procureur général et le gouvernement n'ont rien à faire dans les questions de mariage. Je respecte l'opinion du juge en chef, mais aucun juge n'est infaillible. On établit un principe et je considère que c'est un précédent dangereux que de faire intervenir le procureur général dans une question qui relève de l'Église. Le gouvernement veut s'immiscer dans des affaires qui ne sont pas de sa compétence, car le mariage est exclusivement du ressort de l'Église et des tribunaux.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** assure la Chambre qu'il n'a pas l'intention de se mêler des chicanes de famille ou d'intervenir, à moins qu'il ne soit démontré qu'il y a collusion, afin d'obtenir un divorce déguisé.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Cet amendement pourrait avoir de graves conséquences. Il faut faire attention, car le mariage est un sacrement. Mais, étant donné que le mariage est un contrat civil en même temps qu'un sacrement, le premier primant le second, je n'ai pas d'objection à ce que le procureur général prenne connaissance des procédures, dans le but de réprimer les abus s'il y en a. Mais, si on exige qu'une copie de l'action soit signifiée au procureur général, on devrait aussi ordonner qu'une copie des procédures en nullité de mariage soit signifiée à l'ordinaire du diocèse de la résidence des époux, puisque le mariage est basé sur le droit canonique et qui, pour nous catholiques, est la seule autorité compétente en la matière.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Nous sommes tous d'accord sur la juridiction de l'autorité religieuse, mais il s'agit de permettre tout simplement au procureur général d'empêcher les divorces déguisés. Car, si des époux s'entendent pour tâcher d'obtenir un divorce déguisé en marge de la loi, l'évêque ne peut guère intervenir dans les procédures civiles. Ce n'est pas son rôle. Évidemment, si toutes les parties se conformaient aux directives de l'évêque, le rôle de l'autorité civile en serait grandement simplifié.

Mais des abus existent actuellement. On craint qu'ils ne se multiplient. Quelle objection y a-t-il à ce que le procureur général prenne les moyens de faire respecter la loi et d'empêcher qu'on obtienne avec une trop grande facilité des jugements en nullité? La guerre va changer bien des choses. Supposons qu'après la guerre le député de Lotbinière nous revienne avec la croix Victoria, comme mon glorieux concitoyen le major Paul Triquet.



**M. Chaloult (Lotbinière):** Je demanderai une décoration canadienne.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Lotbinière refuserait la croix Victoria?

**M. Chaloult (Lotbinière):** C'est une décoration anglaise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y a collusion, il est du devoir du procureur général d'y mettre fin, puisqu'il s'agit d'un acte criminel qui relève des tribunaux. Le pouvoir exécutif ne doit pas s'ingérer dans les prérogatives du pouvoir judiciaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mais il faut avant tout savoir s'il y a collusion et c'est au pouvoir exécutif à veiller au respect de la loi.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'aimerais bien connaître sur quels motifs le juge en chef de la Cour d'appel a appuyé sa suggestion concernant l'invalidité de mariage. Il y a bien un mal réel à faire disparaître et le gouvernement est bien intentionné, mais il ne faut pas procéder trop vite. L'article est d'une extrême gravité et ses conséquences sont très sérieuses. Ce n'est pas le rôle du gouvernement d'intervenir.

Je crains les conséquences d'un pareil amendement parce que les causes de nullité de mariage ne sont pas les mêmes en droit civil et en droit canonique. L'esprit du Code civil veut que nous nous soumettions aux prescriptions du droit canonique. Mais en fait, à cause de certaines interprétations du Conseil privé, il y a des divergences qu'il faudrait faire disparaître. Il me semble que l'évêque serait l'autorité compétente en cette matière.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai dit qu'après la guerre il y aurait beaucoup plus d'actions en nullité de mariage parce qu'il y aura eu, comme dans toute période de guerre, un plus grand nombre de mariages. Et c'est naturel. Je n'ai pas voulu insulter ceux qui se sont mariés pendant la guerre. Comme les autres députés, je suis contre le divorce. Par notre loi, on veut éviter les divorces organisés. On veut arrêter, dans ce domaine, les abus qui se commettent. Qu'est-ce que le chef de l'opposition trouve à redire là-dedans?

La motion est adoptée après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Le Code de procédure civile est modifié en insérant, après l'article 30, le suivant:

"30a. En temps de guerre, tout major ou autre officier d'un rang équivalent ou supérieur dans les forces armées de Sa Majesté, est autorisé à faire prêter, par toute personne enrôlée dans ces forces armées, le même serment qu'un commissaire de la Cour supérieure, et cela dans la province et en dehors de la province."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill apporte des amendements pour le temps de guerre. Est-ce que le ministre pourrait définir plus clairement cette période?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Au point de vue légal, cette période commence lorsque le roi du Canada proclame que le pays est en guerre et elle se termine lorsque le même roi proclame que l'état de guerre a cessé. Est-ce assez clair?

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ledit Code est modifié en insérant après l'article 114b, ajouté par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 14, le suivant:

"114c. Aucune poursuite en nullité de mariage ne peut être instruite à moins qu'une copie du bref et de la déclaration n'ait été signifiée au procureur général huit jours au moins avant le jour fixé pour enquête et audition."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement que propose le ministre va provoquer des interventions politiques. C'est un précédent dangereux, malsain, qui va aggraver le mal. Il n'y a pas de raison pour le gouvernement d'intervenir dans cette affaire.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je me demande pourquoi le chef de l'opposition fait intervenir la politique dans une question aussi importante que celle-là. Nous demandons tout simplement que le procureur général puisse intervenir lorsque, après s'être consulté avec ses officiers, il a raison de croire que les actions en nullité de mariage sont en réalité des cas de divorces déguisés. C'est ce que nous voulons empêcher.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Est-ce bien là le rôle du pouvoir civil? Notre loi civile est subordonnée aux lois canoniques et je me demande si cette intervention du procureur général ne soulèvera pas une tempête dans les milieux ecclésiastiques, car on sait que le clergé est chatouilleux sur ces principes. L'autorité compétente en la matière, c'est l'autorité religieuse en premier lieu, en vertu du droit canonique et de notre Code civil.

Il parle des dispositions du Code civil en ce qui a trait à l'empêchement de mariage et du jugement rendu par le juge en chef de la Cour d'appel, le juge Létourneau, dans le cas de mariage mixte et qui fait jurisprudence en établissant que soit un pasteur soit un prêtre catholique romain peut célébrer la cérémonie quand les futurs époux sont de religion différente. Tout l'esprit du Code civil concernant la célébration du mariage veut que nous nous soumettions aux lois de l'Église catholique romaine. Encore là, à cause d'interprétations erronées du Conseil privé, il y aurait des divergences. J'aimerais connaître l'opinion du procureur général sur le récent jugement Létourneau.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Cette disposition ne change rien au Code civil ni ne modifie la loi, elle permet simplement au procureur général d'intervenir dans les actions en nullité de mariage quand il y a apparence de collusion. Mes honorables amis de la gauche me semblent sous l'impression que c'est le procureur général qui intentera les procédures. Le procureur général ne demande que d'être mis au courant des procédures, afin d'empêcher qu'il y ait des divorces déguisés. Tout le monde est au courant de ce qui s'est passé dans la province et plus particulièrement à Montréal, en ce qui concerne les annulations de mariages. En raison de la guerre, la situation risque d'empirer et il est bon de se prémunir contre une telle éventualité.

Nous nous proposons donc de donner au procureur général le droit d'examiner les procédures

au nom de la société qu'il représente. Je ne vois pas la nécessité d'en signifier une copie à l'évêque. Les catholiques qui ne se conforment pas aux lois de l'Église ne seront pas plus catholiques si on soumet une copie des procédures à l'évêque. Ainsi, l'obligation d'un avis à l'autorité diocésaine sera inutile dans le cas où les parties ne voudront pas se conformer au droit canonique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'accorde avec le procureur sur ce point. Je n'approuve pas la suggestion du député de Lotbinière à l'effet que l'évêque soit mis au courant des procédures. Ce serait lui imposer l'étude de problèmes dont il n'aura que faire et les évêques ont bien autre chose à faire que de surveiller l'application des lois civiles. Quand des catholiques ne veulent pas suivre les directives ecclésiastiques, ce ne sont pas les tribunaux qui peuvent régler le cas. Mais je suis contre la signification au procureur général. Je crois que son intervention en cette matière consacre un mauvais principe et j'y vois le danger de l'ingérence politique dans un domaine sacré.

Il dénonce ces divorces déguisés comme il réproouve fortement les déclarations du député de Kamouraska-Rivière-du-Loup sur les intentions des jeunes qui se seraient mariés à la hâte avant de partir pour outre-mer, ou encore qui se sont mariés outre-mer. Il trouve que cette législation n'est pas claire et est prématurée. Il demande au gouvernement d'y songer à deux fois avant de s'aventurer sur ce terrain, surtout si le procureur général n'a pas obtenu l'avis de l'autorité religieuse.

Le meilleur moyen d'empêcher ces abus, ce serait d'obliger les parties qui veulent faire annuler leur mariage de donner un avis public en français et en anglais dans les journaux, comme on fait pour les séparations de biens, plusieurs fois par mois avant l'audition de la cause. L'un des meilleurs moyens d'empêcher la transgression des lois, c'est la publicité. Ceci aurait pour effet d'empêcher des procédures prises parfois dans l'ombre ou intentées à la légère et obligerait les intéressés à réfléchir sur la conséquence de leur acte. Elle serait une bien meilleure sauvegarde que l'intervention du procureur général. Lorsque j'ai parlé d'intervention politique, tout à l'heure, je n'ai pas voulu viser le procureur général actuel plus que ceux qui viendront après lui.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je dois dire tout de suite qu'il est injuste de soupçonner le procureur général actuel ou n'importe quel procureur général de vouloir faire de

la politique. Le chef de l'opposition, qui pourrait un jour être à nouveau procureur général, sait très bien qu'au département personne n'est là pour faire de la politique plutôt que pour exercer la justice. Par ailleurs, je ne crois pas à l'efficacité de l'avis dans les journaux. De tels avis seraient inutiles si l'une des parties réside, par exemple, aux États-Unis ou en Europe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça préviendra la collusion.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Tout le monde admet qu'il y a des abus. L'an dernier, à la suggestion de l'honorable juge Édouard Fabre Surveyer, nous avons donné le droit au procureur général de surveiller l'intérêt public dans certaines causes. Cette année, à la suggestion du juge en chef de la Cour d'appel, nous proposons de donner au procureur général le droit de protéger le lien patrimonial. Il est sage de lui donner le droit de se faire le défenseur du lien matrimonial au nom de la société. Nous voulons remédier à un mal social. On veut savoir s'il y a ou non collusion. Je n'ai pas montré le présent bill au juge Létourneau, mais je sais que le projet de loi représente les idées du juge.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** exprime le même avis. Pareilles causes de nullité de mariage sont très sérieuses, dit-il. On doit songer aux cas de requêtes en annulation de mariage qui sont légitimes et qu'il serait inopportun de porter à la connaissance du public. Les avis publics dans les journaux ne sont pas la meilleure solution parce que, d'une manière ou de l'autre, le procureur général sera au courant en tout cas et il est souvent mieux que ces affaires ne soient pas révélées au public.

Avec cet amendement, le procureur général veut empêcher les demandes de nullité de mariage qui sont criminelles. Il vaut mieux intervenir à temps que de déplorer le mal. Il vaudrait mieux servir les avis au procureur général seulement.

D'autre part, on ne doit pas ennuyer les évêques avec cela; les catholiques pratiquants connaissent parfaitement leurs devoirs à ce sujet et savent qu'il faut en référer à leur ordinaire. La référence à l'évêque du lieu, quant aux autres, ne changerait pas grand-chose aux poursuites qu'ils veulent intenter.

De plus, il n'y a pas de politique là-dedans. Si le procureur général voulait y immiscer la politique, il pourrait tout aussi bien utiliser la méthode que

suggère le chef de l'opposition. L'intention véritable du procureur général en proposant cet amendement, c'est de servir de protecteur du lien matrimonial, en lui permettant d'intervenir à temps afin d'éviter la consommation des abus que l'on a signalés, surtout en cette époque troublée où malheureusement les jeunes gens sont plus exposés que jamais à contracter des mariages désassortis ou inconsidérés. Et pour le protéger, il faut qu'il intervienne à temps.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne veux pas mettre en doute les intentions du gouvernement, mais cette loi ne me semble pas suffisamment mûrie. Le procureur général devrait la faire étudier par une commission de légistes, afin qu'elle soit soumise à des spécialistes également versés en matière de droit civil et de droit canonique.

Elle pourrait comprendre M. l'abbé Aderville Bureau, doyen de la faculté de droit canonique et licencié en droit civil, M. Léo Pelland, c.r., et M. L.-P. Pigeon, c.r.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question au procureur général.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** (En souriant) Il semble y avoir entente parfaite entre l'opposition et le député de Lotbinière. Mais je vais d'abord répondre à votre nouvel associé et je vous répondrai ensuite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je nie au procureur général le droit de m'unir au député de Lotbinière qui a eu de meilleures relations avec le gouvernement qu'avec l'Union nationale. Le procureur général sait qu'il n'y a rien de commun entre l'opposition et le député.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Vivement) Si vous voulez vous désunir, on va vous obliger à publier un avis dans les journaux<sup>1</sup>.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** répond qu'il a consulté plusieurs juges qui ont beaucoup d'expérience en cette matière.

**M. Gagnon (Matane):** Le procureur général n'aura pas le temps, dans un délai de huit jours, de faire une enquête approfondie pour défendre le lien matrimonial. Si on persiste à maintenir cet amendement, que l'on porte au moins le délai à 30 jours. Quel sera le rôle du procureur général dans la prévention des abus que l'on veut écarter?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** n'a aucune objection à prolonger le délai d'avis à 30 jours. Son seul motif est de guérir le grand mal social des divorces déguisés qui tend à se propager.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Nous ne croyons pas que le procureur général permettra à la politique de s'immiscer dans ces affaires et, si nous différons d'opinions avec l'honorable juge en chef de la cour, c'est uniquement sur l'efficacité du moyen suggéré. Celui que suggère le gouvernement n'est pas celui qui s'impose. Il propose que l'on adopte plutôt la suggestion du chef de l'opposition.

L'article 2 est adopté sans amendement.

Les articles 3 à 6 sont adoptés<sup>2</sup>.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 30 sans l'amender.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Élie (Yamaska)** propose par voie d'amendement, appuyé par représentant de Joliette (M. Barrette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: l'Assemblée législative de Québec est prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle exprime

l'opinion qu'il y aurait lieu de réduire le prix des engrais chimiques achetés par les cultivateurs de la province, et que c'est le devoir du gouvernement de la province d'adopter, sans délai, les mesures appropriées et justes pour que les cultivateurs de la province puissent obtenir des engrais chimiques à des taux et à des conditions raisonnables pour eux.

Les cultivateurs paient leurs engrais à des prix prohibitifs, déclare-t-il.

**M. Chaloult (Lotbinière)** dit avoir eu l'occasion de réclamer à maintes reprises la réduction des prix des engrais chimiques; à chaque session, il l'a réclamée. À cause de la pauvreté de nos sols, déclare-t-il, les engrais chimiques sont nécessaires dans la province de Québec. Les cultivateurs sont obligés de payer trop cher pour un produit aussi essentiel; les fermiers ne peuvent payer \$35 la tonne pour l'engrais chimique.

Nous sommes ici en présence d'un trust, représenté par la Canadian Industries Limited, qui est même un trust international, puisqu'il est affilié aux trusts des États-Unis et d'Angleterre et impose aux cultivateurs de chez nous des prix prohibitifs. Il y aurait lieu d'organiser des coopératives de ventes appuyées par l'État ou, tout au moins, un contrôle d'État sur le commerce des engrais chimiques. Je voterai donc pour l'amendement, car le gouvernement n'agit pas très activement dans ce domaine.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La production et le commerce des engrais chimiques sont libres dans la province de Québec et au pays, mais la distribution est organisée par les sociétés coopératives avec la collaboration du gouvernement. Grâce à cela, les cultivateurs paient les engrais chimiques de \$2 à \$5 la tonne moins cher dans notre province qu'en Ontario, soit de 15 % à 18 % moins cher que dans la province voisine. Le seul moyen de réduire davantage le prix serait d'étatiser la fabrication et la distribution des engrais chimiques. En raison de son vote contre l'étatisation de la Montreal Power, est-ce que le député de Lotbinière serait prêt à appuyer le gouvernement dans le cas où celui-ci voudrait étatiser la vente des engrais chimiques?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les cultivateurs se plaignent des prix prohibitifs qu'ils paient pour les engrais chimiques. Il n'y a aucun doute que les engrais chimiques sont vendus trop cher, dans notre province, et que ce coût élevé augmente les obligations des cultivateurs et le coût de la

production agricole. Les engrais chimiques sont sous la régie d'un trust très puissant, la Canadian Industries Limited, qui vend ses produits trop cher dans la province de Québec. Cette organisation empêche la libre concurrence, car c'est ce trust qui contrôle la vente des engrais chimiques. La motion Élie est très importante; elle répond à un besoin et la Chambre devrait l'adopter unanimement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Paquette, Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Hamel, Jodoin, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service civil extérieur (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Jardin zoologique de Québec, gages compris (Chasse)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il d'ours au Jardin?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Il y en a deux gros et trois petits.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ils ne sont pas commodes.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Quand ils sont petits, ils sont bien fins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il d'animaux dans tout le Jardin?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Près de 500, dont 140 mammifères, 360 oiseaux et 12 tortues.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Comme dans l'opposition.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 27 avril 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Société d'assurance  
des caisses populaires**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Plamondon), que tous les articles du Règlement ayant trait à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et à la réception des bills privés, soient suspendus pour lui permettre de présenter le bill 146 constituant en corporation la Société d'assurance des caisses populaires, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté après division.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 constituant en corporation La Société d'assurance des caisses populaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 117 conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, le mot "toute" par le mot: "la".

2. L'article 8 est remplacé par ce qui suit:

"8. L'article suivant est inséré dans le Code municipal pour la Corporation après l'article 408c."

"408d. 1. Une taxe équivalant à cinq pour cent du coût de la construction d'une extension des services d'aqueduc et d'égout sera imposée annuellement par la corporation sur tout lot pour lequel le propriétaire a requis et obtenu ladite extension après le (insérer ici la date de la sanction du présent bill).

2. Subordonné au paragraphe trois de cet article, cette taxe pourra être imposée aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur ladite extension n'atteint pas cinq pour cent du coût du prolongement desdits services, ou que le coût de ce prolongement n'a pas été remboursé à la corporation par la taxe de cinq

pour cent annuellement, avec ou sans celle de la consommation pour l'eau, ainsi que ci-dessus pourvu.

3. Tout acquéreur d'une partie d'un lot grevé de ladite taxe, ainsi que son successeur, est responsable de la partie de la taxe de cinq pour cent proportionnelle à la grandeur de son lot comparée à celle du vendeur originaire, et ce, aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur ladite extension n'atteint pas cinq pour cent du coût du prolongement desdits services, ou que le coût de la construction de l'extension n'a pas été remboursé à la corporation, ainsi que prescrit dans le paragraphe 2 du présent article.

4. La corporation doit déduire chaque année du montant de la taxe de cinq pour cent, le montant que toute personne lui a payé pour la consommation de l'eau provenant de ladite extension.

Quand la taxe a été divisée en vertu de la manière prévue au paragraphe 3 du présent article, le montant payé pour consommation de l'eau par l'acquéreur d'une partie doit être appliqué d'abord à réduire le montant de la taxe payable par cet acquéreur.

5. Le vendeur d'un terrain sujet à ladite taxe doit insérer le texte du présent article dans tout acte transférant la propriété d'un lot et l'omission de cette insertion libère l'acquéreur de sa responsabilité en ce qui regarde ladite taxe."

Aussi, le bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est modifié:

a. en biffant les paragraphes 1, 6 et 9;

b. les paragraphes 2, 3, 4 et 5 deviennent paragraphes 1, 2, 3 et 4;

c. les paragraphes 7 et 8 deviennent paragraphes 5 et 6;

d. le paragraphe 10 devient paragraphe 7.

2. Les articles 18 et 19 sont biffés.

3. L'article 20 devient article 18.

Aussi, le bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville de Mont-Royal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 5 et 6, les mots: "(reproduit comme annexe à la présente loi)".

Et l'annexe est biffée.

**Projets de loi:****Saint-Colomb de Sillery**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait quelques remarques.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Modification à la charte de  
la ville Mont-Royal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte  
de Verdun**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Les amendements sont lus.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que les amendements soient maintenant acceptés.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Le comité des bills privés de l'Assemblée législative a décidé de porter le salaire du maire de Verdun de \$1,200 à \$3,000 et celui des échevins de \$800 à \$1,500. Le Conseil législatif a rejeté cet amendement à la charte en invoquant la question d'ordre. Jamais la question n'a été discutée à son mérite par les conseillers législatifs, mais seulement sur la forme, puisque ce changement n'a pas été annoncé et que cela constitue une dérogation aux règlements du Conseil législatif.

Il est inutile de siéger comme député si un représentant du peuple ne peut faire valoir le point de vue de ses électeurs. Il invoque à son appui les prérogatives de la députation au Parlement. Je propose donc, dit-il, que les représentants du peuple exigent que leur volonté soit respectée et je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative refuse d'accepter les amendements qu'il a apportés au bill 134 modifiant la charte de la cité de Verdun, et ce, pour la raison suivante:

Parce que ces amendements négligent de rendre justice aux représentants municipaux et à la population de la cité de Verdun<sup>3</sup>.

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Verdun est devenu une ville importante et sa population croissante requiert l'attention continuelle du maire et des échevins. Au Conseil législatif, c'est l'honorable Gordon Hyde, un nouveau conseiller qui, semble-t-il, ne connaît pas très bien les règlements, qui a soulevé un point d'ordre imaginaire et qui a proposé ce changement à la décision de notre comité en invoquant la raison d'irrégularité dans les avis, d'après les règlements du Conseil législatif, par le fait que l'augmentation des salaires n'était pas couverte par les avis donnés dans la *Gazette officielle*.

Mais un député a toujours le droit de proposer un amendement à un bill. De fait, des modifications ont été apportées dans la façon de gouverner à Verdun, sans que des avis publics aient été émis. La Chambre devrait donc persister dans la décision que son comité a prise. J'appuie donc la motion du député de Verdun. Il faut tenir compte des représentants du conseil municipal de Verdun qui se sont prononcés en faveur du bill, tel qu'adopté par l'Assemblée législative, et c'est son devoir de faire valoir les droits des conseillers municipaux de Verdun<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les échevins de Verdun étaient favorables à l'augmentation des salaires, mais le maire Wilson, de Verdun, s'y opposait. La loi des cités et villes renferme une disposition qui permet au conseil de fixer les salaires du maire et des conseillers après un vote favorable des deux tiers des voix, sous réserve de l'approbation des contribuables. Alors, si le conseil municipal de Verdun veut augmenter les salaires de ses membres, il le peut par ce règlement qui devra être approuvé par les contribuables, dans un referendum. C'est de cette façon qu'ils doivent procéder. Mais, dans les circonstances, nous ne pouvons accepter les propositions du député de Verdun.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Comeau, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Paquette, 10.

**Contre:** MM. Allard, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Desmarais, Drouin, Duffy, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Hamel, Jodoin, Lawn, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Renault, 26.

Ainsi, la motion d'amendement est rejetée.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Transfert d'ouvriers

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame son droit de parler sur une question urgente, avant l'ordre du jour.

Il se passe des choses sérieuses dans l'industrie de la province de Québec, déclare-t-il. En vertu des règlements du Service sélectif, des ouvriers de notre province, parmi lesquels il y a des travailleurs spécialisés, sont suspendus et envoyés ensuite, par le Service sélectif, dans d'autres provinces, tandis qu'on les remplace par des ouvriers d'autres provinces. Il reçoit, dit-il, des protestations nombreuses

contre les ordonnances et les agissements du Service sélectif qui envoie des ouvriers du Québec un peu partout au Canada et les remplace souvent par des gens venus des provinces voisines<sup>5</sup>.

Ce n'est pas mon intention de critiquer ce qui doit être nécessairement fait dans l'intérêt du pays, mais c'est mon devoir de protester contre des abus et des injustices graves pour la plupart des ouvriers ainsi déplacés. Cette pratique se généralise. Forcer les ouvriers d'aller travailler ailleurs, c'est jeter du trouble dans les familles, les déraciner, et c'est contre cela que la Législature devrait protester. On divise les familles. On expédie les fils dans une région et les filles dans d'autres.

Cela complique la vie de nos gens qui aiment à vivre sous le même toit, crée une multitude de problèmes économiques et cause surtout un mécontentement profond. C'est une situation sérieuse et aux conséquences graves. C'est le devoir du gouvernement de voir à mettre fin à un pareil état de choses organisé par le Service sélectif. Qu'entend faire le gouvernement à ce sujet?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a deux aspects différents à considérer, dans cette question, et le chef de l'opposition les confond trop facilement. À l'heure actuelle, le marché du travail varie très rapidement. Il arrive que la main-d'œuvre devienne trop nombreuse dans certaines industries de guerre, forcées de diminuer leur activité du fait des commandes moins nombreuses; on pourrait se contenter, en certaines, de 75 % du personnel requis au début. Il s'ensuit que certains ouvriers sont privés d'emploi, ce qui peut expliquer une certaine migration de main-d'œuvre, rendue nécessaire par la guerre et le besoin d'ouvriers spécialisés. Alors, le Service sélectif offre à ces ouvriers des positions n'importe où au Canada, et c'est tant mieux.

Le Service sélectif offre, mais n'impose pas des positions dans d'autres endroits du Canada. Comme le Canada appartient à tous les Canadiens et que les ouvriers de la province sont donc partout chez eux, dans toutes les provinces du pays, je considère, moi, qu'il est avantageux pour nos ouvriers d'aller travailler dans d'autres parties du pays. Mais il n'est pas vrai qu'on force les ouvriers sans ouvrage à aller travailler à l'extérieur de la province, hors de leur consentement. Ces ouvriers sont libres d'accepter ou de refuser les postes qu'on leur offre. Ceux qui acceptent ces offres sont bien traités. Je voudrais que le chef de l'opposition me nommât un seul ouvrier qui ait été forcé d'aller travailler ailleurs.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On force nos ouvriers à travailler dans d'autres provinces. C'est tellement vrai qu'on dit à ces ouvriers: Si vous ne voulez pas aller travailler dans d'autres provinces et accepter l'emploi qu'on vous offre ailleurs, vous allez perdre votre assurance-chômage pour laquelle vous avez payé quand vous aviez un emploi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est absolument inexact. Cette migration forcée n'existe pas. Le chef de l'opposition est bien mal renseigné. Pourquoi toujours travailler à dénaturer les choses? En second lieu, aucun ouvrier des autres provinces n'est venu prendre la place des nôtres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On les force...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas exact. C'est l'évidence même que des ouvriers étrangers ne pourraient venir prendre la place des nôtres quand ces derniers se trouvent privés d'emploi parce que certaines industries de guerre réduisent leur production. L'œuvre de guerre est assez difficile à poursuivre et assez délicate à mener à bonne fin, qu'il doit y avoir au moins entente entre toutes les provinces pour qu'aucun déplacement inutile d'employés ne soit fait et pour que les citoyens qui ont quelque influence ne s'emploient pas à changer la véritable situation. Le Canada étant en état de guerre, il est parfois nécessaire de faire venir d'ailleurs au pays des ouvriers spécialisés des industries de guerre.

Mais, pour ce qui est des ouvriers ordinaires, aucun ne vient ici prendre la place des ouvriers québécois sous prétexte qu'il n'y a plus de travail chez eux. Une pareille situation n'existe pas. Tant mieux pour l'ouvrier qui n'a plus de travail, si on lui offre une position dans un autre endroit du pays. Mais, si la situation décrite par le chef de l'opposition existait, je serais le premier à la dénoncer car cela constituerait une injustice flagrante.

#### **Suspension des règlements**

**M. Bourque (Sherbrooke):** On vient de suspendre les règlements de la Chambre pour permettre au député de Portneuf (M. Plamondon) de présenter un bill privé<sup>6</sup>. Pourquoi le premier ministre a-t-il refusé, il y a une couple de semaines, à la municipalité du lac Magog, la permission de présenter un bill privé également? Le premier ministre m'avait dit qu'il était trop tard dans la session pour le faire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les avis du bill dont le député de Portneuf est le parrain sont dans la *Gazette officielle* depuis cinq semaines, tandis que les gens du lac Magog n'ont pas donné d'avis et présentent leur requête longtemps après l'expiration des délais. Je suis sympathique à leur bill. Qu'on me signale un article des règlements qui me permette de passer par-dessus les formalités et je suis prêt à accepter leur bill dès la présente session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond qu'il se charge de trouver un moyen très régulier de contourner la difficulté. Il y a une distinction injuste entre les deux cas.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit que la situation est différente et qu'il ne fait que donner son opinion personnelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au premier ministre s'il accepterait que le député de Sherbrooke présente un bill public sur les besoins du Petit-Lac-Magog.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** accepte.

#### **Projets de loi:**

##### **Loi de pharmacie de Québec**

**M. Choquette (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 177 sans l'amender.

**M. Choquette (Montmagny)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

##### **Loi du Barreau**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 178 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 178 sans l'amender.

**M. Morin (Québec-Centre)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Code civil

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant le Code civil.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Charte

#### d'Oka-sur-le-Lac

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 32 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Division territoriale de la Gaspésie

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant la division territoriale de la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill, dit-il, a pour but de rectifier les bornes entre le district électoral de Gaspé-Nord et ceux de Matane et Gaspé-Sud, au point de vue municipal, et les bornes de deux divisions d'enregistrement. Certaines parties de cantons passent de l'une à l'autre circonscription électorale, de façon à suivre des lignes tracées sur le terrain. Ces modifications vont avoir pour effet de régulariser les titres de certains colons et d'améliorer les divisions des cadastres.

Le gouvernement s'est ému de l'état déplorable des titres des propriétés dans cette région et a décidé d'y remédier, pour faire disparaître les embarras dans lesquels se trouvaient placés parfois les citoyens de la Gaspésie. Il a chargé un expert en

la matière, M. Alphonse Garneau, protonotaire de la cour à Percé, avec l'aide d'arpenteurs, de procéder à la révision des titres, afin de les clarifier et de corriger les enregistrements.

Nombre de personnes ne peuvent bénéficier du prêt agricole ou obtenir des indemnités, dans des cas d'expropriation, parce qu'ils n'ont pas de titres clairs. Pour arriver à ce but, il faut modifier les divisions d'enregistrement. Des législations s'imposent donc pour corriger ces anomalies.

Mais ce qui importe d'abord, c'est de corriger la ligne de division des bureaux d'enregistrement. On veut faire des divisions logiques et non faire passer la ligne au milieu d'une paroisse. Saint-Octave-de-l'Avenir, paroisse de colonisation magnifique, est située partie dans le canton de Cap-Chat, partie dans le canton de Romieu.

Cette dernière partie, détachée du district électoral de Matane, est actuellement définie par une ligne de division de lots et par le prolongement imaginaire de cette ligne, que l'on remplace par le cours de la rivière Cap-Chat.

L'an dernier, au point de vue électoral, nous avons annexé à Gaspé-Nord une partie du canton de Faribault qui était située dans le comté de Matane. Ce canton est donc actuellement situé partie dans Gaspé-Nord et partie dans Matane. Comme on ne veut pas qu'il reste défini par une ligne imaginaire, on en détache la partie située dans Matane et tout le canton se trouvera dans Gaspé-Nord.

À l'heure actuelle, les cantons de Gastonguay, Sirois et Fletcher sont divisés entre Gaspé-Nord et Gaspé-Sud par une ligne oblique. D'après le nouveau texte, la ligne qui sépare la division de Gaspé de celle de Sainte-Anne-des-Monts partage le canton de Champou. Le nouveau texte met ce canton en entier dans la division de Gaspé.

De plus, le nouveau texte comporte une division semblable pour fins municipales et pour fins d'enregistrement, ce qui comporte l'annexion du canton De Nouë à la division de Sainte-Anne-des-Monts pour fins d'enregistrement.

Le projet de loi a donc pour but de tracer la ligne de division entre le district électoral de Gaspé-Nord et ceux de Matane et Gaspé-Sud, de façon à suivre les lignes tracées sur le terrain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'étonne qu'on vienne en Chambre avec cette question qui date de 100 ans. Le problème, affirme-t-il, provient de ce qu'il n'y a pas de notaire en Gaspésie. Le député de Gaspé-Nord devrait retirer cette loi.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi enlever ce canton à Matane sans justification et sans consulter le député de ce comté? Le député de Gaspé-Nord n'est pas très courtois de vouloir, par une loi, amputer quelques-uns des beaux cantons du comté de Matane d'une partie riche en forêts, extrêmement pittoresque.

De plus, ce territoire contient quelques-unes des plus hautes montagnes recouvertes de forêts d'une grande richesse. Le ministre n'est aucunement justifié d'agir ainsi, au point de vue de l'enregistrement, parce que cette partie du canton Faribault n'est pas habitée et ne comprend que des montagnes et des forêts impropres à la colonisation. Cette division ne peut intéresser personne; il n'y a pas un seul électeur.

S'il n'y a personne d'établi dans ces cantons, ce ne sont pas les électeurs qui demandent ce changement. Je ne vois pas pourquoi on viendrait l'enlever du comté de Matane pour fins d'enregistrement. Est-ce que le député de Gaspé-Nord ne cherche pas à s'emparer de cette partie du comté de Gaspé pour ses richesses forestières et minières, pour les concéder à ses amis?

Il veut tout simplement permettre à ses amis les marchands de bois de venir mettre leur nez dans le canton. Je proteste contre cette injustice et j'avertis l'honorable député qu'il lui en coûtera cher, cette intrusion dans le domaine de la justice et s'il veut faire passer sa loi sans avoir consulté le député intéressé, sans avoir fourni des cartes ou des rapports d'arpenteurs.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je ne m'attendais pas à une aussi violente colère de mon honorable ami de Matane. Ce que nous faisons est tout simplement logique.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi pas prendre tout le comté de Matane?

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je ne comprends pas l'indignation du député de Matane. Il me semble logique d'annexer à la partie du canton Faribault qui est habitée dans Gaspé-Nord, celle qui ne l'est pas dans Matane. Aux cœurs purs, tout est pur et aux gens compliqués, tout est compliqué. Nous voulons mettre de l'ordre dans les titres et nous commençons par mettre de l'ordre dans les frontières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre doit avoir une autre idée derrière la tête. Les motifs

invoqués ne sont pas les vrais. Ça me paraît un bill pas mal compliqué, puisqu'il est inscrit au nom du procureur général et que c'est le député de Gaspé-Nord, son homonyme, qui est obligé de le défendre.

**M. Gagnon (Matane):** Qu'on ne commence pas par voler la propriété du voisin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** croient qu'il y a anguille sous roche; ils soupçonnent un motif électoral sous prétexte de clarification de titres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question de relevé des titres n'est pas nouvelle. Elle existe depuis plus de 100 ans. Le ministre tente de séparer les vieilles paroisses des colonies, pour en faire des districts non organisés, sans doute pour des fins électorales, s'organiser des électeurs... plus faciles à manipuler.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le chef de l'opposition me donne des idées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On sait que le député en a besoin... (Rires)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Comme enfant du comté de Matane, je ne peux laisser faire une chose pareille sans protester. Il demande qu'on s'en tienne aux anciennes limites.

**M. Gagnon (Matane):** Je demande au ministre de la Gaspésie de laisser mon comté tranquille.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Je vais rassurer le député de Matane en lui montrant une lettre du maire d'une paroisse de son comté dont le projet détache une petite partie pour l'annexer à Gaspé-Nord. Ce premier magistrat d'une paroisse importante de Matane, un ami du député, approuve notre projet et m'envoie une résolution de son conseil qui l'approuve également. Voici la lettre et la résolution.

La motion est adoptée après division<sup>7</sup>. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie les articles 4 et 5 qui se lisent comme suit:

"4. Le canton Fletcher fera désormais partie en son entier du district électoral de Gaspé-Nord et du comté de Gaspé-Est, pour toutes fins.

"5. Le canton Champou fera désormais partie en son entier du comté de Gaspé-Est, pour fins municipales et d'enregistrement."

**Des députés** discutent.

Les articles 4 et 5 sont amendés et se lisent désormais comme suit:

"4. Le canton Fletcher fera désormais partie en son entier du district électoral de Gaspé-Nord et du comté de Gaspé-Ouest, pour toutes fins.

"5. Le canton Champou fera désormais partie en son entier du comté de Gaspé-Ouest, pour fins municipales et de la division de Sainte-Anne-des-Monts pour fins d'enregistrement."

Les amendements sont adoptés

Les articles 4 et 5, ainsi amendés, sont adoptés.

Les articles 6 à 14 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 27 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**Un député de l'opposition** demande à ce que la troisième lecture soit remise à la prochaine séance, vu l'absence du député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) qui aurait probablement son mot à dire sur le sujet.

**Municipalités du canton de Romieu,  
de Sainte-Anne-des-Monts et de  
Saint-Maxime-du-Mont-Louis**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 concernant les

municipalités de la partie ouest du canton de Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Les municipalités de Sainte-Anne-des-Monts et de Mont-Louis, dit-il, s'avancent profondément à l'intérieur de la Gaspésie. Tandis qu'il y a des centres de colonisation en arrière de Sainte-Anne-des-Monts, Mont-Louis n'est peuplé que sur le bord de la mer. Par ce bill, on enlève à ces deux municipalités le territoire situé à l'intérieur des terres. Ce territoire deviendra des territoires de colonisation non organisés au point de vue municipal, rattaché au comté de Gaspé-Ouest. Quant au canton de Romieu, on lui enlève une étendue qui n'est pas organisée en fait au point de vue municipal. C'est la conséquence du bill précédent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** disent que ce bill est un recul. On fait d'un territoire organisé au point de vue municipal un territoire non organisé. Les gens qui y vivent n'appartiendront plus à aucune municipalité et devront désormais s'adresser au conseil de comté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette législation ne change pas grand-chose. Pourquoi démembrer ces municipalités, augmentant ainsi leurs charges respectives?

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 26 sans l'amender.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain à 10 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 35.

## NOTES

1. Selon *Le Canada* du 28 avril 1944, à la page 16, et *The Gazette* du 28 avril 1944, à la page 19, le premier ministre aurait répondu: "Si vous vous unissez, nous allons vous forcer à mettre des avis dans les journaux." et "Bien, si vous vous associez, nous vous obligerons à publier ce fait dans les journaux."

2. *L'Événement* du 28 avril 1944, à la page 3, mentionne que les autres amendements du bill ne soulèvent à peu près pas de discussion et que le débat a duré 1 h 30.

3. Selon *L'Action catholique* du 28 avril 1944, aux pages 3 et 9, au comité des bills privés de l'Assemblée législative, quand le bill fut discuté, M. Comeau avait proposé un amendement en vertu duquel le salaire du maire était porté de \$1,200 à \$3,000 et celui des échevins, de \$1,000 à \$1,500. Bien qu'aucun avis de cet amendement n'ait été donné, suivant les formalités requises, le comité accepta l'amendement. Au Conseil, on le rejeta sans l'étudier au mérite, sous prétexte qu'il n'était pas régulier.

4. *Le Soleil* du 28 avril 1944, à la page 15, affirme que le chef de l'opposition est d'avis contraire et qu'il prétend que ces amendements doivent être adoptés.

5. Selon *Le Temps* du 5 mai 1944, à la page 1, il y eut un "grand silence dans la Chambre. Les centaines d'ouvriers qui remplissent les galeries tendent l'oreille".

6. Il ne s'agit pas du député de Portneuf (M. Plamondon), mais du député de Saint-Maurice (M. Beaulac). Le député de Portneuf n'a fait qu'appuyer la proposition.

7. Selon *L'Événement* du 28 avril 1944, à la page 13, la discussion a duré plus d'une heure.



Séance du vendredi 28 avril 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Code civil**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant le Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Le principal amendement, dit-il, réduit de \$200 à \$40 le montant maximum de la responsabilité de l'hôtelier pour les effets de ses hôtes, en dehors des cas où, d'après le texte actuel, sa responsabilité n'est pas limitée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne voit pas pourquoi la responsabilité des hôteliers devrait être réduite de \$200 à \$40.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Cette modification a été demandée par l'Association des hôteliers. Dans toutes les autres provinces, la responsabilité était de \$40 au maximum. L'amendement place les hôteliers québécois sur le même pied que ceux des autres provinces.

Les autres amendements ont surtout pour objet de faire disparaître du Code des dispositions désuètes. Ainsi, l'un des articles du bill a pour objet de mettre les dispositions de l'article 69a du Code civil d'accord avec les dispositions de la loi des inhumations et des exhumations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut sans doute, à la veille des élections, obtenir plus de facilités pour l'exhumation des cadavres.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition voit de l'électoratisme partout.

L'article 2 abroge une disposition qui a été rendue inutile par l'effet des modifications apportées à l'ordre des successions par la loi 5 George V, chapitre 74.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans la succession d'un ancien lieutenant-gouverneur de la province, l'honorable Narcisse Pérodeau, il y avait 3,000 actions de la Montreal Light, Heat & Power.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si l'on en juge par la véhémence avec laquelle il a combattu la nationalisation de la Montreal Power, on pourrait croire que le chef de l'opposition possède 10,000 actions de cette compagnie.

Par ailleurs, l'article 6 supprime un renvoi à la loi anglaise de la marine marchande, renvoi devenu inutile par suite de l'abrogation faite par le Parlement canadien, en conformité avec le Statut de Westminster, de la loi anglaise de la marine marchande.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça ne change pas grand-chose, car les bateaux qui viennent ici battent pavillon britannique et sont soumis aux lois anglaises. Il est inutile de référer au drapeau de la marine marchande pour un pays comme le Canada, qui n'a pas de drapeau national. C'est tellement vrai que nos soldats tombés au champ d'honneur sont enterrés dans un drapeau qui n'est pas le leur. On refuse un drapeau au Canada et on oblige les soldats canadiens qui meurent outre-mer à être inhumés dans le drapeau britannique.

Donc, ça n'aura pas plus d'effet pour les Canadiens morts outre-mer que de signification lorsqu'on fait référence aux victimes des sous-marins dans le fleuve Saint-Laurent. Chaque fois que la question est soulevée au Parlement d'Ottawa, il se trouve des gens pour l'écarter, contrairement aux saines et légitimes aspirations de notre peuple.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les sous-marins qui sont venus dans le golfe et qui ont tant fait peur au député de Matane (M. Gagnon) ne portaient pas pavillon britannique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, mais ils sont venus ici avec la complicité du gouvernement canadien, en ce sens qu'Ottawa n'a pas pris les mesures nécessaires pour assurer la protection du territoire. Des sous-marins allemands ont été aperçus au large du Saint-Laurent et sont restés au même endroit plus d'une heure, complètement à l'abri des

attaques; on les a laissés se balader en plein jour, au vu et au su de tout le monde. Ceux qui les ont vus ont téléphoné à Gaspé, puis les autorités de Gaspé ont téléphoné à celles de Mont-Joli, lesquelles ont téléphoné à Ottawa. Tout ce qui a été fait pour protéger la population de Gaspé s'est limité à des appels téléphoniques.

Si le gouvernement fédéral avait voulu délibérément que des sous-marins allemands se comportent comme ils l'ont fait, ils n'auraient pas fait mieux. Le service téléphonique de la région est interrompu à 7 heures du soir, il n'y a aucun service de télégraphe dans bien des endroits, et Ottawa a laissé cette situation perdurer trois ans. Ce n'est qu'en 1943 que des mesures ont été prises. Et pourquoi ce délai? C'est évident qu'on voulait fermer le Saint-Laurent à la navigation, au détriment des ports de Québec, Trois-Rivières, Sorel et Montréal et au profit du port d'Halifax et de Saint-Jean, N.-B.

Le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) a vu un sous-marin faire surface au large de Cap-des-Rosiers et rester là plus d'une heure, et ce, après que deux bateaux eurent coulé.

Des témoins de l'événement ont lancé des appels à l'aide, mais Ottawa n'a rien fait. Nul doute que, si Ottawa avait voulu ruiner la voie maritime du Saint-Laurent, ils n'auraient pas agi autrement qu'en adoptant une politique de l'inertie.

Lorsque la situation se fut détériorée à un point tel qu'il fallut prendre des mesures, le gouvernement a déclaré un black-out sur la côte. C'est bizarre que cette mesure ait été prise quelques jours seulement avant les discours que je devais prononcer à Matane et ailleurs dans le Bas-Saint-Laurent. On a employé la même tactique qu'en 1939, alors que je n'avais pu parler à la radio. Cependant, la lumière des doctrines de l'Union nationale a percé les ténèbres. Il est tout aussi étrange qu'alors que les lumières des côtes avaient été éteintes, pendant mon séjour, le phare de Matane projetait sa clarté le long des eaux, fournissant ainsi aux sous-marins les positions dont ils avaient besoin.

Les gens qui nous refusent un drapeau sont les mêmes qui ont pratiquement ruiné le transport maritime sur le Saint-Laurent au cours des récentes années, au bénéfice d'Halifax et de Saint-Jean. Nous avons refusé de concéder des bases navales aux Allemands à l'île d'Anticosti. Nous avons tout fait pour conserver intact et développer les ressources de notre magnifique pays.

Nous avons droit au respect de toutes les races et nous voulons qu'on respecte nos désirs lorsqu'il s'agit du drapeau national.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je ne suivrai pas le chef de l'opposition sur ce terrain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale se fiche de l'obscurité du fédéral.

La motion est adoptée après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 31 sans l'amender.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Division territoriale de la Gaspésie**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill 27, amendé, modifiant la division territoriale de la Gaspésie soit maintenant agréé.

Adopté après division.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Municipalités du canton Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 concernant les municipalités de la partie ouest du canton Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis soit maintenant lu une troisième fois.



Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Emprunts des commissions scolaires de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi, dit-il, a pour but de permettre aux commissions scolaires de Montréal, lorsqu'elles renouvellent un emprunt, de faire une émission en série au lieu d'une émission à échéance unique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au gouvernement de ne pas faire suffisamment pour l'éducation, de mal payer les instituteurs et de laisser subsister une foule d'écoles qui sont des nids à feu. Le gouvernement ne fait pas assez pour les commissions scolaires, surtout celles de Montréal, et l'administration a augmenté leurs obligations sans rien faire pour les protéger. Ce bill est une amélioration, mais il ne réduit pas leurs charges. Le gouvernement, au lieu d'aider les commissions scolaires par des octrois, les embourbe en leur permettant d'emprunter. Ce n'est pas le remède à la situation. Le problème de l'éducation en est un d'argent et il importe qu'on donne aux commissions scolaires des octrois substantiels et non des bouts de papier qui leur permettent de s'endetter davantage.

Il faut donner des écoles hygiéniques, augmenter le salaire des instituteurs et institutrices et donner aux parents les moyens suffisants pour leur permettre de faire instruire leurs enfants, et l'instruction de leurs enfants ne présentera aucun problème. Il faut plus d'octrois. Une aide substantielle doit être accordée aux commissions scolaires, aux professeurs et aux parents. L'éducation est le gage d'un avenir plus progressiste et plus heureux au Québec. En trois ans, l'Union nationale a construit des centaines d'écoles. Nous avons fourni de multiples terrains de jeux pour permettre aux enfants pauvres de prendre leurs ébats comme les enfants des riches.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La mesure n'a pas pour effet que de rendre plus faciles les émissions d'obligations des commissions

scolaires de Montréal, mais également leur mode de financement. Je suis surpris des commentaires du chef de l'opposition concernant l'aide accordée par le Parti libéral pour l'éducation. S'il y a un gouvernement qui a fait quelque chose dans ce domaine, c'est bien le régime libéral actuel. Depuis cinq ans, le budget de l'Instruction publique a été augmenté d'environ \$9,000,000 et porté, de \$6,000,000 qu'il était en 1939, à \$16,000,000.

(Applaudissements à droite)

Les salaires ont été augmentés. L'an dernier, le gouvernement a soulagé nombre de pères de famille en instituant la gratuité de l'enseignement pour les enfants de sept à 14 ans.

En deux ans et demi, le gouvernement a accordé aux commissions scolaires de Montréal des octrois pour \$4,200,000, dont \$2,700,000 pour aider les commissions scolaires catholiques et \$1,500,000 pour les commissions scolaires protestantes, sans parler de bien d'autres octrois aux diverses commissions scolaires par toute la province. L'Union nationale du chef de l'opposition n'a jamais donné un sou d'octroi aux commissions scolaires de la métropole.

D'ici 15 jours, les commissions scolaires vont recevoir du gouvernement les sommes promises pour les rembourser de ce qu'elles ont perdu par la gratuité. Le peuple de la province sait ce que le gouvernement a fait pour l'instruction publique. Fier de l'œuvre qu'il a accompli jusqu'à aujourd'hui dans le domaine de l'instruction, le gouvernement Godbout veut aller de l'avant et réaliser d'autres progrès.

C'est bien l'intention du gouvernement de faire encore davantage pour l'éducation le plus tôt possible. Très prochainement, un bill sera présenté pour abolir la rétribution mensuelle jusqu'à la neuvième année inclusivement et ainsi donner gratuitement l'instruction aux enfants jusqu'à la neuvième année. Le gouvernement veut aussi, l'an prochain, donner la gratuité scolaire durant tout le cours primaire. Un montant de \$600,000 a été prévu dans le budget 1944-1945 du ministère de l'Éducation pour compenser les pertes subies par les commissions scolaires, par suite de l'abolition de la rétribution mensuelle.

En fait, l'aide accordée à l'enseignement par le gouvernement libéral place nos écoles sur un pied supérieur au point de vue matériel, si on les compare à celles des autres provinces. C'est l'intention du premier ministre de continuer dans cette voie et ce ne sont pas les critiques de l'opposition qui vont enrayer notre travail.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre, comme d'habitude, s'est vanté. Il oublie de dire qu'il manque des institutrices dans nos campagnes. Les institutrices, n'étant pas assez payées, se sont rendues dans les usines de guerre.

Le ministre annonce une loi pour la gratuité scolaire et pour l'abolition de la rétribution mensuelle. Mais pourquoi attendre à la fin de la session pour amener une telle loi?

Le gouvernement Godbout poursuit en matière d'éducation, comme en toute autre chose, une politique à courte vue. Peuple pauvre, nous avons trouvé les moyens de nous instruire et de rester nous-mêmes, aux heures les plus sombres de notre histoire. Chaque période a eu ses hommes instruits, courageux, des hommes de caractère qui nous ont fait honneur. Ils ont été instruits dans nos petites écoles, dans nos familles où l'on a conservé l'esprit, la flamme française<sup>1</sup>.

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 28 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service civil intérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Service civil extérieur (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Frais de bureau (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Inspection et surveillance, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Entrepôts, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Talbot (Chicoutimi)** parle d'une somme de \$1,200<sup>2</sup>, mise dans les crédits pour de la bière. Cet argent, affirme-t-il, a été employé à payer de la bière qui a été fournie à un groupe de ministres et de députés libéraux réunis au Gîte, au lac à l'Épaulé.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** lui reproche cette méchanceté. La bière achetée par le département, dit-il, est mise à la disposition des voyageurs qui vont de Québec à Chicoutimi par le chemin du parc. Ils ont le droit d'acheter de la bière avec leurs repas, à l'hôtellerie du Gîte, comme partout ailleurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle d'une prétendue chicane qui aurait eu lieu entre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette).

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'honorable ministre du Travail n'assistait pas à la réunion du lac à l'Épaulé. Les frais de ce voyage des ministres au Gîte ont été payés par les intéressés. Et la plus belle concorde y a régné. Ce fut tout le contraire de la convention de Sherbrooke.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Au Gîte, il y a une hôtellerie où l'on sert de la bière comme partout ailleurs. Ceux qui en prennent paient pour et c'est le ministère de la Chasse et des Pêcheries qui doit fournir ce liquide à l'hôtellerie.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le ministère provincial des Pêcheries construira, dans le cours de l'été de cette année, trois nouveaux entrepôts frigorifiques dans la Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Ces frigos seront construits à Bonaventure, comté de Bonaventure, Mont-Louis, comté de Gaspé-Nord, et Grande-Entrée, Îles-de-la-Madeleine.

De plus, on agrandira les entrepôts actuels de Sainte-Thérèse, de Pointe de Newport, de Petite Rivière Est et de la Rivière-au-Renard.

Tous ces travaux sont faits par soumissions. Dans le cas particulier de Bonaventure, le contrat a été donné la semaine dernière au plus bas soumissionnaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne pense pas que le système des soumissions publiques, afin de faire des travaux publics à plus bas prix, soit nécessairement le meilleur. Il arrive que les vieux contracteurs s'entendent pour éloigner les nouveaux venus, éliminer la concurrence et se partager ensuite les profits. Sous le gouvernement actuel, les contrats coûtent souvent 33 % de plus que la soumission, et cela est dû à un système de camouflage de soumission en vertu duquel on néglige de mentionner dans la soumission une partie des travaux, de façon à favoriser les contracteurs en accordant des extras. La chose s'est produite dans la construction de la voie Sir-Wilfrid-Laurier et nous a coûté des centaines de dollars en extras.

Je croyais autrefois que la politique des soumissions était la meilleure, mais je ne le crois plus maintenant. Je me suis aperçu que le meilleur système, c'est d'avoir de bons contrats, de surveiller étroitement les soumissions pour chaque partie des travaux; c'est aussi le contrôle rigide des prix des matériaux et des travaux par des surveillants honnêtes. Le système de demande de soumissions consiste en un groupe de contracteurs qui s'unissent

pour éliminer la compétition. Et huit fois sur dix, les soumissions sont camouflées.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne crois pas moi non plus que les soumissions soient toujours la meilleure formule. En beaucoup de circonstances, il vaut mieux choisir le meilleur contracteur. Si les entrepreneurs sont bons, le système des demandes de soumissions permet certainement de réaliser des économies, mais il importe d'avoir de bons entrepreneurs. Le gouvernement a eu ce souci pour toutes ses entreprises.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien ministre de la Voirie s'est surtout occupé de la voie Sir-Wilfrid-Laurier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition ne devrait pas parler du camouflage dans les contrats du gouvernement, et surtout dans les contrats accordés par l'ancien ministre de la Voirie. Il ne croit pas que des extras aient été consentis pour la construction de la route Sir-Wilfrid-Laurier. Tout le monde sait, dit-il, que dans l'accomplissement de son devoir, si un homme a été rigide dans la surveillance des dépenses de son département, c'est bien M. Bouchard. Personne plus que lui n'a surveillé attentivement les intérêts de la province dans ce domaine. On s'est plaint par moment qu'il était trop rigide, trop scrupuleux dans le contrôle de ses dépenses, en y mettant peut-être de l'exagération parfois dans les rigueurs, contrôlant chaque cent qui était dépensé. Alors, il contrôle rigoureusement tout ce qui est dépensé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il parle de tous les départements.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** refuse d'admettre que dans la plupart des cas des extras ont été consentis. Les situations imprévues exigent que des extras soient alloués. Il faut s'attendre à cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chemin qui conduit de la ville de Québec au pont et à la route Sir-Wilfrid-Laurier va coûter cher. Le tronçon d'une longueur de trois milles a coûté \$100,000 le mille.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est une route particulièrement difficile. Même si elle a coûté \$100,000 le mille, c'est encore beaucoup moins cher que la construction de routes similaires

en Ontario. C'est le principe économique qui a prévalu pour la construction de la route Sir-Wilfrid-Laurier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans son for intérieur, le premier ministre n'approuve probablement pas l'entreprise de la route Sir-Wilfrid-Laurier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est une route magnifique, qui se compare avec les plus belles routes de l'Ontario. Elle était nécessaire pour relier par un chemin plus court la métropole du pays et la capitale de la province, pour les besoins de la population et pour le tourisme. Elle servira de porte d'entrée à un afflux touristique précieux en provenance des États-Unis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elle finit dans un champ.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les Américains font dévier leur réseau routier à cet endroit pour qu'il relie la route Sir-Wilfrid-Laurier. Cette route drainera un afflux touristique important vers la province. On estime que l'affluence touristique américaine nous a donné jusqu'à \$90,000,000 en une année.

Grâce à cette nouvelle route, dans cinq ans, il apportera à la province peut-être de \$200,000,000 à \$300,000,000 chaque année. Cet afflux touristique représente une redistribution d'argent à l'échelle de la province et tous les citoyens, en particulier les cultivateurs, en bénéficieront.

Je suis certain que le chef de l'opposition regrette de n'avoir pas construit lui-même cette route qui sera un grand actif pour la province. Et c'est une bonne chose pour la province que l'Union nationale ne l'ait pas construite, car il en aurait coûté quatre fois plus cher.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Le gouvernement aurait pu épargner \$100,000. Je n'ai jamais compris pourquoi le gouvernement a construit cette route de l'État de New York à Laprairie. On aurait dû plutôt réparer la route d'une longueur de 15 milles qui va de Saint-Jean à Saint-Lambert. Et pourquoï le gouvernement n'a-t-il pas fait passer la route par Iberville?

Le tronçon entre Laprairie et la frontière ne traverse aucun village, la population n'en retire aucun avantage et la route se termine dans un champ de pacage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je suis heureux de dire au député de Saint-Jean-Napierville que la route d'Iberville sera terminée dans le cours de l'été.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** reprochent au ministre des Pêcheries d'acheter du bois de la Madawaska Lumber Corporation, une compagnie du Nouveau-Brunswick, pour la construction d'entrepôts frigorifiques en Gaspésie, de séchoirs, comme l'indiquent les *Comptes publics*, alors que M. Édouard Lacroix, député fédéral de Beauce, est le propriétaire de cette compagnie et se trouve être en même temps l'un des chefs du Bloc populaire canadien qui combat le gouvernement.

**M. Gagnon (Matane):** Nous avons ici des moulins qui pourraient fournir le bois nécessaire. M. Lacroix vend du bois à tous les départements et attaque le premier ministre avec l'argent qu'il a ainsi gagné. C'est une tactique mesquine de la part des collègues du premier ministre que de financer ainsi la lutte menée par Lacroix.

Agit-on de cette façon pour remercier M. Lacroix des critiques qu'il formule contre le gouvernement, ou veut-on acheter un adversaire irréductible?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas très juste envers le premier ministre que ses propres ministres achètent du bois à Édouard Lacroix, membre influent du Bloc Populaire, car M. Lacroix prend ensuite cet argent et l'utilise pour les fins du Bloc, qui consistent à attaquer le premier ministre. Le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) n'a pas fait preuve de grande loyauté en achetant du bois de la Madawaska Lumber Corporation, propriété de M. Lacroix, pour une valeur de quelques milliers de dollars.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. Édouard Lacroix n'a plus d'intérêts dans la Madawaska Corporation. Cette compagnie est la propriété de M. Charles Lacroix, un bon libéral et frère du député de Beauce. Il arrive d'ailleurs que l'on puisse acheter d'adversaires politiques, pour motifs d'économie pour la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les mêmes vieux trucs. Ici vous avez Édouard Lacroix et son frère, l'un du Bloc Populaire et l'autre un chef libéral, et ensuite Maxime Raymond, qui est à la tête

du Bloc, et son frère, un bon libéral, le sénateur Donat Raymond. C'est une bonne idée, d'avoir de grosses familles. Ils peuvent organiser une chicane pour distraire le public, et se réconcilier lorsqu'il est temps de se partager le butin. En fait, les libéraux sont toujours unis. Édouard Lacroix fait croire qu'il est séparé de son frère.

Tout le monde sait bien maintenant que, lors de la résignation de M. Taschereau en 1936, ce dernier avait les yeux sur M. Édouard Lacroix et non sur le premier ministre actuel, pour prendre sa succession comme premier ministre de la province. On avait fait des démarches dans ce sens auprès du lieutenant-gouverneur. Ça n'a pas marché et puisque personne ne se portait volontaire pour accepter la succession, le premier ministre actuel a été choisi, à la veille de sa déconfiture aux élections.

**M. le président** tente de ramener la discussion aux crédits budgétaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lui dit de ne pas trop faire de zèle à la veille de se faire envoyer au Conseil législatif.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Puisque nous nous sommes éloignés du sujet, il n'y a pas de mal à procéder de cette façon. Le chef de l'opposition a changé d'opinion. Il prétendait avant aujourd'hui que j'avais été choisi par M. Taschereau, que j'étais son fils politique, et j'en éprouvais une certaine fierté. Voilà maintenant qu'il prétend que j'ai été le second choix. J'apprends la chose du chef de l'opposition.

**Des députés** rient.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ça fait cinq ans que j'entends ces discours. J'ai entendu ces allusions à M. Taschereau. Le chef de l'opposition aime bien raconter aux gens la grosse humiliation qu'on m'a fait subir lorsque, à défaut de candidats pour se porter volontaires, on m'a choisi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est Édouard Lacroix qu'on voulait voir succéder à M. Taschereau et je défie le premier ministre de nier cette affirmation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour revenir à cet achat de bois, si tout ce qu'on trouve à reprocher à mon gouvernement c'est d'avoir accordé des contrats à des ennemis politiques, ce n'est pas si

mal; il n'entre pas d'autre considération dans les achats que l'économie des deniers de la province. Il est vrai que les libéraux s'entendent. Ils s'entendent avec le peuple d'abord et, si le chef de l'opposition ne fait pas d'obstruction pour prolonger inutilement la session, il en aura la preuve avant longtemps.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** dit avoir acheté du bois de cette compagnie parce que les prix demandés faisaient l'affaire de la province. Le député de Matane a de mauvaises lunettes, dit-il. Le ministère a acheté, en 1942, du bois de la Luceville Lumber pour \$3,800 et de la Madawaska Corporation pour \$900. Voilà la vérité.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Dépenses diverses et imprévues (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** fait allusion à l'affirmation du député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), qui avait protesté, au cours d'un débat antérieur, contre un supposé monopole du commerce du poisson établi à Halifax. Aussitôt que cette accusation a été connue, dit-il, les dénégations arrivaient<sup>3</sup>.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Ceux qui nient faire partie du monopole du poisson sont bel et bien membres du cartel comme le démontre l'agence commerciale Dunn and Bradstreet, qui dit que C. J. Morrow "a été associé avec les intérêts Smith pendant les 25 dernières années" et qu'il a également des intérêts dans six compagnies subsidiaires. Il cite aussi la revue *Canadian Fisheries* de décembre 1941, disant qu'en 1932 M. McLean s'est associé à d'autres hommes d'affaires pour prendre le contrôle de la Connors Brothers Ltd., qui s'occupe du commerce de la sardine.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** donne lecture de lettres qu'il a reçues à ce sujet et dans lesquelles on invite le député des Îles-de-la-Madeleine à faire une enquête sur place.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** admet avoir reçu de ces MM. Morrow et McLean une lettre

très polie l'invitant à se rendre à Halifax pour voir par lui-même comment est organisée l'exportation du poisson. On m'appelle "honorable", gros comme le bras, dans cette lettre, dit-il. Mais je me fous du titre d'honorable et je n'irai pas faire enquête à Halifax. Tout ce que je veux, c'est que mes gens mangent, que la concurrence existe dans le commerce du poisson, que les coopératives se multiplient et qu'elles aient la voie libre pour vendre leurs produits.

Il remercie le ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) de ses bonnes dispositions à l'égard des pêcheurs de l'Est. Il demande de faire de nouvelles représentations à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre pour qu'elle fixe des prix plus rémunérateurs pour le poisson de la province de Québec. Il serait aussi très important, dit-il, de nommer un représentant des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine, M. Thurbide, dans la Commission.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

J'ai souvent rencontré l'honorable Ernest Bertrand, ministre des Pêcheries à Ottawa. Déjà, je lui ai fait les représentations nécessaires et l'on a nommé des aviseurs de la Commission des prix, MM. Blais, Boudreau et Lelièvre. J'ai l'assurance que ces problèmes seront réglés prochainement.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 30.

**NOTES**

1. Nous ne savons pas exactement où se situe cette intervention.

2. Selon *Le Soleil* du 29 avril 1944, à la page 3, la somme aurait été de \$200.

3. Dans un débat antérieur (séance du mercredi 19 avril 1944), le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) avait accusé le Wartime Fisheries Advisory Board, organisme qui fait partie de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre et qui contrôle le commerce du poisson, de favoriser dans ses ordonnances les maisons d'exportation des autres provinces, aux dépens des producteurs et des coopératives du Québec. Et il avait mentionné que les deux principaux membres de cet organisme, MM. C. J. Morrow et A. Neil McLean, avaient des intérêts dans certaines combines contrôlant le commerce du poisson. Information provenant de *L'Action catholique* du samedi 29 avril 1944, à la page 20.

## Première séance du mardi 2 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

## Immigration

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 15 mars 1944, demandant la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, compagnie, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 18 janvier 1944 inclusivement, et relativement à l'immigration dans la province de Québec. (Document de la session no 72)

Pension payée à  
l'honorable C. Vaillancourt

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 19 avril 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 22 mars 1944 inclusivement, concernant la pension payée par le gouvernement de la province à l'honorable Cyrille Vaillancourt. (Document de la session no 73)

## Questions et réponses:

## Sommes payées à G. Picard

**M. Sauvé (Beauharnois):** Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 22 mars 1944 inclusivement, combien a été payé par le gouvernement de la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, à M. Gérard Picard,

demeurant au numéro 401, chemin Sainte-Foy, à Québec?

*a.* Quand ont été effectués tous et chacun desdits paiements?

*b.* Au sujet de quel département de l'administration provinciale ont été effectués tous et chacun desdits paiements?

2. Depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 22 mars 1944 inclusivement, combien a été payé, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, audit M. Gérard Picard par aucune des commissions ou aucun des organismes constitués par la Législature de Québec et relevant du gouvernement de la province?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** 1. \$590.

<i>a.</i> 10 mai 1941.....	\$ 40.00
3 octobre 1942.....	10.00
9 juillet 1943 .....	150.00
20 septembre 1943 .....	240.00
1 <sup>er</sup> janvier 1944 .....	<u>150.00</u>

\$590.00

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette réponse n'est pas exacte.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Seul le ministère du Travail a payé des sommes à M. Picard.

## Chemin des Bergeronnes

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un pont a été emporté sous la pression de la glace aux Petites-Bergeronnes, dans le comté de Saguenay. Plusieurs milles de chemins sont impassables et de nombreux habitants sont isolés. Ce chemin est actuellement dans un état inconvenant. On a communiqué avec moi à cet effet et je m'empresse de demander au gouvernement de prendre les mesures pour rétablir les communications dans cette région éloignée de la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement portera toute l'attention voulue à la chose. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau) verra à faire réparer les dégâts. Les ingénieurs du gouvernement feront tout en leur

pouvoir pour procéder le plus rapidement possible aux réparations urgentes, afin que la population concernée n'ait pas à souffrir d'isolement.

#### Motions des députés:

##### Motion sur la mobilisation

**M. Frégeau (Stanstead):** Mercredi de la semaine dernière, je n'étais pas en Chambre lors de la discussion de la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult) contre la mobilisation des recrues outre-mer. Je dois dire que, si j'avais été ici, j'aurais voté contre cette motion comme l'ont fait quatre autres députés.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** La semaine dernière, je n'étais pas ici lors de la discussion de la motion du député de Lotbinière (M. Chaloult) contre la mobilisation des recrues outre-mer. Si j'avais été en Chambre mercredi dernier, j'aurais voté contre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le meilleur moyen pour un député de voter contre une motion, c'est d'être présent quand un vote est pris.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande au chef de l'opposition ce qu'il pense de l'absence du député de Brome (M. Robinson). Quel aurait été son vote s'il avait été présent? demande-t-il.

**M. Robinson (Brome):** Jamais cette motion n'aurait dû être présentée. On connaît bien mes opinions en matière de participation et de mobilisation et je n'ai pas besoin de les répéter. De plus, je ne crois pas qu'il soit du ressort de l'Assemblée législative de se prononcer sur cette question.

##### Taxe de vente

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La mise en vigueur, le 1<sup>er</sup> mai, des amendements à la loi concernant la taxe de vente et la taxe d'hôpital sur les repas crée quelque confusion dans le public parce que les projets de loi comportant ces amendements n'ont pas encore été sanctionnés par le Conseil législatif. Alors qu'on a enlevé certaines taxes à Montréal, les marchands et les restaurateurs les font encore payer à leurs clients de Québec.

En vertu de la pratique constitutionnelle et à la suite du précédent créé par Ottawa concernant de telles lois, qui veut que les bills d'argent entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai, les lois concernant les taxes entrent en vigueur dès qu'elles sont annoncées. Les bills ne sont présentés que subséquemment.

La Chambre s'étant prononcée en faveur de ce bill financier et ayant seule les prérogatives nécessaires sur ce sujet, il n'est pas nécessaire que la loi soit sanctionnée par le lieutenant-gouverneur pour que les dispositions qui exemptent de la taxe de vente de nombreux articles soient en vigueur. En cette matière, le Conseil législatif n'a aucune autorité. Les amendements aux deux lois peuvent donc avoir force de loi et sont en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai. La taxe sur les repas ne doit être perçue qu'à partir de 60 cents. Il en est de même pour les exemptions ou la diminution de la taxe de vente provinciale sur certains articles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une réduction seulement que réclame l'opposition, mais bien l'abolition complète de la taxe de vente. Cependant, comme nous avons approuvé la réduction de la taxe de vente, nous n'avons pas d'objection. Par ailleurs, si les lois du gouvernement étaient en cette Chambre présentées à temps, il n'y aurait pas lieu de défoncer les portes ouvertes. Pour ce projet de loi comme pour les autres, le gouvernement s'y est pris trop tard.

Il est tellement convaincu que ses créatures qui siègent au Conseil législatif adopteront tout ce qu'il leur envoie, sans poser la moindre question, que le ministre a choisi de faire à ce moment-ci une annonce aussi inhabituelle. Si le gouvernement n'attendait pas toujours à la dernière minute, s'il présentait ses lois en temps, il n'existerait pas de confusion. Ses lois pourraient être discutées dans les deux Chambres et sanctionnées, et le trésorier n'aurait pas d'explication à donner.

#### Projets de loi:

##### Charte d'Oka-sur-le-Lac

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une deuxième fois.

Le site de la future ville, dit-il, est formé de terrains appartenant aux sulpiciens et situés sur les



bords du lac des Deux-Montagnes. Les fiduciaires de la maison de Saint-Sulpice ont décidé la fondation de cette ville pour mettre en valeur ces terrains et les vendre aux citadins à la recherche d'un endroit de villégiature idéal. Ainsi, le territoire formant la ville d'Oka-sur-le-Lac est devenu la propriété du gouvernement depuis le règlement de la question des sulpiciens. En 1942, ce territoire a été érigé en municipalité pour permettre sa transformation en un lieu de villégiature moderne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui est maire de cette corporation? A-t-il été élu régulièrement?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La ville a été incorporée avec un conseil municipal temporaire composé des fiduciaires eux-mêmes, dirigé par M. J.-A.-A. Leclair. Ces derniers devaient se retirer en 1944 pour faire place à un conseil régulièrement choisi par les premiers citoyens d'Oka-sur-le-Lac.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si c'était l'organisateur "rouge à Ottawa et rouge à Québec"<sup>1</sup>. Je suis surpris que le député de Québec-Est accepte de présenter un tel projet de loi odieux. C'est évident que le premier ministre veut le couler encore plus vite qu'on ne le croyait.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** On avait subdivisé ce territoire pour vendre des terrains aux gens qui désiraient se construire des maisons d'été. Au moment où l'incorporation eut lieu, on croyait que la guerre aurait le temps de se terminer. Mais, comme les restrictions de guerre n'ont pas permis l'exécution du projet, il est devenu nécessaire de prolonger le délai pendant lequel la ville d'Oka-sur-le-Lac sera administrée autrement que par un conseil élu en la manière ordinaire. Nous demandons de prolonger les pouvoirs de cette charte de deux autres années, de 1944 à 1946, pour permettre au comité de fiduciaires qui l'administre présentement d'attendre que les lots du territoire appartenant autrefois aux révérends pères sulpiciens puissent être vendus, ce qui ne pourra se faire que lorsque la guerre sera terminée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyez-vous ça. J.-A.-A. Leclair, organisateur libéral fédéral et provincial, administrateur des biens des sulpiciens et, par surcroît, agent d'immeubles, qui pourra à son gré se servir des pouvoirs qu'on accorde dans la présente charte pour céder des terrains aux amis du Parti

libéral et faire du chantage électoral. Il s'agit là d'une mesure d'exception favorisant M. J.-A.-A. Leclair qui est un organisateur du gouvernement et, de plus, un homme qui a fait des transactions avec les actions de la Montreal Light. M. Leclair deviendrait ainsi un agent d'immeubles pour le Parti libéral, contre les sulpiciens et le peuple de la province. C'est un acte injuste, contraire au principe de la primauté des hommes sur les choses. Est-il exact que M. Leclair peut nommer lui-même son successeur, sans élection?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il n'y a pas d'électeurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dénonce, comme il l'avait fait en 1942, l'incorporation de la ville d'Oka-sur-le-Lac. Il s'agit ici d'une loi dangereuse et malsaine, déclare-t-il. On n'a pas le droit de former des villes avec des choses au lieu des personnes. Le gouvernement a mis de côté le principe, reconnu par les Statuts dans la loi des cités et des villes, en vertu duquel une municipalité ne peut être érigée en ville que si elle a une population de 2,000 âmes. On ne peut donc incorporer un territoire sans qu'il ait une population de 2,000 âmes. On veut ici remplacer le capital humain pour les terrains. La ville projetée d'Oka-sur-le-Lac a été démembrée de la municipalité d'Oka sans le consentement des contribuables. Les biens en question étaient la propriété des sulpiciens dans la municipalité d'Oka et cette incorporation a compliqué la situation de cette dernière.

En 1937, c'est l'Union nationale qui a réglé la question des sulpiciens, qui les a sauvés de la faillite. Nous leur avons alors voté \$5,000,000 et avons nommé trois fiduciaires chargés d'administrer leurs biens jusqu'à ce que tout soit réglé. En retour, les sulpiciens donnaient à la province des biens en garantie qui représentaient un montant équivalent. J'ai donc fait réduire les réclamations des banques contre eux. Le présent gouvernement n'a pas eu l'audace de défaire ce qui a été fait. Cependant, il a posé le principe qu'un organisateur politique pouvait être qualifié pour administrer les biens des sulpiciens et a nommé M. J.-A.-A. Leclair, organisateur rouge à Ottawa et rouge à Québec, maire de la ville d'Oka-sur-le-Lac et président des fiduciaires des biens de Saint-Sulpice.

Lorsque la loi a été adoptée, il y a deux ans, le ministre informait la Chambre que les terrains devaient se vendre comme des petits pains chauds. Ça ne marche pas, l'immeuble? Le ministre devrait retirer cette loi. De toute façon, nous allons avoir des

élections d'ici quelques mois et nous allons la supprimer pour mettre fin aux abus et aux manœuvres électorales scandaleuses auxquels elle peut donner lieu. Cette situation est incompatible et intolérable.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):**

L'administration de la ville d'Oka-sur-le-Lac n'est pas d'un type nouveau. Ce n'est pas la première fois qu'une ville de ce caractère est érigée de cette manière. D'ailleurs, le gouvernement, à l'époque où fut préparée la constitution de la nouvelle municipalité, prévoyait que la guerre ne serait pas terminée en 1944. Ce n'était qu'un délai approximatif. Oka-sur-le-Lac permettra certainement la vente des terrains des messieurs de Saint-Sulpice à bon compte. La Chambre ne peut refuser le délai demandé, car c'est la guerre qui retarde l'exécution du projet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le gouvernement a-t-il nommé son organisateur en chef à la présidence de la fiducie? M. J.-A.-A. Leclair, organisateur du Parti libéral à Montréal, qui est maire d'Oka-sur-le-Lac et qui agit comme fiduciaire des biens des sulpiciens, n'est pas qualifié pour remplir une telle charge. Il n'est pas qualifié pour les biens ordinaires et encore moins pour les biens des sulpiciens.

Ce monsieur Leclair est devenu maire d'une ville champignon, et ce, par la Législature mettant de côté les droits de la démocratie. Sa nomination est un défi à l'opinion publique. À la veille des élections, il pourra vendre des terrains à sacrifice, au détriment des intérêts des sulpiciens et de la province, pour favoriser des amis politiques et obtenir ainsi des votes pour son parti. Il va pouvoir trafiquer sa situation. Il s'oppose à ce qu'on prolonge le délai demandé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

Lorsque le chef de l'opposition a créé cette fiducie des messieurs de Saint-Sulpice, il a nommé pour en faire partie ses propres amis politiques. Il ne devrait pas avoir deux poids et deux mesures et reprocher au gouvernement ce qu'il fait lui-même.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les attaques du chef de l'opposition contre M. Leclair, qui s'est toujours montré un homme d'une parfaite intégrité, sont injustifiables. Il a été maire de Verdun pendant 10 ans, à la très grande satisfaction de ses administrés, et il est parfaitement qualifié pour

remplir la charge qu'on lui a confiée. Il possède une grande expérience des problèmes municipaux.

D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que des bills de ce genre sont présentés. Il arrive qu'on juge opportun de créer des municipalités distinctes, quand les intérêts des "villégiaturistes" ne sont pas les mêmes que ceux des cultivateurs habitant le territoire où se trouve la colonie de villégiature.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, O'Connor, Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, 32.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)

Le comité étudie l'article 1 du bill qui se lit comme suit:

"1. Les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15 et 20 de la loi 6 George VI, chapitre 90, sont modifiés en remplaçant, partout où il s'y rencontre, le millésime "1944" par le millésime "1946"."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle sera la rémunération de M. Leclair qui doit remplir les fonctions de maire pour cette municipalité champignon, puisqu'elle ne compte pas un seul contribuable?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il n'est pas payé comme maire d'Oka. Il reçoit cependant \$4,000 comme président du bureau des fiduciaires des biens des sulpiciens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un non-sens de lui verser \$4,000, quand on sait que ce monsieur a de grasses prébendes un peu dans tous les départements du gouvernement, en plus de ce qu'il peut recevoir comme organisateur de son parti. Ainsi, en plus d'être maire de cette ville, d'être administrateur des biens des sulpiciens, d'être organisateur libéral et pour Ottawa et pour Québec, il émerge à tous les budgets de la province. Lorsque l'Union nationale sera au pouvoir, dans quelque temps, je m'engage à faire modifier la loi à ce sujet.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a établi le salaire du président des fiduciaires des biens de Saint-Sulpice à \$4,000. Le gouvernement actuel n'y a rien changé. Dans le temps, c'étaient des amis du chef de l'Union nationale qui avaient rempli ces fonctions, dont MM. le notaire Legault, Démétrius Baril, avocat, et Philéas Paré, industriel. Pourquoi faire un crime à M. Leclair d'accepter un salaire qui fut établi par le chef de l'opposition pour son ami le notaire Legault?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Baril était l'avocat des sulpiciens et il représentait la communauté. Philéas Paré est un citoyen reconnu de la ville de Montréal, dont le désintéressement ne saurait être mis en doute. M. Leclair est rouge à Ottawa comme à Québec. Je demande au ministre s'il est solidaire, lui aussi, de la politique d'Ottawa.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** regrette que la discussion ait pris cette tournure. Le chef de l'opposition, déclare-t-il, obéit à une mauvaise tendance d'esprit en répandant l'impression dans le public qu'un homme perd son intransigeance et son honorabilité dès qu'il pénètre dans le domaine de la politique. Il tient un langage de nature à faire croire que tous ceux qui font de la politique sont malhonnêtes. Les remarques du chef de l'opposition sont tout simplement enfantines.

Le régime actuel ne fait pas de reproche au cabinet de l'Union nationale d'avoir confié à l'honorable Alphonse Raymond, conseiller législatif, les fonctions de président du conseil d'administration de la Commission de l'Université de Montréal, et pourtant il était le trésorier de l'Union nationale.

Veut-il nous faire croire qu'il a nommé M. Raymond pour qu'il surveille les intérêts du parti? Il était qualifié pour ses fonctions concernant l'Université et je suis persuadé que le fait d'être nommé à ces fonctions n'a pas incité M. Raymond, que j'estime comme un parfait honnête homme, à employer les fonds qu'il recevait pour l'Université à d'autres fins que celles du bien de cette institution ou a profité de sa position comme tel pour avancer les affaires d'un parti politique.

Pourquoi alors reprocherait-on à l'administration actuelle de demander à M. Leclair, ancien maire de Verdun, organisateur du Parti libéral, d'administrer les affaires d'Oka-sur-le-Lac? Un homme n'est certainement pas moins honnête par le seul fait qu'il s'occupe de la politique.

Il n'est pas bon de faire croire au peuple que ceux qui s'occupent de politique ne sont pas honnêtes, *ipso facto*. C'est jeter du discrédit sur la politique et c'est à décourager les gens honnêtes et compétents de vouloir s'occuper de la chose publique.

Par ailleurs, M. Leclair n'était pas organisateur du Parti libéral quand il fut nommé maire d'Oka-sur-le-Lac.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La situation des deux est loin d'être la même. Le gouvernement place M. J.-A.-A. Leclair dans la situation de choisir entre son devoir et ses intérêts. M. Alphonse Raymond est un homme distingué. Il est un exemple dans le commerce. C'est moi qui l'ai nommé conseiller législatif et il n'a jamais été trésorier ni organisateur politique de l'Union nationale. Il ne faut pas confondre avec les autres Raymond. Mais M. Leclair est un organisateur libéral. C'est lui qui a organisé les orgies dans Saint-Jacques, lors de l'élection complémentaire.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Cette loi fut passée d'abord pour faire bénéficier la propriété de Saint-Sulpice d'une plus-value très considérable. On calcule que la vente des terrains rapportera \$500,000 si la municipalité devenait un endroit de villégiature, alors que les biens des sulpiciens ne sont évalués qu'à \$6,000<sup>2</sup>. Ce sera donc une affaire dangereuse et pour les sulpiciens et pour la province.

**M. Gagnon (Matane):** Législation bâtarde qui établit un principe dangereux. Il rappelle ce que l'Union nationale a fait pour aider les sulpiciens de 1936 à 1939.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous abrogerons cette loi d'Oka-sur-le-Lac.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi comporte des attendus, dans le préambule, et l'Orateur de la Chambre a déjà fait rayer des attendus de cette nature. Je soulève un point d'ordre et vous aurez jusqu'à ce soir pour prendre une décision, car nous ne voterons pas la troisième lecture à cette séance-ci.

Il fait renvoyer la troisième lecture à la séance du soir, afin d'avoir une décision de l'Orateur Dumaine sur les conditions posées au début de la phraséologie de la loi.

**M. l'Orateur** réserve sa décision.

### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a mis en circulation des plaques d'autos qui ne valent pas les anciennes. Ces plaques se cassent facilement et l'on reçoit de toutes parts des plaintes contre elles. Les automobilistes se plaignent de la mauvaise qualité des plaques d'automobiles actuelles, qui sont faites en masonite. Ces plaques sont encore fabriquées par M. O.-A. Bériau. Si le gouvernement fait fabriquer les plaques d'autos en masonite, est-ce pour plaire aux maçons?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quant à vous lancer, dites donc tout de suite que nous voulons encourager la franc-maçonnerie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous le régime Taschereau, M. Bériau, un homme cher au premier ministre et un fonctionnaire important dans le département des arts domestiques, vendait au gouvernement des plaques d'automobiles au prix de 20 à 22 cents, soit 135 % à 150 % plus cher qu'elles ne valaient.

Il a acheté par un seul contrat 200,000 plaques de M. Bériau, pour lesquelles il a payé les assurances, puis en brûla 50,000 dont on n'avait pas besoin<sup>3</sup>. Sous l'Union nationale, nous avons fait fabriquer les plaques pour 9 cents chacune, avec entente qu'on ne payait que les plaques réellement utilisées.

Le gouvernement, avec les nouvelles plaques en masonite qui coûtent 14 cents l'unité, est en train de répéter les abus du régime Taschereau. Aujourd'hui, les hommes qui, avant même que le coq n'ait chanté, avaient renié dix fois M. Taschereau font encore fabriquer des plaques par l'ancienne compagnie de M. O.-A. Bériau. Et quelles plaques!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce que le chef de l'opposition n'a pas, lui, renié M. Paul Gouin?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Pauvre procureur général! Ce n'est pas moi qui ai renié Gouin. En décembre 1935, après les élections, Paul Gouin est venu me demander si je consentirais à former un cabinet de coalition, pour éviter une nouvelle élection générale, de neuf membres: trois lieutenants, des ministres libéraux de M. Taschereau, soit MM. Godbout, Honoré Mercier et J.-N. Francoeur, trois du côté de l'Action libérale nationale, dont M. Paul Gouin lui-même et deux de ses amis, et trois de mes partisans, dont moi-même, pour former la coalition de neuf. Paul Gouin aurait eu deux portefeuilles et moi aussi. Ça se passait au Château Frontenac. Duplessis a dit non.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me suis donc séparé de M. Gouin parce que celui-ci était en faveur d'un gouvernement d'union. J'ai carrément refusé une telle alliance. Dans ce temps-là, le premier ministre actuel faisait des mamours, des petits discours pour louer M. Gouin. Pendant la session de 1936, le premier ministre actuel n'a jamais attaqué M. Paul Gouin et il était fort aimable pour lui dans ses discours. On voulait créer une divergence pour sauver le Parti libéral.

Et c'est ce que l'on veut faire encore aujourd'hui avec le mouvement du Bloc. Aujourd'hui, Paul Gouin et tous les gens du Bloc, en dehors et en dedans, sont unis comme les libéraux le sont toujours pour maintenir le gouvernement actuel au pouvoir. C'est une affaire arrangée. On fait semblant de se combattre, mais après les élections, si on est élu, on se remet ensemble. C'est encore la même gang que dans ce temps-là.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Durant la session au cours de laquelle M. Gouin siégea à la Chambre, je ne pense pas avoir parlé une seule fois avec lui et, pour autant que je me rappelle, je ne fis allusion à lui qu'une seule fois. De plus, je n'ai jamais eu connaissance des tractations dont parle le chef de l'opposition. Si la proposition m'avait été faite, je l'aurais trouvée inacceptable à cause de la présence du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le premier ministre n'est pas au courant de la chose, qu'il en parle au ministre des Affaires municipales (M. Drouin). Lui, il est au courant. Il sait que ce que je dis est vrai. Il avait été consulté par M. Gouin et, tout comme moi, il avait refusé. À l'époque, il s'était opposé formellement à toute coalition avec le clan Taschereau, incluant M. Godbout. Je me souviens d'en avoir parlé avec lui dans ce temps-là.

Le premier ministre faisait des avances à M. Gouin et tout le monde sait aujourd'hui que l'idée de Gouin et l'idée du Bloc populaire, plus tard, devaient favoriser les libéraux. On voulait créer une diversion pour sauver le Parti libéral et c'est ce qu'on veut faire encore aujourd'hui avec le mouvement du Bloc. C'est une affaire arrangée. Le mouvement Gouin et celui du Bloc existent pour faire l'affaire du gouvernement et seulement dans ce but.

Le peuple ne s'y laissera pas prendre. C'est le même groupe, ce sont tous des gens de la même clique, aujourd'hui. Lorsque des problèmes surviennent, certains d'entre eux se séparent du gouvernement avant l'élection, ils font semblant de se combattre, et après les élections, si on est élu, on se remet ensemble. C'est encore la même gang que dans ce temps-là. Cette vieille tactique ne marchera plus. Le peuple a compris ces petites séparations qui se produisent chez les libéraux.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si le chef de l'opposition savait tout cela, que M. Gouin voulait le trahir en 1935, pourquoi a-t-il consenti à le garder à côté de lui comme chef conjoint durant toute la session de 1936?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que je voulais donner une chance au coupable de se convertir. Je n'ai jamais condamné personne sans lui donner une chance. Je voulais que Paul Gouin ait l'œil ouvert durant une session et qu'il puisse alors voir plus clair.

Cependant, le fait est qu'en 1935, après les élections, Paul Gouin et d'autres se sont faits complices du gouvernement. Ils sont comme ces voleurs qui font irruption dans un magasin et qui se sauvent en courant dans toutes les directions à l'arrivée des policiers. Le ministre était au courant des tentatives de coalition qui avaient été faites en 1935.

Il demande au ministre de faire une déclaration.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** refuse et se met à rire<sup>4</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour en revenir aux plaques d'autos, je dis qu'on vend aujourd'hui au gouvernement des plaques de masonite au prix de 14 cents chacune. C'est 5 cents de plus que sous l'Union nationale. Et on fait payer aux gens le prix de deux plaques, alors que l'on n'en livre qu'une. De plus, les plaques ne valent rien; elles sont fabriquées avec une matière qu'on appelle masonite et qui se brise facilement.

Elles sont tellement mauvaises qu'il ne faut pas une grosse tempête pour les casser; une simple pluie peut les endommager. Elles sont faites périssables, elles doivent être renouvelées. Récemment, un journal de Montréal a même raconté qu'un cheval en avait mangé une d'une seule bouchée après l'avoir arrachée d'une automobile.

**Des députés rient.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que l'acier est rare pendant la guerre, mais on pourrait trouver un meilleur matériel.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'aime pas les tactiques du chef de l'opposition; il continue ses attaques injustifiées contre les personnes qui servent bien la province. Il en a contre les personnes et le revoilà qui dit n'importe quoi. Pour tâcher de faire tort au Parti libéral, il critique M. Bériau, un homme qui, comme directeur de l'école des arts domestiques, a rendu des services éminents à la classe rurale et qui est irremplaçable dans le domaine de l'enseignement ménager.

En 1936, un grand nombre de bons serveurs de la province ont été destitués. Pourquoi? Pour la seule et unique raison que le chef de l'Union nationale ne les aimait pas. Le chef de l'opposition n'a pas eu assez de patriotisme pour garder un homme comme le directeur des arts domestiques, un citoyen honnête et respectable, qui a fait de la province de Québec un point de jalousie pour les autres provinces et dont la compétence était telle que, durant les trois années de l'Union nationale, M. Bériau a travaillé pour presque toutes les provinces de la Confédération et pour deux États américains<sup>5</sup> pour y fonder des écoles d'arts domestiques, comme celle que nous avons dans la province de Québec et qui ont appris à nous faire concurrence. Pourquoi attaquer encore aujourd'hui cet honnête citoyen?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne parle pas de M. Bériau le directeur des arts domestiques, mais de M. Bériau le fabricant de plaques d'automobiles.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** fait une fois de plus l'éloge de M. Bériau. On vient de m'informer, ajoute-t-il, qu'il n'a plus rien à faire personnellement avec la fabrication et la distribution des plaques d'automobiles présentes; elles ne sont pas vendues par lui actuellement. Elles sont fabriquées et vendues par un M. Riverin dans l'ancienne manufacture de M. Bériau, mais ce dernier n'est intéressé ni de près ni de loin dans l'affaire de M. Riverin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas vrai que les plaques sont fabriquées à l'usine de Bériau?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** s'informe auprès de ses collègues. Je comprends que les plaques, dit-il, sont fabriquées à l'ancienne usine de Bériau qui est située à Québec. L'Union nationale a acheté elle-même des signaux de circulation de l'ancienne fabrique de M. Bériau. Ainsi, le chef de l'opposition ne devrait pas oublier que c'est le même M. Riverin qui a fabriqué des enseignes pour le gouvernement de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans mon temps, les plaques étaient fabriquées à Montréal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas parce que les plaques sont faites à la même usine que M. Bériau a quelque chose à voir avec leur

fabrication. Quant aux plaques actuelles, le chef de l'opposition a singulièrement exagéré leurs défauts, si réellement défauts il y a. Il a voulu se moquer de la Chambre en disant que n'importe quel petit vent pouvait les emporter. Et puis, je ne pense pas qu'elles puissent être mangées par les chevaux ou par les chiens. L'histoire des chevaux qui mangent des plaques doit être exagérée, mais il est bien possible que les chiens et même le vent les endommagent.

Je suis au courant, dit-il, qu'une plaque a été endommagée par un chien, mais je ne peux dire si le chien l'a toute mangée. Je ne suis pas un expert en fait de résistance des matériaux, mais des épreuves concluantes ont été faites par des experts. Que le chef de l'opposition essaie de casser la sienne. Il est vrai que la masonite, une sorte de plastique, peut être inférieure à l'acier, qu'elle ne soit pas aussi résistante que celle des années dernières. La rareté du matériel a forcé la province à utiliser cette année de la masonite pour la fabrication. Il s'agit là d'une mesure temporaire que le public comprend d'ailleurs très bien, en ces temps difficiles que nous traversons.

Le gouvernement a dû faire un effort pour ne pas faire usage d'un matériel essentiel comme celui qui sert à la fabrication des anciennes plaques. La tôle et l'acier sont d'une grande rareté et des cultivateurs doivent même s'en passer pour des travaux essentiels. Les cultivateurs ne sont même plus capables d'avoir de la tôle pour couvrir leurs bâtisses. C'est une rareté dont nous ne sommes pas responsables. J'admets qu'hier j'ai vu moi-même une plaque cassée, mais je ne pense pas qu'elle l'ait été par un simple courant d'air.

De telles choses risquent de se produire et ce n'est pas une raison pour attaquer M. Bériau, un homme qui a été utile à sa province et qui l'a hissée au premier rang dans le domaine des arts domestiques. M. Bériau, directeur des arts domestiques de la province, n'a plus rien à faire dans la fabrication des plaques. Il profite de la circonstance pour faire l'éloge du travail accompli chez nous par M. Bériau.

Quant à l'histoire politique, le chef de l'opposition la raconte à sa façon. Durant la session de 1936, dans les discours que j'ai prononcés, je n'ai jamais mentionné le nom du député de L'Assomption du temps (M. Gouin) et je ne vois pas ce que le chef de l'opposition pourrait bâtir sur cela.

**M. Gagnon (Matane):** Nous ne critiquons pas M. Bériau comme directeur des arts domestiques, mais comme fabricant et ancien vendeur de plaques d'automobiles. C'est cela qui a suscité nos critiques.

S'il est si utile que ça à sa province dans le domaine des arts domestiques, le gouvernement est mal inspiré en lui confiant des commandes de plaques d'autos. Ça ne va guère ensemble.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On m'a informé qu'avant 1936 M. Bériau ne fabriquait pas de plaques, bien qu'il ait pu avoir des intérêts dans une compagnie qui en fabriquait. Qu'y a-t-il d'extraordinaire là-dedans?

**M. Gagnon (Matane):** Il a été révélé à l'enquête des comptes publics qu'il était le seul propriétaire de cette compagnie qui a fabriqué les plaques d'automobiles avant 1936. La manufacture autrefois possédée par M. O.-A. Bériau fabrique encore aujourd'hui les plaques vendues au gouvernement; parmi les directeurs, il y a un M. Antoine Bériau.

Ces plaques sont sûrement de bonne qualité si un simple courant d'air ou un chien peut les casser... Qu'allons nous devenir? S'il faut que les chevaux se mettent à manger des plaques d'autos, que vont dire les électeurs quand le premier ministre leur dira de manger de la viande de cheval? La viande de cheval va être difficile à digérer.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le chef de l'opposition a dit sur un ton badin que nous faisons le jeu du Bloc populaire et du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit cela très sérieusement.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ainsi, le chef de l'opposition prétend que nous faisons le jeu du Parti libéral, et le Parti libéral prétend toujours que nous faisons le jeu de l'opposition. C'est la meilleure preuve que nous sommes indépendants. J'ai fait la lutte aux deux partis et je peux me réclamer indépendant vis-à-vis du gouvernement et de l'opposition. Pour ma part, j'ai été élu dans Lotbinière comme libéral nationaliste indépendant et j'ai toujours dit que je garderais mon indépendance. En poussant plus loin le point de vue du chef de l'opposition, on en arrive à la conclusion que les libéraux font le jeu de leurs adversaires.

Dans mon vote sur la nationalisation de la Montreal Power, je n'ai certainement pas voulu faire l'affaire de l'opposition. Je peux me tromper et je me trompe assurément. Je ne veux faire le jeu de personne. Je veux seulement agir dans les meilleurs intérêts des Canadiens français.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce que le député fait le jeu du Bloc?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je déplore cette manie qu'on a de vouloir me trouver un chef et un parti. Je n'ai ni chef ni parti. Je suis indépendant de tout groupe politique. L'opposition prétend, dit-il, que le fais l'affaire du gouvernement, tandis que ce dernier affirme que je joue le rôle de l'opposition. Je suis alors certain d'être dans la bonne voie, c'est-à-dire parfaitement indépendant. J'ai été élu comme libéral indépendant.

Il m'est arrivé de voter tantôt contre le gouvernement, tantôt pour le gouvernement, lorsqu'il présentait de bonnes lois et elles furent nombreuses à l'être. Je ne joue ni le jeu du gouvernement ni celui de l'opposition. J'agis ouvertement et dans le meilleur intérêt des Canadiens français. Il n'est pas de tout nécessaire de rester dans les cadres d'un parti pour bien servir les siens. J'ai de l'admiration pour M. Henri Bourassa et j'ai bien le droit de l'imiter.

Au sujet de l'offre qui aurait été faite au chef de l'opposition par M. Paul Gouin, en 1936, je ne veux pas entrer dans le débat, mais je crois qu'il faut rendre justice à ce dernier. Personne ne peut songer un instant que M. Gouin ait même pensé à trahir. Je dirai que la loyauté et la sincérité de M. Paul Gouin ne peuvent être mises en doute par qui que ce soit. Il a toujours été très loyal et il n'a jamais songé à trahir ses amis des élections de 1935 par une entente avec le Parti libéral. D'autres ont pu cependant suggérer l'idée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme qu'en décembre 1935 M. Paul Gouin m'a offert, au Château Frontenac, de faire partie d'un gouvernement de neuf membres, comprenant trois libéraux, et ainsi d'entrer dans un cabinet de coalition avec le premier ministre actuel. J'ai dit non, mais j'ai conseillé à M. Gouin de consulter les amis de Québec. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin), que j'ai consulté, le sait. S'il nie cela, je peux montrer une lettre qui prouvera la véracité de cette affirmation.

**M. Chaloult (Lotbinière):** La loyauté de M. Gouin est suffisamment connue pour que l'on ne prenne pas au sérieux les accusations du chef de l'opposition. Sa loyauté ne peut être mise en doute. Il était d'ailleurs trop loyal à ses amis pour avoir même pensé à leur jouer ce tour. Je ne crois pas qu'il soit intéressant de revenir constamment sur cette

question, mais je connais cette manie qu'a le chef de l'opposition et, comme il a l'esprit vagabond, il peut se tromper lui-même.

**M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement ne fournit pas de renseignements précis à la Chambre.

Il propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative se déclare prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle exprime l'opinion qu'il est du devoir du gouvernement de la province de fournir à la Chambre, avec diligence et d'une manière claire, précise et véridique, tous les renseignements qui lui sont demandés par les représentants du peuple au sujet de l'administration et de la situation financière de la province.

**M. Chaloult (Lotbinière):** La motion consacre un principe sain. Il est évident que le gouvernement a le devoir de donner à la Chambre tous les renseignements et c'est ce qu'il fait. Il a été généralement irréprochable sur cette question. Comme je ne peux pas demander au gouvernement de faire une chose qu'il fait, je m'abstiendrai de voter avec l'opposition sur cet amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les partisans du Bloc populaire feignent de se séparer des libéraux, mais, dans le fond, les deux groupes jouent le même jeu.

**M. Chaloult (Lotbinière)** dit qu'il ne peut pas appuyer cet amendement parce qu'à son avis le gouvernement a toujours fait diligence pour donner les renseignements demandés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tiens, tiens! Si ce n'est pas ce que je viens de dire. Le Bloc et les libéraux qui reviennent ensemble! Vous voyez bien, M. l'Orateur, que le gouvernement et les gens du Bloc s'entendent.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette<sup>6</sup>, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Leduc, Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Assistance aux pêcheurs et à l'industrie, gages compris, 7 George VI, chapitre 39 (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Gagnon (Matane):** J'ai dit au ministre des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) que la Madawaska Corporation, qui vend du bois à son département, comptait M. Édouard Lacroix, député de Beauce, parmi ses directeurs. C'est bien exact.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Ça ne change pas la qualité du bois.

**M. Gagnon (Matane):** Non, mais cela prouve que le chef de l'opposition avait raison de dire que les libéraux s'entendent et sont très unis entre eux. D'après les comptes publics, le département a acheté du bois de différentes firmes, dans des travaux exécutés notamment dans le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie. Le gouvernement a acheté pour \$4,850 de bois de construction de la Madawaska Corporation, compagnie de M. Édouard Lacroix. Est-ce que des soumissions ont été demandées?



**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Le bois a été acheté par petites quantités, ce qui explique que des soumissions n'aient pas été demandées.

Il ne s'agissait que d'achat de matériaux. D'ailleurs, on a acheté de la Madawaska Corporation beaucoup moins que d'autres maisons. Le gouvernement cherche autant que possible à acheter des particuliers et sur les lieux les plus près des travaux.

**M. Gagnon (Matane):** Il s'agit au contraire de sommes importantes. Les thuriféraires du Parti libéral devraient cesser de reprocher à l'Union nationale d'avoir accordé des contrats sans soumissions, alors que le Parti libéral n'en demande pas pour les travaux du gouvernement.

M. Lacroix a fourni des fonds dans le district de Québec à tous les aspirants chefs du Bloc. Je m'étonne que ce même homme reçoive les faveurs du ministre de la Chasse et des Pêcheries. Ces gens-là font des discours les uns contre les autres, mais ce n'est que pour la forme; après minuit, ils se rencontrent au Homestead et font des affaires ensemble.

M. Lacroix a même financé la Ligue pour la défense du Canada, avec les fonds ramassés grâce à la sympathie du ministre qui lui achète du bois. C'est peut-être avec l'argent de M. Édouard Lacroix que l'on paie les émissions à la radio de MM. Hamel et Gouin et du député de Lotbinière, car M. Lacroix a payé les émissions pour la Ligue de la défense du Canada.

**M. Chaloult (Lotbinière):** M. Lacroix n'a jamais financé la Ligue pour la défense du Canada, ni les discours du Dr Hamel et de M. Gouin, et il ne m'a jamais financé moi-même. On sait dans quelles circonstances nous sommes sortis du Bloc populaire.

**M. Gagnon (Matane):** C'est certainement M. Édouard Lacroix qui finançait les discours sous les auspices de la Ligue pour la défense du Canada.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Les discours peuvent être mauvais et le bois de bonne qualité. Mon département achète son bois autant que possible sur les lieux de la construction. S'il en a acheté de la Madawaska Lumber, il en a acheté de bien d'autres.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

**Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 2 mai 1944****Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Charte  
d'Oka-sur-le-Lac**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Guerin, Hamel,

Jodoin, Joyal, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, 34.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Élie (Yamaska):** Quand il s'agissait de se faire élire, nos amis d'en face ont fait beaucoup de promesses aux cultivateurs. Je veux leur donner l'occasion de renouveler ces promesses et de flatter davantage la classe agricole en réclamant pour elle la main-d'œuvre dont elle a besoin. C'est pourquoi je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient biffés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai, toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect des engagements solennels pris envers les cultivateurs et leurs fils et pour assurer à la classe agricole de la province la main-d'œuvre dont elle a besoin, ainsi que les facilités de commerce et la liberté d'action auxquelles elle a droit.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'admets que le premier ministre a fait quelques promesses aux cultivateurs, pas aussi nombreuses cependant que celles de l'Union nationale. La différence entre nous, c'est qu'au contraire de l'Union nationale le premier ministre actuel tient toutes ses promesses.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement de Québec a tout fait pour obtenir un traitement de faveur pour les cultivateurs et les exempter du service militaire. Je veux en donner une preuve à la Chambre en lisant une lettre adressée par M. Arthur MacNamara, directeur du Service sélectif national, à tous les exploitants de ferme, en date du 17 avril 1944. Voici ce que dit cette lettre:

Ottawa, 17 avril 1944

En vue de permettre à tous les cultivateurs par tout le Canada d'être mieux au courant de la situation de la main-d'œuvre agricole, la présente lettre est adressée aux exploitants de fermes.

Nous désirons, en premier lieu, dire combien le gouvernement fédéral apprécie la manière dont les cultivateurs canadiens ont coopéré à l'effort de guerre, surtout alors qu'il y avait pénurie de main-d'œuvre. Non seulement la production agricole a-t-elle pris un essor considérable, mais en plus, durant la morte saison, les cultivateurs ont aidé, dans la plus grande mesure possible, aux exploitations forestières et autres industries essentielles. Cette collaboration de la part des cultivateurs a puissamment contribué à permettre au Canada de s'acquitter de ses engagements envers les Nations unies.

Maintenant que les travaux du printemps ont repris sur la ferme, on demande de nouveau que les cultivateurs quittent leurs emplois temporaires de l'hiver dans d'autres industries et reviennent à l'agriculture.

Comme il l'a fait l'an dernier, le Service sélectif national du ministère du Travail se propose d'aider de toute manière possible les agriculteurs à se procurer les ouvriers dont ils ont tant besoin, et ce, en dépit de la rareté générale de main-d'œuvre.

Les ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et celui des différentes provinces à l'effet d'aider à trouver des ouvriers et à les transférer d'un district à l'autre, de rendre disponibles les services des étudiants et d'aider à surmonter de diverses manières le manque de main-d'œuvre deviennent de nouveau opérantes. On s'occupe de constituer de nouveau des comités locaux de production agricole sous le régime desdites ententes. Vous êtes priés de consulter et de collaborer avec le secrétaire du comité le plus proche. Aux termes de ces ententes fédérales-provinciales, les gouvernements fédéral et provinciaux supportent les dépenses à parts égales.

Une autre mesure prise permettra à certains groupes de militaires et d'aviateurs d'aider aux travaux de la ferme durant les mois d'été, sous

réserve de certaines conditions. S'il y a actuellement au Canada un membre de votre famille en service dans l'armée ou dans l'aviation, ou dans le cas de l'armée, toute autre personne disposée à travailler pour vous sur la ferme, vous devriez lui écrire, lui conseillant de présenter une demande de congé à son commandant. Il est bien entendu, naturellement, que le congé ne sera accordé que si les exigences du service intéressent le permettent.

La Commission de mobilisation accorde des sursis à l'instruction militaire aux ouvriers agricoles d'âge militaire qui en font la demande, pourvu qu'ils s'adonnent à un travail agricole essentiel. Pratiquement aucune demande n'est refusée. Les cultivateurs doivent voir à ce que les ouvriers d'âge militaire à leur emploi obtiennent immédiatement un ajournement autorisé, en écrivant à cet effet au registraire de la Commission de mobilisation la plus rapprochée. Vous avez récemment reçu une carte postale vous donnant de plus amples renseignements à cet égard. Il conviendrait que les cultivateurs s'intéressent à la chose, car il serait d'un grand avantage que les fils de cultivateurs et les autres ouvriers agricoles soient titulaires d'un ajournement officiel.

Pour conclure, nous désirons répéter que le Service sélectif national ne négligera rien en vue d'aider l'agriculture à résoudre le problème de la main-d'œuvre cette année et que nous nous tiendrons constamment au courant des choses en vue d'adopter à l'occasion les mesures susceptibles d'aider le plus possible, nous rendant parfaitement compte des difficultés auxquelles nos cultivateurs auront à faire face en 1944.

Et c'est signé: H. Mitchell, ministre du Travail

A. MacNamara, directeur  
Service sélectif national

Cette lettre<sup>7</sup> confirme ce qui a été fait par le gouvernement fédéral au cours des deux dernières années. On a exempté tous ceux qui s'intéressent à la terre. Bien plus, la même lettre de M. MacNamara dit aux cultivateurs qui pourraient manquer de main-d'œuvre de s'adresser à l'armée pour obtenir l'aide de soldats qui ont de l'expérience en agriculture pour les aider.

Le gouvernement a donc fait obtenir un traitement très favorable aux cultivateurs et à tous ceux qui s'occupent d'un travail agricole. Voilà comment le premier ministre libéral de la province de Québec a tenu les promesses qu'il avait faites aux cultivateurs de la province.

(Applaudissements à droite)

Non seulement le premier ministre fait des promesses, mais il les tient, ce qui doit sembler étrange au chef de l'opposition et à ses lieutenants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre ne s'est même pas donné la peine de lire l'amendement. Il a pris le mors aux dents. Il a commencé par dire que les fils de cultivateurs qui demandaient leur exemption l'obtenaient facilement, mais il n'a pas parlé des autres considérations. La motion présentée par le député d'Yamaska, qui est un cultivateur pratique et pratiquant, ne couvre pas seulement la question à laquelle a référé le premier ministre. Le chef du gouvernement ne parle que d'un aspect de la motion. Cette motion parle de bien d'autres choses que de cette exemption du service militaire.

La motion demande au gouvernement non seulement de prendre les mesures adéquates pour garder les cultivateurs sur leurs fermes, mais aussi de leur accorder les facilités de commerce et la liberté d'action dont ils ont besoin. Ces derniers veulent qu'on les débarrasse de la multitude d'ordonnances rendues par les commissions fédérales et qui paralysent leurs activités. Et c'est très important. Évidemment, le premier ministre a pris l'attitude d'un homme harcelé par le remords et qui n'a vu dans la motion que l'œil qui est au fond de la tombe et qui regarde Caïn, l'œil de ses trahisons et de ses reniements. Il s'est aussitôt rappelé son serment par oubli ou par distraction.

Il reste beaucoup à faire au sujet des fils de cultivateurs et de l'armée. La motion demande seulement au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des promesses solennelles. Cette motion n'est pas une motion de blâme à l'endroit du gouvernement, mais une recommandation de la Chambre que cette dernière est en droit de faire. Il n'y a rien dans l'amendement que le gouvernement ne puisse accepter.

Mais il y a autre chose dans cette motion. Elle fait allusion aux restrictions ridicules imposées par les bureaucrates d'Ottawa aux cultivateurs. On ne devrait pas avoir d'objection à enlever ces restrictions de toutes sortes qui paralysent les cultivateurs. Ces gens rendent tellement d'ordonnances et des ordonnances tellement contradictoires qu'un avocat ne saurait s'y reconnaître. À plus forte raison, un cultivateur ne peut pas se retrouver dans un tel labyrinthe. Ça change à tout bout de champ et tellement rapidement que même un avocat n'arrive pas toujours à en comprendre le sens.

Un fermier qui se mettrait à les lire toutes et à essayer de les comprendre n'aurait plus le temps de faire autre chose. Nous sommes pour gagner la guerre, mais il n'y a pas moins de 200 ordonnances. On va même jusqu'à dire aux cultivateurs comment ils doivent tuer leurs animaux. Il serait oiseux d'aller se battre ailleurs pour la liberté des autres sur les ruines de la liberté ici.

Ils ne peuvent rien faire sans demander la permission d'Ottawa, aux tsars d'Ottawa. L'hiver dernier, un grand nombre d'entre eux ont perdu de l'argent à cause de ces ordonnances contradictoires. Nous voulons leur donner toutes les facilités de production et de vente. C'est simplement là le respect des promesses qui leur ont été faites.

Il s'agit de protéger les cultivateurs. Je vous donne ma parole que, si cette motion est adoptée à l'unanimité, elle ne sera pas considérée comme un blâme, comme une motion de non-confiance à l'endroit du gouvernement. C'est l'expression d'un vœu. Aussi, j'espère que la Chambre sera unanime pour l'adopter.

**M. Chalout (Lotbinière):** En effet, je crois que cette motion ne comporte pas de blâme, car elle n'est pas rédigée dans la forme habituelle et, dans les circonstances, je ne vois pas pourquoi nous ne l'accepterions pas. Il est incontestable que le premier ministre et le gouvernement ont fait des démarches sérieuses en faveur des cultivateurs afin d'obtenir l'exemption de tous leurs fils. Cependant, il y en a qui ont eu des difficultés malgré tout. Le gouvernement a-t-il été assez ferme dans ses démarches?

Je ne le sais pas. Ce que je sais, c'est que nous avons encore des difficultés avec les exemptions. Il n'y a pas d'objection à ce que nous recommandions au gouvernement d'obtenir de nouvelles mesures, s'il y a lieu.

La motion ne comporte aucun blâme et elle est extrêmement importante, car l'avenir de la province est dans l'agriculture. La meilleure façon de venir en aide aux alliés, c'est de cultiver ce dont ils ont besoin pour se nourrir. Le gouvernement est présidé par un cultivateur distingué et il me semble que les ministériels devraient s'unir aux oppositionnistes pour adopter unanimement cette motion.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il s'agit bel et bien d'une motion de non-confiance. Ces motions ont toujours été interprétées comme telles. Si nous étions battus sur

cette motion, le chef de l'opposition dirait que le gouvernement n'a pas la confiance des députés et il nous demanderait de démissionner.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** exprime l'opinion contraire. C'est pourquoi nous voulons des élections, dit-il.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, voilà ce que veut mon honorable ami le chef de l'opposition: non seulement que les élections se tiennent à un moment qui lui convienne à lui, mais que le gouvernement se retrouve dans une position où il devra se soumettre à ses ordres.

Nombreuses ont été les promesses faites aux cultivateurs par l'Union nationale avant et après son arrivée au pouvoir, de 1936 à 1939, mais elles n'ont pas été tenues. Le gouvernement actuel a fait plus pour les cultivateurs que tout autre gouvernement sans exception.

Si la Chambre approuvait cette motion, le gouvernement n'aurait plus sa confiance. À la session de 1938, j'ai présenté une motion à peu près semblable, demandant au gouvernement de l'Union nationale, qui refusait d'accorder les allocations aux mères nécessiteuses pour tous leurs enfants, quel qu'en fût le nombre, de mettre en vigueur la loi des mères nécessiteuses<sup>8</sup>.

Le chef de l'opposition était chef du gouvernement et il avait soulevé un point d'ordre pour faire écourter ma motion. L'Orateur à cette époque, l'honorable J.-P. Sauvé, avait rejeté le point d'ordre en le déclarant irrégulier. L'amendement avait été mis aux voix et le chef de l'opposition et tous ses partisans avaient alors voté contre parce qu'ils interprétaient la motion comme une motion de blâme<sup>9</sup>.

Il lit un passage du *Petit catéchisme des électeurs* pour donner des exemples de promesses que faisait l'Union nationale en 1936.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond par des séries de points d'ordre pour demander qu'on revienne à la question et qu'on discute sérieusement.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Aujourd'hui, l'opposition présente une motion de non-confiance déguisée pour pouvoir dire que les cultivateurs sont négligés. Est-ce vrai? Y a-t-il des cultivateurs qui se plaignent?

**M. Labbé (Mégantic):** Oui.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non. Les seuls plaignards de profession qu'il y a dans la province, nous les avons devant nous. Le chef de l'opposition parle sans arrêt de la victoire espérée des alliés et le fait que le pays soit agité ne contribuera pas à cette cause.

La situation est satisfaisante dans la province et les cultivateurs sont satisfaits; ils sont contents de la période de prospérité dont ils bénéficient actuellement. Sans doute, il y a des restrictions. Aussi, le sucre ne se vend pas \$25 le sac de 100 livres, ni les patates \$4 la poche, comme à l'autre guerre. Et quel est celui qui souffre des restrictions à la campagne?

Il y en a très peu. Il y a des coupons, mais c'est pour que les pauvres comme les riches aient leur part des nécessités de la vie, car, s'il n'y avait pas de coupons, les riches donneraient le gros prix pour les accaparer. L'opposition ne comprend pas qu'on puisse, en temps de guerre, diriger l'économie à l'avantage de tous. Nous ne sommes plus en 1914, 1915, 1916, 1917, lorsque le gouvernement fédéral imprévoyant avait oublié de prévenir la hausse des prix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'autre guerre, les libéraux ont fait des déclarations telles que, s'ils les répétaient aujourd'hui, ils seraient envoyés dans un camp de concentration.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** À l'autre guerre, nous avions une conscription odieuse. Le chef de l'Union nationale va dans les campagnes soulever le peuple.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui ont soulevé le peuple sont les chefs libéraux qui, durant 25 ans, ont proféré contre la conscription des mots qu'il nous est impossible de répéter maintenant, sous peine d'être arrêtés.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je pensais au discours de mon honorable ami à Trois-Rivières, en 1939, où il prédisait la conscription pour service outre-mer, discours qu'il dut corriger à Sherbrooke. Les chefs de l'Union nationale ont mené leurs campagnes électorales en soulevant le peuple en lui parlant de conscription. Ils étaient plus empressés de répandre des idées subversives que d'être au service de la population.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mes partisans n'ont fait que prôner les théories exposées par feu

l'honorable Ernest Lapointe et d'autres orateurs du Parti libéral. Si elles avaient été fausses, M. Lapointe et les autres auraient été enfermés et non pas les orateurs actuels de l'Union nationale. Ce que j'ai dit, je ne crains pas de le répéter. J'ai dit, en 1939, que les gens contre qui nous nous battions avaient promis pendant 25 ans de ne jamais déclarer la guerre et qu'ils l'ont déclarée. J'ai dit aussi qu'ils étaient des centralisateurs et des assimilateurs et qu'ils allaient imposer la conscription si l'Union nationale ne revenait pas au pouvoir. Et c'est arrivé.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Nous n'avons pas la centralisation, et la conscription, nous ne l'avons pas eue dans le pays. Aujourd'hui, il n'y a pas de conscrits. Nous n'avons que la mobilisation pour la défense de notre pays. Si nous avions eu la conscription pour outre-mer, le député de Lotbinière n'aurait pas présenté sa motion, l'autre jour.

**Des députés de l'opposition protestent.**

**M. Barrette (Joliette):** Allez donc soutenir cela devant le peuple.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** lit la motion qu'il a présentée en 1938<sup>10</sup>.

**M. Gagnon (Matane):** Le procureur général (M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) n'a pas lu textuellement la motion. Il a omis les mots "regrette l'incurie du gouvernement".

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je permets à n'importe qui de faire des farces, mais je ne permets à personne de dire que j'ai tronqué un texte.

**Des députés de l'opposition soutiennent** que le procureur général n'a pas lu les mots en question.

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Gagnon (Matane):** Les mots "regrette l'incurie du gouvernement" impliquent un blâme très sérieux, tandis que la motion du député d'Yamaska comporte un vœu et n'implique aucun blâme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous voyez que ce n'est pas la même chose. Votre motion comportait un blâme, un vote de non-confiance. Si

elle avait été adoptée, le gouvernement aurait été obligé de démissionner. La présente motion en faveur des cultivateurs et de leurs fils ne comporte pas un blâme, mais une recommandation. Plus que cela, je déclare qu'elle n'est pas un blâme et que, si elle est adoptée, nous ne dirons pas que le gouvernement a été blâmé.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** refuse d'accepter la motion. Quant à la motion de l'opposition, je répète qu'il s'agit bien d'une motion de non-confiance, quoi qu'on en dise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'en est pas une et je déclare que, si le gouvernement vote pour la motion, je ne la considérerai pas comme une motion de non-confiance.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il est trop tard pour changer les coutumes parlementaires. Je crains les Grecs et leurs cadeaux. L'amour simulé des cultivateurs, comme on le pratique de l'autre côté, ça ne prend pas deux fois. Le chef de l'opposition aura beau essayer de flagorner les cultivateurs, il ne réussira pas. Le cultivateur est un homme qui pense et qui réfléchit. En lisant les discours du chef de l'opposition, il se dira: "C'est le même homme qui nous a fait beaucoup de promesses; nous l'avons essayé pendant trois ans, nous ne recommencerons pas."

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre n'a dit qu'une partie de la vérité. En réalité, les cultivateurs sont en butte à une couple d'ordonnances contradictoires et tracassières et ils sont indignés contre le gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Matane a la réponse à ses remarques dans la lettre que je viens de citer.

**M. Gagnon (Matane):** On n'accorde pas de sursis aux fils de cultivateurs s'ils ne vont pas travailler pour un parent. Il cite de nombreux cas à l'appui de ses assertions. Nous demandons au gouvernement de protéger les cultivateurs et leurs fils qui sont à la merci de milliers d'ordonnances. Ce serait mieux que de tenir des enquêtes coûteuses sur la police de Montréal pour savoir si les maisons de prostitution ont le téléphone. (Rires) Les fils de cultivateurs ne sont pas des lâches, mais ils veulent que les gouvernements respectent leurs promesses.

Est-ce que le gouvernement, dit-il, ne pourrait pas prendre des mesures pour faire cesser les tracasseries dont sont victimes les cultivateurs, par suite des ordonnances du fédéral?

On a vu des choses bien étranges. Ainsi, il y a un an, un orateur a déclaré au Club Canadien, à Québec, que les mères canadiennes-françaises n'étaient pas de bonnes patriotes parce qu'elles pleurent quand elles voient partir leurs fils pour la guerre, tandis qu'en Angleterre les mères anglaises étaient stoïques. Ce personnage<sup>11</sup> a reçu la leçon qu'il méritait. Un ministre anglo-protestant a dit à une dame de Québec: "Il n'y a pas que les mères canadiennes-françaises qui pleurent quand leurs fils partent pour la guerre, les Anglaises aussi pleurent." Cependant, les ministres qui assistaient à ce déjeuner ont applaudi cet orateur qui insultait les femmes canadiennes. La conscription existe partout et je proteste au nom de nos braves mères canadiennes.

Les ordonnances du fédéral remplissent huit gros volumes de 800 pages chacun. Pour exempter un fils de cultivateur, elles suscitent des multitudes d'obstacles.

**M. Labbé (Mégantic):** Je suis surpris d'entendre un ministre dire que nous n'avons pas la circonscription. Les députés libéraux sont les seuls à nier l'existence de la conscription. Depuis six mois, 100 jeunes gens sont passés par les cours de Thetford et ont été accusés de ne s'être pas rapportés à l'appel de la conscription. Si le premier ministre veut se renseigner, je vais lui donner les noms et les adresses. Les cultivateurs sont conscrits par Ottawa. La conscription existe partout. Le gouvernement n'a pas de raison de voter contre la motion. S'il le fait, les cultivateurs de la province s'en souviendront. Les cultivateurs, eux, savent à quoi s'en tenir. Ils savent de quelle façon odieuse ils ont été trompés par le Parti libéral et ils vous attendent aux prochaines élections.

Il seconde donc l'amendement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-

Loup), Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guerin, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Robidoux, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Subventions, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Division de la biologie marine, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article "Construction d'entrepôts, gages compris (Pêcheries)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quel item du budget cette dépense est prévue?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** À l'item 11.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet item concerne la construction des entrepôts frigorifiques. Il y a autant de différence entre une école de pêcheries et un entrepôt frigorifique qu'entre un bon ministre et le député de Bellechasse. J'insiste sur ce point parce que je ne veux pas que la population soit trompée encore une fois par les procédés malhonnêtes du gouvernement. C'est toujours le même truc employé pour tromper le peuple. Ainsi, à

l'item 11 qui prévoit une dépense de \$150,000 pour des entrepôts frigorifiques, le gouvernement parle d'une école de pêcheries.

Quand viendront les élections, les électeurs, les ministres et les orateurs libéraux parleront d'entrepôts frigorifiques à \$150,000 et ils diront en même temps que le gouvernement a voté \$150,000 pour une école de pêcheries, de sorte que la population et les électeurs de la Gaspésie croiront que le gouvernement leur accorde \$300,000. Quant à savoir si le ministre peut prendre l'argent voté pour des entrepôts et construire une école de pêcheries, il a été avocat de la couronne assez longtemps pour savoir qu'on appelle cela un détournement de fonds.

#### **L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Une école moyenne de pêcheries sera construite très prochainement à Gaspé. En ce qui concerne le futur entrepôt frigorifique de Bonaventure, le contrat a été donné la semaine dernière à M. Arthur Bujold, au montant de \$24,000. C'est lui qui a fourni la plus basse soumission. M. Albert Bédard, un ami du gouvernement et un ami de M. Edgar Rochette, a soumissionné, mais il n'a pas obtenu le contrat.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Est-ce que c'est l'intention du fédéral de plafonner les produits du homard?

#### **L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

La question a été discutée, mais j'ignore l'attitude que prendra Ottawa.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** demande au député de Bellechasse si, en sa qualité de ministre des Pêcheries, il a des projets pour l'après-guerre.

#### **L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Oui. Je ne puis pas le dire, afin de ne pas attirer l'attention de nos concurrents des Provinces maritimes.

**Une voix:** Cette réponse est enfantine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La compagnie Clark faisait de l'argent avant la guerre, elle en fait pendant la guerre et elle s'arrange pour en faire après la guerre. Il (M. Duplessis) rappelle que lorsqu'il était au pouvoir, il exigea que la compagnie construise ses bateaux dans la province de Québec. Mais le gouvernement d'Ottawa n'exige pas cela, de sorte que les citoyens de notre province paient comme les autres et qu'ils ne bénéficient pas de l'avantage de travailler.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**  
Parle de son projet de loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle de la convention libérale qui a été tenue à Bonaventure l'été dernier. On se souvient que les ministres avaient été mal reçus à Rimouski. Ils allèrent ensuite à New Carlisle, mais là ils furent plus prudents. Les journalistes ne furent pas admis à la convention. Le soir, il y eut une assemblée où il y avait seulement une centaine de personnes. Les ministres ont trouvé qu'ils étaient tellement mal reçus qu'ils n'ont pas osé tenir d'élections partielles, ni dans le comté de Bonaventure, ni dans celui de Rimouski, ni dans les sept autres comtés qui sont sans représentant. Le comté de Bonaventure est vacant depuis deux ans, c'est-à-dire depuis que M. Pierre-Émile Côté, qui était ministre, s'est fait nommer juge en prévision de la débâcle libérale.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 35.

#### NOTES

1. Selon *Le Temps* du 5 mai 1944, à la page 1, la réponse à la question de Duplessis aurait été

affirmative, mais nous ne savons pas si c'est vraiment M. Drouin qui a répondu.

2. *L'Événement* du 3 mai 1944, à la page 3, mentionne \$5,000.

3. *L'Événement* et *L'Action catholique* du 3 mai 1944, respectivement aux pages 3 et 5, mentionnent une autre version, soit: "Et si l'on avait besoin de 150,000 plaques, il en vendait 200,000, soit 50,000 de plus au gouvernement et les faisait assurer contre le feu par le gouvernement."

4. Selon *La Tribune* du 3 mai 1944, à la page 1, M. Drouin est mis plusieurs fois en demeure par M. Duplessis de faire une déclaration.

5. *Le Canada* du 3 mai 1944, à la page 3, et *The Gazette* du 3 mai 1944, à la page 4, mentionnent trois États américains et *Le Soleil* du 3 mai 1944, à la page 2, parle de trois écoles américaines.

6. Selon *L'Action catholique* du 3 mai 1944, à la page 5, au moment où il se lève pour voter, M. Fernand Choquette, député de Montmagny, qui vient d'être élu dauphin du Barreau de Québec, est longuement applaudi par la Chambre.

7. Certains journaux mentionnent que le premier ministre n'aurait lu que des extraits de cette lettre.

8. Selon *Le Temps* du 5 mai 1944, à la page 8, M. Casgrain fait venir les procès-verbaux de l'Assemblée législative et il demande à son collègue, M. Perrier, de faire des recherches qui, selon *Le Temps* du 12 mai 1944, à la page 2, durèrent près d'une heure.

9. Pour connaître les débats en Chambre sur cette motion, consulter les séances des 23 et 24 mars 1938 dans *Débats de l'Assemblée législative*, 20e Législature, 3e session, vol. 1, séances du 26 janvier au 12 avril 1938. Texte établi par Jean-François Hébert.

10. Selon *Le Temps* du 5 mai 1944, à la page 8, M. Perrier venait de trouver le document en question. Selon certains journaux, dont *Le Canada* du 3 mai 1944, à la page 2, le procureur général (l'honorable M. Casgrain), lorsqu'il a parlé de la motion de 1938, aurait mentionné "regrettant l'incurie du gouvernement", et ces journaux n'ont pas rapporté les propos qui se sont tenus par la suite à ce sujet.



---

11. Selon *Le Temps* du 5 mai 1944, à la page 8, il s'agit du major-abbé Sabourin.



## Première séance du mercredi 3 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 129 concernant la succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour.

## Motions des députés:

## Pensions de vieillesse

**M. Leduc (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que, vu l'augmentation générale du coût de la vie dans la province de Québec, la Chambre étudie l'opportunité de réduire de 70 à 65 ans l'âge des pensionnaires bénéficiant de notre loi de pensions aux vieillards, et de concourir dans tout arrangement qui pourrait se faire dans ce sens avec le gouvernement d'Ottawa<sup>1</sup>.

La Charte de l'Atlantique, déclare-t-il, entre autres objectifs, entend assurer la libération de la misère pour le peuple. Cette motion correspond à un besoin dans la population. Elle a pour but de prier le gouvernement provincial de faire des instances auprès d'Ottawa pour faire baisser de 70 à 65 ans la limite d'âge à laquelle un contribuable peut avoir sa pension de vieillesse. Ceux qui ont dépassé l'âge de travailler, et ne sont tout de même pas rendus à l'âge fixé par la présente loi pour l'obtention de leur pension, en bénéficieraient.

On doit défendre les intérêts de ceux qui ne le peuvent pas. Il a reçu, dit-il, de nombreuses lettres demandant que l'âge limite soit réduit. Il y a, dans toutes les classes, un désir général de diminuer la limite d'âge et d'augmenter la sécurité sociale. Il faut voir aux vieillards.

Dans les conditions actuelles, il importe de réduire l'âge permettant de retirer la pension de vieillesse. Toutefois, cette réduction affectera le budget, car elle correspondra, si l'on réduit l'âge limite dans les proportions préconisées par la motion, à une augmentation de dépenses pour le budget des pensions de vieillesse. D'après les statistiques, nous augmenterons de 50 % le coût de la pension en fixant l'âge à 65 ans.

Je sais que le gouvernement de la province a fait des représentations au gouvernement fédéral pour que l'âge limite soit changé. Je voudrais savoir pourquoi il est plus difficile d'obtenir une pension de vieillesse dans la province de Québec que dans les autres provinces et pourquoi l'on y pose différentes conditions. En Ontario, tous les citoyens ont systématiquement droit à leur pension dès qu'ils ont atteint l'âge requis. Ici, au Québec, on invoque des dispositions du Code civil concernant les devoirs des enfants, gendres et belles-filles envers leurs parents, pour refuser des pensions dans nombre de cas.

Ainsi, un homme doit pourvoir à l'entretien de ses ascendants comme de ses descendants, c'est-à-dire de son père et sa mère comme de ses enfants. C'est pourquoi on a refusé leur pension à des mères sous le prétexte que les enfants avaient les moyens de les faire vivre et on n'a laissé à ces mères que le recours de poursuivre leurs enfants devant les tribunaux. Il faut même une évaluation des biens du requérant pour que sa demande de pension soit étudiée. Cette question doit être réglée et il est temps de passer à l'action.

La guerre nous a appris à aider et va influencer considérablement nos gouvernants dans leurs législations sociales. Une nouvelle façon d'envisager les choses va nécessairement naître du conflit actuel. Tous les pays travaillent dans le même sens et élaborent des programmes de sécurité sociale. Nous devons agir dans le même sens et placer les vieillards du Québec sur le même pied que dans les provinces voisines.

Pour toutes ces considérations, le gouvernement devrait faire les démarches nécessaires pour que la pension de vieillesse soit payée à 65 ans et concourir à tout arrangement qui pourrait être pris avec Ottawa dans ce sens. La question devrait être étudiée en cette Chambre et c'est le but de ma motion. Il demande à la Chambre de l'adopter à l'unanimité.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** félicite le député de Laval d'avoir présenté cette motion. La réduction de l'âge des pensionnaires de 70 à 65 ans

est opportune, juste et nécessaire, déclare-t-il. Elle est opportune parce que dans tous les centres urbains ou ruraux où il y a des industries ou une activité commerciale, les employeurs ne veulent pas embaucher ceux qui ont 45, 50, 60 ou 65 ans. On leur refuse du travail ou on les met à la retraite. On veut faire de la place pour des bras ou des cerveaux, croyant que les jeunes sont plus actifs, plus énergiques, plus lucides et donnent un meilleur rendement<sup>2</sup>. Il cite de nombreux exemples de gens qui, dans la soixantaine, ne peuvent plus trouver d'emplois. Il y a des exceptions, poursuit-il, mais il faut reconnaître le fait brutal que les gens de 60 à 65 ans se trouvent dans une situation angoissante.

Les personnes âgées ont toutes les misères du monde à se trouver de l'emploi aujourd'hui. Je ne veux pas discuter ce fait, mais il reste que c'est la vérité. Je le déplore simplement et je serais heureux que le gouvernement fit quelque chose pour soulager ceux qui en souffrent. Même les commissions de service civil exigent des requérants un minimum d'âge.

Il parle de ces expériences dans les milieux ouvriers et particulièrement des nombreux cas qui se présentent dans son comté de Saint-Henri. Dans les circonstances, dit-il, la seule chose à faire pour les gouvernements, c'est d'intervenir pour remédier à la situation. Quand un homme ne peut plus trouver d'emploi à 60 ans, il ne doit pas être réduit à la mendicité.

Aux gens qui disent que l'on doit abandonner à leur sort ceux qui n'ont pas été assez sages pour faire des économies, je dirai que c'est facile à dire en théorie, mais qu'en pratique c'est autre chose, puisque les travailleurs n'ont jamais pu mettre d'argent de côté, surtout quand on pense aux maigres salaires qui leurs étaient versés dans le passé. Ce qui est tragique dans leur cas, c'est qu'ils ont été incapables d'amasser un pécule. Il y a 10, 15 ou 20 ans, l'ouvrier n'a pu faire d'économies à cause de la crise économique et du chômage, ayant pratiquement vécu du secours direct.

Même à l'heure actuelle, il n'y a pas moyen de faire d'économies parce que l'impôt sur le revenu est là pour les absorber. En ces jours de prospérité au Canada, les statistiques montrent que 41 % des ouvriers de la ville de Montréal ont un salaire inférieur à \$1,000 par an; 33 % des ouvriers du Canada ont un salaire de moins de \$1,000 par an; 60 % des ouvriers des industries, du commerce et des usines n'ont pas \$1,000 par an et \$1,000 par année veut dire un salaire de \$20 par semaine; seuls le logement et la nourriture des familles moyennes en demandent davantage.

Alors, comment un père de famille moyenne qui gagne \$20 par semaine peut-il arriver à mettre de l'argent de côté en prévision de ses vieux jours? Ceux qui ont un salaire supérieur à \$1,000 ne peuvent pas beaucoup plus faire d'économies, avec les impôts qui dévorent toutes nos économies et que les Canadiens devront payer pendant des années pour payer les dépenses occasionnées par la guerre. Quand ils seront vieux, les ouvriers n'auront qu'un recours, celui de la pension de vieillesse. Il faut protéger les vieux et les vieilles. La motion du député de Laval mérite d'être étudiée et adoptée, afin que des mesures soient prises pour protéger nos vieillards. La Chambre devrait adopter cette motion à l'unanimité.

**M. Gagnon (Matane):** La motion touche un point très important et très urgent, celui de l'aide aux vieillards, nous en convenons. Les statistiques démontrent que le coût de la vie a augmenté ces dernières années. Quant à moi, je n'ai aucune objection contre le principe en jeu. Mais la motion ne cadre pas avec les sentiments exprimés par ses proposeur et secondeur, les députés de Laval (M. Leduc) et de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), qui parlent des besoins des vieillards. La phraséologie devrait être changée. La motion demande que le gouvernement étudie l'opportunité de réduire l'âge des bénéficiaires de la pension, alors que cette question a déjà été suffisamment étudiée. Pourquoi parler d'étudier la question, puisqu'on est convaincu de la nécessité de réduire l'âge des pensionnaires? Le temps est à l'action immédiate et on devrait abaisser la limite d'âge.

Toutefois, la Chambre ne doit pas donner au gouvernement un chèque en blanc pour lui permettre de négocier avec Ottawa, car les problèmes de sécurité sociale sont sous la juridiction des provinces. Le gouvernement semble vouloir mêler le fédéral à ses décisions en ce qui a trait aux pensions de vieillesse, mais cette question relève du provincial et non pas d'Ottawa. Comme les mesures de sécurité sociale relèvent des provinces, l'Union nationale n'est pas prête à concourir dans tout arrangement qui pourrait être fait avec le fédéral. Il faut que les droits et l'autonomie de la province de Québec soient sauvegardés.

Les vieillards ne reçoivent pas assez, cela est évident. D'après les statistiques citées aux Communes par D.C. Abbott, sous-secrétaire parlementaire de M. Ilsley, la province de Québec est celle qui verse les pensions les moins fortes de toutes les provinces du Canada, à l'exception des

Maritimes, puisqu'elle ne verse en moyenne que la somme de \$17.62 par vieillard, par mois. En Saskatchewan, cette moyenne est de \$22. Il est temps de mettre fin à cela et que nous fassions écho aux nombreuses protestations que nous recevons chaque jour de tous les coins de la province.

Le député de Laval aurait dû tout simplement demander que l'âge des bénéficiaires de la pension soit porté à 65 ans. Dans notre province, on commence jeune à travailler et il arrive qu'à 65 ans un homme soit une ruine physique.

Cette mesure des pensions de vieillesse fut inscrite au programme du Parti libéral dès la convention de 1919. Ce n'est qu'en 1927 qu'une première législation fut passée. Alors, les provinces contribuaient aux pensions de vieillesse et le fédéral payait 50 % de la pension. Aux élections fédérales de 1930, le Parti conservateur présenta un programme comportant le paiement complet de la pension. Les conditions difficiles de l'époque, dues à la crise, l'empêchèrent de réaliser son projet, mais il porta la contribution du fédéral à 75 %, ce qui fut accepté par toutes les provinces à l'exception du Québec.

La province de Québec ne voulut pas appliquer la loi des pensions avant 1936. L'année précédente, une aile du parti se sépara de M. Taschereau sur les questions sociales. C'est ce qui força le même M. Taschereau à emboîter le pas. Il a fallu l'énergie et la fière attitude du chef de l'Union nationale, en 1936, pour forcer le gouvernement Taschereau à les accorder.

Et c'est en 1938, sous l'administration de l'Union nationale, que les premières allocations ont été versées pour faire bénéficier nos vieux d'une pension mensuelle. C'est d'ailleurs sous l'administration du chef de l'opposition qu'ont été passées les principales législations sociales qui existent présentement. En 1938, elle accordait la pension aux mères nécessiteuses. Vinrent ensuite les pensions aux aveugles.

L'Union nationale veut rester fidèle à ses principes. Sans mettre en doute la sincérité de nos amis, nous considérons que la motion du député de Laval ne va pas assez loin. Nous nous opposons donc à la motion parce qu'elle n'est pas suffisamment nette, qu'elle n'est pas conforme aux droits de la province de Québec et que nous estimons que le temps des promesses est passé et que nous voulons passer à l'action. Pour cette raison, je proposerai en amendement, secondé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que la motion en discussion soit amendée en retranchant tous les mots après "Québec", dans la troisième ligne, et en les remplaçant par les suivants:

"L'Assemblée législative de Québec recommande au gouvernement d'adopter les mesures appropriées et efficaces afin que les lois fédérale et provinciales, concernant les pensions de vieillesse, soient amendées et améliorées de façon à ce que les vieux et les vieilles âgés de 65 ans et plus puissent obtenir pleine et entière justice".

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite le député de Matane d'avoir présenté cette motion en amendement, car elle correspond aux droits des provinces et à la situation présente. La motion du député de Laval dans sa forme actuelle, dit-il, ferait plus de tort que de bien aux vieux et aux vieilles parce qu'elle laisse entendre que cette question n'est pas connue. Je me demande ce que le gouvernement pense en parlant d'étudier le cas, quand la question est archiconnue et que nous avons tous les renseignements pour procéder immédiatement.

Il est temps de passer à l'action sans attendre que le gouvernement agisse. La Chambre est tout à fait justifiée de demander au gouvernement d'agir promptement et efficacement, afin que les lois des pensions soient amendées de façon à abaisser l'âge d'admissibilité à 65 ans. Dans plusieurs industries de la province, on refuse de donner du travail aux hommes âgés de plus de 65 ans, les laissant ainsi sans moyens de vivre, s'ils ne sont pas aidés par les autorités.

Notre malheur, c'est que les gouvernements qui sont passés à l'administration de la province avant 1936 n'ont rien prévu ni ne voyaient rien. C'est pourquoi, en matière de législation sociale, nous avons été la province la moins avancée de tout le Canada. Des législations sociales existaient depuis 25 ou 30 ans dans les pays d'Europe, mais, pendant 40 ans, les anciens régimes libéraux ne se sont pas intéressés à ces dernières. Ces gens ne sont pas excusables d'avoir ignoré ces progrès. Pourtant, avant la crise, notre province avait des revenus suffisants pour que le gouvernement songe à établir ces législations sociales efficaces chez nous, en mettant en pratique une politique sociale saine et contributive.

Mais ils ont négligé d'apporter cette politique au temps où la prospérité régnait au Canada. C'est la seule façon juste de faire des lois sociales. L'Union nationale a été le premier gouvernement d'ailleurs à faire une loi d'assurance-chômage, en 1939. J'ai toujours été en faveur d'un système à base contributive comprenant l'ouvrier, le patron et l'État. Mais les régimes libéraux n'ont rien voulu prévoir, de sorte qu'aujourd'hui nous sommes en

face d'une situation de fait. Ce n'est pas une situation que, pour notre part, nous avons voulue, mais nous sommes bien obligés d'en tenir compte.

Aujourd'hui, partout la machine remplace l'homme; elle est devenue une menace pour le capital humain. Il ne faut pas boudier le progrès. On peut le déplorer, mais on ne peut empêcher le progrès. Il faut suivre le progrès et faire un emploi rationnel de la machine et la substituer à la main-d'œuvre qui atteint un âge avancé. Mais il importe de passer des législations humaines qui compenseront les travailleurs en leur donnant des pensions à 65 ans pour la rançon des progrès inhumains de la science, car dans la situation économique actuelle, un homme de 65 ans est délaissé si l'État ne prend pas soin de lui.

Plus que cela, il y a des industries dans notre province qui ne veulent pas employer un homme qui dépasse 45 ans<sup>3</sup>. Il est clair que le remède à la situation serait l'adoption d'une législation contributive et concurrente, sauvegardant les droits du fédéral, tout en tenant compte des droits des provinces, et qui ferait en sorte d'empêcher que des hommes soient jetés à la rue. Cela vaut mieux qu'un amendement à la Constitution, car nous ne sommes obligés d'accepter les lois contributives. Pour ma part, je ne suis pas prêt à donner carte blanche à Ottawa.

Le fédéral est centralisateur. Il profite de toutes les occasions pour amender la Constitution et chaque amendement est un désastre pour notre province. Au sujet de la Constitution, il ne faut jamais donner un mandat en blanc. Au contraire, si une loi est préparée par Ottawa et soumise ensuite aux provinces, l'autonomie provinciale est respectée. La motion du député de Laval n'est pas conforme parce qu'elle implique que le gouvernement va approuver tout ce qu'Ottawa fera dans ce sens de la modification aux pensions de vieillesse. C'est consacrer l'assujettissement de la province de Québec aux décisions du pouvoir central et centralisateur, et je ne peux l'accepter.

Notre province a été la première à légiférer en matière d'assurance-chômage. Mais le gouvernement fédéral a insisté pour adopter un système fédéral, sans tenir compte des particularités des provinces.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je voterai pour la première motion parce que le gouvernement provincial ne peut régler seul la question des pensions de vieillesse. Il doit travailler en coopération avec le fédéral, puisque le fédéral paie 75 % des pensions. Or, la motion recommande

d'étudier la question. C'est tout ce que la Législature peut faire. Personne ne voudrait d'une législation prise à la hâte, qui ne serait à l'avantage de personne. Entre les deux suggestions qui sont proposées, je préfère donc de beaucoup la première qui est logique et à point, étant donné que la Chambre ne peut que recommander que les deux gouvernements se rencontrent pour négocier la question.

M. l'Orateur, je veux d'abord féliciter le chef de l'opposition pour la transformation de ses vues sur les questions sociales. J'ai connu le chef de l'opposition lorsque de bons conservateurs de ses anciens amis, M. Aimé Guertin, député de Hull, M. Laurent Barré, député de Rouville, et un autre député se sont eux-mêmes séparés de lui en le dénonçant comme l'adversaire le plus acharné, le plus irréductible ennemi que la province ait connu contre les lois sociales et progressives. C'est lui qui a retardé l'application des législations sociales nécessaires. Il a changé d'idée là-dessus, tant mieux, j'en suis heureux. Il reste que l'on s'entend sur le fond de la question.

La motion du député de Laval est dans la bonne direction. Comme les démarches sont commencées avec Ottawa, je suis enchanté de pouvoir dire au député de Laval que les négociations ont déjà été entamées au sujet de la réduction de l'âge des pensions de 70 à 65 ans. Actuellement, le fédéral est à étudier la question avec le reste du pays. Il doit nécessairement étudier la situation dans les autres provinces avant de prendre une décision. C'est juste et raisonnable, car il faut savoir qu'une telle question comporte de nombreux aspects dans un pays tel que le Canada. Le problème n'est pas aussi simple qu'il en a l'air de prime abord et il faut admettre qu'un peu d'étude ne nuira pas. Il faut absolument étudier les répercussions d'un tel changement dans toutes les classes de la société avant d'en déterminer les détails. J'ai bon espoir que l'entente pourra être conclue avant longtemps avec le fédéral.

On réclame un peu partout la réduction de la limite d'âge. Nous croyons qu'il y a des vieillards dans une situation pénible à cause de la transformation de la vie économique moderne. Dans certains cas, elle a coûté leur emploi à des travailleurs et, dans d'autres, la machine a remplacé l'homme. Cette transformation rend donc cette mesure nécessaire. Le chef de l'opposition semble penser subitement à cette amélioration possible du sort de nos vieux, il veut des changements. Quand il était premier ministre, il a appliqué la loi des pensions de vieillesse sans jamais réclamer cette réduction de 70 à 65 ans.

Maintenant, il est pressé de voir la chose décidée parce que c'est un gouvernement libéral qui est au pouvoir et qui présente la mesure. Mais elle ne l'a jamais été sous son régime, d'après lui, puisqu'il ne s'en est jamais occupé. Il réclame cette réforme au nom de principes qui ont toujours été les nôtres et qu'il n'a acceptés que tout récemment. Il fait proposer un amendement qui est inutile et inopportun. Ce sont les libéraux qui ont créé la pension de vieillesse. Ce sont les libéraux qui pensent que la pension doit être payée aux personnes de 65 ans et plus.

Alors, que le chef de l'opposition n'ait aucune crainte; c'est précisément parce que les libéraux sont là que la mesure sera adoptée! Une action va être prise pour favoriser nos vieillards. Ce qui est certain, c'est que l'âge sera réduit parce que les libéraux sont au pouvoir.

(Applaudissements à droite)

Il y a unanimité sur le principe en jeu, la motion Leduc est complète et il est raisonnable que la question soit préalablement étudiée. Le temps est aux œuvres et aux mesures sociales et le temps qui vient le sera davantage. De plus en plus, les gouvernements doivent se pencher sur les classes laborieuses et tout particulièrement sur les classes déshéritées, pour connaître leurs besoins et pour les aider. Pour notre part, nous voulons faire tout ce qui sera humainement possible. Nous voulons appliquer dans toute la mesure du possible les mesures sociales, en prévision surtout de l'après-guerre. Le gouvernement doit introduire dans les relations sociales plus d'entraide chrétienne.

Le chef de l'opposition reproche aux libéraux d'avoir oublié le principe de la contribution, mais le fédéral n'a pas d'adversaire plus acharné que le chef de l'opposition, en ce qui concerne l'assurance-chômage, parce que les ouvriers sont obligés de contribuer. C'est précisément pendant que l'ouvrier gagne de gros salaires qu'il doit contribuer. Le chef de l'opposition n'a pas aidé beaucoup en critiquant la loi fédérale sur l'assurance-chômage. Le gouvernement fédéral profite des années de vaches grasses pour faire des économies en prévision des années de vaches maigres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Je vous reproche, déclare-t-il, d'avoir cédé les droits de la province, au lieu d'établir un système provincial d'assurance-chômage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous n'avons rien cédé. Je l'ai déjà dit, le gouvernement

libéral a simplement coopéré avec les autorités fédérales sans sacrifier les droits de la province. Le chef de l'opposition sait parfaitement que l'assurance-chômage est un problème qui ne peut se régler par la province seule. Il fallait en effet une législation fédérale pour avoir une loi opérante, car comment aurait-on pu secourir un citoyen qui aurait travaillé pendant une période de 20 ans dans la province de Québec, qui aurait déménagé dans une autre province après avoir payé ses contributions dans sa province natale, et qui se serait alors retrouvé sans travail dans cette autre province?

**M. Lorrain (Papineau):** Le premier ministre a été, comme toujours, ineffable. Evidemment, les élections sont à l'horizon, puisque les libéraux pensent enfin aux pauvres et aux déshérités. Mais tous savent à quoi s'en tenir sur la sincérité électorale des "rouges à Québec et rouges à Ottawa". On veut faire plaisir aux vieillards. Il faut plus d'actions dans le domaine social.

Les gouvernements n'ont pas pensé plus tôt à ce que l'opposition vient de penser il y a cinq minutes en faisant présenter une seconde motion par le député de Matane (M. Gagnon). Quant à l'Union nationale, elle ne considère pas qu'il soit nécessaire de continuer à étudier un problème comme celui des pensions de vieillesse. Elle ne craint pas d'agir et de favoriser immédiatement l'amélioration de nos lois sociales.

De plus, le premier ministre a fait preuve d'une audace incroyable lorsqu'il a prétendu que le chef de l'opposition avait toujours été opposé à la législation sociale et qu'il était l'adversaire de toutes les mesures sociales. Je désire protester avec virulence contre cette affirmation. C'est le gouvernement libéral, qui a dirigé la province depuis 40 ans, qui s'est montré plus réfractaire à ces mesures; il n'a rien fait en fait de législation sociale. Ce furent plutôt les libéraux qui se sont sans cesse opposés au paiement de pensions à nos vieux et à nos vieilles de la province de Québec, tandis que notre province versait 18 millions pour contribuer au paiement de ces pensions dans les autres provinces du pays.

Et, pendant que le régime Taschereau refusait des pensions à nos vieillards, il votait, par exemple, une pension de \$9,000 par an à M. Cordeau, ancien président de la Commission des liqueurs, et de \$7,000 à M. Beaudry, ancien président de la Commission des services publics. On donnait bien de belles pensions aux favoris, mais rien aux vieux de chez nous. C'est ainsi que le Parti libéral québécois a

fait perdre \$70,000,000 à nos vieillards, si Québec avait accepté dès 1927 la loi des pensions qui leur serait venue en aide. Dès que le chef de l'Union nationale prit en main l'administration de la province en 1936, en quelques semaines le gouvernement commença à payer des pensions de vieillesse.

L'Union nationale, qui n'a été au pouvoir que trois ans, a été la première administration à payer les pensions de vieillesse. On y ajouta ensuite des allocations aux mères nécessiteuses, à leurs enfants, puis aux aveugles. C'est grâce au chef national qui accorda toujours ses premières préoccupations au capital humain que la province de Québec bénéficie aujourd'hui de lois sociales. Il ne se contenta pas seulement de parler de telles législations dans ses discours. Il posa des actes et inscrivit ses lois dans nos Statuts.

L'Union nationale est encore prête à agir et à accorder la pension de vieillesse à 65 ans. Le régime libéral ne devrait pas tenter une nouvelle échappatoire pour éluder ses responsabilités à ce sujet. Mais le peuple sait tellement à quoi s'en tenir sur son compte que le gouvernement actuel sera bientôt à jamais renvoyé du pouvoir.

**M. Chaloult (Lotbinière):** La motion et l'amendement me semblent également recommandables, puisque l'une propose l'étude d'une mesure qui me semble juste et que l'autre demande l'action dans le sens de cette même mesure. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on étudie avant d'agir, mais il me semble que cette question devrait être suffisamment étudiée. D'autre part, je ne crois pas que la motion principale porte atteinte à l'autonomie provinciale, car il n'y a rien dans cette motion qui ressemble à un abandon des droits de la province de Québec.

S'il me fallait choisir entre la motion et l'amendement, je choiserais plutôt l'amendement, qui est plus net, plus radical et plus conforme à mon tempérament, à cause de l'action qu'elle réclame. Mais les deux rédactions sont bonnes en soi et il n'y a pas de contradiction à ce que je vote en faveur des deux.

Je suis en faveur de la réduction de l'âge à 65 ans parce qu'en temps normal nous produisons plus que nous ne pouvons consommer. Par conséquent, il n'y a pas lieu de faire travailler ceux dont le rendement est amoindri par l'âge et qui, par ailleurs, ont le mérite d'avoir fourni déjà un effort prolongé.

Par ailleurs, je regrette que l'on propose des motions à la dernière minute, à la veille des élections. Cela me paraît de la démagogie.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):**

L'amendement n'est qu'une manœuvre d'acrobatie politique inventée par l'opposition pour ne pas avoir à voter en faveur d'une motion présentée par un ministériel. Il correspond à un besoin de verbiage chez les membres de l'opposition qui cherchent de nouveau à brouiller les cartes.

L'opposition veut faire croire qu'elle a fait la charité à tout le monde, mais le Parti libéral considère que la pension de vieillesse est un devoir social. Il faut se rendre à l'évidence que les vieillards de 65 ans et plus ont de la difficulté à trouver de l'emploi et il faut absolument les protéger. Je suis également en faveur d'une mise à la retraite à l'âge de 65 ans, ce qui aura pour effet de donner une place aux jeunes qui sont capables de donner un meilleur rendement et d'éviter les dangers du chômage. Il approuve donc la motion et affirme que les droits de la province y sont respectés.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** est en faveur de la motion d'amendement parce qu'elle demande une action immédiate de la part du gouvernement. Si après s'être cramponné au pouvoir pendant cinq ans, dit-il, le gouvernement n'a pas encore eu le temps d'étudier la question, il est temps qu'il donne sa place à des gens qui n'en sont plus au stage de l'école et qui savent quoi faire.

Les libéraux ont fait rayer 6,000 noms des listes de pensions de vieillesse après l'élection de 1939. Il est maintenant trop tard pour eux de faire des promesses.

Il défend le chef de l'opposition des attaques que lui a adressées le premier ministre. Le chef de l'opposition, affirme-t-il, n'est pas opposé aux lois sociales. On juge l'arbre à ses fruits. D'ailleurs, jamais la province n'a eu un premier ministre qui se soit plus préoccupé des mesures sociales que le chef de l'opposition. Le régime de l'Union nationale a été le seul à donner à la population des législations dans son intérêt. Tout de suite en arrivant au pouvoir, le chef de l'opposition a apporté toute son attention aux lois sociales et a payé des pensions aux vieux, aux aveugles et aux mères nécessiteuses. L'Union nationale s'est occupée de toutes les classes de la société et la population de Québec lui en sera reconnaissante lorsque viendront les élections, car le régime actuel n'a rien fait.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** se dit en faveur de la motion parce qu'elle propose de faire une étude sérieuse sur une question très importante et contre



l'amendement de l'opposition parce qu'il réclame une action inconsidérée, sans permettre au gouvernement de voir où il va. Il envisage avec sympathie une réduction de l'âge à 65 ans, mais il voudrait d'abord savoir exactement ce qu'il va en coûter. À l'heure actuelle, dit-il, le gouvernement ne dispose pas de chiffres exacts et précis là-dessus et on ne peut encore prévoir quels seraient les effets de la réduction de l'âge limite sur la contribution du public.

Il y a d'autres façons d'aider la population et il conviendrait peut-être de se demander s'il ne serait pas bon, aussi, de demander à Ottawa de rendre moins sévères les enquêtes sur les moyens de fortune des candidats à la pension. On oblige les vieillards à prouver qu'ils sont dans le besoin, ce qui les place dans une situation humiliante.

Je suis donc en faveur du paiement des pensions aux personnes de 65 ans, mais il y a trois éléments à étudier. Premièrement, doit-on abaisser l'âge de 70 à 65 ans? Deuxièmement, doit-on faire disparaître l'examen de la condition d'indigence ou la nécessité du besoin? Et troisièmement, doit-on augmenter la pension sans élargir les cadres? J'ai dit que j'étais favorable aux pensions à 65 ans. Je considère que l'âge doit donner le droit à la pension et non que la misère doit donner le droit à la charité.

Il y a des vieux qui ne réclameront jamais de pensions, qui ne feront jamais de démarches; ils sont fiers d'avoir fait leur devoir en élevant leurs enfants et, si ces derniers ne font pas leur devoir à leur tour, les vieux parents ne demanderont rien à la société. Il faut donc qu'en principe l'âge donne droit à la pension.

Sous le régime de l'Union nationale, on déduisait de la pension ce que l'on pouvait obtenir des enfants obligés de subvenir aux besoins de leurs parents. Nous avons fait disparaître cette pratique et, aujourd'hui, on ne tient compte que des besoins des candidats à la pension. J'appuierai la motion du député de Laval, que je félicite. L'opposition nous en présente une seconde en pensant aux élections. Quand une chose nous effraie, elle nous obsède, on y pense et on en parle tout le temps. L'opposition a évidemment une rude peur des élections parce qu'elle nous en parle souvent.

(Applaudissements à droite)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Les plaidoyers faits par le député de Laval et le député de Saint-Henri sont suffisamment convaincants et suffisamment étayés par des chiffres pour qu'on passe à l'action immédiate. De 1936 à 1939, l'Union nationale a aidé

non seulement les vieillards, les aveugles et les mères nécessiteuses, mais toute la population qui se débattait dans la crise épouvantable du chômage. Le gouvernement actuel se prononce en faveur de l'étude pour faire semblant, à la veille des élections, d'être pour la réduction de l'âge à 65 ans. Le trésorier est mauvais psychologue. Le gouvernement craint les élections et il propose des mesures dilatoires parce que, au fond, il est opposé à la mesure. Je suis en faveur de l'amendement qui est clair et précis et qui veut que le gouvernement agisse sans tarder sur cette importante question.

Sous peu, la province aura un gouvernement digne d'elle, un gouvernement d'Union nationale. Avant 1936, il n'y avait dans nos Statuts aucune législation sociale. Avec l'Union nationale, les vieux et les vieilles seront de nouveaux protégés.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Si le chef de l'opposition aime les ouvriers au point de vouloir absolument présenter une seconde et inutile motion à propos des pensions à 65 ans, pourquoi a-t-il fait voter des lois anti-ouvrières lorsqu'il était au pouvoir? Le chef de l'opposition et le député de Lotbinière (M. Chaloult), qui veut voter des deux côtés, ne recherchent qu'une chose: exploiter les préjugés. L'opposition demande des élections en Chambre, mais le député de Chicoutimi (M. Talbot), dans une suave causerie à la radio, a dit qu'il n'y en aurait pas.

L'opposition fait des reproches aux anciens gouvernements libéraux parce qu'elle n'a rien à reprocher au gouvernement actuel qui est l'auteur des meilleures lois sociales que la province possède. L'opposition est tout étonnée de ce que le gouvernement fait. Elle ne l'avoue pas, mais on devine son embarras. Après les élections, elle sera moins nombreuse qu'aujourd'hui. J'en suis absolument certain parce que je sais ce que le peuple pense.

Qui a donné à la province et au pays des lois sociales? Ce sont les gouvernements libéraux. Les vieillards ont eu leur pension en 1935, sous le régime Taschereau. D'ailleurs, l'obtention des pensions de vieillesse a été une victoire des syndicats ouvriers. Et les ouvriers savent que c'est sous des administrations libérales qu'ils ont obtenu le plus de réformes sociales. Cela a commencé avec le régime de Sir Wilfrid Laurier qui a créé un ministère du Travail à Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi pas retourner au déluge?

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Si ça fait l'affaire du chef de l'opposition, nous pouvons parler du déluge de 1939.

La première loi des accidents du travail a été votée par le gouvernement Gouin en 1909, et c'est le gouvernement King qui a créé les pensions de vieillesse à Ottawa. Cependant, il faudrait des salaires raisonnables pour les ouvriers afin qu'ils n'aient pas à se fier sur les secours de l'État.

Si le chef de l'opposition avait été pour les lois sociales, il n'aurait pas été dénoncé par ses propres amis, les anciens députés de Hull et de Rouville, MM. Guertin et Barré, qui lui ont reproché d'avoir refusé d'inscrire les lois sociales dans son programme de la convention de Sherbrooke.

En terminant, je veux rendre hommage au premier ministre pour son attitude sur les questions qui touchent aux classes populaires.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La situation me paraît bien simple. Les députés libéraux qui sont déjà convaincus de la nécessité de réduire l'âge à 65 ans vont voter pour l'amendement et ceux qui sont encore indécis vont voter pour la motion principale qui met la question à l'étude. Mais le gouvernement ne peut pas voter contre l'amendement qui bonifie et rend plus pratique et plus explicite la législation actuelle, car il demande de passer immédiatement à l'action.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Plamondon, Robidoux, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La motion Leduc est importante. Son but, c'est qu'elle est destinée à apporter aux personnes d'un certain âge du Québec l'aide financière nécessaire pour terminer leurs jours dans la quiétude et la

tranquillité. On reconnaît aujourd'hui que les progrès du machinisme ont eu pour effet d'abaisser l'âge limite de l'emploi pour les travailleurs à environ 65 ans. C'est un fait qui sort des représentations qui ont été faites à cette Chambre.

Dans le passé, la limite d'âge de 70 ans a peut-être donné satisfaction, mais la machinerie a changé toute la situation. La machine devrait servir l'homme plutôt que contribuer à l'écraser. Elle devrait lui donner plus de loisirs et une plus longue période de retraite. Cette situation nouvelle a amené le gouvernement et le député de Laval à s'occuper de la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'intervenir à Ottawa pour obtenir un abaissement de cette limite d'âge à 65 ans. C'est pourquoi je suis en faveur de cet abaissement.

Le gouvernement est déjà documenté sur la question et une volumineuse correspondance a déjà été échangée avec le gouvernement fédéral sur le sujet. La province de Québec voulait que la pension soit payée à partir de 65 ans, mais d'autres provinces ont demandé que l'on porte plutôt le chiffre de la pension de \$20 à \$25. C'est leur opinion qui a prévalu, mais la province de Québec continue de faire des représentations pour que l'âge soit aussi abaissé. Les pensions de vieillesse ont donc été augmentées de \$5 par mois. C'est une amélioration notable, mais ce n'est pas suffisant.

(Applaudissements à droite)

Il est assez difficile de vivre avec \$25 par mois.

Le gouvernement a fait aussi des représentations à Ottawa sur la durée de la résidence actuellement fixée à 18 mois. L'échange de vues auquel a donné lieu la motion Leduc va soulever des échos qui vont atteindre Ottawa et va aider le gouvernement provincial à y obtenir gain de cause.

Il y a aussi d'autres difficultés à aplanir. L'application de la législation est rendue plus difficile à cause des dispositions du Code civil et nous met dans une situation désavantageuse vis-à-vis des autres provinces. Il reste donc à diminuer la limite d'âge et le gouvernement libéral y verra, malgré les embarras que peut causer le Code civil de la province de Québec. Il faut trouver le moyen de mettre les vieux de la province sur le même pied que ceux des autres provinces. En étudiant des questions sociales de cette importance, il faut oublier la politique et je demande à toute la Chambre d'appuyer la motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On dirait que le ministre croit qu'il s'agit d'une motion pour la production de documents. Le gouvernement est au

pouvoir depuis cinq ans et ce n'est que maintenant qu'il songe à modifier la loi, à la veille des élections, alors qu'en cinq ans le régime actuel n'a rien fait pour améliorer le sort des vieillards.

Le ministre a trop de portefeuilles qu'il ne peut administrer. Il y a contradiction entre les paroles du ministre et la motion. Si on a demandé à Ottawa de réduire l'âge à 65 ans, c'est qu'on a une politique définie. Alors, pourquoi étudier la question? Ainsi, d'un côté la motion du gouvernement suggère d'étudier la question quand, de l'autre, le ministre dit que la chose l'a déjà été.

Il est contre les mesures dilatoires et pour les mesures exécutoires.

**M. Leduc (Laval):** La motion est une motion de député et un député ne peut présenter une motion ou un bill engageant le crédit de la province. Je suis allé à la limite de mes attributions. Le député de Matane a voulu me faire une petite malice et le chef de l'opposition lui a fait présenter une autre motion en disant qu'il était contre l'étude de la question. En fait, il n'a pas lu la motion avec attention; il s'est arrêté sur le mot "étudier" parce que, lui, il a une sainte horreur de l'étude.

Cette motion n'apporte aucun changement susceptible de menacer l'autonomie de la province, mais elle suggère simplement de supplanter le chiffre 70 par 65. Le chef de l'opposition croit que tous les gens sont des imbéciles, excepté lui bien entendu. Je demande donc à la Chambre d'adopter ma motion. Ce sera ensuite aux gouvernements de prendre action.

**M. l'Orateur:** Qu'on appelle les députés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est 6 heures.

**M. Caron (Hull):** Lorsque les députés ont été appelés, le vote est commencé et doit être enregistré avant l'ajournement.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dumoulin, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet,

Groulx, Guerin, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, 43.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 3 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Projets de loi:

#### Succession de Louis-Charles Godfroy de Tonnancour

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 129 sans l'amender.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Société d'assurance des caisses populaires**

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation La Société d'assurance des caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

### **Demandes de documents:**

#### **Manuels d'histoire et de géographie**

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province ou son secrétaire et le Conseil de l'instruction publique ou toute autre autorité scolaire au sujet de l'adaptation de nos manuels d'histoire et de géographie à l'évolution constitutionnelle de notre pays, en vue de respecter la fierté légitime du peuple canadien.

Cette motion, dit-il, a trait à une question d'éducation. Il est périlleux, dans la province de Québec, de parler d'éducation. Mais je veux quand même traiter ce sujet objectivement, sans crainte et sans préjugé, mais avec franchise et en toute liberté. Je sais bien que lorsqu'on parle d'améliorer la culture physique et la nourriture et lorsqu'on réclame des piscines dans nos maisons d'éducation, on se fait traiter d'imbéciles ou de francs-maçons ou on menace d'excommunication ceux qui parlent ainsi. Je n'ai pas peur de cela. Des imbéciles, il y en a peut-être encore.

Ma fidélité à l'égard du clergé et des autorités enseignantes est bien connue. Je sais les services inestimables que le clergé a rendus à notre race dans le passé et c'est grâce à lui si nous avons survécu. Le clergé catholique de la province a contribué à la survivance de notre langue française en maintenant et en dirigeant l'éducation dans le Québec. Je reconnais les progrès considérables qui ont été accomplis depuis dix ans dans le domaine de l'éducation grâce à ses efforts.

Ceci dit, comme père de famille et comme législateur, je veux parler d'éducation aujourd'hui. La question ne relève pas de la juridiction du clergé seulement. Je revendique le droit pour les pères de famille de s'occuper d'éducation. D'après la loi naturelle, les pères de famille sont les premiers

éducateurs; ils ont les premiers droits et les premiers devoirs dans l'éducation des enfants. Il appartient donc aux parents de s'occuper de cette éducation. L'Église a évidemment des droits et des devoirs en matière d'éducation et l'État en a aussi. C'est ce qu'enseignent nos manuels de philosophie. Et c'est à titre de père de famille et d'éducateur que je parle de cette question.

Mon petit garçon m'a dit un jour: "Papa, tu m'as dit que le Canada était un pays souverain. Eh bien, ce n'est pas vrai; j'ai appris à l'école que le Canada appartient à l'Angleterre." Je lui ai demandé où il avait puisé cet enseignement et il m'a dit: "C'est mon manuel d'histoire qui le dit<sup>4</sup>." Dans ce manuel, j'ai lu quelque chose comme ceci: "Question. Pourquoi y a-t-il deux langues officielles au Canada? Réponse. Parce que des Français ont colonisé le Canada et qu'aujourd'hui le Canada appartient à l'Angleterre." J'ai ici le manuel en question et il est vrai que l'on y dit cela.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est dans quel manuel?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je ne veux incriminer personne et ne faire de mauvaise publicité à personne, mais je l'envoie au ministre pour qu'il constate.

**M. Gagnon (Matane):** C'est un manuel imbécile.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce manuel-là, d'après les personnes que j'ai consultées à ce sujet, est en usage encore aujourd'hui pour enseigner l'histoire dans 90 % de nos écoles. C'est formidable et incroyable. Il est vrai qu'il a été désapprouvé en 1942 par le Conseil de l'instruction publique. Il a été désapprouvé à cause justement de cette réponse que je viens de lire. On est à en composer d'autres, mais en attendant, on garde celui-là. On fait régulièrement des rééditions de ce manuel et il me semble qu'il serait facile, à l'occasion d'une réédition, d'y changer quelques lignes.

À la suite de cet incident, j'ai examiné d'autres manuels. J'ai trouvé une histoire du Canada divisée en deux parties: "Canada, colonie française" et "Canada, colonie anglaise". Il n'y a pas de troisième partie: "Canada, pays autonome". C'est du colonialisme. Un autre manuel parle du "Canada, possession britannique". C'est moins mal, mais ce n'est pas encore conforme aux faits et c'est complètement à l'opposé de la tradition et de la Constitution du Canada.

Qu'on me permette de manifester ma surprise et mon indignation devant de pareilles traces de colonialisme dans nos manuels scolaires. Je ne m'explique pas par quelle distraction les autorités scolaires peuvent tolérer des textes aussi faux. Il est inqualifiable qu'on tolère un tel colonialisme dans les manuels. Je proteste contre de telles erreurs et je demande qu'elles soient corrigées le plus tôt possible. Je ne suis pas le seul à dire que, contrairement à ce qu'on peut lire dans les manuels scolaires, le Canada n'appartient pas à l'Angleterre. Le Canada est un pays canadien appartenant aux Canadiens seulement et il est constitutionnellement indépendant et libre. Le Canada n'appartient pas à l'Angleterre, mais participe aux guerres de l'Angleterre parce que nos Canadiens sont serviles.

Il cite l'honorable Wilfrid Bovey, C.L., qu'il félicite, qui a maintes fois parlé du "Canada, pays indépendant" et qui disait récemment que le Canada n'appartient pas du tout à l'Angleterre, mais aux Canadiens et qu'au contraire notre pays est souverain. Il est un ami de la province et des Canadiens français. Je sais bien, dit-il, que très souvent le Canada agit comme s'il appartenait à l'Angleterre, mais la faute en est à la veulerie de nos politiciens et non à notre situation au point de vue constitutionnel. Je sais bien qu'on nous entraîne dans la guerre parce que l'Angleterre est en guerre, comme si nous étions la propriété, corvéable à merci, de l'Angleterre. Mais en principe le Canada est un pays souverain et il a les mêmes droits constitutionnels que l'Angleterre.

Le Statut de Westminster place le Canada sur un pied d'égalité avec l'Angleterre et il est injuste de dire que le Canada appartient maintenant à l'Angleterre. Le Statut de Westminster consacre notre souveraineté et l'honorable Ernest Lapointe, ancien ministre de la Justice, l'a proclamée. Il a joué un grand rôle lors de ce traité et nous devons le reconnaître. Il cite les opinions de ce dernier, d'André Siegfried et de quelques autres. Il cite aussi l'exemple de l'Irlande, qui jouit du même statut que nous et qui reste neutre, qui s'abstient de participer à la conférence impériale sans que personne ne songe à lui en faire grief. Si nous n'appartenons pas à l'Angleterre, poursuit-il, pourquoi participer à ses guerres? Pourquoi rester dans le Commonwealth des Nations britanniques quand nous devrions faire partie de l'Union panaméricaine? Le Canada, après la guerre, devrait se joindre à l'Union panaméricaine. Nous sommes plus rapprochés des pays sud-américains et il est plus logique que le Canada entretienne des relations avec les pays du continent américain qu'avec les pays européens ou asiatiques.

Il est vrai qu'il subsiste encore des entraves à notre parfaite indépendance. Le Canada devrait avoir son propre drapeau; nous sommes le seul dominion à ne pas en avoir. Le servilisme incommensurable de nos hommes publics nous empêche d'en avoir un. Le Canada devrait avoir son gouverneur canadien au lieu d'aller le chercher à Londres. Mais c'est parce que nos politiciens le veulent. En théorie, nous sommes un pays souverain égal à l'Angleterre.

Comme moyen de faire disparaître des restes de servilisme, il faudrait rompre définitivement tout lien qui nous rattache à l'Empire, en espérant que la chose se fera après la guerre à laquelle nous n'aurions pas dû participer. Nous n'avons pas d'intérêt à conserver ces liens, puisque nous sommes un pays d'Amérique du Nord et non un pays d'Europe. Nous avons tout à perdre en les conservant et rien à gagner. Le Canada devrait plutôt, à titre de pays d'Amérique, adhérer à l'Union panaméricaine. Un siège vacant nous y attend; pourquoi ne l'occuperions-nous pas?

Je ne veux pas avoir de paroles dures pour nos autorités scolaires, mais il y a certainement des distractions quand on laisse circuler de pareils manuels. Il y aurait lieu de voir à refaire certaines parties de ces manuels et faire les modifications qui s'imposent pour être à la page.

#### **L'honorable M. Perrier (Terrebonne):**

M. l'Orateur, c'est très objectivement, moi aussi, que je veux traiter cette question qui est devant nous, mais on me permettra bien de constater qu'une fois de plus le député de Lotbinière aime à donner des coups d'épée dans l'eau. Il parle pour la galerie, suivant ses manœuvres de coups de couteau dans le dos, ce qui n'est pas nécessairement faire œuvre utile.

Il est vrai que nos manuels ne sont pas parfaits et qu'ils pourraient, certes, être améliorés. Il y a eu des erreurs, c'est vrai, mais on travaille à les corriger depuis plusieurs années. Depuis 15 ans, j'ai pris connaissance d'à peu près tous les manuels d'histoire du Canada distribués à nos écoliers dans la province de Québec et dans les autres provinces. Alors que les nôtres se complaisent dans "notre maître le passé", ceux des autres provinces commencent à la Conquête.

Il y a trois ans, certains outranciers, amis du député de Lotbinière, se scandalisaient parce que je réclamaï des réformes dans nos manuels d'histoire et ils me traitaient de ministre de l'anglais parce que je voulais fournir à nos petits Canadiens français l'avantage d'une supériorité sur les petits Canadiens anglais en apprenant à bien parler le français et à

parler convenablement l'anglais. Comme si c'était chose nouvelle, comme s'il avait découvert le soleil, le député de Lotbinière nous lit un manuel dans lequel il y a des erreurs graves.

Je ne veux pas scandaliser le député de Labelle (M. Paquette), mon voisin, mais, il y a trois semaines, en lisant un manuel de géographie, j'ai lu que le comté de Terrebonne était au nord du comté de Labelle. Évidemment, il y a des erreurs dans nos manuels. Un peu tardivement, le député de Lotbinière, parce qu'il a lu le contraire dans un mauvais manuel, reconnaît que le Canada est un pays souverain. Il reconnaît que l'opinion de l'honorable Ernest Lapointe sur ce point est très juste.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je l'ai toujours admis.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est la confession d'un enfant du siècle. Mais il y a des contradictions dans ce que dit le député de Lotbinière. Il proclame que le Canada est un pays souverain depuis le Statut de Westminster et il en tire la conclusion que le Canada n'aurait pas dû participer à la guerre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai dit qu'il aurait pu ne pas y participer.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière veut que nous sortions du Commonwealth britannique pour nous jeter dans le panaméricanisme. S'il préconise notre adhésion à l'Union panaméricaine, il admet donc l'interdépendance entre les nations. Les États-Unis, le Mexique et le Brésil font partie de l'Union et sont des pays souverains, ce qui ne les empêche pas de combattre, comme nous, l'hitlérisme avec ce qu'il comporte de caractéristiques répréhensibles et de dangers. Si nous avons des liens culturels avec les pays de l'Amérique latine, il y a des obstacles géographiques et économiques qui nous en séparent.

Je me demande s'il serait bon de renoncer à des avantages économiques et commerciaux pour rompre des liens qui ne nous coûtent pas plus cher que nous coûterait l'adhésion à l'Union panaméricaine, laquelle pourrait aussi nous entraîner dans une guerre. Devons-nous tout de suite passer du Commonwealth au panaméricanisme, en négligeant de considérer les avantages que nous pouvons avoir à ne pas changer de situation?

À mon avis, les Canadiens font mieux pour leur intérêt de rester alliés de l'Angleterre, car nos

relations avec elle ne se font qu'à titre de pays souverain. Si nous sommes un pays souverain, alors pourquoi dire à notre peuple que nous sommes les vassaux de l'Angleterre?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je n'ai pas dit cela.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière l'a dit cent fois, de cent différentes façons sur les tribunes publiques et ici même. M. l'Orateur, le Canada n'appartient pas à l'Angleterre ni à personne, car il est pays souverain. Il y en a peut-être qui préféreraient que le Canada appartienne à l'Allemagne nazie ou à l'Italie plutôt qu'à l'Angleterre. Je souhaite qu'il n'y en ait pas.

Pays souverain, nous le sommes et je déplore les erreurs que l'on peut trouver dans nos manuels d'histoire. Mais il y a pire que des erreurs de manuels pour causer la désunion: il y a l'enseignement d'une certaine école qui persiste. Je proteste contre certaines gens qui prêchent la haine, la désunion et qui essaient de répandre la fausse prétention que nous appartenons à l'Angleterre.

Certains amis du député de Lotbinière, qui, pendant que nous sommes en guerre et combattons pour défendre des biens communs avec l'Angleterre et les États-Unis, sortent de vieux préjugés de race, disent que nous sommes les vassaux de l'Angleterre et prônent des unions imaginaires avec des pays lointains.

Ce n'est pas parce que nous sommes en guerre que nous ne sommes pas pays souverain. Les États-Unis ne sont pas des vassaux de l'Angleterre. Je me demande si certaines gens n'aimeraient pas mieux lire dans nos manuels que nous appartenons à l'Allemagne ou à l'Italie.

Dans la province de Québec, c'est le Conseil de l'instruction publique qui a la responsabilité des manuels scolaires. Depuis trois ans, le gouvernement a réclamé des réformes de toute nature. C'est pourquoi il a été heureux de recevoir du Conseil de l'instruction publique la suggestion de réviser les manuels. À la demande du gouvernement, le comité de l'instruction publique a donc nommé une commission chargée de faire la révision de tous nos manuels afin de les rendre plus conformes. Les travaux sont en cours.

Dans chaque matière de l'enseignement, il y a aura un concours. Seuls subsisteront les manuels qui auront prouvé leur valeur; ils seront exclusivement en usage dans nos maisons d'enseignement, ce qui nous conduira à une

uniformité au moins relative des manuels dans les écoles du Québec. Je suis heureux que le député de Lotbinière, encore que bien tardivement, souscrive à l'œuvre du gouvernement dans le domaine de l'instruction publique. Il constate une fois de plus que le gouvernement travaillait sérieusement au lieu de jouer aux blocs.

Il y a d'autres erreurs dans l'histoire du Canada et je soutiens que nous ne parviendrons pas à l'unité nationale tant que l'histoire du Canada ne sera pas enseignée d'une façon plus vraie, plus efficace, plus profonde et juste partout dans le Canada, et tant que l'histoire de notre pays n'est pas enseignée vraiment dans le sens national, pour mieux orienter les jeunes vers l'avenir.

Il est temps qu'on enseigne d'un bout à l'autre du pays quelle est la place que nous occupons dans le monde, et à ceux de notre province, quelle est notre situation par rapport aux autres dans le domaine social, politique et économique. Car le plus grand obstacle à l'unité, c'est que dans d'autres provinces on a tendance à faire commencer l'enseignement de l'histoire du Canada à l'époque de 1860, ce qui empêche toute une partie de la population de comprendre le fait français. Le grand tort chez nous, c'est que l'on a enseigné l'histoire en refusant de dire ce qui s'est produit depuis que le Canada a cessé d'appartenir à la France et en s'attachant au passé - à notre maître le passé. Quand on enseigne l'histoire de cette façon, il est difficile de faire comprendre le fait français et catholique aux Canadiens des autres provinces. Dans d'autres provinces, on ne se préoccupe pas tant du passé pour regarder plutôt en avant.

Cet enseignement doit se faire en marge de la légende. Il est temps d'enseigner à nos jeunes quelle place occupe la province de Québec au Canada, en Amérique et dans le monde. Les écoliers connaissent les guerres avec les sauvages et les Anglais, mais beaucoup ignorent que la Conquête ne fut qu'un incident de la guerre de Sept Ans et qu'elle est due beaucoup moins à notre défaite sur le sol canadien au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'aux défaites de la France par l'Angleterre dans d'autres parties du monde. Il est urgent et nécessaire pour l'unité canadienne, si nous voulons être chez nous partout au Canada, que les sujets du Canada - quelles que soient leur origine, leur religion, leur langue et leurs croyances - connaissent l'histoire de notre pays et sachent la part mutuelle de chaque groupe dans l'expansion de la nation canadienne.

Les Français et les Anglais se sont battus durant sept ans. Mais la France et l'Angleterre ont su

un jour mettre fin à leurs haines séculaires pour s'unir dans un objectif commun de civilisation; nous devrions faire de même. Pourquoi certaine école veut-elle que, dans notre pays, Canadiens d'origine française et d'origine anglaise retournent au Moyen Âge pour continuer des guerres qui ont été stériles dans le passé et le seraient davantage dans l'avenir pour toute la population canadienne?

(Applaudissements à droite)

Je suis profondément canadien, même si certains patriotards ne me croient pas. Je me suis toujours efforcé de faire comprendre aux Canadiens des autres provinces le fait français chez nous. Il n'y a rien dont nous devrions rougir dans notre histoire et il faut que chaque province sache la part que nous avons prise dans l'élaboration des destinées du Canada.

Depuis que je suis en politique, j'ai sans cesse travaillé à donner de la largeur de vues à mes compatriotes. Mais la plénitude de nos droits, nous l'obtiendrons non pas par des déclarations intempestives, mais en pesant nos paroles et en nous disant que peut-être certaines paroles peuvent-elles avoir des conséquences pénibles pour les Français des autres provinces et aux États-Unis. Je voudrais avoir fait tout mon possible pour donner à mes compatriotes les moyens de s'instruire davantage.

Je ne prétends pas avoir le monopole de la sincérité et du patriotisme et je reconnais mes faiblesses. Mais je ne veux m'imaginer que nous pouvons laisser croire en ce pays qu'une infime minorité de grincheux, de gens mesquins qui parlent toujours des mauvais aspects d'une question ou d'un problème sans même mentionner les bons, représente les sentiments de toute une province. Ceux qui sortent de nos écoles primaires ou de nos collèges classiques doivent avoir une conception vraie de la situation de notre pays et de notre province. Notre devoir, c'est d'assurer aux jeunes un enseignement vrai de l'histoire du Canada, en laissant de côté tout ce qui tient de la légende.

Il faut avoir le courage de vaincre les préjugés. Pour vaincre les préjugés qui peuvent être maintenus non seulement dans Québec, mais dans tout le Canada, il y a trois ans que nous travaillons consciencieusement, sérieusement à convaincre nos compatriotes que sur le sol canadien peuvent fleurir les deux plus belles cultures du monde entier, la culture française et la culture anglaise, pour le plus grand bien du pays. Les Canadiens français ou anglais d'origine doivent apprendre non pas ce qui doit les désunir, mais ce qui doit les unir pour contribuer à la grandeur et au progrès de notre pays.

C'est, je l'espère, le vœu de toute la Chambre et le gouvernement sera toujours heureux de déposer toute la documentation qu'il peut avoir à ce sujet.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre a parlé de tous les sujets, sauf de la motion à l'étude. Mais je le suivrai sur son propre terrain.

Je le félicite d'abord pour la façon élégante avec laquelle il s'exprime. Il parle un beau français, le ministre. En l'écoutant, je croyais entendre la voix de son maître, John-Charles Harvey<sup>5</sup>, qui, lui aussi, écrit un excellent français.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Est-ce que le député prend un sujet nouveau ou s'il réplique? Il devrait avoir la loyauté de ne pas profiter de son droit de réplique pour se lancer dans une attaque injuste, parfaitement injuste et à laquelle je ne pourrai répondre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre oublie-t-il qu'il a parlé de "notre maître le passé", de ceux qui pouvaient m'inspirer? Il paraît soucieux de me trouver des maîtres, mais il semble avoir honte de mes deux maîtres: Henri Bourassa et Lionel Groulx.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député peut bien servir les chefs qui veulent l'endurer, mais il n'a pas le droit de m'en prêter.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai dit que le ministre avait parlé comme ceux qui veulent ce dont je ne veux pas.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Eh bien, le député de Lotbinière, en me répondant sur ce ton et de cette façon, montre encore une fois qu'il n'a pas de jugement.

**M. Chaloult (Lotbinière):** On choisit les maîtres qu'on veut, mais, quand on fait des déclarations publiques, on permet aux autres de juger du choix de ses maîtres. Quand on reconnaît dans la bouche de quelqu'un les déclarations d'un autre, on sait qui l'inspire. C'est vrai que j'ai eu de nombreux partisans. Je m'en vante.

J'ai souvent changé d'étiquette pour rester fidèle à une idée. Le ministre, lui, change d'idée pour rester fidèle à une étiquette. En 1917, il était contre la guerre parce que les libéraux étaient contre la guerre. Aujourd'hui, il est pour la guerre parce que les libéraux sont pour la guerre.

Le ministre dit que les pays qui font partie de l'Union panaméricaine ont également été entraînés dans la guerre. Il faut s'entendre là-dessus. Le Brésil et le Mexique sont entrés en guerre trois ans après nous, mais ils ne font pas un effort de guerre comme le nôtre. Ils n'ont fait que poser des gestes symboliques dans le but de gagner la faveur des États-Unis et ainsi tirer profit de la guerre.

L'Argentine fait partie de l'Union panaméricaine et elle est restée neutre. Je n'aurais pas eu d'objection à ce que le Canada participe de cette manière-là. Il rappelle également la neutralité de l'Irlande et dit que le Canada aurait pu adopter une attitude de neutralité sympathique lors du présent conflit.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Je soulève une question d'ordre.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre a parlé des avantages commerciaux, des liens qui nous rattachent à l'Empire. Nous n'avons jamais retiré de pareils avantages de notre affiliation à l'Angleterre. Les tarifs préférentiels jouent en faveur de l'Angleterre et au détriment du Canada. On nous a même prévenus qu'après la guerre l'Angleterre pourra bien acheter son bacon du Danemark et son blé du Brésil. Je ne la blâme pas; elle surveille ses intérêts et elle fait bien. Il faut l'imiter et en nous occupant de nos intérêts d'abord.

Rompre les liens qui nous rattachent à l'Empire serait le meilleur moyen de faire disparaître toute ambiguïté qui existe quant au statut du Canada dont parlent les manuels scolaires. Le ministre n'a pas été très clair au sujet des manuels d'histoire. Est-il en faveur d'un manuel unique pour tout le Canada?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'idéal, ce serait un comité interprovincial de vrais historiens qui composeraient trois manuels tenant compte de tous les faits. Si ce sont de vrais historiens, qui tiennent compte du fait français dans la province de Québec, il faudra aussi tenir compte d'autres faits dans les autres provinces. Comme les faits sont les mêmes partout, il y aurait uniformité.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Alors, c'est une utopie irréalisable. Si elle était réalisable, ce serait aux dépens de l'histoire de la minorité, avec la disparition éventuelle de la part que les Canadiens français ont prise dans l'histoire du Canada, car l'expérience démontre que c'est toujours la majorité qui l'emporte, la minorité sachant mal réclamer ses



droits. Ceux qui prêchent l'histoire unique sont ceux qui veulent faire publier les vexations dont nous avons été victimes. Pour créer de la bonne entente, l'histoire doit être fondée sur la vérité et ce n'est pas soulever des préjugés que de dire la vérité.

Le meilleur moyen de nous entendre avec la majorité et d'obtenir l'unité, c'est de nous tenir debout, de parler franchement, de réclamer la totalité de nos droits et de négocier sur un pied d'égalité en disant aux Anglais que nous sommes leurs égaux. Les Anglo-Saxons méprisent les chiens couchants. Ils ont de la fierté, de la dignité; ils aiment d'ailleurs les gens qui savent se tenir debout.

Imitons-les. Je ne parle pas contre les Anglais, moi, je demande qu'on les imite et que l'on se tienne debout devant eux tout comme eux n'ont jamais eu peur ou hésité à se tenir debout pour défendre leurs droits. Si nous adoptons une telle attitude, une véritable bonne entente commencera à régner au Canada.

Disons franchement à nos compatriotes qu'ils pourront compter sur la collaboration des Canadiens français à la seule condition que les autres provinces du dominion nous accordent la totalité de nos droits.

Je souhaite que le ministre s'intéresse un peu plus au problème soulevé par cette motion, au lieu de chercher noise aux nationalistes.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne leur en veux pas, j'en ai pitié.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre a la haine des nationalistes. C'est une hantise chez lui.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** soulève un point d'ordre et l'on ferraille pendant quelque temps.

**M. Chaloult (Lotbinière)** dit être prêt à aller dans Terrebonne parler sur la même estrade que le ministre. Il l'invite aussi dans son comté.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Quel comté?

**M. Chaloult (Lotbinière)** ne le sait pas encore, étant donné que la loi remaniant la carte électorale n'est pas encore votée. Il termine en exprimant l'espoir que les erreurs qu'il a signalées dans nos manuels seront corrigées.

La motion est adoptée.

## Hydro-Québec

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** pour **l'honorable M. Godbout (L'Islet)**<sup>6</sup> appelle la motion de l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les ordres en conseil adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 14 avril 1944 inclusivement jusqu'au 17 avril 1944 inclusivement, et se rapportant au bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec, et qui a été sanctionné le vendredi 14 avril 1944.

Je n'ai pas l'intention de recommencer tout le débat au sujet de la loi créant la prétendue Hydro électrique, qui n'est qu'une hydro électorale. Ce serait référer à un débat antérieur et les règlements de la Chambre ne le permettent pas. Mais je veux parler de ce qui s'est passé depuis le jour où la loi a été sanctionnée, le 14 avril dernier, et de la façon dont le gouvernement a tâché, à sa façon, depuis cette date, de mettre sa loi électorale en pratique.

La loi du gouvernement, d'après le premier ministre, devait donner les bénéfices de l'électricité à tout le monde. Les ouvriers de Montréal devaient bénéficier de réductions de taux à la suite de l'expropriation de la Montreal Light, Heat & Power, et les cultivateurs des campagnes devaient avoir l'électrification rurale. Ce devait être une loi provinciale, intéressant toutes les classes de la société.

Donc, pour administrer une loi à caractère provincial et qui intéresse toutes les classes de la société, il semblerait convenable que les commissaires nommés aient été choisis pour représenter toutes les classes de la province et qu'on choisisse des gens familiers avec les questions agricoles, ouvrières et commerciales, etc., enfin toutes les classes de consommateurs d'électricité.

Or, parmi les commissaires nommés par le gouvernement, il n'y a pas un cultivateur, pas un ouvrier, pas un représentant des unions ouvrières ou des unions ou groupements agricoles, pas un représentant des manufacturiers ou des marchands, pas un spécialiste des questions techniques en jeu. Le gouvernement, dit-il, n'a fait entrer aucun représentant de la classe ouvrière ou de la classe agricole dans le conseil d'administration de l'Hydro.

L'Hydro fait affaire avec des milliers de cultivateurs et d'ouvriers et c'était le devoir du gouvernement de ne pas oublier les classes agricole et ouvrière qui, toutes deux, comptent des compétences. Il ne l'a pas fait. Au lieu de cela, on a nommé des représentants du régime libéral qui vont exploiter l'Hydro non pour la province, mais pour des politiciens, par des politiciens. On a préféré faire de la politique. Ce n'est pas une garantie de succès.

Le gouvernement a nommé des incapables, comme l'est son régime, car il ne s'agissait pas d'exproprier une entreprise au profit de l'État, mais d'entreprendre une affaire dans un but uniquement politique, pour des fins strictement électorales, et alors on a joué à la politique en partant. Le gouvernement a prouvé qu'il ne voulait pas une entreprise pour le bien de la province, mais une entreprise gouvernée par des politiciens, au détriment de notre population. Il a plutôt voulu nommer des images du régime; il a nommé des serveurs. La façon dont on a commencé l'administration de l'entreprise laisse augurer du désastre auquel le gouvernement actuel l'a vouée.

La preuve que c'est une affaire politique et électorale, on la trouve partout: dans les nominations faites, dans les moyens pris dans la loi pour mettre la ville de Montréal sous la tutelle de l'hydro électorale, après avoir été sous celle du gouvernement. Le gouvernement, s'il veut jouer à la politique, n'a tout de même pas le droit d'engager des centaines de millions de l'argent du peuple dans une affaire montée de toutes pièces pour les fins de sa réélection, lors du prochain scrutin.

Le gouvernement a choisi, pour présider la commission hydro électorale qu'il a fondée, un politicien de toujours, celui-là même qui a mis Montréal en tutelle, celui-là même qui a laissé crever les chômeurs de faim, celui-là même qui faisait travailler des pères de famille, un homme qui a eu le cœur d'engager de malheureux chômeurs au département de la Voirie, à six cents de l'heure. Et, à ce politicien de toujours, le gouvernement verse un salaire de \$18,000 par année pour un travail de six mois, car il est aussi sénateur et ses fonctions le retiennent six mois par année à Ottawa. Ce n'est donc pas \$18,000 par année que le gouvernement lui paie, mais \$36,000, puisqu'il retire \$18,000 pour six mois de travail seulement et son salaire de sénateur pour les six autres mois.

Lorsque le premier ministre a annoncé le départ de son ministre consort de la Voirie, il a dit à la Chambre que la santé de M. Bouchard était chancelante et que c'est cette raison-là qui lui faisait

abandonner son ministère et ses électeurs. Or, c'est à cet homme, trop malade pour remplir ses fonctions à Québec, que l'on confie la présidence de l'Hydro après l'avoir nommé sénateur. Tout le monde sait que M. T.-D. Bouchard est un politicien avant tout et par-dessus tout. C'est un des grands organisateurs politiques de son parti. Avant tout, il est l'organe du parti ministériel.

Ses seules préoccupations sont des préoccupations électorales. Personne ne peut nier cela. C'est tellement vrai que lorsqu'il s'est senti malade, lorsqu'il a senti qu'il serait battu dans son comté comme il avait été battu aux élections municipales dans la ville de Saint-Hyacinthe, lorsqu'il a eu la ferme conviction que son parti serait battu aux prochaines élections, il a abandonné son poste, et il s'est fait nommer au Sénat avant de se faire nommer président de l'hydro électorale.

C'est ce monsieur malade, lui qui n'était plus capable d'administrer un simple département, qui retire déjà trois ou quatre salaires, à qui l'on paie \$18,000 par six mois, qui retire un autre \$4,000 comme sénateur pour les six autres mois, c'est ce monsieur, dis-je, que le gouvernement actuel a chargé d'administrer une des plus grosses entreprises de la province dont la valeur est de plus de \$200,000,000, au dire même du gouvernement qui a engagé le crédit du peuple de la province pour cette énorme somme. Il assistera ou n'assistera pas aux séances du Sénat. S'il s'acquitte de ses fonctions de sénateur en plus de toutes ses autres occupations, il ne pourra pas consacrer tout son temps à l'Hydro, pour lequel il est grassement rémunéré, mieux rémunéré que le premier ministre de la province, alors que, s'il s'occupe exclusivement de l'Hydro, il manquera à ses devoirs comme sénateur.

Puisque le gouvernement a nommé un homme riche, un homme qui faisait crever les chômeurs de faim à six cents de l'heure, pour présider la commission, il a sûrement dû nommer comme premier commissaire un représentant des ouvriers de Montréal ou des cultivateurs de la province. Mais non. Cet autre commissaire, c'est M. Potvin, le grand curateur des corporations municipales, à qui l'on verse un salaire de \$15,000, le même M. Potvin qui a administré la commission de tutelle nommée par le gouvernement pour gérer les affaires de Montréal, tout comme si le gouvernement eût voulu encore mieux montrer au peuple de Montréal qu'il reste toujours sous la tutelle et que l'entreprise d'électrification électorale qu'il dirige conjointement et solidement avec M. Bouchard a tous les droits, même celui de

s'emparer des rues de Montréal sans le consentement des autorités de la métropole du pays. C'est lui qui régentera encore la métropole en vertu des pouvoirs qui sont attribués aux commissaires de l'Hydro. C'est le même M. Potvin qui a été responsable de la grève des policiers et pompiers et des autres grèves qu'a connues Montréal. Il est nommé à ce poste, à un salaire de \$15,000, tout en demeurant président de la Commission municipale de Québec.

Qui a-t-on nommé ensuite? Un ouvrier ou un représentant des ouvriers de Montréal? Mais non. On a nommé un M. Latreille, de Québec, un ingénieur en chef du service hydraulique du ministère des Terres et Forêts. M. Latreille est un jeune homme qui est devenu tout à coup très important, au département des Terres et Forêts, à qui le gouvernement fait appel pour des services dont nous ne connaissons pas la nature. Il a fait un saut considérable. Du jour au lendemain, on désigne cet employé de la province au poste élevé de commissaire de la nouvelle Hydro, à \$15,000 par année.

Qui ensuite? A-t-on nommé un représentant du peuple, dans l'Hydro? Un représentant des hommes d'affaires, des manufacturiers? Non encore! On a choisi M. McCammon, un autre enfant chéri du parti, un autre personnage aux salaires multiples, qui cumule les fonctions dans les commissions à prébendes nommées par le gouvernement pour gaver ses amis avant la dégringolade finale. M. McCammon est membre de la Régie de l'électricité, de la Commission des eaux courantes, de la Commission des tramways de Montréal, de l'hydro électorale et de ce sais-je encore.

Qui ensuite? Un représentant des cultivateurs, des travailleurs, du commerce, des affaires? Non! M. George C. McDonald, le vice-président de l'Hydro, un homme des plus charmants mais qui doit considérer son nouvel emploi seulement comme un travail secondaire et qui n'y consacrera certainement pas beaucoup de temps. Il n'a aucune qualification spéciale pour être commissaire de l'Hydro. C'est un comptable qui n'est pas obligé de donner tout son temps à l'Hydro, mais qui reçoit quand même \$15,000 par année pour une besogne surnuméraire.

Avec le salaire de tous ces messieurs, un politicien comme président à \$18,000 par année, sans compter ses autres prébendes, et quatre commissaires à \$15,000, cela fait \$78,000 par année, c'est-à-dire une somme suffisante pour payer la pension de 325 vieillards dans la province, et toute cette somme pour des amis politiques, des employés du gouvernement libéral qui ne font qu'un travail surnuméraire ne les empêchant pas de retirer des salaires d'autres

sources. Ils constituent une menace pour la réforme que l'on a voulu accomplir.

Même à la veille des élections, le gouvernement n'avait aucune raison d'agir comme il l'a fait. Il est généreux pour les riches et leur fournit des salaires supplémentaires, mais le peuple se retrouve avec plus de taxes à payer. Le gouvernement a donné des salaires de millionnaires à des favoris. Ce gouvernement, qui trouve \$78,000 pour ses partisans, dont le chef est un politicien de toujours, ne veut même pas enlever la taxe de 2 % sur les factures que les ouvriers, les plus nombreux consommateurs d'électricité de la métropole, doivent payer à l'hydro électorale.

D'ailleurs, il n'y a rien de surprenant à cela. C'est le premier ministre lui-même qui a dit que cela n'est pas important. C'est lui qui a dit que, dans la vente de l'électricité, la portion vendue aux petits consommateurs domestiques, c'est-à-dire aux ouvriers et aux petits boutiquiers de chez nous, ne représente qu'une petite partie de la consommation de l'électricité. Pourtant, ne devait-on pas exproprier la Montreal Light, Heat & Power pour le bénéfice de l'ouvrier et pour le bénéfice du cultivateur? Les ouvriers et les cultivateurs, cela ne vaut plus la peine d'en parler.

Les taxes qu'on leur impose? Cela n'est pas important. C'est le premier ministre qui le dit. On n'enlève pas les taxes qui pèsent sur les petits consommateurs, mais on gave les politiciens à qui l'on donne des fonctions dans l'hydro électorale. Le gouvernement multiplie les commissions, multiplie les dépenses. De plus, savez-vous de quel procédé électoral odieux il se sert maintenant, à quels préjugés il a recours en vue des prochaines élections?

Ses cabaleurs parcourent actuellement les campagnes et disent aux Canadiens français: La Montreal Light, Heat & Power, on l'a enlevée aux Anglais pour favoriser les Canadiens français et pour leur donner du travail. Et aux Canadiens anglais, on dit: Regardez comme nous vous considérons et votez pour nous, car nous vous avons nommé deux commissaires sur cinq!

Les libéraux usent d'hypocrisie en faisant répandre en petits comités que par l'Hydro les Canadiens français devraient être les maîtres de l'entreprise hydroélectrique pendant que, d'autre part, il accorde aux anglophones deux commissaires sur cinq. Le gouvernement a adopté une attitude indigne dans ce double appel au préjugé de race. On joue sur deux tableaux et on soulève les préjugés de race des Anglais et des Canadiens français pour de basses manigances politiques.

Le gouvernement a voulu nommer à la tête de cette Hydro des serviteurs du régime et, à la présidence, un homme qui n'a pas eu le courage de se faire élire et qui a négligé les ouvriers. La tactique du gouvernement mérite la désapprobation populaire et elle la recevra. Le gouvernement a fait preuve d'inconscience, d'une mentalité dommageable pour la province et indigne d'un régime qui se respecte. C'est là une politique hypocrite et malsaine, digne du régime actuel mais indigne du peuple de la province.

C'est ça, l'œuvre du gouvernement, cette œuvre qu'il prétendait être une réforme de portée provinciale? C'est la façon dont on administre la chose publique, en nommant des politiciens à la tête des commissions, à des salaires considérables, pour un travail surnuméraire, quand ils sont déjà bien assis dans des fauteuils sénatoriaux? C'est ça, le sens des responsabilités du régime? Souvenez-vous du proverbe latin qui dit: "Ceux que Jupiter veut pendre, il les rend d'abord fous!"

**M. Chaloult (Lotbinière)** veut faire discuter en même temps une motion inscrite au *Feuilleton* de la Chambre et qui traite à peu près de la même question que celle du chef de l'opposition.

**Des députés ministériels s'objectent.**

**M. Chaloult (Lotbinière)** annonce qu'il va parler sur la motion du chef de l'opposition. Il insiste sur le fait qu'il s'est prononcé en faveur de la nationalisation - un moindre mal - parce qu'il voyait là un moyen de reprise, en faveur des Canadiens français, de nos ressources naturelles. Le gouvernement n'a pas été juste envers les Canadiens français, dit-il, puisqu'il a nommé deux Anglais sur cinq commissaires. Ainsi, la sorte de nationalisation que le gouvernement est en train de faire empêche pour toujours la reprise de nos ressources. La minorité anglaise représente 14 % de la population. En nommant deux commissaires de langue anglaise, le gouvernement lui a donné une représentation de 40 %. Cela est injuste et c'est décerner un brevet d'incompétence à nos licenciés et à nos experts.

M. McDonald est vice-président et M. McCammon, administrateur ou gérant général. C'est lui, par conséquent, qui a la haute main sur le personnel. On ne peut s'attendre à voir les nôtres accéder aux postes qu'ils sont en droit d'avoir.

Il produit ensuite le bulletin P-1 de l'Hydro annonçant les nominations aux postes de commande de toute l'entreprise. Ce bulletin est en anglais, dit-il, mais ce n'est pas la pire. Sur 39 officiers supérieurs,

il n'y a que sept Canadiens français. Ainsi, en plus de détenir les deux postes clés du conseil d'administration de l'Hydro, les représentants de la minorité détiennent également 32 des 39 postes importants de chef de service pour l'Hydro. C'est une conduite injuste pour les nôtres. C'est consacrer la faillite de l'idée qui avait présidé à la décision de l'étatisation, qui était de reprendre possession de nos richesses. Ces richesses, à cause du choix de ceux qui dirigeront l'Hydro, resteront donc aux mains de la minorité.

Le précédent est posé. C'est un fait accompli. Il sera difficile maintenant de changer pareil état de choses.

Avec une loi comme celle-là, les idées que moi et mon groupe avons prêchées n'avancent pas mais reculent.

**M. Leduc (Laval):** On a parlé du Brésil, au cours de la soirée, et il n'est pas hors de propos de noter que ce sont les jésuites qui ont posé les principes de la nation brésilienne: une langue, une religion, une nation. Les nationalistes soulèvent toujours la question de race et compromettent la cause de l'unité. La proportion de la représentation canadienne-française dans l'Hydro est juste, ainsi que celle de deux commissaires anglais sur cinq. Le gouvernement doit être fier de ce qu'il a fait.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le chef de l'opposition donne une nouvelle preuve de son injustice et de sa partialité en reprochant au gouvernement d'avoir mis à la tête de l'Hydro-Québec des administrateurs de grande expérience et des experts qui sauront faire un succès de la grande entreprise de nationalisation de l'électricité. Le gouvernement a demandé les services de spécialistes et chacun d'entre eux rendra de grands services dans ses fonctions à l'Hydro.

On nous reproche d'avoir nommé des spécialistes plutôt que des cultivateurs et des ouvriers pour administrer une des plus importantes entreprises québécoises; c'est comme si on me reprochait d'aller chercher un médecin quand quelqu'un est malade. Le gouvernement a travaillé à trouver les cinq compétences disponibles les plus fortes. Les attaques du chef de l'opposition contre le sénateur Bouchard sont injustes. Il s'en prend à lui parce que c'est un homme politique. Le président de l'Hydro a été malade l'an dernier, mais il est maintenant rétabli; il possède une vaste expérience et beaucoup de sens pratique. C'est un grand expert. Il s'y connaît en électricité et il ne manquera pas de rendre de grands services à sa province dans ce domaine.

Il fait également l'éloge des autres commissaires, MM. Latreille, McDonald, Potvin et McCammon, en disant que le gouvernement les avait choisis en regard de leur compétence particulière, en mettant de côté la question de nationalité. D'ailleurs, dit-il, leur compétence est une garantie de succès.

On a voulu créer une fausse impression au sujet de M. McCammon. C'est le fils d'un épicier des Cantons-de-l'Est, qui a parlé français toute sa vie, qui a appris l'anglais parfaitement à l'école et qui s'est spécialisé dans une foule de problèmes. Sa fonction de gérant général ne lui donne pas priorité sur les autres commissaires. Il est en quelque sorte l'homme de contact, chargé de faire exécuter les ordres donnés par le bureau de direction. Il ne faut pas ajouter trop d'importance à la consonance des noms. M. McCammon est véritablement un homme de la province de Québec. Ce sont tous des gens compétents, de particulier mérite et que la province est chanceuse d'avoir à son service.

Quant aux salaires payés - \$18,000 au président et \$15,000 aux commissaires - ils ne sont pas exagérés; ils sont raisonnables et le gouvernement de la province n'a pas voulu faire moins que ce qui se fait ailleurs pour des fonctionnaires de l'importance de ceux qui auront à diriger l'Hydro-Québec. Il a voulu les mettre à l'abri des préoccupations matérielles et le président de l'Hydro de l'Ontario a plus cher que le sénateur Bouchard. Et puis, du temps de la compagnie, le président Norris recevait \$40,000 de salaire plus \$17,000 de bonus. Les salaires étaient presque aussi élevés pour les autres officiers de la compagnie.

Sommes-nous des gens meilleur marché? En somme, le gouvernement paie \$78,000 par année pour l'administration de la plus grosse entreprise privée de la province de Québec. La Montreal Power payait en salaires à ses directeurs au moins trois fois ce que nous payons pour l'Hydro, une entreprise beaucoup plus considérable. Sous l'Union nationale, deux organismes ont été créés pour s'occuper de la question de l'électricité et on payait en salaires \$28,060 dans l'un et \$44,500 dans l'autre.

Au sujet de la représentation, il révèle pour la première fois que, dans les emplois publics du gouvernement, les Anglais n'ont pas 2 % alors qu'ils sont 14 % de la population. Personne, dit-il, n'a jamais pensé à protester. Ce n'est pas une question de race mais plutôt une question d'administration et de compétence qui a été prise en considération, quand on a nommé les membres du bureau de direction de l'Hydro. Peut-être que la représentation canadienne-française dans l'Hydro n'est pas forte, mais,

malheureusement, cela témoigne du fait que, jusqu'ici, nos jeunes ont été attirés dans d'autres champs d'action. La question ne pouvait se régler mieux pour le présent. J'espère que l'avenir réglera la situation et qu'il se trouvera de plus en plus de compétences chez les Canadiens français, afin qu'ils puissent occuper de hautes positions techniques dans l'Hydro-Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les salaires payés par la Montreal Power n'excusent pas le gouvernement. On ne guérit pas des abus par d'autres abus. Les nominations sont scandaleuses. Le gouvernement aurait dû nommer des cultivateurs et des experts. De plus, il n'y a pas de proportion entre le salaire de M. Bouchard et celui du premier ministre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition aurait préféré que le gouvernement nomme une hydro électorale.

La motion principale est mise aux voix et adoptée.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Dois-je comprendre que ma motion concernant l'Hydro et inscrite au *Feuilleton* sous l'item 27 qui porte sur le sujet est aussi adoptée? Le débat serait à peu près le même.

**M. l'Orateur:** L'item 27 est adopté<sup>7</sup>.

#### Ajournement

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. *Le Devoir* du 4 mai 1944, à la page 6, explique que le gouvernement fédéral contribue dans une proportion de 75 % à l'acquittement de ces pensions

et la province de Québec, 25 %. La province de Québec ne profite de ces pensions que depuis quelques années et le montant de cette allocation a été porté de \$20 à \$25 par mois, tout dernièrement; 50,000 vieillards en bénéficient présentement, au coût de \$1,075,000 par mois.

2. Selon *Le Devoir*, à la page 6, c'est le député de Laval qui aurait exposé cette situation dans les industries et la difficulté qu'ont les personnes de plus de 45 ans à se trouver du travail, à l'avantage des jeunes.

3. Selon *The Gazette* du 4 mai 1944, à la page 21, on dit 50 ans.

4. Selon *L'Action catholique* du 4 mai 1944, à la page 3, il s'agit plutôt d'un manuel de géographie.

5. Selon le *Chronicle Telegraph* du 4 mai 1944, à la page 3, le député fait allusion à Jean-Charles Harvey, éditeur du journal montréalais *Le Jour*, qui presse constamment les Canadiens français de collaborer davantage avec leurs compatriotes de langue anglaise.

6. Nous apprenons par plusieurs journaux que M. Godbout n'est pas présent en Chambre et que c'est le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) qui le remplace comme leader du gouvernement.

7. Cette motion se lit comme suit: Que cette Chambre regrette:

1. Que le gouvernement ait refusé à la majorité canadienne-française une juste représentation dans l'Hydro-Québec en ne lui accordant que trois commissaires sur cinq, lorsqu'elle compte pour plus des quatre cinquièmes de la population;

2. Que les commissaires de l'Hydro-Québec aient omis de nommer un Canadien français au poste capital de contrôle, comme administrateur ou gérant général, dans leur bureau de direction.

Or, *L'Action catholique* du 4 mai 1944, à la page 3, explique que la motion en question en était une de non-confiance. Elle regrettait que le gouvernement ait refusé à la majorité canadienne-française une juste représentation dans l'Hydro-Québec.

Toujours selon *L'Action catholique*, inutile de dire que l'incident n'a pas tardé à avoir son écho. Mais la séance était alors levée.

C'est le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) qui agissait comme leader de la

Chambre, quand la motion a été adoptée. Comme il n'a pas lui-même appelé l'item du *Feuilleton* relatif à cette motion, l'incident n'aura pas de conséquences. Tout indique qu'on donnera des ordres pour que l'adoption de la motion Chaloult soit rayée des procès-verbaux et que la même motion soit replacée à l'ordre du jour, pour discussion à une autre séance.

## Première séance du jeudi 4 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité recommande de prolonger, au 11 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger, au 11 mai prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 653 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté après division.

## Projets de loi:

Association athlétique nationale  
de la jeunesse

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Dépôt de documents:

Rapport de la Commission  
d'assurance-maladie

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport de la Commission d'assurance-maladie de Québec sur le problème des garderies et de la protection de l'enfance, 1944. (Document de la session no 74)

Un projet de loi, dit-il, sera probablement présenté à la Législature dans quelques jours, suivant les recommandations du rapport. La législation proposée se rapprochera du modèle que l'on retrouve dans ce volumineux rapport et qui concerne la protection des enfants.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** explique qu'une commission composée de 12 membres, 10 catholiques et deux protestants, sera chargée de faire appliquer la loi sous l'autorité d'un directeur et de son adjoint qui agiront à titre de tuteurs des enfants du Québec qui sont hospitalisés dans les garderies et dans les hôpitaux privés.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 113 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;
- bill 123 conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance contre le feu du comté de Nicolet;
- bill 21 modifiant la taxe de vente;
- bill 23 modifiant la loi de la taxe d'hôpital sur les repas;
- bill 24 modifiant la loi des accidents du travail;
- bill 25 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de division d'enregistrement de Gaspé;
- bill 26 concernant les municipalités de la partie ouest du canton Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis;
- bill 27 modifiant la division territoriale de la Gaspésie;

- bill 28 concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 119 concernant la succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 5 est modifié en ajoutant, immédiatement après les mots "que de droit", les mots ", à charge de payer les droits sur la succession".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié:

a. en remplaçant la dernière phrase du troisième alinéa, à la page 2, qui commence par les mots "Pour jouir" et se termine par le mot "propriétaire", par ce qui suit:

"Pour jouir de la commutation, lesdites constructions devront être détachées ou semi-détachées, cotisées à une valeur minimum de deux mille dollars et occupées par leur propriétaire.";

b. en remplaçant le quatrième alinéa, à la page 2, qui commence par les mots "Cette commutation" et se termine par les mots "des taxes imposées", par ce qui suit:

"Cette commutation consistera en une réduction de la valeur cotisée, de cent pour cent la première année, de soixante-quinze pour cent la deuxième année, de cinquante pour cent la troisième année et de vingt-cinq pour cent la quatrième année, de telle sorte qu'à l'expiration de quatre ans la commutation soit terminée et le propriétaire obligé de payer les taxes sur la pleine valeur cotisée."

2. L'article 5 est modifié en remplaçant la dernière phrase du premier alinéa, qui commence par les mots "Tel règlement" et se termine par les mots "entrée en vigueur", par ce qui suit:

"Tel règlement pourra déclarer qu'il s'appliquera dès son entrée en vigueur à tout panneau-réclame érigé après le premier mars 1944 et, trois ans après son entrée en vigueur, à tout panneau-réclame existant à ladite date."

#### **Projets de loi:**

##### **Succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au

bill 119 concernant la succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière.

L'amendement est lu.

Il est ordonné que l'examen dudit amendement soit remis à la prochaine séance.

##### **Charte de Grand'Mère**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen desdits amendements soit remis à la prochaine séance.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

21 Loi modifiant la taxe de vente;

23 Loi modifiant la loi de la taxe d'hôpital sur les repas;

24 Loi modifiant la loi des accidents du travail;

25 Loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Gaspé et du bureau de division d'enregistrement de Gaspé;

26 Loi concernant les municipalités de la partie ouest du canton Romieu, de Sainte-Anne-des-Monts et de Saint-Maxime-du-Mont-Louis;

27 Loi modifiant la division territoriale de la Gaspésie;

28 Loi concernant les emprunts des commissions scolaires de Montréal;

107 Loi concernant le titre relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé dans le district de Montréal;

113 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls;



114 Loi constituant en corporation ecclésiastique dans la province de Québec Associated Gospel Churches in the Province of Quebec;

117 Loi conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery;

123 Loi conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet;

125 Loi constituant en corporation la ville de Forestville;

130 Loi concernant la succession de feu sir Robert Gillespie Reid;

132 Loi concernant la Société d'Entreprise du Canada;

134 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

136 Loi modifiant la charte de la cité de Hull;

139 Loi confirmant l'extinction de certaines restrictions, servitudes et charges et modifiant la charte de la ville Mont-Royal;

140 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat;

142 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat;

143 Loi ratifiant une résolution de la corporation du village de Tadoussac, et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Sainte-Croix de Tadoussac, fixant les sommes payables comme taxes, pour toutes fins municipales et scolaires, par la Canada Steamship Lines Limited.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Projets de loi:**

##### **Association athlétique nationale de la jeunesse**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération une

résolution concernant le bill 33 concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse.

Adopté.

##### **Abolition des péages sur le pont de Grand'Mère**

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération une résolution concernant le bill 34 concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère.

Adopté.

#### **Motions des députés:**

##### **Radio française dans l'Ouest canadien**

**M. Dumoulin (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que, considérant qu'il est équitable d'accorder aux Canadiens français des provinces de l'Ouest l'avantage d'émissions radiophoniques en leur langue, cette Chambre exprime l'avis que les autorités intéressées s'emploient à favoriser l'établissement de postes radio émetteurs de langue française dans les provinces de l'Ouest canadien<sup>1</sup>.

Cette motion, dit-il, devrait obtenir l'approbation unanime de la Chambre. Dans les provinces de l'Ouest, 160,000 de nos compatriotes ont émigré à des périodes différentes et y ont élu domicile. Ils ont apporté avec eux, là-bas, les traditions les plus chères de notre race, leur foi dans l'avenir et les qualités qui ont assuré notre survie sur ce sol d'Amérique. Le nombre de Canadiens français dans l'Ouest est maintenant de 175,000 et ils y continuent à travailler pour la grandeur de leur pays. Les Canadiens français forment 7 % de la population de l'Ouest.

Radio-Canada ne consacre qu'une heure par jour aux émissions françaises dans l'Ouest canadien, ce qui n'est pas suffisant. Il s'agit donc, dans la présente motion, de recommander que Radio-Canada consente à accorder à des particuliers des permis nécessaires pour la construction de trois ou quatre postes privés, pour l'émission de programmes en langue française.

Ces postes radio émetteurs ne coûteront absolument rien à l'État, car ils seront établis aux frais des contribuables, mais cette installation exige

l'autorisation préalable de Radio-État et de M. Howe. Nous aurions le droit à plus que cela, mais les réclamations de nos compatriotes de l'Ouest se résument à cela pour le moment.

Toutefois, la radio dans le monde contemporain n'est pas seulement une occasion de récréation, mais un moyen d'instruction. La radio est aussi devenue une entreprise commerciale et les nôtres de cette partie du pays doivent avoir, dans ce domaine, les mêmes privilèges que ceux qu'on accorde aux citoyens de langue anglaise. Radio-Canada devrait se faire un devoir de donner aux Canadiens français de l'Ouest du Canada les mêmes droits qui sont donnés aux Canadiens français du Québec. Je n'ai d'ailleurs jamais compris qu'on puisse refuser aux nôtres cette équivalence des droits. De plus, la radio est en quelque sorte un journal parlé et on ne saurait priver les Canadiens français qui vivent dans l'Ouest des avantages qu'un tel journal parlé apporte.

C'est avec une certaine hésitation qu'il traitera de l'équivalence des droits et des libertés, car il arrive souvent qu'on discute le problème de nos droits de façon injuste et fallacieuse. Les principaux droits des nôtres et d'un pays, affirme-t-il, découlent du droit de découverte, des prises de possession et de première occupation. Or, il est admis de tous que les montagnes et les plaines de l'Ouest ont été repérées, parcourues et colonisées par des découvreurs et des hardis coureurs des bois qui étaient de notre langue et de notre sang. L'Ouest a été découvert par Joliette, La Salle, le père Marquette, La Vérendrye, N. Perrault, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par Mgr Lafliche.

**M. Dumoulin (Montmorency):** En effet, j'allais dire que l'Ouest a eu de grands missionnaires canadiens-français qui ont largement contribué à ouvrir à la civilisation les régions de l'Ouest, dont l'abbé Lafliche et l'abbé Dumoulin, un de mes collatéraux, son compagnon; ils parcoururent eux aussi les sentiers de ce vaste pays. L'œuvre féconde qu'ils ont accomplie de 1818 à 1827 est une belle page de l'histoire de l'Ouest.

En 1840, le futur sir Louis Hippolyte La Fontaine fit reconnaître les droits de la langue française au Parlement du Canada. Les droits et l'équivalence des droits des deux races furent à ce point reconnus lors de l'Union que de 1840 à 1867, à tous les cinq ans, le siège de la capitale alternait entre Québec et une ville de l'Ontario. En 1867, quand il

s'est agi de parfaire l'œuvre commencée, je présume que les Pères de la Confédération n'ont certainement pas voulu faire moins bien que leurs devanciers de 1840. Ils n'auraient jamais signé un pacte qui aurait fait de nous des citoyens secondaires. Ainsi, les lois du pays reconnaissent des droits égaux aux Canadiens d'origine française comme d'origine anglaise.

Aujourd'hui, on demande aux citoyens d'extraction française de consentir les mêmes sacrifices que ceux qu'on réclame des citoyens d'extraction anglaise. Puisque nous sommes invités à être sur le même pied que les autres Canadiens dans l'effort de guerre, c'est une preuve convaincante qu'on ne peut zoner l'existence juridique de nos prérogatives et que l'on ne pourra refuser aux Canadiens français de l'Ouest les permis qu'ils sollicitent du gouvernement fédéral et de Radio-Canada.

Les droits du français sont égaux à ceux de l'anglais au Canada, en vertu du pacte de la Confédération, et il est juste que nous demandions aux autorités intéressées, aux gouverneurs de Radio-Canada, M. A.-P. Frigon, M. Adrien Pouliot, et leurs collègues d'autoriser la création de postes français dans l'Ouest. En espérant que Radio-Canada se fera un devoir de donner aux Canadiens français de l'Ouest les mêmes avantages qu'ont les Canadiens d'origine anglaise du Québec.

Il félicite M. Adrien Pouliot, doyen de la Faculté des sciences de Laval et gouverneur de Radio-Canada, pour le zèle remarquable et méritoire qu'il a toujours déployé lorsqu'il s'est agi de la défense des droits des Canadiens français au Canada et ailleurs. Il sait qu'il s'emploiera à obtenir un traitement équitable aux radiophiles français établis dans les Prairies. Il émet donc le vœu qu'en sa qualité de gouverneur de Radio-Canada il réussira à obtenir ce que veulent nos compatriotes de l'Ouest et qu'on leur accorde des permis pour la construction de postes privés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes heureux de collaborer avec le gouvernement à l'adoption de la proposition relative aux émissions françaises dans l'Ouest canadien en votant cette motion. Les découvreurs de l'Ouest du Canada étaient des hommes du Québec. Il incombe à la Législature de Québec de faire entendre sa voix unanime.

N'a-t-elle pas la mission particulière dans la Confédération canadienne de voir, sans intervention inopportune, au respect des droits des minorités et des Canadiens français dans tout le Canada? Une motion de cette nature devrait rencontrer

l'approbation unanime de la Chambre, après avoir été exposée et discutée sérieusement, car elle ne demande que la reconnaissance des droits qui nous ont été garantis par la Constitution et que nous devons à l'héroïsme, la clairvoyance et la fermeté de nos aïeux.

Nous avons, au pays, deux grandes races avec leur culture et leurs qualités qui constituent un actif précieux et considérable pour le pays et pour Québec tout particulièrement que peu d'autres pays peuvent se vanter d'avoir et dont nous devons être fiers. Sans rien sacrifier de nos droits, il faut éviter le fanatisme qui empêcherait la province de Québec d'obtenir justice.

La Législature de Québec a toujours posé en champion du droit et de la liberté, de la justice et de l'équité. La province de Québec a toujours donné l'exemple de la tolérance. Chez nous, on traite la minorité avec justice. Si les dirigeants des deux grandes races de notre pays veulent s'unir dans une pensée féconde de collaboration et si la justice prévaut dans les relations entre ces races, je crois que le Canada connaîtra de beaux jours et jouera un rôle de premier plan.

Cette question doit être traitée objectivement, de façon à ne blesser personne et à ne pas soulever de préjugés de race. Je suis heureux de contribuer à la reconnaissance des droits de nos compatriotes de l'Ouest et d'unir ma voix pour demander qu'on accorde aux nôtres les permis qu'ils réclament, en matière de radio. Je suis particulièrement heureux d'appuyer la motion comme député de Trois-Rivières.

Je salue avec émotion les noms de La Vérendrye, le grand découvreur dont le député de Montmorency a parlé, qui venait de Trois-Rivières, une ville qui a produit de grands hommes, et Laflèche, parce que c'est de Trois-Rivières qu'il est parti pour aller remplir son rôle de missionnaire dans l'Ouest, et des jeunes prêtres qui encouragèrent nos ancêtres dans leurs travaux et leurs découvertes, qui ne se contentèrent pas de découvrir mais de fonder, de coloniser, à tel point que nous trouvons à l'ouest des Grands Lacs, jusque sur la côte du Pacifique, une population de langue française de près de 200,000 âmes.

On se plaint qu'il est difficile de créer une mentalité canadienne, d'obtenir l'unité canadienne? Le meilleur moyen d'obtenir ce but, c'est le respect réciproque des droits de chacun des partenaires de la Confédération.

Je suis heureux d'avoir l'occasion non seulement d'appuyer la motion, mais aussi d'exprimer le désir que Radio-Canada et le gouvernement de Québec fassent les démarches

nécessaires pour répondre au vœu légitimement exprimé afin que nos compatriotes de l'Ouest canadien obtiennent du gouvernement d'Ottawa les permis qu'ils veulent avoir. Il espère que le gouvernement de Québec fera connaître la volonté unanime de cette Législature au bureau des gouverneurs de Radio-Canada et au ministre des Munitions, M. Howe, dont les sentiments envers nos ouvriers d'Arvida n'ont pas été des plus sympathiques. Nos compatriotes de l'Ouest ont pris les mesures nécessaires pour s'organiser, se construire et utiliser un poste privé de langue française au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il me fait plaisir d'appuyer la motion. Il ne s'agit ici ni d'une question de race ni d'une question de privilège, mais d'une question de droit. Il s'agit de faire reconnaître les droits de la langue française, avec l'avantage de faire connaître et aimer davantage cette belle langue, car les représentants des deux grandes races qui habitent ce pays ont tout intérêt à se rencontrer, à échanger des idées et à se connaître.

Pasteur a écrit quelque part qu'aucun microbe connu ne peut résister une demi-heure à l'action du soleil<sup>2</sup>. Il en est ainsi des fausses idées et des préjugés, qui ne durent pas longtemps sous le soleil du bon sens et de la justice qui tue les préjugés et sous la chaleur de l'amitié entre Canadiens des deux races. Cette amitié a la vertu du soleil du bon Dieu.

Dans la province de Québec, des postes secondaires comme celui de Rimouski donnent des émissions en anglais deux fois par jour. Pourquoi ne ferait-on pas de même dans l'Ouest? Si là-bas il y a des gens qui aiment à entendre parler français, nous devons les accommoder. C'est dans l'intérêt du pays tout entier.

Les deux races ont leurs extrémistes; elles ont aussi leurs qualités et leurs défauts. Si l'Ouest compte parmi ses plus grands noms Fraser et Mackenzie, il y a des fanatiques dans toutes les provinces, mais ces gens-là n'ont pas le droit de parler au nom d'une population ou au nom des deux grandes races qui habitent ce pays. On entend souvent parler de manifestations de fanatisme en Ontario. Cela n'empêche pas qu'il y avait trois catholiques dans l'ancien gouvernement Hepburn, de l'Ontario. Ceci est de nature à surprendre, dans une province que l'on accuse de fanatisme. Le meilleur moyen d'oublier nos défauts réciproques, c'est de nous rencontrer et de nous mieux connaître.

Une langue ne doit jamais être une barrière mais un pont, un moyen de communication et de meilleure compréhension. On ne peut se débarrasser des caractéristiques de sa race. Ce qui importe, c'est de diminuer nos défauts en accentuant nos vertus. Je veux que la langue française soit mieux connue dans les provinces anglaises, spécialement celles de l'Ouest, et que la langue anglaise soit mieux connue dans notre province, car bien des préjugés tomberaient d'eux-mêmes si les Canadiens se connaissaient mieux.

Ainsi, j'espère que d'un côté comme de l'autre on parviendra à se mieux connaître, dans l'intérêt du pays tout entier et la radio française procurera cet avantage. Il n'y a pas même à craindre l'assimilation. Les Canadiens français ne s'assimilent pas et personne ne veut les assimiler.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Toutes les manifestations d'opinions ont été unanimes pour appuyer le point de vue de nos compatriotes de l'Ouest; toutes les nuances d'opinions politiques se rencontrent aujourd'hui pour appuyer leurs revendications. Les orateurs, pour traiter le problème, ont parlé avec discernement et mesure, sur un ton élevé et modéré. C'est le ton qui convient dans les circonstances afin d'aider nos compatriotes.

Je félicite le député de Montmorency (M. Dumoulin) à la fois de sa motion, des démarches qu'il a entreprises et de son discours à Toronto, il y a quelques semaines, où il a exposé avec crânerie et clarté le problème canadien-français, même si la presse n'a pas fait suffisamment écho à ses paroles. Il a parlé avec autant de courage que l'honorable premier ministre de cette province et que Son Excellence le cardinal Villeneuve et comme avait parlé avant eux M. Taschereau.

Cette motion prouve encore une fois que son sens national est très éveillé. La place du député serait toute trouvée à la Chambre des communes du Canada, vu qu'il est particulièrement bien outillé pour le travail qui s'impose à cet endroit et où il pourrait bien servir ses compatriotes. Il remercie le député de Compton (M. Duffy) d'avoir bien voulu seconder la motion du député de Montmorency.

Il est étrange, dit-il, que dans l'Ouest les Canadiens français, qui constituent environ 7 % de la population, n'aient qu'une heure de français par jour à la radio, obtenue au prix de luttes vigoureuses, mais qui est insuffisant, tandis que dans la province de Québec, où les Canadiens anglais représentent 5 % de la population totale, tous les programmes radiophoniques sont donnés dans les deux langues.

Voilà pourquoi les nôtres tentent d'obtenir des permis pour des postes privés de radio bien à eux, avec leur argent et l'aide de la province. Les Canadiens français de l'Ouest sont prêts à payer pour un poste de langue française.

Cependant, pour obtenir un permis de poste émetteur, il faut un permis du fédéral et il faut passer par M. C. D. Howe, ministre des Munitions et Approvisionnements. M. Howe est un homme difficile en affaires. Je ne crois pas que ce ministre soit bien disposé envers les Canadiens français, car il accorde ces permis que s'ils sont recommandés par la majorité des gouverneurs de Radio-Canada.

Et, comme il n'y a que deux gouverneurs canadiens-français sur neuf, il importe de les appuyer. L'unanimité de la Chambre autour de l'avis exprimé par le député de Montmorency (M. Dumoulin) servira à emporter l'adhésion des autorités.

Il fait l'éloge de M. Adrien Pouliot qui vient d'être réélu doyen de la Faculté des sciences de Laval. Peu de Canadiens français, dit-il, sont aussi actifs et aussi débrouillards et je sais qu'il nous aidera à obtenir mieux. Je ne doute pas que plusieurs directeurs de Radio-Canada sont bien disposés envers les nôtres et je compte beaucoup sur les deux gouverneurs canadiens-français à Radio-Canada, MM. Adrien Pouliot et Augustin Frigon, pour faire triompher le vœu des Canadiens français de l'Ouest. J'ai cependant l'impression qu'une motion comme celle-là, appuyée par le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson), le député de Compton et les autres députés de langue anglaise, ne manquera pas d'être très efficace.

Cette vaste région de l'Ouest baigne dans une atmosphère presque exclusivement anglaise. Si par surcroît la radio s'exprime en anglais avec une heure de français chaque jour, il est à craindre que le sens français s'émousse rapidement chez les jeunes.

À l'objection qu'il faudra accorder les mêmes privilèges aux Allemands et aux Russes, qui sont plus nombreux que les nôtres dans l'Ouest, il répond que cela n'est pas du tout la même chose. Nous avons un droit naturel à parler notre langue, affirme-t-il. Nous sommes les premiers occupants. Il y a 300 ans que nous sommes implantés dans l'Ouest et les Canadiens français habitent tout le pays.

Les nôtres ont un droit naturel des premiers occupants et un droit constitutionnel de posséder leur propre poste de radio émetteur, car certains articles de la Constitution reconnaissent l'égalité entre les deux langues. En s'appuyant sur ces droits et la question d'autorité, la demande de nos compatriotes

de l'Ouest est donc justifiée. Il est convaincu que les gouverneurs de Radio-Canada, avec un aussi bon interprète de la pensée des nôtres que M. Adrien Pouliot, donneront suite sans tarder.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je félicite le député de Montmorency d'avoir présenté cette motion et d'avoir soulevé une question aussi importante. Il remercie les orateurs précédents du ton élevé où ils ont maintenu la discussion.

À l'instar du trésorier provincial, déclare-t-il, je ne me placerai pas au point de vue du droit des Canadiens français uniquement, mais au point de vue des avantages qui peuvent en découler pour l'ensemble de la population, des avantages que nous pouvons tous retirer de l'établissement de ces postes français dans l'Ouest comme de l'établissement de postes anglais dans la province de Québec. Nous vivons au Canada avec des compatriotes de langue différente et nous sommes responsables avec eux de la grandeur du pays.

Il est à négocier, dit-il, avec les autorités fédérales sur la question des postes français dans l'Ouest du Canada. La radio est un merveilleux truchement et il est aussi nécessaire pour tous les gens de l'Ouest d'avoir des programmes en français qu'il est nécessaire pour nos concitoyens dans le Québec d'avoir des programmes en anglais. Ce que je réclame pour les nôtres dans l'Ouest, en appuyant cette motion, je le réclamerais avec autant d'énergie pour la population anglaise dans la province de Québec, le cas échéant.

J'admets que les Canadiens français de l'Ouest du Canada devraient avoir plus d'émissions françaises et même être autorisés à établir des postes de langue française, mais, si l'on accepte le principe pour les Canadiens français, on ne devrait pas critiquer les programmes et les postes de langue anglaise dans le Québec.

Ce que nous réclamons, c'est autant pour les Canadiens de langue anglaise que pour les Canadiens français de l'Ouest. Les Anglo-Canadiens de l'Ouest aimeront à entendre un français à la radio et vont profiter de l'établissement de postes français dans leur territoire.

Ces postes contribuent à la compréhension mutuelle; les deux races vivent ensemble, en ce pays. Avec eux, nous sommes solidaires responsables de l'avancement et de l'avenir de notre pays fondé sur la paix et la prospérité. Pour avoir la paix et l'harmonie, les Canadiens de toute origine doivent se comprendre. Les nôtres ont absolument besoin de comprendre l'anglais, comme il est avantageux pour

nos concitoyens de langue anglaise de comprendre le français. L'avenir ne peut être grand que dans la concorde et la concorde sera meilleure si - comme l'a dit très justement l'honorable trésorier - il y a du français dans l'Ouest et de l'anglais dans Québec dans les émissions radiophoniques. Lorsque, dans le but d'aider le Canada, nous reconnaissons que tous les citoyens ont des droits égaux, c'est parce qu'ils ont aussi des devoirs égaux. Quand cette vérité fondamentale aura été admise par tous, nous aurons fait un grand pas en avant dans la voie de l'unité nationale. J'espère que la Chambre adoptera la motion à l'unanimité.

Quant à M. Howe, je ne crois pas que les Canadiens français et la province de Québec aient d'amis plus sincères parmi les ministres fédéraux. Jamais je n'ai réclamé quelque chose sans avoir l'assistance du ministre des Munitions et des Approvisionnement.

De tous les ministres anglo-saxons, c'est probablement celui auprès de qui j'ai rencontré le plus de sympathie agissante et l'esprit le plus ouvert quand il s'agissait des problèmes de la race canadienne-française. Il a des vues larges et veut travailler efficacement au développement de notre pays.

Il appuie de tout cœur la motion du député de Montmorency. M. Augustin Frigon, dit-il, président intérimaire de Radio-Canada, qui rend de grands services au pays en permettant à l'âme française d'être connue sous son vrai jour, M. Adrien Pouliot, tous les gouverneurs de la Société et M. Howe écouteront, j'en suis sûr, le vœu unanime de l'Assemblée législative d'une oreille sympathique.

(Applaudissements)

J'espère que l'on transmettra aux ministres fédéraux une copie de la présente motion.

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** appuie la motion. Mon titre d'Acadien, dit-il, m'autorise à féliciter la Chambre de son beau geste. Et il se trouve un bon nombre d'Acadiens dans l'Ouest canadien.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Ce geste contribuera au rapprochement des deux races et à l'entente canadienne. Je félicite tous ceux de mes collègues qui ont appuyé ma motion et du plan élevé sur lequel le débat s'est maintenu. C'est un geste d'apaisement et un acte de justice que la Chambre vient de poser et un bel exemple de concorde entre les partis.

La motion est adoptée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** se charge de faire parvenir la motion aux autorités intéressées.

#### Projets de loi:

##### Loi concernant la Caisse de remboursement

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose que, le bill 141 modifiant la loi concernant la Caisse de remboursement ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous les frais d'impression et de traduction.

Adopté.

##### Commission scolaire de Trois-Rivières

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que, le bill 138 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières ayant pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits additionnels (amendes) que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

##### Peter Marshall Laing

**M. Marler (Westmount-Saint-Georges)** propose que, le bill 140 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Marshall Laing à l'exercice de la profession d'avocat ayant été présenté en retard, dû à des circonstances incontrôlables, les frais additionnels (amendes) que les promoteurs ont payés leur soient remis.

Adopté.

##### George Robert Beethom Whitehead

**M. Caron (Hull)** propose que, le bill 142 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Beethom Whitehead à l'exercice de la profession d'avocat ayant été présenté en retard, dû à des circonstances incontrôlables, les frais additionnels (amendes) que les promoteurs ont payés leur soient remis.

Adopté.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Élie (Yamaska)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, désapprouve le gouvernement d'avoir sacrifié et abandonné une partie très importante des droits, prérogatives et libertés de la population de la province et d'avoir négligé de sauvegarder son autonomie.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Kirkland, Lapointe, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au début de la semaine, un journal de Boston, le *Boston Advertiser* du dimanche 30 avril 1944, annonçait, sous un gros titre, l'arrivée prochaine au Canada de 7,000 réfugiés européens. Le journal écrit que ces réfugiés doivent s'établir surtout dans la province de Québec et particulièrement dans la région de Montréal. Des centaines de réfugiés nous arrivent dans notre pays de semaine en semaine<sup>3</sup>. On dit que ces gens viennent chez nous temporairement, mais parler ainsi, c'est là un manque de logique absolu de

la part de nos gouvernants. Il est évident que c'est la continuation, sous une forme déguisée, de la politique d'immigration qui a tant causé de dommages aux gens du pays.

Ces milliers de nouveaux arrivants créent un problème angoissant de main-d'œuvre, ou de chômage, pour les gens de notre pays et particulièrement pour la vieille population de la province de Québec.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition ne peut soulever cette question parce qu'elle a déjà été réglée lors d'un débat antérieur, qu'elle est essentiellement de nature fédérale et n'est pas du domaine provincial. On ne peut y revenir.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Mais il devait venir au pays et dans la province 100,000 juifs...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur une motion pour aller en subsides, je puis parler de n'importe quelle question. M. King a déclaré lui-même, à Ottawa, qu'il y avait un arrangement secret pour la venue de réfugiés. Ils s'amènent par 1,000...

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** On n'a pas le droit de revenir sur une question déjà réglée.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province est dans une situation grave. Il y a actuellement des milliers de chômeurs dans la province de Québec; il y a au-delà de 2,000 chômeurs à Québec, environ 800 à Trois-Rivières et un grand nombre aussi dans d'autres villes de la province dont Montréal, au moment même où on nous annonce l'arrivée de 7,000 autres réfugiés européens. Les usines de guerre emploient moins de monde.

Les chantiers maritimes congédient des milliers d'ouvriers habiles. Les sans-travail se font de plus en plus nombreux, s'il faut en croire les rapports des unions dont des gens font partie. Il est évident que le devoir des gouvernements est de prendre des mesures appropriées pour empêcher le ralentissement du travail, afin que le chômage ne s'aggrave pas, et éviter les erreurs désastreuses des administrations antérieures à celle de l'Union nationale. Et le gouvernement n'a rien fait dans ce sens.

Les citoyens de la province de Québec et de tout le pays ont le droit de compter sur des positions, et ce, avant que l'on amène ici des étrangers. Le gouvernement manquerait gravement à son devoir s'il créait un état de choses tel que les étrangers auraient les positions et du travail pendant que les Canadiens seraient au chômage. Ne pas remédier tout de suite à la situation, ce serait aggraver les problèmes de l'après-guerre. Le premier devoir d'un gouvernement, c'est de s'opposer à l'immigration, c'est de penser aux nôtres d'abord et de leur donner de l'ouvrage avant d'aider les étrangers. Le premier devoir d'un gouvernement patriotique est de donner de l'emploi, à un salaire familial, raisonnable aux chefs de famille et à ses enfants.

Comme se fait-il qu'on laisse entrer au pays des gens que nous n'invitons pas? Nous avons soulevé la question pour la première fois à Sainte-Claire de Dorchester, en novembre dernier; nous avons débattu ce sujet à diverses reprises sur le parquet de cette Chambre. Nous y revenons, parce que c'est notre devoir de ne pas accepter des gens qui viennent prendre la place des absents, de nos frères, de nos fils et de nos filles actuellement aux armées, au pays et à l'étranger, employés à toutes sortes d'occupations surtout aux entreprises de guerre. Il faut que tous les hommes et toutes les femmes en service quelque part reviennent et se trouvent un emploi, que nos travailleurs rentrent chez eux, avant qu'on consente à accepter un seul étranger.

Il est encore un autre aspect de la question. Au moment où on permet aux étrangers de venir s'établir chez nous, nous traversons une crise du logement dans toutes nos villes comme nous n'en avons jamais connue. Nous avons ensuite un grand nombre de maisons qui sont insalubres et, partant, inhabitables. Le gouvernement actuel manque à son devoir en ne venant pas immédiatement à l'aide des chômeurs.

Des milliers de gens sont sans logis et on ne fait rien pour empêcher que l'arrivée d'étrangers ne complique la situation. Il y a certainement lieu de loger notre population et de la bien loger. Et, comme nous n'avons pas assez de logements pour loger les gens du pays, c'est une raison de plus pour ne pas amener des milliers d'étrangers sur notre sol. Le gouvernement néglige les chômeurs ainsi que les centaines de citadins sans abri, surtout depuis le 1<sup>er</sup> mai.

Le mouvement de la population, dans les limites du Québec, c'est une question qui nous regarde. Nous nous y intéressons. Nous sommes

maîtres chez nous; notre sol doit nourrir les nôtres avant les étrangers. L'angoisse des ouvriers augmente. Nous mettons le gouvernement en garde une fois de plus contre son laisser-faire. L'opinion publique est en éveil. Elle ne souffre pas de fléchissement ou de faiblesse. Naturellement, le premier ministre proteste de ses bonnes intentions, il veut tout faire pour ne pas nuire aux siens, mais son patriotisme s'arrête là. Pas une mesure n'a encore été proposée pour résoudre le problème.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a tort de tenter de faire croire que les ouvriers sont malheureux et qu'ils manquent d'ouvrage à l'heure qu'il est. Ses déclarations pessimistes ne suffiront pas à cacher le soleil dont jouissent les gens et à faire croire à la misère. Jamais la province de Québec n'a été aussi prospère qu'elle l'est maintenant; jamais les cultivateurs n'ont été plus heureux et plus prospères; jamais les ouvriers n'ont obtenu autant de travail et un travail mieux rémunéré. Jamais, en somme, toutes les classes de la province n'ont été mieux protégées que pendant cette période de guerre.

Au cours de cette période, la population de la province est restée dans le calme, l'ordre et la paix parce qu'elle se sentait protégée comme jamais auparavant par les deux gouvernements qui pensent aux intérêts du peuple et ne s'emploient pas à aider quelques favoris. C'est pour cela que le coût de la vie est si peu élevé comparativement à celui de l'autre guerre, car jamais les salaires n'ont été plus élevés par rapport au coût de la vie.

Le chef de l'opposition se fait des épouvantails avec l'immigration, mais depuis l'affaire de Sainte-Claire, alors qu'il a tenté de faire croire que 100,000 juifs voulaient s'établir sur les fermes de la province alors qu'il n'y a que 150,000 fermes dans le Québec, la population sait à quoi s'en tenir sur ses déclarations; personne ne croit plus à ce fantôme. Le gouvernement veut donner du soleil à tous ses administrés, il le donne et il protège aussi les classes populaires par l'éducation, par la possession des ressources naturelles et par la protection contre l'exploitation, tandis que sous l'Union Nationale, le chef de l'opposition traitait les ouvriers de bolchevistes quand ils réclamaient leurs droits. Le peuple redonnera sa confiance au Parti libéral parce qu'il réalise que c'est le parti qui prépare le mieux l'avenir.

Au reste, le gouvernement prépare en même temps l'après-guerre et il entend faire servir les dépenses de la guerre aux œuvres de paix.

**M. Lorrain (Papineau):** Comme toujours, le premier ministre cherche à se donner du courage et à remonter les siens avant d'aller se faire juger devant le peuple. Mais ça va lui prendre une formidable dose de courage pour recevoir la raclée que l'électorat va lui donner aux prochaines élections.

Tout le monde sait que nous avons déjà des milliers de chômeurs dans la province et qu'il nous faudra dans quelque temps réhabiliter à la vie civile près d'un million de jeunes gens qui ont été enrôlés de force, de même qu'un million d'employés qui travaillent dans les usines de guerre ou dans les organismes créés à la faveur du conflit et qui n'auront plus raison d'être lorsque la guerre sera finie. Ce n'est pas le temps d'importer des milliers de réfugiés d'Europe. Il reproche au premier ministre de ne pas protéger ses compatriotes comme il doit le faire. Il faut refuser l'admission aux étrangers, dit-il, avant que nos soldats soient de retour et qu'ils aient eu la préférence en tout, emplois, positions, faveurs.

Nous avons eu des troubles au cours de la dernière guerre parce que des démagogues libéraux, les gens que nous avons en face de nous, tenaient des assemblées, à la ville et à la campagne, soulevant les préjugés de race et de religion, prononçant partout des discours incendiaires et révolutionnaires en des termes tels que, si on voulait les répéter aujourd'hui, le gouvernement Mackenzie King d'Ottawa ferait interner ceux qui tiendraient le même langage ou vaudraient à leurs auteurs le camp de concentration.

Si l'ordre et la paix règnent actuellement dans la province, c'est parce que le gouvernement a en face de lui des adversaires loyaux et respectueux des lois et parce que nous demandons aux électeurs de prendre patience. Leur tour viendra, que ce soit aux élections fédérales ou encore aux élections provinciales. La colère populaire s'exercera avec une vigueur insoupçonnée par les députés qui occupent maintenant la droite. Ces gens-là ont la mémoire bien courte, mais le peuple se chargera de la leur renouveler à la première occasion. Les ministériels sont des fantoches politiques et le Parti libéral a trompé le peuple. Le premier ministre est toujours le même. C'est lui qui avait promis en 1939 d'égayer la vie rurale et d'établir partout des centres de récréation pour notre jeunesse. Au lieu des centres de récréation, il leur a donné, avec ses amis, les camps d'entraînement militaire.

Il (M. Lorrain) demande au premier ministre de ne pas se contenter de faire une protestation du bout des lèvres, mais des représentations dans l'esprit qui anime la députation, afin que pas un seul étranger n'ait la permission de se livrer à l'invasion du territoire canadien. Nous sommes ici chez nous.



Nous entendons rester maîtres chez nous. C'est pourquoi nous sommes opposés à l'admission des étrangers sur notre territoire, pendant que nos fils et nos filles ont été appelés sous les drapeaux.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On n'a pas été juste pour le ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau). On lui fait porter la responsabilité de tous les scandales commis par son prédécesseur. M. Bouchard est parti avec un salaire de \$18,000 par année et il a laissé les scandales à son jeune collègue.

Il parle du pont construit à Charny, à un endroit où il n'y a pas encore de route. Il pose plusieurs questions au sujet des bureaux du gouvernement.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le gouvernement songe à construire certains édifices, tant à Québec qu'à Montréal, pour y centraliser des bureaux disséminés en plusieurs immeubles dans ces deux villes. À Montréal, le gouvernement paie \$57,000 de loyer par année pour ses bureaux.

**M. Paquette (Labelle)** veut savoir ce que l'on va faire des vieux immeubles de l'Université de Montréal, rue Saint-Denis et rue Saint-Hubert.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le gouvernement a l'intention de réparer l'ancien édifice de l'Université de Montréal, rue Saint-Denis, pour y installer les divers services provinciaux. Le gouvernement est obligé de louer de nombreux bureaux à Montréal et nous voulons utiliser les immeubles cédés à la province par l'Université de Montréal. Mais la transformation de ces bâtisses en bureaux est très difficile à faire dans une période où les matériaux sont rares, à cause de la guerre, et elle

serait très coûteuse en ce moment. Cependant, le plus tôt possible, nous prendrons les mesures d'économie nécessaires à toute bonne administration.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À quoi servent ces édifices actuellement?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Ils sont inoccupés parce que inhabitables. Il faudrait y faire des réparations pour \$150,000 à \$200,000.

**M. Paquette (Labelle):** C'est un scandale de payer \$57,000 de loyer par année quand on a un immeuble qui, il y a un an à peine, était habité par le personnel de l'Université.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le gouvernement a dépensé environ \$300,000 pour l'achat de nouvelles propriétés depuis le 8 novembre 1939. Ces immeubles sont occupés par des bureaux de l'administration.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 4 mai 1944**

#### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Abolition des péages  
sur le pont de Grand'Mère**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

**En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre des Travaux publics à signer, aux conditions qu'il jugera à propos de fixer, un contrat avec la cité de Grand'Mère pour l'abolition des péages sur le pont construit par cette cité sur la rivière Saint-Maurice, et le versement à ladite cité d'un octroi annuel de vingt-six mille dollars pendant dix-sept ans, en retour duquel ladite cité s'engagera à acquitter seule toutes les obligations contractées par elle relativement audit pont.

Il y a une quinzaine d'années, dit-il, la ville de Grand'Mère a construit un pont sur le Saint-Maurice, au coût d'environ \$400,000, qui est un pont de péage.

La cité de Grand'Mère a consenti à enlever les péages sur ce pont, si le gouvernement de la province, pour venir en aide à la ville, s'engage à payer la moitié du déficit annuel du pont jusqu'à remboursement complet des emprunts contractés pour sa construction en 1928.

Nous voulons faire disparaître les péages sur ce pont et la loi autorise le gouvernement à payer \$26,000 par an durant 17 ans, ce qui suffira à rembourser les emprunts dont j'ai parlé.

Le ministère des Travaux publics signera un contrat avec Grand'Mère à la condition que les péages soient abolis sur le pont, mais en retour le gouvernement provincial versera un octroi annuel de \$26,000 pendant 17 ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la période fixée, à la ville susdite; celle-ci s'engagera, d'autre part, à acquitter seule toutes les obligations contractées par elle relativement audit pont, tels les frais d'entretien qui devraient totaliser environ \$800 par année ou aux alentours de \$13,600 en tout, pour la même période.

Le gouvernement actuel a entrepris d'abolir les péages sur tous les ponts et il collabore avec les municipalités qui possèdent des ponts pour faire enlever les péages déjà existants.

Nous avons confiance que la Chambre adoptera unanimement cette loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a construit de nombreux ponts, mais elle n'a jamais imposé de tels fardeaux aux contribuables.

C'est une loi d'élections. Nous demandons que le pont soit totalement à la charge du gouvernement. D'ailleurs, on devrait prendre à la charge de la province tous les grands ponts, notamment le pont de Saint-Jean d'Iberville qui se trouve dans un état impossible; il faudrait un pont neuf.

C'est un cadeau de Grec. Toutefois, c'est une amélioration même si elle est incomplète, et nous l'adopterons.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le gouvernement répare le pont de Saint-Jean depuis quelques années pour le remettre en bon état, ces travaux étant entièrement à la charge de province.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Est-ce que le ministre va continuer de réparer ce pont?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le problème de l'entretien des grands ponts est actuellement à l'étude.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** trouvent que l'on dépense trop d'argent à l'entretien des ponts casse-cou. Il vaudrait mieux en construire de nouveaux, disent-ils.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** propose que bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec est prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle déclare que c'est le devoir du gouvernement de la province d'adopter, sans délai, toutes les mesures nécessaires, appropriées et efficaces pour que les ouvriers de la province obtiennent de l'emploi dans la province, et cela, à des conditions de travail et avec des salaires au moins égaux à ceux payés dans les autres provinces pour un travail semblable.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 11.

**Contre:** MM. Allard, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Goulet, Groulx, Hamel, Kirkland, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, 25.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prévention des incendies (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Palais de justice, prisons, acquisition et transformation d'immeuble (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose quelques questions au sujet de certains travaux faits au palais de justice de Trois-Rivières et reproche au juge Girouard de ne pas résider dans le district qui lui a été assigné, comme le veut la loi. Il proteste contre une dépense de \$3,000 faite pour aménager un appartement au juge dans le palais de justice de la cité trifluvienne et demande au procureur général (l'honorable M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) de voir à faire respecter la loi qui ordonne au juge nommé pour l'administration de la justice, dans le district judiciaire de Trois-Rivières, de résider à Trois-Rivières même.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il y a de nombreux précédents, dit-il. Un grand nombre de juges, parmi les plus illustres, n'ont pas changé de domicile en montant sur le banc. Ils ont déjà bénéficié de cet amendement, qui n'a pas été fait expressément à l'avantage de l'honorable juge Wilfrid Girouard qui siège actuellement à Trois-Rivières. Ce dernier a eu des raisons péremptoires pour n'avoir pas encore établi sa résidence à Trois-Rivières et qui le forcent à passer une partie de son temps à Québec en ce moment, sans que l'administration de la justice en souffre à Trois-Rivières.

Il déplore cette ingérence du chef de l'opposition dans l'administration de la justice. Le juge Girouard a été malade un certain temps, dit-il, puis son épouse a subi une opération. C'est dommage que le chef de l'opposition soit incapable de garder les juges en dehors de la politique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare que, lorsqu'il sera au pouvoir, il prendra des mesures pour forcer les juges à respecter la loi et à venir résider dans le district qui leur a été assigné.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** fait l'éloge du juge Girouard et reproche à l'opposition de l'attaquer parce qu'il a fait partie de l'administration libérale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** mentionne le nom de l'honorable Ernest Lapointe, ancien ministre de la Justice.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** met le chef de l'opposition au défi de rapporter un seul cas où l'ancien ministre de la Justice du Canada a favorisé sa famille. Si Adolphe Stein, c.r., l'associé de M. Lapointe, a été nommé juge de la Cour supérieure, c'est grâce à l'excellente réputation dont il jouissait comme avocat. La province de Québec a raison d'être fière de ses juges et de ses magistrats. Le chef de l'opposition parle de gens qui ne sont pas ici pour se défendre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement Taschereau a fait amender le Code de procédure civile pour obliger les juges à rendre jugement dans un délai de trois mois.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** J'ai sous les yeux le Code de procédure civile et je n'y vois pas l'article dont parle le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le ministre m'envoie son Code et je vais lui montrer l'article.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** envoie son Code.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cherche, mais ne trouve pas. J'apporterai demain, dit-il, la preuve de ce que j'ai dit et je ferai faire des copies de cette loi pour l'information du ministre et de ses collègues.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** pose des questions au ministre des Travaux publics au sujet du système de chauffage qui a été établi au parlement. La ville, dit-il, a un règlement qui défend la fumée et la cheminée du parlement fait flotter, certains jours, d'épais nuages de fumée sur la Grande-Allée.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** On reviendra au chauffage à l'huile dès que les circonstances le permettront.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Est-ce que le gouvernement a l'intention d'installer un système d'air climatisé à l'Assemblée législative<sup>4</sup>?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

Le gouvernement étudie en ce moment le projet de doter la Chambre basse d'un système d'air climatisé. Les ingénieurs ont fait un estimé du coût probable de l'établissement d'un tel système non seulement à l'Assemblée législative, mais aussi dans la salle des délibérations du comité des bills privés. Pour ce qui est de l'Assemblée législative, l'installation d'un système d'air climatisé coûterait environ \$25,000. Ce ne serait pas le système le plus moderne, mais il offrirait tout de même une grande amélioration. Le projet devrait se réaliser dans un avenir rapproché.

**Des députés de l'opposition** posent des questions.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

Le tunnel de la rue Saint-Augustin, construit il y a une couple d'années, a coûté \$28,000. Le gouvernement a acheté la propriété Léonard, 65, Grande-Allée, au prix de \$10,000. Il lui reste à acheter trois autres propriétés au même endroit, sur le côté sud de la Grande-Allée, en vue de la construction future d'un nouvel immeuble pour les bureaux de l'administration provinciale.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

**Motion adoptée  
par erreur**

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose: Attendu que, le 3 mai 1944, cette Chambre a adopté la résolution suivante:

"Que cette Chambre regrette:

"1. Que le gouvernement ait refusé à la majorité canadienne-française une juste représentation dans l'Hydro-Québec en ne lui accordant que trois commissaires sur cinq, lorsqu'elle compte pour plus des quatre cinquièmes de la population;

"2. Que les commissaires de l'Hydro-Québec aient omis de nommer un Canadien français au poste capital de contrôle, comme administrateur ou gérant général, dans leur bureau de direction.";

Attendu que c'est par inadvertance que cette résolution a été déclarée adoptée;

Que ladite résolution soit révoquée et ordre soit donné au greffier de la rayer des procès-verbaux et de rétablir la motion y relative à son rang sur l'ordre du jour.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose de donner effet à cette motion décrétant la suppression de l'incident de mercredi soir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine le premier ministre et en particulier le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), qui conduisait les débats en l'absence du premier ministre lorsque l'erreur a été commise. Il s'oppose à ce que cette motion de blâme, déclarée adoptée sans discussion, soit supprimée des rapports officiels et que l'on rétablisse la motion Chaloult à son rang sur l'ordre du jour. Il accuse le gouvernement d'incompétence, d'inadvertance et d'insouciance générale.

Ces gens-là, dit-il, ne savent même pas ce qui se passe en Chambre. Comment voulez-vous qu'ils sachent ce qui se passe dans leurs départements? Quelle garantie peuvent-ils offrir au peuple dont ils administrent l'argent? Le peuple a bien le droit de ne plus avoir confiance dans un gouvernement qui se censure lui-même, par erreur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition fait encore une tempête dans un verre d'eau. Il oublie que, sous l'Union nationale, plusieurs lois furent votées, puis rappelées à la session suivante à la demande du même gouvernement. Lorsqu'il était premier ministre, il a fait voter une loi pour que, dans le cas où il y a un texte de loi français et un texte de loi anglais, ce soit le français qui ait préséance. Il a jugé lui-même que cette loi était si injuste que, la session suivante, il a fait adopter une seconde loi pour abolir la première.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même chose.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'erreur commise ne comporte aucune conséquence. Nous avons adopté la motion du chef de l'opposition sur l'Hydro parce qu'elle demandait la production de

certain documents. Nous produisons toujours les documents demandés. On proposa ensuite d'adopter également la motion du député de Lotbinière, qui était sur le même sujet, mais qui n'était pas rédigée de la même façon. Croyant qu'il s'agissait encore d'une motion pour production de documents, on adopta la motion par erreur.

En pensant à l'histoire de la paille et de la poutre, le chef de l'opposition va sans doute voter avec le gouvernement pour corriger une erreur dans les procès-verbaux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** soutient le bien-fondé de cette proposition de radiation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote.

La motion principale ayant été mise aux voix, elle est adoptée par 21 voix contre 8, le député de Lotbinière étant absent de la Chambre.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain matin à 10 h 30.

Adopté.

La séance est levée peu après 11 h 40.

---

### NOTES

1. *Le Devoir* du 5 mai 1944, à la page 7, nous informe que M. Adrien Pouliot, gouverneur de Radio-Canada, est présent.

2. *Le Canada* du 5 mai 1944, à la page 1, rapporte plutôt: "Le grand Pasteur a dit: "Aucun miracle de la science ne peut résister au soleil."

3. Selon *La Patrie* du 5 mai 1944, à la page 12, le chef de l'opposition parle de l'arrivée de juifs et non de réfugiés.

4. Selon *L'Action catholique* du 5 mai 1944, à la page 19, c'était le bon temps pour en parler, car hier soir la chaleur était suffocante dans la salle.

Séance du vendredi 5 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt de documents:**

**Arrestations massives au restaurant  
Matane Beach Club**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 19 avril 1944, demandant la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1942 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1944 inclusivement, relativement à l'arrestation et à la condamnation de plus de cent personnes dans la ville de Matane, dans le cours du mois de septembre 1942, au restaurant Matane Beach Club. (Document de la session no 75)

**Questions et réponses:**

**André Laurendeau**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier):** M. A. Laurendeau, dont le nom apparaît à la page 198 des *Comptes publics* pour l'exercice finissant le 30 juin 1939, pour un montant de \$500, alors que le gouvernement de l'Union nationale était au pouvoir, est-il M. André Laurendeau, de Montréal?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Oui.

**Enquête sur Louis Jargailles,  
fausse déclaration**

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les journaux - ce n'est pas pour me plaindre de leurs rapports, ils sont exacts - ont fait écho à une déclaration de Me James Crankshaw à Montréal. Parlant en faveur de son client Albert Oggier, Me Crankshaw a déclaré mercredi dernier

que M. Oggier, ancien détective, aurait été chargé par le procureur général de faire enquête sur Louis Jargailles. Cette déclaration est absolument fausse. Je suis certain que la Chambre me rendra le témoignage que j'ai assez le sens de mes responsabilités pour ne pas poser d'acte comme celui-là.

Si j'avais eu à ordonner une enquête sur Louis Jargailles, je n'aurais pas confié cette charge à un homme qui a été suspendu comme détective, qui a ensuite été destitué et qui est condamné à subir son procès pour vol de montres. J'ai donné ordre à la Commission du service civil de le destituer. L'idée seule de confier à un homme condamné aux assises criminelles le soin de faire une telle enquête est ridicule.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au procureur général (l'honorable M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) d'avoir destitué Oggier lui-même, au lieu de passer par la Commission du service civil. Ah! C'est comme ça. Les ministres mènent la Commission, une commission qui est supposée être indépendante et ne pas faire de politique.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je veux dire que j'ai fait rapport.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une question de formalités. Cette Commission qui coûte très cher à la province n'est qu'un trompe-l'œil. Je préviens les intéressés qu'ils sont engagés à l'heure, de même que ceux de l'Hydro.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La loi oblige un ministre à suspendre pendant deux mois un employé qu'il veut renvoyer. Dans l'intervalle, le ministre doit faire un rapport à la Commission, donnant les raisons qui militent en faveur du renvoi de cet employé, et c'est la Commission elle-même qui décide du cas. En plus de suspendre Oggier, accusé de vol de montres saisies par la police provinciale, il a poursuivi l'ancien policier.

**Sixième emprunt  
de la Victoire**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La province a souscrit

\$4,500,000 au sixième emprunt de la Victoire, ce qui comprend les souscriptions des commissions administratives du gouvernement. On ne pouvait faire de meilleur placement. Il exprime le vœu que la Chambre approuve à l'unanimité cette souscription.

(Applaudissements)

**Des députés de l'opposition** posent des questions.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'an dernier, le gouvernement de la province a souscrit \$5,000,000 au cinquième emprunt, savoir \$4,400,000 provenant des fonds d'amortissement et \$600,000 des commissions de gouvernement. La somme de \$4,500,000 souscrite cette année comprend à la fois le fonds d'amortissement et les souscriptions des diverses commissions du gouvernement<sup>1</sup>.

#### **Code de procédure civile**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit, hier, qu'une loi avait été passée pour obliger les juges à rendre jugement dans un délai de trois mois. Je comprends que le ministre a surtout fait du droit criminel et qu'il ne connaît pas les Statuts provinciaux. Il est encore novice dans ce domaine. Mais il ne devrait pas soutenir des discussions sur des sujets qu'il ne connaît pas.

La situation est même pire que je ne le croyais, ajoute-t-il. Le gouvernement actuel qui a voté la loi, dit-il, n'a pas eu le courage d'inclure cette dernière dans la loi des tribunaux judiciaires, mais il en a inclus une disposition dans la loi des statistiques judiciaires, laquelle disposition fait des protonotaires des districts judiciaires les surveillants du travail des juges. Voici la copie d'une loi en vertu de laquelle le protonotaire doit, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, dresser une liste des délibérés de trois mois. Si le ministre veut bien regarder au chapitre 42, article 3, des Statuts refondus de 1941, page 850, voici ce qu'il trouvera:

3. Chaque année, dans le mois de janvier, et pour l'année expirant le dernier jour du mois de décembre de l'année précédente, il doit être fait par le protonotaire de chaque district judiciaire de la province un débat ou rapport spécial mentionnant tous les délibérés ayant duré plus de trois mois, la date de la mise en délibéré et du jugement, s'il est rendu, et les noms des parties et du juge. S. R., 1925, chapitre 163, article 3.

Et ce n'est pas tout. Les magistrats sont tenus de faire des rapports au procureur général, et celui-ci peut les forcer à se servir de ses propres formules. Voici en effet ce qu'on lit au chapitre 15, article 286, des Statuts refondus, page 573:

286. Chaque magistrat doit transmettre au procureur général, à l'expiration de chaque mois, un rapport mentionnant:

1. le nombre de causes entendues par lui pendant le mois;
2. le nom des parties;
3. l'endroit et la date de l'audition;
4. la date du jugement;
5. la nature du jugement.

Il est loisible au procureur général de faire faire ces rapports sur des formules préparées suivant ses instructions. S. R., 1925, chapitre 145, article 286.

Il y a une autre loi permettant au procureur général de demander à un magistrat de démissionner à 65 ans. Si le magistrat refuse, le procureur général peut lui enlever sa pension. Il (M. Duplessis) entre dans tous ces détails.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le chef de l'opposition a une drôle de façon de tenir ses engagements. Il s'est engagé hier soir à nous citer une loi passée sous le gouvernement de l'honorable M. Taschereau, obligeant les juges à rendre leurs jugements dans un délai de trois mois. Si pareille loi avait été votée, elle serait dans le Code de procédure civile. C'est sa place. C'est ce que je lui ai dit hier soir. Or, elle n'y est pas.

Et la loi qu'il nous apporte ce matin est une loi des statistiques judiciaires dans laquelle il n'est pas du tout fait mention que les juges sont obligés de rendre leurs jugements dans un délai de trois mois. Le chef de l'opposition a traité d'ignorants ceux qui ne voulaient pas admettre ce qu'il affirmait hier soir. L'ignorant dans cette affaire, pour employer son expression, c'est celui qui s'est engagé à apporter la copie d'une loi dont il a dit qu'elle existait et qui nous en apporte une autre toute différente. Le chef de l'opposition a mal joué son rôle de professeur de droit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre dit que c'est une simple loi de statistiques. Cela prouve tout simplement que le gouvernement qui a fait voter cette loi a eu peur d'aller trop loin et de faire ce qui aurait dû être fait pour obliger les juges à rendre jugement dans les trois mois.

**Des députés ministériels** rient.



**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

Le chef de l'opposition n'a pas tenu son engagement et pourtant il était bien sûr de son affaire, hier soir. Comme il ne veut pas admettre qu'il s'est trompé, il aiguille vers une voie d'évitement, ce matin. Après cet incident, il passera à l'histoire comme le plus grand aiguilleur, le plus grand "switcher", comme on dit dans le langage populaire, depuis la Fédération.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent soixante et onze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Entretien et réparations des palais de justice, prisons et autres édifices, traitements, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le gouvernement prévoit une somme de \$800 pour les réparations du palais de justice de Mont-Laurier.

**M. Paquette (Labelle):** Ce montant est loin d'être suffisant et il faudrait au moins \$5,000. Avec \$800, vous pourrez tout au plus réparer le trottoir et éviter quelques fractures de jambes, mais vous n'éviterez pas le grand casse-cou des élections. Le gouvernement nous donne là un autre bel exemple de favoritisme.

Il n'accorde rien aux comités qui n'ont pas élu des ministériels. C'est toujours le crois ou meurs. Je préviens charitablement le ministre que je vais faire ma campagne sur cette question<sup>2</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que le montant de \$69,200 pour l'entretien de Spencer Wood est trop élevé par les temps durs que nous traversons. On pourrait utiliser cet argent à meilleur escient, dit-il, surtout de la part du Parti libéral qui a promis depuis longtemps d'abolir Spencer Wood, cette résidence du lieutenant-gouverneur. Au surplus, cette demeure princière est devenue un hôtel; c'est devenu les quartiers généraux du Parti libéral. On voit là des ministres provinciaux et des ministres fédéraux. Le lieutenant-gouverneur passe son temps à recevoir les chefs libéraux. Je ne dis pas cela dans son dos; je lui ai dit à lui-même.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** et **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** estiment cette attaque indigne, inopportune et contraire, du reste, au règlement de la Chambre qui interdit à la Chambre de parler irrévérencieusement du lieutenant-gouverneur.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Vous n'avez pas le droit de parler de façon irrévérencieuse du lieutenant-gouverneur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où est l'irrévérence? Quand je dis que le lieutenant-gouverneur a reçu des libéraux? Est-ce là un crime? Je connais un parti qui a parlé du lieutenant-gouverneur de façon autrement plus irrévérencieuse. C'est le Parti libéral qui, en Chambre même, a passé des résolutions pour l'abolition de Spencer Wood.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Selon le *Petit catéchisme des électeurs*, l'Union nationale avait promis non seulement d'abolir Spencer Wood, mais de confier les fonctions de lieutenant-gouverneur au juge en chef de la province, sans augmentation de salaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le *Petit catéchisme des électeurs* était l'œuvre personnelle de quelques hommes, dont M. Louis Francoeur et M. Louis Dupire. Ceux qui veulent abolir le poste de lieutenant-gouverneur veulent faire remplir ses fonctions par le juge en chef de la province. J'estime qu'il ne serait pas sage de confier les fonctions de lieutenant-gouverneur au juge en chef. Il (M. Duplessis) est opposé à confier aux magistrats des fonctions administratives; il faut que le judiciaire et l'administratif demeurent bien distincts. \$69,000,

c'est exagéré, d'autant plus qu'il y a encore, dans les budgets des autres départements, d'autres dépenses pour Spencer Wood.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** compare les chiffres pour les années de Sir Eugène Fiset avec celles de M. Patenaude. Les dépenses de Spencer Wood ont été considérablement diminuées depuis quelques années, c'est-à-dire depuis l'arrivée de M. Fiset. Le lieutenant-gouverneur fait énormément pour la bonne renommée de la province en accueillant les visiteurs éminents, qui se font ensuite pour le Québec des ambassadeurs de bonne volonté. Il reçoit plus de 5,000 personnes par année à sa résidence du chemin Saint-Louis, ce qui le constitue un ambassadeur de bonne entente et d'urbanité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le temps de M. Patenaude, il y eut des réparations de faites aux bâtisses.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** soulève un point d'ordre. Un député n'a pas le droit en Chambre de nommer un lieutenant-gouverneur par son nom.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas d'enfantillages, s'il vous plaît. L'an dernier, il y a eu un bill de présenté au nom d'Eugène Fiset, demandant de se faire relever d'une succession.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cinq cent soixante-treize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts-routes: construction et entretien, gages compris (Travaux publics)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle du pont de la compagnie Chibougamau. Ce pont, lors de la mise en faillite de la compagnie, a été vendu sur ordre du gouvernement. Il a été acheté au montant de \$3,000 par le frère d'un ancien ministre sans portefeuille, M. Aurèle Lacombe. Or, ce pont avait coûté de \$300,000 à \$400,000. Les porteurs de débentures ont tout perdu. Pourquoi le gouvernement n'a pas acheté ce pont, plutôt que de le laisser acheter pour une bouchée de pain par un ami du Parti libéral? La compagnie, comme bien d'autres, avait

vendu des débentures sur la lune, en vertu des lois passées par les régimes libéraux.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### NOTES

1. *L'Événement* du 6 mai 1944, à la page 3, rapporte que le gouvernement de la province a souscrit \$6,000,000 au cinquième emprunt de la Victoire, soit \$4,400,000 à même le fonds d'amortissement et \$400,000 de la part des commissions.

2. Seul *Le Temps* du 12 mai 1944, à la page 5, rapporte ces premières interventions et rien n'indique clairement où elles se situent.

## Première séance du mardi 9 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Agents du Québec  
à l'étranger

**M. Talbot (Chicoutimi):** À part la somme de \$99,895.59 dépensée par le gouvernement actuel de la province relativement à l'agence qu'il a établie à Ottawa (voir réponse du gouvernement, page 257 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, en date du mardi 21 mars 1944):

*a.* Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, soit que ces dépenses soient payées ou non, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement, au sujet de tous et chacun des agents nommés par le gouvernement actuel pour représenter la province en aucun endroit du Canada ou à l'étranger?

*b.* Combien a été dépensé par le gouvernement de la province, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, dans le cas de chaque agence qu'il a instituée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement?

## L'honorable M. Drouin (Québec-Est):

*a.*

Rosario Messier .....	\$ 1,581.35
Charles Chartier .....	22,709.63
Andrew C. Hersey .....	24,099.84

*b.* (comprenant *a.*)

Ottawa .....	\$ 5,803.70
New York .....	92,480.19
Indes occidentales anglaises .....	25,286.03

## Édition des Statuts refondus

**M. Chaloult (Lotbinière):** 1. Quelle quantité de Statuts refondus (version française) le gouvernement imprimait-il avant 1942?

2. Quelle quantité de Statuts refondus (version anglaise) le gouvernement imprimait-il avant 1942?

3. Quelle quantité de Statuts refondus bilingues le gouvernement a-t-il imprimés en 1942?

4. Quelle quantité de Statuts refondus bilingues le gouvernement a-t-il imprimés depuis 1942?

## L'honorable M. Perrier (Terrebonne):

1. Statuts refondus 1925 (version française)	9,000.
2. Statuts refondus 1925 (version anglaise)	6,000.
3. Statuts refondus 1941 (bilingues)	10,000.
4. Aucun.	

Aide aux colons de  
Saint-Octave-de-l'Avenir

**M. Gagnon (Matane):** 1. Certaines sommes d'argent ont-elles été payées aux colons de la colonie de Saint-Octave-de-l'Avenir, comté de Gaspé-Nord, à la suite de l'incendie survenu au cours de l'automne dernier?

2. Quelles sommes d'argent ont été payées?

3. À qui et quand?

4. Qui a été chargé de faire la distribution?

## L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. \$787.78.

3. (Voir la liste ci-dessous)

Caouette, Aimé .....	\$ 61.60	20 déc. 1943
Chenard, Albert .....	138.00	.....
Daraiche, Aurel .....	46.76	.....
Daraiche, Célestin .....	138.00	.....
Duclos, Wilfrid .....	101.27	.....
Dumas, Louis .....	56.00	.....
Letellier, Rosaire .....	5.09	.....
Michaud, Eugène .....	46.00	.....
Soucy, Bélonie .....	92.06	.....
Soucy, Ls-Philippe .....	34.50	.....
Soucy Omer .....	46.00	.....
Vallée, Odina .....	22.50	.....

4. M. Euclide Gosselin, inspecteur de la colonisation de Cap-Chat.

Officiers nommés pour l'abolition  
des rentes seigneuriales

**M. Potvin (Roberbal):** 1. Quelles sont les personnes qui ont été nommées "officiers spéciaux"

en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 86, intitulé: "Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales"?

2. Combien fut-il payé à chacun de ces officiers spéciaux, du 1<sup>er</sup> avril 1938 au 31 décembre 1939:

a. En salaires?

b. En dépenses de voyage?

3. Ces officiers spéciaux ont-ils soumis des rapports au gouvernement et, dans l'affirmative, à quelle date et à qui?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):**

1. et 2.

	<i>Salaire</i>	<i>Dépenses de voyage</i>	Total
	15 juillet 1938 au	15 octobre 1939	
Barré, Laurent, président .....	\$ 3,750	\$ 387	\$ 4,137
Barrette, Ant., secrétaire .....	1,875	351	2,226
Boiteau, Émile, officier spécial.....	2,500	.....	2,500
Élie, Hon. Antonio, officier spécial.....	<u>2,500</u>	<u>288</u>	<u>2,788</u>
Totaux .....	\$10,625	\$1,026	\$11,651

3. Non.

**L'affaire de Saint-Lambert**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dimanche matin, un jeune homme du nom de Georges Guénette a été tué par une balle tirée par un policier de la Gendarmerie royale, à Saint-Lambert, au mépris des lois de ce pays.

Si la police fédérale a le devoir de faire respecter les lois, elle doit, la première, donner l'exemple de cette observance des lois. Les lois doivent être observées par tout le monde, surtout par les policiers qui ont charge de les faire respecter. Le respect des lois est conforme aux saines traditions de la province et est essentiel au maintien de la paix et du bon ordre d'une société. Nos lois, toutes nos lois, sont faites pour être respectées et surtout par les policiers eux-mêmes qui, comme tous les citoyens, doivent observer le Code criminel en tout temps. Le meurtre ou le "manslaughter" ne sont jamais permis, dans aucun cas, à la police plus qu'aux autres citoyens.

La Gendarmerie royale du Canada a la réputation de bien observer les lois, mais il y a de ses membres qui outrepassent leurs droits. Dans certains cas, certains policiers de la Gendarmerie ont fait preuve d'une conduite regrettable, pour ne pas dire répréhensible. C'est ainsi que, dans le comté de Soulanges, ils ont brutalisé un jeune homme conscrit qu'ils voulaient arrêter; on a usé de la force sans nécessité; il aurait été poursuivi à la pointe du revolver, il y a quelques mois. Un membre de la police fédérale s'est servi de son revolver, et ce, sans droit ni justification.

Pour ce qui est du cas de Saint-Lambert, dimanche, ils ont tiré sur un jeune qui fuyait et l'ont abattu. La police n'avait aucun motif de tirer et surtout de tuer ce jeune homme, car il n'est pas permis de tirer sur quelqu'un quand il n'y a pas de danger pour la vie des officiers publics.

L'enquête du coroner Guay a été tenue dans le cas de Guénette, qui n'avait pas répondu à son appel militaire et qui était recherché par les agents, mais elle paraît incomplète. La police doit respecter la loi. C'est un incident qui rappelle la barbarie d'Hitler que tout le monde déteste et je crois que l'enquête devrait être rouverte. S'il faut en croire les rapports préliminaires de l'enquête du coroner, le jeune homme appartenait à une famille très pauvre.

Le père de Guénette est pauvre et il ne pouvait retenir les services d'un avocat pour le représenter à l'enquête. C'est donc le devoir du gouvernement d'intervenir pour connaître la vérité sur cette affaire. Il faut de toute nécessité empêcher la répétition de semblables abus qui sont dignes d'Hitler. Il arrive très souvent que des jeunes gens doivent subir toutes sortes de tracasseries de la part de la police fédérale alors qu'ils sont en mesure de produire tous les documents requis.

Le procureur général devrait procéder à la réouverture de l'enquête immédiatement, faire entendre tous les témoins et prendre les mesures qui s'imposent contre la police fédérale, s'il est prouvé qu'elle a outrepassé ses pouvoirs. On a tiré des balles sur le fugitif alors que le Code criminel ne tolère pas de tels actes. Ce sont des procédés répréhensibles, non conformes à la mentalité de la province. Il n'y a qu'un pays au monde où l'on tire sur les gens comme cela et où l'on peut abattre un homme dont on veut se débarrasser, c'est le Mexique. Si rien d'anormal ne s'est passé, tant mieux; la population veut le savoir. Si, au contraire, une étude plus approfondie des faits prouve que les policiers se sont rendus coupables d'actes criminels, ces officiers doivent être punis comme il convient.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je me joins avec plaisir aux protestations du chef de l'opposition. Je proteste contre les méthodes brutales, sauvages et révoltantes employées par la Gendarmerie royale à Saint-Lambert contre ce jeune conscrit qui ne voulait pas être enrôlé de force dans l'armée canadienne. Il est révoltant de constater que l'on agisse avec brutalité en bien des cas et que l'on tire ainsi sur des conscrits, sous prétexte que ces gens ne veulent pas s'enrôler conformément aux promesses qu'on leur avait faites. Il lit les conclusions de l'enquête du coroner. J'espère, déclare-t-il, qu'on ne viendra pas soutenir maintenant qu'il n'y a pas de conscription dans la province de Québec et qu'un homme est libre de s'enrôler ou non.

Le gouvernement de la province n'est pas responsable de cette affaire, mais il se doit de tenir une enquête afin de mettre les choses au clair. Il devrait également faire des représentations aux autorités fédérales afin de prévenir de pareilles tragédies. Le gouvernement devrait donc user de son influence auprès d'Ottawa pour que la Gendarmerie royale agisse à l'avenir de façon plus convenable, plus équitable, plus conforme à nos lois et donne l'exemple du respect des lois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je veux d'abord offrir mes sincères condoléances à la famille qui est si cruellement éprouvée par cette malheureuse affaire. Je suis profondément attristé de ce qui s'est produit. Je n'ai cependant pas encore assez de détails sur ce cas pénible pour juger en bonne connaissance de cause et me permettre d'exprimer une opinion prématurée. Ce qui est sûr, c'est que la police montée fédérale a la réputation d'être la meilleure force policière au monde, la mieux entraînée du continent et qui agit conformément à la loi. Elle est celle qui a les règlements les plus humains et ses agents sont reconnus comme des gens soucieux de les appliquer. Elle n'a pas dû agir de façon à mériter les épithètes que vient de lui décerner le député de Lotbinière (M. Chaloult).

Je ne sais pas si un policier en devoir à Saint-Lambert a fait une erreur ou a outrepassé les limites et je suis loin d'être justifié de parler de ce qui s'est passé. Des erreurs ont pu se commettre, mais je ne me croirais pas justifiable de parler d'acte de sauvagerie dans le cas d'un homme qui a été envoyé à Saint-Lambert pour accomplir son devoir. Je ne connais pas toutes les circonstances. Jusqu'à date, le seul tribunal qui ait enquêté sur la tragédie, celui du coroner du district, a rendu un verdict à l'effet qu'il s'agit d'une mort accidentelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça paraît extraordinaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cela peut paraître extraordinaire, mais le rapport de l'enquête est à l'effet que les policiers tiraient pour faire peur à Guénette. Une balle tirée à terre aurait frappé une pierre et c'est par ricochet qu'elle aurait atteint et tué le jeune malheureux Guénette. C'est peut-être difficile à croire, mais c'est ce qui a été rapporté.

Je sais que la Gendarmerie royale ne peut être accusée de sauvagerie et que les policiers ont la charge de faire respecter les lois. Si je savais que des policiers sont responsables de quelque négligence et qu'ils attentent à la vie de nos gens en cherchant et en arrêtant des malfaiteurs, je les dénoncerais moi-même. Et, si des policiers de la Gendarmerie royale usaient de la force brutale même pour faire appliquer les lois, voire jusqu'au point d'enlever la vie, je protesterais avec la plus grande énergie et je recommanderais qu'on sévisse sans pitié contre un gardien de l'ordre qui outrepasserait ses pouvoirs.

Mais le cas actuel est trop pénible, les responsabilités sont trop lourdes pour qu'avec les seuls détails que je possède je puisse exprimer une opinion à la légère et ne justifient pas que je prenne une attitude hostile envers les autorités, quelles qu'elles soient, qui agissent dans le but de faire appliquer la loi. Quand il s'agit d'une légère erreur, il est facile de porter des accusations. Mais il s'agit ici d'une question de vie enlevée et il est bon, par conséquent, de considérer la chose avant de jeter la responsabilité sur qui que ce soit. Lorsqu'il s'agit de la vie des hommes, on doit réfléchir. Ce cas est suffisamment pénible pour qu'on ne tente pas de l'exploiter indûment.

Avant de prendre position définitivement dans un tel cas, il est bon d'obtenir toute l'information qui s'y rapporte. Le procureur général fera son devoir et suivra cette affaire. Je lui demande, au nom de la province et au nom du bon ordre, de prendre toutes les mesures nécessaires pour savoir si l'enquête a été bien complète. Si elle ne l'a pas été ou s'il a le moindre doute à ce sujet, je lui demande instamment de la rouvrir afin que toute la vérité soit connue sur cette affaire et que toute négligence soit punie comme il convient. Mais, pour ma part, je ne veux pas me prononcer sur un cas aussi pénible<sup>1</sup>.

### Le chômage

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après les chiffres produits à Ottawa la semaine dernière à la Chambre des communes par M. Humphrey Mitchell,

ministre fédéral du Travail, au 31 mars dernier, le nombre des chômeurs dans tout le pays était de 35,294, alors que dans la seule province de Québec, il était de 25,737. Pourquoi tant de chômeurs dans notre province? Pareilles statistiques révèlent une situation anormale, alarmante et même tragique. La proportion de nos chômeurs avec celle du reste du pays est injustifiable et intolérable.

Il y a quelque chose qui ne va pas dans notre province pour que la proportion des sans-travail soit si grande dans notre province, par rapport aux autres parties du pays. Ces gens ont droit d'être traités avec humanité. J'attire l'attention du gouvernement sur ce fait et je lui demande d'intervenir et de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher une situation semblable qui prend de jour en jour des proportions alarmantes.

#### **Pommes de terre de Joliette**

**M. Barrette (Joliette):** Un certain nombre de producteurs de pomme de terre de mon comté ont encore 15,000 sacs de patates qu'ils ne trouvent pas à vendre. Ils m'ont demandé d'entreprendre des démarches auprès du gouvernement de Québec pour faire enlever le plafond sur les patates d'importation, car, si le gouvernement ne leur vient pas en aide pour qu'ils puissent vendre ces pommes de terre, ils perdront entre \$25,000 et \$30,000. Je demande au gouvernement d'y voir sans délai.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement n'a pas attendu pour intervenir; la question est à se régler présentement. Les officiers du ministère de l'Agriculture sont actuellement en conférence avec des représentants du ministère de l'Agriculture d'Ottawa pour régler tous les problèmes actuels des cultivateurs au sujet de l'écoulement de leurs produits, dont l'imposition d'un plafond sur les patates d'importation. D'ailleurs, nous avons déjà obtenu d'Ottawa qu'on plafonne le prix des patates importées des États-Unis.

Il ne faut pas s'alarmer outre mesure, pour le moment; la province continue ses démarches pour venir en aide aux cultivateurs qui n'ont pu disposer de toute leur récolte de patates. Ainsi, beaucoup de patates non vendues actuellement seront utilisées pour la semence. Le député de Joliette peut être assuré que ce problème qui concerne particulièrement son comté recevra notre meilleure attention. Je suis convaincu que les cultivateurs pourront vendre leurs patates.

#### **Projets de loi:**

##### **Association athlétique nationale de la jeunesse**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 33 concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: Que, à la demande du secrétaire de la province, le trésorier de la province paie, sur le fonds consolidé du revenu, à l'Association athlétique nationale de la jeunesse une somme de vingt-cinq mille dollars en cinq versements annuels égaux et consécutifs dont le premier sera payable au cours de l'année financière 1944-1945.

Un groupe de philanthropes de Montréal, ayant à leur tête l'honorable Wilfrid Gagnon, ont décidé de mettre sur pied cette organisation en vue de promouvoir la culture physique chez la jeunesse; ils se sont constitués en corporation sous le nom précité, le 22 juillet 1943. Ils ont fait souscrire une somme de \$125,000 pour l'achat de la Palestre et ils ont demandé au gouvernement de faire sa part.

Ce bill ratifie le contrat par lequel l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française a vendu l'immeuble de la Palestre nationale à l'Association athlétique, aux fins de transporter à ce nouvel organisme les octrois accordés jusqu'ici par le gouvernement provincial et la ville de Montréal, à savoir la remise des privilèges, exemptions de taxes, etc., pour aider à l'entretien de ce centre d'éducation physique. Ce contrat a été passé le 24 avril dernier, devant Me Lionel Leroux,

notaire, et la ville de Montréal a approuvé la transaction deux jours plus tard.

Le gouvernement a souscrit \$25,000 à l'œuvre, et le bill autorise le paiement de l'octroi suivant les conditions proposées par l'Association. Comme dans le bill soumis à ce sujet, il y a une prévision de cet octroi payable en cinq versements, une résolution est présentée à cet effet par le gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'a aucune objection à voter ce projet de loi. Il mérite l'encouragement et l'approbation des législateurs, dit-il. Il s'agit d'encourager une œuvre que l'Union nationale a été la première à aider, car c'est l'Union nationale qui a donné vie à cette organisation et je peux invoquer des témoignages à son appui. D'ailleurs, déclare-t-il, le gouvernement de l'Union nationale a encouragé généreusement les œuvres de jeunesse et la culture physique dans notre province par la construction de stades, de piscines, de terrains de jeux et de parcs. L'Union nationale a aussi travaillé à améliorer la santé publique en donnant du pain aux chômeurs.

L'Union nationale a reconnu que, pour qu'un peuple soit en bonne santé, il faut que les enfants des pauvres puissent prendre leurs ébats comme ceux des classes plus fortunées. Dans les villes, il faut donner aux jeunes gens l'opportunité de pratiquer les sports, afin de se développer, de devenir forts. Et ces montants, l'Union nationale les a accordés dès son arrivée au pouvoir et au fur et à mesure des demandes ou des besoins. Elle n'a pas attendu la veille des élections.

Le gouvernement actuel commence seulement à faire quelque chose, maintenant que ses jours sont comptés. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) aurait dû déposer copie des conventions intervenues entre les parties en cause. De plus, le gouvernement n'est pas généreux pour cette Association. Cette association montréalaise est tellement importante; le gouvernement devrait lui accorder davantage.

Par ce projet de loi, le gouvernement donne \$25,000. Si encore le gouvernement payait comptant. Mais non, il versera \$5,000 par année. Je me demande pourquoi on ne donne pas les \$25,000 en un seul montant et non en versements annuels. On s'arrange pour faire payer la chose par le futur gouvernement de l'Union nationale. C'est elle qui rachètera cette promesse, puisque le gouvernement actuel sera disparu d'ici trois mois. Si le gouvernement actuel n'est pas capable de trouver

\$25,000, comment va-t-il faire pour trouver \$200,000,000?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Cela n'est qu'une partie de ce que fait le gouvernement pour les jeunes. L'Association athlétique nationale de la jeunesse reçoit d'autres subventions gouvernementales. Des hommes d'affaires et des industriels ont souscrit \$125,000 à cette œuvre et on a demandé au gouvernement de souscrire, pour sa part, \$25,000 en cinq ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est insuffisant. On ne peut jamais trop faire pour donner aux jeunes des centres de culture physique. La santé physique est une des premières conditions de la santé morale.

**M. Chaloult (Lotbinière)** appuie sans réserve l'initiative du gouvernement. Voici un projet qui devrait être adopté à l'unanimité par la Chambre, déclare-t-il. Le gouvernement mérite des félicitations pour l'avoir présenté. Si elle est bien dirigée, cette Association peut accomplir une œuvre éminemment utile.

Les trois ministères les plus importants de tous, à mon avis, sont ceux de la Santé, de l'Éducation, de l'Agriculture et de la Colonisation. Cependant, la santé de notre peuple a tendance à fléchir. C'est qu'on ne s'est pas assez soucié du sport dans le passé et il est grand temps d'y voir. Inutile de construire des ponts ou des chemins si nous n'avons pas une race physiquement forte et bien bâtie et si les nôtres n'ont pas la santé nécessaire pour en tirer parti. Je crois que le gouvernement a été bien inspiré d'approuver la séparation de cette œuvre de culture physique de celle de l'A.C.J.C. L'important pour nous, c'est de développer le type canadien-français au point de vue physique.

Il importe donc que les Canadiens français pratiquent les sports pour se renforcer. Il devrait y avoir des piscines et des centres de culture physique dans tous les collèges classiques et des octrois en conséquence. J'ai déjà demandé que l'on accorde \$3,000 à chaque collège pour qu'on y emploie un professeur de culture physique. Sur les \$10,000 que reçoivent nos collèges classiques, on devrait appliquer un montant à la construction de ces piscines, de ces centres de culture physique et à l'établissement de meilleurs systèmes de ventilation. Le service militaire comporte de grands inconvénients et je n'ai pas changé d'opinion quant à l'actuelle loi de mobilisation, mais il offre aussi des avantages aux Canadiens français pour la discipline

et la culture physique. Le manque de discipline est l'une des causes de notre infériorité dans le domaine économique.

En France, le maréchal Pétain attache une grande importance à la culture physique de la jeunesse. Il a eu le souci de la jeunesse sportive en instituant un ministère de la Jeunesse. Je félicite donc le gouvernement sans réserve de ce qu'il fait pour cette œuvre de culture physique et je souhaite qu'il fasse davantage, car je veux que l'on forme des Canadiens français plus robustes qui deviendront des conquérants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a construit des piscines et a encouragé la culture physique. Le député de Lotbinière parle de la France et du maréchal Pétain et de son encouragement à la culture physique. Ce qui a amené la défaite de la France en 1940, ce n'est pas parce que ce peuple manquait de virilité, ni de développement physique. C'était un peuple fort et sain. Une des causes principales de la chute de la France, ce fut la multiplicité des partis politiques. En France, il y avait trop de partis politiques, trop de haine et de jalousies, trop de divisions et pas assez de têtes et d'unité. Il y avait là trop de gens qui voulaient tout réformer, qui ne s'entendaient avec personne et qui croyaient avoir le monopole du patriotisme.

C'est ce qui l'a perdue et l'exemple de la France devrait nous profiter; il ne faut pas que la province de Québec l'imité sur ce point par nos divisions. Ceux qui parlent de culture physique devraient faire un peu de gymnastique intellectuelle pour nous débarrasser de ces partis de rancœur, de jalousie et de nuisance qui tendent à se multiplier. Les trouble-fête ont causé beaucoup de torts à notre mère patrie; faisons-les disparaître et profitons de la leçon de la France.

**M. Chalout (Lotbinière):** Il est bien possible qu'il y ait eu trop de partis en France, mais il y en a trop peu dans la province de Québec. En effet, nous n'avons ici qu'un seul parti qui porte deux noms et qui agit toujours de la même façon, que ce soit dans l'opposition ou au pouvoir.

Ça ne nuirait aucunement d'en avoir deux ou même trois. Chez nous, ce qu'il nous faut, c'est de nous délivrer de l'esprit de parti. Quant à moi, je n'appartiens à aucun parti et je me suis dépouillé depuis longtemps de cet esprit de parti.

Il rend hommage à ce que l'Union nationale et le gouvernement libéral ont accompli pour l'avancement de la culture physique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a compris l'importance de la culture en faisant surgir dans la province des stades, des terrains de jeux, etc. Le gouvernement actuel a ri de ces projets, mais le ministre est obligé d'admettre aujourd'hui qu'ils avaient du bon.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il est indiscutable que l'Union nationale a fait quelques parcelles de bien durant son règne et qu'elle a établi quelques terrains de jeux à côté d'œuvres trop dispendieuses. Mais le chef de l'opposition est mal venu de prétendre que l'octroi annuel de \$5,000 que nous accordons à la nouvelle Association représente tout ce que nous faisons pour les œuvres de divertissement de la jeunesse. Je ne voudrais pas qu'on soit sous l'impression que le montant prévu dans ce bill est le seul que nous donnions pour la culture physique.

Le gouvernement consacre d'autres sommes à l'éducation physique des écoliers. Ce n'est là qu'un octroi en particulier. Nous versons, en outre, des octrois à des colonies de vacances, à des terrains de jeux, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province est-il prêt à mettre dans la loi une disposition à l'effet que l'électricité de l'Hydro-Québec sera donnée gratuitement à l'Association athlétique nationale?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'Association bénéficiera de toutes les commutations de taxes de l'A.C.J.C. Quant à l'électricité, comme tous les autres clients de l'Hydro et les citoyens de Montréal, elle bénéficiera d'ici au plus trois mois de réductions substantielles dans les tarifs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ne serez pas ici dans trois mois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Dans trois mois, vous aurez peut-être reçu le rapport de ma réélection.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceci veut-il dire que nous aurons des élections d'ici trois mois? Le premier ministre admet-il que les élections auront lieu avant trois mois?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le secrétaire provincial l'a déclaré, et c'est très possible.



**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est évident que le premier ministre n'en est pas sûr et qu'il délègue un de ses ministres pour le dire à sa place. Ainsi, il pourra tout nier. Le secrétaire provincial n'a eu qu'une courte carrière en cette Chambre. Il ne sera pas ici longtemps. Est-ce que les élections auront lieu d'ici trois mois?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition laisse la session se terminer, il sera certain d'avoir des élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à finir la session demain si le premier ministre veut des élections. Le gouvernement ne donne pas le bon exemple d'une fin de session rapide parce qu'il présente toujours de nouveaux bills.

En fait, la façon dont le gouvernement agit fait penser à un criminel qui essaie d'obtenir sursis après sursis.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 33 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà. Tout est fait alors que normalement ça prendrait trois séances pour le faire.

La motion est adoptée. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Charte de Grand'Mère

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

**M. Guibord (Lavolette)** propose que la Chambre accepte maintenant les amendements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La ville de Grand'Mère avait obtenu la permission d'accorder une commutation de taxes d'une durée de 50 ans à ceux qui construisaient des maisons, et cela, dans le but de résoudre la crise du logement. Le Conseil législatif a apporté au bill des amendements qui imposent aux ouvriers des obligations trop onéreuses. Nous nous objectons à ces amendements.

La motion est adoptée après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 119 concernant la succession de Mgr J.-A.-H. Blaquière.

**M. Joyal (Chambly)** propose que cette Chambre accepte maintenant l'amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre l'ingérence du gouvernement fédéral dans le domaine des successions. Cet amendement, dit-il, démontre la sollicitude du gouvernement pour les intérêts d'Ottawa. Les droits de succession ont toujours été considérés comme un domaine de taxation provincial. Quand j'étais premier ministre, le gouvernement fédéral a essayé d'envahir ce domaine, mais je m'y suis opposé avec succès avec la collaboration de l'honorable Mitchell Hepburn, alors premier ministre de l'Ontario, et le gouvernement fédéral a été obligé de revenir sur ses positions. Avec le gouvernement qui est actuellement au pouvoir à Québec, la situation est différente. La

double taxation signifie qu'il ne reste pas grand-chose dans les successions une fois qu'Ottawa et les provinces ont prélevé leur dû.

La motion est adoptée après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### **Districts électoraux**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 29 concernant les districts électoraux de la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que l'ordre du jour qui a ordonné la deuxième lecture du bill 29 concernant les districts électoraux de la province soit révoqué et que permission lui soit donnée de retirer ledit bill et d'en présenter un nouveau.

Depuis que nous avons déposé le projet de loi, dit-il, il y a des modifications à y apporter. On a représenté au gouvernement que la division d'un autre comté de la province s'impose à l'heure actuelle. Le gouvernement a fait droit à ces représentations et, comme il serait trop compliqué de faire des amendements en comité plénier au bill tel qu'imprimé, nous demandons la permission de retirer notre bill pour en présenter un autre. Par ce projet de loi, nous aurons un nouveau comté, soit 91 comtés au lieu de 90<sup>2</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: C'est un exemple du manque d'expérience du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Nous agissons ainsi par courtoisie pour l'opposition, car nous aurions pu simplement faire apporter des amendements au bill proposé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ce n'est qu'un autre exemple de l'incompétence du gouvernement qui le place dans une position ridicule. Le gouvernement ne fournit pas de défaire ce qu'il a fait. Un tel projet de loi devrait être soumis à un comité spécial de la Chambre basse chargé d'étudier ce projet de redistribution pour en faire l'examen avec plus de facilité au moyen de cartes, de plans et de toute l'information nécessaire parce que, sur la redistribution, un gouvernement, même avec les meilleures intentions du monde, risque de s'égarer et de faire rapport à la Chambre. Autrement, on peut faire des erreurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Le gouvernement a déjà pensé de soumettre le bill à un comité spécial avant d'être présenté à la Chambre. Il ne voit aucune raison spécifique pour s'opposer à la création d'un comité spécial, mais il ne pense pas que ce soit nécessaire.

La motion est adoptée.

### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

### **En comité:**

**M. le président** appelle les crédits du ministère des Terres et Forêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Est-ce que le ministre est au courant que les compagnies d'exploitation forestière de la province ont obtenu la permission d'Ottawa d'engager des prisonniers allemands?

Combien y a-t-il de prisonniers de guerre allemands qui travaillent dans nos chantiers d'exploitation forestière soit à la coupe, soit à d'autres opérations?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)**: Selon des renseignements recueillis par les officiers de mon département, il y a eu, à un moment cet hiver, 443<sup>3</sup> prisonniers allemands au travail dans nos forêts. Ce chiffre maximum a été atteint en décembre, au jour de l'An. Il y a trois mois, ils n'étaient plus que 100.

Nous avons fait des représentations aux compagnies et, il y a une quinzaine de jours, il n'en restait plus qu'une quarantaine. Ils travaillaient tous pour la même compagnie. Nous avons insisté auprès de cette compagnie pour qu'elle cesse d'employer des prisonniers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Quelle est cette compagnie?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

La compagnie Price Brothers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une honte que le gouvernement fédéral, à la demande des compagnies, leur ait permis de remplacer les Canadiens français appelés sous les drapeaux par des prisonniers allemands. Il croit qu'on a permis à plusieurs centaines de prisonniers de plus que ces 443 là de travailler en forêt.

Le gouvernement est-il informé qu'il y a eu des désertions en Gaspésie? demande-t-il. Le ministre aurait dû faire en sorte qu'on n'emploie pas d'ennemis dans nos forêts. À un moment donné, un ou deux de ces prisonniers se sont évadés en Gaspésie et on n'en a pas parlé dans les journaux pour éviter que nos gens apprennent que des étrangers prenaient leur place.

C'est une politique dangereuse et inconséquente que d'employer des Allemands alors que nos jeunes gens, habitués à travailler aux travaux de la forêt, se trouvent privés de ces emplois. Les ressources naturelles de la province n'existent pas pour le bénéfice des prisonniers allemands, mais pour les Canadiens. Ils sont mieux traités que ne le sont les nôtres. Au surplus, ces prisonniers nazis ont été traités comme des princes, bien mieux traités, en tout cas, que les Canadiens qui travaillent dans les mêmes chantiers. Dans des chantiers, on a construit de beaux camps spécialement pour eux, des camps plus hygiéniques que les autres. On leur a donné de la boisson et on leur a même permis de célébrer la fête d'Hitler, avec des liqueurs qu'on refuse à nos ouvriers, et de prendre un coup à sa santé. On dirait qu'ils sont ici en pays conquis.

Plusieurs compagnies, dont Price, Singer et l'Anglo Pulp, ont employé ces Allemands. Cela crée une situation inexplicable et intolérable. La présence de ces prisonniers allemands dans les chantiers constitue non seulement une insulte envers les Canadiens français des fermes qui sont conscrits de force dans l'armée, mais elle constitue aussi un danger pour la province, puisqu'ils peuvent causer du sabotage, des feux de forêt et communiquer même des renseignements au Reich par l'entremise de radios émetteurs. Que fera le gouvernement à ce sujet? Les forêts nous appartiennent, elles constituent une des plus belles parts de notre héritage. Il faut en faire bénéficier les nôtres, plutôt que de les laisser exploiter par des étrangers. Si les Allemands viennent travailler dans nos forêts et si les juifs viennent prendre nos propriétés, qu'allons-nous devenir?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Ces prisonniers ont été embauchés à notre insu, en dépit de l'opposition du gouvernement. Un représentant de la Canadian Forestry Association est venu me demander si nous nous objecterions à ce que des compagnies, vu le manque de main-d'œuvre, eussent recours aux services des prisonniers de guerre allemands. J'ai répondu que nous nous objecterions à cela. Ces compagnies ont demandé au gouvernement fédéral d'employer des prisonniers de guerre, en prétextant une pénurie de main-d'œuvre. La chose a donc été autorisée par le fédéral. Au bout de quelque temps, nous avons appris que ces prisonniers avaient été engagés. Lorsque j'en ai été informé, le ministère a protesté contre leur emploi; j'ai fait des représentations aux compagnies avec le résultat que je viens de mentionner.

Nous les avons averties qu'elles prenaient de graves risques à cause des dangers que cette situation pouvait causer en vue de la sécurité et des risques de sabotage, car la présence de ces gens en forêt est un danger pour nos ressources naturelles et qu'elles en subiraient les conséquences. En leur donnant cet avertissement, nous avions surtout en vue les dangers d'incendies. Il serait facile pour un ennemi, surtout l'été, de mettre le feu à nos forêts. Ainsi, aux compagnies qui avaient employé des étrangers en forêt, nous avons donné instruction de surveiller ces gens, afin de prévenir les feux. Nos avertissements ont eu un bon effet, car je crois qu'il ne reste plus d'Allemands dans les camps de bûcherons depuis une quinzaine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, la Providence ne nous a pas donné de belles ressources pour les exposer en y laissant travailler des gens qui, paraît-il, gagnaient des salaires de princes et recevaient des traitements de rois.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne puis confirmer cela, mais j'ai fait les représentations nécessaires pour que l'utilisation des prisonniers de guerre allemands cesse.

**M. Gagnon (Matane)** s'insurge aussi contre ce privilège extraordinaire accordé à des internés allemands de travailler dans nos forêts, au détriment de nos bûcherons. En vertu des règlements, un jeune homme employé dans les forêts qui veut avoir une exemption pour la conscription est obligé de fournir une recommandation de son employeur. Or, des gérants de compagnies d'exploitation forestière n'ont jamais voulu faire de démarches pour faire exempter

du service militaire les fils de cultivateurs qui travaillaient pour elles, des bûcherons expérimentés et entraînés, afin de leur permettre d'être embauchés pour la coupe du bois. Ils ont préféré employer des Allemands, déclare-t-il. Le gouvernement n'aurait jamais dû permettre un tel état de choses. Cette injustice inqualifiable à l'endroit de notre jeunesse se double d'un danger pour la sécurité du Canada et le sort de nos armes: risques de sabotage, dangers de communication avec l'ennemi, etc.

J'espère que le ministre fera des représentations encore plus énergiques pour que les prisonniers de guerre allemands ne prennent pas la place des Canadiens. Le ministre a bien fait de craindre les feux de forêt avec ces étrangers dans les chantiers. Nous avons eu une période de sécheresse dangereuse, ces jours derniers.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je ne crois pas que les compagnies aient employé des prisonniers de guerre allemands de préférence aux nôtres, mais je sais que nous avons fait cesser cela. Nous avons protesté avec énergie dès le début et je crois qu'à l'heure actuelle aucun prisonnier nazi ne travaille dans nos forêts.

**M. Gagnon (Matane):** En Gaspésie, des Allemands se sont révoltés et ont échappé à la surveillance; aucune mesure sérieuse n'a été prise pour les rattraper. Qui nous dit que ces nazis n'avaient pas en leur possession quelque poste émetteur de radio secret avec lequel ils ont communiqué des renseignements à l'Allemagne? Ces étrangers constituent un danger, parce qu'ils peuvent mettre le feu dans les forêts ou dans les moulins, pour faire du sabotage. Ils pourraient même causer plus de dommages que ne l'ont fait les sous-marins contre lesquels le gouvernement fédéral a pris tant de temps à mettre en place des mesures défensives.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit que de tels rapports lui sont aussi parvenus.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je n'ai jamais entendu parler, quant à moi, d'évasion de prisonniers allemands des camps de construction de compagnies en Gaspésie.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** proteste, lui aussi, contre l'engagement des prisonniers de guerre allemands dans nos forêts. Est-ce que les Canadiens qui travaillent en Allemagne sont traités avec la même considération? demande-t-il. Existe-t-

il un traité international qui nous oblige à traiter les Allemands de cette façon?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** N'oublions pas qu'il fut un temps où la main-d'œuvre était tellement rare que des mesures radicales ont dû être adoptées, afin de maintenir une production essentielle. La production était presque nulle, faute de main-d'œuvre, et les compagnies se sont entendues avec Ottawa pour avoir les services des prisonniers allemands. Nous n'avons rien à nous reprocher, quant à nous. Il ne connaît pas les chiffres avancés par le chef de l'opposition et n'est pas prêt à en discuter, mais, que ces chiffres soient véridiques ou non, il est parfaitement d'accord avec le point de vue de l'opposition selon lequel on ne devrait pas employer des Allemands pour remplacer les Canadiens français qui sont appelés sous les drapeaux.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Arpentages (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont les compagnies qui sont les vrais maîtres du ministère des Terres et Forêts et non le ministre ou ses employés.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** L'an dernier, le budget des arpentages était de \$374,500. Cette année, il est de \$382,000. Cette augmentation de \$8,000 est due aux travaux que l'on projette pour la colonisation et l'après-guerre.

**Un député de l'opposition:** Quels arpentages le gouvernement a-t-il en vue?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** On veut tout particulièrement effectuer des arpentages sur la Côte-Nord, en arrière de la seigneurie de Mingan, où se trouvent de riches gisements de fer titané. Il s'agit de fixer exactement la ligne de séparation entre la province de Québec et le territoire du Labrador. Un montant d'au moins \$75,000 sera dépensé à cette fin, pour favoriser le développement minier de la région. Un premier contrat a été accordé tout récemment à M. Henri Bélanger, arpenteur, de Québec, pour un montant de \$20,000 à \$25,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement accorde les plus gros contrats à M. Bélanger.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Des contrats seront aussi accordés à d'autres arpenteurs. Nous avons pour politique de diviser les contrats autant que possible entre les arpenteurs.

**Un député de l'opposition** pose des questions.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** M. Fernand Fafard n'a plus de contrats du gouvernement.

**M. Gagnon (Matane):** Des gisements de fer d'une grande richesse se trouvent sur la frontière du Labrador. La compagnie Hollinger a reçu de Terre-Neuve le droit exclusif de les exploiter lorsque l'Union nationale était au pouvoir et elle en a commencé l'exploitation. La filiale de la compagnie Hollinger, la Labrador Mining and Exploration Company, a fait de précieuses découvertes.

Il y a de fortes chances qu'une partie de l'excellent minerai de fer qui a été découvert soit située dans la partie québécoise du territoire du Labrador, et on devrait prendre beaucoup de précautions pour protéger les droits du Québec. Il importe donc de fixer les limites des deux pays. Il ne faut pas que l'on fasse perdre les droits du Québec dans une nouvelle aventure avec Terre-Neuve. Si le gouvernement n'agit pas rapidement, ce sont les mines du Brésil qui se développeront à notre détriment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Canada et les États-Unis, dans cette guerre, se sont chargés de l'armement et de la défense de Terre-Neuve. Ils ont contribué à faire de Terre-Neuve un poste de défense avancé. Notre pays a dépensé des millions de dollars, pour sa part, afin d'assurer la protection de cet avant-poste. Bien sûr, Ottawa a également contribué, mais c'est surtout Terre-Neuve qui en est responsable et c'est dans l'intérêt du dominion.

La partie du Labrador que le Canada et spécialement la province de Québec ont perdue à cause du manque de vision de M. Taschereau, de M. Charles Laclôt et de feu C.-J. Doherty devrait nous être rétrocédée par Terre-Neuve à titre de compensation pour ce que nous avons fait depuis le début de la guerre. Ce serait un acte de justice, il me semble. Ainsi, le gouvernement de Québec devrait maintenant insister pour que Terre-Neuve nous cède en retour le Labrador, car nous l'avons déjà payé. Il

ne serait que juste et raisonnable que ce dominion remette au Canada la portion du Labrador qui lui a été enlevée en 1927, sous le gouvernement Taschereau, par un jugement du Conseil privé.

On procède actuellement à des arpentages dans la région québécoise contiguë au Labrador où se trouvent de riches gisements de fer titané. D'après des experts, le fer de cette région a des qualités extraordinaires. Comme ce métal jouera un rôle de première importance dans les programmes de reconstruction d'après-guerre, il importe de régler le plus rapidement possible la question du Labrador.

Les possibilités de cette région sont illimitées. La majeure partie de cette riche mine appartient réellement à la province de Québec, et le gouvernement devrait prendre des mesures pour protéger les intérêts de la province. Si le Québec pouvait s'approprier ces richesses minières, cela pourrait créer une grande source de richesses pour la province.

Ces mines signifieraient un grand développement minier dans cette partie de la province et aussi beaucoup de transport, surtout pour les ports de Gaspé et de Québec. On ne peut compter sur le chemin de fer. C'est pourquoi il faudra construire des bateaux pour le transport du minerai à l'extérieur.

Cela provoquera une activité commerciale exceptionnelle. Nous sommes au début de notre développement minier. C'est un point rose à l'horizon économique. Dans d'autres pays qui ne possèdent que le quart de nos richesses minières, on a donné du travail à des millions de personnes, grâce à l'exploitation des sous-produits. L'existence de ces mines de fer revêt encore plus d'importance quand on réalise qu'il y en a eu tellement qui ont été sabotées en Europe.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La question que vient de soulever le chef de l'opposition est très sérieuse. Je ne veux pas m'engager dans une polémique avec lui à ce sujet. Le département des Mines est très au courant des possibilités minières de la région, et les arpentages se poursuivent.

L'une des grandes difficultés que l'on a éprouvées dans l'interprétation du jugement du Conseil privé, c'est qu'il n'y avait pas eu d'arpentages de faits entre le territoire du Québec et celui cédé à Terre-Neuve par le jugement. Mais le gouvernement entend faire tout ce qui sera en son possible pour assurer le développement minier du nord-est de la province. Il continue de donner sa meilleure attention à cette question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle de l'honorable C. G. Power, ministre de la Défense de l'Air qui, dit-il, est un grand organisateur libéral et est particulièrement doté d'un appétit vorace pour les forêts de la province. Il est toujours présent lors des transferts ou des échanges de lots qui surviennent avant les élections. De plus, un arrêté ministériel a été adopté en 1940, afin de payer à M. Power et à quelques-uns de ses associés la somme de \$26,000 pour des lots qui étaient demandés pour la colonisation alors que ces lots n'ont jamais appartenu à la compagnie Power Lumber mais leur ont seulement été loués. Ainsi, le gouvernement a payé pour des lots qui lui appartenaient déjà.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La situation est fort différente et, de plus, M. Power n'a rien à voir avec cette affaire, que ce soit directement ou indirectement. Le fait est que, sous le régime du gouvernement de l'Union Nationale, une réserve forestière avait été créée dans la région en question.

Le gouvernement actuel a découvert qu'il avait besoin de lots supplémentaires et il a racheté ceux qu'il avait cédés pour quelques années à la compagnie Power, mais dont les banques étaient entrées en possession quelques années auparavant. Le gouvernement a dédommagé les premiers propriétaires des droits sur ces lots pour avoir cédé leurs droits de coupe, qui existaient depuis un grand nombre d'années. Il n'est aucunement question de M. Power dans cette affaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** maintient que sa version des faits est exacte, que le gouvernement a toujours été le propriétaire de ces lots et que c'est un scandale d'avoir payé \$26,000 pour les récupérer.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité des subsides est lue et agréée.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement à 8 h 30.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 9 mai 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Gagnon (Matane):** Les principaux moyens de favoriser le développement des mines, c'est d'assurer aux prospecteurs des facilités de recherche, de construire des chemins miniers et de taxer les mines proportionnellement à leur expansion. Le gouvernement n'a pas suivi la voie tracée par l'Union nationale et a paralysé le développement minier.

Il serait important que le ministère des mines soit absolument distinct et qu'il y ait un ministre spécialement nommé pour s'en occuper. Avant 1936, il n'y avait qu'une branche des mines dans l'administration; dès le mois de septembre 1936, l'Union nationale faisait voter une loi qui créait le département des mines. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel), malgré sa volonté de travailler, devrait admettre qu'il ne peut consacrer suffisamment de temps à son propre ministère, au ministère du Travail et à celui des Mines.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** partage ce point de vue et promet qu'un ministre des Mines à temps plein sera nommé, comme le veut le député.

**M. Gagnon (Matane):** Le développement minier est moins considérable à cause de la guerre. Le gouvernement fédéral ne dépense plus d'argent pour les mines, mais, lorsque j'étais ministre des Mines, j'étais heureux de coopérer avec Ottawa. Sous mon administration, nous avons organisé des villages miniers, créé un véritable ministère des Mines, donné 60 bourses d'études dont 30 bourses aux étudiants en géologie, voté \$100,000 à perpétuité à l'Université Laval pour créer la première école de mines de langue française en Amérique, dont les premiers diplômés ont été engagés, j'en suis fier, non seulement dans notre province, mais dans Ontario et aux États-Unis.

Nous avons aussi organisé une mine-école à Val-d'Or, fondé l'école des contremaîtres et construit une école d'arts et métiers à Rouyn, dont je regrette qu'elle ait été confiée à la commission scolaire et réduite à une classe. Nous avons aussi collaboré avec les gouvernements d'Ontario et d'Ottawa aux fins de développement minier, préparé des cartes géographiques, etc.

Le gouvernement n'a pas assez insisté pour obtenir l'aide du fédéral, comme au temps de l'Union nationale; il a négligé la construction des chemins miniers; n'a pas amendé nos lois minières, beaucoup plus rigides que celles de l'Ontario et, par le fait même, elles constituent un obstacle au progrès minier. Certaines lois provinciales devraient donc être remodelées pour aider nos centres miniers. Le gouvernement provincial ne devrait pas hésiter à dépenser l'argent nécessaire pour assurer le développement adéquat des mines du Québec.

Nos mines sont d'une richesse inouïe et elles sont appelées à prendre un magnifique essor après la guerre, mais le développement minier de notre province sera toujours entravé par les taxes imposées par le pouvoir central, à moins que l'on ne mette ordre à cela. Ce dont nous avons besoin, entre autres choses, c'est premièrement de bonnes cartes minières, de bons chemins miniers, et par-dessus tout que les gens des mines puissent se financer eux-mêmes.

Je voudrais parler ici des lois de la régie des valeurs mobilières. Je ne parlerai pas de celui qui en a l'administration (Me Adolphe Routhier, c.r.), car on sait qu'il me touche de près.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est un excellent officier.

**M. Gagnon (Matane):** Je me permets de soumettre au premier ministre, qui en a entendu parler par ses amis, que nous devrions, comme dans

Ontario, adapter notre loi des mines aux temps nouveaux. Nos lois des valeurs mobilières sont trop rigides. Un ami du premier ministre me disait que, puisque l'on dépense \$200,000,000 pour nationaliser l'électricité, on devrait dépenser \$150,000,000 pour donner un nouvel essor au développement minier. Il est de première importance de prendre les mesures appropriées, qu'elles soient énergétiques ou non, afin d'assurer le développement logique et adéquat de nos mines après la guerre.

À moins que le Québec n'adapte ses lois et ses règlements à notre époque, il y a un danger que la prospection ne reprenne pas après la guerre. La construction de l'autoroute de l'Alaska a ouvert des milliers d'acres de terres minières et il y a des chances qu'il y ait une expédition en Alaska après la guerre. Avec l'ouverture de la route de l'Alaska, le Québec serait dans une situation difficile, au sujet du développement des mines.

Il appartient donc au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent et d'adapter ses lois et règlements au temps présent pour favoriser ce développement. Nos richesses minières sont incalculables et une partie considérable n'est pas encore développée. De précieux gisements minéraux n'ont pas encore été touchés du côté du Labrador. Et la bourse des mines la plus considérable en Amérique se trouve à Toronto.

En conséquence, je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle exprime l'opinion qu'il est opportun et avantageux pour la province que le département des mines constitue un ministère distinct sous la direction d'un ministre spécialement et uniquement chargé de ce département.

Il demande l'unanimité de la Chambre sur la motion rédigée en des termes très modérés, dit-il, et qui ne comporte aucun blâme à l'endroit du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je veux féliciter le député de Matane (M. Gagnon) de la discussion intéressante qu'il vient de soulever et de traiter cette question d'une façon aussi objective. Le gouvernement veut donner aux mines l'expansion qu'elles méritent. Je considère comme lui que le développement minier jouera un rôle très important dans l'avenir de notre province après la guerre et il

est important pour le gouvernement d'être prudent dans cette sphère. Les mines doivent prendre une importance considérable et le gouvernement ne doit rien négliger pour les développer. C'est d'ailleurs ce qu'il fait.

Je ne peux souscrire à tout ce qu'il a dit, cependant. En ce qui concerne la création d'un ministère distinct, il semble que le député ne soit pas au courant des dernières nouvelles puisqu'elle date déjà de trois ans et elle a été réalisée par mon gouvernement. À l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel, en 1936, le département des Mines était soudé à celui de la Chasse et des Pêcheries maritimes; c'est le régime libéral qui en a fait un département distinct.

Durant la guerre, le ministère des Mines a vu naturellement ses activités diminuer et certains développements miniers se sont nécessairement faits un peu au ralenti. Il est normal qu'en temps de guerre le département des Mines n'ait pas pris toute l'expansion qu'il connaîtra après la guerre. À partir de maintenant, les mines du Québec devraient reprendre leurs précédentes activités normales.

Le député de Matane s'apercevra bientôt qu'il ne faut que concourir dans nos vues comme nous concourons partiellement dans les siennes. Nous avons l'intention de donner au développement minier, après la guerre, un essor inouï et le ministère des mines deviendra l'un des plus importants, sinon le plus important de toute l'administration à cause de ses revenus et du travail qu'il fournira. Le gouvernement a l'intention de lui donner toute l'aide possible, afin d'assurer le développement considérable qu'il doit connaître.

En ce qui concerne l'École des arts et métiers de Rouyn, le député de Matane n'en a pas fait toute l'histoire. Le gouvernement a constaté, à son arrivée au pouvoir, que cette école a poussé sans législation, comme un champignon; elle a été bâtie sur un simple télégramme du secrétaire de la province de l'Union nationale qui disait: "Je soumettrai la chose à la prochaine réunion du Conseil exécutif." Avec cela, on a dépensé \$100,000. On a constaté que des dépenses trop considérables avaient été faites pour une école d'arts et métiers. Cette école n'était pas proportionnée aux besoins; l'édifice était si disproportionné qu'il fut jugé préférable, sur requête des autorités municipales de la ville, de passer cette école à la commission scolaire.

C'est donc à la demande même des autorités de Rouyn que l'École des arts et métiers sert maintenant d'enseignement général pour les enfants de cette région tout en comportant une division

spéciale pour l'enseignement des arts et métiers, afin que les jeunes soient bien préparés. L'École reprendra son activité première quand les circonstances le permettront. Nous y avons fait progresser l'enseignement des arts et métiers, car nous voulons que les jeunes gens de la région se spécialisent comme partout ailleurs, afin qu'ils deviennent des compétences dans tous les domaines.

Et, sur ce point, je veux encore féliciter le député de Matane de comprendre - il l'a dit en parlant des diplômés de l'École des mines - que nos jeunes gens doivent être suffisamment éduqués et instruits de tout ce qu'ils doivent savoir pour parvenir dans la vie et pour étendre leurs activités à tout le Canada et même à toute l'Amérique. Il doit comprendre aussi que nos jeunes gens ont tout avantage à apprendre l'anglais s'ils veulent être employés en dehors de la province ou aux États-Unis ou s'ils veulent un jour occuper des postes importants dans l'industrie minière et, sur ce point, il devra accorder son opinion avec ses voisins.

Le député de Matane a fait du bon travail comme ministre des Mines, et il se dit heureux de lui rendre le témoignage des bonnes choses qu'il a accomplies.

Relativement aux réformes à apporter aux lois minières, dit-il, il faudrait assouplir le cadre de ces lois, comme le propose le député de Matane, mais il est important pour le gouvernement d'être extrêmement prudent, car il s'agit de sauver l'épargne populaire. Les mines sont appelées à prendre un essor extraordinaire après la guerre et il faudra faire bien attention, en en élargissant les cadres, de ne pas donner de chance aux spéculateurs qui exerceront leur activité à la faveur du développement minier de l'après-guerre et au détriment de l'épargne populaire.

Dans le passé, des sommes considérables ont été englouties dans des entreprises qui n'étaient pas suffisamment contrôlées et qui ont amené la ruine de nos gens par des spéculations hasardeuses. Nos populations sont toujours exposées à être exploitées dans ces matières et une législation appropriée doit les protéger contre les agioteurs. Il faut prévenir la répétition de ce que nous avons vu dans le passé, le drainage de l'épargne dans des entreprises périlleuses.

Quant à moi, j'aime mieux voir la rigidité des lois retarder un peu l'essor minier que d'assister à l'exploitation des gens par certains individus spéculateurs. Mais rien ne sera négligé pour encourager la prospection et agrandir le réseau des chemins de mines.



Avec ces réserves, je suis heureux de ce que le député de Matane a dit à propos de la collaboration nécessaire avec Ottawa et de ses suggestions sensées, car il a collaboré loyalement avec le fédéral et avec les corps publics. Avec un esprit libéral, il pourrait collaborer avec notre gouvernement. D'ailleurs, le gouvernement ne manque jamais à son devoir de collaborer avec Ottawa dans l'intérêt de la province et pour le plus grand avantage de notre population. N'importe quel gouvernement qu'il dirige ici continuera de collaborer avec les autorités fédérales, sans égard au gouvernement qui est en fonction à Ottawa. Ainsi, dit-il, le gouvernement provincial, en collaboration avec le fédéral, va donner une expansion considérable aux mines de la province, après la guerre.

Cependant, je ne peux appuyer l'amendement, car de tels amendements, en procédure parlementaire, même rédigés dans les termes les plus anodins, constituent un vote de non-confiance qui, sans égard à leur texte, sont toujours considérés comme des blâmes à l'endroit du gouvernement. Le gouvernement votera contre. Le fait d'accepter cet amendement serait admettre que le gouvernement a failli à sa tâche, bien que ses activités aient été réduites à cause des besoins de la guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'hommage du premier ministre au député de Matane n'est pas un minime compliment et je me réjouis que le premier ministre reconnaisse le travail fait par le député de Matane pour le développement des mines du temps qu'il était ministre des Mines dans l'ancien gouvernement de l'Union nationale. Il félicite chaleureusement son collègue, le député de Matane, pour l'excellent travail qu'il a accompli à la direction du ministère provincial des Mines quand il en était le ministre<sup>4</sup>.

Le premier ministre se vante à tort et il montre qu'il a beaucoup d'imagination en disant que c'est lui qui a créé le ministère des Mines et en laissant croire que je suis contre l'enseignement de l'anglais. Il suffit de se référer aux Statuts de 1936 pour se rendre compte qu'un département spécial des Mines fut alors créé par l'Union nationale, à l'automne 1936. On lui adjoint la Chasse et les Pêcheries. Et la production minière, de 1936 à 1939, a été plus considérable qu'en aucune période précédente. Auparavant, il était une annexe de la Voirie et de la Colonisation.

Concernant l'École des arts et métiers de Rouyn, c'est la première fois que j'entends un

premier ministre parler d'école trop grande. L'école de Rouyn a été construite de façon à pouvoir répondre aux besoins futurs. Les écoles sont toujours trop petites. Par ailleurs, le premier ministre ne devrait pas parler d'argent dépensé sur simple télégramme, lui qui a dépensé des sommes énormes, sans même un télégramme, à Saint-Hilaire. Si l'École des arts et métiers de Rouyn a été bâtie sur un simple télégramme, cela prouve que, sous l'Union nationale, on avait confiance à la parole.

J'ai toujours soutenu que le Canada était un pays bilingue et qu'un homme qui connaît les deux langues est de loin mieux équipé que celui qui n'en connaît qu'une. Les Canadiens français, une fois qu'ils connaissent leur propre langue, devraient apprendre l'anglais, mais les Canadiens anglais devraient eux aussi prendre la peine d'apprendre le français une fois qu'ils ont appris leur propre langue anglaise.

Il importe d'être prudent dans la réforme des lois minières, mais la précaution la plus élémentaire fut celle qu'a prise l'Union nationale en défendant aux ministres d'être membres des bureaux de direction de compagnies minières. Dans le passé, nombre de petits épargnants ont été induits en erreur parce qu'ils avaient vu le nom d'un ministre sur les prospectus. On avait vu des ministres prêter leur nom à des compagnies qui devaient engloutir des milliers de dollars de l'épargne populaire.

Le premier ministre a parlé de colonisation. Nous avons collaboré et sommes prêts à collaborer avec tout gouvernement, mais sans rien céder de nos droits et sans assimilation. Nous sommes d'ailleurs indépendants des partis politiques. Le fédéral n'a pas le droit de taxer les ressources naturelles des provinces, parce que ces ressources appartiennent aux provinces et il importe de faire respecter ce droit. Les employés fédéraux ne peuvent même être garantis par les ressources naturelles des provinces.

L'industrie minière est essentielle parce que, en temps de guerre comme en temps de paix, elle est appelée à donner du travail et à contribuer à la prospérité.

L'amendement n'implique aucun blâme au gouvernement et la droite n'est pas justifiée de le rejeter.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), 12.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, Robidoux, Sabourin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quatre-vingt-six mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi le gouvernement a-t-il permis aux mines, et spécialement à une mine qui est capable de produire du zinc, de réduire sa production à cause du manque d'électricité alors qu'en construisant une ligne de transmission de 27 milles, on aurait obtenu ce pouvoir? Cette ligne pourrait partir de la centrale électrique des Syndicats nationaux et être construite en l'espace de trois mois. La raison pour laquelle le gouvernement ne l'a pas fait, c'est parce qu'il ne voulait pas donner crédit au parti de l'Union nationale en utilisant encore plus la capacité de production de cette ligne. On a vendu seulement 14,000 chevaux-vapeur et le tout allait aux mines Noranda alors que les possibilités étaient de près de 30,000 chevaux-vapeur.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Le député de Matane devrait parfaitement savoir que c'est parce qu'il existait un contrat entre le gouvernement et la Noranda Mines selon lequel n'importe quel autre client de la centrale aurait eu à payer un prix plus élevé que la somme de \$25 par cheval-vapeur que la compagnie Noranda payait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre se trouve dans une position ridicule. Une telle clause n'existe pas dans le contrat conclu avec la compagnie Noranda. Il serait peut-être bon d'expliquer le développement que le présent gouvernement cherche à dénigrer. Les faits sont que la compagnie Noranda a acquis le développement de la compagnie de chemins de fer du Canadien National qui avait obtenu ce site du gouvernement Taschereau pour rien. La compagnie Noranda voulait développer elle-même ce pouvoir, mais le gouvernement de l'Union nationale ne le lui a pas permis parce que cette compagnie, étant une compagnie minière, voudrait tout naturellement, ou du moins humainement, faire de la discrimination envers d'autres compagnies minières concurrentes pour ce qui est de la vente d'électricité.

Par conséquent, le gouvernement de l'Union nationale a donc demandé à la compagnie ce qu'elle désirait pour le site, les plans et les spécifications, qui ont été préparés pour la compagnie par un des ingénieurs les plus éminents du Canada, M. Gaby, anciennement de la Commission de l'Hydro Ontario.

La compagnie Noranda en a demandé \$3,000,000, mais mon gouvernement a refusé cette offre et une estimation a été faite qui a démontré que le coût des plans et des spécifications était de \$675,000. Nous les avons achetés, ainsi que le site, de la compagnie Noranda pour la somme de \$500,000, et le gouvernement en a développé la force hydraulique jusqu'à une capacité de 30,000 chevaux-vapeur. À cause de la sorte de barrage qui a été construit, il serait possible, pour une somme supplémentaire comparativement modeste, d'augmenter cette capacité à 60,000 chevaux-vapeur et de contrôler aussi les eaux du lac Victoria.

Nous avons fait un contrat pour une certaine quantité d'électricité qui est vendue à la Noranda au prix coûtant et, si elle a obtenu l'électricité au prix coûtant, c'est qu'elle a donné au gouvernement tous les plans, d'une valeur de \$500,000, pour la construction du barrage. D'ailleurs, il était avantageux d'avoir dès le début un client sûr qui permettrait au gouvernement de couvrir tous ses frais.

Le gouvernement de l'Union nationale a construit le développement et a débuté avec un client pour 14,000 chevaux-vapeur, la compagnie Noranda, mais il n'existait aucune clause dans le contrat conclu avec la compagnie qui obligeait le gouvernement à vendre du pouvoir à d'autres clients que la Noranda à un prix plus élevé que celui qu'on demandait à cette dernière.

**Un député de l'opposition:** La centrale construite par le gouvernement de l'Union nationale au rapide 7 de la rivière Outaouais, dans le comté de Témiscamingue, pourrait fournir de l'électricité à la population de l'Abitibi qui en a grand besoin. On a laissé voler du fil de cuivre destiné à la construction d'une ligne de transmission pour desservir la population.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur) et M. Allard (Abitibi)** soutiennent que le contrat consenti à la compagnie Noranda par l'Union nationale rend plus difficile l'expansion de cette centrale, car on s'est engagé à vendre l'électricité au prix coûtant à la Noranda. Une autre difficulté réside dans le fait que la centrale produit du courant de 25 cycles, alors que le courant de 60 cycles est préférable pour la consommation domestique.

**M. Allard (Abitibi):** La région de l'Abitibi réclame de l'électricité et le gouvernement actuel semble bien disposé à en faire produire une plus grande quantité à la centrale du Témiscamingue afin de donner satisfaction à la région. L'Union nationale a fait un contrat avec la Noranda pour vendre à celle-ci toute l'électricité actuellement produite par cette centrale au prix de \$25 le cheval-vapeur, mais j'ai confiance que la capacité de la centrale sera augmentée afin de pouvoir fournir de l'électricité à la population. Il sera facile de construire plus tard une ligne de transmission pour fournir l'électricité nécessaire à la région; le gouvernement possède les plans.

**M. Paquette (Labelle):** Pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas fait pendant les cinq années où il était au pouvoir?

**M. Allard (Abitibi):** C'est à cause de la guerre, parce que les matériaux n'étaient pas autorisés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Noranda n'utilise que 14,000 chevaux-vapeur, alors que la centrale en produit 20,000. On pourrait donc fournir de l'électricité à la population de l'Abitibi et du Témiscamingue. Et la centrale est construite de façon à pouvoir s'agrandir facilement et se transformer au besoin, d'une façon économique, de façon à produire du courant de 25 cycles.

Quant au 25 cycles, un homme qui veut avoir des pommes de terre n'accepte pas des carottes et la Noranda avait besoin de la fréquence de 25 cycles.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Quelles que soient les raisons qui ont incité l'Union nationale à vendre à la Noranda l'électricité au prix coûtant, le fait demeure qu'on ne peut vendre au même prix aux autres clients. La compagnie Noranda paie le cheval-vapeur \$25 pendant que les autres compagnies le vendent \$35 et que la fréquence aurait dû être de 60 cycles au lieu de 25. Quant à la possibilité de transformer le pouvoir de façon à produire du 60 cycles, je n'ai jamais entendu parler d'une chose semblable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un rapport de M. Beaulne, M. Normandin et un autre ingénieur recommandant ce que nous avons fait.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** J'ai pris connaissance de ce rapport et je ne l'ai pas compris de la même façon que le chef de l'opposition, car, si j'avais eu à régler les détails de la construction de cette centrale, j'aurais exigé 60 cycles en me basant sur le rapport<sup>5</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Terres et Forêts)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

---

## NOTES

1. Pour connaître tous les détails de cet événement ainsi que le compte rendu de l'enquête du coroner, aller consulter les journaux des lundi 8 et mardi 9 mai 1944, dont les articles qui ont paru dans *Le Soleil*. Celui du lundi, à la page 3, intitulé "Georges Guénette se fait tuer en voulant fuir les policiers" et celui du mardi, aux pages 3 et 7, intitulé "La mort de Georges Guénette fut accidentelle, dit le jury".

2. Selon *L'Événement* du 10 mai 1944, à la page 3, le comté qu'il est question de diviser en deux est celui de Témiscamingue, voisin du comté d'Abitibi que l'on veut subdiviser et créer celui de Rouyn-Noranda.

3. *Le Canada* du 10 mai 1944, à la page 14, mentionne 433 prisonniers allemands.

4. Selon *The Chronicle Telegraph* du 10 mai 1944, à la page 3, cet éloge chaleureux et inhabituel d'un député de l'Union nationale de la part de l'actuel premier ministre libéral ainsi que du présent chef de l'opposition a été applaudi par les députés de tous côtés du salon vert et a offert aux nombreux spectateurs présents un charmant spectacle unique au cours de cette session.

5. Selon *La Presse* du 10 mai 1944, à la page 13, au cours de la discussion, il a été question d'un nouveau comté Rouyn-Noranda que le gouvernement aurait l'intention de créer lors de la prochaine distribution des comtés.

## Première séance du mercredi 10 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 146 constituant en corporation la Société d'assurance des caisses populaires.

Votre comité recommande de prolonger au 19 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills qui lui seront soumis pour étude.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 19 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills qui lui seront soumis pour étude.

Le rapport est adopté après division.

## Projets de loi:

## Districts électoraux

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 29 concernant les districts électoraux de la province.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il manifeste l'intention de soumettre le projet de loi à un comité spécial de la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est beaucoup plus simple de l'amener devant le comité des bills publics.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** accepte la suggestion du chef de l'opposition.

Adopté après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

## Dépôt de documents:

Manuels de géographie  
et d'histoire

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 3 mai 1944, demandant la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province ou son secrétaire et le Conseil de l'instruction publique ou toute autre autorité scolaire au sujet de l'adaptation de nos manuels d'histoire et de géographie à l'évolution constitutionnelle de notre pays en vue de respecter la fierté légitime du peuple canadien. (Document de la session no 76)

## Questions de privilège:

Taxes sur les revenus et  
sur les successions

**M. Chalout (Lotbinière)** soulève une question de privilège. Il se plaint que M. l'Orateur n'ait pas permis la publication de l'avis d'une motion qui se lit comme suit:

Que cette Chambre regrette que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial maintiennent des taxes sur les revenus et sur les successions à un tel taux qu'elles appauvrissent dangereusement les classes moyennes et affectent lourdement les familles nombreuses.

J'ai voulu récemment, dit-il, faire inscrire cette motion relative aux taxes exagérées des gouvernements provincial et fédéral, mais l'Orateur de la Chambre en a décidé autrement. Des motions de cette nature ont été inscrites en quantité déjà. Cette motion est régulière et ne viole aucun des articles des règlements; je ne vois pas pourquoi on la refuserait. Ce n'est nullement mon intention de retarder le travail de la Chambre, mais je tiens à ce que ma motion soit acceptée à cause du principe en jeu.

L'Orateur est en Chambre le protecteur des groupes minoritaires. Je fais donc appel à son esprit de justice et je l'invite à reconsidérer sa décision. S'il existe un groupe minoritaire, il est le seul à en faire partie puisqu'il n'y a que lui qui représente cette école de pensée. J'ai eu l'occasion dans le passé de faire l'éloge du premier ministre pour sa générosité et son sens de la justice envers moi quand je présentais des motions. Mais, M. l'Orateur, si vous persistez à maintenir votre décision, je ne pourrai parler de votre générosité ni de votre sens de la justice.

**Des députés murmurent et protestent<sup>1</sup>.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** appuie les remarques du député de Lotbinière et trouve la motion du député juste et opportune. En se plaçant d'un point de vue objectif, dit-il, il n'y a aucun doute qu'un député a le droit de présenter une motion disant que les impôts sont trop lourds en général pour les classes moyennes et les familles nombreuses. La motion est régulière et je ne vois pas pourquoi la Chambre ne pourrait exprimer le regret que les taxes sur le revenu et sur les successions sont injustes et pèsent lourdement sur le peuple. Je demande que cette motion soit mise sur l'ordre du jour et discutée, car ce serait un précédent dangereux que l'on refusât l'inscription de cette motion.

**M. l'Orateur** déclare qu'il a ordonné au greffier de mettre cet avis de côté parce qu'il contrevient aux dispositions des articles 150 et 285, paragraphe 10, du Règlement, ce dernier particulièrement défendant de critiquer une décision de la Chambre ou une loi de la province, sauf en discutant une motion ayant pour objet de révoquer cette décision, ou une proposition ayant pour objet de modifier ou d'abroger cette loi. Le règlement est formel, déclare-t-il; je ne peux admettre qu'on accepte cette motion. Dans les circonstances, je maintiens la décision que j'ai rendue.

**M. Chaloult (Lotbinière)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur<sup>2</sup>.

La question "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-

Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Nadon, Perrier, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 38.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

## Questions et réponses:

### Pont à Sayabec

**M. Gagnon (Matane):** 1. Un pont a-t-il été construit par le gouvernement en 1942 ou 1943 sur la petite rivière Noire, dans le village de Sayabec, presque en face de l'église de cette paroisse?

2. Dans l'affirmative, quel a été le coût de la construction dudit pont, y compris le coût des approches?

3. Le gouvernement a-t-il payé en entier le coût de cette construction?

4. La municipalité a-t-elle payé une partie du coût et, dans l'affirmative, laquelle?

5. A-t-il été nécessaire d'exproprier certains terrains?

6. Dans l'affirmative, de qui les terrains ont-ils été achetés et à quel prix?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Pont en construction par la corporation.

2. Travaux non terminés.

3. et 4. Le gouvernement contribue pour 75 % du coût du pont.

5. et 6. Non.

### Travaux de voirie dans Matapédia

**M. Gagnon (Matane):** 1. Le gouvernement a-t-il fait, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940, des travaux de chemin dans le rang XI du canton Matalik, dans le comté de Matapédia, et construit un pont dans le rang VIII dudit canton?

2. Dans l'affirmative, qui était conducteur des travaux?

3. Les travaux étaient-ils entièrement à la charge du gouvernement?

4. Les municipalités intéressées ont-elles contribué? Dans l'affirmative, dans quelle proportion?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

Le ministère de la Voirie a payé une subvention de \$200, sur la base de 50 %, à la paroisse de Saint-Raphaël-d'Alberville pour des travaux d'amélioration qu'elle a exécutés en 1942 dans le chemin du rang II Matalik, ainsi que pour des réparations faites à un ponceau et à ses approches sur le chemin du rang VIII Matalik.

Il n'existe pas de rang XI dans le canton Matalik.

**Demandes de documents:**

**Contrats relatifs à Hydro-Québec**

**M. Chalout (Lotbinière)** propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre, au sujet de l'Hydro-Québec:

1. Copie de tous les contrats pour force motrice primaire livrée à 12,000 volts et plus;

2. Copie des contrats pour force motrice secondaire;

3. Copie du contrat entre la Beauharnois Light, Heat & Power Co. et la Montreal Light, Heat & Power Cons.;

4. Copie du contrat entre la Montreal Cottons et la Beauharnois Light, Heat & Power Co.;

5. Copie du contrat entre l'Hydro ontarienne et la Beauharnois Light, Heat & Power Co.;

6. Copie du contrat entre la Beauharnois Light, Heat & Power Co. et la St. Lawrence Alloys Ltd. et autres compagnies;

7. Copie du ou des contrats entre la Shawinigan Water & Power Co. et la Montreal Light, Heat & Power Cons.;

8. Copie du contrat entre la Montreal Light, Heat & Power Cons. et la Shawinigan Water & Power Co.;

9. Copie du contrat entre la Montreal Island Power Co. et la Montreal Light, Heat & Power Cons.;

10. Copie des contrats entre la Cedars Rapids Mfg. & Power Co., ou Montreal Light & Power Cons., et l'Aluminum Co. of America, de Massena, État de New York;

11. Copie du contrat entre la United Securities Ltd. et la Quebec New England Hydro Electric Corp., pour la fourniture de 15,000 c.v., service continu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1936;

12. Copie du contrat pour force motrice entre la Provincial Light, Heat & Power Co. et Montreal Light & Power Cons.;

13. Copie du contrat entre la Montreal Light, Heat & Power Cons. et la Montreal Tramways;

14. Copie des actes de fiducie relatifs aux émissions d'obligations:

a. de la Beauharnois Light, Heat & Power Co.,

b. de la Montreal Light, Heat & Power Cons.,

c. de la Cedars Rapids Mfg. & Power Co.

15. Copie de l'entente intervenue entre la Montreal Light, Heat & Power Cons. et la Montreal Trust Co. au sujet du fonds de pension des employés vétérans (vingt-cinq ans de service);

16. Copie de l'entente entre la Sun Life Ass. Co. et la Montreal Light, Heat & Power Cons., relativement à l'assurance-groupe des employés de la Montreal Light, Heat & Power Cons.

Adopté.

**Motions des députés:**

**Nomination des commissaires d'Hydro-Québec**

**M. Chalout (Lotbinière)** propose, appuyé par le député de Joliette (M. Barrette), que la Chambre regrette:

1. Que le gouvernement ait refusé à la majorité canadienne-française une juste représentation dans l'Hydro-Québec en ne lui accordant que trois commissaires sur cinq, lorsqu'elle compte pour plus des quatre cinquièmes de la population;

2. Que les commissaires de l'Hydro-Québec aient omis de nommer un Canadien français au poste capital de contrôle, comme administrateur ou gérant général, dans leur bureau de direction.

Par motion, dit-il, je m'oppose à ce qu'il y ait sur l'Hydro de Québec deux commissaires de langue anglaise sur une commission de cinq membres, quand les Canadiens français forment 80 % de la population. Ces derniers n'ont pas obtenu la représentation désirée par la proportion des commissaires, soit trois sur cinq. La minorité de langue anglaise ne représente que 14 % de la population de la province. Pourquoi nommer deux Anglais sur les cinq commissaires de l'Hydro-Québec?

Avec les deux représentants qu'on lui a donnés dans l'Hydro, elle reçoit un traitement qui

équivalait à un pourcentage de 40 % de la population. En outre, on a nommé comme administrateur ou gérant général de l'Hydro un représentant de langue anglaise, M. McCammon. Et, comme c'est le gérant général qui nomme les fonctionnaires supérieurs, on a raison de croire que ces fonctionnaires seront en presque totalité des gens de langue anglaise. Je suis opposé à cela, car il aura la haute main sur le personnel. Les nôtres ne peuvent s'attendre à occuper les positions supérieures dans cette entreprise. C'est là une infamie à notre population.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) et le premier ministre ont fait une insulte aux Canadiens français en disant que le gouvernement avait choisi les cinq commissaires les plus compétents. Je ne veux pas croire qu'il ne se soit pas trouvé d'hommes assez compétents parmi les Canadiens français, qui constituent 80 % de la population, pour que les nôtres obtiennent la représentation à laquelle ils ont droit dans l'Hydro. Ainsi, il aurait été facile de trouver des gens aussi qualifiés que MM. McCammon et McDonald. Pourquoi n'a-t-on choisi M. Ernest Robitaille, qui a publié dans la revue des jésuites, *Relations*, un bel article sur le problème de l'électricité, le Dr Philippe Hamel, qui a réclamé avec l'honorable M. Bouchard la nationalisation, et M. Albert Rioux, qui a aussi publié des articles sur la question?

Il cite également le nom de M. Lorenzo Dutil dont on ne peut nier la grande compétence. Ils auraient bien représenté l'élément canadien-français de la province, déclare-t-il. Je ne veux rien dire contre M. J.-W. McCammon et M. George McDonald, qui sont des hommes compétents. Je constate que la presque totalité des employés de l'Hydro sont des Canadiens de langue anglaise. Je veux qu'on donne à la minorité la représentation à laquelle elle a droit, mais je ne veux pas qu'on brime la majorité.

Le gouvernement provincial donne un très mauvais exemple à Ottawa en brimant la majorité canadienne-française. Il sera difficile pour le premier ministre de réclamer à l'avenir à Ottawa les pleins droits des Canadiens français, puisqu'il ne le fait pas lui-même dans la province française de Québec. Comment Québec, après de telles nominations, peut-il faire des représentations à Ottawa quand, même chez nous, on agit de la sorte?

Sans raison, le gouvernement a décerné un brevet d'incompétence à nos diplômés des Hautes Études commerciales et de l'École polytechnique, à la population de langue française. On a rapporté que le premier ministre avait dit que j'étais contre

l'enseignement de l'anglais. C'est faux, je n'ai jamais prétendu qu'il ne fallait pas apprendre l'anglais dans nos écoles.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit hier que le député de Matane convenait de la nécessité de l'enseignement de l'anglais en déclarant que la plupart des diplômés de l'École des mines avaient trouvé des emplois d'ingénieurs non seulement dans d'autres provinces, mais dans le pays voisin.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Si les journaux ont bien rapporté ses paroles, le premier ministre a dit récemment à Montréal que M. Maxime Raymond et moi, nous étions contre l'enseignement de l'anglais.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit que j'étais contre le racisme, le nationalisme étroit et que M. Chaloult et M. Raymond, que j'ai nommés, allaient à l'encontre des enseignements du Christ quand ils prêchaient le nationalisme étroit. Si le Christ avait prêché le racisme, M. Raymond, le député de Lotbinière et moi, nous serions des barbares et non des gentils.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Nous n'ignorons pas les enseignements pontificaux contre le racisme. Nous ne prêchons pas le racisme, mais le nationalisme modéré, qui est un sain patriotisme. Ce qui manque au peuple canadien-français, ce n'est pas une non-connaissance de l'anglais, c'est de ne pas connaître suffisamment la langue française. C'est même une cause d'infériorité. Nous croyons que le rôle du premier ministre d'une province française n'est pas d'engager constamment les jeunes gens à apprendre l'anglais et de ne leur parler presque jamais d'apprendre le français. Ce qui importe pour un peuple, c'est de bien posséder sa langue.

Il reproche au premier ministre, au député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) et aux autres ministres de mettre l'enseignement de l'anglais dans les écoles québécoises en tête de leurs priorités. On ne devrait pas enseigner l'anglais à un enfant avant l'âge de 9 ans car, avant cet âge, l'enfant n'a pas le cerveau assez mûr pour absorber les éléments de deux langues. Les Canadiens français pourraient être tentés d'oublier leur culture française. Nous sommes pour l'enseignement de l'anglais aux enfants après l'âge de neuf ans, mais pas pour tous. L'enseignement de l'anglais doit être limité à ceux qui en ont besoin ou doivent en avoir besoin. On n'est pas justifiable d'imposer cet enseignement à



tous les fils de cultivateurs et d'ouvriers. Si on veut le leur enseigner, ce sera au détriment de la langue française, car ces deux classes de la société ne se serviront jamais de l'anglais. Prêcher le bilinguisme dans toutes les écoles de rang, c'est une erreur pédagogique.

On ne saurait me taxer de nationalisme étroit en m'exprimant ainsi, puisque je ne fais qu'exposer les vues d'un éducateur aussi éminent que feu Mgr Camille Roy qui a été catégorique pour le proclamer. Il voyait un danger à l'enseignement bilingue à la campagne. C'est mauvais et c'est aussi mon avis.

Prenons le cas des Acadiens; ils parlent tous l'anglais, mais ils sont certainement inférieurs aux Canadiens français au point de vue économique. Je regrette d'entendre bien rarement nos ministres parler de l'enseignement du français et de toujours parler de l'enseignement de l'anglais, comme si là se trouvait la cause de nos déficiences.

Ce qui fait défaut chez les nôtres, c'est le manque de caractère, le manque de discipline, le manque de ténacité dans le travail. L'ignorance de l'anglais n'est pas la cause de nos déficiences. On devrait réclamer un meilleur enseignement du français. Les Canadiens français sont assez intelligents que, lorsqu'ils ont besoin de l'anglais, ils l'apprennent rapidement car c'est une langue facile. Je ne crois pas qu'il soit juste de revenir constamment sur l'enseignement de l'anglais. Ce que je reproche au gouvernement, c'est de prêcher que nous devons avoir le bilinguisme dans toutes les écoles de rang. Pourquoi cette hantise de l'enseignement de l'anglais? Pourquoi y revient-on si souvent dans des discours publics? Tout le monde est en faveur de l'enseignement de l'anglais, mais il faut y mettre de la mesure. Le plus important pour nous, c'est de conserver notre groupe ethnique et de garder notre âme française.

J'espère que ma motion sera adoptée.

**M. Barrette (Joliette):** Je seconde la motion.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Toute cette question a déjà été passée en revue au cours de précédents débats. La motion du député de Lotbinière comporte l'affirmation d'un principe admis par tout le monde, que je ne veux pas contester et que je voudrais voir se réaliser en toute occasion: celui que les deux grandes races en cette province devraient avoir la part de représentation qui leur revient, proportionnellement au nombre de leurs membres, dans les organismes provinciaux. Mais, de là à affirmer qu'on poursuit des fins utiles en mettant

rigoureusement ce principe en application, il y a une marge. Le député de Lotbinière dépasse un peu la mesure, je crois, quand il exige que ce principe s'applique rigoureusement en toutes circonstances.

Nos amis de langue anglaise, par exemple, n'ont pas toujours la représentation à laquelle ils auraient droit. Selon les chiffres du député de Lotbinière, les Canadiens anglais devraient avoir une représentation de 20 % dans le service civil de la province. Les Anglais sont loin d'avoir la représentation qui leur revient. Elle n'a que 2 % ou 3 % pour 14 % de la population, et personne ne songe à s'en plaindre. Ce n'est dû à la mauvaise foi de personne; seules les circonstances le veulent ainsi. Cependant, tel n'a pas été le cas dans la question de l'Hydro. Quand les circonstances le permettront, espérons que les nôtres seront plus nombreux pour occuper les postes de première importance. Le député de Lotbinière devrait considérer les faits avant d'adresser des reproches au gouvernement.

Dans le cas de la constitution de l'Hydro et du choix des commissaires, je répète que nous avons recherché uniquement des compétences et des experts en matière hydroélectrique disponibles. Et je demande au député de Lotbinière de ne pas oublier le mot "disponibles". Jamais nous n'avons eu la moindre idée qu'il n'y eût pas cinq commissaires compétents parmi les Canadiens français. Le député de Lotbinière a répondu lui-même à ses objections en disant que les Canadiens français n'occupent pas les postes auxquels ils auraient droit et qu'il y a peu de compétences, chez les nôtres, en électricité. Il n'a nommé que trois personnes, en dehors de l'honorable M. Bouchard. Je crois qu'il y en a plus que cela, mais nous nous sommes justement butés à cette difficulté de trouver des Canadiens français disponibles, à quelques jours d'avis, pour occuper ces postes importants de commande. La population n'est pas pour souffrir d'une considération de nationalité.

Parmi les personnes que vient de nommer le député, il déclare qu'à la suite des déclarations tellement extrémistes et extravagantes de quelques-uns faites antérieurement, il n'aurait jamais pris sur lui de les nommer à l'Hydro. Un des experts, entre autres, poursuit-il, a écrit que nous aurions dû confisquer la Montreal Light and Power du jour au lendemain sans aucune compensation, sans tenir compte des actionnaires et que, par surcroît, nous pouvions exiger quelques millions d'indemnité. Un grand nombre d'actionnaires ont placé leur argent de bonne foi dans la Montreal Power. S'il y a eu des choses répréhensibles, il ne faut pas aller à l'extrême; nous ne pouvons ruiner les actionnaires d'un trait de

plume et faire perdre les économies d'un grand nombre de gens. Je ne pouvais donc assumer la responsabilité de le nommer à l'un des postes de l'Hydro.

Je demande au député de Lotbinière de ne pas dépasser certaines bornes, car on ne peut le faire sans en subir les conséquences. Il critique à droite et à gauche, avec le résultat que nous verrons ces jours-ci; M. Bourassa, son maître, viendra parler à Québec, dans quelques jours, contre le député de Lotbinière.

**M. Chalout (Lotbinière):** Contre moi!

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je devrais plutôt dire que M. Bourassa viendra parler pour un parti avec lequel mon honorable ami ne peut s'entendre et qu'il dénonce.

En accordant le principe de la nationalisation, nous avons voulu réprimer les abus du monopole et assurer la sauvegarde des intérêts de la province. Il est injuste de critiquer les commissaires, car ils ont été choisis pour leur caractère exempt de tout reproche et leurs compétences reconnues par tous ceux qui les connaissent. Ce n'est pas faire une insulte aux Canadiens français que de nommer les compétences disponibles pour le moment. Le caractère même de ces cinq commissaires de l'Hydro devrait empêcher quiconque de croire que l'entreprise sera exploitée au profit d'une partie de la population seulement. Il promet, au nom du gouvernement, que l'Hydro sera exploitée au profit du peuple de la province.

Au lieu de nous livrer à des réclamations intempestives, déclare-t-il, nous avons cru faire quelque chose pour la province de Québec, dont la population est en majorité canadienne-française, et un jour le député de Lotbinière sera le premier à reconnaître que nous avons bien fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a eu tort de vanter une loi qui a été combattue par les ouvriers, les manufacturiers, l'Union nationale, le Bloc populaire, enfin par tout le monde. Le gouvernement est seul à favoriser sa loi de l'Hydro. Le ministre des Terres et Forêts vient de répéter qu'il n'y avait pas de Canadiens français disponibles pour occuper des postes dans l'Hydro. Pourquoi? C'est un aveu que le gouvernement a agi avec trop de précipitation et qu'il a manqué d'à-propos. Cette loi a été votée tellement vite, à la veille des élections, qu'on n'a pas eu le temps nécessaire pour s'assurer les services de gens qualifiés. Je note cet aveu du ministre.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis de ceux qui croient que les Canadiens français sont partout chez eux au Canada et doivent être les maîtres dans la province de Québec. Mais, dans nos réclamations légitimes, il faut éviter de compliquer davantage le problème des droits des minorités et la situation des nôtres dans les autres provinces en semant la discorde.

Il dit qu'il ne peut pas accepter la motion parce qu'elle ne va pas assez loin.

En appuyant la première partie de la motion:

"1. Que le gouvernement ait refusé à la majorité canadienne-française une juste représentation dans l'Hydro-Québec en ne lui accordant que trois commissaires sur cinq, lorsqu'elle compte pour plus des quatre cinquièmes de la population", je serais forcé d'admettre que je suis satisfait des trois commissaires français qui ont été nommés. Il affirme qu'il n'est nullement satisfait de la nomination des cinq commissaires; celle de M. Bouchard est intempestive, celle de M. Potvin est une provocation aux citoyens de Montréal et celle de M. Latreille est indésirable, dit-il. Il ne leur reconnaît aucune compétence dans les matières qu'ils seront appelés à traiter.

Je ne veux donc pas appuyer une motion dans laquelle on ne se plaint que de la nomination des deux commissaires anglophones, affirme-t-il. Je ne peux accepter la motion qui ne parle pas des salaires qui ne sont pas raisonnables et que je trouve trop élevés. C'est exorbitant de payer au sénateur Bouchard \$18,000 quand, lui, il faisait travailler les chômeurs au prix de 6 cents l'heure. Les autres commissaires, qui ne consacrent qu'une partie de leur temps à leur travail, ont aussi des salaires disproportionnés à leurs compétences.

La deuxième partie de la motion regrettait qu'on ait omis de nommer un Canadien français au poste capital de contrôle, comme administrateur ou gérant général. Je veux avoir plus de cinq hommes compétents à la tête de l'Hydro et je ne veux pas d'un seul contrôleur ou gérant général. Je veux voir à la tête de l'Hydro-Québec cinq commissaires compétents, avec des salaires raisonnables.

**Des députés ministériels** rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Lotbinière est un adversaire politique; il est plus à sa place avec les rouges qu'avec nous autres. Telle que rédigée, la motion laisse entendre que nous serons

satisfaits si l'on nous donne ce que nous regrettons, dans cette motion, de n'avoir pas eu. La motion du député de Lotbinière est de nature à faire plus de dommages qu'autre chose à sa cause, parce qu'elle paraît se contenter d'une parcelle de nos droits lorsqu'il y aurait lieu de réclamer tous nos droits. L'Union nationale a toujours réclamé 100 % de nos droits tout en respectant ceux de la minorité. La motion est incomplète, elle ne remplit pas les idées de l'Union nationale à ce sujet et je ne peux l'accepter. Je voterai contre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** se déclare surpris de l'attitude du chef de l'opposition sur cette question. Jusqu'à la toute dernière minute, dit-il, je me suis demandé quelle attitude le chef de l'opposition prendrait.

Il est désolé d'entendre des discours comme ceux du député de Lotbinière parce qu'ils exposent la province à un traitement injuste venant de l'extérieur. Si j'avais prononcé une seule fois les paroles que le député de Lotbinière me prête libéralement, dit-il, il aurait raison de me faire des reproches et de parler comme il l'a fait. Mais cent fois, pour une fois le député de Lotbinière, j'ai prêché à mes compatriotes la nécessité de l'instruction parfaite des nôtres dans leur langue maternelle, le français.

Cent fois pour une, à l'extérieur de la Chambre comme ici même, je leur ai prêché de bien apprendre leur langue, de la bien parler non pas seulement au point de vue littéraire, mais aussi au point de vue de la phonétique. C'est un défaut chez les Canadiens français de ne pas toujours bien parler leur langue.

Il faut que nous ayons le souci du bon parler français. C'est une nécessité pour nous qui devons maintenir haut le flambeau de la civilisation et de la pensée françaises, et c'est par là que nous nous imposerons dans l'Amérique tout entière. Nous avons une mission à accomplir ici, c'est celle de donner partout la mesure de ce qu'il y a d'intelligence en nous et de notre cœur.

Cependant, notre mission ne consiste pas seulement à apporter à notre vie culturelle le capital d'intelligence que nous possédons, mais de professer à l'égard de nos compatriotes d'origine différente des sentiments d'affection. Comme nous avons à vivre à côté d'eux, je voudrais que nous vivions en bonne intelligence en réclamant une égalité de droits. C'est ainsi seulement que nous resterons nous-mêmes et que nous ferons grandir notre province pour en faire une des plus belles du pays.

En fait, mon gouvernement utilise tous les moyens dont il dispose non seulement pour conserver la culture française dans la province de Québec, mais pour la développer, parce qu'il sait que sans elle les Canadiens français perdraient leur identité en tant que race. Les Canadiens anglais sont les premiers à reconnaître que la disparition de la culture française au Canada serait une perte importante pour le reste du pays. En même temps mon gouvernement réalise aussi que tous les Canadiens, s'ils veulent pouvoir gagner leur vie partout au pays, doivent connaître les deux langues officielles.

Ainsi, si j'ai prêché l'enseignement de l'anglais, c'est parce que c'est le seul moyen pour nous de nous entendre avec nos concitoyens de langue anglaise. C'est un moyen de communication avec ceux qui ne nous comprennent pas. C'est pour que les nôtres puissent avoir l'avantage de comprendre ceux avec lesquels ils sont en contact constant, pour qu'ils soient en mesure d'accepter les positions avantageuses que les Anglais ont à offrir où qu'ils soient appelés à vivre. Je veux qu'on fournisse à tous et à chacun le moyen de remplir le rôle qu'ils sont appelés à jouer dans la société. À des droits égaux correspondent des devoirs égaux et, dans ces droits, il y a pour les jeunes celui que les instituteurs se penchent sur eux et leur donnent les moyens de gagner leur vie.

Le député de Lotbinière a dit qu'il voulait bien améliorer l'instruction, mais pas pour tous, a-t-il ajouté. Il ne veut pas la même instruction pour les gens des villes et les gens de la campagne. Je suis né à la campagne, à Saint-Éloi, fils de cultivateur; je suis allé à l'école de rang et j'ai été souvent empêché de donner toute ma mesure au service de ma patrie parce que je ne connaissais pas suffisamment la langue anglaise. Je ne veux pas que les enfants qui commencent leur instruction là où j'ai commencé n'aient pas les mêmes avantages que les fils de professionnels ou d'ouvriers des villes.

Pourquoi l'enfant de l'école de rang n'aurait-il pas le droit d'apprendre l'anglais, la chimie, la physique? Pourquoi n'aurait-il pas la chance de servir sa province dans n'importe quel champ d'activité? Est-ce que parce qu'il est fils de cultivateur il ne pourrait s'outiller afin de parvenir aux sommets dans la vie? On ne devrait pas refuser aux jeunes Canadiens français le droit et l'avantage d'apprendre la langue anglaise. Mais je répète que c'est en français que nous devons continuer de penser, d'abord. Je veux que nous restions Français, mais cela ne signifie pas que nous devons mettre de

côté l'étude de la langue anglaise. Les Anglais ne travailleront jamais à nous empêcher de rester ce que la Providence a voulu que nous soyons.

Nous prêchons et nous avons toujours prêché que nos jeunes gens doivent apprendre bien le français, qu'ils doivent le parler bien. Je suis jaloux de ma nationalité et de nos caractéristiques françaises, et je crois que c'est comme Français que les nôtres rendront surtout service à notre pays. Mais je veux aussi que dans toutes les classes de la société, qu'ils demeurent à la ville ou à la campagne, les enfants aient le même avantage d'apprendre l'anglais et de recevoir les éléments de culture dont ils ont besoin pour choisir leur état.

Mais, pour rayonner en Amérique, pour remplir la mission qui est la leur, les Canadiens français doivent connaître la langue des gens qui les entourent. Et cet avantage de pouvoir communiquer à l'aise avec les gens d'autre langue, nous voulons le procurer non seulement à une classe privilégiée, mais aussi aux fils d'ouvriers et de cultivateurs. Le jeune Canadien, fils de cultivateur, doit avoir le même avantage que le résident des villes. Il se doit d'apprendre l'anglais non seulement pour lui-même, mais aussi pour son pays qui pourra ainsi bénéficier plus grandement de ses talents. Nous ne savons pas dans quelles sphères les jeunes rayonneront plus tard et il faut les préparer en conséquence.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le premier ministre veut que tous les enfants apprennent l'anglais...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je veux qu'ils aient tous l'avantage d'apprendre les éléments de l'anglais. De quel droit le député de Lotbinière, de quel droit mon honorable ami montrerait-il du doigt les petits Canadiens des écoles de rang en leur disant: "Vous, vous n'aurez pas la chance des écoliers des villes et on ne vous permettra jamais de recevoir les éléments de culture qui pourraient vous conduire aux plus hauts postes"? Il est question que d'enseigner aux écoliers des éléments d'anglais, après la quatrième année.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Enseigner l'anglais aux petits Canadiens français avant l'âge de neuf ou dix ans est une erreur pédagogique.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Lotbinière sait-il que c'est le programme du comité catholique de l'instruction publique, formé de pédagogues religieux et laïques? Va-t-il prétendre que les évêques ne sont pas des pédagogues compétents?

**M. Chaloult (Lotbinière):** C'est quand même une erreur pédagogique; les peuples bilingues sont toujours inférieurs. Et Mgr Camille Roy n'était pas pour l'enseignement de l'anglais pour tous.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Mgr Roy a repoussé l'idée du bilinguisme intégral et parfait, mais il ne s'est pas prononcé contre l'enseignement des éléments de l'anglais à partir de la quatrième année.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Mgr Camille Roy ne croyait pas au bilinguisme pour tous. Il a dit: Ne faisons pas bilingue l'école de rang. Il exprime la crainte qu'on aille trop loin dans ce domaine.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le bilinguisme, ce n'est pas l'enseignement des éléments anglais.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre veut-il que l'école de rang soit bilingue?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Personne n'a jamais parlé de cela. Il n'est pas question d'école bilingue. Ce sont des écoles françaises que nous avons chez nous, des écoles dans lesquelles on enseigne les éléments de l'anglais.

Le programme du Conseil de l'instruction publique est favorable à l'enseignement des éléments de l'anglais après la cinquième année dans toutes les écoles. Les directives du comité catholique sont que nous enseignions l'anglais à partir de la quatrième année dans nos écoles.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je crois que l'enseignement de l'anglais dans les écoles de rang est illusoire et peut être nuisible. Je suis pour l'enseignement de l'anglais, mais pas avant la cinquième année.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est exactement ce que le Conseil de l'instruction publique veut.

**M. Chaloult (Lotbinière):** La principale lacune dans notre éducation, c'est le manque de connaissance du français. La politique du gouvernement au sujet de l'anglais est ce qu'il y a de plus dommageable. Avec cette politique, on nous achemine vers une anglicisation générale. Je suis favorable à l'enseignement de l'anglais, mais à ceux à qui cela peut servir.

**M. l'Orateur** rappelle le député de Lotbinière à l'ordre. Il recommence un discours, dit-il.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Comme le ministre des Terres et Forêts l'a si bien dit, les commissaires de l'Hydro-Québec ont été choisis exclusivement en raison de leur compétence. Ils sont, sans contredit, les meilleurs candidats qui puissent occuper ces postes qui leur ont été confiés. Dans la province de Québec, c'est l'intention du gouvernement, pour remplir les postes qu'il devra pourvoir de titulaires dans l'avenir, de choisir les hommes à qui nous confions des tâches difficiles pour leur compétence, et pour leur compétence seulement.

(Applaudissements à droite)

Ce serait un bien mauvais service à rendre à nos concitoyens que de choisir des membres d'une commission importante pour autre chose que cela. Le député de Lotbinière rendra un grand service aux siens le jour où il mettra de la mesure dans ses discours. Le jour où il se placera au-dessus des considérations mesquines, il se rendra un grand service à lui-même et il pourra s'éviter de nuire à de belles causes. Il se ferait plus respecter.

Nous sommes ici pour vivre avec nos concitoyens canadiens. Le député veut que dans toutes les branches de l'administration de la province nous nous servions du compas et de la règle pour calculer la proportion ethnique de chaque groupe pour faire les nominations. C'est impossible. C'est une façon injuste de procéder car, si on veut appliquer trop strictement cette règle, cela conduira inévitablement à la nomination de parfaites nullités sous le seul prétexte qu'elles appartiennent à un groupe ethnique plutôt qu'à un autre. Veut-il que nous demandions à des incompetents de servir les intérêts de la province? Nous n'allons pas sacrifier les intérêts de la province pour une question de langue.

Parlant de la part réservée à la minorité anglaise dans l'administration de la chose publique, il dit que des statistiques indiquent même qu'ils n'ont pas la moitié de la part qui leur revient si l'on tient compte du nombre de Canadiens anglais dans la province. Sait-il qu'il y a plusieurs ministères de l'administration où il n'y a pas un seul Canadien de langue anglaise? Au département de la Colonisation, un des deux ministères que je dirige, il n'y a pas un seul parlant anglais. À l'Agriculture, il n'y en a pas plus de quatre ou cinq. Doit-on en conclure que les Anglais ont été traités injustement?

Personne ne s'est plaint à ce sujet, puisque tout le monde reconnaît que ce sont les circonstances qui l'ont voulu ainsi. Allons-nous compartimenter tous les services du gouvernement de façon à ce que, dans chacun d'eux, il y ait le nombre exact de représentants de chaque race? Il serait absolument irraisonnable de vouloir toujours s'en tenir à une loi rigoureuse de représentation au point de vue de race. Chaque fois qu'on nommera un Canadien français, il faudra diviser un Anglais en trois, avec ce système de compartiment. On ne peut pas toujours mettre la proportion exacte et le député de Lotbinière devrait y songer avant de faire des déclarations de ce genre.

Quant au chef de l'opposition, il a fait des déclarations aussi échevelées que le député de Lotbinière. Il est devenu le protecteur de la minorité anglaise en cette Chambre. Il n'a pas toujours tenu cette attitude; c'est signe d'élections, car autrefois il ne s'occupait pas de cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** À la commission de l'Hydro, nous avons nommé l'honorable M. Bouchard, un apôtre de la nationalisation des richesses naturelles de la province et particulièrement de l'électricité. Il a été le premier à parler de nationaliser l'électricité dans la province, bien avant que le député de Lotbinière et ses amis ne commencent à prôner cette idée. C'est un homme d'affaires. Un homme intègre.

Sa nomination a été accueillie avec la plus vive satisfaction pour toute la province. M. Raymond Latreille, directeur du service hydraulique, expert en la matière, était tout désigné pour faire partie de cette commission. Nous sommes heureux de lui avoir confié une tâche dont il s'acquittera avec grand succès. M. J.-W. McCammon a une longue expérience et il a l'avantage d'avoir été de la Commission de l'électricité et de la Régie des services publics.

Il est parfait bilingue. Et il n'est pas le gérant général de l'Hydro, mais le gérant général des services techniques de cette entreprise. M. L.-E. Potvin a fait ses preuves. M. George McDonald est reconnu comme un grand administrateur; son père est un ancien vérificateur de la Montreal Light, Heat & Power. Partout dans la province, il y a eu un concert d'éloges de ces cinq commissaires. Ils n'ont pas été choisis parce qu'ils sont français ou parce qu'ils sont anglais, mais en raison de leurs qualifications.

Le député de Lotbinière aurait voulu que nous nommions à la place MM. Hamel, Rioux et Robitaille. Jusqu'à ces derniers temps, je n'ai jamais eu l'ombre d'un soupçon à l'égard du Dr Hamel, mais depuis sa dernière conférence, j'ai vu passer des ombres devant sa bonne foi. Que connaît-il en la matière de l'électricité au point de vue technique? Ce n'est pas à lire quelques livres que l'on acquiert cette compétence. D'autre part, qu'est-ce que le Dr Hamel a administré dans la province jusqu'à aujourd'hui pour pouvoir être jugé digne d'administrer une entreprise de \$100,000,000 et plus? Il ne suffit pas de connaître les taux d'électricité dans le monde entier pour être qualifié comme administrateur.

Le député a parlé de M. Albert Rioux comme expert. Mais il n'a jamais rien administré lui non plus. Le chef de l'opposition sait mieux que quiconque que son passage au département de l'Agriculture comme sous-ministre a été un désastre, un désordre absolu. Je ne dis pas cela pour le déprécier, mais pour faire voir que M. Rioux n'était pas qualifié pour devenir commissaire de l'Hydro. Il n'avait aucun sens de l'administration, il a apporté le chaos, et on voudrait qu'il ait été nommé l'un des administrateurs de l'Hydro. Pour administrer des millions, il faut au moins avoir été commissaires d'écoles!

Enfin, M. Robitaille a fait des déclarations épouvantables. Voici un monsieur qui suggérerait que le jour où nous avons pris possession du monopole au nom de la province, nous ne nous occupions pas des actionnaires de bonne foi et que, dès le lendemain, on lui réclamât \$8,000,000. Et il prétendait que cela ne devait être qu'un commencement. Nous avons choisi des hommes qui se complètent les uns les autres et offrent toutes les garanties de succès. La nomination des cinq commissaires a été accueillie par un concert d'éloges chez les ouvriers, les cultivateurs, les Anglais, les Canadiens français, partout, en somme parce que nous avons choisi les meilleurs hommes pour leur valeur comme experts et pour leur honnêteté. Ce qui importe pour le présent, c'est de nommer une commission complète, solide, offrant toutes les garanties nécessaires.

Je le répète, il serait injuste de toujours calculer le pourcentage des parlant anglais et des parlant français dans la province avant de faire une nomination. S'il fallait se baser sur le principe du député de Lotbinière, il faudrait admettre que, dans plusieurs ministères, les Canadiens de langue anglaise n'ont pas leur part des emplois. Doit-il nous en faire le reproche? Et, si l'on s'en tenait

rigoureusement à ce principe, on ferait des nominations qui ne seraient pas toujours à l'avantage des Canadiens français.

Je voterai contre cette motion parce qu'elle est injuste à l'égard du gouvernement, des commissaires de l'Hydro, injuste pour les Canadiens français aussi bien que pour la minorité anglaise et elle ne concorde pas avec l'attitude que doit avoir une administration publique. Nous voulons que la situation des nôtres soit meilleure. C'est pour cela que nous avons rendu au peuple les ressources naturelles qui lui appartiennent et que nous voulons qu'elles soient administrées pour le bénéfice de tous les citoyens de la province. Que les nôtres se qualifient et notre action dans la vie canadienne sera toujours avantageuse pour le pays tout entier.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** On a fait dire à M. Ernest Robitaille des choses qu'il n'a jamais dites. Il n'a jamais prétendu qu'il ne fallait pas payer les actionnaires de bonne foi. Mais il a demandé que l'on fasse une enquête royale et qu'on fasse rembourser ceux qui n'ont rien payé pour leurs actions. On paierait évidemment ceux qui ont acquis leurs actions contre valeur.

Je ne comprends pas l'attitude du chef de l'opposition. Si je n'ai mentionné qu'un grief particulier dans la motion, cela ne veut pas dire que j'approuve tout le reste. Par exemple, je n'approuve pas le salaire de \$18,000 payé à M. Bouchard. Je trouve ça absurde. C'est plus que le salaire du premier ministre du Canada. Si j'étais à la direction de la province, je passerais une loi contre les gros salaires. On dira que ce sont des idées communistes. Ce sont des idées sociales-chrétiennes. Évidemment, lorsque les hommes sont compétents, il faut les payer davantage. Je crois que l'honorable M. Bouchard est incontestablement compétent en matière d'électricité.

(Applaudissements à droite)

Il fut le premier, avec le Dr Hamel, à soulever cette question dans la province de Québec et il a fait campagne pour la nationalisation avec nous. Mais c'eût été un beau geste de sa part de dire: Je refuse ce salaire et je veux travailler uniquement dans l'intérêt de mes compatriotes. Je m'attendais à cela de lui et j'ai été désappointé.

Le chef de l'opposition dit qu'il veut plus qu'un gérant général. J'avoue que je ne comprends pas ce qu'il veut.

Je suis certain que M. Bourassa viendra pour défendre les Canadiens français. Je ne crois pas qu'il vienne, à son âge, parler en faveur d'un parti

politique en particulier, car, à 76 ans, il s'occupe encore de nos problèmes. Et il est resté indépendant au cours de sa longue carrière publique.

Les gens de langue anglaise se soucient peu des positions dans le fonctionnarisme parce qu'ils détiennent les richesses. Le premier ministre m'a appris que les Canadiens anglais n'ont pas leur part dans les emplois de la province, mais, si la minorité anglaise du Québec n'a pas justice dans le fonctionnarisme provincial, je serai le premier à réclamer en sa faveur. Je conviens qu'il est difficile de régler ce problème. Cependant, je suis convaincu que nous sommes plus généraux pour notre minorité que ne l'est, par exemple, la province d'Ontario. D'ailleurs, nos compatriotes de langue anglaise occupent généralement des postes rémunérateurs et ils se soucient peu du fonctionnarisme.

Je suis surpris que le premier ministre ait mis la bonne foi du Dr Hamel en doute; il est inconcevable qu'on puisse mettre en doute sa bonne foi. Je n'ai jamais rencontré d'homme plus sincère et plus désintéressé, plus prêt à rendre justice au premier ministre comme aux autres. Le Dr Hamel est un homme fort intelligent. Quant à ses idées, je les approuve aussi parce que nul ne connaît la question de l'électricité mieux que lui. Quand il a commencé à prêcher la nationalisation il y a 15 ans, on le traitait de fou et d'exalté dans la presse libérale. Aujourd'hui, cette même presse préconise les principes posés par le Dr Hamel. Sans lui et l'honorable M. Bouchard, la loi de la nationalisation ne serait pas dans les Statuts de la province.

Il exprime l'espoir que la motion sera votée à l'unanimité comme la première fois.

**Des députés ministériels** demandent le vote.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** M. Chaloult, 1.

**Contre:** MM. Allard, Barrette, Beaulac, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Duplessis, Duval, Élie, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Leduc, Lorrain, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon,

Paquette, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 52<sup>3</sup>.

Ainsi, la motion est rejetée<sup>4</sup>.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 9 heures ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 10 mai 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 9 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Montauban-les-Mines

**M. Gagnon (Matane)** dit que, d'après ses informations, le gouvernement fédéral veut fermer la mine de plomb et de zinc exploitée par la Siscoe Metal Company, à Montauban-les-Mines dans le comté de Portneuf, en vertu d'un décret du Wartime Mines Board. Cette mine, dit-il, emploie 200 hommes depuis deux ans qui donnent autant de rendement que les 1,200 actuellement employés par la mine Britannia, soit, dans chaque cas, 1,500,000 livres de cuivre. La mine de Montauban produit à un coût inférieur pour répondre aux besoins spéciaux créés par la guerre. Si elle est encore en opération, c'est grâce au Federal Wartime Mining Board qui paie depuis deux ans un léger subside pour couvrir la différence entre le coût de production et le prix de vente.

Ottawa a décidé de cesser de payer ce subside et de fermer la mine. Il a offert aux quelque 200 hommes qui y travaillent, et qui se retrouveront au chômage si la compagnie doit fermer la mine, le choix entre aller travailler dans la mine Britannia, de la Colombie-Britannique, ou s'enrôler dans les Forces armées canadiennes. La mine Britannia produit aussi du plomb et du zinc. Mais le coût de

production y est beaucoup plus élevé qu'à Montauban, de sorte que le gouvernement fédéral y paie des subsides plus élevés. Il y aurait donc intérêt, même pour Ottawa, à garder en opération la mine de Montauban, car l'exploitation y coûte moins cher qu'en Colombie-Britannique.

En vertu d'ententes qui existent en temps de guerre, les dirigeants de la Siscoe seraient censés vendre à des entreprises du Texas, ce qui occasionnerait à la compagnie des frais de transport de \$16 la tonne, alors qu'ils ont reçu des offres intéressantes de la part d'entreprises de la Nouvelle-Angleterre qui leur permettraient de réduire ces frais à environ \$5 la tonne s'ils acceptaient de faire affaire avec ces dernières.

Le gouvernement provincial devrait faire des représentations à Ottawa afin que la mine de Montauban ne soit pas fermée et que les ouvriers ne soient pas placés dans l'alternative où ils sont présentement. Le ministre suppléant des Mines (l'honorable M. Hamel) devrait donner son attention immédiate à ce problème.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement a déjà commencé son travail et le député de Portneuf (M. Plamondon), qui s'intéresse de près à cette affaire depuis quelque temps, est justement dans son comté pour s'occuper du Règlement de ce problème épineux. C'est ce qui explique son absence de la Chambre. Il a même inscrit une motion à ce sujet sur le *Feuilleton* de la Chambre, mais, étant absent hier, j'ai demandé qu'on attende son retour pour discuter plus à fond cette question.

Le député de Matane peut être assuré que nous tâchons de maintenir ouverte la mine de Montauban. Tout ce que nous pourrions faire pour que le gouvernement fédéral consente des sacrifices, afin de maintenir au travail les ouvriers de cette mine, nous le ferons. Le gouvernement fédéral sera prié par le gouvernement de la province de continuer ses subsides à cette entreprise. Nous surveillons les intérêts de cette partie de la province et nous ne négligerons rien pour apporter à ce problème une solution raisonnable.

## Projets de loi:

### Département du Bien-être social

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 instituant le département du Bien-être social.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Écoles de protection de l'enfance

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 relatif aux écoles de protection de l'enfance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Protection de l'enfance

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 concernant la protection de l'enfance.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Entretien des aliénés

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Cours familiales

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 instituant des cours familiales.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Société d'assurance des caisses populaires

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 constituant en corporation La Société d'assurance des caisses populaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.



**Demandes de documents:****Nomination des  
officiers-rapporteurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1943 inclusivement jusqu'au 6 mai 1944 inclusivement, et se rapportant à la nomination d'officiers-rapporteurs dans la province.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Du 1<sup>er</sup> juin 1943 au 6 mai 1944, il n'y a pas eu de nomination d'officiers-rapporteurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** tient à avoir la déclaration du procureur général (M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) par écrit.

La motion est adoptée.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Labbé (Mégantic)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec est prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai, toutes les mesures appropriées et efficaces pour que les familles de la province, et particulièrement les familles nombreuses, reçoivent, de la part des autorités gouvernementales, pleine et entière justice et toute l'attention bienveillante et la considération qui leur sont dues.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Rajotte, Robidoux, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**M. le président** appelle les crédits du ministère des Terres et Forêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons parlé hier des prisonniers de guerre allemands qui ont été employés de la coupe du bois dans le cours de l'automne et de l'hiver. À cause de l'incurie et des reniements du gouvernement, les Allemands sont allés travailler dans nos forêts, et cela, au détriment de nos jeunes gens mobilisés, ou conscrits, et au risque que ces ennemis causent du sabotage, allument des feux de forêt, etc. La forêt québécoise est devenue une source de revenus et de privilèges pour nos ennemis pendant qu'on en prive nos bûcherons.

Ces Allemands recevaient un traitement particulier, dont ne jouissent pas nos jeunes. Ils ont été traités aux petits oignons. On leur a même permis de fêter l'anniversaire d'Hitler, pendant que les policiers militaires ou la police fédérale fouillaient ces mêmes forêts à la recherche de nos jeunes Canadiens pour les forcer à s'enrôler. On traitait les Allemands avec tout le confort possible pendant qu'on dispersait les Canadiens. Les Allemands se faisaient distribuer de la boisson et festoyaient pendant que les fils de cultivateurs, qui voulaient travailler dans le bois, étaient poursuivis comme des bandits à la pointe du revolver, pendant que le peuple de la province est obligé de se serrer la ceinture pour obéir aux lois de rationnement.

On a même des Allemands dans des endroits stratégiques comme en Gaspésie. Le gouvernement a laissé se continuer une situation intolérable à cet égard. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) avoue qu'il n'a été mis au courant de la situation que fort tard.

Les fils de cultivateurs se voyaient refuser l'exemption du service militaire et, ne pouvant faire la coupe du bois, ils ont été remplacés par des prisonniers de guerre allemands. C'est une honte de voir que le gouvernement fédéral permet que des prisonniers allemands remplacent les recrues canadiennes-françaises de l'armée dans les chantiers de bois, sur les instances des compagnies. Il dit qu'il est au courant que 443 Allemands travaillaient dans les camps.

Il croyait que plusieurs centaines d'autres travaillaient aussi dans les forêts. C'est le gouvernement fédéral qui a autorisé le travail des prisonniers de guerre dans les chantiers. Ces étrangers pouvaient mettre le feu. Pendant ce temps, on refusait l'exemption à des fils de cultivateurs. La situation est la même que pendant la guerre de 1914. Le premier ministre a pourtant dit qu'il ferait exempter les fils de cultivateurs du service militaire.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Si des prisonniers ont été embauchés, c'est à l'insu du gouvernement de Québec d'abord, car ces Allemands ont été admis dans nos forêts sur les ordres du gouvernement fédéral; en temps de guerre, c'est Ottawa qui contrôle la main-d'œuvre. Les prisonniers allemands ne devraient pas être employés pour remplacer les recrues canadiennes-françaises de l'armée dans les camps de bûcherons de la province de Québec.

Notre gouvernement a protesté très vivement dès qu'il a été mis au courant de leur présence dans les camps de bûcherons. Et il n'est pas exact de prétendre que les Allemands ont pris la place des nôtres dans les chantiers pour que ces derniers aillent à la guerre, car, au moment où ils sont entrés en forêt, il y avait une telle pénurie de main-d'œuvre que des mesures radicales durent être adoptées pour conserver la production essentielle à son niveau.

Il nous a fallu écrire aux curés pour leur demander de faire de la propagande dans les paroisses pour tâcher d'inciter les jeunes gens à aller travailler à la coupe du bois. Nous étions en face d'une grande disette de bois. Des compagnies de bois avaient fait des arrangements avec Ottawa pour employer des prisonniers de guerre dans leurs camps. Le total de ces prisonniers ne dépassait pas 443. Il y

a trois mois, il n'en restait plus que 100 et, aujourd'hui, il n'y a plus de prisonniers allemands qui travaillent dans les chantiers de bois de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas d'exemption pour les fils de cultivateurs. Le gouvernement est le serviteur du gouvernement d'Ottawa. Les forêts appartiennent au Québec, non à Ottawa. Si le gouvernement n'est pas capable de contrôler l'embauchage dans nos forêts, il est temps qu'il disparaisse...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce que le chef de l'opposition a protesté lorsque Bennett a passé des lois sociales, qui ont par la suite été déclarées inconstitutionnelles par la Cour suprême?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les gouvernements libéraux ont toujours profité du fait qu'ils avaient des adversaires à Ottawa pour rejeter sur eux le blâme de leur mauvaise administration. M. Taschereau s'en prenait à M. Bennett et M. Gouin, au gouvernement Borden. Mais enfin, la province a voulu qu'ils soient au pouvoir partout. Plus moyen de jeter le blâme sur les autres. C'est là qu'on les connaît.

**M. Barrette (Joliette):** Le chef de l'opposition a raison de réclamer plus de liberté pour les fils de cultivateurs et moins de liberté pour les Allemands. Il cite un cas qui s'est produit dans son comté, alors que 14 policiers militaires se sont introduits dans un camp de M. Édouard Lessard et y ont arrêté huit jeunes gens.

Ces jeunes gens, affirme-t-il, ont été amenés directement à Montréal, sans forme de procès, sans avoir même la liberté de passer chez eux pour y prendre leurs papiers d'identification. Ils ont été menacés pendant des heures à la pointe du revolver. Or, ils étaient tous en règle. Il s'en trouvait qui étaient exemptés du service militaire et quelques-uns n'étaient même pas en âge mobilisable. Ils ont été relâchés plusieurs heures après. Et l'on vient nous dire qu'il n'y a pas de conscription.

Plusieurs cultivateurs de mon comté ont deux ou trois de leurs fils dans l'armée. Ils y sont comme conscrits, non comme volontaires, car on avait besoin d'eux sur la ferme. Il cite des noms.

Il proteste contre le privilège accordé aux Allemands chez nous, pendant que notre jeunesse ne jouit pas de la même liberté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** ne veut pas mettre en doute la bonne foi du député de Joliette. Mais il affirme des choses qui sont absolument inexactes, dit-il. Toutefois, s'il y a eu des abus, je m'engage à les dénoncer. Je n'ai pas mission de défendre le fédéral, car nous sommes complètement indépendants du fédéral, comme nous le sommes des puissances d'argent. Nous avons promis au peuple de le libérer de ces puissances d'argent qui le tenaient en esclavage et c'est ce que nous avons fait.

Nous collaborons avec Ottawa, comme un gouvernement libéral provincial a déjà collaboré avec le gouvernement Bennett, à Ottawa. Mais, comme l'opposition ne trouve absolument rien à reprocher à notre administration, elle parle constamment d'Ottawa.

Le gouvernement provincial a fait le nécessaire pour obtenir d'Ottawa que les cultivateurs, les fils de cultivateurs et tous les gens qui sont employés sur les fermes, en règle avec la loi du service militaire, obtiennent des sursis. Qu'on me trouve un seul fils de cultivateur qui s'est soumis à la loi et qu'on maintient contre son gré dans l'armée au Canada ou outre-mer, et je dirai qu'ils ont raison. Seulement, on est à la recherche de ceux qui ne sont pas en loi et qui ne le sont pas parce qu'il y a des gens qui, pour faire de la politique, ont conseillé aux fils de cultivateurs de ne pas se rapporter.

On s'est plu, dans l'opposition, à faire croire aux fils de cultivateurs qu'ils ne seront pas exemptés et à les inciter à ne pas se conformer aux règlements. C'est un mauvais service à leur rendre. Tout ce que les règlements demandent, c'est que les gens se rapportent et disent qu'ils sont fils de cultivateurs. On a même, après quatre ans et demi de guerre, passé l'éponge sur toutes les irrégularités commises, sans aucune sanction, à condition toujours qu'on se rapporte et qu'on obtienne régulièrement son exemption. Même ceux-là qui ne s'étaient pas conformés aux règlements, s'ils sont utiles à la terre, on les retourne à la terre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour les enterrer.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Même si un accident a pu se produire, il faut se rappeler que la police fédérale ne se met pas à la recherche de ceux qui sont en loi. S'il en est qui ne sont pas en loi, c'est dans 80 % des cas parce qu'on leur a fait croire qu'ils étaient mieux de ne pas se rapporter parce qu'on les garderait dans l'armée.

Or, tous les fils de cultivateurs n'avaient et n'ont encore qu'à produire un certificat au registraire de la mobilisation pour obtenir leur exemption. Même ceux qui ne se sont pas rapportés obtiennent leur exemption. Mais il y a des fils de cultivateurs qui ont des ennuis parce qu'ils ont suivi les mauvais conseils de gens qui n'ont pas craint de faire de la politique sur leur dos.

Il leur faut suivre la loi comme tout le monde; ils sont assurés encore une fois par une récente ordonnance d'avoir des congés illimités des bureaux de préposés à l'appel militaire. Le gouvernement a fait tout son possible pour que la terre ait la main-d'œuvre nécessaire pour la production.

Au sujet des prisonniers allemands, c'est une tempête dans un verre d'eau. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Hamel) s'est opposé à leur emploi dans les chantiers. À un moment, au mois de décembre, environ 450 prisonniers de guerre allemands ont été employés par les compagnies qui manquaient de bûcherons. On n'a envoyé que les plus paisibles et le ministre a été prudent en ne les acceptant qu'une fois que tout danger d'incendie en forêt eût été passé. Du reste, on ne les a employés que durant la période de décembre à mars; depuis la fin mars, il n'y a plus de prisonniers allemands dans les forêts du Québec. Le ministre des Terres et Forêts a fait cesser cela.

Le chef de l'opposition fait de la politique quand il dit que les Allemands remplacent les fils de cultivateurs qui sont envoyés à la guerre. Mais on les a fait servir aux opérations forestières pour suppléer à nos bûcherons dont le nombre n'était pas assez considérable, ils n'ont par conséquent privé personne de leur gagne-pain habituel. C'était le problème des gouvernements de trouver la main-d'œuvre nécessaire l'an dernier pour les chantiers.

Les prisonniers de guerre qui sont dans les camps de concentration doivent être logés, nourris et vêtus, suivant les lois de la guerre. S'ils ont été bien traités au point de vue hygiénique, c'est à cause des prescriptions du code international qui oblige les pays belligérants à bien traiter leurs prisonniers, de la même manière que les prisonniers canadiens doivent être traités sous le joug d'Hitler.

Si ce dernier a manqué aux lois internationales de la guerre, je serais honteux que le gouvernement de mon pays y manque aussi. On est civilisé ou on ne l'est pas. Les prisonniers qui ont travaillé pendant quelque temps, contre notre gré, devaient être traités convenablement, mais le chef de l'opposition sait bien qu'il exagère en parlant du traitement qu'ils ont reçu. Ils n'ont pris la place de

personne car il y avait, à ce moment là, une dangereuse pénurie de main-d'œuvre en forêt. D'ailleurs, il n'en reste plus.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le premier ministre affirme qu'il n'y a pas eu de prisonniers allemands dans les camps avant le mois de décembre. Mais il y en avait dans le comté de Chicoutimi, travaillant pour la compagnie Price Brothers, dès les tous premiers jours du mois d'octobre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** nie cette affirmation. Les prisonniers, dit-il, sont venus plus tard dans la province de Québec, soit vers le mois de janvier.

Le chef de l'opposition dit qu'il dénonce ceux qui dirigeaient la guerre de 1914, mais la convention de Sherbrooke a eu lieu après la guerre de 1914, et cela ne l'a pas empêché de faire envoyer un message de félicitations à M. Bennett, à Ottawa.

**M. Gagnon (Matane):** Cela n'a rien à faire avec les prévisions budgétaires.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je suis obligé de répondre au chef de l'opposition qui manque de sérieux et qui a mis la discussion sur ce terrain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où était le premier ministre pendant la guerre de 1914?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Que faisait le chef de l'opposition?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je défendais les conscrits, mais que faisait le premier ministre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'y avait pas de conscrits en 1914. Mais je sais où veut en venir le chef de l'opposition. Il sait la campagne que l'on a faite contre moi, en publiant des milliers d'exemplaires d'une photographie.

Lors de la dernière guerre, si j'ai pris la soutane, ce n'était pas pour éviter de faire mon devoir. J'ai porté l'habit ecclésiastique de 1913 à 1915 et, lorsque je me suis présenté à l'examen militaire en 1915, j'ai été refusé à cause d'un accident dont j'avais été victime.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas moi qui ai publié la photographie du premier ministre en soutane, c'est un journal de Rimouski.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je regrette profondément cette discussion, mais c'est le chef de l'opposition qui m'a entraîné sur ce terrain. Il est bien malheureux que l'on touche à pareille question. Le chef de l'opposition se vante d'avoir défendu les conscrits. On sait comment certains d'entre eux ont été exploités durant la dernière guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais chargé un sou pour défendre les conscrits.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas visé mon honorable ami personnellement, mais il sait que des avocats conservateurs se faisaient payer par le gouvernement pour poursuivre les jeunes gens appelés au service militaire et le chef de l'opposition en connaît de ces avocats. Je le répète, je regrette profondément cette discussion et je déplore la sortie du chef de l'opposition. Il s'en apercevra aux prochaines élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Faites les donc, les élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Elles viendront trop tôt pour mon honorable ami. Les électeurs de Trois-Rivières ne doivent pas être très heureux d'être représentés par un homme qui prend de pareilles attitudes à une époque si grave. Le chef de l'opposition peut faire toutes les scènes qu'il veut, mais il ne nous empêchera pas de gouverner la province dans le meilleur intérêt de tous les citoyens. Nous irons de l'avant malgré lui, comme lorsque nous avons décidé de nationaliser l'électricité.

Quant aux fils de cultivateurs, qui m'intéressent avant tout, je répète que c'est le gouvernement libéral de Québec qui a fait valoir qu'il fallait maintenir les cultivateurs sur leur terre pour assurer une production intensive en temps de guerre. S'il y en a qui n'ont pas obtenu leur exemption, c'est parce qu'ils ont été induits en erreur par ceux qui affirmaient qu'ils n'avaient pas droit à cette exemption. Les fils de cultivateurs qui veulent obtenir leur exemption peuvent l'obtenir comme ceux qui ont été exemptés sans difficulté en observant la loi. Ainsi, dans presque tous les cas où les fils de cultivateurs ont été enrôlés, c'est parce qu'on leur a appris à ne pas se rapporter et à ne pas faire leur demande d'exemption.

Le gouvernement actuel n'est à la remorque de personne: ni du fédéral, ni des puissances d'argent. C'est pourquoi il a pu libérer le peuple de

la servitude du trust de l'électricité. Quand les libéraux ont promis aux électeurs de diminuer le fardeau qui pèse sur leurs épaules, ils n'ont pas fait le contraire et ajouté à la charge portée par les contribuables.

**M. Paquette (Labelle):** À chaque fois que nous parlons de conscription, le premier ministre en perd le nord, mais il aura beau se tortiller, il aura beau aligner des belles et grandes phrases, il ne changera rien aux faits. Si un homme dans cette province prend des libertés et même des licences avec la vérité, c'est bien lui. Jamais nous n'avons eu un politicien, un homme comme le premier ministre affirmer des choses aussi fausses avec des élans de sincérité et avec les plus surprenantes apparences de franchise.

Le premier ministre affirme qu'on n'a pas fait travailler de prisonniers allemands dans les chantiers avant le mois de décembre dernier. Il (M. Paquette) ne peut croire que le chef du gouvernement n'était pas au courant avant le mois de décembre de la présence des Allemands en forêt. S'il était au courant des faits, ou s'il disait la vérité, il ne ferait pas de telles affirmations. Il (l'honorable M. Godbout) ne pourra, dit-il, malgré tous ses artifices de langage, changer les faits.

Au mois d'octobre, je m'en allais en Abitibi avec mon collègue le député de Papineau (M. Lorrain) - j'aime mieux croire la parole de mon collègue de Papineau que celle de bien d'autres - et qu'avons-nous vu? Une centaine de prisonniers allemands au travail dans nos forêts, le long de la route. C'était dans les tous premiers jours du mois d'octobre. Le premier ministre prétend qu'on a employé les Allemands en forêt seulement après la période de sécheresse, lorsqu'il y eut de la neige alors qu'il n'y avait plus de danger pour les feux de forêt.

Ce n'est pas au mois de décembre, ni au mois de janvier, que nous les avons vus, les prisonniers allemands dans nos forêts, mais dans les premiers jours du mois d'octobre. Est-il un temps plus dangereux que le mois d'octobre pour les feux de forêt, surtout l'an dernier, alors que la sécheresse était générale? Quand le premier ministre dit qu'il n'y a pas eu de prisonniers allemands au travail dans nos forêts avant le mois de décembre, je lui demanderais d'aller conter cela à d'autres.

Le premier ministre nous dit encore qu'il n'y a pas de conscription, mais seulement la mobilisation. C'est tellement facile pour lui de jouer sur les mots. C'est comme quelqu'un qui se ferait

enlever son portefeuille et qu'on consolera ensuite en lui disant: "Console-toi; tu n'as pas été volé, tu as seulement été pillé." Conscription et mobilisation, c'est la même chose. On emploie le mot "conscription" en langage honnête, et le mot "mobilisation" en langage hypocrite.

D'ailleurs, il suffit de considérer de quelle façon nos adversaires ont procédé. Ils ont d'abord appelé les jeunes gens au camp d'entraînement militaire pour un mois, ensuite pour quatre mois, ensuite pour toute la durée de la guerre mais pour service au Canada seulement, puis ensuite pour service pendant toute la durée de la guerre et partout dans le monde entier. J'ai déjà cité, en cette Chambre, le cas d'un jeune homme de mon comté qui m'écrivait: "Pendant que mon vieux père et ma vieille mère font la récolte du foin, moi, je coupe le gazon devant le mess du colonel, à Saint-Jérôme." Il cite de nombreux cas pour démontrer qu'elle existe véritablement, qu'on pourchasse les conscrits et qu'on abuse des fils de cultivateurs.

Quand nous parlons de cela, le premier ministre se dresse sur les ergots. Il chante à tue-tête afin de s'étourdir et essayer de se convaincre lui-même. C'est comme au temps où il disait, parlant de M. Taschereau: "Nous ne connaissons pas cet homme", pour essayer de faire croire que lui, qui avait servi comme ministre, depuis des années, sous le gouvernement Taschereau, était tout à coup devenu un homme nouveau.

D'ailleurs, le premier ministre est peut-être encore plus à plaindre qu'à blâmer. Si le premier ministre, par crainte de l'électorat, pouvait se débarrasser des chaînes qui l'attachent à Ottawa, il le ferait mais il n'en est plus capable, car il doit tout à ses amis d'Ottawa et il est obligé de se courber devant eux et pour eux et de faire leurs quatre volontés. C'est pour cela qu'il a été obligé de trahir les conscrits et sa province. Franchement, je le plains, car il doit être malheureux.

**M. Chalout (Lotbinière)** ne s'alarme pas outre mesure de la présence d'Allemands dans nos bois. Pris individuellement, dit-il, ils ne sont pas pires que les Anglais ou les Français. Il hait l'hitlérisme, mais il ne déteste pas le peuple allemand qui vaut bien le peuple anglais, le peuple français ou le peuple chinois.

Le premier ministre a fait de sérieux efforts pour faire exempter les fils de cultivateurs du service militaire, déclare-t-il; dans l'ensemble, les cultivateurs ont obtenu des exemptions. Il y en a beaucoup, cependant, qui avaient régularisé leur

situation et qui ont rencontré de nombreuses difficultés. Encore à l'heure actuelle, on éprouve de grandes difficultés à les faire exempter. Il y en a un grand nombre également qui ne se sont pas rapportés. Cela explique jusqu'à un certain point par le fait que les cultivateurs, descendants de Normands, sont naturellement défiants et qu'ils ont raison de l'être. Il faut comprendre la méfiance des cultivateurs qui avaient mis toute leur confiance dans le Parti libéral.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Et ça se continue!

**M. Chaloult (Lotbinière):** Non, ça ne se continue pas parce que, depuis 25 ans, le Parti libéral s'est engagé à ne jamais imposer la conscription. Il a fait des promesses et les a renouvelées en 1939. Les libéraux ont dénoncé Meighen en disant qu'il avait les mains tachées du sang des conscrits. Jamais les conservateurs n'ont tenu un pareil langage. Il faut donc comprendre la méfiance et le scepticisme des cultivateurs aujourd'hui après les promesses que leur ont faites les libéraux, plus habiles dans leurs procédés que les conservateurs. Ils ne veulent plus croire qu'il y ait au sujet de ce qui concerne la guerre.

Le cultivateur avait confiance dans le Parti libéral. Or, la conscription a été imposée par le fédéral et acceptée implicitement par le parti provincial. Je comprends la défiance du cultivateur. Il se dit: On a été roulé. Si on se rapporte, on ne tiendra pas les promesses qui ont été faites. On a eu tort de ne pas se rapporter, mais n'y a-t-il pas lieu d'excuser dans une certaine mesure ceux qui ne se sont pas rapportés? Il reconnaît de nouveau les efforts faits par le premier ministre pour obtenir des exemptions, mais constate que beaucoup de fils de cultivateurs n'ont pas été exemptés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement déplore ce qui se passe actuellement, mais pendant 25 ans les libéraux ont soulevé la population et créé la mentalité dont ils se plaignent maintenant. Le premier ministre répète depuis cinq ans qu'il n'y a pas de conscription, et il est surpris après cela que les jeunes n'aillent pas se rapporter. Ils ont cru pendant un temps le premier ministre de leur province qui leur disait qu'il n'y avait pas de conscription.

Pourquoi se rapporter s'il n'y avait pas de conscription? Le premier ministre parle d'exemption, il dit que tous les fils de cultivateurs sont exemptés. Je fais remarquer à la Chambre que nulle part, dans

la loi du service militaire, il n'est question d'exemptions pour la conscription.

Il n'y a pas d'exemptions aux termes de la loi. On n'accorde que des congés ou des sursis, et encore après bien des démarches et bien des difficultés. Le premier ministre dit que les jeunes gens qui sont en règle avec leur service militaire ne doivent pas s'inquiéter, mais il y en a un grand nombre qui ne se sont pas rapportés. Il faut les comprendre. Si plusieurs conscrits ne se sont pas rapportés, c'est probablement parce que le gouvernement et le premier ministre disaient toujours qu'il n'y avait pas de conscription au Canada; alors, eux se disaient qu'il n'était donc pas nécessaire de se rapporter.

Après avoir dénoncé la conscription et fait toutes les promesses, jamais, dans aucun pays au monde, pas même en Allemagne, on n'a établi une conscription aussi canaille, aussi hypocrite, aussi odieuse, aussi vile et plus hypocrite que le gouvernement canadien avec la complicité du gouvernement provincial. Le gouvernement a d'abord affamé les chômeurs. Il n'a plus voulu leur venir en aide lorsqu'ils n'avaient pas de travail, afin de les pousser à s'enrôler. Les étudiants pauvres ne peuvent pas obtenir de bourses du gouvernement s'ils n'ont pas un certificat médical disant qu'ils sont inaptes au service militaire.

Les bureaucrates d'Ottawa passent leur temps à faire des ordonnances et des règlements tracassiers, qu'ils changent tous les jours. Même les avocats ne peuvent s'y reconnaître. Comment veut-on que les fils de cultivateurs puissent s'y démêler? Quand un fils de cultivateur va travailler dans les chantiers, s'il oublie d'envoyer une lettre au registraire pour lui donner son changement d'adresse, la police va l'arrêter.

Il ne peut aller faire un tour chez le deuxième voisin sans prévenir le gouvernement de son changement d'adresse. La police est envoyée à ses trousses. Une fois que le jeune homme est entré dans l'armée, s'il prend des procédures pour obtenir un sursis, on le shippe dans l'Ouest, sur les côtes du Pacifique, ou dans les Provinces maritimes.

Que le premier ministre aille donc répéter devant le peuple les affirmations qu'il fait en cette Chambre. Il sera partout reçu comme il a été reçu à Rimouski, l'été dernier. Samedi soir, il a essayé de tenir une grande assemblée à Montréal. Il avait fait annoncer la réunion des jours et des jours à l'avance, dans les journaux. Or, il n'y avait pas 300 personnes dans la salle et pas un seul ministre n'avait voulu l'accompagner.

Je lui conseille, en toute sincérité, de cesser de prendre les gens de la province de Québec pour des naïfs. Les pères et les mères de famille n'aiment pas à entendre dire que leurs fils se sont engagés volontairement quand on leur a mis de force un habit militaire sur le dos.

Le premier ministre nous reproche de parler souvent d'Ottawa. Je lui répondrai ceci: Quand on prend une marionnette et que les fils qui la font danser se rendent jusqu'à Ottawa, il faut les suivre jusque-là.

Que le gouvernement fasse donc des élections s'il n'a pas peur du peuple. Il y a actuellement neuf sièges vacants en cette Chambre, quelques-uns depuis des années, d'autres depuis des mois, et jamais le gouvernement n'a osé demander au peuple de se choisir des représentants.

Il avait trop peur du résultat. Il y a cinq ans que le premier ministre et son gouvernement conseillent aux autres d'aller affronter les obus et les balles, en Europe, quand, lui, il a peur d'affronter les bulletins de vote.

Que le gouvernement fasse des élections, qu'il les fasse demain, tout de suite, et il sera conscrit ou mobilisé dans l'opposition pour au moins 25 ans à venir!<sup>5</sup>

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent huit mille sept cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Protection des forêts, gages compris (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les feux de forêt ont causé pour \$15,000,000 à \$18,000,000 de dommages en 1941, c'est à cause de l'imprévoyance du gouvernement. De tels désastres ne se sont pas produits du temps de l'Union nationale.

On dira peut-être que c'est la Providence qui a voulu cela. Dans ce cas, vaut mieux appuyer un gouvernement qui a la Providence de son côté.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

L'an dernier, on a enregistré 930 feux de forêt dans la province. Ces incendies ont détruit 26,823 acres de bois, et la valeur marchande du bois sur pied ainsi brûlé s'élève à \$110,000 ou \$115,000. La province compte 1,910 gardes-feux et sous-gardes-feux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Surveillance des terres de la couronne (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service d'hydroplanes (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Projets de loi:

##### Département du Bien-être social

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 instituant le département du Bien-être social.

Adopté.

### Protection de l'enfance

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 39 concernant la protection de l'enfance.

Adopté.

### Entretien des aliénés

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés.

Adopté.

### Cours familiales

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 instituant des cours familiales.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 40.

(M. Chaloult) a été seul debout pendant quelques moments. Le chef de l'opposition a hésité assez longtemps, et finalement, il a suivi l'exemple de M. Chaloult, mais en ne se levant qu'à moitié. Ses partisans ont fait de même et on avait l'impression qu'ils se dévissaient de leur siège pour appuyer la demande de vote.

3. Selon *Le Devoir* du 11 mai 1944, à la page 12, les députés de la gauche ont eu le plaisir - ou la marque d'ironie - d'être accueillis par les bans de la droite, à mesure qu'ils se levaient de leur siège à tour de rôle pour enregistrer leur dissentiment. De plus, il y a eu Applaudissements à droite, lors du vote de MM. Barrette, Duplessis et Godbout.

4. Selon *Le Canada* du 11 mai 1944, à la page 3, lorsque le greffier Antoine Lemieux a annoncé le résultat du vote: pour, 1; contre, 52, il y eut un moment de stupeur car, on n'avait pas encore été témoin d'une pareille situation, toute la Chambre faisant bloc contre M. Chaloult.

5. Selon *Le Temps* du 12 mai 1944, à la page 4, et du 19 mai 1944, à la page 2, ce discours de M. Duplessis se situerait bien avant celui de M. Paquette, mais nous nous en tenons à la majorité des journaux qui placent ce discours à cet endroit.

---

## NOTES

1. Selon *The Gazette* du 11 mai 1944, à la page 6, ils n'ont pas apprécié cette dernière intervention qui avait plutôt l'air d'une attaque personnelle contre l'Orateur.

2. Selon *Le Canada* du 11 mai 1944, à la page 3, comme il fallait que cinq députés se lèvent pour réclamer le vote, le député de Lotbinière



## Première séance du jeudi 11 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle désapprouve le gouvernement d'avoir nommé, comme commissaires de l'Hydro-Québec, l'honorable sénateur T.-D. Bouchard, MM. Latreille, McCammon, McDonald et Potvin, et elle désapprouve les salaires accordés à ces commissaires par le gouvernement, parce qu'elle considère que ces nominations et ces salaires sont injustes pour la population de la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Leduc, Marler, O'Connor, Perrier, Plamondon, Robidoux, 30.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de douze mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il existe une centrale en Abitibi, centrale créée par l'Union nationale. Nous avions alors acheté pour \$20,000 de fils. Cette centrale, d'une capacité de 30,000 chevaux-vapeur, pouvait électrifier tout l'Abitibi. Le député d'Abitibi (M. Allard) l'a admis lui-même, hier. Qu'est-il advenu des pylônes, des fils et des tuyaux que l'Union nationale avait achetés pour les lignes de transmission de la centrale du Témiscamingue? Au lieu d'employer ce fil à électrifier l'Abitibi, le gouvernement actuel a laissé voler une partie des fils et pylônes, pour une valeur de \$20,000 au moins. Nous avions même acheté des poteaux; le gouvernement actuel les a remis à une compagnie d'électricité dans cette région, soit la Northern Quebec Power. Le gouvernement a aussi vendu les pylônes que nous avions achetés.

Aujourd'hui, à la veille des élections, le gouvernement prétend vouloir électrifier l'Abitibi, mais répond à ceux qui réclament l'électrification rurale dans cette partie de la province que les priorités l'empêchent de se procurer les fils nécessaires et qu'on ne peut pas procéder à cause du manque de matériel, quand il aurait pu conserver tout ce que l'Union nationale avait acheté. Évidemment, le gouvernement ne veut pas que la centrale de l'Abitibi fournisse de l'électricité dans cette région. Il a tout fait pour détruire les bons effets qu'aurait pu avoir la construction de cette centrale hydroélectrique en Abitibi.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)<sup>1</sup>:** Il est vrai qu'une partie de ces articles a été volée pour une valeur de \$20,000. Mais le voleur a été arrêté. Il a été condamné par les tribunaux.

D'autre part, nous avons loué de la Northern Quebec Power une ligne qui nous a coûté environ \$30,000 de moins que la construction d'une nouvelle ligne.

**M. Gagnon (Matane):** Le loyer de cette ligne coûte exactement \$30,690 par année à la province, pour 30 milles<sup>2</sup> de transmission de l'électricité en cette région de l'Abitibi à la Quebec Southern Power, alors qu'on aurait pu sauver ce montant, si on avait complété la ligne de transmission que l'Union nationale avait commencé de construire. Les fils qui ont été volés et le matériel qui a été vendu à la Northern Quebec Power, de qui le gouvernement loue une ligne de transmission au coût de \$30,000 par année, auraient pu servir à la construction d'une nouvelle ligne qui aurait permis de fournir l'électricité aux cultivateurs et d'augmenter l'énergie dont les mines ont besoin pour opérer à plein rendement. C'est un exemple de dilapidation des fonds publics.

Lorsque l'Union nationale a pris le pouvoir, en 1936, les compagnies minières payaient l'électricité \$55 le cheval-vapeur et ce prix avait baissé à \$40 en 1939. J'étais ministre des Mines, à l'époque. Les compagnies minières s'étaient réjouies de la construction par le Syndicat national d'une centrale électrique gouvernementale.

De plus, les *Comptes publics* attestent que le ministère des Terres et Forêts charge en outre \$24,000 à la centrale du Témiscamingue pour le loyer de cette ligne. On prend ainsi des moyens pour mettre le public sous l'impression que l'hydro du Témiscamingue n'est pas une bonne chose. Le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour détruire l'avantage que représenterait l'entrée de l'Union nationale dans le domaine de l'électricité.

Le gouvernement aide donc aux trusts. Celui qui a volé les fils, c'est un ami du gouvernement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il ne faut pas encourager les trusts, mais on doit s'en servir lorsqu'ils font de bonnes choses. Nous chargeons ce montant à la centrale pour pouvoir exercer un contrôle sur le coût de production de l'électricité et établir des taux en conséquence. Il n'y a pas de mal à louer une ligne de transmission d'un trust quand nous faisons un bon marché.

Les ingénieurs du gouvernement ont établi que la construction d'une nouvelle ligne coûterait entre \$55,000 et \$60,000 par année en transport d'énergie. Le gouvernement, en louant la ligne de la Northern Power, sauve de \$25,000 à \$30,000 par

année à la province. De plus, il serait difficile, en temps de guerre, de se procurer les matériaux nécessaires à la construction.

Quant au voleur des fils, il a été condamné à deux ans de pénitencier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais quel est son nom?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il n'y a pas intérêt à le nommer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a-t-il intérêt à cacher le nom de ce voleur?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je ne pense pas que ce soit correct de le nommer, étant donné que cet homme a été condamné à deux ans d'emprisonnement. Pourquoi l'humilier de nouveau? Il a payé sa dette à la société.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** insiste pour avoir d'autres informations relativement au vol des fils et des pylônes de la centrale du Témiscamingue. Il dit qu'une sentence de deux ans n'a rien de secret.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** fait venir le dossier.

**M. Allard (Abitibi):** L'homme qui a volé les fils est un dénommé Pouliot et il n'a jamais été un organisateur politique pour le Parti libéral, contrairement à ce qu'a laissé entendre le chef de l'opposition.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** informe le chef de l'opposition que 10 personnes ont été arrêtées pour ce vol; l'une d'entre elles a été condamnée à deux ans de pénitencier. J'ai son nom, dit-il. Il s'appelle M. Joseph Pouliot.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** consulte à son tour le dossier et conclut que la valeur des marchandises volées n'est pas \$20,000 mais \$30,000. Le plus incroyable, dit-il, c'est qu'un homme soit parvenu à se déplacer en transportant tout ce fil de cuivre qui devait être très lourd.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit

suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-huit mille cinq cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service forestier, gages compris (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut savoir les noms des particuliers ou compagnies qui ont obtenu des concessions forestières du gouvernement depuis 1941.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Ces concessions ont été faites à la Brown Corporation, à MM. Thibaudeau, Grandbois, Auger, J.-A. Coulombe, Gray et Kelly. La concession à la Brown a été faite le long de la rivière Bersimis et elle comporte une superficie de 586 milles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Brown Corporation s'est fait concéder, sur la Côte-Nord, ces limites à bois dans le seul but de spéculer; elle ne pourra jamais l'utiliser parce que ses usines sont situées à La Tuque.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Nous avons fait un échange de concessions forestières avec la Brown Corporation. Le gouvernement a donné valeur pour valeur et la compagnie s'est engagée, par contrat, à établir une nouvelle industrie sur la Côte-Nord dans les deux années qui suivront la guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment! Pourquoi bâtir une nouvelle usine à papier quand il y en a actuellement qui sont fermées dans la province, comme celle qui se trouve au Cap-de-la-Madeleine et une autre à Chicoutimi? On devrait plutôt ouvrir celles de Chicoutimi et d'ailleurs. La Côte-Nord est présentement notre plus belle réserve forestière et on ne devrait céder aucune limite à vil prix dans cette région. C'est d'ailleurs ce qui avait engendré une crise en 1936, alors que je venais d'être élu premier ministre, crise que j'avais pu régler avec la collaboration d'Ottawa. Il regrette l'ouverture d'une usine à papier en Ontario. Il est évident que la collaboration entre les deux provinces n'existe plus.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je n'ai pas dit quelle sera la nature de la nouvelle industrie, mais la compagnie est obligée d'en établir une sur la Côte-Nord et la population le désire depuis longtemps<sup>3</sup>.

**Des députés** discutent d'échanges de terrains avec M. Flavien Chouinard, de L'Islet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Chouinard n'est-il pas un organisateur politique du premier ministre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. Chouinard est un bon chef conservateur. Les transactions faites avec lui s'imposaient depuis longtemps. Elles ont permis l'agrandissement de plusieurs paroisses de L'Islet, alors que les lots détenus par M. Chouinard étaient une entrave au développement normal de l'agriculture.

**Des députés de l'opposition** posent des questions au sujet de la politique d'échanges de lots.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Un permis de coupe de bois dans le parc des Laurentides a été octroyé pour une durée de 30 ans, mais avec toutes les restrictions nécessaires à la conservation du cachet de ce parc. Ces échanges de lots, d'une façon générale, se font sur la base suivante: deux lots pour un, quand il s'agit de lots de colonisation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un vol du domaine public. Sous l'Union nationale, nous ne donnions que lot pour lot, arbre pour arbre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** nie que des terres incultes aient été échangées contre des concessions forestières.

**M. Bégin (Dorchester):** C'est pourtant le cas pour les lots situés dans mon comté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des spéculateurs connus s'intéressent à ces échanges de lots.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le plan a bien fonctionné pour certains lots que le gouvernement a acquis à des fins de colonisation dans mon comté de L'Islet.

**M. Labbé (Mégantic):** Le gouvernement a pris en échange des lots dépouillés de presque tout leur bois; aucun colon ne pourrait en vivre.

**M. Bégin (Dorchester):** Le gouvernement a échangé des lots classés B et C, la plupart situés dans la paroisse de Saint-Luc, Dorchester, avec

M. Séraphin Bolduc, de Beauceville. Ces lots ont été pillés et l'Union nationale avait refusé de les échanger. Elle n'avait échangé que des lots classés A. Même les fils du garde forestier de Dorchester ont coupé du bois sur les lots que la province a acquis de M. Bolduc.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** C'est une question sérieuse sur laquelle je vais faire effectuer une enquête. Au sujet des échanges de lots, un échange sur la base de deux pour un peut paraître étrange, mais, en y regardant de près, ce n'est pas aussi surprenant que cela. La Colonisation désire des lots près des paroisses organisées et ces lots valent plus que les lots situés dans des endroits inaccessibles. Il nie que des lots de deuxième classe aient été acquis à des fins de colonisation. Dans tous les cas, dit-il, j'ai reçu des rapports sur la nature des lots avant de les accepter. Les gens sont quelquefois très désireux d'obtenir des lots situés près des paroisses organisées.

**M. Gagnon (Matane)** proteste aussi contre l'octroi de permis de coupe de bois dans le parc des Laurentides. Il est important de conserver ce parc intact, dit-il. Cette magnifique réserve forestière, la plus belle du continent, devrait être gardée pour favoriser le développement du tourisme et on ne devrait pas y faire de concessions aux marchands de bois. Du moins, on devrait prendre les mesures pour qu'un permis de coupe ne soit accordé sans l'autorisation du ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue). Il ne faut pas oublier que le parc des Laurentides et celui de la Gaspésie constituent deux des plus belles réserves de gibier et de poisson de tout le Canada. Le gouvernement devrait garder les réserves forestières de la province avec un soin jaloux.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** remercie le député de Matane de son exposé intéressant et constructif. Vos remarques au sujet du parc national sont absolument à point, déclare-t-il. Le gouvernement ne fait des concessions qu'après entente avec le ministre de la Chasse et des Pêcheries. Beaucoup de restrictions sont imposées à ceux qui y coupent du bois. Mais il peut arriver que ce soit une bonne chose de couper le bois, quand il vient à maturité. Alors, on ne coupe que le vieux bois.

**M. Gagnon (Matane):** On devrait réserver ces forêts pour y faire des expériences sylvicoles,

étant donné qu'elles sont situées à proximité de l'école forestière de Duchesnay qui est en train de devenir l'une des plus belles de l'Amérique.

Quand j'étais ministre, dit-il, les services de l'une de ces compagnies avaient été retenus pour la construction de chemins gravelés, afin de favoriser le tourisme. Ainsi, on devrait obliger les compagnies qui coupent du bois dans le parc des Laurentides à y faire des chemins gravelés au lieu de simples chemins de halage, déclare-t-il. Cela permettrait aux touristes d'avoir accès à une quantité de très beaux lacs présentement inaccessibles. Plus de 200 lacs du parc ne sont même pas sur la carte.

Ces compagnies de coupe de bois ont des privilèges particuliers et elles devraient avoir également des obligations particulières, non pas que je veuille que de telles conditions soient lourdes. Le gouvernement devrait consulter L. A. Richard, un sous-ministre très compétent en la matière. C'est d'ailleurs lui qui avait fait cette suggestion alors que j'étais à la tête du département et nous avions travaillé en étroite collaboration.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pépinière de Berthier, gages compris (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille cinq cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Enseignement forestier, gages compris (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École d'enseignement forestier et d'arpentage, S. R., chapitre 97 (paiement sujet à un arrêté en conseil) (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer qu'il a préconisé, dès 1928, l'établissement de colonies forestières, parce que c'est là la meilleure façon d'enseigner la nécessité de la conservation de

la forêt au point de vue scientifique et pratique. On en connaît l'importance, dit-il, à la formation des experts pour le reboisement de nos forêts. Ces colonies forestières fonctionnent bien et la conservation des forêts exige que cette politique soit continuée et même augmentée.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études forestières (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "La Société de géographie de Québec (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille cinq cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École des gardes forestiers: construction et équipement (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reboisement (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 11 mai 1944**

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement a négligé les besoins de la province à la voirie depuis cinq ans, après avoir arrêté tous les travaux de chemins en cours lorsque l'Union nationale a quitté le pouvoir, dont la route Montréal-Ottawa. L'Union nationale a appliqué une politique de voirie progressive en apportant des améliorations de routes dans tous les comtés de la province, tandis que le régime actuel a préféré construire à grands frais, à coups de contrats plantureux, des pistes de course pour touristes, au détriment de l'entretien des routes rurales, comme le boulevard Sir Wilfrid-Laurier qui aboutit à un terrain de pacage, à l'État de New York.

La construction de cette route fut un des plus grands scandales honteux de l'administration actuelle. On a rempli des coulées en entassant la pierre jusqu'à 40 pieds de profondeur, sur des milles de distance. À maints endroits, la nouvelle route est

parallèle à d'autres. Le gâchis fait est tellement évident que, lors d'une visite pour les journalistes organisée par M. Bouchard, on leur défendit de prendre des photos. L'un d'eux fit cependant un croquis de ce qu'il avait vu, montrant M. Bouchard adossé à une clôture, avec des animaux dans le champ à l'arrière-plan, au terme de la route en question.

Il parle de la route provinciale no 8, entre Montréal et Hull, qui conduit de la métropole à la capitale du pays. Alors que l'Ontario avait déjà construit une seconde fois sa route parallèle sur un bon parcours, déclare-t-il, sur sa rive de l'Outaouais, elle n'était encore qu'à peine commencée dans notre province et il a fallu que le gouvernement de l'Union nationale en termine la majeure partie. Le gouvernement actuel ne l'a même pas encore terminée. Après cinq ans d'entente, des ingénieurs tirent maintenant des lignes et préparent probablement des travaux qui ne vaudront pas plus que les promesses électorales. Heureusement qu'après les élections la voirie rurale, qui relie les paroisses les unes aux autres, reprendra grâce à l'homme qui s'est révélé comme un constructeur et un bâtisseur: le chef de l'Union nationale.

Je propose donc par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle reproche au gouvernement de la province de refuser d'accorder aux cultivateurs les octrois nécessaires et utiles aux travaux de voirie, à l'amélioration et à la construction de chemins dans les villages et dans les paroisses de la province, et elle condamne le favoritisme et les abus pratiqués par le gouvernement, à même les millions de dollars attribués au département de la Voirie.

**M. Barrette (Joliette):** Sous le régime actuel, on a vu fleurir la politique des gros contrats accordés aux favoris du régime et on a négligé les cultivateurs et les colons. L'Union nationale était moins intéressée par les gros contrats de voirie que par l'amélioration des chemins de communication entre les petits centres, les villages et les paroisses. L'Union nationale, tout en favorisant la construction de grandes artères commerciales, a d'abord fait surgir des chemins de raccordement dans les campagnes pour aider les cultivateurs. Actuellement, le favoritisme a repris et le régime accorde de plantureux contrats aux amis, tout en négligeant à peu près complètement les routes secondaires.

Lorsque l'Union nationale arriva au pouvoir, nombre de nos paroisses n'étaient pas reliées par des routes passables et directes. Des endroits, éloignés l'un de l'autre d'à peine sept ou huit milles, ne pouvaient être atteints qu'en parcourant une quinzaine de milles sur des chemins qui n'étaient même pas convenables.

Il (M. Barrette) rappelle ensuite la seule route importante du gouvernement Taschereau, le boulevard qui porte son nom, et qui coûta \$235,000 du mille pour sa construction. L'administration actuelle a également une seule route d'importance à son crédit, celle de M. Bouchard qui n'est même pas terminée. Le boulevard Sir Wilfrid-Laurier, c'est tout ce qui s'est fait depuis 1939, et il a été construit au détriment des cultivateurs qui n'ont pas eu les routes dont ils avaient besoin. Les cultivateurs ne peuvent vivre et prospérer sans chemins. Les municipalités de campagne ont autant besoin d'aide que celles des villes à ce sujet. Il faudrait continuer la politique des chemins de colonisation et d'agriculture inaugurée par l'Union nationale. Ce n'est pas le cas. La mine Noranda, par exemple, paie \$500,000 à la province de Québec et \$3,000,000 au fédéral. Il faut aussi procurer des salaires raisonnables aux ouvriers et protéger la main-d'œuvre par des lois salutaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'a qu'un scandale à offrir en regard des travaux de voirie faits par l'Union nationale. À l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, en 1936, la province n'avait pas de véritable politique de voirie; la grande majorité des comtés de la province étaient sans chemins, les municipalités n'étaient pas reliées entre elles. L'Union nationale a commencé par faire disparaître de 20 à 25 traverses à niveau qui avaient déjà coûté de nombreuses vies humaines. Nous avons remis en bon état les grandes routes, raccourci la distance de 20 milles entre Montréal et Québec, ouvert à la civilisation, par des routes, la région de Charlevoix-Saguenay, fait le chemin de Sainte-Anne de Beupré. Nous avons construit un chemin qui conduit à Baie-Comeau. Nous avons construit le chemin en travers de la péninsule de Gaspé, que le gouvernement actuel n'a pas eu le courage de continuer. Nous avons construit et amélioré la route de l'Abitibi et du Témiscamingue. L'Union nationale a aussi construit le pont de Charlemagne sur l'île de Montréal et le pont du boulevard Pie IX.

Ce dont je me glorifie le plus, c'est d'avoir orienté la politique de voirie dans sa véritable direction, celle des routes rurales. Une politique de voirie qui ne sert que les touristes n'est pas une

véritable politique de voirie. C'est pour cette raison que, tout en pensant au développement du tourisme par de bonnes routes, nous avons voulu tout d'abord créer une voirie rurale dans la province, afin de répondre aux besoins des cultivateurs et des colons.

Depuis 1939, la voirie rurale a été négligée de même que la voirie de la colonisation. Le gouvernement a englouti \$15,000,000 dans la construction de la voie Sir Wilfrid-Laurier - un boulevard inutile qui passe dans les marécages et aboutit à un champ de pacage - et a négligé la construction des routes vraiment utiles. Elle a été conçue pour favoriser Saint-Hyacinthe, M. Bouchard son parrain, et les entrepreneurs du gouvernement, aux dépens du public et d'une saine politique routière. Le gouvernement aurait dû se contenter de maintenir les routes que nous avions en bon état et prendre cet argent dépensé pour le boulevard Sir Wilfrid-Laurier, afin de répondre aux besoins des villages et des paroisses de colonisation.

Le ministre de la Voirie (M. Dansereau) a répondu à une question d'un député de la gauche en disant que le boulevard Sir Wilfrid-Laurier, dans les limites de Québec, a coûté \$188,486 pour une longueur de 3,7 milles. Cette réponse n'est pas exacte. On a dépensé cette somme, en réalité, pour une longueur de trois cinquièmes de mille, ce qui porte en réalité le coût de ce tronçon du boulevard à \$200,000 du mille. Si on continue la route, elle coûtera au-delà de \$400,000. Le scandale est si grand que le gouvernement devra abandonner cette partie de la route où il a englouti inutilement \$188,000.

Le gouvernement devrait cesser sa politique de bouts de routes; on commence à donner des contrats à la veille des élections, mais le peuple ne sera pas dupe.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mon gouvernement ne prendra pas les habitudes de l'Union nationale. Le chef de l'opposition ose parler de chemins d'élections. Il peut en parler longtemps des routes d'élections, car tout le monde sait qu'il fut un spécialiste en la matière. On s'en souvient en 1939. Pendant les 15 derniers jours qui ont précédé le scrutin de 1939, la circulation était devenue impraticable sur les routes dans tous les comtés de la province à cause du grand nombre d'ouvriers que l'on y avait mis au travail. Dans mon comté de L'Islet, par exemple, on a gaspillé ainsi \$50,000 en 15 jours durant la période électorale. Le gouvernement libéral a donné au peuple un gouvernement solide. Le chef de l'opposition peut être tranquille, nous n'avons pas besoin de bouts de routes pour nous faire réélire. Il y

a longtemps que le peuple a décidé de cette question et nous lui avons donné la politique qui lui convenait. Nous n'avons pas besoin de travaux électoraux de voirie pour gagner les élections.

Il ose également parler de chemins ruraux, lui qui n'a pas réparé convenablement un seul arpent de chemin rural en trois ans d'administration. De toute façon, s'il y a quelqu'un qui devrait éviter de parler des chemins, c'est bien le chef de l'opposition. Son ministre de la Voirie avait trouvé le temps de démolir tous les bons chemins qui existaient à l'époque, de donner des contrats lucratifs à ses amis et de tout commencer sans rien compléter. Il a fait de grands chemins, il a construit des ponts, il a enrichi des amis, mais il a complètement négligé les chemins de raccordement. S'il est un gouvernement qui a négligé les chemins ruraux, les moyens de communication d'un rang à l'autre pour donner aux cultivateurs les débouchés dont ils ont besoin, c'est bien celui de l'Union nationale.

Sur la route de la Gaspésie, la couche de béton bitumineux était si mince, soit un demi-pouce d'épaisseur, qu'il a fallu labourer ces pavages, le printemps suivant. À Saint-Alexandre d'Iberville, l'Union nationale a construit un chemin en automne. Il était supposé permanent, mais le printemps suivant, il a fallu tout recommencer. Le gouvernement a doublé l'étendue de notre réseau routier avec la moitié moins de dépenses que du temps de l'Union nationale.

Le chef de l'opposition ne devrait pas parler de voirie. Le gouvernement Duplessis a jeté l'argent du peuple par centaines de mille piastres par les fenêtres dans les chemins. Sous son règne, on a vu naître les millionnaires du jour au lendemain, mais on ne voyait pas de route nouvelle. En 1936, le peuple a été pris par surprise, mais il ne le sera plus.

La voie Sir Wilfrid-Laurier est une des belles œuvres du gouvernement actuel. C'est un modèle de construction, une voie directe, une route bien faite, qui relie le centre des États-Unis à la province de Québec. Elle a sa raison d'être car, dans les belles années, le tourisme rapportait jusqu'à \$78,000,000. Cinq ans après la fin de la guerre actuelle, ce chiffre montera probablement à \$200,000,000 ou \$300,000,000, peut-être même à \$400,000,000 ou \$500,000,000, à condition que nous donnions aux touristes des routes larges et modernes. Cela compensera bien la dépense que nous aurons faite pour nos routes.

Le boulevard Sir Wilfrid Laurier n'est pas un scandale. D'ailleurs, la route Sir Wilfrid-Laurier va coûter à peu près la moitié de ce que coûtaient les

chemins construits sous le régime de l'Union nationale. Cette route est bien construite, droite et n'a pas de courbe aiguë. Elle n'aboutit pas à un champ de pacage comme le dit le chef de l'opposition, mais à un bureau de douane des États-Unis, près de Lacolle. Le boulevard Laurier va se continuer pour être relié à la route de ceinture de la Gaspésie pour encercler la péninsule et permettre aux touristes de visiter notre province. En l'espace de deux années après la guerre, on en aura payé le coût entier par le tourisme. Le nouveau boulevard a raccourci de 40 milles la distance entre Montréal et Québec.

Le chef de l'opposition a affirmé que le coût du boulevard Laurier à Québec a été de \$189,500 pour trois cinquièmes de mille. Au contraire, ce montant couvre tous les frais de construction de la route depuis l'entrée du parc des Champs de bataille jusqu'au point où elle est terminée actuellement, en arrière de la propriété du Dr Philippe Hamel sur le chemin Saint-Louis, soit une distance de trois mille et sept dixièmes. C'est cette section qui a coûté ce montant.

Le chef de l'opposition n'est pas justifié d'accuser M. Bouchard de gaspiller, puisqu'il ne cesse de lui reprocher d'avoir administré trop sévèrement. Avant de parler de voirie, le chef de l'opposition devrait songer à ce qui s'est passé sous son administration: abandon de chemins secondaires, construction de chemins excessivement coûteux et construction de bouts de chemins d'élections.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** De la Confédération à 1936, on n'a investi dans la voirie de la province qu'une somme de \$75,000,000, mais, de 1936 à 1939, l'Union nationale a porté cette somme à au-delà de \$125,000,000.

On oublie trop souvent de dire qu'au temps de l'Union nationale des milliers de personnes vivaient du secours direct. Le gouvernement d'alors a décidé de faire pour la province ce que les gouvernements antérieurs avaient négligé de faire, c'est-à-dire de moderniser notre réseau routier pour donner à la province une voirie au moins équivalente à celle de l'Ontario, ce que le gouvernement précédent avait constamment négligé de faire. C'est ainsi que l'Union nationale a permis à des milliers de sans-travail de gagner leur vie avec les travaux de voirie et elle a amélioré nos réseaux de 35 %, de l'avis même des associations touristiques étrangères.

Le régime actuel a entrepris, au coût de \$15,000,000, la route Sir Wilfrid-Laurier. On s'est inspiré des routes américaines comme la route de New York qui dessert des millions de personnes. On

a oublié que, contrairement à la grande cité américaine, notre province entière ne compte pas plus de 3,500,000 personnes. Aucun ingénieur ne pourrait parler de l'utilité d'une route parallèle, comme la voie Sir Wilfrid-Laurier, alors que les routes actuelles suffiront aux besoins de notre voirie pendant de nombreuses années encore.

Il est inconcevable qu'en temps de guerre on ait donné des contrats de \$18,000,000 pour la construction d'une route comme le boulevard Sir Wilfrid-Laurier, qui ne traverse aucun centre important, loin des villages sauf Saint-Hyacinthe, et sans débouché nulle part. La seule explication est que l'on voulait doter la province d'une route militaire facilement accessible à l'armée américaine. M. Bouchard a senti le besoin de dire que sa route était nécessaire aux exigences de la guerre, qu'elle servirait de raccordement aux routes américaines, mais, aux États-Unis, il n'a jamais été question de routes de raccordement.

Il reproche énergiquement au gouvernement d'avoir construit une route en plein champ, alors qu'il aurait pu utiliser la route de Saint-Jean et fournir aux touristes l'occasion d'admirer la vallée du Richelieu. Cette voie qui longe le Richelieu depuis les États-Unis, déclare-t-il, était la plus naturelle et la plus conséquente. Dans ce comté, sous l'Union nationale, on a amélioré toute la voirie rurale de nos paroisses. Il n'y a qu'à se rendre à Napierville pour trouver un scandale de tuyaux de drainage défectueux et de matériaux non utilisés.

On devrait mettre de côté le tracé actuel et utiliser la route Laprairie-Saint-Jean, d'une longueur de 15 milles, et le long de laquelle le point de vue est merveilleux.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Renault, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.



La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-cinq mille huit cent soixante dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a préconisé certaines idées sur l'uniformité de l'histoire que je crois erronées. Est-ce que le ministre peut dire à la Chambre comment il veut s'y prendre pour uniformiser l'histoire du Canada?

Quant à moi, je n'ai jamais entendu parler de cela auparavant. Si le secrétaire de la province croit qu'il peut placer toutes les âmes canadiennes dans un même moule d'assimilation, il se trompe. L'uniformisation de l'histoire, c'est une impossibilité, c'est une utopie et c'est contraire à la nature humaine. Il y aurait nécessairement des variantes, car autant de têtes, autant d'opinions. La théorie préconisée par le secrétaire provincial est malheureuse et serait dommageable à l'unité nationale, si elle était mise en pratique. Il rend un mauvais service à l'unité canadienne en prenant une pareille attitude.

Je le défie d'essayer de faire rédiger une histoire du Canada uniforme. On n'empêchera jamais les faits d'être les faits, et l'histoire est basée sur des faits, non pas sur des théories tendant à expliquer le mal en offrant des excuses. Il y a des gens qui s'imaginent pouvoir uniformiser les âmes et les cœurs. Ces gens-là font le jeu des assimilateurs et des centralisateurs. Le secrétaire de la province devrait prêcher d'autres théories que celles-là, surtout quand de graves problèmes sollicitent notre attention, s'il ne veut pas passer pour un assimilateur.

Je défie le secrétaire provincial d'essayer de trouver une histoire uniforme pour les autres pays d'Europe où se côtoient différentes races. Il mentionne la Tchécoslovaquie en particulier. Le Canada français a ses traditions qu'il est essentiel de conserver, dit-il, et qui peuvent ne pas être

acceptables dans les manuels d'histoire qui circulent dans les autres provinces. Il y a des moments où je serais porté à l'appeler le ministre de l'aviation, tant il voltige dans les plaines éthérées.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** répond qu'il s'est exprimé déjà avec assez de clarté sur cette question pour espérer que tous les gens de bonne foi comprennent. Ce que j'ai dit la semaine dernière, déclare-t-il, c'est que l'histoire du Canada, telle qu'enseignée chez nous, est incomplète parce qu'elle ne donne pas aux élèves de la province de Québec, aussi bien qu'aux élèves des autres provinces, des notions exactes qui puissent les inspirer de façon à créer une véritable mentalité canadienne et à servir l'unité nationale.

L'histoire qu'on enseigne est plutôt celle de la province de Québec. Elle ne tient pas assez compte du rôle que nous avons joué et que nous pouvons jouer dans le Canada tout entier; elle devrait imprégner l'esprit de tous les petits Canadiens des efforts simultanés de la France et de l'Angleterre sur le sol d'Amérique.

Bien que je sois désireux de conserver les traditions françaises de l'histoire du Québec avant la conquête des Anglais par les armes, je crois que l'histoire qu'on enseigne dans les écoles du pays devrait démontrer qu'après la conquête, des événements sont survenus sous le régime anglais qu'il est important que tous les Canadiens connaissent.

S'il est impossible d'avoir une histoire universelle uniforme, il est possible d'en avoir une pour le Canada, avec ses deux grandes cultures. L'intention n'est pas de minimiser l'œuvre héroïque des pionniers et des missionnaires de la Nouvelle-France. Au contraire, cette portion de l'histoire du pays devrait être soulignée dans toutes les écoles du Canada. Si nous voulons que les Anglais des autres provinces nous comprennent bien, il faut que nous les mettions au courant des efforts de nos ancêtres, il faut qu'ils soient au courant de nos origines.

Comment peuvent-ils apprécier notre contribution si on ne leur parle pas de la période écoulée avant 1760, du dévouement et des sacrifices des pionniers? Par ailleurs, comment pourrions-nous, dans la province de Québec, apprécier le rôle de la civilisation anglaise si on nous enseigne que les Anglais sont venus ici uniquement pour vaincre la petite poignée de Français qui s'y étaient établis? Il parle de l'alliance qu'avaient formée les Anglais des États-Unis avec les Iroquois contre la colonie française.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà une bien mauvaise façon de voir régner l'unité au Canada, dit-il en laissant entendre que le secrétaire provincial pourrait parler de sujets plus intéressants de l'histoire, trouver de meilleurs sujets.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les Canadiens, ceux du Québec comme ceux des autres provinces, veulent savoir ce qui s'est passé de 1763 jusqu'à nos jours. Alors, les pédagogues devraient se rencontrer et s'entendre sur un manuel d'histoire uniforme et qui soit adapté à tous les écoliers, quelles que soient leurs origines. Y a-t-il un seul pays au monde où l'histoire n'est pas enseignée de façon uniforme? En Belgique, il y a deux cultures: la culture wallonne et la culture flamande, mais il n'y a pas une histoire pour les Wallons et une histoire pour les Flamands. Il y a l'histoire de la Belgique. De même en Suisse où il y a trois nationalités et cultures différentes, française, italienne et allemande, il n'y a qu'une histoire.

Est-il utopique de rêver que, dans notre pays, l'histoire soit enseignée d'une façon fidèle, en tenant compte de la part de chacune de nos deux civilisations? Pourquoi n'aurions-nous pas au Canada une seule histoire donnant raison à tous les Canadiens d'être fiers de leurs origines? Si l'histoire est basée sur la vérité, il n'y a aucune raison qu'elle ne soit pas enseignée de façon uniforme partout au Canada.

Si nous voulons avoir de la bonne entente et voir notre pays progresser dans l'harmonie, il faut mettre fin aux préjugés de race et de religion que certains cultivent pour des fins mesquines. Le seul moyen d'en arriver là, c'est l'enseignement d'une histoire complète et uniforme. On a dit à la radio, la semaine dernière, que je voulais voler l'histoire du Canada. Notre histoire des temps passés est assez belle et assez glorieuse pour que personne n'essaie de la voler et que tous les petits Canadiens la connaissent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crois qu'il nous faut vivre en harmonie avec toutes les nationalités du pays et respecter les droits de toutes les minorités tout en gardant à l'esprit nos propres droits. Il faut prendre garde de poser des actes qui impliqueraient une renonciation de nos droits. Je suis de ceux qui pensent qu'il y a peut-être eu des interventions inopportunes. Je crois que nous appartenons à une grande nationalité. J'aime ma province, mais je n'oublie pas que nous avons des compatriotes dans les autres provinces et même aux

États-Unis. Je ne veux rien dire ou faire pour les blesser ou leur causer de la gêne, même si je n'ai jamais renoncé à nos propres droits et que je n'ai jamais commis d'actes de trahison. Il faut entretenir notre peuple, et particulièrement la jeunesse, dans le respect de nos droits et le souvenir du passé. Il faut prêcher la courtoisie entre tous, mais la fermeté dans le respect des droits de chacun. Les prédicants de l'uniformité sont, en définitive, des saboteurs de l'unité nationale.

Le cas de la Belgique et celui de la Suisse où le secrétaire de la province prétend qu'on enseigne un manuel uniforme sont des cas spéciaux. Puis peu importe ce qui se passe en Belgique ou en Suisse. Je ne suis pas enclin à singer les autres pays et je ne comprends pas que le ministre assimile le cas du Canada à celui de la Belgique. Le Canada est distinct en ce qu'il a deux cultures et il connaîtra un brillant essor si nous travaillons ensemble, Canadiens anglais et Canadiens français, mais en conservant les droits qui sont les nôtres... et en ne cherchant pas à profiter indûment les uns des autres. Nous avons ici des conditions particulières et un système de constitution tout à fait spécial. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent que nous devrions oublier le passé et nous tourner vers l'avenir. Nous devrions plutôt nous inspirer du passé, de nos belles traditions. Nous ne survivrons qu'en autant que nous nous inspirerons des leçons du passé.

**M. Chalout (Lotbinière):** Nos éducateurs ne méritent pas qu'on leur adresse le reproche qu'ils n'enseignent pas autant la période qui a suivi 1759 que la période qui a précédé la victoire des plaines d'Abraham, au contraire. Au collège, on m'a enseigné tout aussi bien ce qui s'est passé avant 1760 qu'après.

Quant à l'histoire universelle uniforme, théoriquement cela peut être une chose souhaitable. C'est une idée qui pourrait peut-être se soutenir, mais qui, en pratique, est une utopie si l'on prend les hommes tels qu'ils sont. Cela conduirait inévitablement à une abdication de la part des Canadiens français. Cela voudrait dire que nous renonçons à notre histoire. Le secrétaire provincial s'imaginerait-il que la majorité enseignera ce qui s'est passé en 1755 et en 1763? Jamais. Cependant, c'est de l'histoire. Après tout, avons-nous quelque chose à nous faire pardonner, nous, Canadiens français, dans notre histoire? Non, pas du tout. D'autres, par exemple, ont quelque chose à se faire pardonner. Uniformiser notre histoire, ce serait au détriment des Canadiens français, ce serait lui enlever son relief.

Les autres formaient la majorité. Alors, s'il existait un texte uniforme de l'histoire canadienne, cela ne signifie pas que rien ne devrait être enlevé relativement aux actes des Canadiens français, mais il y a des choses que la majorité ne consentira jamais à enseigner à ses enfants et à apparaître dans un texte uniforme. Nos compatriotes d'autre langue vont-ils consentir à enseigner à leurs enfants les fautes que leurs ancêtres ont pu commettre avant 1760 et qu'ils veulent laisser dans l'ombre? Alors que les Canadiens français ne pourront jamais oublier les événements qui ont précédé ni ceux qui ont suivi immédiatement la Conquête du Canada français par les Anglais, les Canadiens anglais, pour leur part, pourraient difficilement oublier l'interprétation qui a été faite de certains événements auxquels ont participé des dirigeants anglais.

C'est la majorité qui dictera l'histoire à sa façon. Une histoire uniforme, cela veut dire qu'on enlèvera de l'histoire tout ce qui est de nature à déplaire à la majorité. Cela deviendrait une histoire légendaire et inexacte. Je ne connais pas la situation de la Suisse, mais je sais qu'en Belgique les Wallons enseignent une histoire différente de celle des Flamands. Il est incontestable qu'une histoire uniforme veut dire une histoire déformée au gré de la majorité. Ce sujet a été traité au Sénat. Le sénateur Athanase David a fait un discours nébuleux qui a été admiré par les sénateurs d'autre langue. Et le sénateur Ballantyne a manifesté la mentalité de la majorité en appuyant cette idée d'une histoire uniforme, disant qu'il était très important d'enseigner aux Canadiens français les bienfaits de l'Empire, l'importance du lien britannique. Voilà comment on conçoit l'histoire uniforme chez les gens de la majorité.

D'ailleurs, le secrétaire provincial voudrait-il imposer une histoire uniforme en notre province qu'il ne réussirait pas. Personne ne suivrait ses ordres. Les professeurs ont trop de patriotisme pour cela.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Il y a grand nombre d'Anglais assez larges d'esprit pour admettre des faits historiques qui ne sont pas à leur avantage. Les Américains, qui sont de langue anglaise, ne cherchent nullement à cacher le rôle néfaste que les Anglais ont joué dans l'affaire de la déportation des Acadiens en 1755. La preuve, c'est que le poème *Évangéline*, de Longfellow et qui raconte cette déportation, est lu, étudié et analysé dans tous les "high schools" et tous les collèges américains. Il y a quelques années, les archives

fédérales ont permis à M. Émile Lauvrière de faire un travail très important sur cet événement malheureux, ouvrage où l'auteur, à l'aide de ces documents historiques mis à sa disposition par le gouvernement fédéral, parle du traitement injuste qu'ont subi les Acadiens du temps. Puisque nous sommes appelés à vivre dans le même pays, pourquoi toujours nous trouver des motifs de division? Tâchons donc plutôt de former une grande fraternité.

Le gouvernement devrait offrir un prix de \$10,000 ou même de \$15,000 à l'historien qui écrirait le meilleur manuel uniforme d'histoire du Canada.

**M. Gagnon (Matane):** Le député de Verdun a raison, mais ce n'est pas toujours le cas. Tout le monde n'a pas écrit l'histoire des Acadiens de la même façon. S'il y a certains auteurs anglais qui nous donnent justice sur ce point de la dispersion des Acadiens, il en est d'autres, par ailleurs, qui ne font pas entendre le même son de cloche. Ainsi, un volume publié par un fonctionnaire de langue anglaise depuis janvier 1944 contient une page où l'on donne absolument tort aux Acadiens, alors que les historiens sont à peu près unanimes à dire que les Acadiens ont été fidèles à leur serment. Un autre fonctionnaire du département de l'Instruction publique, dont il veut taire le nom, a publié une brochure sur les principaux événements de notre histoire dans laquelle il passe totalement sous silence cet événement important. Cette brochure, dit-il, est destinée aux touristes qui viennent nous visiter. C'est donc dire que l'histoire n'est pas toujours écrite impartialement.

Un historien l'a écrit avec raison: "Il y a dans notre histoire des blessures qui ne se fermeront jamais." Nous avons deux cultures. Nous ne ferons jamais un Anglais avec un Français, au Canada, ni un Français avec un Anglais, et ceux qui prêchent l'uniformité de l'histoire font une grave erreur.

Il y a certainement des manuels qui sont ridicules. Ainsi, le Conseil de l'Instruction publique a mis de côté un manuel dans lequel on donnait la liste des grands avocats canadiens, en citant les noms de professionnels qui n'ont jamais plaidé en Cour suprême, mais ont fait de l'action catholique. L'histoire n'est pas un compromis, elle est la narration des faits.

Il regrette l'attitude du sénateur Athanase David sur la question d'un manuel d'histoire du Canada. C'est une utopie et on ne pourra jamais arriver à uniformiser l'histoire du pays.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je suis surpris de l'attitude du député de Lotbinière car, lors d'un précédent débat, il a proposé la semaine dernière une motion pour condamner certains manuels d'histoire et s'est plaint de leur imperfection.

Le député prétend que les étudiants de nos collèges classiques connaissent la véritable histoire du Canada. Il ne faut pas oublier que ces élèves, que j'estime, ne représentent cependant que 3 % de notre population scolaire. Ces élèves peuvent avoir des notions assez justes de l'histoire, mais ils ne sont qu'une infime minorité. Il ne faut pas penser uniquement à soi-même et aux classes privilégiées. Il faut donner des notions exactes et précises non seulement aux élèves des collèges et des universités, mais aussi aux écoliers qui n'iront pas plus loin que la sixième, la septième ou la huitième année.

Il faut que tous nos jeunes gens des écoles primaires apprennent l'histoire du Canada. La masse doit l'apprendre et non pas seulement les enfants plus privilégiés qui fréquentent nos grandes institutions. Je veux que tous nos enfants aient une notion du lieu où ils vivent, aient l'occasion de faire valoir leurs talents comme les autres, et c'est pourquoi je réclame un enseignement plus complet, plus exact et plus juste sur l'histoire de notre pays. Il faut que tous sachent l'histoire de leur grande patrie, le Canada. Je veux que nos enfants sachent quelle constitution on nous a donnée en 1840 et quelle constitution nous avons obtenue en 1867.

Il déplore avec le député de Lotbinière que nos manuels ne donnent pas une notion assez précise des faits qui ont suivi la Conquête. Il n'y a pas un coin du monde où les libertés nationales, sociales et familiales soient mieux respectées qu'au Canada, dit-il.

Les députés de l'opposition se prononcent un peu vite en disant que je propose une utopie et c'est se prononcer à la légère. Le désir d'améliorer le sentiment national canadien n'est pas l'apanage exclusif de la province de Québec. Nos concitoyens des autres provinces, ceux de langue anglaise comme les autres, sont désireux également d'avoir une histoire du pays qui leur rappelle les grands faits de notre histoire sous les deux régimes.

Il rappelle un congrès tenu il y a quelques années à Winnipeg, où il a rencontré nombre de gens sympathiques à l'idée d'un manuel d'histoire au pays. D'autre part, déclare-t-il, au cours d'un voyage dans l'Ouest canadien, lors du récent congrès d'instituteurs de tout le pays, j'ai rencontré les ministres de l'Éducation des autres provinces et j'ai

constaté le désir de ces provinces d'améliorer le sentiment national canadien. L'Association d'éducation du Canada et de Terre-Neuve a voulu faire écrire une histoire du Canada par les meilleurs historiens de toutes les provinces. Quatre provinces avaient accepté son projet. Malheureusement, la guerre en empêche la réalisation et a fait remettre à plus tard ce grand concours où tous les historiens auraient l'avantage de participer et présenter un ouvrage sur l'histoire du Canada, le meilleur manuel étant primé.

Ainsi, dans les autres provinces, il y a des gens de mentalité assez large pour favoriser sincèrement la création d'une mentalité canadienne. Si notre histoire est fausse, nous n'en avons que faire. Si elle est vraie, il faut qu'elle soit également connue dans les autres provinces. Il ne s'agit pas d'imposer nos vues ni de rien abdiquer. Mais il faut comprendre qu'il peut y avoir de la bonne volonté ailleurs autant que chez nous.

Au lieu de porter les visières d'un nationalisme étroit, si le député de Lotbinière regardait ce qui se passe dans d'autres provinces, il constaterait qu'à l'Université de la Colombie-Britannique on enseigne l'histoire dans le manuel d'un Canadien français, le sous-secrétaire de la province, M. Jean Bruchési, qui est présentement à mes côtés. Dire que des blessures doivent rester éternellement ouvertes, c'est s'enliser dans le passé et cultiver des haines qui devraient s'effacer. La haine n'a jamais rien construit. Si les Canadiens des deux origines veulent cultiver un sentiment de haine et des préjugés les uns contre les autres en raison du passé, il ne saurait être question d'unité nationale dans notre pays.

L'histoire est vraie en elle-même ou bien ce n'est pas l'histoire. Ce sont les manuels qui sont faux. Si l'histoire est basée sur la vérité, il n'y a aucune raison qu'elle ne soit pas enseignée de la même façon partout au Canada. Ce qui est nécessaire, c'est la création d'un véritable esprit national, imbu des leçons du passé mais stimulé par les sentiments qui unissent. Les Canadiens de toute origine peuvent construire un pays magnifique et heureux.

Nous voulons une génération qui soit dépourvue des préjugés que nous avons parce que l'on nous a mal enseigné l'histoire de notre pays. Il ne faut rien renier du passé ni s'y enliser. Les rancunes qui avaient leur raison d'être en 1760 ne doivent plus exister; elles ne sont plus de mise en 1944. Depuis, Français et Anglais sont devenus des amis. Ils se sont battus ensemble, de 1914 à 1918, pour sauver la

civilisation. À cette époque, des gens que le député de Lotbinière connaît bien disaient que l'Angleterre se battait jusqu'au dernier Français. Dans la présente guerre, on pourra dire que l'Angleterre s'est battue jusqu'au dernier Anglais pour assurer la résurrection de la France.

Il veut que la paix et la fraternité règnent au Canada et c'est pourquoi il croit en un manuel d'histoire uniforme. Le problème avec le député de Lotbinière, dit-il, c'est qu'il ne tient pas à ce que l'instruction soit accessible à tous.

**M. Chaloult (Lotbinière)** dit qu'il n'a jamais dit cela ni ne l'a pensé. Il n'a jamais été contre l'instruction de tout le peuple et n'a jamais travaillé à créer une classe privilégiée. Théoriquement, dit-il, nous devons donner à tout le peuple tous les avantages de l'instruction, mais, pratiquement, c'est irréalisable. Je ne veux pas priver le peuple de l'instruction, mais le ministre admettra qu'il y a des différences dans la société. Tous ne peuvent donc jouir des mêmes privilèges.

Celui qui a une tare dans sa famille n'est pas empressé d'enseigner cela à ses enfants. Nos associés auront peut-être des choses qu'ils ne consentiront jamais à enseigner. On ne peut leur en faire de blâme. C'est humain. Exiger cela serait exiger de l'héroïsme.

Certaines personnes veulent supprimer de l'histoire du Canada des faits gênants. Ils disent que ces faits sont une cause d'animosité. Mais on ne saurait cacher quoi que ce soit dans l'histoire pour favoriser la concorde.

Pour réaliser le projet du ministre, il faudrait supprimer une foule de faits qui nous sont chers et que nos associés ne voudront jamais enseigner.

L'entente cordiale a pu exister au temps d'Édouard VII, mais elle se rencontre plus difficilement aujourd'hui. Lorsque les États-Unis veulent aider la jeunesse de France et que l'Angleterre s'y oppose, est-ce là de l'entente cordiale?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière sait-il qu'un comité a été organisé pour percevoir des souscriptions en faveur des enfants de France?

**M. Chaloult (Lotbinière):** C'est possible, mais, si j'avais devant moi la documentation nécessaire, je pourrais lui citer une foule d'articles démontrant que les États-Unis ont fait des efforts considérables pour venir en aide aux enfants de

France et que l'Angleterre s'est opposée à ces efforts. Il parle des bombardements de la côte française, laisse entendre qu'ils ne sont pas tous nécessaires. Est-ce de l'entente cordiale? demande-t-il.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière préférerait voir Hitler s'installer en France.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je suis contre toutes les dictatures. J'exècre le nazisme, mais pas les Allemands. Je me débarrasse des préjugés. Il faut faire la part des choses.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière est-il contre la dictature de Mussolini et de Salazar?

**M. Chaloult (Lotbinière):** La dictature de Salazar est une dictature mitigée. Aujourd'hui, en Italie, nous avons le régime Badoglio.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Mais la dictature de Mussolini?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Puisqu'on m'entraîne sur ce terrain, je vais parler bien franchement. Je n'ai rien à cacher. Je suis seul dans la politique. Mussolini a accompli de grandes choses pour son pays. Il a fait beaucoup de bien à l'Italie. Cependant, il a commis une grave erreur en poignardant la France dans le dos. Je suis allé en Italie à deux reprises. J'ai eu l'occasion de constater les progrès que Mussolini avait fait réaliser à son pays, mais cela ne m'empêche pas de trouver lâche l'acte qu'il a commis contre la France.

Il revient à l'entente cordiale.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande au député de Lotbinière ce qu'il pense de Pétain.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'aime mieux Pétain que de Gaulle. Le maréchal Pétain a pu commettre des erreurs, mais personne ne peut mettre sa sincérité en doute. Ce n'est pas à 86 ans qu'on commence à changer et qu'on trahit son pays. Par contre, je mettrais en doute la sincérité d'un homme qui s'est associé aux communistes et qui a banni les crucifix de la Martinique.

Il s'excuse d'avoir suivi le secrétaire provincial sur un terrain étranger à la discussion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit une lettre d'un colon de Frontenac qui se plaint de ne pouvoir faire instruire ses six enfants parce qu'il demeure à six milles du village et qu'il n'y a pas d'école. Il pose des questions.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** M. Grégoire Bélanger, ancien député de Dorion, travaille aujourd'hui pour le gouvernement, à un salaire de \$2,400 par année. Il a été inspecteur des écoles professionnelles et il est maintenant agent de liaison entre le gouvernement et les commissions scolaires de l'île de Montréal, relativement à l'application de la loi de la fréquentation scolaire obligatoire.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-douze mille quatre cents dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "*Gazette officielle*, traitement compris (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée 11 h 50.

#### **NOTES**

1. *Le Devoir* du 12 mai 1944, à la page 6, nous mentionne que le sous-ministre des Terres et Forêts, M. A Bédard, est aux côtés du ministre Hamel afin de l'assister.

2. Selon *The Gazette* du 12 mai 1944, à la page 11, il s'agit de 25 milles.

3. Selon *Le Canada* du 16 mai 1944, à la page 2, l'honorable M. Hamel a réellement exprimé le sentiment de la population de la Côte-Nord. Dès 1941, l'honorable Adélard Godbout a visité cette intéressante région. C'était la première fois qu'un premier ministre de la province visitait officiellement la Côte-Nord et l'honorable M. Godbout en a profité pour étudier sur place tous les besoins de cette partie de la province. C'est à cette occasion que Son Excellence Mgr N.-A. Labrie, vicaire apostolique du Golfe Saint-Laurent, lui a dit l'importance qu'il y avait de doter la partie est de son vicariat apostolique d'une nouvelle industrie. On considérait le projet comme un rêve. La déclaration de l'honorable M. Hamel aujourd'hui nous a révélé que le vœu de Mgr Labrie et de ses diocésains sera exaucé. Le rêve sera réalisé.

## Première séance du vendredi 12 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 h 40.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

## Subsides:

Budget des dépenses  
1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

## En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-quatre mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Musée et archives - Bibliothèque Saint-Sulpice et Commission des monuments historiques (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a l'intention de répondre à la demande d'octroi faite par l'association Le Flambeau, de Trois-Rivières, une organisation qui prépare les fêtes du 310<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la cité de Lavolette? Le Flambeau fêtera en même temps le 10<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation comme association patriotique.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La demande a été accueillie avec sympathie et le gouvernement fera certainement quelque chose. Il promet de donner à cette requête sa plus favorable considération. Il ira de nouveau bientôt à Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et aussi dans le temps des élections?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ah oui!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tant mieux. Il pose des questions au sujet de la *Gazette officielle*.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La *Gazette officielle* est imprimée par le journal *Le Soleil*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel montant reçoit *Le Soleil*?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'en ai aucune idée, de mémoire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demanderais au ministre de se renseigner pour renseigner la Chambre.

Combien coûte l'entretien du musée provincial, sur les plaines d'Abraham?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Une somme de \$14,000 a été dépensée l'an dernier, mais elle a été réduite à \$12,000 dans le présent budget. Cela ne comprend pas les salaires, \$20,000, payés au personnel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec les intérêts et l'amortissement du capital, c'est \$100,000 que doit coûter le musée au Trésor provincial chaque année.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** n'est pas de cet avis. Il croit que c'est, au plus, \$60,000. Par ailleurs, dit-il, le budget du musée de Québec comprend également un montant de \$4,000 pour l'achat d'œuvres d'artistes canadiens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi est-ce que l'on veut dépenser \$14,600 au musée Laurier, à Arthabaska? Est-ce que l'on veut enterrer le programme du vieux Parti libéral?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Un montant de \$2,100 sera affecté au musée Sir-Wilfrid-Laurier, à Arthabaska, dont \$1,400 pour des travaux de réparation.

Il rend hommage à l'activité de M. Paul Rainville, conservateur du musée provincial. L'on

s'est efforcé, au musée, d'organiser des expositions propres à mettre en valeur les œuvres de nos artistes, déclare-t-il, et plusieurs expositions ont été tenues au cours de l'année écoulée. Ces salons ont attiré de nombreux visiteurs et les élèves des écoles sont invités à passer de longues heures à se renseigner sur les arts canadiens. Ils ont donc reçu la visite des enfants des écoles, qui viennent y compléter leur éducation et acquérir le goût de l'esthétique. Ce sont d'excellents moyens de stimuler le goût et les talents des nôtres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le jardin botanique de Montréal, dirigé par l'Université de Montréal, est une des œuvres les plus fécondes de l'Union nationale et constitue réellement, à ce point de vue, la meilleure université mise à la portée des jeunes.

Nous manquons de solidarité nationale et les jeunes sont trop portés à détruire les arbres et les plantes. Le jardin botanique aura un effet considérable si on l'exploite de façon à détruire chez nous cette mentalité. Cette université populaire est facile d'accès.

Les jeunes y apprennent le respect des fleurs et des arbres et, quand ils reviennent d'une visite au jardin, ils sont plus en mesure d'utiliser leur esprit d'observation. Des touristes y vont également par milliers et c'est une source de revenus extraordinaire pour la province. Le jardin botanique est de beaucoup supérieur au musée de Québec. Le révérend frère Marie-Victorin, fondateur du jardin botanique, jette beaucoup de lustre sur notre province et notre race.

**M. Gagnon (Matane):** Combien y a-t-il d'employés au musée?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il y en a 13 à l'heure actuelle et le service des archives comprend 23 employés.

**M. Gagnon (Matane)** attire l'attention du ministre sur l'importance de nommer un personnel compétent au musée ainsi qu'aux archives de Québec. Aux archives, dit-il, on a placé et maintenu à son emploi un homme qui ne sait ni lire ni écrire. On devrait surveiller aussi l'engagement des gens préposés à la garde du musée et à la direction des visiteurs.

Il importe de nommer à ces postes des gens qui soient aptes à guider intelligemment tous ceux qui se présentent au musée pour admirer les œuvres d'art qui s'y trouvent.

**M. Talbot (Chicoutimi)** appuie les propos du député de Matane (M. Gagnon).

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** On ne peut s'attendre à ce que ceux qui sont nommés comme gardiens, aux archives, soient qualifiés pour devenir des archivistes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait observer que c'est l'Union nationale qui a acquis la bibliothèque Saint-Sulpice des sulpiciens.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Mais c'est le gouvernement libéral qui l'a ouverte.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la valeur des livres, à cette bibliothèque?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je crois qu'on a déjà refusé \$500,000 pour cette bibliothèque.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante-huit mille huit cent soixante-dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "École polytechnique, Montréal (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945<sup>2</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le Dr Augustin Frigon est encore lié à l'école dont il a été le directeur jusqu'à ce qu'il aille travailler pour la Société Radio-Canada à Ottawa?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le Dr Frigon est membre du conseil de l'école, une fonction pour laquelle il reçoit \$2,000 par année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Frigon est l'un des Canadiens français les plus compétents qui soient. Ses qualifications et sa compétence sont un actif non seulement pour la province, mais pour le Canada tout entier.

Il a une profonde connaissance de la pratique comme de la théorie et je suis certain qu'il n'a jamais eu toute la chance de le démontrer, parce que les libéraux à Ottawa et à Québec se sont ingérés dans ses affaires. Ses capacités intellectuelles seraient encore très utiles à sa province s'il n'avait été entraîné vers la politique où il a dû accomplir certaines choses. Mais sa compétence ne saurait être mise en doute.



**Des députés** discutent des cours d'enseignement spécialisé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas mis en application la loi que l'Union nationale avait votée en 1939 et qui autorisait la construction d'une école de textile, au coût de plus de \$100,000?

L'idée d'une telle école m'était venue de feu Hugh Mackay, de la compagnie de textile Wabasso ltée, un homme qui avait de larges vues et qui possédait une vaste connaissance. Il se disait surpris qu'avec tout ce potentiel qui existe au Québec l'industrie du textile doive faire venir des employés spécialisés de l'extérieur parce que nous n'avions pas les moyens requis pour former de la main-d'œuvre chez nous.

Les compagnies de textile ne voulaient pas importer de main-d'œuvre spécialisée, m'avait-il expliqué; elles préféraient recruter leur personnel dans la province, mais on ne disposait d'aucun moyen pour offrir une formation spécialisée aux ouvriers qui le voulaient.

La province devait donc avoir une école pour la formation des jeunes Canadiens français qui voulaient obtenir des situations intéressantes dans les filatures. C'est pour ces raisons que l'Union nationale avait voté une loi autorisant la construction d'une école de textile. Mais nous n'avons pas eu le temps de la bâtir. Il nous a d'ailleurs été impossible en trois ans de corriger toutes les erreurs qui avaient été commises dans le passé.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis heureux de souligner à mon tour l'excellente suggestion de cet industriel de la minorité anglaise que l'Union nationale a voulu réaliser.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il a été impossible de construire une seule école, vu les conditions de guerre, mais le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu dans les circonstances. Il a déjà nommé un directeur de l'enseignement spécialisé, M. Toupin, et des cours spéciaux ont été donnés dans les usines de Valleyfield, Sherbrooke, Drummondville et Montréal, à l'intention des jeunes gens qui veulent se préparer à occuper des postes importants dans les filatures. Ces cours sont comparables à ceux qui sont dispensés dans les écoles techniques et ils donnent d'excellents résultats.

**M. Gagnon (Matane)** parle de l'École polytechnique de Montréal. Le cours de génie qu'on y donne, dit-il, est d'une durée de quatre ans. Après

cela, l'étudiant diplômé qui désire se spécialiser en chimie doit étudier encore deux ans, c'est-à-dire un total de six années d'études pour quelqu'un qui voudrait, par exemple, devenir ingénieur chimiste. À l'Université Laval, le cours est également d'une durée de quatre ans, mais, après la deuxième année, l'étudiant doit décider si, oui ou non, il veut se spécialiser. S'il choisit de devenir ingénieur chimiste, il peut compléter ses études dans les deux années qui suivent, pour un total de quatre années d'études contre six années à Montréal. Le gouvernement devrait se pencher sur la question et voir s'il n'y aurait pas lieu d'apporter des changements au cours de génie qui se donne à Montréal.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** promet d'examiner la question.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bishop's College, Lennoxville (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les crédits budgétaires prévoient un montant de \$28,000 pour le collège Bishop. Pourquoi a-t-on réduit le montant de la subvention accordée annuellement au collège Bishop, qui passe de \$35,000 à \$28,000? C'est insensé et inéquitable. La loi promulguée par l'Union nationale, en 1939, pour venir en aide aux universités, permet l'octroi d'une subvention annuelle de \$35,000 au collège Bishop. J'ai voulu être juste pour toutes les classes. Le collège Bishop a bonne réputation et a droit à l'aide du gouvernement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** promet d'examiner la question.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 31 modifiant le Code civil.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée jusqu'à 3 heures, cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

#### **Deuxième séance du 12 mai 1944**

#### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Subsides:**

#### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dénonce le procédé d'avoir cédé les droits de notre province en fait d'assurance-chômage. Je me suis toujours prononcé en faveur d'une loi d'assurance-chômage faite par Québec pour Québec, car une loi faite par

Ottawa ne peut être que pour Ottawa. L'Union nationale a passé la première loi d'assurance-chômage de tout le Canada. Cette loi manifestait notre volonté de collaborer avec Ottawa, mais sans renoncer à nos droits. S'il y avait eu une législation concurrente, Ottawa n'aurait pu modifier sa loi sans l'assentiment des provinces. La loi de l'assurance-chômage avait été faite pour le Québec spécialement sans causer d'injustices à qui que ce soit.

Or, le premier ministre actuel a abandonné tous les droits que la province avait en matière d'assurance-chômage. Les contributions que doivent verser les ouvriers s'ajoutent aux taxes injustes et ruineuses. Nombreux sont les ouvriers qui se plaignent de retards incalculables dans l'envoi des allocations. Les ouvriers de la province se plaignent des petits montants accordés aux ouvriers sans travail. Au lieu de créer un fonds à part pour y placer les contributions, le gouvernement d'Ottawa dépense tout à mesure. Quand viendra le temps de payer, ceux qui ont déjà versé des contributions devront payer encore sous forme d'impôts pour reconstituer le fonds.

Ottawa a maintenant l'audace de profiter des abandons consentis par le premier ministre pour pratiquer le chantage et l'intimidation contre les ouvriers de la province de Québec. Et c'est ce gouvernement, qui n'a ni la franchise ni la loyauté d'admettre que la conscription existe et qui nie hypocritement son existence, même lorsqu'elle nous confronte sous sa forme la plus odieuse, qui se sert maintenant de la loi de l'assurance-chômage et de la loi du Service sélectif comme mesures de chantage pour intimider les sans-travail et les forcer à s'enrôler.

Un arrêté ministériel injuste pour les ouvriers, émis à Ottawa le 30 mars 1944 et envoyé le 8 mai 1944 par le Service sélectif national, et reçu ces jours-ci dans les bureaux d'assurance-chômage, décrète que les chômeurs ne pourront pas retirer un sou de l'argent qu'ils ont versé au fonds de l'assurance-chômage s'ils ne s'enrôlent pas dans l'armée ou s'ils ne produisent pas au registraire un certificat de médecin prouvant qu'ils sont inaptes au service militaire. Ottawa veut ainsi forcer les jeunes gens à se rapporter et à s'enrôler s'ils veulent toucher leurs indemnités. Voilà le résultat des abandons désastreux consentis par le gouvernement actuel.

Ce décret est dirigé spécialement contre la province de Québec, puisqu'une déclaration faite récemment par l'honorable Humphrey Mitchell à la Chambre des communes a montré qu'il y a actuellement 35,000 chômeurs au Canada, dont

25,600 dans la province de Québec. Je trouve d'ailleurs étrange qu'il y ait 26,000 chômeurs aujourd'hui dans Québec, alors qu'il n'y en a que 9,000 dans les autres provinces. Et c'est ce moment-là qu'on choisit pour imposer un système de conscription perfide, canaille et détournée. La façon dont on procède constitue donc la forme la plus perfide de chantage et d'intimidation que l'on n'ait jamais vue. Ce sont des méthodes dignes d'Hitler que pourtant nous combattons actuellement sur tous les fronts au prix des plus grands sacrifices.

De plus, on a remplacé le successeur de feu le notaire Joseph Sirois, M. Louis Trottier, à la direction de la Commission de l'assurance-chômage dans la province de Québec, par un fonctionnaire fédéral, M. Allen Mitchell, afin de mieux imposer cette conscription hypocrite. L'on se sert du ministère du Travail pour obliger les gens à s'enrôler, alors que l'affaire relève normalement du département de la milice du ministère de la Défense nationale. Le gouvernement libéral à Ottawa, qui travaille toujours de concert avec le gouvernement libéral à Québec, n'a pas le courage de prendre ses responsabilités. C'est indigne d'un gouvernement de prendre ainsi des procédés de maître chanteur. On établit une conscription basée sur la faim et la misère.

Si le ministère fédéral du Travail se sert du Service sélectif pour retracer les déserteurs, les fils de fermiers ou les employés municipaux, leur donnant le choix entre servir dans l'armée ou aller travailler là où leur service est requis, c'est une grave insulte qui est faite à la province de Québec et à sa population, et cela trahit la confiance que le premier ministre avait placée en lui en 1939. Ce n'est là qu'une autre façon de camoufler la conscription. La conscription de 1914 était franche, alors que celle de 1944 est une perfidie. On extorque, sous de faux prétextes, aux ouvriers qui ont payé des contributions d'assurance-chômage les sommes accumulées en leur nom pour les protéger contre l'indigence.

C'est une conscription hypocritement déguisée, un vol pratique sur les personnes qui contribuent à l'assurance-chômage, un chantage scandaleux, et cela avec la connivence du gouvernement provincial qui a cédé les droits de la province en acceptant un système d'assurance-chômage sous la coupe du pouvoir central, alors que l'Union nationale avait adopté une loi d'assurance-chômage qui respectait l'autonomie provinciale et bénéficiait aux Québécois. Ce qui pouvait convenir aux autres provinces ne convient pas nécessairement à la province de Québec. J'étais en faveur d'une loi

provinciale d'assurance-chômage faite conjointement avec Ottawa, mais une loi sur laquelle la province puisse exercer un contrôle. Je suis pour la collaboration, mais aussi pour le maintien de notre autonomie.

Au surplus, le système d'assurance-chômage est injuste. Ottawa n'y contribue que dans une proportion minime de 20 % et les fonds versés sont affectés non pas à la caisse d'assurance-chômage, mais à d'autres fins. Ainsi, au lieu de créer un fonds à part pour y placer les contributions, le gouvernement d'Ottawa dépense tout à mesure. Quand viendra le temps de payer, ceux qui ont déjà versé des contributions devront encore payer sous forme d'impôts pour reconstituer le fonds. De plus, même si les travailleurs québécois ont versé \$35,000,000 en contributions sur un total de \$110,000,000, ils n'ont aucune garantie que cet argent leur reviendra sous forme de prestations de chômage. Pour que le système soit juste, il aurait fallu que le gouvernement, les employeurs et les employés contribuent au fonds d'assurance-chômage dans une proportion de 33.3 % chacun.

Le Canada et tous les Canadiens détestent le bandit international Hitler, qui a violé la liberté de toutes les minorités en Europe. Mais pourquoi, à l'heure où le Canada dépense des milliards pour la guerre, où ses fils se font tuer sur les champs de bataille, pendant que les Canadiens implorent le ciel pour qu'Hitler soit vaincu au plus vite, implanter l'hitlérisme ici et mettre sur pied un système qui ferait l'orgueil d'Hitler, mais qui fait rougir de honte les hommes de cœur qui respectent leur parole? Je suis pour l'harmonie des races et j'en ai donné la preuve. Mais le gouvernement fédéral devrait avoir de la franchise et de la logique.

Pourquoi ne pas dire au peuple: "Nous nous sommes trompés", au lieu de poser des actes contradictoires qui incitent à la violation de la loi? Lorsque le gouvernement King a voulu établir l'assurance-chômage, j'ai dit que l'on ne devait pas sacrifier les droits des provinces. Aujourd'hui, on menace de ne pas payer l'assurance aux chômeurs qui ne se sont pas rapportés. Si la province de Québec n'avait pas cédé à Ottawa tous ses droits en matière d'assurance-chômage, une telle chose ne se serait jamais produite. Nous aurions donc dû avoir une loi provinciale d'assurance-chômage.

Le décret ministériel qui oblige les pères de famille à dénoncer leurs fils était déjà odieux. Plus odieux encore est celui qu'on vient d'adopter, qui permet de voler l'argent arraché aux ouvriers et de confisquer les prestations d'assurance-chômage. Il

rejoint les procédés d'Hitler dans ce qu'ils ont de pire. Je tiens à enregistrer ma protestation au nom de la classe travailleuse contre ces actes de chantage, de spoliation et de conscription déguisée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je vais répondre au chef de l'opposition en ce qui a trait au gouvernement de la province. Je pense que depuis le début de la session, le chef de l'opposition nous a fait perdre assez de temps à discuter de questions fédérales pour laisser le peuple juger de ses actes quand viendra son tour de demander le renouvellement de son mandat. Je laisse au fédéral le soin de défendre ses actes qui relèvent de son exclusive juridiction.

Une loi d'assurance-chômage était devenue absolument nécessaire en notre pays. Cette loi, le chef de l'opposition doit l'admettre, devait nécessairement être fédérale pour être appliquée avec efficacité dans tout le Canada, et elle est fédérale. Une loi provinciale du genre est impossible. Si une loi d'assurance-chômage avait été adoptée par chacune des provinces, elle aurait pu varier dans ses modalités suivant la volonté de chacune des législatures provinciales. Les ouvriers du Québec qui seraient allés travailler dans l'Ontario, par exemple, auraient perdu le bénéfice de toutes leurs prestations passées. Comment, en effet, pourrait-on payer, dans une province, des prestations de chômage à des sans-travail qui auraient payé leurs contributions dans une autre province?

En temps de guerre et en temps normal, les ouvriers sont sujets à être transférés d'une province à l'autre et il est nécessaire pour leur propre bien qu'ils tombent sous une loi d'assurance-chômage uniforme dans tout le Canada. Et, pour que le fédéral fasse une loi unique, il fallait que les provinces y consentent. Nous y avons consenti. C'est pour cela que nous avons permis à Ottawa d'établir un système fédéral, parce que c'était nécessaire et avantageux.

C'est là tout ce qui regarde le gouvernement de la province. Notre attitude a été logique et opportune. Au début de la guerre, alors que tout le monde travaillait, c'était justement le temps de créer un fonds en prévision de la période d'après-guerre. Par ailleurs, il ne veut pas se prononcer sur le remplacement de M. Trotter parce qu'il ne connaît pas ce dernier.

Quant au reste, dit-il, c'est une question qui relève d'Ottawa et je pense que nous avons assez longtemps causé de politique fédérale. Nous avons perdu assez de temps, à la Législature de Québec, à discuter les questions fédérales au lieu d'étudier les

affaires provinciales. Il est temps que nous nous occupions un peu de nos affaires. Nous sommes en session depuis bientôt quatre mois. Or, personne ne niera que nous avons passé au moins trois mois et demi à parler de questions fédérales. Il est temps que nous nous occupions des affaires de la province. Si l'Assemblée législative de Québec avait consacré plus de temps à discuter des questions provinciales plutôt que des questions fédérales, la session serait déjà prorogée.

Le gouvernement fédéral a une responsabilité à assumer et il sera jugé, peut-être très bientôt, sur ses œuvres. Le peuple aura à se prononcer sur ses politiques quand il se présentera devant l'électorat. Quant à moi, je réserve mon jugement sur plusieurs des actes politiques du gouvernement fédéral. Il y a plusieurs cas où je ne m'entends pas moi-même avec Ottawa. Mais il me semble que nous devrions maintenant nous occuper des affaires de la province, car je suis ici pour contribuer à bâtir son avenir. Si nous y mettions tous un peu plus de notre temps, je suis persuadé que notre politique provinciale aurait des chances d'être plus efficace.

Je suis on ne peut plus étonné que le chef de l'opposition passe tant de temps à discourir sur des sujets qui regardent le fédéral. Il veut le bien de la province, mais il a consacré les sept huitièmes de son temps, à la Chambre quand il est debout, aux questions fédérales. Et c'est lui qui parle les trois quarts du temps. S'il aime tant la politique fédérale, pourquoi ne va-t-il pas à Ottawa, où il pourrait régler toutes les questions et donner des leçons à nos gouvernants? Qu'il aille donc leur faire la leçon là-bas et faire valoir aux Communes ses vues sur tous les grands problèmes qu'il règle de loin. Nous avons besoin d'un patriote comme lui à Ottawa, après tout ce qu'il a fait dans la province de 1936 à 1939. S'il a été élu député au Québec, c'est pour s'occuper des affaires provinciales.

Quant à moi, la politique fédérale ne m'intéresse qu'en autant qu'elle affecte le sort de la province. J'en ai assez des affaires provinciales. Les gens d'Ottawa seront jugés dans deux, trois ou quatre mois peut-être, car nous avons à les juger, ces gens-là. Le peuple entier les jugera lorsque le gouvernement ira devant lui. Il se prononcera sur la performance du gouvernement pendant ces quatre années de guerre, avec tous les problèmes qu'elle a entraînés, et les Québécois jugeront après avoir pesé le pour et le contre. J'ai confiance au bon jugement du peuple canadien. J'ai confiance qu'il ne manifestera pas un jugement haineux, mais un jugement mûri, basé sur les meilleurs intérêts de

l'avenir du pays qu'il fallait défendre et qu'il faudra faire prospérer pendant la période de reconstruction d'après-guerre. Laissons au peuple le soin de répartir les responsabilités et il le fera, comme d'habitude, avec sagesse et bon sens. Rien ne sert, dans une confédération comme la nôtre, de cultiver la haine à jet continu.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis heureux d'avoir entendu dire au premier ministre que le chef de l'opposition est un patriote. C'est un beau compliment et j'en remercie le premier ministre. Cependant, l'opposition s'attendait à ce que le chef du gouvernement prenne une attitude tout de suite, quand il s'agit de défendre nos droits, au lieu de s'en remettre aux élections fédérales. La question soulevée par le chef de l'opposition n'est pas uniquement fédérale. Il n'y a aucun doute que l'assurance-chômage est une question strictement provinciale; elle est à la fois nationale, provinciale et familiale, une question qui touche au cœur, à la subsistance, au pain des ouvriers et de leur famille. L'assurance-chômage est fédérale parce que le gouvernement n'a pas voulu qu'elle soit provinciale et parce que le premier ministre n'a pas eu le courage de se tenir debout devant ses maîtres fédéraux.

Quand le premier ministre dit que c'est une question fédérale, il manque à son devoir parce qu'il donne son consentement à l'abandon de nos droits provinciaux, et ce, sans consulter le peuple ou, du moins, les députés de cette Chambre comme ils auraient dû l'être sur cette affaire. La province de Québec n'a pas donné son consentement dans les formes constitutionnelles. Au lieu de consulter la Chambre, le premier ministre a consenti, par simple lettre, à ce que la Constitution soit modifiée de façon à donner au fédéral la juridiction exclusive en matière d'assurance-chômage. L'autonomie provinciale a été violée.

Je vois le procureur général (M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) parler au premier ministre. Ils se consultent peut-être sur mes discours à Ottawa. Je sais que l'on va me répondre qu'en 1935 je me suis prononcé pour l'assurance-chômage fédérale, mais jamais, dans ces discours, je n'ai dit quoi que ce soit qui fut favorable à la cession de nos droits à Ottawa.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les écrits restent.

**M. Gagnon (Matane):** Ça prouve tout simplement qu'un homme d'honneur peut parfois se tromper.

Pour ma part, jamais je n'ai été en faveur de la cession des droits provinciaux en ce domaine. J'étais pour une législation ancillaire, respectant les droits provinciaux. La question de l'assurance-chômage est une question éminemment provinciale. Le gouvernement fédéral pose un acte arbitraire, injuste, illégal et inconstitutionnel en disant aux ouvriers: Vous avez peut-être dans nos livres un montant de \$400 ou \$500 qui vous est destiné en cas de chômage, mais, si vous ne vous rapportez pas, on va vous voler cet argent qui vous appartient, à vous et à vos enfants, et que vous avez versé au fonds de l'assurance-chômage. L'ordre en conseil dénoncé par le chef de l'opposition est un vol pratiqué au détriment des ouvriers qui ont payé de bonne foi leurs contributions.

À l'heure actuelle, le gouvernement prend tous les moyens pour appliquer en sous-main les recommandations du rapport Sirois. Le ministère du Travail se sert de tous les moyens pour nous imposer la centralisation. En fermant les bureaux de placement dans la province, le fédéral a commencé à empiéter sur nos droits et on a fait un tort incalculable aux ouvriers de la province en cédant à Ottawa nos bureaux de placement, car les bureaux fédéraux de placement ne rendent pas justice à la province de Québec. Les chômeurs actuels ne pensent rien retirer de la Commission de l'assurance-chômage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Matane affirme une chose qui n'est pas exacte. Les bureaux de placement ne sont pas fermés et nous allons même en augmenter le nombre bientôt. La province de Québec a été la seule de toutes les provinces à conserver ses bureaux de placement.

**M. Gagnon (Matane):** Voilà la déclaration que j'attendais. Si le premier ministre dit qu'il va augmenter le nombre des bureaux de placement, c'est qu'il admet que quelques-uns ont été fermés. Je sais bien qu'on en a conservé quelques-uns, mais on en a cédé plusieurs. Aujourd'hui, le gouvernement regrette ce qu'il a fait et il veut reprendre les bureaux qu'il a cédés. Ça montre qu'on n'est pas satisfait des bureaux de placement d'Ottawa.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas du tout cela. Nous voulons augmenter le nombre de nos bureaux de placement de la province parce que nous en aurons besoin après la guerre, quand les soldats reviendront et qu'ils devront être relocalisés. Nous allons les multiplier indépendamment ou à l'encontre du gouvernement fédéral s'il le faut.

**M. Gagnon (Matane):** Le bureau de placement de Matane a passé sous la juridiction de l'assurance-chômage et, par la suite, le gouvernement de Québec a cru bon de rouvrir son propre bureau<sup>3</sup>. Le bureau de l'assurance-chômage de Québec ne sert qu'à la réception des documents; quand les ouvriers veulent faire redresser des griefs, ils sont obligés d'aller à Montréal.

Le gouvernement d'Ottawa prive indûment les chômeurs de leurs prestations.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Matane m'exempte de faire un long discours. Il a avoué qu'à Ottawa il avait soutenu des propos contraires à ce qu'il a dit aujourd'hui. Les droits des provinces ne lui paraissaient pas si importants lorsqu'il était à Ottawa; il se fichait de l'autonomie provinciale.

**M. Gagnon (Matane):** Je n'ai pas parlé contre les droits des provinces et je n'ai jamais conseillé à Ottawa de s'emparer des droits du Québec.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Une minute! Je vais être obligé de rafraîchir la mémoire du député de Matane. Se souvient-il d'avoir été un partisan acharné de M. Bennett, d'avoir même été ministre sans portefeuille dans son cabinet en 1935?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais cela ne justifie pas M. King de voler les ouvriers.

**M. Gagnon (Matane):** Je n'ai jamais été en faveur d'un système d'assurance qui aurait sacrifié les droits de la province. J'ai siégé à Ottawa et j'ai mis de côté mes affiliations politiques pour voter contre mon parti quand les droits des Canadiens français étaient attaqués.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le procureur général est en faveur du fait que l'on dise aux gens: Enrôlez-vous, sinon vous allez perdre vos droits sur l'assurance-chômage?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ce que je vais faire, c'est lire le discours prononcé par le député de Matane, à Ottawa, en 1935, à l'appui des lois sociales préconisées par M. Bennett et qui comprenaient l'assurance-chômage. Le député de Matane disait: "Y a-t-il un financier, un homme d'État, un économiste, un homme de bon sens, en un mot, qui

dira qu'en présentant ces lois d'assurance sociale nous empiétons sur les droits des provinces?" Et le député de Matane ajoutait: "Pourquoi les provinces se plaindraient-elles, si nous prenons à notre charge le coût total des pensions, si nous leur donnons une politique d'assurance sociale qui ne leur enlève rien?"

Dans ce temps-là, le député admettait que le chômage était une chose fédérale. Se souvient-il d'avoir dit cela? Le député de Matane à ce moment-là approuva le principe de la centralisation de l'assurance-chômage au Canada. Ce n'est pas du tout ce que dit aujourd'hui le député de Matane et c'est le même homme qui s'indigne tant contre Ottawa, aujourd'hui, en disant qu'on veut nous dépouiller de nos droits.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne suis pas un lâcheur et un traître.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Matane pensait que l'honorable Ernest Lapointe était un petit homme à côté de lui, dans ce temps-là.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il l'est encore. Ernest Lapointe a fait comme les conscrits, il est retourné à la terre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Matane a changé d'avis. Ça ne me surprend pas, car lorsque je siégeais dans l'opposition, j'ai demandé au député de Matane si M. Bennett était son chef et il m'a répondu qu'il ne connaissait pas cet homme.

**M. Gagnon (Matane):** C'est une fausseté! Nous siégeons alors à la Législature provinciale; j'étais ministre de l'Union nationale et j'ai répondu que je n'avais qu'un chef dans la province, le député de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ah non! Le député de Matane se sent nerveux tout à coup. Je lui ai posé directement la question si M. Bennett était encore son chef à Ottawa et il m'a répondu: "Il y a longtemps que je ne connais plus M. Bennett."

**M. Gagnon (Matane):** Je répète que c'est absolument faux.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Matane va-t-il renier aussi son chef, M. Bracken?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Matane est mon premier lieutenant et je le réitère pour la millième fois: L'Union nationale est indépendante de tous les partis politiques d'Ottawa.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Que le chef de l'opposition se tienne tranquille un peu. Je parle au député de Matane.

**M. Gagnon (Matane):** Je l'ai dit, je ne renie personne.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Alors, je conclus que lord Bennett et M. Bracken sont restés vos chefs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général ne traite pas la question sérieusement.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je règle mes comptes d'abord avec le député de Matane.

Je conclus que le chef du député de Matane est aujourd'hui M. Bracken.

**M. Gagnon (Matane):** Si cela peut vous faire plaisir.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non, cela ne me fait pas plaisir de voir le député de Matane faire des sorties en Chambre et, dès qu'il n'est plus ici, s'unir à M. Bracken qui a des attitudes bien différentes de celle que prend l'opposition pour essayer de capter les faveurs du peuple. Ça me fait de la peine. Je regrette qu'il parle d'une façon en Chambre et qu'il agisse d'une autre façon à l'extérieur. Mais le peuple ne se laissera pas prendre.

Ce qui ne me fait pas plaisir, c'est que le député de Matane fréquente les organisateurs politiques de M. Bracken et prépare sa candidature pour les prochaines élections fédérales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre. Il présente des protestations contre les tactiques d'Ottawa à l'endroit des ouvriers et le procureur général n'a pas le droit de traiter la question à la légère.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** répond qu'il ne se laissera pas

entraîner sur le domaine du fédéral. L'assurance-chômage, dit-il, est une bonne affaire. C'est une loi nouvelle. Il est possible que des cas particuliers se présentent.

Dans les heures graves que nous traversons, le chef de l'opposition a soulevé cette question parce que lui et ses partisans ne pensent qu'aux élections. Ils disent n'importe quoi. Le chef de l'opposition devrait aussi songer à conserver à la province le calme dont elle a besoin et la paix sociale. C'est le devoir des chefs politiques de ne pas perdre la tête dans les moments difficiles que nous traversons.

**Un député de l'opposition** mentionne l'affaire de Saint-Lambert<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** On a fait allusion à un événement récent qui a été exploité à fond par l'opposition contre les autorités fédérales. Les journaux se sont emparés de l'affaire. Je ne sais pas encore quelle décision je prendrai à ce sujet. À tout événement, j'ai fait venir le dossier et je suis à l'étudier. Je tiens cependant à faire remarquer à l'opposition qu'un incident analogue s'est produit à Coteau Landing, il y a quelques mois, mais qui n'est pas du genre décrit par l'Union nationale. Un homme a été tué, non par la Gendarmerie royale mais par la police militaire. Les journaux ne se sont pas emparés de l'affaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** On a déjà parlé de l'affaire de Saint-Lambert et le procureur général a le droit de citer un cas analogue, mais il ne doit pas multiplier les cas.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Dans l'affaire de Coteau Landing, le gouvernement a fait arrêter le prévenu, qui a subi son procès et a été acquitté en février dernier.

Il est inutile d'ameuter la population. Si des sanctions sont nécessaires, après l'enquête, le procureur général saura intervenir et ne manquera pas de sévir.

**M. Barrette (Joliette):** Le procureur général n'a pas répondu aux accusations du chef de l'opposition. Quant au premier ministre, il a dit que la loi était nécessaire et devait être fédérale. C'est un

raisonnement dangereux et qui explique bien des abdications. Le gouvernement a tout cédé à Ottawa et ne s'est réservé aucun contrôle. Comme résultat, on se sert aujourd'hui de l'assurance-chômage pour appliquer la loi de conscription déguisée.

Les bureaux de placement provinciaux dont parle le premier ministre sont actuellement des bureaux politiques, du moins il en est ainsi dans Joliette. On peut en établir partout et ils resteront une nuisance.

Il est remarquable que ce soit toujours le chef de l'Union nationale qui, le premier, alerte l'opinion publique sur de semblables questions ou dénonce les abus de pouvoir des rouges à Québec, rouges à Ottawa.

Cet arrêté ministériel no 2222 que vient de dénoncer l'honorable chef de l'opposition est peut-être le plus malhonnête qui ait été passé par les amis du gouvernement d'Ottawa. Il est destiné à favoriser la conscription, la conscription de la famine et de la misère, sous une couverture d'hypocrisie et il prouve, de toute évidence, que lorsque le chef de l'opposition parlait de la conscription de la faim, il employait un terme qui n'était pas trop fort, et que, lorsqu'il démontrait les dangers qu'offrait une loi d'assurance-chômage appliquée par Ottawa, il faisait preuve d'une clairvoyance qui manque au premier ministre actuel.

Non seulement on va tenter d'affamer les jeunes gens qui sont d'âge militaire pour les forcer à s'enrôler, mais, par cet arrêté ministériel, on refusera de payer une allocation de chômage à des ouvriers qui ont payé des cotisations depuis un an ou deux. C'est un vol pur et simple. Par le fait même, le gouvernement fédéral, qui applique cette loi grâce à l'appui du gouvernement de Québec, agit en l'occurrence comme un assureur ne respectant pas ses engagements envers les ouvriers assurés, et va confisquer les primes ou cotisations payées par les ouvriers.

Encore cette fois, c'est Québec qui sera la province la plus affectée puisque, sur les 35,000 chômeurs qu'il y a présentement au pays, 25,000 sont dans notre province. Le gouvernement, en prenant cette décision de ne plus payer d'assurance-chômage aux hommes d'âge militaire, se rend coupable d'une chose inqualifiable. C'est l'acte le plus condamnable qu'il ait jamais posé, dans l'application de sa loi de conscription déguisée, et c'est une confiscation des argents qui appartiennent à des ouvriers qui, de bonne foi, se sont soumis aux lois fédérales.

Ce n'est pas la première fois que le chef de l'opposition dénonce la fourberie et l'hypocrisie du plébiscite, de ceux qui appliquent la loi de conscription. Il a protesté trois fois en cette Chambre contre l'arrêté ministériel qui oblige les pères à

dénoncer leurs fils qui sont d'âge militaire. C'est toujours lui qui, le premier, se lève pour protester et non le premier ministre. Il est encore le premier à dénoncer cette nouvelle tactique malhonnête.

Je proteste au nom des ouvriers, volés par le gouvernement fédéral, dont je me réclame, M. l'Orateur. J'ai gagné ma vie pendant 22 ans par un travail manuel, c'est-à-dire jusqu'au jour où je fus élu député du comté de Joliette. Je peux donc parler au nom des ouvriers sans faire de démagogie et sans faire parade de ce titre d'ouvrier. Je dis, M. l'Orateur, que lorsque la portée de cet arrêté ministériel sera connue, il y aura des clameurs dans le peuple et il va soulever des protestations dans toute la province.

Je félicite le chef de l'opposition de son intervention courageuse, comme toujours, et je demande au gouvernement, au moins pour une fois, de faire preuve de fermeté en protestant contre cette décision injuste et malhonnête.

La motion est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides<sup>5</sup>.

#### En comité:

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** informe le député de Matane qu'en ce qui concerne le cours de génie donné par l'École polytechnique, à Montréal, il est d'une durée de quatre ans. Si l'étudiant décide de se spécialiser, il doit ajouter une cinquième année d'études à sa formation. C'est donc dire que la durée d'un cours spécialisé n'est pas de six, mais de cinq ans.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-sept mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles de réforme et d'industrie (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.



3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université McGill, Montréal, (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare prêt à adopter les montants prévus pour l'Université McGill, \$72,000, l'Université de Montréal, \$25,000, et l'Université Laval, \$25,000. Cependant, il tient à déclarer que c'est l'Union nationale qui a sauvé l'Université de Montréal. Il rappelle tout ce que l'Union nationale, de 1936 à 1939, a fait pour l'Université de Montréal.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'Union nationale n'a rien fait de pratique dans ce domaine. C'est le gouvernement actuel qui a ouvert les portes de l'université montréalaise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a sauvé l'Université de Montréal et les sulpiciens. J'ai ici des lettres de l'archevêque de Montréal, du recteur de l'Université et du doyen de la Faculté de médecine, le Dr Albert Lesage, qui me remercient. Il lit, à ce propos, des témoignages d'appréciation et de félicitations qu'il a reçus, en 1939, du cardinal Villeneuve, de feu Mgr Paul Bruchési, de feu Mgr Georges Gauthier, de feu le Dr Arthur Vallée et de Mgr Olivier Maurault. J'ai voulu démontrer, dit-il, que ces personnages reconnaissent que c'est l'Union nationale qui a sauvé l'Université de Montréal, après avoir tiré la Compagnie Saint-Sulpice d'un mauvais pas en votant la loi concernant l'Université de Montréal.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Si le chef de l'opposition a eu de bonnes intentions quand il a proposé une loi pour l'Université de Montréal, il n'a pu leur donner suite. Et il en a été des intentions du chef de l'opposition pour l'Université de Montréal comme de bien d'autres: elles ne se sont pas réalisées de façon pratique, car, comme pour bien d'autres choses, il a fait des promesses et c'est le gouvernement actuel qui a posé les actes. En vertu de sa loi de 1939 pour sauver l'Université de Montréal, il n'a pas versé un seul sou à cette institution.

C'est le gouvernement actuel qui a réglé le problème de l'Université de Montréal en votant un octroi de \$3,300,000 payable en trois ans. Avec cet argent, l'Université a pu parachever et inaugurer son

nouvel édifice au public étudiant, l'automne dernier, qui fait l'orgueil de toute la province. Le chef de l'opposition peut lire des lettres de personnages auxquels il a fait des promesses comme il en a fait à tout le monde. Ces personnages ont pu le remercier de ses bonnes intentions, mais ce n'est pas lui qui a tenu les promesses, c'est le gouvernement actuel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province affirme des choses contraires aux faits. Est-ce que le ministre a l'audace de dire que je n'ai pas donné un sou à l'Université? Les témoignages cités sont clairs et ne peuvent être mis en doute. Le gouvernement de l'Union nationale, ou plutôt le peuple de la province, a donné des centaines de mille dollars à l'Université de Montréal pour payer les professeurs, et notre loi était tellement bonne que le gouvernement actuel s'en est servi.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** J'ai dit que votre gouvernement n'avait pas donné un sou en vertu de la loi de l'Université de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais voyons.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous, ce ne sont pas des promesses que nous avons faites, mais nous avons posé des actes. Le peuple sait que l'Université de Montréal, c'est l'œuvre du gouvernement actuel.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université Laval, Québec, (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Université de Montréal (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article:

"Octrois et subventions (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la jeunesse (École d'avionnerie, Montréal), (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

"À Matane, il y a déjà un bureau de placement. Or, je viens d'apprendre que le ministère fédéral du Travail veut en ouvrir un autre à côté, ce qui prouve que le bureau actuel sera fermé."

4. Il s'agit de l'affaire où le jeune Guénette a été tué par un policier de la Gendarmerie royale. Il en a déjà été question en Chambre lors de la séance du mardi 9 mai 1944.

5. Selon *L'Événement* du 13 mai 1944, à la page 10, ce débat a duré une heure et quart.

### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 10.

---

### NOTES

1. Selon *La Patrie* du 13 mai 1944, à la page 3, 22 députés sont présents en Chambre.

2. Selon *L'Événement* du 13 mai 1944, à la page 3, le directeur de l'École polytechnique de Montréal est M. Armand Circé, alors que M. Augustin Frigon est président du conseil d'administration de l'institution.

3. *L'Événement* du 13 mai 1944, aux pages 3 et 10, mentionne plutôt ces paroles du député de Matane:

## Première séance du mardi 16 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 modifiant la loi du crédit agricole du Québec;

- bill 20 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal;

- bill 32 modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

- bill 33 concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse;

- bill 34 concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère;

- bill 137 relatif aux successions de feu Jean Boucher et de feu Félicité Tanguay.

## Dépôt de documents:

## A. Dufresne

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 avril 1944, pour la production d'une copie de toute correspondance entre le gouvernement provincial, aucun de ses membres ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1943 inclusivement jusqu'au 17 avril 1944 inclusivement, et concernant M. Alvarez Dufresne, de Saint-Martin, comté de Laval, étant ou ayant été à l'emploi du gouvernement de la province, pour le département de la Voirie. (Document de la session no 77)

## Hydro-Québec

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une

adresse au lieutenant-gouverneur, en date du 3 mai 1944, demandant la production d'une copie authentique de tous les ordres en conseil, adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, depuis le 14 avril 1944 inclusivement jusqu'au 17 avril 1944 inclusivement, et se rapportant au bill 17 établissant la Commission hydroélectrique de Québec, et qui a été sanctionné le vendredi 14 avril 1944. (Document de la session no 78)

## L'affaire de Saint-Lambert

**M. Francoeur (Lévis):** J'ai reçu ce matin une résolution du conseil municipal de Saint-Lambert concernant la malheureuse affaire qui a entraîné le mort de Georges Guénette.

Je n'ai voulu faire aucune déclaration la semaine dernière, car je voulais d'abord avoir des renseignements additionnels, et je voulais, en outre, visiter les lieux. C'est ce que j'ai fait en fin de semaine et je crois de mon devoir de dire à cette Chambre que les officiers de la police fédérale, en cette circonstance, ont fait preuve d'un manque de jugement inexplicable et de négligence coupable impardonnable.

Afin de rendre justice à la famille éprouvée et à la population de Saint-Lambert, je demande la réouverture immédiate de l'enquête du coroner sur la mort de Georges Guénette, qui s'est produite à Saint-Lambert de Lévis, afin de faire entendre d'autres témoins, lesquels pourront, je l'espère, éclaircir cette affaire et permettront d'établir les responsabilités et de punir les coupables, si coupables il y a.

Comme la victime était le seul soutien de sa famille, son père, un brave journalier malade et incapable de travailler, je demande qu'un procureur de son choix lui soit fourni aux frais de la couronne et que, de plus, des représentations soient faites au ministre de la Justice, à Ottawa, afin que la famille soit indemnisée le plus tôt possible.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de parler des regrettables événements qui se sont produits à Saint-Lambert. J'ai reçu du conseil municipal de cette paroisse la résolution suivante:

"Il est proposé par le conseiller Joseph Ferland, secondé par le conseiller Xavier Gosselin;

"Il est résolu que ce conseil, tout en se déclarant respectueux des lois, désire protester avec

énergie contre la façon répréhensible avec laquelle un de nos concitoyens, M. Georges Guénette, soutien de famille, a été tué dimanche, le 7 mai dernier, en négligeant de lui procurer les secours de la religion.

"Il est aussi résolu que ce conseil se déclare prêt à collaborer au respect des lois, mais demande aux autorités d'empêcher la répétition d'événements aussi regrettables, et considère que les méthodes tracassières de certains agents de police sont contraires aux droits des citoyens paisibles et à l'inviolabilité de leur domicile."

Que copie de la présente résolution soit envoyée à l'honorable Louis Saint-Laurent, ministre de la Justice; à monsieur le brigadier Edmond-A. Blais, officier commandant la 5<sup>e</sup> région militaire; à l'honorable Adélar Godbout, premier ministre; à l'honorable Maurice Duplessis, chef de l'opposition.

(signé) J.-L. Vachon, sec.-trésorier

(signé) Damase Breton, maire

La Corporation de Saint-Lambert  
Comté de Lévis, P. Q.

Je félicite le conseil municipal de Saint-Lambert de la manière digne dont il a rédigé sa résolution. Les conseillers ont montré leur respect de la loi. La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de parler des regrettables événements qui se sont produits à Saint-Lambert. J'ai reçu du conseil municipal de cette paroisse une résolution demandant la réouverture de l'enquête. Je partage cette opinion et je crois que le procureur général (M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) et le gouvernement devraient agir sans retard. Les journaux nous rapportent une déclaration de l'honorable M. Louis Saint-Laurent, à la Chambre des communes, disant qu'il n'a encore rien reçu du procureur général au sujet de l'affaire de Saint-Lambert.

La semaine dernière, j'ai demandé la réouverture de l'enquête et je ne crois pas que l'on devrait attendre les appoints du ministre fédéral de la Justice pour agir. C'est une question qui relève du gouvernement du Québec et du procureur général.

Il faudra nécessairement exhumer le cadavre, car je suis informé que les agents n'étaient qu'à 25 pieds de Guénette lorsqu'ils ont tiré sur lui et que la victime aurait été atteinte de trois balles. L'histoire selon laquelle elle aurait été atteinte par une balle qui a ricoché sur une pierre me paraît ridicule. Il conviendrait également de faire entendre de nouveaux témoins.

Le conseil de Saint-Lambert a eu raison de protester. Je suis surpris que le procureur général n'ait encore rien fait. C'est son devoir de faire rouvrir l'enquête sans délai, d'ordonner l'exhumation du cadavre pour l'examiner à nouveau et de fournir un avocat à la famille, aux frais de la couronne, car le cas est extrêmement grave. Il ne faut pas que la police en ce pays et dans la province se conduise ici comme au Mexique ou en Allemagne et que le gouvernement imite Hitler. La police montée a généralement une bonne réputation, mais elle a parmi ses membres des gens qui outrepassent leurs droits et qui ne sont pas dignes de la réputation de cette force policière. On demande la réouverture immédiate de l'enquête pour empêcher que les rumeurs se multiplient et se répandent. Le plus tôt la vérité sera connue, le mieux ce sera et, s'il y a des coupables dans la Gendarmerie royale, relativement à cette affaire, qu'ils soient punis. Le gouvernement devrait donc traduire devant les tribunaux les policiers qui sont responsables de l'affaire de Saint-Lambert et permettre à la justice de suivre son cours.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le département du procureur général s'est occupé de cette malheureuse affaire dès le premier jour. Je veux, comme le premier ministre l'a fait la semaine dernière, offrir à la famille éprouvée l'expression de mes profondes condoléances. Je regrette, tout comme le chef de l'opposition et le député de Lévis (M. Francoeur), le malheureux accident de Saint-Lambert. Mais, suivant son habitude, mon honorable ami a trouvé moyen de dire deux choses contraires aux faits, pour employer un terme parlementaire. En premier lieu, il a dit que nous attendions après le fédéral.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On fausse ma déclaration.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition n'a peut-être pas employé les mêmes termes, mais il a laissé entendre que le procureur général attendait après le fédéral. Rien n'est plus faux. Je n'ai même pas consulté le ministre de la Justice à ce sujet, car je n'ai rien à faire avec le fédéral.

Et voici la deuxième erreur. Le chef de l'opposition dit que je n'ai rien fait. Dès mardi soir dernier, j'avais devant moi un plan détaillé des lieux et un rapport complet préparé par la Sûreté provinciale. J'ai aussi demandé immédiatement au coroner Guay une copie des témoignages rendus à

l'enquête. Si nous n'avons pas agi autrement que nous l'avons fait, c'est que nous n'avions pas les dépositions de l'enquête du coroner. Je n'ai reçu que ce matin ces dépositions qui seront examinées et mon honorable ami peut être assuré que nous prendrons toutes les mesures qui s'imposent.

Le député de Lévis nous demande la réouverture de l'enquête du coroner. Est-ce le meilleur moyen à prendre à l'heure actuelle? Je l'ignore encore, mais cette Chambre peut être assurée que la question est à l'étude et que nous ne négligerons rien en vue de prendre la décision la plus sage pour que toute la vérité soit connue sur cette pénible affaire. Encore une fois, s'il y a eu retard, c'est la faute du coroner qui ne nous a pas fait parvenir les dépositions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ce n'est pas un bon coroner, qu'on le remplace! Pourquoi ce rapport est si en retard?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Que mon honorable ami ne s'énerve pas. Ce n'est pas parce que nous n'avons pas un bon coroner que les dépositions sont arrivées en retard, mais parce que le coroner est médecin et que les exigences de sa profession ne lui ont pas permis d'agir plus tôt et qu'il n'a pu nous faire parvenir son rapport auparavant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une raison. Ce retard est injustifiable.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je dois ajouter qu'il ne faut pas procéder trop vite en cette affaire. Ce qui importe, c'est qu'on ne cherche pas à s'en faire du capital politique ou à soulever la population.

#### **Les conscrits du camp de Vernon**

**M. Chalout (Lotbinière):** J'ai rencontré jeudi dernier à la porte de l'hôtel du gouvernement trois conscrits qui venaient d'arriver du camp de Vernon, en Colombie-Britannique. Ils m'ont dit qu'ils avaient été forcés de signer pour outre-mer à cause des mauvais traitements qu'on leur a fait subir. Ils m'ont demandé de saisir la Chambre de cette question. Suivant les témoignages que j'ai reçus et que je ne peux passer sous silence, aux conscrits canadiens-français de Vernon qui refusent de signer, on fait accomplir les travaux les plus répugnants, les

besognes les plus sales et les plus dures. On les punit parce qu'ils ne parlent pas l'anglais. On leur refuse des congés parce qu'ils ne voulaient pas signer la formule d'engagement pour outre-mer. On leur dit également qu'ils ne retourneront jamais dans la province de Québec s'ils ne s'enrôlent pas pour outre-mer. On les traite de lâches.

J'ai reçu des nouvelles analogues du camp Borden en Ontario. J'ai ici une lettre collective signée par 13 de nos militaires canadiens-français et qui se trouvait dans l'avalanche de lettres que j'ai reçues sur le sujet. On y raconte des choses effarantes. Ces lettres révèlent que les tentatives faites pour obliger les hommes à s'enrôler pour le service outre-mer sont scandaleuses. Ces jeunes gens se plaignent d'être traités comme des chiens dans certains camps de l'Ouest parce qu'ils n'ont pas signé pour aller se battre outre-mer. On les force à parler anglais et des punitions atroces sont décernées à ceux qui parlent français. Ils sont en butte à toutes les railleries et à tous les sarcasmes parce qu'ils sont canadiens-français et rien ne leur sert de se plaindre aux autorités. Un autre militaire, qui fait partie d'une compagnie de génie, dit que ses compagnons et lui ont été condamnés à un mois sans paie pour être allés à la messe le dimanche, alors qu'ils avaient reçu l'ordre de n'y pas aller.

Évidemment, ce n'est pas la faute du gouvernement provincial, mais c'est son devoir, en tant que protecteur naturel des Canadiens français, d'agir d'une manière efficace et énergique auprès des autorités fédérales pour qu'on cesse de maltraiter les conscrits canadiens-français. Il ne serait pas bon qu'on puisse dire que dans les camps militaires canadiens, nos soldats sont plus maltraités que dans les camps de concentration.

Il a les lettres dont il a parlé, qu'il veut déposer afin de permettre aux députés d'en prendre connaissance.

#### **L'Ascension**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les autorités fédérales obligent les gens qui dépendent d'eux à travailler demain jeudi, le jour de l'Ascension, alors que ce jour est à la fois une fête religieuse et une fête légale dans la province de Québec. C'est une nouvelle provocation à notre province. Le gouvernement provincial devrait intervenir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette fête sera évidemment chômée dans tous les domaines qui dépendent de l'administration provinciale. Il est

possible, cependant, que certaines institutions qui dépendent du fédéral fonctionnent ce jour-là comme un autre jour, mais je ne crois pas que les bureaux du gouvernement fédéral qui sont situés dans la province de Québec restent ouverts ou que les employés du fédéral dans la province soient obligés de travailler. En tout cas, je suis d'avis que les employés directs du gouvernement fédéral ne devraient pas être forcés de travailler le jour de l'Ascension et que cette fête sera observée. Le gouvernement de la province fait tout son possible pour que cette fête soit observée partout comme jour légal.

### Projets de loi:

#### Protection de l'enfance

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 concernant la protection de l'enfance soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous étions jusqu'à maintenant, déclare-t-il, la seule province à ne pas avoir une loi moderne pourvoyant spécialement à la protection de l'enfance et le gouvernement juge opportun et sage de présenter ce bill. Devant les demandes réitérées de toutes les organisations qui veillent sur le sort de l'enfant abandonné ou vivant dans des conditions non conformes aux standards établis, nous avons demandé à la Commission de nous soumettre les recommandations propres à assurer la base d'un projet de loi.

La Commission a préparé ce projet en invitant les différents organismes à nous suggérer les meilleurs moyens à prendre pour en arriver à un résultat, afin d'assurer à l'enfant le bien-être auquel il a droit. Le présent bill reproduit presque entièrement l'avant-projet de la commission Garneau-Blanchet-Durnford. Nous n'y avons apporté que de légères modifications, car nous avons aussi invité les organisations établies, les personnes qui s'intéressent le plus activement aux œuvres de protection de l'enfance, à nous exprimer leurs opinions. Toutes les suggestions ont été écoutées.

La loi pourvoit à la création d'un conseil supérieur de la protection de l'enfance, conseil composé de 12 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont 10 professant la religion catholique romaine et deux, la religion protestante. Trois de ces membres seront désignés par l'Assemblée des évêques catholiques romains de la province, un par le secrétaire de la province, un par

le ministre de la Santé et du Bien-être social; un membre devra être un juge et au moins une personne du sexe féminin sera choisie. Ces deux derniers et les cinq autres choisis par le ministère seront nommés pour trois ans.

Le conseil choisit annuellement son président et un vice-président. La loi pourvoit à la nomination d'un directeur de la protection de l'enfance qui agit en même temps comme secrétaire du conseil et le directeur adjoint en sera le secrétaire adjoint.

Les sociétés de protection de l'enfance qui seront chargées de venir en aide aux enfants négligés, abandonnés ou indigents seront recommandées par le Conseil supérieur, et le lieutenant-gouverneur en conseil leur permettra d'opérer.

Le directeur et le directeur adjoint de la protection de l'enfance seront désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil et il y aura aussi des comités de protection de l'enfance où il n'existe pas de sociétés qui ont juridiction. Le directeur pourra nommer ce comité composé de 5 à 9 membres, approuvé par le Conseil supérieur.

Nous trouvons dans la loi les articles qui donnent la définition des enfants qui auront besoin de protection et elle n'atteint nullement ceux qui sont sous la protection de leurs parents, de bons gardiens ou d'institutions dûment constituées.

La loi pourvoit à la création de maisons d'accueil pour les enfants sans protection; elles recevront les enfants appréhendés qui n'auront pas été remis à leurs parents.

La loi pourvoit également à la création de cours familiales, destinées à remplacer les cours de jeunes délinquants de Québec et Montréal, et qui pourront être créées dans des villes de plus de 25,000 âmes. Ces cours n'auront pas tant pour tâche de juger les enfants traduits devant elles que d'examiner les faits qui seront présentés aux juges. On veut éviter à l'enfant de posséder dans l'avenir un casier judiciaire. Elles détermineront également le pouvoir et l'autorité que détiendront les responsables de l'application de la loi.

Les frais de garde des enfants seront payés pour moitié par le gouvernement et pour moitié par la municipalité, suivant le système actuel en vigueur pour le paiement des frais de garde des enfants reçus dans les écoles d'industrie. Les municipalités auront toujours droit de se faire rembourser par les parents, en tout ou en partie, pour les frais de garde de leur enfant s'ils ont les moyens de payer.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité de conserver nos ressources naturelles et plusieurs mesures législatives ont été adoptées dans ce but.

Aujourd'hui, nous présentons une législation qui a pour but de sauver notre capital humain et ce qui en est le plus précieux, nos enfants. Tout le monde admettra avec moi que c'est ce qui doit être la préoccupation première de la société. Québec n'avait pas de législation appropriée pour l'enfance. C'est une lacune que nous espérons voir disparaître avec la mise en application de la loi que nous présentons. Comme elle a pour but d'assurer le bien-être de l'enfance au plus haut degré de protection qu'il soit possible d'atteindre, je demande à la Chambre d'adopter cette loi à l'unanimité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais gouvernement n'a été plus en retard dans le travail sessionnel que le gouvernement actuel. À l'ouverture de la session, le premier ministre avait déclaré lors d'entrevues que les lois avançaient, que la session serait courte, et le gouvernement s'y prend toujours en retard. Le présent gouvernement libéral sera reconnu dans l'histoire de la province comme le plus lent depuis la Confédération. La session est dans son quatrième mois. Depuis cinq ans, il a toujours fallu quatre mois pour régler les affaires de la province. Il est inconcevable qu'une législation de cette importance soit passée à la dernière minute.

C'est toujours la même comédie. Le gouvernement a attendu à la toute dernière minute, à la fin de la session et à la veille d'une campagne électorale. Ce n'est pas le temps. Il présente des lois aux titres pompeux, mais qui ne contiennent rien sinon un chambardement de notre législation et l'ingérence politique. Cette loi ouvre la porte à tous les abus. Plutôt que de s'occuper des symptômes, le gouvernement devrait aller à la racine du mal. C'est une loi qui n'est pas mûrie, qui favorise le patronage à droite et à gauche.

L'année dernière, une commission d'assurance-maladie a été créée et il semble qu'elle a fait autre chose que ce dont elle avait été chargée par la loi qui l'a créée, puisque son mandat premier était de mettre sur pied un système d'assurance-maladie pour la province de Québec. Pourtant, cette commission a devancé les directives du gouvernement et a préparé des mesures qui ont modifié complètement l'orientation des traditions et de l'organisation sociale de la province.

Des commissions ont été créées une après l'autre, des nominations ont été faites. Tout ce que veut le gouvernement, c'est de créer des situations pour ses amis et de donner à d'autres amis de plantureux contrats. C'est inutile. Je préviens tous les intéressés: ceux que le gouvernement embauchera

seront engagés à l'heure, car l'Union nationale ne les gardera pas; nous les mettrons à la porte si nous revenons au pouvoir. De plus, il y a neuf comités sans représentant à l'Assemblée législative, et ils ont le droit d'être consultés sur une législation de cette importance.

Il est content que le ministre ait parlé du capital humain et de l'importance de le protéger. On dirait que le ministre s'est inspiré des lois votées par le gouvernement de l'Union nationale, ajoute-t-il.

Je m'oppose formellement à cette loi parce qu'elle va contre la famille; le gouvernement n'a pas le droit de vouloir la remplacer. Dans la province de Québec, les enfants appartiennent d'abord à la famille et non à l'État. Le gouvernement n'a pas le droit de prendre les enfants à sa charge. Cette façon d'agir, qui ressemble étrangement à ce qui se fait en Allemagne et en Russie, a été condamnée par l'Église parce qu'elle est immorale, antisociale et nuisible au bien-être de la population. En faire les enfants du gouvernement, les enfants de l'État, c'est préconiser des théories comme celles qui ont cours dans l'Allemagne d'Hitler et les théories de Staline. Clémenceau disait avec raison que l'État a trop d'enfants pour être un bon père de famille.

La famille, c'est la cellule essentielle de la société, c'est la base de toute organisation sociale saine, et c'est ce que le gouvernement met de côté. C'est vouloir tout changer l'aspect de nos lois sociales que d'admettre les principes de la présente législation. Si la loi est adoptée, le gouvernement en profitera pour faire du patronage politique aux dépens de nos conceptions familiales et nationales, au détriment de la cellule familiale; il en profitera aussi pour donner des emplois à ses amis, à la veille de son départ.

La loi crée un conseil de protection de l'enfance de 12 membres dont 10 catholiques et deux protestants. Cette clause est injuste. Pour être conséquent avec les traditions de la province, c'est deux conseils indépendants qu'il faudrait nommer. Si les protestants veulent un conseil de protection de l'enfance, ils ont le droit d'avoir leur propre conseil; les catholiques, la même chose. On devrait agir comme dans le domaine de l'instruction publique où il y a deux comités. C'est corollaire. Personne ne s'est plaint de cette clause.

Ainsi, l'autonomie des deux races aurait été sauvegardée. Mais le gouvernement a refusé cette suggestion. On met de côté, par ce texte, les fondements de notre législation et de nos traditions. Et le principe fondamental de la province à cet égard est celui qui a été établi en éducation, où il y a un

conseil de l'instruction publique comprenant un comité catholique et un comité protestant qui sont indépendants, et ce principe devrait l'emporter. Les enfants amenés devant la cour familiale seront placés sous la protection catholique ou protestante, suivant leur religion.

De plus, le gouvernement impose par ce projet de loi des charges très lourdes aux municipalités. D'une part, le gouvernement enlève aux municipalités, par un autre projet de loi, le fardeau des dépenses pour l'entretien des aliénés, mais seulement après le 1<sup>er</sup> janvier prochain ou après les élections générales, et d'autre part, en vertu du projet de loi actuel, il leur impose un fardeau encore plus considérable pour la garde des enfants abandonnés. On les force à payer l'entretien des enfants dans les maisons d'abri. Comme le notait le rapport Sirois, les municipalités supportent déjà, dans la province de Québec, des charges trop lourdes et qui devraient être supportées par le gouvernement. Le gouvernement fait mine d'améliorer la situation alors qu'en réalité il l'aggrave.

La loi n'est pas mûrie. Les trois membres de la Commission n'ont pas eu le temps d'étudier la question comme il se doit et je ne crois pas qu'ils avaient la compétence requise pour ce faire. Le résultat est que dans le rapport de la Commission d'assurance-maladie, il y a certaines conclusions qui feraient l'orgueil de ceux qui veulent saboter la famille et chambarder la société. Je n'ai jamais vu un rapport renfermer autant d'hérésies. Constituer le gouvernement père de famille, c'est agir à l'inverse de la morale et du bon sens. C'est une grave erreur que d'assujettir tous les enfants à un même conseil.

Ce qu'il nous faut à l'heure actuelle, c'est le retour au bon sens, le retour de la mère au foyer au lieu de travailler à la faire entrer dans les forces armées et les usines de guerre. Gardons les mères au foyer, retournons à la vie familiale d'autrefois, qu'on tend d'ailleurs à oublier un peu, et l'on n'aura pas besoin de ces lois antisociales. Si les mères de famille étaient restées à la maison comme le veut la tradition québécoise, les enfants ne seraient pas négligés et on n'aurait pas besoin d'une loi spéciale pour assurer leur protection. Ce serait beaucoup mieux de laisser les mères au foyer, une chose nécessaire non seulement au Canada, mais partout au monde. On devrait renforcer la sauvegarde du foyer et non l'affaiblir, ce que fait cette législation. Qu'on laisse donc la mère de famille chez elle au lieu de l'enrégimenter. Que l'on procure aux enfants de saines distractions avec des terrains de jeux bien surveillés. Que l'on construise des logements

salubres pour eux. Ce qu'il nous faut, c'est tout ce que la loi ne mentionne pas, et tout ce qu'il ne nous faut pas, la loi le mentionne.

Et puis, pourquoi cette hâte? Il nous faudra des maisons d'accueil. Qui les paiera? Qui les construira? Rien dans l'intervention de l'État ne garantit la sauvegarde de la famille et ce n'est pas le rôle du gouvernement. La session a duré trop longtemps, et nous n'avons plus le temps d'élaborer une telle législation. La période pré-électorale ne se prête pas à l'adoption de cette législation. Le projet est trop vaste, la révolution législative trop dangereuse.

Cette législation est mauvaise dans son principe parce qu'elle permet au gouvernement d'intervenir tout le temps, à droite et à gauche. Dans son application, elle va être malsaine car elle servira les fins de la politique, tandis qu'au point de vue de la protection de l'enfance ce sera désastreux. Elle ne rencontre pas et ne peut pas rencontrer les idées des bien-pensants, tant catholiques que protestants, que j'ai eu l'occasion de consulter. Il insiste sur la nécessité de créer deux conseils, un catholique et l'autre protestant, comme c'est le cas pour l'instruction publique. J'ai déjà reçu des lettres qui critiquent la moralité de la loi proposée. Le gouvernement devrait utiliser le peu de temps qu'il lui reste pour mettre un frein à la dispersion des familles. Laissons les mères s'occuper de leurs enfants et il n'y aura aucun danger. La loi proposée est contre ce principe et, à moins de motifs particuliers, il n'y a aucune raison de précipiter les choses. Bref, cette loi est inopportune, immorale, antisociale, perverse, perfide, dangereuse, athée et indigne de la Législature de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, tout le monde aura été surpris de l'attitude que vient de prendre le chef de l'opposition sur une loi aussi importante et d'une aussi grande portée sociale. Quand le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) présente une législation qui s'impose en notre province depuis très longtemps, une législation que tout le monde approuve, qui a été demandée par chacun, le chef de l'opposition en profite pour faire de la petite politique de coin de rue avec une politique des plus graves. C'est vraiment surprenant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une expression déplacée que le premier ministre devrait retirer.



**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition refuse de regarder en avant et veut rester avec son esprit retardataire d'un siècle, c'est son affaire. Le peuple le jugera. D'ailleurs, le peuple l'a déjà jugé. Quant à nous, nous allons de l'avant et nous n'accepterons pas de retourner en arrière. Nous envisageons l'avenir pour trouver quelque chose de mieux pour le peuple de cette province. Le gouvernement adoptera cette loi qui est demandée par toutes les grandes organisations et commandée par une commission qui a tenu de longues séances.

Je ne m'abaisserai pas à faire de la petite politique avec ce projet qui est bien clair et bien précis. Que l'on fasse de la petite politique alors qu'il s'agit de sauvegarder la vie physique, intellectuelle et morale d'une partie de plus en plus importante de la société, cela ne m'intéresse pas du tout.

Rien dans le projet de loi n'est contre la famille. Le chef de l'opposition ne s'est pas encore rendu compte que le devoir de la société, ce n'est pas seulement de se protéger elle-même contre certains enfants dévoyés qui peuvent être un danger parce qu'ils n'ont pas de parents ou qu'ils n'ont pas eu la chance d'avoir de bons parents ou des tuteurs dignes de ce nom, c'est encore et surtout de prendre ces petits malheureux, ces jeunes déshérités de la vie qui ne sont pas du tout responsables de cet accident de naissance, de cet accident d'éducation, et d'en faire de bons citoyens utiles à leur pays et qui rendront des services à leur société. Lorsque la famille faillit à sa tâche pour quelque raison que ce soit, l'État a l'obligation de veiller à leur bien-être. Voilà ce qu'on a compris dans presque tous les pays du monde où l'on a une législation comme celle-ci, et c'est ce que nous voulons faire avec cette loi que présente mon collègue le ministre de la Santé et du Bien-être social.

Si le chef de l'opposition ne pense qu'aux prochaines élections, le gouvernement pense à ses devoirs envers la population. Et, si la province trouve qu'avec l'état d'esprit qu'il vient de manifester le chef de l'opposition peut faire un meilleur premier ministre que moi, je le lui cède bien volontiers. Mais, dans le moment, mon devoir à moi, c'est de m'intéresser au sort de ces milliers d'enfants qui ont été privés très jeunes de leurs parents et qui sont tombés entre les mains de ceux qui n'avaient pas la valeur morale nécessaire à une mission d'une si haute portée que l'éducation d'un enfant.

Il n'y a rien dans la loi qui est contre la famille et elle ne contient aucune disposition qui vienne détruire la famille chrétienne. Les enfants qui

sont dans une situation normale ne sont nullement concernés. Ceux que l'on veut atteindre et protéger, ce sont les enfants qui n'ont pas de parents, qui ont de mauvais parents ou que les hasards de la vie ont jetés entre les mains de corrupteurs et de gens sans valeur morale qui ne s'occupent pas d'eux. Il y a parmi ces enfants de belles intelligences et de nobles cœurs.

Le chef de l'opposition n'a certainement pas dû lire la loi, sinon il aurait constaté qu'il n'y est aucunement fait mention de l'intention du gouvernement de prendre à sa charge les enfants de la province. Ce n'est pas le gouvernement qui songe à les prendre lui-même à sa charge, mais il veut les confier à un conseil supérieur de la protection de l'enfance. Dans les garderies, il y a eu des malheurs et je les regrette. C'est pour cela que nous légiférons. Il n'y a pas d'autre chose que cela dans la loi. Si le chef de l'opposition a vu autre chose dans ce texte, je lui demande de me le dire et de me le prouver.

Autrefois, la loi n'avait qu'un souci à l'égard de ces petits gamins que des circonstances ont faits temporairement méchants: protéger la société contre le danger qu'ils peuvent représenter. On les emprisonnait ou on les enfermait dans des écoles d'industrie ou dans d'autres institutions de ce genre. Aujourd'hui, nous disons qu'au lieu de les enfermer, il vaut mieux les faire éduquer non pas par le gouvernement, mais par de bons éducateurs avec le concours des municipalités et des organismes sociaux, et ce, sous la supervision des cours familiales. Demain ils pourront être d'excellents citoyens. Pourquoi leur refuser cette chance? C'est le but que recherche le gouvernement avec les plus hautes autorités morales de la province et ce but sera atteint par la loi que le ministre de la Santé et du Bien-être social soumet à la Chambre.

Il est trop tard pour voter cette loi, objecte d'abord le chef de l'opposition. Mais pourquoi? Loi d'électoratisme? Elle ne vient pas de nous. Nous n'avons pas voulu la préparer nous-mêmes. Le bill a été présenté tardivement parce que nous voulions éviter qu'il soit incomplet et nous attendions le rapport des trois membres de la Commission d'assurance-maladie. Occupés aux travaux de la session, nous avons confié l'étude du problème et la préparation de la loi à la Commission d'assurance-maladie, composée d'un grand légiste, M. Antonio Garneau, un homme remarquable, d'une belle famille, le Dr Roméo Blanchet, un éminent professeur de la Faculté de médecine, qui est un spécialiste des questions sociales, et M. C. E. Durnford qui a lui aussi fait de l'action sociale. Elle a

donc été préparée par des gens spécialisés, qui ont eu le temps de consulter toutes les personnes et toutes les institutions compétentes en ces matières. Les autorités catholiques et protestantes, des femmes qui ont travaillé sur de tels problèmes, ont été consultées avant la présentation du bill. Elles ont eux-mêmes fait œuvre de compétence et on doit leur en être reconnaissant.

La loi est immorale, athée et antisociale, dit encore le chef de l'opposition. Il n'est pas sérieux lorsqu'il la qualifie d'immorale et qu'il dit que l'Église ne veut pas de cette loi. Il devrait savoir que la loi a été soumise et approuvée par les plus grandes autorités religieuses et civiles de notre province tout comme par les spécialistes de l'enfance, avant d'être soumise à la Législature. Un article du bill stipule que trois des 10 membres du conseil supérieur de la protection de l'enfance seront désignés par les évêques catholiques romains de la province. Qu'est-ce qu'il y a d'immoral et d'inique dans la loi? En ces temps difficiles, les hommes publics sont malavisés de faire de la petite politique avec un sujet aussi important que la protection de l'enfance. C'est facile pour le chef de l'opposition de dire que la loi n'est pas bonne, mais qu'il dise donc en quoi.

Il est également facile pour lui de nous décocher toutes les épithètes imaginables. Il a employé toute sa collection d'épithètes pour qualifier cette législation d'une haute partie sociale. Nous connaissons sa manière. Il n'y a probablement pas un débat qui se déroule en cette Chambre sans qu'il me traite de lâche, de traître à mon pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas dit "traître".

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les traîtres et les lâches, M. l'Orateur, ils sont de l'autre côté de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

Les traîtres et les lâches, ce sont ceux qui tentent de détourner le peuple de la province du sentiment du devoir quand il voudrait porter allègrement ses responsabilités; ce sont ceux qui, pour flatter le peuple, ont recours à des moyens qui répugnent à un législateur consciencieux; ce sont ceux qui font de la petite politique au détriment des gens qui s'efforcent de préparer un meilleur avenir. Je laisse à mon honorable ami les épithètes qui lui appartiennent et je ne m'occupe plus de ses paroles en l'air. En quoi est-ce que la loi est mauvaise? J'aime mieux, pour ma part, la sollicitude du gouvernement pour les malheureux déshérités de la vie que la sollicitude du

chef de l'opposition pour les gros intérêts de la Montreal Light, Heat and Power.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Si le premier ministre continue sur ce terrain, je me réserve le droit de lui répondre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai certainement le droit de trouver que les petits enfants malheureux sont plus dignes d'intérêt que les monopoles que le chef de l'opposition ne se lasse pas de protéger. Ce n'est pas ma faute s'il a pris cette attitude.

Quoi que puisse dire l'opposition au sujet du gouvernement, par exemple qu'il est athée, tout en administrant au cours de la période la plus difficile de notre histoire, le gouvernement actuel est celui qui a apporté, pour la protection de toutes les classes de la société, les législations les plus radicalement bonnes, les plus radicalement importantes. Rien n'a été négligé en matière d'éducation, et de bien-être social et matériel. Et jamais nous n'avons obtenu la plus petite coopération de l'opposition qui nous fait face et se livre à n'importe quel genre d'attaque, sur n'importe quel terrain, oubliant l'intérêt pour ne se soucier que de mesquins intérêts particuliers.

Le chef de l'opposition dit qu'il a peur que nous changions quelque chose, que nous commettions des erreurs. Sans doute, nous avons dû faire quelques erreurs, parce que nous faisons quelque chose et que nous allons de l'avant. Mais pour ne pas faire d'erreurs, il ne faudrait pas bouger, ne rien changer, dire que tout doit rester immuable jusqu'à la fin des temps. Vouloir toujours retarder, toujours rester en arrière, voilà l'esprit tory. Ce n'est pas le nôtre. Nous, nous regardons en avant, car c'est là qu'est l'avenir.

Si nous avons fait beaucoup d'erreurs, c'est que nous avons accompli beaucoup de choses, avec comme conséquence qu'après ses cinq années de régime, notre gouvernement peut soumettre à la population un dossier de réalisations que l'électorat approuvera. Notre passé est beau, il est grand, il est rempli de nobles leçons, il montre de généreux dévouements, mais c'est l'avenir qui doit nous préoccuper, car c'est dans l'avenir que réside notre devoir. Des héros ont donné leur vie pour assurer un avenir à notre peuple. La meilleure façon d'imiter nos grands hommes, c'est de regarder vers l'avenir et nous devons nous préoccuper de le façonner.

Le vrai rôle des gouvernements, ce n'est pas de marcher après le peuple, mais de comprendre les intérêts du peuple, de savoir quelle voie il faut

suivre, de guider le peuple, de l'éduquer sur les besoins de l'heure et de les lui imposer, même si elles ne sont pas populaires. Voilà comment les hommes publics doivent être les serviteurs du peuple. Il est beaucoup plus facile de le flatter, mais ce n'est pas là le devoir de l'homme public.

Les enfants qui ont besoin de protection constituent l'une des classes les plus importantes de la société, une classe qui a besoin d'être aidée parce qu'elle ne peut sortir elle-même de l'ornière et parce que c'est une des plus miséreuses. À cinq ans, c'est le refuge; à 14 ans, l'école de réforme; à 20 ans, la prison ou le pénitencier pour ces êtres qui n'ont pas eu de chance dans la vie. Et tout ce qui a manqué, c'est l'éducation. C'est cette lacune que l'on veut combler aujourd'hui avec de bons éducateurs qui sauront former l'intelligence et le cœur de ces enfants.

Le gouvernement invitera des éducateurs à collaborer avec lui en ce domaine. Nous avons déjà des maisons d'éducation qui sont prêtes à recevoir ces enfants, à leur assurer une santé morale, à en faire d'honnêtes citoyens. Avec la collaboration des meilleures autorités, nous avons décidé de doter notre province d'une loi de la protection de l'enfance. S'il y a des lacunes dans cette loi, que le chef de l'opposition nous les indique, mais il n'a pas le droit de dire que cette loi est contraire au bon sens. C'est ce qu'il a dit qui est contraire au bon sens.

Il existe des lois de ce genre partout dans le monde, comme ailleurs au Canada. Il nous fait un grief de faire payer par les corporations municipales 50 % des frais de garde des enfants abandonnés. Mais il n'y a rien de changé; nous n'imposons aucune charge nouvelle aux municipalités. Celles-ci sont actuellement responsables à raison de 50 % de l'entretien de ces enfants dans les écoles d'industrie. Nous n'augmentons pas leur fardeau d'un iota. Dans l'Ontario, les provinces de l'Ouest et la Colombie, les municipalités paient 100 % du coût de cet entretien. Dans les Maritimes, leur part est de 75 %. Dans aucune province les municipalités ne sont mieux protégées que dans la province de Québec, car aucune autre province n'est plus jalouse du bon crédit des municipalités.

M. l'Orateur, j'espère que le chef de l'opposition modifiera son opinion de la loi s'il se donne seulement la peine de la lire. Il y a dans les villes et sur les routes de nos campagnes des petits enfants qui deviendront de bons citoyens si, par une législation véritablement sociale comme celle que nous présentons, on leur offre l'éducation à laquelle ils ont droit.

(Applaudissements à droite)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Quand j'écoute le premier ministre - il me fait toujours plaisir de l'entendre et je l'écoute avec beaucoup d'attention - je me dis toujours: Quel dommage qu'il n'ait pas mis son éloquence, son esprit de persuasion et son merveilleux talent au service de la cause nationaliste!

J'approuve entièrement le principe de la loi à l'étude, mais je me réserve le droit de discuter de certains points de la loi en comité. Évidemment, on peut formuler la critique qu'elle arrive un peu tard; sans doute. Les députés n'ont pas eu assez de temps pour l'étudier. Il peut y avoir des retouches à faire, des points que l'on peut discuter, mais le premier ministre nous a demandé des suggestions - et il en fera. Cependant, ce sont là des considérations d'ordre secondaire, dit-il.

Le rapport sur lequel la loi est fondée est bien fait, parce qu'il a été préparé par des commissaires compétents, qui sont dignes de confiance. Ce n'est pas mon désir de faire des compliments au gouvernement, mais j'ai le souci de dire la vérité.

La loi est urgente. Nous sommes en retard de 25 ans dans le domaine de la législation sociale pour la protection de l'enfance, d'importance tout particulièrement pour la province de Québec, à cause de nos familles nombreuses.

De 1920 à 1942, d'après les statistiques 14,225 enfants sont morts dans les crèches de la ville de Montréal et du district. C'est un chiffre effarant. On ne s'est pas suffisamment préoccupé d'avoir dans ces établissements un personnel spécialisé en puériculture. On a été routinier, alors je suis pour le progrès.

La province est rétrograde en ce qui regarde la protection de l'enfance. Nous avons plus d'organismes et des organismes mieux développés pour la protection des animaux que nous en avons pour la protection des enfants.

En ce qui concerne le principe de la loi, personne ne songe à enlever au père et à la mère de famille le droit qu'ils ont à l'éducation de leurs enfants. Les parents ont le droit de diriger l'éducation de leurs enfants, mais ils ont aussi des devoirs et l'enfant a aussi des droits. Je suis contre le régime établi en Allemagne, où l'État s'empare de l'enfant dès son berceau.

Mais la négligence des parents ou l'absence des parents justifie l'État d'intervenir. Dans les cas anormaux, le gouvernement doit également intervenir. Si le gouvernement allait trop loin, je le blâmerais, mais je crois que le principe de la loi est bon et sain et que l'attitude du gouvernement est également saine.

Par ailleurs, il sera nécessaire de nommer d'excellents conseillers compétents dans le conseil de protection, car la loi ne sera bonne qu'en autant que les conseillers seront bons. En ce qui regarde le directeur, il me paraît étrange qu'il n'ait pas le droit de vote et que ses pouvoirs soient aussi limités. La loi aurait pu être plus audacieuse et plus radicale, mais c'est tout de même un pas dans la bonne voie. Cette loi me paraît vitale pour la survivance des Canadiens français et il est inopportun de blâmer le gouvernement de nous l'avoir présentée à ce moment.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Moi aussi, j'approuve la loi, car elle est une des plus importantes que le gouvernement Godbout ait encore présentées. Le gouvernement actuel entrera dans l'histoire pour s'être détaché des choses matérielles seulement pour s'occuper du bien de l'humanité. Cependant, je considère que la loi est incomplète et vague. Ce bill aurait dû contenir les clauses nécessaires à la sauvegarde de l'intégrité ethnique et des croyances religieuses de tous les groupes formant la population de cette province.

La Commission, dans certains cas, n'a pas fait une enquête complète et, dans d'autres cas, a excédé son mandat. Les juges de la cour juvénile à Montréal et à Québec n'ont pas été consultés et la Commission a pris sur elle de préparer le projet de loi qui a été présenté à la Chambre.

Dans le paragraphe 2 du rapport de la Commission d'assurance-maladie, nous lisons ceci: "Comme la situation actuelle exige qu'on y remédie sans retard, une enquête prolongée aurait failli à son objet." On a sacrifié la nécessité d'une enquête prolongée à la nécessité d'un remède immédiat. La Commission n'a pas eu suffisamment de temps pour analyser toutes les questions ou pour prendre en considération toutes les représentations qui lui ont été faites, et il est du devoir de la Chambre, de compléter le travail de la Commission. Les commissaires ont agi honnêtement, mais d'une façon non efficace. Ils admettent que leurs renseignements sont incomplets et que le remède est insuffisant. Il est aussi dommage que la Commission n'ait pas publié le rapport des dépositions qui ont été faites devant elle.

Les œuvres de charité, particulièrement sur l'île de Montréal, sont divisées en quatre sections: la Fédération catholique des œuvres de charité, la Fédération des œuvres de charité protestantes anglaises, la Fédération des œuvres de charité catholiques anglaises et la Fédération des œuvres philanthropiques juives.

La Fédération des œuvres philanthropiques juives existe depuis 35 ans et, au cours de cette période, elle a dépensé plus d'un million de dollars pour la protection de l'enfance. Dans le rapport, vous ne trouverez pas un seul million de dollars pour la protection de l'enfance au sein de la population juive. Les commissaires n'ont pas entendu les représentations qu'auraient pu faire les délégués de milliers de juifs qui habitent la province de Québec. On aurait pourtant dû les entendre.

Arthur Saint-Pierre, professeur de sociologie à l'Université de Montréal, a multiplié les rencontres avec les représentants et les dirigeants du Bureau juif du bien-être de l'enfance et leur a témoigné son admiration et son respect pour le travail qu'ils accomplissent. La Commission n'avait donc aucune raison d'ignorer leurs recommandations. Il passe en revue tout ce que font les juifs dans le domaine de la protection de l'enfance. Le rapport de la Commission n'en dit pas un mot, déclare-t-il.

Je proteste donc contre le fait que le rapport de la Commission d'assurance-maladie ne fait pas mention des institutions juives qui s'occupent du bien-être de l'enfance en cette province. Nous sommes pourtant nous aussi des Canadiens. Pourquoi ne pas parler de nous? Mais il y a plus. Comment se fait-il que dans le projet à l'étude, où il est fait mention de la création d'un conseil supérieur de la protection de l'enfance, il ne soit pas dit qu'un juif pourra au moins y être nommé?

C'est une omission, et une omission déplorable, de n'avoir pas prévu cette nomination et de n'avoir rien prévu dans la loi pour la protection des enfants juifs. L'hospitalisation de la province de Québec est proverbiale, mais pourquoi la loi met-elle de côté les juifs qui sont 80,000 dans la province de Québec? Pourquoi cet ostracisme systématique? Je ne demande pas un 13<sup>e</sup> membre du Conseil supérieur, car le chiffre 13 est fatidique, mais j'espère qu'on y remédiera, car ils ont droit à leur représentation dans cet organisme de si grande importance.

Il demande au gouvernement de nommer deux représentants de la minorité juive afin de faire un total de 14<sup>1</sup>. Les juifs ayant droit de vote, ils doivent avoir les mêmes droits que les Français et les Anglais. Il faudrait nommer dans toutes les commissions des représentants des minorités chinoise, grecque, italienne, etc. Les Français sont arrivés ici comme découvreurs et comme colonisateurs. Les juifs, eux, sont arrivés ici comme immigrants, contrairement aux Anglais. Pour avoir des droits constitutionnels dans ce pays, faut-il venir avec des canons et des boulets, comme ont fait les Anglais<sup>2</sup>?

Je proposerais des amendements et le député de Lotbinière, je l'espère, les secondera, car il n'y a que lui qui puisse le faire. Je félicite tout de même le gouvernement de l'esprit de sa loi, car elle devrait répondre aux besoins de notre époque. Il fait appel à la largeur de vues de tous les députés pour qu'ils donnent à la population juive la représentation à laquelle elle a droit. Il demande à la Chambre d'amender la loi de façon à donner justice à tous les enfants de cette province.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 39.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 39 concernant la protection de l'enfance.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose: Que, en attendant la perception de toute

contribution mise à la charge d'une corporation municipale en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, le trésorier de la province soit autorisé à avancer à même le fonds consolidé du revenu les deniers nécessaires pour acquitter cette contribution et que ces avances soient remboursées à même les sommes perçues des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le nombre approximatif d'enfants qui vont tomber sous l'empire de cette loi?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** De 12,000 à 15,000 enfants sont visés par la présente loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien d'enfants canadiens-français et combien d'autres nationalités?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Environ 80 % d'entre eux sont de nationalité canadienne-française.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si les nouveaux immigrés pourraient bénéficier de la nouvelle loi?

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** proteste. Il soulève un point d'ordre, disant qu'il n'y a aucune preuve devant la Chambre à l'effet qu'on se propose de faire venir des immigrés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une grande campagne d'immigration s'organise et les réfugiés arrivent par milliers. Il a été établi qu'on se propose de faire venir un nombre indéfini d'immigrés dans la province de Québec, d'ici à la fin de la guerre et après.

La plupart de ces gens seront des miséreux et des gens qui n'auraient ni nos traditions ni notre mentalité. Faudra-t-il que les municipalités paient pour eux?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Oui. Il ne sait pas combien cela va coûter pour l'application de la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il en coûtera trois fois plus pour administrer la présente loi que pour administrer la loi concernant les aliénés. Il serait donc injuste de faire payer aux municipalités la garde des enfants étrangers.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Est-ce que le chef de l'opposition veut sortir dans les corridors du parlement afin de régler aux poings cette question d'immigration intensive?

**M. le président:** À l'ordre!<sup>3</sup>

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les commissaires avaient été chargés d'étudier l'assurance-maladie et notre système d'hospitalisation. Ils n'avaient pas les pouvoirs nécessaires pour faire une enquête concernant la protection de l'enfance.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Pour prévenir la maladie, il faut s'occuper des problèmes de l'enfance. Je considère que la meilleure assurance contre la maladie, c'est la bonne santé morale et physique de l'enfance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tous les pouvoirs exécutifs seront exercés par le secrétaire provincial, tandis que le ministre de la Santé, parrain de la loi, n'aura que des pouvoirs insignifiants.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 16 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Protection de l'enfance

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolution relative au bill 39 concernant la protection de l'enfance.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx), et dont le texte se lit comme suit: Que, en attendant la perception de toute contribution mise à la charge d'une corporation municipale en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution, le trésorier de la province soit autorisé à avancer à même le fonds consolidé du revenu les deniers nécessaires pour acquitter cette contribution et que ces avances soient remboursées à même les sommes perçues des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite des statistiques américaines extraites d'un éditorial du *New York Time* du 19 avril, lequel fait référence aux chiffres fournis par J. Edgar Hoover, directeur du F.B.I., sur le taux de criminalité parmi les jeunes américains âgés de moins de 20 ans. Aux États-Unis, déclare-t-il, par exemple dans l'État de New York, où il y a des lois de protection de l'enfance analogues à celle que le gouvernement présente, la criminalité juvénile n'a cessé d'augmenter.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les statistiques américaines ne prouvent rien. Le gouvernement n'a pas la prétention de guérir tous les maux avec sa loi. Il veut surtout apporter des remèdes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le problème, c'est que ce gouvernement et d'autres gouvernements ont toujours recherché des remèdes aux symptômes et non pas la source du mal. La protection de l'enfance est un problème sérieux, mais le gouvernement ne prend pas les moyens efficaces de le régler. Les commissaires ont admis qu'ils n'ont pas eu suffisamment de temps pour étudier la question. Le gouvernement met de côté des institutions qui ont fait leur possible et les remplace

par l'État. La loi ouvre la porte à toutes les ingérences politiques, parce que le lieutenant-gouverneur en conseil a trop de pouvoirs; il peut faire tous les règlements qu'il veut et intervenir tout le temps.

Par ailleurs, c'est une loi électorale, passée à la dernière minute et qui servira à placer les créatures du régime sur le bureau de 12 directeurs que l'on veut former pour administrer cette législation; elle n'a d'autre but que de donner des contrats aux amis et sauvegarder les chances électorales. Je considère la loi comme une loi politique non mûrie, qui n'atteindra pas le but visé.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'ingérence politique est impossible, parce que le gouvernement laisse au Conseil supérieur le soin de faire des recommandations. Il y aura trois représentants de l'épiscopat dans le Conseil et on ne laissera aucune place pour l'ingérence politique.

Le gouvernement ne s'imagine pas qu'il peut réformer l'humanité en présentant cette loi. Pour redresser l'humanité, il y a d'autres lois et d'autres institutions et ceux qui en ont la charge sont des ministres qui ne sont pas dans la politique. Arracher l'enfant du milieu mauvais qui l'entoure, lui assurer une éducation religieuse et morale qui le dirigera dans le bon chemin, d'un passif qu'il était en faire un actif pour la société, voilà toute l'économie de notre loi. Tous les enfants ont le droit d'avoir une chance dans la vie.

C'est le principe de la loi contre laquelle le chef de l'opposition a voté, cet après-midi. Je ne comprends pas que le chef de l'opposition continue de dire que la loi n'est pas mûrie. Dès 1930, une commission a commencé à étudier le problème. Jusqu'à aujourd'hui, nos lois ont protégé la société contre l'enfance. Il est temps d'avoir une loi qui protège l'enfance elle-même.

Une loi de l'importance de celle-là devrait être étudiée avec un peu plus de sérieux. En quoi cette loi est-elle hérétique? En quoi est-elle immorale? En quoi est-elle électorale? Comment introduit-elle l'ingérence politique? Qu'il le dise. S'il y a un domaine que l'on veut protéger de toute ingérence politique, c'est bien celui de la protection de l'enfance.

Le gouvernement est prêt à accepter des propositions d'amendements, puisqu'il a reconnu que la loi comporte peut-être des erreurs, mais on pourrait difficilement s'attendre que la population continue d'avaler de telles déclarations de la part du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'État n'est pas qualifié pour remplacer le père et la mère.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'est pas question de cela. La loi vise les enfants qui n'ont pas de famille. Il est clair que la loi n'empêchera pas la délinquance, mais on arrachera les enfants au milieu mauvais dans lequel ils évoluent et dans lequel ils se perdent.

Nous voulons réhabiliter les enfants abandonnés. Le gouvernement veut en faire de bons citoyens qui soient un actif pour la société et utiles pour leur pays. Les écoles de réforme ont un mauvais nom pour les enfants. La société n'a pas le droit de marquer au fer rouge les enfants dont les parents ont été coupables de péchés, avant ou après leur naissance, en les envoyant dans ces écoles de réforme. Voilà pourquoi nous remplaçons les écoles de réforme et les écoles d'industrie, qui sont jugées comme des écoles pénales, par les nouveaux organismes que prévoit la loi. On a fait disparaître les noms "école de réforme" et "école d'industrie" pour que l'enfant puisse se réhabiliter complètement. Il y a des gens qui sont nés de parents légitimes et qui ne méritent pas même d'être traités comme ces pauvres malheureux.

Il est vrai que les commissaires ont fait leur enquête et rédigé leur rapport en peu de temps, mais ça ne veut pas dire qu'ils ont fait leur travail d'une manière superficielle. La question avait été étudiée avant. Il existait une commission en 1930 et les membres actuels de la Commission d'assurance-maladie ont analysé le rapport qu'elle avait fait, ont interrogé des gens concernés par la protection de l'enfance et se sont basés sur les renseignements obtenus pour faire leur rapport.

Ce n'est pas dans une semblable législation qu'il faut faire de la politique partisane. On ne dira tout de même pas qu'il va s'agir de politique dans la nomination des 12 directeurs qui seront nommés pour administrer cette loi, quand on sait que trois d'entre eux seront nommés par les évêques de la province, qu'il y aura un juge d'appel à siéger dans cette commission et que les autres personnes invitées à faire partie de cet organisme ne le seront pas pour leurs affinités politiques, mais bien pour leur connaissance des problèmes de l'enfance. Il faut cesser de faire de la petite politique à propos de pareille législation qui place la province au premier rang dans le domaine de la protection de l'enfance.

Le monde évolue et la doctrine chrétienne, à laquelle nous adhérons tous, nous fait un devoir de redresser ce tort de la société envers des enfants qui

ne sont pas responsables des fautes de leurs parents. Cette doctrine doit de plus en plus inspirer les actes du gouvernement catholique de la province de Québec. Le chef de l'opposition tient en ce moment une attitude dont quelqu'un lui demandera compte en temps et lieu. Où sont les hérésies et les immoralités dans cette loi?

Le chef de l'opposition ne fait que critiquer la loi en général et parler à côté de la question. Depuis bientôt cinq ans, nous n'avons jamais été capables de discuter une loi avec lui pendant dix minutes sans qu'il s'éloigne du sujet.

(Applaudissements à droite)

Je croyais sincèrement que toute la Chambre se rallierait pour donner aux enfants malheureux la protection à laquelle ils ont droit. Que le chef de l'opposition nous indique un seul article de cette loi où il y a, pour employer son expression, de l'immoralité et nous allons le changer. Qu'il nous indique un seul article de la loi où il y a danger d'ingérence du gouvernement dans son application et je vais demander au ministre de la Santé et du Bien-être social de la faire disparaître, car il n'y a pas de place pour l'ingérence politique dans la protection de l'enfance.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre vient d'émettre des principes qui ne sont pas dans la loi et que la gauche serait heureuse d'appuyer.

Tout ce qu'il y a pour la protection de l'enfance, dans la loi, se trouve dans le titre. Aucun pouvoir n'est exercé sans l'intervention du lieutenant-gouverneur en conseil. On le fait intervenir à tous les articles. Qu'est-ce qu'il y a de mal à appeler les écoles de réforme et d'industrie de leur nom?

Ce n'est pas la protection de l'enfance que l'on veut; du moins, l'on ne prend pas les bons moyens pour l'assurer. Ce que le gouvernement recherche surtout, c'est la protection de ses chances électorales. Au temps de l'Union nationale, nous avons su protéger l'enfance, mais pas avec des lois comme ça.

**Des députés ministériels** sourient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En ce domaine comme dans bien d'autres, c'est l'Union nationale qui a ouvert la loi. Le gouvernement de l'Union nationale a été le premier à consacrer le principe de la protection de l'enfance en permettant à la mère de rester à la maison pour élever ses enfants, en décernant des salaires raisonnables et en donnant

une pension aux mères nécessiteuses. Par cette allocation, on permet à la mère de rester à son foyer, de voir à l'éducation de ses enfants, plutôt que de travailler pour gagner leur vie et la sienne et de les confier à des garderies.

C'est aussi l'Union nationale qui a adopté une loi pour défendre le travail des enfants dans les usines. Le gouvernement se plaît à saboter nos lois pour donner l'illusion qu'il fait quelque chose. La présente loi favorise le patronage politique sous toutes ses formes sur le dos des enfants. Elle ne s'occupe que des symptômes sans aller à la source du mal. C'est une loi politique pour donner au beau secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier sourit) le droit de changer le nom des écoles de réforme.

Il pose une question au ministre de la Santé et du Bien-être social.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**

La loi affectera environ 14,000 enfants, dont 8,000 sont dans les orphelinats, 4,000 dans les crèches et 2,000 dans les écoles d'industrie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement reçoit des demandes d'agrandissement des orphelinats? Est-ce que le gouvernement ne reçoit pas des demandes de la part des orphelinats et des hospices pour obtenir des octrois parce que ces institutions veulent s'agrandir?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**

Oui, nous en recevons tous les jours. Des agrandissements sont souvent nécessaires.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Et qu'est-ce que cela signifie de demander M. le député de Trois-Rivières? Les orphelinats veulent s'agrandir parce que les orphelins grandissent<sup>4</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le gouvernement avait été sincère, il aurait commencé par là. Plutôt que de présenter des lois aux titres pompeux, il aurait dû venir en aide aux institutions qui en ont besoin. Je suis informé que le gouvernement a refusé des demandes légitimes d'agrandissement d'orphelinats, de maisons d'hospitalisation et de refuges qui étaient à l'étroit, ce qui a comme conséquence que les installations ne sont pas ce qu'elles devraient être du point de vue de l'hygiène.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En ces dernières semaines, le gouvernement a autorisé pour



\$2,500,000 d'agrandissement de maisons d'hospitalisation et d'orphelinats. C'est un besoin qui grandit comme d'autres besoins, proportionnellement à l'augmentation de la population. L'hospitalisation de tous les malades nécessite des constructions nouvelles. Nous avons créé une couple d'orphelinats et nous nous efforçons non seulement de rencontrer les besoins nouveaux, mais de prévoir aussi pour l'avenir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des gens de bonne foi qui croient en ce genre de loi, mais, bien que je ne doute pas de leur sincérité, je mets leur sagesse en doute. Il pose une question.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Les deux femmes qui ont fait enquête pour la Commission d'assurance-maladie sont madame Fontaine et une mademoiselle Kingsley. Je ne sais pas quel salaire elles ont reçu, mais leur nomination a été faite par la Commission, ce qui était la meilleure façon de procéder.

**Des députés** discutent de l'inspection de certaines institutions d'enfants, des traitements qu'auront les membres de la future commission chargée de faire appliquer cette législation et de l'immigration au pays.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien va coûter l'administration de la loi?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** ne le sait pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les municipalités, avec la loi, paieront deux ou trois fois plus qu'elles ne paient actuellement pour l'entretien des enfants.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition parle de charges nouvelles aux municipalités. Il n'y a aucune charge nouvelle pour les municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le répète, tout ce qu'il y a pour la protection de l'enfance se trouve dans le titre de la loi. Nous aurions été prêts à accepter une loi juste, qui respecterait les droits des parents, tandis que la loi actuelle est un recul. Si le gouvernement veut présenter une loi qui respectera les droits de toutes les familles canadiennes, nous l'appuierons, mais pas cette loi-là.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue après division.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec désapprouve la résolution relative au bill 39 concernant la protection de l'enfance, pour, entre autres raisons, les suivantes: parce que cette résolution est injuste pour les municipalités de la province et parce que cette résolution permet au gouvernement de présenter des états financiers incomplets et inexacts.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Hartt, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Robidoux, 38.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La résolution est, en conséquence, agréée.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 39 concernant la protection de l'enfance.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1.

Les articles 1 à 3 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"4. Ce Conseil supérieur de la protection de l'enfance est composé de douze membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont dix professent la religion catholique romaine et deux la religion protestante."

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je me demande pourquoi on ne met pas dans la loi qu'un juif pourra faire partie du conseil de protection? Il y a 80,000 juifs dans la province de Québec qu'on a oubliés, pour ne songer qu'aux catholiques et aux protestants. Et les juifs ont fait quelque chose pour les autres. Ils auraient le droit d'être représentés. J'ai ici un amendement tout préparé. Je ne le propose pas, mais je suggère que quelqu'un le propose. Il me semble que le conseil devrait être composé de neuf catholiques, deux protestants et un juif. J'espère qu'on accueillera cette suggestion avec esprit chrétien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Constitution ne reconnaît que deux groupes: les catholiques et les protestants, et ce n'est pas le temps d'en ajouter un troisième.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il est antichrétien et inhumain d'avoir des idées antisémites, mais je ne crois pas que les israélites aient des droits constitutionnels semblables à ceux des Canadiens français et des Canadiens anglais qui sont les fondateurs de ce pays. Nous devons traiter les minorités avec justice et équité, voire même avec générosité, mais il n'y a que les fondateurs de ce pays qui aient des droits égaux. L'autre élément, bien que bienvenu, doit reconnaître qu'il doit s'adapter à cette situation telle qu'elle est, et il trouve injuste que

n'importe quelle minorité ait les mêmes droits que les Canadiens français et les Canadiens anglais. Il ne peut admettre que, dans la formation de commissions ou d'institutions, d'autres nationalités que celles qui ont fondé le pays aient des droits. Je ne pense pas qu'elles aient les mêmes droits constitutionnels, dit-il. Je ne peux l'admettre.

En outre, si nous donnions un représentant aux juifs dans ce Conseil supérieur de la protection de l'enfance, que diraient les autres minorités? Qu'en serait-il des 30,000 Italiens? Les Ukrainiens et les autres minorités pourraient exiger la même chose et il est impossible de donner de la représentation à toutes les minorités. De plus, les Canadiens français et les Canadiens anglais sont des chrétiens alors que les juifs ne le sont pas. Les Italiens sont catholiques et n'ont cependant pas demandé de représentation. Il pense qu'il est impossible d'avoir un Conseil composé de chrétiens et de non-chrétiens. Les catholiques et les anglais protestants peuvent s'entendre parce qu'ils sont chrétiens, mais un juif ne peut être nommé à un tel conseil. Cependant, dit-il, toutes les minorités doivent être traitées avec justice, et même avec générosité et largeur de vues selon les principes chrétiens.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Les juifs ont des droits constitutionnels et on doit le reconnaître. On parle toujours du respect des minorités; qu'on leur accorde ce à quoi elles ont droit. Un temps viendra où il faudra faire quelque chose avec les juifs. Qu'on nous fasse cochons ou moutons, mais qu'on fasse quelque chose. Nous sommes canadiens ou nous ne le sommes pas.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Dans ce Conseil de 12 membres, il y a deux anglais protestants, ce qui est équitable, puisque les protestants forment environ un sixième de la population. Si ce principe est bon ici, pourquoi ne l'a-t-on pas appliqué à la Commission de l'hydroélectricité? Il approuve ce qui se fait maintenant autant qu'il désapprouve ce qui s'est fait à la Commission de l'Hydro.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande si les catholiques et les protestants consentiront à siéger ensemble dans ce conseil.

**M. Chaloult (Lotbinière)** veut également savoir si les représentants des évêques qui seront membres du Conseil voudront siéger avec les protestants, et si les protestants seront prêts à siéger avec les catholiques.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**

Le rapport de la Commission d'assurance-maladie indique que Son Excellence Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal, et le Très Révérend John Dixon, évêque anglican, ont approuvé cette disposition de la loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les catholiques et les protestants n'ont pas d'objection à siéger à un conseil mixte. Par ailleurs, au point de vue de la protection de l'enfance, les juifs ont la meilleure organisation de la province.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Je me demande alors pourquoi les juifs n'auraient pas les mêmes droits constitutionnels que les autres.

Cela signifie que le Québec n'est pas une véritable démocratie et que tous les citoyens n'ont pas les mêmes droits même s'ils paient les mêmes taxes. Il ne peut accepter ce point de vue. Il ne s'agit pas d'une question constitutionnelle, déclare-t-il, mais d'une question sociale.

On félicite les Juifs d'avoir la meilleure protection de l'enfance et pourtant on leur refuse une représentation à ce Conseil. Nous sommes Canadiens ou ne le sommes pas! Les juifs sont des Canadiens et Louis-Joseph Papineau a reconnu notre droit de citoyenneté. Si vous ne voulez pas d'un Juif à ce Conseil, dites-le, mais n'en faites pas une question constitutionnelle!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une question religieuse et ecclésiastique.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** La Constitution n'accorde pas les mêmes droits aux juifs au point de vue langue, mais à ce point de vue seulement. En dehors de cela, ils ont absolument les mêmes droits que les autres Canadiens. On doit donc traiter avec générosité toutes les minorités<sup>5</sup>.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce n'est pas mon avis. La distinction ne se limite pas à la langue. Elle va jusqu'à la religion. Il n'est pas question de la religion juive dans la Constitution.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** La Constitution a déjà été amendée plusieurs fois et elle peut fort bien l'être encore. Si l'on refuse de nous traiter comme des Canadiens, qu'on ne nous reproche pas, par la suite, de ne pas nous assimiler aux autres. Il exprime l'espoir que le bill soit amendé en comité plénier de façon à rendre justice à chacun.

L'article 4 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 5 à 9 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"10. Le directeur de la Protection de l'enfance est le secrétaire, et le directeur-adjoint est le secrétaire-adjoint du Conseil supérieur. Ils assistent tous deux aux séances du Conseil et peuvent exprimer leur avis sur les questions débattues, sans avoir droit de vote. Il n'est pas nécessaire que le directeur et le directeur-adjoint assistent tous deux aux séances du Conseil supérieur à moins que l'assemblée ne l'exige."

**M. Chaloult (Lotbinière):** Qui seront les directeurs de la protection de l'enfance?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Leur choix n'est pas encore déterminé.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pourquoi est-ce que les pouvoirs du directeur ont été limités et qu'il n'a pas le droit de vote?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est précisément pour prévenir les reproches du chef de l'opposition.

Le directeur est nommé par le gouvernement et nous n'avons pas voulu lui donner de pouvoirs discrétionnaires.

L'article 10 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 11 à 49 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque la Chambre s'ajournera, elle se trouve ajournée jusqu'à 3 heures demain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 50.

---

### NOTES

1. Selon *Le Temps* du 19 mai 1944, à la page 1, cette proposition a donné lieu à une longue discussion. Il s'agissait de savoir si les juifs dans notre province ont les mêmes droits constitutionnels que les Canadiens français et les Canadiens anglais. Un député a voulu faire des subtilités en établissant une différence entre la juiverie comme race et la juiverie comme religion.

2. Puisque seul *Le Temps*, journal de l'Union nationale, rapporte ces paroles de M. Hartt, nous ne pouvons pas être certains qu'il se soit exprimé ainsi.

3. Selon *Le Devoir* du 17 mai 1944, à la page 1, au cours de cet incident, il s'est produit des escarmouches entre le chef de l'opposition et le président du comité plénier, M. Caron (Hull).

4. Puisque le journal *Le Temps* appartient à l'Union nationale, nous ne sommes pas certains que M. Perrier a vraiment prononcé ces paroles.

5. Selon *The Montreal Daily Star* du 17 mai 1944, à la page 8, le député de Montréal-Verdun (M. Comeau) aurait plutôt mentionné: "Il existe deux points de vue au sujet soulevé par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt), celui de la religion et celui de la langue. La race juive, comme les autres minorités, doit le reconnaître quand des mesures comme celle-ci sont débattues."

## Séance du mercredi 17 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!<sup>1</sup>

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 29 concernant les districts électoraux de la province.

Votre comité recommande de prolonger au 26 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills qui lui seront soumis pour étude.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 26 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills qui lui seront soumis pour étude.

Le rapport est adopté après division.

## Projets de loi:

## Protection de l'enfance

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 39 concernant la protection de l'enfance.

En comité<sup>2</sup>:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

Le comité étudie l'article 50 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"50. Les juges qui président les cours criminelles ont le pouvoir de confier à la société compétente ou, à défaut de telle société, au directeur tout enfant au-dessous de seize ans appartenant à des personnes condamnées par eux pour actes criminels, et cela aux frais du gouvernement et de la municipalité où résident les parents lorsqu'il résulte de l'instruction que ces criminels se sont portés sur leurs enfants à des voies de fait, ou des assauts indécents ou à des outrages quelconques.

"Ce pouvoir peut être exercé par le juge soit de sa propre autorité, soit sur la demande du procureur général ou de son substitut, soit sur la demande d'une personne qui croit de son devoir d'attirer l'attention du tribunal sur la preuve faite."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement devrait retirer le projet de loi parce qu'il est inopportun, intempestif, immoral et n'a pas été assez mûri. Cet article démontre bien que la loi a été mal digérée, mal préparée, mal conçue. La loi est indigne d'une démocratie qui se respecte et d'un parti politique qui se dit libéral.

En vertu du droit naturel et de notre Code civil, les pères et mères ne sont pas les seuls à exercer des droits sur leurs enfants; il y a aussi les grands-pères et les grand-mères dont les droits sont quasi égaux à ceux des parents dans le cas de l'incapacité ou la mort de ces derniers. Le gouvernement fait table rase de tout cela. Ce projet de loi renferme les pires principes hitlériens, tels qu'on les applique en Allemagne et en Italie, en commençant par la prise en charge et le contrôle des enfants par l'État. On les remplace tous par le directeur de la protection de l'enfance. C'est odieux. Les juges seront incapables de décider où un enfant devrait être placé, sans tenir compte de l'avis de ses parents.

Je crois que le gouvernement ne réalise pas les conséquences de sa loi. On n'avance pas, on recule. Cependant, déclare-t-il, l'opposition est en faveur d'une loi juste et équitable pour la protection de l'enfance.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je regrette que le chef de l'opposition traite aussi légèrement une loi aussi importante. S'il avait lu l'article 2 de la loi, il aurait vu que le mot "parents" comprend les ascendants, c'est-à-dire les grands-parents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le mot "personnes" qui est utilisé dans cette clause et non le mot "parents". Il semble alors y avoir contradiction.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** promet que la question sera débattue.

Nous sommes d'accord avec le chef de l'opposition sur le fait que la famille est la base de la société, dit-il. C'est précisément quand les parents ne s'occuperont pas de leurs enfants que nous voulons intervenir. On ne prive pas les parents de leurs droits naturels, puisque la loi ne s'appliquera que dans les cas d'enfants négligés. La famille continuera d'être la clé de voûte de la société québécoise et la loi n'interviendra que lorsque des enfants auront besoin de protection, et non pas de punition comme le dit le chef de l'opposition.

Le projet de loi est le reflet des demandes qui ont été faites par les plus hautes autorités civiles et religieuses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général ne réalise pas que l'on assimile ces enfants à des criminels en les faisant passer par des cours criminelles alors que des cours ont été créées spécifiquement pour la protection des enfants. On leur fait porter les stigmates d'une faute commise par leurs parents. Ceci constitue une mauvaise publicité pour les enfants.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les juges n'interpréteront pas la loi comme le chef de l'opposition et ils discuteront du cas de ces enfants privément, pour leur éviter une publicité dommageable. Les lois n'ont pas d'âme, mais les juges en ont.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le Conseil supérieur de la protection de l'enfance ne pourra pas remuer sans la permission du gouvernement. Le pire défaut de la loi, c'est qu'elle est destinée à devenir un dangereux instrument de patronage, quand il s'agira de la garde des enfants abandonnés de la province de Québec, car on se servira des foyers et des maisons d'accueil pour accorder des contrats à des amis politiques.

Cette loi est impétueuse, indécente, en plus de ses autres défauts, et elle signifie que le gouvernement prend tout en charge, alors que nous avons besoin d'organismes indépendants. Il s'occupe de questions qui ne concernent aucun gouvernement, pas même celui que je dirigerai bientôt, dit-il

J'ai reçu plusieurs témoignages d'approbation dans mon opposition à cette mesure, ajoute-t-il.

**M. Gagnon (Matane)** supporte cette déclaration du chef de l'opposition.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je suggère de porter de 16 à 18 ans l'âge des enfants qui pourront être confiés à des institutions quand leurs parents auront été condamnés pour des offenses criminelles. Entre 16 et 18 ans, l'enfant traverse une période de crise de croissance, généralement. C'est l'âge que l'on appelle critique.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les sociétés qui ont comparu devant la Commission se sont déclarées d'opinion qu'il fallait fixer l'âge à 16 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien va coûter l'administration de la loi?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est difficile à dire dans le moment, mais je suis persuadé que cela ne coûtera pas très cher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que ça va coûter aux municipalités, cette loi? On impose une charge trop lourde et injuste aux municipalités en les obligeant à payer 50 % des frais pour la garde des enfants. Il leur en coûtera beaucoup plus cher que ce qu'elles paient actuellement pour l'entretien des aliénés, une charge dont elles seront soulagées le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Jusqu'ici, on établissait un taux de base pour les municipalités obligées de payer une partie du coût d'entretien des aliénés. La nouvelle mesure ne prévoit pas de taux de base. J'estime que l'entretien de ces enfants va coûter au moins \$300 par année. Les municipalités paieront donc \$150 environ par enfant. Je suis certain que Montréal paie déjà \$500,000 pour les aliénés.

Or, à Montréal seulement, environ 7,000 enfants tomberont sous l'application de la loi. Il en coûtera donc à la métropole au moins \$1,000,000 par an pour les aliénés et les enfants. Pour les autres municipalités, ces frais représenteront un montant bien plus considérable que les frais d'entretien des aliénés dont on les soulage. D'une façon générale, il estime que la loi leur impose une charge d'environ trois millions par année.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les municipalités ne paieront pas plus que ce qu'elles paient actuellement pour les enfants. Le gouvernement a remis, par une loi adoptée récemment, les frais de l'entretien des aliénés aux municipalités.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement n'impose aucune charge nouvelle aux municipalités puisqu'elles étaient déjà tenues de payer la moitié des frais d'entretien des enfants dans les écoles de réforme et les écoles d'industrie; un taux de base sera établi pour le nouveau type d'institution auquel les enfants seront confiés.

Ainsi, en vertu des lois actuelles, le gouvernement contribue jusqu'à concurrence de 50 % à l'entretien et au transport des enfants abandonnés et délinquants dans ces maisons d'accueil et les municipalités paient le reste. Le même principe reste en vigueur avec la loi actuelle; le bill ne fait que transposer les charges, sans les augmenter.

Pour l'avenir, tout dépendra du nombre d'enfants abandonnés. Peut-on présumer qu'il y en aura plus qu'on ne le croit à la charge des municipalités?

Nul ne le sait encore. Et même en supposant qu'il y aurait une légère augmentation, le gouvernement, par sa loi sur les asiles d'aliénés qui sera prochainement discutée en Chambre, enlève un fardeau beaucoup plus considérable aux municipalités en les soulageant du paiement pour l'entretien des aliénés. Par conséquent, les corporations municipales ont raison d'être satisfaites.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition dit: "Montréal va être obligé de payer \$1,000,000." Il n'est pas sérieux. Au cours de l'exercice financier 1943-1944, les contributions des municipalités pour l'entretien des aliénés se sont chiffrées à \$1,300,000, dont \$540,000 pour la ville de Montréal. Par le projet de loi que le gouvernement va présenter pour mettre à la charge exclusive de l'État l'entretien des aliénés indigents, nous dégrevons leur budget, ce qui veut dire que les municipalités seront amplement dédommagées pour leur part des frais nécessaires à la garde des enfants abandonnés.

Il est impossible que la métropole soit appelée à payer plus que cela après l'adoption de la loi. Ainsi donc, le chef de l'opposition ne lance qu'un épouvantail aux corneilles en disant que ça va coûter \$1,000,000 à la seule ville de Montréal. Mais il ne réussira pas à ameuter les municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire provincial compare les électeurs aux corneilles. Ils sauront sans doute lui en tenir compte.

Ce qui coûte jusqu'ici \$1,300,000 aux municipalités va leur coûter au moins \$3,000,000, avec la loi actuelle. Ces charges nouvelles vont compliquer les problèmes financiers des municipalités. Les municipalités devront payer des frais qui doivent normalement être assumés par Ottawa, car le gouvernement fédéral a l'intention de faire entrer au pays des centaines de milliers d'immigrants, et les dépenses que les enfants de certains d'entre eux représentent incomberont alors aux municipalités.

De toute façon, si le gouvernement persiste à aller de l'avant avec cette mesure, tout ce que peut faire l'opposition, c'est d'en faire ressortir les défauts.

L'article 50 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 51 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"51. Le juge, sur dénonciation établissant qu'il y a lieu de croire qu'un enfant est négligé ou a été soustrait à la garde d'une société ou du directeur, peut émettre un mandat autorisant toute personne mentionnée à l'article 27 à rechercher cet enfant, à l'appréhender et à le garder dans une maison d'accueil jusqu'à ce qu'il puisse être traduit devant le juge.

"Munie de ce mandat, toute personne autorisée peut pénétrer de force, si besoin est, et avec l'aide d'un constable ou d'autres personnes dans toute maison ou autre lieu où il a raison de croire que l'enfant se trouve.

"Dans la dénonciation, non plus que dans le mandat, il n'est nécessaire de désigner l'enfant par son nom."

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Talbot (Chicoutimi)** prétendent que cet article encouragera la violation du domicile, le jour ou la nuit.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le procureur général, qui est un bon avocat, admettra que cet article est arbitraire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce droit d'agir sans mandat s'applique dans la plupart des cas prévus à l'article 26, qui définit la notion d'"enfant

négligé". Le juge pourra donc envoyer des constables rechercher cet enfant; on pourra émettre un mandat en blanc pour aller chercher un enfant qu'on ne nomme pas, et dans un domicile qu'on ne nomme pas.

Je dénonce cette procédure. C'est du bolchevisme, de l'hitlérisme, du "godboutisme".

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La recherche pourra être faite par le directeur de la protection, un agent de la société, un membre d'un comité de protection, un agent de surveillance, un contrôleur d'absence. Et l'article dit que personne ne devra pénétrer de force, sans mandat, dans l'endroit où se trouve l'enfant, sauf dans les cas d'enfants trouvés la nuit dans un lieu impropre à l'habitation et sans la surveillance d'un adulte; d'enfants vivant en dehors de leur famille avec un voleur, un ivrogne, un vagabond, un débauché; d'enfants trouvés dans une maison de désordre ou en compagnie de criminels notoires ou de personnes immorales ou abandonnées à l'inconduite. L'opposition peut difficilement s'opposer à cela.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais pourquoi des sociétés de protection de l'enfance?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La Commission des assurances sociales, présidée par M. Édouard Montpetit et dont faisaient partie Son Excellence Mgr Georges Courchesne et des sociologues éminents, a recommandé dès 1933 la création de sociétés pour la protection de l'enfance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais pas des sociétés gouvernementales.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition, je le répète, a tort de faire des farces dans l'étude d'une loi aussi sérieuse et aussi importante.

L'article 51 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 52 et 53 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 54 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"54. La société à laquelle le juge a confié la garde d'un enfant en vertu de la présente loi en est la tutrice et exerce, à l'exclusion des parents de cet enfant, les droits de garde et de correction pendant le temps indiqué dans l'ordonnance du juge ou jusqu'à la majorité de l'enfant, son adoption ou son mariage, si l'un de ces événements se produit avant l'expiration de ce temps.

"Si l'enfant est déjà pourvu d'un tuteur, les fonctions de ce dernier sont suspendues pour le temps fixé dans l'ordonnance du juge et jusqu'à ce que la tutelle de la société soit terminée, et cette dernière peut agir comme dans le cas de révocation de tutelle.

"Sur dépôt d'une copie authentique de l'ordonnance par laquelle le juge confie la garde d'un enfant à une société, le protonotaire de la Cour supérieure du district, où une tutelle a déjà été conférée à l'enfant visé par l'ordonnance, doit noter cette ordonnance dans le registre des tutelles et en verser la copie au dossier de la tutelle."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi donner à cette société des pouvoirs supérieurs à ceux du tuteur ordinaire?

**M. Gagnon (Matane):** L'article 54 met de côté le tuteur légal d'un enfant régulièrement nommé pour lui substituer la société de protection. C'est aller trop loin. Il n'y a aucune raison pour que l'on fasse ainsi disparaître un article fondamental de notre Code civil. Cette clause chambarde toute l'économie de notre Code civil en matière de tutelle. Le Code contient des dispositions qui sont le produit de la sagesse des siècles.

C'est le conseil de famille qui nomme le tuteur, avec ratification par la Cour supérieure. Le Code spécifie les cas concrets où un tuteur peut être révoqué. Le bill bouleverse tous ces principes, à tel point qu'il sera impossible de s'y reconnaître. Le tuteur a la garde non seulement de la personne de l'enfant, mais de ses biens, et on propose maintenant de lui substituer une société tributaire du gouvernement. Cela signifie que le gouvernement prend possession des biens de l'enfant.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je partage l'opinion du député de Matane et demande qu'on en supprime le deuxième paragraphe. Je reconnais à ceux qui ont inspiré le projet de loi une compétence en matière d'œuvres sociales, mais c'est aux législateurs de veiller à la sauvegarde des principes de base de notre droit civil.



**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Les fonctions du tuteur ne sont suspendues que pour le temps fixé dans l'ordonnance du juge, dont une copie doit être déposée chez le protonotaire. Cette disposition a été acceptée par les autorités religieuses.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Les évêques ne sont pas compétents sur les questions de droit mais sur les questions de dogme, et ceci est une question de droit.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il n'est question de donner à la société de protection les droits du tuteur que pour la bonne application de la loi et la protection des enfants dont le cas aura été soigneusement examiné par un juge.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont les ministres qui retardent l'étude de la loi, maintenant.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'opposition dit qu'elle ne comprend pas. Il faut bien lui expliquer la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un gouvernement dont M. Taschereau faisait partie a fait passer une loi semblable au sujet de la substitution du tuteur.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ah non! M. Taschereau est beaucoup plus jeune que cela. C'est la loi des enfants trouvés qui contient une disposition semblable au sujet du tuteur. Elle date de 1888, et cette loi de 1888 était elle-même copiée sur les Statuts du Bas-Canada.

**M. Chaloult (Lotbinière)** se plaint que le gouvernement n'accepte pas les amendements sensés que présentent ceux qui critiquent la loi.

**M. Gagnon (Matane):** Je rends ce témoignage à M. Taschereau, un bon avocat à l'esprit juridique, que très souvent il saisissait tout de suite la valeur d'une suggestion susceptible d'améliorer les lois et l'acceptait avec empressement. Mais, depuis cinq ans qu'il siège ici, le gouvernement actuel n'a jamais accepté une seule suggestion de l'opposition. Cela prouve qu'il est parfaitement inutile de discuter les projets de loi, si le gouvernement ne veut pas se rendre aux suggestions opportunes qui lui sont faites et que nous perdons notre temps à faire ces suggestions. Pourquoi le gouvernement ne modifie-t-il pas cet article?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Parce que l'article a été jugé nécessaire pour la protection des enfants malheureux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission d'assurance-maladie avait à choisir entre notre Code civil et la loi de Léon Blum qui a conduit la France où elle est. La Commission a choisi la loi Blum.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition disait hier que c'était la loi d'Hitler que la Commission avait choisie. Il a changé pour Blum aujourd'hui. Ce n'est pas encore sérieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Hitler s'empare des enfants lui aussi.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** (souriant) Hitler est né le même jour que le chef de l'opposition.

L'article 54 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 55 à 59 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 60 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"60. Nul enfant catholique romain n'est confié à une personne, société ou institution d'une religion autre que la religion catholique romaine.

"Nul enfant protestant n'est confié à une personne, société ou institution d'une religion autre que la religion protestante.

"Le présent article ne s'applique pas à un enfant qui est gardé dans une maison d'accueil située dans un territoire pour lequel il n'y a pas de société compétente. On devra en pareil cas avoir égard aux croyances religieuses de l'enfant et lui permettre d'accomplir ses devoirs religieux."

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose l'amendement suivant:

Après le deuxième alinéa, insérer le suivant: "Nul enfant d'une religion autre que la religion catholique romaine ou la religion protestante n'est confié à une société, institution ou personne d'une religion autre que la sienne, si ce n'est à défaut de société, institution ou personne compétente de cette religion, suivant le cas."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection. J'ai toujours été et je suis pour le respect et les droits de toutes les minorités et des diverses croyances religieuses, dans les limites de la Constitution et du bon sens.

Je crois que ces institutions devraient avoir le droit de se faire confier la garde des enfants qui sont de leur propre confession. Je n'approuve pas la loi, mais je crois que cet amendement, dans son principe, est bon.

L'amendement est adopté.

L'article 60, ainsi amendé, du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 61 à 63 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie les articles 64 à 74 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui concernent les frais de garde.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs municipalités n'auront pas les moyens de payer. Tous les articles concernant les frais sont injustes pour les municipalités.

Les articles 64 à 74 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 75 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"75. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer le prix qui sera payé par jour pour la garde d'un enfant confié à une société et placé par elle dans un foyer nourricier, une école de protection de l'enfance ou de toute autre façon; il peut aussi autoriser les sociétés et le directeur, aux conditions et pour un temps déterminé, à conclure des ententes avec des foyers nourriciers, des écoles de protection de l'enfance ou autres institutions."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour les municipalités, cela représentera un fardeau additionnel de \$3,000,000 par année.

L'article 75 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 76 à 78 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 79 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"79. Le juge d'une Cour supérieure auquel un parent demande un bref d'*habeas corpus* tendant à la production ou comparution devant cette cour d'un enfant qui a été confié à une société ou au directeur peut refuser d'émettre ce bref dans les cas suivants:

"a. si le parent a abandonné ou délaissé cet enfant; ou

"b. s'il a permis que l'enfant soit élevé par une tierce personne aux frais de cette dernière ou par une société de protection ou par toute autre institution publique ou privée, pour un temps et sous des conditions qui démontrent que le parent a failli à ses devoirs envers l'enfant; ou

"c. s'est conduit de façon à se rendre indigne de la garde de cet enfant.

"Dans les cas ci-dessus, le juge ne doit pas ordonner que l'enfant soit remis au parent qui le réclame, à moins qu'il n'en vienne à la conclusion que cela est dans l'intérêt de l'enfant.

"Si ce juge est d'avis que l'enfant ne doit pas être remis au parent qui le réclame, mais constate que l'enfant est élevé dans une religion différente de celle dans laquelle ce parent a le droit d'exiger que cet enfant soit élevé, ce juge peut rendre tout jugement qu'il croit utile pour faire en sorte que l'enfant soit élevé dans cette religion."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement porte atteinte au bref d'*habeas corpus*, un des privilèges les plus sacrés des citoyens de la province de Québec, dans une législation perfide. Si la Chambre réalise l'importance du bref d'*habeas corpus*, le principe vital qui est à sa base, elle rejettera cet article. L'*habeas corpus*, c'est le couronnement de luttes quasi séculaires faites avec dévouement par ceux-là qui voulaient assurer l'inviolabilité de la personnalité humaine, le respect de la dignité humaine et de la liberté individuelle. C'est le symbole de la victoire de la liberté sur l'autocratie et la tyrannie.

Aucun privilège n'est aussi précieux que l'*habeas corpus*, et voici qu'un gouvernement qui se prétend libéral vient le faire disparaître. Nombre de lois des régimes libéraux, entre autres la loi des liqueurs, ont mis de côté le principe de l'*habeas corpus*, donnant ainsi plus de prix à une bouteille de liqueur frelatée qu'au symbole de liberté que représente ce bref. C'est une mesure rétrograde et aussi odieuse que l'étaient les dispositions

confiscables du bill de la Montreal Light, Heat and Power. On commet un jour un abus dans un domaine, et on le répète ensuite le lendemain, dans un domaine encore plus sérieux. Dans un domaine délicat comme celui de la protection de l'enfance, on ne doit pas renouveler ces atteintes à la liberté individuelle.

Ce bill n'est pas digne d'une démocratie, ni d'un régime qui se prétend libéral.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La Chambre est habituée à ces boutades de l'opposition. Le chef de l'opposition prétend que plusieurs lois libérales ont fait disparaître l'*habeas corpus* et il mentionne la loi des liqueurs. Mais qu'a-t-il fait, de 1936 à 1939, pour faire rétablir le principe de l'*habeas corpus* là où il avait été aboli?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le ministre veut relire les Statuts de 1937, il constatera que nous avons fait disparaître toutes les restrictions apportées par le régime Taschereau à l'émission des brefs d'*habeas corpus*, des brefs de *certiorari*, etc. Ces brefs ont été rétablis, et les arrestations sans mandat appliquées dans le cadre de la loi des liqueurs ont été annulées.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le bref d'*habeas corpus* n'est toujours pas dans la loi des liqueurs.

Le chef de l'opposition est dans l'erreur quand il prétend que la loi actuelle fait disparaître l'*habeas corpus*. S'il lit attentivement la loi, il constatera que l'article en question stipule que le juge peut refuser l'émission d'un bref d'*habeas corpus* dans trois cas seulement qui sont:

a. si le parent a abandonné ou délaissé cet enfant;

b. s'il a permis que l'enfant soit élevé par une tierce personne aux frais de cette dernière ou par une société de protection ou par toute autre institution publique ou privée, pour un temps et sous des conditions qui démontrent que le parent a failli à ses devoirs envers l'enfant;

c. si le parent s'est conduit de façon à se rendre indigne de la garde de cet enfant.

L'article 79 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Le comité étudie l'article 80 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"80. Un juge de la Cour du banc du roi à l'endroit où les appels du district sont portés, peut, à la demande d'un parent, lui accorder la permission d'interjeter appel d'une décision par laquelle un enfant a été confié à une société ou au directeur en vertu de la présente loi.

"La demande se fait par requête libellée appuyée du serment et produite dans les trente jours de la date de la décision."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel en sera le cautionnement?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La loi ne prévoit aucun cautionnement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en aura certainement un. C'est l'essence même de la procédure. Il faut un cautionnement pour aller en appel. Comment peut-on prétendre aider les moins fortunés et les obliger à payer un fort cautionnement? Si aucun cautionnement n'est exigé pour aller en appel, on devrait le préciser dans la loi.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition devrait au moins s'accorder avec lui-même. Il n'a peut-être jamais lu la loi. Elle dit expressément qu'il n'y aura pas de cautionnement à payer pour en appeler à la Cour du banc du roi.

Par ailleurs, l'article précise qu'il y a droit d'appel devant la Cour d'appel de la décision du juge de la Cour supérieure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi pas à la Cour supérieure? Le recours à la Cour d'appel n'améliore pas la situation. On sait que le bref d'*habeas corpus* exige une procédure excessivement rapide, vu qu'on n'a pas le droit de priver un individu de sa liberté ne fût-ce qu'un instant, et la Cour d'appel ne se réunit que trois ou quatre fois par année.

L'article 80 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 81 à 88 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

Le comité étudie l'article 89 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit:

"89. Toute personne trouvée coupable de mauvais traitements ou de négligence à l'égard de son enfant ou de désertion ou d'abandon d'enfant est passible sur poursuite sommaire d'une amende d'au plus cent dollars ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou de ces deux peines à la fois."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi est douteuse au point de vue constitutionnel. Les provinces ne peuvent constituer des offenses déjà prévues par le Code criminel. La loi empiète sur la juridiction fédérale.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La loi ontarienne de Protection des enfants prévoit les mêmes offenses, et elle a résisté au passage du temps.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** doute que la Cour suprême ait tranché sur la question. La province pourrait sans aucun doute prévoir des sanctions pour des infractions aux lois provinciales, mais ici les infractions sont celles que le Code criminel prévoit déjà. De plus, il estime qu'en créant cette disposition pénale, le gouvernement donne à certaines réalités une connotation de criminalité qu'il serait préférable qu'elles n'aient pas.

Il indique que le gouvernement de l'Ontario a soumis à la Cour suprême la question à savoir si la loi Scott entrerait en conflit avec sa loi des liqueurs. Il était premier ministre, à l'époque, et avait refusé de s'associer à une telle soumission à la Cour suprême, ne croyant pas que des gens auraient assez d'audace pour défier la suprématie de la province de Québec en matières de trafic de liqueurs. Il a fallu le gouvernement actuel pour permettre à Ottawa d'imposer un régime à la province, sur la question des liqueurs.

Les articles de la loi qui permettent le patronage, en procédant par exemple à des nominations, entreront en vigueur lorsque le bill sera sanctionné, et le reste du bill, lui, seulement sur proclamation. Cela illustre bien la mentalité de ce gouvernement.

L'article 89 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

Les articles 90 à 95 du chapitre 180A introduit par l'article 1 du projet de loi sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 39 après l'avoir amendé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette mesure est inopportune, intempestive et non mûrie.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Lorrain (Papineau)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec désapprouve le bill 39 intitulé: "Loi concernant la protection de l'enfance":

a. parce que ce bill viole les droits des familles canadiennes et les droits des enfants;

b. parce que ce bill est injuste pour les municipalités de la province;

c. parce que ce bill encourage le favoritisme et le patronage politique abusif au détriment de la protection de l'enfance;

d. parce que ce bill porte atteinte aux droits des citoyens canadiens en matière d'*habeas corpus*.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Talbot, 12.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Dansereau, Desmarais, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse<sup>3</sup>.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle déclare que le gouvernement actuel a manqué à son devoir en négligeant de prendre les mesures nécessaires et appropriées pour assurer la réouverture, le fonctionnement et les opérations des usines de la région de Chicoutimi fermées depuis plusieurs années.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite son collègue de la présentation de cet amendement qui attire l'attention de la Chambre sur une situation dont souffrent gravement la ville et la région de Chicoutimi. Il y a déjà 14 ans que les moulins de pulpe de Chicoutimi ont été fermés, rappelle-t-il. La conséquence de cette fermeture, c'est qu'elle a condamné toute une population au chômage et à la misère. L'Union nationale a fait des démarches et fait passer une loi pour assurer la réouverture de ces usines, mais elle ne pouvait faire en deux ans ce qu'un régime de 40 ans avait négligé de faire.

Le gouvernement n'a rien fait pour rouvrir les moulins; il a même rendu impossible la réouverture de ces moulins en mettant la compagnie Quebec Pulp en faillite en permettant à la Price Brothers de détourner par un barrage les eaux destinées à cette industrie jadis florissante. Il a fait perdre des milliers de dollars à ses actionnaires et obligataires. Le gouvernement, en autorisant l'Aluminium Company à

inonder un vaste territoire de ses limites dans la vallée de la rivière Péribonka, a également laissé gaspiller des centaines de mille cordes de bois.

À cause de l'incurie du gouvernement et de son impéritie au sujet des moulins de Chicoutimi et de la région, la population de Chicoutimi est privée du bénéfice de la réouverture des usines de Chicoutimi qui offriraient des garanties d'emploi à des centaines de personnes, en temps de paix comme en temps de guerre.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Il y a là une situation regrettable et j'admets que la situation de la compagnie de pulpe a causé des dommages à la population. Cependant, le gouvernement s'emploie à la résoudre d'une façon satisfaisante pour la population des environs et de la province. Mais il est sûr que l'Union nationale n'a rien fait de tangible pour la population malgré qu'elle ait fait voter une loi; elle n'a même pas réussi à rouvrir les usines.

À l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, la Quebec Pulp a été mise en faillite parce qu'elle n'était pas administrée dans les meilleurs intérêts de la province; elle devait des sommes considérables au Trésor public et elle était incapable de rencontrer ses obligations. Mais les syndics qui administrent les biens de la compagnie et les inspecteurs de la faillite ont modifié cette situation. Ils ont réussi non seulement à rencontrer les dépenses, mais même à accumuler des surplus de quelques centaines de mille dollars, dans l'intérêt des actionnaires et détenteurs d'obligations. Depuis le moment de la faillite, les inspecteurs ont réussi à percevoir 100 % de ce qui était dû à la Commission des eaux courantes. Quant aux réclamations d'avant la faillite, le gouvernement étudie attentivement la situation.

En ce qui concerne la construction d'un barrage par l'Aluminium Company, une entente a été conclue avec la compagnie qui s'est engagée à payer \$400,000 au gouvernement pour les dommages causés au territoire inondé. Le gouvernement croit avoir protégé et les actionnaires et le public en général, en l'occurrence. Par ailleurs, il n'est pas du tout certain qu'à l'heure actuelle l'installation d'une industrie de pulpe à cet endroit soit une affaire profitable.

Le chef de l'opposition dit que nous n'avons rien fait. Nous avons réussi à stabiliser la situation de trois industries de la région de Chicoutimi, qui emploient quelques centaines d'hommes et qui étaient exposées à manquer de bois, en leur

garantissant un approvisionnement de bois de pulpe. Au moyen d'une enchère publique, nous avons réussi à leur procurer le terrain boisé dont elles avaient besoin et, maintenant, ces usines sont assurées de pouvoir poursuivre leurs opérations. Nous avons ainsi réglé une partie du problème de l'exploitation forestière de Chicoutimi et nous espérons régler bientôt le problème complètement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Talbot, 12.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Desmarais, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 28.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-huit mille deux cent soixante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministre de la Chasse et des Pêcheries, 1943

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec concernant les activités du département des pêches maritimes pour l'année civile 1943. (Document de la session no 79)

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à vendredi matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### NOTES

1. *L'Action catholique* du 17 mai 1944, à la page 3, annonce que le ministre de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Bienvenue) sera absent de Québec pour une couple de jours pour affaires de son ministère.

2. Selon *Le Devoir* du 19 mai 1944, à la page 1, tout au long de la discussion en comité plénier, l'assistance à la Chambre est clairsemée; la majorité des députés causent entre eux, sortent et rentrent pour se dégourdir et allumer une cigarette, ou parcourent les gazettes.

3. Voici quelques détails sur le vote mentionnés par le journaliste du *Canada* du 19 mai 1944, à la page 9: "Lorsque le vote est appelé, l'honorable Dr Albiny Paquette, ancien ministre de la Santé de l'Union nationale, et le Dr Camille Pouliot, de Gaspé-Sud, les deux médecins de l'opposition, font leur apparition. Ils n'ont pas participé au débat, probablement parce qu'ils approuvaient secrètement la loi. Ils votent pour l'amendement cependant et contre la troisième lecture. Des applaudissements

---

éclatent à droite lorsque l'honorable Henri Groulx, parrain de cette législation sociale, se lève pour voter."





## Première séance du vendredi 19 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

## Pont du lac Saint-Louis

**M. Talbot (Chicoutimi):** 1. La corporation du pont du lac Saint-Louis, mentionnée à l'article 13, chapitre 44, 6 George VI, a-t-elle cédé au gouvernement de la province tous les biens meubles et immeubles mentionnés audit article de ladite loi?

Dans l'affirmative:

*a.* Quand?

*b.* Quels sont les biens ainsi cédés au gouvernement de la province?

*c.* Combien la province a-t-elle payé ou déboursé à ce sujet?

*d.* Quels sont les engagements contractés par le gouvernement de la province à ce sujet et à combien se chiffre le total de ces engagements?

*e.* À qui le gouvernement de la province a-t-il payé quelque montant quelconque à ce sujet?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** 1. Oui.

*a.* Le 5 janvier 1944 par une convention en date du même jour, confirmée par un acte de cession en forme notariée, en date du 30 mars 1944, le tout avec effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1942.

*b.* Tout l'actif de la corporation cédante, sans aucune exception, comprenant, entre autres choses, un pont traversant le fleuve Saint-Laurent vis-à-vis la réserve de Caughnawaga sur le lac Saint-Louis, connu sous le nom de "Pont Honoré Mercier" avec sa structure, ses assises, ses constructions, ses ouvrages et généralement tous biens meubles et immeubles pouvant servir à son usage et à son exploitation.

*c.* \$3,082,989.05.

*d.* Acquitter toutes les obligations de la corporation - lesdites obligations consistaient en des billets à demande pour une somme de \$3,230,000 - ainsi que les intérêts sur ces billets à compter du 1<sup>er</sup> avril 1942. Compte tenu de l'actif disponible en

argent, la somme nette exigible et payée par la province est celle qui est indiquée à la rubrique *c* ci-dessus.

La province doit encore acquitter les honoraires du notaire et les frais d'enregistrement afférents à l'acte de cession dont le montant n'est pas encore connu.

*e.* À la Banque Royale du Canada, en sa qualité de détentrice des billets à demande de la corporation.

L'affaire  
de Saint-Lambert

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai une déclaration à faire sur l'affaire de Saint-Lambert et j'en parle en Chambre parce qu'il en fut question deux fois ici, depuis quelques jours. Comme procureur général de la province de Québec, j'ai donné instruction ce matin de faire arrêter deux membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont participé à la malheureuse affaire de Saint-Lambert de Lévis, Fernand Savard, membre de la Gendarmerie, et Roger Lizotte, constable spécial, lesquels faisaient partie du groupe de policiers, alors que M. Guénette fut tué. Ils sont accusés d'avoir infligé des blessures qui ont causé la mort. Tous deux ont été arrêtés et ont comparu, ce matin à 10 h 30, devant M. le juge en chef J.-Hugues Fortier, de la Cour des sessions de la paix à Québec, où ils ont plaidé non coupables. Leur enquête préliminaire a été remise à jeudi prochain, le 25 mai.

La plainte suivante a été assermentée:

"Je, soussigné, Narcisse Gosselin, membre de la sûreté provinciale, de la ville de Québec, déclare que je suis croyablement informé et crois que, le 7 mai 1944, à Saint-Lambert, comté de Lévis, district de Québec, Fernand Savard, membre de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada, et Roger Lizotte, constable spécial, ont ensemble et illégalement causé des lésions corporelles qui ont entraîné la mort de Georges Guénette, de Saint-Lambert, commettant par là le crime d'homicide involontaire coupable."

J'ai demandé au ministère de procéder sans délai. J'ai donné instruction à mes substituts de procéder avec toute la diligence possible et de ne consentir à aucune remise, à moins qu'il ne se présente quelque chose d'imprévu au cours de l'enquête. Je leur ai demandé aussi de faire en sorte que toute la vérité soit connue sur ce malheureux

incident et de donner à l'avocat de la famille Guénette, si celle-ci juge à propos de se faire représenter, toutes les facilités d'accès possible à la preuve et de faire entendre des témoins. J'ose espérer que cette action énergique de la part du gouvernement donnera satisfaction à la Chambre, à la famille et au public en général. En attendant leur enquête préliminaire, les deux prévenus ont été confiés à la police fédérale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'espère que l'enquête sera conduite de façon équitable et que le procureur général (M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) prendra tous les moyens pour qu'elle soit impartiale et complète. Le geste du gouvernement va jeter de la lumière sur l'affaire, mais il commence mal cette affaire. Je crois qu'une plainte pour lésions corporelles entraînant la mort n'est pas suffisante et qu'on aurait dû porter une accusation de meurtre contre les deux policiers. Ce n'est pas un homicide et le cas est plus sérieux pour des membres de la police qui sont censés connaître les lois.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est une plainte d'homicide involontaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la preuve est suffisante pour justifier une accusation, ce doit être une accusation de meurtre. Car, pour qu'il y ait meurtre, il n'est pas nécessaire qu'il y ait préméditation. Le procureur général se trouve, avec l'accusation telle que logée, à anticiper sur le verdict du jury; il a tort de le faire et de ne porter qu'une accusation d'homicide involontaire. C'est au jury de dire s'il y a culpabilité et, dans l'affirmative, s'il s'agit d'un meurtre ou d'une offense moins grave comme l'homicide involontaire.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'avais prévu cette objection. Les faits révélés jusqu'à présent, le verdict de mort accidentelle rendu à l'enquête, ne nous permettaient pas de porter une accusation de meurtre. Il ne faut pas oublier que le jury du coroner a déclaré qu'il s'agissait d'un accident et qu'il n'y avait pas de responsabilité criminelle. Cependant, j'ai donné instruction à mes substituts que si, à la suite de l'enquête préliminaire, ils sont convaincus que devant les faits révélés il y a lieu de porter une accusation de meurtre, ils devront insister auprès du juge pour que les accusés soient condamnés à subir leur procès aux assises sous une accusation de

meurtre. Si le juge ne se rend pas à la demande des avocats de la couronne, je me prévaudrai de la disposition du Code criminel qui permet au procureur général de porter directement une accusation de meurtre et j'enverrai les accusés subir leur procès pour meurtre.

**M. Francoeur (Lévis):** Est-ce que les frais du procureur de la famille Guénette seront payés par le gouvernement?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ce serait créer un précédent et nous n'avons pas encore pris de décision dans ce sens. J'espère que la décision du gouvernement va donner satisfaction à tous les membres de la famille et aussi à la population en général.

**M. Francoeur (Lévis)** veut continuer la discussion.

**M. l'Orateur** le rappelle à l'ordre.

#### Projets de loi:

##### Département du Bien-être social

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 37 instituant le département du Bien-être social.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette résolution. Elle modifie le budget du département de la Santé et du Bien-être social déjà presque totalement voté. Or, c'est une pratique contraire au règlement de la Chambre en vertu des dispositions de l'article 382 du Règlement.

On modifie le budget non seulement en décrétant qu'une partie de l'argent voté au département de la Santé pourra être détournée de son but et octroyée au département du Bien-être social, mais en stipulant qu'une somme additionnelle de \$100,000 sera mise à la disposition de ce département. Le gouvernement n'a pas le droit de transférer des argents du ministère de la Santé et du Bien-être social au ministère distinct du Bien-être social et de s'arroger des prérogatives qui appartiennent aux députés. Pour modifier le budget, il faudrait présenter un budget supplémentaire ou retirer le budget à l'étude et en présenter un nouveau.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Il n'y a pas que l'article 382 qui indique les moyens de voter le budget des dépenses item par item, au moyen d'une résolution pour chacun. L'article 548 stipule aussi qu'une résolution accompagnant un bill peut approprier un montant à un département. Cette résolution s'ajoute à celles du budget.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Chambre a parfaitement le droit d'autoriser les dépenses qu'elle juge à propos pour les fins de l'administration. La résolution permet le transfert de divers services au nouveau ministère distinct et l'appropriation d'une somme de \$100,000, pour les besoins de celui-ci.

Le chef de l'opposition doit savoir mieux que quiconque que, par une résolution accompagnant un bill, on peut demander le vote de deniers requis pour l'exécution de quelques travaux publics ou pour des activités nouvelles. Or, il s'agit précisément d'activités nouvelles, en l'occurrence la création d'un nouveau département de l'administration où il faudra nommer un sous-ministre. Elle est parfaitement dans l'ordre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'article 382 invoqué par le chef de l'opposition ne s'applique pas.

**M. Gagnon (Matane), M. Talbot (Chicoutimi) et M. Pouliot (Gaspé-Sud)** appuient le point d'ordre du chef de l'opposition.

**M. l'Orateur** déclare qu'après avoir entendu les arguments présentés de part et d'autre, il en vient à la conclusion que l'article 382 ne s'applique pas à l'espèce parce qu'il ne s'agit pas d'inviter la Chambre à se former en comité des subsides sur la présente résolution. L'article 548 du Règlement, ajoute-t-il, autorise d'établir par une loi le mode d'emploi ou de distribution de fonds publics déjà votés ou à voter (note *f* sous l'article 548). Il en vient donc à la conclusion que la résolution est régulière, et il renvoie le point d'ordre qui a été soulevé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-

Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Dufour, Dumoulin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Mathewson, Perrier, Potvin, 23.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, Talbot, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse ordonner que toute partie des sommes votées par la Législature pour l'année financière 1944-1945 et pour des fins du ressort du département de la Santé et du Bien-être social, soit employée pour des fins du ressort du département du Bien-être social et il pourra ordonner que, pour la même année une somme n'excédant pas cent mille dollars, à prendre sur le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du département du Bien-être social pour le paiement de traitements ou dépenses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On veut appauvrir le département de la Santé pour réorganiser un département qui est déjà organisé depuis 1941. Il ne s'agit pas de créer un département nouveau comme l'indique le bill lui-même, vu qu'il est déjà organisé, mais il s'agit plutôt d'argent qu'on va enlever au budget du ministère de la Santé, pourtant si utile, pour en faire un budget pour le nouveau département. C'est irrégulier. La santé publique est une chose essentielle et on ne doit pas rogner dans son budget pour une autre fin.

Par ailleurs, cela me semble une redondance coûteuse, une dépense inutile. Je m'explique d'autant plus mal cette politique que le gouvernement a augmenté les dépenses de divers services administratifs de \$8,000,000 depuis cinq ans, augmenté aussi le nombre de fonctionnaires et multiplié les postes de sous-ministre. On veut probablement nommer un autre ministre à la place du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) actuel.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) se vante d'inscrire dans le budget toutes les dépenses de l'administration, et pourtant il a augmenté les dépenses de \$240,000,000 avec l'expropriation de la Montreal Power. Il y a, certes, des rajustements à faire dans les ministères, mais les dépenses que le gouvernement veut imposer au peuple par cette résolution sont injustifiables.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition n'est pas sérieux, comme toujours. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le bill pour se rendre compte que le nouveau département aura l'administration des pensions de vieillesse et d'assistance aux mères nécessiteuses et aux aveugles. Ce sera l'un des départements les plus importants de l'administration. La création d'un ministère séparé du Bien-être social s'impose également à cause des nombreuses initiatives sociales prises par le gouvernement au cours de la présente session et la résolution ne fait que donner au gouvernement la possibilité de faire fonctionner ce nouveau service.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui va être ministre de ce nouveau département?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le ministre actuel de la Santé et du Bien-être social (M. Groulx) gardera les deux portefeuilles pour le présent.

**M. Gagnon (Matane):** Cette séparation de ministère est un gaspillage; on veut plutôt créer d'autres positions pour des amis. Personne ne contestera que le sous-ministre de la Santé est un homme compétent et capable d'administrer son département. Pourquoi un autre sous-ministre? Le gouvernement, une fois de plus, augmente le nombre déjà trop grand des employés civils.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** S'il y a un département qui prend de l'importance actuellement, c'est celui du Bien-être social. Il

prendra une importance encore plus grande à l'époque de la reconstruction d'après-guerre, alors qu'il y aura tant de misère à secourir et qu'il s'occupera de la santé du peuple. Ce département deviendra l'un des plus importants de l'administration. En temps de guerre les lois sociales sont nécessaires. D'autre part, il ne faut pas négliger le département de la Santé qui doit être dirigé avec plus d'attention que jamais.

Le député de Matane (M. Gagnon) nous demandait, il y a quelques jours, de créer un ministère des Mines. Il avait raison quand il demandait au gouvernement de donner encore plus d'importance au département des Mines. Mais il aurait encore bien plus raison s'il comprenait que les ministères chargés de voir à la plus précieuse de nos mines, le capital humain, doivent être distincts avant même le ministère des Mines. Pour bien préserver notre capital humain, il faut que les deux ministères soient bien organisés, aient chacun leurs officiers; il importe d'organiser ce ministère aussi bien que celui des Travaux publics ou de la Voirie.

À l'heure actuelle, le département du Bien-être social est lié à un autre département. Il est maintenant devenu nécessaire de l'en détacher, afin qu'il ait sa propre organisation distincte de celle de la Santé, sous la juridiction d'un même ministre. Il fonctionnera ainsi avec plus d'efficacité encore. Personne ne songe à unir les départements de la Voirie et des Travaux publics, et le département du Bien-être social ne doit pas avoir moins d'importance que ces deux départements. Nous voulons que la santé publique reçoive toute l'attention qu'elle mérite et, d'autre part, que le bien-être social ne soit pas négligé non plus. Au fond de lui-même, le député de Matane pense exactement comme nous.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** craint que l'on crée de la confusion dans les deux départements et qu'il y ait dualité de juridiction. La loi qui suivra la résolution, dit-il, me semble diminuer l'importance du ministère du Travail puisque des services de ce dernier sont confiés au nouveau ministre. Il faudra éviter de priver le ministère de la Santé de l'argent dont il a besoin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Pointant les ministres) Ces gens-là créent de nouvelles situations, croyant que la Commission du service civil est éternelle. J'avertis les fonctionnaires que, si nous revenons au pouvoir, je les mettrai à la porte avec la Commission du service civil. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on organise le ministère du Bien-être social,

mais pas pour donner des jobs aux amis. Je répète que, si nous sommes reportés au pouvoir, nous mettrons dehors tous ces fonctionnaires et bien d'autres comme ceux de la Commission du service civil. Il y a trop de ministères pour le nombre de députés et le gouvernement dépensera des milliers de dollars pour rien.

La résolution est adoptée.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la résolution soit maintenant lue.

Adopté après division.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la résolution soit maintenant agréée.

**M. Gagnon (Matane)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à l'établissement d'un département du Bien-être social possédant les pouvoirs et les moyens nécessaires à la mise en application d'une véritable et saine politique de bien-être social, mais elle déclare que la résolution relative au bill instituant le département du Bien-être social autorise des dépenses injustifiables et contraires à l'intérêt public.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dufour, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe,

Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, 25.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

La résolution relative au bill 37 instituant le département du Bien-être social est, en conséquence, agréée.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 instituant le département du Bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi, dit-il, sur la recommandation de la Commission d'assurance-maladie, crée un département du Bien-être social distinct de celui de la Santé. Le nouveau département se voit confier l'administration des lois de pension de vieillesse et d'assistance aux mères nécessiteuses et aux aveugles qui relèvent en ce moment du département du Travail.

La loi lui confie également l'administration de la nouvelle loi de la protection de l'enfance ainsi que la loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose, l'œuvre du placement familial. Quant à la loi de l'assistance publique, l'administration sera partagée entre les deux départements de la Santé et du Bien-être social. Le premier gardera le soin de l'assistance médicale et hospitalière; le second est chargé de voir à l'assistance aux institutions de charité autres que celles qui ont pour objet le soin des malades, ce qui comprend les crèches, orphelinats et hospices.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Malgré que le gouvernement ait plus de temps et plus d'argent, ce n'est qu'à ce moment qu'il songe à créer ce ministère distinct. C'est l'Union nationale qui a établi les pensions de vieillesse et aux aveugles et les allocations aux mères nécessiteuses après l'adoption de la loi, aux derniers jours du régime libéral en 1936. Il accuse le gouvernement libéral, de 1927 à 1936, d'avoir refusé d'appliquer la loi des pensions de vieillesse et privé ainsi les vieillards de cette province d'une somme de \$70,000,000. Le premier ministre prend une note. Il va dire que ce n'est pas nous qui avons créé toutes ces pensions, mais c'est bien nous. Je crois qu'à la tête de la Commission des pensions de vieillesse, il y a un homme compétent, M. J.-R. Forest.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Qui l'a nommé?

2. 100.  
3. 8,271.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le gouvernement qui a précédé le nôtre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Alors, c'est le gouvernement qui a précédé le vôtre qui a créé les pensions de vieillesse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est 1 heure. Je propose l'ajournement du débat.

**M. Gagnon (Matane)** appuie la proposition.

La motion est adoptée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures, cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 19 mai 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions et réponses:

##### Exemplaires restants des Statuts refondus

**M. Chaloult (Lotbinière):** 1. Combien de Statuts refondus 1925 (version française) reste-t-il?  
2. Combien de Statuts refondus 1925 (version anglaise) reste-t-il?  
3. Combien de Statuts refondus 1941 (bilingues) reste-t-il?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** 1. 100.

#### Projets de loi:

##### Département du Bien-être social

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), proposant que le bill 37 instituant le département du Bien-être social soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but non avoué du gouvernement est de créer de nouveaux emplois, ce qui va encore ajouter aux dépenses. L'administration de l'Union nationale a été la première à payer des pensions aux vieillards, aux mères nécessiteuses et aux aveugles. Il rappelle que de 1897 à 1936, soit pendant 39 ans, ce sont des gouvernements libéraux qui administrèrent les affaires de notre pays. En 1927, le gouvernement libéral d'Ottawa adoptait un système de pensions de vieillesse, laissant aux provinces de le mettre en vigueur. Les vieux et les vieilles du Québec auraient eu droit à des pensions s'élevant à 10 millions de dollars par année. MM. Taschereau, David et Godbout votèrent contre toute motion demandant de mettre cette législation en vigueur dans Québec et d'en donner le bénéfice aux vieux et aux vieilles de chez nous. L'ancien régime Taschereau a fait perdre \$70,000,000 aux vieillards de la province en retardant pendant neuf ans l'adoption de la loi des pensions.

Ces pensions n'ont été payées qu'en 1936 dans notre province, bien que la loi eût été votée en 1927, par le gouvernement King. Au cours d'un débat, le 6 mai 1936, qui ne se souvient d'avoir entendu M. Athanase David déclarer que cette loi de pensions de vieillesse était anticonstitutionnelle et antichrétienne<sup>1</sup>? Le gouvernement Taschereau a fait voter la loi sous la pression de l'opposition. Il y eut un vote de pris sur la motion de MM. Romulus Ducharme, appuyé par M. Beaudry. Au nombre de ceux qui votèrent encore contre les pensions de vieillesse on retrouve le nom de Léon Casgrain et celui d'Adélard Godbout. Mais, le 10 juin, on trouve qu'à la veille de la dissolution des Chambres le gouvernement fait sanctionner une loi de pensions de vieillesse. Même tactique qu'aujourd'hui.

L'Union nationale s'est empressée de mettre en vigueur les pensions de vieillesse, en accordant aux pensionnaires les mêmes faveurs que dans les autres provinces. En 1940, lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, il a saboté le système des pensions de vieillesse établi par l'Union nationale: il a enlevé les noms de 5,000 vieux et vieilles sur les listes de pensionnaires. Le gouvernement actuel a diminué les pensions aux vieux et aux vieilles, pendant que le coût de la vie augmentait. Il a réduit les allocations aux mères nécessiteuses, aux aveugles. C'a été sa manière de comprendre la bienfaisance sociale et de protéger les pauvres, les humbles et les déshérités de la fortune. Alors que dans les autres provinces les pensions aux vieux et aux vieilles étaient de \$18.98 en Ontario, de \$22 en Saskatchewan, M. Godbout et son collègue Rochette, ministre du Travail, ne payaient aux pensionnaires de chez nous que seulement \$17.72<sup>2</sup> en moyenne par mois.

Depuis que les élections provinciales sont inévitables, ces pensions ont été portées à quelques dollars de plus, mais pas à tout le monde. De toutes les provinces du Canada, sauf le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, c'est le Québec qui paie les pensions les plus basses. Et aujourd'hui, tout ce que le gouvernement trouve de mieux à faire, c'est de présenter une loi qui lui permettra de donner des positions à des favoris.

Le ministère actuel de la Santé et du Bien-être social possède l'organisation et le personnel nécessaires à la mise en application des lois sociales. C'est imposer au peuple une dépense inutile que de créer deux organismes différents avec deux ministres et deux sous-ministres.

Nous sommes en faveur d'un ministère du Bien-être social, mais sans augmentation de frais pour la province, sans augmentation de personnel, et pas dans les conditions où on veut l'organiser, pas pour un ministère qui n'a pour but que de créer des situations nouvelles à la veille des élections. Le peuple a assez souffert dans son âme, dans son sang, dans ses biens et dans ses droits que j'espère qu'il va nous reporter au pouvoir. J'avertis encore les fonctionnaires que, si nous revenons au pouvoir, nous les mettrons dehors avec la Commission du service civil. Dès que nous aurons repris les rênes, ils ne vivront pas, comme la rose, l'espace d'un matin. L'Union nationale prendra bientôt le pouvoir et déplacera ces amis du gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
M. l'Orateur, si vous vous souvenez de la loi qui est à l'étude, vous avez bonne mémoire, car vous venez

d'entendre parler de tout, excepté de cette loi. Le chef de l'opposition parle de tout autre chose que de la loi. Il parle de pensions de vieillesse et d'élections à l'occasion d'une loi créant un ministère du Bien-être social. Il oublie que l'on est à étudier le bien-être social en parlant des merveilles de l'Union nationale, mais le peuple se souvient de ces merveilles et il choisira de nouveau l'administration libérale aux prochaines élections.

Ceux que le chef de l'opposition vient de menacer de sa guillotine de 1936 n'ont rien à craindre. Le peuple, avec son gros bon sens, ne voudra jamais que la terreur de 1936 recommence et il reportera au pouvoir le gouvernement qui fait son devoir. Est-il opportun d'avoir un ministère distinct du Bien-être social? Tout le monde l'admet. Malgré tout ce qu'il dit, le chef de l'opposition ne pense pas que nous présentons cette loi pour créer des situations de fonctionnaires. Le temps ne se prête pas à des choses comme cela. Le chef de l'opposition nous dit: "Vous auriez dû organiser ce département depuis longtemps", et il trouve ensuite que nous avons trop étudié la question.

Nous l'avons fait étudier par une commission compétente et nous l'avons étudiée nous-mêmes, comme bien d'autres. Dans tous les domaines de l'administration, nous sommes allés à la racine et nous avons enlevé les mauvaises herbes; nous avons labouré le sol; nous l'avons hersé; nous l'avons aéré. Parce que nous voulions préparer la province pour l'avenir. Il ne suffit plus de dire: "Nos ancêtres faisaient cela comme cela et il ne faut rien changer."

Dans le domaine de la santé, nous avons fait des progrès considérables. Mais il faut admettre que nous avons beaucoup à faire et que nous sommes en retard sur les autres provinces. De là, la nécessité de la création de ce département. On sépare donc les deux départements, celui de la Santé et celui du Bien-être social, pour que chacun d'entre eux ait son organisation distincte, la plus efficace possible. Aucun autre département provincial ne dépassera en importance celui du Bien-être social.

Le département du Bien-être social est l'un des plus importants pour l'avenir de la province et il est nécessaire immédiatement. Tout ce qu'il y a à se demander, c'est de savoir s'il est opportun de former actuellement un semblable département détaché du ministère de la Santé. Il est facile de répondre affirmativement si nous pensons un instant à tous les problèmes que va créer l'après-guerre, lorsque nos soldats reviendront au pays, qu'il nous faut prévoir et préparer. Il faut penser au retour à la vie civile de milliers de personnes, et ce sera une des activités du nouveau ministère.

Dans tous les domaines de l'administration publique, nous avons fait des œuvres utiles et nous voulons continuer. Nous pouvons faire mieux que nos prédécesseurs. Si on le détache du département de la Santé, qui est lui-même d'une importance sans cesse croissante, c'est pour des raisons d'efficacité bien faciles à comprendre, raisons qui ont frappé la Commission de l'assurance-maladie puisqu'elle a recommandé elle-même dans son rapport la création d'un ministère distinct. Il y a cinq ans que le gouvernement songe à faire cette réforme, mais il n'a pas voulu se fier à ses propres connaissances et il a demandé à la Commission de l'assurance-maladie de l'éclairer sur le sujet. C'est cette Commission qui conseille au gouvernement de créer un ministère séparé pour le bien-être social. Voilà pourquoi le projet de loi n'a pu être présenté avant cette année.

Le chef de l'opposition croit qu'il est le seul à avoir fait son devoir. Il le croit, mais le peuple sait de quelle façon il l'a accompli, son devoir, et je ne veux pas retourner au passé comme lui. Je dirai cependant que lorsque la question de la pension de vieillesse est venue en cette Chambre, M. Taschereau croyait que nos institutions de charité pouvaient continuer à se charger des œuvres de bien-être et qu'il valait mieux pour le gouvernement les aider. Si le gouvernement Taschereau a hésité quelque temps à appliquer le système fédéral de pension à la province de Québec, c'est qu'il croyait que notre province avait, pour prendre soin des vieillards, des institutions spéciales que soutenait le gouvernement et qui, en définitive, coûtaient moins cher au peuple.

Dans le temps, le chef de l'opposition pensait comme M. Taschereau et il votait avec le gouvernement libéral qui ne croyait pas le temps venu de doter cette province d'un organisme de ce genre. À tel point qu'il s'opposa à une motion présentée par deux de ses amis, MM. Guertin et Barré, qui le traitèrent de plus grand adversaire des lois sociales que la province ait connu. Depuis, il a changé. Les conditions ont changé et tout le monde, aujourd'hui, admet la nécessité de nouvelles législations sociales.

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il est vrai que le chef de l'opposition a continué de payer les pensions de vieillesse. Mais il n'a pas voulu payer les inspecteurs des pensions que nous avons nommés, qui avaient fait leur travail consciencieusement, un travail qui a servi à la province, et qui avaient pourtant été légalement nommés. Il a destitué tous ces inspecteurs comme des milliers d'autres fonctionnaires qui ne purent retirer leur salaire et il a été injuste. C'était la

première fois qu'un gouvernement refusait d'honorer les engagements pris par le précédent.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1939, nous avons agi autrement. Nous avons payé des dettes de son gouvernement et toutes les réclamations dûment certifiées présentées par des gens qui avaient obtenu des contrats du régime de l'Union nationale au nom de la province. Nous avons aussi payé \$292,000 à la Banque Provinciale, qui n'avait pas un bout de papier pour reconnaître ce qui lui était dû, mais qui avait la parole du chef de gouvernement de l'Union nationale, c'est-à-dire du premier ministre de la province dans le temps, mais qui n'avait pas été respecté, de 1936 à 1939.

Nous avons payé la construction de l'école des arts et métiers de Rouyn, qui avait été ordonnée par un vague télégramme et en vertu d'un engagement verbal du premier ministre du temps. Nous avons honoré tous ces engagements, non pas parce qu'ils venaient de l'honorable Maurice Duplessis, mais parce qu'ils avaient été pris par l'honorable premier ministre de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas payé les inspecteurs qui avaient fait de la politique au cours de leurs enquêtes sur les pensions de vieillesse. Les autres, nous les avons payés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition raconte à sa façon l'histoire des pensions de vieillesse, mais il a cité des chiffres erronés sur le montant des pensions payées dans la province. Le chef de l'opposition a prétendu que le montant moyen des pensions payées dans la province aux vieux et aux vieilles était de \$17.62. La moyenne est beaucoup plus élevée que le chiffre mentionné par le chef de l'opposition. La vérité, c'est qu'au 31 décembre 1943 le montant moyen des pensions était de \$22.38 par mois, tandis qu'en mars 1944, il était rendu à \$22.54 par mois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, comme toujours, mais à la veille des élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition ne devrait pas avancer des choses sans se renseigner. Il lui faudra trouver une nouvelle corde pour faire danser l'électorat. Sa vieille corde ne prend plus. L'opposition sait que nous avons parfaitement raison de présenter cette loi qui s'impose et je me demande pourquoi elle ne l'appuie pas avec la dignité qui convient, au lieu de provoquer un long débat sur différents sujets.

(Applaudissements à droite)



Avec la nouvelle loi, les activités des deux ministères de la Santé et du Bien-être social seront bien tranchées et avantageuses pour toute la population.

Et il n'est pas question de changer le ministre. Le ministre actuel est parfaitement qualifié pour administrer à la fois le ministère de la Santé et celui du Bien-être social.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à l'établissement d'un département du Bien-être social possédant les pouvoirs et les moyens nécessaires à la mise en application d'une véritable et saine politique de bien-être social, mais elle déclare que le bill 37 instituant le département du Bien-être social autorise des dépenses injustifiables et contraires à l'intérêt public.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Mathewson, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

Présidence de M. Caron (Hull)

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Loi de l'assistance publique de Québec (S. R. Q, 1941, chapitre 187) est modifiée en y ajoutant l'article suivant:

"63. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine quelle partie du fonds de l'assistance publique est sous le contrôle du ministre de la Santé et quelle partie est sous le contrôle du ministre du Bien-être social."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement impose des charges nouvelles aux municipalités dans ce projet de loi, en leur faisant payer 50 % du coût de ces lois sociales. De plus, l'administration de la loi d'assistance publique sera partagée entre les départements de la Santé et du Bien-être social. Le fonds de l'assistance est donc indivisible.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition pense trop aux élections et ne pense pas assez aux intérêts de la province. En fait, les municipalités paient déjà 50 % des frais d'entretien des enfants dans les écoles de réforme et les écoles d'industrie. Le même système se poursuivra et aucune contribution nouvelle n'est imposée. Non seulement cela, mais, en vertu d'une loi corollaire à celle-ci, le gouvernement assume tous les frais de transport et d'entretien des aliénés indigents. En 1943, les municipalités ont payé, pour les asiles d'aliénés, \$1,308,000 que le gouvernement leur remet. En tenant compte de ce qui n'est pas payé, c'est \$2,000,000 dont le gouvernement fait cadeau aux municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque l'on veut augmenter les départements, en enlevant des pouvoirs à un ministre pour les donner à un autre, il est évident que la solidarité n'existe plus dans le cabinet.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il y a autant de solidarité dans le cabinet actuel qu'il y avait de division dans le cabinet de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas assez d'imagination pour croire que le secrétaire de la province est sérieux.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ce n'est pas l'imagination, c'est le jugement qui manque à mon honorable ami. Par son opposition à cette loi, il donne à la province une nouvelle preuve de son incompréhension des problèmes sérieux.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 à 11 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare favorable à l'établissement d'un département du Bien-être social possédant les pouvoirs et les moyens nécessaires à la mise en application d'une véritable et saine politique de bien-être social, mais elle déclare que le bill 37 instituant le département du Bien-être social autorise des dépenses injustifiables et contraires à l'intérêt public.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Mathewson, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Entretien des aliénés

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 40 supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose: Que l'article 54 de la loi des asiles d'aliénés (Statuts refondus, 1941, chapitre 188) soit remplacé par le suivant:

"54. En attendant la perception de toute contribution due et exigible en vertu des dispositions de l'article 23, le trésorier de la province est autorisé à avancer à même le fonds consolidé du revenu les deniers nécessaires pour acquitter cette contribution. Ces avances sont remboursées à même les sommes perçues."

Ce projet de loi, dit-il, a pour objet de mettre entièrement à la charge du gouvernement provincial les frais d'entretien et de traitement des aliénés qui n'ont pas les moyens de défrayer eux-mêmes ces dépenses. En conséquence, le gouvernement soulage les municipalités de l'obligation de payer la moitié des frais d'entretien et de traitement des aliénés et la totalité de leurs frais de transport.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les municipalités du Québec sont surchargées de taxes que lui impose le gouvernement provincial et qui, selon le rapport Sirois, sont jusqu'à 40 % plus élevées que dans les autres provinces. L'obligation pour les municipalités

de payer 50 % des frais d'aliénés a donné lieu à bien des procès. Des municipalités doivent des millions au gouvernement pour leur part de ces frais parce qu'elles n'avaient pas les moyens de payer. Il y a des créances vieilles de 10 à 15 ans, à ce propos.

La loi actuelle est un vieux truc du Parti libéral. La mesure est un autre bluff électoral du gouvernement libéral. Le gouvernement veut se montrer généreux à la veille des élections, mais il y a lieu de douter de sa sincérité et éviter ainsi que les électeurs soient pris au dépourvu. Nous serions tout de suite d'accord si le gouvernement amendait sa loi supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés de façon à ce qu'elle prenne effet immédiatement ou à compter du 1<sup>er</sup> avril dernier, qui marque le début de l'année financière de la province. Car, si c'est une taxe injuste, pourquoi ne pas l'abolir tout de suite?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La date a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier parce que l'année financière des municipalités avec lesquelles nous traitons commence après le 1<sup>er</sup> janvier. Pour faciliter la comptabilité, il a été jugé plus avantageux de supprimer la taxe à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une raison. À Montréal, l'année fiscale commence le 1<sup>er</sup> mai. Alors, l'argument du premier ministre ne vaut rien pour ce qui concerne la métropole, dont la contribution pour l'entretien des aliénés est de \$550,000 par année.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je parlais de l'année financière des municipalités en général.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le gouvernement était sincère, il abolirait cette taxe à partir du 1<sup>er</sup> avril 1944 et donnerait aux municipalités endettées vis-à-vis du gouvernement une quittance pour tout ce qu'elles doivent relativement à l'entretien des aliénés indigents. Mais, à la veille des élections, il fait des propositions à gauche et à droite dans le but d'obtenir des votes. Le gouvernement sait qu'il n'a aucune chance d'être réélu et, par ses propositions, il ne cherche qu'à mettre le gouvernement de l'Union nationale dans l'embarras, quand il se verra obligé de les mettre en vigueur après les élections.

Puisque c'est moi, dit-il, qui dirigerai ce gouvernement, nous sommes prêts à abolir cette taxe à partir du 1<sup>er</sup> avril et à libérer toutes les municipalités de leurs dettes en vertu de la loi des

asiles d'aliénés, qui totalisent des millions de dollars. Il n'a pu faire d'amendement à la loi, étant donné qu'elle concerne les finances, mais il a fait la suggestion.

Si ses finances lui permettent de libérer les municipalités comme il essaie de le faire croire à la population, le gouvernement devrait mettre sa loi en vigueur immédiatement, sinon les citoyens pourraient croire que sa situation financière n'est pas aussi reluisante qu'il le prétend.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition commence à faire des promesses comme en 1936. Me permettez-vous une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas nécessaire, je la connais. Pourquoi n'avons-nous pas aboli les contributions municipales quand nous étions au pouvoir? Je vous répondrai que nous avons soulagé les municipalités de plusieurs autres obligations et qu'il nous a été impossible de tout faire en trois ans.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition est tellement obsédé par les élections qu'il est incapable d'étudier la loi de façon objective. Les lois sociales qui sont présentement devant la Chambre ont été demandées par tous les organismes publics et ne sont pas présentées en vue de berner les électeurs. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement a présenté des lois touchant à tous les domaines; quelques-unes ont été impopulaires, mais elles ont toutes eu comme principal objectif l'intérêt de la population. Cette année, la législation revêt un caractère encore plus important.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y avait-il d'aliénés, au 30 avril 1944, dans les asiles de la province?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Au 30 avril 1944, il y avait 13,826 aliénés dans la province.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ces chiffres ne comprennent que ceux qui sont enfermés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En 1897, il n'y avait que 1,197 fous dans la province. Je constate qu'après 41 ans de régime libéral le nombre de fous est monté à 13,826!

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Le 8 novembre 1939, les municipalités devaient au gouvernement, pour l'entretien des aliénés, un montant de \$2,199,176. Du 9 novembre 1939 au 31 mars dernier, le gouvernement a reçu des municipalités, pour le même objet, \$5,422,963. La balance due à l'heure actuelle est de \$1,713,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est environ \$170,000 par mois que les municipalités versent à la province de ce chef. Nous sommes en faveur de l'abolition de cette taxe injuste à la charge des municipalités.

Mais il continue de réclamer l'entrée en vigueur de la répartition nouvelle des charges au 1<sup>er</sup> avril 1944, avec une quittance pour les municipalités endettées.

**M. Gagnon (Matane)** déclare avoir reçu des requêtes de certaines municipalités pauvres de son comté à ce sujet. Le gouvernement, poursuit-il, devrait rayer des livres les dettes des municipalités qui ne pourront jamais payer. On devrait leur donner immédiatement un reçu.

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Lorrain (Papineau)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill 40 supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à rendre pleine et entière justice, et sans délai, aux municipalités de la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Mathewson, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 30.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Cours familiales**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 41 instituant des cours familiales.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose: 1. Que les juges des cours familiales, établies en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, reçoivent un traitement annuel de six mille dollars payable sur le fonds consolidé du revenu et que les dispositions des articles 236 à 243 inclusivement de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) s'appliquent à ces juges et à leur veuve.

2. Que, à moins qu'il ne soit nommé juge d'une cour familiale, tout juge d'une cour abolie en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions ait droit, sans autre condition, à la pension prévue à l'article 236 de la loi des tribunaux judiciaires ou, s'il est dans l'un des cas prévus à l'article 237 de ladite loi, à la pension prévue à ce dernier article.

La résolution est amendée en y ajoutant: et la veuve d'un tel juge ait droit, à son décès, et sans autre condition, à la pension prévue à l'article 242 de ladite loi.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)**: Ce bill autorise la création de cours familiales, ainsi que l'a recommandé la commission Garneau-Blanchet-Durnford. Ces cours familiales remplaceront les cours actuelles de jeunes délinquants à Montréal et à Québec, mais elles agiront en même temps comme cours pour jeunes délinquants au sens de la loi fédérale des jeunes délinquants.

Les juges des cours abolies auront droit à une pension s'ils ne sont pas nommés juges d'une cour familiale. Il y aura également, en vertu d'un amendement apporté au bill, une pension pour la veuve de ces juges. Les juges des cours familiales recevront un traitement de \$6,000 par année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Combien de juges nouveaux le gouvernement actuel a nommés depuis cinq ans, soit à la Cour de magistrat, soit à la Cour des sessions de la paix? Selon moi, on en a nommé une dizaine et on a ainsi provoqué des dépenses additionnelles de \$54,000.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)**: Le gouvernement a nommé exactement quatre juges de plus à la Cour de magistrat et quatre juges additionnels à la Cour des sessions de la paix, soit à Montréal, soit à Québec. Et cela, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le gouvernement va nommer au moins 33 juges, soit un par district.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)**: Il n'y aura pas de favoritisme dans les nominations qui seront peu nombreuses du fait que certains juges de la Cour des jeunes délinquants pourront être transférés aux nouvelles cours qui ne pourront être établies, suivant la loi, que dans les villes de plus de 25,000 âmes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: J'aimerais savoir quel sera le nombre de juges que le gouvernement va nommer en vertu de cette loi?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)**: Même nombre que pour les Cours des jeunes délinquants: trois à Montréal et un à Québec. Il y aura peut-être en tout neuf ou dix nominations.

**M. Robinson (Brome)**: J'espère que l'on ne touchera pas au juge Nicholson, de la Cour juvénile de Montréal, qui, comme ses deux collègues, est un excellent magistrat.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)**: Le gouvernement est heureux de cet hommage au juge Nicholson, car c'est le gouvernement actuel qui l'a nommé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** craint qu'en abolissant la Cour juvénile et en transférant ses pouvoirs aux nouvelles cours familiales le gouvernement veuille destituer un juge.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** dit que le gouvernement n'a

aucune intention secrète de ce genre. Il défend aussi la position du gouvernement en ce qu'il a l'autorité pour accorder des pensions aux juges de la Cour juvénile qui ne seront pas transférés aux cours familiales. On ne saurait mettre ces juges à la retraite sans leur accorder une compensation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement crée ces cours familiales en disant qu'elles feront disparaître les cours des jeunes délinquants. Cependant, ces cours familiales conserveront la juridiction des cours de jeunes délinquants; seul le nom change. Parmi les enfants qui y seront traduits, on confondra les jeunes délinquants avec ceux qui ne le sont pas. Je trouve cela contradictoire. Les jeunes criminels vont être amenés devant les cours familiales, tout comme les enfants qui ont simplement besoin de protection. L'ambiance reste la même et il y aura promiscuité entre les jeunes criminels et les autres. C'est une grave erreur. Mon opinion est que l'on devrait laisser les deux cours exister.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition voit du mal partout. Il ne pense qu'aux élections.

Le gouvernement, en instituant les cours familiales, entend donner suite au rapport de la Commission de l'assurance-maladie de Québec. Les cours de jeunes délinquants ne sont plus nécessaires après la création de cours familiales. Et il est impossible de séparer les cours familiales et les cours de jeunes délinquants, car nous n'avons pas le droit d'abolir la loi des jeunes délinquants qui est une loi fédérale.

On veut que les enfants ne comparaissent pas devant un tribunal punitif. Nous faisons donc disparaître les cours de jeunes délinquants, qui ont un caractère déshonorant, pour les remplacer par ces cours familiales qui donneront une orientation bienfaisante aux jeunes qui comparaitront devant elles. Le gouvernement croit que ce changement aura pour effet d'enlever le caractère punitif aux tribunaux qui sont chargés des problèmes de l'enfance.

Par ailleurs, le chef de l'opposition ne l'a pas fait avec sa loi créant un tribunal du bien-être social qu'il a fait voter en 1937, mais qui n'a jamais été mise en application.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est le juge qui, seul, pourra faire la distinction entre ceux qui ont besoin de répression et ceux qui ont simplement besoin d'être protégés.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La loi assure aux juges des cours des jeunes délinquants une pleine pension à l'âge de 75 ans et une pension des deux tiers de leur salaire après les années de service prévues par la loi des pensions des magistrats.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne devrait pas abolir la Cour des jeunes délinquants qui peut rendre encore de bons services.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 8 h 30.

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### Troisième séance du 19 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte 9 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Cours familiales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le projet de résolutions relatives au bill 41 instituant des cours familiales.

**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par le procureur général (l'honorable M. Casgrain), ainsi que de l'amendement proposé à la résolution 2, et dont le texte se lit comme suit:

1. Que les juges des cours familiales, établies en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, reçoivent un traitement annuel de six mille dollars payable sur le fonds consolidé du revenu et que les dispositions des articles 236 à 243 inclusivement de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15) s'appliquent à ces juges et à leur veuve.

2. Que, à moins qu'il ne soit nommé juge d'une cour familiale, tout juge d'une cour abolie en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions ait droit, sans autre condition, à la pension prévue à l'article 236 de la loi des tribunaux judiciaires ou, s'il est dans l'un des cas prévus à l'article 237 de ladite loi, à la pension prévue à ce dernier article.

La résolution est amendée en y ajoutant: et la veuve d'un tel juge ait droit, à son décès, et sans autre condition, à la pension prévue à l'article 242 de ladite loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste contre une déclaration faite par le lieutenant-colonel Henri-Royal Gagnon, assistant commissaire de la police fédérale, devant la commission d'enquête Cannon à Montréal.

Le colonel Gagnon, dit-il, a préconisé la fusion de notre police provinciale avec la Gendarmerie royale du Canada et a laissé entendre que dans les autres provinces où il n'y a pas de police provinciale, la Gendarmerie fait très bien l'affaire. Si c'était l'intention du gouvernement de le faire venir de l'Ouest pour qu'il préconise ici de telles théories centralisatrices, j'appellerais ça de la trahison, de l'infamie.

Je trouve que le gouvernement de la province laisse trop d'empiétement chez nous à la police fédérale, alors que nous avons une police provinciale. C'est là une autre partie de nos droits qui s'en vont à Ottawa. C'est là encore de la centralisation. On s'en va vers l'union législative alors qu'il faut garder l'autonomie de notre force policière.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'enquête de Montréal n'a pas été instituée pour trouver les vices, mais pour découvrir la vérité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais qui a fait venir M. Gagnon de la police fédérale?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le commissaire, qui préside l'enquête de façon impartiale et objective, veut se renseigner sur les moyens à prendre pour former le meilleur corps policier à Montréal. Pour cela, il se renseigne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas du tout. M. Cannon est un centralisateur. C'est un commissaire-enquêteur qui se prête aux mesures centralisatrices.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Cela ne veut pas dire que le gouvernement suivra toutes ses recommandations. D'ailleurs, le gouvernement n'a pas l'intention de suivre le conseil de M. Gagnon. Libre à lui de rendre le témoignage comme il le voudra, mais le gouvernement n'est pas lié.

Les centralisateurs ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre. Quand Ottawa nous a demandé le concours de la police provinciale pour la recherche des conscrits qui refusaient de se rapporter, à la place de la Gendarmerie royale, le gouvernement actuel et le procureur général ont refusé catégoriquement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le gouvernement veut constituer un tribunal compétent, nous en serons, mais nous ne sommes pas en faveur d'un projet de loi qui permettra au gouvernement de faire disparaître des juges nommés à vie.

**M. Robinson (Brome):** Le gouvernement va forcer les juges actuels des cours de jeunes délinquants à se retirer. Ce n'est pas ainsi que l'on doit traiter des magistrats compétents.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il n'y a aucune décision de prise quant au remplacement des juges qui président actuellement la Cour des jeunes délinquants, celle-ci devenant la Cour familiale.

Les résolutions, ainsi amendées, sont adoptées.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que lesdites résolutions soient maintenant lues.

Adopté après division.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec considère que les résolutions relatives au bill 41 instituant des cours familiales sont inopportunes:

a. parce que les cours familiales établies en vertu de la loi qui accompagne lesdites résolutions négligent de répondre aux besoins et aux droits des enfants qui peuvent être traduits devant ces cours;

b. parce que les pensions prévues auxdites résolutions sont injustes et contraires à l'ordre public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Destituer des juges qui ont été nommés à vie constitue un outrage à la magistrature et va à l'encontre de son principe de stabilité. C'est également un mauvais exemple que donne le gouvernement, surtout quand il s'agit de lois concernant les enfants.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, Talbot, 12.

**Contre:** MM. Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, 27.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 instituant des cours familiales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bégin (Dorchester)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec, tout en se déclarant favorable à l'institution de cours familiales appropriées et efficaces, désapprouve le bill 41 instituant des cours familiales, parce que ce bill ignore les conditions et les qualités nécessaires en semblables matières.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, Talbot, 12.

**Contre:** MM. Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, 28.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.



**En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'application de cette loi va coûter \$75,000 par année.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

**Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, 28.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, 11.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Écoles de protection  
de l'enfance**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 relatif aux écoles de protection de l'enfance soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill, dit-il, a pour but l'établissement d'écoles de protection de l'enfance, selon la

recommandation de la Commission de l'assurance-maladie de Québec dans son rapport sur le problème des garderies et de la protection de l'enfance. Ces écoles remplaceront les écoles d'industrie qui sont supprimées. Ces dernières ont eu trop souvent le défaut d'imprimer une tare aux enfants qui les ont fréquentées trop longtemps.

Le projet ne contient pas de dispositions concernant le placement des enfants, parce qu'il y est pourvu dans la loi de la protection de l'enfance. C'est dans cette loi également que l'on trouve des dispositions relatives au paiement des frais d'entretien des enfants dans ces écoles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill qui porte en lui-même des germes de désordre. De plus, il donne au secrétaire de la province des droits trop considérables. Par ailleurs, vu l'heure tardive, il s'oppose à la discussion en comité plénier. Il s'agit d'un projet révolutionnaire, affirme-t-il, et je n'entends pas le laisser passer sans une étude approfondie.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur d'aider à l'éducation de l'enfance de façon appropriée, généreuse et efficace, mais elle désapprouve le bill 38 relatif aux écoles de protection de l'enfance, parce que ce bill est contraire aux véritables intérêts de l'éducation et de l'enfance et parce qu'il impose des obligations onéreuses et injustes aux municipalités de la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, 11.

**Contre:** MM. Allard, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Potvin, Renault, 26.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain matin à 10 h 30.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

---

### **NOTES**

1. *Le Canada* du 20 mai 1944, à la page 12, rapporte cette version: "Des libéraux de Québec disaient alors que c'était une loi anticonstitutionnelle et antichrétienne."

2. Chiffre de *L'Événement* du 20 mai 1944, à la page 11: \$17.62.

3. Selon *Le Canada* du 20 mai 1944, à la page 12, deux éminents visiteurs ont assisté à la séance de l'Assemblée. À l'ouverture de la séance, M. Jules Labadie, ancien commissaire dans le Comité français de la libération nationale d'Alger, a occupé un fauteuil sur le parquet et est parti en compagnie du ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) après avoir écouté le débat pendant une heure. Un peu plus tard, on a vu apparaître dans la tribune des conseillers législatifs M. Bhole, membre du Parlement provincial de Bombay, accompagné de M. Henri Fontaine, attaché aux archives de la province, qui a présenté le député hindou à quelques-uns des membres de la Chambre.

Séance du samedi 20 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 10 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Gratuité de l'enseignement dans  
certaines écoles publiques**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe dans certaines écoles publiques.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des pensions**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

**Loi de  
l'instruction publique**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

**École  
de pêcheries**

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries.

Adopté.

**L'affaire de Vernon**

**M. Chalout (Lotbinière)** déclare que, depuis les remarques qu'il a faites le 16 mai, il a reçu un grand nombre d'autres lettres de jeunes soldats canadiens-français exprimant les plaintes de nos compatriotes et confirmant ses dires, à savoir que les officiers supérieurs des forces armées mettent beaucoup de zèle à convaincre les Canadiens français de signer pour servir outre-mer. Une, entre autres, portant la signature du soldat René Émond, affecté à un hôpital de l'Alberta où il fait du service militaire, dit qu'une vingtaine de compatriotes et lui ont reçu l'ordre de parler uniquement l'anglais et ont été menacés de punitions s'ils parlaient le français, déclare-t-il.

Au camp de Vernon, en Colombie, comme au camp Borden, en Ontario, les soldats canadiens-français sont molestés et soumis à des vexations de toute nature, s'ils ne veulent pas signer pour outre-mer. On pratique la dispersion pour mieux persécuter les Canadiens français. Il me paraît extraordinaire qu'on emploie des procédés aussi barbares contre nos compatriotes, quand on prétend se battre pour la civilisation.

L'avalanche de lettres ne laisse aucun doute sur le bien-fondé des plaintes; nous ne sommes pas en présence de quelques lettres isolées. Nous recevons des témoignages multiples qui prouvent que les faits que nous dénonçons sont véridiques. On persécute les nôtres ici comme on ne le ferait pas dans les camps allemands. C'est le devoir du premier ministre de faire respecter les droits des Canadiens français. Je lui demande donc d'intervenir immédiatement et avec fermeté auprès d'Ottawa pour que cesse ce traitement odieux.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Lotbinière peut être assuré que nous entretenons les mêmes sentiments que lui à l'égard du respect des droits et du sort des Canadiens français. Les plaintes de militaires sur le traitement qu'ils reçoivent ne me sont pas arrivées très nombreuses, mais, chaque fois que j'ai reçu des plaintes de cette nature, je les ai transmises aussitôt à Ottawa et j'ai fait des représentations auprès de nos mandataires.

Si le député de Lotbinière veut bien me faire parvenir les lettres qu'il a, je m'empresse de les transmettre à Ottawa avec des protestations. Il arrive souvent que les plaintes sont exagérées et on

conviendra que je ne puisse me prononcer sur la véracité de documents qui ne m'ont pas été adressés et que je ne connais pas. Je répète au député de Lotbinière que je suis prêt à transmettre aux autorités militaires du Canada les documents qu'il a en sa possession avec prière de faire le nécessaire pour mettre fin au zèle intempestif de certains officiers supérieurs et en demandant que l'on respecte les droits des Canadiens français.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il existe certainement une campagne odieuse pour forcer les nôtres à s'enrôler pour outre-mer. Le nombre de lettres de protestations ne laisse aucun doute; j'ai moi-même reçu nombre de lettres de protestations à ce sujet.

Il est évident que certaines autorités supérieures manifestent la volonté formelle de rendre impossible la vie militaire à ceux qui se sont enrôlés comme volontaires pour les forcer à s'enrôler pour outre-mer. J'ai des renseignements officiels qui prouvent que certains officiers se conduisent de façon indigne. Ils se moquent de la foi religieuse de nos soldats. L'heure est arrivée pour le gouvernement de faire preuve de fermeté et d'intervenir avec force auprès du gouvernement d'Ottawa, afin que ces abus cessent.

**M. Chaloult (Lotbinière)** souhaite réitérer ce que disait le conseil de ville de Québec qui vient de passer à l'unanimité une résolution de protestation à la suite des incidents de Vernon, en Colombie canadienne, dans laquelle ils allèguent que des moyens injustes ont été adoptés pour inciter les Canadiens français à signer pour le service outre-mer. Il fait remarquer que le colonel Ralston, ministre de la Défense nationale, a démenti la chose à la Chambre des Communes. M. Ralston peut être de bonne foi en disant qu'il ne se fait pas dans les camps militaires de pressions comme celles qu'on dénonce, dit-il, mais il n'est certainement pas bien renseigné.

#### Questions de privilège:

##### Loi de la protection de l'enfance

**M. Chaloult (Lotbinière)** déclare que, s'il a voté en faveur de la loi de la protection de l'enfance, c'est qu'il a été induit en erreur par le premier ministre. Lors de l'étude du projet de loi, dit-il, le

chef du gouvernement a dit que la loi concernant la protection de l'enfance, qui crée un Conseil supérieur de protection mixte, avait été approuvée par les autorités religieuses. Si l'on en juge par l'attitude de *L'Action catholique* et du *Devoir*, deux journaux qui reflètent généralement la pensée des évêques, ces derniers ne partagent pas l'opinion émise par le premier ministre et émettent des doutes sur la sagesse de la composition de ce Conseil<sup>1</sup>.

Il affirme avoir soulevé certaines objections, mardi dernier, sur le caractère mixte du Conseil supérieur de la protection de l'enfance tel que décrété par un article du bill. Rassuré par le premier ministre, qui lui a déclaré que les autorités religieuses avaient approuvé le bill, il a donné son vote en faveur de la mesure. Mais depuis lors, continue-t-il, ces deux journaux ont prétendu que certaines autorités religieuses, protestantes comme catholiques, n'approuvaient pas la composition mixte du Conseil, qui doit être formé de 10 catholiques et de deux protestants. Il n'aurait pas voté comme il l'a fait, s'il avait su que le projet de loi soulevait des objections de la part des autorités religieuses. Dans les circonstances, dit-il, je désire me désolidariser de cette loi pour laquelle j'ai voté et je demande au gouvernement d'amender sa loi lorsqu'elle viendra au Conseil législatif.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit que c'est lui qui a informé la Chambre de la création du Conseil. Il savait que les autorités religieuses ne s'y opposaient pas. Le député de Lotbinière (M. Chaloult), dit-il, prétend que, parce qu'un journaliste a parlé contre la loi, il lui faut se désolidariser. Cependant, ce n'est pas parce qu'un journaliste de *L'Action catholique* a exprimé une opinion sur ce bill à l'effet qu'il désapprouve la composition mixte du Conseil qu'il faut croire que cette opinion reflète la pensée des autorités religieuses.

J'ai dit et je répète à la Chambre que le bill, tel que passé, a été soumis aux autorités religieuses et approuvé par elles. Ces autorités religieuses nous ont même suggéré quelques modifications au projet de la loi, que nous avons aussitôt acceptées. L'autre jour, en Chambre, le ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx) a proposé un amendement à la loi concernant les enfants de religion autre que catholique romaine et protestante qui, lui-même, avait été approuvé par les autorités religieuses. Sur ce côté là, je puis dire au député de Lotbinière que j'ai la conscience bien tranquille, malgré qu'un journaliste de *L'Action catholique* ait exprimé des doutes au sujet de notre loi, et celle du député peut l'être aussi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** rappelle qu'il a lui-même proposé que l'organisation du Conseil supérieur de la protection de l'enfance soit faite suivant le même principe que le Conseil de l'instruction publique et qu'il a suggéré qu'il comporte deux volets, l'un pour les protestants, et l'autre pour les catholiques. Il a aussi attiré l'attention de la Chambre sur le fait que le bill soulevait de l'opposition de la part des autorités religieuses, tant protestantes que catholiques.

Il a voté contre le bill en déclarant que, à son avis, il n'est pas bien de confier la protection des enfants d'une croyance religieuse à un conseil dans lequel se trouvent des protestants, et vice versa. Je suis fier de l'attitude que j'ai prise, affirme-t-il, et je profite de la circonstance pour enregistrer mon opposition au bill.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec est prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai, toutes les mesures appropriées et efficaces pour que les pêcheurs de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord, actuellement lésés dans leurs droits, obtiennent pleine et entière justice.

Les prix fixés par les organismes fédéraux pour le homard sont trop bas, dit-il. Les pêcheurs vendent leur produit 14 et 15 sous la livre, alors que le homard s'est vendu de 35 à 50 sous la livre sur le marché, cet hiver. La différence entre ce que paie le consommateur et ce que reçoit le pêcheur est beaucoup trop forte. Les pêcheurs de homard québécois perdent une quantité d'argent considérable par suite de ce plafonnement des prix imposé par les régisseurs fédéraux, tandis que les prix de vente sont plus élevés à Halifax.

L'inspection fédérale, destinée à classer les produits suivant la qualité, devrait se faire en notre province et non à Halifax. Actuellement, il faut y envoyer le homard pour le faire classer, alors qu'il en coûterait bien moins cher à nos producteurs et nous aurions plus de chances d'obtenir justice si cette inspection avait lieu chez nous. D'ailleurs, nous avons dans la province des chimistes qui sont très compétents pour procéder à cette inspection et qui sont acceptés par le fédéral.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Les havres de pêche de la Gaspésie, notamment à l'Anse-à-Beaufils et à la Rivière-au-Renard, sont dans un état de délabrement déplorable. Pendant la guerre, le département fédéral des pêcheries a négligé l'entretien de ces petits ports.

Le gouvernement du Québec devrait intervenir auprès d'Ottawa pour que des réparations urgentes soient faites immédiatement, de façon que les barques de pêche aient la protection nécessaire et puissent naviguer sans danger. On réclame une plus grande production à nos travailleurs, on devrait conséquemment leur faciliter la tâche.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Tout ce qu'il est possible de faire à cet égard est fait.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Pouliot, Robinson, 11.

**Contre:** MM. Allard, Bienvenue, Biron, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Potvin, Renault, 23.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-huit mille deux cent soixante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**Un député de l'opposition:** Pourquoi M. Valmore Grattan a-t-il quitté le ministère de l'Industrie et du Commerce peu de temps après sa nomination?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La ville de Montréal lui a offert un poste important. Il est chargé d'attirer les industries à Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Étant donné que M. Grattan est si bon pour amener des industries à s'établir dans la province, pourquoi la commission Hydro-Québec ne s'est-elle pas assurée ses services, puisque le sénateur Bouchard, président de la Commission, n'y connaît rien?

Avec M. Bouchard à la tête de l'Hydro-Québec, les employés sont obligés de travailler le dimanche et les jours de fête. Je suis même informé que les employés de l'Hydro ont tenu bureaux ouverts et ont travaillé le jour de l'Ascension, à Montréal, et cela sous peine de suppression de salaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas vrai. Les employés du gouvernement ne travaillent pas le dimanche ni les jours de fête religieuse. Nous avons ordonné qu'ils ne travaillent pas ces jours-là. À la suite des représentations faites par le gouvernement du Québec, on a chômé, le jour de l'Ascension, dans tous les bureaux fédéraux de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** cite *Le Devoir* du 19 mars dans lequel on rapporte que les bureaux de l'Hydro étaient ouverts le jour de l'Ascension: "Hier, fête de l'Ascension, l'Hydro-Québec, organisme provincial, a tenu bureaux ouverts toute la journée, comme s'il se fut agi d'un jour ordinaire.

L'Ascension, fête d'obligation catholique, est pourtant inscrite comme jour férié et chômé au calendrier du gouvernement de Québec et de toute l'administration provinciale.

Comment se fait-il que l'administration de l'Hydro-Québec (présidence de M. T.-D. Bouchard) ne se soit pas conformée à la loi? Beaucoup de gens se le demandent, à commencer par les employés catholiques de l'Hydro, anciens employés de la Montreal Light, Heat & Power.

Le premier ministre de la province, M. Godbout, et le président de l'Hydro, M. Bouchard, auront sans doute des explications à donner.

Un fait paraît acquis: les employés des bureaux de l'Hydro ont d'avance reçu l'ordre d'être à leur travail le jour de l'Ascension, sous peine de suppression de salaire.

Nous tenons de source, que nous avons lieu de croire bien informée, que tous les employés catholiques de langue française, sauf les chefs de service dont la position était particulièrement délicate, ont, hier, chômé et observé la fête de l'Ascension et, de ce fait, consenti le sacrifice d'une journée de salaire.

On nous rapporte en effet que, sous le régime de la Montreal Light, Heat & Power, les employés qui ne se rendaient pas au bureau un jour de fête d'obligation perdaient la moitié de la journée de salaire. Au cours de ces derniers mois cependant, l'administration de la compagnie aurait modifié le régime à cause des circonstances et n'aurait pas, notamment le 8 décembre, fête de l'Immaculée Conception, tenu compte de ces absences. À la veille de l'Ascension, les employés auraient été avertis par la nouvelle administration qu'ils perdraient toute leur journée de salaire s'ils ne se rendaient pas au travail.

La population de la catholique province de Québec n'a-t-elle pas le droit de savoir quels sont les motifs qui ont induit les administrateurs de l'Hydro-Québec à exiger de leurs employés un travail qui n'était apparemment pas urgent un jour de fête d'obligation?

La question se pose à l'Hydro-Québec et au gouvernement provincial dont elle relève: Est-il vrai que l'on a requis les employés de bureau de travailler hier?

MM. Bouchard et le premier ministre voudront sans doute y répondre<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'information que j'ai donnée à la Chambre est exacte. On n'a pas travaillé ce jour là, ni à Québec ni à Montréal, dans les bureaux du gouvernement. Il se peut que certains chefs de bureau, comme le président l'honorable M. Bouchard et peut-être d'autres de ses plus proches collaborateurs, se soient rendus à l'Hydro ce jour là, mais ils n'y étaient pas

tenus. Comme il semblait y avoir confusion, on a fait savoir par la voie de la radio, la veille, de chômer à l'occasion de la fête de l'Ascension. C'est le gouvernement qui mène et on ne travaillera pas dans les bureaux du gouvernement le dimanche et les jours de fête d'obligation tant que je serai premier ministre. Nous avons donné des ordres très sévères à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ces ordres ont aussi été donnés à l'Hydro-Québec par le biais de la radio?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Oui, ils ont été donnés aussi à l'Hydro.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Était-ce après que j'aie informé la Chambre de la question?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cela n'a rien à voir. Les ordres sont à l'effet que l'on ne travaille pas les dimanches ou les jours de fête religieuse, et cela s'applique à toutes les commissions du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut donc en conclure que la commission de l'Hydro n'est pas indépendante du gouvernement, comme le prétend le gouvernement. Le premier ministre nous dit que le gouvernement donne des ordres aux commissions; c'est donc le gouvernement qui mène.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement donne des ordres uniquement lorsqu'il est question de chômer le jour du Seigneur et les fêtes religieuses.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai lu dans un journal de Montréal que les employés pouvaient ne pas se rendre à leur travail, mais qu'ils perdaient de ce fait une journée de salaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce n'est pas vrai. Contrairement à une nouvelle publiée par ce journal de Montréal, les employés de l'Hydro qui ont chômé ce jour-là ne perdront pas leur journée de salaire pour avoir respecté cette fête religieuse. Des ordres ont été donnés de ne pas travailler le jour de l'Ascension, et personne n'a perdu une journée de salaire. Cette nouvelle est erronée.

**M. Lorrain (Papineau):** Puisque le gouvernement s'est servi de la radio pour exprimer

ses vues, le premier ministre devrait vraiment prendre la place d'Albert Dusquesne. Sa voix est beaucoup plus belle et il est certainement un meilleur acteur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le fait que le gouvernement ait donné des ordres à l'Hydro-Québec prouve que c'est une organisation politique, et non une commission à caractère commercial. S'il y a intervention dans un sens, il y en a aussi dans l'autre.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-sept mille huit cent vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il vrai que le gouvernement veut rouvrir l'agence commerciale de la province à Londres?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Tout récemment, le premier ministre de l'Ontario, l'honorable George Drew, s'est rendu lui-même à Londres pour y établir une agence commerciale de sa province.

Le gouvernement de la province de Québec a tout intérêt à garder sa place sur le marché de Londres, pour y vendre ses produits. Nous avons confié à l'un des attachés du ministère du Commerce, M. Henri Geoffrion, de Montréal, la mission de visiter Londres pour étudier la situation et faire enquête sur l'opportunité d'établir une agence commerciale du Québec dans la capitale britannique. M. Geoffrion est en route. Cela ne veut pas dire qu'il prendra la direction permanente de l'agence de Londres si elle est établie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le salaire de M. Geoffrion?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Son salaire est de \$8,000 par année. Pour ses dépenses de voyage, M. Geoffrion, qui est actuellement en mer, a reçu \$600, plus une avance de \$2,500 parce qu'il passera environ deux mois à Londres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces salaires de \$8,000 payés aux agents commerciaux de la province à l'étranger sont trop élevés, c'est du gaspillage, surtout celui de Rosario Messier qui est maintenant à Ottawa.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le chef de l'opposition exagère. Les hommes compétents pour ces postes doivent recevoir un salaire en conséquence; si on veut avoir de bons hommes, il faut au moins leur payer le salaire qu'ils gagnaient avant d'entrer au service de la province, car il faut penser à notre expansion économique d'après-guerre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** critique l'établissement de l'agence commerciale de la province à Ottawa.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Notre représentant à Ottawa, M. Rosario Messier, rend de grands services dans la capitale et sa compétence est reconnue de tous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il besoin d'y avoir une agence commerciale quand nous avons 65 députés et des ministres à Ottawa? Cela devrait suffire pour faire respecter les fêtes religieuses dans les bureaux du gouvernement fédéral de notre province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille six cent vingt-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Éducation hôtelière (cours d'hôtellerie), gages compris (Industrie et Commerce), du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**Des députés** discutent de M. Georges Petolas qui dirige la revue *L'Hôtellerie*.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** est curieux de savoir en quoi consiste le mensuel *Revue Hôtellerie*.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le département de l'Industrie et du Commerce a accordé à la revue un octroi de \$5,000 par année. Il admet qu'on y trouve parfois des articles louangeurs à l'endroit du gouvernement, mais ils traitent de ce que le gouvernement fait pour l'industrie hôtelière et n'ont aucune visée politique. La revue est tirée à 3,000 exemplaires, distribués gratuitement à tous les hôteliers de la province, et la dépense est justifiée puisqu'elle vient en aide à l'éducation hôtelière. Il y a quelques publicités, mais on en trouve moins dernièrement. Il croit que la Ronald Press s'occupe de l'imprimer.

**Des députés** discutent de l'ancien maître d'hôtel du Ritz-Carleton, M. Desbaillet, qui a donné des cours sur l'hôtellerie.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** On m'a dit que les cours d'hôtellerie donnés à Rivière-du-Loup ont coûté \$19,000. C'est très cher.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sur ce total, combien d'argent est allé à l'Hôtel Manoir, où les cours ont été donnés et où les étudiants ont séjourné en tant qu'invités du gouvernement?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** n'a pas les chiffres avec lui, mais il promet qu'il les aura à la prochaine séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Hôtel est le quartier-général des libéraux pour la région, et il se souvient que lorsqu'il s'y était rendu pour une réunion politique, il y a quelques années de cela, les dirigeants libéraux rassemblés à l'hôtel s'étaient arrangés pour lacérer trois pneus aux automobiles de son parti, dans le but de retarder la tournée. Les pneus ont été non seulement crevés, mais lacérés avec des couteaux.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** traite la question à la légère.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) ferme les yeux sur le fait qu'on ait lacéré des pneus d'automobiles.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** La prochaine fois, nous ne nous contenterons pas de dégonfler les pneus, nous dégonflerons le chef de l'opposition.



La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quatorze mille quatre-vingt-quinze dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Agents généraux de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Inventaires des ressources naturelles et industrielles de la province, traitements compris (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille sept cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Industrie et Commerce)", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à mardi prochain, à 3 heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### NOTES

1. Voir l'éditorial de Louis-Philippe Roy "Une législation à mûrir", dans *L'Action catholique* du 19 mai 1944, à la page 4, et l'article "Pourquoi pas le même régime qu'au Conseil de l'instruction publique?", écrit par Omer Héroux et publié dans *Le Devoir* du 17 mai 1944, à la page 1.

2. Voir "L'Hydro-Québec n'a pas observé le jour de l'Ascension", dans *Le Devoir* du 19 mai 1944, à la page 3.



## Première séance du mardi 23 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

Loi de  
l'instruction publique

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Actes répréhensibles  
à la Gendarmerie royale

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut protester contre des actes commis, dans deux cas, contre des conscrits par la Police Montée. Le 13 mai dernier<sup>1</sup>, affirme-t-il, deux constables de la Gendarmerie royale du Canada, du nom de Arbour et Séguin, se sont rendus à Malartic pour arrêter un nommé Chartré, qui était accusé de ne pas s'être rapporté en vertu des règlements de la mobilisation. Le jeune homme a donné comme raison à ces deux gendarmes qu'il ne s'était pas rapporté parce que le premier ministre et les chefs libéraux avaient constamment affirmé qu'il n'y avait pas de conscription et qu'il ne se croyait pas obligé, lui-même, de se rapporter. La police a répondu que le premier ministre se trompait et a pratiqué l'arrestation.

Mais, en cours de route, le jeune homme a demandé la permission d'arrêter à Val-d'Or, pour rencontrer des parents et amis. Cette permission fut accordée et il semble que les trois hommes aient sympathisé à Val-d'Or. On se rendit dans les hôtels et les clubs et les policiers ont pris "un coup" avec leur prisonnier. On s'est ensuite remis en route pour Amos et, pendant le trajet, l'automobile a eu un accident sur un pont et est tombée dans une rivière; le prisonnier et l'un des constables se sont noyés. L'enquête du coroner a été décevante en ce sens qu'elle était des plus incomplètes.

Je demande donc qu'une enquête complète soit faite dans ce cas. D'ailleurs, le père de Paul-

Albert Chartré<sup>2</sup>, un industriel bien connu de Malartic, m'a écrit pour me demander d'intervenir pour faire rouvrir l'enquête du coroner et qu'on rende justice à la famille éprouvée. Il n'y a pas de conscription, mais on noie les jeunes gens.

Le second cas est celui d'un jeune homme du nom d'Eugène Croteau<sup>3</sup>, de Grand'Mère<sup>4</sup>, un idiot reconnu et dont l'état de santé ne laissait de doute à personne, sauf à la police qui ne s'en est pas aperçu. Il a été appelé à subir son examen médical et a été classé dans la catégorie à laquelle il doit appartenir selon son niveau d'intelligence: il n'a pu se qualifier pour l'armée en raison de sa déficience intellectuelle marquée.

Peu de temps après, on lui a ordonné de se rapporter. Comme il était incapable de comprendre ce que cela voulait dire et ses amis croyant qu'on faisait erreur, les autorités militaires l'ont obligé quand même à se rapporter, et ce, en dépit des objections de sa famille.

Comme le jeune homme ne se rapportait pas pour le service militaire d'entraînement, la police est venue le chercher à Grand'Mère et l'a conduit à Montréal où il a subi un nouvel examen, avec le même résultat; on s'aperçut que l'on avait évidemment affaire à un fou. Libéré à la suite de ce deuxième examen, on l'a alors abandonné sur le pavé de la métropole, sans le sou, sans ressources et sans moyen de transport pour retourner chez lui.

Le malheureux a pu revenir à Trois-Rivières grâce à l'intervention d'un ami de la famille qui le rencontra. Mais, à partir de Trois-Rivières, le jeune homme a été obligé de se rendre à pied chez lui à Grand'Mère, une distance de 22 milles. Ça lui a pris deux jours et il est arrivé dans un état de complet épuisement. Je demande donc aussi une enquête dans ce cas.

Ce sont là des actes répréhensibles qui devraient être punis. Dans ces deux cas, la Gendarmerie royale s'est conduite de façon inhumaine. Je demande au gouvernement de faire immédiatement enquête dans ces deux cas pathétiques pour que justice soit faite.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si les déclarations du chef de l'opposition sont exactes - et je n'ai pas lieu de douter de la parole du chef de l'opposition - il est évident qu'on se trouve en présence d'un traitement inhumain, surtout pour ce qui est du jeune de Grand'Mère.

Je suis d'accord avec le chef de l'opposition pour affirmer que des policiers qui traitent un homme de cette façon commettent des actes certainement répréhensibles. Si le chef de l'opposition veut bien me communiquer tous les détails de ces deux affaires, j'insisterai auprès des autorités concernées pour que de tels abus ne se répètent pas. Le gouvernement prendra des mesures non seulement pour prévenir d'autres abus, mais aussi pour que justice soit faite.

### **Les commissions fédérales**

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le 4 mai dernier, l'honorable M. Louis Saint-Laurent a annoncé la nomination d'un comité consultatif du commerce et de l'industrie de l'après-guerre à l'étranger. J'ai devant moi l'arrêté ministériel. Ce comité est composé de neuf membres. Aucun Canadien français n'en fait partie.

On a aussi nommé neuf assistants. J'ignore s'il y a quelqu'un des nôtres parmi les assistants et je voudrais bien le savoir. C'est une question qui intéresse particulièrement le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) et j'espère que le ministre pourra fournir à la Chambre des renseignements à ce sujet.

Depuis le 4 mai, d'autres commissions fédérales importantes ont été créées dans lesquelles les Canadiens français ne sont nullement représentés. C'est à se demander si les nôtres existent encore pour Ottawa, alors qu'on continue à exiger d'eux des taxes et l'impôt du sang. Cela ne peut plus continuer.

Le premier ministre vient de déclarer que l'on ne devrait pas traiter Ottawa comme un ennemi. Je crois plutôt que c'est Ottawa qui continue de nous traiter en ennemis. Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce est directement intéressé dans la décision que vient de prendre Ottawa, je lui demande s'il en a pris connaissance et s'il a l'intention de protester. Il devrait intervenir pour que justice soit rendue aux nôtres.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** J'étais bien sous l'impression que cette question viendrait devant la Chambre sous une forme ou sous une autre et je suis prêt à y répondre et à faire une déclaration. J'ai ici même l'ordre en conseil passé par Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça m'a l'air d'une affaire arrangée à l'avance entre le député de Lotbinière et le ministre du Commerce!

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Cet ordre en conseil crée une commission inter-départementale consultative composée de plusieurs ministres fédéraux, en vue du commerce d'exportation.

On y dit qu'il est urgent de créer cette commission en vue de l'exportation d'après-guerre. Elle est constituée de neuf membres et de neuf substituts et il est bien exact qu'aucun Canadien français ne figure parmi eux. Divers ministères en désignent les membres.

Il donne la liste des membres. Pas un seul Canadien français, dit-il. Il donne aussi la liste des assistants. Pas un seul Canadien français, répète-t-il. C'est une commission nommée pour l'après-guerre. Sur 18 membres, il n'y a pas un seul Canadien français.

Je regrette de dire qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé. Je tiens à souligner que, depuis le 1<sup>er</sup> mai, deux autres commissions ont été nommées par Ottawa pour s'occuper, elles aussi, des problèmes d'après-guerre. Et qu'est-ce qu'on constate?

Dans la Commission nationale des services publics, composée de 16 membres, il y a deux Canadiens français. Dans la Commission du placement des membres des forces armées, composée de 17 membres, il y a un Canadien français. Cela veut dire que dans les trois commissions composées de 42 membres et 9 assistants, soit 51 commissaires en tout, il n'y a que trois Canadiens français.

Cette situation est parfaitement ridicule. Si nous laissons aller les choses, qui sait ce qui arrivera. Nous finirons par être tenus à l'écart de tout, et les problèmes de l'après-guerre nous intéressent autant que les Canadiens des autres provinces.

Chose certaine, on est en train de saboter l'esprit de la Confédération à Ottawa. Si nous ne protestons pas contre les actes de ceux qui s'obstinent à tirer toute la couverture de leur côté, avant longtemps notre race ne sera pas représentée dans ces commissions.

Cette situation ne pourra durer indéfiniment et elle ne sera pas tolérée. J'ai protesté moi-même auprès de M. Saint-Laurent et lui ai demandé si notre race allait constamment être mise de côté dans la création de ces organismes. Ce n'est pas une question de parti.

Il s'agit de savoir si ça va continuer à cette allure et si nous allons être ignorés complètement. Pour ma part, je ne puis endurer cela plus longtemps. Si certaines personnes sont d'avis que la province de Québec en entier devrait être tenue à l'écart, elles vont s'apercevoir que la population va protester.

**M. Paquette (Labelle):** Libéral à Québec, libéral à Ottawa.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Si Ottawa persiste à commettre de pareilles injustices envers les Canadiens français, certains d'entre eux pourraient faire plus que protester afin que justice soit rendue à notre race. Pour ma part, je ne suis pas prêt à me contenter d'une situation aussi inacceptable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette déclaration est grave. Le premier ministre doit avoir quelque chose à dire. Il s'agit d'une déclaration ministérielle et, vu l'importance de la déclaration que vient de faire le ministre, j'ai le droit de demander s'il parlait au nom du gouvernement. Est-ce là aussi l'opinion du premier ministre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition veut me faire subir un examen, je suis à ses ordres. Je n'ai aucune hésitation quelconque à dire que j'appuie les remarques de l'honorable député et que les Canadiens français n'obtiennent pas justice à Ottawa en toute occasion.

(Applaudissements à droite)

J'ai protesté dans toutes les circonstances où les Canadiens français n'ont pas été bien traités et où des injustices ont été commises dans des nominations fédérales.

Les commissions fédérales ont été instituées dès le début sur l'injustice et l'injustice en découle constamment. Ce n'est pas une fois, mais cent fois que j'ai protesté auprès d'Ottawa et nous continuons de protester. Le gouvernement fédéral doit accorder un traitement juste et équitable aux nôtres. Aussi longtemps que les Canadiens français ne seront pas traités avec justice et équité par le gouvernement fédéral, je ne cesserai de protester.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On voit là l'influence du premier ministre à Ottawa.

#### **Salaire des institutrices**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je veux faire une déclaration au sujet de deux nouvelles qui ont jeté la confusion parmi les commissions scolaires de la province. Je considère qu'il est de mon devoir de faire la présente mise au point, puisque les commissions scolaires sont inquiètes depuis qu'elles ont entendu les nouvelles et elles sont nombreuses à me demander des renseignements.

Il a été dit au cours de la journée de lundi de cette semaine, déclare-t-il, à la radio et dans un journal de Montréal, que le secrétaire de la province s'apprêtait à présenter un projet de loi en vertu duquel les commissions scolaires rurales seraient tenues de payer un salaire minimum de \$600 à leurs institutrices, le gouvernement s'engageant, de son côté, à leur verser des octrois pour les aider à payer ce salaire.

Cette nouvelle est substantiellement inexacte. Le gouvernement, à cette session, n'a pas l'intention de présenter un projet de loi pour contraindre les commissions scolaires à payer un salaire minimum de \$600 à leurs institutrices, car nous respectons la liberté et l'autonomie des commissions scolaires et leur laissons le soin de transiger avec leur personnel enseignant.

Ce qui est vrai cependant, c'est que nous allons continuer notre politique d'inciter les commissions scolaires rurales à payer un salaire convenable à leur personnel enseignant, suivant les exigences économiques et sociales des diverses régions. Cette incitation va continuer de se faire au moyen d'octrois substantiels. Les commissions sont, mieux que le gouvernement, en mesure d'apprécier ces circonstances.

L'an dernier, le gouvernement a versé une contribution de \$5,200,000 pour aider les commissions scolaires à payer les salaires de leur personnel et il entend poursuivre cette politique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de faire une aussi longue déclaration, ni de faire un discours quand il s'agit d'une mise au point sur la politique gouvernementale en matière d'éducation.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition est bien chatouilleux. Il fait des déclarations tous les jours à propos de sujets qui ne concernent pas du tout cette Chambre et j'ai bien le droit - c'est mon devoir même - de rassurer en ce moment les commissions scolaires. Il est très important de donner des explications détaillées aux commissions scolaires avant qu'elles procèdent à l'engagement des institutrices pour le mois de septembre prochain.

La collaboration que nous avons reçue a été tellement encourageante que je puis dire à la Chambre, aujourd'hui, qu'à l'heure actuelle, sur 1,728 commissions scolaires, il n'y en a plus que 50 qui, à cause de conditions économiques adverses, ne paient pas un salaire minimum de \$400 à leurs

institutrices. Dans 90 % des cas, la contribution du gouvernement dépasse 50 % des salaires payés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il me semble que le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) n'a pas le droit de faire une si longue déclaration. Est-ce que le Règlement est fait pour être observé seulement par l'opposition et non par le gouvernement?

**M. l'Orateur:** Le secrétaire de la province a dit qu'il considérait de son devoir d'exposer la véritable situation aux commissions scolaires et la question est assez importante pour qu'il ait le droit de compléter sa déclaration.

En ce qui concerne les règles de la Chambre, je pense qu'aucun député n'a à se plaindre de la latitude qui lui est donnée. Je ne crois pas qu'on puisse reprocher quoi que ce soit à l'Orateur à ce chapitre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement fait de son mieux pour inciter les commissions scolaires à profiter de ses octrois pour augmenter les salaires. Ainsi, si elles veulent les hausser, elles bénéficieront d'octrois encore plus considérables. Les primes de traitement sont versées selon un barème qui comprend les trois facteurs suivants: l'évaluation foncière, le taux de taxe et le total des salaires. Plus les salaires sont élevés, plus la proportion de la contribution est élevée.

Ainsi, prenons par exemple le cas d'une commission scolaire prélevant des impôts sur une évaluation foncière de \$260,000 et ayant sept institutrices à son emploi. Si la corporation paie \$400 à chacune des institutrices par année, cela fait un total de \$2,800 à payer tous les ans. Actuellement, le gouvernement lui paie une contribution de \$1,400, de sorte que ses sept institutrices ne lui coûtent que \$1,400.

Si la même corporation décide de payer à chacune de ses institutrices un salaire de \$600, elle devra alors déboursier \$4,200 et le gouvernement lui versera des primes de traitement égales à 56 % de cette dernière somme, soit \$2,352, de sorte que les institutrices à \$600 de traitement ne coûteront à la commission que \$1,848.

Je veux que les commissions scolaires sachent à quoi s'en tenir. Si elles jugent à propos d'augmenter encore plus le salaire de leur personnel enseignant, elles recevront des octrois encore plus substantiels du gouvernement. Mais elles restent parfaitement libres de le faire.

Autre point: la Fédération des institutrices rurales a adressé une lettre à toutes les commissions scolaires, les invitant d'une façon pressante à signer des conventions collectives avec leur personnel enseignant. Depuis lors, j'ai reçu de nombreuses lettres de la part de commissions scolaires me demandant que faire dans les circonstances.

En réponse à ces multiples demandes de renseignements qui nous parviennent chaque jour, je dois dire qu'aucune loi n'oblige actuellement les commissions scolaires à signer des conventions collectives de travail. Chacune peut bien, si elle le veut, signer une telle entente avec son personnel, mais elle n'est nullement tenue de le faire.

Les lois et la politique du gouvernement respectent l'autonomie des commissions scolaires dans ce cas comme dans celui de l'augmentation du traitement des institutrices. Ce domaine entre sur le terrain de la récente législation sociale du gouvernement. Si un différend éclate entre une commission et son personnel, les parties pourront, en vertu de la nouvelle législation ouvrière, soumettre le litige à la Commission des relations ouvrières. Si elles ne s'entendent pas, un conseil d'arbitrage sera nommé qui déterminera les conditions de travail et de salaires des employés.

Je ne blâme pas les institutrices dans certaines régions de vouloir améliorer leur sort, mais je leur demande de donner l'exemple du respect des lois. Je me permets de dire ici que je ne crois pas que ce soit une méthode digne pour des membres du personnel enseignant, qui ont une si grande responsabilité morale, de procéder par ultimatum.

Ce serait de nature à leur aliéner des sympathies qui leur sont aujourd'hui acquises. Par contre, j'espère que les commissions scolaires profiteront des avantages qui leur seront offerts pour assurer à leurs institutrices et à leurs instituteurs des salaires égaux aux services rendus et conformes à leurs hautes fonctions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province a dit beaucoup de choses inexactes. Il affirme que le gouvernement respecte l'autonomie des commissions scolaires, ce qui est contraire aux faits. Nous avons respecté l'autonomie des commissions scolaires, alors que le gouvernement actuel la viole tous les jours.

Et la déclaration du secrétaire provincial quant à l'action du gouvernement pour augmenter les salaires fourmille d'inexactitudes, pour utiliser un terme parlementaire. C'est l'Union nationale qui a commencé à hausser les salaires des institutrices, qui étaient dans des cas de \$75 par année, à \$400, et ce, sans charges additionnelles pour les municipalités.

**Projets de loi:****Écoles de protection  
de l'enfance**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 38 relatif aux écoles de protection de l'enfance.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Sur demande d'une institution qui désire être reconnue comme école de protection de l'enfance, le secrétaire de la province peut ordonner qu'une inspection soit faite, par des inspecteurs qu'il désignera, afin de savoir si cette institution est en mesure de recevoir les enfants conformément à la loi de la protection de l'enfance.

Le rapport de cette inspection devra être accompagné de rapports de fonctionnaires compétents des départements de la Santé, du Bien-être social et du Travail concernant respectivement la salubrité, la compétence et la sécurité de l'établissement.

Une fois ces formalités accomplies, le gouvernement pourra reconnaître cette institution comme école de protection de l'enfance.

Des additions ou changements de quelque importance ne pourront être faits à cette école sans l'approbation du gouvernement. Nul enfant ne pourra être reçu dans une école de protection avant d'avoir atteint l'âge de 6 ans et il ne pourra y être gardé après la fin de l'année scolaire au cours de laquelle il aura atteint l'âge de 16 ans. Toute école de protection devra être visitée une fois l'an par des inspecteurs du secrétariat de la province.

La mesure ne change rien aux règles de fonctionnement des institutions qui existent présentement pour la protection des enfants abandonnés ou négligés, elle permettra au gouvernement de mieux protéger ces derniers.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il résulte de tout cela que cette loi est l'une des plus mauvaises que le gouvernement ait présenté, parce qu'elle permet au lieutenant-gouverneur en conseil, au secrétaire provincial et à ses collègues de la Santé,

du Bien-être social et du Travail de tout mener, de s'immiscer dans les affaires des institutions existantes, où se trouvent les enfants pauvres, les orphelins ou autres, et de paralyser leur œuvre. C'est une loi tyrannique et bolchevique. Elle consacre une intervention gouvernementale tracassière et injuste. Elle viole les droits des commissions scolaires et des parents. La loi, loin d'être ce qu'en dit le secrétaire de la province, est un sabotage de toutes les traditions familiales qui existent au Québec. Des quatre lois du gouvernement qui concernent la protection de l'enfance, celle-ci est la pire.

Le secrétaire provincial devient le grand maître de l'éducation. Aucune école de protection ne pourra être ouverte sans son autorisation. Pas une école ne pourra fonctionner, même celles qui existent présentement, sans le consentement du grand califat du secrétariat provincial. C'est une injure que l'on fait à nos institutions enseignantes sans l'abnégation desquelles je me demande ce qui serait arrivé.

C'est l'intrusion du patronage politique dans un domaine qui doit être bien au-dessus de la politique. Le gouvernement s'immisce dans les affaires matérielles des institutions puisqu'elles n'auront plus le droit de faire des améliorations à leurs immeubles sans la permission du gouvernement; il s'empare d'institutions qui ne lui appartiennent pas, qui ont été édifiées grâce, en partie, à la générosité publique.

Les écoles de protection seront soustraites à la direction du comité de l'instruction publique, rattachées et soumises au seul gouvernement. Le gouvernement va ainsi défendre à certaines institutions charitables d'opérer. Il faudra à l'avenir passer sous les fourches caudines du gouvernement. La présente loi encouragera le chantage. C'est une loi pour donner, à la veille des élections, des contrats aux amis et aussi des positions.

Il est vrai que, sous l'Union nationale, nous avons passé une loi qui obligeait les institutions religieuses à soumettre au secrétaire de la province les plans de toutes leurs constructions d'hôpitaux, mais c'était pour empêcher les entrepreneurs d'oublier l'intérêt public. La loi constitue des écoles dégagées du sentiment religieux. La loi permet aux ministères de la Santé, du Bien-être social et du Travail de faire des enquêtes sur la salubrité, la compétence et la sécurité de ces écoles de protection de l'enfance.

Précédemment, le premier ministre a déclaré que ces lois sociales ont été approuvées par les autorités religieuses. J'aimerais savoir quelles sont celles qui ont approuvé ces lois. Les renseignements

que j'ai pris en fin de semaine un peu partout justifient l'attitude de l'Union nationale sur les quatre lois sociales que passe le gouvernement et en particulier sur le présent projet de loi.

La loi dit, par exemple, que "sur demande d'une institution qui désire être reconnue comme école de protection de l'enfance, le secrétaire de la province peut ordonner qu'une inspection soit faite, par un ou plusieurs inspecteurs désignés par lui, aux fins de constater si cette institution est en mesure de recevoir les enfants. Le rapport de l'inspection doit être accompagné de rapports de fonctionnaires compétents des départements de la Santé, du Bien-être social et du Travail concernant la salubrité, la compétence et la sécurité de l'établissement.

"Sur proposition du secrétaire provincial, le gouvernement reconnaît, s'il y a lieu, l'institution comme école de protection, aux conditions qu'il juge à propos". Un autre article dit que "des additions ou changements de quelque importance ne doivent être faits à une école de protection de l'enfance sans l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil".

Les autorités religieuses protestent avec énergie contre le présent projet de loi. Cette dernière ferait l'orgueil des anticléricaux de France. Mais ces derniers ne sont jamais allés si loin. Les écoles ne seront pas visitées par des religieux, mais bien par des créatures du gouvernement. On veut instituer la délation et l'espionnage dans un domaine où ils ne devraient pas exister.

C'est la mainmise même sur les biens matériels des institutions enseignantes. De plus, le gouvernement fixe le coût de l'opération de la loi, mais force les municipalités à payer les dépenses. Bref, le projet de loi est rétrograde, mal mûri et le gouvernement devrait le retirer.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition cherche à soulever les préjugés. On dirait qu'il se repose en fin de semaine en rêvant aux méfaits qu'il pourrait commettre s'il était encore au pouvoir. Il se grise de sa propre éloquence; il lance à l'adresse de cette loi les mêmes épithètes qu'il utilisait pour juger la loi de la protection de l'enfance, mardi dernier, mais il n'a jamais lu cette loi de façon sérieuse.

Il s'agit d'une loi bien simple. Elle n'est que le corollaire nécessaire à la loi de la protection de l'enfance votée plus tôt. Elle a été mûrie et réfléchie à la suite de nombreuses enquêtes de la commission Montpetit et de la commission Garneau-Blanchet-Durnford qui ont recommandé au gouvernement de changer le nom des écoles d'industrie, et aux désirs

exprimés par les représentants des écoles d'industrie de la province à une conférence qui a eu lieu à Montréal, en décembre 1942. Ils m'ont fait des suggestions qui sont cristallisées dans cette loi. Nous voulons enlever aux écoles d'industrie le caractère punitif qu'elles pouvaient avoir, et nous les remplaçons par des écoles de protection plus appropriées au but que nous poursuivons. C'est une réforme sollicitée depuis longtemps.

À chaque séance, le chef de l'opposition arrive avec des légendes dans le genre de celle de Sainte-Clair. Il n'y a dans cette loi aucun principe nouveau. Elle remplace l'ancienne loi des écoles d'industrie, mais en a conservé les principes essentiels. Ainsi, les articles cités et combattus par le chef de l'opposition existaient dans l'ancienne loi, et l'Union nationale les a appliqués pendant trois ans sans s'apercevoir que c'étaient des dispositions bolcheviques, comme elle le prétend aujourd'hui.

Toutes nos lois de protection ne s'adressent qu'aux enfants qui ont perdu leurs parents ou ont été abandonnés par leurs parents, c'est-à-dire un nombre limité d'enfants. L'État a le droit et le devoir de veiller à l'instruction et à l'éducation des enfants abandonnés, dont les parents ne peuvent ou ne veulent pas s'occuper eux-mêmes. Nonobstant l'interprétation funambulesque qu'en donne le chef de l'opposition, qui n'a probablement pas lu la loi, celle-ci ne contient rien de nouveau. Le chef de l'opposition n'a pas réfléchi et il ne réfléchira jamais. Ce n'est pas surprenant qu'une enquête Gallup ait révélé qu'il n'y a plus que 15 % des électeurs qui favorisent son parti.

De l'ancienne loi des écoles d'industrie, nous avons enlevé tout ce qui a trait au placement des enfants. C'est la loi de protection de l'enfance qui réglera désormais le placement et les enfants malheureux ne seront pas sous la juridiction du secrétaire de la province mais du Conseil supérieur de protection de l'enfance et des sociétés de protection. Les petits enfants infortunés seront ainsi traités comme jamais ils ne le furent dans le passé. Quant au reste, nous reproduisons à peu près l'ancienne loi, sauf que nous y mettons plus d'humanité.

Le chef de l'opposition tentera vainement de créer des légendes à ce sujet. Il essaie de me faire passer pour le persécuteur des institutions religieuses. Les institutions religieuses n'ont rien à craindre du gouvernement et la religion n'est pas en péril. C'est l'imagination perfide et le désir de soulever des préjugés religieux du chef de l'opposition qui donnent à cette loi une fausse



interprétation. Nous reconnaissons les services féconds rendus par les institutions religieuses dans l'enseignement et l'assistance publique. Elles n'ont rien à craindre de la nouvelle législation et elles le savent fort bien. Nous collaborons avec elles, sans essayer de les asservir. C'est ce qui nous différencie de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi, alors, une nouvelle loi?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Parce que nous voulons doter la province d'organismes plus vivants et qui répondent mieux aux exigences de la vie moderne.

Les dispositions de la loi sont les mêmes que celles des écoles d'industrie. Sous l'Union nationale comme aujourd'hui, le secrétaire de la province était obligé de faire visiter ces écoles. La différence entre les deux administrations, c'est que nous avons étudié les problèmes de la protection et que nous nous penchons sur l'enfance malheureuse. Il est peut-être bon d'améliorer l'éducation des enfants dans les nouvelles écoles de protection. Les institutions religieuses en seront enchantées.

Le gouvernement recherche la collaboration des institutions religieuses, et je dirai ceci en passant. L'École de réforme de Montréal, déjà encombrée, ne peut être agrandie à l'infini et les enfants les plus récupérables pour la société sont ceux qui sont près de leurs familles. Au lieu d'agrandir l'École de réforme de Montréal et de les envoyer au loin comme cela se pratique présentement, nous avons l'intention d'en créer une à Québec, où nous ramènerons les 125 enfants de Québec, présentement à l'École de réforme de Montréal, qui seront ainsi près de leurs familles; on obtient de meilleurs résultats quand les enfants sont placés dans un endroit où leurs parents peuvent aller les visiter fréquemment.

Pour les parents, c'est aussi un avantage appréciable. La nouvelle école sera ouverte en septembre prochain et nous en avons confié la direction aux clercs de Saint-Viateur. Même chose pour les petites filles. Il y en a 50 de Québec qui sont à Montréal et nous avons conclu une entente avec les sœurs du Bon-Pasteur pour qu'elles en prennent soin à Québec. À cette fin, elles ont ouvert une institution à Cap-Rouge.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement va se préoccuper aussi de fournir à ces écoles des professeurs plus compétents, et ce sera au bénéfice de cette classe spéciale de la

jeunesse qui a besoin de plus de protection que les autres.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le gouvernement aurait dû présenter cette loi plus tôt peut-être, mais vaut mieux tard que jamais. J'en approuve le principe et félicite le gouvernement de le présenter. Il est temps que l'on fasse des réformes d'ordre social pour la protection de l'enfance dans la province de Québec. Toutefois, la loi me paraît insuffisante et je ne l'approuve pas à 100 %. Elle n'est pas conforme à l'esprit de notre système scolaire, dit-il.

Il faudrait qu'on y ajoute une clause pour laisser aux autorités religieuses, catholiques ou protestantes, le droit de surveillance sur l'enseignement des enfants confiés à ces institutions, car elles doivent avoir un droit de vue sur l'éducation. Les écoles d'industrie étaient techniques, tandis que celles-ci sont de formation générale.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le seul but de la loi est de changer le nom et de faire disparaître les termes qui sont considérés comme péjoratifs.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Est-ce que dans les écoles visées par la loi on ne donnera pas une formation générale?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Dans les écoles d'industrie, on ne se limitait pas à l'enseignement technique. On donnait aussi une formation générale.

**M. Chaloult (Lotbinière)** insiste sur le fait qu'une partie des autorités religieuses demande qu'on leur donne un droit de surveillance. Il admet que le gouvernement est bien intentionné, mais il fait remarquer que le gouvernement peut changer, que le secrétaire provincial n'est pas éternel. Le Conseil de l'instruction publique, dit-il, devrait exercer un certain contrôle.

Il approuve le principe du bill, répète-t-il, mais il ne peut accepter tous les articles parce qu'ils sont susceptibles d'amélioration. Il souhaite qu'on fasse quelques retouches, afin de rapprocher le bill de la perfection.

**M. Francoeur (Lévis):** Est-ce que le député de Lotbinière (M. Chaloult) a l'intention de retourner au Bloc? A-t-il répondu à l'invitation des orateurs du Palais Montcalm, qui ont laissé les portes du Bloc ouvertes?

**M. Chaloult (Lotbinière):** À l'exemple de M. Bourassa, qui n'est pas membre du Bloc, et qui a dit: "Je n'appartiens pas au Bloc populaire", moi non plus. Je suis mon maître et indépendant de tous les partis.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce que M. Bourassa est un fin renard?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je l'ignore, mais je sais qu'il a porté un jugement très sévère sur le Parti libéral.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière a-t-il confiance au jugement de M. Bourassa?

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai une grande confiance dans le jugement de M. Henri Bourassa.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Lotbinière partage-t-il l'avis de M. Bourassa, à savoir que M. Gouin est un peu naïf?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il faut savoir la notion des nuances. Un homme n'a pas que des qualités ou des défauts et les meilleurs hommes peuvent se tromper dans leurs jugements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** donne lecture de l'opinion d'une personne qu'il dit lui avoir été communiquée. Cette personne prétend que le projet de loi va rester lettre morte, car il faudrait attaquer le mal à la racine en améliorant les conditions économiques et en éliminant les taudis. Il résume ses objections à la loi et déclare qu'elle est néfaste et mal conçue. Je n'ai fait que mon devoir, dit-il, en la dénonçant.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 38 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur d'aider généreusement et convenablement à l'éducation de l'enfance, mais elle désapprouve le bill 38 intitulé: "Loi relative aux écoles de protection de l'enfance", pour entre autres raisons, les suivantes: parce que ce bill est contraire aux droits des institutions actuelles; parce que ce bill autorise des interventions politiques inopportunes et injustes; et parce que ce bill favorise les abus du patronage politique.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Sabourin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Districts électoraux

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 29 concernant les districts électoraux de la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Caron (Hull)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui donne la description du nouveau district électoral d'Abitibi-Est dont la limite nord qui est actuellement le quarante-neuvième degré de latitude est reculée jusqu'à deux parallèles tracés sur le terrain à 50° 10' et à 50° 01' 35", réduisant d'autant le territoire d'Abitibi et l'article 4 qui contient la description du nouveau district électoral d'Abitibi-Ouest, formé d'une partie du district actuel d'Abitibi et d'une partie du territoire d'Abitibi bornée au nord au parallèle de latitude 50° 10'.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis 12 mois, ça fait trois bills du genre que nous avons eus devant nous. L'an dernier, il y en eut un. Et le gouvernement décida de laisser à 86 le nombre des comtés, le tout tel que constitué par le gouvernement de l'Union nationale.

Il y a quelque temps, on nous amena un bill en vertu duquel on portait le nombre des comtés à 90. Ce projet de loi fut retiré, pour nous amener celui que nous avons devant nous et constituant 91 comtés. C'est inconcevable, une telle conduite contradictoire de la part du gouvernement en l'espace de 12 mois.

L'opposition est en faveur de donner à chaque partie de la province la représentation de la population qui lui revient de droit, mais les frais d'administration augmentent sans cesse et l'addition de cinq comtés entraînera des dépenses supplémentaires d'au moins \$30,000 par année par comté.

Sous le régime actuel, les frais d'administration ont augmenté de \$8,000,000 par année et, en augmentant le nombre des comtés, on va occasionner des dépenses additionnelles considérables. Et non seulement le gouvernement multiplie les comtés, mais il multiplie aussi les ministres. Il faut noter qu'aux États-Unis il n'y a que 10 ministres.

En 1939, l'Union nationale a présenté un projet de redistribution électorale. Un comité a alors été nommé pour étudier le projet et il a lui-même accepté le rapport de ce comité. Il déclare n'avoir aucune hésitation à reconnaître que la redistribution électorale d'alors pouvait être erronée.

Il reconnaît que le projet de loi du gouvernement a quelque chose de bon. Par ailleurs, il

y voit des déficiences. Il cite quelques télégrammes reçus de citoyens de l'Abitibi qui protestent contre les divisions actuelles des deux comtés. Ces gens ne s'opposent pas à la séparation de l'Abitibi, mais à la ligne de démarcation, dit-il.

La nouvelle redistribution est injuste pour certaines régions. Il y a notamment le cas de la municipalité de Taschereau qui aurait voulu faire partie du district électoral d'Abitibi-Est, au lieu d'Abitibi-Ouest. Que le gouvernement en prenne la responsabilité, car on impose des charges nouvelles aux contribuables.

**M. Allard (Abitibi):** La division de l'Abitibi est réclamée de tout le monde et elle a l'approbation générale des citoyens du comté. L'Abitibi a 70,000 âmes de population et renferme, aujourd'hui, 67 paroisses, 5 villes et 30 colonies. Il est donc juste de diviser le comté en deux. Je remercie le gouvernement. De 1936 à 1939, l'Union nationale avait promis de diviser l'Abitibi en deux comtés, mais cette promesse n'a pas été plus tenue que les autres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** *Errare humanum est*, peut-on dire de l'Union nationale, dans ce cas. Il est humain d'errer, mais, pour le gouvernement, persévérer est diabolique.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Même s'il le fait en latin, le chef de l'opposition admet qu'il s'est trompé.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Chibougamau appartient au Saguenay et cette région aurait dû être rattachée à un des comtés du Saguenay, au lieu d'être rattachée à l'Abitibi. Le développement de Chibougamau s'est fait par Roberval et je m'étonne que mon honorable ami de Roberval n'ait pas protesté.

**M. Potvin (Roberval):** Le député de Chicoutimi (M. Talbot) est dans l'erreur. Je pensais qu'il connaissait mieux la situation géographique des comtés. Je n'ai rien demandé dans la redistribution, on ne m'a rien donné et je n'ai rien perdu. Tout va comme dans le meilleur des mondes, je n'ai donc pas à me plaindre. J'ai 37 paroisses dans Roberval. Cela me suffit. Chibougamau a toujours été dans le comté de l'Abitibi. On a suivi, dans la subdivision, les données géographiques, en prenant pour base la ligne de partage des eaux entre les rivières qui coulent vers la baie James et celles qui prennent leur cours en

direction du Saint-Laurent. C'est cette ligne du partage des eaux qui a toujours divisé Roberval de l'Abitibi. Elle sert encore de ligne de démarcation. Quand il s'agira de protéger les intérêts de Roberval dans le développement de Chibougamau, je serai là pour y voir.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Les articles 5 à 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui rétablit le district électoral de Kamouraska avec les bornes qu'il avait avant la loi de 1939, sauf une légère modification qui consiste à attribuer à Rivière-du-Loup la totalité de la paroisse Notre-Dame-du-Portage, dont une partie se trouvait autrefois dans Kamouraska.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le premier ministre et le procureur général avaient promis de rétablir le comté de Kamouraska. Encore une promesse électorale qui est tenue. J'en félicite le gouvernement.

Il ne croit pas qu'en augmentant le nombre des députés on améliore sensiblement la législation, mais il approuve le projet de loi et il se réjouit particulièrement du rétablissement de Kamouraska en un comté distinct<sup>5</sup>. Il s'en réjouit parce que c'est un comté qui lui tient au cœur; il y a passé une grande partie de sa vie et l'a représenté, déjà, à la Chambre basse.

Il s'en réjouit aussi parce que c'est l'un des comtés les plus historiques de la province. Il évoque ces souvenirs historiques qui se rattachent à Kamouraska et rappelle les noms de luttes politiques homériques qui s'y sont déroulées avant la Confédération, entre les groupes de partisans de Jean-Charles Chapais, père de Sir Thomas Chapais de Saint-Denis, et de Letellier de Saint-Just, de Rivière-Ouelle.

Kamouraska, dit-il, a également donné à la province trois lieutenants-gouverneurs, Letellier de Saint-Just, Sir Pantaléon Pelletier et H.-G. Carroll. Ce fut aussi le comté de Sir Thomas Chapais et de l'honorable Ernest Lapointe. Il trouve bonne la séparation des comtés de Rivière-du-Loup et de Kamouraska parce que tous deux n'ont pas les mêmes intérêts. Il est important de rétablir Kamouraska comme comté distinct, au point de vue historique et au point de vue économique. Je remercie le gouvernement au nom de mes anciens électeurs de Kamouraska.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je me réjouis de voir que le beau comté de Kamouraska, tel que nous l'avions promis, soit rétabli. Cependant, ce n'est pas le député de Lotbinière qui a le mérite d'avoir fait cette séparation du comté de Kamouraska de celui de Rivière-du-Loup, soudés en un seul comté en 1939. C'est lui-même qui a préconisé cette réforme.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai prétendu le contraire.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Lotbinière a-t-il l'intention de se représenter dans Kamouraska?

**M. Chaloult (Lotbinière):** Non, je veux aller dans Rivière-du-Loup!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Cela veut dire que le député ne reviendra plus en Chambre.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 27 sont adoptés.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 29 sans l'amender.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill 29 intitulé: "Loi concernant les districts électoraux de la province", soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de manière à rendre complète justice à toutes les régions de la province et aux contribuables de la province.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Dansereau, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Robidoux, Sabourin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 15.

### Deuxième séance du 23 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Projets de loi:

#### Loi de l'enseignement spécialisé

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

### Montauban-les-Mines

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En dépit des protestations du député de Matane (M. Gagnon), la mine de zinc de Montauban a été fermée, d'après les instructions d'Ottawa, alors qu'il y en a une identique qui fonctionne dans la Colombie-Britannique. Il y avait là 200 employés qui gagnaient \$350,000 par année en salaires, quelques-uns gagnant jusqu'à \$8 par jour. Les autorités de Montauban s'opposent à cette fermeture, et avec raison.

Et voici que des officiers du Service sélectif sont rendus sur les lieux de Montauban-les-Mines pour dire aux 200 employés et pères de famille d'aller travailler en Colombie-Britannique ou ailleurs, ou de s'enrôler dans l'armée, sans quoi ils n'auront pas leurs allocations de chômage. C'est là une méthode de conscription vile et perfide.

On veut créer des chômeurs pour mettre en application une conscription hypocrite du travail. Le gouvernement devrait intervenir pour que les employés de cette mine ne soient pas obligés de s'expatrier en Colombie-Britannique pour gagner leur vie.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette situation est sûrement désavantageuse pour les gens de Montauban-les-Mines. Mais voici ce qui se présente. La mine de Montauban produit du zinc. Or, les Nations unies ont des approvisionnements de zinc pour deux ans d'avance. C'est ce qui explique la fermeture de la mine de Montauban.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi alors celle de la Colombie fonctionne-t-elle encore?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Parce que, en Colombie, la mine Britannia produit d'autres métaux à part le zinc, essentiel à l'effort de guerre, que ne renferme pas, semble-t-il, la mine de Québec.

**M. Gagnon (Matane):** On a mal renseigné le premier ministre, attendu que la mine Montauban produit du plomb aussi bien que du zinc. Et il se produit encore du zinc en Abitibi. Il ne voit aucune raison pour laquelle on a fermé la mine de Montauban.

Par ailleurs, dit-il, je suis en mesure d'affirmer que d'ici au 1<sup>er</sup> juillet, une mine de la province de Québec commencera à produire du zinc; elle a un contrat avec Washington, par l'entremise d'Ottawa, pour la livraison de 250,000 tonnes de ce minerai.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je veux que cette Chambre comprenne bien que Québec n'a pas été traité de manière injuste, comme on le prétend. Montauban opère en vertu d'un contrat fédéral. Ottawa a partagé un gros contrat pour la production du zinc entre trois mines: celle de Montauban, celle de la Colombie et une troisième située en Ontario. Washington a annulé ses contrats avec le gouvernement canadien dans tout le Canada parce que les besoins étaient atteints et la mine de Montauban produisait justement en vue de remplir ces contrats.

C'est là le motif pour lequel la mine du comté de Portneuf ne fonctionne plus. Cependant, nous allons continuer nos démarches pour faire rouvrir la mine de Montauban. Nous espérons qu'elles seront couronnées de succès et que la mine de Montauban pourra recommencer à fonctionner dans un avenir rapproché, en vertu d'un autre contrat<sup>6</sup>.

#### Projets de loi:

##### Loi de l'instruction publique

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de modifications de peu d'importance, dit-il. Ainsi, on abroge une disposition adoptée l'an dernier, en vertu de laquelle les commissions scolaires étaient tenues d'accepter les enfants à partir de l'âge de 5 ans. À l'avenir, elles ne seront tenues de les accepter qu'à partir de 6 ans. Ce bill permet aussi aux commissions scolaires d'emprunter sur billet au lieu d'emprunter sur obligations. On ne fait que donner une forme légale à un état de choses qui existe depuis longtemps.

La motion est adoptée après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.  
Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 69 de la loi de l'instruction publique (S. R. Q., 1941, chapitre 59), modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 13, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne, le mot "cinq" par le mot "six"."

**M. Gagnon (Matane)** réclame une refonte complète de la loi de l'instruction publique qui contient, dit-il, des dispositions désuètes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi modifier l'âge fixé à 5 ans par la loi de l'an dernier?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'an dernier, le Conseil de l'instruction publique a recommandé l'âge de 5 ans. Des statistiques ont été recueillies depuis et ceux qui ont été chargés de recueillir les statistiques scolaires ont constaté que l'âge normal auquel un enfant peut le mieux profiter de l'école, c'est 6 ans. Pour ne pas encombrer inutilement les commissions scolaires, le Conseil nous a demandé de modifier la loi en portant l'âge scolaire à 6 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons là une preuve de l'ignorance du gouvernement. Pourquoi avoir dit 5 ans quand il fallait dire 6? Le projet de loi a du bon et du mauvais. Cependant, depuis la loi de la fréquentation scolaire obligatoire, il y a moins d'enfants qui fréquentent les écoles. Est-ce que les statistiques scolaires, dont il vient d'être question, n'établissent pas que la fréquentation scolaire a diminué?

D'après les chiffres publiés dans les journaux, 800 écoliers de moins fréquentent les écoles de Montréal depuis septembre dernier, malgré les rigueurs imposées par la loi Perrier. La loi n'a pas donné de bons résultats. Quant aux statistiques du ministre, je ne m'y fie pas.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il s'agit là d'une affirmation gratuite et inexacte. L'accusation d'ignorance du chef de l'opposition ne peut être dirigée que vers le Conseil de l'instruction publique, car c'est lui qui a fait la recommandation. Mais je sais qu'il n'y a qu'une ignorance réelle, c'est celle du chef de l'opposition. Il est vrai que le nombre des écoliers a diminué de 800 à Montréal, depuis l'an dernier, et la raison est bien simple. Cela s'est produit dans les écoles du cours primaire supérieur, fréquentées par des jeunes gens en âge de travailler et qui ont été attirés en dehors des écoles par les facilités d'embauchage dans l'industrie et ailleurs.

Ce sont les écoliers les plus âgés, ceux de plus de 14 ans, qui ont cessé de fréquenter l'école, n'y étant plus obligés. Le nombre des jeunes écoliers de 6 à 14 ans, atteints par la loi, a augmenté de façon considérable, même à Montréal, mais pas suffisante pour compenser le nombre des plus âgés qui étaient partis. Dans les campagnes, il a augmenté encore bien plus, au point que les écoles qui étaient trop grandes sont devenues trop petites et il a fallu, dans un grand nombre de cas, les agrandir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs écoles sont fermées, faute d'institutrices.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** nie, en promettant de donner des statistiques révélatrices sur la fréquentation scolaire. Lorsque seront étudiés les crédits de l'Instruction publique, dit-il, je donnerai des renseignements plus complets à ce sujet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui a préparé et colligé les statistiques scolaires?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Afin de dissiper tout doute que pourrait avoir l'opposition, je dirai tout de suite que je n'ai rien eu à voir avec les statistiques. Un changement est survenu récemment pour ce qui est de colliger et de compiler les statistiques. Il y a maintenant un expert qui s'en occupe. C'est là l'œuvre d'un père jésuite dont les services nous ont été prêtés par la Société de Jésus. Depuis trois ans, c'est lui, et lui seul, qui en a la responsabilité, et les injures du chef de l'opposition ne l'atteignent même pas. De toutes les provinces du Canada, c'est le Québec qui possède actuellement les statistiques scolaires les plus complètes.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Est-ce que des sanctions ont été appliquées à la suite de violations de la loi de fréquentation obligatoire?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ce que l'on voulait obtenir surtout, c'est que les enfants de 6 à 14 ans, d'âge scolaire au sens de cette loi, par exemple aillent à l'école en plus grand nombre possible. Ce but a été atteint. Dans une dizaine de cas, je crois avoir entendu dire qu'il a suffi que les fonctionnaires responsables de l'application de la loi ou les inspecteurs d'écoles donnent avis aux parents leur disant que leurs enfants étaient dans l'obligation d'aller à l'école, pour qu'ils les y envoient. Mais il n'y a pas eu de sanctions. La loi de fréquentation

obligatoire a été appliquée, surtout dans les campagnes, avec un succès qui dépasse toutes les espérances. C'est la preuve que la population est satisfaite de cette législation.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. L'article 248 de ladite loi est modifié en insérant dans la cinquième ligne du premier alinéa, après les mots "rétribution mensuelle", les mots "ou la réception d'une subvention accordée par la province"."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là la preuve que le gouvernement est en retard dans ses paiements. Il retarde ses paiements et il permet maintenant à la commission scolaire de payer de l'intérêt sur le même montant, tandis que le gouvernement a décidé de payer sa dette.

L'article 5 est adopté.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que soit ajouté, après l'article 5, l'article suivant:

"6. L'article 285 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 7 George VI, chapitre 13, est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"L'âge à inscrire est celui de l'enfant le 30 juin précédent."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** refuse d'étudier cet amendement avant de l'avoir bien examiné.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il s'agit d'une formalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça fait rien. Que le comité rapporte progrès. Nous étudierons la loi de nouveau à la prochaine séance.

L'étude de l'amendement est suspendue.

Les articles 6 et 7 renumérotés 7 et 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Les dispositions des articles 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux règlements d'emprunt par billets adoptés par des commissions scolaires avant l'entrée en vigueur de la présente loi, aux fins de donner à ces règlements et aux billets émis en vertu d'iceux la même validité que si les dispositions décrétées par lesdits articles avaient été en vigueur lorsque ces règlements ont été adoptés et ces billets ont été émis.

"Le présent article ne s'applique pas aux causes pendantes ou jugées."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit là d'un amendement à la loi qui exige que tous les emprunts soient soumis à l'approbation du surintendant de l'Instruction publique, du secrétaire provincial, du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale. Pourquoi tous ces contrôles auxquels sont soumises les commissions scolaires, spécialement en ce qui concerne les emprunts? Il déplore en particulier le contrôle que la Commission municipale peut exercer sur les affaires des commissions scolaires en certains cas.

Et voilà, dit-il, qu'en amendement la loi pour donner le droit aux commissions scolaires d'emprunter sur billets, on les soumet encore à tous les mêmes contrôles. Il n'est pas convenable de soumettre à la tutelle d'un organisme non confessionnel l'administration d'institutions catholiques ou protestantes, car notre système éducationnel est basé sur l'autonomie complète des catholiques et des protestants. Pourquoi alors assujettir les commissions scolaires protestantes au contrôle d'un organisme catholique tel que la Commission municipale de Québec? Elles sont certainement capables de s'occuper elles-mêmes de leurs affaires.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** La loi exigeait des contrôles, sous l'Union nationale, et le chef de l'opposition n'y a pas touché. Il est prudent parfois que certaines commissions scolaires aient l'obligation de faire étudier leurs emprunts par des spécialistes.

**M. Gagnon (Matane):** Il existe déjà un article dans la loi qui autorise les commissions scolaires à emprunter sur billets pour une durée de six mois.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ce pouvoir d'emprunt sur billets est limité aux montants ne dépassant pas un huitième du revenu annuel.

L'amendement permettra des emprunts dépassant le huitième du revenu. J'estime, ajoute-t-il, que les contrôles auxquels sont actuellement soumis les emprunts sont tout indiqués.

**M. Gagnon (Matane)** croit que les deux articles se contredisent. Le fait d'emprunter sur billets équivaut à faire des emprunts temporaires, dit-il. Si on emprunte de grosses sommes à long terme, on émettra naturellement des obligations.

L'article 9 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

### École de pêcheries

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Morin (Québec-Centre)

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le ministre des Pêcheries à construire et à aménager une école moyenne des pêcheries et à dépenser, à cette fin, une somme n'excédant pas cinquante mille dollars sur le fonds consolidé du revenu. Cette école pourra aussi servir d'école d'arts et métiers.



**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** se disent en faveur du principe d'une école de pêcheries pour les jeunes Gaspésiens, mais trouve le montant insuffisant.

**Un député de l'opposition:** Avec un montant de \$50,000, on n'est pas capable de réaliser le projet dont parle la loi. Il s'agit d'une autre mesure pré-électorale et le gouvernement n'est pas sérieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne fixe pas d'endroit présentement afin de pouvoir promettre l'école à tous les comtés de la péninsule, lors des prochaines élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** prétendent que c'est un moyen d'arracher des votes aux comtés de Bonaventure, de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud et de Matane. Le candidat libéral dans chacun de ces comtés pourra alors affirmer que l'école sera construite dans sa circonscription et ainsi influencer le vote. Ils soutiennent que, quand ils étaient au pouvoir de 1936 à 1939 et qu'ils ont adopté des lois pour construire un grand nombre d'écoles, chaque bill précisait l'endroit où l'école serait construite.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Tout ce que je sais, c'est qu'elle sera construite quelque part dans la péninsule gaspésienne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** L'école sera construite en blocs de ciment. J'ai bon espoir, dit-il, qu'Ottawa me donne la priorité pour obtenir les blocs de ciment.

**Un député de l'opposition** presse le ministre de donner plus de détails sur la future école.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** L'architecte Fernand Caron, associé de M. R. Blatter, a été chargé de la préparation des plans. L'école pourra recevoir de 50 à 60 élèves et sera suffisante pour les besoins de la région.

Elle sera construite en blocs de ciment et aura deux étages. Il ne peut pas donner plus de précisions, puisque c'est le Dr Labrie, son sous-ministre, qui a pris les arrangements avec l'architecte Fernand Caron. Il ne sait pas quelles dimensions aura l'édifice.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit peut-être seulement d'une école électorale. Qui plus est, \$50,000 ne suffiraient pas à payer la construction d'une école; ce qui veut dire que, si l'école est construite, ils vont devoir recourir à des garanties spéciales. Plusieurs éléments doivent être pris en considération, par exemple le type de sol, le climat, etc.

Ce sont là toutes des choses que devrait savoir l'architecte s'il connaissait l'emplacement de la future école. Et, s'il le connaît, alors la Chambre le connaît aussi.

Si l'école doit être construite sur le Saint-Laurent, cela signifie que les pêcheurs de la Baie des Chaleurs ne pourront l'utiliser, car le gouvernement libéral a interrompu les travaux que son propre gouvernement avait débutés sur le chemin de traverse.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** demande à l'opposition si elle accepterait que le choix de l'emplacement soit laissé à Mgr Bishop, évêque de Gaspé, avec qui il s'est entretenu à plusieurs reprises à propos de l'école.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que la Chambre doit comprendre que l'évêque a discuté d'une école de pêcheries avec le ministre sans en connaître l'emplacement?

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le projet a été soumis à Mgr Ross. On étudie avec lui l'endroit le plus propice pour construire cette école qui servira à l'instruction d'un grand nombre de fils de pêcheurs de la péninsule et l'évêque de Gaspé est très satisfait. Les seules voix discordantes viennent de se faire entendre du côté de l'opposition.

**M. Gagnon (Matane):** L'Union nationale a organisé une école de pêcheries à Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Il ne faudrait pas que la nouvelle école que veut installer le gouvernement en Gaspésie vienne en conflit avec cette création de l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** La future école s'adressera à des élèves qui sont encore aux études primaires. Ce sera une école spécialement consacrée à l'enseignement de la technique de la pêche, de la préparation du poisson et des industries connexes. On y donnera un enseignement pratique au bénéfice des jeunes pêcheurs gaspésiens, tandis que l'école de Sainte-Anne-de-la-Pocatière s'adresse à des élèves plus

avancés et dispense un enseignement plus hautement scientifique et qu'à des élèves ayant terminé leur cours classique.

**M. Gagnon (Matane):** L'honorable M. Bertrand vient d'annoncer la reconstruction probable de l'École fédérale de pêche, de la Rivière-au-Renard. Il ne s'oppose pas à une école moyenne de pêcheries, mais se demande s'il est pratique de dépenser de l'argent pour une école qui sera semblable à l'autre.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le champ d'action de l'École fédérale et celui de l'École supérieure seront tout à fait différents.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

#### **Loi de l'instruction publique**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose: 1. Que l'article 534 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), remplacé par l'article 10 de la loi 7 George VI,

chapitre 14, soit modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Si l'épouse d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire meurt avant lui ou si lui ayant survécu, elle meurt ou contracte un nouveau mariage, la demi-pension est payée à ceux des enfants de ce fonctionnaire qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge."

2. Que l'article 535 de ladite loi, remplacé par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 14, soit modifié en insérant dans la deuxième ligne, après les mots "s'est marié", les mots et chiffres "après le premier juillet 1943 et".

Ces mesures, dit-il, concernent des rajustements quant aux pensions accordées aux instituteurs.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Rapport du comité plénier:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### **En comité:**

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité reprend l'étude de l'amendement proposé par le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), qui se lit comme suit:

Que soit ajouté, après l'article 5, l'article suivant:

"6. L'article 285 de ladite loi, remplacé par l'article 5 de la loi 7 George VI, chapitre 13, est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"L'âge à inscrire est celui de l'enfant le 30 juin précédent."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se ravise et accepte l'amendement.

L'amendement est adopté.  
Le nouvel article 6 est adopté.

L'article 10 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 44 après l'avoir amendé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill, tel qu'amendé, soit maintenant lu.  
Adopté après division.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.  
Adopté après division.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote pour protester, dit-il, contre les contrôles trop nombreux qui rendent vaine l'autonomie des commissions scolaires.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Choquette, Comeau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Hamel, Kirkland, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Potvin, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 27.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que, lorsqu'elle s'ajournera, la Chambre se trouve ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Selon *La Frontière* du 24 mai 1944, à la page 1, l'accident s'est produit dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai 1944.

2. Dans *Montréal-Matin* du 24 mai 1944, à la page 12, on parle d'Eugène Chartré.

3. *La Patrie* du 24 mai 1944, à la page 4, parle d'un dénommé Bégin.

4. Selon *La Tribune* du 24 mai 1944, il s'agirait des Chutes Shawinigan.

5. Selon *La Patrie* du 24 mai 1944, à la page 4, le député de Lotbinière (M. Chaloult) aurait dit: "Je ne suis pas favorable à l'augmentation des comtés. Ce n'est pas cela qui nous donnera de meilleures lois."

6. *Le Canada* du 24 mai 1944, à la page 1, rapporte que le ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) a déclaré que le gouvernement provincial a l'intention de maintenir sa juridiction en matière de questions ouvrières sur toutes les industries de la province qui ne produisent pas pour la guerre. Il a ajouté que Québec n'a pas l'intention de voir le nouveau Code fédéral du travail s'appliquer à toutes ses industries, comme ç'a été le cas en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.



## Première séance du mercredi 24 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Projets de loi:

## École de pêcheries

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## La fête de Dollard

**M. Chaloult (Lotbinière):** Cet anniversaire est une source d'inspiration quand on songe au haut fait d'armes de Dollard des Ormeaux et de ses 16 compagnons qui, après avoir communiqué le matin, se sont battus jusqu'à la mort contre les Iroquois pour sauver la colonie. Cette fête s'adresse à la jeunesse. Elle lui enseigne le courage, le patriotisme et la ténacité.

On a déjà cherché à conscrire la réputation de Dollard au profit de la propagande impérialiste. Je constate avec satisfaction qu'on n'a pas répété la même chose cette année. J'ai vu ce matin, en l'honneur de la fête de Dollard, flotter le drapeau de Carillon sur la tour principale de l'Université Laval et je me disais: Quand donc verrons-nous ce drapeau, emblème des Canadiens français, flotter sur la tour du parlement au lieu d'un drapeau étranger en une fête comme celle-ci? Je crois que nous devrions avoir un drapeau national, du moins un drapeau qui convienne aux Canadiens français, plus qu'un drapeau étranger. Quant à l'Empire, je souhaite que nous en sortions le plus vite possible parce qu'il coûte trop d'argent, trop de pleurs, trop de notre cœur, de sueurs, trop de sang et d'hommes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce héros du Long-Sault a écrit avec son sang l'une des plus belles pages de notre histoire nationale. Dollard avait 16 compagnons - ils étaient 17 en tout - contre un bien plus grand nombre. Cela représente exactement

la situation dans laquelle se trouvent les membres de l'opposition de l'Union nationale et c'est de bon augure. En plus de son héroïsme, Dollard des Ormeaux était un homme loyal à ses amis, à ses convictions, à son pays et à ses engagements. La fête d'aujourd'hui rappelle également ses successeurs qui, en 1776 et 1812, ont aussi donné des exemples de loyauté à leurs convictions, et je m'en autorise pour rappeler en même temps le souvenir de la reine Victoria, dont c'est également la fête aujourd'hui, et pour rappeler que nous avons été heureux et honorés de recevoir la visite de Sa Majesté le roi lorsque nous étions premier ministre de la province. Nous faisons des vœux pour la santé et la prospérité à nos gracieux souverains et leur offrons l'hommage de notre affection et de notre loyauté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous célébrons aujourd'hui deux événements: la fête de Victoria et la fête de Dollard des Ormeaux. Je suis content que le chef de l'opposition trouve une certaine consolation, du fait que son groupe compte le même nombre de membres que le groupe de ce héros de la Nouvelle-France. Dollard des Ormeaux sera toujours un noble exemple pour la jeunesse canadienne et il doit être un modèle pour tous les Canadiens français. Nous honorons la mémoire du héros du Long-Sault qui a donné sa vie pour sa patrie. Nous devons, à son exemple, donner, sinon notre vie, du moins tous nos efforts à la défense, au développement et à la grandeur de notre beau pays le Canada. La fête d'aujourd'hui a une double signification puisqu'elle nous rappelle en même temps le souvenir d'une grande reine. J'offre donc aussi à nos souverains le témoignage de notre haute admiration et de notre entière loyauté.

## Subsides:

Crédits provisoires  
1944-1945 (1<sup>er</sup>/12 du budget)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La fête de Victoria nous rappelle que Victoria a été la reine d'un peuple qui a donné au monde le système

parlementaire dont nous jouissons aujourd'hui, et duquel le gouvernement actuel s'éloigne en se moquant des privilèges des représentants du peuple de contrôler les dépenses. Le contrôle des crédits sous le présent gouvernement n'est pas fait suivant la tradition du Parlement responsable. Le gouvernement a changé l'année fiscale pour la faire débuter le 1<sup>er</sup> avril, le jour du poisson d'avril. Il ne remet pas en question la sagesse du changement comme telle, mais le gouvernement n'a pas harmonisé l'ouverture de la session avec le changement, et donc afin de pouvoir considérer les crédits, les députés doivent consulter les *Comptes publics* de l'année finissant le 31 mars 1943, et non ceux de la dernière année fiscale, pour fins de comparaison.

Par ailleurs, à l'ouverture de la session, le premier ministre avait déclaré aux journalistes qu'il ferait en sorte que la session soit courte, et maintenant le gouvernement a l'audace de dire que l'opposition retarde les travaux alors qu'elle a procédé rapidement tout le long de la session. Nous siégeons depuis 18 semaines et le gouvernement apporte encore chaque jour des législations qui auraient pu être présentées bien plus tôt. Ce n'est certainement pas l'opposition qui retarde les travaux de la Chambre, car non seulement nous avons supprimé le débat sur l'adresse, ce qui, de l'aveu même du premier ministre, a raccourci la session d'au moins deux semaines, mais nous avons procédé rapidement à l'étude de tous les projets de loi, ce que n'a pas fait le gouvernement; c'est lui qui retarde la session.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La session a été convoquée le 18 janvier, date la plus à bonne heure à laquelle on pouvait procéder à l'ouverture du Parlement.

En effet, l'opposition a peut-être moins que d'habitude contribué à prolonger les débats et a été plus rapide dans ses critiques de la législation que par les années passées. Mais, si le chef de l'opposition faisait un examen de conscience, il se rappellerait toutes les fois où il a discuté de questions qui débordaient des affaires de la Chambre. Quant à la durée de la session, le chef de l'opposition pourra toujours se vanter devant ses petits-fils, si jamais il en a, d'avoir participé, en 1944, à la session la plus fructueuse dans l'histoire de la Législature depuis que nous avons le gouvernement responsable à Québec. Et tous les partis pourront s'en enorgueillir.

Même si des erreurs ont été commises, les lois que nous avons adoptées cette session-ci

surpassent, en importance, tout ce qui s'est accompli durant les dernières 25 années ou à n'importe quelle autre période. Nous avons voté des lois qui vont révolutionner notre vie dans le domaine ouvrier, dans le domaine de l'utilisation de nos ressources naturelles, dans le domaine du bien-être social et dans le domaine économique. Elles vont révolutionner nos vies dans le sens où un plus grand nombre de personnes se partageront les bénéfices des richesses naturelles. Le chef de l'opposition a reproché au gouvernement de ne pas avoir présenté toutes les lois au début de la session.

La session a commencé par la présentation de lois ouvrières très importantes, nous avons vu ensuite une série de lois importantes, quoique secondaires, puis, dans un troisième temps, la mise sur pied de l'Hydro-Québec, et enfin la loi sociale de protection de la jeunesse. Nous ne pouvions pas présenter en même temps des lois aussi importantes que celles-là. Si des lois importantes ont été échelonnées tout au long de la session, c'était pour être juste envers le chef de l'opposition et envers les députés, pour donner aux représentants du peuple le temps de les étudier à loisir, ce qui ne serait pas arrivé si toutes ces lois avaient été à l'ordre du jour dès le commencement. Il fallait donner à tous les députés le temps de les approfondir. Les députés n'ont pas chômé et ils ont fait du beau travail, dont la province leur sera reconnaissante.

Il ne nie pas au chef de l'opposition son droit et privilège de traiter de questions autres que celles présentées par le gouvernement, et ne lui fait pas le reproche d'avoir dérogé aux affaires de la Chambre, puisque ces questions représentent un intérêt pour les électeurs.

Le chef de l'opposition nous dit qu'il n'est pas ici pour nous rendre les choses faciles en temps d'élections. Je le répète, nous avons connu la session la plus fructueuse depuis les débuts de la Législature.

**M. Gagnon (Matane):** La période la plus fructueuse de la Législature a été celle de l'Union nationale de 1936 à 1939, parce que c'est celle où l'on a voté les législations les plus salvatrices.

**Des députés ministériels sourient.**

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre a parlé des lois sociales de son gouvernement, mais il ne faut pas oublier que c'est l'Union nationale qui a doté la province de la première législation sociale et familiale dont se vante le gouvernement, comme en ce qui a trait au crédit agricole, aux pensions de

vieillesse, à la pension pour les aveugles, à la loi des mères nécessiteuses et à d'autres bons gestes tels l'établissement de 10,000 familles sur les terres de colonisation en trois ans, la construction de 500 écoles en Abitibi et au Témiscamingue, et qui a également libéré les colons des exactions des marchands de bois. En fait, il pourrait en parler pendant 24 heures et ce ne serait pas suffisant pour dresser la liste de tout ce que l'Union nationale a accompli.

Par ailleurs, il n'y a aucune raison pour que la Chambre ne siège pas tous les jours de la semaine, dit-il, ce qui aurait pour effet d'écourter la session. Durant cette session-ci, le gouvernement a entraîné; nous sommes au cinquième mois, alors qu'il n'a fallu que cinq semaines à l'Ontario pour faire son travail. Aujourd'hui, le gouvernement nous parle d'autres bills. Il fait le vœu pieux que cette session se termine le 15 juillet.

La motion est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$4,920,975.00, soit un douzième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 24 février 1944, soit ouvert, à titre d'avance, à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Puisque le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) nous demande un second douzième provisoire, je vais lui dire que le gouvernement a faussé le bilan de la province pour un montant de \$2,000,000. Le gouvernement a inscrit comme revenu un montant de \$2,000,000 dû à la province par la Commission des liqueurs, alors que ce montant, selon moi, ne sera jamais encaissé.

Elle aurait dû verser \$12,000,000 au gouvernement en 1942-1943 et elle n'a payé que \$10,000,000. Où est allée la différence? La Commission doit le garder comme capital d'opérations. Comme conséquence, le bilan de la province est faussé et le trésorier de la province aurait dû annoncer un déficit de \$2,000,000 au lieu d'un surplus dans son rapport financier.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le député de Saint-Jean se plaint pour rien; comme comptable, il devrait être un peu plus avisé. La comptabilité de la Commission des liqueurs n'est pas la même que celle du département du Trésor; les comptes de la province sont tenus d'après le système revenus et dépenses, tandis que la Commission tient les siens d'après celui de recettes et déboursés. C'est une simple question de comptabilité et c'est ce qui permet au député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu) d'embrouiller les chiffres à son gré.

Puisque la Commission est un organisme gouvernemental, ses profits retournent au gouvernement, qui lui octroie une somme de \$2,000,000 pour couvrir les frais de ses opérations légitimes. Le montant de \$2,000,000 n'a donc pas été retiré de la Commission des liqueurs; cette somme apparaît dans le total des profits de la Commission qui l'a utilisée pour payer ses droits de douane et faciliter ainsi ses opérations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au lieu de diminuer la dette de la province avec les revenus de la Commission des liqueurs, on l'augmente. Ce montant de \$2,000,000 ne peut être considéré par la province comme un revenu, si la Commission du Pied-du-Courant l'a dépensé pour payer des droits de douane. Ce n'est pas avec ses importations que la Commission fait son argent, mais avec les 300,000 gallons d'eau qu'elle met dans la boisson qu'elle vend à des prix qu'elle a augmentés considérablement.

Le gouvernement a autorisé l'imposition de restrictions sur la production et la vente de bière, forçant ainsi les consommateurs à acheter les boissons alcooliques de la Commission. Les restrictions ont eu pour effet de modérer la consommation d'alcool et d'encourager une reprise du trafic illégal dans la province.

Le président de l'Hydro, le sénateur Bouchard, qui vient d'annoncer une réduction de \$2,000,000 dans les taux pour les consommateurs de la région de Montréal, a dit que les taux définitifs seraient fixés après entente avec les actionnaires ou une décision des tribunaux, quant aux procédures d'expropriation.

Cette réduction de taux n'est que du camouflage, qu'une manœuvre pré-électorale. Il n'est pas certain que la population, surtout les petits consommateurs, en bénéficiera. M. Bouchard, dit-il, prend des libertés avec la vérité. Voilà maintenant que le gouvernement veut s'entendre avec ceux que le premier ministre traitait de bandits.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition a-t-il bien lu? "Après entente avec les actionnaires", dit la déclaration.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre sait que les actionnaires les plus intéressés sont les directeurs, qu'il a déjà traités de bandits.

La Régie des services publics n'a rien fait pour améliorer le sort des consommateurs d'électricité. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a chargé la Régie de faire une enquête sur les affaires de la Montreal Power et qui a ordonné à la compagnie de réduire ses taux de \$300,000 par année, ce qu'elle a fait.

L'enquête était aux deux tiers terminée quand les nouveaux commissaires ont été nommés et, pendant trois ans et demi, ces commissaires n'ont rien fait. Ce n'est qu'à la veille des élections qu'ils se sont mis à l'œuvre, reprenant l'enquête commencée sous l'Union nationale. Ce n'est pas une tâche trop ardue, pour la Régie des services publics, que de déterminer l'évaluation de l'investissement de la compagnie. Pourtant, il lui a fallu plus de trois ans et demi pour en arriver à une évaluation provisoire.

À la veille de Noël dernier, le premier ministre s'est transformé en Santa Claus et a annoncé une première réduction de taux de l'électricité dans la province équivalant à un mois d'électricité gratuite.

Ces réductions étaient possibles depuis 1940 et on a encore attendu à la veille des élections pour les donner. Dans bien des cas, ces réductions ont été des augmentations de taux parce que le public a augmenté sa dépense d'électricité pendant un mois. Il est impossible de baisser les tarifs de l'électricité quand la base des taux n'est pas connue.

La réduction de taux annoncée à Montréal est de \$2,000,000, tandis que le premier ministre affirmait, en Chambre, que l'expropriation de la Montreal Power sauverait aux consommateurs d'électricité un montant de \$6,000,000 en taxes que la compagnie payait au fédéral. Il reste donc \$4,000,000. Pourquoi n'avoir pas donné tout de suite une réduction de taux de \$6,000,000 aux consommateurs?

L'augmentation de salaires de \$300,000 est aussi insuffisante, quand l'Hydro reste avec un montant de \$4,000,000 qu'elle ne paiera pas au fédéral. Cette augmentation des salaires n'est qu'une façon d'acheter leurs votes. Et le salaire de \$18,000 payé à M. Bouchard est trop élevé.

S'il y a eu des abus par le passé concernant l'organisation de la compagnie expropriée, cela n'a été possible que grâce à la complicité du

gouvernement dirigé par Lomer Gouin et l'honorable L.-A. Taschereau.

D'autre part, le gouvernement persiste à charger sa taxe de vente provinciale qui s'ajoute à la taxe fédérale. La réduction des taux eût été plus considérable que celle qui vient d'être annoncée si on avait soulagé les consommateurs du paiement de la taxe de vente provinciale et fédérale de 10 % sur les comptes d'électricité comme je l'ai demandé. Aujourd'hui les familles nombreuses doivent payer \$35, \$40 et même jusqu'à \$50 par année pour la taxe de vente provinciale, et cela signifie qu'en appliquant les réductions, il serait possible de sauver bien plus que \$4 par année.

M. Bouchard a annoncé une réduction de 19 % des tarifs domestiques, mais le gouvernement a déclaré que son but premier en créant l'Hydro et en prenant le contrôle de la compagnie était d'encourager l'industrie à s'établir dans la province, et que les manufacturiers n'étaient pas affectés par les réductions. Les réductions annoncées sont chimériques et illusoires. M. Bouchard, président de l'Hydro, grassement rémunéré, est un politicien avant tout. L'Hydro de Québec n'est rien d'autre qu'une filiale du gouvernement et n'est pas une entreprise d'intérêt public.

Le régime de l'Hydro nous vaudra des abus pires que ceux que le peuple déplore au sujet de la Commission des liqueurs, dont l'objet originaire était la tempérance, mais qui force les petites gens à acheter de l'alcool au lieu de la bière, grâce à la connivence des restrictions d'Ottawa.

Le schème de la Montreal Power n'a qu'un but: gaver les amis du régime, surprendre la bonne foi des électeurs, créer une situation qui va rendre plus difficile l'administration de la province, et pendant ce temps-là, c'est le peuple de Montréal qui paiera. Comme consolation, on lui donne des réductions de taux chimériques.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne devrais pas être surpris de la nouvelle sortie du chef de l'opposition. Elle met en lumière la justice de l'acte que nous avons posé en nationalisant la Montreal Power et en créant une hydro provinciale.

Le chef de l'opposition en veut manifestement à M. Bouchard, auquel il reproche une nouvelle fois son salaire de \$18,000 comme président de l'Hydro. Mais il se garde bien de dire qu'il n'est que le tiers de celui que se faisait payer le président de la Montreal Power, M. Norris, qui recevait \$40,000 de salaire par année et qui, au moment de payer son impôt sur le revenu, prenait



\$17,000 de l'argent des actionnaires pour faire face à ses obligations de citoyen. Pourtant, le chef de l'opposition n'a jamais protesté contre ce salaire et ce boni, et je laisse à la population le soin d'apprécier les raisons qui l'en ont empêché.

Le chef de l'opposition se garde bien de dire aussi que M. Bouchard ne retire même pas la moitié du salaire que reçoit le président de l'Hydro d'Ontario, qui a commencé bien plus modestement et qui s'administre beaucoup plus facilement que l'Hydro québécoise formée d'un noyau important. Le réseau ontarien existe depuis longtemps et s'est développé sur plusieurs années, alors que l'Hydro-Québec entreprend quelque chose de nouveau, et sa tâche est bien plus difficile.

Nous ne faisons pas de camouflage avec cette affaire de l'Hydro, et nous avons établi notre hydro à un endroit où nous pouvions l'exploiter à l'avantage du peuple de la province. Nous ne donnons pas tout de suite aux consommateurs la réduction de taux qui s'impose à l'Hydro, parce que nous ne connaissons pas encore toute la capitalisation qui sera nécessaire pour la nationalisation.

Ce n'est qu'un commencement et le peuple le sait. Si nous avions voulu agir comme le chef de l'opposition qui prétend que nous aurions dû remettre en réduction de taux la taxe de \$6,000,000 qui était payée au fédéral, nous aurions obtenu un facile succès de popularité, mais nous voulons d'abord asseoir l'entreprise sur une base solide et saine. Que les réductions qui vont suivre arrivent avant ou après les élections, peu nous importe, quel que soit le résultat électoral.

Le chef de l'opposition dit: "Vous auriez dû réduire les taux en 1940." La Régie actuelle a commencé son enquête en 1939 et elle n'a pas perdu une minute, depuis, pour établir la valeur de l'actif physique de la compagnie Montreal Power qui n'est pas encore définitivement établie, toutefois. Les experts de la Régie des services publics ont, pour ce faire, travaillé pendant quatre ans avec des experts de la compagnie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Habberly, un expert de la compagnie, lorsqu'il a témoigné devant la Régie des services publics, a déclaré qu'il lui faudrait quatre mois pour faire une évaluation.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Commission de l'Hydro-Québec a été prudente en faisant une réduction, et le fait que la Commission annonce d'autres réductions avant ou après les élections n'a aucune importance. La question de la

nationalisation de la Montreal Power a maintenant été jugée par le peuple et, à 100 % dans la population, on approuve notre attitude et notre manière d'agir et on apprécie notre œuvre. Même des gens dont la bonne foi avait été surprise par les déclarations échevelées du chef de l'opposition se rendent compte maintenant que la nationalisation était nécessaire.

Le chef de l'opposition, dans sa naïve candeur, critique la déclaration de M. Bouchard à l'effet que l'Hydro espérait en venir à une entente avec les actionnaires. Je fais une différence essentielle entre les actionnaires de la Montreal Power et certains de ses directeurs; c'est avec les actionnaires et non avec les directeurs que l'Hydro veut s'entendre. Je ne prétends pas que tous les directeurs de la compagnie, en particulier les directeurs actuels, méritent les qualificatifs que le chef de l'opposition et moi-même avons employés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le premier ministre ne me mette pas dans la bouche ses propres paroles.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai parlé de bandits qui avaient été directeurs, et le chef de l'opposition a parlé d'actes de banditisme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que j'ai dit, c'est que les régimes Gouin et Taschereau, qui ont laissé se commettre les abus que l'on veut aujourd'hui réprimer, avaient commis des actes de banditisme et que leurs successeurs ne sont pas coupables, puisqu'ils n'ont fait qu'appliquer les lois que ces gouvernements avaient adoptées.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Voilà le chef de l'opposition qui renie l'attitude qu'il a prise.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il n'a pas changé d'avis. Il croit toujours que les lois adoptées par les gouvernements Gouin et Taschereau sont une forme de banditisme et que ces derniers sont les seuls responsables de ce qui est arrivé. Ceux qui ont appliqué les lois n'ont fait que leur devoir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition ne fait pas en sorte de clarifier les choses, et les électeurs le verront bien. Il ne se rend donc pas compte qu'en dansant ainsi à la corde il n'améliorera pas sa situation vis-à-vis de la province.

(Applaudissements à droite)

Le président de l'Hydro a dit que les taux définitifs ne seraient fixés qu'après entente avec les

actionnaires ou, à défaut d'entente, après une décision des tribunaux. Il est désireux d'offrir une proposition d'entente honnête et même généreuse aux actionnaires légitimes et honnêtes de la Montreal Light, Heat and Power. Qui ne désire une entente avec les actionnaires? L'Hydro n'a pas mis de côté une somme de \$1,200,000 pour mener une campagne contre la compagnie.

Elle est davantage préoccupée à redonner aux actionnaires ce qui leur est dû. Il faut que les 30,000 actionnaires de la compagnie soient traités avec justice et ils n'ont pas à craindre d'être injustement traités. Ils ont, en toute bonne foi, acheté des actions de la Montreal Power, qui leur étaient recommandées par des hommes d'affaires parmi les meilleures pour des fins d'investissement. Ils considèrent que la compagnie fait de bonnes affaires, est progressive et fiable.

Il n'y a peut-être pas 1 % des actionnaires qui sont responsables des abus commis dans le passé que nous avons découverts. On veut s'entendre avec ceux qui ont acheté de bonne foi, avec du bon argent, des actions d'une compagnie prospère et qui ont le droit de s'attendre à ce que le gouvernement ne les ruine pas. Nous n'avons pas le droit de spolier ces gens, et c'est pourquoi nous nous sommes opposés à ceux qui voulaient, en cette Chambre, que nous nous emparions de tout sans payer.

Le gouvernement a le devoir de les traiter avec justice en s'emparant au nom de la province d'une entreprise qui leur appartenait. Nous n'avons rien à reprocher aux actionnaires. Ils recevront un remboursement équitable. Si nous pouvons traiter avec ces 30,000 actionnaires, nous leur donnerons une compensation complète pour l'argent qu'ils ont investi de bonne foi dans la compagnie. Le chef de l'opposition sait que nous avons refusé d'accepter une suggestion de méthode d'expropriation, parce qu'elle était injuste, et nous ne voulons pas que les gens paient pour ce que quelques-uns ont fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi alors le premier ministre a-t-il paralysé le paiement des intérêts aux actionnaires?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Paralyser le paiement des intérêts? Mais ce sont justement les gens que le chef de l'opposition défend qui paralysent le paiement des intérêts! À l'heure actuelle, ce sont les directeurs de la Montreal Power qui prennent \$1,200,000 de l'argent des actionnaires pour faire la lutte au gouvernement dans leur propre intérêt et conserver leur prébende le plus longtemps

possible. C'est dû à l'intervention du chef de l'opposition et de ses amis du trust.

J'ai dit qu'il y avait du banditisme, et je n'ai pas peur de le répéter, mais les actionnaires ne sont pas responsables. Les directeurs prennent maintenant \$1,200,000 de l'argent des actionnaires pour lutter contre le gouvernement dans leur propre intérêt. Ce sont eux que nous combattons et non les actionnaires dont ils volent l'argent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le premier ministre est en train de dire que les directeurs sont coupables de vol?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je dis que ces personnes, les actionnaires, ont besoin de la protection du gouvernement et, lorsque nous aurons établi la valeur de l'actif de la compagnie, nous procéderons comme il se doit. Je crois que l'Hydro proposera une entente raisonnable aux actionnaires de la Montreal Power. Ceux de bonne foi seront protégés et le gouvernement ne leur imposera pas des procès ruineux toujours faits sur le dos des porteurs d'actions des grandes compagnies, à l'avantage des directeurs de la compagnie. Ils ont acquis des droits et nous voulons les protéger.

S'il est impossible de nous entendre non pas avec les directeurs de la compagnie, mais avec les porteurs d'actions qui ont acheté de bonne foi, nous les protégerons. Si une entente est possible, ce sera à l'avantage de tout le monde. Il ne serait profitable ni à la province ni aux actionnaires de s'engager dans des procédures coûteuses devant les tribunaux. Nous sommes en faveur d'une entente convenable, comme c'est notre devoir de le faire.

Le chef de l'opposition me reproche de m'être transformé en Santa Claus en décembre dernier, parce que j'ai obtenu une réduction de taux représentant un mois d'électricité gratuite avant les Fêtes. C'est de l'un de ses ministres qu'il voulait parler, sans doute. Il devrait se souvenir de l'un d'eux qui s'habillait en Santa Claus, à la veille de Noël, afin de distribuer aux colons l'argent qui leur était dû depuis un an.

On peut même voir dans les journaux du temps la photo du "Père Auger", distribuant ces primes, ce dont il n'était nullement responsable puisque c'est le trésorier du temps qui refusait de payer les primes aux colons. Le gouvernement de l'Union nationale a fait ainsi souffrir des colons pendant des années en les faisant attendre les petits montants qui leur étaient dus. Aujourd'hui, le trésorier paie avant toute autre chose ce qui est dû aux colons.

Les réductions de taux accordées en décembre dernier étaient substantielles. Ce n'est pas une feinte comme la fameuse réduction de \$300,000 imposée par l'Union nationale à la Montreal Power sous le gouvernement précédent. Le gouvernement ne s'est pas contenté d'un simple ordre à la Montreal Power de réduire ses taux. S'il est vrai, comme le dit le chef de l'opposition, que la compagnie chargeait des millions en trop aux consommateurs, il valait mieux établir une réduction permanente que cette réduction temporaire de \$300,000.

Quant à la réduction de \$2,000,000 que vient d'annoncer l'Hydro, je le répète, ce n'est qu'un commencement de réduction générale. Lorsque la valeur du capital investi dans l'entreprise de la Montreal Light sera plus exactement connue, il y aura des réductions encore plus importantes. Il y aura également une réduction des taux du gaz, lorsque l'Hydro sera fixée sur la valeur des actifs physiques de l'entreprise du gaz. Les 1,200 employés de l'Hydro, auxquels les directeurs ne pensaient pas souvent, ont reçu \$300,000 d'augmentation de salaires et cela aussi n'est qu'un commencement, bien qu'il s'agisse là d'une somme importante.

(Applaudissements à droite)

Leur fonds de pension a aussi été solidement établi. Aujourd'hui, toute la province approuve ce que le gouvernement a fait en matière d'électricité, par la prise en charge de la Montreal Power et la création de l'Hydro, et même les journaux qui s'opposaient fermement au gouvernement, sans doute au-delà de ce qu'ils en pensaient vraiment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les journaux des trusts?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les journaux des trusts, peut-être, mais apparemment pas ceux qui approuvent le chef de l'opposition. Que ces réductions soient avant ou après les élections, peu nous importe. Nous n'essayons pas d'assurer ces avantages au peuple pour gagner nos élections, car elles sont gagnées d'avance. Nous ne les avons pas gagnées tout seuls mais avec l'aide du chef de l'opposition, et probablement pour 40 ans à venir à cause de ses promesses échevelées de 1936. Car, comme chef de parti, mon honorable ami ne peut espérer reprendre la direction de la province, à moins de s'amender considérablement.

Depuis le début de la session, il ne s'est pas amendé du tout. Il s'est opposé même aux réformes qu'il avait promises. Nous n'avons pas seulement à peu près tout accompli notre programme de 1938, mais nous avons même réalisé les promesses de

l'Union nationale. Si le Parti libéral est absolument invincible, aujourd'hui, dans la province, c'est dû non seulement à l'excellente collaboration entre les députés et les ministres et à la sagesse de nos lois, mais c'est dû surtout à la faiblesse de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dépêchez-vous de déclencher des élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les élections viendront trop vite pour l'opposition et son chef. Le Parti libéral a la confiance du peuple et il la conservera pour encore 40 années. J'ignore ce qu'il adviendra du chef de l'opposition à Trois-Rivières. Je ne dis pas que nous n'en voulons plus. Comme chef de l'opposition, il n'a pas fait trop de dommages.

Avec l'établissement de l'Hydro et la prise en charge de la Montreal Light & Power, notre gouvernement a posé les gestes les plus importants de ce siècle. Il ne veut pas en prendre le mérite. En fait, le chef de l'opposition s'est associé à l'Action libérale nationale, et ils se sont bâti un bon programme. Quant à lui, il s'est contenté de réaliser les promesses contenues dans le programme de ses adversaires. Le Parti libéral est invincible.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité des subsides est lue et agréée.

#### Voies et moyens:

##### Crédits provisoires 1944-1945 (1<sup>er</sup> /12 du budget)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés, à titre d'avance, à Sa Majesté, pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1945, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de cette province, une somme n'excédant pas \$4,920,975.00.

Adopté.

**Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

La résolution du comité est lue et agréée.

**Loi des subsides No 3,  
1944**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 24 mai 1944****Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:****Techniciens dentaires**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 179 concernant les techniciens dentaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 modifiant le Code municipal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Sommes dues par la  
Commission des liqueurs**

**M. Bourque (Sherbrooke):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 11 avril 1944 inclusivement, à combien se chiffre le total des montants dépensés, soit payés et soit impayés, par la Commission des liqueurs de Québec relativement à la publicité et concernant les annonces dans les journaux ou revues publiés dans la province de Québec ou ailleurs?

2. À qui et quand tous et chacun desdits montants ont-ils été payés ou sont-ils dus par la Commission des liqueurs de Québec?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. \$127,049.80.

2. Cette somme a été ou sera payée par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de publicité ltée à des journaux, revues, magazines et périodiques, comme suit:

Date de publication	Montant	Date du paiement
Janvier 1943 ...	\$ 4,415.37	11 fév. 1943
Février 1943 ...	3,938.45	24 mars 1943
Avril 1943 .....	1.92	10 avril 1943
	360.00	21 mai 1943
Juillet 1943 .....	8,162.11	20 sept. 1943
Août 1943 .....	17,207.31	20 oct. 1943
Sept. 1943 .....	10,863.47	1943
		\$16,877.31
		10,358.47
		835.00
Oct. 1943 .....	16,905.17	10 déc. 1943
Nov. 1943 .....	21,261.70	15 janv. 1944
Déc. 1943 .....	11,126.88	19 janv. 1944
Janvier 1944 ...	2,468.00	16 fév. 1944
Février 1944 ...	8,936.00	16 mars 1944
Mars 1944 .....	17,130.05	2 mai 1944
	\$122,776.43	
Autorisé entre le 1 <sup>er</sup> avril et le 11 avril 1944 .....	4,273.37	
	\$127,049.80	

#### Montauban-les-Mines

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** revient sur la question de la fermeture de la mine de Montauban. En réponse à l'argument que la mine a été fermée à cause d'une surproduction de zinc, il cite plusieurs témoignages, dont l'un de M. Thomas H. Miller, chef du Bureau économique des métaux, au département des Mines des États-Unis, qui prétend qu'après la guerre les États-Unis auront besoin de 200,000 tonnes de zinc par année. La fermeture n'a donc pas sa raison d'être.

#### Censure postale

**M. Talbot (Chicoutimi):** Dans certains cas, la censure des lettres retarde leur livraison de

quelques jours. Il attire l'attention de la Chambre sur le fait qu'une personne de Bellechasse, demeurant à une vingtaine de milles de Québec, a reçu de son fils, qui habite Québec, une lettre ouverte par la censure postale. Il exprime son étonnement de l'emploi de pareils procédés, proteste contre cette situation intolérable et demande au gouvernement de faire les représentations nécessaires à qui de droit.

#### Bureau de poste du parlement

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bureau de poste du parlement procède avec une lenteur exagérée dans l'expédition du courrier venant de l'opposition, alors qu'il envoie avec une rapidité exceptionnelle la littérature électorale du premier ministre, aux frais du gouvernement. Des lettres déposées à la poste, au parlement, prennent souvent deux ou trois jours à atteindre leur destination, comme Trois-Rivières, car on priorise la volumineuse littérature électorale du gouvernement et on l'expédie avant le courrier régulier. Il dit qu'il a reçu un lot de cette littérature et que le gouvernement n'a pas le droit de retarder le courrier des députés pour son propre bénéfice.

**M. Bourque (Sherbrooke)** a également remarqué un retard lorsqu'il envoie des lettres chez lui, à partir du parlement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il se peut qu'une lettre ait été en retard, mais ce n'est certes pas une coutume, puisque le chef de l'opposition est le seul à se plaindre du service postal, au parlement. Toutefois, j'attirerais l'attention du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau) sur les faits soumis. S'il est constaté qu'un retard injustifiable est apporté à l'expédition du courrier envoyé par le bureau de poste du parlement, il prendra les mesures voulues pour remédier à la situation.

Quant à l'affirmation qu'on envoyait de la littérature électorale avant le courrier régulier par l'entremise du bureau de poste du parlement, il nie énergiquement. Il est possible, dit-il, que quelqu'un ait voulu se payer la tête du chef de l'opposition et lui ait envoyé de sa littérature électorale, mais, quand le Parti libéral veut envoyer pareille littérature, il paie les frais de malle avec ses propres fonds.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Bourque (Sherbrooke)** disent qu'ils ont reçu de cette littérature.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** craint que cela n'ait eu aucun effet positif sur eux, mais c'est sans doute des envois de députés contenant quelque chose au sujet du Parti libéral. Il parlera, dit-il, de cette affaire avec l'honorable ministre des Travaux publics et de la Voirie (M. Dansereau) de qui relève le bureau de poste au parlement.

#### **Demandes de documents:**

##### **Développement des mines**

**M. Allard (Abitibi)** propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres et officiers, avec toute corporation, ou syndicat minier et toute autre personne, société ou commission, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1925 jusqu'à date et se rapportant au développement des mines dans la province.

Mon but en plaçant cette motion à l'ordre du jour, dit-il, est d'attirer l'attention du gouvernement sur le problème de l'industrie minière qui est primordiale dans la province de Québec.

La production de l'or, qui, en 1905, était de \$3,940,000, est montée, en 1942, à \$41,990,372 en fonds canadiens pour 1,090,659 onces d'or, ce qui prouve l'expansion économique dans ce domaine. Cette production de 1942 a nécessité une main-d'œuvre de 5,738 hommes auxquels a été payée une somme de \$9,954,576 en salaires, ce qui fait une moyenne de \$1,735 par homme. Voilà l'œuvre de nos 32 mines d'or de l'Abitibi et du Témiscamingue, dont trois produisent pour la première fois, d'après les statistiques officielles de 1942.

C'est l'équivalent de 70 % de la valeur totale de la production des métaux précieux qui s'est chiffrée à \$61,083,924, avec une main-d'œuvre de 9,800 hommes auxquels on a payé en salaires \$16,109,275 ou une moyenne de plus de \$1,600 par ouvrier. Les statistiques de 1942, les plus récentes que l'on ait à ce sujet, établissent que la production minière totale dans toute la province, y compris nos carrières de toutes sortes, est de \$104,404,146, avec une main-d'œuvre de 20,000 hommes. C'est une augmentation de plus de 300 % depuis 10 ans.

D'autre part, les statistiques officielles, pour la période de 1925 à 1942 inclusivement, démontrent que la production minière totale de toute la province

s'établit à une valeur de \$915,324,092.48. Or, pendant cette même période, la valeur de la production des mines du Nord-Ouest québécois et celle des profits en découlant se sont élevées, pour les métaux précieux, à \$463,325,621.22, soit par conséquent 50 % de la valeur de la production totale. Les mines d'or absorbent \$180,000,000 à elles seules, ou \$300,000,000, y compris Noranda Mines.

Le chef de l'opposition prétendait il y a quelques jours que ce progrès a commencé sous son régime. Il se trompe. C'est en 1932 que le grand essor a débuté. Lorsqu'il a été ministre des Mines, le député de Matane (M. Gagnon) a fait quelque chose, mais il aurait fait davantage probablement si la convention de Sherbrooke avait eu un autre résultat. Et, si l'Union nationale a fait quelque chose pour développer nos mines, la production est passée de \$77,000,000, en 1939, à \$104,000,000, en 1942. Mais je ne veux pas faire de politique avec cette question.

Il fait ensuite l'historique du développement minier du Nord-Ouest du Québec: 1838, le travail de pionnier de l'ingénieur Obalski; 1910, l'entrée en scène d'un jeune ingénieur gradué de Polytechnique, qui est chargé de mission dans la région de Chibougamau, devine l'immense richesse de nos ressources minières, y consacre toute sa carrière, succède à M. Théo Denis, un autre pionnier, comme directeur des mines et est aujourd'hui sous-ministre des mines de la province, M. A.-O. Dufresne.

Je suis heureux de rendre hommage en passant à M. Dufresne, qui a largement contribué au développement minier dans la province. Cependant, depuis une couple d'années, nos mines d'or ont eu beaucoup de difficulté à se procurer la main-d'œuvre et les matériaux nécessaires, car leur classement de priorités était inférieur à celui des mines de métaux basiques.

Il cite de nombreuses statistiques sur l'importance du développement minier. Avec une mise de fonds initiale de \$58,000,000, affirme-t-il, nos compagnies de mines ont versé, de 1925 à 1942, aux gouvernements fédéral et provincial, aux corporations municipales et scolaires, \$40,162,557.13 en taxes de toutes sortes, dont probablement environ \$14,000,000 au gouvernement provincial de Québec en taxes et droits (4 %) sur les profits. Ces compagnies ont contribué au développement industriel de la province dans tous les domaines.

La province a fait un bon placement en aidant l'industrie minière du Nord-Ouest du Québec. Il insiste sur les avantages de ce développement minier,

par rapport à la situation économique. Il a fallu développer des pouvoirs hydrauliques, dit-il, on a employé des quantités énormes de bois pour les travaux de surface et les travaux souterrains. Le commerce a pris un bel essor, des industries subsidiaires se sont développées. Nous avons pu donner une puissante contribution à l'effort de guerre.

En 1939, la consommation d'électricité par les compagnies minières du Nord-Ouest du Québec s'est élevée à environ 242,000,000 kwh, soit l'équivalent d'une production moyenne de 37,000 chevaux-vapeur durant cette année-là.

Il pourrait citer un nombre incalculable de firmes et maisons de gros qui font des affaires d'or, grâce à l'industrie minière, déclare-t-il. Comme résultat immédiat du développement de cette industrie minière, ne voyons-nous pas une nouvelle industrie implantée depuis quelques années à Montréal-Est? C'est la Canadian Copper Refinery, installée là par la Noranda Mines pour raffiner le cuivre de la mine Noranda.

Par contre, si l'exploitation de nos mines permet une contribution si généreuse, il ne faut pas oublier que 56 % de la production des métaux du Canada vient de propriétés minières vieilles de 30 ans et plus, 28 % de cette production, de propriétés minières de 24 ans et plus, 5 % de propriétés de 14 ans et moins.

Ici dans Québec, la situation n'est pas la même. Nos mines en production et spécialement nos mines d'or opèrent depuis 10 à 15 ans. Cependant, chaque tonne de minerai extraite est un pas de plus vers l'épuisement.

L'après-guerre nous amènera de grands problèmes que l'industrie minière contribuera à régler. Et je veux ici faire des suggestions au gouvernement. L'an dernier, des recherches géologiques de toutes sortes ont été faites par 12 équipes de géologues, mais il en faudrait 10 fois plus à travers toute notre province. Il serait également opportun d'adopter le système de "géologues résidents", attachés à un district minier déterminé. Nous devrions en avoir un à Noranda et un à Val-d'Or, pour commencer. Leur travail en serait un de collaboration, et non de concurrence, avec celui des géologues attachés aux compagnies minières. L'Ontario, cette année, fait cette expérience et je ne serais pas surpris qu'avant l'année terminée on en place d'autres à trois ou quatre endroits.

Le chef de l'opposition disait récemment que, sous le régime de l'Union nationale, les mines ont pris un essor formidable grâce aux efforts de son

ministre des Mines. Il reconnaît que l'ancien ministre des Mines, le député de Matane, a certainement fait un travail excellent durant son séjour au ministère des Mines et le félicite de la création de l'École des mines et de la mine-école de Val-d'Or.

Aujourd'hui, le travail de la prospection est si développé qu'on ne peut plus se fier au hasard. Nous avons à Québec une école des mines pour nos ingénieurs. Pour nos mineurs, nous avons la mine-école à Val-d'Or, en plein centre minier. Mais, pour nos prospecteurs, qu'est-ce que nous avons? Le gouvernement organise à chaque printemps une série de cours donnés par un ingénieur, mais il pourrait être fait mieux que cela. Pourquoi ne pas créer simplement une école d'entraînement pour la prospection? Ces cours de quatre à six mois pourraient se donner à la mine-école.

Est-ce que ce ne serait pas une amélioration que de remplacer cette mine-école par des cours subventionnés, donnés dans chacune de nos principales mines qui voudront en organiser sous la direction d'un de leurs ingénieurs et de quelques-uns de leurs contremaîtres? Il félicite le gouvernement d'avoir passé en 1941 la loi des sociétés d'exploration minière, libre de responsabilité personnelle, qui a pour but de permettre la formation de syndicats miniers avec le minimum de formalités et de dépenses.

Il devrait aussi y avoir plus d'uniformité entre les provinces dans la réglementation en ce qui a trait aux syndicats miniers, dit-il. Les mines et les gens qui y sont intéressés pour y mettre les fonds nécessaires à leur développement, ne sont pas confinés à une seule et même province. Je me demande s'il n'y aurait pas avantage d'avoir une conférence interprovinciale des procureurs généraux, au cours de laquelle on tâcherait d'en arriver autant que possible à une uniformité de réglementation, tout en tenant compte des conditions locales de chaque province et, bien entendu, sans qu'il soit question de notre part d'abandon de droits à nous garantis par la Constitution.

Nous aurions avantage à cette uniformisation, du moins avec Ontario car la plupart des gens qui investissent de l'argent dans notre développement minier viennent de l'Ontario. Si la réglementation était semblable dans les deux provinces, ces gens incorporeraient leurs compagnies de préférence dans Québec, car les droits à payer au gouvernement pour l'obtention d'une chartre sont, ici, \$200 meilleur marché que dans Ontario.

Il suggère également des amendements à la loi des valeurs mobilières. Il faudrait, dit-il,

permettre au prospecteur, dès la formation d'une compagnie organisée pour acquérir et développer sa propriété et la mettre en production, lui permettre, dis-je, de toucher immédiatement 10 % total d'actions de vendeurs (vendor's stock), qui lui est octroyée comme prix d'acquisition de sa propriété; puis dans la suite une action pour chaque action du Trésor vendue subséquemment, et cela, d'une façon automatique, sans nécessité de sa part d'avoir à en faire la demande au registraire de la loi des valeurs mobilières.

Est-ce qu'il n'y aurait pas avantage, dans les cas d'expiration des claims miniers, à remplacer le système d'affichage de l'avis par une publication de la liste des claims dans la *Gazette officielle de Québec*?

Il faudrait organiser à la mine-école de Val-d'Or un bureau de renseignements, pour les prospecteurs, comme il en existe à Amos et à Rouyn. Sans qu'il en coûte un sou à la province, on pourrait profiter de cette mine-école pour y établir une branche du bureau d'Amos et de Rouyn, où les prospecteurs et les gens des mines pourraient se procurer ou consulter les "mappes" (sic) et autres renseignements.

Le gouvernement devrait accorder annuellement un subside de 50 cents le pied pour le forage au diamant, fait exclusivement en vue de découvrir de nouveaux gisements miniers dans la province. Autres suggestions: la promotion et le financement des compagnies minières, la protection du public et en général, la construction de chemins miniers et de voies carrossables sont indispensables pour assurer l'expansion de la région minière. Le gouvernement devrait se charger entièrement de l'entretien des chemins durant l'hiver. Il conviendrait même de localiser immédiatement les pouvoirs hydrauliques nécessaires pour le développement minier d'après-guerre. La même situation se présentera aussi au point de vue forestier.

Il parle ensuite de la réduction des taxes provinciales et fédérales que les compagnies doivent payer. Il fait voir qu'une compagnie dont la production est de \$2,278,637 a payé en taxes sur les profits \$32,429.64. Si cette compagnie avait opéré en Ontario, elle aurait payé \$17,455.43. Je me demande, dit-il, s'il n'y aurait pas lieu d'améliorer la situation.

On devrait aussi stabiliser l'or. Si nous savons apporter l'organisation voulue, il n'y a aucune raison de craindre pour l'avenir de notre industrie minière et spécialement celui de nos mines d'or. La transformation de nos métaux devrait se faire dans notre au pays au lieu de l'exporter à l'état brut dans

d'autres pays. Et il faut qu'on fasse l'éducation du public relativement à l'importance de notre développement minier. Il y a de l'avenir pour les jeunes dans les mines et il importerait, dans les écoles primaires, de donner quelques notions de géologie et de minéralogie.

Notre population ne se rend pas assez compte du merveilleux développement minier de notre province et des possibilités qu'il offre pour l'avenir de notre jeunesse. Ce champ est plus prometteur que les professions libérales si encombrées. Le gouvernement doit adopter une législation appropriée pour favoriser le plus possible cette expansion considérable des mines de la province.

Il se fait l'écho des corps publics du Nord-Ouest du Québec pour réclamer un ministère des Mines autonome, dont le titulaire s'occuperait exclusivement de ce ministère. Notre province se crée une réputation et un rang très enviables dans l'industrie minière du pays, déclare-t-il. Pour les maintenir et aller de l'avant, le temps est venu, je crois, d'avoir dans la province de Québec comme dans plusieurs autres provinces un ministère distinct des Mines avec une législation progressive, agressive même.

(Applaudissements à droite)<sup>1</sup>

**M. Gagnon (Matane):** Je regrette que le député d'Abitibi (M. Allard) ait attendu aux derniers jours du dernier mois de la dernière session de la cinquième législature pour engager le gouvernement à sortir de sa torpeur en ce qui concerne l'industrie minière et pour demander au gouvernement de ne pas rester en arrière de l'Union nationale qui a imprimé un tel essor à nos mines. Il aurait dû plutôt faire ses suggestions à la première session du régime actuel.

Je ne savais pas que les ministres étaient à ce point sourds à la vérité qu'il fallût une telle masse de documentation pour les réveiller. Le gouvernement n'a pas assez apporté de souci à notre développement minier.

Le député d'Abitibi a prononcé un beau discours après avoir fait un peu trop de politique au début. Il se défend de vouloir faire lui-même de la politique avec cette question, ajoutant qu'il se contentera de faire entendre la voix éloquente des Statuts de la province pour montrer ce que l'Union nationale a fait dans ce domaine.

Le gouvernement libéral actuel se vante de son œuvre, mais il ne faut pas oublier que c'est sous l'Union nationale que nos mines ont connu le plus bel essor. Le député d'Abitibi a dit plus tôt que la



production minière de la province était rendue à \$77,000,000 en 1939. Il a toutefois omis un petit détail essentiel: c'est qu'en août 1936, à l'avènement du régime de l'Union nationale, cette production minière était de \$38,000,000, ce qui prouve qu'elle a doublé en l'espace de trois ans seulement<sup>2</sup>.

Malheureusement, l'impulsion donnée au développement de nos mines depuis 1940 n'a même pas eu le rythme de celle qu'on lui avait imprimée de 1936 à 1939, en dépit de l'activité qui a régné dans les mines qui ont produit des métaux essentiels à l'effort de guerre, comme le plomb, le zinc, le tungstène, etc.

Dès la session d'urgence d'octobre 1936, l'Union nationale a passé cinq ou six lois pour favoriser l'industrie minière. Elle a d'abord créé un département des Mines. Auparavant, il n'existait qu'un service rattaché tantôt à un département, tantôt à un autre.

**M. Allard (Abitibi):** Le député de Matane m'a injustement fait le reproche d'avoir parlé politique. Mais c'est moi qui dois lui faire ce reproche, car il fait l'histoire du développement minier à sa façon.

**M. Gagnon (Matane):** Je rends hommage au Parti libéral pour ce qu'il a fait, mais c'est l'Union nationale qui a assuré le développement minier de la province.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Si c'était vrai, l'Abitibi aurait réélu le candidat de l'Union nationale en 1939.

**M. Gagnon (Matane):** Dans la région de l'Abitibi, aucune loi ne protégeait les travailleurs des mines, il n'y avait aucune route, aucune commodité. Le gouvernement de l'Union Nationale s'est immédiatement mis à la tâche et a pris les mesures pour combler les besoins les plus urgents, afin d'assurer le développement de la deuxième industrie en importance après l'agriculture dans la province.

Aussitôt après son assermentation comme ministre des Mines, en 1936, il s'est donc rendu dans l'Abitibi et a visité notamment la région de Val-d'Or. Il y a constaté que les compagnies s'étaient fait concéder jusqu'à la surface des terrains et qu'on y pratiquait l'exploitation immobilière et non pas seulement l'exploitation minière. Les terrains se vendaient à des prix exorbitants, dit-il. Il n'y avait ni ouvriers ni trottoirs. Le territoire était dépourvu du nécessaire.

Huit jours plus tard, la Chambre était appelée à voter une loi qui créait les villages dans les villages miniers; il s'agissait d'empêcher l'exploitation des ouvriers par des compagnies qui vendaient à raison de \$500 à \$1,000 le lot de 50 pieds par 100 des terrains concédés par la couronne à 50 cents l'acre aux ouvriers qui voulaient se construire une maison sur le lieu de leur travail. La loi rendait à la couronne ses droits sur la surface des concessions minières, permettait l'érection de villages hygiéniques et stipulait que la concession des terrains ne se ferait à l'avenir pour aucune fin autre que celle de l'exploitation minière.

En incorporant la ville de Val-d'Or, cette localité minière se trouvait ainsi organisée et sortait de son ancienne frontière. Val-d'Or est aujourd'hui devenue l'une des petites villes les plus progressives de l'Abitibi. Cette politique de villages miniers a été la première appliquée en Amérique du Nord et a été admirée par les plus hautes autorités.

C'est également à la session d'urgence que l'Union nationale a fait voter une loi permettant au gouvernement d'encourager les recherches de nappes de pétrole en Gaspésie, ce qui a attiré les géologues sur ce territoire ainsi que l'Imperial Oil, et une loi donnant un premier essor à l'industrie de la tourbe. Il énumère d'autres lois votées sous l'Union nationale en vue du développement de nos ressources naturelles. Ces lois, dit-il, avaient trait à la refonte complète de la loi des mines, à l'exploitation des gisements de fer titané, etc.

Il dit ce que l'Union nationale a fait pour mettre à la disposition de l'industrie l'électricité à bon marché et rappelle la création du Syndicat national de l'électricité, en 1937, la construction du barrage de la rivière Outaouais, ainsi qu'un réseau de 4,000 milles de chemins de mines. En 1936, dit-il, l'électricité se vendait \$55 le cheval-vapeur dans les régions minières, tandis qu'après trois ans de régime de l'Union nationale le prix était baissé à \$40 le cheval-vapeur.

C'est également l'Union nationale qui a permis la fondation d'une école des mines et de métallurgie avec un octroi de \$100,000 à perpétuité et d'une mine-école pour la formation de techniciens et d'ouvriers expérimentés, avec un octroi de plusieurs bourses d'études qui ont permis à des jeunes gens bien doués de se créer des situations enviables dans l'industrie minière.

C'est l'Union nationale qui a opéré la refonte de la loi des mines, qui a construit des routes minières, organisé des villages miniers en municipalités et qui a commencé à construire la route si importante de Mont-Laurier-Senneterre dont se vantent les libéraux. D'ailleurs, cette route a eu une

influence bienfaisante sur le développement de l'Abitibi et du Témiscamingue. En 1939, les compagnies minières versaient \$11,000,000 en salaires dans l'Abitibi, et la production a doublé de 1936 à 1939.

Bref, il est incontestable qu'en l'espace de trois ans seulement l'Union nationale a imprimé un essor extraordinaire à l'industrie minière dans la province et lui a ouvert la voie à tous les progrès. Il déplore les restrictions qui ont été imposées par le fédéral, à cause de la guerre, à la production de l'or et des autres métaux précieux, alors que les compagnies qui produisent des métaux essentiels à l'effort de guerre ont bénéficié de toutes les priorités. Le gouvernement fédéral a laissé fermer les mines d'or au moment où les dépenses de la guerre se paient en or, dit-il. Il se dit également en faveur du maintien de l'étalon-or, gage de prospérité pour nos mines.

Le député d'Abitibi, dit-il, a raison de souligner l'importance de l'industrie minière, de ses richesses et des possibilités qu'elle recèle pour l'après-guerre. Malheureusement, ce domaine a été grandement négligé depuis cinq ans. On a confié le département des Mines au ministre du Travail. Or, le Travail suffit, à lui seul, pour absorber le temps d'un ministre. Il ne peut normalement avoir la situation en main. Le résultat, c'est que le département des Mines a été négligé.

On a abandonné la politique des chemins de mines appliquée par l'Union nationale, qui sont l'une des conditions indispensables du progrès de nos mines. Nous avons obtenu une collaboration généreuse d'Ottawa, en particulier de M. Crerar, pour la construction de ces chemins. M. Crerar a collaboré loyalement avec l'Union nationale, sans réclamer le sacrifice d'aucune parcelle de notre autonomie.

Comment se fait-il que le gouvernement actuel n'ait pas obtenu la même collaboration d'Ottawa? Il n'a rien obtenu du fédéral pour les mines de la province de Québec. Il réclame la poursuite de cette politique des chemins miniers.

À l'heure actuelle, affirme-t-il, le développement minier phénoménal de l'après-guerre en ce qui a trait aux mines est déjà commencé. Je suggère au gouvernement de remédier à la rigidité de nos lois de valeurs mobilières qui nuit à ce développement et de les adapter aux circonstances nouvelles. On devra veiller à ne pas décourager l'industrie minière; il importera de la contrôler sans la surtaxer, de façon à ne pas tuer la poule aux œufs d'or.

Il est vrai que des épargnants ont perdu de l'argent dans les mines. Certes, il faut continuer d'être sur ses gardes, mais il est bon de se rappeler qu'il n'y a peut-être pas eu 1 % de mauvaise perte avec le

montant énorme des capitaux investis dans l'industrie minière. Nos lois de valeurs mobilières pouvaient être excellentes en 1936 ou 1937, mais elles ne répondent plus à la situation. Il faut leur donner plus de souplesse.

Il réclame encore, dans l'intérêt du développement minier, la nomination d'un ministre qui s'occupera exclusivement du département des Mines, avec un titulaire compétent, actif et progressif. Au cours de la présente session, dit-il, j'ai préconisé l'érection en ministère distinct du département des Mines. Le premier ministre a paru m'approuver, mais aucune loi n'a encore été présentée. Qu'il se hâte, la session achève.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ça va venir.

**M. Gagnon (Matane):** Je vois plusieurs députés qui soupirent après un ministère. Il y a lutte entre le député d'Abitibi (M. Allard) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Guerin) à ce sujet.

Le gouvernement fédéral retire des impôts trop élevés sur les compagnies minières, ce qui retarde le développement de l'industrie. Les mines sont des ressources naturelles qui appartiennent exclusivement aux provinces.

Le principal revenu des impôts devrait donc être versé aux provinces, mais ce n'est pas le cas. La mine Noranda, par exemple, paie \$500,000 à la province de Québec et \$3,000,000 au fédéral. Il faudrait donc réduire les taxes imposées aux compagnies de mines.

Il faut aussi établir des échelles de salaires raisonnables pour tous les ouvriers qui travaillent dans les mines et les protéger par des lois sécuritaires.

Notre sous-sol recèle des milliards en minéraux parmi les plus recherchés: or, cuivre, zinc, fer, titane, chrome, tungstène, molybdène, etc. Il faut de toute nécessité pourvoir sans délai à l'exploitation de ces richesses inappréciables qui dorment encore. La région de Chibougamau constitue l'un des champs aurifères les plus riches du dominion. On devra adopter une politique de grande voirie minière pour rendre ces richesses exploitables, ce que l'Union nationale avait inauguré avec la collaboration du pouvoir fédéral mais que le gouvernement actuel a négligé de continuer.

L'industrie minière est le salut de la nation en temps de guerre; elle le restera en temps de paix. J'espère que le gouvernement ne se contentera pas de déposer la correspondance demandée par le député

d'Abitibi, mais qu'il déposera aussi des fonds suffisants pour l'expansion minière, car le budget de 1944-1945 attribué aux mines est le plus bas qui ait été présenté depuis 15 ans.

Les partis politiques devraient observer une trêve dans l'intérêt du développement des Mines comme pour le progrès de l'éducation. L'opposition, pour sa part, est prête à voter n'importe quel montant pour le progrès de nos mines, du moment que les propositions qu'on nous fera seront à base de compétence et d'intégrité.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** propose que le débat soit maintenant ajourné.  
Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 24 mai 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Dépôt de documents:

##### Commission des eaux courantes

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** dépose sur le bureau de la Chambre le trente-deuxième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1943. (Document de la session no 80)

#### Questions et réponses:

##### Dépenses pour le camp du lac à l'Épaulé

**M. Talbot (Chicoutimi):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 11 mai 1944

inclusivement, combien le gouvernement a-t-il dépensé relativement au camp du lac à l'Épaulé, dans le parc national des Laurentides?

2. En quoi ont consisté cesdites dépenses?

3. Quand toutes et chacune de ces dépenses ont-elles été faites?

4. À qui ont été payées toutes et chacune desdites dépenses?

5. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 11 mai 1944 inclusivement, à qui ce camp a-t-il été loué, ou prêté, et à quelles conditions dans chaque cas?

#### **L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):**

1. Du 1<sup>er</sup> janvier 1940 au 11 mai 1944, le gouvernement a dépensé la somme de \$669.36 pour le camp Devlin au lac à l'Épaulé.

2. Entretien, nettoyage et éclairage du camp.

3. 1940

1940 .....	\$175.48
1941 .....	168.43
1942 .....	184.01
1943 au 11 mai 1944 .....	<u>141.44</u>

Total..... \$669.36

4. McColl Frontenac, William Doyle, Alexis Talbot, menuisier, R. Jolin, Eugène Lachance, plombier.

5. 478 personnes, résidents et non-résidents, ont réservé le camp Devlin au lac à l'Épaulé au cours de la saison 1943, au tarif de \$6 par jour par personne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne donne aucune réponse qui soit précise ou complète. Le ministre de la Chasse et des Pêcheries (M. Bienvenue), dans sa première réponse, a donné la somme de seulement \$669, ce qui est complètement faux. Je tiens de source bien informée qu'on a dépensé \$12,991 uniquement en 1941 et que plus de \$4,000 de ce montant est allé à François Jobin, alors qu'un autre curieux \$400 a été payé à J.-L. Demers.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse), l'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur), l'honorable M. Godbout (L'Islet), M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Gagnon (Matane) et M. Bourque (Sherbrooke)** discutent brièvement du camp en question; de divers autres camps probablement concernés; les noms de ces camps; où, quand et par qui ils ont été construits, les coûts impliqués, etc.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des réponses précises.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** réitère qu'il a répondu aux questions, comme on lui a demandé, et suggère qu'à l'avenir l'opposition pose ses questions de façon claire et adéquate.

#### **Projets de loi:**

##### **Techniciens dentaires**

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant les techniciens dentaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Développement des mines**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 2 février dernier, sur la motion proposée le même jour par le représentant d'Abitibi (M. Allard): Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres et officiers, avec toute corporation, ou syndicat minier et toute autre personne, société ou commission, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1925 jusqu'à date et se rapportant au développement des mines dans la province.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Je félicite les députés d'Abitibi (M. Allard) et de Matane (M. Gagnon) du ton élevé qu'ils ont maintenu dans la discussion et remercie aussi ce dernier des félicitations qu'il lui a offertes à l'occasion d'un événement heureux dans sa famille<sup>3</sup>.

Le député d'Abitibi a soulevé une question d'une extrême importance, déclare-t-il. On l'a dit et répété avec raison: le sous-sol de la province renferme des richesses supérieures même, de l'avis de certains experts, à celles de la surface du sol. Il y va donc de notre intérêt que le département des Mines s'emploie à assurer le rendement le plus complet de ce sous-sol.

Et je tiens à dire que tous les gouvernements provinciaux, depuis quelques années, se sont rendu compte de l'extrême importance de l'exploitation de nos mines. Il y a eu d'immenses progrès depuis le début en 1881, quand le département des Terres n'avait qu'un seul ingénieur à son service, jusqu'à la date de 1936, moment de l'établissement d'un département des Mines par le gouvernement de l'Union nationale.

Il est vrai que mon honorable ami de Matane a accompli une œuvre quand il était ministre des Mines de 1936 à 1939, mais, d'un autre côté, il ne faut pas oublier que les gouvernements libéraux ont également une œuvre à leur crédit dans le développement des ressources minières comme dans les autres domaines et que le gouvernement actuel ne s'est aucunement désintéressé de ce domaine d'activité. Il a, lui aussi, établi un service distinct pour les mines.

Il est vrai qu'à cause de la guerre et le manque de main-d'œuvre certaines de nos mines ont dû restreindre considérablement leurs opérations ce sur quoi le gouvernement n'a aucun contrôle. Mais cette situation spéciale n'a pas empêché un développement assez considérable. Et, comme ce ne sont que des circonstances passagères, la guerre terminée, personne ne doute que notre Nord-Ouest québécois va voir une prospérité considérable dans le domaine minier.

Le député de Matane a énuméré les lois adoptées par l'Union nationale relativement aux mines et il a pris soin de noter que cette législation au bénéfice de l'expansion minière dans la province avait été adoptée à l'unanimité de la Chambre. Par ailleurs, le gouvernement Godbout a continué d'accorder des bourses et à verser des octrois à l'école des mines.

En 1910, la valeur de notre production minière a été de \$7,000,000; en 1930, elle était de \$41,000,000; en 1940, de \$86,000,000; et en 1943, de \$100,830,000. Ces quatre statistiques en disent beaucoup plus que le plus grand discours; elles prouvent qu'en dépit de la période de guerre, de la rareté de la main-d'œuvre et des priorités de guerre, la production minière a continué d'augmenter. Le gouvernement libéral a donc continué les œuvres de l'Union nationale dans ce domaine et a fait un excellent travail même dans un temps difficile.

Après la guerre, lorsque les conditions seront redevenues normales, les prospecteurs et tous ceux qui s'intéressent aux mines dans notre province peuvent être assurés que le gouvernement appuiera leurs activités de toutes ses forces, car c'est son

intention de développer le plus possible cette région si riche d'avenir qu'est notre nord-ouest minier.

Le député de Matane a dit qu'il a obtenu la collaboration du fédéral pour la construction de chemins de mines et que le gouvernement actuel ne reçoit plus rien. Soyons justes. Il est bon de faire remarquer qu'à ce moment le gouvernement fédéral a donné beaucoup d'argent à l'Union nationale, de 1936 à 1939, mais c'était pour l'aider à remédier au chômage. Le chômage a disparu, du moins officiellement depuis, et les octrois ont été discontinués. Mais, sur les instances du gouvernement du Québec, la province a obtenu malgré tout des octrois substantiels d'Ottawa, particulièrement en 1941-1942 et 1942-1943 pour la construction de chemins de mines.

De 1925 à nos jours, 1,006 milles<sup>4</sup> de chemins miniers ont été construits dans la province, au coût de \$5,410,000, la plupart sous les gouvernements libéraux, ce qui place la province au premier rang de la Confédération dans ce domaine. Il me semble toutefois que le pouvoir central devrait faire davantage pour le développement des mines dans notre province.

Je m'accorde parfaitement avec le député de Matane au sujet de taxes payées par les compagnies minières à Ottawa et à Québec et quand il dit que les ressources naturelles doivent bénéficier avant tout à la province. Nous devrions retirer des profits plus considérables. Au gouvernement fédéral, ces compagnies paient \$3,000,000 par années et seulement \$300,000 à Québec. C'est une situation injuste qu'il conviendrait de corriger.

Nous avons fait et nous continuons de faire des représentations énergiques à Ottawa pour que les ressources naturelles de la province soient exploitées d'abord à l'avantage du développement de la province elle-même. Le gouvernement fédéral devrait tout au moins fournir une aide plus considérable pour le développement de nos mines. Il souhaite aussi que la loi sur les ressources pétrolifères de la Gaspésie obtiennent de magnifiques réalisations.

Je remercie également le député d'Abitibi de ses suggestions qui recevront notre meilleure attention, continue-t-il. Les ressources naturelles doivent servir à l'avantage de la province d'abord. C'est la politique du gouvernement, qui ne se contente pas de la prêcher mais qui la pratique.

Au sujet des amendements réclamés à la loi des valeurs mobilières pour la rendre plus souple cependant, c'est là un domaine très délicat où il ne faut s'engager qu'avec beaucoup de prudence, et ne

faire des modifications qu'à la suite d'une mûre réflexion, de peur de causer préjudice à des personnes qui n'ont pas le moyen de faire de la spéculation.

L'idée qui a présidé à la préparation de la loi des mines est une idée essentiellement démocratique. Le législateur a voulu, par cette loi, que l'exploitation des mines soit accessible à tous, petits et gros. Le gouvernement veut que la loi des mines reste conforme à cette idée démocratique afin que celui qui porte le poids du travail en récolte les fruits. Quant aux personnes qui ont des fonds disponibles, elles font œuvre utile en les plaçant dans les mines, car c'est une activité qui fait vivre une population considérable.

Depuis 1927, on a retiré une somme de \$463,000,000 de l'exploitation de nos ressources minières, reçu \$117,000,000 en dividendes et \$40,000,000 en taxes.

Je veux que toute la Chambre se rende compte que le gouvernement attache énormément d'importance au développement de nos mines et qu'il entend apporter une attention particulière à ce domaine. Depuis le début de cette guerre, les activités minières ont été ralenties, mais nous voyons poindre la période de paix durant laquelle le gouvernement prendra les mesures appropriées pour assurer l'essor nécessaire à l'industrie minière.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

## Projets de loi:

### Loi de l'enseignement spécialisé

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de l'enseignement spécialisé (S. R. Q, 1941, chapitre 63), modifié par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 15, est de nouveau modifié en ajoutant le paragraphe suivant:

"7° L'École des arts graphiques."

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Ce projet a pour but de classer comme école technique l'École des arts graphiques actuellement établie comme école d'arts et métiers. En conséquence, le directeur de l'École des arts graphiques, M. Louis-Philippe Beaudoin, devient membre du Conseil supérieur de l'enseignement technique de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une autre loi qui ne vaut pas grand-chose et qui occasionnera de nouvelles dépenses. Le gouvernement, à la veille des élections, veut encore favoriser des amis en créant des positions nouvelles. Qui est directeur de l'enseignement technique et qu'est-ce qu'on apprend, à cette école?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** C'est M. Édouard Montpetit, l'éminent secrétaire général de l'Université de Montréal. Il profite de l'occasion pour dire qu'il est heureux d'informer la Chambre que la santé de M. Montpetit s'est beaucoup améliorée et il ajoute espérer le revoir bientôt en pleine santé. L'École des arts graphiques, dit-il, où on enseigne l'art de l'imprimerie moderne, compte 60 élèves réguliers aux cours de jour et 350 aux cours du soir. Cette école est unique en son genre dans le pays.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des pensions.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

Il propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

#### En comité:

Présidence de M. Potvin (Roberval)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le gouvernement la présente par souci de se rapprocher constamment de la perfection.

Il propose: 1. Que l'article 29 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13) soit modifié:

*a.* en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, le mot "quinze" par le mot "cinq";

*b.* en remplaçant, dans la cinquième ligne dudit alinéa, le mot "loi" par le mot "section".

Cet article, dit-il, a pour but de réduire à cinq ans le délai de 15 ans après lequel un fonctionnaire bénéficiant des dispositions de la section I de la loi des pensions a droit de continuer à contribuer sous ce régime, même s'il accepte un emploi qui n'est pas visé par cette section. En vertu de l'amendement apporté à la loi, un homme pourra changer d'emploi, pour améliorer son sort, et continuer à bénéficier des avantages de la section à laquelle il appartenait précédemment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'objecte à la réduction du délai de 15 ans à cinq ans. Le gouvernement, affirme-t-il, veut protéger certains employés qu'il a placés à son arrivée au pouvoir et que l'Union nationale sera forcée de mettre à la porte en reprenant le pouvoir.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Que l'article 45 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 10, soit de nouveau modifié en ajoutant au paragraphe 9<sup>e</sup> l'alinéa suivant:

"j. de la Commission de relations ouvrières de la province de Québec".

Adopté.

3. Que l'article 62 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, soit modifié en insérant dans la troisième ligne, après le mot "précédent", les mots et chiffres "ou de l'article 21".

Adopté.

4. Que l'article 67 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 10, soit de nouveau modifié en ajoutant dans la cinquième ligne, avant les mots "en donnant", les mots ", une école technique ou une école d'arts et métiers".

Adopté.

5. Que l'article 71 de ladite loi, édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 10, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots et chiffres "avant le premier janvier 1944" par les mots et chiffres "avant le premier juillet 1944".

Adopté.

6. Que ladite loi soit modifiée en insérant, après l'article 72 ajouté par l'article 11 de la loi 7 George VI, chapitre 10, les suivants:

"73. Tout fonctionnaire qui, le premier avril 1942, était en congé pour cause de service actif dans les forces armées de Sa Majesté ou de ses alliés, peut se prévaloir des dispositions de l'article 71 dans les six mois suivant la date d'expiration de ce congé.

"74. Tout fonctionnaire auquel s'applique la section I ou la section II de la présente loi et qui accepte une fonction ou un emploi visé par la présente section, a droit, s'il ne bénéficie pas des dispositions de l'article 29, de faire compter, pour fins de pension, ses années de service antérieures à sa permutation.

"75. Tout fonctionnaire qui, après au moins huit ans de service, accepte une charge du gouvernement à laquelle la présente loi ne s'applique pas, continue à être considéré comme fonctionnaire pour les fins de la présente section pourvu qu'il verse la contribution visée à l'article 52.

"Cependant, si la loi qui régit la charge que ce fonctionnaire accepte prévoit une pension pour le titulaire, celui-ci doit opter entre les dispositions de ladite loi et celles de la présente loi. Cette option est exercée par avis écrit donné au trésorier de la province dans les deux mois suivant la nomination."

Adopté.

7. Que la pension de retraite prévue à la section III de la loi des pensions, édictée par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifiée par la loi 7 George VI, chapitre 10, puisse être accordée, sans contribution, par le lieutenant-gouverneur en conseil à toute personne qui a été nommée fonctionnaire ou employé du gouvernement avant le premier avril 1942, reçoit un traitement annuel fixe de trois cent soixante à six cents dollars et, sous tous autres rapports que le traitement, est dans les conditions voulues pour avoir droit à une pension en vertu de ladite section III en faisant compter toutes ses années de service, y compris celles antérieures au premier avril 1942.

Adopté.

8. Que les résolutions 1 et 3 aient effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1942.

Adopté.

9. Que la résolution 2 ait effet à compter du 3 février 1944.

Adopté.

10. Que les articles 74 et 75 de la loi des pensions, édictés par la résolution 6 ci-dessus, aient effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1942.

Adopté.

11. Que, dans le cas d'un fonctionnaire ayant permuté entre le 1<sup>er</sup> avril 1942 et l'entrée en vigueur de la présente loi, le délai pour donner l'avis d'option prévu aux articles 29 et 75 de la loi des pensions soit de deux mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Adopté.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la remise de l'adoption des résolutions en disant qu'il aurait un amendement à proposer.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié:

*a.* en remplaçant dans le paragraphe 4, dans la deuxième ligne, le mot "seize" par le mot "quatorze";

*b.* en remplaçant dans le paragraphe 4, dans la cinquième ligne, le mot "quatre" par le mot "deux".

2. L'article 5 est modifié:

*a.* en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "deux" par le mot "un";

*b.* en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "seront élus" par les mots "sera élu".

2. *Le Soleil* du 25 mai 1944, à la page 8, rapporte que le député de Matane aurait dit que la production minière a doublé dans les trois ans du gouvernement de l'Union nationale puisqu'elle est montée de \$30,000,000 à \$67,000,000, de 1936 à 1939.

3. Selon *L'Événement* du 25 mai 1944, à la page 4, M. Hamel est grand-père depuis la veille.

4. *Le Devoir* du 25 mai 1944, à la page 10, mentionne 1,600 milles.

**Projets de loi:****Loi de pharmacie  
de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Les amendements sont lus.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 heures.

---

**NOTES**

1. Selon *Le Devoir* du 25 mai 1944, à la page 10, le discours du député d'Abitibi (M. Allard) a été écouté par une Chambre distraite et aux trois quarts vide.



## Première séance du jeudi 25 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

Respect de la loi  
du dimanche à Chicoutimi

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le gouvernement a-t-il nommé un inspecteur pour faire respecter la loi du dimanche dans le comté de Chicoutimi?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Combien a été payé, à date, à cet inspecteur et quel a été son salaire jusqu'à date?

c. Ledit inspecteur a-t-il fait un ou des rapports écrits au gouvernement au sujet de ses activités, et, dans l'affirmative, quand?

2. Combien de poursuites ont été intentées par le gouvernement de la province relativement à l'observance du dimanche dans le comté de Chicoutimi, depuis le 8 novembre 1939 inclusivement jusqu'au 11 mai 1944 inclusivement?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** 1. Oui. M. Thomas Boivin, de Chicoutimi.

a. Le 1<sup>er</sup> septembre 1942.

b. Traitement annuel de \$1,200; traitement et dépenses de voyage payés jusqu'au 15 mai 1944 inclusivement, \$2,059.04.

c. Oui, les 17 février 1943, 5 février 1944 et 19 février 1944.

2. Aucune.

## Projets de loi:

Loi de pharmacie  
de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

**M. Choquette (Montmagny)** propose que ces amendements soient maintenant acceptés<sup>1</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se déclare contre la centralisation. Il demande que la Chambre basse accorde ce qui est une juste représentation au district de Québec en lui attribuant quatre membres dans le conseil du Collège des pharmaciens, au lieu de deux. En créant un organisme d'un caractère provincial, dit-il, il ne faut pas considérer simplement le nombre, mais aussi les régions. Parce que la grande majorité des pharmaciens sont dans la ville de Montréal, il se pourrait qu'ils choisissent parmi eux tous les gouverneurs. Il faut décentraliser.

Lorsque ce projet est venu au comité des bills publics, nous l'avons amendé afin que les pharmaciens de Québec aient une représentation plus forte au sein du conseil du Collège des pharmaciens de la province de Québec. Le Conseil législatif l'a amendé de nouveau, et nous ne devrions pas accepter les amendements de la Chambre haute.

Le Conseil législatif a la mauvaise habitude de faire obstacle aux lois que vote l'Assemblée législative. Il frappe quand bon lui semble, ne respecte pas les prérogatives des représentants du peuple, se mêle de questions qui ne sont pas de sa compétence. Il devrait se rappeler qu'il ne peut ignorer la volonté des députés de la Chambre. Les droits de Québec sont lésés par une majorité qui n'a même pas de contact avec le peuple.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)**<sup>2</sup> donne raison au chef de l'opposition au sujet de la décentralisation. Par ailleurs, dit-il, le principal changement qui a été fait par le comité des bills publics de l'Assemblée législative avait trait à la représentation des diverses régions dans le bureau des gouverneurs. Notre comité a changé le projet que proposait le Collège des pharmaciens en ce qui concerne la représentation des régions de la province dans le bureau des gouverneurs, mais le Conseil législatif a rétabli le bill tel qu'il a été présenté, car, depuis l'adoption du bill à la Chambre basse, on a fait une étude de la représentation des régions, dans le conseil d'administration, et tous les pharmaciens sont contents de la loi telle qu'amendée par le Conseil législatif.

Ainsi, le bill accorde une représentation dans les proportions suivantes: 10 membres du conseil pour le district de Montréal, qui comprend 440

pharmaciens (1 sur 44); 2 pour Québec, qui compte 54 pharmaciens (1 sur 27); Sherbrooke et son district comptent 35 pharmaciens, il est représenté au conseil par 1 membre; et le district de Trois-Rivières avec ses 18 pharmaciens sera représenté par 1 membre dans le conseil. Je crois que la proportion est bien gardée et je suis d'avis que le projet originaire donne satisfaction à toutes les régions de la province, puisque la représentation est plus équitable.

**M. Gagnon (Matane)** souligne le danger de donner une trop forte représentation à une région. En 1938, dit-il, le conseil du Barreau, grâce à l'influence prépondérante de Montréal, a imposé la loi du stage. Cette année, il a fallu revenir au *statu quo*. Dans le domaine de la pharmacie, pareille situation pourra se produire. Pourquoi mettre de côté un désir unanime de l'Assemblée législative?

La motion est adoptée après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Loi des pensions

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des pensions soient maintenant agréées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Ces amendements sont de nature à créer du favoritisme et à établir en permanence dans le service civil des créatures du gouvernement. Ils sont de nature à favoriser les amis du régime et la loi n'a pour but que de créer des places. Par ailleurs, les contributions des fonctionnaires civils devraient être versées à un fonds spécial dont les argents seraient placés à intérêt et non pas au fonds consolidé de la province comme c'est le cas présentement, car il n'existe aucun fonds à l'heure actuelle. L'argent qui provient des fonctionnaires civils, jusqu'à près de \$1,000,000 par année, va dans le revenu consolidé de la province et les pensions sont payées à même le fonds consolidé du revenu. C'est une taxe déguisée. Il serait préférable que les contributions salariales soient versées à un véritable fonds de pensions; l'intérêt qu'elles généreraient permettrait de gonfler le fonds, plus les contributions gouvernementales.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** n'est pas d'accord avec cette idée. Le système préconisé par l'opposition a

déjà été mis à l'essai par différentes associations, dit-il, dont le plus bel exemple en est le fonds de pension des enseignants. Au bout de quelques années, le fonds était en déficit à un point tel que le gouvernement a dû racheter entièrement la pension des enseignants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le fonds de pension des enseignants n'a pas échoué parce que le principe n'était pas bon.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)**: La pratique du placement de ces contributions dans le fonds consolidé offre un placement bien plus sûr pour les employés qu'un fonds spécial. Elle comporte une meilleure garantie et plus de profits pour les fonctionnaires. Ces contributions des fonctionnaires représentent \$1,000,000 et les pensions versées, \$400,000, mais la quote-part du gouvernement est supérieure de beaucoup à la moitié des contributions payées par les employés de la province.

**M. Chaloult (Lotbinière)**: Ce bill est suspect. Il est amené trop tardivement, à ces dernières heures de la session.

**M. Lorrain (Papineau)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: l'Assemblée législative de Québec considère que les employés civils de la province ont droit à un système de pension juste et efficace, mais elle est d'opinion que les résolutions relatives au bill 35 modifiant la loi des pensions sont dépourvues de ces qualités nécessaires.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour**: MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre**: MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lawn, Marler,

Mathewson, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 modifiant la loi des pensions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition n'a pas l'intention de répéter les arguments qu'elle a invoqués contre la mesure durant l'étude des résolutions. Afin de hâter la procédure, il consent à ce que le bill subisse séance tenante ses trois lectures, parce que le projet de loi n'est que la répétition des résolutions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Les fonctionnaires, dit-il, obtiennent un nouveau délai, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1944, pendant lequel ceux qui ne l'ont pas encore fait pourront donner l'avis requis pour faire compléter leurs années de service antérieures au 1<sup>er</sup> avril 1942.

Les fonctionnaires en congé militaire obtiennent un délai de six mois après l'expiration de ce congé pour bénéficier des dispositions qui permettent de faire compter les années de service antérieures au 1<sup>er</sup> avril 1942. D'après la loi, la période de congé militaire compte sans contribution.

Les fonctionnaires nommés avant le 1<sup>er</sup> avril 1942 peuvent obtenir une pension sans contribution, s'ils reçoivent un traitement de \$360 à \$600 et auxquels, par conséquent, la loi des pensions n'est pas applicable pour ce seul motif. En général, ces traitements réduits avaient été accordés, vu l'impossibilité d'attribuer une pension. Cette pension ne sera pas fixée d'après le traitement réduit, mais suivant le traitement moyen des dix années les mieux rémunérées.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que",

dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: l'Assemblée législative de Québec réclame pour les employés civils de la province un système de pension qui leur rendra pleine et entière justice, mais elle considère que le bill 35 modifiant la loi des pensions donne lieu au favoritisme politique, à l'inexactitude du bilan financier de la province et qu'il est injuste pour la grande majorité des employés civils.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, 34.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamoutaska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, 33.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: l'Assemblée législative de Québec réclame pour les employés civils de la province un système de pension qui leur rendra pleine et entière justice, mais elle considère que le bill 35 modifiant la loi des pensions donne lieu au favoritisme politique, à l'inexactitude du bilan financier de la province et qu'il est injuste pour la grande majorité des employés civils.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Jodoin, Joyal, Lapointe, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robinson, 34.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

Ainsi, la motion principale est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La santé du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) s'est beaucoup améliorée et, selon les rapports, il peut maintenant assister aux séances et défendre les crédits budgétaires de son ministère. Si cette information est exacte, c'est donc dire qu'il n'y a aucune raison que le ministre des Terres et Forêts fasse le travail à sa place et subisse toutes les critiques et soit la cible de tout le blâme. Il refuse donc d'étudier le budget de ce ministère en l'absence du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette).

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le ministre du Travail est malade et il ne pourra pas venir en Chambre d'ici à la fin de la session. Il est absolument hors de question pour l'instant qu'il se présente ici pour s'occuper des crédits de son ministère.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** consent à procéder.

La motion est adoptée. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil supérieur du travail (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La rumeur veut que le premier ministre se présente dans le comté de Missisquoi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** répond qu'il n'a jamais songé à abandonner son comté de L'Islet pour briguer les suffrages dans une autre division électorale, en dépit des offres nombreuses qui lui ont été faites ailleurs. Il se présentera donc dans son comté de L'Islet où il sera réélu par la plus forte majorité qu'il n'ait jamais obtenue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a jamais eu tant de conflits ouvriers, dans la province, que sous le gouvernement actuel. À mon avis, il règne un malaise parmi la classe ouvrière et cela dépend surtout du fait que le gouvernement provincial est l'esclave de celui d'Ottawa et que nos ouvriers reçoivent des salaires bien inférieurs à ceux des ouvriers des autres provinces pour un travail équivalent.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les industries de guerre, qui ont pris une rapide expansion depuis le début du conflit, paient des salaires beaucoup plus élevés que ceux que reçoivent les ouvriers des autres industries. Ces derniers se sont trouvés malheureux et ont élevé des protestations qui ont abouti parfois à des grèves. Mais la situation s'est beaucoup améliorée depuis que le gouvernement a fait voter sa nouvelle législation ouvrière.

D'autre part, le gouvernement réussit, dans ses revendications auprès d'Ottawa, à maintenir les prérogatives et les droits de la province. Le fédéral doit exercer un contrôle sur les industries de guerre, mais la province garde son contrôle sur les autres industries.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission de l'assurance-chômage refuse de payer les prestations aux ouvriers qui sont en état de s'enrôler dans les forces armées, à moins qu'ils ne présentent un certificat attestant qu'ils sont inaptes au service militaire. Il dénonce de nouveau la loi de mobilisation, qu'il dit être la loi de conscription la plus hypocrite, la plus canaille et la plus perfide que le Canada n'ait jamais eue. Cette loi, dit-il, est plus insidieuse que la loi de 1917 qui était une loi d'exemption.

La loi King, dite de mobilisation, emploie comme instrument de recrutement le Service sélectif et l'assurance-chômage. Par des décrets ministériels, on oblige le père à dénoncer son fils et on place l'assuré de l'assurance-chômage dans l'alternative de s'enrôler ou de se voir refuser les primes de chômage.

Il blâme l'inaction du gouvernement Godbout à ce propos.

L'Union nationale a eu raison d'avertir le peuple en 1939, déclare-t-il. Nous avons eu raison de risquer le pouvoir afin de sauver notre population.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** rappelle au chef de l'opposition le souvenir d'une récente enquête Gallup, au sujet des chances des partis provinciaux lors des prochaines élections.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien. Parlons-en de l'enquête Gallup. Ceux qui font partie de cette organisation sont des gens qui travaillent pour le fédéral, ont des contrats du fédéral et font de la politique consciemment, ou inconsciemment, ce qui est encore pire.

Que dit la récente enquête Gallup? Elle dit que les rouges sont tombés de 75 % à 38 % dans la province de Québec. Cette organisation alimentée par le Parti libéral, disposée à faire tout son possible pour tout ramasser en faveur des libéraux, dit: Ils n'ont que 38 %! Et remarquez bien que cette enquête est faite indirectement par le fédéral. Elle ne trouve que 38 %.

L'enquête démontre donc que 62 % de la population est contre le Parti libéral, et on s'arrange pour distribuer cela entre plusieurs partis parce qu'il est dans l'intérêt du gouvernement de diviser l'opposition. Le gouvernement est obligé à s'accrocher à l'enquête Gallup parce qu'il a peur du peuple. Il réitère sa déclaration d'indépendance à l'endroit de tous les partis politiques fédéraux.

La résolution est adoptée.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité des subsides est lue et agréée.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

### Deuxième séance du 25 mai 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Projets de loi:

##### Loi des cités et villes

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

##### École de pêcheries

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette école, dit-il, sera spécialement consacrée à l'enseignement de la technique de la pêche, de la préparation du poisson et des industries connexes. Elle pourra être aussi une école d'arts et métiers au sens de la loi de l'enseignement spécialisé.

**Un député de l'opposition** critique le projet de loi.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** La nouvelle école ne peut pas nuire à l'expansion de celle de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, car il s'agit de deux institutions complètement différentes. Celle de la Gaspésie est destinée à l'enseignement technique

et pratique. Celle de Sainte-Anne est une école supérieure destinée à la formation scientifique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet de loi ne va pas assez loin. Nous sommes en faveur de l'établissement d'une école de pêcheries en Gaspésie, mais l'opposition n'accepte pas le bill tel que présenté par le gouvernement. Le montant de \$50,000 consacré à cette fondation et qu'on nous demande de voter n'est pas suffisant. Il faudra acheter le terrain, les bâtisses, le matériel, payer les professeurs, etc. De plus, le fait que cette école sera placée sous la juridiction du Conseil de l'enseignement technique indique qu'on détournera cette institution de son véritable but.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** déplore que l'octroi annuel de \$25,000 accordé par l'Union nationale à l'École supérieure des pêcheries de Sainte-Anne ait été baissé par le gouvernement actuel à \$15,000. Ce bill n'est pas suffisamment mûri, dit-il. Il a été conçu à la hâte. Il critique aussi le fait qu'on ne désigne pas dans le bill l'endroit où sera érigée la nouvelle école. On pourra ainsi faire de la surenchère électorale en promenant l'école hypothétique d'un comté à l'autre, dit-il, pour remonter les chances électorales des députés qui en auront le plus besoin.

D'autre part, il faudrait organiser des écoles semblables pour les pêcheurs de mon comté et pour ceux de la Côte-Nord.

Par conséquent, il propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: l'Assemblée législative de Québec est favorable à l'adoption immédiate de toutes les mesures nécessaires pour que la Gaspésie puisse bénéficier, sans délai, d'une école moyenne de pêcheries de premier ordre établie en Gaspésie et à l'endroit approprié, mais elle déclare que le bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries, tel que rédigé, est contraire aux intérêts des pêcheurs et à l'établissement d'une bonne et véritable école de pêcheries.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

**Contre:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, O'Connor, Potvin, Robidoux, Sabourin, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 45 sans l'amender.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: l'Assemblée législative de Québec est favorable à l'adoption immédiate de toutes les mesures nécessaires pour que la Gaspésie puisse bénéficier, sans délai, d'une école moyenne de pêcheries de premier ordre établie en Gaspésie et à l'endroit approprié, mais elle déclare que le bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries, tel que rédigé, est contraire aux intérêts des pêcheurs et à l'établissement d'une bonne et véritable école de pêcheries.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

**Contre:** MM. Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Jodoin, Joyal, Marler, Mathewson, O'Connor, Perrier, Potvin, Robidoux, Sabourin, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Code municipal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une mesure relative à plusieurs articles du Code municipal, dit-il. La principale clause a pour objet de donner le droit de vote au conjoint d'un propriétaire, aussi bien qu'à ses fils ou filles majeures. Les deux époux auront donc toujours le droit de vote, quel que soit leur régime matrimonial et quel que soit celui des deux qui est propriétaire de l'immeuble. Cet amendement au Code municipal découle d'une loi précédente qui a accordé le droit de vote aux femmes, dans la province.

Le conjoint d'un propriétaire aura droit de vote, au municipal, à la condition d'être majeur et sujet britannique, d'être inscrit sur le rôle d'évaluation comme époux ou épouse, et d'avoir son domicile depuis au moins un an dans la municipalité.

Une autre disposition a pour objet d'enlever tout doute sur le droit des municipalités d'ouvrir des chemins de plus de 36 pieds. Ce droit aura effet rétroactif.

Il y a aussi la dispense pour les secrétaires-trésoriers de l'obligation de transcrire au long dans les registres des règlements les avis publics qui sont affichés.

Tous les contribuables devront recevoir un compte de taxes et cela aux frais de la corporation municipale.

Le bill contient aussi quelques articles de concordance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un bill insignifiant, banal, qu'on aurait pu tout au moins apporter au début de la session.

**M. Gagnon (Matane)** réclame la refonte complète dans le plus bref délai possible de notre Code municipal de façon à en coordonner les nombreux articles et à en clarifier le texte. Il suggère de constituer à cette fin une commission dont feraient partie deux grandes autorités en droit municipal: Sir Mathias Tellier et le juge Alfred Prévost.

Ça fait deux ans que le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) promet de faire cette refonte, dit-il. Le Code contient des dispositions absolument désuètes, qui n'ont d'autre utilité que celle d'embêter les étudiants en droit et les officiers municipaux. Tels ces quelque 50 articles concernant le drainage, qui n'ont plus aucun effet depuis la création de l'Office du drainage.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La refonte est en cours.

La motion est adoptée après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 48 sans l'amender.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Chaloult (Lotbinière)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, cette Chambre regrette que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial n'aient pratiquement rien fait depuis quatre ans:

1. Pour mieux distribuer les richesses de la nation entre les diverses classes de la société;

2. Pour étendre à tout le peuple certains privilèges et avantages qui sont actuellement limités à quelques citoyens seulement.

Je veux attirer l'attention de la Chambre sur l'injustice sociale dont sont victimes les Canadiens français de la province de Québec, déclare-t-il. C'est une question d'importance primordiale et, comme c'est ma dernière prière en faveur des Canadiens français avant la fin de la présente session, je veux que mes dernières paroles en cette Chambre portent sur cette question.

Pendant la session, j'ai réclamé les droits des nôtres, mais toutes mes réclamations en faveur des droits des Canadiens français, au point de vue de la langue, du drapeau et de leur représentation dans le fonctionnarisme fédéral, sont d'ordre secondaire si on laisse les nôtres dans l'infériorité économique dont ils sont victimes même dans cette province. Québec est dans un état d'infériorité dans toutes les sphères.

Les Canadiens français souffrent de la situation qui leur est faite, situation qui s'aggrave de jour en jour, même durant cette période de prospérité factice. Ce qui importe avant tout pour notre peuple, c'est de vivre, c'est d'avoir du pain sur la table et du beurre à mettre sur ce pain. Or, c'est ce que le peuple canadien n'a pas à l'égal du peuple des autres provinces.

Il existe une inégalité de salaires des ouvriers de notre province par rapport à celui des ouvriers de l'Ontario et des États-Unis. Il cite des chiffres basés, dit-il, sur les statistiques officielles fédérales pour 1940 qui établissent ce qui suit. En 1940, dans l'Ontario, le salaire moyen hebdomadaire dans l'industrie manufacturière pour un homme était de \$26.63; dans Québec, il était de \$24.30; différence contre Québec, \$2.33. Le salaire moyen annuel pour un homme dans l'Ontario était de \$1,268 et, dans Québec, de \$1,112; différence annuelle contre Québec, \$156. Au bout de l'année, cela constitue une



différence totale des salaires pour les hommes, entre le Québec et l'Ontario, de \$26,901,000<sup>3</sup>. Et ici je ne parle que des travailleurs de sexe masculin. Si l'on y incluait les salaires des femmes, la différence serait de plus de \$33,000,000.

Voici les chiffres de 1941. Le salaire hebdomadaire moyen en Ontario pour un homme était de \$29.39, alors que celui de la province de Québec était de \$26.14; différence contre Québec, \$3.25. Le salaire annuel en Ontario était de \$1,450 et dans Québec de \$1,260, soit une différence contre Québec de \$190 ou de \$45,713,000 pour les douze mois. Il s'agit de salaires, d'une façon générale, dans des industries similaires, dont les patrons sont généralement les mêmes dans les deux provinces. Par rapport aux États-Unis, l'inégalité est encore plus considérable. Un économiste bien connu, M. Burton, a écrit récemment que, chez nos voisins, on paie souvent le double de chez nous pour le même travail et l'exemple d'Arvida est là pour le prouver.

Il y a eut, à un moment donné, une grève à Arvida, dans le comté de Chicoutimi. M. Howe, ministre des Munitions, a alors accusé les ouvriers d'Arvida de sabotage, quand ils ont déclaré leur grève, d'outrage à la province. Mais, une semaine plus tard, il y eut une grève du même genre à Sydney, Nouvelle-Écosse. Le même ministre fédéral disait alors que cette dernière grève était justifiable. Il se refusa toujours à dire que celle d'Arvida l'était et il n'a pas voulu rétracter, après preuve faite, les paroles désobligeantes qu'il avait eues pour nos ouvriers.

Le premier ministre nous disait récemment que M. Howe est un ami des Canadiens français. Des amis comme cela, nous devons en avoir le moins possible, car ce M. Howe est plutôt notre ennemi. De tous les ministères fédéraux, le ministère de M. Howe est l'un de ceux où les Canadiens français sont les moins représentés; nous n'y comptons pas 2 % des nôtres.

Des statistiques fédérales établissent que le salaire moyen au Canada est de \$998.11, alors que, d'après les économistes, une famille a besoin d'un salaire de \$1,200 à \$1,500, en Amérique du Nord, pour se procurer le strict nécessaire et vivre convenablement, dans une modeste aisance. Dans la province de Québec, ce salaire moyen est de \$100 à \$200 substantiellement moins élevé et nos gens élèvent des familles nombreuses. C'est une injustice révoltante et la situation qui nous est faite n'est pas acceptable.

Une des conséquences de cette inégalité de traitement, c'est d'abord que le nombre des propriétaires est de 12 % à Montréal, alors qu'à Toronto le pourcentage de propriétaires est de 85 %.

Si l'on tient compte du fait que la minorité montréalaise possède proportionnellement plus de maisons, le taux de propriété des Canadiens français dans la métropole est d'environ 8 %.

La conséquence de cette pauvreté des Canadiens français, c'est la misère et il ne faut pas se surprendre si nous avons trois fois plus de tuberculeux qu'en Ontario et que Québec reste en tête pour la mortalité infantile, la diphtérie, la mortalité causée par des maladies cardiaques et nombre d'autres maladies. Tout cela parce que nos familles d'ouvriers ne peuvent donner à leurs enfants une alimentation convenable. Cette pauvreté des nôtres provoque aussi des réactions dans le domaine moral. Il dénonce la dictature économique dont il faudrait à tout prix se débarrasser et met en garde contre les réactions qu'elle pourra provoquer.

On parle du peu d'enthousiasme de nos gens pour la guerre, déclare-t-il, mais il n'y a pas lieu de s'étonner. Cela s'explique facilement par le fait qu'un peuple dans la misère et qui élève de nombreux enfants, qu'il ne peut élever convenablement, n'a pas beaucoup le cœur d'aller se battre outre-mer pour sauver la civilisation et pour sauver les autres. Il cherche d'abord à assurer le salut de sa famille. C'est au nom de la justice qu'on nous demande d'aller nous battre. Est-ce justice que de nous imposer une situation économique comme celle-là?

Avant de nous battre pour la justice des autres, il vaudrait mieux nous battre pour que la justice régnât chez nous. Quand un peuple est dans la misère, peut-on espérer qu'il va prendre part aux croisades à l'étranger pour la justice et le droit quand on n'observe pas la justice chez nous? Non, son instinct animal le pousse à rester chez lui. Notre peuple a donc raison de n'être pas enthousiaste d'aller se battre pour les autres, alors que nous n'avons pas justice dans la province de Québec, particulièrement dans le domaine économique.

Il cite le témoignage de l'évêque de Montréal, relativement à nos problèmes économiques. Il est malheureux que les dictateurs économiques ne soient ni de notre langue ni de notre religion, poursuit-il. Au problème social, on superpose le problème national. Il y a certainement des injustices qu'il vaut mieux faire disparaître avant que notre population, qui s'en rend compte de plus en plus, voie elle-même à y mettre fin, car le peuple de Québec ne sera pas toujours soumis comme il l'est maintenant. De telles injustices vont finir par le soulever. Et, si l'on veut prévenir la colère justifiable du peuple, il faut des réformes radicales de la part du gouvernement afin de protéger le patrimoine canadien-français.

On peut porter au crédit du gouvernement provincial de belles réalisations telles que les lois sur le travail et quelques lois du domaine social, mais aucune législation constructive n'a été présentée, étudiée et adoptée dans le domaine économique pourtant si important pour les nôtres. Le gouvernement a bien nationalisé l'électricité, mais, dans le domaine économique, il y avait autre chose à faire et le premier ministre n'a pas agi assez énergiquement; son intervention n'a pas toujours été heureuse. Il réitère ses griefs contre la loi de l'Hydro. Ce bill, dit-il, eût été beaucoup mieux si on l'avait préparé selon l'esprit que lui-même suggérait.

Dans d'autres domaines, il y a lieu de censurer les gouvernements d'Ottawa et de Québec qui se sont toujours plus occupés de la guerre que des rajustements économiques et d'obtenir des salaires plus équitables pour nos ouvriers.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

(Applaudissements à droite)

Je dois dire d'abord que je regrette beaucoup que ce fussent véritablement les dernières paroles du député de Lotbinière (M. Chaloult) en Chambre, parce que nous allons le battre dans l'un ou l'autre des comtés de la province, aux prochaines élections provinciales. Il a parlé comme s'il savait qu'il prononçait son dernier discours à l'Assemblée législative de Québec.

M. l'Orateur, je ne puis garder le silence après un tel discours, mais je me contenterai de quelques mises au point. Si le député de Lotbinière a exprimé une opinion réfléchie sur l'avenir des Canadiens français et s'il a dénoncé des injustices, il a été lui-même particulièrement injuste à la fois pour le gouvernement provincial et pour ses compatriotes. Je regrette que le député de Lotbinière ne trouve jamais rien de bon, rien de constructif pour notre peuple, dans les législations du gouvernement.

Le député de Lotbinière commence par poser le principe que le barème des salaires dans une province par rapport à une autre doit indiquer le niveau de prospérité de tout un peuple. Ce barème n'indique rien de la prospérité d'un pays ou d'une province par rapport à l'autre.

C'est une erreur et les économistes ne peuvent soutenir une telle affirmation, parce que la fixation du salaire dépend du coût de la vie dans les régions où ces divers salaires sont payés. Dans Québec, avec des salaires à peu près identiques à ceux des provinces voisines, le coût de la vie est de beaucoup inférieur, ce qui doit compter grandement dans notre appréciation.

Par ailleurs, les salaires ont plus que doublé dans la province de Québec depuis le début de la guerre et cela ne veut pas dire que nos gens sont deux fois plus prospères. Même, la situation n'a guère changé. Lorsque les salaires augmentent comme c'est le cas en cette période de guerre, le coût de la vie augmente également. Les Canadiens français empruntent comme jamais ils ne l'ont fait jusqu'à maintenant, et cela est dû en partie à la guerre, mais ils se préparent également à profiter des politiques d'après-guerre qu'Ottawa et le gouvernement provincial sont à élaborer présentement.

Pareillement, il faut tenir compte de certains facteurs, quand on fait une comparaison avec les salaires payés aux États-Unis. À l'heure actuelle, c'est probablement dans la province de Québec, avec ses salaires dénoncés par le député de Lotbinière, qu'il y a moyen de faire le plus d'économies. Aux États-Unis, les charges imposées aux citoyens sont beaucoup plus considérables proportionnellement aux salaires. Le député de Lotbinière a donc tort de prétendre que le niveau des salaires doit indiquer la prospérité d'un peuple ou d'un groupe de gens. Les chiffres qu'il a cités ne disent pas tout.

(Applaudissements à droite)

Il est également particulièrement injuste de faire des comparaisons entre les salaires payés dans Québec et Ontario. Que le député de Lotbinière me passe ses statistiques et je leur ferai dire exactement le contraire de l'interprétation qu'il en a donnée tantôt. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement actuel a ajouté aux Statuts de la province un certain nombre de lois efficaces dans le but d'assurer le confort et la stabilité des travailleurs québécois. Des spécialistes d'autres pays viennent au Québec pour obtenir des conseils et de l'information à cet égard.

Ce qui est vrai, c'est que, dans certaines régions de l'Ontario, les salaires sont plus élevés que ceux de la province de Québec pour certains domaines. Par contre, les salaires payés dans beaucoup d'industries du Québec sont plus élevés que ceux de l'Ontario ou que dans d'autres provinces. En outre, les ouvriers de la province voisine ne sont pas protégés par des lois sociales comme le sont les nôtres. Nous avons, dans la province de Québec, les lois sociales et ouvrières les plus avancées. Nulle part ailleurs l'ouvrier est aussi bien protégé et en aucun coin du pays, hors de notre province, l'ouvrier a des droits égaux à ceux de son patron avec qui il peut toujours discuter sur un pied d'égalité.

Ces lois protègent donc collectivement l'ouvrier, lui donnent la même force que les patrons qui brassent des millions et qui font que la situation est plus avantageuse dans notre province que dans la province voisine, car cela n'existe pas dans Ontario. Dans la province de Québec, on ne tolère pas de salaires exagérés pour les gros et de petits salaires pour les ouvriers. C'est tellement vrai que nos salaires sont mieux équilibrés, dans la province, que l'on a proposé aux manufacturiers canadiens de l'Ontario de leur donner les mêmes lois sociales que dans le Québec et ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient accepter les conditions de salaires du Québec parce que cela les ruinerait. Ici, nous avons les conventions collectives de travail; en Ontario, on ne les a pas et on ne les veut pas. Ici, les salaires sont mieux balancés.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai parlé du salaire moyen.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce qui établit le salaire moyen, c'est la combinaison du salaire plus élevé et du bas salaire. Il est vrai que dans Ontario les chefs de service et les contremaîtres sont mieux payés que dans Québec. Il est également possible que les salaires des techniciens soient plus élevés dans la province voisine que dans la nôtre et c'est à cause de cela que le salaire moyen est plus élevé dans Ontario. Mais chez nous le salaire du petit ouvrier est plus élevé que dans Ontario dans un grand nombre de cas.

Si le député de Lotbinière veut comparer les salaires des deux provinces, il se rendra compte qu'il a été injuste dans ses déclarations. Nous nous sommes engagés à protéger le petit et j'aime mieux m'en tenir à cette interprétation chrétienne de notre devoir, qui veut que le faible soit mieux protégé que les autres. Le député de Lotbinière peut se rendre compte que l'organisation de Québec, loin d'être inhumaine, protège le petit ouvrier. Avec les conventions collectives, elle ne le met pas seul en face de son patron, mais avec tous ses compagnons. Sa voix devient aussi puissante que celle de son patron.

Le gouvernement a concentré ses efforts vers l'aide aux masses populaires, vers la gestion des salaires du point de vue collectif et non du point de vue individuel. Ceci constitue la base de la législation québécoise. Les chiffres du député de Lotbinière s'arrêtent en 1941.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce sont les derniers chiffres dont nous disposons.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Dans ce cas, le député aurait dû faire des réserves.

Si le député de Lotbinière avait voulu être juste pour le gouvernement, il aurait dit que pas une province au pays n'a réalisé des progrès plus sensibles que le Québec; dans aucune province, depuis la guerre, les augmentations de salaires ont été plus considérables. Depuis 1941, à Québec même, les salaires ont augmenté de 32 % depuis deux ans; à Montréal, la hausse a été de 28 %. Il doute que l'augmentation ait été de moins de 25 % partout ailleurs dans la province, et tout ceci depuis 1941. On ne pourrait citer aucune autre ville au pays où les salaires aient augmenté de 25 %, poursuit-il. On ne pourrait pas citer d'autres provinces ou d'autres pays au monde où l'ouvrier a reçu un traitement aussi juste et aussi généreux. Il reproche au député de Lotbinière de nous faire passer pour des quêteux.

Le député de Lotbinière défend mal son propre peuple en dénonçant sans cesse les conditions qui existent dans la province de Québec. Le député de Lotbinière se fait le dénonciateur de sa province aux yeux du monde entier quand, depuis cinq ans, aucune autre province n'a fait plus de progrès pour l'humanisation de sa législation générale pour améliorer les conditions des ouvriers. Ces lois ont fait énormément pour l'avancement de toutes les classes de notre province.

Il (M. Godbout) parle de ces gens qui font de beaux discours, mais qui, au point de vue des réalisations, font peu. Il reproche au député de Lotbinière de se lancer sans cesse dans des critiques stériles qui n'avancent en rien ceux qu'il dit vouloir servir. Il dénigre et nuit à sa province en disant, à la face de tout le pays, que le peuple de chez nous est dans la misère, une misère qui règne à l'état permanent, quand ce n'est pas vrai. Le député a brossé un sombre tableau de la situation, mais il devrait admettre que nous avons passé des lois sociales en plus grand nombre qu'aucun Parlement pour remédier à ces maux. Jamais, au cours d'une session, un gouvernement n'a fait plus au point de vue social, ce qui lui a fait prendre les devants dans ce domaine. Il semble ignorer tout cela.

Lui qui réclame une meilleure répartition des richesses, quand nous passons des législations de base pour redresser des torts dans le domaine économique comme la loi créant l'Hydro, il vote contre. Pourtant, ce monsieur et ses amis, depuis quinze ans, prêchent la reprise de nos ressources naturelles pour le peuple, tout particulièrement de nos pouvoirs d'eau. Quand nous voulons reprendre

ces pouvoirs pour le bien du peuple canadien-français, lui, pour une question tout à fait secondaire, s'y oppose et vote contre notre loi de l'Hydro.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le premier ministre parle de la nationalisation de l'électricité. J'ai voté pour le principe de la loi en deuxième lecture. J'ai vanté la loi, mais j'ai voté contre la troisième lecture parce que je n'aimais pas la manière.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si tous les députés se contentaient d'appuyer le principe d'une loi mais votaient contre ensuite, aucune loi n'existerait sur quelque sujet que ce soit. Et où serait notre peuple aujourd'hui?

(Applaudissements à droite)

Il y a trop de C.C.F. qui vivent dans les nuages, comme le député de Lotbinière. C'est le tort de certains Canadiens français de faire de beaux discours qu'ils composent derrière leurs pupitres, mais ils ne voient pas les réalités de la vie alors que ce serait plus avantageux pour eux et pour les intérêts qu'ils prétendent défendre. Aussi longtemps que les Canadiens français se contenteront de prononcer des discours comme le fait le député de Lotbinière ou qu'ils auront la tête au-dessus des nuages, ils n'arriveront pas à reprendre possession de leur héritage naturel. Il leur faut être réaliste et cesser de rêver mais en n'oubliant jamais ce qu'ils doivent au passé. Ce n'est pas en multipliant les dénonciations que nous allons faire avancer notre province, mais en passant des lois sociales opportunes et en préparant les générations de demain à faire leur chemin et à prendre leur place au soleil.

Jamais le député de Lotbinière n'aidera la jeunesse avec des propos comme ceux qu'il a tenus aujourd'hui. Nous avons voté des lois sociales qui vont aider toutes les classes de la société et assurer à la génération qui monte l'avenir qu'elle mérite. Il y a dans la vie de chaque citoyen des droits, mais il y a aussi des devoirs. C'est le devoir des chefs nationaux d'enseigner au peuple ses devoirs aussi bien que ses droits. C'est un des buts des discours que je prononce depuis la guerre, quel qu'en soit le risque pour ma popularité personnelle. Le député de Lotbinière est très éloquent; il ne cesse de parler de nos droits, mais il ne parle pas souvent des devoirs qui nous incombent. Si je suis ici, ce n'est pas pour le plaisir de faire de la politique mais de faire quelque chose pour les miens. Si le député de Lotbinière réfléchissait davantage, il pourrait parfois rendre service à ses compatriotes.

Au sujet de la situation dans la province de Québec dans le domaine de la santé publique, le député de Lotbinière n'a pas exposé la véritable situation. Lorsqu'il a parlé de la misère qu'il voit partout, il a négligé de dire que nous avons fait des progrès énormes. Il peut être vrai que nous soyons en retard sur certains points, mais il est important de noter que, depuis quelques années, Québec a fait plus que n'importe quelle autre province dans l'organisation de la lutte contre la maladie. Le gouvernement d'aucune autre province n'a dépensé autant d'argent ou n'a consacré autant d'efforts à la lutte contre la maladie et Québec n'a aucune raison de baisser la tête devant les autres provinces du Canada. Notre organisation sanitaire est tellement bonne qu'à l'heure actuelle on vient même des États-Unis pour nous emprunter les moyens de contrôler des maladies contagieuses. Si le député de Lotbinière veut dessiner le vrai visage de la province, qu'il mette un petit point clair, parfois, sur les ombres qu'il multiplie.

En ce qui concerne les lois sociales, il rappelle tout ce que le Parti libéral a fait depuis cinq ans, pour le plus grand bien de la province. Aucune province, continue-t-il, n'a fait plus de progrès que Québec, en ces dernières années, et ce, dans tous les domaines. Le député de Lotbinière admettra qu'au cours de la présente session nous avons fait des pas de géant. Il a été suprêmement injuste pour le gouvernement, lui qui, assez récemment, a dit: "Je cherche en vain une occasion de voter contre le gouvernement et je n'en trouve pas."

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'en ai trouvé une cette fois-ci.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Est-ce sur les législations essentielles? Nous avons passé des lois pour le bien-être de l'enfance et il a voté pour. Le député de Lotbinière ne peut certainement pas reprocher au gouvernement d'avoir négligé les lois les plus importantes.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce que je reproche au gouvernement, ce n'est pas tant ses actes que ses omissions.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Très bien, mais est-ce que le député de Lotbinière peut spécifier quelle législation nécessaire le gouvernement a omis de présenter? Pas sur les problèmes essentiels? Il est facile de dire que le gouvernement ne fait pas son devoir, mais il est plus difficile de dire en quoi il a failli à préparer l'avenir des nôtres.

Quand le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a proposé une loi pour aider à l'instruction d'un peuple, on ne pouvait s'attendre à ce que dès le lendemain tout soit réalisé. Le député de Lotbinière n'est pas le seul à vouloir que les Canadiens français connaissent une plus grande prospérité. Tout le monde désire un meilleur avenir pour les nôtres et le député de Lotbinière ne devrait pas être injuste à l'endroit de ceux qui s'en occupent, en paroles comme en intentions, ni pour le gouvernement ni pour les institutions de notre province qui ont droit à un peu plus de justice qu'il n'en a montré aujourd'hui et reconnaître que, si nous avons connu des temps difficiles au cours de notre histoire longue et glorieuse, 60,000 Canadiens français, demeurés sur ce continent, pauvres mais courageux, sont devenus un peuple qui commence à compter dans le monde entier.

Pour avoir le respect des autres, il faut d'abord faire son devoir. Le député de Lotbinière a parlé de se battre pour les autres, mais ce n'est pas le cas. Les barbares, les Allemands, sont venus chez nous. Ils voulaient détruire nos foyers, notre religion, notre civilisation. Ils sont venus dans le Saint-Laurent avec leurs sous-marins; la menace a été et reste imminente. Le député de Lotbinière ne devrait donc pas dire que nous nous battons pour des pays étrangers. Notre peuple se bat pour sa propre cause, pour sa vie même, et pour ce qui vaut plus que la vie: pour protéger leurs libertés nationales sociales, politiques et religieuses contre une coalition de barbares dont les idéaux sont condamnés du monde entier et non pour les autres ainsi que le laisse entendre le député de Lotbinière.

Il ne l'aurait pas sauvée, sa vie, lui, sous un régime pour lequel, inconsciemment, il travaille depuis cinq ans. Il répand la haine dans la population. Minimiser les efforts faits par la province et par son gouvernement pour améliorer sa condition sociale et économique fait en sorte de la déprécier aux yeux des étrangers. Il ne donne pas le vrai visage de la province et de tels discours n'aident pas à l'avancement de notre province ni à la préparation de l'avenir. La guerre dure depuis cinq ans et, pourtant, le député de Lotbinière a pu aujourd'hui se lever en Chambre et dire: "Je prononce telle parole parce que mon immunité parlementaire me protège." Ailleurs, il ne pourrait faire cela, car cela ne se voit pas dans tous les pays de liberté.

Il existe au Québec un certain nombre de partisans de Hitler qui, sans le savoir, sabotent l'effort de guerre du pays. Ils n'ont pas l'air de réaliser que nos héros, qui sont en train de se battre

outre-mer, ne défendent pas seulement la cause de la civilisation, chère à tous les bons chrétiens, mais aussi celle de leur propre pays, le Canada. Lors des hommages présentés par la Chambre au major Triquet, le député de Lotbinière a déclaré: "Je n'admets pas la cause pour laquelle vous vous êtes battu, mais vous êtes un bon soldat et je vous félicite." La cause du major Triquet, c'est la cause du Canada, de notre pays, c'est notre cause; c'est la cause de tous les hommes sensés.

Je suis certain que ce n'est pas en adoptant pareille attitude que nous assurerons aux Canadiens français des autres provinces le respect de leurs concitoyens de la province de Québec. C'est dans les moments de péril national qu'il importe de prêcher aux nôtres d'accomplir leur devoir au lieu d'en détourner leur attention. Les hommes comme Triquet sont le symbole de ce qu'accomplissent les Canadiens outre-mer. Les soldats canadiens partis se battre outre-mer méritent tout le soutien de ceux restés au pays.

Si les 60,000 Canadiens français du temps de la conquête sont devenus un peuple de plusieurs millions de bons Canadiens, cela est dû aux efforts concertés de toute la population, indépendamment des classes sociales, et non aux critiques idiotes de tout ce qui a été fait à cet égard. Le Canada appartient à tous les Canadiens. Je ne veux pas que la patrie des Canadiens français soit limitée. Je suis attaché aux miens et à leurs traditions. Je veux voir les Canadiens français maîtres chez eux, je veux qu'ils rayonnent partout en Amérique et, pour cela, il faut qu'ils méritent le respect de tous.

À cette époque de crise nationale que nous avons vécue et que nous vivons encore, la meilleure façon d'obtenir ce respect est de faire notre devoir et de le faire entièrement. Je veux que ceux des nôtres qui sont dans les autres provinces puissent marcher la tête haute et il est nécessaire que les Canadiens français d'ici, où nous formons la majorité, agissent de manière à les aider. Pour qu'ils méritent ce respect, les Canadiens français ne doivent pas limiter leur patrie à la province de Québec, ils doivent parler en réfléchissant aux intérêts de leur pays tout entier, surtout lorsque ces intérêts vitaux sont en jeu dans le plus terrible des conflits.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il prendra part au débat en laissant de côté les considérations de personnes pour ne s'occuper que de la motion elle-même. La motion du député de Lotbinière est bien claire, dit-il. Elle se plaint de la concentration des

richesses et du pouvoir entre les mains d'un petit nombre au détriment de la masse et reproche au gouvernement de n'avoir rien fait pour remédier à la situation; il l'a plutôt encouragé depuis cinq ans en se plaçant à la remorque d'Ottawa. Les cinq derniers gouvernements libéraux à Ottawa et Québec ont suivi une politique de centralisation, imposant par le fait même un fardeau sur les ressources économiques et sociales de la province.

Le député de Lotbinière et le premier ministre ont échangé des mots. Je ne veux pas me mêler de cette chicane de famille, me rappelant que le député de Lotbinière a été élu comme libéral en 1939 avec l'aide du banc et de l'arrière-banc libéral et qu'il semble regretter aujourd'hui bien des compliments qu'il a faits alors au premier ministre et à ses collègues. Je ne veux pas intervenir aujourd'hui dans ses démêlés avec ses anciens amis.

Le député de Lotbinière a dit beaucoup de choses que je n'approuve pas. Le premier ministre de même; il a dit des choses que j'approuve et d'autres que je n'approuve pas comme ses remarques sur la question primordiale de la conservation des ressources naturelles du Québec dans l'intérêt du peuple canadien français. Un fait est certain. C'est l'Union nationale qui, en trois ans, a accompli les plus grandes réformes de base. Je suis un de ceux qui croient que l'argent n'est pas tout dans la vie et que la véritable richesse, ce n'est pas cela.

Avant l'argent, il y a l'intelligence, le cœur, le cerveau, la personnalité humaine qui représentent un capital beaucoup plus précieuse que le capital argent. Je crois en outre que pendant des années et des années d'administration libérale, la législation et l'administration ont été orientées vers la protection des richesses entre les mains d'un petit nombre, dans le sens d'une centralisation qui tue et paralyse. Et je crois que la décentralisation bien comprise est une nécessité de l'heure.

L'Union nationale a compris les bienfaits de cette décentralisation qui est une nécessité des temps. Sous le gouvernement de l'Union Nationale, beaucoup de choses ont été faites pour sauvegarder l'autonomie de la province. Mon gouvernement ne s'est jamais mêlé de l'administration fédérale, mais a toujours insisté pour que le Québec soit maître chez lui.

L'Union nationale a commencé par empêcher la centralisation de la propriété rurale en donnant \$35,000,000 aux cultivateurs au moyen du crédit agricole, qui était une réforme de base, pour les aider à rester propriétaires de leur terre. Nous avons voulu ainsi établir des colons libres sur des terres libres,

libérant le colon de la domination des commerçants de bois et lui assurant l'aide de la part des associations de colonisation et du gouvernement.

Nous avons fait disparaître l'étalon-or, posant le principe que la piastre qui est bonne pour le cultivateur est également bonne pour le financier. Nous avons fait baisser les taxes, nous avons fait baisser le taux d'intérêt et nous avons accordé le moratoire pour empêcher la centralisation de la propriété urbaine, entre les mains des spéculateurs, en mettant de côté une loi qui obligeait les municipalités à vendre les propriétés pour taxes au bout de deux ans.

Le premier ministre a dit plus tôt que des 60,000 Canadiens de 1760, pauvres et sans ressources, est sorti un peuple vigoureux qui commande aujourd'hui le respect de tous. Je suis heureux de ce retour sur le passé. Il n'est pas juste d'exagérer le fait que nos ancêtres étaient pauvres. Non, les 60,000 Canadiens de 1760 n'étaient pas pauvres.

Ils avaient été appauvris par la guerre. Ils étaient temporairement privés de quelques-uns de leurs chefs, mais ils avaient pour eux le goût du travail, l'esprit de famille. Ils avaient pour eux les ressources spirituelles, les richesses incalculables de l'intelligence et du patriotisme. Voilà une richesse morale qui surpasse toutes les autres, un héritage moral que nous voulons garder jalousement.

Je n'ai jamais assisté à des activités aussi pernicieuses d'un gouvernement néfaste que depuis le début de la session. À propos de la question des salaires, le premier ministre a essayé par des arguties de contredire les faits; il a tenté de faire une distinction subtile entre le salaire collectif et le salaire individuel. Il est indéniable que les salaires payés en Ontario, pour un travail identique, sont beaucoup plus élevés que ceux du Québec. La preuve, c'est que la proportion des petits propriétaires est de 72 % à Toronto, tandis qu'à Montréal il n'y en a que 12 %. Le premier ministre ne peut prétendre que les salaires payés ici sont égaux à ceux donnés en Ontario.

Le premier ministre dit qu'Hitler est un être dangereux. La différence entre ce gouvernement et celui de l'Union Nationale c'est que, quand ce dernier était au pouvoir, on avait prévu ce qui devait arriver avec la guerre et nous avons empêché Hitler de s'établir chez nous en faisant saisir à Montréal un film de propagande nazie avant la guerre, en empêchant un syndicat allemand d'acheter l'île d'Anticosti et de s'y installer et en développant un sentiment de saine fierté nationale.

Pendant ce temps-là, MM. Lapointe et Power se promenaient dans la province en dénonçant la conscription et en disant que le Canada ne participerait jamais à une guerre en Europe. Libéraux d'Ottawa et de Québec faisaient voter des argents pour la guerre, en prétendant que c'était pour la défense du Canada seulement. Ils déclaraient que jamais les jeunes ne seraient forcés de s'enrôler. Ces libéraux s'engageaient sur leur honneur à ne jamais envoyer un soldat outre-mer.

Qui donc faisait des promesses à la légère? Qui prenait des engagements qu'il était impossible de tenir? Qui faisait à tout bout de champ des déclarations sur la participation aux guerres extérieures et sur la conscription? M. Lapointe n'était-il pas un de ceux-là? À Saint-Flavien de Lotbinière? Quels sont donc ceux qui ont créé la mentalité dont se plaint le premier ministre aujourd'hui? Qui a soulevé la population si ce n'est ces chefs libéraux et leurs partisans?

L'Union nationale a fait respecter les lois. Elle n'a pas permis que l'on fasse de la démagogie avec des questions aussi graves que la vie et le sang de nos concitoyens. Nous avons donné le bénéfice du doute à Lapointe et aux autres. Nous n'avons jamais créé de problèmes à ces gens-là. Lorsque nous étions au pouvoir, jamais nous n'avons voulu ennuyer le fédéral et nuire à la province de Québec. Tous ces démagogues sont pris à leur propre piège, à leurs déclarations. Ils ont leur guerre libérale. Ils ont leur enregistrement libéral? Ils ont leur mobilisation obligatoire? Leur conscription pour le Canada et l'étranger? Ils sont les seuls responsables de cet état de choses.

Ils devront répondre en plus des milliards prélevés en taxes et des cadeaux faits à des peuples plus riches que nous. Les richesses sont concentrées entre les mains de quelques riches financiers? affirme-t-on. C'est indiscutable. Il faut rendre au peuple les ressources naturelles cédées à des chevaliers d'industrie, assurer par des lois sociales, aux travailleurs, les bénéfices des meilleures conditions possibles de travail, les salaires les plus élevés, au moins égaux à ceux payés dans l'Ontario. D'ailleurs, toute la législation sociale et économique de l'Union nationale est là pour rétablir que les principales préoccupations de notre gouvernement ont été les grandes réformes de base.

Ceux qui lèvent les bras au ciel, aujourd'hui où, Dieu merci, ils n'iront jamais, ce sont les farceurs d'aujourd'hui, ces démagogues qui, pendant 25 ans, ont endormi le peuple avec des promesses fallacieuses et qui se sont promenés dans la province

brandissant l'épouvantail de la circonscription. Les bras au ciel, nos adversaires disent qu'il n'y a pas de conscription. En disant cela, ils nuisent au respect de la loi. Ce sont eux qui sont responsables de la non-application des lois. Pour la première fois de ma vie, j'ai la satisfaction de voir les libéraux au pouvoir et de n'avoir personne d'autre à blâmer.

On ne peut plus blâmer Borden ou Meighen maintenant. Pour la première fois en nombre d'années, les libéraux ne peuvent rejeter la pierre sur un autre. Ils sont au pouvoir à Ottawa et à Québec et ont à faire face à la guerre et à la conscription. Le peuple les juge. Le premier ministre lui-même est l'homme qui a passé son temps à dire que nous n'avons pas de conscription, pour tromper la bonne foi des électeurs.

Le premier ministre se vante d'avoir fait quelque chose pour l'avenir et pour la reconstruction d'après-guerre. Qu'a-t-il fait pour l'avenir des nôtres? Rien. Le gouvernement actuel s'en est complètement désintéressé. Le premier ministre et son gouvernement ont vendu tous nos droits à Ottawa; il a laissé saboter l'autonomie de la province sans laquelle notre avenir ne nous appartient plus. Il l'a compromis en permettant à Ottawa de s'emparer de notre autonomie, fondement essentiel de notre vie et de notre survie. C'est ça que le premier ministre a vendu pour un plat de lentilles. Il est inutile de penser à l'avenir si nous ne reprenons pas possession des moyens de vivre que nous a donnés la Constitution. Le premier ministre a laissé déchirer par les autorités fédérales les lambeaux de la chair nationale dans le sang de ses trahisons et de ses reniements.

Le premier ministre a parlé de la Montreal Light, Heat & Power, une compagnie née dans le berceau libéral, emmaillotée dans le linge libéral et nourrie du lait libéral. Je n'ai aucune sympathie pour la Montreal Power que le Parti libéral a nourrie de son lait. Le premier ministre se vante de la nationalisation de l'électricité. Le premier ministre ne peut se vanter de l'acquisition de la Montreal Light, Heat & Power Cons., qui équivaut purement et simplement à une confiscation dans laquelle le peuple ne gagnerait rien. Le projet de l'Hydro constitue un recul désastreux pour l'avenir de la province, car il révolutionne tout dans la mauvaise voie. La façon dont le gouvernement a procédé constitue un attentat au droit de propriété des ouvriers et des cultivateurs.

Maintenant que le précédent est posé, le gouvernement pourra confisquer n'importe quelle propriété. L'expropriation brutale de cette compagnie montréalaise a enlevé toute confiance au

capital étranger, quand on a besoin de capital honnête. Qu'est-ce que cela indique pour l'avenir? La loi dit que le gouvernement confisque une propriété à une certaine date et qu'il la paie le montant qu'il veut quand il le veut. Le précédent sera créé quand un gouvernement convoitera les propriétés des ouvriers et des fermiers. Le premier ministre sait bien que tous les journaux des autres provinces, qui ne font pas de politique, ont blâmé le gouvernement non pour avoir voulu nationaliser, mais pour cette méthode bolchevique, dangereuse, pernicieuse et tyrannique que le gouvernement a adoptée dans sa façon d'exproprier qui détruit la bonne réputation du Québec.

Les conséquences de ce geste sont importantes pour l'avenir de la province. Le Québec jouit d'une réputation de stabilité et de respectabilité et la législation dont le premier ministre se vante a écarté ces deux qualités et a posé le principe selon lequel la veille des élections un gouvernement a le droit d'adopter n'importe quelle stratégie électorale qu'il pense utile.

La motion du député de Lotbinière est correcte dans ses termes et je voterai pour.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le débat a eu des hausses et des baisses. Nous venons de voir une des baisses. Quand le chef de l'opposition plaide une mauvaise cause, on le voit tout de suite, même s'il en a l'habitude; il a beau s'enfler la voix, on sent à l'entendre qu'il a une côte bien dure à monter.

Quant au député de Lotbinière, il nous a dit que c'était son dernier discours en cette Chambre. Aurait-il visité le comté de Lotbinière ou le comté de Kamouraska? Ni le comté de Kamouraska, ni le comté de Lotbinière, ni aucun comté de l'Île de Montréal n'élira, aux prochaines élections, le député de Lotbinière comme son prochain député provincial. Depuis le début de ce Parlement, il accumule motion sur motion, mais en restant toujours sur le terrain stérile du nationalisme au point de vue étroit. Il se peut que le député de Lotbinière veuille le bien, mais il ne prend pas le bon moyen d'atteindre son but.

Sous prétexte d'aider à quelques-uns, il fait un tort immense à tout un peuple, même si nous n'y attachons pas beaucoup d'importance. J'admets qu'il est bien intentionné. Mais quand on voyage un peu dans les provinces anglaises, on s'aperçoit bien vite de l'effet nocif de ses discours. On nous demande partout: "Who is that Mr. Chaloult? Au nom de qui parle-t-il? Est-ce qu'il représente les vues du Québec et des Canadiens français?" Nous les rassurons en

disant non, il est loin de refléter l'opinion des Canadiens français, et les gens qui nous ont interrogés poussent un soupir de soulagement. Il pourrait au contraire nous rendre de grands services en agissant autrement.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Soixante-quatorze pour cent, d'après l'enquête Gallup.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le pourcentage a baissé depuis. Quant au chef de l'opposition, dont on a dit qu'il était un fin renard, il multiplie ses discours, mais, à ce jeu, le renard s'est fait prendre un jour.

Si j'avais répondu dans l'affirmative, que le député de Lotbinière parlait au nom de sa province, nous aurions la malédiction des huit autres provinces de la Confédération. Chacun peut exprimer ses théories sur la guerre sans vouloir créer une réserve française dans le Québec. Mais le député de Lotbinière, au lieu d'aider, fait tort non seulement à la province de Québec, mais à tous ses compatriotes d'un bout à l'autre du pays. Nous avons l'air de gens qui font bande à part dans la Confédération, de vouloir créer ici un îlot français.

Et pourquoi? Il n'est pas dans l'intérêt du Québec et de tous nos compatriotes de vouloir faire de la province une réserve catholique et française; ce n'est pas de nature à aider les Canadiens français nulle part. À quoi servirait une réserve française sinon à nous faire haïr par tout le monde? Je sais qu'il n'aime pas la publicité, mais je ne serais pas surpris que ce soit pour le plaisir d'avoir sa page dans les journaux chaque soir. Il ne se rend pas compte, au milieu de cette préoccupation, que ses paroles irréfléchies peuvent attirer sur sa province le ressentiment des Canadiens français des autres provinces.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai toujours dit que le français avait ses droits partout, que nous étions chez nous d'un bout à l'autre du pays.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le député de Lotbinière devrait dire cela plus souvent au lieu de présenter des motions et des amendements comme celui que nous avons devant nous. Cet amendement va être défait et les Canadiens français ne seront pas plus avancés. Le seul résultat, c'est que le député de Lotbinière va avoir une page de publicité de plus. C'est peut-être ce qui provoque tant de chicanes dans le Bloc. Je félicite le député de Lotbinière d'avoir soulevé la question, mais je ne le félicite pas du ton sur lequel il l'a fait.



Il parle ensuite de l'étalon-or, cheval de bataille du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a parlé d'Hitler, dit-il. Il nous a refait sa légende de l'île d'Anticosti. Mais il n'a absolument rien à faire avec l'île d'Anticosti, puisque c'est une propriété privée. C'est beau de se vanter d'avoir combattu la propagande nazie, mais il n'a jamais ouvert une seule fois la bouche pour aider à l'effort de guerre des alliés.

Où et quand a-t-il prononcé une seule parole d'encouragement pour ceux qui risquent volontairement leur vie pour nous sauver de l'ennemi de notre pays? Il a, au contraire, cherché à semer le découragement parmi la population. Quand il parle d'Hitler, c'est pour le comparer au premier ministre de la province: il ne fait que soulever les préjugés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la même gang.

**Des députés ministériels protestent.**

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Voilà! Hier encore, le chef de l'opposition s'est comparé modestement à Dollard des Ormeaux dont nous avons honoré la mémoire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur. C'est le ministre et ses amis qui, pendant 25 ans, ont soulevé la population de la province de Québec.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** Le chef de l'opposition ne perd pas une occasion de semer la discorde et de prêcher le découragement partout. En quoi il ressemble au député de Lotbinière et aux gens du Bloc qui parcourent la province pour semer la révolution. Quand il se lève, en Chambre, il devrait avoir au moins, de temps à autre, un mot d'encouragement pour les alliés, pour les nôtres et pour encourager la bonne cause.

Dollard est un grand héros de notre histoire, mais il ne faut pas oublier que, chaque jour, des aviateurs, des marins et des soldats canadiens sacrifient leur vie pour la patrie. Parmi les jeunes aviateurs qui, tous les soirs, partent d'un champ d'aviation de Grande-Bretagne, d'Italie ou d'Afrique pour aller combattre l'ennemi, traquer l'ennemi, écraser l'ennemi, parmi ces héros, il y a des Canadiens qui ont le courage, la vaillance, le mépris de la mort de Dollard et de ses compagnons. Quand donc le chef de l'opposition a-t-il eu un mot

d'encouragement pour ces jeunes braves qui risquent leur vie pour nous, pour leur province, pour leur patrie? Jamais.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de parler comme cela.

**L'honorable M. Bienvenue (Bellechasse):** M. l'Orateur, je suis satisfait. J'ai fait lever le chef de l'opposition et il a eu un remords de n'avoir jamais manqué une occasion de prendre une attitude qui nuisait à la cause de son pays.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** déclare n'avoir aucune hésitation à appuyer la motion du député de Lotbinière<sup>4</sup>.

**M. Gagnon (Matane)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que le débat soit maintenant ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 25 mai 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

**Commissions scolaires protestantes**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 autorisant la constitution de commissions scolaires centrales protestantes.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Subsides:****Budget des dépenses  
1944-1945**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur l'amendement du représentant de Lotbinière (M. Chaloult), à la motion proposée par l'honorable trésorier (l'honorable M. Mathewson): Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, cette Chambre regrette que le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial n'aient pratiquement rien fait depuis quatre ans:

1. Pour mieux distribuer les richesses de la nation entre les diverses classes de la société;

2. Pour étendre à tout le peuple certains privilèges et avantages qui sont actuellement limités à quelques citoyens seulement.

**M. Gagnon (Matane):** Il s'agit d'une motion d'une nature économique et le ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue) a fait dévier le débat sur le terrain de la guerre et de la participation, en s'en prenant au député de Lotbinière et en déclarant que le chef de l'opposition n'a jamais parlé en faveur des alliés. Il cite quelques-unes de ses déclarations. Cette façon de parler ouvre la porte à des commentaires qu'il entend faire, déclare-t-il. Le ministre a injustement reproché à l'opposition et à son chef de manquer de loyauté dans cette guerre. N'est-ce pas le chef de l'opposition qui, hier, a fait acte de loyauté envers la souveraine de l'Empire britannique en honorant en même temps la fête de Dollard et celle de la reine Victoria? L'Union nationale n'a pas de leçon de loyauté à recevoir de la droite ou de qui que ce soit.

Les libéraux sont mal placés pour porter des accusations, alors qu'ils comptent dans leurs rangs les chefs agitateurs, les monteurs d'émeutes, les gens qui ont suggéré aux ouvriers de faire la grève en 1917. Il énumère les faits et les dires des libéraux de 1914 à 1917, particulièrement au moment de la passation de la conscription. En ces derniers temps, dit-il, j'ai lu dans *Le Soleil* les discours que prononçaient en 1917 les ministres actuels du cabinet et certains ministres fédéraux. Il cite de nombreux

extraits des déclarations anticonscriptionnistes que le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), alors président de la Jeunesse libérale, a menées contre la conscription, en 1917 et 1918, avec le procureur général (l'honorable M. Casgrain). Tous deux officiers d'associations libérales, ils tenaient dans Québec et la région des assemblées de protestation indignées.

De 1914 à 1918, note-t-il, il s'est fait des choses regrettables, mais la liberté de parole et la liberté de la presse étaient respectées. Les libéraux ont prêché pendant 25 ans des doctrines subversives d'une telle façon que, si les gouvernants du temps avaient fait comme on a fait pour M. Camillien Houde, il y aurait alors eu au moins 12 libéraux dans les camps de concentration. L'ancien maire de Montréal n'en a pas écrit ou dit autant et il est depuis quatre ans dans les camps de concentration - détenu par un gouvernement libéral - pour des offenses qui, aux yeux de plusieurs, paraissent insignifiantes en regard des déclarations et des actes de personnages qui siègent encore sur les banquettes du gouvernement Godbout.

Il a laissé saboter l'autonomie de la province, sans laquelle notre avenir ne nous appartient plus. C'est tout ça que le premier ministre a vendu pour un plat de lentilles. Il a laissé déchirer, par les autorités fédérales, les lambeaux de la chair nationale dans le sang de ses trahisons et de ses reniements. Nous, dans nos discours, nous n'avons pas dit le centième de ce que disaient les libéraux de 1914 à 1918. Jamais les oppositionnistes d'aujourd'hui n'ont prononcé des paroles aussi anticonscriptionnistes et aussi antiparticipationnistes que les libéraux de 1917.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les idées que j'avais dans ce temps-là, je les ai encore aujourd'hui.

**M. Gagnon (Matane):** Il ne faut pas oublier qu'au cours d'assemblées à Québec et dans les environs, notamment à Saint-Malachie, le ministre des Affaires municipales disait: "Maudite soit la conscription", "Nous ne serons pas comme des moutons que l'on conduit à la boucherie", "L'Empire britannique a des germes de mort", etc.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce que le député de Matane croit que je regrette mes paroles?

**M. Gagnon (Matane):** Si vous ne les regrettez pas, vous devez vous dissocier du ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue).

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je n'ai pas changé d'opinion depuis. Loin de renier ces paroles, je suis prêt à les répéter.

**M. Gagnon (Matane):** Alors, que le ministre se dissocie du ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue) et qu'il démissionne de son gouvernement.

Il poursuit la lecture des déclarations libérales contre la conscription et la participation et passe en revue les assemblées de Saint-Sauveur, de Lauzon, de Saint-Malachie, dans l'été de 1917, mentionne les déclarations de M. Lapointe à la Chambre des communes et à Saint-Fabien de Rimouski.<sup>5</sup>

**M. l'Orateur:** Je dois rappeler le député de Matane à l'ordre. Il va trop loin. Il sort de la motion du député de Lotbinière. Plusieurs orateurs précédents se sont écartés de la question et, en vertu des règlements de la Chambre, un député ne peut répondre que succinctement à ces digressions. Le député de Matane doit donc répondre brièvement au ministre de la Chasse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** proteste et prétend qu'on veut appliquer le bâillon. Ça ne se passera pas comme cela, déclare-t-il.

**M. Gagnon (Matane):** Si les membres de l'Union nationale avaient dit, de 1939 à 1944, la moitié de ce qui s'est dit en 1917 dans le camp libéral, il y en aurait plusieurs qui ne seraient pas en Chambre aujourd'hui. Le ministre des Affaires municipales, le 7 septembre 1917, après la passation de la loi de conscription, déclarait dans un discours public, sur la place Jacques-Cartier, qu'on avait le droit de refuser d'obéir. Il disait: "Je n'obéirai pas à la loi de conscription" et il invitait les unions ouvrières à faire une grève générale pour forcer Ottawa à rappeler la loi.

Des paroles de cette nature signifieraient le camp de concentration, aujourd'hui. L'ex-maire de Montréal, depuis quatre années dans les camps d'internement du gouvernement libéral n'a pas prononcé des paroles ni posé des actes aussi répréhensibles que ceux des députés d'en face pendant la dernière guerre. Camillien Houde n'a certainement jamais rien dit d'aussi subversif que le ministre des Affaires municipales. De plus, *Le Canada* du temps (1918) blâmait la censure pourtant assez bénigne appliquée par le pouvoir fédéral d'alors. Nous avions alors la liberté de la presse et d'association, il n'existait pas de censure comme

celle imposée par le gouvernement actuel, ni de gestapo non plus.

M. Lapointe disait, à Saint-Fabien de Rimouski: "Allez-vous voter pour le candidat de Meighen qui a encore les mains tachées du sang des Canadiens français?" Le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (M. Casgrain), aujourd'hui ministres dans le gouvernement, et les jeunes libéraux tenaient ces propos incendiaires et conseillaient aux ouvriers de faire la grève. Ils invitaient ni plus ni moins qu'à l'émeute. Il rappelle les tournées au cours desquelles des députés libéraux prêchaient la révolte contre l'ordre établi.

Que faisons-nous, nous les députés de l'opposition, dans ce temps-là? Les membres de l'Union nationale d'aujourd'hui faisaient leur devoir en Europe contre l'ennemi et gagnaient leurs épaulettes outre-mer; le député de Sherbrooke (M. Bourque) gagnait ses grades par des actes de bravoure sur les champs de bataille et servait au 22<sup>e</sup> en France après s'être enrôlé comme soldat; le député de Labelle (M. Paquette) s'était engagé comme médecin dans la Croix-Rouge et connaissait toutes les horreurs de la guerre dans les Balkans; il accompagnait les troupes serbes pendant leur retraite de 500 milles, dans les montagnes, au péril de sa vie; les députés de Gaspé-Sud (M. Pouliot) et de Brome (M. Robinson) faisaient leur devoir outre-mer; le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) servait dans le service de contre-espionnage au Canada. Si je me tourne à gauche, je vois le fauteuil vide du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui est actuellement en service actif outre-mer. Nous n'avons pas de leçon de loyauté à recevoir de la droite sur ce point.

Qui donc attaquaient les ministres de l'ancien régime, au cours de la Première Grande Guerre, saccageait leurs maisons, se portait à des voies de fait? Qui donc invitait les ouvriers à la grève? Qui provoquait les émeutes? Qui saccageait et incendiait les immeubles publics? Pendant ce temps-là, les libéraux prêchaient la révolte et tenaient des propos incendiaires. En effet, les ministres actuels sont ceux qui ont fait les déclarations les plus virulentes contre la conscription.

En 1917, les conservateurs ne pouvaient prononcer le mot "conscription" et il y a eu des émeutes à Québec. Aucun adversaire actuel du gouvernement n'a été aussi loin dans la haine que les libéraux qui, en 1917, saccageaient la résidence du juge Albert Sévigny, à Québec, et menaçaient sa vie au cours d'une assemblée à Saint-Anselme, dans son

comté de Dorchester, qui n'a eu la vie sauve que miraculeusement. Cette semaine encore, la province de Québec a été insultée par M. Coldwell<sup>6</sup>. Lors du feu à la basilique et à l'hospice Saint-Charles, personne n'a dit qu'on avait mis le feu et n'a demandé l'intervention de la Gendarmerie royale.

Le Parti libéral est un parti à deux faces, et il cite plusieurs faits à l'appui de sa déclaration.

**M. Chaloult (Lotbinière)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas de point d'ordre.

**M. Chaloult (Lotbinière)** soulève alors une question de privilège. Je me lève pour réplique, dit-il. Il prétend qu'on a tellement parlé en dehors de sa motion qu'il a un droit de réplique.

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas de droit de réplique. Les règlements n'accordent pas le droit de réplique sur un amendement.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre de la Chasse (l'honorable M. Bienvenue) a parlé de la guerre. Ceci n'était pas contenu dans ma motion. Il est d'usage en cette Chambre de répondre à des digressions. Il est tout de même étrange que tout le monde ici parle de la guerre et que je sois le seul à n'en pouvoir parler.

**M. l'Orateur:** Je rappelle à l'ordre le député de Lotbinière.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Alors, je répondrai jeudi soir prochain, à 7 h 20, à la radio.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Parce que le député de Matane (M. Gagnon) m'a mis en cause, je me vois tenu de faire quelques remarques en marge de ce débat.

Le député de Matane a fait allusion à mes activités anticonscriptionnistes de 1917 et 1918. Je ne regrette pas cette époque; je ne regrette rien de ces activités et je ne regrette rien des paroles que j'ai prononcées relativement à la conscription. J'avais 27 ans, et j'étais président de la Jeunesse libérale. Je suis l'un de ceux qui ont organisé la campagne contre la conscription et j'en revendique la paternité avec quelques amis.

Pendant des semaines et des semaines, j'ai tenu des assemblées contre la conscription. Nous étions indignés contre cette mesure et nous

manifestions notre indignation. Nous avons lutté jusqu'à l'adoption de la loi. Pendant ce temps, le député de Matane n'était pas avec nous. Il était comme moi jeune avocat, dans le temps. Pendant que nous exprimions ainsi notre indignation, pendant que nous battions contre la conscription, que faisait le député de Matane?

**M. Gagnon (Matane):** J'étais rédacteur du journal *La Province* avec M. Édouard Taschereau, neveu de l'ancien premier ministre. Ce journal défendait les droits des Canadiens français et menait une campagne énergique contre la conscription et, justement à cause de cette campagne, a manqué de fonds et a dû fermer ses portes. C'est pour cela que le journal est tombé face à l'ennemi. En plusieurs circonstances, je me suis opposé à mon parti sur cette question.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Chose certaine, c'est que j'ai toujours gardé la même attitude depuis 1917 sur cette question. J'ai appuyé Lapointe qui professait aussi la même doctrine. Avec lui, pendant des années, j'ai approuvé une participation volontaire à la guerre, mais nous avons dit: "Jamais nous n'accepterons la conscription pour service outre-mer." Cette attitude a été maintenue par Ottawa jusqu'au plébiscite. Pourquoi a-t-on changé alors? M. Lapointe était parti. Si on a changé d'attitude après la mort de M. Lapointe, ce n'est pas ma faute. Pour ce qui est de moi, j'ai toujours continué à prêcher la politique de M. Lapointe.

Lorsque, quelques mois après sa mort, on a décidé de tenir un plébiscite, je me suis immédiatement opposé à cette mesure. J'ai demandé à la population de répondre non et la population de Québec-Est a répondu non par une majorité de 19,000 voix. J'ai protesté après le verdict. J'ai protesté encore, après le plébiscite, quand on a abrogé l'article 3 de la loi de mobilisation, ce qui permettait et permet encore au gouvernement fédéral d'envoyer les conscrits outre-mer sur simple arrêté ministériel. J'ai sans cesse protesté contre ça. Je n'accepterai jamais que l'on envoie les mobilisés outre-mer contre leur gré.

J'ai protesté aussi contre le cadeau de \$2,000,000,000 donné à l'Angleterre. Je n'entends pas être lié par la politique fédérale sur ces questions. Je n'ai jamais approuvé l'envoi de nos soldats en dehors du pays et je n'entends pas changer mon attitude. Jamais je n'accepterai l'abrogation d'un article qui prohibe l'envoi des conscrits outre-mer et je n'endurerai pas qu'on joue au trapèze sur cette question. Je

désapprouve également le gouvernement fédéral d'avoir envoyé des conscrits non seulement à Kiska, mais en Guyanne anglaise. Je considère que ce n'est pas là la défense du Canada. Je suis anticonscriptionniste.

Mais il s'agit dans tout cela d'une question fédérale. Je suis un libéral et, dans le domaine provincial, je fais mon devoir. Je dois allégeance au chef du gouvernement et je suis parfaitement en accord avec lui en ce qui concerne la bonne administration que nous avons donnée à la province. Tout en restant loyal au Parti libéral provincial et à mon chef, je sépare les deux domaines et je garde ma liberté absolue en ce qui concerne les questions fédérales. Je n'accepterai jamais que l'on envoie des mobilisés outre-mer contre leur gré, en vertu de la loi de mobilisation dont on a abrogé l'article 3.

(Applaudissements de plusieurs députés ministériels)

**M. Talbot (Chicoutimi):** M. l'Orateur, je veux dire un mot au ministre...

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il n'est plus question de ma motion. Tout le monde va pouvoir parler de la guerre, excepté moi! Il est un peu extraordinaire de voir qu'il soit le seul à n'en pouvoir parler.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** regrette ces digressions et demande qu'on s'en tienne à la motion.

**M. l'Orateur** explique au député de Lotbinière qu'il ne peut parler deux fois sur la même question. Les règlements le lui interdisent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion parle de la concentration des richesses. Or, le capital humain est la principale richesse. On peut donc, sur cette question, parler de la concentration du capital humain pour des fins militaires.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) devrait dénoncer le gouvernement fédéral. Il se déclare surpris des aveux du ministre. Son attitude n'est pas logique. Il est anticonscriptionniste et appuie M. Lapointe qui a déclaré la guerre? Il (M. Drouin) a approuvé la déclaration de guerre qui contenait en germe la conscription; il a participé à faire battre l'Union nationale en 1939; il appuie depuis cinq ans l'homme qui promettait de démissionner et de

combattre son parti si jamais un seul Canadien était mobilisé contre son gré.

Il a ensuite demandé à la population de Québec-Est de voter pour M. Saint-Laurent, sachant qu'il fallait mener cette guerre à fond par la mobilisation obligatoire ou la conscription? Si le ministre avait été fidèle à son attitude de 1917, il n'aurait pas appuyé le gouvernement fédéral comme il l'a fait, il n'aurait pas aidé à l'élection de M. Saint-Laurent, candidat de M. King, dans Québec-Est, en expliquant à la population que la mobilisation et la conscription, ce n'était pas la même chose.

Lorsque M. Lapointe a déclaré la guerre à l'Allemagne, tout le monde a compris qu'il faudrait aller se battre contre l'Allemagne. La mobilisation obligatoire ou encore la conscription pour le Canada ne tient pas debout. "La conscription, ce n'est pas pour défendre le Canada, mais aller se battre contre l'Allemagne."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Point d'ordre. Jamais je n'ai prétendu que la mobilisation n'était pas la conscription. Mais je fais une différence entre la conscription pour la défense du pays et la conscription pour l'autre côté des mers.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Est-ce pour la défense du pays que l'on a déclaré la guerre, d'où a découlé la mobilisation? Récemment encore, le ministre faisait campagne dans Charlevoix en faveur de Mme Casgrain, candidate de M. King.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il n'y avait pas de candidat de M. King à cette élection. J'ai appuyé Mme Casgrain justement parce qu'elle se prononçait contre la conscription, contre le plébiscite et contre les milliards.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Vous l'avez appuyée parce qu'elle était rouge. Si le ministre veut être sincère, il n'a aujourd'hui qu'un geste à faire: c'est de démissionner du gouvernement actuel.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Casgrain (Gaspé-Nord),

Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, 28.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le premier ministre approuve les déclarations faites par le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin)?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le ministre du Commerce et des Affaires municipales a dit qu'il s'occupait d'administration provinciale et qu'il restait indépendant du fédéral. C'est absolument l'attitude du chef du gouvernement. Nous n'avons pas d'affaire à Ottawa. Nous n'avons pas d'autre chef, en dehors de la Chambre, que le peuple.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conventions collectives, arbitrages et enquêtes, traitements compris (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois millions cinq cent soixante-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pensions de vieillesse, traitements compris (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à la prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité sont lues et agréées.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

- bill 29 concernant les districts électoraux de la province.

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée qu'il a voté sans amendement le bill 50 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre,

lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20.

---

## NOTES

1. Selon *L'Événement* du 26 mai 1944, à la page 3, le texte original du bill confiant l'administration des affaires du Collège à un conseil de 14 membres pharmaciens ainsi partagé: 10 pour le district de Montréal, 2 pour le district de Québec, 1 pour représenter le district de Trois-Rivières et 1 pour le district de Sherbrooke.

Le comité permanent des bills publics de l'Assemblée législative a modifié ainsi la composition de ce conseil: 8 pour le district de Montréal, 4 pour Québec, 1 pour Trois-Rivières et 1 pour Sherbrooke, mais le Conseil législatif a rétabli la composition originale en n'attribuant que 2 membres du Conseil pharmaceutique au district de Québec.

2. *L'Événement* du 26 mai 1944, à la page 3, nous apprend que le député de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx) est pharmacien de profession.

3. Plusieurs journaux dont *Le Canada*, *La Patrie* et *The Gazette* mentionnent un montant de \$28,000,000.

4. Selon *Le Devoir* du 26 mai 1944, à la page 7, après ces discours, le débat s'échauffe et on assiste à des prises de bec entre MM. Duplessis, Bienvenue et Chaloult.

5. Selon *Le Temps* du 26 mai 1926, à la page 6, M. Gagnon donna un cours d'histoire politique pendant trente minutes quand le président souleva un point d'ordre.

6. Selon *L'Action catholique* du 26 mai 1944, à la page 19, il fait allusion aux déclarations de M. Coldwell concernant le commencement d'incendie à la synagogue.





## Première séance du vendredi 26 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité recommande de prolonger au 31 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills qui lui seront soumis pour étude.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Casgrain (Gaspé-Nord):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 31 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur les bills qui lui seront soumis pour étude.

Le rapport est adopté après division.

## Anniversaires

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** exprime son admiration pour deux de ses lieutenants, les députés de Joliette (M. Barrette) et de Papineau (M. Lorrain), à l'occasion de leur anniversaire de naissance, dont il a loué l'esprit de travail et le dévouement à la cause et aux luttes de leur parti.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** félicite les deux députés des services qu'ils rendent à leur province en travaillant avec zèle à la préparation des lois.

**M. Chaloult (Lotbinière)** rend hommage au patriotisme et à la droiture des deux députés oppositionnistes et souhaite leur réélection.

**M. Barrette (Joliette)** remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et le député de

Lotbinière et déclare qu'il considère comme un honneur et un grand bienfait de travailler sous la direction du chef actuel de l'opposition.

**M. Lorrain (Papineau)** exprime lui aussi sa reconnaissance au premier ministre et au chef de l'Union nationale<sup>1</sup>.

Code canadien  
d'électricité

**M. Chaloult (Lotbinière)** attire l'attention du ministre du Travail (l'honorable M. Hamel) sur une lettre qu'il a reçue et dans laquelle on disait qu'en réponse à la demande d'un exemplaire du Code canadien d'électricité le département a répondu qu'il n'avait pas d'édition bilingue, mais l'édition anglaise seulement.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** Les éditions françaises ont été détruites au cours d'un récent incendie dans les bureaux du ministère. Je regrette que l'employé qui a écrit la lettre citée par le député de Lotbinière (M. Chaloult) n'ait pas donné les raisons pour lesquelles nous n'avions pas d'édition bilingue. Les lacunes ont maintenant été comblées et nous avons l'édition en question.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

"1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. L'Association continue d'exister sous le nom, en français, d'Association nationale de bénéfices mutuels, et sous le nom, en anglais, de *National Mutual Benefit Association*, avec tous les droits et privilèges dont elle est revêtue par sa constitution en corporation, sauf les modifications apportées par la présente loi."

Aussi, le bill 121 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 22 comme article 22a:

"22a. La loi 43-44 Victoria, chapitre 60, est modifiée de la façon suivante: après l'article 111 de ladite loi, modifié par l'article 29 de la loi 45 Victoria, chapitre 84, reproduit comme article 105 de la cédule A annexée à la loi 47 Victoria, chapitre 62, remplacé par l'article 3 de la loi 63 Victoria, chapitre 74 et par l'article 2 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 99 et, enfin, remplacé par l'article 22 de la présente loi, est inséré l'article suivant:

"105a. La société peut aussi acquérir tous autres immeubles dont elle peut avoir besoin pour mettre en valeur les immeubles par elle déjà acquis."

Aussi, le bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en biffant le deuxième alinéa, qui commence par les mots:

"Ledit règlement"

et finit par les mots:

"annexe A".

Et l'annexe A est biffée.

#### **Projets de loi:**

##### **Association nationale de bénéfices mutuels**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 116 constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Crédit Foncier Franco-Canadien**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 121 modifiant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### **Charte de Louiseville**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 144 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté le bill B corrigeant la loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau, qu'il la prie d'agréer.

#### **Projets de loi:**

##### **Charte de Dolbeau**

**M. Potvin (Roberval)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill B corrigeant la loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**M. Potvin (Roberval)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**M. Potvin (Roberval)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill B sans l'amender.

**M. Potvin (Roberval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

6 Loi modifiant la loi du crédit agricole du Québec;

20 Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal;

29 Loi concernant les districts électoraux de la province;

31 Loi modifiant le Code civil;

32 Loi modifiant la charte de la ville d'Oka-sur-le-Lac;

33 Loi concernant l'Association athlétique nationale de la jeunesse;

34 Loi concernant l'abolition des péages sur le pont de Grand'Mère;

119 Loi concernant la succession de monseigneur J.-A.-H. Blaquière;

120 Loi modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;

137 Loi relative aux successions de feu Jean Boucher et de feu Félicitée Tanguay;

177 Loi modifiant la loi de pharmacie de Québec.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 50 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

## Subsides:

### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** félicite les jubilaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait allusion au banquet donné en l'honneur du ministre de la Voirie (l'honorable M. Dansereau), au cours de la dernière fin de semaine. Cette fête a probablement été organisée par des entrepreneurs en travaux de voirie, dit-il.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Bien au contraire. Ce fut une manifestation spontanée de gratitude de la part de la population de la région ouest de la province, qui voulait marquer sa satisfaction au gouvernement Godbout parce qu'elle est représentée dans le cabinet par un ministre qui détient des portefeuilles importants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pensais que ça prenait un ingénieur pour faire un ministre de la Voirie, mais j'ai constaté qu'il n'est pas nécessaire d'être savant. Il suffit d'avoir du bon sens. Le ministre actuel est un honnête homme et j'espère qu'il fera les travaux qui s'imposent.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le programme de voirie du gouvernement pour cette année n'est pas encore tout à fait déterminé. Nous continuerons des travaux commencés et nous en mettrons d'autres en marche, mais nous prendrons surtout soin de la surface des routes, pour protéger le capital investi, renvoyant la plupart des grands

travaux à plus tard. Nous distribuerons avec justice et équité les argents que la Chambre mettra à ma disposition pour l'année fiscale courante.

**M. Lorrain (Papineau):** À la veille des élections, je suppose que l'on fera des travaux de voirie dans mon comté car, depuis cinq ans, on a complètement négligé la région de l'ouest de la province, sauf peut-être le comté d'Argenteuil, représenté par le ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau). Mon comté a été négligé pendant 25 ans par le libéraux, alors que l'Union nationale a fait des travaux durant trois ans pour reprendre le temps perdu. On semble également vouloir faire quelque chose pour la route Montréal-Hull, à la veille des élections. C'est la manière libérale de ne bouger qu'à la veille des élections. Tous les travaux ont été arrêtés depuis cinq ans. Les gens de la province de Québec sont obligés d'emprunter les routes de l'Ontario.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Dans un seul comté, à la veille des élections de 1939, l'Union nationale a dépensé en dix jours \$50,000.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Les travaux de la route Montréal-Hull étaient décidés depuis l'automne dernier. Ces travaux sont en cours. J'admets qu'ils auraient peut-être dû se faire plus tôt, mais le budget de la voirie a été considérablement réduit en ces dernières années.

C'est mon intention de faire les travaux qui sont urgents. Mon voisin de Papineau (M. Lorrain) peut être certain que tout ce qui doit être fait ne sera pas négligé, mais nous procéderons avec méthode et suivant un plan bien défini.

**M. Paquette (Labelle):** Il y a des travaux urgents sur la route Montréal-Mont-Laurier-Abitibi. L'Union nationale a relié Mont-Laurier à Senneterre et a commencé les travaux pour redresser et améliorer la partie Montréal-Mont-Laurier. Le gouvernement actuel a négligé l'entretien de cette route dont l'Union nationale avait entrepris la construction pour permettre à la province de Québec et à Montréal, en particulier, de bénéficier de l'important commerce de l'Abitibi et du Témiscamingue. Le présent gouvernement a complètement abandonné les projets concernant la partie nord de Saint-Jovite, entraînant ainsi la perte de centaines de milliers de dollars qui avaient servi à la réalisation de différents travaux.

Même si la province de Québec a dépensé \$50,000,000 pour développer ces régions, 80 % à 85 % de la circulation passe par l'Ontario. C'est l'Ontario qui en profite, parce que cette province a créé un excellent réseau de routes, de l'autre côté de la ligne interprovinciale, dans le but de s'approprier ce commerce qui devrait en principe revenir à la ville de Montréal, alors que la province de Québec n'avait que des routes cahoteuses et remplies de courbes.

La métropole perd chaque année des millions de dollars de revenus qu'elle retirerait d'activités commerciales. À cause de l'incurie du gouvernement, c'est l'Ontario qui profite maintenant de ce commerce.

C'est là un scandale administratif! Il est vraiment déplorable que le gouvernement n'ait pas continué les travaux entre Montréal et Mont-Laurier. Il y a là 860 courbes, ce qui rend le trajet impraticable pour les camions lourds. On a laissé détériorer les travaux faits par l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** corrobore les dires du député de Labelle (M. Paquette), soulignant que son gouvernement a démoli tous les passages à niveau le long de l'autoroute, que des ponts ont été construits et que le présent gouvernement a ensuite laissé tomber le projet.

Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, a dépensé environ les deux tiers du montant prévu pour construire une route reliant Montréal et Mont-Laurier.

Le reste des crédits aurait pu être affecté à la construction d'une voie de communication entre l'Abitibi et Montréal, mais on a préféré l'investir dans la construction de la route Wilfrid-Laurier, ce projet si cher à l'honorable T.-D. Bouchard.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** En ce qui concerne la route de Mont-Laurier à Montréal, le gouvernement a commencé et continuera dans le cours de l'été des travaux considérables sur cette route et dans la région de l'ouest de la province. Des travaux importants sont d'ailleurs en cours dans les régions de Saint-Jérôme, Piedmont et Sainte-Adèle.

Lorsqu'ils seront complétés et si les circonstances le permettent, on fera un revêtement d'asphalte entre Labelle et Saint-Jovite. Le gouvernement projette également de faire, cette année, les travaux de voirie les plus urgents dans la province, en particulier sur la route Montréal-Hull, sur la route Iberville-Burlington et sur la route Québec-Sainte-Agathe-Sainte-Anne-de-Beaupré.

Étant donné que le budget de la voirie a été considérablement réduit, nous ne pourrions effectuer autant de travaux que durant les années antérieures. Nous allons tout de même nous appliquer à prendre soin de la surface des routes actuelles et à améliorer celles qui ont besoin de réfection.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au premier ministre s'il a eu d'autres nouvelles concernant son idée de changer le nom de Frelighsburg pour Lidice, projet auquel s'est opposé le conseil municipal.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette idée a été abandonnée après que le conseil se fût prononcé contre.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution du comité est lue et agréée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

#### Deuxième séance du 26 mai 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes<sup>2</sup>!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 128 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 129 concernant la succession de feu Louis-Charles-Godfroy de Tonnancour, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les lignes 8 et 9, les mots suivants: "reproduit comme annexe de la présente loi".

Et l'annexe est biffée.

#### Projets de loi:

##### Succession de

##### Louis-Charles-Godfroy de Tonnancour

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 129 concernant la succession de feu Louis-Charles-Godfroy de Tonnancour.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### Loi des cités et villes

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Gauthier (Montréal-Laurier)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 64 de la loi des cités et des villes (S. R. Q., 1941, chapitre 233) est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par les suivants:

"Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une rémunération, mais ce règlement n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par les électeurs propriétaires; au moins la majorité des électeurs propriétaires résidant dans la municipalité doivent avoir voté.

"La résidence, aux fins du présent article, est celle portée au rôle d'évaluation en vigueur."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** C'est là une mesure très progressive.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les maires devraient être payés. La population, dit-il, ne demande pas mieux que de payer ceux qui travaillent et de mettre dehors ceux qui ne font rien. Pourquoi obliger les municipalités à dépenser de l'argent pour tenir un référendum sur cette question? L'amendement ne change pas grand-chose. La majorité des voteurs devrait être suffisante. Le texte actuel exige l'approbation de la majorité absolue de tous les électeurs propriétaires, résidents ou non-résidents.

Cet article de la loi est de l'hypocrisie et de la pure démagogie. Il (M. Duplessis) cite l'exemple de M. T.-D. Bouchard, maire de Saint-Hyacinthe. M. Bouchard n'a jamais voulu recevoir de salaire comme maire, ce qui lui permettait de poser à l'homme désintéressé. Mais n'empêche qu'il s'est enrichi.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 173, le suivant:

"173a. Le conseil peut, par règlement, fixer à trois ans, à compter des élections suivantes, la durée des fonctions du maire et des échevins.

"Un règlement à cet effet n'entre en vigueur que par l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à cette fin.

"Le vote des électeurs peut être pris en même temps qu'une élection générale est tenue; en ce cas, la durée du scrutin est celle fixée pour l'élection et, si le règlement est approuvé, la durée des fonctions du maire et des échevins est de trois ans à compter de cette élection.

"Un règlement adopté en vertu du présent article apporte les modifications appropriées aux dispositions législatives régissant, dans la municipalité, la durée des fonctions du maire et des échevins et la tenue des élections; si, d'après la charte, un certain nombre d'échevins sont élus tous les ans, le nombre à élire chaque année est désormais réduit à un tiers du total, sauf aux deux élections suivant l'entrée en vigueur du règlement, auxquelles on doit alors élire pour une durée respective d'un an et de deux ans, en outre du tiers, le nombre d'échevins voulu pour compléter le conseil jusqu'à la troisième élection suivant l'entrée en vigueur du règlement, les échevins ainsi élus étant désignés par le sort.

"Un tel règlement est sans effet s'il n'est approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil dans les six mois du vote des électeurs; il doit ensuite être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des Statuts adoptés à la session suivante de la Législature."<sup>3</sup>

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il y a actuellement 77 cités et villes régies par la loi des cités et villes qui ont leur élection à la même date et 29 autres cités et villes dont la charte spéciale fixe l'élection à des dates différentes.

L'article concernant la prolongation du terme du maire et des échevins couvre le cas des officiers municipaux élus pour deux ans, le cas des conseils qui élisent trois échevins chaque année, de même que le cas des conseils qui procèdent chaque année à l'élection du tiers seulement de leurs officiers. C'est dire qu'il est assez compliqué.

L'application de cette loi prévoit une procédure dans le cas des municipalités où, d'après la charte, un certain nombre d'échevins sont élus chaque année. Cette procédure peut se démontrer par l'exemple suivant:

Dans la ville de X, le conseil est formé d'un maire et de six échevins. La charte prévoit un terme d'office de deux ans, la moitié des échevins devant être élus chaque année. Trois des échevins ont été élus en 1943 et leur terme d'office expire en 1945; les trois autres échevins ont été élus en 1944 et leur terme d'office expire en 1946. Donc, dans l'état actuel des choses, il doit y avoir élection de trois échevins en 1945 et de trois autres en 1946.

Si, en temps utile avant l'élection de 1945, le conseil adopte le règlement prévu à l'article 2 du bill à l'étude, voici ce qui devra être fait à l'élection de 1945.

1<sup>re</sup> élection - 1945:

Deux des trois échevins élus en 1943 seront remplacés ou réélus pour trois ans et l'autre pour deux ans, après tirage au sort. Après cette élection, les termes d'office des échevins expireront comme suit: en 1946, les trois élus en 1944; en 1947, un élu en 1945; en 1948, deux élus en 1945.

**2<sup>e</sup> élection - 1946:**

Deux des trois échevins élus en 1944 seront remplacés ou réélus pour trois ans et l'autre pour un an, toujours après tirage au sort. Après cette élection, les termes d'office des échevins expireront comme suit: en 1947, un élu en 1945; en 1947, un élu en 1946; en 1948, deux élus en 1945; en 1949, deux élus en 1946.

**3<sup>e</sup> élection - 1947:**

À cette élection, le système de trois ans, avec remplacement du tiers des échevins chaque année, commencera à fonctionner régulièrement. En effet, il n'y aura que deux échevins à élire en 1947, un dont le terme d'office a commencé en 1945 et l'autre dont le terme d'office a commencé en 1946, constituant le premier tiers prévu par l'article 173a.

Les élections de 1948 seront pour réélire ou pour remplacer le deuxième tiers, c'est-à-dire les deux échevins élus en 1945. Les élections de 1949 seront pour le dernier tiers, c'est-à-dire pour les deux échevins élus en 1946. Quant au maire, il sera élu pour trois ans dès la première élection à la mairie suivant l'adoption du règlement prévu à l'article 173a.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après votre système, le peuple va élire un échevin pour trois ans et on va le sortir au bout d'un an.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il fallait trouver une solution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Votre loi dit que ce règlement devra être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Pourquoi compliquer les choses en donnant la décision finale au gouvernement?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** C'est rare que le cabinet refuse. C'est pour le cas où une municipalité serait dans l'illégalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne faut pas prendre les officiers municipaux pour des enfants d'école. Ils sont capables de rédiger des règlements. Le devoir de la Chambre, c'est de faire des lois et il appartient aux tribunaux de les interpréter. Le

gouvernement est fait pour administrer, non pour être juge.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Quand un règlement municipal reçoit l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, il y a une présomption de légalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais le gouvernement se réserve six mois pour accoucher d'une décision. Pendant ce temps, on ne sait si le règlement est légal ou illégal; les échevins sont sur le qui-vive, ils ne savent pas à quoi s'en tenir. Il déplore le contrôle gouvernemental sur les municipalités.

Il fait remarquer que la tendance du gouvernement libéral actuel est clairement centralisatrice. Ces innovations, dit-il, sont contraires à l'autonomie municipale. Autrefois, les municipalités jouissaient d'une très large mesure de liberté et d'autonomie.

On en est rendu à contrôler à peu près toutes les activités des municipalités. À l'heure actuelle, les municipalités n'ont pas le droit d'élargir un bout de chemin ou de changer le site d'un dépôt et elles ne peuvent pas préparer le moindre règlement sans qu'elles soient obligées de le soumettre à l'approbation du ministre des Affaires municipales. Cela me semble totalement ridicule. C'est une insulte à l'intelligence des électeurs.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les municipalités ne se plaignent pas de ce contrôle, car ça leur permet de constater si elles sont dans la légalité.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'est pas là comme juge de la légalité; c'est le devoir des tribunaux. Le gouvernement a la tâche, lui, de faire observer les règlements et les lois.

**M. Gagnon (Matane):** On parle de la liberté des municipalités, mais elles n'en n'ont pas du tout. Il regrette cet empiètement sur les libertés populaires. Si nous sommes réellement en pays démocratique, le gouvernement devrait se contenter de faire la législation générale, laissant à l'esprit d'initiative des autorités municipales le soin de se gouverner, avec un minimum d'intervention de la part du gouvernement provincial. Cette loi est une nouvelle tentative de centralisation. Le conseil ne peut passer un règlement sans le soumettre au gouvernement. C'est de la centralisation.

Et ce sont ces gens-là qui se disent libéraux. L'autonomie, c'est la liberté des municipalités. Le ministre (M. Drouin) se croit d'une essence supérieure de libéralisme et c'est lui qui présente une loi semblable. Par exemple, si, pour plaire au ministre, une municipalité adopte un règlement disant que les grèves contre la conscription ne sont pas tolérées, le gouvernement pourra désavouer ce règlement.

(Rires)

Le projet de loi actuel consacre encore le droit de désaveu du lieutenant-gouverneur en conseil dans un délai de six mois. Voilà une mesure antidémocratique de la part d'un gouvernement libéral.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le droit de désaveu existe depuis plusieurs années; il a été incorporé en 1903 dans la loi des cités et villes. Ça s'est donc toujours fait comme ça depuis 1903.

**M. Gagnon (Matane):** Sous un régime libéral, par conséquent. C'est parce que le gouvernement Taschereau a été le gouvernement le plus tory que nous ayons eu au Canada. Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) se flatte d'appartenir à une essence supérieure de libéralisme et il enchaîne les municipalités.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** En pratique, les règlements municipaux ne sont jamais désavoués et les municipalités ne se plaignent pas d'une procédure qui leur permet de constater si elles sont dans la légalité. Nombre de procès sont ainsi évités.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. L'article 423 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"423. Un exemplaire de tout règlement adopté par le conseil doit être transmis sans retard au ministre des Affaires municipales.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans les six mois suivant la réception de cet exemplaire par le ministre, désavouer le règlement, à moins qu'il ne l'ait antérieurement approuvé.

"Avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et du jour de cette publication, le règlement est de nul effet."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La suppression des honoraires rendait un changement indispensable, vu que leur réception est, d'après le texte actuel, le point de départ du délai de six mois accordé pour le désaveu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** dénoncent de nouveau le droit de désaveu par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. L'article 427 de ladite loi est modifié en insérant, après le paragraphe 3, le suivant:

"3a. Pour obliger toute personne employée dans un hôtel ou un restaurant à subir un examen médical annuel et à fournir au fonctionnaire municipal désigné à cette fin un certificat médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection; pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un hôtel ou un restaurant de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du fonctionnaire compétent attestant qu'elle a fourni le certificat médical mentionné; pour fixer les catégories d'emplois auxquels le règlement est applicable."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet amendement n'améliore pas la situation. À l'heure actuelle, en vertu du droit commun, il y a recours contre le propriétaire qui emploie un porteur ou une porteuse de germes. Maintenant, on se retranchera pendant 12 mois derrière un certificat. Quelqu'un de bonne foi pourra contracter une maladie contagieuse après avoir obtenu son certificat et continuer à exercer son emploi jusqu'à la fin des 12 mois.

Ce projet de loi constitue une violation de la liberté des municipalités.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.



**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Dansereau, Drouin, Dufour, Dumoulin, Duval, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Goulet, Hamel, Joyal, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Renault, 23.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Talbot, 10.

Ainsi, la motion est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Beaulieu (Témiscouata)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept millions trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Réparation et entretien des chemins y compris les chemins d'hiver, gages inclus (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Paquette (Labelle):** La construction de la route de Terrebonne est lente alors que les travaux de voirie sont urgents. Il y a environ 17,000 à 20,000 touristes qui fréquentent ce comté chaque année.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le député de Labelle devrait dire 60,000 touristes. La population de Terrebonne sait que les chemins seront considérablement améliorés cette année. Les travaux sont en cours. Les retards sont dus au fait de certains contrats, donnés à des prix fantastiques au temps de l'Union nationale. Nous avons changé les entrepreneurs et, de cette façon, nous avons sauvé à la province \$300,000. Nous avons marché le plus rapidement possible. J'admets que, l'an dernier, il y eut quelque retard pour la construction de la route Saint-Jérôme-Sainte-Agathe. Ceci était dû au défaut de la main-d'œuvre.

**M. Paquette (Labelle):** Il n'y a pas de raison de prendre deux ans pour faire un petit bout de chemin. On parle de défaut de main-d'œuvre, mais il n'a pas manqué de main-d'œuvre pour la voie Sir-Wilfrid-Laurier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Les routes de Terrebonne, à cause des difficultés du terrain, ne peuvent se faire en un jour. Que le député de Labelle (M. Paquette) ne se préoccupe pas du comté de Terrebonne. Ce dernier comté est bien représenté.

**M. Lorrain (Papineau)** pose une question.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Les travaux sur la route Montréal-Hull sont décidés depuis l'automne dernier et ils sont en cours, actuellement. S'ils n'ont pas été entrepris plus tôt, c'est que la réduction du budget de la voirie ne le permettait pas.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** La voirie a été nulle dans mon comté, depuis cinq ans.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Ma région a été grandement négligée depuis cinq ans. Les routes de Chicoutimi ont été pratiquement abandonnées, avec la conséquence qu'elles sont aujourd'hui dans un état pitoyable. Il est vrai que, l'an dernier, on y a fait quelques travaux, mais ces derniers sont absolument incomplets. Il faudrait au moins \$500,000 pour mettre les routes de Chicoutimi dans un état convenable.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

Depuis quatre ans, des travaux considérables ont été exécutés dans Chicoutimi, particulièrement l'an dernier. Ces travaux se poursuivront cette année entre Arvida jusqu'à Larouche, et peut-être même Saint-Bruno et Hébertville.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis allé à Chicoutimi en octobre dernier. J'y ai vu alors des chemins pratiquement impassables sur tout le parcours. Je sais que le ministre fait des projets de travaux pour distribuer de l'argent, à la veille des élections. Je crois qu'on a dit au ministre de ne pas dévoiler ces projets. Mais je les connais, ces projets, moi. Le ministre ne connaît pas ses amis. Il y a à date beaucoup d'argent à dépenser au cours des prochaines semaines dans le comté d'Argenteuil. Le ministre ne devrait pas trop parler à ses cabaleurs politiques.

Il déplore également le mauvais état de la route du parc. On a tout dépensé, dit-il, pour faire une troisième route entre Québec et Montréal, route dont la province n'avait pas plus besoin qu'un chien a besoin de deux queues. De plus, on a injurié la mémoire de Sir Wilfrid Laurier en donnant son nom à cette nouvelle route. Laurier n'était pas un accapareur.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):**

Le programme de voirie pour l'année comporte un certain nombre de travaux dans la région de Québec. Ces travaux seront exécutés particulièrement sur la route qui reliera Québec à Sainte-Anne-de-Beaupré, sur le boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, entre Québec et le pont, ainsi que dans le parc des Laurentides, entre Stoneham et Hébertville. Un montant de \$150,000 sera affecté à la réparation de la route qui traverse le parc. Nous avons fait l'impossible pour les chemins de Chicoutimi et du parc national.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le ministre a accordé un contrat pour la route du parc national.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Non.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Mais le ministre a donné un contrat à M. Georges-Henri Lavoie et à M. Desbiens.

**M. Gagnon (Matane)** réclame également pour son comté. Le ministre de la Voirie, dit-il, a dû recevoir au moins 25 demandes en ces derniers temps. Que le ministre ne se scandalise pas, mais nos

routes sont dans un état lamentable. Il attire particulièrement l'attention du ministre sur l'état de la route Matane-Amqui et demande au ministre de régler le cas de l'un de ses électeurs du comté de Matane qui a été grièvement blessé et qui a subi des dommages de plus de \$1,000 lors de l'effondrement d'un pont condamné par le département de la Voirie, l'année précédente, entre Matane et Amqui.

D'après le témoignage de l'ingénieur même de la Voirie, M. Doré, affirme-t-il, le pont et la route sont à la charge du gouvernement. Le pont a été construit par le gouvernement de la province il y a 25 ans. Il n'y a donc pas de doute sur la responsabilité du gouvernement. Le ministre ne saurait s'objecter à la réclamation de la victime de l'accident au montant de \$1,000. Ce dernier, M. André Gosselin, a dû payer près de \$400 pour la réfection de son camion avec lequel il gagnait sa vie. Il a en outre subi des pertes appréciables du fait qu'il était privé de sa voiture.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** promet d'étudier ce dossier et de traiter aussi généreusement le comté de Matane que les autres comtés de la province.

La résolution est adoptée.

**Rapport du comité des subsides:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

**Ajournement**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi matin à 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

## NOTES

1. Selon *L'Événement* du 27 mai 1944, à la page 3, des fleurs ont été déposées sur le pupitre de MM. Barrette et Lorrain à la fin de la séance.

2. *La Patrie* du 27 mai 1944, à la page 43 nous apprend que le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) dirige la séance en l'absence de l'honorable Adélard Godbout qui s'est rendu dans la paroisse de L'Islet, où les électeurs du comté lui ont offert la candidature libérale en vue des prochaines élections provinciales.

3. Selon *Le Temps* du 2 juin 1944, à la page 5, après avoir expliqué ce qu'il appelle son système, M. Drouin remet aux journalistes un long communiqué pour l'expliquer de nouveau.



## Première séance du mardi 30 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

La séance est levée un peu après 11 heures<sup>1</sup>.

## Deuxième séance du 30 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports des comités permanents:

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 179 concernant les techniciens dentaires.

## Projets de loi:

Loi du département  
de l'Agriculture

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi du département de l'agriculture.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

## Questions de privilège:

## Hydro-Québec et l'Ascension

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'article 6 du Code de procédure civile est clair et concerne les caractéristiques de la province de Québec. Il décrète que parmi les jours non juridiques dans la province se trouve l'Ascension, une fête religieuse que Québec veut et doit célébrer. Ce qui garantit notre survie comme peuple et ce qui a fait la force de la province, c'est le respect de nos convictions religieuses. Il importe donc de conserver à notre province ses prérogatives et d'imposer le respect des fêtes religieuses.

Dès le 16 mai dernier, j'ai moi-même attiré l'attention de la Chambre sur le fait qu'Ottawa voulait ou se préparait à violer nos lois fondamentales en forçant ses employés à travailler le jour de l'Ascension. Le premier ministre a répondu qu'il s'occupait de la question et qu'il avait fait communiquer des ordres, par la radio, pour que la fête soit respectée dans la province et pour que l'Hydro observe le jour de l'Ascension. Le lendemain, le premier ministre a déclaré que ses ordres avaient été respectés.

Nous avons cependant appris que M. T.-D. Bouchard avait déclaré que les ouvriers de l'Hydro étaient libres de travailler ou non, mais que ceux qui prendraient congé ne seraient pas payés. Il a fait la déclaration suivante aux journaux de Montréal: "Le personnel a été averti la veille que chacun serait libre de travailler ou non et que ceux qui voulaient venir le pouvaient, et que les autres avaient la faculté de prendre un congé non payé le lendemain."

Dans la province de Québec, nous avons le spectacle d'un organisme gouvernemental qui dit à ses employés: Si vous voulez accomplir vos devoirs religieux, vous ne serez pas payés. Et c'est M. Bouchard qui dit ça! C'est ce M. Bouchard, qui devait tout révolutionner, qui a dit de telles choses! Quelle audace de la part de ce président de l'Hydro, qui reçoit un salaire de \$18,000 et qui refuse le salaire aux ouvriers le jour d'une fête religieuse.

Je comprends qu'avec un salaire de \$18,000 par année un congé non payé puisse paraître de peu d'importance, mais il n'en est pas de même pour les petits salariés, courbés sous le fardeau de taxes ruineuses. Quand c'est un organisme gouvernemental provincial qui laisse ainsi violer des lois fondamentales, c'est une chose non seulement intolérable, mais révoltante et je dis que c'est

scandaleux! Le gouvernement doit donner l'exemple de l'observation des lois humaines et divines.

C'est répugnant, la conduite de M. Bouchard. J'espère que le gouvernement aura le courage de réprimander très sévèrement le président et les membres de l'Hydro-Québec pour avoir posé un acte antireligieux, antichrétien et anti-Québec. De plus, en ce jour de l'Ascension, on a travaillé dans la grande majorité des bureaux fédéraux.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Pour ce qui est de l'Hydro, je joins ma protestation à celle de la Ligue du dimanche qui a dit dans un communiqué: "L'attitude prise par le président de la Commission hydroélectrique est contraire à la politique suivie jusqu'ici par le gouvernement de notre province dans ce domaine et elle va à l'encontre des droits acquis et reconnus des catholiques du Québec: elle crée au surplus un précédent gros de conséquences désastreuses<sup>2</sup>." Le premier ministre doit intervenir pour faire respecter les lois de la province de Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le député de Lotbinière a parlé de façon plus raisonnable que le chef de l'opposition, ils auraient évité, le premier une déclaration convenable, le second une déclaration échevelée<sup>3</sup>, s'ils avaient pris la peine de se renseigner. Les employés de l'Hydro et des autres commissions qui ont pris congé le jour de l'Ascension seront payés comme d'habitude. Nous suivrons cette même politique à l'avenir.

La déclaration du chef de l'opposition n'aurait pas dû être faite en cette Chambre. J'ai dit alors que j'ai communiqué avec le président de l'Hydro la veille de l'Ascension, après 5 heures du soir, quand on m'eût informé qu'il existait une coutume à l'effet que les employés de la Montreal Power avaient l'habitude de travailler dans l'après-midi du jour de l'Ascension. Les employés de l'Hydro avaient quitté le travail, mais je leur ai fait donner l'ordre, par la radio, de ne pas se rendre au travail le lendemain et de rester chez eux.

Tous les employés de l'Hydro-Québec, comme ceux de toutes les commissions du gouvernement et ceux d'organismes provinciaux relevant directement du gouvernement seront payés comme d'habitude pour le jour de l'Ascension 1944, de même que pour toutes les fêtes provinciales. Je crois cette déclaration assez claire et il me semble que cela devrait suffire. Personne ne perdra une heure de travail pour ne pas avoir travaillé un jour de fête provinciale. Cela est vrai pour le 18 mai 1944 et cela est vrai aussi pour l'avenir. Des instructions précises ont d'ailleurs été données pour qu'à l'avenir

tous les services du gouvernement de la province chôment les jours de fêtes légales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ordres ont été donnés en retard.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Lorsque le chef de l'opposition a attiré l'attention du gouvernement sur cette question, il voulait parler du travail dans les établissements fédéraux. J'ai aussi communiqué avec Ottawa sur ce sujet, et presque toutes les organisations fédérales dans la province, peut-être 95 % d'entre elles, ont chômé le jour de l'Ascension dans la province de Québec.

Quant au travail dans les organismes provinciaux, le chef de l'opposition n'y a pas plus pensé que moi, tant la tradition était bien établie. La veille de l'Ascension, j'ai communiqué par radio des ordres aux employés de l'Hydro de rester chez eux, ajoutant qu'ils seraient payés pour cette journée. C'est ce qui sera fait. Le chômage des fêtes provinciales est vrai pour aujourd'hui comme il est vrai pour l'avenir et les employés seront payés comme s'ils avaient travaillé.

## Projets de loi:

### Commissions scolaires protestantes

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 autorisant la constitution de commissions scolaires centrales protestantes soit maintenant lu une deuxième fois.

La présente mesure, dit-il, est le fruit de demandes maintes fois répétées par la population rurale protestante du Québec et constitue une réplique de ce qui a été adopté il y a quelque temps pour les commissions scolaires protestantes de la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi autorisant la constitution de ces commissions scolaires centrales protestantes répond aux désirs de la majorité des commissions scolaires locales et des électeurs scolaires et a été demandé par le comité protestant du Conseil de l'instruction publique, après une étude approfondie de la question et d'une campagne d'éducation parmi la population protestante de la province.

Il demande à la Chambre d'adopter le bill à l'unanimité, soulignant que le service éducationnel pour la collectivité protestante de notre province a été négligé depuis quelque temps et que certains comtés, comme Mégantic, Drummond, Arthabaska et Chambly, se sont prononcés en faveur du projet de

loi. Les commissions scolaires ne sont pas obligées d'adhérer au plan et d'expliquer les avantages que le comité protestant espère en retirer. La population protestante étant disséminée un peu partout dans la province, le problème du transport des enfants à l'école est plus aigu. La loi permet aux commissions scolaires locales de déléguer leurs pouvoirs à des commissions centrales qui engageront les professeurs, détermineront les taxes, tiendront une comptabilité séparée pour chaque commission locale. Les commissions locales continuent d'exister et conserveront leur identité.

Les attributions de ces dernières se limiteront, dans ce cas, à s'occuper de la construction, de la réparation et de l'administration des écoles, de l'observance de l'hygiène, de la fourniture des livres de classe, des différends entre parents et instituteurs, du recensement des enfants, etc. Elles ont leur propre budget, qui est cependant contrôlé par la commission centrale. Ainsi, le comité protestant va diviser la province en zones et chacune de ces dernières aura sa commission centrale. À partir du moment où les commissions scolaires locales comprises dans une zone décideront d'être assujetties à la commission centrale, le nouveau système entrera en vigueur.

Les principaux avantages que le comité y voit pour les progrès de l'enseignement protestant sont les suivants: une distribution plus équitable des octrois gouvernementaux et une meilleure répartition des taxes et rétributions scolaires sur des régions plus vastes, tout en préservant l'autonomie de chaque commission scolaire locale, une plus grande facilité pour les enfants des régions rurales et éloignées de profiter aussi complètement que possible de l'enseignement et un relèvement du niveau général de l'enseignement dans les écoles protestantes de la province.

Le bill permet l'érection de commissions scolaires centrales quand la majorité des commissions scolaires ou des électeurs concernés y auront expressément consenti dans chaque cas, tout en permettant à toute commission scolaire de ne pas y participer.

Ce bill est d'une très grande importance pour toutes les commissions scolaires protestantes et il répond à des demandes pressantes depuis longtemps exprimées par les intéressés, les membres du comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Le gouvernement ne fait que répondre aux demandes légitimes de la minorité protestante au Québec. C'est la raison pour laquelle il propose la présente mesure qui a d'ailleurs été soumise et approuvée par la grande majorité des commissions scolaires. C'est une mesure qui vient à son heure et qui aura les plus heureux résultats sur tout le système éducationnel protestant de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à certaines modalités et à certains articles du projet de loi. C'est la coutume dans le Québec de nommer un surintendant catholique de l'Instruction publique. Dans nos lois et nos actes, la majorité francophone du Québec a consacré le principe du respect général des droits de la minorité, dit-il. La minorité au Québec devrait avoir le droit de régler ses propres problèmes d'éducation sans que la majorité intervienne. Nous avons un régime de magnanimité, de justice, de respect des droits minoritaires et de fair-play qui devrait donner l'exemple aux autres provinces et aux autres pays. Tout en cherchant à obtenir pour les francophones du Québec les mêmes droits que ceux des autres communautés vivant au pays, il dit qu'il demeure inflexible dans son désir d'obtenir les mêmes droits pour la minorité anglophone du Québec.

En fait, ajoute-t-il, le gouvernement de l'Union nationale a toujours été soucieux de sauvegarder l'autonomie de la minorité anglophone. Lorsque j'étais au pouvoir, des difficultés sont survenues concernant l'école protestante et j'ai soumis le tout au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour étude et recommandations, puisque, en vertu du système québécois, chaque comité du Conseil est complètement autonome.

À la demande de la minorité protestante en quête d'une solution aux problèmes de l'école protestante au Québec, le gouvernement de l'Union nationale avait créé la commission Hepburn, présidée par un éminent professeur écossais, un choix qu'il avait laissé aux autorités protestantes. Cette commission avait fait un rapport contenant des recommandations dont aucune n'a été suivie par la présente administration.

Pour montrer qu'il a toujours cru que les questions liées à l'éducation devaient être au-dessus de toute politique, il dit que lorsque feu l'honorable Gordon Scott, alors président du comité protestant, lui avait offert sa démission comme président ou comme membre du comité, ou à ces deux titres, il l'avait refusée. Il dit qu'il n'a pas l'intention de faire de l'éducation protestante ou de toute autre question d'éducation un jeu politique. Depuis lors, le rapport Hepburn a été discuté abondamment et un bill pour la centralisation de toutes les commissions scolaires protestantes de la province est maintenant présenté.

Par ailleurs, il est déplorable que ce bill, qui concerne l'éducation des enfants protestants, soit présenté par le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier). C'eût été un acte de courtoisie

élémentaire que d'en donner la paternité au représentant de la minorité protestante dans le cabinet provincial, le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson). Il est regrettable que le gouvernement en ait décidé autrement.

Si la minorité a réellement approuvé ce bill, il faut respecter sa volonté. Je suis pour la décentralisation en général, mais, dans le cas des commissions scolaires protestantes, la centralisation me paraît nécessaire. C'est la première fois que la centralisation comportera des avantages, même si la mesure n'est pas parfaite en tous points. Quant au bill même, il y a des clauses dans la loi qui ne me paraissent pas respecter l'autonomie des protestants. On devrait accorder au comité protestant du Conseil de l'instruction publique l'autonomie la plus entière, compatible avec notre Constitution. La minorité du Québec devrait avoir le droit de régler ses propres problèmes éducationnels sans l'intervention de la majorité.

Le devoir de l'Assemblée législative est de respecter les vues de la minorité, mais il est déplorable que trop de décisions soient soumises aux desiderata du surintendant de l'Instruction publique, du secrétaire provincial ou du cabinet. Les désirs des commissions scolaires protestantes ne devraient pas être subordonnés à l'approbation du surintendant de l'Instruction publique, qui est toujours un catholique. C'est l'intervention inopportune de la majorité dans des affaires qui ne regardent que la minorité. On devrait laisser à la minorité protestante le droit absolu d'arranger ses propres affaires sans l'intervention de l'autre partie de la population. M. W. P. Percival, secrétaire du comité protestant, devrait être le seul à se prononcer sur les questions relatives à l'enseignement protestant.

Il dit qu'il s'oppose à l'article disant que le surintendant de l'Instruction publique fera un rapport écrit au secrétaire provincial sur les pétitions des commissions scolaires protestantes reçues par lui, et la commission scolaire centrale pourra alors être érigée par ordre du lieutenant-gouverneur en conseil. Il critique aussi les dispositions du nouveau bill qui ont trait à l'intervention du secrétaire de la province et du lieutenant-gouverneur en conseil. Ce sont des interventions inopportunes, dit-il, et j'ai toujours respecté l'autonomie du comité protestant de l'Instruction publique.

L'opposition veut que la minorité protestante ait plus d'autonomie dans le domaine de l'éducation, et elle suggère que soit nommé un surintendant protestant de l'Instruction publique comme il en existe un de religion catholique.

À cause de cette intervention déplorable, dit-il, nous aurons un amendement à présenter en troisième lecture, pour que l'autonomie de la minorité protestante soit mieux respectée dans la loi. Pour le moment, et comme l'opposition veut donner un nouvel exemple de son respect du droit de la minorité protestante de régler ses affaires dans un domaine qui est de sa compétence et dans les limites fixées par la Constitution, nous consentons à ce que la deuxième lecture soit adoptée à l'unanimité, quitte à apporter des amendements en comité plénier, afin que la minorité ait plus d'autonomie.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Est-ce que le projet de loi du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a reçu l'approbation de la totalité des membres du comité protestant?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne peux dire si la totalité des membres se sont prononcés; je n'ai pas ce renseignement à la mémoire, mais je le fournirai à la Chambre. Ce que je peux dire, c'est que le projet de loi a été soumis par le comité protestant et, à l'exception de quelques changements mineurs, la mesure est basée sur ses recommandations.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le ministre a-t-il l'intention de présenter un projet de loi de même nature pour les commissions scolaires catholiques, à la présente session?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Non. Ce bill est en tous points conforme à ce qu'on nous a demandé.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Les remarques du chef de l'opposition sont judicieuses en ce qui concerne l'exemple de largeur de vues que nous donnons et que nous devons donner à la minorité protestante.

Je crois qu'il est important de permettre à la minorité d'administrer sans entrave ses écoles. Il faut donner la plus large autonomie possible aux comités catholique et protestant du Conseil de l'instruction publique.

Les catholiques sont contre la centralisation des commissions scolaires locales, mais, bien sûr, pour des raisons différentes de celles des protestants. Nous réclamons un traitement juste pour la minorité canadienne-française dans les autres provinces. Il n'est que juste que nous commencions par donner l'exemple.



**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** s'insurge contre les insinuations du chef de l'opposition. Il veut troubler les esprits en disant que, si le bill est soumis par le secrétaire de la province au lieu de l'être par le représentant de la minorité protestante dans le cabinet, c'est un empiétement sur les privilèges des protestants, dit-il. Au Québec, tout le monde est traité sur un pied d'égalité, les protestants comme les catholiques, en ce qui concerne l'éducation.

La minorité protestante est donc parfaitement satisfaite du traitement qu'elle reçoit de la majorité. Elle n'entend aucunement constituer un État dans l'État. Les protestants de la province de Québec veulent faire partie de la vie économique et sociale de la province. C'est pourquoi la loi est présentée par le ministre qui veille aux problèmes de l'éducation, le secrétaire de la province. Il lui appartenait de présenter semblable mesure. On dirait qu'on essaie de faire naître un préjugé.

Quant au surintendant et à la partie de la présente loi qui le concerne, aucune disposition de la loi scolaire ne précise qu'il doit être de religion catholique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un gouvernement qui ne nommerait pas un surintendant de religion catholique ne resterait pas longtemps au pouvoir.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** En vertu de la loi scolaire, le surintendant a pour fonction d'exercer une surveillance générale de tout ce qui concerne l'instruction publique. De plus, il exerce ses pouvoirs sous l'autorité du Conseil de l'instruction publique. L'autonomie des protestants est sauvegardée à 100 % en vertu de cette mesure et la minorité protestante n'a donc pas d'objection à ce que certaines décisions soient soumises au surintendant de l'Instruction publique. Toutefois, il n'aime pas qu'on dise que le Québec est une province catholique. On devrait dire que nous habitons une province où la liberté des cultes est accordée à tout le monde, affirme-t-il. Tous s'entendent pour que les divers éléments respectent les droits et les privilèges des autres.

Les protestants adorent le même Dieu que les catholiques; ils croient au même Fils de Dieu et espèrent dans les mêmes réponses éternelles. Il n'y a aucune raison de chercher des motifs de désaccord et de division. Le gouvernement donne justice à toutes les croyances dans la province de Québec. Le bill a d'ailleurs l'appui non seulement du comité protestant, mais de toute la population protestante en général.

La religion protestante ne nous oblige pas à oublier et nous nous rappelons que, sous l'Union nationale, on a demandé la démission à sept des membres du comité protestant, du même comité pour lequel le chef de l'opposition réclame aujourd'hui plus d'autonomie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le trésorier ne devrait pas dire cela. C'est la deuxième fois qu'il fait ce genre de déclaration. Il devrait savoir que je ne me suis jamais mêlé des affaires des écoles protestantes. Lorsque la question a été portée à mon attention, j'ai accordé une entrevue qui a soulevé des applaudissements.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Que mon honorable ami se rassure, nous lui avons pardonné. Je dois dire que la centralisation n'est pas obligatoire. En vertu de la loi, si une commission scolaire locale ne veut pas déléguer ses pouvoirs à une commission centrale, elle a parfaitement le droit de garder son autonomie.

La présente mesure a pour fondement l'expérience heureuse des commissions scolaires protestantes de l'Île de Montréal. Les municipalités scolaires individuelles ne seront pas obligées de s'incorporer à une commission centrale, à moins qu'une majorité de payeurs de taxes ne les y poussent à partir d'une résolution à être transmise au Conseil de l'instruction publique. C'est facultatif. Si une commission scolaire locale ne veut pas s'associer à la commission centrale, elle n'aura pas à le faire.

**M. Robinson (Brome):** Il est regrettable que ce bill ait été apporté à la dernière minute de la dernière session de la présente Législature. En présentant des lois d'éducation à la fin de la session, le gouvernement est-il sincère? Pour ma part, ça ne me semble pas être une grande preuve de sincérité.

L'Union nationale a toujours été juste pour les minorités protestantes; le chef de l'opposition ne s'est jamais mêlé des affaires des écoles protestantes et il est temps de cesser de dire le contraire. La minorité anglo-protestante était mieux respectée lorsque le chef de l'Union nationale était premier ministre de la province de Québec.

À l'élection de 1939, des orateurs qui traitaient cette question ont parlé d'une façon aux auditeurs de langue anglaise, et d'une autre aux auditeurs de langue française. J'ai protesté alors contre cette façon de soulever une classe contre une autre. Personnellement, la manière dont sont traités

les protestants par les autres groupes ne m'inquiète pas outre mesure, mais je suis opposé à ces campagnes électorales durant lesquelles on essaie de dresser une race contre une autre.

Je sais pertinemment que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), comme premier ministre ou comme chef de l'opposition, n'a jamais prononcé de discours contre un groupe minoritaire. Il a toujours, au contraire, protégé les intérêts de la minorité protestante, au point de vue éducation en particulier et dans le domaine de la santé, et c'est pourquoi je siége de ce côté-ci de la Chambre.

Alors, tout en acceptant le principe de cette mesure, il souligne qu'à son avis aucun chef québécois n'a démontré autant de sympathie pour la minorité protestante que l'actuel chef de l'opposition quand il était au pouvoir. Je ne suis peut-être pas aussi utile en politique que je devrais l'être, dit-il, mais j'aime la franchise et j'aime appeler un chat un chat. Pour autant que je sache, c'est également l'attitude qu'a toujours eue le chef de l'opposition.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Le député de Brome ne veut pas qu'on fasse un football politique de la question de race et cependant il fait exactement ce à quoi il s'oppose. Il y a 12,000 enfants juifs dans la province. Les juifs paient des taxes. Le jugement du Conseil privé sur les droits scolaires juifs, en 1930, déclarait que les commissions scolaires protestantes pouvaient nommer un juif parmi leurs membres si elles le désiraient, mais rien n'a encore été fait en ce sens. Il est en faveur de la mesure, mais il demande que ses compatriotes, de bons Canadiens, soient traités comme le sont les autres éléments de la population.

Étant donné qu'il ne peut y avoir de taxation sans représentation, ajoute-t-il, le temps est venu d'étudier la question de la représentation des juifs dans les commissions scolaires protestantes. Il y a 1,000 enfants juifs dans les écoles protestantes de la province et les juifs ont une grande admiration pour les écoles protestantes qu'ils fréquentent. Il est déplorable que rien, dans le bill, ne protège les droits de la minorité juive.

Un Israélite devrait donc être invité à siéger au sein des commissions scolaires protestantes ou il devrait avoir au moins un représentant dans le comité protestant du Conseil de l'instruction publique. Les protestants devraient nous donner la même mesure de justice qu'ils demandent aux catholiques. On nous appelle les juifs, mais nous sommes de la religion de Moïse. Nous croyons aux dix commandements et à l'Ancien Testament.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** ne veut pas discuter pour l'instant de notre système éducationnel sur le plan constitutionnel. Mais, ajoute-t-il, nous avons dans la province de Québec une forme spéciale de système éducationnel qui répond parfaitement à notre histoire, à nos traditions et à nos aspirations. Ce régime assure à tous une meilleure éducation morale; il repose sur le principe confessionnel, qui assure le respect des droits de la majorité française et catholique comme le fair-play le plus complet pour les droits de la minorité anglaise et protestante. Ce système assure la plénitude des droits des minorités et leur assure entière justice.

Nous n'avons pas de ministère de l'instruction publique ni de ministère de l'éducation, en cette province, et c'est seulement par ironie que certaines personnes m'appellent ministre de l'instruction publique. Je profite de l'occasion pour déclarer, en mon nom personnel et au nom du gouvernement, que nous sommes absolument opposés à la création d'un ministère de l'instruction publique parce que, s'il est un domaine où il faut de la stabilité, de la continuité, de l'esprit de suite, et qu'il faut garder en dehors de la politique, c'est bien celui de l'instruction. Pour avoir la stabilité et la continuité, il faut donc conserver notre système actuel, vu notre régime particulier et spécial.

Or, si nous jetons un regard sur 15 ans en arrière, nous constatons que, s'il y avait eu un ministère de l'instruction publique, il eût été administré par quatre ministres très différents car quatre hommes ont été successivement secrétaires de la province: l'honorable sénateur David, l'honorable député de Labelle (M. Paquette), l'honorable ministre de la Santé et du Bien-être social (M. Groulx) et votre serviteur. Tous n'avaient peut-être pas les mêmes conceptions et les mêmes idées et chacun d'eux l'eût administré selon des conceptions personnelles différentes, incompatibles avec cet esprit de continuité qui nous est indispensable et que nous assure le principe confessionnel qui est à la base de notre système d'éducation. Ainsi, grâce à notre système, il y a eu stabilité et continuité.

On objectera probablement que le département pouvait être administré par un sous-ministre, indépendant de la politique, comme dans d'autres pays où les sous-ministres assurent la continuité des politiques relatives à ce domaine de l'instruction publique. Mais la même chose peut se dire des trois sous-ministres qui se sont succédé dans ce département depuis 15 ans, M. Alexandre Desmeules, M. Armand Viau et M. Jean Bruchési, et on peut supposer que chacun d'eux n'avait pas les

mêmes opinions sur la façon d'administrer la loi de l'instruction publique. Et, encore là, ces différences dans l'orientation donnée à l'enseignement eussent été contraires à l'esprit de continuité qu'on y souhaite.

Ceux qui m'appellent le ministre de l'instruction publique le font pour m'honorer, mais il me déplairait que cette ironie devienne un fait. C'est le surintendant de l'Instruction publique qui dirige le département de l'Instruction publique et il est assisté dans ses fonctions par un secrétaire du comité français et catholique et un secrétaire du comité anglais et protestant. C'est lui qui est le chef hiérarchique. Il n'est donc pas anormal que certaines décisions soient référées au surintendant, mais rien dans le bill ne vient restreindre l'autonomie des protestants.

En ce qui concerne les remarques du député de Brome (M. Robinson) qui a dit que nous présentions cette loi en retard, si le bill avait été présenté avant que la question ne soit discutée à fond parmi les protestants, il aurait soulevé des protestations de toutes parts. Ainsi, lorsque le comité protestant a lancé l'idée des commissions scolaires centrales en 1937 et en 1941, il y a eu des protestations. Le projet à l'étude est différent de l'idée première et ce n'est qu'en 1944 que le comité protestant a trouvé la formule acceptable à tous. Une campagne d'information a dû être menée auprès de la population protestante.

Ce projet de loi a d'ailleurs été appuyé dans les milieux protestants, à la suite de cette campagne. Les protestants demandent une autonomie complète au point de vue pédagogique. Ils l'ont entièrement. Pour ce qui est de l'argent, il ne faut pas oublier que jamais les deniers publics ne sont dépensés sans l'accord du gouvernement et des députés. On ne peut tout de même pas demander que le vote des crédits alloués à l'instruction protestante soit enlevé aux représentants du peuple.

Le chef de l'opposition a parlé de la nomination de M. Hepburn. Le présent bill constitue l'une des recommandations contenues dans le rapport de la commission Hepburn. Le chef de l'opposition a dit: "Jamais l'Union nationale n'est intervenue pour empiéter sur l'autonomie du comité protestant", mais il n'a pas toujours respecté l'autonomie du comité protestant comme il se vante de l'avoir fait. Il est bon qu'on lui rappelle l'incident malheureux qui s'est produit sous l'Union nationale, lorsqu'on a mis de côté l'autonomie du comité protestant, soulevant ainsi l'indignation de nos compatriotes anglo-protestants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est entièrement faux. Je demande au député de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'ai rien à retirer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le ministre sait que ce qu'il dit est inexact. Jamais je ne suis intervenu dans les affaires du comité protestant de l'instruction publique et aucun membre de mon gouvernement n'a été autorisé à le faire. Jamais, ni directement ni indirectement, je n'ai été en faveur d'un changement dans la composition du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je vais rappeler les faits puisque la mémoire du chef de l'opposition lui fait défaut. Le chef de l'opposition devrait relire les journaux du 10, du 13 et du 17 septembre 1937, alors que le *Star* et la *Gazette* de Montréal avaient annoncé à la une que l'on avait demandé la démission de sept membres du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, ce qui était une intervention politique sans précédent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne devrait pas accorder autant d'importance à ce que rapportent les journaux. Ces journaux ont publié des racontars. Ce n'était pas la première fois. Je ne suis jamais intervenu et jamais je n'ai demandé cette démission.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je suis prêt à montrer au chef de l'opposition la nouvelle publiée par ces journaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande une décision sur mon point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) est obligé d'accepter la déclaration du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le 14 septembre 1937, les journalistes ont demandé au secrétaire du comité protestant, le Dr Percival, s'il avait demandé la démission de sept membres du comité et il a répondu: "Oui, mais j'avais reçu des instructions." M. Bullock, député de Westmount-Saint-Georges, a fait une déclaration après cela pour dire qu'il était allé voir le chef de l'Union nationale en compagnie d'autres députés protestants pour lui dire que ça n'allait pas très bien en éducation protestante

et qu'alors le premier ministre du temps leur avait répondu qu'étant donné qu'il s'agissait d'un problème concernant l'école protestante, c'était à eux à le régler. Il avait donc donné carte blanche aux députés protestants de son parti à l'époque pour trouver une solution.

C'est alors que les députés anglo-protestants de l'Union nationale ont donné instruction au secrétaire du comité protestant de demander la démission de sept membres du comité en question, une intervention politique sans précédent dans l'histoire de la province de Québec. Jamais auparavant on n'avait tenté de mettre la main de cette façon sur le comité protestant de l'instruction publique. Je n'ai jamais dit que c'est le chef de l'opposition de l'Union nationale qui a demandé la démission des sept membres du comité protestant. J'ai dit que cela s'était fait sous son gouvernement. Si je me suis mal exprimé, c'est bien involontaire et, si j'ai vraiment tenu les propos qu'on me prête, je les retire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je répète que je suis pour l'entière autonomie de la minorité protestante.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Si le chef du gouvernement d'alors n'a rien fait, un de ses ministres ne fut pas aussi scrupuleux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une loi d'ingérence politique, une violation de l'autonomie de la minorité protestante.

La motion est adoptée. Le bill lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Une commission scolaire centrale pourra être érigée lorsque la majorité des commissions scolaires locales concernées auront présenté des requêtes en faveur de cette érection, au surintendant de l'Instruction publique."

Cet alinéa est amendé en ajoutant "ainsi proposée" après "Une commission scolaire centrale".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps faire toute nomination prévue par la présente loi lorsque cette nomination n'a pas été faite dans le délai requis, par ceux qui devaient la faire. Sa décision est finale et sans appel."

Cet article est amendé en biffant la dernière phrase "Sa décision est finale et sans appel."

L'amendement est adopté.

L'article 15, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 16 à 44 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 36 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill amendé soit maintenant agréé.

Adopté après division.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comme le bill, tel que rédigé, empiète sur les droits et prérogatives de la minorité protestante, nous allons voter contre en troisième lecture.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le meilleur juge des droits de la minorité protestante, est-ce le chef de l'opposition ou le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique?

La loi devant la Chambre est précisément ce que le comité protestant nous a demandé et c'est notre devoir de l'adopter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les minorités sont certainement en faveur de l'autonomie complète.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est l'autonomie complète. Il n'y a rien à ajouter.

**M. Gagnon (Matane)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill 36 autorisant la constitution de commissions scolaires centrales protestantes soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instructions de l'amender de manière à respecter et sauvegarder tous les droits et prérogatives des intéressés.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 36.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 30 mai 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Projets de loi:**

###### **Techniciens diplômés**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant les techniciens diplômés.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

###### **Charte de Montréal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

###### **Commutation de taxes**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 54 pour favoriser par une commutation de taxes la construction d'habitations.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

###### **Chômage**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a à Québec, en ce moment, plus de 8,000 chômeurs, ce qui me paraît extraordinaire en un temps d'activité comme celui que l'on traverse.

Je suis informé que, demain, 400 employés de l'Anglo Shipbuilding vont être remerciés de leurs services et dispersés dans d'autres provinces. Il peut se présenter des cas où il soit de l'intérêt des ouvriers de voyager un peu. Mais le fédéral semble mettre en pratique, depuis quelque temps, une politique de dispersion des familles qui n'est pas à l'avantage de nos ouvriers. On remercie les ouvriers de leurs services et on les envoie travailler dans d'autres

provinces quand la nôtre n'en a plus besoin. Des ouvriers spécialisés sont forcés d'accepter des positions secondaires ailleurs.

Disperser des ouvriers dans des provinces étrangères, cela présente des désavantages nombreux au point de vue pécuniaire, pour la famille d'abord, et pour les ouvriers ensuite. La plupart de ces ouvriers doivent payer le logement de leur famille et, ensuite, voir à leur propre logement et à leur subsistance, à l'étranger.

Je trouve que cette politique n'est pas raisonnable et le gouvernement devrait prendre la défense des ouvriers.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Tout le monde regrette que certaines industries soient obligées de fermer leurs portes. Mais le chef de l'opposition exagère considérablement en disant qu'il y a 8,000 chômeurs à Québec; il n'y en a certainement pas 8,000 dans la ville de Québec. Il est pénible pour les familles de voir leur chef s'en aller travailler ailleurs, mais ce serait encore plus pénible pour elles si ces ouvriers étaient complètement privés de travail et s'ils étaient laissés dans le chemin.

Quant aux 400 autres que le chef de l'opposition dit devoir perdre leur position sous peu, c'est probablement parce que les activités ont cessé dans une branche de l'industrie de guerre. Nous sommes dans une période de transition. Nous assistons au début de la période de rajustement économique d'après-guerre avec le retour des soldats. Certaines industries doivent fermer leurs portes parce que les munitions ou les armements qu'elles produisent ne sont plus nécessaires au même degré qu'avant.

Il est heureux que le gouvernement fédéral trouve du travail aux ouvriers ainsi privés de leur emploi dans d'autres villes de la province ou même dans d'autres provinces, mais aucun ouvrier n'est forcé d'aller travailler dans une autre province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plusieurs ouvriers, au contraire, ont été forcés d'aller travailler ailleurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition n'est pas sérieux. Je le défie de me citer un cas, un seul, où un ouvrier a été forcé d'aller travailler dans une autre province. Un ouvrier ne peut être forcé de travailler, même à Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il ne va pas travailler ailleurs, il perd son assurance-chômage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition tombe dans un autre domaine. Il admettra cependant que dans une période de transition, on ne peut prendre 400 à 500 hommes sur un chantier qui ferme ses portes pour les placer sur un chantier voisin. Je voudrais que tous les ouvriers obligés de quitter leur emploi puissent trouver un autre emploi chez eux, mais je suis tout de même content qu'on ne les mette pas complètement à pied et qu'on leur trouve du travail, en attendant que la situation redevienne normale. Je trouve que le gouvernement rend un service appréciable à nos ouvriers lorsqu'il peut leur trouver du travail dans une autre province.

#### Projets de loi:

##### Construction de maisons d'habitations

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération une résolution concernant le bill 53 pour encourager la construction de maisons d'habitations.

Adopté.

##### Loi du département de l'Agriculture

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi du département de l'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Gagnon (Matane)**<sup>4</sup> propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que la Chambre, désirant étudier sans plus de retard les estimés budgétaires se rapportant au département de l'Agriculture et au département de la Colonisation, passe maintenant à l'affaire du jour appelant l'item 15: "La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides".

Il rappelle l'importance de l'agriculture et de la colonisation. Le gouvernement, dit-il, n'a pas encore voté les crédits de ces deux départements. Il n'a soumis aucune mesure, encore, propre à encourager l'agriculture et la colonisation. Il s'est contenté, au cours d'une session de près de cinq mois, de passer un projet de loi mal conçu pour

établir un système de prêt aux colons par l'entremise des caisses populaires. Le meilleur moyen d'aider les agriculteurs et les colons, c'est de leur voter de l'argent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si les subsides de l'Agriculture et de la Colonisation n'ont pas encore été étudiés, cela n'a pas retardé l'avancement et le développement de l'agriculture et de la colonisation et ça ne cause aucun préjudice aux colons. Le développement de l'agriculture et de la colonisation ne veut pas nécessairement dire la dépense de grosses sommes d'argent. Les cultivateurs et les colons ont besoin surtout de se sentir appuyés par le gouvernement.

Nous les encourageons donc en leur montrant de la sympathie agissante, en leur payant à temps les montants qui leur sont dus, comme le gouvernement actuel le fait depuis cinq ans, ce qui constitue pour eux un encouragement précieux, car c'est cela qui compte pour eux. On va d'ailleurs continuer cette politique, établie depuis cinq ans, de verser en temps aux colons les primes auxquelles ils ont droit. Nous allons continuer d'aider les colons et les agriculteurs de la province de Québec qui ont accompli magnifiquement leur tâche jusqu'ici.

Depuis le début de la guerre, avec une main-d'œuvre considérablement réduite, ils ont réussi quand même à accroître la production de leur ferme grâce à leur courage et à leur véritable patriotisme. Ainsi, grâce au courage et au dévouement de nos familles québécoises, la production a été maintenue, et à un très haut niveau, en dépit de la rareté de la main-d'œuvre. C'est d'ailleurs sur la ferme que l'on voit l'utilité de la famille nombreuse, car le travail des femmes et des enfants dans les champs a largement contribué à ce magnifique résultat. Il fait l'éloge des jeunes garçons et des jeunes filles, ainsi que des mères, qui ont pris la relève des hommes dans l'exécution de tous les travaux de la ferme.

L'an dernier à Saint-Romuald, j'ai vu à l'œuvre des religieuses occupées aux travaux des champs. Ce beau spectacle s'est répété dans bien des paroisses du Québec. Je félicite nos cultivateurs et je les invite à continuer. C'est d'ailleurs le gouvernement libéral de Québec qui a demandé l'exemption des fils de cultivateurs du service militaire. Nous incitons les fils de cultivateurs et, en général, tous ceux qui peuvent être utiles sur la terre, à rester sur la ferme. Ils rendront plus de services là qu'à tirer du canon ou du fusil, parce que la terre est la première ligne de défense de la civilisation. La terre, c'est notre première ligne de combat. Le

gouvernement fait aussi sa part en accordant toutes sortes de primes et d'octrois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre et le gouvernement offrent aux colons et aux cultivateurs des paroles, des promesses, des vantardises, quand ils ont besoin de crédit et d'argent. C'est justement parce que les cultivateurs font un beau travail qu'il faut réaliser qu'ils ont besoin de subsides généreux et qu'il faut poser des actes.

Ce n'est pas avec les paroles mielleuses du premier ministre qu'ils pourront s'acheter des machines aratoires et des engrais chimiques. Ces ministères sont les plus importants du gouvernement. Donner des octrois aux cultivateurs et aux colons n'est pas une dépense, mais un placement profitable.

Si la terre est notre première ligne de combat, c'est une ligne brisée, une ligne brisée par le premier ministre, avec ses amis d'Ottawa. M. MacNamara disait justement ces jours-ci que 500,000 Canadiens ont quitté la terre pour répondre à l'appel d'Ottawa, avec la connivence du gouvernement du Québec.

Le premier ministre a contribué à tromper les cultivateurs en leur disant qu'il n'y avait pas de mobilisation et de conscription, et pourtant des ouvriers agricoles sont envoyés au camp chaque jour. Ses attitudes et ses déclarations ont encouragé la violation des lois.

Les colons ont besoin de plus en plus de l'aide du gouvernement. Ils ont tellement besoin d'aide que dans le Témiscamingue, des colons ont été obligés de manger leurs animaux, alors que dans l'Abitibi, plusieurs se sont plaints que leurs primes étaient payées en retard.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 11.

**Contre:** MM. Allard, Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Hamel, Joyal, Lapointe, Leduc, Morin (Québec-Centre), Perrier, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 34.

**M. l'Orateur:** (Le député de Lotbinière n'ayant pas voté.) En vertu des règlements de la Chambre, le député de Lotbinière est obligé de voter.

**M. Chaloult (Lotbinière)** se dit alors prêt à appuyer la motion.

Le résultat final du vote est donc de 12 pour et de 34 contre.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** attire l'attention de la Chambre sur la situation déplorable des pêcheurs de la Gaspésie et sur certains travaux nécessaires. Les havres sont dans un véritable état d'abandon, dit-il; le banc de la Rivière-au-Renard est brisé et le brise-lames à L'Anse-à-Beaufils a été emporté. J'ai exposé la situation aux autorités compétentes, à Québec comme à Ottawa, et je n'ai même pas reçu de réponse aux requêtes que j'ai présentées.

Il est grand temps qu'on fasse quelque chose pour les réparer, afin que les pêcheurs puissent y exercer leur activité sans danger. Il réclame donc la réparation du banc de la Rivière-au-Renard, la construction du pont de Sainte-Thérèse et l'aménagement d'un brise-lames ou d'un abri quelconque à L'Anse-à-Beaufils pour les barques des pêcheurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) n'a pas reçu de réponse à ses requêtes, c'est que ses requêtes n'ont pas été envoyées au gouvernement. Aucune lettre ne reste sans réponse; c'est la politique des départements de répondre aux lettres. Ainsi, si des requêtes ont été envoyées, le député a certainement reçu un accusé de réception.

Par ailleurs, bien que le député de Gaspé-Sud s'y prenne d'une mauvaise façon pour présenter ses requêtes, je puis lui promettre qu'elles seront étudiées attentivement.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** La question des havres et des ponts en Gaspésie est à l'étude et une solution sera bientôt apportée à tous ces problèmes. En ce qui concerne le pont de Sainte-Thérèse, des plans ont été préparés et on a même demandé des soumissions. Comme les pêcheurs ont réclamé un viaduc à cet endroit, on a retardé les travaux pour s'occuper de leur requête et y donner suite, si possible. Les travaux ne retarderont pas.

La Chambre reprend l'étude du bill 49.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce projet de loi a pour but de permettre au département de l'Agriculture d'exécuter des travaux de drainage si demande lui en est faite par l'autorité municipale compétente, une fois que la répartition des travaux a été faite. Souvent, on a des difficultés dans les paroisses parce que certaines formalités n'ont pas été faites, par la faute de celui-ci ou de celui-là, ce qui retarde indûment le travail de drainage si nécessaire à la fertilité des terres.

Ce projet facilitera l'égouttement des terres, en plaçant l'exécution plus expéditive entre les mains des officiers du ministère de l'Agriculture. Cette nouvelle politique aura donc pour effet pratique d'éliminer les retards apportés à l'exécution des travaux de drainage par l'accomplissement de toutes les formalités, surtout quand il s'agit de cours d'eau intéressant deux municipalités ou deux comtés. La contribution des intéressés et les autres conditions d'exécution des travaux seront fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Gagnon (Matane):** Ce bill est un modèle de camouflage introduit à la dernière heure de la session. On défranchise les corporations, à l'encontre du Code municipal. Pourquoi ne pas l'insérer dans le chapitre du drainage au lieu de le cacher dans le chapitre qui traite de l'organisation du département? La loi n'aura aucune efficacité, puisque aucune somme d'argent n'est mise à la disposition du département de l'Agriculture aux fins prévues par la loi. Et dans le budget, on ne prévoit à peu près rien pour le drainage, sauf pour les salaires du personnel de l'Office.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill, apporté tardivement, a pour but de permettre au gouvernement de se substituer aux corporations municipales et d'imposer des contributions aux propriétaires. Le gouvernement s'arroge tous les droits des cultivateurs et des conseils municipaux pour ensuite imposer le coût de ces travaux à sa guise, souvent peut-être au détriment d'un adversaire politique. Ainsi, à la veille des élections, le gouvernement veut exécuter tous les travaux avec la connivence d'un conseil municipal ami. C'est un bill pour drainer le patronage et l'autonomie des municipalités. Ce n'est pas le gouvernement qui paie; il se réserve le droit d'imposer des contributions aux municipalités et aux propriétaires.

Le drainage est l'un des grands besoins de notre agriculture, et non seulement le gouvernement provincial mais même le gouvernement d'Ottawa,



qui a une prédilection particulière pour les fermiers de l'Ouest, devrait y contribuer. Le drainage est une œuvre essentielle, car on pourrait par l'égouttement d'une superficie plus grande de terres augmenter nos terrains susceptibles de cultures.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition exagère. Peu importe la page des Statuts où la loi sera inscrite, pourvu qu'elle rende service aux cultivateurs. C'est un bill qui permet au gouvernement de coopérer plus étroitement et plus efficacement avec les cultivateurs.

Le seul but du bill est de permettre aux corporations municipales dont les travaux de drainage sont retardés pour toutes sortes de raisons d'autoriser le département de l'Agriculture à entreprendre ces travaux approuvés. Le département de l'Agriculture travaille en collaboration avec les municipalités. D'ailleurs, tout cela existe dans la loi générale sur le drainage.

Quand tout est prêt, que les plans ont été dressés, que la répartition du coût a été faite, si la municipalité le désire, le gouvernement fait les travaux à sa place. C'est important dans le cas où un cours d'eau intéresse à la fois deux ou trois paroisses ou deux comtés. Jusqu'ici, des travaux importants de drainage ont été retardés à cause de la mauvaise volonté de certains intéressés. Les travaux coûteront meilleur marché de cette façon. Au sujet des contributions, il n'y a rien de changé. Le gouvernement n'impose rien aux intéressés; il paie sa part et cette part est plus considérable quand le cours d'eau traverse des terres qui ont moins besoin de drainage.

Il y a dans le budget un montant d'au-delà de \$300,000 pour le drainage. La création de l'Office du drainage a rendu de grands services et évité bien des procès coûteux. Les plans sont actuellement prêts pour le drainage de 25 à 30 cours d'eau importants et, sans l'Office, ces travaux n'auraient peut-être pas été faits avant dix ans<sup>5</sup>.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier,

Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Lapointe, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Rajotte, Robidoux, 38.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**M. Lorrain (Papineau):** À la veille des élections, le gouvernement se sent pris de panique. Pendant cinq ans, le ministre de l'Agriculture s'est moqué des cultivateurs; il les a négligés et les a drainés dans l'armée. Il leur a fait des promesses qu'il n'a pas tenues. Au moment de rendre ses comptes, il pense s'en tirer en faisant de nouvelles promesses. Mais ça ne prend plus.

**M. Chaloult (Lotbinière):** On n'a pas fait jusqu'ici un effort suffisant pour le drainage. \$300,000 à \$400,000 par année, ce n'est pas suffisant. Il y aurait lieu de doubler ce budget afin d'accroître nos surfaces cultivables. Dans Lotbinière, le drainage constitue le problème fondamental. Au reste, je n'ai aucune objection à ce projet de loi. Il y a même des avantages. Je voterai donc pour une troisième lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce ne sont pas de lois qu'il faut pour le drainage, mais de l'argent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Lotbinière a raison de réclamer davantage. Actuellement, nous ne pouvons augmenter notre outillage à cause de la guerre. Le gouvernement dépense \$300,000 cette année pour le drainage des terres et, dès que nous aurons l'outillage nécessaire, nous avons précisément l'intention de dépenser davantage pour le drainage. Au reste, ce n'est pas tant le montant d'argent dépensé qui importe, mais la façon dont il est dépensé. La province de Québec est

la seule qui contribue elle-même pour ces travaux. En Ontario, le gouvernement se contente de faire les plans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En Ontario, le budget du drainage est le double du nôtre. Seulement, il apparaît au chapitre des travaux publics et non à celui de l'agriculture. Le gouvernement a négligé le drainage; il cite en exemple les travaux d'égouttement entrepris dans les Pays-Bas et en Italie, notamment, qui ont récupéré de grandes étendues de terrains marécageux pour les mettre à la disposition de l'agriculture.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cette loi va mettre plus d'ordre et elle va favoriser le drainage rapide de certains cours d'eau dont les plans sont prêts. Le gouvernement, tout en dépensant beaucoup d'argent, veut le faire à l'avantage du peuple, sans gaspiller l'argent des cultivateurs.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Groulx, Hamel, Joyal, Lapointe, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Rajotte, Robidoux, 35.

**Contre:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Lorrain, Paquette, 9.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 30 mai 1944, à la page 9, la Chambre s'est ajournée aussitôt après l'ouverture de la séance, afin de permettre aux députés d'assister à une séance du comité permanent des bills publics convoquée pour l'étude du bill des techniciens dentaires.

2. Selon *Le Temps* du 2 juin 1944, à la page 6, ce serait plutôt M. Duplessis qui aurait lu en Chambre la déclaration de la Ligue du dimanche qui se présente sous une autre version: "La décision prise par le président de l'Hydro va à l'encontre des droits acquis et reconnus des catholiques du Québec et crée un précédent gros de conséquences désastreuses. Si, pour ne pas perdre une journée de salaire dont leurs femmes et leurs enfants ont absolument besoin, un bon nombre d'employés catholiques se sont trouvés empêchés de respecter les préceptes de l'Église, alors que les fonctionnaires non chrétiens ont leur jour de congé payé par le gouvernement fédéral aux fêtes chrétiennes, nous n'hésitons pas à dire que notre province, en immense majorité catholique, est exposée à ne plus observer les fêtes religieuses d'obligation comme l'a toujours voulu le législateur de Québec." Et la Ligue du dimanche ajoute ceci: "C'est la première fois, croyons-nous, qu'un tel fait se produit. Il marque d'un trait révélateur l'évolution que nous subissons depuis quelques années. Puisse-t-il ouvrir les yeux aux aveugles."

3. *Le Droit* du 31 mai 1944 rapporte plutôt "écervelée".

4. Selon *La Presse*, *L'Action catholique* et *L'Événement*, cet amendement arrive au début de la séance, avant le débat sur les pêcheurs de la Gaspésie.

5. Selon *The Chronicle Telegraph* du 31 mai 1944, à la page 10, la discussion sur l'amendement du député de Matane (M. Gagnon) concernant l'agriculture et celle sur les pêcheries se seraient déroulées lors de la présentation de deuxième lecture de ce bill.



## Première séance du mercredi 31 mai 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## L'Anglo Pulp

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai appris que plusieurs centaines d'employés du C.N.R. seront jetés sur le pavé le 1<sup>er</sup> juin. Par ailleurs, l'Anglo Pulp se donne un grand mal pour trouver de nouveaux emplois à ceux de ses employés qui devront être congédiés, mais éprouve de la difficulté à en trouver.

Le gouvernement n'a pas pris de mesures pour que les usines de Saint-Malo ne soient pas transformées en usines de guerre, ce qui leur a fait perdre leur caractère permanent.

Les compagnies devraient faire comme l'Anglo Pulp et s'occuper de trouver de l'emploi aux ouvriers qu'elles devront mettre à pied.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** rappelle la déclaration faite hier par le chef de l'opposition à l'effet que 400 à 500 employés de l'Anglo Pulp seraient mis à pied. Il a pris des informations à ce sujet, affirme-t-il, et il est en mesure de dire qu'il n'est même pas question pour le présent de congédier qui que ce soit. La compagnie s'occupe tout simplement de trouver des emplois à ceux de ses ouvriers qui ont des positions moins stables, afin que personne ne soit pris au dépourvu quand se produira un changement dans les conditions de travail.

Il y a des gens dans cette industrie dont les fonctions sont plus instables, et avec le concours du Service sélectif, la compagnie veut leur donner des positions plus permanentes pour la période d'après-guerre. Voilà tout. Aucun employé n'a été mis dehors. Ceux qui ont été approchés par leurs patrons ne sont pas en chômage et ne le seront probablement pas, mais, comme leur position actuelle n'a pas un caractère permanent, on veut leur assurer un travail permanent. Je félicite l'Anglo Pulp et je l'encourage à continuer à montrer le même esprit de prévoyance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'a pas parlé du chômage au C.N.R., ni des usines de Saint-Malo.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai rien dit du C.N.R. parce que le chef de l'opposition nous a fait voir, une fois de plus, quel compte il faut tenir de ses déclarations qui n'émouvent personne dans la province. Après l'incident d'hier, on comprend que je veuille prendre des informations avant de commenter les déclarations du chef de l'opposition.

## Pêcheries

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** fait écho à la question de privilège qu'il a soulevée, la veille, au sujet des pêcheries en Gaspésie. Il déclare qu'il avait consulté ses dossiers et constaté que des lettres avaient été envoyées au premier ministre, le 31 mars, et au ministre des Travaux publics (l'honorable M. Dansereau), le 21 avril.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quand un député de l'opposition a raison, je suis heureux de le dire. Le député de Gaspé-Sud a raison. Nous nous sommes occupés sans retard de sa requête et c'est par suite de l'erreur d'un employé de bureau qu'il n'a pas reçu de réponse.

## Projets de loi:

## Techniciens dentaires

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 concernant les techniciens dentaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

Présidence de M. Beaulieu (Témiscouata)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certains articles pourront donner lieu à des froissements entre dentistes et techniciens dentaires, mais le projet de loi comporte du bon en grande partie.

## Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 179 sans l'amender.

**M. Gauthier (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Bégin (Dorchester):** Des milliers et des milliers de jeunes gens sont actuellement dans l'armée et des milliers d'autres travaillent dans les usines de guerre. Ils se demandent ce qui arrivera d'eux, une fois les hostilités terminées. Lorsque ces soldats seront licenciés et que les usines de guerre fermeront, ces jeunes gens seront jetés sur le pavé. Dans le discours du trône, au mois de janvier, le gouvernement annonçait des mesures pour prévenir les problèmes de l'après-guerre, mais, après quatre mois de session, il n'a encore rien fait. En prévision de l'après-guerre, le gouvernement aurait dû intensifier cela; il a réduit les octrois et les travaux. Il est du devoir du gouvernement de la province de préparer une politique d'après-guerre.

En conséquence, il propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle est d'avis que la politique de colonisation du gouvernement actuel est dommageable aux meilleurs intérêts des colons:

a. parce que les subsides accordés à la colonisation par le gouvernement sont insuffisants;

b. parce que le gouvernement néglige de faire les travaux de voirie nécessaires à la colonisation;

c. parce que le gouvernement néglige de donner à la colonisation les terres et le domaine qui lui sont nécessaires;

d. parce que les activités forestières encouragées par le gouvernement sont préjudiciables à la liberté, au progrès et au bien-être des colons;

e. parce que le gouvernement néglige de pourvoir au règlement des problèmes d'aujourd'hui et, surtout, à ceux de l'après-guerre.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Talbot, 13.

**Contre:** MM. Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Hamel, Joyal, Lawn, Leduc, Marler, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, 33.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En ce qui concerne la voie Sir-Wilfrid-Laurier, c'est un trop grand nom donné à cette route scandaleuse. Elle coûte trop cher et donne lieu à du favoritisme et à du patronage. M. Bouchard, contrairement à l'avis de ses ingénieurs, a pris des décisions erronées et fait passer la route de New York à Lacolle dans des marécages impossibles à remplir. Pour remplir la fondrière qui se trouvait sur le parcours de la voie de raccourci, on a dû jeter 190,223 tonnes de pierre, à 70 cents la tonne, alors que cette dépense additionnelle n'avait pas été prévue dans les contrats. Après avoir coûté extrêmement cher, la route commence à craquer sur une distance de 3,000 pieds parce que les fondations ne tiennent pas.

Je voudrais savoir combien de pierre a été mise dans le marécage de la route Sir-Wilfrid-Laurier à l'approche des États-Unis, soit près du champ de pacage, et combien a coûté la construction de cette partie de chemin sous l'administration de l'honorable T.-D. Bouchard. Habituellement, ça coûte plus de \$2,000,000 pour un mille et demi dans le marécage. Alors, en incluant le coût de la main-d'œuvre, on arrive à un montant de \$2,800,000 pour cette partie de la route Sir-Wilfrid-Laurier d'une longueur d'un mille et demi. Il n'était pas nécessaire de construire la partie de la route Sir-Wilfrid-Laurier de Laprairie jusqu'à la frontière, puisqu'on aurait pu élargir la partie de route qui passe à Saint-Jean-Iberville.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Dans cette partie du chemin de la voie Sir-Wilfrid-Laurier, il fallait passer en ligne droite. La route passe ainsi dans des endroits très difficiles et une partie semble détériorée. Il a donc fallu transporter sur les lieux une grande quantité de pierre. Quant au coût de cette partie de la route, il l'estime effectivement à environ \$2,800,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est du gaspillage. Au lieu de construire une route continuellement à refaire, qui passe à travers des marécages et qui coûte déjà près de \$3,000,000, il eût mieux valu réparer d'autres routes où il en était besoin, améliorer notamment les routes de la Gaspésie pour assurer la défense de la péninsule. Il aurait été beaucoup plus utile à la guerre de compléter la route qui traverse la péninsule gaspésienne, reliant la Baie des Chaleurs au fleuve Saint-Laurent. Le gouvernement de l'Union nationale avait commencé la construction d'une telle route et l'avait presque terminée, mais le présent gouvernement a laissé tomber les travaux. Cette route trans-péninsulaire aurait permis le transport de matériel de guerre aux abords du Saint-Laurent afin de combattre les sous-marins qui constituent un danger pour la navigation maritime et qui ont créé tant de ravages en 1942.

M. Bouchard prétendait que la route Wilfrid-Laurier était une route stratégique, qui devait servir pour la guerre. C'est une drôle de façon d'être utile à la guerre. La route entre New York et Lacolle commence à se détériorer sur une longueur de 3,000 pieds et la circulation y a été à peu près nulle. Si elle craque quand il passe des moineaux, que serait-il arrivé s'il avait fallu faire passer des canons et des tanks sur cette route?

Combien en coûtera-t-il pour réparer la route d'un mille et demi de long qui passe à Lacolle?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** ne sait pas exactement ce qu'il faudra dépenser pour la réparer, mais sa stabilisation, parce qu'elle a été édifiée en partie sur des terrains marécageux, prendra trois ou quatre ans.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Cette route est inutile. On aurait dû plutôt améliorer l'ancienne voie qui longe le Richelieu; la route n'eût pas été plus longue si on s'était contenté d'élargir cette dernière, entre Saint-Jean et Laprairie. Les touristes auraient pu admirer en passant l'un des plus beaux coins de la province et plusieurs jolies villes en auraient profité. La route actuelle passe dans le champ et aboutit à un clos de pacage. Le gouvernement américain n'a même pas jugé bon de faire une route de son côté pour rejoindre cette voie fantastique et ennuyeuse.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Lorsque le gouvernement de la province a décidé de construire une nouvelle route pour relier la voie Sir-Wilfrid Laurier à la frontière américaine, il a été convenu que l'État de New York construirait lui-même une nouvelle route et que les deux seraient raccordées à un endroit appelé Moer's Point, New York.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que les États-Unis l'ont construite, cette route?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** La province de Québec a construit sa route, mais l'État de New York n'a pu faire exécuter son projet. C'est probablement la guerre qui a empêché nos voisins de continuer la route de l'autre côté de la frontière et le raccordement a été ajourné. La route Sir-Wilfrid-Laurier finit en effet dans un champ de pacage. Il faudrait construire une route d'une longueur d'un mille et demi, entre Lacolle et la frontière, où se trouvent actuellement un poste de douaniers et les bureaux de l'immigration américains qui devaient être déménagés à la jonction de la route Laurier et de la frontière américaine mais qui ne l'ont pas été. Mais la route de la province de Québec se raccorde avec la route de Plattsburg, NY, via Champlain, NY, qui est un peu en deçà de l'extrémité de la nouvelle route de notre province. Le raccordement à Moer's Point se fera dès que l'État de New York aura construit sa nouvelle route, mais la nôtre est terminée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit au ministre qu'il refuse de croire ce qui a été dit au sujet des autorités américaines. La voie Wilfrid-Laurier a été construite en partie dans le but de contribuer à l'effort de guerre, c'est du moins ce qu'on prétend, dit-il. Les États-Unis n'ont pas l'habitude de lésiner quand il s'agit de questions de défense. Ils n'ont pas hésité un instant à dépenser à coups de millions. On n'a qu'à penser à tout cet argent qu'ils ont consacré à la construction de la route de l'Alaska, d'une longueur de 1,500 milles, dans l'espoir de trouver du pétrole. Et ils l'ont construite en un temps record.

S'ils avaient jugé la voie Sir-Wilfrid-Laurier le moins opportun, ils auraient fait une route de raccordement pour en profiter. Si les États-Unis n'ont pas voulu faire une route qui aboutirait à la voie Sir-Wilfrid-Laurier, cela prouve justement son inutilité. Alors, le ministre n'a pas le droit d'insinuer que le gouvernement américain n'a pas fait son devoir pour construire une route nécessaire à la défense des deux pays.

De fait, je crois que tout le projet de la route Laurier était inutile, puisqu'il y avait déjà deux voies qui reliaient Montréal et Québec, situées de chaque côté du fleuve. La déclaration du gouvernement à l'effet que les États-Unis n'ont pas tenu leur engagement est ridicule. Entre Sillery et le pont de Québec, le ministre de la Voirie a encore, contrairement à l'avis de ses ingénieurs, fait passer la route dans un marécage. Ça va coûter au-delà de \$500,000 pour trois milles de chemin, et c'est absolument inutile.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** La Chambre de commerce de Saint-Jean, dont je suis directeur, est informée que jamais il n'a été question de la construction d'une route américaine qui eût été reliée au boulevard Wilfrid-Laurier. Les autorités américaines n'ont jamais rien promis de tel.

L'élargissement du tronçon de route entre Lacolle et Iberville qui conduit à Montréal est la route naturelle vers les États-Unis, puisqu'elle longe la rivière Richelieu et le Lac Champlain.

Par ailleurs, certaines sections de la route sont construites sur un terrain tellement marécageux qu'on a failli y perdre une grue et qu'on a dû dynamiter un pont qui venait d'être construit, parce qu'il s'enfonçait à vue d'œil.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Les fondations d'une route aménagées dans des conditions analogues à celles-ci prennent quelques années à se stabiliser. Ça peut être l'affaire de trois ou quatre ans.

**M. Bourque (Sherbrooke):** Est-il vrai qu'il a fallu dynamiter un pont sur le parcours de cette partie du chemin?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Nous avons dû, en effet, faire disparaître un pont qui avait été mal construit en 1940.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** posent un questionnaire au ministre au sujet des sommes payées à la compagnie O'Connell pour des contrats de voirie, y compris les extras, particulièrement pour le remplissage de la route avec de la pierre.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** La compagnie H. G. O'Connell qui a construit des chemins pour le gouvernement actuel a reçu, depuis 1940, une somme totale de \$3,147,000 et il lui est dû encore \$40,015. Le coût des travaux de remplissage qui ont dû être faits entre l'extrémité de la route Laurier et Lacolle n'était pas compris dans le contrat, mais constituait un extra.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Suivant les plans et devis, le drainage de la route devait se faire au moyen de tuyaux de grès. Or, le ministre d'alors, M. Bouchard, a remplacé ces tuyaux par des tuyaux de ciment de mauvaise qualité et qui auraient profité à une compagnie de Saint-Hyacinthe.

On m'a informé que les ingénieurs ont reçu l'ordre d'utiliser coûte que coûte ces tuyaux de ciment qui venaient de Saint-Hyacinthe et qui étaient de si mauvaise qualité qu'ils cassaient au déchargement, si on ne prenait pas les précautions voulues.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Les ingénieurs ont reçu des tuyaux qui n'étaient pas de la qualité requise et ils ont dû les remplacer, tout en utilisant les premiers tuyaux aux endroits moins exposés.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** veut savoir aussi la provenance du gravier qui a servi à la construction de cette partie de la route.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** n'a pas cette information.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre devrait pourtant l'avoir, dit-il, puisque ça fait maintenant deux semaines qu'on en parle.



**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** est informé que ce gravier provenait d'une carrière située dans le comté de Rouville, non loin de Saint-Hyacinthe, à une quarantaine de milles plus loin et que M. Bouchard était intéressé dans cette entreprise, ou que le vendeur était un ami de l'ancien ministre de la Voirie.

Par ailleurs, l'armature de fer, qui avait été achetée pour la voie, a été retournée à Saint-Hyacinthe sans avoir été utilisée.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Le gravier pris dans une carrière de Saint-Dominique de Bagot, qui appartenait à M. Mercure de Saint-Hyacinthe, n'a pas servi à la confection de la route New York-Lacolle. On l'a employé plutôt à la confection des routes dans la région avoisinant la carrière.

Quant à l'armature achetée d'une compagnie montréalaise, elle a été toute employée, à l'exception des goudjons qui servent à fixer les dalles dans lesquelles on coule le béton. On avait acheté de ces goudjons pour une distance de 30 milles, mais on ne les a utilisés que sur une distance de 15 milles parce qu'il y a eu un changement dans la construction de la route.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi cela?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** À un moment donné, l'ancien ministre de la Voirie, apparemment pour des raisons d'économie, a décidé de faire une travée en ciment et l'autre en asphalte au lieu de payer les deux travées en béton. Le matériel qui n'a pas été utilisé a été gardé dans les dépôts du ministère pour servir ailleurs, quand l'occasion se présentera.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et combien a coûté ce matériel dont on ne s'est pas servi?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Environ \$125,000. Belle économie, n'est-ce pas?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a donc gaspillé du fer alors qu'il en manquait pour construire des maisons qui remplaceront les taudis.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Les goudjons sont tous de dimension standard. Pourquoi recevoir des priorités d'Ottawa pour les acheter et ensuite les garder en entrepôt, retardant ainsi de manière générale les opérations de construction?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** On utilise toujours des gougeons pour les travaux de voirie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Entre Spencer Wood et le pont de Québec, M. Bouchard a encore, contrairement à l'avis de ses ingénieurs, fait passer la route dans un marécage, ce qui a occasionné une dépense de \$180,000 pour ce tronçon d'une longueur de trois quarts de mille. Ça va coûter au-delà de \$500,000 pour 3.7 milles de chemin, et c'est absolument inutile.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil)** promet d'obtenir plus d'information et de la transmettre aux députés de l'opposition.

#### Rapport du comité des subsides:

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 31 mai 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions et réponses:

#### Dépenses pour les comités d'arbitrage

**M. Barrette (Joliette):** Relativement aux conseils d'arbitrage ou aux comités d'arbitrage à la

constitution desquels le gouvernement de la province a contribué, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 14 mars 1944 inclusivement:

*a.* Combien le gouvernement de la province a-t-il dépensé à ce sujet?

*b.* À qui les sommes dépensées ont-elles été payées, et quand, et combien dans chaque cas?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

*a.* Le gouvernement de la province a dépensé la somme de \$3,573.33.

*b.* Arbitrage, service des incendies de la cité de Québec:

<i>Nom</i>	<i>Nature du paiement</i>	<i>Date du paiement</i>	<i>Total</i>
Lebel, Me Paul.....	Honoraires	20 sept. 1943	\$30.00

*b.* Arbitrage, Price Brothers (discontinué à la suite de la nomination de la commission d'enquête royale):

<i>Nom</i>	<i>Nature du paiement</i>	<i>Date du paiement</i>	<i>Total</i>
O'Donnell, Hugh E..	Honoraires	21 juin 1943	\$40.00
	Déplacements	21 juin. 1943	<u>36.08</u>
		Sous-total .....	\$76.08
McNicol, Toussaint	Honoraires	21 juin 1943	\$40.00
	Déplacements	21 juin 1943	<u>35.50</u>
		Sous-total .....	\$75.50
		Total.....	\$151.58

*b.* Arbitrage, fonctionnaires municipaux vs cité de Montréal:

<i>Nom</i>	<i>Nature du paiement</i>	<i>Date du paiement</i>	<i>Total</i>
Savard, Alfred, Hon. Juge .....	Honoraires	4 janv. 1944	\$300.00
	Déplacements	4 janv. 1944	<u>151.35</u>
		Sous-total .....	\$451.35
Sylvestre, Me C.-A..	Honoraires	19 janv. 1944	\$200.00
	Déplacements	19 janv. 1944	<u>87.25</u>
		Sous-total .....	\$287.25
Picard, Gérard.....	Honoraires	19 janv. 1944	\$180.00
		Total.....	\$918.60

*b.* arbitrage, employés municipaux vs cité d'Outremont:

<i>Nom</i>	<i>Nature du paiement</i>	<i>Date du paiement</i>	<i>Total</i>
Savard, Alfred, Hon. Juge .....	Honoraires	20 janv. 1944	\$60.00
	Déplacements	20 janv. 1944	<u>28.15</u>
		Total .....	\$88.15

*b.* Commission d'arbitrage sur les relations industrielles dans l'industrie de la chaussure de la cité de Québec; difficultés arbitrées chez: J.-E. Samson, Inc., Adélar Guay, Enr., John Ritchie & Co., Lachance & Tanguay, Ludger Duchaine, Gales Bros., A.-E. Marois, Ltée, Up-to-Date Shoe, Saillant & Lessard et Odilon Ratté:

<i>Nom</i>	<i>Nature du paiement</i>	<i>Date du paiement</i>	<i>Total</i>
Ratté, Abel.....	Honoraires	9 juillet 1943	\$150.00
	Honoraires	20 sept. 1943	240.00
	Honoraires	23 nov. 1943	255.00
	Honoraires	4 janv. 1944	<u>150.00</u>
		Sous-total.....	\$795.00
Marois, Alfred .....	Honoraires	9 juillet 1943	\$150.00
	Honoraires	20 sept. 1943	240.00
	Honoraires	23 nov. 1943	255.00
	Honoraires	4 janv. 1944	<u>150.00</u>
		Sous-total.....	\$795.00
Picard, Gérard.....	Honoraires	9 juillet 1943	\$150.00
	Honoraires	20 sept. 1943	240.00
	Honoraires	23 nov. 1943	255.00
	Honoraires	4 janv. 1944	<u>150.00</u>
		Sous-total.....	\$795.00
		Total .....	\$2,385.00

**Demandes de documents:**

**Drainage de la rivière Charest dans Portneuf et déchets des mines de Montauban**

**M. Plamondon (Portneuf)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée par le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres et officiers, avec toute corporation, société et toute autre personne, depuis septembre 1936 jusqu'au 27 mars 1944, relativement au drainage de la rivière

Charest, dans les paroisses de Saint-Ubalde et de Montauban-les-Mines, comté de Portneuf, et à la disposition des déchets (tailings) des mines de Montauban, exploitées par la Siscoe Metal Co.

Adopté.

## Projets de loi:

### Techniciens diplômés

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant les techniciens diplômés soit maintenant lu une deuxième fois.

Par ce bill, dit-il, on veut décréter que tous les diplômés des écoles techniques soient incorporés en association, afin de favoriser leur avancement professionnel. L'enseignement dispensé dans nos écoles techniques de Québec, Montréal, Hull et Trois-Rivières est pour le moins équivalent et ne le cède en rien à celui que l'on donne dans les écoles du même genre dans les autres provinces. Nos écoles sont les meilleures du Canada et il est nécessaire que leurs diplômés soient officiellement reconnus. Plus de 2,000 diplômés sont sortis de nos écoles techniques et ils occupent des postes de commande dans un grand nombre d'industries.

Plus de 40,000 jeunes gens du Québec ont suivi les cours spéciaux de guerre dans nos écoles techniques et nos écoles d'arts et métiers, organisés en coopération avec le gouvernement fédéral, pour doter les industries de guerre d'une main-d'œuvre qualifiée. Ces cours ont permis à nos jeunes gens d'atteindre des situations mieux rémunérées qu'il leur aurait été impossible d'obtenir sans la formation qu'ils ont obtenue dans ces écoles. Tous ont trouvé de l'emploi dans les nombreuses industries de guerre de la province, record sans égal dans aucune autre province du Canada. Aucune province n'a accordé à l'organisation de ces cours une coopération plus parfaite que la province de Québec.

La loi donne aux diplômés de nos écoles techniques le droit exclusif au titre de "technicien diplômé". On veut ainsi éviter que nos diplômés ne soient placés sur le même rang que ceux qui ont fait leurs études dans des institutions moins avancées. Il n'est que juste que ceux qui se sont donné le trouble de faire des études avancées dans les écoles techniques soient connus sous le titre distinctif de techniciens diplômés. En conséquence de l'octroi de ce titre, le bill change le nom de la "Corporation des

techniciens de la province de Québec" en celui de "Corporation des techniciens diplômés de la province". Le fait de consacrer ce titre par une loi donnera de l'éclat à cette carrière technique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le gouvernement libéral au pouvoir depuis cinq ans présente cette loi à la dernière minute de la session provinciale? Il devrait décentraliser les écoles techniques. L'Union nationale a fait beaucoup pour permettre à nos jeunes de se spécialiser dans le domaine de l'enseignement technique, pendant son mandat de trois ans. Il cite la création d'écoles spécialisées telles que l'école des mines, l'école supérieure de commerce de Québec et l'école de Val-d'Or pour la formation de mineurs spécialisés.

L'Union nationale, dit-il, a également ordonné un inventaire de nos ressources naturelles qui a fourni du travail et de bons salaires à beaucoup de gens. Il est nécessaire de développer notre enseignement technique, de façon à permettre aux jeunes qui ont du talent et de l'énergie de conquérir des postes de commande dans nos industries.

Je me demande si la multiplication des titres ne provoquera pas de la confusion. Tout de même, comme je reconnais que la Corporation des techniciens a rendu de grands services et que je suis en faveur de toutes les mesures propres à assurer son essor, l'opposition approuve le principe de la mesure.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il ne faut pas laisser croire que le Parti libéral n'a rien fait dans le domaine de l'enseignement technique. Le gouvernement actuel a agrandi les écoles techniques de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Hull, pour ensuite multiplier aux côtés de ces centres d'instruction des écoles d'arts et métiers. On admet gratuitement les enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer les études et on accorde de nombreuses bourses. Le gouvernement a également établi 25 centres d'initiation artisanale dans la province.

On ne peut pas songer à décentraliser ces écoles, parce qu'il faut qu'elles soient placées dans les centres où il y a de l'industrie. Pour obvier aux inconvénients que cela peut représenter pour les parents, le gouvernement accorde des avantages aux élèves demeurant au loin. Par ailleurs, la décentralisation des écoles techniques ne serait pas avantageuse parce qu'en multipliant des écoles, on risquerait de diminuer la valeur de l'enseignement de celles qui existent déjà. Actuellement, on exige le certificat de 9<sup>e</sup> année et très peu de jeunes gens

possèdent ce certificat dans les centres moins importants. Il est donc préférable d'y établir des écoles d'arts et métiers ou des écoles d'initiation artisanale.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** fait quelques remarques, disant, entre autres choses, que c'est le Parti libéral qui a créé les écoles techniques dans la province.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 51 sans l'amender.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### **Charte de Montréal**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

L'article 1, dit-il, a pour but de permettre à la ville de Montréal de porter à trois ans la durée des fonctions du maire et des conseillers, si le conseil municipal adopte un règlement à cette fin et si ce règlement est approuvé par la majorité des électeurs au cours d'un référendum. L'article 2 a pour objet de permettre aux électeurs de ne voter, s'ils le désirent, que pour un ou deux conseillers de chaque catégorie pour laquelle ils ont droit de vote, tandis que la charte actuelle exige qu'ils votent pour trois conseillers de chaque catégorie. L'article 3 a pour but de ne pas imposer la déduction de \$20 sur l'indemnité annuelle pour absence d'un conseiller aux séances du conseil quand cette absence est due à une mission officielle ou à la maladie. Ce changement sera exécutoire à partir du début de la présente

année, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1944. De plus, le délai des avis de réclamations pour accidents résultant de chutes sur un trottoir ou une chaussée est augmenté de cinq jours: 15 jours au lieu de 10.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill est présenté en retard comme de coutume. Il se déclare étonné que ce soit le gouvernement qui présente le bill de Montréal, ce qui est une façon de défranchiser les administrateurs de la métropole. Ce sont les libéraux qui ont mis la ville de Montréal en tutelle, dit-il. Ce sont encore eux qui la laissent en tutelle et c'est une injustice criante pour une ville comme Montréal d'avoir un tel mode d'administration. Il n'y a rien tandis que Montréal a de grands besoins. La seule chose que le gouvernement ait à offrir à la veille des élections, ce sont des amendements de seconde importance.

La population de Montréal ne veut pas de son présent système d'administration et préférerait un conseil de 35 membres ayant des pouvoirs. Le gouvernement a donné une administration ridicule à la cité de Montréal avec un conseil de 99 échevins qui n'ont pas de pouvoir véritable, un plan qui a été conçu dans la tête de l'honorable M. Bouchard. On a pris les Montréalais pour des imbéciles, qui ne pouvaient se gouverner eux-mêmes, et les amendements que l'on propose d'apporter à la charte de Montréal sont une insulte de plus faite à la ville.

Si Montréal a eu des embarras financiers, et quels que soient les abus qui ont pu se commettre, c'est la faute de l'administration libérale, de l'ingérence des libéraux dans les affaires de la métropole et à cause de l'annexion de petites municipalités. Montréal-Nord et Maisonneuve ont été bâties en tant que des villes mortes, des obligations ont été émises par des libéraux importants, et la ville de Montréal a payé les pots cassés, et la même chose s'est produite pour ce qui est de Pointe-aux-Trembles.

En 1921, les contribuables de Montréal, lors d'un référendum, ont choisi entre deux systèmes et, tant qu'ils ne votèrent pas pour changer de système, on devrait respecter leur choix précédent.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le chef de l'opposition ne devrait pas traiter à la légère un acte important comme celui que le gouvernement a posé pour sauver Montréal de ses embarras financiers. L'administration que le gouvernement a fait donner à Montréal par la Législature n'a rien de ridicule et elle a reçu l'appui des bons citoyens. Jamais les Montréalais n'oublieront ce que le gouvernement a fait pour leur ville.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On pourrait croire qu'il n'y a pas d'hommes assez intelligents parmi la députation de Montréal pour soumettre ce projet de loi. L'échevin Savignac vient de faire une déclaration dans laquelle il dit que la ville de Montréal a envoyé un bill à Québec, mais que le gouvernement n'en a pas tenu compte, ignorant une fois de plus la volonté exprimée par les citoyens de la métropole. Donc, le gouvernement a mis de côté les amendements suggérés par Montréal pour imposer à la ville sa manière de voir. En définitive, le présent projet de loi est une mesure ministérielle et non pas une mesure qui représente les propositions des Montréalais.

Sous sa forme actuelle, c'est un bill anodin. Mais, comme ce bill ne représente pas les desiderata des Montréalais, il ratifie plutôt le système d'administration municipale tyrannique actuel imposé par le gouvernement Godbout et le droit du gouvernement d'intervenir dans les affaires de Montréal. Il confirme l'interdiction de la ville de Montréal, démontre que le gouvernement continue d'humilier la métropole du pays en la maintenant plus que jamais sous sa tutelle, et dont la mauvaise situation financière est due aux régimes libéraux du passé.

Au surplus, le présent régime d'administration est injurieux pour la population montréalaise. L'actuel conseil municipal de Montréal n'a, par conséquent, aucune autorité ni aucun prestige aux yeux de la population de la province et du pays. Il n'y a donc rien de changé pour ce qui est de l'autonomie de la ville alors qu'il lui faut sa pleine autonomie. Nous réclamons donc pour la ville de Montréal un mode d'administration municipale qui soit choisi par la population montréalaise et qui consacre à la ville de Montréal sa pleine et entière autonomie.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** À la suite du refinancement de la dette de Montréal il y a quelques mois, le comité des amendements s'est réuni pour préparer un projet de loi. Ce bill fut envoyé au Parlement en retard, les délais légaux pour la présentation des bills privés étant expirés à cette session-ci. Je n'en suis pas certain, mais je crois que le comité des règlements a rejeté le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est impossible, puisque aucune pétition demandant la présentation d'un bill concernant Montréal n'a été déposée, tel que requis pour les bills privés. Un tel bill n'a donc pu se rendre au comité des règlements.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le gouvernement a pris l'attitude qu'il fallait accorder quand même à la métropole certains pouvoirs jusqu'aux prochaines élections municipales. Il a donc été convenu de présenter le projet que nous étudions en ce moment et qui a été approuvé par le conseil municipal.

La charte est amendée de façon à permettre à l'administration de Montréal de recommencer à neuf. Il dit qu'il n'a pas jugé recommandable de changer immédiatement le mode actuel d'administration. Le gouvernement a dit à la cité de Montréal de choisir le système d'administration qui convient le mieux à la métropole pour l'avenir, si le refinancement de la métropole porte des fruits, et l'an prochain un bill pourra être présenté à cette fin, si les autorités municipales de Montréal le désirent. Sous peu, l'administration de la métropole devra dire au gouvernement ce qu'elle veut comme forme d'administration. Récemment, des échevins ont réclamé le retour à l'ancien ordre des choses, mais il est trop à bonne heure pour accorder cette demande parce que la majorité des échevins de Montréal se sont prononcés contre le changement du mode d'administration. Et, grâce au présent gouvernement, la métropole a reconquis son autonomie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les difficultés dans lesquelles se débat la ville de Montréal sont le résultat de schèmes montés et réalisés par les régimes libéraux et par leurs amis.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec réclame pour la cité de Montréal un mode d'administration municipale choisi par la cité de Montréal et consacrant sa pleine autonomie, mais elle désapprouve le bill 52 modifiant la charte de la cité de Montréal, parce que ce bill ratifie le système d'administration municipale imposé par le gouvernement actuel et parce qu'elle considère que le système actuel d'administration est injuste et injurieux pour la population de la cité de Montréal.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Duplessis, Élie,

Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 15.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gauthier, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Marler, Mathewson, Nadon, O'Connor, Perrier, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Beaulieu (Témiscouata)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le 30 de ce cinquième mois de l'année, un gouvernement qui s'est vanté d'agir avec célérité a présenté un bill en vertu duquel le gouvernement s'ingère encore dans l'administration de Montréal. Les modifications à la charte qui sont demandées dans le bill ne sont pas celles que demandait la ville de Montréal.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le conseil municipal de la ville de Montréal a décidé de ne pas changer sa charte actuelle quant au nombre des conseillers, qui sont de 99. Tout ce qui est mentionné dans le présent bill est à la demande du conseil de la ville de Montréal. La ville vient tout juste de compléter le refinancement de sa dette, retrouvant ainsi son prestige et son équilibre aux yeux du monde. Si, l'an prochain, les Montréalais manifestent le désir de changer leur mode d'administration, le gouvernement se penchera sur la question et sera heureux de suivre leurs recommandations. Entre-temps, la ville aura retrouvé toute son autonomie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'administration actuelle de la ville a été imposée par T.-D. Bouchard. Ce dernier, par son bill du temps, aurait voulu être nommé maire de la ville de Montréal, mais il n'aurait jamais pu se faire élire. Il ne pourrait même pas, aujourd'hui, se faire élire comme bedeau. Est-ce que le gouvernement a reçu de la part de la ville de Montréal beaucoup de demandes d'amendements à sa charte?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Oui, nous en avons reçu plusieurs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La ville de Montréal avait un bill à présenter. Cependant, le gouvernement s'est substitué à elle pour présenter un bill, ce qui démontre que Montréal est encore en tutelle.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** J'admets que c'est le gouvernement qui présente actuellement le bill, au lieu de la ville de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà ce qu'il en est: la ville de Montréal voulait présenter son propre bill et le gouvernement n'a pas voulu accepter un bill renfermant tous les amendements préparés par le conseil de Montréal, parce qu'on demandait de taxer le Bell Telephone, d'imposer à la Compagnie des tramways l'obligation de verser \$500,000, d'interdire les appareils de distribution automatique et d'autoriser la ville à dépenser \$75,000 par an pour la transformation d'édifices où les sans-logement pourraient être installés.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** n'était pas au courant que la ville avait cette intention.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement actuel a des accointances avec Bell Telephone. Ce dernier continue à faire affaire avec les bookies. Le gouvernement actuel refuse aux échevins de Montréal de faire des demandes, et ceci, à la veille des élections.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** L'avez-vous taxé, vous, le Bell Telephone?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, l'Union nationale a fait payer à cette compagnie \$150,000 par année à la ville de Montréal.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il n'est nullement question de protéger les gros intérêts. Si le bill de Montréal n'a pas été présenté cette année, c'est qu'il a été prêt en retard. Les amendements envoyés par Montréal ont été soumis au comité des règlements de l'Assemblée législative qui a décidé qu'ils n'étaient pas réguliers parce que le délai était expiré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Gagnon (Matane)** trouvent cette explication surprenante et peu acceptable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est de l'impertinence, car n'importe qui peut présenter un bill privé. De plus, les amendements proposés par Montréal portent la date du 3 mars dernier<sup>1</sup>, par conséquent, en temps.

Il n'a pas eu connaissance que le comité des règlements ait opposé une fin de non-recevoir au bill de Montréal.

Par ailleurs, demande-t-il, pourquoi les projets d'amendements à la charte de Montréal présentés par les Montréalais auraient été bloqués au comité des règlements?

**M. Gagnon (Matane):** Il est étrange que l'on ait refusé à la métropole du pays de présenter un bill, sous prétexte qu'elle était en retard, quand la Chambre a fait passer mardi matin un bill privé, celui des techniciens dentaires, qui avait été présenté quelques jours plus tôt seulement et qui est beaucoup moins important que les amendements à la charte de Montréal.

Quand il s'agit de protéger les gros intérêts, on trouve moyen de soulever des objections techniques.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je le répète, il n'est nullement question de protéger qui que ce soit. On est allé au plus pressé, parce que le bill était tardif.

Nous avons étudié attentivement tous les amendements proposés et nous avons dit aux autorités municipales: Maintenant que la métropole a reconquis son autonomie et qu'elle a réorganisé ses finances, nous allons passer cette année les clauses les plus essentielles et les plus urgentes. Cependant, nous avons demandé à la cité de Montréal de se préparer pour nous présenter, l'an prochain, un bill complet, dans les délais voulus.

Le gouvernement a donc décidé d'accorder à Montréal, cette année, les modifications essentielles

à sa charte, laissant à la ville le soin de décider l'an prochain quel mode d'administration et de représentation elle entendait adopter. D'ailleurs, la ville de Montréal, représentée par ses 99 conseillers, s'est opposée à toute modification importante à sa charte pour le moment.

Il donne lecture des amendements soumis par Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a donc refusé à Montréal la permission de vendre des lots pour construction d'habitations, de taxer la compagnie de téléphone Bell, la Compagnie des tramways, etc. Montréal n'a pas reconquis son autonomie, puisqu'on lui a interdit d'imposer des taxes et que le gouvernement l'a obligé à verser, à même ses fonds, une somme de \$700,000 à la Commission scolaire catholique de Montréal. C'est la preuve que la ville de Montréal a autant d'autonomie qu'un homme qui a les menottes aux mains.

Le gouvernement décidera avant longtemps quand les députés rendront compte de leur mandat. Des élections, faites-en donc.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Aurons-nous des élections bientôt?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le crois.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Êtes-vous prêts pour des élections?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout de suite. Mais à quand les élections?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Je ne sais pas. Quand pensez-vous que les élections auront lieu?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un ministre ne sait pas quand auront lieu les élections? Je vais vous le dire, moi. On dit que c'est pour le mois de juillet.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Cela voudrait dire que nous allons nous débarrasser de vous deux mois plus tôt que nous ne pensions.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 52 sans l'amender.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec réclame pour la cité de Montréal un mode d'administration municipale choisi par la cité de Montréal et consacrant sa pleine autonomie, mais elle désapprouve le bill 52 modifiant la charte de la cité de Montréal, parce que ce bill ratifie le système d'administration municipale imposé par le gouvernement actuel et parce qu'elle considère que le système actuel d'administration est injuste et injurieux pour la population de la cité de Montréal.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Bourque, Caron (Maisonnette), Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Fréreau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Robidoux, Sabourin, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

## Subsides:

### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

## En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Il en coûtera environ \$1,000,000 pour compléter la route Wilfrid-Laurier, mais je ne crois pas que ce retard à finir les travaux entraînera quelque détérioration à la route.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il doit sûrement y avoir plus d'un marais sur la route?

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** Il y en a quatre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, elle aurait dû s'appeler la route "des Marais" ou la route "des Marécages", au lieu de route Sir-Wilfrid-Laurier.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville)** poursuit la discussion en parlant des contrats octroyés à H. J. O'Connell & Cie. Il a appris qu'une autre compagnie avait obtenu un contrat pour la même portion de route située entre Laprairie et la frontière américaine, où elle prend fin. Et pendant l'élection partielle de Saint-Jean-Napierville, une partie des travaux a été effectuée à la journée, mais après l'élection, on est retourné au système de contrats.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'autre compagnie, dont le contrat se chiffrait à \$600,000, est la même compagnie O'Connell appelée différemment.



**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** veut savoir si des contrats n'ont pas été donnés à la firme O'Connell, lorsque l'Union nationale était au pouvoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais au cours de mon mandat les prix étaient inférieurs de 20 %.

**M. Gagnon (Matane), M. Bourque (Sherbrooke) et M. Pouliot (Gaspé-Sud)** demandent quels sont les projets du département pour l'été.

**L'honorable M. Dansereau (Argenteuil):** J'ai fourni à la Chambre, la semaine dernière, la liste des principaux travaux qui seront exécutés cette année. Nous procéderons suivant les besoins les plus urgents de chaque partie de la province. Mais je puis dire que mon département a l'intention de paver cette année la route de Lévis-Jackman de Saint-Henri à Scott.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 31 mai 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

##### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Projets de loi:**

###### **Construction de maisons d'habitations**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 pour encourager la construction de maisons d'habitations.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

###### **Commutation de taxes**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 pour favoriser par une commutation de taxes la construction d'habitations soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement, dit-il, veut faciliter la construction de nouvelles maisons d'habitations. Ce bill permet donc à toutes les municipalités de ville, de village ou de paroisse de la province qui le désirent d'accorder, par règlement, une commutation graduée de taxes municipales. Le projet prévoit une commutation d'une durée de sept ans applicable non seulement à des résidences à famille unique, mais aussi à des résidences à deux logements dont l'un est occupé par le propriétaire, et à des maisons à logements multiples construites avec l'aide du gouvernement fédéral par des compagnies à dividende limité. Aucun maximum n'est fixé.

Les résidences à famille unique ou à deux logements doivent être entièrement détachées ou semi-détachées des constructions voisines ou jumelées. La valeur cotisée des premières ne doit pas être inférieure à \$2,000 et celle des secondes, à \$4,000. Les corporations municipales ont le pouvoir de fixer, pour chaque catégorie d'immeubles bénéficiant de la commutation, une évaluation maximum au-delà de laquelle il n'y aura pas de commutation de taxes.

Le projet prévoit également une commutation d'une durée de 14 ans applicable seulement à des résidences à famille unique, occupées par le propriétaire, entièrement détachées des constructions voisines ou jumelées et dont la valeur cotisée n'est pas inférieure à \$2,000, ni supérieure à \$5,000.

Dans tous les cas, la commutation consiste en une réduction de la valeur cotisée dans une proportion n'excédant pas 70 % et décroissant uniformément pendant toute la période, de façon qu'à la fin de la période fixée le propriétaire soit obligé de payer les taxes sur la valeur cotisée.

La commutation ne s'appliquera pas à la taxe scolaire ou à la taxe d'eau ou compensation pour l'eau.

Tout règlement accordant une commutation est subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec, sous la juridiction du département des Affaires municipales, ce qui aura pour fins d'empêcher les abus dans ce domaine.

Le temps est venu de passer une telle loi. Le besoin de logements est tellement reconnu que la Chambre l'approuvera. Il est du devoir du gouvernement d'aider la construction de nouvelles maisons en permettant aux municipalités d'accorder des commutations de taxes.

**M. Lorrain (Papineau)** n'est pas impressionné par la protection qu'offre la Commission municipale, puisque lorsque l'Union nationale était au pouvoir, les municipalités qui ont été prises en défaut ont vu le montant de leurs dettes augmenter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est déplorable que le bill mette de côté les commutations de taxes autorisées au cours de la présente session dans les bills de Québec, Shawinigan, Grand'Mère et autres municipalités. On se trouve même à abroger des amendements à ces chartes.

Une clause dit en effet que "nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les commutations de taxes prévues par la présente section, et nulle autre, peuvent être accordées pour toute maison d'habitations visée par l'un ou l'autre des articles précédents".

On met donc de côté les commutations accordées, par exemple, dans le bill de Québec en faveur du syndicat d'habitation de Saint-Sacrement.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le bill ne met pas ces commutations de côté, mais il remplace la commutation de 20 ans par une commutation de 14 ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Législature se trouve à se déjuger au cours de la même session. Ces syndicats d'habitations familiales sont des initiatives merveilleuses d'une grande portée sociale. On ne devrait pas hésiter à les encourager. Il est injuste de faire disparaître ces clauses.

**M. Chaloult (Lotbinière)** déplore aussi que, dans le cas des commutations de 7 ans, aucun plafond ne soit prévu. Les résidences luxueuses pourront être exemptées de taxes aussi bien que les autres, dit-il.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** et **l'honorable M. Godbout (L'Islet)** répondent que les municipalités pouvaient elles-mêmes établir un maximum. Le bill protège l'autonomie municipale. C'est aux corporations, qui connaissent les besoins locaux mieux que le gouvernement, de fixer les conditions voulues. D'ailleurs, les règlements doivent être approuvés par la Commission municipale de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une tentative d'encouragement à la propriété et d'aider à résoudre les problèmes de la construction nouvelle et du logement salubre. C'est un pas dans la bonne voie. Il reproche au gouvernement d'avoir tardé à présenter ce bill qui aurait dû être étudié avant aujourd'hui.

Il n'approuve pas entièrement la mesure et croit qu'il imposera de nouvelles charges aux municipalités car, dit-il, c'est aux municipalités que l'on impose la tâche de régler le problème des logements. Il est regrettable que le moyen pris par le gouvernement pour aider la construction de maisons familiales repose en somme sur une perte de revenus pour les municipalités. Le gouvernement ne donne rien. Il permet seulement aux municipalités de renoncer à une partie de leurs revenus.

Le projet de loi me semble bien une tentative pour aider à la solution du problème des logements nouveaux et salubres qui n'a cessé de s'aggraver depuis 1941 à cause de la migration des populations de la campagne dans les villes et d'une ville dans une autre pour travailler dans les industries de guerre, migration encouragée par des ordonnances fédérales. C'est un problème qui se rattache à la protection du capital humain. Cependant, comme l'autorité fédérale a sa responsabilité, il devrait y avoir coopération entre le fédéral, le provincial et le municipal. Pour éviter les abus, il devrait y avoir un plafonnement de la valeur des habitations à construire.

Toutefois, il y a des erreurs fondamentales dans la loi et ce fut l'erreur des gouvernements du passé de faire porter à la propriété toutes les charges. Cette loi ne va pas à la source du mal. Chacun devrait contribuer pour sa part à la solution du grave problème de l'habitation, qui devient de plus en plus aigu à cause des migrations des ruraux vers les cités. Cette mesure place le fardeau de l'aide aux petits propriétaires, qui est de nature provinciale autant que fédérale, sur les épaules des municipalités déjà très obérées.

Il est donc regrettable qu'on veuille tenter de résoudre la crise du logement au détriment des municipalités en les privant, par des commutations de taxes, des revenus essentiels à leur crédit. Il ne faut pas oublier que le crédit municipal est à la base du crédit provincial. Les municipalités ploient déjà sous le fardeau des responsabilités de nature provinciale. Il y aurait des moyens plus justes de favoriser la construction des maisons, car ce qui fait tort à la construction, ce sont les taxes et les surtaxes imposées surtout par les autorités fédérales et provinciales. Que ne fait-on disparaître, par exemple, les taxes de vente municipales, provinciales, fédérales? Ou encore celle de 11 % sur les matériaux de construction? Cela donnerait des facilités de construction.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Un autre bill, le bill 53, loi pour encourager la construction de maisons d'habitations et qui sera étudié plus tard, permettra justement à la province de coopérer avec le gouvernement fédéral pour faire des prêts de nature à encourager d'une façon directe la construction de maisons familiales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même si la loi ne va pas à la source du mal et bien qu'il y ait des erreurs fondamentales dans la mesure, l'opposition, qui a toujours favorisé la construction de maisons salubres pour les petits salariés, veut marquer qu'elle est en faveur de toute mesure pouvant aider à la solution du problème du logement. Par conséquent, l'opposition consent à ce que la deuxième lecture du bill 53 soit votée à l'unanimité, quitte à proposer des amendements en comité plénier.

**M. Chaloult (Lotbinière):** J'ai toujours combattu les commutations de taxes, car cela est de nature à favoriser les grandes entreprises au détriment de la collectivité. Ces commutations prêtent à des abus considérables, et ce sont souvent les compagnies puissantes qui en profitent, mais il peut y avoir des exceptions. Je ne suis pas certain de

la valeur de la loi, mais j'ai consulté des spécialistes en la matière, des travailleurs sociaux et ils me disent qu'ils approuvent le projet, car la mesure peut avoir du bon et favoriser les petits salariés qui ont l'idée de se construire. Le bill présente un cas spécial.

Il n'a donc aucune objection à se rallier à leur point de vue bien qu'il ne soit pas convaincu que la mesure ne sera pas au détriment de la collectivité, ni de la nécessité et de l'urgence de cette loi, mais des gens intéressés dans la question m'ont dit qu'elle était nécessaire et semblait favoriser le bill, de sorte que je voterai pour la deuxième lecture du projet de loi. Je crois cependant, dit-il, qu'il devrait y avoir un plafonnement pour toutes les constructions car un homme pourra profiter des commutations de taxes en se construisant une maison de \$25,000.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

#### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 16a, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"16a. Toute corporation municipale peut, par règlement, accorder une commutation de taxes sur toute maison d'habitation érigée dans son territoire entre le premier avril 1944 et le premier avril 1947, [...]"

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Pour dissiper toutes les craintes, je dois dire que la loi autorise les municipalités à fixer la valeur des habitations pour lesquelles des commutations de taxes seront accordées. Ainsi, le gouvernement a laissé à la municipalité le soin de déterminer la valeur maximum d'une maison à laquelle la commutation de taxes s'appliquera.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Ce sera dangereux parce que cette absence de maximum favorisera les riches et provoquera une injustice sociale. On devrait fixer dans la loi un montant maximum d'évaluation;

on ne devrait pas laisser cette latitude aux municipalités, car celles-ci ont souvent tendance à voir des tendresses pour les riches plus puissants auprès d'elles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** partage ce point de vue. Il craint aussi que des compagnies puissent prendre le moyen de construire des maisons soi-disant pour des particuliers et obtiennent des réductions de taxes. Par ailleurs, dit-il, on met de côté des pouvoirs donnés aux grandes villes comme Québec.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement présente deux lois pour aider à la solution du problème du logement: la première autorise les commutations de taxes que voudront bien accorder les municipalités, la seconde assure l'augmentation du nombre des petits propriétaires. En ce qui concerne les commutations de taxes, nous devons laisser leur autonomie aux corporations municipales en leur laissant le pouvoir de fixer le plafond de la commutation parce qu'elles sont meilleurs juges pour décider quels sont les revenus dont elles peuvent se priver pour favoriser la construction des maisons d'habitations. Elles seules peuvent être en mesure de fixer pareille évaluation, parce que les conditions peuvent différer d'une région ou d'une ville à l'autre. C'est donc la municipalité qui aura toute la latitude pour décider du maximum de la valeur de la propriété pouvant bénéficier de la commutation de taxes. Je crois que c'est fort juste et on respecte ainsi l'autonomie des municipalités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** plaide en faveur de la petite propriété et indique le terrible mal de la concentration des immeubles entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de particuliers ou de compagnies, notamment à Montréal.

L'abrogation de la loi du moratoire a contribué à aggraver cette situation, dit-il. Le bill Drouin devrait donc aider à augmenter le nombre des petits propriétaires d'une façon plus effective.

Le comité étudie l'article 16c, modifié par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"16c. Tout règlement adopté en vertu de la présente section est subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

"Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les commutations de taxes prévues par la présente section, et nulle autre, peuvent être

accordées pour toute maison d'habitation visée par l'un ou par l'autre des deux articles précédents; une seule commutation pourra être accordée pour une même maison."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article met de côté le pouvoir qu'on vient d'accorder à la ville de Québec pour le Syndicat de Saint-Sacrement qui me paraît être une initiative féconde, une véritable trouvaille.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** opine dans le sens contraire.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 54 sans l'amender.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill 54 intitulé: "Loi pour favoriser par une commutation de taxes la construction d'habitations", soit renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière à favoriser la construction de logements salubres et à rendre complètement justice à tous les intéressés.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Allard, Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval,

Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, O'Connor, Perrier, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 37.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Explications sur des faits publiés:

#### Critique de J. K. Smith

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je veux me faire l'écho des plaintes de la *Terre de chez nous*, contre M. J. K. Smith qui fait partie de ces "one-dollar a year men". M. Smith occupe un poste important à titre de chef du camionnage et il est chargé de la réglementation du transport dans la province, section du lait. Comme il voit à l'émission des permis pour les camionneurs qui transportent le lait et la crème des cultivateurs, il doit venir en contact avec la classe agricole.

Or, ce monsieur se conduit en fanatique dans l'exercice de ses fonctions: il ne parle pas un mot de français alors que les cultivateurs avec lesquels il doit traiter sont en majorité de langue française. À la tête de son bureau se trouve une demoiselle payée \$150 par mois et qui ne parle pas davantage le français, et il a sous sa direction des Canadiens français qui gagnent des salaires inférieurs, des salaires de famine. C'est une injustice intolérable envers la grande majorité canadienne-française de cette province.

M. Smith agit d'une façon arbitraire en toutes circonstances envers les cultivateurs. Il cite plusieurs cas soumis à son attention et déclare qu'il pourrait en citer des douzaines. Presque tous les cultivateurs se plaignent, dit-il. Je n'ai pas l'habitude de porter des accusations à tort et à travers, mais il est de notoriété publique que cet officier du gouvernement fédéral exige des cultivateurs des cadeaux de \$50, pour leur accorder les permis de camionnage dont ils ont besoin. Je n'ai pas de preuve formelle à ce sujet, mais je fais écho à un fait de commune renommée et que

des cultivateurs m'ont affirmé avoir payé. Il y a des plaintes très graves au sujet du bureau de M. Smith.

Le gouvernement de la province n'est indirectement pas à blâmer d'une nomination faite par le fédéral, mais le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) ne peut se désintéresser d'abus aussi sérieux. Cela démontre encore une fois de quelle manière cavalière Ottawa traite la population canadienne-française de notre province. J'ai fait des plaintes au premier ministre et je reconnais que le chef du gouvernement est intervenu de façon énergique. Dans la plainte que je formule aujourd'hui, il n'y a absolument rien de léger. Le premier ministre, à titre de ministre de l'Agriculture, se doit d'intervenir énergiquement pour mettre cet employé fédéral à la raison, afin que les camionneurs et les cultivateurs soient traités avec justice.

**M. Paquette (Labelle)** félicite le député de Lotbinière de son intervention opportune. Il a parfaitement raison, dit-il, car j'ai eu moi-même l'occasion d'accompagner une délégation de la Coopérative de La Lièvre au bureau de M. Smith et cette délégation a été reçue de façon cavalière. De plus, M. Smith ne parlait pas français et il fallait traduire ses paroles aux cultivateurs qui ne comprenaient pas l'anglais.

Il ne veut pas tant dénoncer la conduite de M. Smith comme chef du camionnage, que flétrir son attitude au sujet des coopératives. Je veux que le premier ministre sache que M. Smith ne se cache pas pour dire qu'il est contre les coopératives de cultivateurs dans la province de Québec, dit-il. Il combat les coopératives et le dit ouvertement. Comme le député de Lotbinière, je ne blâme pas le gouvernement, mais les intérêts de l'agriculture sont menacés par cet homme, un incompetent doublé d'un lunatique.

Il cite un cas démontrant que M. Smith a agi contre les intérêts d'une coopérative et ajoute que le fonctionnaire en question a dit: "Je suis contre les coopératives. Elles font un travail qui détruit le commerce libre."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le gouvernement n'a rien à répondre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je trouve que l'endroit est probablement mal choisi pour engager un long débat sur la conduite d'un employé du fédéral. Mais, si mes honorables amis y tiennent, je dirai que je connais M. Smith et qu'en ma qualité de ministre de l'Agriculture j'ai protesté depuis longtemps contre ses agissements. Ce qui devait être

fait a été fait et on se rendra compte sous peu que mes protestations n'ont pas été stériles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que pense le premier ministre de ce M. Smith?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je pense que c'est un individu qui ne comprend pas son devoir.

(Applaudissements à droite)

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Gagnon (Matane):** Le budget des mines a été réduit à sa plus simple expression, cette année, avec un montant de \$520,500.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à la recherche des mines, traitements, gages compris (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Villages miniers (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prime sur la tourbe (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 11 h 30.

Adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 h 35.

---

**NOTE**

1. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> juin 1944, à la page 10, mentionne plutôt la date du 14 mars.





Première séance du jeudi 1<sup>er</sup> juin 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 12 h 20<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

**Budget des dépenses  
1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Gagnon (Matane)** fait un historique de la Beauharnois Light, Heat & Power Co., compagnie formée en vertu d'une loi de la Législature, en 1928. Le gouvernement Taschereau prétendait alors, continue-t-il, que cette compagnie était constituée afin de faire concurrence à la Montreal Light, Heat & Power, ce qui n'empêcha pas cette dernière, quelque temps plus tard, d'acquérir la Beauharnois et de l'incorporer dans son actif.

Il y a eu une enquête fédérale sur les affaires de la Beauharnois, à l'issue de laquelle le premier ministre Mackenzie King devait dire que "le Parti libéral était plongé dans la vallée de l'humiliation".

Puis, il y a eu l'arrêté ministériel du 5 juin 1940 par lequel le gouvernement Godbout permettait à la compagnie Beauharnois, sans consulter la Législature, comme il y était tenu par une loi de 1935, de dériver un pouvoir d'eau additionnel de 30,000 pieds cubes à la seconde, ce qui lui donnait 136,000 chevaux-vapeur additionnels. Le gouvernement actuel a adopté cet arrêté ministériel sans prendre les moyens de protéger les intérêts des consommateurs des comtés de Beauharnois et Soulanges et de leur assurer une réduction de taux pour l'électricité. Cette manière de procéder était illégale et le gouvernement augmentait ainsi l'actif de la Montreal Power, qui avait acquis la fixation des taux des consommateurs montréalais, ce qui forçait la province à payer plus qu'elle n'aurait payé.

Il propose donc par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que tous les mots après "que", dans la

motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative est prête à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle exprime l'opinion que le gouvernement actuel de la province:

*a.* aurait dû, avant de conclure aucun arrangement et aucune convention au nom de la province avec la Beauharnois Light, Heat & Power Company, soumettre toute la question à l'approbation de la Législature, au lieu de procéder par ordre en conseil, comme le gouvernement l'a fait en vertu d'un arrêté ministériel adopté le 5 juin 1940 et approuvé par l'honorable lieutenant-gouverneur le 6 juin 1940;

*b.* aurait dû prendre les mesures appropriées et nécessaires pour sauvegarder tous les droits de la population de la province en général et de celle des comtés de Beauharnois et Soulanges en particulier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite les députés de Matane (M. Gagnon) et de Beauharnois (M. Sauvé) d'avoir présenté cette motion, qui projette une lueur lugubre sur les agissements du gouvernement dans le domaine de l'électricité, dit-il. Il rappelle lui aussi les événements de 1928, où, ajoute-t-il, on a vu des avocats aux prises sur l'opportunité de créer la compagnie Beauharnois, qui devait faire concurrence à la Montreal Power et assurer une réduction des taux. Le gouvernement nous a fait veiller toute une nuit, il y a trois ans, pour faire passer une loi en vue d'étatiser la Beauharnois. On refusa même à l'opposition, en Chambre, trois jours de délai pour étudier le bill. L'établissement de la compagnie pressait.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'étatisation est faite, maintenant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale, en 1937, a fait voter une loi qui limitait l'émission des obligations nouvelles à la valeur réelle, parce que les obligations constituent une dette et cette dette, dans le domaine de l'électricité, sert de base à la fixation des taux. Or, à son arrivée au pouvoir, le gouvernement a abrogé cette loi, avec un effet rétroactif, encourageant ainsi la surcapitalisation de la Montreal Power. Le gouvernement a fait plus, avec l'arrêté ministériel du 5 juin 1940, par lequel la Beauharnois obtenait la permission de dériver 30,000 pieds cubes additionnels des eaux du Saint-Laurent.

Cet arrêté ministériel était illégal, parce qu'en vertu d'une loi de 1935, toute concession de ce pouvoir d'eau d'une puissance naturelle moyenne de 500 chevaux-vapeur ne peut être faite qu'en vertu d'une loi de la Législature. Il donne lecture d'un article de l'honorable T.-D. Bouchard dans son journal, *Le Clairon*, de Saint-Hyacinthe, où l'auteur critiquait les procédés employés relativement à l'expropriation de la Beauharnois et demandait aux Canadiens "de surveiller les goussets".

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Chaloult, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Gosselin, Hamel, Joyal, Kirkland, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), O'Connor, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Robidoux, Sabourin, 39.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 12 h 55.

#### **Deuxième séance du 1<sup>er</sup> juin 1944**

#### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 3 heures.

#### **Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 124 annexant certains territoires à la municipalité du village de Montmorency, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le dernier alinéa du paragraphe *b*, à la page 3, qui commence par les mots: "Tel que le tout" et finit par les mots: "de leur territoire contigu.", par ce qui suit:

"Tel que le tout est démontré par un liseré de couleur sur un plan en date du 20 mars 1944, préparé par les arpenteurs Arthur Massé, pour le village de Montmorency, et Maurice Drouyn, pour la ville de Courville, et dont une copie authentique a été déposée dans les archives du département des Terres et Forêts."

2. L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Le contrat intervenu devant M<sup>re</sup> Lavery Sirois, notaire, le 6 mars 1944, sous le numéro 2570 de ses minutes, entre la corporation du village de

Montmorency et Dominion Textile Company Limited, avec l'assentiment des commissaires d'écoles du village de Montmorency, est confirmé, ratifié et déclaré légal et valide à toutes fins que de droit et, en conséquence, la valeur réelle des bâtiments industriels appartenant à Dominion Textile Company Limited, décrits au susdit contrat, est, sous les réserves qui y sont stipulées, établie au chiffre d'un million trois cent soixante-treize mille neuf cents dollars pour toutes fins municipales et scolaires, pour une période de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944."

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 178 modifiant la loi du Barreau, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 8 est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par ce qui suit:

"a. Les étudiants admis à l'étude du droit, qui terminent actuellement ou ont terminé la troisième année de leurs cours de droit dans l'une des universités de la province et qui ont ou auront obtenu au préalable un degré en droit seront dispensés de la cléricature."

#### Projets de loi:

##### Montmorency

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 annexant certains territoires à la municipalité du village de Montmorency.

**M. Bouchard (Québec)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Bouchard (Québec)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

##### Loi du Barreau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 178 modifiant la loi du Barreau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait remarquer que le Conseil législatif a approuvé le bill du Barreau abolissant les stages pour les étudiants. Il félicite les membres de la Chambre haute d'avoir concouru dans les décisions prises par le comité permanent des bills publics de l'Assemblée législative.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Questions et réponses:

##### Nouveaux fonctionnaires

**M. Barrette (Joliette):** Depuis le 23 juin 1943 inclusivement jusqu'au 17 janvier 1944 inclusivement:

1. Quelles sont les personnes qui ont obtenu des positions ou fonctions payées par la province en vertu du chapitre 9, 7 George VI, intitulé: "Loi instituant une Commission du service civil"?

2. Quel est le salaire payé ou payable par la province à chacune de ces personnes?

3. À combien se chiffre, à quelque titre que ce soit, le total des dépenses payées ou payables par la province à ce sujet?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Les noms des personnes nommées conformément à la section II de cette loi suivent:

<i>Nom du fonctionnaire</i>	<i>Département</i>	<i>Salaire annuel</i>	<i>Salaire et boni payés au 15 janv. 1944</i>
<i>Nouvelles nominations:</i>			
Lafontaine, Aymé.....	.....	\$ 7,000.00	\$ 2,625.00
Astle, A. Brock.....	.....	6,000.00	2,250.00
Gosselin, Chs- Eugène.....	.....	2,700.00	675.00
Bertrand, Anne- Marie.....	.....	1,000.00	207.12
Corriveau, Georgette.....	.....	1,000.00	185.14
Pomerleau, Madeleine.....	.....	800.00	193.70
Sirois, Lucille.....	.....	1,200.00	10.00
<i>Transferts:</i>			
Boyer, Marc.....	Mines.....	\$ 6,000.00	\$ 2,250.00
Vézina, J.-Alb.....	Auditeur.....	4,500.00	1,687.50
Delfausse, J.-M.....	Agriculture.....	3,000.00	1,115.26
Côté, René.....	Auditeur.....	2,700.00	929.16

Fortin, J.-A.-R.....	Auditeur.....	2,700.00	929.16
Lavoie, J.-Paul.....	Instr. publique	2,700.00	698.14
Tessier, C.....	Auditeur.....	2,700.00	929.16
Turgeon, R.....	Auditeur.....	2,700.00	929.16
Gignac, Arthur.....	Auditeur.....	2,400.00	787.97
Bérubé, Loretta.....	Assemblée législative ..	1,000.00	420.35
Miron, Gérard.....	Procureur général.....	1,600.00	609.57
Lizotte, Colette.....	Voirie.....	(x)	323.14
Daigle, Armand.....	Reconstruction économique	2,000.00	752.61
Gagné, Madeleine...	Assemblée législative ..	<u>1,000.00</u>	<u>404.12</u>
		\$54,700.00	\$18,911.26

(x) A quitté le service

2. Les dépenses payées au 15 janvier 1944 s'élèvent à la somme de \$18,911.26.

3. Les sommes payables ou engagées sur une base annuelle sont de \$54,700.

#### Dépenses pour les comités d'arbitrage

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** attire l'attention sur le fait que le gouvernement a omis d'inclure dans la liste des dépenses qu'il a fournie hier, celles relatives à l'arbitrage lors de la grève des policiers et pompiers de Montréal, ainsi que les dépenses relatives à l'arbitrage dans le cas des cols blancs de Montréal, en particulier les coûts engendrés par les comités d'arbitrage dont MM. Brossard, Sylvestre et Marquette étaient membres. La population est en droit de savoir combien ont coûté ces commissions d'arbitrage, dit-il<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les informations qui ont été données concernant seulement les paiements qui ont été effectués. Si le chef de l'opposition pose la même question lors de la prochaine session, il pourra obtenir plus d'informations, puisque les autres paiements auront alors été faits.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur)** va tâcher d'avoir davantage d'informations avant demain.

#### Industrie du bois

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** dit qu'il a appris que le gouvernement fédéral a accepté une ordonnance de Washington réduisant de trois à quatre dollars le prix de la pulpe envoyée par le Canada aux États-Unis.

Il est du devoir du gouvernement de protester contre cette action d'Ottawa d'accepter cette ordonnance de Washington qui est injuste envers la population et surtout envers les colons qui perdront de l'argent sur leur principale source de revenus. C'est une façon de créer de la concurrence à cette classe de la population.

#### Subsides:

#### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Présidence de M. Caron (Hull) et de M. Beaulieu (Témiscouata)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** donne lecture d'une lettre de M. Pellerin Lagloire, un ancien employé du ministère de l'Agriculture, qui déclare avoir démissionné comme membre du personnel de ce département, où il était publiciste, après 15 ans de service.

M. Lagloire formule des griefs contre l'administration du département, spécialement en ce qui concerne les agronomes et du fait que le bureau des sténographes a été centralisé.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**<sup>3</sup>: Les griefs de M. Lagloire ne sont pas fondés. La réorganisation du département de l'Agriculture a permis de sauver beaucoup d'employés, chez les secrétaires et les sténographes en particulier, et accru l'efficacité de l'administration. Ainsi, le ministère de l'Agriculture est administré comme une maison d'affaires.

Auparavant, un chef de service partait en voyage et son sténographe restait au bureau à ne rien faire. Aujourd'hui, ces sténographes sont dans le même bureau, sous la direction d'un chef, et ils servent à tour de rôle les employés du ministère qui ont besoin de leurs services. De cette façon, le gouvernement épargne de l'argent qu'il peut affecter à d'autres services plus essentiels.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien y a-t-il d'employés au ministère de l'Agriculture?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En 1939, il y en avait 977 et, en 1944, il y en a 1,076. Le département se développe continuellement.

**M. Chalout (Lotbinière):** Le trust de la Canadian Industries Limited vend aux cultivateurs des engrais chimiques à un prix prohibitif de \$35 la tonne pour la moyenne des cultivateurs qui en ont besoin, tandis que ces engrais ne devraient leur être vendus que \$20. Les terres de la province de Québec sont pauvres et ont besoin d'engrais chimiques. J'ai parlé de nationaliser la fabrication des engrais chimiques, mais des experts m'ont dit et prouvé qu'il vaudrait mieux créer une coopérative avec l'appui du gouvernement pour la production des fertilisants, afin de faire échec à la C.I.L. Est-ce que le premier ministre peut me dire ce que le gouvernement entend faire afin de briser le trust des Canadian Industries Limited pour les engrais chimiques?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous avons réglé le problème de l'électricité de manière à assurer l'électrification de nos campagnes et à donner l'électricité à meilleur marché aux consommateurs. Nous avons fait un premier pas dans la voie de l'émancipation économique de la province de Québec par la création de l'Hydro-Québec. Le second pas, ce sera la fabrication des engrais chimiques dans la province de Québec au bénéfice des cultivateurs, car l'étatisation de l'électricité est un acheminement vers la libération des cultivateurs de ce trust. La principale raison de la création de l'Hydro-Québec, c'est de venir en aide aux cultivateurs qui ont besoin de l'électrification rurale non seulement pour leurs travaux agricoles, mais pour tous les avantages de l'électricité, comme la réfrigération, par exemple, qui est une nécessité sur la ferme.

D'autre part, nous n'avons pas, dans la province de Québec, de véritable industrie de l'engrais chimique. Le trust des engrais chimiques, dont le député de Lotbinière a parlé, ne fabrique pas

les engrais. La C.I.L. achète les ingrédients et les mélange. Or, l'ingrédient le plus coûteux, c'est l'azote. On l'obtient en isolant l'azote de l'air au moyen de puissants courants électriques. Nous verrons à ce que les cultivateurs aient l'engrais à meilleur marché. Nous y parviendrons soit en donnant l'électricité à bon compte à une industrie privée qui voudra s'occuper de la fabrication des engrais, soit en encourageant la création de coopératives de production.

S'il n'y a pas moyen d'y arriver par l'initiative individuelle ou coopérative, c'est le gouvernement lui-même qui s'en occupera comme dans l'industrie du sucre de betterave. Ainsi, comme l'électricité est un gros facteur dans la fabrication des engrais chimiques, c'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement a créé l'Hydro-Québec. Nous avons réglé la question de l'électricité et de l'électrification rurale; nous allons bientôt régler le problème des engrais chimiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a de l'audace pour affirmer que la Montreal Power va aider les cultivateurs, car le lien qu'il établit entre l'étatisation de la Montreal Power et la question des engrais chimiques est ridicule. La Montreal Power ne peut rien faire pour électrifier les campagnes et aider les cultivateurs. Tout le courant dont elle dispose est vendu d'avance dans la région de Montréal. D'ailleurs, le premier ministre a peur de la C.I.L. qui marche de connivence avec la Coopérative fédérée pour maintenir les prix des engrais chimiques.

À l'heure actuelle, ce dont le cultivateur a besoin, ce n'est pas tant d'électricité que de crédit, de marchés, d'engrais chimiques, de drainage et du chaulage des terres. Avant d'avoir des fils électriques, il faut avoir une maison pour les mettre dedans. Le premier ministre va se présenter devant le peuple avec son air d'enfant de première communion, mais il a tort de croire qu'il aide vraiment les cultivateurs avec la nationalisation de l'électricité. Personnellement, j'aime mieux avoir du pain et manger à la lampe à l'huile que de crever de faim éclairé à la lumière électrique.

Il dénonce les ordonnances fédérales et déclare que le cultivateur n'est plus maître chez lui, qu'il ne peut rien faire sans la permission d'Ottawa, qu'il est obligé d'abattre ses animaux quand et où Ottawa le décide, ce qui a fait perdre des animaux à des cultivateurs de Napierville obligés, dit-il, de les transporter à Montréal. Le premier ministre ne réussira pas à distraire l'attention des cultivateurs de tout cela avec un courant électrique.

Le premier ministre est allé à Saint-Jean-Port-Joli, vendredi dernier, où il a été prié de se porter de nouveau candidat de L'Islet. C'était une assemblée monstre de 75 personnes. Les journalistes n'ont pas été invités, à l'exception d'un publiciste libéral. On a présenté là une requête soi-disant signée de 5,000 noms. Je sais pourquoi cette requête a reçu tant de signatures. La requête présentée au premier ministre avait circulé dans tous les rangs et on disait aux cultivateurs de signer parce que c'était pour avoir des graines de semences. (L'honorable premier ministre sourit.) On a ensuite présenté ça comme une requête demandant au premier ministre de se porter candidat dans le comté de L'Islet. On voudrait que les cultivateurs oublient tout: conscription, rationnements, bureaucratie, reniements, pour ne penser qu'à la nouvelle doctrine du fil électrique.

Le premier ministre a été élu en 1929 et il a prononcé le discours sur l'adresse à la session de 1930. Il a préconisé de bonnes choses pour la classe agricole, entre autres l'électrification des campagnes, mais, depuis ce temps-là, il a été gâté par ceux qui l'ont entouré. Aujourd'hui, il pense que l'on va oublier les angoisses des mères dont les fils sont partis parce qu'il a réalisé son projet d'électrification rurale. Il croit l'avoir réalisé. Il annonce qu'il va mater le trust des engrais chimiques. Il en a peur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, le chef de l'opposition vient de donner l'impression d'un homme qui rame contre le courant. Il va continuer de ramer encore longtemps, parce que le courant va devenir de plus en plus fort. Il dit que j'ai préconisé une bonne politique pour les cultivateurs dans mon premier discours en cette Chambre. Ce que j'ai préconisé en 1930, c'est exactement ce que j'ai réalisé en 1944. Il dit que j'ai peur du trust des engrais chimiques.

Il disait cela, il y a quelques semaines, en parlant de son amie la Montreal Power. Mais nous ne sommes pas des peureux; il sait maintenant que je n'ai pas eu peur du trust de l'électricité et que la question, qu'il devait régler lui-même, nous l'avons réglée pour toujours. Il s'écrie: "Ça ne marchera pas, la nationalisation." Je lui réponds: "Ça va marcher".

Grâce à la nationalisation de l'électricité, nous réglerons plus facilement avant longtemps la question des engrais chimiques, car ça va permettre la création d'une entreprise particulière pour la production des engrais chimiques. Il n'y a pas que l'électricité de la Montreal Power en jeu. On peut encore disposer d'un million de chevaux-vapeur au pouvoir de la Beauharnois, dont l'Hydro-Québec a

pris possession. Cette électricité disponible, nous allons l'utiliser pour la fabrication des engrais chimiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça marche pas à Beauharnois!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ça marche et ça va marcher! Peut-être même plus tôt que ne le pense le chef de l'opposition.

Je l'ai dit et je le répète, l'Hydro-Québec va nous permettre d'établir pour les cultivateurs une industrie spéciale où l'on produira des engrais chimiques. À l'heure actuelle, les C.I.L. ne fabriquent pas d'engrais chimiques; ils mélangent les ingrédients et vendent les engrais. Nous allons établir cette industrie spéciale que ce soit par une compagnie privée ou par l'entremise d'une coopérative, si cela est possible. Si ce moyen ne réussit pas, le gouvernement l'établira lui-même, comme dans l'industrie du sucre de betterave, car nous voulons donner aux cultivateurs des engrais chimiques qu'ils paieront meilleur marché qu'à l'heure actuelle.

Nous allons donc assurer aux cultivateurs des engrais chimiques à bon marché comme la nationalisation assurera l'électrification des campagnes et donnera de l'électricité à bon marché à tous les consommateurs. Nous sommes pour l'entreprise privée dans toute la mesure du possible, mais nous prendrons tous les moyens nécessaires pour que les cultivateurs aient l'engrais chimique à meilleur compte.

Le chef de l'opposition a parlé de ma visite de la semaine dernière dans L'Islet. Cent dix délégués de toutes les paroisses avaient été invités et 110 ont été présents. Je trouve que c'est un beau résultat. Ils m'ont demandé de me présenter de nouveau dans mon comté. Ils m'ont dit: "Nous avons confiance en vous parce que vous faites quelque chose pour les cultivateurs et pour toute la province." Leur opinion est celle de toute la population de notre province. Jamais un gouvernement ne sera revenu plus fort à l'Assemblée législative que le gouvernement actuel, après les prochaines élections.

En 1939, le chef de l'opposition est venu dans mon comté. Il a parlé à Saint-Damase, une paroisse qui était bleue autrefois et qui m'a donné, après son discours, 128 voix de majorité. Je l'invite à y revenir aux prochaines élections.

À L'Islet, j'ai constaté là le même enthousiasme que dans tout le reste de la province. Cet enthousiasme va toujours grandissant parce que le peuple sait que le gouvernement lui a donné une

administration progressive, qu'il a posé des jalons précieux pour l'avenir. Avec la législation que nous venons de présenter, nous avons fixé les conditions de la paix dans la province; nous avons posé les jalons, jeté les bases de l'émancipation économique de la province de Québec.

Au cours de la prochaine législature, nous compléterons notre œuvre en élevant un monument aux lignes harmonieuses, sur lequel s'appuiera tout l'avenir des Canadiens de notre province. Nous avons travaillé avec la pensée non pas de servir des intérêts politiques - la politique n'est pas notre unique préoccupation - mais de servir les intérêts du peuple.

Le chef de l'opposition l'admet si bien dans son for intérieur qu'il essaie de mêler la politique fédérale à la politique provinciale. Il ne peut pas trouver de sujets de critique contre le gouvernement provincial et il critique le gouvernement fédéral tout le temps, mais ce n'est pas là-dessus que le peuple va nous juger. Lorsque viendra l'heure des élections, nous allons demander au peuple de juger notre gouvernement sur ses œuvres dans la politique provinciale; en temps et lieu, le peuple réglera le cas du gouvernement fédéral en le jugeant pour ce qu'il a fait de bien ou de mal et nous lui indiquerons nous-mêmes les erreurs qui ont été commises dans l'administration à Ottawa.

Je le répète, jamais un gouvernement ne sera revenu plus fort à l'Assemblée législative que notre gouvernement le sera après les prochaines élections, parce que le peuple nous jugera sur nos œuvres dans la politique provinciale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande si le premier ministre est sérieux. Quand auront-elles lieu, les élections? Puisque le premier ministre est tellement convaincu qu'il sera reporté au pouvoir, la meilleure chose qu'il puisse faire, c'est de mettre fin à la session immédiatement, de dissoudre le Parlement et de déclarer la tenue des élections.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Chambre va d'abord voter le budget, la session va se terminer et ça ne tardera pas ensuite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre oublie qu'en 1939 il a été élu grâce à l'appui de l'organisation fédérale, sur des questions fédérales, pour faire l'affaire des politiciens d'Ottawa et sur la pointe d'une vague, parce que les gens d'Ottawa sont venus dans la province de Québec conter des histoires de croque-mitaine.

Le premier ministre avait dit que la lutte électorale se ferait sur les questions provinciales. Pourtant, lorsqu'il est allé à L'Islet la semaine dernière, accompagné d'un seul journaliste qu'il avait spécialement choisi, il a déclaré au peuple que jamais Mackenzie King n'imposera la conscription, même si la majorité des ministres se sont prononcés en faveur de cette mesure. Il semble donc que lui-même ne se soit pas limité aux questions provinciales. Il a lui-même soulevé la question de la conscription et, après s'être aperçu qu'il avait mis ses amis d'Ottawa dans l'embarras, il a déclaré, fidèle à son habitude, que ses paroles avaient été mal rapportées. D'ailleurs, ajoute-t-il, quelle est la toute première déclaration de l'assemblée de Saint-Jean-Port-Joli? "Aussi longtemps que Mackenzie King sera premier ministre, nous n'aurons pas la conscription", a dit le premier ministre.

C'est avec des déclarations échevelées comme celle-là, qui jettent l'inquiétude et le trouble dans les esprits, des déclarations trompeuses et mensongères qui invitent les jeunes à ne pas observer la loi, alors que des jeunes sont traqués, recherchés par la police militaire, la Gendarmerie royale d'Ottawa - même par une agence de Toronto, payée à raison de \$2.50 par tête de conscrit - c'est dans ces circonstances tragiques que le premier ministre prétend qu'il n'y aura pas de conscription avec Mackenzie King. Des déclarations comme celle-là jettent l'angoisse dans les esprits et forment une génération qui manque de confiance dans la parole des chefs, qui n'a plus le respect des lois.

Le premier ministre aime à se vanter. Il dit qu'il a établi la paix dans Québec. Quelle paix? Pas la paix entre les classes. Le premier ministre ne peut dire qu'il a maintenu la paix dans la province, puisqu'en 1943, selon des statistiques fédérales, il y a eu 183 grèves dans la province, alors que l'Ontario, pendant la même période de temps, n'en a eu que 110.

Le premier ministre dit que je mêle la politique fédérale à la politique provinciale. Le premier ministre nous reproche de parler d'Ottawa, mais il en parle lui aussi, du fédéral. Le premier ministre fait aujourd'hui une différence entre les questions provinciales et les questions fédérales? Mais qui donc plaça la discussion sur le terrain fédéral en 1939? Quand les ministres d'Ottawa, Lapointe, Cardin, Power et toute la bande de suiveux menaçaient les électeurs de démissionner si Duplessis était réélu, et s'offraient comme remparts; qui promettaient aux jeunes de démissionner si un jeune de chez nous était mobilisé ou conscrit contre son gré?

Ils avaient dit au peuple que, si Duplessis était reporté au pouvoir, il y aurait la conscription, mais que, s'il votait pour Godbout, il n'y aurait pas de conscription. Si les rôles étaient inversés, c'est-à-dire si les conservateurs étaient au pouvoir aujourd'hui et avaient agi comme l'ont fait les libéraux ces dernières années, il y aurait des émeutes provoquées par les libéraux comme ce fut le cas en 1917 et 1918. Il est inutile pour le premier ministre de chercher aujourd'hui à dissocier sa cause de celle d'Ottawa. Est-ce que ce ne sont pas les mêmes gens qui, en 1917, avaient soulevé la population contre le gouvernement? Qui incita les électeurs à la grève et à l'émeute? Qui poussa les extrémistes à saccager la propriété publique et privée?

Ils sont ici, devant moi, déclare-t-il en regardant le premier ministre et les membres de son gouvernement. Toujours les mêmes, "rouges à Ottawa et rouges à Québec". Cela fait au moins 30 ans que le Parti libéral est là, libéral à Québec et libéral à Ottawa. Depuis quand le premier ministre aurait-il séparé sa cause de celle d'Ottawa? Pas il y a quelques semaines à peine, quand M. Fournier, ministre des Travaux publics, et M. Renaud, ministre sans portefeuille, déclaraient, dans le comté de Pontiac, que les libéraux avaient une cause commune à Québec comme à Ottawa.

Si nous sommes dans cette situation déplorable, si on abuse de la bonne nature de notre peuple, c'est parce que l'homme qui dirige nos destinées n'aime pas la patrie de Québec, laisse Mackenzie King et ses amis d'Ottawa imposer à notre jeunesse la conscription sous toutes ses formes les plus odieuses - conscription de la faim, en privant nos gens d'obtenir un travail légitime; conscription hypocrite et sournoise qui guette nos jeunes au bureau sélectif, à l'assurance-chômage, sur la ferme, à l'atelier, dans les camps de bûcherons, partout. Le premier ministre nuit à l'application de la loi de la mobilisation en disant aux fils de cultivateurs qu'ils ne doivent pas se rapporter, parce qu'ils sont exemptés, et en leur faisant accroire qu'il sait de quoi il parle.

Aujourd'hui, à la dernière minute, ils essaient de s'en dissocier parce qu'ils réalisent que ça ne sent pas bon. Il est trop tard pour jouer le jeu, puisque le premier ministre est constamment en assemblée avec ses amis du fédéral. J.-A. Leclair a d'abord été nommé organisateur libéral par le premier ministre, puis par Ottawa. C'est tout à fait normal que l'Union nationale doive faire la lutte sur le terrain choisi par ses adversaires. Le premier ministre passe son temps à barboter avec les gens d'Ottawa. Il est l'esclave, la

marionnette d'Ottawa. Eh bien, le peuple est fatigué des marionnettes de Québec et il se retournera même, s'il le faut, contre les gens d'Ottawa qui font danser les marionnettes à Québec.

Qui a porté la lutte sur les questions fédérales? Ça fait 30 ans que les libéraux provinciaux font leurs luttes scolaires, municipales et provinciales sur des questions fédérales. En 1917, qui a organisé les émeutes de Québec contre la conscription, sinon les libéraux de Québec? Le premier ministre est allé parler dans L'Islet et lui-même a placé la lutte sur le terrain fédéral en disant qu'il n'y a pas de conscription, alors que nous avons la conscription la plus canaille qui se puisse voir, celle de la faim.

Il dit qu'il n'est pas lié au fédéral, mais, en 1942, n'a-t-il pas assisté au banquet offert à Chubby Power, lorsqu'on a célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de son élection de 1917? Nous faisons la lutte sur les questions fédérales, c'est vrai, mais nous ne troublons pas la paix. Le premier ministre dit qu'il va gagner. La Chambre compte actuellement neuf sièges vacants. Pourquoi ne pas faire en sorte qu'ils soient occupés? Le premier ministre aime beaucoup inviter les hommes à la confrontation, mais lui-même a peur de faire face à une élection et donne l'exemple de quelqu'un qui s'accroche au pouvoir comme personne dans la province ne l'a fait jusqu'à maintenant.

Il est le seul, depuis 50 ans, à s'être cramponné au pouvoir pendant cinq ans. Cela ne s'est pas vu depuis 1897. Et ce gouvernement avait été défait, en 1897. Après son élection en 1908, Sir Wilfrid Laurier est retourné devant le peuple en 1911, et Sir Lomer Gouin, après avoir été élu en 1916, est allé lui aussi devant le peuple en 1919. Quant à nous, après notre élection en 1936, nous n'avons pas eu peur des élections en 1939, afin d'obtenir un nouveau mandat, pour faire face aux nouvelles conditions qui prévalaient.

Je n'ai pas hésité, ajoute-t-il, à mettre ma carrière politique en jeu. Le gouvernement de l'Union nationale n'était pas obligé de tenir des élections en 1939, mais il voulait être fort d'un nouveau mandat plutôt que de s'accrocher au pouvoir en raison des avantages qu'il en retirait. L'élection de 1939 a été, en effet, le premier plébiscite.

Comme en 1936, le gouvernement actuel donne le spectacle d'une absence totale de sens des responsabilités. Nous sommes aux premiers jours de juin. Le premier ministre vient demander de voter les crédits pour les cultivateurs et les colons. Pendant



cinq mois, il a présenté de la législation sur une multitude de sujets. Il a fait voter des crédits pour les divers services, mais il attend aux dernières minutes de la session pour demander de voter l'argent pour les cultivateurs et les colons. Nous avons hâte que le peuple règle ses comptes avec le gouvernement libéral actuellement au pouvoir.

À L'Islet, d'après le premier ministre, il y avait 110 personnes sur 30,000. Il a bien raison de dire que c'est l'image de ce qui va se passer dans toute la province. Il a vanté M. King à cette assemblée. Question provinciale? Le peuple sait à quoi s'en tenir sur ces trucs usés et il ne s'y laissera pas prendre. Les petites croix que le peuple pourra apposer sur les bulletins de vote seront autant de croix de délivrance, d'affranchissement, de libération de notre peuple.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Paquette (Labelle):** Ce qui me frappe dans le budget de l'Agriculture, c'est l'énorme somme affectée aux salaires et les montants plutôt faibles consacrés à l'agriculture même. Sur un budget de plus de \$6,000,000, plus du tiers est dépensé en salaires, en frais de voyage et d'automobile.

Par ailleurs, le nombre des employés a augmenté d'une façon fantastique dans ce département. On en a embauché 400 de plus, depuis 1939. On est terrassé de constater combien peu des argents votés va réellement aux cultivateurs, alors qu'on a dépensé, l'an dernier, \$942,000 en frais de voyage.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Pour quiconque ne connaît pas les ramifications du département de l'Agriculture, le chiffre des dépenses de voyage peut paraître exorbitant par rapport aux montants dépensés pour l'agriculture. C'est que le gros du travail dans ce ministère est un travail d'éducation à domicile. Beaucoup d'enseignement se fait au moyen de la presse agricole, mais c'est encore mieux lorsque les agronomes se rendent chez les cultivateurs. Les agronomes sont des éducateurs

ambulants. Leur rôle n'est pas de rester derrière leur bureau, mais d'aller voir le cultivateur chez lui, de s'intéresser à tous ses problèmes, de les étudier avec lui et de tâcher de lui donner les conseils appropriés. C'est pour cette raison qu'ils doivent voyager.

Donner des octrois peut aider dans une certaine mesure, mais ce qui compte surtout, c'est l'éducation. Une aussi grosse proportion du budget était dépensée en salaires et en frais de voyage, au temps de l'Union nationale, et il ne doit pas en être autrement. Je crois, pour ma part, qu'il faut donner de moins en moins d'octrois, mais dépenser plus d'argent pour organiser de mieux en mieux les cultivateurs et leurs coopératives, tant pour la production que pour la mise sur le marché, et ce, par la presse agricole et par les visites des agronomes.

Quant au nombre des employés, il y en avait 683 en 1936, 802 en 1937, 882 en 1938, 977 en 1939, et il y en a actuellement 1,076. L'augmentation n'a donc été que de 75 depuis 1939, et il ne faut pas oublier l'augmentation constante du travail dans cet important service de l'administration qu'est le ministère de l'Agriculture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons un gouvernement moribond. Il n'a même pas le courage de faire des élections partielles dans les huit comtés vacants.

Depuis le début de la session, j'ai bien des fois demandé au premier ministre de faire des élections et de dissoudre la Chambre, mais rien n'a été fait. Que le premier ministre ait donc le courage de faire des élections. Je demande au gouvernement d'aller devant le peuple pour la dernière fois et le plus tôt possible, pour qu'il vous envoie chez vous pour de bon. Le peuple est prêt à se prononcer sur son administration. Le gouvernement vit ses dernières heures.

**M. Beaulac (Saint-Maurice):** Ça vient...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Jamais un gouvernement ne retournera à la Législature aussi fort que la présente administration libérale, après les prochaines élections.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais

de bureau (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-trois mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Garage du département - dépenses diverses, traitements, gages compris (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions municipales et exécution de travaux de drainage, gages compris (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million cent cinquante-quatre mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et primes (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - traitements (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles provinciales - dépenses diverses, gages compris (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'enquiert des progrès de l'école de céramique du comté de Beauce. Le gouvernement, dit-il, a acheté une ferme et une manufacture, cette dernière appartenant à M. Vital Cliche, un ancien candidat libéral dans le comté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En effet, le gouvernement s'est porté acquéreur d'une ferme et d'une terre de 250 acres, qu'il a divisée en parcelles de façon à permettre aux jeunes élèves de faire en même temps de la culture maraîchère.

Il vante l'œuvre accomplie par les élèves de l'école de céramique de Saint-Joseph de Beauce.

Après deux ans d'études seulement, dit-il, ils fabriquent des pièces qui commandent déjà un prix fort élevé; certaines œuvres ont été vendues \$65 et \$75. Pour la vente de leurs œuvres, ils ont formé une coopérative.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-six mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture - traitements de professeurs (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux écoles d'agriculture (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses d'études agricoles (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Prime sur le fromage (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - traitements et gages (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quatre-vingt-seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement à l'agriculture en général - dépenses diverses (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**Un député de l'opposition** critique la mesure prise par le département québécois de l'Agriculture dans le but d'obtenir l'aide d'apiculteurs de la Géorgie qui pourraient venir au Québec afin de contribuer à l'amélioration de notre industrie apicole.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement devrait encourager la production des bleuets dans le comté de Matane. On est sous l'impression que les bleuets ne se trouvent que dans le Saguenay et l'Abitibi. J'ai un rapport d'expert qui dit que dans le Bas-Saint-Laurent, si on organisait le marché des bleuets, on pourrait y vendre 50 chars de bleuets chaque année, ce qui rapporterait un revenu considérable aux agriculteurs de la région. La population de cette partie de la province a autant droit de retirer des revenus de ce commerce que les gens des comtés de l'Abitibi, du Témiscamingue et de Roberval.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** C'est peut-être parce que les bleuets du Bas-Saint-Laurent sont bleus que l'on ne s'en occupe pas. Aux Îles-de-la-Madeleine, il y a des atocas rouges. Ainsi, le gouvernement devrait aussi encourager la production de la canneberge dans mon comté. Il parle également des patates des Îles-de-la-Madeleine.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** parle de la pierre à chaux de son comté.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - traitements (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission de l'industrie laitière - dépenses diverses (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du drainage - traitements

(Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du drainage - dépenses diverses (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Chalout (Lotbinière)** reproche au gouvernement d'avoir négligé son comté en ce qui concerne les travaux de drainage. Le gouvernement a dépensé beaucoup dans le comté de L'Islet, soit \$49,000, et pas assez dans le comté de Lotbinière. Il attire l'attention du premier ministre sur la situation dans ce comté où ce problème se pose de façon aiguë.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les travaux de drainage se font là où le besoin se fait le plus sentir, et la loi de drainage adoptée par la Législature au début de la semaine accélérera le travail à l'avenir.

Le gouvernement a entrepris des travaux de drainage considérables à Saint-Pamphile, comté de L'Islet, où l'on draine la rivière des Gagnon qui égoutte 2,000 acres de terre. Il y avait du roc et c'est la raison du coût élevé des travaux. Dans le comté de L'Islet, cette année, il n'y a presque pas de travaux de drainage. Le gouvernement a des plans pour le drainage de la rivière des Bois Francs dans le comté de Lotbinière. Ces travaux coûteront environ \$40,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole de Québec - traitements (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du crédit agricole de Québec - dépenses diverses (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille deux cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de terrains et construction d'un garage (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### **Rapport du comité des subsides:**

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

#### **Ajournement**

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Troisième séance du 1<sup>er</sup> juin 1944**

##### **Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

##### **Subsides:**

##### **Budget des dépenses 1944-1945**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que **M. l'Orateur** quitte le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

##### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent vingt et un mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Bégin (Dorchester):** La colonisation n'a jamais subi un si grand essor que sous l'Union nationale, de 1936 à 1939. Elle a placé en trois ans 16,460 familles, ce qui ne s'était jamais vu, même pour une période de dix ans. Mais, depuis trois ans, sous le gouvernement Godbout, le nombre des colons a diminué de même que les sommes mises à leur disposition, et le travail de colonisation fonctionne au ralenti. De plus, le gouvernement n'a aucun plan défini pour l'après-guerre. Combien estime que le gouvernement actuel a établi de colons au cours de chacune des années de 1940 à 1944?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**<sup>4</sup> répond qu'il n'a pas devant lui tous ces chiffres. Il peut dire, tout de même, qu'on a établi environ 4,000 colons depuis 1940. Mais ce n'est pas le grand nombre de colons placés qui compte dans le travail de colonisation, affirme-t-il. Ce qui importe, avant tout, c'est l'étendue de terrain défriché et labouré, ce sont les profits qui sortent de la terre. Avec notre politique de défrichement mécanisé, au lieu de ramasser un grand nombre de colons, nous avons donné à ceux qui sont en pays neuf le moyen de développer plus facilement leurs lots pour les mettre en état d'y vivre le plus vite possible.

Le temps est passé où le colon restait sur un lot à peine défriché pendant de longues années. Le travail que nous faisons vise à faire en quelques années un cultivateur prospère. De plus, grâce à la motorisation, le gouvernement actuel raccourcit considérablement la période pendant laquelle le colon est obligé de compter sur les octrois pour sa subsistance. D'ailleurs, les octrois ont été doublés dans bien des cas.

Nous avons un plan d'après-guerre qui tiendra compte des moindres désirs des colons et des fils de cultivateurs et mettra à leur disposition tout l'outillage nécessaire pour le développement de la colonisation. Nous sommes prêts à commencer l'exécution de ce grand plan d'après-guerre, qui prendra soin de tous ceux qui voudront faire de la

colonisation. Dès qu'on pourra se procurer tout l'outillage mécanique voulu, la colonisation se fera d'après un plan nouveau, où la machine jouera le rôle principal. Suivant notre plan, des paroisses seront fondées où les colons pourront s'établir dans des conditions avantageuses.

Ainsi, avant même d'envoyer des colons dans un centre neuf, nous y bâtirons des églises, des écoles, des chemins, des camps, des maisons d'habitations. On créera un noyau d'organisation paroissial et nous aiderons les colons à défricher 10 acres par lot, de façon que le colon puisse y vivre convenablement dès son arrivée et, après une très courte période, passer au stade de cultivateur. Ce que nous voulons, c'est qu'en l'espace de trois à cinq ans, pas plus, ces colons deviennent des cultivateurs capables de vivre à leurs dépens, sans l'aide du gouvernement. Nous y placerons donc les aspirants colons afin de se rendre compte s'ils ont véritablement la vocation de la colonisation. Depuis 1940, le département a placé en pays neuf plus de 1,000 colons par année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour la colonisation, l'Union nationale a ouvert des terres nouvelles en Gaspésie, où fut établie la première colonie forestière. La meilleure colonisation doit se faire surtout par la prolongation et la consolidation des paroisses existantes. C'est ainsi qu'en trois ans le gouvernement de l'Union nationale a placé 100,000 personnes sur des terres. Il a construit des chemins de colonisation, il a bâti des écoles et des chapelles, il a contribué au développement du Témiscamingue et restitué à la colonisation la seigneurie Fraser dans le Témiscouata.

Nous avons amené toutes les réformes humanitaires possibles: amélioration des conditions d'habitation, paiement rapide des primes au lieu des pitons de l'ancien régime, augmentation des primes et des crédits, séparation des domaines forestiers et de colonisation afin d'installer le colon. Le gouvernement de l'Union nationale a été le premier à avoir le courage de rendre le colon libre sur une terre libre.

Nous avons demandé de faire une sélection rigoureuse des sujets et, sous notre administration, nous avons obtenu le plus haut pourcentage de colons satisfaits, tandis qu'à l'heure actuelle les colons sont laissés à l'abandon. Le gouvernement n'a apporté aucune mesure pour leur venir en aide depuis le début de la session. J'ai reçu des lettres de colons qui mouraient de faim. En 1940 et 1941, des familles de colons du Témiscamingue ont été obligées de manger du chat, faute de ressources.

Si le défrichement compte pour quelque chose, le colon est encore plus important. Pour faire de la colonisation, il faut avant tout des colons, mais le premier ministre semble ignorer que l'établissement de colons, c'est la base d'une politique de colonisation.

Par ailleurs, il est étrange que le premier ministre se vante d'avoir augmenté les primes quand le budget du département a été diminué de \$1,000,000 par année. Il parle du désordre, du gâchis et de la négligence qui régnaient au département de l'Agriculture, parce que le premier ministre n'a pas le temps de s'en occuper. On ne peut être à la fois premier ministre, ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, dit-il. Sous l'administration actuelle, avec un ministre qui donne quelques heures par semaine - tout au plus quelques semaines par année - aux activités nombreuses de cet important ministère, la colonisation est de nouveau négligée.

Il n'y a pas eu 400 familles d'installées sur des lots de colonisation, au cours des années 1940, 1941, 1942 et 1943. D'ailleurs, les statistiques officielles indiquent environ 500 familles. C'est la condamnation de toute la politique Godbout en matière de colonisation. Le Parti libéral, qui n'aime pas le prêt agricole, aime encore moins voir des milliers de jeunes ménages s'emparer de nos bonnes terres et répéter avec courage, fierté et gaieté de cœur le geste admirable des ancêtres.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Quand le chef de l'opposition parle d'incurie, d'abandon, de désordre et de négligence coupable à l'égard des colons, c'est justement l'état dans lequel j'ai trouvé le ministère de la Colonisation, à mon arrivée au pouvoir en 1939. Jamais les colons n'ont été négligés au profit de la petite politique comme durant la période de 1936 à 1939.

Le premier ministre du temps avait mis à la tête du département un ministre, brave homme mais incompétent, qui ne connaissait rien de la colonisation et qui employait l'argent confié à ses soins à faire rechercher des trésors par des scaphandriers dans le fleuve Saint-Laurent.

Pendant trois ans, les colons ont crevé de faim sur leurs lots parce que le gouvernement d'alors ne leur donnait pas ce qui leur était dû. À l'intérieur du département, sous l'Union nationale, c'était le désordre complet et il y avait trop de chefs, quand ce n'était pas le premier du temps lui-même qui intervenait par-dessus la tête du ministre. Le département était dans le pire gâchis que je n'aie jamais vu. J'ai rétabli l'ordre depuis.

À la Colonisation comme à l'Agriculture, je me suis entouré de sous-ministres compétents, auxquels j'ai donné pleine autorité, qui administrent eux-mêmes les départements, où tout a été réorganisé, et qui sont aussi dévoués que moi aux intérêts de ces ministères. Ils ont sous leurs ordres un personnel averti et je m'en remets à eux pour les détails, quitte à donner des conseils et une direction générale. Je dois dire qu'il ne me faut que deux semaines par année pour mener à bien les choses de la Colonisation. Le premier ministre de l'Union nationale a essayé de tout faire seul et, pendant ce temps, on lui jouait dans le dos.

Depuis 1939, les primes de labour et d'assistance aux colons nécessaires ont été multipliées par deux. Au lieu de maintenir les gens à l'état de colons pendant 10 à 15 ans, le gouvernement a organisé le département de façon à faire passer le colon à l'état de cultivateur en moins de cinq ans, pour qu'il puisse vivre par lui-même. On place le colon dans des conditions humaines. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui il n'y a plus de plainte au sujet de la colonisation et c'est dû au fait que nous avons mis de l'ordre à l'intérieur. Que le chef de l'opposition me cite une plainte de colon contre le traitement qu'il reçoit du gouvernement actuel.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aux prochaines élections, le peuple va se souvenir de ceux qui prêtent serment par oubli ou distraction. Le premier ministre n'a pas contredit mes affirmations; il n'a pas dit un mot contre le fait que l'Union nationale a placé 16,000 familles sur des terres de colonisation.

Il fait l'éloge du ministre de la Colonisation sous l'Union nationale, M. Auger, et de l'ancien sous-ministre, M. J.-Ernest Laforce. En regard des retards qui ont pu surgir dans le paiement des primes de colonisation sous l'Union nationale, il faut mettre le régime des pitons instauré par les libéraux, sous les gouvernements qui ont dirigé la province avant 1936.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Il est déplorable que des colons soient établis sur des terres improductives et incultes, qui ne leur permettront jamais de faire vivre leur famille. Cet état de choses existe à Sainte-Françoise comme à Villeroi, dans Lotbinière. La vie de ces gens est affreuse. Quelle est la politique du ministère pour remédier à cette situation intolérable?

Depuis nombre d'années, on a bien parlé de colonisation et de retour à la terre, mais, dans le domaine pratique, on n'a pas fait de merveilles dans

ce domaine. On a fait de la colonisation au hasard. On fait des congrès où il se dit d'excellentes choses, mais ça ne conduit à rien. On se désintéresse trop, un peu partout, du problème de la colonisation. On a trop pensé qu'on pouvait faire un colon avec n'importe qui. Le problème de la colonisation est vital pour notre survivance.

Il rappelle le travail de pionniers, de Mercier, Chapleau, du curé Labelle et la campagne de M. Henri Bourassa, pour obtenir précisément ce que le gouvernement actuel réalise. Ainsi, dit-il, ceux qui ont la vocation agricole, qu'on les envoie sur de meilleures terres. Mais il importerait de ramener dans les villes ceux des colons qui n'ont pas la vocation nécessaire pour défricher et développer leurs lots.

Il insiste sur les besoins d'une politique intensive de colonisation pour accroître l'élément rural de notre population qui ne représente plus que 30 à 35 %, alors que la proportion était de 65 à 70 % en 1875, du temps du curé Labelle. Il craint l'industrialisation à outrance de la province. Notre province a sans doute une vocation industrielle, dit-il, mais elle ne doit pas cesser d'être agricole. Les forces vives de la nation nous viennent de la terre.

Il félicite le gouvernement d'avoir pensé à mettre des tracteurs à la disposition des colons et des résultats efficaces du défrichement mécanisé. Les colons de mon comté sont émerveillés du travail de ces machines, dit-il. C'est extrêmement efficace.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le député de Lotbinière a parlé sensément de la question et du colon. Il est malheureusement vrai que des colons sont établis sur des terres impropres à la culture. Je suis disposé à tout faire pour aider les colons placés sur de mauvaises terres à trouver des endroits plus favorables. Le gouvernement paie les frais de déplacement. Mais, si ces colons sont mal partagés, la faute en est à ceux qui tiennent de grands congrès et qui ne connaissent rien en fait de colonisation pratique. Les théories sont magnifiques, mais il arrive parfois des difficultés quand on veut mettre toutes ces théories en pratique.

C'est facile de faire des plans sur le papier. Ce n'est pas si facile de défricher des terres impropres à la culture que des théoriciens ont demandé à grands cris de céder à la colonisation. J'ai toujours insisté, quant à moi, pour que nous ayons une classification très sévère des lots, en dépit de tout, car je crois qu'il est criminel et inhumain de placer des colons sur des terres qui ne peuvent les faire vivre.

Nous essayons de déplacer les colons qui se trouvent dans cette pénible situation, mais nous éprouvons toutes sortes de difficultés que je ne puis énumérer au député de Lotbinière. Mais nous finirons par les vaincre, ces difficultés, car depuis cinq ans la vie du colon est transformée.

La colonisation est une affaire pratique et le ministère de la Colonisation s'est efforcé depuis cinq ans à trouver et placer de bons colons qui, par la suite et en peu de temps, grâce à l'aide du gouvernement et à leur travail, puissent devenir d'excellents cultivateurs. Notre politique est d'humaniser la colonisation. Il y a dix ans, le défrichement était un travail de forçat. C'est pourquoi nous avons décidé de faire de la colonisation mécanisée.

Désormais le travail du colon ne sera guère plus dur que celui du cultivateur. Nous n'avons qu'un certain nombre de tracteurs actuellement, mais, dès que les restrictions de la guerre auront disparu, nous aurons un très grand nombre de machines pour aider les colons à agrandir le territoire en culture de la province.

Je suis de ceux qui croient que notre province doit rester une province agricole. Il faut donc agrandir notre domaine, car c'est par là que nous vivrons. Les cultivateurs et les colons ne sont pas seulement les nourriciers de l'humanité, ils sont aussi le meilleur réservoir de bons éléments pour les centres urbains. Ce n'est pas insulter les hommes des villes que de dire que les meilleurs cerveaux de notre province sont venus de la campagne.

Si les colons ne sont pas plus nombreux actuellement, en dépit de la propagande faite par nos 25 missionnaires colonisateurs et par les officiers du département, c'est à cause de l'attrait des gros salaires qui se paient dans les villes.

**M. Bégin (Dorchester):** Comment se fait-il que les primes ont été doublées et que le budget de la Colonisation a été réduit?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On fait plus de besogne avec le moins d'argent possible. Le gouvernement fait donc lui-même le travail de défrichement, ce qui permet d'augmenter les primes avec moins d'argent. Tout l'argent voté pour la colonisation est dépensé pour la colonisation, ce qui est un item à considérer.

**M. Bégin (Dorchester)** attire l'attention du ministre sur la négligence dont on a fait preuve envers les colons de Saint-Luc.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Un tracteur est précisément à faire des travaux à Saint-Luc.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** pose des questions au sujet du groupe de colons des Îles-de-la-Madeleine établis en Abitibi. Combien ont délaissé leur lot? demande-t-il.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Très peu; peut-être un ou deux seulement sont partis. Les salaires payés dans les mines sont un attrait contre lequel il est bien difficile de réagir.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** parle de nouveau du cas des colons des Îles qui ont été placés sur une île et demande au gouvernement de les aider.

**M. Paquette (Labelle)** attire à son tour l'attention de la Chambre sur ce qu'il appelle un fait scandaleux et qui s'est déroulé dans le comté de Labelle. Il s'agit du cas de 40 colons établis au Lac-aux-Sables, à 25 milles de Mont-Laurier. Ces colons, déclare-t-il, n'avaient pas de chemin convenable pour les relier à la grande route. Ils avaient un marécage à traverser et ne pouvaient voyager qu'à pied. Comme conséquence, ils n'ont pu sortir leur bois, soit 4,000 cordes, avant les chemins d'hiver. Un tracteur du département de la Colonisation a donc été envoyé dans cette paroisse, à la demande des 40 colons qui en avaient besoin pour faire le défrichement du chemin.

Mais aussitôt le chef divisionnaire de la voirie a fait expédier ce tracteur à Mont-Laurier, à 25 milles plus loin, pour le faire servir à des travaux d'excavation sur une propriété qu'il venait d'acquérir de l'évêché, en face de ce dernier. Comme vous le voyez, c'est très précis. C'est une accusation que je porte, basée sur des faits qui m'ont été rapportés par un missionnaire colonisateur. Je ne veux pas faire de gros scandale avec cela, mais je dis que pareille conduite est intolérable et je demande au ministre de faire une enquête.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne doute pas de la parole du député de Labelle, mais je n'oublie pas non plus les histoires que le même député a déjà racontées en Chambre et qui n'étaient qu'un épouvantail.

Il l'assure qu'il fera enquête immédiatement et que, si le tracteur de la voirie a été utilisé par le divisionnaire pour des travaux sur sa propriété, cet homme sera mis à la porte dès le début de la semaine prochaine.

Quant au chemin devant relier la colonie du Lac-aux-Sables à la grande route, dit-il, si les faits cités par le député de Labelle sont exacts, il s'agit d'une situation intolérable. Il serait inhumain de priver une colonie de communications indispensables et je demande à mon sous-ministre de voir à faire construire ce chemin dès cet été.

**M. Bourque (Sherbrooke):** Est-ce que des lots à bois, dans le comté de Wolfe, n'ont pas été donnés à d'autres qu'à des colons?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent trois mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyages (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-six mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Reconnaissance et classification des terres de colonisation, traitements, gages compris (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million six cent quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Aide à l'établissement et au maintien des colons, gages compris (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Établissement des colons (Entente fédérale-provinciale) (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Publicité relative à la colonisation (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante-quatre mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Rachat de lots de colonisation (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.



Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Les résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à 11 heures.

Adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 h 30.

---

### **NOTES**

1. La séance du matin ne s'est ouverte qu'à 12 h 20, en raison d'un caucus des conseillers législatifs et des députés libéraux.

2. Pour connaître en détail la réponse donnée par le gouvernement, consulter la séance du 31 mai 1944.

3. *Le Soleil* du 2 juin 1944, à la page 3, nous informe que le premier ministre a à son côté le sous-ministre de l'Agriculture, M. Adrien Morin.

4. *Le Devoir* du 2 juin 1944, à la page 6, nous informe que le premier ministre a à sa droite son sous-ministre de la Colonisation, M. Léo Brown.



## Première séance du vendredi 2 juin 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 11 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Subsides:

Budget des dépenses  
1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Lorrain (Papineau)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province et se déclare favorable à l'adoption de mesures opportunes, efficaces et justes de nature à favoriser la culture de la betterave à sucre dans la province, mais elle considère que le gouvernement actuel de la province, relativement à la manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire, s'est rendu coupable d'illégalités condamnables et de gaspillages désastreux pour la province et pour l'entreprise de Saint-Hilaire.

Toute la province se rappelle le fameux débat qui se prolongea durant 70 heures, l'an dernier, à la fin de la session, pour exposer et dénoncer un scandale révoltant dont le régime actuel s'est rendu coupable. Tous les députés se souviennent avec quelle maîtrise et quelle vigueur le chef de l'Union nationale et ses lieutenants firent connaître au peuple les dessous de cette inexcusable affaire.

Cette entreprise n'est sans doute qu'un scandale entre cent autres du gouvernement actuel, mais il revêt d'autant plus de gravité qu'il s'attache directement au premier ministre, qui administre le département de l'Agriculture. Il s'agit du scandale de la betterave à sucre et du fiasco de l'entreprise gouvernementale de Saint-Hilaire. Il est établi que cette entreprise est d'abord née dans l'illégalité,

puisque c'est par mandats spéciaux, à l'insu du Parlement, qu'on a engagé \$150,000 et que même ce montant était de beaucoup dépassé avant d'en soumettre la dépense à la Chambre.

Évidemment, on voulait faire croire aux cultivateurs qu'on faisait quelque chose pour eux. Mais jamais a-t-on tenté de mettre sur pied, sans les précautions ordinaires et élémentaires, une entreprise plus risquée, tout en dépensant follement les deniers publics qui proviennent des taxes multipliées et sans frein lourdement imposées par le régime actuel.

L'Union nationale n'a jamais été contre une industrie de betterave sucrière ni contre aucune mesure propre à aider l'agriculture, seulement elle tient à ce que tout argent voté serve véritablement son but. Elle désire que toute entreprise de cette nature soit entourée des garanties d'honnêteté et d'opportunité qui en assurent le succès.

Le ministre de l'Agriculture, censé servir d'abord et surtout les intérêts des cultivateurs, a manqué à son devoir en faisant participer son administration à une entreprise, bonne en elle-même, qui a donné lieu aux abus les plus répréhensibles. Si bien que cette industrie de Saint-Hilaire, qui aurait pu peut-être devenir avantageuse pour la province, est devenue un canal fangeux où s'est écoulé l'argent du peuple pour gaver des favoris et certains organisateurs politiques.

Il y a quatre ans, le régime libéral se lançait dans l'industrie de la betterave à sucre. Le gouvernement Godbout a commencé par acheter illégalement, sans l'autorisation du Parlement, une vieille machinerie qui fut payée \$197,000 et qui a rouillé dans un champ, à Saint-Hilaire, pendant au moins trois ans. On paya à un ingénieur de Détroit, non pas même du Québec, la formidable somme de \$75,000 pour surveiller le démontage de cette machinerie, au Wisconsin, qui datait de 40 ans et qui ne valait plus rien.

On paya près de \$80,000 pour le transport de cette ferraille. On fit payer à un organisateur politique libéral \$212,000 dans cette affaire. Quelques compagnies reçurent de grasses prébendes, au montant de \$160,000, pour remplacer des pièces défectueuses de la machinerie du Wisconsin, à laquelle il manquait d'ailleurs des pièces essentielles. On dédommagea partiellement des cultivateurs à qui on avait fait semer des betteraves à sucre qui ne servirent ensuite qu'à nourrir des animaux et à les rendre malades.

Bref, la pénible expérience de Saint-Hilaire, mal conçue et mal conduite, avait déjà englouti \$1,097,000 pratiquement en pure perte, en coulage honteux et improductif, lorsque nous l'avons dénoncée. L'an dernier, on s'en souvient, malgré nos protestations et nos avertissements, le gouvernement a fait voter deux autres millions de dollars pour les engloutir dans cette entreprise, et nommé, le 4 juillet suivant, une commission chargée de continuer cette triste aventure. Une commission de quatre ministres et du premier ministre fut formée, afin de continuer l'entreprise.

Cette commission se compose du premier ministre, de l'honorable T.-D. Bouchard, du trésorier provincial, du ministre des Affaires municipales et du député de Beauce. Le public n'a pas été dupe de ce petit stratagème destiné à fausser les livres de la province, puisque ce sont les mêmes personnages, tous alors membres du cabinet, qui dirigent, imaginez-vous, ce que l'on a pompeusement appelé la Corporation de la raffinerie de sucre de Québec.

Le 10 juillet 1943, par arrêté en conseil, l'on nommait M. Marshal R. Allen, de l'Ohio, comme gérant de l'entreprise, à \$11,000 de salaire par année, plus 5 % des profits anticipés, \$300 pour usage de son auto, tout en lui fournissant gratuitement une résidence d'au moins \$7,000, chauffée, éclairée, pourvue du téléphone, etc.

Comme on le voit, le gaspillage s'est continué et il n'y a pas à date, c'est-à-dire après quatre ans de dépenses, une seule livre, une seule once de sucre de produite à Saint-Hilaire! Et le premier ministre et son gouvernement qui, en quatre ans, ont été incapables de mener à bien une seule entreprise, s'imaginent faire croire au peuple qu'ils ont fait quelque chose et qu'ils peuvent réaliser tous les projets électoraux qu'ils promettent depuis quelque temps.

Pour atténuer le scandale de la betterave de Saint-Hilaire qui éclaboussait le Parti libéral et le premier ministre en particulier, on décida d'organiser, l'automne dernier, une visite bruyante à Saint-Hilaire. Cette manifestation ronflante avait pour but de faire croire à la population que cette entreprise scandaleuse était devenue miraculeusement une bonne chose pour les cultivateurs et pour la province.

On réunit le ban et l'arrière-ban du parti et une délégation monstre s'organisa l'automne dernier. Elle comprenait, entre autres, le premier ministre, cinq ministres, un sénateur, le président du Conseil législatif et sept conseillers législatifs, dix députés fédéraux, 16 députés provinciaux et 40 journalistes.

Il y avait en plus: le colonel Jos Boulanger, organisateur politique, M. Alexandre Larue, secrétaire du premier ministre, M. Antoine Grenier, président de l'Office du crédit agricole, M. J.-A.-A. Leclair, organisateur du parti rouge d'Ottawa et de Québec dans la province, M. Paul Portelance, secrétaire politique de l'organisation libérale, plusieurs agronomes et, pour ne pas tous les nommer, M. Arthur Fontaine, de la Canadian Advertising Agencies, une compagnie de publicité qui paie les journaux et revues pour publier de l'annonce libérale mensongère, grâce à l'argent de la Commission des liqueurs de la province. Tous prirent part à l'excursion.

La visite aux lieux du scandale eut lieu un mardi. Pour bien préparer le pèlerinage de tout ce beau monde, on avait, le lundi soir précédent, rassemblé une grande partie des invités à une réception à l'hôtel Mont-Royal, à Montréal. Pour accommoder les visiteurs, tout un étage de l'hôtel avait été retenu. Les meilleurs crus de la Commission des liqueurs furent dégustés malgré le rationnement. Les repas furent servis dans les chambres où les hôtes passèrent la nuit. Le lendemain matin, on se rendit à Saint-Hilaire, par autobus spéciaux, et l'on vit les embryons, le squelette de l'entreprise en panne. À midi, dîner de 125 couverts à l'hôtel local et, le soir, nombre d'invités retournèrent au Mont-Royal où la fête de la purification se poursuivait.

Chose surprenante, personne ne payait. Était-ce l'organisation libérale? Était-ce le gouvernement lui-même qui s'était chargé des frais exorbitants de cette démonstration destinée à laver le gaspillage formidable de l'argent public et à faire oublier l'imprévision et l'insouciance du premier ministre à l'égard de l'agriculture? L'histoire ne le dit pas. Mais, fait significatif, à Saint-Hilaire, comme dans le comté de L'Islet vendredi dernier, de même qu'au Seigniory Club le lundi précédent, c'est en banquetant et en se rinçant la dalle que le Parti libéral croit remplir ses devoirs.

Les invités et les journalistes virent quoi à Saint-Hilaire? Une manufacture en pleine opération? Non. Mais un hangar destiné à recevoir les sacs de sucre. Une machine installée pour faire des tours. Une construction appelée "bâtisse du centre", déjà toute crevassée. Un terrain payé \$4,000 et impropre à une telle construction. Pour asseoir les fondations, il a fallu creuser 90 trous de 90 pieds de profondeur pour y enfoncer des pilotis au coût d'installation de \$1,000 chacun. C'est comme si, par anticipation, on y avait creusé la fosse des 90 candidats libéraux aux prochaines élections!

Pour y voir quoi? Un lot de ferraille vieille de 40 ans, qui était restée à rouiller en plein champ plus de trois ans. D'immenses réservoirs destinés à recevoir du jus de betterave, réservoirs tellement rouillés qu'en grattant la rouille ils défoncèrent ou devinrent tellement minces qu'ils ne valaient plus rien.

Voir quoi? Voir peut-être combien de wagons et de tonnes de ce vieux fer furent vendus comme ferraille. Pourtant, le gouvernement l'avait payée à prix d'or pour la revendre pour quelques sous, après être allé l'acheter au Wisconsin, l'avoir démontée et transportée en chemin de fer, d'où on la transporta à Saint-Hilaire pour la jeter pêle-mêle dehors, exposée à tous les temps.

Le gaspillage continuait. Les favoris étaient gavés. Les libéraux étaient contents. Ils en profitèrent pour tenir une assemblée où l'enthousiasme était pourtant si peu manifeste que le maire qui présidait se crut forcé de dire: "Applaudissez donc le premier ministre, c'est la seule fois qu'on a l'occasion de le voir."

Les dépenses ont continué depuis. Tellement, qu'au 20 mars dernier, d'après une réponse officielle inscrite aux procès-verbaux de la Chambre, \$2,114,038.90 avaient été payés ou avancés dans l'affaire de Saint-Hilaire, sans compter que, depuis cette date, ce montant a dû être considérablement augmenté. Et la betteraverie n'est pas encore terminée, loin de là.

On a compromis le succès de l'entreprise en achetant de la vieille machinerie dont il a fallu revendre une partie pour le vieux fer, après l'avoir acheté à prix d'or et fait transporter à grands frais du Wisconsin à Saint-Hilaire. L'Union nationale a dénoncé cette entreprise comme un scandale révoltant où l'argent du peuple a coulé à flots.

De plus, malgré les pressions faites sur les cultivateurs par les agronomes qui reçurent des ordres formels à ce sujet, les cultivateurs sont loin d'être enthousiastes et empressés à consacrer un certain nombre d'acres de terrain à la culture de la betterave à sucre.

Bref, ce projet mirobolant, né dans l'illégalité et continué dans l'irrégularité, poursuivi dans un gaspillage inconcevable, portera à jamais le stigmate d'un scandale, qui révèle une faillite désastreuse, prototype de la faillite générale du gouvernement libéral qui en est l'auteur.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):**

L'industrie de Saint-Hilaire aurait eu des chances de réussir si elle avait été organisée dans des conditions

avantageuses, par des gens qui connaissent quelque chose de la culture de la betterave et de la production du sucre de betterave, et si surtout on avait su procéder.

L'outillage acheté a servi préalablement à deux industries, l'une en Ontario et l'autre dans le Wisconsin, toutes deux tombées en faillite. Cet outillage, qui date de 1903, est désuet et ne peut aucunement servir. C'est ce qui retarde toute l'affaire. D'autre part, pour desservir tous les cultivateurs de cette région, Saint-Hilaire est un endroit bien mal choisi en vue des marchés; c'est Montréal qui aurait dû être le centre de l'entreprise. Il est plus difficile pour les cultivateurs de produire de la betterave à Saint-Hilaire que d'en produire à Montréal, qui aurait été l'endroit idéal pour établir l'usine, puisque c'est à Montréal que se situe le marché du sucre.

Les contrats sont offerts aux cultivateurs par les agronomes qui reçoivent un bonus spécial pour forcer les cultivateurs à signer. Ces contrats ne garantissent aux cultivateurs que \$6 la tonne pour la betterave, alors que presque tous les produits de la ferme rapportent plus que \$6 la tonne aujourd'hui. Il est vrai qu'on dit aux cultivateurs que, si l'industrie réalise des profits, ils leur seront distribués, mais je doute qu'il y ait des bénéfices. Comme l'industrie n'est pas encore en état de produire, ces profits sont très aléatoires, de sorte que les cultivateurs devront se contenter de \$6 la tonne pour leur betterave. Il s'agit simplement d'une promesse, car la production de la betterave demande beaucoup de main-d'œuvre. Plusieurs vont se décourager. Présentement, il n'est pas rare de voir un cultivateur parcourir 40 milles en camion pour aller vendre ses betteraves et n'obtenir que \$6 pour quelques tonnes, montant qui parfois ne couvre même pas les frais de transport. Après avoir réalisé cet état de choses, certains cultivateurs ont décidé de ne pas remplir leurs contrats.

Personnellement, lorsqu'on lui a demandé son avis, il a répondu aux cultivateurs que la décision de cultiver ou non la betterave à sucre leur appartenait. Plusieurs d'entre eux en sont venus à la conclusion qu'à moins de pouvoir vendre leurs betteraves \$10 et \$12 la tonne, l'entreprise n'en valait pas la peine. De plus, ajoute-t-il, on m'a informé que le site d'emplacement de l'usine est marécageux et que le bâtiment risque de s'enfoncer. On m'a dit également que l'outillage est inadéquat que les chaudières ne supportent pas le poids prévu, que les convoyeurs sont inappropriés et qu'un autre montant de \$75,000 devra être dépensé pour l'achat de machinerie additionnelle. C'est tout de même

incroyable, dit-il, qu'on n'ait pas procédé au sondage du terrain avant de commencer à construire l'usine. Il a fallu creuser à 90 pieds de profondeur pour asseoir les fondations, ce qui a coûté une fortune. L'entreprise a coûté jusqu'à maintenant quelque \$3,000,000.

Cette affaire de betteraverie est ruineuse; les cultivateurs ne sont pas prêts à entreprendre pareille production. Si on veut les aider, il serait préférable que le gouvernement encourageât plutôt les agriculteurs à cultiver des produits anciens ainsi que des fruits qui leur rapporteront un profit meilleur que la betterave à sucre. Ou alors, on serait mieux d'organiser la distribution des produits agricoles qui pourrissent sur les fermes et que les cultivateurs ne peuvent vendre, alors que Montréal et Québec sont obligés de faire venir les patates de l'extérieur de la province.

Une des conséquences de la mauvaise administration du gouvernement, c'est que les cultivateurs se décourageront à l'idée de cultiver la betterave à sucre. S'ils pouvaient la vendre \$10 et \$12 la tonne, peut-être seraient-ils intéressés à en faire la culture, mais certainement pas s'ils n'en obtiennent que \$6 la tonne.

Il est d'avis qu'il est important de greffer l'industrie à l'agriculture, mais il s'agit plutôt ici de greffer l'agriculture à l'industrie. Au surplus, on ne pourra jamais concurrencer le sucre des Antilles. Le gouvernement a bien tenté de faire croire aux producteurs de betterave que son entreprise de Saint-Hilaire est destinée à faire concurrence au trust du sucre et à obvier à une rareté de sucre, mais c'est un mythe, parce que tout le monde sait qu'à Cuba, par exemple, il y a tant de sucre qu'on est obligé d'en détruire. D'ailleurs, le ministre fédéral des Munitions, M. Howe, a déclaré récemment qu'il y avait suffisamment de sucre au pays pour notre consommation.

La seule difficulté que nous rencontrons réside dans le transport. Une fois les moyens de transport rétablis, après la guerre, nous recevrons du sucre tant que nous en voudrons. Il se pourrait alors que les surplus de sucre se vendent une cent la livre, au Canada. Le Canada n'aura jamais de marché pour le sucre qu'il produira.

On gaspille de l'argent inutilement, à Saint-Hilaire, et on aurait dû attendre après la guerre afin de pouvoir obtenir de la machinerie nouvelle.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parmi les légendes où l'on a souvent vu s'engloutir le bon sens et les sains principes administratifs, une des plus

belles est sans doute l'histoire de cette industrie de Saint-Hilaire. Le premier ministre a fait construire son usine sur une fondrière et a englouti là \$3,000,000 de l'argent du peuple sans résultat, car à date, dans cette entreprise, pas une once de sucre n'a encore été manufacturée. L'on a établi une manufacture qui ne fonctionne pas après trois ans d'essai et les cultivateurs de toute la région intéressée n'ont plus confiance dans les promesses qu'on leur a faites à cet effet. Il est vraiment déplorable que l'on ait englouti dans cette affaire, avec les millions de l'argent du peuple, les principes du bon sens et de la saine administration.

En 1935, le gouvernement libéral passa une loi pour favoriser l'industrie de la betterave à sucre. Cette entreprise de Saint-Hilaire commença dans l'illégalité. Le 17 mai 1941, le Parlement a voté des crédits au gouvernement pour la construction de l'usine qui devait tout révolutionner dans la province. Alors que le gouvernement demandait à cette fin un montant de \$500,000 et l'autorisation de dépenser \$150,000 pour l'achat de l'outillage, le premier ministre avait déjà engagé la province pour \$180,000 sans consulter la Chambre. Quelque temps plus tard, le gouvernement Godbout, par arrêté ministériel, mettait à la disposition de cette compagnie une somme supplémentaire de \$600,000.

L'an dernier, malgré les énergiques protestations de l'Union nationale - on se souvient que la Chambre siégea pendant près de trois jours sans interruption - le premier ministre faisait voter une autre somme de \$2,000,000, de sorte que, tout compte fait, environ \$3,000,000 ont été engloutis dans cette entreprise et l'industrie en projet n'a pas encore produit une livre de sucre.

Une armée d'agronomes cherchent à convaincre les cultivateurs que l'aventure est intéressante. Tout ce qu'ils peuvent garantir par contrat, c'est un prix de \$6 la tonne pour la betterave récoltée. La classe agricole est incertaine, inquiète; elle n'ose pas s'aventurer. D'ailleurs, elle a l'expérience d'une bonne partie de sa récolte de pommes de terre qui n'est pas vendue et qui va se perdre.

Les cultivateurs ont besoin d'une foule de choses que le gouvernement aurait pu leur donner avec cet argent. Pourquoi avoir dépensé tant d'argent inutilement, quand on aurait pu consacrer ces millions à des travaux essentiels comme le drainage, à donner du crédit aux cultivateurs, à leur fournir des engrais chimiques et des grains de semences, ou encore à la construction de logements salubres? Ces millions gaspillés représentent \$100,000 par comté. Autre preuve de gaspillage du gouvernement.

Parlons de la compagnie Richelieu organisée par le gouvernement Godbout. Est-ce qu'elle n'est pas en faillite? Et l'outillage de raffinerie, est-ce qu'il ne vient pas de deux compagnies en faillite, l'une en Ontario, vers 1903, et l'autre dans le Wisconsin? Cet outillage acheté par le gouvernement est désuet, démodé. Le gouvernement a commencé par le revendre à la compagnie Richelieu ltée, une compagnie organisée pour produire du sucre, le gouvernement s'engageant à payer \$1 la tonne si les cultivateurs ne produisaient pas plus de 100,000 tonnes de betterave. Le gouvernement avait, en outre, dépensé de \$80,000 à \$100,000 pour faire transporter l'outillage du Wisconsin à Saint-Hilaire. Une fois l'outillage rendu sur les lieux, on s'est aperçu qu'il manquait les pièces essentielles et on l'a laissé rouiller pendant deux ans.

En 1940, un journal financier rapportait qu'en 1939, à Winnipeg, une compagnie avait construit une manufacture de betterave d'une capacité de production de sucre de 1,600 livres<sup>1</sup> par jour, qui n'avait réellement coûté que la somme de \$1,700,000<sup>2</sup> et qui était terminée au bout de neuf mois, alors que l'usine de Saint-Hilaire a coûté jusqu'à maintenant \$3,000,000, c'est-à-dire \$1,100,000 de plus que celle de Winnipeg, et n'a encore rien produit en quatre ans. En plus, cette raffinerie n'est pas prête de produire! Une telle industrie peut avoir du bon, mais le gouvernement a choisi la pire période et pris les pires moyens pour l'établir. Elle est donc vouée à un échec lamentable.

Le premier ministre a obtenu des priorités pour les constructions de Saint-Hilaire, pendant que d'autres industries plus urgentes et plus essentielles en réclamaient vainement.

Il signale au premier ministre un article du *Financial Post* en date de novembre 1943, où l'on écrit, dit-il, que la production du sucre de betterave a diminué de 75 % en Ontario et que l'une des deux usines de cette province a dû fermer ses portes.

Il parle de la commission gouvernementale formée pour administrer la raffinerie de Saint-Hilaire et qui se compose de MM. Godbout, T.-D. Bouchard, J. A. Mathewson, Oscar Drouin et Henri-René Renault.

Remarquez que le premier ministre, qui prétend aimer les électeurs de L'Islet, choisit lui-même de s'intituler "Cultivateur de Frelighsburg", dans le comté de Missisquoi où il élève des animaux de race... Remarquez aussi que M. T.-D. Bouchard, qui est mentionné dans l'arrêté ministériel, est le même T.-D. Bouchard, ancien ministre de la Voirie, que le gouvernement "rouge à Ottawa, rouge à

Québec" vient de nommer sénateur, à \$4,000 par année, tandis que le gouvernement "rouge à Québec, rouge à Ottawa" le nommait président de l'hydro électorale, à \$18,000 par année. Tout le monde sait que les connaissances de T.-D. Bouchard dans la culture et la manufacture de la betterave sucrière sont nulles. En fait de culture, M. Bouchard ne semble pas en avoir connu d'autre que la culture de la carotte politique...

Les autres membres de cette corporation, corporation créée dans le but de masquer la situation financière réelle de la province, car les dépenses de la corporation sont portées comme une dette de la corporation envers la province, et donc, une créance de la province contre la corporation, alors qu'il ne s'agit tout simplement que d'une dépense camouflée du gouvernement... les autres membres de cette corporation, dis-je, sont le trésorier provincial, M. J.-A. Mathewson, avocat de Westmount, qui n'a pas dû apprendre la culture de la betterave à sucre dans les beaux parterres fleuris de Westmount; M. Oscar Drouin, avocat, qui n'a pas non plus cultivé la betterave à sucre, que l'on sache, entre les pavés des rues de Québec-Est; M. Henri Renault, ministre sans portefeuille, qui est marchand à Beauceville et dont les connaissances en betterave à sucre ne doivent pas dépasser de beaucoup celles de ses collègues.

Ce sont ces messieurs qui ont consenti au traitement de \$11,000 par année, plus un boni annuel de 5 % sur les profits, pouvant aller jusqu'à \$10,000 supplémentaires par année, plus une allocation de \$300 par année pour l'usage de son automobile, plus \$0.04 du mille parcouru par la même automobile, pour sa gazoline, lorsqu'il est en voyage, plus l'usage d'une maison de pas moins de \$5,000<sup>3</sup> avec chauffage, éclairage et le paiement du téléphone par la richesse, par-dessus le marché, à M. Marshall R. Allen, gérant de cette compagnie qui ne produit rien. Il faut qu'il soit important, ce M. Allen, un Américain de Findlay, Ohio, pour que tous les ministres se transportent à Saint-Hilaire pour siéger et s'occuper de son salaire, de sa maison, de son téléphone, de son auto, de ses bonus. La révélation de ces faits précis impressionne vivement la Chambre et surtout les galeries. On semble en face d'un scandale politique bien conditionné qui aura du retentissement.

En juillet dernier, ajoute-t-il, les ministres se sont transportés à Saint-Hilaire, sur le site des ruines qu'ils avaient accumulées et de désastres financiers qu'ils avaient organisés. Il esquisse avec humour le tableau de la visite des cinq ministres membres de la Corporation de la raffinerie Saint-Hilaire chez M. Allen, au lieu que ce dernier se rende à Québec.

Voilà l'affaire de Saint-Hilaire, dit-il, où le gouvernement a englouti des millions de l'argent du peuple.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les discours des membres de l'opposition sont les meilleurs exemples de basse démagogie que nous n'ayons jamais eus en cette Chambre. Il serait certes difficile de trouver dans une discussion autant de démagogie, de petitesse d'esprit, de défaitisme, de faussetés évidentes et d'erreurs connues sur les faits que ce que nous venons d'entendre. La meilleure réponse que je puisse donner aux critiques de l'Union nationale, elle leur est faite par les 10,000 cultivateurs qui soutiennent le gouvernement parce qu'il construit pour eux une industrie et qui, ce printemps, ont semé de la betterave à sucre qui servira à alimenter l'usine dès cet automne.

Ils soutiennent le gouvernement malgré la campagne que nos adversaires ont entreprise depuis quelques années, parce qu'ils voulaient empêcher la réalisation de cette initiative féconde qui sera une nouvelle source de revenus pour eux. Dix mille cultivateurs ont semé de la betterave, ce printemps, malgré l'opposition qui voulait les en empêcher, et leur voix est plus importante pour le gouvernement que les discours de l'opposition.

Il y a deux ans qu'ici, en cette Chambre, et dans des assemblées les membres de l'opposition tiennent le même langage pour décourager les cultivateurs et les détourner d'une entreprise qui leur est nécessaire. Depuis deux ans, l'opposition cherche à nuire à ce projet et à empêcher les cultivateurs de coopérer avec le gouvernement pour la réussite de cette nouvelle industrie. Voilà deux ans que l'Union nationale combat cette industrie qu'elle aurait créée elle-même si ceux qui nous critiquent aujourd'hui ne s'étaient pas laissés mener par un trust.

Depuis deux ans, l'opposition répète toutes les critiques du trust auquel cette entreprise d'État va faire concurrence. L'opposition a tout fait pour empêcher le gouvernement de poursuivre son œuvre à Saint-Hilaire. Tous les moyens ont été employés pour nuire à cette organisation, mais rien n'a détourné le gouvernement de son programme de donner aux cultivateurs de toute cette région une industrie nouvelle et prometteuse pour l'avenir. Les cultivateurs n'ont pas voulu se laisser bernier par les appels démagogiques de l'Union nationale.

Le problème, c'est que ni le chef de l'opposition, ni le député de Saint-Jean-Napierville (M. Beaulieu), non plus que celui de Papineau (M. Lorrain) ne connaissent quoi que ce soit

relativement à la betteraverie de Saint-Hilaire et à l'industrie de la betterave à sucre.

**Des députés de l'opposition** en appellent à M. l'Orateur et interrompent le premier ministre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dit qu'il est resté silencieux quand les députés de l'opposition lui ont lancé des attaques et même des injures, tandis qu'eux-mêmes sont incapables de garder le silence pendant qu'il a la parole.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Le premier ministre n'a pas le droit de dire que j'ai exercé des pressions sur les cultivateurs de mon comté pour les induire à ne pas semer de la betterave, comme il l'a laissé entendre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est toujours la même chanson quand il est question de culture nouvelle. Si nous avions suivi les conseils du député de Saint-Jean et de ses amis, nous n'aurions encouragé aucune industrie ni aucune culture nouvelle dans la province depuis plusieurs années. Les cultivateurs n'auraient jamais récolté autre chose que du foin, de l'avoine et des pommes de terre et jamais nous n'aurions produit de tabac, de pommes, de légumes, d'atocas et de betterave.

Je puis dire à l'opposition que ce que nous avons fait à Saint-Hilaire n'est qu'un commencement et qu'il va se produire beaucoup d'autres choses dans nos campagnes, de façon à mettre nos cultivateurs en avant de tous les autres dans le domaine agricole.

La province possède les trois conditions essentielles à la production de la betterave à sucre, qui sont la qualité du sol, le climat convenable et la main-d'œuvre nombreuse. Les conditions au Québec sont meilleures qu'en Ontario ou aux États-Unis. Le sol est si favorable dans notre province que nous pouvons produire de 20 à 22 tonnes de betteraves à l'acre, quand la production moyenne aux États-Unis n'est que de 10 tonnes à l'acre. Notre climat convient à une foule de produits, spécialement à la betterave dont les gelées d'automne transforment l'amidon en sucre, ce qui lui donne une plus forte proportion de sucre, alors que nos familles nombreuses procurent toute la main-d'œuvre nécessaire pour récolter de 20 à 22 tonnes à l'acre. Dès l'âge de 10 ans, les garçons peuvent travailler dans les champs de betterave. Et nous avons également l'électricité.

Toutes ces conditions rendent la production de la betterave à sucre plus avantageuse, dans le Québec, qu'en tout autre coin de l'Amérique, et on a



choisi Saint-Hilaire parce que des experts ont déterminé que c'était le meilleur endroit dans la province pour exploiter ce genre d'industrie. S'il fallait écouter le député de Saint-Jean, ce ne serait jamais le temps d'entreprendre quelque chose de nouveau, en agriculture.

Au sujet du prétendu scandale dans cette affaire, nous avons déjà prouvé que, pour une production de betterave de 50 % plus élevée, l'usine de Saint-Hilaire aura coûté 25 % moins cher que deux usines construites en Ontario et aux États-Unis, avant la guerre.

On a critiqué l'outillage, mais c'est un des meilleurs que nous ayons pu trouver dans les circonstances et il coûtera moins cher que celui de certaines usines américaines. Il y en a une partie que nous n'avons pas utilisée et, en la vendant, nous retrouverons notre première mise de fonds pour l'outillage. Rien d'usagé n'a été placé dans l'usine et on ne l'utilisera que dans la proportion où ce sera un outillage 100 % remis à neuf. Quand la machinerie que l'on ne pouvait obtenir neuve fut achetée et transportée, le gouvernement a fait remplacer les parties qui ne servaient plus, de sorte qu'aujourd'hui, en pleine guerre, la province possède un outillage en parfait ordre.

Cet outillage est tellement complet qu'il possède une batterie de diffusion, ce qui fait qu'aucune usine du genre en Amérique ne sera mieux organisée que celle de Saint-Hilaire. De plus, malgré ce qu'ont déclaré les députés de l'opposition, le matériel usagé revendu a rapporté plus que le prix total d'achat de tout l'outillage. Le chef de l'opposition ne sait pas de quoi il parle, puisqu'il n'a jamais rien vu de pareil.

Notre usine de Saint-Hilaire sera prête à fonctionner cet automne, malgré l'opposition. Elle sera en mesure de transformer de 125,000 à 150,000 tonnes de betteraves et rapportera aux cultivateurs de \$1,000,000 à \$1,250,000 en revenus.

Je ne comprends pas l'étroitesse d'esprit dont le chef de l'opposition a fait preuve en parlant de l'engagement de M. Allen comme gérant, ni pourquoi il s'en est pris au fait que ce dernier est américain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mes attaques étaient dirigées contre le gouvernement seulement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. Allen est classé aux États-Unis comme l'un des meilleurs régisseurs d'usine de betterave à sucre du continent. Trois agences d'information américaines

nous ont confirmé qu'il était l'homme le mieux qualifié pour faire le travail. Le gouvernement est d'avis qu'il est important de s'entourer des gens les plus compétents, quel que soit le travail à accomplir. Si nous sommes allés le chercher aux États-Unis, c'est également parce qu'il n'y avait pas d'expert dans la production du sucre de betterave au Canada.

Y en a-t-il un à Trois-Rivières, ou à Montréal? M. Allen gagne \$11,000 de salaire et il le vaut. Nous sommes allés chercher aux États-Unis le meilleur homme. Chaque fois qu'il y aura une position importante à confier dans la province, je ne regarderai pas au salaire, afin d'avoir le meilleur homme.

Il nie qu'il ait fallu démolir un édifice à Saint-Hilaire. Il n'y a pas même un immeuble qui ait été endommagé pour 5 sous, dit-il.

Aucune usine en Amérique n'est plus moderne que celle de Saint-Hilaire. L'entreprise a coûté jusqu'à présent environ \$2,200,000 et l'on aura probablement dépensé \$3,000,000 cet automne. Si cela a coûté cher à date, c'est que le gouvernement a avancé aux cultivateurs de l'argent pour l'achat de l'outillage, des graines de semences pour commencer cette culture spéciale. Et ce n'est pas trop pour les cultivateurs. On a critiqué la dépense pour assurer aux cultivateurs une nouvelle source de revenus.

À cette critique, je réponds que chaque fois qu'il s'agira d'introduire dans la province de Québec de nouvelles cultures et de nouvelles industries, dans le but non pas de venir en aide à des groupes mais pour l'expansion économique de la province, je ne reculerai jamais devant la dépense, qu'il s'agisse de \$3,000,000, \$5,000,000 ou \$10,000,000, du moment que l'argent sera dépensé honnêtement comme il l'a été dans cette entreprise.

La culture de la betterave à sucre n'est pas quelque chose de nouveau; elle est réclamée depuis des années par les cultivateurs, par l'U.C.C., des agronomes experts en la matière et par d'autres organismes qui se préoccupent de l'avancement économique de notre province. Le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) a déjà recommandé instamment dans un rapport, après une enquête poursuivie en Europe, soumis au ministre de l'Agriculture sous l'Union nationale, l'organisation de la production de la betterave à sucre dans la province. Je suis certain qu'il n'a pas changé d'idée, car toutes les sociétés agricoles, tous les experts ont appuyé sa recommandation. Et cette industrie, nous venons de l'établir plus économiquement qu'ailleurs.

Notre n'avons pas l'intention de faire concurrence aux autres industries du même genre. Nous voulons simplement en créer une nouvelle qui

procurera des revenus supplémentaires aux cultivateurs du Québec. Le gouvernement ferait la même chose - et il en a toujours été ainsi - pour toute autre industrie secondaire à l'agriculture. Il ne reculera devant aucune autre entreprise nouvelle favorable au développement de l'agriculture. Il va continuer d'établir des cultures nouvelles dans la province de Québec.

Le ministère de l'Agriculture est actuellement à drainer 40,000 acres de la plus belle terre noire à Sainte-Clothilde, comté de Nicolet, pour en faire le sol le plus approprié à la culture des légumes en Amérique du Nord ou en Amérique du Sud<sup>4</sup>. Le gouvernement dépensera ce qu'il faudra pour la mettre en valeur. S'il faut des millions pour les cultivateurs, le gouvernement n'hésitera pas à prier le Parlement de les voter, et s'il faut plus d'argent pour l'usine de Saint-Hilaire, il sera dépensé.

Le problème avec l'opposition, c'est le défaitisme dont elle fait preuve. Je regrette le genre de discussion que l'on vient de faire, l'attitude antipathique de l'opposition à l'égard des cultivateurs, et ce, à la satisfaction du chef de l'opposition, et surtout le ton qu'elle a adopté. Cette attitude ne prendra pas avec le peuple. Si le chef de l'opposition continue de se rapetisser comme il le fait depuis le début de la session, lorsque viendra le moment pour le peuple de se prononcer, j'ai peur, j'ai même très peur, qu'aux prochaines élections le Bloc populaire soit un adversaire plus dangereux pour le gouvernement que ne l'est l'Union nationale. L'opposition sera éliminée de façon telle que le Bloc populaire gagnera plus de sièges que l'Union nationale, qui aura mérité ce sort après avoir dénoncé avec tant de virulence et tant d'injustice l'encouragement à l'agriculture dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

**M. Barrette (Joliette):** Le premier ministre n'a apporté aucun démenti aux chiffres et aux arguments invoqués par l'opposition. La vente du matériel usagé de l'usine de Saint-Hilaire n'a rapporté que \$17,000, suivant une réponse consignée aux procès-verbaux, alors que l'achat de l'outillage avait coûté \$283,000. De l'avis d'experts, cet outillage est inutilisable. Il appelle "retardataire" un homme qui achète une machinerie vieille de 40 ans.

Cette entreprise est un gaspillage et même un scandale suffisant pour faire tomber le gouvernement. Le gouvernement aurait dû suivre l'exemple de coopération que nous ont donné les producteurs de tabac de Joliette, grâce à qui l'industrie du tabac à cigarette s'est implantée au

Québec et à qui les profits ont été retournés. L'entreprise des tabacs de sa région est un exemple de coopération, d'économie et de réussite.

On a dépensé des dizaines de milliers de piastres pour obliger les cultivateurs à signer les contrats, dit-il. Je suis même informé qu'on a promis des exemptions du service militaire à des fils de cultivateurs s'ils voulaient signer les contrats que leur proposait le gouvernement pour la production de la betterave.

Il transporte le débat dans les affaires fédérales, la guerre et ses horreurs.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

**Contre:** MM. Allard, Beulac, Beaulieu (Témiscouata), Biron, Bonvouloir, Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Renault, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dette publique (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

#### Rapport du comité des subsides:

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à 3 heures cet après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 1 h 10.

### Deuxième séance du 2 juin 1944

#### Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 3 heures.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 modifiant la loi des pensions;
- bill 37 instituant le département du Bien-être social;
- bill 38 relatif aux écoles de protection de l'enfance;
- bill 39 concernant la protection de l'enfance;
- bill 40 supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 30 modifiant le Code de procédure civile, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 2 est modifié:

a. en remplaçant le mot "huit", dans la cinquième ligne du sous-article 114c, par le mot "trente";

b. en ajoutant, à la fin, ce qui suit:

"Après cet avis, le procureur général peut intervenir dans la cause, au nom de la couronne, et y prendre par écrit des conclusions sur ces questions.

"Le jugement du tribunal doit faire mention de cette intervention et de ces conclusions sur lesquelles il prononce comme si le procureur général était partie au procès.

"Copie de ce jugement est transmise sans délai au procureur général."

#### Projets de loi:

##### Code de procédure civile

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 30 modifiant le Code de procédure civile.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que l'amendement soit maintenant lu.

Adopté après division.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** propose que cette Chambre accepte maintenant l'amendement.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 41 instituant des cours familiales, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant, à la suite du sous-article 328b, ce qui suit:

"Ces juges doivent être des avocats d'au moins dix ans d'exercice et doivent dès leur nomination cesser d'exercer."

#### Projets de loi:

##### Cours familiales

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 41 instituant des cours familiales.

L'amendement est lu et agréé.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le chiffre "7", dans la vingt et unième ligne de l'article 1, est remplacé par le chiffre "8".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme l'article 4:

"4. La corporation est sous l'empire de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) pour autant que la présente loi n'y déroge pas particulièrement et ne renferme pas des dispositions incompatibles."

3. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 deviennent les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16.

4. L'article 4, qui devient l'article 5, est modifié:

*a.* en remplaçant le paragraphe "3" en entier, aux pages 2 et 3, par ce qui suit:

"3. Sans restreindre la portée des pouvoirs ci-dessus énoncés, la corporation a plus spécialement le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes:

"*a*) contre l'incendie, la foudre et l'explosion;

"*b*) contre les dommages à l'automobile ou sa perte ainsi que contre tout dommage aux biens ou aux personnes résultant d'accidents d'automobiles;

"*c*) contre les dommages à l'aéroplane ou sa perte ainsi que contre tout dommage aux biens ou aux personnes résultant d'accidents d'aéroplanes;

"*d*) contre la maladie, les accidents et la mortalité du bétail, des animaux domestiques et des abeilles;

"*e*) contre les vents, ouragans, cyclones, tornades, grêle, crue des eaux, tremblements de terre et intempéries de toute nature;

"*f*) contre le vol avec ou sans effraction et le vol à main armée;

"*g*) contre les dommages aux machines électriques et agricoles;

"*h*) contre les accidents du travail";

*b.* le paragraphe "4", à la page 3, est modifié en remplaçant, aux lignes 7 et 8, les mots "risques couverts" par les mots "risques généralement couverts";

*c.* le paragraphe "5", à la page 3, est remplacé par ce qui suit:

"5. La corporation doit tenir des comptes distincts des opérations d'assurance moyennant billet de dépôt, et l'assuré moyennant billet de dépôt n'est responsable que des pertes et dépenses encourues à raison de ce genre d'opérations."

5. L'article 6, qui devient l'article 7, est modifié comme suit:

*a.* en retranchant le chiffre "1" après le numéro de l'article;

*b.* en biffant le paragraphe 2.

6. L'article 7, qui devient l'article 8, est remplacé par ce qui suit:

"8. Toute personne qui a fait à la corporation une demande d'assurance à raison de laquelle une police a été émise, en est membre tant que cette police est en vigueur."

7. L'article 8, qui devient l'article 9, est modifié:

*a.* en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe "2", le mot "devra" par le mot "pourra";

*b.* en remplaçant le paragraphe "*a*)" de la subdivision "2" par ce qui suit:

"*a*) Le remboursement du fonds de réserve ci-dessus par versements annuels n'excédant pas trente-trois et un tiers pour cent des bénéfices de la corporation sujet à l'approbation préalable du surintendant des Assurances."

8. L'article 14, qui devient l'article 15, est modifié en biffant le chiffre 184 dans l'avant-dernière ligne.

Aussi, le bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances mutuelles des marchands détaillants, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le chiffre "7", dans la neuvième ligne de l'article 1, est remplacé par le chiffre "8".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme l'article 4:

"4. La corporation est sous l'empire de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) pour autant que la présente loi n'y déroge pas particulièrement et ne renferme pas des dispositions incompatibles."

3. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 deviennent articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15.

4. L'article 4, qui devient l'article 5, est modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 3, aux pages 2 et 3, par ce qui suit:

"3. Sans restreindre la portée des pouvoirs ci-dessus énoncés, la corporation a plus spécialement le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes:

"a) contre l'incendie, la foudre et l'explosion;

"b) contre le vol avec ou sans effraction et le vol à main armée;

"c) contre le bris de glace;

"d) contre le faux";

b. le paragraphe "4" est modifié en remplaçant, dans la ligne 7, les mots "risques couverts"

par les mots "risques généralement couverts";

c. le paragraphe "5" est remplacé par ce qui suit:

"5. La corporation doit tenir des comptes distincts des opérations d'assurance moyennant billet de dépôt, et l'assuré moyennant billet de dépôt n'est responsable que des pertes et dépenses encourues à raison de ce genre d'opérations."

5. L'article 6, qui devient l'article 7, est modifié comme suit:

a. en retranchant le chiffre "1" après le numéro de l'article;

b. en biffant le paragraphe 2.

6. L'article 7, qui devient l'article 8, est remplacé par ce qui suit:

"8. Toute personne qui a fait à la corporation une demande d'assurance à raison de laquelle une police a été émise, en est membre tant et aussi longtemps que cette police est en vigueur."

7. L'article 8, qui devient l'article 9, est modifié:

a. en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe "2", le mot "devra" par le mot "pourra";

b. en remplaçant le paragraphe a) de la subdivision "2" par ce qui suit:

"a). Le remboursement du fonds de réserve ci-dessus par versements annuels n'excédant pas trente-trois et un tiers pour cent des bénéfices de la corporation sujet à l'approbation préalable du surintendant des Assurances."

8. L'article 13, qui devient l'article 14, est modifié en biffant, dans la dernière ligne, le chiffre 184.

## Projets de loi:

### Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 constituant en corporation la Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs.

**M. Bonvouloir (Iberville)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Bonvouloir (Iberville)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Compagnie d'assurances mutuelles des marchands détaillants

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 constituant en corporation la Compagnie d'assurances des marchands détaillants.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 146 constituant en corporation la Société d'assurance des caisses populaires, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le chiffre "7", dans la dix-neuvième ligne de l'article 1, est remplacé par le chiffre "8".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme l'article 4:

"4. La corporation est soumise aux dispositions de la loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299), sauf dans la mesure où les dispositions de la présente loi y dérogent ou y sont incompatibles."

3. L'article 4 devient l'article 5.

Le paragraphe 3 dudit article est modifié comme suit:

*a.* en biffant l'alinéa *b*;

*b.* l'alinéa *c* devient *b*;

*c.* l'alinéa *d* est biffé;

*d.* les alinéas *e*, *f*, *g* et *h* deviennent respectivement *c*, *d*, *e* et *f*;

*e.* l'alinéa *i*, qui devient *g*, est remplacé par ce qui suit:

"*g.* contre les dommages aux machines électriques ou agricoles;"

*f.* l'alinéa *j* devient *h*;

*g.* les alinéas *k* et *l* sont biffés;

*h.* les alinéas *m*, *n* et *o* deviennent *i*, *j* et *k*.

Le paragraphe 4 dudit article est modifié en remplaçant, à la ligne 7, les mots "risques couverts" par les mots "risques généralement couverts".

Le paragraphe 5 dudit article est remplacé par ce qui suit:

"5. La corporation doit tenir des comptes distincts des opérations d'assurance moyennant billet de dépôt, et l'assuré moyennant billet de dépôt n'est responsable que des pertes et dépenses encourues à raison de ce genre d'opérations."

4. L'article 5 devient l'article 6.

5. L'article 6, qui devient l'article 7, est modifié comme suit:

*a.* en retranchant le chiffre 1 après le numéro de l'article;

*b.* en biffant le paragraphe 2.

6. L'article 7 devient l'article 8.

7. L'article 8, qui devient l'article 9, est modifié:

*a.* en remplaçant les paragraphes 3 et 4 par ce qui suit:

"3. La corporation, à même ses bénéfices, pourra faire, aux caisses qui auront ainsi contribué, les remboursements et paiements suivants:

*a)* le remboursement des contributions ci-dessus par versements annuels n'excédant pas trente-trois et un tiers pour cent des bénéfices de la corporation, proportionnellement aux contributions consenties par chaque caisse, avec l'approbation préalable du surintendant des Assurances;

*b)* le paiement d'un intérêt n'excédant pas cinq pour cent par an sur le solde des contributions ci-dessus, mais cet intérêt n'arrêrera pas;"

*b.* le paragraphe 5 devient le paragraphe 4;

*c.* les mots "l'article 5, celles du paragraphe 1 de l'article 6 et celles de l'article 7", dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 5 devenant paragraphe 4, sont remplacés par les mots "l'article 6 et des articles 7 et 8".

8. Les articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 deviennent 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16.

### Projets de loi:

#### Société d'assurance des caisses populaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 constituant en corporation La Société d'assurance des caisses populaires.

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Beulac (Saint-Maurice)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 179 concernant les techniciens dentaires, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié:

*a.* en ajoutant, immédiatement après les mots "par écrit", dans la neuvième ligne du sous-article 18, à la page 6, les mots suivants: "remis au secrétaire-trésorier de l'Association";

*b.* en ajoutant, immédiatement après les mots "de ses membres", dans la sixième ligne du sous-article 20, à la page 6, les mots suivants: "avec indication de ceux qui ont pris l'engagement visé à l'article 18".

**Projets de loi:****Techniciens dentaires**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 179 concernant les techniciens dentaires.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le paragraphe *c* par ce qui suit:

"*c.* Deux cent cinquante mille dollars pour être affectés à des dépenses de nature capitale pour des cliniques et pour promouvoir l'hygiène dans la cité de Québec;"

2. Les articles 4 et 5 sont biffés.

3. Les articles 6, 7, 8 et 9 deviennent les articles 4, 5, 6 et 7.

4. L'article 10, qui devient l'article 8, est modifié:  
*a.* en biffant les derniers mots du paragraphe "39": "; aux frais de la cité";

*b.* en remplaçant le paragraphe "39*a*" de la subdivision *b*, à la page 6, par ce qui suit:

"39*a.* Pour obliger toute personne employée à la préparation ou à la manipulation d'aliments dans une boucherie, un abattoir, une épicerie, un hôtel, un restaurant ou un autre établissement public, à subir un examen médical annuel et à fournir au service municipal d'hygiène un certificat médical attestant qu'elle n'est pas porteuse de germes susceptibles de transmettre une infection; pour défendre à toute personne tenant ou exploitant un établissement susmentionné de prendre ou garder à son emploi une personne qui n'est pas munie d'un certificat du service municipal d'hygiène attestant qu'elle a fourni le certificat médical susmentionné;"

*c.* en ajoutant, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe "193", à la page 7, immédiatement à la suite des mots "généralement reconnue", les mots "mais ne comprennent pas les postes publics de téléphone.";

*d.* en insérant, dans le troisième alinéa du paragraphe "193", dans la deuxième ligne, à la page 7, immédiatement à la suite du mot "tableau", le mot "phonographe";

*e.* en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Cependant pour les distributeurs automatiques servant à la vente d'une marchandise dont le prix est inférieur à dix cents, la licence ne pourra excéder quinze dollars pour chaque distributeur automatique."

5. L'article 11, qui devient l'article 9, est modifié en remplaçant, dans la seizième ligne du paragraphe "388", les mots "cette publication" par les mots "la dernière publication".

6. Les articles 12 et 13 deviennent les articles 10 et 11.

7. Ce qui suit est ajouté comme articles 12 et 13:

"12. L'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

"541.1. (Personne ne fera ou ne fera faire aucun travail d'érection, de réfection, de modification ou de réparation d'une construction sur l'étendue d'une zone de cent (100) pieds de largeur bordant les avenues, allées ou terrains de la Commission des Champs de bataille nationaux ainsi que les immeubles affectés en sa faveur par le gouverneur en conseil, sans avoir obtenu la permission écrite de la Commission des Champs de bataille nationaux, sur demande accompagnée de plans et devis et indiquant la position que la construction doit occuper par rapport aux immeubles de la Commission;)

"2. (Aucun permis d'érection, de réfection, de modification ou de réparation d'une construction dans la susdite zone de cent (100) pieds ne sera émis par la cité de Québec ou autre corporation municipale ou autorité sans avoir au préalable obtenu l'assentiment, par écrit, de la Commission des Champs de bataille nationaux;)

"3. (La Commission des Champs de bataille nationaux pourra, de temps en temps, faire inspecter tous bâtiments en cours de construction et tout travail qui s'y rapporte, et le propriétaire, le constructeur ou toute personne chargée du soin de toute telle construction sera tenue d'en faciliter l'accès à toutes ses parties et de ne point l'interrompre. La Commission pourra arrêter toute construction qu'elle jugera contraire aux dispositions du présent article;)

"4. (L'on ne pourra construire dans la susdite zone de cent (100) pieds aucune autre construction qu'une résidence privée d'un seul logement, servant exclusivement de maison d'habitation, pour une

seule famille ou faite pour être habitée par une seule famille, d'une valeur d'au moins \$9,000.00, isolée et dont les œuvres extérieures soient à une distance d'au moins vingt pieds des immeubles de la Commission des Champs de bataille nationaux, et à au moins six pieds des lignes latérales de l'emplacement sur lequel cette maison sera construite; mais, en aucun cas, quelles que soient l'orientation et la position de cette maison, l'on ne devra considérer, au point de vue des présentes, comme ligne latérale de l'emplacement, la ligne qui le sépare des immeubles de la Commission;)

"5. (Sont exceptés des prohibitions du paragraphe précédent:

"a) les terrains et parties de terrains formant partie de la ci-devant ferme du Séminaire, qui longent le côté nord de l'allée du Parc, désignée sous le nom de l'avenue des Bernières;

"b) les terrains et parties de terrains adjacents à la propriété de la Commission, qui appartiennent actuellement aux révérends pères Dominicains du couvent de Québec, et cela tant qu'ils seront la propriété desdits révérends pères Dominicains;

"c) les terrains et parties de terrains situés au sud de la Grande Allée, près de la porte Saint-Louis, sur le lot numéro quatre mille quatre cent trente-sept (4437) du cadastre de la cité de Québec, qui appartiennent actuellement au Quebec Skating Club, et cela tant qu'ils seront la propriété dudit Quebec Skating Club;

"d) les terrains et parties de terrains situés au sud de la Grande Allée, près de la porte Saint-Louis, étant une subdivision du lot numéro quatre mille quatre cent trente-sept (4437) du cadastre de la cité de Québec, qui appartiennent actuellement au Victoria Curling Club, et cela tant qu'ils seront la propriété dudit Victoria Curling Club, et qu'ils seront utilisés pour ses fins sportives.

"6. (La Commission pourra, nonobstant les prohibitions ci-dessus, permettre dans les limites de ladite zone la construction de dépendances qu'elle jugera utiles; mais il ne sera construit qu'une seule résidence privée par emplacement dans la susdite zone de cent (100) pieds;)

"7. (La Cour Supérieure du district de Québec, à la demande de la Commission des Champs de bataille nationaux, (ordonnera) la démolition, aux frais du propriétaire d'un terrain, de tout travail d'érection, de réfection, de modification ou de réparation de toutes constructions qui seront commencées ou faites en contravention avec les dispositions ci-dessus;)

"8. (Les clauses du règlement no 45 de la ci-devant ville de Montcalm et les clauses des règlements nos 24*n* et 24*t* de la cité de Québec, se rapportant à la construction sur les terrains bordant l'avenue des Braves et les terrains adjacents à la propriété de la Commission des Champs de bataille nationaux, incompatibles avec les dispositions des paragraphes ci-dessus, sont en conséquence abrogées et remplacées par les dispositions ci-dessus.)"

"13. Sont exceptés des prohibitions du paragraphe 4 de l'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 12 de la présente loi:

"a. l'immeuble connu et désigné comme le quart est du lot numéro cinquante-sept, les lots numéros cinquante-huit et cinquante-neuf et la demie est des lots numéros soixante-deux et soixante-trois des subdivisions du lot originaire numéro vingt-six-A ( $\frac{1}{4}$  E. 57, 58, 59 et  $\frac{1}{2}$  E. 62 et 63 de 26-A) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame de Québec, banlieue, où est construit "l'Hôpital Bellevue", tant que ledit immeuble sera occupé comme hôpital. Il devra n'y avoir aucun panneau-réclame ou annonce, sauf ce qui existe actuellement;

"b. l'immeuble numéros cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un et cent vingt-deux de la subdivision quatre mille quatre cent trente-sept, (119, 120, 121 et 122 de 4437) des plan et cadastre pour le quartier Montcalm en la cité de Québec, situé au coin nord-est des avenues Lansdowne et Laurier, en ladite cité de Québec, où une maison exclusivement d'habitation pour un seul logement a été transformée en une maison de plusieurs logements, tant que ledit immeuble demeurera dans l'état actuel.

"Le propriétaire de l'immeuble visé au paragraphe b du présent article devra payer, dès que requis, à l'avocat de la Commission des Champs de bataille nationaux, les frais judiciaires de l'action intentée contre lui par cette dernière."

8. L'article 14 est modifié:

a. en insérant, dans le paragraphe "545a", dans la septième ligne, immédiatement après les mots

"contracter avec", les mots "le gouvernement fédéral ou avec";

b. en insérant, dans la septième ligne de la page 10, immédiatement après les mots "peut contracter avec", les mots "le gouvernement fédéral ou avec".

9. L'article 17 est modifié en remplaçant, dans le paragraphe "565", à la cinquième ligne, les mots "une pension" par les mots "une pension annuelle".



10. L'article 21 est modifié en ajoutant, à la fin, les mots suivants: "ainsi que l'ingénieur en chef et l'ingénieur de l'aqueduc."

11. L'article 24 est modifié en ajoutant, dans le paragraphe "7", à la première ligne, immédiatement après les mots "Sont abrogés", les mots suivants: ", pour le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec,".

12. L'article 26 est biffé.

13. Ce qui suit est ajouté comme articles 26, 27 et 28:

"26. L'article 8 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Les personnes employées à l'exécution de travaux autorisés par le présent article pourront bénéficier de congés semblables à ceux accordés aux autres employés des services extérieurs de la cité."

"27. Pour l'année fiscale 1944-1945, des taxes personnelles ou spéciales et des licences pourront être imposées après l'adoption du budget, mais avant le premier juillet 1944."

"28. La cité est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, à Château Frontenac Hotel Company une commutation de taxes pour une période de onze ans à compter du premier mai 1942, en fixant l'évaluation des immeubles formant l'hôtel du Château Frontenac à la somme de trois millions cinq cent mille dollars pour l'année fiscale 1942-1943, avec réduction annuelle de cent mille dollars pendant dix ans de façon à atteindre un maximum de deux millions cinq cent mille dollars pour l'année fiscale 1952-1953."

14. L'article 27 devient l'article 29.

## Projets de loi:

### Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 126 modifiant la charte de la cité de Québec.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération ces amendements.

Adopté.

## En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** n'a pas d'objection à ce qu'une somme de \$250,000 soit empruntée par la ville pour l'affecter à des cliniques pour la santé publique. Il s'oppose à l'amendement relatif à l'évaluation du Château Frontenac qui conteste l'évaluation municipale et qui, durant la contestation, fixera lui-même le montant sur lequel il paiera ses taxes<sup>5</sup>. Il proteste aussi contre la commutation de taxes accordée au Château Frontenac pour onze ans.

Il rappelle qu'il a proposé au comité des bills privés de l'Assemblée législative que ceux qui se plaignent de l'évaluation paient des taxes sur le montant de la dernière évaluation acceptée. Une fois le jugement rendu, dit-il, les deux parties rajustent leurs comptes et c'est plus juste pour les contribuables qui ne sont pas ainsi privés indûment des revenus auxquels ils ont droit pour les dépenses de la municipalité.

On a mis de côté, en fixant l'évaluation du Château, les demandes des électeurs. On n'a même pas songé à protéger la ville au cas où il y aurait des agrandissements ou des améliorations au Château. Le Château est un actif pour la ville, mais à la condition de bien traiter ses clients et de ne pas les mettre dehors pour les gens qui viennent de l'autre bord<sup>6</sup>. Celui qui a pris ma place pendant la Conférence de Québec, Sir Dudley Pound, incidemment est décédé depuis.

**M. Beaulieu (Témiscouata):** Ça ne me surprend pas.

## Des députés rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Gagnon (Matane)** combattent l'amendement qui donne à la Commission des Champs de bataille le droit d'approbation sur les additions, changements ou réparations à des immeubles dans le voisinage du parc des Champs de bataille.

**M. Gagnon (Matane):** Cet amendement n'a aucun sens. Il oblige les personnes dont les propriétés sont en bordure du parc des Champs de bataille de demander la permission à la Commission pour la moindre réparation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** combat vivement le pouvoir donné à la ville de contracter des ententes avec Ottawa au sujet du fonds de pension. Il se déclare opposé à un système de pension contrôlé par Ottawa, car le fédéral n'a rien à faire dans ce domaine.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Il s'agit sans doute, comme l'indique un article précédent, de conclure une entente avec le service des rentes viagères.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** critique aussi la pension votée au recorder Eugène des Rivières.

Bref, dit-il, ces amendements sont en grande partie injustes et je les désapprouve.

### Rapport du comité plénier:

**M. le président** fait rapport que le comité a examiné les amendements.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

### Uniformité et gratuité des manuels scolaires

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe dans certaines écoles publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Je suis heureux, dit-il, d'avoir été appelé depuis le commencement de la session à présenter des lois importantes. Les lois scolaires adoptées au cours des cinq années de la présente administration libérale sont des étapes historiques dans notre vie sociale et éducative, tout comme le sont celle que nous étudions présentement ainsi que celle sur la fréquentation scolaire obligatoire que nous avons adoptée l'année dernière.

L'an dernier, en présentant la loi de la fréquentation scolaire obligatoire, ajoute-t-il, j'avais déclaré que cette loi aurait des corollaires. Tout le monde conviendra que le présent gouvernement, sans faire de révolution, procède par étapes successives dans les réformes de l'instruction publique. La présente loi est la manifestation d'une de ces étapes. Elle donnera un essor de grande envergure à l'éducation publique dans la province.

Le principe de l'uniformité des livres, qui a fait couler beaucoup d'encre et des flots de paroles, est un principe qui n'est plus ni discuté ni discutable.

Il a été l'objet de tant de paroles inutiles qu'il est bon de rappeler que c'est un principe qui est apparu dès 1899 dans les Statuts de la province de Québec, mais on ne l'a jamais mis en pratique. En effet, si l'on réfère à la loi de l'instruction publique, on constatera que l'article 221 dit que les livres de classe fournis par une commission scolaire doivent être les mêmes dans toutes les écoles sous sa juridiction.

Mais même appliqué intégralement, ce principe ne constitue qu'un progrès relatif parce qu'il y a quand même disparité des manuels scolaires dans les diverses commissions scolaires. À Montréal, par exemple, il y a 23 commissions et si chacune d'elle porte son dévolu sur des manuels différents, l'uniformité des livres ne peut alors être qu'illusoire. Dans les agglomérations urbaines, où les déménagements sont nombreux, cette situation impose des charges onéreuses aux contribuables.

Il cite divers endroits de la province où les corporations scolaires sont nombreuses. Dans la plupart des paroisses rurales, on rencontre deux corporations, déclare-t-il. C'est donc pour remédier à cette anomalie de la disparité des manuels scolaires entre les diverses commissions ou municipalités scolaires que le gouvernement présente ce projet de loi.

On se demande en certains quartiers: Y aura-t-il l'uniformité absolue ou relative? L'uniformité absolue est un véritable non-sens, une utopie. Ce qu'il faut, c'est l'uniformité relative. Il faut en effet tenir compte de nos conditions sociales et économiques et de nos traditions. Il y a aussi des différences à établir entre les milieux urbains et ruraux; il est évident qu'on ne peut se servir des mêmes manuels à la ville qu'à la campagne. Si on veut ruraliser l'enseignement, chose désirable, il faut donner aux écoles rurales des manuels différents, dans lesquels les exemples se rapporteront à la campagne.

Il n'y a qu'un domaine où l'uniformité peut être absolue et c'est celui de la religion, parce que la vérité doit être enseignée suivant les mêmes méthodes. Il ne peut y avoir deux petits catéchismes<sup>7</sup>. Dans les autres domaines, cependant, la dualité est possible, excepté pour certaines matières, comme l'histoire et la géographie. Pour la grammaire, il y a 15 manuels qui sont approuvés et six suffiraient probablement.

L'uniformité des livres doit être conforme aux conditions économiques de la province. Dans tous les autres domaines, les manuels ne peuvent être les mêmes. Pour tout le cours d'études, il faut une dualité de manuels pour les centres urbains et les centres ruraux. Mais l'uniformité relative qu'on

apportera constituera une amélioration, car c'est l'intention du gouvernement de donner une uniformité relative, conforme à nos conditions économiques et sociales.

Aux États-Unis, l'uniformité des livres est en vigueur dans 42 États; dans 10 États, il y a uniformité complète; dans 14, uniformité de principe, et dans 6, le choix des livres est laissé aux commissions locales. Les éducateurs reconnaissent cependant que l'uniformité n'est pas recommandable dans les écoles supérieures. Les méthodes d'enseignement spécialisé doivent être souples.

Le présent projet de loi ne vise en aucune façon les institutions d'enseignement indépendantes et privées qui resteront libres de déterminer le choix des livres à fournir à leurs élèves. Il s'appliquera seulement aux écoles sous contrôle du Conseil de l'instruction publique. Toutes les communautés religieuses peuvent organiser les collèges et les couvents qui sont indépendants. Il suffit d'avoir une approbation du surintendant de l'Instruction publique, disposition qui prévient la diffusion d'idées subversives.

De plus, la rétribution mensuelle ne pourra plus être exigée que pour l'enseignement primaire supérieur ou pour les "high schools". C'est donc une étape vers la gratuité scolaire et l'uniformité des livres de classe, après la scolarité obligatoire adoptée l'année dernière.

En ce qui concerne le travail pratique que le Conseil de l'instruction publique a fait dans le domaine de l'enseignement, il y a trois ans le Conseil a institué une vaste enquête pour savoir où nous en sommes et pour suggérer les réformes nécessaires nous permettant d'atteindre des sommets plus élevés, auxquelles le gouvernement donne force de loi.

Dans son travail, le comité a procédé par étapes. On a commencé par réorganiser les statistiques scolaires recueillies. Puis le Conseil a formé un comité chargé de réviser les programmes scolaires; les pédagogues, les éditeurs et les auteurs ont été invités à ne publier que les manuels qui répondront aux directives données par le Conseil de l'instruction publique. À cette fin, il a constitué plusieurs sous-comités qui ont reçu pour mission de s'occuper des réformes à apporter dans les manuels de religion, de français, d'anglais, de géographie, d'histoire et d'enseignement ménager. Chacun d'eux est formé d'experts et de pédagogues religieux et laïques qui sont à l'œuvre constamment. Quand le travail sera terminé, un rapport sera fait et des directives seront données, selon lesquelles les manuels seront préparés.

Voilà comment on procédera pour choisir les manuels: un concours sera institué dans chaque branche; il sera ouvert à tous les pédagogues et les auteurs de la province; un jury nommé par le comité catholique sera chargé de choisir définitivement les meilleurs volumes, qui deviendront alors obligatoires pour toutes les commissions scolaires pendant une période de cinq ans.

C'est un travail formidable et nous ne pourrions obtenir l'uniformité voulue avant deux ou trois ans, mais nous procéderons par étapes. Dès le mois de septembre, il y aura une première étape de franchise; il y aura deux ou trois manuels uniformes qui seront prêts à être mis en usage exclusif dans nos écoles pour une durée de cinq ans. Au fur et à mesure que nous aurons des manuels primés et approuvés, ils seront uniformes pour cette période. Le choix des manuels restera sous le contrôle exclusif du Conseil de l'instruction publique; le gouvernement ne fera que sanctionner les décisions prises par ces experts.

En ce qui concerne les avantages de l'uniformité des livres, il y a d'abord une économie d'argent pour les parents, surtout dans les centres urbains où les déplacements fréquents occasionnent des dépenses considérables aux parents lorsqu'arrive la rentrée des classes en septembre et l'obligation pour les parents d'acheter de nouveaux manuels s'ils traversent la rue. De plus, l'économie se fera aussi sentir dans le prix de vente des volumes parce qu'il coûte meilleur marché de faire imprimer 50,000 volumes que 10,000. Ainsi, parce que le coût de revient de la publication des manuels uniformes sera d'environ 50 % moins élevé, il y aura une réduction du prix des manuels scolaires.

Il y a avantage aussi quant au choix des manuels. À l'heure actuelle, ce choix est laissé aux commissions scolaires, mais il est difficile de décider quelle est la meilleure grammaire ou le meilleur manuel d'histoire. Les commissions scolaires ne manquent pas de dévouement ni de bonnes intentions, mais il en est certainement qui n'ont peut-être pas toujours la compétence nécessaire pour choisir des manuels scolaires dans les paroisses, alors que le choix doit être fait par des experts. À l'avenir, nous aurons la garantie que ces livres seront choisis par les autorités les plus compétentes en la matière, c'est-à-dire les membres du comité catholique ou du comité protestant du Conseil de l'instruction publique.

La gratuité des manuels scolaires, tout comme l'uniformité, n'est pas un principe nouveau. La gratuité des livres est le principe corollaire de

l'uniformité. La loi de l'instruction publique oblige déjà les commissions scolaires à fournir gratuitement les livres aux écoliers indigents. Je comprends mal les objections et les préjugés que l'on a voulu faire régner autour de cette question. Ce ne doit pas être une faute mortelle de fournir gratuitement des livres à tous les écoliers, que leurs parents aient ou n'aient pas les moyens de les acheter.

Alors, si ce n'est pas un mal d'en fournir aux enfants d'une corporation scolaire, ce n'est pas un mal d'en fournir aux enfants de toute une province. Ce principe est déjà en application dans les classes supérieures de certaines écoles de Montréal et de Westmount, où l'on met tous les livres gratuitement à la disposition des élèves, moyennant un dépôt nominal de \$2 payé au début de l'année. Un peu partout en Amérique du Nord, la gratuité existe également. Ainsi, aux États-Unis, 75 % de la population bénéficie de la gratuité des livres, alors que dans certaines provinces, on se borne aux livres de base.

La gratuité des livres offre un premier avantage en ce sens que les parents réalisent encore là une économie. La réforme sera-t-elle coûteuse? Non, car dans les provinces et d'après des statistiques aux États-Unis, les dépenses encourues pour la gratuité des livres ne représentent que 1 % du budget d'une commission scolaire. La gratuité peut se faire de deux façons: premièrement, sous forme de location, avec dépôt nominal au début de l'année pour rappeler aux enfants qu'ils doivent prendre soin des livres; deuxièmement, sous forme de prêts.

À la commission scolaire de Montréal, dont il a fait partie pendant neuf ans, il affirme qu'aucun enfant n'a manqué de livres, mais que pour bénéficier de la gratuité, il fallait une attestation du curé ou d'une personne en autorité. Cet état d'infériorité était pénible pour certains enfants, dit-il, et parfois on le leur faisait sentir cruellement. La gratuité fera disparaître cet inconvénient.

Les enfants sont comme les membres de l'opposition: ils sont cruels plus souvent qu'à leur tour. Il fustige le travail sourd qui a été fait en certains quartiers par les opposants à cette politique bienfaisante. Il dit entendre jouer cartes sur table, dissiper certains préjugés entretenus par des amis de l'opposition et répondre à la campagne de bas-fonds menée par des amis du député de Lotbinière (M. Chaloult).

La loi répond tout probablement au désir de ce dernier, dit-il, et des partisans du Bloc l'ont quasi excommunié quand il a voté, l'an dernier, pour la fréquentation obligatoire. Dans les milieux auxquels

je fais allusion, je sais que des personnes opposées à l'uniformité et à la gratuité se cachent dans des sociétés secrètes et répandent des calomnies contre les réformes que nous réalisons. Elles font passer les membres du gouvernement, partisans de la gratuité et de l'uniformité des livres, pour des mauvais catholiques. Ce sont des lâches!

Mais ces lâches attaques ne nous empêcheront pas de penser qu'en assurant la gratuité des livres, nous allons faire disparaître le spectre que voit le père de famille à la rentrée des classes. Il est positif que les pères de famille nombreuse apprécieront le bill discuté. Dès le mois de septembre, nous serons félicités par les pères de famille qui seront libérés de cette angoisse qui les étreignait chaque fois que les enfants entraient en classe et demandaient souvent un montant égal au salaire hebdomadaire du père de famille pour se procurer les livres nécessaires.

Il n'y aura plus d'infériorité pour les pauvres et tous les élèves auront leurs livres en même temps dès la rentrée des classes. Nous aurons devancé dans ce domaine tout ce qui s'est fait ailleurs. L'aide que nous allons donner aux commissions scolaires va compenser la plus grande partie du fardeau qu'elles assument et la province sera encore en avant des autres, car l'assistance financière que le gouvernement va donner aux commissions scolaires pour la gratuité des manuels dépassera tout ce que les autres provinces font.

À ceux qui prétendent que la gratuité des livres est un bluff, qu'elle n'existe pas en réalité, qu'il y a toujours quelqu'un qui paie, je répondrai qu'il faut donner aux mots la signification qu'ils doivent avoir dans la bouche d'un homme intelligent. L'eau que nous buvons se paie. Il ne peut être question de génération spontanée. Ainsi, au lieu d'imposer exclusivement le fardeau aux parents, la charge sera répartie sur l'ensemble de la population qui a plus les moyens de le faire. La gratuité, cela veut dire qu'on libérera les pères de famille nombreuse en faisant contribuer l'ensemble de la société à la formation de notre capital humain, en vue des luttes de l'avenir.

On a dit que l'uniformité et la gratuité des livres étaient antihygiéniques. De nombreux volumes ont été écrits à ce sujet. Si ce danger de contamination existe en puissance, personne n'a pu le constater de façon pratique. Et puis, je n'ai jamais entendu dire qu'un écolier était mort parce qu'une commission scolaire lui avait prêté des livres. Il est établi qu'un livre prêté à un enfant dure quatre ans. En quatre ans, quatre enfants auront touché à la

même grammaire. Si le danger était réel, il faudrait fermer toutes nos bibliothèques, religieuses ou laïques, car une bibliothèque prête le même livre à 100 personnes différentes dans une seule année. Il faudrait empêcher les bibliothèques publiques ou circulantes. Cet argument me paraît puéril, futile et ridicule.

On prétend aussi que les enfants doivent garder certains volumes de base, comme une bonne grammaire, un bon catéchisme, etc. J'admets la justesse de cet argument, mais toutes les caves sont remplies de manuels qui ne servent pas. D'ailleurs, le Conseil de l'instruction publique n'a pas encore fait le choix des manuels. Dès que la gratuité sera un fait accompli, on tâchera de pourvoir à ce besoin. Pour le moment, ce qui importe, c'est de décider quel est le meilleur manuel.

Il avertit les commissions scolaires; en attendant que le choix des manuels soit fait, on ne peut changer ceux qui étaient en usage l'an dernier. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'établir immédiatement la gratuité des livres pour le mois de septembre prochain et, dans ces cas, le gouvernement aidera les commissions par des octrois substantiels.

Il y aura deux systèmes de gratuité des manuels scolaires. Tout d'abord, au fur et à mesure que les deux comités du Conseil de l'instruction publique auront recommandé l'usage exclusif d'un manuel, celui-ci deviendra obligatoire pour toutes les commissions scolaires. Les commissions seront tenues de le mettre à la disposition de leurs élèves et le gouvernement remboursera 90 % du coût de ces manuels aux commissions.

En attendant que tous les manuels aient été choisis par le Conseil de l'instruction publique, la loi décrète que les commissions scolaires pourront adopter les manuels de leur choix. Si elles veulent fournir gratuitement à leurs élèves les manuels qu'elles possèdent, le gouvernement leur remboursera 75 % du coût. Les contributions du gouvernement dépasseront de beaucoup ce qui se fait au Canada et aux États-Unis. Nulle part ailleurs on ne fera davantage.

Nous avons l'intention d'apporter un amendement au texte de la loi pour donner une plus généreuse assistance aux commissions scolaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre n'a pas le droit de parler de ça maintenant.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne veux pas laisser la patience du chef de l'opposition, qui pourtant ne cesse de faire de longs

discours. Comme il a voté l'an dernier contre la fréquentation obligatoire, il votera sans doute cette année contre la gratuité et l'uniformité des livres, deux corollaires à la première loi, à moins que l'expérience d'une année n'ait converti un enfant du siècle et modifié son opinion et qu'il ne comprenne enfin l'importance de ces réformes dans l'intérêt du peuple. Ce sera alors un bonheur inespéré. Ainsi en soit-il<sup>8</sup>.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a injurié ceux qui ne partagent pas ses opinions. Il devrait être plus sérieux et plus convenable. L'Union nationale n'a pas besoin des leçons du secrétaire provincial pour comprendre son devoir dans ce domaine et décider son attitude. J'ai toujours compris que, dans le domaine de l'éducation, la petite politique n'a pas de place.

L'Union nationale a pris franchement parti dans le domaine de l'éducation parce que l'instruction constitue la principale richesse de la province de Québec. C'est une valeur qu'on ne peut détruire et c'est un capital indépendant de tout. Mais le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a fait de la petite politique en exposant cette loi.

Il rappelle tout ce que l'Union nationale a fait dans ce domaine. En 1936, dit-il, le gouvernement ouvrait la mine-école, puis ce fut l'école supérieure de commerce, des écoles d'agriculture. Le gouvernement de l'Union nationale a augmenté les salaires des institutrices; il a donné de l'ouvrage aux chômeurs pour qu'ils puissent envoyer leurs enfants à l'école et a également donné à l'ouvrier comme au cultivateur les moyens de faire instruire ses enfants.

Je suis en faveur qu'on améliore nos programmes et nos méthodes d'enseignement et il n'y a pas de mal à prendre ce qu'il y a de bon ailleurs, à condition de ne pas calquer servilement. Dans la province de Québec, nous avons des caractéristiques particulières propres qu'il nous faut respecter et, sans être routinier, il faut être aussi traditionaliste.

Un article du *New York Times* du 24 mai dernier démontre que l'éducation a encore des déficiences graves, aux États-Unis, même avec la gratuité des livres. L'ignorance a privé l'armée américaine de 240,000 recrues, aux États-Unis. Et c'est là que le secrétaire provincial voudrait que nous allions chercher des exemples! Pourtant, on a la gratuité des livres et de l'enseignement aux États-Unis, dans la plupart des États.

La première réforme qui s'impose, c'est de faire comprendre aux élèves qu'ils doivent travailler. Ce serait une erreur de penser que les meilleurs professeurs peuvent améliorer l'instruction publique s'ils n'ont pas la coopération des élèves. Car, pour que l'éducation porte de bons résultats, il faut des professeurs compétents, des moyens d'éducation adéquats et de bons élèves.

Le secrétaire provincial s'est imaginé, à tort, faire une grande découverte en proposant la gratuité et l'uniformité des livres; il a donné un titre grandiloquent à sa loi, mais, en réalité, cette loi ne dit pas grand-chose. Dès 1909, la loi de l'instruction publique donnait déjà le droit de distribuer gratuitement les manuels en proposant la gratuité et l'uniformité des livres. En 1912, une loi semblable a été votée.

Ce que dit la loi actuelle était donc déjà contenu dans les Statuts de 1909 et 1912, avec cette différence qu'on donnait 100 % et qu'aujourd'hui on ne donne que 50 %. On retrouve dans les Statuts de 1909: "Le lieutenant-gouverneur en conseil distribuera gratuitement aux élèves dans les écoles, sous les conditions qui s'appliqueront, les manuels ou séries de manuels, cartes ainsi que toutes autres publications sélectionnées parmi celles qui auront reçu l'approbation d'un comité du Conseil de l'instruction publique." Toute la loi du secrétaire provincial est donc dans les Statuts depuis 1909. Le ministre a ainsi découvert ce qui existait depuis 35 ans.

Cette loi, comme d'autres présentées à la dernière minute, en est une de camouflage. Le gouvernement présente cette loi pour se donner l'illusion de faire quelque chose de nouveau. Tout ce qu'il y a de nouveau dans la loi, c'est que le gouvernement fait payer par les municipalités scolaires ce qu'il ne voudra pas payer lui-même et que la loi de 1909 l'obligeait à tout payer seul. Il impose donc aux commissions scolaires une partie du fardeau de la gratuité et de l'uniformité. Le gouvernement devrait avoir le courage de payer lui-même, si la gratuité, comme dit le secrétaire provincial, ne représente que 1 % du budget de l'éducation.

Que le gouvernement soit donc sincère! Le ministère nous présente le 2 juin, dans le cinquième mois de la session et après cinq ans d'administration, un projet de loi dont les principes remontent à 1909. Ce qu'il faut surtout, c'est de mieux payer les instituteurs et institutrices et de leur donner un élément de stabilité, de construire des écoles, de les faire à l'épreuve du feu, hygiéniques et de venir en

aide aux commissions scolaires par des octrois. La présente loi n'est qu'un palliatif aux maux dont souffrent les municipalités.

Le secrétaire de la province a prédit que nous voterions contre la loi. Nous n'avons aucune objection à voter pour le principe de la loi en deuxième lecture, quitte à présenter des amendements en comité plénier et à nous opposer à la troisième lecture, car la présente loi n'est que la répétition des principes déjà posés dans notre législation.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Est-ce que la loi du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) a reçu l'approbation du Conseil de l'instruction publique?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le bill a été approuvé par le Conseil supérieur de l'instruction publique avant d'être reçu à l'Assemblée. Le Conseil de l'instruction publique a prévu que la loi de la fréquentation obligatoire aurait des corollaires, la gratuité et l'uniformité des livres. Pour cette raison, il a formé des comités spéciaux. Le présent projet de loi lui a été soumis. Aucune objection de principe n'a été faite. On a cependant exprimé le désir que les livres soient donnés au lieu d'être prêtés aux élèves.

**M. Chaloult (Lotbinière):** En ce cas, je ne m'opposerai pas à cette loi, mais elle n'offre pas d'avantages considérables; elle n'apporte pas de grands changements et ne révolutionne rien. Je remarque cependant qu'elle contient des clauses obscures, que le titre annonce plus que ce qu'apporte ce bill.

En principe, je suis favorable à la gratuité des livres et de l'enseignement. Les charges, toujours payées par le peuple d'une façon ou d'une autre, seront partagées plus également entre tous. La gratuité amènera un partage plus équitable des frais et rétablira un terrain équilibré entre les enfants riches et les enfants pauvres. Quant à l'uniformité, je n'ai aucune objection à ce qu'elle soit accordée dans les villes, mais je trouve qu'elle n'a pas les mêmes avantages dans les campagnes, où les déplacements sont beaucoup moins fréquents et parce que les besoins peuvent différer avec les régions. Il exprime cependant la crainte que la mesure ne plaise point aux autorités religieuses et enseignantes. Mais, dit-il, du moment que le projet est approuvé en principe par le comité catholique, je n'ai aucune raison de m'y opposer.

Le ministre parle bien. Il a le génie de la langue française, mais il a tort de croire qu'il n'y a que le Parti libéral qui puisse améliorer l'enseignement. Il reproche au secrétaire de la province ses attaques contre l'Union nationale et le Bloc populaire. Ses excès de langage et son fanatisme libéral, dit-il, lui feront un tort considérable. Il l'accuse d'être parti en guerre contre ceux qui ne pensent pas comme lui, d'avoir laissé entendre que seuls les libéraux pensent bien en cette matière.

Pendant 40 ans, affirme-t-il, les libéraux se sont prononcés contre la fréquentation scolaire obligatoire parce que cela peut nous amener vers l'école neutre; le clergé y était opposé aussi jusqu'à ces toutes dernières années. Je suis plus libéral que conservateur, mais je respecte l'opinion de ceux qui s'opposent à l'instruction obligatoire, à la gratuité et à l'uniformité des livres.

J'ai voté pour la fréquentation scolaire obligatoire, mais je respecte l'opinion de ceux qui ont voté contre. Je suis en faveur de ces réformes, mais le ministre ne devrait pas attaquer ceux qui ne pensent pas comme lui. Je ne suis pas prêt à les traiter de lâches. En France, la fréquentation obligatoire a été un acheminement vers l'école neutre et c'est ce qui a expliqué qu'elle ait causé des inquiétudes.

Personne, dans le Bloc, ne m'a reproché d'avoir voté en faveur de la fréquentation obligatoire.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je n'ai visé aucun des adversaires du gouvernement en cette Chambre, mais ceux qui se cachent dans les sociétés secrètes pour attaquer les réformes que nous préconisons dans l'intérêt du peuple. J'ai employé le mot "lâches" non pas à l'adresse de ceux qui ont des idées différentes des miennes, mais à l'adresse de ceux qui se cachent dans les bas-fonds pour nous attaquer et qui n'ont pas le courage d'exprimer leurs idées librement.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Le projet semble inoffensif dans son ensemble; il ne paraît pas répondre au titre qu'on lui a donné, mais je voterai pour.

**M. Gagnon (Matane):** Ce n'est pas 75 % non plus que 90 % que le gouvernement devrait rembourser aux commissions scolaires, mais 100 % et on aurait dû établir la gratuité avant l'école obligatoire.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** L'éducation est la base de tout. Au lieu de fonder de nouveaux partis, les gens qui disent aimer leur nationalité feraient bien mieux d'appuyer les mesures qui ont pour but de donner à la jeune génération les outils qu'il faut pour réussir dans la vie.

Après quelques pointes à l'adresse du chef de l'opposition et du député de Lotbinière (M. Chaloult), il félicite le gouvernement de la présentation de cette mesure qui va aider la classe ouvrière et la classe agricole, dit-il. Parlant au nom des ouvriers, je me réjouis de la présentation de cette loi qui va démolir le trust des livres de classe, si coûteux pour les familles nombreuses. Le peuple approuvera cette sage réforme.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le chef de l'opposition a dit qu'il n'y avait rien de nouveau dans cette loi. Il y a au moins deux choses nouvelles et essentielles entre cette loi présente et celle de 1909.

Premièrement, au fur et à mesure qu'un manuel aura été déclaré obligatoire par le comité protestant ou le comité catholique, les commissions scolaires seront obligées de le mettre gratuitement à la disposition des élèves. Dans ce cas, la contribution du gouvernement sera de 90 % du coût aux commissions.

Deuxièmement, en attendant que le choix des manuels soit fait, les commissions scolaires qui mettront les livres à la disposition des élèves seront remboursées dans une proportion de 75 %. C'est là le sens de l'amendement qui sera présenté en comité. Dès le mois de septembre, j'estime qu'au moins 80 %<sup>9</sup> des commissions scolaires se prévaudront de cet octroi de 75 % que leur apportera le gouvernement et mettront gratuitement les livres à la disposition des écoliers.

Il aime la bataille à ciel ouvert, dit-il, même quand de rudes coups sont échangés. Le député de Lotbinière s'étonne que je déplore certaines critiques des réformes que nous préconisons. Je respecte toutes les opinions des membres de cette Chambre. Ce qui me répugne, c'est lorsque des gens se cachent sous l'égide de sociétés secrètes pour semer le trouble, pour répandre des calomnies contre des hommes qui essaient de servir consciencieusement leur province et pour essayer de détruire des hommes qui ne pensent pas comme eux. Je méprise profondément ceux qui répandent des calomnies à la cachette.

**M. l'Orateur:** La motion pour deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** et des députés ministériels réclament le vote.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est inutile, puisque nous nous sommes prononcés en faveur du principe. Ceux qui retardent inutilement le travail de la Chambre pour des niaiseries en supporteront les conséquences.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous voulons que l'histoire enregistre votre bonne pensée.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duplessis, Duval, Élie, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Labbé, Lapointe, Lawn, Lorrain, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Paquette, Perrier, Renault, Talbot, 43.

**Contre:** 0.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre pour étude à la prochaine séance.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 h 20.

### Troisième séance du 2 juin 1944

**Présidence de l'honorable C. Dumaine**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Projets de loi:**

### Uniformité et gratuité des manuels scolaires

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 43 concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe dans certaines écoles publiques.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

**En comité:**

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 222 de la loi de l'instruction publique (S. R. Q., 1941, chapitre 59) est remplacé par le suivant:

"222. Il est loisible aux commissaires ou syndics de mettre gratuitement à la disposition des enfants qui fréquentent les écoles sous leur contrôle, les livres de classe, en tout ou en partie; ces livres sont payés sur le fonds scolaire de la municipalité, mais le gouvernement en rembourse à la commission scolaire la moitié du coût.

"Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du comité compétent du Conseil de l'instruction publique, décrète obligatoire l'usage d'un livre de classe déterminé pour une catégorie d'écoles primaires, primaires élémentaires, primaires complémentaires ou intermédiaires, il est du devoir des commissaires ou syndics ayant charge des écoles de cette catégorie, de mettre gratuitement ce livre à la disposition des enfants qui les fréquentent; en ce cas, le gouvernement rembourse à la commission scolaire les quatre cinquièmes du coût.

"Les commissions scolaires peuvent, avec l'approbation du surintendant, faire les règlements jugés utiles à la conservation des livres mis à la disposition des enfants en vertu du présent article.

"Tant que l'usage de livres de classe déterminés n'a pas été rendu obligatoire en vertu des deux premiers alinéas du présent article, les commissions scolaires ne peuvent, sans l'assentiment du surintendant, ordonner ou permettre l'emploi de livres autres que ceux en usage au cours de l'année scolaire 1943-1944."



**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Comme je l'ai laissé entendre cet après-midi, je propose, à l'article 1, les amendements suivants:

"le gouvernement en rembourse à la commission scolaire la moitié du coût" est remplacé par "le gouvernement en rembourse à la commission scolaire les trois quarts du coût";

"pour une catégorie d'écoles primaires" est remplacé par "pour une catégorie d'écoles élémentaires";

"le gouvernement rembourse à la commission scolaire les quatre cinquièmes du coût" est remplacé par "le gouvernement rembourse à la commission scolaire les neuf dixièmes du coût."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le coût probable de l'application de cette loi sera de \$760,000, soit \$600,000 pour les catholiques et \$160,000 pour les protestants. Il évalue à environ \$180,000 par année le montant que devront déboursier les commissions scolaires pour payer 25 % du coût des livres sélectionnés et 10 % de celui des autres manuels.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi va encore coûter de l'argent aux municipalités.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement les indemniserait généreusement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement organise le trust des livres. On achète des livres par milliers pour les placer ensuite dans la cave du parlement. Avec la loi actuelle, il va surgir des imprimeries qui feront l'affaire du gouvernement. Le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) veut aider ses amis. On devrait d'abord s'occuper de bien payer les instituteurs.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous viendrons en aide aux commissions scolaires dans une proportion de 75 % pour le coût des livres.

**M. Gagnon (Matane):** D'après les lois de 1909 et de 1912, le gouvernement peut payer 100 % du coût des livres mis en usage obligatoire. Le présent bill marque donc un recul, puisqu'on ne paie que 75 % aux commissions scolaires qui mettront leurs livres gratuitement à l'usage des écoliers. On va imposer ainsi une charge additionnelle de près de

\$200,000 aux municipalités. Et, en décrétant l'abolition de la rétribution mensuelle jusqu'à la 9<sup>e</sup> année inclusivement, on prive encore les commissions scolaires d'un revenu de \$300,000.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Le gouvernement remboursera dans une proportion de 75 % la perte que représente pour les municipalités l'abolition de la rétribution mensuelle. Dès l'adoption des crédits de mon département, nous paierons aux municipalités scolaires \$600,000 pour les rembourser des pertes qu'elles ont subies l'an dernier par l'application de la gratuité scolaire. Ce montant est prévu à cette fin dans le budget de cette année. Dès qu'il sera voté, on remboursera les commissions scolaires. Les chèques sont prêts à être envoyés immédiatement.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement devrait faire un beau geste et payer 100 % du coût des livres.

**M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville):** Les municipalités scolaires ne voudront pas déranger leur budget d'ici à ce que l'uniformité soit complète. En ce qui concerne les manuels qui ne sont pas obligatoires, dont le gouvernement paiera 75 % du coût, les commissions scolaires sont libres d'accepter ou non l'offre de gratuité faite par le gouvernement. Certaines d'entre elles vont peut-être la refuser pour ne pas avoir à payer le 25 %. La mesure est une loi de pur camouflage. Elle va forcer les municipalités à refuser d'appliquer la loi et le gouvernement jettera ensuite le blâme sur les commissions municipales. On est déjà à organiser le trust des livres par cette loi.

Il est en faveur d'une disposition générale qui obligerait toutes les commissions scolaires à accepter le principe et la pratique de la gratuité des manuels scolaires.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** répond au député de Lotbinière (M. Chaloult) que la substance du bill a été soumise au comité catholique du Conseil de l'instruction publique qui l'a approuvée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition consentirait à adopter une loi révisée, en vertu de laquelle le gouvernement mettrait à la charge de la province le coût de tous les livres approuvés par le Conseil de l'instruction publique et dépenserait tout l'argent nécessaire pour assurer aux enfants des pauvres tous les bénéfices de l'éducation.

Les amendements sont adoptés.  
L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés<sup>10</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le ministre veut amender sa loi de façon à assurer les mêmes avantages de l'instruction aux enfants pauvres comme aux enfants riches, nous allons voter pour la troisième lecture.

### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté le bill 43 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, secondé par M. Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: Le bill 43 concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe dans certaines écoles publiques soit retourné au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de manière à rendre complètement justice aux commissions scolaires, aux familles pauvres et aux enfants pauvres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Paquette, Talbot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Chaloult, Comeau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Renault, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors mise aux voix.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition est prête à ce que le bill soit voté unanimement en troisième lecture. Nous demandions 100 % et on nous donne 1 %. Comme c'est mieux que rien, nous allons voter la loi.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Construction de maisons d'habitations

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 53 concernant la construction de maisons d'habitations.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

### En comité:

Présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que les sommes requises pour la mise à exécution de la loi du logement, édictée par la loi qui accompagne la présente résolution, soient prises sur le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence d'un million de dollars.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce projet a pour but d'autoriser la signature d'ententes avec les institutions autorisées à consentir des prêts en vertu de la loi fédérale du logement pour les fins suivantes: il autorise le gouvernement provincial à prêter à des corporations ou des syndicats coopératifs afin que ceux-ci, à leur tour, prêtent aux propriétaires des maisons à être construites un montant égal à la différence entre 90 % du coût total de l'immeuble et

le montant du prêt autorisé qui, sans l'intervention du gouvernement provincial, serait consenti par les autres parties au contrat conformément à la législation fédérale sur le logement. Présentement, le prêt autorisé par la loi fédérale est de 80 % pour un immeuble de \$4,000 à \$5,000 et varie entre 90 et 80 % dans le cas d'immeubles de \$3,000 à \$4,000.

Le projet a donc pour but de permettre au gouvernement provincial de coopérer avec Ottawa en vertu du plan fédéral d'habitation. Quand Ottawa prêtera 80 % aux constructeurs, la province avancera à son tour 10 %, de sorte que les constructeurs n'auront qu'à déboursier 10 % du prêt. Le montant prêté par le gouvernement provincial sera avancé aux institutions comme le montant prêté par le gouvernement fédéral. L'échéance en sera fixée après l'expiration de la période fixée pour le remboursement du prêt autorisé par la loi fédérale, de telle sorte que le prêt provincial n'augmente pas le montant de l'amortissement annuel.

Le plan ne sera applicable qu'aux immeubles dont le coût ne dépasse pas \$6,000, incluant le prix du terrain, les honoraires d'architecte, les frais juridiques et toute autre dépense nécessaire. Les sommes requises pour la mise à exécution de la loi seront prises sur le fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence de \$1,000,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement n'est pas généreux. La loi prévoit un montant de \$1,000,000 seulement, alors que la taxe de vente provinciale enlève \$13,000,000 par année aux pauvres et aux familles nombreuses. Il n'y a rien dans cette loi pour le peuple de la province et on devrait la rejeter. Ce n'est pas de cette façon qu'on réglera la crise du logement qui sévit dans les grands centres. Le petit propriétaire est aux mains de la finance et le gouvernement ne lui vient pas en aide. Cette loi est inefficace.

Voilà un drôle de cadeau que fait le gouvernement à la population. Une somme de \$1,000,000 est mise à la disposition des constructeurs de petites habitations, mais nous savons tous que le cadeau ne sera jamais donné, puisque la loi fédérale ne sera jamais mise en application.

Le gouvernement provincial va prêter sur des châteaux en Espagne, car ce plan provincial est fondé sur le plan fédéral qui n'existe pas encore et qui, de l'aveu même du ministre fédéral des Finances, M. Ilsley, ne pourra être mis en application que dans deux, trois ou quatre ans, parce qu'il n'y a pas de matériaux disponibles.

D'ici là, les gens ne seront pas enclins à se construire des maisons, lorsqu'ils verront leurs voisins perdre la maison pour laquelle ils se sont sacrifiés. Un moratoire, du moins, offre une protection à partir de maintenant. Les conditions relatives à la propriété dans la province sont mauvaises, puisque la population compte seulement 10 % de propriétaires, et la situation est à sensiblement la même dans les autres centres.

Connaitra-t-on satisfaction et prospérité sous un régime qui concentre la richesse dans les mains de quelques-uns? Il est légitime pour le travailleur d'avoir un foyer. Que l'on abandonne le plan fédéral et que la province institue elle-même son propre plan, indépendamment de celui d'Ottawa.

Il y a longtemps qu'une loi établissant un système coopératif comme il en existe en Suède aurait dû être présentée.

Alors, si le gouvernement voulait véritablement aider les propriétaires, il commencerait par créer un véritable système de crédit urbain, il supprimerait sa taxe de vente de 2 % sur les matériaux de construction et il convaincrerait Ottawa d'abolir sa taxe de vente de 8 %.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il s'agit d'un plan coopératif, la province assurant les liaisons, et il faut la bonne volonté des autorités fédérales, des autorités provinciales et des futurs propriétaires pour qu'il soit mis en vigueur. Le plan d'ensemble n'est pas provincial, mais fédéral, et le gouvernement provincial ne fait que donner un coup de main aux nouveaux constructeurs d'habitations.

La loi stipule qu'aucun prêt ne sera accordé pour la construction de maisons d'une valeur de plus de \$6,000. En vertu du système qui a été expliqué à la Chambre des communes le 11 mai dernier, Ottawa prêtera 80 %. La loi fédérale n'a pas encore été adoptée, mais des précisions ont été données. La province a l'intention de donner un autre 10 %.

Cette loi a pour but de décentraliser la richesse. Le gouvernement veut faciliter l'accès à la propriété, car la base la plus solide de la prospérité nationale, c'est la propriété et il faut encourager la construction des maisons. Tout ce que le gouvernement peut faire pour, c'est aider les petites gens à devenir propriétaires.

Cette loi provinciale n'opérera pas avec le projet de loi fédéral de 1944, mais avec la loi de 1938. Cette loi est pour aider ceux qui veulent s'aider. Le projet autorise le gouvernement à dépenser \$1,000,000 pour ces prêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas suffisant.

La résolution est adoptée.

#### Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que cette résolution soit maintenant agréée.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, secondé par le député de Papineau (M. Lorrain), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec considère que la somme de \$1,000,000 mentionnée à la résolution relative au bill 53 pour encourager la construction de maisons d'habitations est insuffisante, et elle recommande au gouvernement d'adopter, sans délai additionnel, les mesures appropriées, efficaces et justes pour que les intéressés obtiennent pleine justice.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Paquette, Talbot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonneuve), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Renault, 32.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

La motion principale est alors mise aux voix et la Chambre l'adopte. La résolution est, en conséquence, agréée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill 53 soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, secondé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur de l'adoption immédiate de toutes les mesures justes et efficaces capables de régler la crise du logement et les problèmes qui s'y rattachent, mais elle déclare que le bill 53 pour encourager la construction de maisons d'habitations néglige de répondre aux besoins de la population à ce sujet et manque de l'efficacité et de la justice nécessaires en l'occurrence.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Paquette, Talbot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonneuve), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Renault, 32.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 sans l'amender.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill 53 soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Barrette (Joliette)** propose par voie d'amendement, secondé par le député de Chicoutimi (M. Talbot), que tous les mots après "que", dans la

motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: L'Assemblée législative de Québec se déclare en faveur de l'adoption immédiate de toutes les mesures justes et efficaces capables de régler la crise du logement et les problèmes qui s'y rattachent, mais elle déclare que le bill 53 pour encourager la construction de maisons d'habitations néglige de répondre aux besoins de la population à ce sujet et manque de l'efficacité et de la justice nécessaires en l'occurrence.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Lorrain, Paquette, Talbot, 10.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Maisonneuve), Comeau, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Joyal, Lawn, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Perrier, Renault, 32.

La motion d'amendement est ainsi rejetée.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain matin à dix heures et demie.

Adopté.

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

### NOTES

1. Dans *The Gazette* du 3 juin 1944, à la page 14, on dit plutôt 16,000 tonnes.

2. Chiffre de *L'Action catholique* du 3 juin 1944, à la page 9: \$1,900,000.

3. Chiffre de *L'Événement* du 3 juin 1944, à la page 3: \$7,000.

4. Voici la version de *The Gazette* du 3 juin 1944, à la page 14: "Et à ce propos, le gouvernement a drainé 40,000 acres de terre noire dans le comté de Châteauguay, duquel les experts fédéraux ont déclaré qu'il s'agissait du meilleur endroit sur le continent pour la culture des légumes."

5. *L'Action catholique* du 3 juin 1944, à la page 9, informe que, parce qu'elle conteste le rôle d'évaluation, la Compagnie du Pacifique Canadien, qui possède le Château, ne paie que sur le montant qui devrait être fixé d'après elle, en attendant le jugement final. Pour remédier à cet état de choses qui affecte les revenus de la ville, la Chambre basse avait inséré une clause disant que lorsque le rôle d'évaluation est contesté, le contribuable doit payer, en attendant le jugement, sur le montant de la dernière évaluation, quitte à se faire rembourser plus tard par la ville, si le tribunal accorde la demande en tout ou en partie. Cette clause a été rejetée par le Conseil législatif.

6. Selon *The Chronical Telegraph* du 3 juin 1944, à la page 4, le chef de l'opposition fait référence au fait qu'il a dû quitter sa résidence du Château dans des délais nécessairement courts, lorsque l'hôtel fut monopolisé pour la Conférence de Québec, l'été dernier.

7. *Le Canada* du 3 juin 1944, à la page 2, écrit: "L'uniformité est difficile à réaliser dans les livres qui touchent à la religion."

8. Selon *L'Événement* du 3 juin 1944, à la page 1, le discours du député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) a duré trois quarts d'heure.

9. *La Patrie* du 3 juin 1944, à la page 20, mentionne 90 %.

10. Selon *Le Canada* du 3 juin 1944, à la page 2, l'opposition recommence la discussion sur la loi pour

laquelle elle a voté en deuxième lecture, et le débat continue jusqu'à 10 h 30.

## Séance du samedi 3 juin 1944

## Présidence de l'honorable C. Dumaine

La séance est ouverte à 10 h 30.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 autorisant la constitution de commissions scolaires centrales protestantes;
- bill 44 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 45 concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries;
- bill 46 modifiant la loi de l'enseignement spécialisé;
- bill 47 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 49 modifiant la loi du département de l'agriculture;
- bill 52 modifiant la charte de la cité de Montréal.

## Questions et réponses:

**Dépenses pour le  
camp du lac à l'Épaulé**

**M. Talbot (Chicoutimi):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1940 inclusivement jusqu'au 11 mai 1944 inclusivement, combien le gouvernement a-t-il dépensé relativement au camp du lac à l'Épaulé, dans le parc national des Laurentides?

2. En quoi ont consisté ces dites dépenses?
3. Quand toutes et chacune de ces dépenses ont-elles été faites?
4. À qui ont été payées toutes et chacune des dites dépenses?
5. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1943 inclusivement jusqu'au 11 mai 1944 inclusivement, à qui ce camp a-t-il été loué, ou prêté, et à quelles conditions dans chaque cas?

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):**

Réponse supplémentaire pour compléter celle qu'avait donnée l'honorable M. Bienvenue le 24 mai 1944, page 517 du procès-verbal no 60:

1. \$9,759.18.
2. En construction du chalet, ameublement du chalet, mise en état du terrain et réfection de l'écluse du lac.
3. 22 novembre 1939;  
8 mars 1940;  
8 juin 1940;  
23 septembre 1940;  
2 octobre 1940;  
3 octobre 1940;  
4 novembre 1940;  
5 novembre 1940;  
7 novembre 1940;  
23 décembre 1940;  
8 janvier 1941;  
9 août 1941;  
7 août 1941;  
5 août 1941;  
13 août 1941;  
22 septembre 1941;  
26 septembre 1941;  
21 mai 1941;  
14 octobre 1941;  
10 octobre 1941;  
27 octobre 1941;  
4 novembre 1941;  
22 octobre 1941;  
26 septembre 1941;  
4 août 1941;  
15 juillet 1941;  
22 juillet 1941;  
21 juin 1941;  
25 février 1942;  
9 mars 1942;  
23 mars 1942;  
25 mars 1942;  
27 mars 1942;  
31 mars 1942;  
31 mars 1942;  
24 avril 1942;  
5 mai 1942;  
24 juillet 1942;  
13 août 1942;  
20 août 1942;

3. 9 août 1942;  
8 janvier 1942;  
4 janvier 1943;  
7 janvier 1943;  
4 août 1943;  
20 décembre 1943;  
22 décembre 1943.
4. Auger Lumber Co.;  
Avard, Tancrede;  
Barnard, Édouard;  
Bastien;  
Boulet, Dame W.;  
Brousseau & Frère;  
Brousseau, Gaudiose;  
Côté, O.-C.;  
Crane Ltd.;  
Chicoine, Gaston;  
Cayer, Dame Eugène;  
Compagnie de Peinture & Vernis;  
Brousseau, Omer;  
Demers, J.-L.;  
Deslauriers, A.;  
Dussault, Roger;  
Galarneau, Mlle Fernande;  
Lachance, G.-I.;  
Lachance, Épicerie;  
Lapointe, Ernest;  
Lapierre, Eugène;  
Labrecque, C.-A.;  
Little Shop;  
Marin, Dame Alfred;  
Lemieux, Jos.-E.;  
Northern Electric;  
La Compagnie Paquet ltée;  
La Peinture Nationale;  
Robitaille, C.;  
Morgan;  
Renaud & Cie;  
Samson & Fillion enr.;  
Le Syndicat de Québec;  
Terreau & Racine;  
Vachon, J.-A.;  
Weir, James, Ltd.;  
Young, Herman;  
Jobin, François.

5. Le camp n'a jamais été loué. Il a été gratuitement mis à la disposition du président des États-Unis, monsieur Roosevelt, et de sa suite, du premier ministre de la Grande-Bretagne, l'honorable Winston Churchill, et de sa suite et de l'honorable ministre des Terres et Forêts.

#### Dépôt de documents:

##### Arrêtés en conseil relatifs à la loi des pensions

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les arrêtés en conseil du lieutenant-gouverneur en conseil, signés depuis le 17 février 1943, préparé conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi des pensions (chapitre 13, S. R. Q., 1941), et amendements. (Document de la session no 81)

#### Subsides:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

L'Assemblée législative de Québec consent à voter les subsides nécessaires à l'administration de la province, mais elle blâme le gouvernement de s'être rendu coupable d'illégalités graves, de favoritisme et de gaspillage ruineux au détriment des contribuables de la province en général et des ouvriers victimes d'accidents de travail en particulier, et cela, au sujet des dépenses dont une partie seulement, à la date du 20 mars 1944, s'élevait à \$1,089,175.73 et encourues par rapport à la nouvelle bâtisse de la Commission des accidents du travail, située sur la rue Grande-Allée, dans la cité de Québec, et connue sous le nom de Bishop Mountain Hall.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** regrette d'avoir à discuter cette question en l'absence du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Je n'ai pas l'habitude de parler des absents, dit-il, mais à maintes reprises j'ai demandé au gouvernement de faire venir en Chambre le ministre du Travail. S'il est assez bien pour aller se faire barbifier au Château, où je l'ai vu moi-même, il doit être assez bien pour venir occuper son siège.



Jusqu'au 20 mars 1944, le gouvernement a dépensé \$1,089,175.73 pour l'édifice de la Commission des accidents du travail sur la Grande-Allée à Québec, et ça continue, et ça coûtera trois fois cette somme, peut-être plus. Pourquoi cette dépense? Le travail n'aurait jamais dû être commencé. La Commission des accidents du travail n'avait pas le droit de s'engager dans des dépenses comme celles qu'elle fait présentement, alors qu'il y a rareté de matériaux et que leur coût est élevé, qu'il y a des priorités, que la construction des logements ouvriers, bien plus nécessaire que celle des grosses bâtisses, est paralysée, mais il réalise qu'elle l'a fait contre son gré.

Il commente les clauses du contrat accordé à M. Albert Bédard, pour le nouvel édifice des accidents du travail à Québec. Ce M. Bédard, affirme-t-il, a exécuté de nombreux contrats pour le gouvernement et on a spécifié que son frère le remplacera, en cas de maladie. Le travail de construction a été accordé à M. Albert Bédard, entrepreneur général de Québec, qui reçoit 5 % sur toutes les dépenses faites, même sur l'assurance qui a été prise sur lui comme garantie de l'exécution des travaux. Le gouvernement s'est arrangé pour qu'il y ait beaucoup de dépenses.

C'est M. Bédard, aux termes du contrat, qui embauche les sous-entrepreneurs, parmi lesquels il y a le frère du ministre du Travail, M. Edgar Rochette, un Charles Rochette, qui a obtenu plusieurs contrats du gouvernement depuis que son frère est ministre. Il souligne également le fait que M. Charles Rochette a obtenu de gros contrats de pierre sur le même chantier et qu'il a également fait de nombreuses transactions avec le présent gouvernement. Ce sous-contrat a été attribué par l'entrepreneur général Albert Bédard, un ami du gouvernement.

Ce dernier doit certainement être lié étroitement au ministre du Travail, puisqu'il a également effectué certains travaux pour le ministre lui-même, en convertissant en maison à appartements une maison que le ministre possédait.

À sa grande satisfaction, dit-il, la Commission des accidents du travail n'aurait jamais entrepris la construction de cette bâtisse coûteuse si le ministre Rochette n'était pas intervenu. Tous les sous-entrepreneurs sont des amis politiques du gouvernement, c'est une orgie de dépenses.

Une autre clause du contrat obligeait M. Bédard à fournir une police d'assurance de \$10,000 comme garantie d'exécution des travaux, et le coût de la prime a été ajouté au coût des travaux; Bédard a donc retiré 5 % du coût de la prime. C'est

peut-être pour cela que le ministre du Travail, M. Rochette, est malade et qu'il n'est pas venu en Chambre depuis le commencement de la session. Je suis porté à le croire.

Les sous-entrepreneurs qui ont obtenu les contrats sont des amis politiques du gouvernement. La bâtisse coûtera \$3,000,000 avant même d'être complétée, dont 5 % iront à Bédard. C'est curieux que le gouvernement ait décidé d'aller de l'avant avec les travaux, compte tenu des conditions actuelles.

J'espère, dit-il, que la santé du ministre va s'améliorer et que le gouvernement mettra fin à ces abus. Tout l'argent dépensé pour cette bâtisse, qui n'est pas à moitié finie, est chargé au fonds de la Commission des accidents du travail, c'est-à-dire au fonds constitué pour payer les indemnités aux accidentés du travail. La Commission des accidents du travail a déjà augmenté les charges des employés, augmenté les primes chargées aux patrons et elle a diminué les indemnités aux ouvriers victimes d'accidents.

Je sais que c'est l'intervention personnelle du ministre qui a forcé la Commission à entreprendre cette construction. La Commission n'est qu'un prête-nom, comme l'entrepreneur Bédard n'est qu'un prête-nom.

On n'avait pas besoin de cette bâtisse tout de suite et c'est une erreur d'avoir forcé la Commission des accidents du travail à en défrayer le coût en pigeant dans son propre fonds.

Toute cette affaire est scandaleuse depuis le début et le gouvernement qui s'en est rendu coupable mérite le châtimement des ouvriers qui n'ont pas besoin de belles bâtisses lorsqu'ils sont victimes d'accidents, mais des indemnités auxquelles ils ont droit.

**L'honorable M. Hamel (Saint-Sauveur):** La construction de la nouvelle bâtisse était nécessaire. La Commission des accidents du travail avait un besoin urgent de locaux et elle ne pouvait trouver aucun édifice disponible à Québec. C'est pour cette raison qu'on a décidé de construire. Le terrain a été acheté à des conditions très avantageuses. Quant au contrat à 5 %, il est conforme à la politique généralement suivie, même sous l'Union nationale. Relativement au contracteur, on a choisi un homme d'expérience et d'une compétence reconnue.

Les sous-entrepreneurs sont tous connus dans la région; ils sont en affaires depuis de nombreuses années. Il ne sait rien au sujet de contrats qui auraient été attribués à des amis du gouvernement. Il aurait été impossible d'obtenir les services de construction et les matériaux nécessaires en procédant par appel d'offres comme on le fait habituellement, et la

Commission a confié cette tâche à Bédard, un entrepreneur bien connu. Il n'y a aucune raison de blâmer ceux qui lui ont accordé le contrat.

Tous les travaux ont été exécutés de la meilleure façon possible. On a acheté les matériaux de maisons responsables et aucune compagnie nouvelle n'a été inventée. La Commission a surveillé étroitement les travaux et leur coût au pied cube, d'une façon générale, est moins élevé que celui de constructions analogues, pendant la guerre.

La construction était nécessaire et M. Bédard est un homme de haute compétence. Je ne sais pas ce qu'on lui reproche, ajoute-t-il. Je ne le connais pas personnellement.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Beaulieu (Saint-Jean-Napierville), Duplessis, Élie, Lorrain, Talbot, 6.

**Contre:** MM. Allard, Beaulieu (Témiscouata), Bienvenue, Biron, Bouchard (Québec-Comté), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Potvin, 31.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingts dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dette publique (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Annuité à Mademoiselle Marie-Régina Drolet (résolution de l'Assemblée législative en date

du 3 février 1890) - (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Pension à un ex-agent général à Londres (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux millions trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocations de vie chère et provision pour rajustement des traitements (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur et extérieur (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

8. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

9. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent trente et un mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

10. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

11. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-neuf mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

12. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de perception (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

13. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Plaques, véhicules automobiles et colporteurs (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

14. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

15. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de onze mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage et frais de bureau (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

16. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses (Trésor)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

17. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quatre-vingt-quatre mille trois cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service

civil intérieur (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** critique encore une fois l'enquête royale sur la police provinciale, à Montréal, qui lui paraît avoir été instituée dans un but politique par le gouvernement. Il n'a rien à dire contre le juge Lucien Cannon qui préside l'enquête, mais il se questionne sur les moyens utilisés dans le but d'obtenir des preuves. Le juge et lui étaient de bons amis bien avant sa nomination. Il se souvient que le juge s'était rendu à Trois-Rivières pour lui lancer une attaque. Mais je ne lui en veux pas, ajoute-t-il, car je pense qu'il était sérieux et qu'il était convaincu de ce qu'il affirmait à l'époque.

De plus, et le juge n'y est pour rien, l'enquête ressemble beaucoup plus à une inquisition qu'à une enquête ordinaire. Elle est une bénédiction du ciel pour le juge Cannon en lui permettant d'échapper à ses amis qui lui ont joué de vilains tours. Par exemple, en 1935, ils l'avaient incité à se présenter comme candidat dans Portneuf lors de la campagne électorale et, après son élection, aucun poste au sein du cabinet ne lui a été confié même s'il avait été ministre à Ottawa avant la défaite des libéraux en 1930. Ils ne se sont pas montrés très gentils avec lui, dit-il. Depuis ce temps, après sa nomination comme juge, ses amis à Ottawa et à Québec n'ont cessé d'alourdir sa charge de travail.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition doit en avoir assez de faire des insinuations. S'il a des accusations à porter contre la police provinciale, qu'il se présente à la commission et qu'il les dépose devant le juge. Cela détendrait l'atmosphère une fois pour toutes et permettrait aux policiers de faire leur travail sans être constamment soupçonnés.

Cette enquête ne peut souffrir la comparaison, au point de vue de l'impartialité, avec celle de la "chambre de torture" des comptes publics, sous l'Union nationale, et il craint que le même esprit ne l'anime en ce moment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une différence entre une enquête judiciaire et une enquête du comité des comptes publics, cette dernière étant de nature politique. Le meilleur exemple qu'on puisse en avoir remonte à 1936, alors que le procureur général (M. Casgrain, Kamouraska-Rivière-du-Loup) était président du comité des comptes publics et qu'il avait mis fin aux séances de

travail sous prétexte que l'Assemblée avait été dissoute, alors que ce n'était pas le cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières) et l'honorable**

**M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup)** s'associent pour offrir l'hommage de leurs condoléances au président de cette enquête, l'honorable juge Lucien Cannon, qui vient d'avoir la douleur de perdre l'un de ses fils, le major Lawrence Cannon, sur les champs de bataille<sup>1</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 18. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

19. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

20. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatorze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

21. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureaux d'enregistrement - déficit (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

22. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent trente-six mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - traitements (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

23. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Sûreté provinciale - dépenses diverses (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

24. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs - traitements (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

25. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Police des liqueurs - dépenses diverses (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

26. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Poursuites au criminel (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

27. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Administration des palais de justice et prisons, gages compris (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

28. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Coroners (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

29. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

30. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-dix-sept mille cent quarante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

31. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq cent quarante-trois mille huit cent soixante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

32. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

33. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

34. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six millions cent quarante-sept mille six cent vingt dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

35. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions diverses (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

36. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-huit mille huit cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions, bourses, etc. (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

37. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent soixante-douze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles normales (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

38. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

39. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent-un mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

40. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ministre sans portefeuille et secrétaires (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

41. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bureau du lieutenant-gouverneur (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

42. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quarante-et-un mille six cent vingt-cinq dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil intérieur (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

43. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille trois cent soixante-quinze dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

44. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille neuf cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

45. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-sept mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les

dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

46. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Office du tourisme et de la publicité (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

47. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de six cent vingt-neuf mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des achats (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

48. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-neuf mille cinq cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service de ciné-photographie (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

49. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante-cinq mille six cent cinquante dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service des impressions (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

50. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois et subventions (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

51. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt-deux mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Conseil d'orientation économique, traitements compris (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

52. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission du service civil, traitements compris (Conseil exécutif)" du

budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

53. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Conseil exécutif)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

54. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement de l'Orateur, Conseil législatif (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

55. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Allocation de logement de l'Orateur, Conseil législatif (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

56. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-trois mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements, Conseil législatif (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

57. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses, Conseil législatif (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

58. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitement et allocation de logement de l'Orateur, Assemblée législative (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

59. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent soixante-quinze mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements, Assemblée législative (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

60. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses, Assemblée législative (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

61. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-huit mille quatre cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Traitements Bibliothèque de la Législature (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

62. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille deux cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Achat de livres, Bibliothèque de la Législature (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

63. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinq mille cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau et dépenses diverses, Bibliothèque de la Législature (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

64. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

65. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Impression, reliure et distribution des Statuts (législation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

66. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de neuf cent cinquante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Agriculture)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

67. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de dix-huit mille six cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Chasse)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

68. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-deux mille huit cents dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Colonisation)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

69. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Frais de bureau (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

70. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Octrois, subventions, bourses, etc., gages compris (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

71. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent trente-trois mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Chemins de mines, gages compris (Mines)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

72. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Subventions et bourses, gages compris (Industrie et Commerce)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

73. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quarante mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Pêcheries)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

74. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois cent quarante-quatre mille six cents dollars, nécessaire

pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Santé et Bien-être social)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

75. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de un million huit cent-un mille neuf cent soixante-dix dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Écoles techniques ou professionnelles, traitements, gages compris (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

76. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Bourses pour cours additionnels (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

77. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent soixante-dix-neuf mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "L'aide à la jeunesse, traitements compris (Secrétariat de la province)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

78. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent quatre-vingt-cinq mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Commission des eaux courantes de Québec, traitements, gages compris (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

79. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de vingt mille cent dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Terres et Forêts)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

80. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cent quarante-quatre mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses de voyage (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

81. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de seize mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Dépenses diverses et imprévues (Travail)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

82. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de cinquante et un mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Service civil extérieur (Travaux publics)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

83. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre cent mille dollars, nécessaire pour couvrir les dépenses prévues à l'article: "Ponts et chemins de colonisation (Voirie)" du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Adopté.

#### Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

#### Voies et moyens:

##### Budget des dépenses 1944-1945

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1945, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$44,288,775.



Adopté.

#### **Rapport du comité des voies et moyens:**

M. l'Orateur au fauteuil

**M. le président** fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

#### **Loi des subsides No 4, 1944**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 22 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 48 modifiant le Code municipal, avec les amendements suivants qu'il la prie d'accepter:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme l'article 3:

"3. L'article 408 dudit code, modifié par l'article 2 de la loi 10 George V, chapitre 82, l'article 25 de la loi 11 George V, chapitre 48, l'article 1 de la loi 16 George V, chapitre 69, l'article 11 de la loi 17 George V, chapitre 74, l'article 14 de la loi 18 George V, chapitre 94, l'article 15 de la loi 20 George V, chapitre 103,

l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 114, l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 116, l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 103, l'article 1 de la loi 24 George V, chapitre 85, l'article 2 de la loi 25-26 George V, chapitre 24, l'article 5 de la loi 25-26 George V, chapitre 108, les articles 1 et 2 de la loi 1 George VI, chapitre 100, l'article 14 de la loi 5 George VI, chapitre 69 et l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 48, est de nouveau modifié en insérant, après le paragraphe 6a, le suivant:

"6b. Pour prendre possession de tout immeuble ou servitude situés dans les limites de la municipalité ou dans un rayon de trente milles et que le conseil croit nécessaires pour l'établissement d'égouts ou d'ouvrages accessoires, tels que des fosses septiques, moyennant une indemnité fixée de gré à gré ou, à défaut d'entente, suivant les dispositions de l'article 409; toutefois, cette prise de possession ne pourra avoir lieu à moins que les plans préparés par un arpenteur, démontrant l'étendue de l'immeuble ou de la servitude requis aient été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du directeur du service provincial d'hygiène;"

2. Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 deviennent respectivement 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

#### **Code municipal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 48 modifiant le Code municipal.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que les amendements soient maintenant lus.

Adopté après division.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que les amendements soient maintenant acceptés.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Respect de la loi du dimanche**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1944, pour la production d'une copie de toute correspondance entre le gouvernement de la province, aucun de ses membres

ou officiers, et toute personne, société ou corporation, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933 inclusivement jusqu'au 10 avril 1944 inclusivement, et se rapportant à l'observance et au respect de la loi du dimanche dans la province. (Document de la session no 82)

### **Théâtre Gayety et respect de la loi du dimanche**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 avril 1944, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le procureur général, ou des fonctionnaires et l'un des avocats de la couronne, à Montréal, les représentants de la Ligue du dimanche ou les préposés à la direction du théâtre Gayety, depuis le mois de janvier 1942, au sujet de la violation de la loi du dimanche. (Document de la session no 83)

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

- bill 43 concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe dans certaines écoles publiques;
- bill 53 pour encourager la construction de maisons d'habitations;
- bill 54 pour favoriser par une commutation de taxes la construction d'habitations.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 51 concernant les techniciens diplômés.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement le bill 22 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

#### **Sanction royale**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

**M. l'Orateur:** Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

B Loi corrigeant la loi modifiant la charte de la ville de Dolbeau;

30 Loi modifiant le Code de procédure civile;

35 Loi modifiant la loi des pensions;

36 Loi autorisant la constitution de commissions scolaires centrales protestantes;

37 Loi instituant le département du Bien-être social;

38 Loi relatif aux écoles de protection de l'enfance;

39 Loi concernant la protection de l'enfance;

40 Loi supprimant les contributions municipales pour l'entretien des aliénés;

41 Loi instituant des cours familiales;

43 Loi concernant la gratuité de l'enseignement et des livres de classe dans certaines écoles publiques;

44 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

45 Loi concernant l'établissement d'une école moyenne de pêcheries;

46 Loi modifiant la loi de l'enseignement spécialisé;

47 Loi modifiant la loi des cités et villes;

48 Loi modifiant le Code municipal;

49 Loi modifiant la loi du département de l'Agriculture;

51 Loi concernant les techniciens diplômés;

52 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal;

53 Loi pour encourager la construction de maisons d'habitation;

54 Loi pour favoriser par une commutation de taxes la construction d'habitations;

102 Loi constituant en corporation la Société mutuelle d'assurances générales de l'Union catholique des cultivateurs;

110 Loi constituant en corporation la Compagnie d'assurances de marchands détaillants;

116 Loi constituant en corporation l'Association nationale de bénéfices mutuels;

121 Loi modifiant la charte du Crédit foncier Franco-Canadien;

124 Loi annexant certains territoires à la municipalité du Village de Montmorency;

126 Loi modifiant la charte de la cité de Québec;

128 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;

129 Loi concernant la succession de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour;

144 Loi modifiant la charte de la ville de Louiseville;

146 Loi constituant en corporation La Société d'assurance des caisses populaires;

178 Loi modifiant la loi du Barreau;

179 Loi concernant les techniciens dentaires.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse alors à l'honorable lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

22 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de clore la session de la législature de la province de Québec par le discours suivant:

**L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez consacré plus de quatre mois à étudier les graves problèmes qui s'imposaient à votre attention. Il m'est agréable de rendre hommage au zèle que vous avez déployé, et de sanctionner des lois destinées à servir les intérêts généraux de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition du gouvernement les crédits que requiert l'administration.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les brillantes victoires que nos armées sont à remporter en Italie nous permettent d'anticiper la libération prochaine des peuples qui endurent les pires souffrances morales et physiques sous le joug nazi.

Je prie la Providence de nous ramener bientôt nos fils victorieux et de répandre sur notre pays les bienfaits d'une paix durable.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif.  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*<sup>2</sup>.

La séance est levée.

**NOTES**

1. Selon *L'Événement* du 5 juin 1944, à la page 2, le reste de la discussion a surtout été empreint d'humour, le chef de l'opposition s'efforçant de garder à la Chambre sa belle humeur.

2. Selon *Le Canada* du 5 juin 1944, à la page 16, la session de la législature provinciale s'est terminée à 2 h 30.

